

UNION POSTALE UNIVERSELLE

DOCUMENTS DU CONGRÈS DE HAMBURG 1984

TOME I

DEUXIÈME VOLUME (PAGES 921 À 1874)

DOCUMENTATION DIVERSE

BERNE 1985

BUREAU INTERNATIONAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Le présent volume doit être cité sous la référence suivante:

Documents du Congrès de Hambourg 1984, tome I

Documentation diverse

- I. Règlement intérieur des Congrès modifié par le XIXe Congrès
- II. Liste des délégués et autres personnes ayant pris part aux travaux du Congrès
- III. Documents publiés à l'intention du Congrès (Congrès — Doc)

[illegible]

I. Règlement intérieur des Congrès modifié par le XIXe Congrès¹

Article premier

Dispositions générales

Le présent Règlement intérieur, ci-après dénommé le "Règlement", est établi en application des Actes de l'Union et leur est subordonné. En cas de divergence entre l'une de ses dispositions et une disposition des Actes, cette dernière fait autorité.

Article 2

Délégations

1. Le terme "délégation" s'entend de la personne ou de l'ensemble des personnes désignées par un Pays-membre pour participer au Congrès. La délégation se compose d'un Chef de délégation ainsi que, le cas échéant, d'un suppléant du Chef de délégation, d'un ou de plusieurs délégués et, éventuellement, d'un ou de plusieurs fonctionnaires attachés (y compris experts, secrétaires, etc.).
2. Les Chefs de délégation, leurs suppléants, ainsi que les délégués sont les représentants des Pays-membres au sens de l'article 14, paragraphe 2, de la Constitution s'ils sont munis de pouvoirs répondant aux conditions fixées à l'article 3 du présent Règlement.
3. Les fonctionnaires attachés sont admis aux séances et ont le droit de participer aux délibérations, mais ils n'ont pas, en principe, le droit de vote. Toutefois, ils peuvent être autorisés par leur Chef de délégation à voter au nom de leur pays dans les séances des Commissions. De telles autorisations doivent être remises par écrit avant le début de la séance au Président de la Commission intéressée.

Article 3

Pouvoirs des délégués

1. Les pouvoirs des délégués doivent être signés par le Chef de l'Etat ou par le Chef du Gouvernement ou par le Ministre des affaires étrangères du pays intéressé. Ils doivent être libellés en bonne et due forme. Les pouvoirs des délégués habilités à signer les Actes (plénipotentiaires) doivent indiquer la portée de cette signature (signature sous réserve de ratification ou d'approbation, signature "ad referendum", signature définitive). En l'absence d'une telle précision, la signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation. Les pouvoirs autorisant à signer les Actes comprennent implicitement le droit de délibérer et de voter. Les délégués auxquels les autorités compétentes ont conféré les pleins pouvoirs sans en préciser la portée sont autorisés à délibérer, à voter et à signer les Actes, à moins que le contraire ne ressorte explicitement du libellé des pouvoirs.
2. Les pouvoirs doivent être déposés dès l'ouverture du Congrès auprès de l'autorité désignée à cette fin.

¹ Pour les modifications au Règlement intérieur des Congrès, voir 3e, 4e et 5e séances plénières ainsi que PV 4, 5 et 7 de la Commission 3.

3. Les délégués non munis de pouvoirs ou qui n'auront pas déposé leurs pouvoirs peuvent, s'ils ont été annoncés par leur Gouvernement au Gouvernement du pays invitant, prendre part aux délibérations et voter dès l'instant où ils commencent à participer aux travaux du Congrès. Il en est de même pour ceux dont les pouvoirs sont reconnus comme étant entachés d'irrégularités. Ces délégués ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs constatant que leurs pouvoirs font défaut ou sont irréguliers et aussi longtemps que la situation n'est pas régularisée.
4. Les pouvoirs d'un Pays-membre qui se fait représenter au Congrès par la délégation d'un autre Pays-membre (procuration) doivent revêtir la même forme que ceux qui sont mentionnés au paragraphe 1.
5. Les pouvoirs et les procurations adressés par télégramme ne sont pas admis. En revanche, sont acceptés les télégrammes répondant à une demande d'information relative à une question de pouvoirs.
6. Une délégation qui, après avoir déposé ses pouvoirs, est empêchée d'assister à une ou plusieurs séances, a la faculté de se faire représenter par la délégation d'un autre pays à la condition d'en donner avis par écrit au Président de la réunion intéressée. Toutefois, une délégation ne peut représenter qu'un seul pays autre que le sien.
7. Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties à un Arrangement peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations du Congrès concernant cet Arrangement.

Article 4

Ordre des places

1. Aux séances du Congrès et des Commissions, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des Pays-membres représentés.
2. Le Président du Conseil exécutif tire au sort, en temps opportun, le nom du pays qui prendra place en tête devant la tribune présidentielle, lors des séances du Congrès et des Commissions.

Article 5

Observateurs

1. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies peuvent participer aux délibérations du Congrès.
2. Les observateurs des organisations internationales intergouvernementales sont admis aux séances du Congrès ou de ses Commissions lorsque sont discutées des questions intéressant ces organisations. Dans les mêmes cas, les observateurs des organisations internationales non gouvernementales sont admis aux séances des Commissions.
3. Sont également admis comme observateurs les représentants qualifiés des Unions restreintes établies conformément à l'article 8, paragraphe 1, de la Constitution lorsqu'elles en expriment le désir.
4. Les observateurs dont il est question aux paragraphes 1 à 3 prennent part aux délibérations sans droit de vote.

Article 6

Doyen du Congrès

1. L'Administration postale du pays siège du Congrès suggère la désignation du Doyen du Congrès d'entente avec le Bureau international. Le Conseil exécutif procède, en temps opportun, à l'adoption de cette désignation.
2. A l'ouverture de la première séance plénière de chaque Congrès, le Doyen assume la présidence du Congrès jusqu'à ce que celui-ci ait élu son Président. Au surplus, il exerce les fonctions qui lui sont attribuées par le présent Règlement.

Article 7

Présidences et vice-présidences du Congrès et des Commissions

1. Dans sa première séance plénière, le Congrès élit, sur proposition du Doyen, le Président du Congrès, puis approuve, sur proposition du Conseil exécutif, la désignation des Pays-membres qui assumeront les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions. Ces fonctions sont attribuées en tenant compte autant que possible de la répartition géographique équitable des Pays-membres.
2. Les Présidents ouvrent et clôturent les séances qu'ils président, dirigent les discussions, donnent la parole aux orateurs, mettent aux voix les propositions et indiquent la majorité requise pour les votes, proclament les décisions et, sous réserve de l'approbation du Congrès, donnent éventuellement une interprétation de ces décisions.
3. Les Présidents veillent au respect du présent Règlement et au maintien de l'ordre au cours des séances.
4. Toute délégation peut en appeler, devant le Congrès ou la Commission, d'une décision prise par le Président de ceux-ci sur la base d'une disposition du Règlement ou d'une interprétation de celui-ci; la décision du Président reste toutefois valable si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votant.
5. Si le Pays-membre chargé de la présidence n'est plus en mesure d'assurer cette fonction, l'un des Vice-Présidents est désigné par le Congrès ou par la Commission pour le remplacer.

Article 8

Bureau du Congrès

1. Le Bureau est l'organe central chargé de diriger les travaux du Congrès. Il est composé du Président et des Vice-Présidents du Congrès ainsi que des Présidents des Commissions. Il se réunit périodiquement pour examiner le déroulement des travaux du Congrès et de ses Commissions et pour formuler des recommandations tendant à favoriser ce déroulement. Il aide le Président à élaborer l'ordre du jour de chaque séance plénière et à coordonner les travaux des Commissions. Il fait des recommandations relatives à la clôture du Congrès.
2. Le Secrétaire général du Congrès et le Secrétaire général adjoint mentionnés à l'article 11, paragraphe 1, assistent aux réunions du Bureau.

Article 9

Membres des Commissions

1. Les Pays-membres représentés au Congrès sont, de droit, membres des Commissions chargées de l'examen des propositions relatives à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et au Règlement d'exécution de celle-ci.
2. Les Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à un ou plusieurs des Arrangements facultatifs sont de droit membres de la ou des Commissions chargées de la revision de ces Arrangements. Le droit de vote des membres de cette ou de ces Commissions est limité à l'Arrangement ou aux Arrangements auxquels ils sont parties.
3. Les délégations qui ne sont pas membres des Commissions traitant des Arrangements et de leur Règlement d'exécution ont la faculté d'assister aux séances de celles-ci et de prendre part aux délibérations sans droit de vote.

Article 10

Groupes de travail

Chaque Commission peut constituer des groupes de travail pour l'étude de questions spéciales.

Article 11

Secrétariat du Congrès et des Commissions

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international assument respectivement les fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint du Congrès.
2. Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint assistent aux séances du Congrès et du Bureau du Congrès où ils prennent part aux délibérations sans droit de vote. Ils peuvent aussi, dans les mêmes conditions, assister aux séances des Commissions ou s'y faire représenter par un fonctionnaire supérieur du Bureau international.
3. Les travaux du Secrétariat du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions sont assurés par le personnel du Bureau international en collaboration avec l'Administration du pays invitant.
4. Les fonctionnaires supérieurs du Bureau international assument les fonctions de Secrétaires du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions. Ils assistent le Président pendant les séances et sont responsables de la rédaction des procès-verbaux ou des rapports.
5. Les Secrétaires du Congrès et des Commissions sont assistés par des Secrétaires adjoints.
6. Des rapporteurs possédant la langue française sont chargés de la rédaction des procès-verbaux du Congrès et des Commissions.

Article 12

Langues de délibération

1. Sous réserve du paragraphe 2, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises pour les délibérations moyennant un système d'interprétation simultanée ou consécutive.
2. Les délibérations de la Commission de rédaction ont lieu en langue française.
3. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations indiquées au paragraphe 1. La langue du pays hôte jouit d'un droit de priorité à cet égard. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au paragraphe 1, soit par le système d'interprétation simultanée, lorsque des modifications d'ordre technique peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.
4. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont à la charge de l'Union.
5. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.

Article 13

Langues de rédaction des documents du Congrès

1. Les documents élaborés pendant le Congrès y compris les projets de décisions soumis à l'approbation du Congrès sont publiés en langue française par le Secrétariat du Congrès.
2. A cet effet, les documents provenant des délégations des Pays-membres doivent être présentés dans cette langue, soit directement, soit par l'intermédiaire des services de traduction adjoints au Secrétariat du Congrès.
3. Ces services, organisés à leurs frais par les groupes linguistiques constitués selon les dispositions correspondantes du Règlement général, peuvent aussi traduire des documents du Congrès dans leurs langues respectives.

Article 14

Propositions

1. Toutes les questions portées devant le Congrès font l'objet de propositions.
2. Toutes les propositions publiées par le Bureau international avant l'ouverture du Congrès sont considérées comme soumises au Congrès.
3. Deux mois avant l'ouverture du Congrès, aucune proposition ne sera prise en considération, sauf celles qui tendent à l'amendement de propositions antérieures.
4. Est considérée comme amendement toute proposition de modification qui, sans altérer le fond de la proposition, comporte une suppression, une addition à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition. Aucune proposition de modification ne sera considérée comme un amendement si elle est incompatible avec le sens ou l'intention de la proposition originale. Dans les cas douteux, il incombe au Congrès ou à la Commission de trancher la question.
5. Les amendements présentés en Congrès au sujet de propositions déjà faites doivent être remis par écrit en langue française au Secrétariat avant midi l'avant-veille du jour de leur mise en délibération de façon à pouvoir être distribués le même jour aux délégués. Ce délai ne s'applique pas aux amendements résultant directement des discussions en Congrès ou en Commission. Dans ce dernier cas, si cela est demandé, l'auteur de l'amendement doit présenter son texte par écrit en langue française ou, en cas de difficulté, en toute autre langue de débat. Le Président intéressé en donnera ou en fera donner lecture.
6. La procédure prévue au paragraphe 5 s'applique également à la présentation des propositions ne visant pas à modifier le texte des Actes (projets de résolutions, de recommandations, de vœux, etc.).
7. Toute proposition ou amendement doit revêtir la forme définitive du texte à introduire dans les Actes de l'Union, sous réserve bien entendu de mise au point par la Commission de rédaction.

Article 15

Examen des propositions en Congrès et Commissions

1. Les propositions d'ordre rédactionnel (dont le numéro est suivi de la lettre R) sont attribuées à la Commission de rédaction soit directement si, de la part du Bureau international, il n'y a aucun doute quant à leur nature (une liste en est établie par le Bureau international à l'intention de la Commission de rédaction), soit si, de l'avis du Bureau international, il y a doute sur leur nature, après que les autres Commissions en ont confirmé la nature purement rédactionnelle (une liste en est aussi établie à l'intention des Commissions intéressées). Toutefois, si de telles propositions sont liées à d'autres propositions de fond à traiter par le Congrès ou par d'autres Commissions, la Commission de rédaction n'en aborde l'étude qu'après que le Congrès ou les autres Commissions se sont prononcés à l'égard des propositions de fond correspondantes. Les propositions dont le numéro n'est pas suivi de la lettre R, mais qui, de l'avis du Bureau international, sont des propositions d'ordre rédactionnel, sont déférées directement aux Commissions qui s'occupent des propositions de fond correspondantes. Ces Commissions décident, dès l'ouverture de leurs travaux, lesquelles de ces propositions seront attribuées directement à la Commission de rédaction. Une liste de ces propositions est établie par le Bureau international à l'intention des Commissions en cause.
2. Si une même question fait l'objet de plusieurs propositions, le Président décide de leur ordre de discussion en commençant, en principe, par la proposition qui s'éloigne le plus du texte de base et qui comporte le changement le plus profond par rapport au statu quo.
3. Si une proposition peut être subdivisée en plusieurs parties, chacune d'elles peut, avec l'accord de l'auteur de la proposition ou de l'assemblée, être examinée et mise aux voix séparément.
4. Toute proposition retirée en Congrès ou en Commission par son auteur peut être reprise par la délégation d'un autre Pays-membre. De même, si un amendement à une proposition est accepté par l'auteur de celle-ci, une autre délégation peut reprendre la proposition originale non amendée.

5. Tout amendement à une proposition, accepté par la délégation qui présente cette proposition, est aussitôt incorporé dans le texte de la proposition. Si l'auteur de la proposition originale n'accepte pas un amendement, le Président décide si l'on doit voter d'abord sur l'amendement ou sur la proposition, en partant du libellé qui s'écarte le plus du sens ou de l'intention du texte de base et qui entraîne le changement le plus profond par rapport au statu quo.

6. La procédure décrite au paragraphe 5 s'applique également lorsqu'il est présenté plusieurs amendements à une même proposition.

7. Le Président du Congrès et les Présidents des Commissions font remettre à la Commission de rédaction, après chaque séance, le texte écrit des propositions, amendements ou décisions adoptés.

Article 16

Délibérations

1. Les délégués ne peuvent prendre la parole qu'après avoir été autorisés par le Président de la réunion. Il leur est recommandé de parler sans hâte et distinctement. Le Président doit laisser aux délégués la possibilité d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion pour autant que cela soit compatible avec le déroulement normal des délibérations.

2. Sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents et votant, les discours ne peuvent excéder cinq minutes. Le Président est autorisé à interrompre tout orateur qui dépasse ledit temps de parole. Il peut aussi inviter le délégué à ne pas s'écarter du sujet.

3. Au cours d'un débat, le Président peut, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, déclarer close la liste des orateurs après en avoir donné lecture. Lorsque la liste est épuisée, il prononce la clôture du débat, sous réserve d'accorder à l'auteur de la proposition en discussion, même après la clôture de la liste, le droit de répondre à tout discours prononcé.

4. Le Président peut aussi, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, limiter le nombre des interventions d'une même délégation sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé, la possibilité devant cependant être accordée à l'auteur de la proposition d'introduire celle-ci et d'intervenir ultérieurement s'il le demande, pour apporter des éléments nouveaux en réponse aux interventions des autres délégations, de telle façon qu'il puisse avoir la parole en dernier lieu s'il la demande.

5. Avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, le Président peut limiter le nombre des interventions sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé; cette limitation ne peut être inférieure à cinq pour et cinq contre la proposition en discussion.

Article 17

Motions d'ordre et motions de procédure

1. Au cours de la discussion de toute question et même, le cas échéant, après la clôture du débat, une délégation peut soulever une motion d'ordre à l'effet de demander:

- des éclaircissements sur le déroulement des débats;
- le respect du Règlement intérieur;
- la modification de l'ordre de discussion des propositions suggéré par le Président.

La motion d'ordre a la priorité sur toutes les questions, y compris les motions de procédure mentionnées au paragraphe 3.

2. Le Président donne immédiatement les précisions désirées ou prend la décision qu'il juge opportune au sujet de la motion d'ordre. En cas d'objection, la décision du Président est aussitôt mise aux voix.

3. En outre, au cours de la discussion d'une question, une délégation peut introduire une motion de procédure ayant pour objet de proposer:

- a) la suspension de la séance;
- b) la levée de la séance;
- c) l'ajournement du débat sur la question en discussion;
- d) la clôture du débat sur la question en discussion.

Les motions de procédure ont la priorité, dans l'ordre établi ci-dessus, sur toutes les autres propositions hormis les motions d'ordre visées au paragraphe 1.

4. Les motions tendant à la suspension ou à la levée de la séance ne sont pas discutées, mais immédiatement mises aux voix.

5. Lorsqu'une délégation propose l'ajournement ou la clôture du débat sur une question en discussion, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement ou à la clôture du débat, après quoi la motion est mise aux voix.

6. La délégation qui présente une motion d'ordre ou de procédure ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion. L'auteur d'une motion de procédure peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix et toute motion de l'espèce, amendée ou non, qui serait retirée peut être reprise par une autre délégation.

Article 18

Quorum. Généralités concernant les votations

1. Le quorum est constitué par la moitié des Pays-membres représentés au Congrès ou à la Commission et ayant droit de vote. En ce qui concerne les Arrangements, le quorum n'exige que la présence ou la représentation à la réunion de la moitié des Pays-membres représentés qui sont parties à l'Arrangement dont il s'agit.

2. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont tranchées par votation.

3. Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent ne pas vouloir y participer ne sont pas considérées comme absentes en vue de la détermination du quorum exigé au paragraphe 1.

4. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte.

Article 19

Procédure de vote

1. Les votes ont lieu par le système traditionnel ou par le dispositif électronique de votation. Ils sont en principe effectués par le dispositif électronique lorsque celui-ci est à la disposition de l'assemblée. Toutefois, pour un vote secret, le recours au système traditionnel peut avoir lieu si la demande présentée dans ce sens par une délégation est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant.

2. Pour le système traditionnel, les procédures de vote sont les suivantes:

- a) à main levée: si le résultat d'un tel vote donne lieu à des doutes, le Président peut, à son gré ou à la demande d'une délégation, faire procéder immédiatement à un vote par appel nominal sur la même question;
- b) par appel nominal: sur demande d'une délégation ou au gré du Président. L'appel se fait en suivant l'ordre alphabétique français des pays représentés en commençant par le pays dont le nom est tiré au sort par le Président. Le résultat du vote, avec la liste des pays par nature de vote, est consigné au procès-verbal de la séance;
- c) au scrutin secret: par bulletin de vote sur demande de deux délégations. Le président de la réunion désigne en ce cas trois scrutateurs et prend les mesures nécessaires pour assurer le secret du vote.

3. Par le dispositif électronique, les procédures de vote sont les suivantes:
 - a) vote non enregistré: il remplace un vote à main levée;
 - b) vote enregistré: il remplace un vote par appel nominal; toutefois, il n'est pas procédé à l'appel des noms des pays sauf si une délégation le demande et si cette proposition est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant;
 - c) vote secret: il remplace un scrutin secret par bulletins de vote.
4. Quel que soit le système utilisé, le vote au scrutin secret a priorité sur toute autre procédure de vote.
5. Quand un vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière suivant laquelle s'effectue le vote.
6. Après le vote, le Président peut autoriser les délégués à expliquer leur vote.

Article 20

Conditions d'approbation des propositions

1. Pour être adoptées, les propositions visant la modification des Actes doivent être approuvées:
 - a) pour la Constitution: par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union; les deux tiers de ceux-ci doivent être présents au moment du vote;
 - b) pour le Règlement général: par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès; les deux tiers des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote;
 - c) pour la Convention et son Règlement d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant;
 - d) pour les Arrangements et leurs Règlements d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties aux Arrangements.
2. Les questions de procédure qui ne peuvent être résolues d'un commun accord sont décidées par la majorité des Pays-membres présents et votant. Il en est de même pour des décisions ne concernant pas la modification des Actes, à moins que le Congrès n'en décide autrement à la majorité des Pays-membres présents et votant.
3. Sous réserve de l'article 18, paragraphe 4, par Pays-membres présents et votant, il faut entendre les Pays-membres votant "pour" ou "contre", les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même d'ailleurs que les bulletins blancs ou nuls en cas de vote au scrutin secret.
4. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme rejetée.

Article 21

Election des membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales

En vue de départager les pays ayant obtenu le même nombre de voix aux élections des membres du Conseil exécutif ou du Conseil consultatif des études postales, le Président procède au tirage au sort.

Article 22

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

1. Les élections du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international ont lieu au scrutin secret successivement à une ou à plusieurs séances se tenant le même jour. Est élu le candidat qui obtient la majorité des suffrages exprimés par les Pays-membres présents et votant. Il est procédé à autant de scrutins qu'il est nécessaire pour qu'un candidat obtienne cette majorité.
2. Sont considérés comme Pays-membres présents et votant ceux qui votent pour l'un des candidats régulièrement annoncés, les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même que les bulletins blancs ou nuls.

3. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés conformément au paragraphe 2, l'élection est renvoyée à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte.
4. Le candidat qui, à un tour de scrutin, a obtenu le moins de voix est éliminé.
5. En cas d'égalité des voix, il est procédé à un premier, voire à un second scrutin supplémentaire, pour tenter de départager les candidats ex aequo, le vote portant uniquement sur ces candidats. Si le résultat est négatif, le sort décide. Le tirage au sort est opéré par le Président.

Article 23

Procès-verbaux

1. Les procès-verbaux des séances du Congrès et des Commissions reproduisent la marche des séances, résument brièvement les interventions, mentionnent les propositions et le résultat des délibérations. Des procès-verbaux sont établis pour les séances plénières et des procès-verbaux sommaires pour les séances de Commissions.
2. Les procès-verbaux des séances d'une Commission peuvent être remplacés par des rapports à l'intention du Congrès si le Conseil exécutif en décide ainsi. En règle générale, les Groupes de travail établissent un rapport à l'intention de l'organe qui les a créés.
3. Toutefois, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal ou au rapport de toute déclaration faite par lui, à la condition d'en remettre le texte français au Secrétariat deux heures au plus tard après la fin de la séance.
4. A partir du moment où l'épreuve du procès-verbal ou du rapport a été distribuée, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations au Secrétariat qui, le cas échéant, sert d'intermédiaire entre l'intéressé et le Président de la séance en question.
5. En règle générale et sous réserve du paragraphe 4, au début des séances du Congrès, le Président soumet à l'approbation le procès-verbal d'une séance précédente. Il en est de même pour les Commissions dont les délibérations font l'objet d'un procès-verbal ou d'un rapport. Les procès-verbaux ou les rapports des dernières séances qui n'auraient pu être approuvés en Congrès ou en Commission sont approuvés par les Présidents respectifs de ces réunions. Le Bureau international tiendra compte également des observations éventuelles que les délégués des Pays-membres lui communiqueront dans un délai de quarante jours après l'envoi desdits procès-verbaux.
6. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les procès-verbaux ou les rapports des séances du Congrès et des Commissions les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de leur approbation conformément au paragraphe 5.

Article 24

Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)

1. En règle générale, chaque projet d'Acte présenté par la Commission de rédaction est examiné article par article. Il ne peut être considéré comme adopté qu'après un vote d'ensemble favorable. L'article 20, paragraphe 1, est applicable à ce vote.
2. Au cours de cet examen, chaque délégation peut reprendre une proposition qui a été adoptée ou rejetée en Commission. L'appel concernant de telles propositions est subordonné à la condition que la délégation en ait informé par écrit le Président du Congrès au moins un jour avant la séance où la disposition visée du projet d'Acte sera soumise à l'approbation du Congrès.
3. Toutefois, il est toujours possible, si le Président le juge opportun pour la suite des travaux du Congrès, de procéder à l'examen des appels avant l'examen des projets d'Actes présentés par la Commission de rédaction.

4. Lorsqu'une proposition a été adoptée ou rejetée par le Congrès, elle ne peut être examinée à nouveau par le même Congrès que si l'appel a été appuyé par au moins dix délégations et approuvé à la majorité des deux tiers des membres présents et votant. Cette faculté se limite aux propositions soumises directement aux séances plénières, étant entendu qu'une même question ne peut donner lieu à plus d'un appel.

5. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les Actes définitifs les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de l'examen des projets d'Actes, le numérotage des articles et des paragraphes ainsi que les références.

6. Les paragraphes 2 à 5 sont également applicables aux projets de décisions autres que les projets d'Actes (résolutions, vœux, etc.).

Article 25

Attribution des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales

Sur recommandation de son Bureau, le Congrès attribue, de la manière suivante, les études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales, en tenant compte de la composition et des compétences respectives de ces deux organes:

- a) en principe, au Conseil exécutif, lorsqu'elles concernent la structure, l'organisation et l'administration générale de l'Union. Il en va de même des questions ayant des incidences financières importantes (taxes, frais de transit, taux de base du transport aérien, quotes-parts des colis postaux, etc.) et pouvant entraîner une modification des Actes;
- b) au Conseil consultatif des études postales, lorsque ces études portent sur des problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique.

Article 26

Réserves aux Actes

Les réserves doivent être présentées par écrit en langue française (propositions relatives au Protocole final) de manière à pouvoir être examinées par le Congrès avant la signature des Actes.

Article 27

Signature des Actes

Les Actes définitivement approuvés par le Congrès sont soumis à la signature des Plénipotentiaires.

Article 28

Modifications au Règlement

1. Chaque Congrès peut modifier le Règlement intérieur. Pour être mises en délibération, les propositions de modification au présent Règlement, à moins qu'elles ne soient présentées par un organe de l'UPU habilité à introduire des propositions, doivent être appuyées en Congrès par au moins dix délégations.

2. Pour être adoptées, les propositions de modification au présent Règlement doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres représentés au Congrès.

II. Liste des délégués et autres personnes ayant pris part aux travaux du Congrès

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Afghanistan	MM. KHOSHAL Z., President of Postal Department, Ministry of Communications, chef de délégation CHOWDBURY I.A., Conseiller, délégué BASSIR A., délégué ZAMAN B., délégué
Albanie	MM. DERSHA H., Vice-Directeur général des postes et des télécommunications, chef de délégation KATUNDI M., Spécialiste en chef des services postaux internationaux, délégué MUÇA A., Spécialiste des postes, délégué
Algérie	MM. BESSAÏH B., Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation FERGANI Y., Secrétaire général du Ministère des postes et télécommunications, cochef de délégation GADOUCHE M., Directeur général des postes, chef adjoint de délégation TANDJAOUI R., Directeur général des ressources, délégué SALAOUATCHI A., Inspecteur général, délégué LOUANCHI, Membre du Cabinet, délégué MEKKAOUI O., Directeur des services postaux, délégué BERRAÏRIA M., Directeur des services financiers postaux, délégué BARKATI L., Directeur des études et de l'action commerciale, délégué MALOUM M., Sous-Directeur des acheminements et de la distribution, délégué HAMMOUCHE C., Sous-Directeur de l'organisation des bureaux de poste, délégué YOUNSIOUI A., Sous-Directeur des chèques et mandats postaux, délégué SAOUDI S., Sous-Directeur de l'épargne, délégué KERMAD M., Sous-Directeur des études et des programmes, délégué BENMILOUKA M., Sous-Directeur de l'action commerciale, délégué BENDJABALLAH A., Attaché der Kulturabt., fonctionnaire attaché GASMI R., fonctionnaire attaché
Allemagne, Rép. féd. d'	MM. SCHWARZ-SCHILLING C., Dr ès lettres, Ministre fédéral des postes et télécommunications, chef de délégation FLORIAN W., Dr en droit, Secrétaire d'Etat, chef adjoint de délégation SCHÖLL F., Directeur ministériel, chef adjoint de délégation

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Allemagne, Rép. féd. d' (suite)	<p>MM. KOLLER F., Dr en droit, Vice-Directeur ministériel, délégué JANSSEN R., Dr en droit, Vice-Directeur ministériel, délégué HILGERS H.J., Conseiller ministériel, délégué WEISSER K.-J., Ing. diplômé, Conseiller ministériel, délégué LEINUNG H.F., Conseiller ministériel, délégué GIESDER M., Dr en droit, Conseiller 1re classe au Ministère des affaires étrangères, délégué SPERL G.-F., Dr en droit, Premier Conseiller au Ministère des affaires étrangères, délégué ENGELKE H., Dr en droit, Directeur supérieur des postes, délégué BENDER W., Directeur des postes, délégué SOLDA K., Directeur des postes, délégué BRAUN A., Premier Secrétaire au Ministère des affaires étrangères, délégué JÖBGES R., Conseiller, délégué FRIES H., Conseiller, délégué HASLÖWER K., Conseiller, délégué</p> <p>Mme JOSTEN-KRISOR G., Secrétaire du Président du Congrès, fonctionnaire attachée</p>
Amérique (Etats-Unis)	<p>MM. BOLGER W.F., Postmaster General, chef de délégation FINCH J., Deputy Postmaster General, cochef de délégation BIGLIN F.X., Senior Assistant Postmaster General, Administration Group, chef adjoint de délégation DUKA W.E., Assistant Postmaster General, International Postal Affairs Department, chef adjoint de délégation JELLISON J.V., Senior Assistant Postmaster General, Operations Group, délégué McCAFFREY E.J., Assistant Postmaster General, Rates and Classification Department, délégué ORLANDO J.E., Director, Transportation and International Services, délégué REGAN M.J., Manager, International Postal Relations, délégué</p> <p>Mme HARRISON I., Adviser, International Postal Affairs, déléguée</p> <p>MM. WINSTON S.J., Director, International Economics, International Postal Affairs, délégué LEAVEY T.E., General Manager, International Mail Processing, délégué FOWLER S. III, International Relations Officer, International Postal Affairs, délégué VanDERNOOT P.G., Program Manager, International Postal Affairs, délégué NORTON D.C., Foreign Service Officer, Department of State, délégué SCHEINBAUM G.H., Telecommunications Attaché, US Mission to the European Office of the UN, Geneva, délégué BOND S.R., Legal Affairs Officer, US Mission, Geneva, délégué GRIFFIN G.L., International Law Counsel, fonctionnaire attaché WALKER E.S., General Manager, International Mail Classification, fonctionnaire attaché</p> <p>Mmes MULLIN K.M., International Mail Specialist, fonctionnaire attachée MITCHELL J.M., International Postal Affairs Specialist, fonctionnaire attachée</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Amérique (Etats-Unis) (suite)	<p>MM. DELEHANTY D.M., International Postal Affairs Specialist, fonctionnaire attaché ADAMS R., Postal Inspector, fonctionnaire attaché KINZLER L., Postal Inspector, fonctionnaire attaché Mlle DEAN J.E., Secrétaire, fonctionnaire attachée Mmes HAUSER K., Office of the US Trade Representative Executive Office of the President, déléguée GREULICH L., US Foreign Service Liaison, déléguée ZELLER, Private Secretary to the Postmaster, fonctionnaire attachée</p>
Angola	<p>MM. TAVARES RIBEIRO L., Vice-Ministre des communications, chef de délégation CASTRO GUIMARÃES J.J., Directeur national des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation TEIXEIRA C.F., Directeur du Département des postes, délégué DA CUNHA M.H., Directeur adjoint des services centraux postaux, délégué MARQUES DE FARIA V., Conseiller au Ministère des relations extérieures, délégué RUI PINTO E., Directeur du Centre de formation postal et télégraphique, délégué</p>
Arabie saoudite	<p>MM. KAYAL A.D., Minister of PTT, chef de délégation BANAJAH S.H., Director General of Posts, chef adjoint de délégation ABU MANSOUR F., Assistant Deputy Minister, délégué AL FAHD BIN ALY A., Assistant Deputy Minister, délégué KARKADAN M.S., Director General of Planning, Training and Budgeting, délégué SAMOUN A.M., Director General of Postal Transportation, délégué KHAHTANI S.A., Director of Postal Services, délégué ZAMZAMI N.A., Director of Bureau of the Director General of Posts, délégué SAMMAN A.R., Directeur général, délégué REMY, délégué</p>
Argentine	<p>MM. ORTIZ I.E., Dr, Administrateur général de l'Entreprise nationale des postes et télégraphes, chef de délégation NIETO E.T., Dr, Administrateur général adjoint de l'Entreprise nationale des postes et télégraphes, chef adjoint de délégation BRUNO I.I., Gérant d'exploitation, chef adjoint de délégation GARGANTINI A.J., Directeur général, chargé du Secrétariat général, chef adjoint de délégation BEREAU J., Assesseur honoraire, délégué EGUREN A.C., Dr, Chef de la Division des affaires internationales, délégué HERRERA H.A., Spécialiste supérieur, délégué</p>
Australie	<p>MM. ELTRINGHAM D.H., Managing Director, Australian Postal Commission, chef de délégation BRADY J.L., Secretary to the Australian Postal Commission and General Manager, Corporate Affairs, cochef de délégation SMITH Peter J., Manager, International Postal Affairs, délégué</p>

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Australie (suite)	<p>M. McKEOWN K.J.S., Assistant Manager, International Postal Affairs, délégué</p> <p>Mme MORRIS E.M., Senior International Relations Officer, déléguée</p> <p>M. CRIMMINS C., Principal Project Officer, Operations Department, délégué</p> <p>Mlle JONES E., Assistant Manager, Liaison Branch, Corporate Affairs Department, déléguée</p> <p>M. BROWN H., Membre de l'Ambassade d'Australie</p> <p>Mme SHWABSKY S., Second Secretary of the Australian Embassy, Bonn, fonctionnaire attachée</p> <p>M. SMITH Paul, délégué</p>
Autriche	<p>MM. ÜBLEIS H., Dr en droit, Directeur général des postes et des télégraphes, chef de délégation</p> <p>BROSCH W., Dr en droit, Conseiller ministériel, Chef de la Division "Postes et autocars postaux", chef adjoint de délégation</p> <p>NACHTNEBEL E., Dr en droit, Conseiller ministériel, Chef du Service international des postes, chef adjoint de délégation en l'absence de M. Brosch</p> <p>MITTERMAIER F., Dr en droit, Conseiller ministériel, Directeur au Service international des postes, délégué</p> <p>SEIFERT W., Dr en droit, Consul général d'Autriche à Hamburg, délégué</p> <p>WOLF V., Dr en droit, Premier Vice-Gouverneur de la Caisse d'épargne postale, délégué</p> <p>KROTTENMÜLLER G., Dr en droit, Chef du Bureau international de la Caisse d'épargne postale, délégué</p> <p>TOIFL R., Directeur, fonctionnaire du Service international des postes, délégué</p> <p>Mme KITTler A., traductrice, fonctionnaire attachée</p>
Bahamas	<p>MM. BETHEL P.M., MP, Minister of Transport, chef de délégation</p> <p>SAUNDERS J.V., Postmaster General, cochef de délégation</p>
Bahrain	<p>MM. AL-HOUMAIIDAN I.M.H., Minister of Communications, chef de délégation</p> <p>MATTAR A.E., Director of Posts, chef adjoint de délégation</p> <p>DALLAL F.A., Chief of International Postal Relations, chef adjoint de délégation</p> <p>FOULAD A.M., Minister's Office Manager, délégué</p>
Bangladesh	<p>MM. AHMED F., Director General, Bangladesh Post Office, chef de délégation</p> <p>AHMED MUHIUDDIN A., Deputy Director General, Bangladesh Post Office, chef adjoint de délégation</p> <p>CHOWDBURY I., Conseiller à l'Ambassade du Bangladesh à Bonn, délégué</p> <p>HERINGER M., délégué</p>
Barbade	<p>MM. BARROW N., Minister of Information and Culture, chef de délégation</p> <p>WEEKES L., Postmaster General, chef adjoint de délégation</p> <p>GILL C., Assistant Postmaster General, délégué</p> <p>BENJAMIN G., Postal Superintendent, délégué</p> <p>Mme HAYNES A., Senior Administrative Officer, Ministry of Information and Culture, déléguée</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Belgique	<p>M. DE CROO H., Ministre des communications et des PTT</p> <p>Mme D'HONDT-VAN OPDENBOSCH P., Secrétaire d'Etat aux PTT</p> <p>MM. BERTELS J., Chef du Cabinet du Ministre</p> <p>SCHOUPPE E., Chef du Cabinet du Secrétaire d'Etat aux PTT</p> <p>GILLET J.-C., Conseiller au Cabinet du Ministre des communications et des PTT</p> <p>VAN USSEL M., Ambassadeur de Belgique à Bonn, chef de délégation</p> <p>MASSART A., Administrateur général a.i. de la Régie des postes, chef de délégation</p> <p>MANISE J., Directeur général, Direction de l'exploitation et des services extérieurs, chef adjoint de délégation</p> <p>BONNIJNS H., Directeur général, Direction générale de la programmation financière, délégué</p> <p>WINDELS G., Inspecteur général, Chef du service des affaires internationales, délégué</p> <p>BRUGGEMAN A., Inspecteur général honoraire, délégué</p> <p>DEBRAEKELEER H., Inspecteur général, délégué</p> <p>LEFEBURE C., Inspecteur général, délégué</p> <p>Mlle SIMOENS A., Consul général de Belgique à Hamburg, déléguée</p> <p>MM. LOKKER C., Inspecteur en chef à la Société nationale des chemins de fer belges, délégué</p> <p>REYNIERS J., Agent de Direction à la Société nationale des chemins de fer belges, délégué</p>
Belize	Représenté par la Grande-Bretagne
Bénin	<p>MM. BOURAÏMA T., Ministre des transports et des communications, chef de délégation</p> <p>HOUNDADJO C.S., Directeur général adjoint de l'Office des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>AIDOMONHAN F.C., Directeur des services postaux et financiers, délégué</p> <p>ASSOGBA A., Chef de la Section philatélie, délégué</p> <p>Mme ALINDE J., Chef de la Division des services financiers, déléguée</p> <p>M. DANSOU G.B., Chef de la Division Poste, délégué</p>
Bhoutan	<p>MM. PENJOR L.S., Minister for Communications and Tourism, chef de délégation</p> <p>KATWAL D.D.N., Director, Posts and Telegraphs, chef alternatif de délégation</p> <p>TENZIN J., Zonal Superintendent of Posts, P and T Directorate (UPU Section), délégué</p>
Biélorussie	<p>MM. ULASIK, Vice-Ministre, chef de délégation</p> <p>VYTCHEGJANINE E., Deuxième Secrétaire au Ministère des affaires étrangères, chef adjoint de délégation</p>
Birmanie	<p>MM. LIN THAIN MOUNG, Director General, Posts and Telecommunications Department, chef de délégation</p> <p>MAUNG MAUNG LIN, Director, Posts and Telecommunications Department, délégué</p>

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Birmanie (suite)	M. KYAW SOE, Communications Officer, Foreign Post Division, Posts and Telecommunications Corporation, délégué
Bolivie	MM. CARASCO M., Directeur général des postes, chef de délégation SANCHEZ J.E., Consul général de Bolivie à Hamburg, délégué BAZURCO BUSCHAGLIONE C., Traducteur, délégué Mme FICK J., Traductrice, Consulat général de Bolivie à Hamburg, fonctionnaire attachée
Botswana	MM. BLACKBEARD C.W., Minister of Works and Communications, chef de délégation LEKAUKAU C.M.T., Permanent Secretary, Ministry of Works and Communications, chef adjoint de délégation BUTALE P.N., Director of Postal Services, délégué LEJOWA B., Chief Investigation Officer, délégué
Brésil	MM. CORRÊA DE MATTOS H., Ministre d'Etat des communications BOTTO DE BARROS A.C., Président de l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes, chef de délégation SOUZA CUNHA A., Secrétaire des services postaux au Ministère des communications, chef adjoint de délégation LOPES LANDEIRA N., Directeur coordonnateur des opérations postales et de la correspondance groupée, délégué CARNEIRO CILENTO M.F., Chef du Département des relations internationales, délégué ITUASSU A., Chef du service international, délégué DELVIZDO CHAUDON A.E., Technicien d'administration, fonctionnaire attaché DE PAIVA SICILIANO P.V., Chef de la Section de contrôle des crédits internationaux, fonctionnaire attaché Mme LOUVISON M.H., Chef de la Section de la législation et des études, fonctionnaire attachée MM. MARCIANO RAUBER J., Directeur régional de l'ECT à Rio de Janeiro, fonctionnaire attaché DE BARROS D.C., Consul adjoint au Consulat général du Brésil à Hamburg, délégué BRASEY J., Assesseur du Président, fonctionnaire attaché DA SILVA E SOUZA G., Assesseur du Président, fonctionnaire attaché Mmes CÂMARA PORDEUS M., Assesseur du Président, fonctionnaire attachée VREULS D., Assesseur du Président, fonctionnaire attachée MM. MELO VASCONCELOS L., Assesseur du Président, fonctionnaire attaché ALMIR MENDES J., Assistant du Président, fonctionnaire attaché PORTELLA O.E.B.
Bulgarie (Rép. pop.)	MM. VANTCHEV P., Ing., Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation MARINOV I., Ing., Vice-Ministre des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation GOTCHEV G., Ing., Directeur des affaires internationales, délégué

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Bulgarie (Rép. pop.) (suite)	MM. PETKOV S., Directeur des services postaux, délégué ATANASSOV P., Spécialiste principal des services postaux internationaux, délégué GANTCHEV G., Deuxième Secrétaire au Ministère des affaires étrangères, délégué
Burundi	M. NTAWIGAYA B., Conseiller du Ministre des transports, postes et télécommunications, chef de délégation
Cameroun	MM. MBELLA MBAPPE R., Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation ENOCK NKWAYEB, Ambassadeur du Cameroun en RFA, Bonn, chef adjoint de délégation KENGNE NGUIFFO A., Conseiller du Ministre des postes et télécommunications, délégué NKOLO FANGA J.B., Directeur des postes, délégué AMOUGOU MFOMO J., Sous-Directeur de l'exploitation postale, délégué KONNA A., Premier Conseiller à l'Ambassade du Cameroun à Bonn, délégué ATEBA E., Deuxième Conseiller à l'Ambassade du Cameroun à Bonn, délégué
Canada	MM. WARREN R.M., Président-Directeur général (President and Chief Executive Officer), chef de délégation CLERMONT G.C., Vice-Président, Affaires juridiques et générales (Vice-President, Corporate and Legal Affairs), chef suppléant de délégation KLASSEN H.J., Vice-Président, Planification des finances et des tarifs (Vice-President, Financial and Rate Planning), chef suppléant de délégation HALPIN J.G., Directeur principal, Affaires postales internationales (Senior Director, International Postal Affairs), chef adjoint de délégation BULLOCK D.G., Conseiller supérieur, Affaires postales internationales (Senior Advisor, International Postal Affairs), délégué FALLU A.A., Conseiller, Affaires postales internationales (Advisor, International Postal Affairs), délégué BERLET R.J.L., Consul général du Canada à Hamburg (Consul General of Canada at Hamburg), expert attaché GAUDETTE B., Directeur, Réseau postal international (Director, International Mail Network), expert attaché Mlle LAPOINTE G., Directrice adjointe des affaires des Nations Unies, Ministère des affaires extérieures (Assistant Director, UN Affairs, Department of External Affairs), expert attaché Mmes LIBERA M.S., Conseillère, Affaires postales internationales (Advisor, International Postal Affairs), fonctionnaire attachée HORTON D., Vice-Consul du Canada à Hamburg (Vice-Consul of Canada at Hamburg), fonctionnaire attachée BOURDEAU N., Secrétaire du Directeur principal (Secretary to the Senior Director), fonctionnaire attachée
Cap-Vert	Mme SAGNA M.V.E., Directeur général de l'Entreprise des postes et télécommunications, chef de délégation M. PIRES A., Ambassadeur de Cap-Vert à Rome, chef de délégation

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Cap-Vert (suite)	<p>M. ALMEIDA H.M., Directeur des services d'exploitation, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme ALMEIDA E.B., Chef de la Division d'exploitation postale, déléguée</p>
Centrafrique	<p>MM. GAIKOUMA S., Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>NZENGOU E., Chargé de missions, chef adjoint de délégation</p> <p>BAO B., Directeur général des postes, délégué</p>
Chili	<p>MM. DELANO B.P., Gérant général, chef de délégation</p> <p>CARGILL J.H., Ministre-conseiller, Conseiller général du Chili à Hamburg</p> <p>VICUNA Z.C., Assesseur des relations internationales, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme URRUTIA M., Chef du Département de planification, déléguée</p> <p>M. RIVEROS ROMO M., Technicien au Département des opérations internationales, délégué</p> <p>Mme VALENZUELA M., Technicienne au Département des relations internationales, déléguée</p>
Chine (Rép. pop.)	<p>MM. WEN M., Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>LIU Y., Vice-Directeur du Département des affaires extérieures du Ministère des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>WANG K., Vice-Directeur général des postes du Ministère des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>PENG M., Chef adjoint de la Division des organisations internationales du Département des affaires extérieures, délégué</p> <p>Mmes TANG G., Chef adjoint de la Division du service international de la Direction générale des postes, déléguée</p> <p>HU S., Deuxième Secrétaire au Ministère des affaires étrangères, déléguée</p> <p>MM. CONG Y., Chef adjoint de la Division du service international de la Direction générale des postes, délégué</p> <p>LIANG Z., Deuxième Secrétaire à l'Ambassade de Chine en RFA, délégué</p> <p>LIU H., Fonctionnaire chargé des affaires des organisations internationales du Département des affaires extérieures</p> <p>Mme SHI X., Fonctionnaire chargée du service postal international de la Direction générale des postes, déléguée</p> <p>MM. ZHI L., Secrétaire du Ministère des postes et télécommunications, fonctionnaire attaché</p> <p>ZOU S., Fonctionnaire du Ministère des postes et télécommunications, fonctionnaire attaché</p> <p>Mmes HUANG L., Fonctionnaire du Ministère des postes et télécommunications, fonctionnaire attachée</p> <p>TIAN H., Fonctionnaire du Ministère des postes et télécommunications, fonctionnaire attachée</p> <p>MM. SUN B., Fonctionnaire du Ministère des postes et télécommunications, fonctionnaire attaché</p> <p>QU D., Fonctionnaire du Ministère des postes et télécommunications, fonctionnaire attaché</p>
Chypre	<p>MM. SPATHARIS K., Director of the Department of Postal Services, chef de délégation</p> <p>PIRISHIS A., Conseiller, Chef adjoint de délégation</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Colombie	<p>MM. URREA M.D., Directeur général, chef de délégation ALVARADO L.M., Sous-Directeur des opérations, chef adjoint de délégation SILVA VASQUEZ E., Consul général de Colombie à Hamburg, délégué RASCH ISLA A., Consul auxiliaire, délégué OSPINA BARAYA J., Vice-Consul, délégué Mme GORI V., Vice-Consul de Colombie à Hamburg, déléguée MM. ALVARADO CAORAI O L.M., Jefe Alterno, Consulat de Colombie à Hamburg, délégué MALAGON F., Dr, Premier Secrétaire, Ambassade de Colombie, délégué</p>
Comores	<p>MM. ABDILLAH M., Secrétaire d'Etat aux PTT, chef de délégation SOUFFIANE M., Directeur général de l'Office des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation AHMED S.H., Directeur des services postaux et financiers, délégué ABDALLAH AHAMADI K., Chef des services financiers, délégué LOUFTI S., Chef du service des affaires internationales, délégué</p>
Congo (Rép. pop.)	<p>MM. ABIBI D., Ministre de l'information et des postes et télécommunications, chef de délégation DJEMBO-TATY A., Conseiller du Ministre des postes et télécommunications, suppléant du chef de délégation OMBAKA-EKORI V.R., Directeur général, Président de l'Office national des postes et télécommunications, suppléant du chef de délégation YANDZA G.F., Ambassadeur de la République populaire du Congo DEFOUND OUX C., Directeur des services postaux et financiers, suppléant du chef de délégation MOUMBOU L., Attaché aux postes auprès du Ministère de l'information et des postes et télécommunications, délégué BALOUNDA B., Conseiller du Directeur général, Président de l'Office national des postes et télécommunications, délégué Mme MABIALA L., Chef du Bureau des acheminements postaux, déléguée</p>
Corée (Rép.)	<p>MM. OH M., Dr, Vice-Ministre des communications, chef de délégation SHIN Y.S., Directeur général des postes, cochef de délégation KIM Seung-eui, Premier Secrétaire à l'Ambassade de la République de Corée à Hamburg, délégué KWON Y.S., Directeur Division postale internationale, délégué KIM Young-won, Consul, Consulat général de la République de Corée à Hamburg, délégué HA C.H., Division des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères, délégué CHUNG Y.H., Section-Chief, Division postale internationale, délégué LEEM J.T., Section-Chief, Division postale internationale, délégué SHIN M.H., Section-Chief, Postal Planning Division, délégué SUH Y.K., Section-Chief, Telecommunications Planning Division, délégué YU K.T., Assistant Section-Chief, Division postale internationale, délégué YANG S., General Manager, fonctionnaire attaché KIM D.K., Director of Planning & Coordination, fonctionnaire attaché</p>

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Costa-Rica	<p>MM. CASTRO CHAVES R., Lic., Directeur national des communications, chef de délégation ULRICH J., Consul général du Costa-Rica à Hamburg, cochef de délégation</p> <p>Mme CASTRO ARROYO N., Directrice des postes et télégraphes a.i., déléguée</p> <p>M. PIEDRA A., Chef du Département des affaires internationales, délégué</p>
Côte d'Ivoire (Rép.)	<p>MM. BARRY BATTESTI A., Ministre des travaux publics, de la construction et des postes et télécommunications, chef de délégation KOUAMELAN J.-B., Directeur général des postes, chef adjoint de délégation EFIEENNE D., Ambassadeur DIARRA HADJI, Directeur général de la caisse nationale d'épargne, délégué AMBEMON V., Directeur des services postaux, délégué OHOUO APPIA, Directeur des services financiers, délégué MIMI LOGBO B., Chef du service des relations extérieures, délégué ABI AKA E., Chef du service des affaires internationales, délégué</p>
Cuba	<p>MM. PEÑA SUÁRES M., Directeur des postes et télégraphes, chef de délégation</p> <p>Mme SEGRERA ARANDA O.C., Directrice des relations internationales, chef adjoint de délégation</p> <p>MM. MARTY VALDES F., Directeur adjoint des postes et télégraphes, délégué BENITES MORE A., Sous-Directeur de l'Entreprise des postes, de la presse, et de la philatélie, délégué ESPRONCEDA VEGA R., Spécialiste des organismes internationaux, délégué</p> <p>Mme CURI BACARAT G., Spécialiste au Ministère des relations extérieures, déléguée</p>
Danemark	<p>MM. WÜRTZEN H., Directeur général des postes et des télégraphes, chef de délégation ANDERSEN B.M., Directeur délégué, chef adjoint de délégation MYRVIG H., Directeur, Chef de la Division de l'exploitation et de la commercialisation postale, chef adjoint de délégation NIELSEN L., Directeur adjoint, Chef du secteur d'exploitation postale et des relations internationales, délégué HANSEN M.T., Chef des services financiers, délégué NORDBO B., Chef du bureau des relations internationales, délégué CHRISTENSEN G.T., Contrôleur principal, délégué</p>
Djibouti	<p>MM. WAISS E.O., Directeur adjoint, chef de délégation ISMAEL A.M., Chef de la Division de l'exploitation postale, chef adjoint de délégation</p>
Dominicaine (Rép.)	<p>M. GROUSSET L.G., Sous-Directeur général des postes, chef de délégation</p>
Dominique	<p>M. SHILLINYFORO R.A., Ambassadeur de la Dominique à Hamburg, délégué</p>
Egypte	<p>MM. SOKKAR H.A.A., Ing., Président du Conseil d'administration de l'organisme national des postes, chef de délégation SALEM I.F., Vice-Président de l'Organisme, délégué FOUAD C.Y., Ministre plénipotentiaire, Ministère des affaires étrangères, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Egypte (suite)	<p>M. AHMED K.A.H., Chef du Secteur du Secrétariat général des services centraux, délégué</p> <p>Mmes ABDEL MASSIH S.A.S., Directrice, Service postal international, déléguée KHALIL S.M., Directrice, Section des Accords internationaux et des Congrès, déléguée</p> <p>MM. LOUFTI A.M., Directeur général pour les finances, délégué KILING A.A., Directeur du Département du transport et du trafic, délégué KHOULOSSI R., Directeur général des relations publiques, attaché</p>
El Salvador	Non représenté
Emirats arabes unis	<p>MM. BU-HASSAN A.S., Director General of Posts, chef de délégation AL-SHARHAN M.S., Head of International Relations Section, délégué BELHAJ Y.M., Inspector General, Eastern Region, délégué</p>
Equateur	M. STACEY MORENO D., Dr en droit, Consul au Consulat général de l'Equateur à Hamburg, chef de délégation
Espagne	<p>MM. ENTRENA G., Sous-Secrétaire du Ministère des transports, tourisme et communications, chef de délégation SOLER R., Dr ès sciences économiques, Directeur général des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation RIVERO A.M., Secrétaire général des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation VIDAL L., Sous-Directeur général des postes, délégué GONZALEZ L., Sous-Directeur général de la coopération internationale, Ministère des transports, tourisme et communications, délégué ASCANDONI J., Dr en droit, Directeur des affaires internationales, délégué GARCIA CEREZO L., Directeur d'organismes techniques et du développement du Ministère des affaires étrangères, délégué CIQUE A., Chef du service de l'exploitation postale, délégué DEOGRACIAS DE LA ROSA, Chef de la Section des mandats, délégué DE FRUTOS J., Chef adjoint de la Direction des affaires internationales, délégué SALAFRANCA J.I., Chef de la coopération internationale sectorielle au Ministère des transports, tourisme et communications, délégué COLLADA J.L., Chef de Bureau à la Direction des affaires internationales, délégué MONTALBAN M.J., délégué</p>
Ethiopie	<p>M. GEBRE WOLD G., General Manager, chef de délégation</p> <p>Mme RETTA L., Communications Team Leader, Ministry of Transport and Communications, déléguée</p> <p>MM. KIDANE T., Manager, Postal Service Department, délégué TESFAY K.B., Manager, Northern Region, délégué</p>
Fidji	Non représenté

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Finlande	<p>MM. TARJANNE P., Dr en technique, Directeur général des postes et des télécommunications, chef de délégation</p> <p>SAVIAHO A., Directeur supérieur des postes, chef adjoint de délégation</p> <p>NIKKILÄ J., Chef de la Division des relations internationales, chef adjoint de délégation</p> <p>ALLARDT J., Inspecteur supérieur, Chef de la Section des affaires postales, délégué</p> <p>WALLENIOUS M., Inspecteur du trafic postal, délégué</p> <p>JÄRVINEN H., Directeur à la Direction des finances, fonctionnaire attaché</p> <p>KOVERO J., Directeur à la Direction du trafic postal, fonctionnaire attaché</p> <p>ELOVAINIO M., Senior Inspector, fonctionnaire attaché</p> <p>TRÄSKMAN C.-G., Inspecteur du trafic postal, fonctionnaire attaché</p> <p>BLOMQVIST C., Inspecteur du trafic postal, fonctionnaire attaché</p> <p>LÄHDESMÄKI E., Consul, Ministère des affaires étrangères, délégué</p> <p>Mme LUOSTARINEN P., Attachée, Ministère des affaires étrangères, déléguée</p>
France	<p>MM. MEXANDEAU L., Ministre délégué auprès du Ministre de l'industrie et de la recherche, chargé des PTT</p> <p>HERITIER B., Consul général de France à Hamburg</p> <p>DAUCET J., Directeur général des postes</p> <p>PROFIT A., Directeur de la prospective et des affaires internationales à la Direction générale des postes, cochef de délégation</p> <p>MIGONE F., Chef du Service des affaires internationales à la Direction de la prospective et des affaires internationales, cochef de délégation</p> <p>PÉRIER D., Sous-Directeur au Service des affaires internationales à la Direction de la prospective et des affaires internationales, chef adjoint de délégation</p> <p>GENET R., Conseiller des affaires étrangères, relations avec l'ONU et les organisations internationales, délégué</p> <p>LE VERT L., Conseiller à l'Ambassade de France auprès de la RFA, délégué</p> <p>DREYFUS G., Attaché d'Ambassade, délégué</p> <p>REDON J., Attaché d'Ambassade, délégué</p> <p>MOSTACCHI J.-C., détaché au Consulat général de France à Hamburg, délégué</p> <p>DARDELET P., Responsable des affaires de l'UPU au Ministère des relations extérieures, délégué</p> <p>MEYNIE G., Directeur de la production, délégué</p> <p>MICHAUDET J., Directeur de la promotion, délégué</p> <p>DELMAS G., Inspecteur général des PTT, Directeur général du BEPTOM, délégué</p> <p>MATHIEU G., Sous-Directeur au Service des affaires internationales à la Direction de la prospective et des affaires internationales, délégué</p> <p>BRENTA J., Administrateur, Affaires générales et tarification de la poste aux lettres internationale, délégué</p> <p>GUYADER M., Administrateur, Acheminements et comptes internationaux, délégué</p> <p>MOUZIN J., Administrateur, Colis postaux, délégué</p> <p>BILLARD M., Administrateur, Services financiers internationaux, délégué</p> <p>VIRGILE L., Administrateur, Coopération technique, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
France (suite)	MM. ROBERT J., Inspecteur principal, Affaires générales et tarification, délégué DAYAN E., Inspecteur principal, Comptabilité postale internationale, délégué Mme BATIFOL M., Attachée d'administration, déléguée
Gabon	MM. MYBOTO Z., Ministre de l'information, des postes et télécommunications, chef de délégation SOUAH T., Directeur général de l'Office des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation MACKONGO C., Chef du Cabinet du Ministre de l'information, des postes et télécommunications, délégué ROMBOGOUERA GOUZELE G., Directeur général adjoint, chargé des services postaux et financiers, délégué NGUEMA ALLOGO A., Directeur des relations techniques internationales, délégué BIYOGHE-BI-NDONG F., Directeur des services financiers, délégué MIHINDOU J., Inspecteur principal, Instructeur à l'Ecole nationale des postes et télécommunications, délégué IVORA-MANONZO V., Inspecteur principal à la Direction des relations techniques internationales, délégué MBOULOU MVÉ M., Représentant du Ministre des affaires étrangères et de la coopération, délégué DENGUE A., Attaché de Cabinet, délégué
Gambie	Non représentée
Ghana	MM. BENTIL A.O., Acting Deputy Director-General, Postal Services, chef de délégation TETTEH E.Y., Acting Chief Controller of Posts, International Services, délégué
Grande-Bretagne	MM. KINGSBURY L.H., Director of International Postal Affairs, Post Office, cochef de délégation GEORGE A.A., Head of Postal Branch, Department of Trade and Industry, cochef de délégation DEARING Sir R., Chairman, Post Office COCKBURN W., Post Office Board Member for Royal Mail Operations, délégué FOOT D.G., Assistant Head of International Postal Affairs, Post Office, délégué Mlle SMITH S.J., Head of Overseas Postal Section, Department of Trade and Industry, déléguée MM. FERGUSON I.C., Head of Section, International Postal Affairs Department, Post Office, délégué KING P.K., Assistant Head of Section, International Postal Affairs Department, Post Office, délégué BIGGS N.W., Official, International Postal Affairs Department, Post Office, délégué CHISNALL S.J., Official, International Postal Affairs Department, Post Office, délégué

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Grande-Bretagne (suite)	<p>MM. LANGFORD R.J., Statistician, Post Office, expert attaché FAIRS M.R., Head of Group, Accounting, Post Office, fonctionnaire attaché</p> <p>Mme DOWLING G., Official, International Postal Affairs Department, Post Office, fonctionnaire attachée</p> <p>MM. CAWTHORNE T., Deputy Head of Overseas Postal Section, Department of Trade and Industry, fonctionnaire attaché HONE G.J., Official, International Postal Affairs Department, Post Office, fonctionnaire attaché ORBELL M., Director, Department of Postal Administration, Jersey, expert attaché YOUNG J., Consul général à Hamburg, délégué DIBBEN M.A.C., Consul à Hamburg, fonctionnaire attaché ROBERTS P.J., Premier Secrétaire, délégué</p>
Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)	<p>Mlle SMITH S.J., Head of Overseas Postal Section, Department of Trade and Industry, chef de délégation</p> <p>MM. PHILLIPS G.L., Postmaster General, Bermuda Post Office, expert attaché ARDLEY H.G., Postmaster General, Hong Kong Post Office, expert attaché LI S.K., Assistant Postmaster General, Hong Kong Post Office, expert attaché WEBB H.H.A., Assistant Postmaster General, Hong Kong Post Office, expert attaché</p>
Grèce	<p>MM. TSIMAS K., Directeur général, chef de délégation DELIYANNIS D., Directeur de l'exploitation postale, chef adjoint de délégation MATHIOUDAKIS M., Chef de la Sous-Direction des relations internationales, délégué XENELLIS E., Chef de la Section des relations internationales, délégué POTAMIANOS S., Consul à Hamburg, délégué</p> <p>Mme MYTILINEOU M., Secrétaire du Directeur général, fonctionnaire attachée</p>
Grenade	Non représentée
Guatemala	<p>MM. LANGE FUMAGALLI E.J., Vice-Ministre des communications, chef de délégation ANZUETO D.N., Directeur général des postes et télégraphes, chef adjoint de délégation MUÑOZ GARCIA M.A., Sous-Directeur général des postes et télégraphes, délégué MUÑOZ ORDÓNEZ C.R., Chef de département, Délégué du Gouvernement du Guatemala, délégué</p>
Guinée	<p>MM. KOUYATE A., Ministre des PTT, chef de délégation CONDÉ S., Directeur des services centraux, chef adjoint de délégation BALDÉ M.F., Inspecteur PTT, délégué</p>
Guinée-Bissau	Représentée par le Portugal

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Guinée équatoriale	MM. NSE NSUGA C., Ministre des communications et transports, chef de délégation ONDO MITOGO AVOMO P., Directeur général des postes, délégué
Guyane	MM. GREEN H., Vice-Président, Gouvernement de Guyane, chef de délégation DORIS G.A., Postmaster General, chef adjoint de délégation NOBLE E.A., Assistant Postmaster General (Operations), délégué
Haïti	MM. FERAILLER C., Directeur général de l'Administration générale des postes, chef de délégation MERORES H., Responsable de la Division des affaires internationales, chef adjoint de délégation JEAN-BAPTISTE J.E., Chargé de la Division de la planification, délégué
Haute-Volta	MM. GUIBO T.S.C., Chef de la Division de l'exploitation postale, chef de délégation BONCOUNGOU R., délégué
Honduras (Rép.)	MM. HANDAL C.H., Ing., Ministre des communications, travaux publics et transports, chef de délégation LOPEZ D.C., Directeur général des postes, cochef de délégation DAVILA N.S., Chef du Département international, chef adjoint de délégation
Hongrie (Rép. pop.)	M. TÓTH I., Secrétaire d'Etat, Président des postes et télécommunications, chef de délégation Mme JUHARI I., Directeur des services postaux, chef adjoint de délégation MM. OLÁH L., Dr en droit, Chef du service des affaires internationales, chef adjoint de délégation MOLNÁR C., Administrateur au service des affaires internationales, délégué SZIKSZAY F., Administrateur au service des affaires internationales, délégué SZÁVA I., Collaborateur principal à la Division postale, délégué DUBINYI A., Collaborateur principal au service des affaires internationales, fonctionnaire attaché
Inde	MM. GADGIL V.N., Minister of State for Communications, chef de délégation TALUKDAR N.C., Member (Postal Operations), Posts and Telegraphs Board, chef de délégation KORA K.T., Secretary, Ministry of Communications, chef adjoint de délégation MURTHY K.R., Member (Postal Development), Posts and Telegraphs Board, délégué DEVARAJAN V., Member (Finance), Posts and Telegraphs Board, délégué DEY R.N., Deputy Director General (International Relations), délégué DEO P., Private Secretary to the Minister of State for Communications, délégué GOPINATH P.K., Assistant Director General (International Relations), délégué MAMLESH KUMAR K., Consul général de l'Inde, délégué

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Indonésie	<p>MM. ABDULRACHMAN S., Director General of Posts and Telecommunications, chef de délégation</p> <p>SOEPAAT D., Deputy Director General for Posts and Giro, Directorate General of Posts and Telecommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>MUSTAFA A., Director of Operations, Public Corporation for Posts and Giro, délégué</p> <p>HAQ A., Head of Postal Convention Section, Directorate General of Posts and Telecommunications, délégué</p> <p>NOTOPRAJITNO M.S., Official of the Public Corporation for Posts and Giro, délégué</p> <p>ISKANDAR D., Ministre-conseiller, délégué</p> <p>SURAHMAN, Conseiller, délégué</p>
Iran (Rép. islamique)	<p>MM. SOTOUDEH MANESH H., Deputy Minister for Postal Affairs, chef de délégation</p> <p>VAEZI H., President of the Iran Telecommunication Co., délégué</p> <p>SAFAVI HAMAMI S.M., General Director for Frequency Management, délégué</p> <p>JAFARI M., Director of Analyse and Exchange Department, délégué</p> <p>RAHIMIAN H., Expert, Postal Affairs, délégué</p> <p>HADJI TEHRANI M., Expert, Postal Affairs, délégué</p> <p>SHAFIE B., Expert, Postal Affairs, délégué</p> <p>YAZDANI H., Director of Repair and Maintainance, délégué</p> <p>MOSTASHARI S.A.A., Expert, délégué</p> <p>FARHADINIA H., Consulat général à Hamburg, délégué</p> <p>MOUSSAVI M.R., Consulat général à Hamburg, délégué</p> <p>OLAD-DAMESGHIEH A., délégué</p>
Iraq	<p>MM. RADHWAN GHASSAN A.A., Secrétaire d'Etat pour les affaires de planification, chef de délégation</p> <p>AL-SALMAN N.S., Directeur général de l'Organisme des postes, cochef de délégation</p> <p>WAFIQ A.M., Assistant du Président de l'Entreprise pour les affaires administratives, délégué</p> <p>HAMOUD H.J., Directeur du trafic postal, délégué</p> <p>AL AAZAMI R., Conseiller, affaires étrangères, délégué</p> <p>KUWAIT M., fonctionnaire à l'Office de la planification et de poursuite, Entreprise des postes, délégué</p>
Irlande	<p>MM. WARREN P.A., Assistant Secretary General, Department of Communications, chef de délégation</p> <p>HINDS D.R., Director of Postal Operations Division, Post Office, cochef de délégation</p> <p>COADY M., Head of Postal Operations Division, Post Office, chef adjoint de délégation</p> <p>Mlle HEENAN D., Assistant Head of Postal Operations Division, Post Office, déléguée</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Irlande (suite)	<p>MM. AARPER M., Head of Postal Affairs Section, Department of Communications, délégué FARRELLY C., Head of International Affairs Section, Post Office, délégué Mme BARRINGTON A., Premier Secrétaire, Département des affaires étrangères, déléguée</p>
Islande	<p>MM. SKÚLASON J., Directeur général des postes et télécommunications, chef de délégation KRISTJÁNSSON B., Directeur, Chef de la Division des services des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation JÚLÍUSSON R., Chef de bureau, délégué</p>
Israël	<p>MM. LACHMAN E., Directeur des services postaux, chef de délégation ELIAV P., Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Sous-Directeur général, Ministère des affaires étrangères, chef adjoint de délégation DOWEK E., Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant permanent d'Israël auprès des Nations Unies à Genève, délégué EYLON E., Ministre plénipotentiaire, Ambassade d'Israël à Bonn, délégué ISSACHAROFF J., Assistant du Conseiller juridique, Ministère des affaires étrangères, délégué EDERY S., Directeur, Services postaux, délégué ZEMEL I., Directeur adjoint des services postaux, délégué KUGELMANN O., délégué</p>
Italie	<p>MM. MONACO U., Directeur général des PTT, chef de délégation MAZZEI A., Vice-Directeur général des PTT, chef adjoint de délégation BUFARDECI L., Directeur central des services financiers, chef adjoint de délégation VESCHI E., Directeur central des services postaux, chef adjoint de délégation GRAZIOSI G., Directeur du bureau des relations internationales, délégué CONTURSI M., Vice-Directeur central des services postaux, délégué LEGROTTAGLIE D., Chef de la Division du trafic international à la Direction centrale des services postaux, délégué DE FRANCHIS A., Inspecteur général à la Direction centrale des services postaux, délégué GIANNETTI V., Directeur de division à la Direction centrale des services postaux, délégué PANGALLO U., Directeur de division au bureau des relations internationales, délégué CUTILLO A., Directeur de division à la Direction centrale des services financiers, délégué RAGUSA L., Directeur de section au bureau des relations internationales, délégué CIRIACONO P., Vice-Dirigeant administratif, délégué PERGAMI R., Directeur d'exploitation, délégué</p>
Jamahiriya libyenne	Non représentée
Jamaïque	Non représentée

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Japon	<p>MM. MIYAZAKI H., Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Japon en RFA, chef de délégation NAGAOKA S., Directeur général des postes au Ministère des postes et télécommunications, cochef de délégation KAJITANI Y., Chef du Service international à la Direction générale des postes, Ministère des P et T, remplaçant du chef de délégation IGUCHI Y., Chef adjoint du Service international à la Direction générale des postes, Ministère des P et T, délégué OZAWA T., Chef adjoint du Service international à la Direction générale de la caisse d'épargne postale, délégué EGUCHI H., Consul au Consulat général du Japon à Hamburg, délégué</p> <p>Mlle AOKI E., Directeur suppléant du Service des institutions spécialisées à la Direction générale des affaires des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères, déléguée</p> <p>MM. FUJINO T., Premier Secrétaire à l'Ambassade du Japon en Suisse, délégué NAKAMURA K., Chef adjoint du Service international à la Direction générale des postes, Ministère des P et T, délégué</p> <p>Mlle NAKAYAMA T., Secrétaire des affaires étrangères au Service des conventions internationales à la Direction des traités, Ministère des affaires étrangères, déléguée</p> <p>MM. SOMA M., Chef de Section au Service international à la Direction générale des postes, Ministère des P et T, délégué FUJIOKA T., Chef de Section au Service international à la Direction générale des postes, Ministère des P et T, délégué SENOO H., Vice-Consul au Consulat général du Japon à Hamburg, délégué</p>
Jordanie	<p>MM. BEN TARIF M., Ing., Sous-Secrétaire d'Etat, Ministère des communications, chef de délégation EL-QUDAH H., Directeur des affaires postales, délégué QUNASH M., Directeur des affaires postales auprès de la compagnie aérienne ALIA, fonctionnaire attaché</p>
Kampuchea dém.	Non représenté
Kenya	<p>MM. KOSGEY H.K.M.P., Minister of Transport and Communications, chef de délégation SHITAKHA G.A., Deputy Permanent Secretary, chef adjoint de délégation MWAKITELE Z.D., Head of Postal Services, cochef adjoint de délégation MUDESHI N.M., Assistant Head of Postal Services, délégué ORUCCOSON G.R.E., Chief Postal Controller, délégué JUMA S., Chief Public Relations Officer, délégué KAMOTHO R.K., Principal Postal Controller, délégué</p>
Kuwait	<p>MM. AL-MAZIDI I.M., Minister of Communications, chef de délégation EID A.M.Y., Director, Posts Department, délégué AL-HAQQAN S.A., Director of Operations Services, délégué KHALIFA H.M., Secretary of Minister's Office, délégué AL EDAN S., Mail Manager, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Lao (Rép. dém. pop.)	Non représenté
Lesotho	<p>MM. MAPHATHE K.T., Dr, Minister of Transport and Communications, chef de délégation PHOOFOLO M.P., Permanent Secretary of Transport and Communications, cochef de délégation DE SILVA M.P., Director of Postal Services, délégué MONYANE S.N., Assistant Administrative Secretary, délégué PITSO L.P., Deputy Finance Manager, délégué Mme RALEBESE H.L., International Mails Officer, déléguée M. TEKATEKA M., Ambassadeur, délégué</p>
Liban	<p>MM. TABBARAH O., Chef du Service postal, chef de délégation ABOU JAWDE G., Chef adjoint du Service postal, délégué</p>
Libéria	<p>MM. TOWEH S.G., Minister of Posts and Telecommunications, chef de délégation KPAMU-SIE T., Director-General of Posts, chef adjoint de délégation Mlle TOWAH C.G., Assistant Minister for Administration, déléguée M. PAYNE N.D., Director of International Postal Organizations and Public Affairs, délégué Mlle WISSEH E.T., Assistant Director of International Postal Organizations and Postal Affairs, déléguée M. JOHNSON D.T., Consul général du Libéria à Hamburg, délégué Mme EKAH I., Special Assistant to the Minister, déléguée</p>
Liechtenstein	Représenté par la Suisse
Luxembourg	<p>MM. HEINEN J., Directeur, chef de délégation DONDELINGER C., Directeur adjoint, chef adjoint de délégation VALENTIN A., Directeur adjoint, délégué KIHN P., Chef de la Division des postes, délégué WAGNER S., Attaché de gouvernement, Premier en rang au Ministère des transports, des communications et de l'informatique, délégué HOFFMANN J., Chef du service de la réglementation postale, délégué</p>
Madagascar	<p>MM. RAKOTOVAO A., Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation RATOVONDRAHONA P., Secrétaire général du Ministère des postes et télécommunications, cochef de délégation RAVELOMANANTSOA-RATSIMIHAH R., Directeur des postes, délégué RABEMANANTSOA F., Chef de la Division des relations postales internationales, délégué</p>
Malaisie	<p>MM. MOGGIE D.L., Ministre de l'énergie, des télécommunications et des postes, chef de délégation RAJASINGHAM M., Directeur général des postes, chef adjoint de délégation HAJA ALAWDIN S.M., Director of Posts (International), délégué KUDU N.L., Political Secretary to the Minister, délégué WONG C. Sr., délégué</p>

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Malawi	<p>MM. HARA S.C., MP, Ministre des transports et communications, chef de délégation</p> <p>MBEKEANI J.A., Postmaster General, chef adjoint de délégation</p> <p>MSISKA L.S.K., Ambassadeur du Malawi, délégué</p> <p>MAYAYA A.L., Secrétaire adjoint, Ministère des transports et communications, délégué</p> <p>KADZUWA P.E., Acting Deputy Postmaster General, délégué</p> <p>KAVALO F.A., Senior Postal Controller, délégué</p> <p>LUNDU W.N., Assistant Postal Controller, délégué</p>
Maldives	M. VAJEEH M., Postmaster, chef de délégation
Mali	<p>Mme GAKOU F.N., Ministre de l'information et des télécommunications, chef de délégation</p> <p>MM. KEBE L., Directeur général de l'Office des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>FAU J.F., Directeur des postes, délégué</p> <p>YATTARA A., Directeur adjoint des postes, délégué</p>
Malte	Non représentée
Maroc	<p>MM. LAENSER M., Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>WAKRIM M., Secrétaire général, chef adjoint de délégation</p> <p>AOUJIL M., Directeur des postes et des services financiers, chef adjoint de délégation</p> <p>ALI H., Chef de Cabinet de M. le Ministre, délégué</p> <p>AIT HSIKO A., Chef de la Division des services postaux, délégué</p> <p>OUGMENSSOR O., Chef de la Division des services financiers, délégué</p> <p>OUHADDOU A., Chef du service des relations internationales, délégué</p> <p>HASSIKOU A., délégué</p>
Maurice	Non représentée
Mauritanie	<p>MM. LOUT O.S.M., Chef du service des affaires générales et sociales, chef de délégation</p> <p>DIENG O., Chef des services postaux, chef adjoint de délégation</p> <p>MOHAMED O.A., Chef de l'exploitation postale, délégué</p>
Mexique	<p>MM. JIMÉNEZ ESPRIÚ J., Sous-Secrétaire des communications et du développement technologique, chef de délégation</p> <p>OLAVARRÍA MORENO R., Directeur général des postes, chef adjoint de délégation</p> <p>JUÁREZ VÁZQUEZ G., Directeur de l'exploitation et des services, chef adjoint de délégation</p> <p>ORTIZ Y ORTIZ R., Conseiller auprès du Sous-Secrétaire des communications, délégué</p> <p>GARRIDO MUÑOZ J., Chef du Département des affaires internationales, délégué</p> <p>ARRIAGA-GARCIA A., Vice-Consul du Mexique à Hamburg, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Monaco	M. CROVETTO H., Directeur de l'Office des émissions de timbres-poste, chef de délégation
Mongolie (Rép. pop.)	MM. NOROVJAV I., Ministre des télécommunications, chef de délégation NATSAGDORJ L., Leading Specialist, International Cooperation and Accounts Division, chef adjoint de délégation Mme ERDENETSETSEG SH., Spécialiste, Division des services postaux, déléguée
Mozambique	Représenté par la Rép. pop. du Congo
Nauru	M. WESTON M., Représentant de Nauru à Londres, chef de délégation
Népal	MM. LOHANI P.C., Minister of Communications, chef de délégation SHRIVASTAVA S.N., Director General, Postal Services Department, chef adjoint de délégation GURUNG N.V., Personal Assistant, Ministry of Communications, délégué
Nicaragua	Non représenté
Niger	MM. SALAOU B., Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation NAMEOUA D., Chef du service de l'inspection itinérante, chef adjoint de délégation ALI B., Directeur des services postaux et financiers, délégué ALOU S.A., Chef de la Division études et programmes, délégué DIAMBALLA I.M., fonctionnaire attaché
Nigéria	MM. ABDULLAHI A. (Lt. Col.), Minister of Communications, chef de délégation EWEDEMI E.A., Director of Postal Services, chef adjoint de délégation OGURINDE A.O., Assistant Director of Postal Services (International Services and Philately), délégué IKE T.N., Chief Postal Controller, délégué MATILUKURO I., Principal Postal Controller (UPU), délégué OMONIJO P.B., Principal Secretary, Ministry of Communications, fonctionnaire attaché ANOPUECHI A.A., Chargé d'affaires, Ambassade du Nigéria à Bonn, délégué NWANZE V.C.O., Acting Consul General, Consulat général du Nigéria à Hamburg, délégué
Norvège	MM. BRU R.R., Directeur général des postes, chef de délégation HISDAL I.J., Vice-Directeur général, Directeur des services postaux, chef de délégation STRØMSNES K., Directeur, Chef du service international, chef adjoint de délégation AARAK T., Chef adjoint du service international, délégué JOHNSEN A., Conseiller supérieur, délégué

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Nouvelle-Zélande	MM. WILLIAMS F.C.W., Director of Postal Services, chef de délégation EVANS J.E.B., Manager, Postal Operations, chef alternatif de délégation McCLEOD N., Conseiller à l'Ambassade de Nouvelle-Zélande à Bonn, délégué LAWLEY M.B., Assistant Manager, Postal Operations, délégué McNIVEN A., Section Head, Postal Operations, délégué
Oman	MM. AL BALUSHI A.S., Minister of Posts, Telegraphs and Telephones, chef de délégation AL SAID S.G.B.K., Director General, Ministry of PTT, chef adjoint de délégation AL HAREMI M.M.S., Inspector General of Posts, chef adjoint de délégation TAQI M.H., Director, Minister's Office, délégué AL-KHANJARI B.H.S., Director, Finance and Administration, Ministry of PTT, délégué AL-ZUHR M.M., Director of Posts, Southern Region, délégué AL QABTAN T.A., Director, Postal Divisions, délégué AL MOHAMMED Y.A., Director, International Relations, Ministry of PTT, délégué AL ARAIMY N.M.S., Inspector of Posts at Sur, délégué AL-RUWAHY S.S., Expert (Counterpart), International Relations, délégué EL HENDAWI M.N.A., Expert for Post, délégué
Ouganda	Non représenté
Pakistan	MM. KHURSHEED M., Director General (Head of Department), chef de délégation MALIK G.N.Z., Deputy Director General (Postal Operations), chef adjoint de délégation SHAH S.A.H., Director, International Postal Services, délégué
Panama (Rép.)	Mme DE SALAMANCA M., Directrice générale des postes et télégraphes, chef de délégation M. BELL F., Directeur des services postaux, délégué
Papouasie — Nouvelle-Guinée	MM. EVARA R., MP, Minister, Post and Telecommunication Corporation, chef de délégation WARI K., Chairman, Post and Telecommunication Corporation Board, chef adjoint de délégation MANIKOT S.S., General Manager, Postal Services, chef adjoint de délégation KAMARA D.P., Managing Director, Post and Telecommunication Corporation, délégué KAMENG P.V., Manager, ACTS and Regulations, délégué TAMARUA M., Acting Executive Manager, International Postal Relations, délégué NIBA J., Special Project Officer, Postal Services, délégué IKIVARI L., International Postal Relations, délégué PAGUN P., Executive Officer to the Minister for Post and Telecommunication, fonctionnaire attaché DOI A., Parliamentarian (MP), fonctionnaire attaché IGO S., Counsellor P.N.G., High Commission, London, fonctionnaire attaché

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Paraguay	<p>M. ESQUIVEL M.M., Directeur général des postes, chef de délégation</p> <p>Mme RAMIREZ SANCHEZ M.C., Dr, Directrice des affaires internationales, chef adjoint de délégation</p>
Pays-Bas	<p>MM. WIT C., Directeur général des postes, télégraphes et téléphones, chef de délégation</p> <p>VAN OMMEREN A.W., Directeur principal des postes, suppléant du chef de délégation</p> <p>KRIJGER J.B., Chef du Service des affaires postales internationales, suppléant du chef de délégation en l'absence de M. Van Ommeren</p> <p>KOSTER J.J., Consul général à Hamburg, délégué</p> <p>PIJNENBURG J.A.A., Inspecteur pour les services spéciaux des PTT, délégué</p> <p>BETHE J.G., Inspecteur, délégué</p> <p>BRONGERS J.D., Inspecteur adjoint, délégué</p> <p>RÖVEKAMP P.F.L., Référendaire, délégué</p> <p>DE JONGE C.L.F., Référendaire, délégué</p> <p>VAN DE WEERT L., Référendaire, délégué</p> <p>FEITH P.C., Chef de section, délégué</p>
Antilles néerlandaises	<p>MM. HERNANDEZ G., Postmaster General, chef de délégation</p> <p>van REIJEN H.J., Dr, délégué</p>
Pérou	<p>MM. MELGAR SAAVEDRA J.A., Directeur général des postes, chef de délégation</p> <p>MONTALVAN VERA S.A., Directeur exécutif de la Direction générale des postes, chef adjoint de délégation</p> <p>DAVILA PESSAGNO J.C., Consul adjoint à Hamburg, délégué</p> <p>Mme RONQUILLO DE BLODORN C., Consul adjoint du Pérou à Hamburg, délégué</p>
Philippines	<p>MM. LAVINA N.D., Consul General, Consulate General of the Philippines in Hamburg, chef de délégation</p> <p>INTIA I.V., Jr., Chief Postal Planning Division and Concurrent Chief, Operations Division, chef adjoint de délégation</p> <p>Mme BONUS R.G., Consul, Consulat général des Philippines à Hamburg, déléguée</p> <p>M. BUHAT R.G., Administrative and Legal Officer, Consulat général des Philippines à Hamburg, délégué</p>
Pologne (Rép. pop.)	<p>MM. MAJEWSKI W., Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>GURGUL W., Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des postes et télécommunications, cochef de délégation</p> <p>DEMSKI K., Directeur du Département des services postaux, chef adjoint de délégation</p> <p>KALICKI G., Chef de la Division de l'exploitation postale internationale, délégué</p> <p>RABCEWICZ H., Spécialiste principal au Département des services postaux, délégué</p> <p>KOPER M., Spécialiste principal au Département de la coopération avec l'étranger, délégué</p>

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Pologne (Rép. pop.) (suite)	<p>M. SINIAKIEWICZ A., Vice-Directeur du Département des services postaux, délégué</p> <p>Mme HAJDUH J., Expert au Département des organisations internationales du Ministère des affaires étrangères, déléguée</p>
Portugal	<p>MM. JUNQUEIRO R., Secrétaire d'Etat aux communications, chef de délégation</p> <p>MARTINS J.M.L.O., Président du Conseil d'administration des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>MENDES V.D.S., Administrateur/Directeur général des postes, chef adjoint de délégation</p> <p>COSTA M.A.I.H., Administrateur, chef adjoint de délégation</p> <p>MATOS E.P.C., Directeur général adjoint des postes, chef adjoint de délégation</p> <p>REIS A.M., Directeur du service des affaires internationales, délégué</p> <p>ANDRADE S.S., Chef de la Division des relations internationales, délégué</p> <p>DE GONVEIA J.P., Directeur régional, délégué</p> <p>FERNANDO R., Ambassadeur à la Mission permanente du Portugal à Genève, délégué</p> <p>FORTES ROCHA V.H., Consul général du Portugal à Hamburg, délégué</p> <p>MARTINS E., Chef de Cabinet, Ministère de l'équipement social à Lisbonne, délégué</p>
Qatar	<p>MM. AL-MOHDADI M.S., Directeur général de l'Administration des postes, chef de délégation</p> <p>MOBARAK M.A., Chef des relations internationales, délégué</p>
Rép. dém. allemande	<p>MM. SCHULZE R., Vice-Président du Conseil des Ministres et Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation</p> <p>SCHUNKE H., Directeur supérieur, Chef de la Direction postale au Ministère des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>PAUBEL W., Dr ès sciences économiques, Directeur, Chef du Secteur des organisations internationales au Ministère des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation</p> <p>SCHUMANN E., Conseiller principal, Chef de l'exploitation postale internationale au Ministère des postes et télécommunications, délégué</p> <p>LOOS M., Premier Secrétaire au Ministère des affaires étrangères, délégué</p> <p>SCHRAMM K.-H., Dr en droit, Directeur, Chef de division à l'Office central du trafic postal et des télécommunications, délégué</p> <p>HEILMANN E., Conseiller principal, Responsable des relations avec l'UPU au Ministère des postes et télécommunications, délégué</p> <p>BINIOK K., Conseiller, Interprète diplômé au Ministère des postes et télécommunications, fonctionnaire attaché</p>
Rép. pop. dém. de Corée	<p>MM. KIM Re Hyon, Directeur du Département des relations internationales, chef de délégation</p> <p>PAK Dek Houn, fonctionnaire, délégué</p> <p>PAK Tschang Lim, Secrétaire de la Représentation de la Rép. pop. dém. de Corée à Genève, délégué</p> <p>KIM Dae Hong, Interprète, délégué</p> <p>RYEU Oun Djou, fonctionnaire, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Roumanie	MM. CEAUSESCU C., Directeur général adjoint, chef de délégation VOICESCU M., Conseiller, chef adjoint de délégation TANASE I., Conseiller, délégué MARINESCU A., Directeur adjoint, délégué Mme SITARU M., Expert, déléguée
Rwanda	MM. NTAGERURA A., Ministre des transports et des communications, chef de délégation NDISANZE J., Directeur général des postes, chef adjoint de délégation NTIBASHIRUMUJINYA A., Chef de division, services postaux, chef adjoint de délégation
Sainte-Lucie	Représentée par le Canada
Saint-Marin	MM. PASOLINI G., Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation CAPICCHIONI L., Directeur général des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation GRANDONI I., Sous-Directeur général des télécommunications, délégué PALMUCCI S., délégué GISCOMINI P., Abteilungsleiter des Sekretariat, délégué
Saint-Vincent-et-Grenadines	M. THOMAS C.C., High Commissioner pour St-Vincent-et-Grenadines à Londres, chef de délégation
Salomon (îles)	MM. OLEA B.L., Minister of Transport, Communication and Government Utilities, chef de délégation SIMISTER L.J., Controller of Posts and Telecommunications, délégué SIVE S., Senior Postal Officer, délégué
Sao Tomé-et-Principe	Représenté par le Brésil
Sénégal	MM. KA D., Ministre de l'information, des télécommunications et des relations avec les Assemblées, chef de délégation SY E.M., Directeur général de l'OPT, chef adjoint de délégation LEYE C., Ambassadeur, chef adjoint de délégation GUEYE A., Directeur des postes, délégué LEYE E.H.M., General Director der Postbehörden, délégué DIA A.A., Directeur des chèques postaux et de la caisse d'épargne, délégué DIENG M., Directeur des services financiers, délégué NDIAYE D., Chef de la division des affaires générales, délégué FALL S., Conseiller à l'Ambassade du Sénégal à Bonn, délégué
Seychelles	M. QUATRE R., Director of Postal Services, chef de délégation
Sierra Leone	Non représentée
Singapour	MM. WONG L.H., Assistant General Manager (Postal Services), chef de délégation LIM K.Y., Divisional Manager (Mail Operations), chef adjoint de délégation CHEE K.T., Departmental Manager (Philatelic and International Relations), délégué CHUA C.H., Administrative Officer (International Postal Relations), délégué

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Somalie	<p>MM. MURSAL M.S., Assistant Minister of Posts and Telecommunications, chef de délégation HUSSEIN C., Dr., Ambassadeur de Somalie à Bonn, cochef de délégation WARSAMA A.H., Director of Postal Department, chef adjoint de délégation ADEN A.H.H., Diplomate à l'Ambassade de Somalie à Bonn</p>
Soudan	<p>MM. BESHIR H.I., Président du Conseil d'administration et Directeur général de la Corporation publique des postes et télégraphes, chef de délégation MOHAMMED G.B., Directeur adjoint des services postaux, délégué</p>
Sri Lanka	<p>MM. HAPUDENIYA A.P., Postmaster General, chef de délégation PERERA H.L., Controller, Central Mail Exchange and International Mails, délégué</p>
Suède	<p>MM. ZACHRISSON B., Directeur général des postes, chef de délégation ZILLÉN T., Directeur du Secrétariat des relations internationales, chef adjoint de délégation KLEVBORN B., Directeur supérieur des services financiers et des guichets et Directeur général adjoint, délégué SANDRÉN P.O., Directeur supérieur des services du courrier, délégué JONSSON K., Administrateur, Secrétariat des relations internationales, délégué ALLARD N.U., Conseiller au Ministère des affaires étrangères, délégué HOLST B., Chef de service, fonctionnaire attaché EKLUND B., Chef adjoint à la Section des affaires générales et internationales de l'Office des chèques postaux, fonctionnaire attaché Mme RUNSTEN M.-S., Administrateur, Secrétariat des relations internationales, fonctionnaire attachée M. SENNERFORS L., Administrateur, fonctionnaire attaché</p>
Suisse	<p>MM. BINZ H.-W., Président de la Direction générale des PTT, chef de délégation NOBEL G., Directeur général des PTT, chef de délégation en l'absence de M. Binz CAPREZ O., Directeur des services postaux, suppléant du chef de délégation BURN E., Chef de la Division du service postal international, suppléant du chef de délégation DUCOMMUN L.-P., Adjoint du Département de la poste, délégué HÄNGGI U., Chef de la Section des services financiers internationaux, délégué CORDEY M., Chef de la Section du trafic international, délégué RÖTHLISBERGER F., Suppléant du Chef de la Section des relations internationales, délégué VON GRAFFENRIED A., Chef de la Section des Nations Unies et des Organisations internationales du Département fédéral des affaires étrangères, délégué Mlle NÜTZI G., Collaboratrice diplomatique à la Direction des organisations internationales du Département fédéral des affaires étrangères</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Suriname	MM. LEDE E.G., Directeur général des postes, chef de délégation BLACKMAN J.R., Chef des affaires internationales, chef adjoint de délégation
Swaziland	MM. SHONGWE S., Minister for Works and Communications, chef de délégation SIKHONDZE J.S., Director of Posts and Telecommunications, chef adjoint de délégation JELE W.M., Assistant Director of Postal Services, délégué MASEKO P.M., Assistant Postal Controller, délégué
Syrienne (Rép. arabe)	MM. EL KURDI R., Ing., Ministre des communications, chef de délégation DALLOUL M., Directeur général des postes, cochef de délégation EL SHAMY M., Directeur des services postaux, délégué SARDAR A., Directeur des affaires administratives, délégué EL-KADERI S., Directeur de la planification et de la statistique, délégué KIKI K., Directeur du Cabinet du Ministre des communications, délégué Mme AYOUBI H., Chief Office of Postal Parcels, fonctionnaire attachée
Tanzanie (Rép. unie)	MM. ITATIRO G.A.M, M.P., Minister of State for Communications and Works, chef de délégation MALECELA J., Minister of Communications and Transport, chef de délégation MSAMBICHAKA J.A., Director of Communications, Ministry of Communications and Transport, chef adjoint de délégation MAEDA J.W.J., Director General of Tanzania Posts and Telecommunications Corporation, délégué CHENGULA F.M., Director of Postal Services, délégué BATALLA C.
Tchad	MM. ASSILECK H., Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation KHAYAR I., Ambassadeur du Tchad en RFA, chef adjoint de délégation AHMED M.S., Inspecteur principal, représentant du Directeur général de l'ONPT, délégué RODOUMTA M.B., Directeur des services postaux et financiers, délégué
Tchécoslovaquie	MM. CHALUPA V., Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation LAŠKA I., Vice-Ministre des postes et télécommunications, chef adjoint de délégation NIMERFROH V., Chef du Cabinet du Ministre des PTT, délégué ŠMERÁK V., Chef adjoint de la Division internationale, délégué ROUCKA B., Spécialiste à la Division internationale, délégué KULVEIT R., Spécialiste à la Division postale, délégué REHOLA J., Spécialiste à la Division postale, délégué HEJL L., Spécialiste du Ministère fédéral
Thaïlande	MM. SUNDARAVEJ S., Ministre des communications, chef de délégation CHANTRANGKURN M., Directeur général des postes et télégraphes, chef adjoint de délégation THONGMA C., Président de la Régie des communications, chef adjoint de délégation

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Thaïlande (suite)	<p>MM. SAOVAROS A., Vice-Président de la Régie des communications, délégué YUPHO K., Directeur de la Division du service international, Direction générale des postes et télégraphes, délégué SUDDHINOND D., Directeur de la Division du service intérieur, Régie des communications, délégué PRAMUDWINAI D., Conseiller à l'Ambassade de Thaïlande à Bonn, délégué REOPANICHKUL S.M., Chef de la Section du développement des services postaux, Division du service intérieur, Régie des communications, délégué PHAOVIBUL S., Secrétaire, délégué</p>
Togo	<p>MM. AMEGBOH G., Ministre délégué à la Présidence de la République, chargé de l'information des postes et télécommunications, chef de délégation AITHNARD D., Secrétaire général aux postes et télécommunications, chef adjoint de délégation BADABO M., Directeur des services postaux et financiers, délégué DABLAKE A., Directeur général adjoint des postes et télécommunications, délégué AHYEE A., Chef de la Section règlements des comptes internationaux, délégué AMEVOR K., Chef de la Division de l'exploitation postale, délégué BOSSOU K., Chef de la Division du budget et de la comptabilité, délégué</p>
Tonga	<p>MM. MAILEI S., Chief Postmaster, General Post Office, délégué COCKER J.C., Ministre des finances, délégué</p>
Trinité-et-Tobago	<p>M. ABDULLAH F., High Commissioner for Trinidad and Tobago to the United Kingdom, chef de délégation Mlle ALCANTARA J., Permanent Secretary, Ministry of Public Utilities and National Transportation, chef de délégation M. PEMBERTON R., Postmaster General, délégué</p>
Tunisie	<p>MM. KHOUADJA B., Ministre des transports et des communications, chef de délégation BALMA M., Directeur général des postes, cochef de délégation ABDELJAOUAD Y., Sous-Directeur des affaires générales, chef adjoint de délégation KETARI M., Directeur des services financiers, délégué AMARA M., Directeur des services postaux, délégué LARBI F., Directeur à l'inspection générale, délégué</p>
Turquie	<p>MM. BİLGİ M.S., Directeur général des PTT, chef de délégation BAYRAM M., Directeur général adjoint des PTT, chef de délégation en l'absence de M. Bilgi EKİNCİ N.N., Président du Département des postes, chef de délégation en l'absence de MM. Bilgi et Bayram POLAT D., Consul général adjoint au Consulat général de Turquie à Hamburg, délégué ÖZTÜRK A., Chef de Section, délégué AKKUŞ N., Chef de Section, délégué ORTAKAYA A., Chef de Section, délégué</p>

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Tuvalu	Non représenté
Ukraine	MM. BOIARCHUK V., Vice-Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation SLIPTCHENKO A., Conseiller au Ministère des affaires étrangères, chef adjoint de délégation
Union des républiques socialistes soviétiques	MM. MANAKINE E., Vice-Ministre des postes et télécommunications, chef de délégation MOTINE E., Directeur général du Département des relations extérieures, chef adjoint de délégation KOZLOVSKII I., Vice-Directeur général du Département du Ministre des finances, délégué LOBANOV V., Conseiller de la Division des organisations internationales du Ministre des affaires étrangères, délégué SOKOLOV M., Chef adjoint de la Direction générale des postes de RSFSR, délégué MOROZOV V., Chef de la Section du Département des organisations économiques internationales, Ministère des affaires étrangères, délégué CHATALOV K., Chef adjoint de la Direction générale des postes, délégué Mme SMIRNOVA Z., Economiste principale, déléguée MM. KOULAGUINE P., Directeur adjoint du Bureau central des postes de Moscou, délégué BYSTROV V., Economiste en chef du Centre principal des transports postaux généraux, délégué TIMOFEEV V., Vice-Directeur du Département technique (services postaux), délégué VASSILIEV L., Directeur du Centre de la comptabilité internationale, délégué BELOV V., Consul du Consulat général de l'URSS à Hamburg, fonctionnaire attaché KOSTCHEEV S., Vice-Consul du Consulat général de l'URSS à Hamburg, fonctionnaire détaché WERSCHCHOWSKI E., Conseiller d'Ambassade de l'URSS, fonctionnaire attaché M. KABALAINÉ M., délégué
Uruguay	MM. VIÑA DUPOY D. (Col. Av.), Directeur national des postes, chef de délégation IBARROLA CORRAL O., Dr, Directeur de la Division des affaires internationales, chef adjoint de délégation Mme LOPEZ AMY T., Chef du service de documentation, Division des affaires internationales, fonctionnaire attachée
Vanuatu	M. ISHMAEL T.E., Director, Posts and Telecommunications, chef de délégation
Vatican	MM. CORDISCHI A. (Rév.), Inspecteur des postes et télégraphes, chef de délégation ANDREANI P.G., Fonctionnaire de la Section des postes, chef adjoint de délégation PENTRELLA S., Fonctionnaire de la Section des postes, délégué

Liste des délégués

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Vénézuéla	M. LOPEZ-BRUZUAL R., Consul général du Vénézuéla à Hamburg, chef de délégation
Viet Nam	MM. TRUONG V.T., Directeur général adjoint, chef de délégation MAI L.T., Directeur du Département de coopération internationale, délégué TRAN H.N., Premier Secrétaire à l'Ambassade du Viet Nam à Bonn, délégué
Yémen (Rép. arabe)	MM. ZAYED M.A., Directeur général des postes, chef de délégation AL-ARACHI A.Y., Adjoint du Directeur général, délégué AL HEIFI A.K.A., Directeur adjoint des affaires du personnel, attaché
Yémen (Rép. dém. pop.)	M. HASSAN KAID A., Directeur général des postes, chef de délégation
Yougoslavie	MM. ČAGOROVIĆ V., Président du Comité directeur de la Communauté des PTT yougoslaves, chef de délégation VUKOSAVLJEVIĆ R., Membre du Comité directeur de la Communauté des PTT yougoslaves, chargé des services postaux, chef suppléant de délégation IVIĆ B., Président du Comité directeur des PTT de Bosnie Herzégovine, chef suppléant de délégation DRLJEVIĆ V., Consul général de la République socialiste fédérative de Yougoslavie à Hamburg, délégué BERIĆ J., Directeur principal de la Caisse d'épargne postale, délégué Mme ILIĆ O., Conseiller supérieur, Chef de la Section de l'exploitation postale de la Communauté des PTT yougoslaves, déléguée MM. STANOJEVIĆ P., Directeur du Département des relations internationales de la Communauté des PTT yougoslaves, délégué ŠPANOVIĆ S., Dr, Chef du Service du trafic postal de la Communauté des PTT yougoslaves, délégué JURIŠEVIĆ V., Conseiller pour les services financiers postaux internationaux de la Caisse d'épargne postale, délégué
Zaïre	MM. MBELO OKOMA E.N., Secrétaire général aux PTT, chef de délégation DIASSO M., Directeur des postes auprès du Secrétariat général aux PTT, chef adjoint de délégation TSHISUMPA N., Directeur national des postes, délégué MASHALA K.K., Sous-Directeur des études postales, délégué
Zambie	MM. CHUULA F., Minister of Power, Transport and Communications, chef de délégation KAWESHA L.E., Director General, chef adjoint de délégation TUMEO F.D., Under-Secretary, Ministry of Power, Transport and Communications, délégué MWAPE R.J., Director of Postal Services, délégué Mme JERE B.H., Postal Services Officer, déléguée

Pays	Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés
Zimbabwe	<p>MM. SHAMUYARIRA M.N., Minister of Information, Posts and Telecommunications, chef de délégation</p> <p>SILCOX A.R., Postmaster General, chef alternatif de délégation</p> <p>MAXWELL D.J., Assistant Postmaster General, Posts and Services, chef alternatif de délégation</p> <p>MADZIMBAMUTO D.M., Director, Posts, chef alternatif de délégation</p> <p>SHEPHERD G.A.W., Chief Executive Officer, International (Postal), délégué</p> <p>Mlle TOGAREPI A.T., Assistant Secretary, Ministry of Information, Posts and Telecommunications, déléguée</p> <p>MM. SIZIBA C., Sous-Secrétaire, délégué</p> <p>MASHAIRE E.P.T., Ambassadeur du Zimbabwe à Bonn, délégué</p>

Liste des délégués

Pays

Désignation des délégués et des fonctionnaires attachés

Doyen du Congrès

M. PAGEAU F., Ancien Directeur du service postal international du Canada

Organisations	Désignation des observateurs
Organisation des Nations Unies (ONU)	MM. SUY E., Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève LISSIDSKI V., Représentant de l'ONU, Genève
Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)	MM. WERR R., Economic Affairs Officer, ESCAP BONEV E., Principal Officer, External Relations, UNDP European Office
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	Mme ZAHER C.R., Directeur de la Division de la promotion du livre et des échanges internationaux du Secteur de la communication
Organisation mondiale de la santé (OMS)	M. OVIATT V.R., Coordonnateur du Programme spécial OMS de mesures de sécurité en microbiologie
Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)	M. POULIOT R.G., Economiste à la Section des études de transport aérien
Union internationale des télécommunications (UIT)	MM. BUTLER R.E., Secrétaire général BURTZ L., Directeur du CCITT TRAUB P.A., Fonctionnaire du Secrétariat général
Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications (CEPT)	Mlle LIEVAL A., Secrétaire de la Commission "Postes" M. GREMION J.-P., Chef de l'Office de liaison à Berne
Union africaine des postes et télécommunications (UAPT)	MM. SIMPORE M., Secrétaire général RIZET R., Directeur administratif et financier FINKPON C., Directeur de la formation professionnelle GUEYE A.A., Chef des services postaux et financiers
Union postale arabe (UPA)	MM. EL HAMDANI H.R., Secrétaire général ZOUIOUECHE A., Vice-Secrétaire général KAMOUN M., Conseiller du Secrétaire général KAHWAJI M.Z., Fonctionnaire spécialisé pour les services postaux JAMAL ELLAIL A.S., Secrétaire général de l'Organisme des postes des pays du Golfe ABD ELSAEED J.T., Sous-Secrétaire général de l'Organisme des postes des pays du Golfe Mme ISMAIL R.H., Secrétaire
Union postale des Amériques et de l'Espagne (UPAE)	MM. CABERO P.M., Ing., Secrétaire général PORRAS M.A., Conseiller Mmes PIZZORNO DE FERREIRA R., Fonctionnaire du Secrétariat général TORRES DE MARTI S., déléguée

Liste des délégués

Organisations	Désignation des observateurs
Union postale africaine (UPAf)	MM. FAIZZI K.E.D., Secrétaire général AWADALLAH A.T., Directeur des affaires financières et administratives Mme SAID L.S., Chef de la Section d'assistance technique
Union panafricaine des postes (UPAP)	MM. AMOUSSOU C., Secrétaire général JOHNSON T.F., Secrétaire général adjoint DJIVA S., Expert postal
Union postale de l'Asie et du Pacifique (APPU)	Représentée par la délégation de l'Indonésie
Organisation de l'unité africaine (OUA)	MM. DJOMATCHOUA-TOKO V.E., Dr, Director of Economic Development and Co-operation Department, OUA Addis Ababa TUNIS M.H., Counsellor, OUA Permanent Delegation, Geneva
Ligue des Etats arabes	M. EL MAY M., Ambassadeur, Représentant permanent de la Ligue auprès de l'ONU et des organisations internationales à Genève
Organisation de libération de la Palestine (OLP)	MM. AL FRANGI A., Chef du bureau directeur à Bonn SAFFARINI M., Ambassadeur HARONN M., Secrétaire

Pays

Désignation des observateurs

Brunei

MM. HAJI IDRIS H.M.S., Postmaster General, chef de délégation
 PENGIRAN HAJI MOHAMMAD P.H.I., Chief Superintendent of Posts,
 délégué
 AWANG BESAR S., Administrative Officer, délégué

Liste des délégués

Observateurs

Organisations non gouvernementales

IATA

MM. HAMMARSKJÖLD K., Secrétaire général
DE SOUZA N., Manager Scheduling Services

ISO

MM. EICHER L., Dr, Secrétaire général adjoint
SUNDBLAD G., Président du Comité technique ISO/TC 154

Secrétariat

Bureau international

- MM. SOBHI M.I., Directeur général
 CICÉRON F., Vice-Directeur général a.i.
 BAGHDADI A.K., Sous-Directeur général
 GHARBI E.M., Sous-Directeur général
 BÄCKSTRÖM S., Sous-Directeur général a.i.
 MUÑOZ T., Conseiller supérieur
 KLOSSEK P., Conseiller supérieur
 CHAUBERT L., Conseiller supérieur
 NOMA H., Conseiller supérieur
 CACCIATORE F., Conseiller supérieur
 RAMÍREZ R., Conseiller supérieur
 NLEND E., Conseiller supérieur
 BENEY G., Conseiller
 MAZOU M., Conseiller
- Mlle MILNE J.M., Conseiller
- MM. RUBENS L., Conseiller
 GUENOT J., Conseiller
 LARABI B., Conseiller a.i.
 PAILLARD J., Conseiller a.i.
 VOEFFRAY R., Conseiller adjoint
 PARIS C., Conseiller adjoint
 FALL S., Conseiller adjoint
 TALLON R., Conseiller adjoint
 SAMAWI K.K., Conseiller adjoint
 DEVECCHI J.L., Conseiller adjoint
 LÉGER A., Conseiller adjoint
 AGUILAR E., Conseiller adjoint
 NAVARRO A., Conseiller adjoint
 PINHEIRO L.L.F., Conseiller adjoint
 RANAIVOSON H.R., Conseiller adjoint
 DER HOVSÉPIAN T., Premier Secrétaire
- Mlle CHANDRASIRI V., Premier Secrétaire
- MM. VAN DER WEG A., Premier Secrétaire
 LIU H., Premier Secrétaire
 SCHAUER U., Premier Secrétaire
- Mme TOMIĆ O., Premier Secrétaire
- MM. SOMAYAJULU N.V.N., Premier Secrétaire
 OUADAHI M.S., Premier Secrétaire
 DOOMUN S.E., Premier Secrétaire
 GUEORGUEVSKI A., Premier Secrétaire
 HAIDER I., Premier Secrétaire
 GOUDET G., Premier Secrétaire
- Mlle MERETTA M., Premier Secrétaire
- M. GENTIZON H.-L., Premier Secrétaire
- Mlle BARABÁS E., Premier Secrétaire
- MM. KOZLOV V., Premier Secrétaire
 SEBAKUNZI N., Premier Secrétaire
 BRIX A.C., Deuxième Secrétaire
 KARVONEN H., Deuxième Secrétaire
 KOSSIGNON S., Deuxième Secrétaire
 KIGARABA R., Deuxième Secrétaire

Secrétariat

Services de traduction

a) français

M. VIARD H., Traducteur-réviseur
Mme HUPÉ S., Traductrice

b) anglais

MM. BURNELL C., Traducteur-réviseur
ISSOTT G., Traducteur-réviseur
MILES J., Traducteur
COCKLE P., Traducteur
Mmes LEIBUNDGUT P., Traductrice
NELSON M., Traductrice
WALLACE B., Traductrice
M. WHYTE J., Traducteur
Mlle ATKINSON B., Traductrice
M. HARDY G., Traducteur

c) arabe

Mmes MOUSSA S., Traducteur-réviseur
ZAYED N., Traductrice
MM. MJIDOU A., Traducteur
ZAYED E.F., Traducteur
SERAG-EL-DINE M.A., Traducteur
FAYSAL A., Traducteur
SADKI E.M., Traducteur
AL GHANDRI A., Traducteur

d) espagnol

Mmes SAHONERO E., Traductrice
SIBILS N., Traductrice
RABINO D., Traductrice
RUBIO M., Traductrice
M. LAHIGUERA P., Traducteur
Mlle PONCE DE LEÓN M.R., Traductrice

e) portugais

M. J.Q. Montenegro Monteiro, Traducteur coordonnateur
Mmes T. Borba-Gallo, Traductrice
L.M. Melo Tunes, Traductrice
M. A.P. Laurent Rochi, Traducteur

Secrétariat

f) russe

MM. IATSENKO V., Traducteur
OUKHANOV V., Traducteur
Mme BIALKOVSKAIA V., Traductrice
M. M.A. MOURAVIEV, Traducteur

Consultant en information

M. VOISIN J. (France)

Experts de la coopération technique

MM. SOW D. (Sénégal)
SESHANNA A.V. (Inde)

Fonctionnaires des Administrations postales attachés temporairement au secrétariat

MM. RECHT E. (Belgique)
VAN CAMP M. (Belgique)
Mlle FILIPPINI M.-J. (France)
MM. FOURNIER J.C. (France)
MONTANDON R. (Suisse)

Secrétariat

Secrétariat allemand

MM. WEISSER K.-J., Chef du Secrétariat
KOCH B.-J., Chef adjoint du Secrétariat, Chef des services généraux
GAEDE D., Chef du Programme-cadre
BEHR P., Chef des Services des télécommunications et réceptions
WINTER K., Liaison internationale; Protocole
WACKERMANN U., Liaison nationale
PFEIFFER W., Remise des cadeaux
SUHR R., Journal du Congrès
Mmes FEITH R., Documentation; Statistique
BRÜGGEMANN M., Bureau de réception
MM. GROTE J., Service du personnel
GUTZEIT H., Service des locaux et installations
WÜBBE U., Organisation, Horaires
GROTHMANN W., Télécommunications
WESTPHAL K.-H., Point d'accueil et d'information
Mmes HOLST I., Service des hôtes; Service de santé
BALZEREIT I., Cérémonies, Travaux d'impression, Service de copies
M. MEHRKENS J., Bureau de poste spécial
Mme GARTZKE A., Garçons de bureau; Cases postales
MM. JANKE G., Service d'informations; Vidéotex interactif
KRACKHARDT B., Transport; Arrivée et départ
Mmes STOEPHASIUS I., Excursions
HAHNE B., Excursions; Service de loisirs
SANDERS S., Excursions; Service de loisirs
KNAUF I., Programme pour les dames
STUTZ I., Réceptions

III. Documents publiés à l'intention du Congrès (Congrès — Doc)

Congrès — Doc No	Objet	Remarques	Page
1	Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979—1984		983
2	Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1979—1984		1055
3	Rapport du Directeur général 1980—1984		1127
4	Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union		1155
4/Add 1	Limite des dépenses du prochain Congrès (XXe Congrès)		1219
5	Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales		1221
5/Add 1	Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix		1225
6	Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès		1230
7	Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du Conseil exécutif et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP		1235
8	Problème des arriérés à l'UPU		1238
8/Add 1			1248
9	Nouveaux barèmes de frais de transit		1252
10	Frais terminaux		1306
11	Etude sur le système actuel de statistique		1440
12	Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1977—1981	*	—
13	La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux		1468

* Non reproduit. Par souci d'économie, ce document (227 pages) a été publié sous forme de brochure et transmis aux Administrations par la circulaire 231 du BI du 26 novembre 1984.

Congrès — Doc No		Objet	Remarques	Page
14		L'avenir des services postaux: Synthèse des études effectuées au cours de la période 1979–1984		1472
15		Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées		1505
16		Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier		1522
17		Taux de base de transport aérien du courrier		1544
18		Questions et propositions à examiner par le Congrès en matière de coopération technique		1557
18.1		L'assistance technique de l'UPU — Rapport du Conseil exécutif		1558
18.1/Add 1		Formation en matière de gestion — Rapport du Secrétaire général		1615
18.2		La coopération technique entre pays en développement (CTPD)		1621
18.3		L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)		1627
18.4		L'action de formation postale au sein de l'UPU		1635
18.5		L'avenir de l'assistance technique de l'UPU		1645
19		Taxes de base des envois de la poste aux lettres		1652
20		Mémorandum sur la circulation internationale du matériel éducatif, scientifique ou culturel, présenté par l'UNESCO		1667
21		Mise à jour du Protocole final de la Convention postale universelle		1674
21/Add 1				1675
22		Mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux		1676
22/Add 1				1678
23		Liste des Pays-membres de la Commission 7		1679
23/Add 1				1682
24		Election du Directeur général et du Vice-Directeur général		1683
25		Changements de classes de contribution		1711
26		Distribution de la documentation du Congrès	Pas reproduit	—
27		Représentation aux séances du Congrès et des Commissions d'un Pays-membre par la délégation d'un autre Pays-membre		1717

Congrès — Doc No	Objet	Remarques	Page
28	Informations relatives au fonctionnement des services de traduction et à la fourniture, au Congrès, de la documentation en différentes langues		1719
29 29/Add 1	Langues de délibération pendant le Congrès	Pas reproduit	—
30	Renseignements concernant les procès-verbaux et les rapports	Pas reproduit	—
31	Liste des Pays-membres de l'Union postale universelle		1721
32	Liste des organisations invitées au XIXe Congrès		1732
33	Invitation pour le XXe Congrès postal universel		1733
34	Ordre du jour de la première séance plénière		1734
35	Ordre du jour de la deuxième séance plénière et suivantes		1735
36	Ordre du jour de la Commission 2		1737
37/Rev 3	Ordre du jour de la Commission 3		1738
38/Rev 2	Ordre du jour de la Commission 4 (première partie)		1740
38/Add 1/Rev 2	Ordre du jour de la Commission 4 (deuxième partie)		1744
38/Add 1/Rev 3			1748
39/Rev 2	Ordre du jour de la Commission 5 (première partie)		1751
39/Rev 2/ Add 1/Rev 1	Ordre du jour de la Commission 5		1754
39/Rev 2/ Add 2/Rev 2	Ordre du jour de la Commission 5 (deuxième partie)		1755
40/Rev 1	Ordre du jour de la Commission 6		1758
41/Rev 2	Ordre du jour de la Commission 7		1761
41/Rev 2/ Add 1/Rev 1			1767
42	Ordre du jour de la Commission 8		1769
43/Rev 1	Ordre du jour de la Commission 9		1771
44	Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès — Doc aux différents organes du Congrès		1772
45	Liste des Pays-membres de la Commission 8		1781

Congrès — Doc No	Objet	Remarques	Page
46	Demande de participation au Congrès présentée par l'Association du transport aérien international (IATA)		1784
47	Demande de participation au Congrès présentée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO)		1785
48	Liste des propositions d'ordre rédactionnel	Pas reproduit	—
49	Répartition des Pays-membres de l'Union dans les cinq groupes géographiques, en vue de l'élection des membres du Conseil exécutif		1786
50/Rev 3	Liste des Congrès — Doc	Constitue la présente liste	—
51	Demande de Brunei		1788
52	Déclaration de l'Internationale du personnel des postes, télégraphes et téléphones (IPTT)		1789
53	Discours et interventions préparés à l'avance par écrit — Communication du Secrétariat du Congrès	Pas reproduit	—
54	Débat général au XIXe Congrès		1791
54/Annexe 8/ Add 1	Débat général au XIXe Congrès — Contribution de l'URSS au thème No 4		1807
54/Annexe 8/ Add 2	Débat général au XIXe Congrès — Contribution des Etats-Unis d'Amérique au thème No 4		1808
55	Composition du Secrétariat du XIXe Congrès	Pas reproduit	—
56	Communication de la délégation du Botswana		1810
57	Communication de la délégation du Soudan au sujet de la proposition 029		1811
58	Communication des délégations de l'Egypte et du Soudan — Retrait de la proposition 03		1812
59	Communication de la Mauritanie concernant différentes propositions	Pas reproduit	—
60	Déclaration de la délégation de la République populaire de Chine au sujet de la question de Hong-Kong		1813
61	Communication de la délégation de Madagascar — Retrait des propositions 1012.1 et 1011.1		1814
62	Communication de la délégation du Nigéria — Retrait de la proposition 1011.2		1815

Congrès — Doc No	Objet	Remarques	Page
63	Demande de participation au Congrès présentée par la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP)		1816
63/Add 1			1817
64	Communication de la délégation de Cuba — Retrait de la proposition 1011.3		1818
65	Ordre du jour des séances plénières du 28 juin 1984		1819
66	Note pour les membres de la Commission 8 (Services financiers postaux)		1820
67	Demande de l'Union postale arabe		1821
68/Rev	Election du Directeur général du Bureau international — Communication de la délégation de l'Espagne		1823
69	Communication de l'Organisation des Nations Unies		1824
70	Calendrier des séances du jeudi 28 juin au vendredi 6 juillet 1984	Pas reproduit	—
71	Déclaration de la délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord au sujet de la question de Hong-Kong		1826
72	Note de la délégation d'Israël		1827
73	Présentation des candidatures aux sièges du Conseil exécutif (CE)		1828
74	Présentation des candidatures aux sièges du Conseil consultatif des études postales (CCEP)		1829
75 75/Add 1 75/Add 2 75/Add 3	Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes adoptées par le Congrès de Hamburg 1984	Voir tome III, pages 913 à 1004	—
76	Demande de la délégation de l'Arabie saoudite		1830
77	Demande de la délégation de la Jordanie		1831
78	Calendrier des séances du lundi 9 juillet au mercredi 18 juillet 1984	Pas reproduit	—
79	Ordre du jour de la séance plénière du 6 juillet 1984		1834
80	Communication de la délégation d'Israël		1835
81/Rev 1 81/Rev 1/Add 1 81/Rev 1/Add 2 81/Rev 1/ Add 3/Rev 1	Résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes soumises au Congrès de Hamburg 1984	Voir tome III, pages 913 à 1004	—

Congrès — Doc No	Objet	Remarques	Page
82	Demande de la délégation de l'URSS		1836
83	Déclaration du Secrétaire général de l'Union panafricaine des postes		1837
84	Avis aux membres des Commissions 3 et 6	Pas reproduit	—
85	Travaux de la Commission 3		1838
86	Travaux de la Commission 3		1839
87	Appel en séance plénière		1840
88/Rev 1	Ordre du jour des séances plénières du 13 juillet 1984		1841
89	Attribution des études au CE et au CCEP		1842
90	Candidatures pour l'élection des membres du Conseil consultatif des études postales (CCEP)		1845
91	Candidatures pour l'élection des membres du Conseil exécutif (CE)		1846
92	Déclaration de la délégation des Etats-Unis d'Amérique		1847
93	Langues des délibérations choisies pour l'interprétation simultanée pendant le Congrès	Pas reproduit	—
94	Mise à exécution des Actes du Congrès de Hamburg 1984		1849
95	Incidences financières des propositions soumises au Congrès		1850
96	Liste des Pays-membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales élus par le Congrès de Hamburg 1984		1851
97	Appel en séance plénière — Interdictions		1852
98	Ordre du jour des séances plénières du lundi 23 juillet au jeudi 26 juillet 1984		1853
98/Rev 1	Ordre du jour des séances plénières du mardi 24 juillet au jeudi 26 juillet 1984		1854
99	Déclaration des délégations de l'URSS, de l'Ukraine et de la Biélorussie		1855
100 100/Add 1 100/Add 2 100/Add 3	Déclarations faites lors de la signature des Actes	Voir tome III, pages 65 à 77	—

Congrès — Doc No	Objet	Remarques	Page
100/Add 4			
100/Add 5			
100/Add 6			
100/Add 7			
100/Add 8/Rev 1			
100/Add 9			
100/Add 10			
100/Add 11			
100/Add 12			
100/Add 13			
100/Add 14			
100/Add 15			
100/Add 16			
100/Add 17			
100/Add 18			
100/Add 19			
100/Add 20			
100/Add 21			
100/Add 22			
100/Add 23			
100/Add 24			
100/Add 25			
100/Add 26			
100/Add 27			
100/Add 28			
100/Add 29			
100/Add 30			
100/Add 31			
100/Add 32			
100/Add 33			
100/Add 34			
100/Add 35			
101/Rev 1	Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux		1857
102	Calendrier des séances du lundi 23 juillet au jeudi 26 juillet 1984	Pas reproduit	—
103	Rapport final de la Commission 2 (Finances)		1859
104	Rapport final de la Commission 9 (Coopération technique)		1863
105	Appel en séance plénière — Indemnités prévues pour les envois recommandés		1867
106	Communication du Secrétariat — Signature des Actes	Pas reproduit	—
107	Appel en séance plénière — Numérotation des étiquettes des sacs-avion		1868

Congrès — Doc No	Objet	Remarques	Page
108/Rev 1	Réserves non insérées dans le Protocole final de la Convention postale universelle		1869
109	Séance de clôture — Ordre du jour		1870
110	Conséquences de l'approbation de l'appel introduit en séance plénière par la délégation de Cuba (Congrès — Doc 97)		1871
110/Add 1	Conséquences de l'approbation de l'appel introduit en séance plénière (Congrès — Doc 107)		1872
111	Déclaration de la République islamique d'Iran		1873
112	Déclaration de la délégation des Etats-Unis d'Amérique		1874

1979–1984

**Rapport sur l'ensemble de l'activité
du Conseil exécutif**

Liste des abréviations utilisées dans le cadre de l'Union

ACAST	Comité consultatif sur l'application de la science et de la technique au développement	FID	Fédération internationale de la documentation
ACCIS	Comité consultatif pour la coordination des systèmes d'information	FIDA	Fonds international pour le développement agricole
AID	Association internationale de développement	FIPP	Fédération internationale de la presse périodique
AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique	FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
AMC	Année mondiale des communications	FMANU	Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies
BCI	Bureau consultatif interorganisations du PNUD	FMI	Fonds monétaire international
BI	Bureau international	FUNU	Force d'urgence des Nations Unies
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement	GATT	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce
BIT	Bureau international du travail	GTP	Groupe de travail du Programme (PNUD)
BRI	Banque des règlements internationaux	GTQAF	Groupe de travail des questions administratives et financières du PNUD
CAC	Comité administratif de coordination	HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
CAPTAC	Conférence des Administrations des postes et télécommunications des Etats de l'Afrique centrale	IATA	Association du transport aérien international
CCD	Conseil de coopération douanière	ICS	Chambre internationale de la marine marchande
CCEP	Conseil consultatif des études postales	IICE	Institut international des caisses d'épargne
CCI	Corps commun d'inspection	IPTT	Internationale du personnel des postes, télégraphes et téléphones
CCI	Chambre de commerce internationale	ISO	Organisation internationale de normalisation
CCINU	Comité commun des Nations Unies pour l'information	ITA	Institut du transport aérien
CCIR	Comité consultatif international des radio-communications (UIT)	JSPB	Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel (des Nations Unies)
CCITT	Comité consultatif international télégraphique et téléphonique (UIT)	JSPF	Caisse commune des pensions du personnel (Nations Unies)
CCQA	Comité consultatif (du CAC) pour les questions administratives	LDC	Pays les moins avancés parmi les pays en développement
CCQAB	Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires	NIBP	Nomenclature internationale des bureaux de poste
CCQF	Comité consultatif (du CAC) pour les questions de fond	OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
CDCC	Comité de développement et de coopération des Caraïbes	OIT	Organisation internationale du travail
CE	Conseil exécutif	OMI	Organisation maritime internationale
CEA	Commission économique pour l'Afrique	OMM	Organisation météorologique mondiale
CEAO	Commission économique pour l'Asie occidentale	OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
CEE	Commission économique pour l'Europe	OMS	Organisation mondiale de la santé
CEPAL	Commission économique pour l'Amérique latine	OMT	Organisation mondiale du tourisme
CEPT	Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications	ONG	Organisations non gouvernementales
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique	ONU	Organisation des Nations Unies
CFPI	Commission de la fonction publique internationale	ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
CIC	Centre international de calcul (des Nations Unies)	OPI	Service de l'information des Nations Unies
CICR	Comité international de la Croix-Rouge	OUA	Organisation de l'unité africaine
CIES	Centre d'information économique et sociale des Nations Unies	PAM	Programme alimentaire mondial (ONU/FAO)
CINU	Centre d'information des Nations Unies	PIDC	Programme international pour le développement de la communication
CMI	Comité maritime international	PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement	PVNU	Programme des volontaires des Nations Unies
CPC	Comité du programme et de la coordination (ECOSOC)	SFI	Société financière internationale
CS	Conseil de sécurité	UAPT	Union africaine des postes et télécommunications
CSTD	Comité de la science et de la technique au service du développement	UIC	Union internationale des chemins de fer
CT	Conseil de tutelle	UIT	Union internationale des télécommunications
CTPD	Coopération technique entre pays en développement	UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies	UNITAR	Institut de formation et de recherche des Nations Unies
ECPA	Comité d'experts pour les ajustements de poste	UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
FAFI	Fédération des associations de fonctionnaires internationaux	UPA	Union postale arabe
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	UPAE	Union postale des Amériques et de l'Espagne
		UPAF	Union postale africaine
		APPU	Union postale de l'Asie et du Pacifique
		UPAP	Union panafricaine des postes
		UPPN	Union postale des pays du Nord
		UPU	Union postale universelle

Sommaire

Liste des abréviations utilisées dans le cadre de l'Union

1	Introduction
2	Généralités concernant le Conseil exécutif
3	Activités du Conseil exécutif
3.1	Généralités concernant l'Union
3.1.1	Pays-membres
3.1.2	Autorité de surveillance
3.1.3	Questions politiques
3.1.4	Rapport sur les activités de l'Union
3.2	Actes de l'UPU
3.2.1	Constitution
3.2.2	Règlement général
3.2.3	Convention
3.2.3.1	Questions communes aux différents services postaux internationaux
3.2.3.2	Poste aux lettres
3.2.3.3	Frais de transit et frais terminaux
3.2.3.4	Poste aérienne
3.2.4	Colis postaux
3.2.5	Services financiers postaux
3.2.5.1	Mandats de poste
3.2.5.2	Chèques postaux
3.2.5.3	Epargne
3.3	Organes de l'UPU
3.3.1	Congrès
3.3.1.1	Etude relative à l'organisation, au fonctionnement et aux méthodes de travail du Congrès
3.3.1.2	Règlement intérieur
3.3.2	Conseil exécutif (CE)
3.3.2.1	Règlement intérieur
3.3.2.2	Etude concernant l'organisation, le fonctionnement, les méthodes de travail du Conseil exécutif et la délimitation des compétences entre le CE et le CCEP
3.3.3	Conseil consultatif des études postales (CCEP)
3.3.3.1	Règlement intérieur
3.3.3.2	Organisation et fonctionnement du CCEP
3.3.3.3	Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP
3.3.4	Congrès extraordinaires, Conférences administratives et Commissions spéciales
3.3.5	Bureau international
3.3.5.1	Personnel
3.3.5.1.1	Réglementation concernant le personnel
3.3.5.2	Caisse de prévoyance de l'UPU
3.3.5.3	Documents et publications
3.3.5.4	Cinémathèque
3.3.5.5	Services de traduction

- 3.4 Finances
 - 3.4.1 Règlement financier
 - 3.4.2 Budget
 - 3.4.3 Comptes
 - 3.4.4 Fonds de réserve
 - 3.4.5 Problème des arriérés à l'UPU
 - 3.4.6 Divers
- 3.5 Coopération technique
 - 3.5.1 Généralités
 - 3.5.2 Questions administratives et financières
 - 3.5.3 Programmation et exécution des programmes et projets
 - 3.5.4 Evaluation
- 3.6 Relations extérieures
 - 3.6.1 Unions restreintes
 - 3.6.2 Organisation des Nations Unies (ONU)
 - 3.6.3 Institutions spécialisées et Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
 - 3.6.4 Autres organisations
 - 3.6.5 Information publique
- Conclusions

Annexes

- I Résultats des travaux confiés au Conseil exécutif par le Congrès de Rio de Janeiro
- II Liste des résolutions et décisions du Conseil exécutif 1979–1984

1 Introduction

Le présent rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif est présenté au Congrès conformément à l'article 103, paragraphe 2, du Règlement général.

Ce rapport reflète l'ensemble des travaux effectués par le Conseil durant les cinq dernières années. Il rend compte des tâches qui ont été confiées au Conseil exécutif par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, sous forme de résolutions ou décisions, et de celles qui lui sont dévolues de par les Actes de l'Union ou qui ont leur origine dans la proposition d'une Administration ou d'un groupe d'Administrations.

Il y a lieu de préciser cependant que certaines études confiées au Conseil exécutif font l'objet de documents distincts du présent rapport parce qu'ils nécessiteront des développements spéciaux. On trouvera néanmoins les références nécessaires dans ce rapport.

2 Généralités concernant le Conseil exécutif

1. Le Conseil exécutif élu par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 comprenait les 40 membres suivants: Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Barbade, Brésil, Canada, Chili, Chine (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Cuba, Danemark, Egypte, Espagne, France, Gabon, Grande-Bretagne, Guinée, Honduras (Rép.), Inde, Iraq, Irlande, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kenya, Libéria, Malaisie, Mali, Mexique, Mongolie (Rép. pop.), Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Syrienne (Rép. arabe), Tchécoslovaquie, Thaïlande, URSS, Yougoslavie. La présidence a été assurée par le Brésil et les vice-présidences par la Chine (Rép. pop.), l'Espagne, le Libéria et l'URSS. Le tableau I reproduit ci-après donne tous les renseignements au sujet de la durée des sessions du Conseil exécutif et des participants à ces sessions.

2. Pour l'étude de la plupart des questions relevant de sa compétence, le Conseil a constitué dix Commissions dont certaines ont à leur tour créé des Groupes de travail. Le tableau II ci-après fournit les renseignements relatifs aux réunions et à la composition de ces organes. En outre, il fait également état des travaux des organes mixtes que le Conseil exécutif a reconduits ou créés pour l'étude de questions communes à l'UPU et à d'autres organisations internationales. Ces organes mixtes sont les suivants: Comité de contact IATA/UPU et Groupe de travail mixte IATA/UPU, Comité de contact CCD/UPU, Comité de contact ICS/UPU, Sous-Groupe de travail ad hoc CCITT/UPU – Tarification. En outre, le Conseil a adopté un protocole d'accord prévoyant la collaboration entre l'IIICE et l'UPU.

3. Conformément aux décisions du Congrès de Rio de Janeiro 1979, plusieurs études ont été menées à chef par le Conseil exécutif avec la collaboration du CCEP. En outre, il convient aussi de signaler que, comme par le passé, un grand nombre d'études ont été menées à bien avec la collaboration des Administrations postales non membres du Conseil exécutif. Cette collaboration s'est manifestée par le truchement de questionnaires qui ont permis au Conseil de connaître l'avis d'un grand nombre d'Administrations et parfois de trouver des solutions qui correspondent à l'avis de la majorité des Pays-membres.

4. En ce qui concerne les activités du Conseil exécutif, les Administrations ont été renseignées chaque année et de façon exhaustive par le compte rendu analytique, par le Cahier des résolutions et décisions ainsi que par les Documents du Conseil exécutif qui leur ont été envoyés après chacune des sessions, conformément à l'article 103, paragraphe 1, du Règlement général. En outre, les Administrations ont reçu le Recueil des résolutions et décisions adoptées par la Commission exécutive et de liaison, puis par le Conseil exécutif et qui étaient encore valables à l'issue du Congrès de Rio de Janeiro 1979.

5. Les résultats des travaux confiés au Conseil exécutif par le Congrès de Rio de Janeiro sont résumés dans l'annexe I au présent rapport qui indique également les Congrès – Doc et les propositions qui ont résulté de ces études. Quant à l'annexe II, elle reproduit la clé de classement ainsi que la liste des résolutions et décisions adoptées par le Conseil exécutif de 1979 à 1984. Ces résolutions et décisions reflètent, avec les Congrès – Doc et les propositions soumis par le Conseil au Congrès de Hambourg, l'aboutissement des travaux effectués par ce Conseil.

Réunions du Conseil exécutif

Tableau I

Sessions	Dates	Président	Secrétaire général	Pays-membres		Observateurs	Invités
				représentés	non représentés		
1979 (constitutive)	22 octobre	A.C. Botto de Barros	M.I. Sobhi	40	—	Suisse et UPA	—
1980	5 au 16 mai	A.C. Botto de Barros	M.I. Sobhi	39	Libéria	ONU, Président, Vice-Président et 7 Présidents des Commissions du CCEP, Suisse, CEPT, UAPT, UPA, UP AE, UPAf, UPAO, FAO, OACI, LEA ¹	—
1981	27 avril au 14 mai	A.C. Botto de Barros	M.I. Sobhi	40	—	ONU, Président, Vice-Président et 7 Présidents des Commissions du CCEP, Suisse, CEPT, UAPT, UPA, UP AE, UPAf, UPAP, APPU, UPPN, OACI, LEA, OUA	—
1982	29 avril au 13 mai	A.C. Botto de Barros	M.I. Sobhi	38	Chili, Honduras (Rép.)	ONU, Président, Vice-Président et 7 Présidents des Commissions du CCEP, Suisse, CEPT, UAPT, UPA, UP AE, UPAf, UPAP, APPU, UPPN, OACI, LEA	—
1983	28 avril au 13 mai	A.C. Botto de Barros	M.I. Sobhi	38	Chili, Iraq	ONU, Président, Vice-Président et 6 Présidents des Commissions du CCEP, Suisse, CEPT, UAPT, UPA, UP AE, UPAf, UPAP, APPU, UPPN, OACI, LEA	—
1984	27 février au 8 mars	A.C. Botto de Barros	M.I. Sobhi	39	Jamahiriya libyenne	ONU, Président, Vice-Président et 5 Présidents des Commissions du CCEP, Suisse, CEPT, UAPT, UPA, UP AE, UPAf, UPAP, APPU, UPPN, UIT, LEA, OUA	—
CCEP Conseil consultatif des études postales				UAPT Union africaine des postes et télécommunications			
CEPT Conférence européenne des Administrations des postes et des télécommunications				UPA Union postale arabe			
FAO Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture				UPAE Union postale des Amériques et de l'Espagne			
LEA Ligue des Etats arabes				UPAf Union postale africaine			
OACI Organisation de l'aviation civile internationale				UPAP Union panafricaine des postes			
ONU Organisation des Nations Unies				APPU Union postale de l'Asie et du Pacifique (jusqu'en 1980 UPAO)			
OUA Organisation de l'unité africaine				UPPN Union postale des pays du Nord			

¹ La Ligue des Etats arabes était représentée par l'UPA.

Réunions des Commissions, Groupes de travail, etc., du Conseil exécutif

Tableau II

N°	Organe	Pays-membres	Présidence Vice-présidence	Réunions			Résultats des travaux, voir sous chiffres
				Année	Dates	Lieu	
1	Commission 1 (Personnel)	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Bangladesh, Brésil, Canada, Chili, Chine (Rép. pop.), Cuba, Egypte, Espagne, France, Gabon, Grande-Bretagne, Guinée, Iraq, Irlande, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kenya, Libéria, Mali, Sri Lanka, Syrienne (Rép. arabe), Thaïlande, URSS, Yougoslavie	Soudan Mexique	1980	12 mai	Berne	52-60, 103
				1981	7 mai	Berne	
				1982 ¹	10 mai	Berne	
				1983	9 mai	Berne	
				1984	2 mars	Berne	
		Tous les Pays-membres du CE (voir chiffre 1 des généralités)					
		Observateurs: Suisse ² , CCEP (Président et Présidents des Commissions), CEPT, UAPT, UPA, UPAP, UPAf, UPAP, APPU ³ , UPPN, LEA, Association du personnel du Bureau international					
2	Commission 2 (Finances)	Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Arabie saoudite, Argentine, Barbade, Brésil, Canada, Chili, Chine (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Cuba, Egypte, Espagne, France, Gabon, Grande-Bretagne, Guinée, Iraq, Irlande, Jordanie, Kenya, Libéria, Malaisie, Mali, Mexique, Mongolie (Rép. pop.), Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tchécoslovaquie, Thaïlande, URSS, Yougoslavie	Amérique (Etats-Unis) Bangladesh	1980	7 et 12 mai	Berne	66-73
				1981	8 mai	Berne	

¹ En 1981, le Conseil exécutif a admis que tous les membres du Conseil sont, de droit, membres de toutes les Commissions créées par le Conseil, sauf de celles qui traitent des Arrangements facultatifs. Ainsi, à partir de 1982, tous les membres du Conseil ont pu participer de droit à toutes les Commissions, à l'exclusion des Commissions 7 et 8 qui sont réservées aux Pays-membres signataires des Arrangements traités par ces Commissions. Cependant, les Pays-membres non signataires de ces Arrangements peuvent faire partie de plein droit des Commissions correspondantes s'ils en expriment formellement le désir.

² Pays siège.

³ Union postale de l'Asie et du Pacifique, nouvelle dénomination de l'UPAO.

N°	Organe	Pays-membres	Présidence Vice-présidence	Réunions			Résultats des travaux, voir sous chiffres
				Année	Dates	Lieu	
2	Commission 2 (Finances) (fin)	Tous les Pays-membres du CE (voir chiffre 1 des généralités) Observateurs: Suisse ² , CCEP (Président et Prési- dents des Commissions), CEPT, UAPT, UPA, UPAE, UPAf, UPAP, APPU ³ , UPPN, LEA		1982 ¹	10 mai	Berne	
				1983	10 mai	Berne	
				1984	6 mars	Berne	
3	Commission 3 (Affaires générales)	Algérie, Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Barbade, Brésil, Canada, Chili, Chine (Rép. pop.), Cuba, Danemark, Egypte, Espagne, France, Gabon, Grande-Bretagne, Guinée, Irlande, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kenya, Malaisie, Mali, Mexique, Mongolie (Rép. pop.), Sénégal, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tchécoslovaquie, Thaïlande, URSS, Yougoslavie Tous les Pays-membres du CE (voir chiffre 1 des généralités) Observateurs: Suisse ² , CCEP (Président et Prési- dents des Commissions), CEPT, UAPT, UPA, UPAE, UPAf, UPAP, APPU ³ , UPPN, LEA	Ailemagne, Rép. Féd. d' Iraq	1980	9 mai	Berne	8, 11-14, 44-47 51, 72, 102, 105
				1981	29 et 30 avril	Berne	
				1982 ¹	3 mai	Berne	
				1983	3 et 4 mai	Berne	
				1984	27 février	Berne	

¹ En 1981, le Conseil exécutif a admis que tous les membres du Conseil sont, de droit, membres de toutes les Commissions créées par le Conseil, sauf de celles qui traitent des Arrangements facultatifs. Ainsi, à partir de 1982, tous les membres du Conseil ont pu participer de droit à toutes les Commissions, à l'exclusion des Commissions 7 et 8 qui sont réservées aux Pays-membres signataires des Arrangements traités par ces Commissions. Cependant, les Pays-membres non signataires de ces Arrangements peuvent faire partie de plein droit des Commissions correspondantes s'ils en expriment formellement le désir.

² Pays siège.

³ Union postale de l'Asie et du Pacifique, nouvelle dénomination de l'UPAO.

N°	Organe	Pays-membres	Présidence Vice-présidence	Réunions			Résultats des travaux, voir sous chiffres
				Année	Dates	Lieu	
4	Commission 4 (Poste aux lettres)	Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Barbade, Brésil, Canada, Chili, Chine (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Cuba, Danemark, Egypte, Espagne, Gabon, Grande-Bretagne, Guinée, Honduras (Rép.), Inde, Iraq, Irlande, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kenya, Libéria, Malaisie, Mexique, Mongolie (Rép. pop.), Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Syrienne (Rép. arabe), Tchécoslovaquie, Thaïlande, URSS, Yougoslavie	France Mali	1980	7 mai	Berne	17-21
				1981	5 mai	Berne	
				1982 ¹	4 mai	Berne	
				1983	2 mai	Berne	
				1984	28 février	Berne	
		Tous les Pays-membres du CE (voir chiffre 1 des généralités)					
		Observateurs: Suisse ² , CCEP (Président et Présidents des Commissions), CEPT, UAPT, UPA, UPAP, UPAI, UPAP, APPU ³ , UPPN, LEA, OUA					
5	Commission 5 (Frais de transit et frais terminaux)	Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Bangladesh, Barbade, Brésil, Canada, Chili, Chine (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Cuba, Egypte, Espagne, France, Gabon, Grande-Bretagne, Guinée, Honduras (Rép.), Inde, Iraq, Irlande, Jordanie, Kenya, Libéria, Mali, Mongolie (Rép. pop.), Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Syrienne (Rép. arabe), Thaïlande, URSS, Yougoslavie	Argentine Tchéco-slovaquie	1980	6 mai	Berne	22-24
				1981	7 mai	Berne	

¹ En 1981, le Conseil exécutif a admis que tous les membres du Conseil sont, de droit, membres de toutes les Commissions créées par le Conseil, sauf de celles qui traitent des Arrangements facultatifs. Ainsi, à partir de 1982, tous les membres du Conseil ont pu participer de droit à toutes les Commissions, à l'exclusion des Commissions 7 et 8 qui sont réservées aux Pays-membres signataires des Arrangements traités par ces Commissions. Cependant, les Pays-membres non signataires de ces Arrangements peuvent faire partie de plein droit des Commissions correspondantes s'ils en expriment formellement le désir.

² Pays siège.

³ Union postale de l'Asie et du Pacifique, nouvelle dénomination de l'UPAO.

N°	Organe	Pays-membres	Présidence Vice-présidence	Réunions			Résultats des travaux, voir sous chiffres
				Année	Dates	Lieu	
5	Commission 5 (Frais de transit et frais terminaux) (fin)	Tous les Pays-membres du CE (voir chiffre 1 des généralités) Observateurs: Suisse ² , CCEP (Président et Prési- dents des Commissions), CEPT, UAPT, UPA, UPAC, UPAf, UPAP, APPU ³ , UPPN, LEA, OUA		1982 ¹ 1983 1984	6 mai 5 et 6 mai 29 février et 1 ^{er} mars	Berne Berne Berne	
5a	– Groupe de travail de la statistique	Amérique (Etats-Unis), Chili, Chine (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), France, Inde, Tchécoslovaquie	Argentine (pays rappor- teur)	1981 1981	1 ^{er} mai 20 octobre	Berne Berne	24
5b	– Groupe de travail des frais de transit	Argentine, Egypte, Grande-Bretagne, Inde, URSS, Yougoslavie	Amérique (Etats-Unis) (pays rappor- teur)	1982	29 avril	Berne	22
5c	– Groupe de travail des frais terminaux	Amérique (Etats-Unis), Argentine, Espagne, France, Kenya, Thaïlande, URSS	Brésil (pays rappor- teur)	1980 1981 1981 1982 1982 1982 1983 1983	31 octobre 2 mai 21 octobre 18–21 janvier 29 avril et 6 mai 8 novembre 28 avril 5–9 dé- cembre	Berne Berne Berne Berne Berne Berne Berne Berne	23

¹ En 1981, le Conseil exécutif a admis que tous les membres du Conseil sont, de droit, membres de toutes les Commissions créées par le Conseil, sauf de celles qui traitent des Arrangements facultatifs. Ainsi, à partir de 1982, tous les membres du Conseil ont pu participer de droit à toutes les Commissions, à l'exclusion des Commissions 7 et 8 qui sont réservées aux Pays-membres signataires des Arrangements traités par ces Commissions. Cependant, les Pays-membres non signataires de ces Arrangements peuvent faire partie de plein droit des Commissions correspondantes s'ils en expriment formellement le désir.

² Pays siège.

³ Union postale de l'Asie et du Pacifique, nouvelle dénomination de l'UPAO.

N°	Organe	Pays-membres	Présidence Vice-présidence	Réunions			Résultats des travaux, voir sous chiffres
				Année	Dates	Lieu	
6	Commission 6 (Poste aérienne)	Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Barbade, Brésil, Chili, Chine (Rép. pop.), Egypte, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guinée, Honduras (Rép.), Inde, Iraq, Irlande, Jordanie, Kenya, Libéria, Malaisie, Mali, Mexique, Mongolie (Rép. pop.), Sénégal, Soudan, Sri Lanka, Tchécoslovaquie, Thaïlande, URSS, Yougoslavie	Danemark Canada	1980	8 mai	Berne	25-34
				1981	6 mai	Berne	
				1982 ¹	5 et 10 mai	Berne	
				1983	4 et 10 mai	Berne	
				1984	28 février et 5 mars	Berne	
6a	- Groupe de travail de la poste aérienne	Allemagne, Rép. féd. d', Brésil, Canada, Côte d'Ivoire (Rép.), Inde, Tchécoslovaquie Observateur: Suisse ²	Danemark	1980	20 octobre	Berne	25
				1981	28 avril	Berne	
				1982	30 avril	Berne	
				1982	19 novembre	Berne	
				1983	6 mai	Berne	
				1984	27 février	Berne	
7	Commission 7 (Colis postaux)	Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Barbade, Brésil, Chili, Chine (Rép. pop.), Cuba, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne, Guinée, Honduras (Rép.), Inde, Iraq, Irlande, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Libéria, Mali, Mexique, Soudan, Sri Lanka, Thaïlande, URSS, Yougoslavie	Malaisie Kenya	1980	8 mai	Berne	35-38
				1981	6 mai	Berne	

¹ En 1981, le Conseil exécutif a admis que tous les membres du Conseil sont, de droit, membres de toutes les Commissions créées par le Conseil, sauf de celles qui traitent des Arrangements facultatifs. Ainsi, à partir de 1982, tous les membres du Conseil ont pu participer de droit à toutes les Commissions, à l'exclusion des Commissions 7 et 8 qui sont réservées aux Pays-membres signataires des Arrangements traités par ces Commissions. Cependant, les Pays-membres non signataires de ces Arrangements peuvent faire partie de plein droit des Commissions correspondantes s'ils en expriment formellement le désir.

² Pays siège.

³ Union postale de l'Asie et du Pacifique, nouvelle dénomination de l'UPAO.

N°	Organe	Pays-membres	Présidence Vice-présidence	Réunions			Résultats des travaux, voir sous chiffres
				Année	Dates	Lieu	
7	Commission 7 (Colis postaux) (fin)	Depuis 1982, les pays suivants sont également membres de la Commission: Côte d'Ivoire (Rép.), Egypte, Gabon, Mongolie (Rép. pop.), Sénégal, Syrienne (Rép. arabe), Tchécoslovaquie Observateurs: Amérique (Etats-Unis), Canada, Suisse ¹ , CCEP (Président et Présidents des Commissions), CEPT, UAPT, UPA, UP AE, UP Af, UP AP, APPU ² , UPPN, LEA		1982 1983 1984	7 mai 9 mai 2 mars	Berne Berne Berne	
7a	– Groupe de travail pour la revision des quotes-parts territoriales et maritimes	Argentine, Chine (Rép. pop.), France, Jordanie, Kenya, Malaisie Observateur: Suisse ¹	Allemagne, Rép. féd. d' (pays rapporteur)	1981 1982 1983	1 ^{er} mai 30 avril 29 avril	Berne Berne Berne	35–37
8	Commission 8 (Services financiers postaux)	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Danemark, Espagne, France, Gabon, Grande-Bretagne, Jordanie, Kenya, Mali, Sénégal, Soudan Depuis 1983, les pays suivants sont également membres de la Commission: Argentine, Barbade, Chili, Côte d'Ivoire (Rép.), Egypte, Guinée, Honduras (Rép.), Iraq, Jamahiriya libyenne, Mexique, Sri Lanka, Syrienne (Rép. arabe), Tchécoslovaquie, Thaïlande Observateurs: Chine (Rép. pop.), Inde, Libéria, Suisse ¹ , CCEP (Président et Présidents des Commissions), CEPT, UAPT, UPA, UP AE, UP Af, UP AP, UPPN, LEA	Yougoslavie Algérie	1980 1981 1982 1983 1984	6 mai 5 mai – 9 mai –	Berne Berne – Berne –	39–43

¹ Pays siège.

² Union postale de l'Asie et du Pacifique, nouvelle dénomination de l'UPAO.

N°	Organe	Pays-membres	Présidence Vice-présidence	Réunions			Résultats des travaux, voir sous chiffres
				Année	Dates	Lieu	
9	Commission 9 (Coopération technique)	Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Argentine, Bangladesh, Barbade, Brésil, Chili, Chine (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Cuba, Egypte, Espagne, France, Gabon, Grande-Bretagne, Guinée, Honduras (Rép.), Iraq, Irlande, Jordanie, Kenya, Libéria, Mali, Mexique, Mongolie (Rép. pop.), Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tchécoslovaquie, Thaïlande, URSS, Yougoslavie Tous les Pays-membres du CE (voir chiffre 1 des généralités) Observateurs: Suisse ² , CCEP (Président et Présidents des Commissions), CEPT, UAPT, UPA, UPAP, UPf, UPAP, APPU ³ , UPPN, LEA, PNUD	Sénégal Inde	1980	9 mai	Berne	74–101
				1981	4 mai	Berne	
				1982 ¹	7 mai	Berne	
				1983	5 mai	Berne	
				1984	5 et 6 mars	Berne	
10	Commission 10 (Information et documentation)	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Brésil, Chine (Rép. pop.), France, Grande-Bretagne, Iraq, Jordanie, Kenya, Libéria, Mali, Thaïlande, URSS, Yougoslavie Tous les Pays-membres du CE (voir chiffre 1 des généralités) Observateurs: Suisse ² , CCEP (Président et Présidents des Commissions), CEPT, UPA, UPAP, UPf, UPAP, APPU ³ , UPPN, LEA, OUA	Syrienne (Rép. arabe) Irlande	1980	5 mai	Berne	61–63, 122–129
				1981	27 avril	Berne	
				1982 ¹	4 mai	Berne	
				1983	2 mai	Berne	
				1984	2 mars	Berne	
10a	– Groupe de travail pour l'étude de l'utilité des publications de l'UPU	Chine (Rép. pop.), Grande-Bretagne, Jordanie, URSS	France	1982	4 mai	Berne	62

¹ En 1981, le Conseil exécutif a admis que tous les membres du Conseil sont, de droit, membres de toutes les Commissions créées par le Conseil, sauf de celles qui traitent des Arrangements facultatifs. Ainsi, à partir de 1982, tous les membres du Conseil ont pu participer de droit à toutes les Commissions, à l'exclusion des Commissions 7 et 8 qui sont réservées aux Pays-membres signataires des Arrangements traités par ces Commissions. Cependant, les Pays-membres non signataires de ces Arrangements peuvent faire partie de plein droit des Commissions correspondantes s'ils en expriment formellement le désir.

² Pays siège.

³ Union postale de l'Asie et du Pacifique, nouvelle dénomination de l'UPAO.

N°	Organe	Pays-membres	Présidence Vice-présidence	Réunions			Résultats des travaux, voir sous chiffres
				Année	Dates	Lieu	
11	Comité de contact IATA/UPU	Allemagne, Rép. féd. d', Brésil, Canada, Côte d'Ivoire (Rép.), Inde, Tchécoslovaquie Observateur: Suisse ¹	Danemark	1980 1984	20 octobre 1 ^{er} mars	Berne Berne	33
11a	– Groupe de travail mixte IATA/UPU	Allemagne, Rép. féd. d', Brésil, Canada, Côte d'Ivoire (Rép.), Inde, Tchécoslovaquie Observateur: Suisse ¹	Danemark	1981 1982 1982 1983	28 avril 5 mai 19 novembre 6 mai	Berne Berne Berne Berne	25, 29
12	Comité de contact CCD/UPU	Algérie, Malaisie, Mexique, Yougoslavie Observateur: Suisse ¹	France (pays rappor- teur)	1982 1983 1984	2 et 3 mars 3 et 4 mars 9 février	Bruxelles Berne Bruxelles	16, 118

¹ En 1981, le Conseil exécutif a admis que tous les membres du Conseil sont, de droit, membres de toutes les Commissions créées par le Conseil, sauf de celles qui traitent des Arrangements facultatifs. Ainsi, à partir de 1982, tous les membres du Conseil ont pu participer de droit à toutes les Commissions, à l'exclusion des Commissions 7 et 8 qui sont réservées aux Pays-membres signataires des Arrangements traités par ces Commissions. Cependant, les Pays-membres non signataires de ces Arrangements peuvent faire partie de plein droit des Commissions correspondantes s'ils en expriment formellement le désir.

3 Activités du Conseil exécutif

6. Les tâches effectuées par le Conseil exécutif sont décrites succinctement ci-après, avec indication des résultats auxquels le Conseil a abouti pour chacune d'elles. Ces tâches sont énumérées dans le même ordre que celui qui a été retenu pour la clé de classement des résolutions et décisions du Conseil exécutif reproduite dans l'annexe II au présent rapport. Par ailleurs, les paragraphes du rapport sont désignés par une série continue de numéros, afin de faciliter les références.

3.1 Généralités concernant l'Union

3.1.1 Pays-membres

7. Depuis le dernier Congrès, neuf pays ont adhéré ou ont été admis à l'UPU, à savoir: Dominique, Iles Salomon, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-Grenadines, Tuvalu, République d'Afrique du Sud, Zimbabwe, République de Vanuatu et Belize.

Au 31 mai 1984, le nombre des Pays-membres de l'Union s'élevait à 167.

3.1.2 Autorité de surveillance

8. Comme suite à la résolution C 88, le CE a étudié, en consultation avec le Gouvernement suisse, le rôle de l'Autorité de surveillance après la décision qu'avait prise le Congrès de Rio de Janeiro de renoncer aux services de ce Gouvernement pour assumer la trésorerie de l'Union. Il s'agissait plus précisément de modifier en conséquence les Actes de l'Union et autres règlements et d'examiner la suppression éventuelle des quelques compétences résiduelles incombant à la Suisse. Cette étude a abouti:

- à l'élaboration de propositions tendant à modifier la Constitution et le Règlement général (voir propositions 1020.1 et 1509.1);
- à certaines modifications du Statut du personnel et des Statuts de la Caisse de prévoyance (voir décision CE 1/1981 et résolution CE 2/1982).

A l'occasion de cette étude, l'attention du CE a été attirée sur l'opportunité de renoncer également aux services du Gouvernement suisse comme dépositaire des Actes de l'Union et autorité dont relèvent les procédures d'admission et d'adhésion à l'Union, afin d'aligner la pratique de celle-ci sur celle des autres organisations du système des Nations Unies. Le CE a jugé préférable de maintenir la pratique actuelle.

3.1.3 Questions politiques

9. Chaque année, le Conseil exécutif a été saisi d'un document dans lequel le Bureau international faisait état des initiatives qu'il avait prises en vue de collaborer, dans la mesure de ses possibilités, à l'application de certaines résolutions des Nations Unies concernant l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il a également pris acte du texte des résolutions concernant ce problème. Un rapport particulier a été élaboré à ce sujet pour le Congrès (voir Congrès – Doc 15).

3.1.4 Rapport sur les activités de l'Union

10. Conformément à l'article 102, paragraphe 6, lettre j), chiffre 4°, du Règlement général, le Conseil a examiné et approuvé le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union.

3.2 Actes de l'Union

3.2.1 Constitution

11. *Congrès extraordinaires, Conférences administratives et Commissions spéciales.* (Voir chiffre 51.)

12. *Ressort de l'Union.* Les derniers bureaux de poste établis par des Pays-membres dans des territoires non compris dans l'Union, conformément à l'article 3, lettre b), de la Constitution, ont été fermés en 1966. Chargé d'étudier l'opportunité de supprimer cette disposition (résolution C 86), le CE est arrivé à la conclusion qu'elle pourrait trouver une nouvelle justification par rapport aux bureaux de poste implantés dans des régions sans maître, en indivision ou internationalisées par la communauté internationale. C'est pourquoi, il recommande au Congrès de maintenir la disposition actuelle, tout en précisant le sens de son utilisation éventuelle (proposition 1003.1).

3.2.2 Règlement général

13. *Etude relative à l'organisation, au fonctionnement et aux méthodes de travail du Congrès.* (Voir Congrès – Doc 6.)

14. *Etude concernant l'organisation, le fonctionnement, les méthodes de travail du Conseil exécutif et la délimitation des compétences entre le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales.* (Voir Congrès – Doc 7.)

15. *Interprétation de l'article 108.* Le Conseil exécutif a confirmé l'interprétation selon laquelle les paragraphes 2 et 3 de l'article 108 du Règlement général ne s'appliquent pas dans l'hypothèse où le Sous-Directeur général qui serait chargé d'assumer *ad interim*, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général, voudrait faire acte de candidature au poste vacant de Vice-Directeur général (décision CE 10/1982). En outre, le Conseil exécutif a décidé que la procédure prévue à l'article 108 s'applique à toutes les candidatures y compris celles des fonctionnaires du Bureau international (décision CE 8/1983).

3.2.3 Convention

3.2.3.1 Questions communes aux différents services postaux internationaux

16. *Traitement douanier des envois postaux (résolution C 16).* Les questions relatives au traitement douanier des envois postaux ont été examinées par le Comité de contact CCD/UPU reconstitué en vertu de la résolution précitée (voir chiffre 3.6.4). Les Administrations postales et douanières ayant été consultées, les problèmes retenus pour étude par le Conseil exécutif et le CCD ont porté sur les sujets repris ci-après:

1° *Nécessité pour les envois de la poste aux lettres contenant des marchandises (envois commerciaux) d'être accompagnés d'un document indiquant la valeur*

Sur proposition du Comité de contact, le Conseil exécutif a approuvé la suggestion visant à étendre aux envois de la poste aux lettres contenant des marchandises (envois commerciaux) la mesure déjà adoptée

pour les colis postaux commerciaux et notifiée aux Administrations de l'Union par la circulaire 73/1978. Le Bureau international a diffusé à cet effet la circulaire 111 du 7 juin 1982.

2° Relèvement du seuil prévu pour l'admission en franchise de droits et de taxes à l'importation des envois constituant des cadeaux

Répondant favorablement à la demande de l'UPU de relever le seuil dont il s'agit compte tenu de la dépréciation des monnaies nationales, le CCD a fait savoir au Bureau international qu'il a décidé de porter la valeur limite de 25 USD à 30 DTS, soit un relèvement de 30%. Les Administrations postales ont été informées par la circulaire du Bureau international 228 du 7 novembre 1983.

3° Actualisation des renseignements recueillis par le Bureau international et par le CCD en 1977/1978 au sujet du transport illicite de stupéfiants par la poste

Dans le cadre de la lutte contre le transport illicite de la drogue par la poste, une proposition a été faite visant à obliger tout étranger qui, dans un pays donné, envoie un colis dans un autre pays, à indiquer dans la case 2 de la formule C 2/CP 3, sous la mention «Numéro de référence de l'expéditeur», sa nationalité, son adresse à l'étranger, le numéro de son passeport ainsi que la date et le lieu de délivrance de ce passeport.

Le Comité de contact a estimé que la mesure préconisée occasionnerait beaucoup de difficultés sur le plan pratique sans pour autant empêcher l'insertion de stupéfiants dans les envois postaux. Toutefois, il a été relevé que le transport illicite de stupéfiants par la poste s'est accru considérablement ces dernières années et qu'il convenait pour le moins d'actualiser les renseignements recueillis précédemment à ce sujet. Le Conseil exécutif a partagé cette manière de voir, aussi, le Bureau international a-t-il diffusé sa lettre-circulaire 0307(B 2)1502 du 17 juin 1983. Les nouveaux renseignements fournis par les deux parties (poste et douane) ont été communiqués aux Administrations en avril 1984.

En outre, le CE a chargé le Bureau international d'effectuer une étude sur la procédure à appliquer par une Administration intermédiaire dans le cas où il est présumé qu'une dépêche close en transit contient des stupéfiants ou des substances psychotropes. Tenant compte de l'analyse juridique faite par le Bureau international et des avis exprimés lors de l'examen de cette question, le CE a décidé de présenter un vœu au Congrès, dans lequel serait exprimé le point de vue de la poste sans qu'il soit préjugé de l'attitude que pourraient adopter les services douaniers en la matière. Ce vœu fait l'objet de la proposition 2500.4. Le CE a également décidé que ce vœu serait soumis pour avis au CCD afin que le Congrès puisse se prononcer en connaissance de cause.

4° Réexamen de la limite de valeur de 300 francs-or au-delà de laquelle les envois de la poste aux lettres doivent être accompagnés d'une déclaration en douane C 2/CP 3

Compte tenu de la dépréciation des monnaies nationales et à la demande d'une Administration, le CE 1982 a chargé le Bureau international d'intervenir auprès du CCD en vue d'obtenir le réexamen de la limite de valeur précitée. Lors de la dixième réunion du Comité de contact CCD/UPU, la délégation douanière a fait part de la décision du Comité technique permanent du CCD de porter ladite limite de valeur à 300 DTS (soit 918,30 francs-or). Ce relèvement a entraîné une modification de l'article 116, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention et de l'étiquette C 1, mesures concrétisées par les propositions 2516.2 et 2901.1.

5° Coopération des autorités douanières pour faire respecter la loi sur le monopole postal

Le CE a approuvé la suggestion du Comité de contact visant à ce qu'une enquête sur le monopole soit effectuée par l'UPU en vue d'établir une recommandation afin que soit respecté ledit monopole. Etant donné qu'une étude sur le monopole postal (étude 522) confiée au CCEP arrive à son terme, le rapporteur (Australie) a été prié de tenir compte des informations figurant dans les divers documents élaborés à ce

sujet ou fournies au cours des débats lorsqu'il procédera à l'élaboration de son rapport définitif. Aux termes de ce rapport, il a été proposé de présenter au Congrès une résolution selon laquelle les gouvernements des Pays-membres de l'Union seraient invités à demander aux autorités chargées des questions douanières et, le cas échéant, à d'autres autorités nationales d'aider les Administrations postales à faire respecter le monopole postal. Cette résolution est matérialisée par la proposition 2000.8.

Du côté de la douane, le Comité technique permanent (CTP) du CCD a invité les Administrations douanières à fournir une aide aux Administrations postales qui le souhaiteraient pour que la loi postale soit respectée (lettre 83 T 2242 du 7 novembre 1983).

6° *Traitement douanier à l'importation des envois de timbres-poste destinés à des fins philatéliques (en particulier perception des droits de douane)*

Un accord passé entre les autorités douanières et l'UNESCO prévoit que les objets à caractère éducatif sont exonérés de droits de douane. Il n'est par contre pas fait mention dans cet accord des timbres-poste destinés à des fins philatéliques qui ne peuvent de ce fait bénéficier de cet avantage.

Le Bureau international est intervenu auprès de l'UNESCO afin d'explorer les possibilités d'harmonisation en matière de perception de droits de douane pour que les envois destinés à des fins philatéliques bénéficient des mêmes conditions que les objets à caractère éducatif. Cette question a été évoquée au cours d'une réunion d'experts qui s'est tenue au siège de l'UNESCO à Paris du 5 au 9 décembre 1983. Le CE a pris acte de l'avis exprimé par les experts qui ont considéré qu'il appartient aux Administrations postales nationales d'intervenir auprès de leurs autorités financières et, le cas échéant, à l'UPU de soulever la question devant le GATT. La question sera suivie dans l'avenir.

7° *Permettre aux Administrations de traiter les envois à soumettre au contrôle douanier selon la législation intérieure de leur pays au lieu d'autoriser expressément les Administrations à ouvrir d'office ces envois, comme le prévoit actuellement l'article 37 de la Convention de Rio de Janeiro 1979 (proposition 2034.1)*

L'article 37 traduisant le fait que la présentation des envois de la poste aux lettres à la douane et l'ouverture de ces envois sont régies par la législation nationale, le CE, à l'instar du Comité de contact, a estimé que la proposition n'est pas fondée et a jugé satisfaisant le libellé actuel de l'article 37.

8° *Examen des dispositions prises pour le traitement d'envois comprenant plusieurs colis*

Cette proposition de la Grande-Bretagne vise à faciliter les opérations relatives aux expéditions comprenant plusieurs colis (colis commerciaux) adressés au même destinataire (expéditions groupées) en n'exigeant des expéditeurs qu'un seul jeu de documents. Les expériences menées dans ce domaine n'ayant pas encore donné des résultats significatifs, mais pouvant néanmoins aboutir à des conclusions positives pour l'avenir du service des colis, le CE a considéré que cette étude devrait être poursuivie.

9° *Examen des systèmes de dédouanement utilisés pour les colis postaux contenant des objets ayant une valeur marchande: accélération des opérations*

Le Conseil exécutif a approuvé les conclusions du Comité de contact CCD/UPU à la suite de l'examen des résultats d'une consultation sur les conditions de dédouanement des colis postaux dans les pays de l'Union. Ces conclusions ont été portées à la connaissance des Administrations postales par lettre-circulaire 3711(B 2)1519 du 24 juin 1983.

A cette occasion, il leur a également été rappelé les dispositions déjà prises par la douane afin de faciliter le dédouanement des colis postaux, en particulier les termes de l'Annexe F 4 à la Convention douanière de Kyoto relative aux formalités douanières applicables au service postal.

En outre, ayant approuvé l'idée de proposer au Congrès de Hambourg de recommander aux pays de ratifier ladite Annexe F 4, le CE a chargé le Bureau international d'effectuer une étude sur la question de savoir s'il est juridiquement possible de demander au Congrès de l'UPU de recommander aux pays de ratifier une Convention élaborée par une autre organisation. L'étude a révélé que, s'agissant d'un problème qui

intéresse et concerne directement le service postal, le Congrès est compétent pour prendre une décision en la matière. Cela étant, le CE a adopté un projet de vœu sur ce sujet qui fait l'objet de la proposition 2000.11.

10° Réflexion sur les perspectives d'évolution des techniques et prestations postales et des méthodes de contrôle douanier et conséquences réciproques pour les deux parties

Cette question a été posée par la poste afin que s'instaure une concertation entre la poste et la douane au sujet de l'évolution des systèmes de dédouanement informatisés.

L'étude effectuée par le Groupe de travail des ordinateurs du CCD a permis à ce dernier d'établir, dans un premier temps, un projet de directives préliminaires à publier dans le dossier sur l'informatisation. Le CE a pris acte de l'évolution de cette question qui sera suivie de manière permanente. Le Bureau international a diffusé le document du CCD aux Administrations de l'Union en avril 1984.

11° Etude sur les méthodes d'acheminement de la déclaration en douane C 2/CP 3 (résolution C 42)

Par sa résolution précitée, le Congrès de Rio de Janeiro a chargé le Conseil consultatif des études postales «d'effectuer une étude approfondie de l'ensemble des méthodes d'acheminement de la déclaration en douane C 2/CP 3 accompagnant les colis postaux et de présenter au prochain Congrès les résultats de cette étude et éventuellement les propositions en découlant», le CE devant être saisi, le moment venu, des éléments de l'étude relevant de sa compétence. Inscrite au programme de travail du CCEP sous la cote 532, cette étude a été menée sous forme d'enquête par la Suisse, pays animateur. Après examen par le CCEP et le CE, le rapport a été soumis au Comité de contact. Les conclusions auxquelles est parvenu le Comité de contact visent à concrétiser l'introduction, dans les Actes de l'UPU et sur un pied d'égalité, des deux systèmes d'acheminement de la déclaration en douane C 2/CP 3 relative aux colis postaux:

- a) l'obligation de transmettre les documents attachés à chaque colis selon un procédé déterminé;
- b) l'obligation de transmettre les documents joints à la feuille de route CP 11/CP 20 ou, si l'Administration de destination le demande, l'obligation de transmettre les documents attachés à chaque colis selon un procédé déterminé.

L'Administration de destination aura ainsi le droit de demander que les documents soient transmis d'une façon qui s'adapte le mieux à la méthode de dédouanement en vigueur dans son pays.

En outre, le CE a approuvé la création d'une enveloppe autocollante transparente pour la transmission des documents d'accompagnement des colis et dont l'emploi serait facultatif. Les propositions 5501.1, 5506.1, 5518.1, 5519.91, 5520.1, 5905.91 et 5905.92 ont été établies en conséquence de ces décisions.

Le CE a également approuvé la suggestion du Comité de contact CCD/UPU visant à élargir la colonne 14 «N° tarifaire» de la déclaration en douane C 2/CP 3 et, par conséquent, adopté la proposition 2902.1 établie à cet effet.

12° Examen de la pratique consistant à ajouter les taxes d'affranchissement à la valeur des marchandises de façon à obtenir la valeur totale pour déterminer les droits et taxes à l'importation

Le CE a pris acte de la déclaration du Comité technique permanent (CTP) du CCD selon laquelle cette question ne relevait ni de sa compétence ni de celle du Comité de contact, mais des règlements douaniers nationaux, c'est-à-dire du système international d'évaluation douanière appliqué par chaque pays (Accord GATT ou Définition de la valeur de Bruxelles). Toutefois, le CCD a informé le Comité de contact CCD/UPU, lors de sa dixième réunion, que cette question a été soumise à la direction de la valeur du CCD en vue d'étudier les mesures à prendre éventuellement dans le cadre des instruments de l'évaluation.

13° Compléter le libellé de la case 5 de la formule C 2/CP 3 (recto) afin que l'ouverture de l'envoi soit expressément autorisée par l'expéditeur (proposition 2902.4) – Décision C 94

Le CE s'est rallié à la conclusion du Comité de contact qui a estimé que les arguments qui ont conduit la Commission 7 (Colis postaux) du Congrès de Rio de Janeiro à rejeter cette proposition demeurent valables et que les problèmes évoqués pourraient être résolus à l'échelon national.

14° Proposition de modification de l'article 105 du Règlement d'exécution concernant les colis postaux (Inde)

Dans cette proposition, il est suggéré de prévoir des emballages de couleur verte, bleue et rouge pour les envois contenant respectivement des plantes vivantes, des insectes dangereux et des médicaments d'urgence nécessaire. En raison de difficultés sur le plan pratique, notamment de la confusion possible avec les emballages revêtus des étiquettes bleues des envois-avion et rouges des envois par exprès, le Comité de contact a préconisé de rechercher plutôt une solution dans le domaine de l'étiquetage des colis. Les conclusions de l'étude menée dans le sens indiqué ont abouti à la création d'une étiquette de couleur vert clair portant imprimés en noir le symbole proposé par l'OMS et la mention «Médicaments urgents» en langue française et qui serait ainsi collée sur tous les envois de médicaments d'urgence nécessaire. La création d'une telle étiquette a entraîné des modifications à l'article 105 de l'Arrangement des colis postaux et à l'article 118 du Règlement d'exécution de la Convention (propositions 2518.1 et 5505.3).

15° Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU

Compte tenu de l'étroite collaboration qui s'est instaurée entre l'UPU et le CCD et des résultats concrets déjà obtenus, le Conseil exécutif propose que le Comité de contact soit reconstitué après le Congrès de Hamburg (proposition 2000.10).

3.2.3.2 Poste aux lettres

17. *Taxes spéciales (résolution C 14).* Chargé d'étudier la possibilité d'appliquer le tarif intérieur aux différentes prestations assujetties aux taxes spéciales prévues à l'article 24 de la Convention, tout en tenant compte de tous les aspects ayant un rapport avec le sujet, le Conseil exécutif a procédé à une consultation dont les résultats ont permis de constater que la majorité des Administrations postales ne sont pas favorables à une assimilation systématique des taxes spéciales du régime international à celles du régime intérieur mais se prononcent pour le maintien des taxes maximales de la Convention. S'agissant de celles pour lesquelles le taux maximal est fixé dans ladite Convention et qui, en principe, n'existent pas dans le régime intérieur (taxe de présentation à la douane et taxes relatives aux envois francs de taxes et de droits), elles estiment qu'elles doivent continuer à être fixées dans la Convention. Se fondant sur ces résultats, le CE a décidé, d'une part, de ne pas modifier l'article 24 de la Convention et, d'autre part, de faire sienne la proposition 2311.4 (formulée par les pays nordiques au Congrès de Rio de Janeiro, mais jugée irrecevable par ce dernier faute d'être présentée dans les délais prévus) tout en chargeant le Bureau international de la mettre en forme. Le CE a ainsi approuvé la proposition 3303.1 qui constitue le paragraphe 2 de l'article III du Protocole final de la Convention dont le titre a été modifié en conséquence.

18. *Règles de paiement (résolution C 45).* En vue de déterminer les moyens efficaces susceptibles d'accélérer le paiement des diverses prestations postales du régime international, le CE a procédé à une consultation des Pays-membres. Bien que ces derniers soient concernés par les retards dans les paiements, ils considèrent que les systèmes de compensation multilatérale existants sont satisfaisants et que les délais réglementaires (établissement, transmission et acceptation) sont convenables. En revanche, ils estiment peu intéressant le système des acomptes. Cela étant, le CE a décidé de poursuivre l'étude sous l'angle de l'amélioration de la situation par des actions de formation dans le domaine de la coopération technique qui s'exercerait tant au plan bilatéral qu'au plan international par l'intermédiaire du Bureau international et sur la base d'un programme d'action précis à exécuter dès 1985. Aussi, a-t-il adopté la recommandation qui fait l'objet de la proposition 3500.1.

19. *Courrier accéléré international (résolution C 87).* (Etude sur les envois de correspondance groupée.) Par cette résolution, le Congrès de Rio de Janeiro a chargé le Conseil exécutif «d'étudier les services exploités par un certain nombre de pays sous le nom de Datapost, Express Mail, Postadex, etc., et de faire rapport au prochain Congrès sur la possibilité de leur application aux services postaux internationaux». Dès sa session de 1980, le CE a estimé que l'expression «envois de correspondance groupée» n'était pas explicite et pouvait prêter à confusion. De ce fait, il l'a remplacée par celle de «courrier accéléré international». Les renseignements recueillis à la suite d'une première enquête ont fait l'objet d'un rapport (CE

1981/C 4 – Doc 19) établi par le Brésil. Ils ont été jugés suffisamment complets pour permettre aux pays qui veulent instaurer un tel service de s'y référer. Aussi, ce rapport a-t-il été diffusé (lettre-circulaire 3370.11(B 2)860 du 31 juillet 1981) à toutes les Administrations en même temps qu'un document de base établi par un groupe de pays assurant un service de CAI intitulé «Guide à l'usage des pays désirant participer à un service de courrier accéléré international (CAI)».

Le second rapport établi également par le Brésil sur la base des commentaires et suggestions des Administrations au sujet du guide susmentionné et préconisant la poursuite de l'étude en vue de l'insertion de dispositions concernant le courrier accéléré international dans les Actes de l'UPU, a été examiné par le CE 1982 qui a jugé cependant prématuré de réglementer ledit service au niveau de l'UPU, étant donné qu'il s'agit d'un service en plein développement soumis à de fréquents changements. Par conséquent, il a décidé de ne pas poursuivre l'étude sur le courrier accéléré international. Toutefois, lors de sa session de 1983, le CE a approuvé la proposition présentée par l'Administration de Qatar selon laquelle le Bureau international est chargé de recueillir les informations sur l'évolution du courrier accéléré international dans les Pays-membres en vue de les mettre à la disposition des Administrations qui en feraient la demande (décision CE 2/1983; lettre-circulaire 3370.11(B 2)1910 du 21 septembre 1983).

Le CE a pris acte des travaux effectués par le Bureau international dans le cadre de ce mandat, ainsi que de ceux actuellement en cours au sein du Comité de coordination du CAI et qui pourraient éventuellement aboutir à la présentation de propositions au Congrès de Hambourg.

20. *Taxes de base des envois de la poste aux lettres.* Lors de sa session de mai 1982, le CE a chargé le Bureau international de procéder à la consultation habituelle pour établir le niveau des taxes de base à soumettre au Congrès de Hambourg et, en même temps, reporté à l'année suivante l'examen d'un document soumis par l'Argentine. Ce document vise, d'une part, à la fixation de ces mêmes taxes en fonction du coût réel et, d'autre part, à la mise en place d'un mécanisme fiable d'actualisation desdites taxes entre deux Congrès.

A la session de 1983, compte tenu des résultats de la consultation effectuée par le Bureau international, l'Argentine a déclaré qu'il ne lui semblait plus opportun d'entreprendre l'étude qu'elle avait suggérée. Ladite consultation a permis au Bureau international de proposer les quatre possibilités de majoration énoncées ci-dessous. Toutefois, considérant que ces quatre possibilités ont été établies à partir des résultats de la consultation et n'ont donc pas été portées de ce fait à la connaissance des Administrations, le CE a chargé le Bureau international de procéder à une nouvelle consultation sur le niveau des taxes de base en tenant compte des résultats de la première consultation, c'est-à-dire des quatre possibilités de majoration suggérées. Les résultats de cette deuxième consultation à laquelle 99 Administrations ont pris part se résument comme suit:

A. Nouvelles taxes de base à soumettre au prochain Congrès

a)	pour la première possibilité, c'est-à-dire augmentation des taxes de base des envois de la poste aux lettres de 50%	50 Administrations (50,5%)
b)	pour la deuxième possibilité, c'est-à-dire augmentation des taxes de base des lettres et des cartes postales de 50% et de celles des imprimés et des petits paquets de 62%	17 Administrations (17,2%)
c)	pour la troisième possibilité, c'est-à-dire augmentation de 50% des taxes de base des lettres et des cartes postales et augmentation des taxes des échelons de poids des imprimés et des petits paquets en proportion identique à celle existant entre les échelons de poids des lettres en partant d'une augmentation de 50% pour le premier échelon de poids	10 Administrations (10,1%)
d)	pour la quatrième possibilité, c'est-à-dire augmentation de 50% des taxes de base des lettres et cartes postales et augmentation des taxes des échelons de poids des imprimés et des petits paquets en proportion identique à celle existant entre les échelons de poids des lettres en partant d'une augmentation de 62% pour le premier échelon de poids	17 Administrations (17,2%)
e)	pour d'autres suggestions non comprises dans le questionnaire	5 Administrations (5%)
		99 Administrations (100%)

B. Majoration ou réduction des taxes de base

Compte tenu des résultats de la consultation, le pourcentage d'une majoration de 100% au maximum et celui d'une réduction maximale de 70% devraient être maintenus.

C. Maintien de l'article III du Protocole final de la Convention

Le maintien de l'article III est prévu.

D. Conséquence de l'utilisation du DTS

En outre, le CE a examiné un document présenté par la France sur les conséquences de l'introduction du DTS dans la Convention et dont les conclusions sont différentes de celles auxquelles a abouti l'étude menée par le Bureau international. Elles font en effet apparaître notamment que la taxe de base actuelle reste toujours valable. Toutefois, pour faire face à des évolutions ultérieures non prévisibles, il y est proposé l'application d'une majoration de 20%.

A la lumière de l'analyse faite par le Bureau international sur la base des résultats de la consultation et des conclusions tirées de l'étude faite par la France sur les conséquences de l'introduction du DTS dans la Convention, le CE a finalement décidé de présenter au Congrès de Hambourg les trois propositions ci-après:

- 1° Augmentation des taxes de base des envois de la poste aux lettres de 50% (étude du Bureau international).
 - 2° Augmentation des taxes de base des lettres et des cartes de 50% et de 62% pour celles des imprimés et des petits paquets (étude du Bureau international).
 - 3° Augmentation des taxes de base des envois de la poste aux lettres de 20% (proposition de la France).
- Par ailleurs, le Bureau international a été chargé de préparer un document à ce sujet à l'intention du Congrès qui reflétera également les discussions qui ont eu lieu au sein du Conseil exécutif. Ce document fait l'objet du Congrès – Doc 19.

21. *Autres questions traitées.* Le CE a examiné le document présenté par la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP) en vue de la création d'une nouvelle catégorie d'objets de correspondance qui pourrait être appelée «Presse périodique». Estimant qu'il est important que les organisations de gros usagers aient l'occasion d'exprimer leur point de vue devant l'UPU, le CE a chargé le Bureau international de répondre à la FIPP dans ce sens, de lui transmettre l'étude préliminaire qu'il a effectuée et de faire connaître au CCEP les réactions éventuelles de ladite fédération.

3.2.3.3 Frais de transit et frais terminaux

22. *Frais de transit (résolutions C 28 et C 36).* Le CE 1980 a confié au Bureau international l'actualisation des barèmes (point 1° de la résolution C 28). Pour l'étude des autres points des deux résolutions concernant les frais de transit, le CE 1980 a créé un Groupe de travail (GT 2) comprenant l'Amérique (Etats-Unis) (pays rapporteur), l'Argentine, l'Egypte, la Grande-Bretagne, l'Inde, l'URSS et la Yougoslavie.

En sa qualité de pays rapporteur, l'Amérique (Etats-Unis) a entrepris l'étude en adressant, pour approbation, un plan de travail aux membres du GT 2 et par la suite en mettant au point un questionnaire visant à dégager les opinions des Administrations postales sur la bonne méthode à utiliser pour fixer les barèmes des frais de transit. Ce questionnaire a été diffusé à l'ensemble des Administrations postales en octobre 1981.

Le GT 2 a tenu une réunion le 29 avril 1982.

Du rapport présenté par le Groupe de travail à la Commission 5 du CE 1982, on relève, entre autres, que la majorité des 54 pays ayant répondu (29 contre 25) sont favorables à l'idée que les prix effectivement payés aux transporteurs nationaux doivent servir de base à l'établissement de l'élément «frais de transport» des frais de transit plutôt que d'utiliser le prix commercial de transport des marchandises, qui est la pratique en cours.

Le Conseil exécutif 1982 a décidé à son tour de maintenir la méthodologie actuelle, mais en demandant que la composante «frais de transport» des barèmes soit dorénavant calculée sur la base des prix effectivement payés pour le transport du courrier proprement dit. Le calcul utilisant le prix du transport commercial de

marchandises comparables au courrier postal a été jugé comme ne convenant plus. Compte tenu de cette décision, le CE 1983 a adopté le projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 3000.1.

En outre, lors de la consultation sur le système d'établissement des frais de transit, deux questions ont été posées aux Administrations sur la possibilité de modifier l'article 61 de la Convention, afin qu'il soit conforme à la pratique actuelle. Vingt-cinq Administrations, contre 23, se sont déclarées favorables à la modification de l'article 61 de la Convention. Trente-deux Administrations, contre 14, ont été d'accord pour introduire dans la Convention de nouvelles dispositions permettant le règlement direct des frais de transport entre les compagnies de navigation maritime et les Administrations intéressées.

Compte tenu de ces résultats, le CE 1982 a chargé le Bureau international de soumettre au CE un projet de proposition de modification de l'article 61 de la Convention.

Les cinq projets de propositions préparés à ce sujet ont été approuvés par le CE 1984 (propositions 3061.1, 3061.91, 3065.91, 3065.92 et 3570.3).

Le CE 1984 a, en outre, pris connaissance d'un document préparé par le Bureau international et concernant la publication plus fréquente du Décompte général des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface, et a approuvé les projets de propositions y relatives (propositions 3065.4, 3581.4 et 3582.2).

Pour ce qui est du calcul des nouveaux barèmes des frais de transit, un projet du Congrès – Doc 9 a été présenté par le Bureau international et approuvé par le CE 1984, qui a décidé de charger le Bureau international de compléter ce projet et de présenter au Congrès les trois variantes des barèmes calculés, à savoir:

- sur la base des prix du transport des 15 marchandises comparables au courrier (proposition 3061.3);
- sur la base des prix effectivement payés pour le transport du courrier (proposition 3061.4);
- sur la base des prix effectivement payés pour le transport du courrier, affectés d'un coefficient de majoration qui tient compte de l'évolution, correspondant à la moitié de la période quinquennale 1978–1983, des prix effectifs de transport du courrier, ainsi que des frais postaux (proposition 3061.5).

En outre, compte tenu des anomalies constatées par le Bureau international lors du calcul des nouveaux barèmes, le CE 1984 a approuvé le projet de résolution faisant l'objet de la proposition 3061.2, invitant le CE à actualiser, pour le XX^e Congrès, les barèmes adoptés par le Congrès de Hambourg et à revoir la méthodologie en vigueur afin d'éliminer les distorsions résultant de l'application de la méthode actuelle au calcul des barèmes et d'examiner si tous les échelons de distance des barèmes restent valables.

23. *Frais terminaux (résolution C 35 et partie du point c) de la résolution C 36).* Pour la conduite de l'étude, le CE 1980 a créé un Groupe de travail restreint et représentatif de l'intérêt de tous les pays (GT 3), composé par l'Amérique (Etats-Unis), l'Argentine, le Brésil (pays rapporteur), l'Espagne, la France, le Kenya, la Thaïlande et l'URSS.

Le GT 3 a tenu huit réunions à Berne, le 31 octobre 1980, le 2 mai 1981, le 21 octobre 1981, du 18 au 21 janvier 1982, le 29 avril 1982 (suivie d'une réunion supplémentaire le 6 mai), le 8 novembre 1982, le 28 avril 1983 et du 5 au 9 décembre 1983.

Au cours de sa deuxième réunion, le Groupe de travail a pris connaissance des commentaires présentés par certaines Administrations sur la méthodologie proposée par le Brésil (pays rapporteur) lors de la première réunion. Cette méthodologie découle de la définition du principe de l'équivalence qui a son origine dans la notion d'équilibre des flux postaux: deux flux postaux sont en équilibre si, à chaque envoi expédié du pays «A» au pays «B», correspond un envoi identique expédié de «B» à «A». L'origine du paiement des frais terminaux se trouve dans la non-existence de cette condition d'équilibre dans les relations entre Administrations postales.

Après les échanges de vues qui ont eu lieu à ce sujet, le CE 1981 a décidé que les travaux se poursuivraient sur la base du principe de l'équivalence, sans que soient exclues d'autres possibilités axées notamment sur les coûts.

Au cours de sa troisième réunion, le GT 3 a examiné un document du pays rapporteur portant sur une recherche pilote statistique entreprise par le Brésil à partir de ses échanges avec 80 pays dans le but d'évaluer les implications financières de quelques formulations en vue du paiement des frais terminaux. Au cours de cette réunion, un consensus s'est dégagé sur la poursuite de l'étude selon le principe de l'équivalence, mais l'Amérique (Etats-Unis), ayant suggéré l'idée de reprendre également l'étude du précédent GT pour ce qui concerne l'aspect des coûts, a été chargée de cet aspect de l'étude.

Les résultats les plus importants des quatrième et cinquième réunions du GT 3, qui ont été, par la suite, approuvés par le CE 1982, sont les suivants:

- a) les modèles de manuels d'instructions proposés par le pays rapporteur pour servir de base à l'exécution d'un programme d'échantillonnage au niveau mondial ont été mis au point:

- le manuel d'instructions pour l'exécution d'un programme simplifié d'échantillonnage, auquel tous les Pays-membres de l'Union participeraient, est destiné à obtenir des données représentant les proportions et les poids moyens pour chaque catégorie d'envoi;
- le manuel d'instructions pour l'exécution d'un programme détaillé d'échantillonnage permet de déterminer la répartition du trafic des pays, par catégorie d'envoi, à partir du poids réel de chaque objet, selon les échelons de poids fixés dans l'article 19 de la Convention; un échantillon représentatif des Pays-membres de l'Union comportant 20 pays, devait participer à ce programme dont les résultats seraient appliqués à l'ensemble des pays selon les structures régressives établies en conformité avec les relations fonctionnelles obtenues;
- b) la dimension minimale de l'échantillon, en nombre de sacs, a été fixée de manière à rendre représentatifs les résultats de l'étude;
- c) la période allant du 15 novembre 1982 au 15 mai 1983 a été prévue pour la réalisation de l'échantillonnage, qui devait porter sur un total de 24 analyses journalières du trafic;
- d) le questionnaire préparé par l'Amérique (Etats-Unis) sur l'aspect des coûts en ce qui concerne le calcul des taux des frais terminaux a été mis au point.

Au cours de la sixième réunion du GT 3, le pays rapporteur a introduit une formule supplémentaire dans les manuels d'instructions, visant à recueillir des renseignements sur le volume total des flux postaux des pays pendant les jours de réalisation de l'échantillonnage, en vue du calcul des taux d'échantillonnage réels. Le Groupe de travail a défini, en outre, les modalités de présentation des résultats de l'étude. Toujours au cours de cette réunion, l'Amérique (Etats-Unis) a présenté les premiers résultats de l'étude complémentaire de l'aspect des coûts et la France a proposé de développer une étude en vue de la fixation des conditions d'application éventuelle d'une procédure exceptionnelle pour la détermination de taux bilatéraux de rémunération des frais terminaux.

Les résultats auxquels le Groupe de travail est parvenu lors de la septième réunion, et qui ont été par la suite approuvés par le CE 1983, sont les suivants:

- a) l'exposé du pays rapporteur (Brésil) portant sur l'état d'avancement de l'étude selon le principe d'équivalence – notamment la participation des pays à l'échantillonnage en cours – ainsi que les tableaux des résultats prévus sont retenus;
- b) le projet de rapport sur l'étude relative à l'aspect des coûts présenté par l'Amérique (Etats-Unis) doit être diffusé à tous les 72 participants pour vérifier les valeurs exprimées en DTS selon la conversion opérée par le pays rapporteur au taux de change en vigueur le 30 septembre 1982;
- c) la France continue d'être chargée de pousser plus avant ses travaux concernant une procédure bilatérale exceptionnelle pour les frais terminaux, mais en laissant une possibilité de négociation aux pays qui le souhaitent.

Lors de sa huitième et dernière réunion, le GT 3 a eu l'occasion d'examiner le rapport final de l'étude selon le principe de l'équivalence contenant les résultats de l'échantillonnage et plusieurs variantes de taux de frais terminaux, ainsi que le rapport final de l'étude sur l'aspect des coûts, et a pu constater que les résultats des deux études sont compatibles et se confirment mutuellement dans une forte mesure. Le GT 3 a aussi examiné au cours de cette réunion les conditions dans lesquelles une procédure exceptionnelle bilatérale pour la détermination des taux des frais terminaux pourrait être mise en œuvre.

A l'issue de ses travaux, le Groupe de travail des frais terminaux a arrêté ses recommandations finales. La Commission 5 a laissé au CE 1984 le soin de se prononcer sur ces recommandations, ainsi que sur la manière de présenter au Congrès le rapport final de l'étude des frais terminaux.

A la suite des discussions et compte tenu des observations des pays en séance plénière, le Conseil exécutif:

- 1° a considéré que le principe de l'équivalence a déjà été adopté lors de ses précédentes sessions comme méthode valable pour la détermination des taux des frais terminaux;
- 2° a approuvé les modalités d'application du principe de l'équivalence telles qu'elles ressortent des recommandations du Groupe de travail, à savoir:
 - a) établissement de taux moyens mondiaux par kilogramme;
 - b) calcul de taux séparés pour les LC, les AO et les sacs M à partir de la composition du courrier déterminée lors de l'échantillonnage réalisé au niveau mondial entre novembre 1982 et mai 1983;
 - c) utilisation pour le calcul de ces taux du système de prix en vigueur, composé par les taxes de base de la Convention et par les valeurs médianes des tarifs des services spéciaux appliqués par les Administrations;
- 3° s'est prononcé pour la stabilité des taux dans l'intervalle entre deux Congrès, c'est-à-dire pour la non-modification des taux qui seront fixés par le Congrès de Hambourg et ceci jusqu'au Congrès suivant;
- 4° a laissé au Congrès le soin de se prononcer sur l'opportunité d'utiliser l'inflation comme méthode de fixation des taux des frais terminaux;

- 5° a adopté un projet de résolution fournissant la base juridique des principes de détermination des taux des frais terminaux (proposition 3000.4);
- 6° a pris acte des résultats de l'étude sur l'aspect des coûts;
- 7° a approuvé le projet de proposition de modification de l'article 62 de la Convention découlant des décisions ci-avant (proposition 3062.4).

Les propositions découlant de l'étude conduite par la France visant l'institution éventuelle d'une procédure exceptionnelle pour le calcul de taux bilatéraux de rémunération des frais terminaux n'ont pas fait l'objet d'un examen par le Conseil exécutif, étant donné que la France a renoncé à les présenter au Congrès et qu'aucun autre Pays-membre du CE n'a manifesté le désir de les reprendre à son compte.

Le Bureau international a été chargé de préparer le rapport du Conseil exécutif au Congrès de Hambourg concernant les résultats de l'étude des frais terminaux (Congrès — Doc 10).

Toujours dans le cadre des frais terminaux, le CE 1984 a examiné les conclusions des Commissions 4 et 5 sur un document préparé par le Bureau international concernant une étude effectuée sur les suggestions présentées par la Fédération internationale de la presse périodique au CE 1983.

Le Bureau international a été chargé de communiquer à la FIPP le résultat de l'étude préliminaire effectuée. Le CCEP étudiera les suggestions de la FIPP dans le cadre d'une étude qu'il a retenue dans son programme de travail minimal pour la période 1984-1989.

24. *Système de statistique (résolution C 62 et décisions C 64 et C 65).* Pour mener les études découlant de la résolution et des décisions du Congrès de Rio de Janeiro, concernant le système statistique d'évaluation du poids du courrier en vue de l'établissement des décomptes de frais de transit et de frais terminaux, le CE 1980 a créé un Groupe de travail (GT 1) comprenant l'Amérique (Etats-Unis), l'Argentine (pays rapporteur), le Chili, la Chine (Rép. pop.), la Côte d'Ivoire (Rép.), l'Inde, la France et la Tchécoslovaquie. Le GT 1 a tenu deux réunions (1^{er} mai 1981 et 20 octobre 1981).

A la suite des deux enquêtes effectuées, les tendances suivantes se sont dégagées:

- le système doit être le même pour les frais de transit et les frais terminaux;
- le système actuel doit être remplacé par un autre système; en effet, le résultat final de l'enquête sur cet aspect a été le suivant:
 - pour un nouveau système: 59%;
 - pour le système actuel amélioré: 41%.

Les différentes variantes soumises à la considération des Administrations pour le choix d'un nouveau système peuvent être classées en deux groupes:

- système fondé sur le poids réel des dépêches;
- autres systèmes d'évaluation du volume du trafic fondés, pour la plupart, sur le nombre réel des sacs et sur leur classification par catégories tarifaires et de poids.

Au cours des délibérations du CE 1982, des objections ont été présentées quant à la possibilité d'adopter un système basé sur le poids réel des expéditions étant donné la surcharge de travail que le pesage systématique des sacs représenterait pour les bureaux expéditeurs. Des doutes ont même été émis quant à la possibilité de procéder à une ventilation permanente des sacs par catégories tarifaires et de poids. Sur la base d'une suggestion du pays rapporteur, présentée comme solution de compromis entre le système actuel et le système de poids réel, le CE 1982 a chargé le pays rapporteur de préparer – en collaboration avec le Bureau international – un document portant sur les deux variantes suivantes:

- a) comptage permanent des sacs classés par catégories tarifaires et de poids;
- b) comptage permanent des sacs et détermination des proportions des catégories tarifaires et de poids selon une statistique annuelle d'une durée d'un mois.

Eu égard aux avis divergents qui se sont manifestés au cours des délibérations, le CE 1983 a différé la prise d'une décision jusqu'à 1984. Il a chargé, de nouveau, l'Argentine et le Bureau international de perfectionner les systèmes a) et b), compte tenu des observations et suggestions faites par plusieurs Administrations, ainsi que des décisions découlant des travaux du Groupe de travail des frais terminaux.

En outre, donnant suite à la décision C 64 du Congrès de Rio de Janeiro et fondé sur les avis émis par les Administrations lors des consultations faites, le CE 1983 a décidé de maintenir la rédaction actuelle de l'article 65 de la Convention, laissant ainsi aux Administrations la faculté de décompter les frais terminaux du courrier de surface transporté par la voie aérienne d'après le poids réel.

Le pays rapporteur et le Bureau international ont présenté au CE 1984 les variantes suivantes:

- 1° Systèmes en vue de la détermination du poids du courrier de surface en transit et en déséquilibre, de manière à permettre la rémunération des frais terminaux selon les taux établis actuellement pour le courrier LC/AO et pour les sacs M.

En plus des systèmes a) et b), un nouveau système c), fondé sur un comptage permanent des sacs classés par catégories tarifaires et sur la détermination des proportions des catégories de poids selon une statistique annuelle d'une durée d'un mois, a été développé.

- 2° Systèmes en vue de la détermination du poids du courrier de surface en transit et en déséquilibre, de manière à permettre la rémunération des frais terminaux selon les trois taux (LC, AO, sacs M) recommandés par le GT 3.

En plus de l'adaptation des formules des trois systèmes a), b) et c) en vue de l'inscription séparée des LC, des AO et des sacs M, deux variantes perfectionnées du système c) ont été développées:

- c 1) comptage permanent des sacs LC/AO et des sacs M et détermination du poids moyen des sacs de chacun de ces deux groupes, ainsi que des proportions en poids des LC et des AO, selon le poids réel des sacs classés par catégories tarifaires (LC, AO et sacs M) lors d'une statistique;
- c 2) comptage permanent des sacs LC/AO et des sacs M et détermination du poids moyen des sacs de chacun de ces deux groupes, ainsi que des proportions en poids des LC et des AO, selon un classement des sacs par catégories tarifaires (LC, AO et sacs M) et par catégories de poids lors d'une statistique.

- 3° Pour permettre la détermination du poids du courrier-avion en déséquilibre séparément pour les LC, pour les AO et pour les sacs M, un système statistique en vue de la détermination des proportions en poids des LC et des AO dans l'ensemble du courrier LC/AO transporté par avion a été également conçu. Le CE 1984 a chargé le Bureau international de préparer un rapport au Congrès (Congrès – Doc 11) portant sur les deux systèmes a) avec séparation des LC et des AO et c 1) et tenant compte des recommandations de la Commission, à savoir:

- a) adoption d'un seuil d'exonération de 1000 francs-or au lieu de 100 kg dans le règlement des comptes des frais terminaux (Convention, article 65, et Règlement d'exécution, article 183);
- b) observation des règles suivantes dans l'application du système qui sera adopté:
 - établissement des relevés des poids des dépêches par l'Administration de destination des dépêches;
 - réalisation d'une statistique annuelle pendant trente jours, en cas d'adoption du système c 1);
 - la non-séparation des LC et des AO en permanence dans des sacs distincts en cas d'adoption du système c 1);
- c) compatibilité entre le système à adopter pour la détermination des proportions en poids des LC et des AO dans le courrier-avion et le système adopté pour la voie de surface.

En cas d'adoption du système a), le Congrès devrait se prononcer également sur l'adoption éventuelle d'une quatrième catégorie de poids des sacs, et sur les poids moyens à adopter pour chacune des catégories retenues.

En plus du Congrès – Doc 11, le Bureau international a été chargé également de préparer les propositions de modification de la Convention, de son Règlement d'exécution et des formules relatives à l'introduction de chacune des deux variantes a) et c 1). Ces propositions portent les numéros suivants:

Système a): propositions 3061.6, 3062.5, 3065.5, 3066.1, 3501.1, 3556.1, 3562.1, 3569.91, 3569.92, 3570.4, 3571.1, 3572.3, 3573.3, 3574.91, 3574.92, 3575.1, 3576.1, 3577.1, 3577.92, 3578.5, 3578.91, 3578.92, 3578.93, 3578.94, 3578.95, 3578.96, 3579.4, 3580.3, 3580.91, 3581.5, 3583.2, 3583.91, 3584.2, 3585.2, 3912.1, 3915.1, 3917.2, 3917.3, 3920.1, 3920.2, 3921.1 et 3921.2.

Système c 1): propositions 3061.7, 3062.6, 3065.6, 3066.2, 3501.2, 3556.2, 3562.2, 3569.93, 3569.94, 3569.95, 3569.96, 3569.97, 3570.5, 3571.2, 3572.4, 3573.4, 3574.8, 3574.93, 3574.94, 3574.95, 3575.2, 3576.2, 3577.2, 3577.91, 3577.93, 3578.6, 3578.97, 3579.6, 3579.91, 3580.4, 3580.92, 3581.6, 3583.3, 3584.3, 3585.3, 3912.2, 3912.91, 3912.92, 3915.2, 3915.91, 3915.92, 3917.4, 3917.5, 3920.3, 3920.4, 3921.3, 3921.4, 3928.2, 3957.1, 3953.3, 3955.3, 3915.93, 3915.94, 3915.95 et 3962.3.

3.2.3.4 Poste aérienne

25. *Revision des taux de base du transport aérien du courrier (résolution C 30).* En plus des travaux sur les différentes méthodes et approches visées par la résolution C 30, le Conseil exécutif a été appelé à examiner une demande présentée par l'IATA en 1980 pour une réévaluation urgente du taux de base de 1,74 franc-or par tonne-kilomètre adopté par le Congrès de Rio de Janeiro.

Si l'idée d'un ajustement immédiat est restée sans suite, elle a néanmoins conduit à l'adoption d'un nouveau programme d'études sur la possibilité d'obtenir un taux de base à partir du taux actuel d'après une méthode d'indexation et sur l'opportunité d'introduire dans les Actes un procédé permettant d'ajuster ce taux entre deux Congrès selon la même méthode d'indexation.

Aucune des études visées par la résolution C 30 précitée n'a fourni une méthode permettant de fixer la rémunération du transport aérien du courrier. En particulier, l'idée d'établir le taux en relation avec les tarifs du fret aérien a été abandonnée étant donné la différence entre les tarifs publiés et ceux qui sont effectivement appliqués. La comparaison avec les recettes des compagnies aériennes en provenance du fret aérien semblait offrir une base plus valable. Toutefois, l'IATA n'a pas été en mesure de fournir des données concernant les recettes relatives aux différentes catégories de fret aérien qui auraient permis de tirer des conclusions à ce sujet. Le Conseil exécutif a néanmoins retenu comme point de repère le fait que (d'après les dernières statistiques de l'OACI) la recette d'exploitation unitaire moyenne «poste» est de 50% plus élevée que la recette «marchandises».

Pour sa part, l'IATA a maintenu son attachement à un taux lié à l'évolution des dépenses d'exploitation unitaires des compagnies aériennes. Se basant sur les données statistiques de l'OACI (de 1981), l'Association a fait savoir, par lettre du 11 février 1984, que le taux actuel de 1,74 franc-or par tonne-kilomètre devrait être porté, à partir du 1^{er} janvier 1985, à 1,98 franc-or et que le prochain ajustement devrait avoir lieu le 1^{er} juillet 1988, toujours en fonction des dépenses unitaires des compagnies aériennes.

A sa session 1984, le Conseil exécutif (qui avait déjà exprimé des doutes quant à l'opportunité d'indexer le taux du courrier aérien sur les dépenses d'exploitation des compagnies aériennes) a été d'avis que l'augmentation du taux demandée par l'IATA n'était pas justifiée. En particulier, on a évoqué l'écart entre les recettes unitaires «poste» et «marchandises» ainsi que le fait que le courrier est souvent transporté à des taux inférieurs à 1,74 franc-or. Lors de la réunion du Comité de contact IATA/UPU le 1^{er} mars 1984, l'IATA a prié instamment l'UPU de revoir sa position en faisant notamment allusion à la situation qui pourrait se produire si le taux de 1,74 franc-or devait rester inchangé jusqu'en 1990-1991 sans qu'un organe de l'UPU ne soit habilité à le revoir et, le cas échéant, à l'ajuster. Le Conseil exécutif a néanmoins décidé de maintenir le taux de 1,74 franc-or pendant toute la période de validité des Actes du Congrès de Hambourg.

Le détail des différentes études effectuées par le Conseil exécutif est exposé dans le Congrès — Doc 17. En ce qui concerne la poursuite des travaux après le Congrès de Hambourg, voir la proposition 4000.6.

26. *Principe et méthode de calcul des frais de transport aérien intérieur (résolutions C 31 et C 39).* Selon les résolutions précitées (ayant trait respectivement aux correspondances-avion et aux colis-avion), certaines Administrations ne sont pas prêtes à payer les charges supplémentaires entraînées par le transport aérien de leurs dépêches à l'intérieur du pays de destination, ce qui peut porter atteinte à la qualité du service aérien. Aussi, le Conseil exécutif a-t-il été chargé d'étudier le principe et la méthode de calcul des frais de transport aérien intérieur publiés dans la Liste AV 1 afin de les clarifier et de les simplifier.

Le Conseil exécutif a examiné ce problème sous trois aspects, en tenant compte des réponses à un questionnaire diffusé en août 1980:

- a) possibilité de développer ou de généraliser la gratuité du transport aérien;
- b) mode de calcul de la distance moyenne pondérée du transport aérien intérieur;
- c) niveau de la rémunération payée aux compagnies aériennes pour le transport aérien intérieur.

En ce qui concerne la gratuité du transport aérien intérieur, les résultats de la consultation ont permis de constater qu'il ne serait pas possible d'envisager l'introduction de la gratuité universelle, solution qui permettrait, bien entendu, de résoudre tous les problèmes évoqués par les résolutions C 31 et C 39. Le Conseil exécutif a également écarté l'idée d'une action visant à encourager les Administrations à étendre les accords de gratuité réciproque, préférant laisser à ces dernières le soin de réexaminer leur situation et de prendre les mesures qui s'imposent.

Quant au calcul des frais de transport aérien intérieur, notamment la distance moyenne pondérée, la consultation n'a pas dégagé l'existence de difficultés majeures. Des suggestions tendant, d'une part, à compléter les exemples de calcul fournis dans les Actes annotés (2^e fascicule), d'autre part, à autoriser le Bureau international à vérifier le bien-fondé des calculs n'ont pas été retenues.

S'agissant du niveau de rémunération payée aux compagnies aériennes, les taux par kilogramme (prix unitaires) publiés dans la Liste AV 1 sont presque toujours fondés sur le taux de base maximal, ce qui laisse supposer que les Administrations concernées ne respectent pas toujours le principe selon lequel les frais perçus des autres Administrations ne peuvent dépasser ceux qui sont effectivement payés pour le transport. L'enquête a toutefois fait apparaître que dans plusieurs cas le niveau de la rémunération payée pour le transport aérien intérieur dépasse même le taux maximal international.

En conclusion donc, la consultation n'ayant pas fourni des indications assez significatives, le Conseil exécutif n'a pas estimé nécessaire de modifier le système actuel.

27. *Rémunération touchant le transit à découvert (résolution C 33).* La résolution C 33 a pour but d'examiner l'opportunité de modifier le taux actuel de majoration de 5% applicable à la rémunération du

transit à découvert. Les résultats d'une consultation effectuée en août 1980 ont toutefois permis de constater que le pourcentage actuel est jugé satisfaisant par la majorité des Administrations.

A sa session 1980, le Conseil exécutif avait cependant estimé utile d'élargir la portée de l'étude pour comprendre d'autres aspects du transit des correspondances-avion à découvert. Ces travaux se sont concrétisés par les propositions suivantes:

- limiter, autant que possible, le nombre des doubles acheminements en transit à découvert en posant comme règle la transmission de ces correspondances à une Administration qui forme des dépêches-avion closes pour l'Administration de destination (voir la proposition 4608.1). Dans ce même but, une note appropriée a été inscrite dans l'en-tête de l'index alphabétique de la rubrique III C de la Liste AV 1;
- recommander aux Administrations de réduire le nombre de tarifs moyens par groupes de pays de destination (voir proposition 4000.2);
- introduire une procédure uniforme pour régler le cas où une Administration se trouve dans l'impossibilité d'effectuer les opérations de statistique pendant la période stipulée à l'article 210, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention (voir proposition 4617.2).

Le Conseil exécutif a également examiné une suggestion de l'Inde tendant à porter de 50 à 100 grammes le seuil d'exonération prévue à l'article 211, paragraphe 1, du Règlement d'exécution en ce qui concerne le poids des correspondances-avion mal acheminées originaires d'un même bureau d'échange. Une consultation spéciale à ce sujet effectuée en octobre 1981 a fait ressortir que 60% des Administrations étaient favorables à cette simplification. A sa session 1982, le Conseil exécutif a décidé de maintenir le statu quo afin notamment d'éviter des incidences défavorables sur la qualité du tri.

28. *Décompte des frais de transport aérien des correspondances-avion en transit pour 1981.* A sa session 1980, le Conseil exécutif a dû s'occuper de la procédure à suivre pour le décompte des frais de transport des correspondances-avion à découvert en 1981 étant donné que la statistique devait avoir lieu du 2 au 15 mai 1981 alors que les tarifs moyens distincts pour les LC et les AO allaient être remplacés le 1^{er} juillet 1981 par un tarif unique LC/AO (en raison de l'adoption d'un taux de base unique pour les trois catégories de courrier). La solution adoptée par le Conseil exécutif consistait à:

- tenir la statistique comme prévu du 2 au 15 mai et appliquer normalement le multiplicateur 26;
- diviser par deux le poids total ainsi obtenu et appliquer à chaque moitié les tarifs moyens correspondants. (Voir résolution CE 4/1980.)

29. *Priorité accordée au courrier par les compagnies aériennes (résolution C 34).* La résolution C 34 confie deux tâches au Conseil exécutif, à savoir:

- a) revision, d'entente avec l'IATA, de l'accord de 1948 concernant la priorité accordée aux dépêches-avion;
- b) étude de l'opportunité de faire figurer dans les Actes de l'Union le principe de cette priorité.

a) *Revision de l'accord de 1948*

A sa session 1980, le Conseil exécutif a mis au point un projet de texte révisé qui tient compte de l'application, à partir du 1^{er} juillet 1981, d'un seul taux de base pour les envois LC/AO/CP. L'IATA a cependant informé l'UPU (par lettre de janvier 1981) qu'elle ne pourrait pas engager ses membres à long terme en matière de priorité de transport tant que l'UPU n'aurait pas terminé son étude sur la possibilité d'ajuster le taux de base du transport aérien (voir chiffre 25). En attendant, l'IATA a proposé, à titre provisoire, le degré de priorité mentionné dans la lettre adressée par l'IATA au Président du Conseil exécutif en juin 1979 (reproduite comme annexe 1 au Congrès – Doc 23/Add 1 du Congrès de Rio de Janeiro).

Lors de la session de 1981 du CE, plusieurs délégations s'opposaient à l'acceptation de l'offre provisoire de l'IATA – dont les termes sont moins favorables à l'UPU que ceux envisagés par le Conseil exécutif en 1980 – en faisant valoir qu'il ne faut pas lier le sort de la priorité à celui du niveau du taux de base du transport aérien. D'autres délégations pensaient qu'il serait réaliste d'accepter l'offre de l'IATA qui contenait après tout l'essentiel des différents textes proposés.

En conclusion, le Conseil exécutif a renvoyé une décision à ce sujet, étant entendu qu'à partir du 1^{er} juillet 1981 les Administrations devraient continuer à s'entendre avec les compagnies aériennes sur le plan national en s'inspirant de l'accord de 1948 (voir circulaire du Bureau international 192/1981).

b) *Inclusion dans les Actes de l'Union du principe de la priorité*

Le Conseil a estimé utile de compléter l'article 75 de la Convention en vue de renforcer la situation des Administrations vis-à-vis des compagnies aériennes sur le plan national (voir proposition 4075.1).

30. *Possibilité de grouper les textes des accords IATA/UPU dans un document ad hoc.* En 1980, le Conseil exécutif a accueilli favorablement une suggestion du Bureau international tendant à rassembler dans un document spécial les textes des différents accords intervenus entre l'UPU et l'IATA (priorité, retour des sacs-avion vides, formule d'application pratique pour le transbordement direct des dépêches-avion, etc.) en vue de les rendre plus accessibles aux Administrations.

En conséquence, le Bureau international a pris contact à ce sujet avec le Secrétariat de l'IATA qui s'est également montré favorable au projet. Etant donné toutefois la difficulté de mettre au point rapidement le principal accord IATA/UPU, à savoir celui sur la priorité (voir chiffre 29, lettre a)), le Conseil exécutif a décidé en 1981 de renvoyer la question pour examen ultérieur en temps opportun.

31. *Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier (résolution C 73 et décisions C 69, C 75 et C 97).* La résolution C 73 vise la poursuite avec l'OACI et l'IATA des travaux sur la maximalisation afin d'aider les Administrations à surmonter les obstacles qui s'opposent à l'institution de systèmes de maximalisation sur les plans régional ou national.

Les différentes tâches découlant de cette résolution, ainsi que celles visées par les décisions C 69 et C 75 (création des étiquettes spéciales pour les dépêches de courrier de surface transportées par voie aérienne) ont dès lors été confiées aux organes mixtes IATA/UPU. Les résultats de ces travaux sont consignés dans le Congrès — Doc 16 et les propositions 4000.5, 4597.1, 4597.2, 4908.91, 5520.3/Rev 1 et 5924.91/Rev 1.

La décision C 97 concerne la possibilité d'introduire dans les Actes de l'UPU le principe du droit à la perception par l'Administration de transit des frais occasionnés par le réacheminement du courrier de surface — et éventuellement de fixer le niveau de la rémunération entre Administrations pour ce type de réacheminement.

A sa session 1983, le Conseil exécutif a examiné la possibilité d'introduire une réglementation minimale sur la base d'un projet établi par le Bureau international et tendant à grouper dans deux titres nouveaux (de la troisième partie de la Convention et son Règlement d'exécution) toutes les dispositions concernant «le courrier de surface transporté par voie aérienne». Le projet définitif de cette réglementation ainsi que les adaptations à apporter à l'Arrangement concernant les colis postaux ont été approuvés par le Conseil exécutif en 1984 et font l'objet des propositions 4000.7, 5004.4, 5515.91 et 5522.1.

32. *Expédition d'objets dangereux par la poste.* Le Conseil exécutif a eu à s'occuper de cette question sous les trois aspects suivants:

- a) Mesures tendant à exclusion de la poste des objets dangereux.
- b) Expédition par la poste des matières biologiques périssables.
- c) Expédition par la poste des matières radioactives.

a) Mesures tendant à exclusion de la poste des objets dangereux

Avant le Congrès de Rio de Janeiro, l'UPU a pris, d'entente avec l'OMS et l'IATA, un nombre de mesures visant à exclure autant que possible les objets dangereux du transport postal, à savoir:

- inclusion dans la «Liste des objets interdits» de la «Liste des définitions des objets dangereux interdits» établie par l'IATA;
- élaboration des mesures éducatives (confection de diapositives, affiches, brochures destinées aux usagers et aux fonctionnaires postaux);
- introduction d'une mise en garde contre l'insertion d'objets dangereux au verso des formules C 1 et C 2/CP 3;
- modification de la réglementation concernant le conditionnement des matières biologiques périssables infectieuses transmises par la poste (article 119 du Règlement d'exécution de la Convention) et adoption des mesures spéciales énoncées dans la recommandation C 68 du Congrès de Rio de Janeiro.

L'IATA, insistant sur l'importance de ces mesures, a demandé à l'UPU de les rappeler aux Administrations postales et d'obtenir de ces dernières la confirmation de leur application.

Les résultats de la consultation lancée à cet effet semblent indiquer que dans l'ensemble les mesures en question contribuent à exclure efficacement les objets dangereux de la poste. Aucune proposition n'a été formulée par les Administrations en vue d'améliorer la situation.

A sa session 1983, le Conseil exécutif a décidé de remplacer la «Liste des définitions des objets dangereux interdits» fournie par l'IATA en 1978 par une «Liste des définitions des marchandises dangereuses interdites pour le transport par la poste», établie par l'OACI en juillet 1982. Cette liste est fondée sur l'annexe 18

(Sécurité du transport aérien des marchandises) à la Convention relative à l'Aviation civile et des «Instructions techniques» accompagnant cette annexe, qui constituent désormais la base juridique en matière de transport aérien international des matières dangereuses (voir proposition 2511.1 et résolution CE 1/1983).

b) Expédition par la poste des matières biologiques périssables (résolution C 48)

La résolution C 48 vise deux propositions présentées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) peu de temps avant le Congrès de Rio de Janeiro et qui n'ont pas pu être examinées, à savoir:

- la suppression, en ce qui concerne les *substances non infectieuses*, de la condition figurant à l'article 21 de la Convention selon laquelle les matières biologiques périssables ne peuvent être échangées qu'entre laboratoires qualifiés officiellement reconnus;
- l'adjonction dans les dispositions de l'UPU concernant l'envoi des *substances infectieuses* d'une phrase ayant la teneur suivante: «Les emballages doivent porter à l'extérieur le nom, l'adresse et le numéro de téléphone de l'autorité compétente à contacter en cas d'avarie ou de fuite.»

En ce qui concerne la première suggestion de l'OMS, les résultats d'une consultation réalisée en octobre 1981 ont fait ressortir une nette majorité en faveur du maintien du statu quo, motivé par le souci de garantir la sécurité des agents postaux et d'éviter des abus de la part des expéditeurs occasionnels. Au surplus, on a constaté l'absence de toute demande de libéralisation de la part des usagers de la poste. En conséquence, le Conseil exécutif a décidé de maintenir dans la Convention la condition selon laquelle les matières biologiques périssables, infectieuses et non infectieuses, ne peuvent être échangées qu'entre laboratoires qualifiés officiellement reconnus.

S'agissant de la seconde question soulevée par l'OMS, cette dernière a adressé en mai 1981 aux autorités de santé publique des pays membres de l'Organisation une circulaire recommandant à ces dernières de communiquer aux Administrations postales de leur pays les noms, adresses et numéros de téléphone des autorités compétentes à contacter en cas de dommage ou de fuite dans les envois renfermant des substances infectieuses. De son côté, le Bureau international a prié les Administrations postales qui admettent ces envois, par lettre-circulaire 3410.8(C)639 du 9 juin 1981, de prendre contact avec les autorités nationales de santé publique et animale de leur pays en vue de coordonner les actions à engager en cas d'accident. La consultation d'octobre 1981 a fait ressortir que la plupart des Administrations disposaient déjà des noms et adresses, etc., des autorités de santé publique à contacter. En conséquence, le Conseil exécutif a décidé, à sa session 1982, de considérer la question comme réglée par la communication des adresses, etc., à la suite de la circulaire de l'OMS – ainsi que par les dispositions existantes en la matière, à savoir l'étiquette prévue à l'article 119, paragraphe 4, du Règlement d'exécution de la Convention.

Par ailleurs, le Secrétariat de l'OMS a informé le Bureau international en juillet 1982 que la transmission des spécimens diagnostiques par la poste est entravée par le fait que certaines Administrations ne participent pas à l'échange des substances infectieuses. L'enquête demandée par l'IATA concernant l'application des différentes mesures de sécurité adoptées depuis 1978 en vue de garantir la sécurité du trafic postal a dès lors été élargie pour connaître les raisons principales motivant la décision des Administrations de ne pas assurer ce service facultatif.

Il ressort des réponses que plusieurs considérations entrent en ligne de compte (conditions de dépôt plus rigoureuses introduites par la résolution C 68 du Congrès de Rio de Janeiro, législation nationale, appréhension concernant la sécurité du personnel postal, absence de demande, etc.). Informé de la situation à sa session 1983, le Conseil exécutif a décidé d'examiner, d'entente avec l'OMS, la possibilité d'inviter le prochain Congrès à lancer un appel aux Administrations pour qu'elles participent à ce service. L'OMS ayant été favorable à cette idée, le Conseil exécutif a décidé de soumettre un projet de vœu à ce sujet au Congrès de Hambourg (proposition 2000.12).

c) Expédition par la poste des matières radioactives

Dans le cadre de la révision de son Règlement pour le transport sans danger des matières radioactives, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a proposé la suppression de tout marquage extérieur des envois postaux contenant des matières radioactives – étant donné que ces envois ne présentent pas de danger. De l'avis de l'AIEA, l'étiquette blanche prévue aux articles 121 du Règlement d'exécution de la Convention et 105 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux peut être confondue avec l'étiquette blanche prescrite par l'AIEA pour les envois dont l'activité est sensiblement plus élevée; par ailleurs, la mention «matières radioactives» figurant sur l'étiquette blanche de l'UPU peut produire des effets psychologiques négatifs sur le personnel traitant ces envois.

A la suite de l'intervention du représentant de l'UPU qui a assisté en mars 1982 à une réunion du Groupe consultatif de l'AIEA pour la revision de son Règlement, il a été suggéré comme solution de compromis de remplacer l'étiquette blanche par la mention apparente et durable à porter sur l'emballage extérieur de l'envoi «Matières radioactives. Quantités admises au transport par la poste». Cette solution, qui a été approuvée par le Conseil exécutif à sa session 1982, fait l'objet des propositions 2521.1 et 5505.1. En outre, le Conseil exécutif a approuvé en 1984 deux projets de résolution à l'intention du Congrès de Hambourg (propositions 2000.13 et 5000.4) visant à appliquer cette nouvelle mesure par anticipation dès l'entrée en vigueur du Règlement révisé de l'AIEA.

Par ailleurs, le Conseil exécutif a accepté, également en 1982, la proposition de l'AIEA invitant l'UPU à être la coorganisatrice (avec l'OACI) d'un séminaire, qui a été tenu à Vienne du 24 au 27 octobre 1983 sur l'expédition des matières radioactives par la poste. Le but essentiel de ce séminaire était de permettre aux Administrations postales de prendre contact avec les transporteurs et fabricants des matières en question, de s'assurer du peu de danger que présentent les matières dont l'expédition par la poste est admise par le Règlement de l'AIEA et d'étudier la nécessité et l'opportunité de développer ce service sur le plan international.

En prenant acte du rapport du Bureau international sur ce séminaire, le Conseil exécutif a approuvé le principe d'une collaboration avec l'AIEA et les autres organisations internationales intéressées en vue de l'élaboration d'un matériel éducatif concernant le transport par la poste des matières radioactives. A cet effet, il a chargé le Bureau international d'assurer la liaison avec le Secrétariat de l'AIEA et de présenter au prochain Conseil exécutif un rapport sur l'évolution de la question.

33. *Règlement des comptes de poste aérienne.* Au sein du Comité de contact IATA/UPU en 1980, l'IATA a évoqué encore une fois les retards dans le règlement des comptes de poste aérienne, toujours lourdement ressentis par les compagnies aériennes en demandant que la question soit réexaminée en vue de l'application de certaines solutions, notamment la séparation des comptes de poste aérienne des autres comptes postaux et la revision des différents délais stipulés dans les Actes de l'UPU pour l'établissement et l'acceptation des comptes.

Etant donné que l'étude plus générale sur les Règles de paiement visée par la résolution C 45 du Congrès de Rio de Janeiro n'a abouti à aucune proposition de modification des Actes (voir chiffre 18), les possibilités de donner satisfaction à l'IATA ont été très limitées. Néanmoins, le Groupe mixte IATA/UPU a pu suggérer quelques adaptations destinées à améliorer quelque peu la situation. Ces suggestions, approuvées par le Conseil exécutif à sa session 1983, se concrétisent par les propositions 2502.1, 4000.1, 4616.1, 4617.1 et 4911.1.

34. *Liste des distances aéropostales.* La revision de la Liste des distances aéropostales, qui consiste essentiellement à actualiser le coefficient de majoration (maintenant de 4%), s'effectue normalement avant chaque Congrès. La tâche de revoir la présente Liste a donc été confiée au Groupe de travail mixte IATA/UPU, qui a pris note des suggestions formulées par certaines Administrations visant à améliorer la présentation de la publication. Il lui a toutefois semblé que la revision pourrait utilement être effectuée après le Congrès de Hambourg afin de pouvoir se fonder, pour le calcul du nouveau coefficient, sur les horaires aériens les plus récents. A sa session 1983, le Conseil exécutif a accepté la suggestion du Groupe de travail mixte de charger le Bureau international de fixer le calendrier pour cette revision d'entente avec le Secrétariat de l'IATA.

3.2.4 Colis postaux

35. *Revision des quotes-parts territoriales et maritimes (résolution C 25).* Par cette résolution, le Congrès de Rio de Janeiro a chargé le Conseil exécutif:

- 1° de procéder à une nouvelle étude sur le montant des quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée prévues à l'article 46 de l'Arrangement concernant les colis postaux;
- 2° de rajuster les quotes-parts territoriales de transit et les quotes-parts maritimes prévues aux articles 47 et 49 dudit Arrangement en cas de revision des frais de transit de la poste aux lettres;
- 3° de soumettre, le cas échéant, les propositions résultant de ces études au prochain Congrès.

a) Quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée

Après avoir décidé, dès sa première session, de maintenir la méthode actuelle de fixation des quotes-parts de transit et des quotes-parts maritimes, le Conseil exécutif s'est efforcé de trouver une méthode qui offre aux Administrations plus de liberté que jusqu'ici et qui les dispenserait de formuler des réserves au Protocole final de l'Arrangement. En vue de réduire ou d'éliminer lesdites réserves, il a préconisé quatre mesures:

- a) nouvelle augmentation des taux de base fixés à l'article 46 et des facultés de majoration prévues aux articles 48 et 54 de l'Arrangement;
- b) réunion des facultés de majoration prévues aux articles 48 et 54 en supprimant l'article 54 et en prévoyant une faculté de majoration appropriée à l'article 48;
- c) libéralisation totale des quotes-parts d'arrivée;
- d) libéralisation limitée des quotes-parts d'arrivée, mais fixation de taux d'orientation dont le montant serait proposé comme jusqu'ici par le CE.

Des consultations successives, il ressort que les Administrations sont en faveur de la mesure d) qui correspond parfaitement aux buts visés par l'étude, à savoir, d'une part, donner plus de liberté aux Administrations pour fixer leurs quotes-parts de départ et d'arrivée et, d'autre part, supprimer les réserves au Protocole final. Cela étant, le CE a décidé de proposer au Congrès qu'à l'avenir les quotes-parts territoriales de départ et d'arrivée ne seraient plus indiquées à l'article 46, paragraphe 1, de l'Arrangement concernant les colis postaux que sous la forme de taux d'orientation susceptibles d'augmentation ou de réduction.

A la lumière de ces résultats et compte tenu du fait que les taux pratiqués par les Administrations, en fonction des possibilités de majoration prévues par l'Arrangement de Rio de Janeiro, correspondent presque à une augmentation de 100% des taux fixés à l'article 46, paragraphe 1, dudit Arrangement, le CE a considéré que le montant des taux d'orientation à proposer au Congrès de Hambourg devrait marquer une augmentation de 100% par rapport aux taux actuellement inscrits à l'article 46, paragraphe 1, de l'Arrangement. Les modifications résultant de l'application de cette mesure sont matérialisées par les propositions 5046.1, 5048.1, 5054.1, 5301.1, 5304.1 et 5305.1.

b) Quotes-parts de transit et quotes-parts maritimes

Conformément à la résolution C 25, il a été décidé de rajuster ces quotes-parts par référence aux frais de transit révisés de la poste aux lettres et selon les critères adoptés pour les quotes-parts actuelles (voir propositions 5047.1, 5047.2, 5047.3, 5049.1, 5049.2, 5049.3 et 5000.3).

36. *Modification des principes de fixation des quotes-parts territoriales de transit (résolution C 26).* Chargé par la résolution précitée de trouver une méthode de fixation des quotes-parts de transit qui tienne mieux compte des prix de revient des opérations de transit, notamment en éliminant les divergences existant, pour la rémunération du transit entre les colis de surface et les colis-avion, le CE a procédé à plusieurs consultations dont les résultats ont abouti aux constatations suivantes:

- s'agissant des colis-avion en transit à découvert, la majorité des Administrations se sont prononcées en faveur de la perception d'une quote-part territoriale de transit d'un taux déterminé par colis en estimant toutefois suffisant un taux de rémunération de 1 franc-or;
- l'éventualité de la perception de quotes-parts de transit pour les dépêches closes n'a pas recueilli un avis favorable, la grande majorité des Administrations ayant opté pour le maintien du statu quo.

Au vu de ces résultats, le CE a décidé:

- 1° que les colis-avion en transit à découvert seront assujettis à une quote-part territoriale de transit de 1 franc-or (0,33 DTS) par colis;
- 2° de modifier en conséquence l'article 47 et le tableau CP 21 de l'Arrangement;
- 3° de maintenir le statu quo pour les dépêches closes de colis-avion en transit qui restent ainsi exclues des dispositions pertinentes de l'Arrangement (article 47);
- 4° la question du transbordement direct des dépêches entre appareils d'une même compagnie et de compagnies différentes sur un aéroport est soumise à la Commission 6 du CE où elle a été examinée dans le cadre du Groupe de travail IATA/UPU.

Les modifications découlant de ces décisions font l'objet des propositions 5047.4 et 5921.1.

37. *Simplification du procédé actuel d'attribution des quotes-parts (résolution C 27).* Aux termes de cette résolution, le Conseil exécutif a été chargé de poursuivre les travaux relatifs à la simplification du procédé

actuel d'attribution des quotes-parts effectués en exécution de la résolution C 74 du Congrès de Lausanne. Cette étude a donc porté principalement sur le temps et le personnel nécessaires pour servir les feuilles de route CP 11 selon les procédés d'attribution des quotes-parts prévus à l'article 55 de l'Arrangement, à savoir:

- a) par colis (inscription détaillée) (article 55, paragraphe 1);
- b) globalement, par coupure de poids (article 55, paragraphe 2);
- c) selon un taux moyen par colis (taux unitaire) (article 55, paragraphe 3);
- d) par kilogramme de poids brut de la dépêche (article 55, paragraphe 3).

Bien que les recherches effectuées par le pays rapporteur dans ses propres bureaux aient confirmé les résultats obtenus en 1978, le CE a estimé que ces résultats concernant un seul pays ne pouvaient être considérés comme représentatifs. Aussi a-t-il procédé à une nouvelle enquête dont les résultats, c'est-à-dire les avantages et inconvénients avancés pour chacun des procédés précités, ont montré qu'il n'était pas indiqué de proposer l'application de l'un ou l'autre à l'échelle mondiale. Le choix d'un procédé dépendant largement du niveau des échanges, le CE a considéré que le procédé d'inscription globale devrait être maintenu et qu'aucune modification des dispositions de l'Arrangement n'était nécessaire. Enfin, à la demande du CE, une description détaillée des procédés c) et d) a fait l'objet d'un document diffusé aux Administrations de l'Union par lettre-circulaire 3435(B 2)1483 du 17 juin 1983.

38. *Modification des principes de fixation des taxes supplémentaires (résolution C 15).* Par cette résolution, le Congrès de Rio de Janeiro a chargé le CE d'étudier cette question et de lui proposer un système homogène de règles simples et offrant plus de liberté aux Administrations. Les résultats d'une consultation entreprise dès 1980 ont fait ressortir que la majorité des Administrations:

- sont en faveur de la faculté leur permettant de fixer librement leurs taxes supplémentaires, avec des limites maximales toutefois dans le cas où ces taxes peuvent être reprises sur le pays d'origine pour les colis renvoyés ou sur le pays de nouvelle destination pour les colis réexpédiés;
- souhaitent le transfert dans l'Arrangement de l'article VI du Protocole final;
- sont satisfaites du système actuel de fixation des taxes supplémentaires qui prévoit des taxes minimales pour la plupart des prestations.

Compte tenu de ces résultats et afin de permettre à toutes les Administrations de couvrir leurs frais d'exploitation, le CE a considéré qu'il convenait de continuer à fixer dans l'Arrangement des taxes maximales qui n'auraient toutefois qu'une valeur indicative mais permettraient aux Administrations de fixer leurs propres taxes en fonction de leurs coûts d'exploitation. Pour ce faire le CE a décidé de prendre en considération la proposition 5307.2 soumise par les pays nordiques au Congrès de Rio de Janeiro mais qui avait été jugée irrecevable faute d'avoir été présentée dans les délais réglementaires. La proposition précitée vise en effet à donner aux Administrations la faculté de percevoir, à titre exceptionnel, des taxes supplémentaires dépassant les limites supérieures fixées dans l'Arrangement. Aussi le CE a-t-il approuvé les modifications apportées aux articles 9, 11 et 14 de l'Arrangement ainsi que le transfert, après adaptation, de l'article VI du Protocole final dans l'Arrangement même. Ces modifications font l'objet des propositions 5009.1, 5009.2, 5009.3, 5009.4, 5011.1, 5012.1, 5014.1, 5014.2, 5014.3, 5014.4, 5029.1, 5031.1, 5306.1 et 5306.2.

Autres questions traitées

Sur proposition de la France, le CE a fait une étude sur la situation du service international des colis postaux compte tenu de la diminution du trafic dans la plupart des pays. A la suite de plusieurs enquêtes menées auprès des Administrations, il a approuvé le rapport sur cette étude (CE 1984/C 7 – Doc 21) ainsi que les principales conclusions qu'il contient, à savoir:

- a) transmettre ultérieurement aux Administrations de l'Union un tableau comparatif des différentes procédures en vigueur dans les Pays-membres;
- b) inviter les Administrations qui n'ont pas répondu au questionnaire à le faire pour compléter le tableau précité;
- c) inviter également toutes les Administrations postales à faire connaître avec précision à leurs usagers la documentation nécessaire au dédouanement rapide des colis;
- d) mettre à la disposition des Administrations un système d'information – sous forme de plaquette – sur l'ensemble des actions à entreprendre à chaque stade de l'exécution du service des colis pour contribuer à son développement.

3.2.5 Services financiers postaux

39. *Abandon de l'expression «articles d'argent» et utilisation de celle de «services financiers postaux» au niveau de l'UPU.* Le Conseil exécutif a constaté que l'expression «articles d'argent» ne reflète plus les activités du service postal international en matière d'opérations financières et qu'elle n'est presque plus/pas utilisée sur le plan national, étant souvent remplacée par l'expression «services financiers». Par ailleurs, le Conseil consultatif des études postales utilise déjà l'expression «services financiers» pour désigner les études se rapportant aux questions couvertes par la définition du terme «articles d'argent». Conscient de la nécessité d'une harmonisation dans la terminologie du service postal international, notamment dans les travaux et publications de l'UPU, le Conseil exécutif a donc décidé, lors de sa session 1981: 1° de remplacer avec effet immédiat la dénomination de la «Commission 8 (Articles d'argent)» en «Commission 8 (Services financiers postaux)» du Conseil exécutif; 2° de substituer à l'expression «articles d'argent» celle de «services financiers postaux» dans la proposition qu'il présentera au Congrès de Hambourg comme base de désignation du nombre et des attributions des Commissions de ce dernier.

3.2.5.1 Mandats de poste

40. *Développement des services des articles d'argent dans le domaine postal, en particulier du service des mandats de poste internationaux (résolution C 12).* La résolution C 12 charge le Conseil exécutif «d'entreprendre... une étude visant à définir les moyens propres à introduire ou à développer les services des articles d'argent, en particulier le service des mandats de poste, dans tous les pays de l'Union». Une consultation préalable effectuée en 1980 a démontré que les raisons qui s'opposent à l'introduction des services des articles d'argent ou qui freinent leur développement sont, pour l'essentiel, étrangères à la poste et se rattachent souvent à des considérations de nature juridique, économique ou institutionnelle propres à chaque pays.

En vue d'approfondir la nature de ces obstacles, une autre consultation a été menée auprès des Administrations qui n'ont pas encore introduit le service des mandats de poste sur le plan national ou international. Les réponses fournies à cette consultation ont confirmé que les difficultés éprouvées sont souvent liées à des considérations d'ordre juridique et économique étrangères à la poste. Dans certains cas, les difficultés signalées proviennent du niveau général de développement postal.

En s'inspirant des préoccupations exprimées par les Administrations ayant répondu à cette consultation, un nouveau questionnaire a été adressé aux Administrations qui ont pu surmonter des difficultés similaires en vue de connaître les solutions trouvées à ces difficultés pour en faire profiter les Administrations du premier groupe et identifier les actions à entreprendre. Sur la base des résultats obtenus, le Conseil exécutif, lors de sa session 1983, a préconisé les actions ci-après:

a) Proposer au Congrès de Hambourg:

- d'inviter les Administrations à prendre diverses mesures susceptibles de promouvoir le service des mandats de poste internationaux (proposition 6000.1);
- de charger le Conseil exécutif de procéder, conjointement avec le Bureau international, à une révision quant au fond de tous les Arrangements concernant les services financiers postaux (proposition 6000.2).

b) Charger le Bureau international:

- de faire le plus large usage possible, dans le cadre de la coopération technique, des facilités offertes par les écoles postales multinationales, ainsi que par les Administrations postales qui sont disposées à accueillir des stagiaires venant d'autres pays, pour des cours de formation initiale ou des stages de perfectionnement en matière de mandats-poste (décision CE 15/1983);
- de diffuser aux Administrations les résultats de la consultation précitée en priant celles parmi elles qui ne sont pas encore signataires de l'Arrangement concernant les mandats d'envisager dès maintenant de le signer au Congrès de Hambourg (décision CE 5/1983). A cet effet, le Bureau international a diffusé les lettres-circulaires 3450.4(C)1400 du 3 juin 1983 et 3450.4(C)1920 du 23 septembre 1983.

41. *Télégrammes-mandats et télégrammes-virements (vœu C 21).* Par ce vœu, l'UPU vise à mettre au clair les modalités d'application du principe convenu avec l'UIT pour la répétition d'office du nom du destinataire (bénéficiaire) d'un télégramme-mandat/télégramme-virement, principe selon lequel ce nom est transformé en groupe mixte de chiffres, de signes et de lettres. A cet effet, la Commission d'études 1 du CCITT, à sa

réunion de mai 1981, a accepté un texte destiné à compléter l'annotation 4 à l'article 130 (Actes annotés de Rio de Janeiro, 4^e fascicule), en modifiant, par la même occasion, ses propres dispositions (Avis F.1 du CCITT) (voir la circulaire 184/1981).

Par ailleurs, au cours de sa réunion de janvier/février 1982, cette même Commission a relevé une discordance entre le texte de l'Avis F.1 et les dispositions de l'UPU en ce qui concerne les indications de service dans la partie «Adresse» des mandats, et demandé à l'UPU d'aligner ses dispositions sur celles du CCITT. Lors de sa session 1983, le Conseil exécutif a approuvé cette suggestion qui se concrétise par les propositions 6530.1, 6543.1 et 7518.1.

D'autre part, le Conseil exécutif 1984 a été saisi d'une proposition du CCITT visant à regrouper les indications de service télégraphiques (mandat et virement) en une seule indication pouvant couvrir toutes les opérations postales financières. Le Conseil exécutif a décidé de charger le Bureau international de consulter d'urgence les Administrations postales sur la possibilité d'utiliser l'indication «FINPOST», proposée par une Administration, ou toute autre indication, et de communiquer les résultats au Secrétariat du CCITT, soit directement, soit par l'intermédiaire de la Commission des services financiers postaux du Congrès.

3.2.5.2 Chèques postaux

42. *Dépôt des caractéristiques techniques des formules de postchèques et de la carte de garantie postchèque auprès du Bureau international (décision CE 5/1981).* Les articles 149, paragraphe 2, et 150 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant le service des chèques postaux, introduits au Congrès de Rio de Janeiro, prévoient que les caractéristiques techniques des formules de postchèques et de la carte de garantie postchèque «sont déposées au Bureau international» sans donner des précisions quant aux modalités d'application.

Saisi de ce problème par le Bureau international, le Conseil exécutif, lors de sa session 1981, a décidé d'adopter, à titre provisoire, les caractéristiques techniques des formules de postchèques et de la carte de garantie postchèque, telles qu'elles sont utilisées par certaines Administrations européennes, en vue de leur dépôt au Bureau international au sens des articles précités. Cette décision (CE 5/1981) a été rappelée aux Administrations par circulaire 5/1983 qui invite les Administrations désirant participer à l'émission des postchèques et de la carte de garantie postchèque à s'adresser au Bureau international en vue de se procurer les caractéristiques techniques dont il est question. A sa session 1983, le Conseil exécutif, constatant qu'aucune objection n'avait été soulevée au sujet de ces caractéristiques techniques, a décidé de recommander au Congrès de Hamburg de faire sienne la décision CE 5/1981 en adoptant à son tour une décision analogue (voir la proposition 7500.1).

3.2.5.3 Epargne

43. *Coopération entre l'Union postale universelle et l'Institut international des caisses d'épargne (IICE) (résolution C 19).* Faisant suite à la résolution C 19, le Bureau international et la Direction générale de l'IICE ont mis au point un projet de protocole d'accord qui permet entre autres à l'UPU et à l'IICE l'échange d'informations, la participation réciproque aux réunions des organes appropriés de chacune des deux organisations et la collaboration à la conception et à l'exécution des projets, notamment dans le domaine de la coopération technique. Ce protocole d'accord, adopté par le CE 1980, a été signé le 15 décembre 1980 à Berne par M. M. I. Sobhi, Directeur général du Bureau international de l'UPU, et M. J. M. Pesant, Directeur général de l'IICE (résolution CE 5/1980).

Dans le cadre de ce protocole, l'IICE a été invité à collaborer à l'étude 517 du CCEP (Promotion de la caisse d'épargne dans les pays en développement) et au colloque organisé à ce sujet lors de la session 1983 du CCEP. L'UPU a assisté à la 22^e Assemblée générale de l'IICE (juin 1983).

3.3 **Organes de l'UPU**

3.3.1 **Congrès**

3.3.1.1 **Etude relative à l'organisation, au fonctionnement et aux méthodes de travail du Congrès**

44. Suggérée en 1980 par les Administrations membres du Conseil exécutif de l'Union postale de l'Asie et de l'Océanie (actuelle Union postale de l'Asie et du Pacifique [APPU]), cette étude dont les résultats font l'objet du Congrès – Doc 6 se compose de deux parties principales, à savoir:

- 1° les améliorations qui peuvent être apportées pour le prochain Congrès sans modifier le cadre général de l'organisation de celui-ci (décisions CE 6/1981, CE 23/1982, CE 6/1983 et résolution CE 1/1982);
- 2° les mesures plus radicales ou entraînant des modifications de la réglementation actuelle (propositions 1502.5, 1519.1, 1519.3, 1519.4, 1702.1, 1703.1, 1705.1, 1706.1, 1707.1, 1709.1, 1715.1, 1716.1, 1716.2, 1716.3, 1717.1, 1718.1, 1720.1 et 1724.1).

Par ailleurs, le Conseil a adopté un projet de résolution (proposition 08) chargeant le CE qui sera élu au Congrès de Hamburg d'étudier la possibilité de raccourcir d'une semaine au moins la durée du Congrès sur la base des expériences qui seront faites lors du prochain Congrès.

3.3.1.2 **Règlement intérieur**

45. *Quorum exigé au Congrès.* Ce problème a été examiné sous trois aspects. Premièrement, eu égard à la résolution C 3, le CE a élaboré pour le Congrès la proposition 1721.1 visant à introduire à l'article 21 du Règlement intérieur des Congrès l'exigence d'un quorum particulier (deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union) pour la modification de la Constitution.

Le deuxième aspect, qui avait une portée plus large, portait sur la procédure à suivre lorsque les quorums exigés aux articles 19 et 21 ne sont pas réunis et sur les conséquences à tirer de la non-obtention répétée des quorums. Le CE a été d'avis qu'il convenait de laisser au Congrès le soin de décider des mesures à prendre en de telles circonstances sur la base de l'article 18 du Règlement intérieur des Congrès.

La question s'est posée finalement de savoir, au vu de la pratique de l'ONU et des autres institutions spécialisées, s'il ne fallait pas abaisser le quorum pour l'ouverture des séances afin de pallier certaines difficultés rencontrées lors des précédents Congrès. A ce sujet également, le CE s'est prononcé pour le maintien des exigences actuelles.

3.3.2 **Conseil exécutif (CE)**

3.3.2.1 **Règlement intérieur**

46. Le Conseil exécutif a adopté certaines modifications à son Règlement intérieur pour tenir compte des décisions prises par le Congrès. Il a en outre approuvé, en 1981, une proposition de modification qui tendait à faire de l'ensemble des Pays-membres du CE des membres de droit de toutes les Commissions.

3.3.2.2 Etude concernant l'organisation, le fonctionnement, les méthodes de travail du Conseil exécutif et la délimitation des compétences entre le CE et le CCEP

47. A la suite des initiatives prises en 1977 par le Comité directeur du CCEP qui s'était penché de manière approfondie sur le fonctionnement et la structure du CCEP, le CE avait estimé à son tour qu'il convenait de faire également le point sur ses propres perspectives d'avenir au moyen d'une étude dont le cadre a été défini par la résolution C 44 du Congrès de Rio de Janeiro. A l'issue de cette étude, dont les résultats font l'objet du Congrès – Doc 7, le Conseil exécutif soumet au Congrès la proposition 1725.91 visant à entériner dans le Règlement intérieur des Congrès la procédure et la clé de répartition des études entre le CE et le CCEP définie par la résolution C 4 du Congrès de Rio de Janeiro et lui recommande d'adopter un certain nombre de modifications de l'article 102, paragraphe 6, du Règlement général, aux fins de préciser les compétences du CE ou de combler les lacunes actuelles (proposition 1502.6).

3.3.3 Conseil consultatif des études postales (CCEP)

3.3.3.1 Règlement intérieur

48. Le CCEP a procédé à un certain nombre de réaménagements de son Règlement intérieur pour tenir compte des situations nouvelles créées par les modifications apportées aux Actes de l'Union.

3.3.3.2 Organisation et fonctionnement du CCEP

49. Le Conseil consultatif a examiné un document de réflexion (CCEP 1983 – Doc 9) élaboré par le Bureau international concernant l'organisation du travail et le fonctionnement du CCEP après le Congrès de Hambourg. Ce document, qui avait été soumis à l'appréciation du Comité directeur en mai puis en octobre 1983, avait pour objet:

- de permettre aux membres du Conseil, à partir des opinions exprimées dans la revue «Union Postale» à l'occasion du 25^e anniversaire du CCEP (1982), de procéder à un échange de vues dans le but de dégager quelques orientations susceptibles d'inspirer l'action future du CCEP;
- et d'examiner les ajustements pouvant être apportés à la marche des travaux relatifs aux études du CCEP à la lumière de l'expérience des dernières années.

L'échange de vues instauré a notamment été l'occasion pour les membres du Conseil de procéder à une évaluation approfondie de l'impact des travaux effectués par le CCEP sur le fonctionnement et le développement des services postaux des Pays-membres de l'Union et sur l'intérêt pour les Administrations postales des études qui sont faites.

La grande majorité des membres du Conseil consultatif ont manifesté leur satisfaction à cet égard, en fournissant de nombreux exemples de l'usage fait des rapports du CCEP, même si l'on admet que toutes les études ne présentent pas une importance capitale pour la plupart des Administrations.

Compte tenu des avis exprimés, le CCEP a décidé de mettre au point un nouveau système d'information visant à améliorer la connaissance des travaux effectués par les fonctionnaires des Administrations postales, étant entendu qu'il appartient aux Administrations elles-mêmes de prendre les mesures appropriées dans ce sens.

Le Conseil a par ailleurs retenu diverses idées formulées, qui seront communiquées au prochain CCEP, dans le but d'accroître l'efficacité de l'organe.

En outre, le CCEP était invité à s'exprimer sur l'étude effectuée par le Bureau international (CCEP 1983 – Doc 9/Annexe 1), à la demande du Comité directeur, au sujet des conditions générales de la tenue des sessions du CCEP en dehors de Berne.

D'une part, cette étude a fait ressortir le montant approximatif des frais relatifs à la tenue des sessions hors de Berne, d'autre part, elle a évoqué la possibilité pour le CCEP de soumettre au Congrès une proposition tendant à faire supporter ces frais par le budget de l'Union.

Après un échange de vues, le Président a constaté qu'il ressortait des différentes interventions que:

- le principe de la tenue des sessions du CCEP hors du siège est maintenu; toutefois, dans de tels cas, les coûts supplémentaires seront normalement supportés par le pays hôte;
- le Congrès de Hamburg ne sera saisi d'aucune proposition;
- le Bureau international complétera l'étude effectuée par l'indication des coûts de réunions pouvant se tenir ailleurs qu'en Europe; cette étude sera transmise au prochain CCEP de façon que les membres disposent des éléments d'appréciation nécessaires pour toute action ou initiative éventuelle.

3.3.3.3 **Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP**

50. (Ce rapport fait l'objet du Congrès – Doc 2.)

3.3.4 **Congrès extraordinaires, Conférences administratives et Commissions spéciales**

51. Les articles 15, 16 et 19 de la Constitution relatifs aux Congrès extraordinaires, Conférences administratives et Commissions spéciales étant tombés en désuétude depuis de nombreuses années, une étude a été faite, conformément à la résolution C 18, sur l'opportunité de les maintenir ou de les supprimer. Après un examen de l'objet et de la raison d'être des organes précités, le CE conclut à l'opportunité de maintenir la disposition relative aux Congrès extraordinaires.

En ce qui concerne en revanche les Conférences administratives et les Commissions spéciales, leur examen a été surtout effectué dans le cadre de l'étude relative à l'organisation, au fonctionnement et aux méthodes de travail du Congrès. Finalement, l'introduction des Conférences administratives pour l'examen des questions techniques, comme cela se fait à l'UIT, n'a pas été jugée souhaitable pour l'UPU, pour divers motifs techniques, juridiques et pratiques. En outre, l'idée de réintroduire les Commissions spéciales – qui ont perdu leur raison d'être depuis la création du CE et du CCEP – pour l'examen préalable des propositions destinées au Congrès n'a pas été retenue, compte tenu des expériences peu positives acquises avec les Commissions préparatoires d'avant les Congrès de Londres 1929 et du Caire 1934. C'est pourquoi, bien qu'il s'agisse de modifier un Acte aussi fondamental que la Constitution, le Conseil recommande la suppression des dispositions relatives aux Conférences administratives et aux Commissions spéciales (propositions 1013.1, 1016.1, 1019.1, 1501.1 et 1506.1).

3.3.5 **Bureau international**

3.3.5.1 **Personnel**

52. *Création de nouveaux postes et évolution du cadre du personnel.* Comme cela ressort du tableau ci-après, le CE a accordé 6 postes de la catégorie des services généraux (G) et 2 postes de la catégorie professionnelle (P) pendant la période quinquennale allant du 1^{er} janvier 1980 au 31 décembre 1984. Ainsi,

le total des postes du cadre du personnel, qui était resté inchangé depuis le 1^{er} janvier 1977 (130 postes), a été augmenté de 8 postes durant une période de huit ans. De ces 8 postes, la moitié était due à l'évolution du régime linguistique à l'UPU et à la résolution C 106 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 selon laquelle la documentation de l'Union doit être fournie aussi en allemand, chinois, portugais et russe. La création de 4 autres postes était motivée par l'augmentation constante des tâches du Bureau international, notamment dans les domaines de la coopération technique, des finances, du service des timbres-poste ainsi que de la poste aux lettres et des colis postaux. Il en résulte que 4 postes seulement (2 P et 2 G) ont été créés pendant une période de huit ans pour les propres travaux du Bureau international.

53. *Création de nouveaux postes et évolution du cadre du personnel* pendant la période quinquennale allant du 1^{er} janvier 1980 au 31 décembre 1984:

Date	Postes G	Postes P	Décision CE	Observations	Cadre du personnel				
					Fonct. élus	HC	P	G	Total
(1.1.78/ 1.1.79)	—	—	(9/1978)	(pour information)	(2)	(16)	(37)	(75)	(130)
1.7.80	+ 4	—	7/1980	1 G pour la dactylographie arabe (Section E/Administration) 1 G pour la dactylographie espagnole (Section E) 1 G pour la Division III (Coopération technique et études postales) 1/2 G pour la Section L (Finances) 1/2 G pour le service des timbres-poste (Section B 2)					
1.1.81	+ 1	—	idem	1 G pour la coordination de la repro- duction des documents et publica- tions et pour aider l'agent de liaison avec les services de traductions (Section E)	2	16	37	80	135
1.7.82	— 1	+ 1	7/1982	Transformation d'un poste G 7 en un poste P 2/P 3 (Section E)	2	16	38	79	135
1.1.83	+ 2	+ 1	10/1983	1 P pour la Section B 2 (Courrier de surface) 1 G pour la Section A (Questions juridiques et constitutionnelles) 1 G pour la dactylographie arabe (Section E)	2	16	39	81	138
Total (1.1.80– 31.12.84)	+ 6	+ 2	—	Cadre du personnel au 31.12.1984	2	16	39	81	138

54. *Changements dans l'état du haut personnel.* Le Conseil exécutif a décidé de maintenir en activité M. Mohamed AKBAR, Sous-Directeur général (D 2), jusqu'au 30 juin 1981, soit six mois au-delà de la date réglementaire de sa retraite (décision CE 8/1980).

Afin de pourvoir le poste devenu vacant à la suite du départ de M. Akbar, le CE a promu au grade de Sous-Directeur général, avec effet au 1^{er} juillet 1981, M. El Mostafa GHARBI, Conseiller supérieur (D 1) (décision CE 11/1981).

Le 31 août 1981, M. Thomas SCOTT, Vice-Directeur général, a présenté sa démission avec effet au 1^{er} mars 1982, pour des raisons de santé impérieuses. Etant donné qu'il s'agissait en l'occurrence d'une question urgente survenue entre deux sessions du CE, le Président de cet organe a accepté cette démission «ad referendum au CE». Le Conseil exécutif a confirmé formellement l'acceptation par son Président de la démission du Vice-Directeur général (décision CE 8/1982). A cette occasion, le CE a rendu hommage à M. Scott et à ses mérites exceptionnels.

De plus, le CE a amendé la résolution CE 1/1977 révisée (Conditions de service du Directeur général et du Vice-Directeur général) pour y combler une lacune en ce qui concerne la démission d'un fonctionnaire élu (décision CE 9/1982).

En raison de la démission de M. Scott et aux fins d'assurer la continuité des travaux au Bureau international pendant la vacance du poste de Vice-Directeur général, le CE a chargé, le 13 mai 1982, M. Félix CICÉRON, Sous-Directeur général, d'assumer jusqu'au prochain Congrès les fonctions de Vice-Directeur général (décision CE 12/1982).

Ensuite, le Directeur général, après en avoir informé le CE, a chargé M. Sven BÄCKSTRÖM, le Conseiller supérieur (D 1) le plus ancien dans le grade, de s'acquitter à titre temporaire, jusqu'au prochain Congrès, de certaines attributions d'un Sous-Directeur général, afin de mieux répartir les tâches de la Direction qui comprend cinq membres.

3.3.5.1.1 Réglementation concernant le personnel

55. *Sécurité sociale des fonctionnaires élus (Directeur général et Vice-Directeur général).* Le Congrès de Rio de Janeiro a pris, avec effet immédiat, des mesures pour garantir aux fonctionnaires élus qui n'auraient pas accompli cinq ans de service au Bureau international au début de leur mandat, une pension de retraite minimale (résolution C 52). En outre, il a chargé le Conseil exécutif de poursuivre, sur un plan général, l'étude des problèmes qui se posent pour la sécurité sociale des fonctionnaires élus en raison de la limitation de la durée de leur mandat (résolution C 56). Or, en 1982, la résolution C 52 précitée a été appliquée une première fois à l'occasion de la démission du Vice-Directeur général, motivée par des raisons de santé. Cela étant et considérant que la mise en pratique du nouveau système venait de commencer, le Conseil de fondation de la Caisse de prévoyance de l'UPU a considéré qu'il était plus approprié d'attendre un certain temps, d'observer les résultats de l'application de ce système et, si cela était toujours considéré comme nécessaire, d'entreprendre alors une nouvelle étude. Sur recommandation du Conseil de fondation, le CE a donc renvoyé l'examen de cette question.

56. *Modifications du Statut et du Règlement du personnel du Bureau international.* Le Conseil exécutif a approuvé plusieurs modifications du Statut du personnel pour le mettre en harmonie avec les décisions du Congrès de Rio de Janeiro 1979 visant à renforcer la compétence du CE pour les nominations et promotions au grade D 2 (Sous-Directeur général) et à élargir la compétence du Directeur général pour les nominations et promotions dans les grades P 5 (Conseiller) et D 1 (Conseiller supérieur) (décisions CE 6/1980 et CE 12/1983). Il a approuvé également une modification dudit Statut ayant pour but de redéfinir le mode d'ajustement de la rémunération soumise à retenue pour pension des fonctionnaires des catégories professionnelle et au-dessus, compte tenu du système d'ajustement appliqué à l'ONU (résolution CE 2/1982), de même qu'une nouvelle définition du «recrutement sur le plan local» des fonctionnaires de la catégorie des services généraux (décision CE 8/1984).

En outre, le CE a pris acte des diverses modifications que le Directeur général, dans le cadre de ses compétences, a apportées au Statut et au Règlement du personnel, à la suite des changements intervenus dans le système commun des Nations Unies.

57. *Rémunération du personnel.* La rémunération des fonctionnaires de l'UPU a été ajustée à plusieurs occasions selon les décisions prises par les organes compétents des Nations Unies et en application du principe de la parité des conditions de service du personnel du Bureau international avec celles de l'Office des Nations Unies à Genève.

En ce qui concerne les traitements du Directeur général et du Vice-Directeur général, qui sont alignés sur ceux du Secrétaire général et du Vice-Secrétaire général de l'UIT, le CE les a ajustés, avec effet au 1^{er} janvier 1983, conformément à une résolution prise à ce sujet par la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Nairobi 1982). La résolution CE 1/1977 révisée, concernant les conditions de service des fonctionnaires élus, a été modifiée en conséquence (décision 11/1983).

S'agissant de la rémunération d'un Sous-Directeur général qui est chargé, selon l'article 108, paragraphe 5, du Règlement général de l'UPU, d'assumer jusqu'au prochain Congrès les fonctions de Vice-Directeur général *ad interim*, le CE a décidé qu'une indemnité spéciale de fonctions au sens de l'article 3.7 du Statut du personnel ainsi que l'indemnité pour frais de représentation selon le chiffre 3 de la résolution CE 1/1977 précitée lui soient versées.

58. *Echelons d'ancienneté pour certains fonctionnaires méritants ayant atteint le plafond de leur grade.* Le Conseil exécutif a autorisé le Directeur général à appliquer à titre provisoire, à partir du 1^{er} juillet 1982, un système d'échelons d'ancienneté pour certains fonctionnaires méritants ayant atteint le plafond de leur grade et qui remplissent les autres conditions voulues (décision CE 6/1982).

59. *Problèmes liés au passage éventuel de la catégorie des services généraux (G) à la catégorie professionnelle (P).* Cette question a fait l'objet d'une étude du Bureau international dont il ressort que l'ONU et d'autres organisations internationales admettent le passage de la catégorie G à la catégorie P à certaines conditions, bien que les promotions de ce genre soient assez rares dans la pratique. Cela étant, le CE a autorisé le Directeur général à accorder l'une ou l'autre promotion de la catégorie G à la catégorie P à titre exceptionnel et dans les limites les plus strictes, compte tenu des besoins de l'UPU, du principe de la répartition géographique équitable et de la pratique d'autres organisations internationales (décision CE 9/1983).

3.3.5.2 Caisse de prévoyance de l'UPU

60. Indépendamment du rapport de gestion de la Caisse de prévoyance annexé au rapport sur les activités de l'Union, le Conseil de fondation a présenté chaque année au Conseil exécutif un rapport portant principalement sur les questions suivantes:

a) Amendements des Statuts de la Caisse de prévoyance

Le Conseil exécutif a approuvé quelques amendements apportés par le Conseil de fondation aux Statuts de la Caisse de prévoyance (décision CE 31/1980 et résolutions CE 2/1982 et CE 2/1983). Certains amendements reflètent la pratique suivie par la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et cela en ce qui concerne le coefficient de réduction applicable à la pension de retraite différée ainsi que l'augmentation de 32 à 35 ans de la durée maximale de la période d'affiliation ouvrant droit à pension. Par ailleurs, dans le cadre des mesures visant à supprimer des Actes de l'UPU les dispositions résiduelles mentionnant l'Autorité de surveillance du Bureau international (décision CE 1/1981), la compétence qu'exerçait encore cette dernière quant à la gestion et la remise des fonds d'assurance aux membres du Fonds de pensions a été transférée au Conseil de fondation à partir du 1^{er} juillet 1982. Enfin, à la lumière des deux évaluations actuarielles qui ont été effectuées au cours de la dernière période quinquennale, le Conseil de fondation a amendé les Statuts aux fins, d'une part, de préciser le mode de ces évaluations et, d'autre part, de porter de 3,5 à 4% le taux d'intérêt annuel utilisé pour l'application des Statuts (voir également à ce sujet la lettre c) ci-après).

b) Application de la résolution C 52 du Congrès de Rio de Janeiro concernant les pensions de retraite des fonctionnaires élus

Le Conseil exécutif a pris acte en mai 1982 des mesures prises par le Conseil de fondation quant à l'application concrète de la résolution C 52 relative aux pensions de retraite des fonctionnaires élus. Etant entendu que la différence entre le montant de la pension effectivement versée aux intéressés et celui de la pension à laquelle ils auront droit en vertu des Statuts de la Caisse de prévoyance est à la charge du budget de l'Union, la Caisse de prévoyance intervient en qualité d'intermédiaire aux seules fins de faciliter et d'uniformiser les aspects comptables, réglementaires et pratiques inhérents au versement desdites pensions.

c) Situation actuarielle

Les Statuts stipulant qu'une évaluation actuarielle doit être effectuée au moins tous les trois ans, le bilan technique de la Caisse de prévoyance a été dressé au 31 décembre 1979, puis au 31 décembre 1982. Au vu de la première de ces expertises, le Conseil de fondation a décidé d'effectuer dorénavant les évaluations actuarielles selon le système dit en «caisse ouverte» lequel inclut les participants futurs dans les calculs et postule la condition de pérennité selon laquelle l'effectif des cotisants et la masse salariale de ceux-ci ne diminueront pas à l'avenir.

Lors de la plus récente expertise (fin 1982), le Conseil a examiné une gamme d'évaluations fondées sur différentes hypothèses et bases techniques et a étudié l'évolution présumée de la Caisse au cours des quinze prochaines années. Il a été décidé de retenir l'évaluation basée sur la table de mortalité CFA (1980) et de porter le taux d'intérêt technique à 4,5% par an.

Le Conseil exécutif a considéré que, compte tenu de ces hypothèses, la situation actuarielle de la Caisse de prévoyance est équilibrée dans son ensemble et qu'il n'y a de ce fait pas lieu de recourir aux garanties octroyées par l'Union (décisions CE 31/1980 et CE 13/1983).

3.3.5.3 Documents et publications

61. *Liste des adresses, des chefs et des fonctionnaires supérieurs des Administrations postales et des Unions restreintes.* Conformément au vœu C 49 du Congrès de Rio de Janeiro, le Bureau international a invité les Administrations postales à lui communiquer les numéros de téléphone et de télex ainsi que les heures (en heure GMT) et les jours de travail des fonctionnaires qui figurent dans la publication en question. La plupart des Administrations ont donné suite à cette demande. Des rappels sont adressés périodiquement à celles qui n'ont pas fourni ces renseignements.

62. *Tenue à jour des publications de l'UPU.* Donnant suite à la résolution C 50 du Congrès de Rio de Janeiro, le Conseil exécutif a chargé le Bureau international de prier, à intervalles réguliers (soit une fois par année), les Administrations postales de vérifier si les renseignements qui les concernent figurant dans les diverses publications de l'UPU sont à jour et, dans la négative, de les mettre à jour dans les meilleurs délais (décision CE 20/1981). Il a par ailleurs entrepris une étude visant à déterminer l'utilité des publications énumérées aux articles 111 et 219 du Règlement d'exécution de la Convention, ainsi qu'à les simplifier et les améliorer.

Au vu des résultats de l'enquête menée auprès des Administrations postales membres du CE et du CCEP et des auteurs de la proposition 0030 qui était à l'origine de la résolution C 50, le Conseil exécutif est arrivé à la conclusion que la plupart des publications devraient être maintenues sans modifications majeures et a chargé le Bureau international de procéder à leur amélioration et simplification en tenant compte, dans la mesure du possible, des suggestions présentées par les Administrations postales lors de l'enquête.

Il a en outre demandé au Bureau international de rationaliser le contenu et la présentation de la Liste des objets interdits, du Recueil des taxes intérieures et du Recueil de renseignements sur les services intérieurs des Administrations postales.

Quant au Catalogue de l'UPU, le Conseil exécutif a été d'avis qu'il devrait être remplacé par les trois brochures ci-après qui seraient rééditées à intervalles convenables:

- Catalogue de la bibliothèque du Bureau international;
- Catalogue de la périodicothèque du Bureau international;
- Catalogue de la cinémathèque du Bureau international.

Le Conseil exécutif a enfin pensé qu'il était indiqué d'ajouter aux publications énumérées dans le Règlement d'exécution de la Convention les deux publications ci-après qui n'y figuraient pas mais que le Bureau international publie déjà en vertu de décisions du Congrès de Buenos Aires 1939 et de Paris 1947 (proposition 2511.2). De son côté, le Conseil consultatif des études postales a proposé que soit ajouté à ces publications le Fichier de l'équipement postal (proposition 2511.3).

63. *Revue «Union Postale».* Des mesures ont été prises par le Bureau international visant à améliorer la présentation et le contenu de la revue (création d'un comité de rédaction, publication d'éditoriaux, sélection plus soignée des articles à publier, augmentation du nombre des illustrations, introduction de nouvelles rubriques, jugées plus intéressantes, et suppression d'autres, moins attrayantes, etc.). La page couverture a été complètement modifiée en 1983 (Année mondiale des communications) et deux numéros spéciaux ont été publiés, l'un consacré au XVIII^e Congrès (n° 3/1980), et l'autre au 25^e anniversaire du CCEP (n° 4/1982).

Le Conseil exécutif a par ailleurs examiné la situation financière de la revue et, malgré l'augmentation du coût dû à l'inflation, il a décidé de maintenir inchangé le prix des abonnements et de laisser le soin au Directeur général du Bureau international de proposer les mesures que celui-ci jugerait utiles lorsque le montant des dépenses annuelles nettes de la revue atteindra 280 000 francs suisses (décision CE 19/1981).

3.3.5.4 Cinémathèque

64. Créée en 1948, la cinémathèque comprend actuellement environ 470 titres (430 en 1978) de films postaux dont la quasi-totalité a été fournie gratuitement par les Administrations postales des Pays-membres de l'Union. Le catalogue des films est réédité à intervalles convenables et distribué aux Administrations postales qui ont la possibilité d'emprunter ces films gratuitement. Le nombre de copies ainsi empruntées s'est élevé à 650 environ en 1983 (600 en 1978).

3.3.5.5 Services de traduction

65. *Introduction des langues allemande, chinoise, portugaise et russe pour la fourniture des documents (résolution C 106).* En exécution de la résolution C 106, les crédits accordés ont été inscrits au budget de l'Union à partir de 1981. Dans la limite de ces crédits et compte tenu des dispositions des paragraphes 1 et 6 de l'article 107 du Règlement général, le Bureau international a payé annuellement des contributions aux frais de reproduction dans les quatre langues considérées des documents de base de l'UPU les plus importants. En 1981, le groupe linguistique portugais a installé un service de traduction restreint auprès du Bureau international. L'introduction des quatre langues ayant augmenté la charge de travail administratif du Bureau international, un poste G a été créé au 1^{er} janvier 1981 pour permettre d'y faire face.

3.4 Finances

3.4.1 Règlement financier

66. Suite à l'adoption du nouveau système de financement de l'Union appliqué à partir du 1^{er} janvier 1981, le Règlement financier de l'UPU a dû être adapté aux décisions prises par le Congrès de Rio de Janeiro. Cette revision a été effectuée en plusieurs étapes depuis 1980 à la lumière des expériences faites (décisions CE 10/1980, CE 12/1981 et CE 13/1982), puis le nouveau Règlement financier de l'UPU a été arrêté de façon définitive en mai 1983 (décision CE 14/1983). Une dernière retouche a été apportée en mars 1984 aux fins de créer un «compte de provision» visant à mieux faire ressortir au bilan de l'Union la partie du Fonds de réserve immobilisée sous forme de créances difficiles à recouvrer (décision CE 10/1984).

3.4.2 Budget

67. *Ajustement du budget 1980.* L'exercice 1980 étant encore régi par les dispositions du Règlement général de Lausanne 1974, le Conseil exécutif a procédé à un ajustement du budget pour 1980 arrêté par son prédécesseur à 16 118 400 francs suisses (résolution CE 7/1979) et il l'a porté à 16 294 400 francs suisses (résolution CE 1/1980). Etant donné que l'article 122, paragraphe 1, du Règlement général (Lausanne 1974) fixe le plafond à 14 833 900 francs suisses et que le dépassement visé au paragraphe 3 du même article se chiffrait alors à 2 083 430 francs suisses, la marge par rapport au plafond autorisé par le Congrès de Lausanne s'élevait à 672 930 francs.

68. *Fixation du budget et de l'unité contributive.* Conformément à l'article 102, paragraphe 6, lettre j), chiffre 2°, du Règlement général de l'UPU, le Conseil exécutif a examiné et approuvé à chacune de ses sessions le budget de l'Union pour l'année suivante.

Dans le nouveau régime financier, conformément à l'article 124, paragraphe 8, du Règlement général, les parts contributives des Pays-membres sont fixées sur la base du budget arrêté par le Conseil exécutif. C'est ainsi que le Conseil a également arrêté chaque année l'unité de contribution qu'il a pu maintenir au même niveau de 1982 à 1984 et cela en dépit des frais supplémentaires inhérents au Congrès de Hambourg. A cet effet, le Conseil a eu recours au Fonds de réserve visé à l'article 124, paragraphe 9, du Règlement général.

Les budgets annuels de l'Union et les unités de contribution pour les années 1981 à 1985 ont été arrêtés aux montants suivants (en francs suisses):

	1981	1982	1983	1984	1985
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>1. Budget</i>					
a) Dépenses récurrentes nettes	17 204 250	18 152 500	19 031 500	19 685 900	21 012 000
b) Dépenses afférentes au Congrès	—	—	—	1 856 600	—
<i>2. Plafond des dépenses</i>					
a) Limites des dépenses récurrentes annuelles					
– Sommes fixées à l'article 124, § 1, du Règlement général	17 166 500	17 586 300	17 848 600	18 187 800	18 556 400
– Dépassement visé à l'article 124, § 3, du Règlement général	430 126	851 632	1 330 729	2 197 761	3 003 330
– Dépassement visé à l'article 124, § 4, du Règlement général	210 928	397 518	690 788	952 014	1 056 260
Plafond total des dépenses récurrentes	17 807 554	18 835 450	19 870 117	21 337 575	22 615 990
b) Limite des dépenses afférentes au Congrès					
– Somme fixée à l'article 124, § 2, du Règlement général	—	—	—	1 750 000	—
– Dépassement visé à l'article 124, § 3, du Règlement général	—	—	—	106 600	—
Plafond total des dépenses afférentes au Congrès	—	—	—	1 856 600	—
<i>3. Marge par rapport au plafond</i>					
– des dépenses annuelles nettes [2 a) – 1 a)]	603 304	682 950	838 617	1 651 675	1 603 990
– des dépenses du Congrès [2 b) – 1 b)]	—	—	—	0	—
<i>4. Fonds de réserve</i>					
Approvisionnement/retrait du Fonds de réserve	400 000	380 000	–429 000	–2 905 000	–990 000
<i>5. Parts contributives</i>					
– Montant total [1 a) + 1 b) + 4]	17 604 250	18 532 500	18 602 500	18 637 500	20 022 000
– Unité de contribution	16 750	17 500	17 500	17 500	18 800
– Numéro de la résolution	CE 2/1980	CE 2/1981	CE 4/1982	CE 3/1983	CE 1/1984

69. *Présentation du budget.* Lorsque le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la résolution C 44 (Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du CE et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP), il avait été convenu d'étudier «la possibilité d'introduire un système de planification à moyen terme/budget-programme en remplacement de la présentation actuelle du budget». Après avoir abordé cette étude, la Commission 3 (Affaires générales) a été d'avis que cette affaire devrait être tout d'abord discutée dans le cadre de la Commission 2 (Finances). Cette dernière a relevé que l'introduction d'un budget-programme ne constitue pas un but en soi, mais est conditionnée par l'établissement d'une programmation à moyen terme, laquelle requiert une volonté assez profonde du Congrès de changer la conception qu'il se fait actuellement de la conduite des activités de l'Union. Constatant qu'après avoir été débattue à plusieurs reprises au sein de l'UPU depuis 1976 déjà, cette idée n'a suscité qu'assez peu d'intérêt, le Conseil exécutif en a conclu que l'introduction à l'UPU d'un système de planification à moyen terme/budget-programme ne semble pas répondre aux exigences des organes de l'Union (décision CE 11/1984).

3.4.3 Comptes

70. *Exécution des budgets.* A chaque session, le Conseil exécutif a examiné et approuvé les comptes de l'Union ainsi que le rapport de vérification y relatif établi par le vérificateur extérieur des comptes de l'UPU

et soumis au Conseil exécutif conformément à l'article 37 du Règlement financier. Le Président du Conseil exécutif a adressé chaque année une lettre au Gouvernement de la Confédération suisse pour le remercier du soin avec lequel cette vérification a été effectuée.

Le rapport de gestion financière fait partie du Rapport annuel sur les activités de l'Union et est ainsi porté à la connaissance de tous les Pays-membres de l'Union.

L'exécution des budgets pour la période de 1979 à 1983 se présente de la façon suivante:

	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
1. Budget approuvé:					
– Dépenses récurrentes nettes	15 245 000,00	16 294 400,00	17 204 250,00	18 152 500,00	19 031 500,00
– Dépenses du Congrès	2 135 200,00	–	–	–	–
Total	17 380 200,00	16 294 400,00	17 204 250,00	18 152 500,00	19 031 500,00
2. Résultat des comptes:					
– Dépenses récurrentes nettes	13 823 258,07	14 914 100,00	15 574 425,01	17 098 546,51	18 558 679,04
– Dépenses du Congrès	2 038 821,93	–	–	–	–
Total	15 862 080,00	14 914 100,00	15 574 425,01	17 098 546,51	18 558 679,04
3. Excédent budgétaire (1–2)	1 518 120,00	1 380 300,00	1 629 824,99	1 053 953,49	472 820,96
Approbation des comptes:					
Numéro de la décision (D) ou de la résolution (R)	(D) CE 9/1980 (R) CE 3/1981 (R) CE 5/1982 (R) CE 4/1983 (R) CE 2/1984				

3.4.4 Fonds de réserve

71. Selon l'article 124, paragraphe 9, du Règlement général, le Conseil exécutif fixe le montant du fonds de réserve nécessaire pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union. Comme le fonds de réserve sert également à équilibrer le budget ou à réduire le montant des contributions des Pays-membres, c'est par le biais du budget que le Conseil exécutif s'est prononcé chaque année quant au niveau du fonds de réserve qui lui paraissait raisonnable plutôt que de fixer un plafond de manière arbitraire.

Par ailleurs, à partir de 1980, le Conseil exécutif a autorisé le Directeur général à prélever sur le fonds de réserve les crédits additionnels nécessaires pour faire face aux augmentations (intervenues après l'approbation du budget) de la rémunération du personnel décidées par les Nations Unies pour leur personnel en fonction à Genève et rendues applicables au personnel du Bureau international de l'UPU avec effet aux mêmes dates selon les articles 3.1 et 3.5 du Statut du personnel.

Depuis 1980, le fonds de réserve a évolué comme suit:

	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
1. Situation comptable				
– en début d'année	504 467,86	518 365,66	3 574 611,24	6 332 497,88
– alimentation	14 615,35	3 422 345,58	3 523 986,64	2 183 527,74
– prélèvements	– 717,55	– 366 100,00	– 766 100,00	– 1 197 457,35
– en fin d'année	518 365,66	3 574 611,24	6 332 497,88	7 318 568,27
2. Immobilisations (contributions impayées, débiteurs et stocks)	391 861,45	1 413 142,09	2 151 662,00	2 957 264,34
3. Avoir effectivement disponible aux fins de trésorerie (1–2)	126 504,21	2 161 469,15	4 180 835,88	4 361 303,93

En mars 1984, le Conseil exécutif a étudié la présentation comptable, la fonction et l'utilisation future du fonds de réserve. Afin de mieux faire ressortir au bilan de l'Union la partie du fonds de réserve effectivement disponible aux fins de la trésorerie, il a été décidé d'indiquer séparément sous forme d'un «compte de provision» la partie du fonds de réserve constituée par les créances difficiles à recouvrer que représentent les débiteurs arriérés dont les contributions et fournitures sont dues pour les années antérieures à l'exercice financier en cours. Concernant l'utilisation future du fonds de réserve, le Conseil exécutif a confirmé qu'à l'avenir ce fonds doit continuer à jouer le triple rôle prévu dans la réglementation actuelle, à savoir:

- 1° pallier les insuffisances de trésorerie afin d'éviter, dans toute la mesure possible, le recours à l'emprunt;
- 2° financer les crédits additionnels résultant des augmentations de la rémunération du personnel décidées par l'ONU;
- 3° stabiliser le niveau de l'unité de contribution ou réduire le montant des parts contributives.

3.4.5 Problèmes des arriérés à l'UPU

72. Par sa résolution C 89, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le Conseil exécutif d'entreprendre une étude sur le problème des arriérés en examinant la pratique des autres institutions spécialisées. Celui-ci a d'abord examiné les aspects purement financiers du problème. Conscient des difficultés majeures que rencontrent la plupart des Pays-membres à effectuer le paiement des fournitures que leur livre le Bureau international à titre onéreux dans le délai de trois mois fixé par l'article 26 du Règlement général, le Conseil exécutif propose au prochain Congrès de porter ce délai de trois à six mois (proposition 1526.1). Dans l'immédiat, le Conseil exécutif a prolongé provisoirement ce délai à six mois et a autorisé le Bureau international à ne percevoir l'intérêt moratoire qu'après un délai de six mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte (résolution CE 3/1982).

Poursuivant l'étude sur le plan juridique (voir Congrès — Doc 8), le Conseil a retenu diverses solutions qui s'inspirent, les unes, de la pratique de l'ONU (propositions 1526.91 et 1526.92) et, les autres, des possibilités qu'offrent certaines procédures particulières à l'UPU (proposition 09).

3.4.6 Divers

73. *Examen des incidences financières des propositions présentées par les Commissions du Conseil exécutif.* Conformément à l'article 12 du Règlement intérieur du CE, la Commission des finances du Conseil exécutif a examiné chaque année les répercussions financières de toutes les propositions présentées par les Commissions du Conseil exécutif avant que ce dernier procède à leur examen.

3.5 Coopération technique

3.5.1 Généralités

74. Par sa décision CE 19/1980, le Conseil exécutif a adopté, lors de sa session de mai 1980, les grandes lignes du programme général d'assistance technique établi pour la période 1980–1985 sur la base des résolutions C 37, C 38 et C 66 du Congrès de Rio de Janeiro. Le programme d'action vise pour l'essentiel:

- l'augmentation du volume de l'aide disponible;
- l'accroissement de l'efficacité de l'aide fournie;
- la coordination des activités en fonction des objectifs fixés par le Congrès de Rio de Janeiro et compte tenu des principes d'action arrêtés par le même Congrès.

Les paragraphes ci-après font état des activités du Conseil exécutif durant la période quinquennale 1979–1983 en matière de coopération technique. Pour l'évolution de la politique en matière d'assistance

technique, l'évaluation des activités de coopération technique et les perspectives d'avenir, il y a lieu de se reporter au rapport complet sur la coopération technique de l'UPU soumis au Congrès de Hambourg (Congrès — Doc 18.1, 18.2, 18.3, 18.4 et 18.5).

75. *Relations avec le PNUD et ses organes.* Dans le contexte du système de programmation par pays qui se développe conformément au consensus adopté par le Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies (résolution 2688 (XXV) du 11 décembre 1970), les relations de l'UPU avec le PNUD se sont encore intensifiées au cours de la période 1979–1984.

Le Bureau international a assuré une collaboration efficace avec les représentants résidents dans divers pays et les bureaux régionaux du siège du PNUD.

Le Conseil exécutif a suivi avec intérêt la participation du Bureau international aux diverses réunions, ainsi que les démarches entreprises pour obtenir l'assistance de ce programme à l'amélioration des services postaux des pays en développement.

76. *Programmation par pays et programmation multinationale.* Comme suite à la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies (résolutions de l'Assemblée générale 32/197 et 33/202, notamment), il a été encouragé d'utiliser la programmation par pays du PNUD comme cadre de référence pour les activités opérationnelles de la coopération technique du système des Nations Unies. D'autre part, la participation accrue des gouvernements des pays bénéficiaires et des commissions économiques régionales à la programmation régionale du PNUD a été préconisée par les mêmes résolutions. Cette évolution de la politique a rendu nécessaire une intervention plus active des Administrations postales auprès des autorités compétentes gouvernementales pour faire inclure l'assistance technique aux services postaux dans les programmes nationaux et régionaux du PNUD. Les nouvelles procédures ont été appliquées à la préparation des programmes du PNUD pour la période 1982–1986. Le Conseil exécutif a pris acte de cette évolution.

77. *Nouvelle stratégie internationale du développement pour les années 1980.* Par sa résolution 35/56, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté en 1980 la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement qui a pris effet le 1^{er} janvier 1981. Cette nouvelle stratégie a été prise en considération dans les programmes 1982–1986 du PNUD.

78. *Décennie des transports et communications en Afrique.* Le Conseil exécutif a pris note des initiatives prises par le Bureau international, en collaboration avec la Commission économique pour l'Afrique (CEA), en vue de faire aboutir des projets postaux dans le cadre de la Décennie des transports et communications en Afrique 1978–1988 (résolution 32/160 de l'Assemblée générale des Nations Unies).

79. L'année 1983 a été désignée comme «Année mondiale des communications» et les Pays-membres de l'UPU et les Unions restreintes ont été appelés à marquer cet événement par tous les moyens de publicité dont ils disposaient. A cette occasion, le Bureau international a également proposé un important programme d'activités en vue de l'amélioration et du développement des services postaux dans les pays défavorisés.

80. *Coopération technique entre pays en développement (CTPD).* La CTPD, dont le plan d'action a été adopté par la Conférence de Buenos Aires 1978 et qui constitue l'un des éléments de la Stratégie internationale du développement pour les années 1980, continue de faire l'objet d'une attention particulière au sein du système des Nations Unies pour le développement.

Conformément aux directives données par le Congrès de Rio de Janeiro (résolution C 66), le Conseil exécutif a suivi avec beaucoup d'intérêt les mesures prises par le Bureau international en vue de promouvoir la CTPD dans les activités de coopération technique de l'UPU.

81. *Programme d'action en faveur des pays les moins avancés (PMA).* La Conférence sur les PMA de Paris 1981 a adopté le nouveau programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des PMA, en mettant l'accent sur le développement des transports et communications comme partie intégrante de l'infrastructure physique du pays. Ce nouveau programme substantiel d'action a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1981 (résolution 36/194). Le Conseil exécutif a pris acte des mesures prises par le Bureau international pour augmenter l'assistance fournie à cette catégorie de pays, dont le nombre a passé de 31 à 36 en 1982 (résolution 37/133 de l'Assemblée générale des Nations Unies).

82. *La science et la technique au service du développement.* A la suite de l'adoption d'un programme d'action à Vienne en 1979, l'Assemblée générale des Nations Unies a créé tout d'abord un fonds intérimaire pour 1980/1981 et ensuite un système de financement pour la science et la technique au service du développement.

Le Bureau international a suivi le déroulement du programme d'action et le développement du système de financement. Cependant, il y a peu de possibilité de faire financer des projets postaux dans le cadre du système de financement en question.

83. *Situation financière du PNUD et recherche de ressources complémentaires.* En 1981, les contributions volontaires qui alimentent les ressources du PNUD ont enregistré, pour la première fois depuis la création du PNUD, une baisse par rapport à l'année qui précède (673,6 millions de dollars contre 716,6 millions de dollars en 1980, à savoir 6% de moins).

Depuis lors, malgré les efforts déployés sans cesse par l'administration du PNUD, le niveau des contributions n'a pas suivi le taux d'augmentation annuelle de 14%, objectif fixé par le Conseil d'administration du PNUD pour la période 1977-1981 et maintenu pour la période 1982-1986. Cette situation a amené le PNUD à limiter pour la période 1982-1986 le niveau des dépenses des projets à 55% des chiffres indicatifs de planification (CIP: ressources réparties aux pays et aux régions). L'UPU a été sensiblement affectée par cette crise de ressources et les dépenses des projets UPU au titre du PNUD ont passé de 3,6 millions de dollars en 1980 à 3,3 millions en 1981 et 2 millions en 1982 et 1983.

Conformément à la résolution C 38 du Congrès de Rio de Janeiro, le Bureau international a poursuivi ses initiatives pour obtenir une augmentation des allocations du PNUD et une aide complémentaire des pays industrialisés ou riches. En outre, les démarches effectuées par le Bureau international auprès de la Banque mondiale et de certains organismes internationaux de financement et de prêts et banques régionales (Banque ouest-africaine de développement, Gulf International Bank, Fonds de l'OPEP) ont donné des résultats assez encourageants à partir de 1982.

84. *Participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique de l'UPU.* (Voir sous chiffre 3.6.1.)

3.5.2 Questions administratives et financières

85. Suivant le principe retenu par le Congrès de Rio de Janeiro (résolution C 38), le PNUD doit demeurer la source principale de financement du programme d'assistance technique de l'UPU. Dans ce contexte, le Conseil exécutif a suivi de près l'évolution des allocations du PNUD, des dépenses des projets UPU au titre de ce programme et du remboursement par le PNUD des dépenses d'appui encourus par l'UPU dans l'exécution des projets. En outre, il a approuvé chaque année les comptes de la coopération technique concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD.

86. *PNUD.* Les dépenses des projets au titre du PNUD pour les années 1979 à 1983 sont les suivantes:

Année	Projets UPU	Projets UIT (partie postale)	Total
	\$ EU	\$ EU	\$ EU
1979	2 137 906	66 362	2 204 268
1980	3 594 513	31 664	3 626 177
1981	3 345 125	12 531	3 357 656
1982	2 017 784	17 095	2 034 879
1983	1 601 055	9 637	1 610 692

A partir de 1982, l'UPU a bénéficié de l'allocation pour l'appui sectoriel du PNUD, destinée au financement d'un certain nombre de missions de consultants dans le domaine de la programmation. Les dépenses à ce titre se sont élevées à 70 409 dollars EU en 1982 et à 41 634 dollars EU en 1983.

87. *Dépenses d'appui.* Le PNUD rembourse aux agences d'exécution un montant correspondant à un certain pourcentage des dépenses des projets PNUD exécutés par elles afin de compenser les frais administratifs encourus. Le Conseil d'administration du PNUD a approuvé en 1980 et en 1981 un nouveau système de remboursement applicable aux années 1982 à 1991. Selon ce nouveau système, l'UPU reçoit un montant correspondant à 22% des dépenses des projets PNUD exécutés au lieu de la somme de 14% des dépenses et d'une allocation de souplesse d'environ 200 000 dollars EU.

Les dépenses d'appui encourues et remboursées ainsi que le taux de couverture pour les années 1979 à 1983 se présentent comme suit:

Année	Dépenses d'appui PNUD remboursées converties (1)	Dépenses d'appui PNUD encourues (2)	Taux de couverture (1)/(2)
	Sfr	Sfr	%
1979	867 499	1 562 372	55,52
1980	914 303	1 623 280	56,32
1981	1 276 672	1 921 223	66,45
1982	1 032 884	1 897 261	54,44
1983	823 992	2 027 003	40,65

88. *Fonds spécial UPU.* Grâce aux nouveaux contributeurs et aux pays qui ont augmenté leur contribution, les ressources du Fonds spécial UPU (contributions non affectées) qui se situaient aux environs de 200 000 francs suisses par an jusqu'en 1980 ont dépassé la somme de 300 000 francs suisses en 1981 et se sont approchées du niveau de 350 000 francs suisses, ou l'ont dépassé, dans les années 1982 et 1983.

En 1980, le Conseil exécutif a approuvé la modification du Règlement sur la gestion administrative et financière du Fonds spécial UPU afin de prolonger de six mois la période d'utilisation des ressources du programme approuvé (décision CE 21/1980).

Le programme annuel du Fonds spécial UPU a été utilisé à partir de 1981 pour financer une partie du programme d'assistance technique au titre des ressources propres de l'UPU.

Par ailleurs, le Conseil exécutif a décidé, à sa session de mai 1982, de retenir la pratique consistant à approuver à chacune de ses sessions le programme du Fonds spécial UPU pour l'année suivante au lieu de l'année en cours (décision CE 15/1982). Il a été également décidé d'inviter les pays à verser leurs contributions au Fonds spécial UPU autant que possible lors du versement de leur quote-part aux frais de l'Union pour la même année (décision CE 16/1982).

89. *Augmentation et utilisation plus souple des crédits budgétaires pour les missions de consultants.* Comme suite à la résolution C 38 du Congrès de Rio de Janeiro, le Conseil exécutif a approuvé à sa session de mai 1980 l'augmentation de 15% (par rapport à 1979) des crédits budgétaires pour 1980 pour les missions de consultants et de 49,4% (par rapport aussi à 1979) des mêmes crédits pour 1981. Le niveau annuel des crédits en question (1 180 000 francs suisses) a été maintenu jusqu'en 1984.

S'agissant de l'utilisation plus souple de ces crédits, le Conseil exécutif a admis à partir de 1980 l'utilisation d'une partie des crédits pour l'attribution des bourses et l'achat de petit matériel, liés en principe aux missions de consultants UPU.

90. *Autres sources de financement.* Plusieurs projets au titre des fonds en dépôt ont été mis en œuvre au cours de la période 1979–1983. En plus d'une mission d'expert dans le cadre d'un projet d'assistance technique à titre onéreux, il y a eu cinq missions d'experts associés, quatre missions de consultants financées par la Banque mondiale et quatre missions de consultants payées par le Programme international pour le développement de la communication (PIDC) de l'UNESCO. En outre, une partie d'un projet inclus dans le programme de la Décennie des transports et communications en Afrique a été prise en charge par un pays donateur.

En ce qui concerne l'assistance technique en nature, le Conseil exécutif a été informé des renseignements reçus par le Bureau international au sujet de l'assistance fournie par des Administrations. Il s'agit d'une quinzaine de pays donateurs, y compris trois pays qui ont fait des contributions en nature au Fonds spécial UPU.

3.5.3 Programmation et exécution des programmes et projets

91. Dans le cadre de la programmation par pays du PNUD pour la période de 1982–1986 (3^e cycle de programmation), 134 programmes nationaux ont été approuvés par le Conseil d'administration du PNUD à ses sessions annuelles ou spéciales de 1981 à 1983. Parmi ces 134 programmes, 26 seulement (19,4% des programmes approuvés) comportent une assistance nouvelle aux services postaux. Cependant, la réintroduction de la notion de la programmation continue facilite l'obtention des projets postaux même si le programme national ne mentionnait pas la nécessité d'une assistance aux services postaux.

92. Les programmes annuels d'assistance technique au titre des ressources propres de l'UPU ont été présentés au CE chaque année. Ils comportent un certain nombre de projets intégrés (projets comportant diverses formes d'intervention: consultants, bourses, matériel), des missions individuelles de consultants UPU, des actions de formation (cycles d'étude, cours, réunions techniques), des bourses individuelles, la fourniture de matériel d'enseignement ou de petits équipements postaux. A partir de la session de mai 1982, le CE a examiné le programme de l'année suivante au lieu de celui de l'année en cours.

93. Le CE a été renseigné chaque année sur l'exécution de divers projets d'assistance technique. En 1980, soucieux de la baisse du taux d'exécution (pourcentage des dépenses par rapport aux allocations) des projets UPU au titre du PNUD en 1979 (58,5%), le CE a adopté une recommandation visant à inviter les pays à procéder rapidement à l'approbation et à l'exécution des projets (recommandation CE 23/1980). Bien que la situation se soit améliorée en 1980 (75,2%), le CE a décidé, à sa session de mai 1981, de charger le Bureau international de lancer un appel aux pays afin que ceux-ci prennent des mesures en vue d'accélérer l'exécution des projets postaux (décision CE 13/1981). Le taux d'exécution des projets UPU au titre du PNUD s'est amélioré davantage dans les années suivantes (83,1% en 1981, 79,5% en 1982).

94. Le nombre d'experts, de consultants et de bourses ainsi que les dépenses pour la fourniture de matériel d'enseignement et d'exploitation sont indiqués ci-après pour chaque année de la période quinquennale.

Année	Experts	Consultants	Bourses	Matériel	
				\$ EU	Sfr
1979	47	42	195	147 980	86 665
1980	71	44	340	198 174	491 693
1981	57	46	401	180 040	192 408
1982	52	30 ¹	285 ¹	457 505	324 903
1983	49	48	298	159 698	527 855

¹ La diminution des consultants et des bourses en 1982 s'explique par l'élaboration d'un nombre plus élevé de projets intégrés qui, sur la base des demandes reçues, ont comporté, pour l'élément matériel, un montant global nettement plus important qu'en 1981 (plus du double).

95. Les *experts* sont dans la plus grande partie ceux qui ont été recrutés au titre des projets PNUD/UPU et comprennent un petit nombre d'experts au titre des projets PNUD/UIT et des projets de fonds en dépôt (experts associés, assistance technique à titre onéreux, Banque mondiale). Les missions de courte durée (moins de 12 mois) ont augmenté dans ces dernières années et elles représentent 22 à 52% du nombre total selon l'année. Les *consultants* sont les consultants UPU dont les missions (2 à 3 mois chacune en général) sont financées par le budget ordinaire de l'UPU. Dans la plupart des cas, l'Administration d'origine prend à sa charge le traitement national du consultant pendant la période de mission. Un grand nombre de *bourses* ont été accordées aux participants aux cours, aux cycles d'étude ou aux réunions techniques, organisés par l'UPU sur le plan multinational (66 à 81% des bourses octroyées suivant les années).

96. Les dépenses en *matériel* indiquées en dollars des Etats-Unis sont celles relatives aux projets PNUD/UPU et PNUD/UIT; celles indiquées en francs suisses concernent le Fonds spécial UPU et le budget ordinaire de l'UPU. La plus grande partie des dépenses en francs suisses sont celles découlant du projet du Sahel financé par la contribution affectée de la Belgique au Fonds spécial UPU.

97. Les Administrations postales de France et de Grande-Bretagne ont continué d'organiser, en collaboration étroite avec le Bureau international, des cours de formation d'instructeurs postaux de haut niveau. D'autres Administrations ont également mis sur pied des cours destinés à des fonctionnaires venant de pays en développement. Par ailleurs, donnant suite au désir du Congrès de Rio de Janeiro, des cours de formation d'instructeurs postaux et des cours de recyclage d'instructeurs postaux ont été organisés chaque année en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ces cours ont permis de former un nombre assez important d'instructeurs de niveau moyen.

98. En plus de cours de spécialisation, de cycles d'étude, de voyages d'étude et de réunions techniques qui ont été organisés dans diverses régions, il y a lieu de mentionner le déroulement avec succès de plusieurs cours de formation de spécialistes-consultants pour la CTPD (coopération technique entre pays en développement) qui ont été organisés en Asie dans le cadre d'un projet régional PNUD/UPU et en Amérique latine au titre d'un projet commun UPU/UPAE (1982) et des ressources propres de l'UPU (1983–1984). Il s'agit de donner à un certain nombre de futurs consultants une formation spécialisée afin qu'ils soient en mesure d'effectuer des missions dans le cadre de la CTPD. Plusieurs spécialistes ainsi formés ont déjà accompli des missions de consultants CTPD dans la région d'Asie et du Pacifique.

3.5.4 **Evaluation**

99. Le Conseil exécutif a pris acte chaque année des travaux d'évaluation effectués par le Bureau international qui ont porté sur la programmation, l'exécution et l'appréciation des résultats en ce qui concerne aussi bien les missions d'experts et de consultants que les cours, les cycles d'étude et les stages individuels. Des fiches d'évaluation de certains projets terminés ont également été présentées au Conseil exécutif à sa session annuelle.

100. Des conseils et directives ont été fournis par le Conseil exécutif notamment sur l'accélération de l'exécution des projets et l'amélioration de la mise au courant des experts et consultants au début de leurs missions.

101. S'agissant des projets UPU au titre du PNUD, plusieurs réunions d'évaluation sur place ont été organisées au cours de la période 1979–1983. Les conclusions de ces réunions ont permis d'améliorer l'exécution des projets concernés ou d'obtenir la prolongation de certains d'entre eux.

3.6 **Relations extérieures**

3.6.1 **Unions restreintes**

102. *Participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique de l'UPU.* La résolution C 90 chargeait le CE d'étudier notamment les aspects techniques, financiers et juridiques de la participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique de l'UPU. Après avoir pris connaissance des desiderata des Unions restreintes, le Conseil a reconnu l'utilité de développer cette participation. Il n'a cependant pas estimé nécessaire de modifier la situation juridique des Unions restreintes au sein de l'UPU. Jugeant préférable de s'en tenir pour le moment à un développement empirique de la collaboration UPU/Unions restreintes pour les projets régionaux, il a adopté la résolution CE 6/1983 pour fixer le cadre juridique de cette collaboration.

3.6.2 **Organisation des Nations Unies (ONU)**

103. *Relations avec l'Organisation des Nations Unies (décision C 100).* L'Accord signé en 1947 entre l'ONU et l'UPU a constitué la base des relations entre les deux organisations. Trois organismes ont principalement servi de cadre à ces relations: le Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC), le Comité

administratif de coordination (CAC), composé des chefs des secrétariats des organisations du système des Nations Unies, et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le Bureau international a participé dans toute la mesure utile aux réunions de l'ECOSOC, du CAC, du PNUD et de leurs organes subsidiaires.

Ces réunions se sont rapportées essentiellement à la coopération technique, à l'administration, au personnel, aux finances et aux problèmes de politique générale. Réciproquement, l'ONU s'est fait représenter par des observateurs aux sessions du Conseil exécutif de l'UPU.

Les activités de la coopération technique forment la majeure partie des relations de l'UPU avec l'ONU, en particulier ce qui concerne le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Les renseignements à ce sujet figurent sous chiffres 74 à 101 du présent rapport.

Se fondant sur l'article IV de l'Accord ONU/UPU et la décision C 100 du Congrès de Rio de Janeiro, le Secrétaire général a soumis chaque année au Conseil exécutif, comme complément aux renseignements figurant dans les rapports annuels sur les activités de l'Union, plusieurs rapports sur différentes questions dont les principales sont relatées dans les chapitres correspondants du présent rapport (voir Congrès — Doc 5).

104. *La Commission de la fonction publique internationale (CFPI)* a été créée en 1974 par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer la réglementation et la coordination des conditions d'emploi dans les organisations qui appliquent le régime commun des Nations Unies. Le CE a accepté en 1975 le statut de cette Commission et a été saisi, lors de chacune de ses sessions, des rapports annuels de la CFPI à l'Assemblée générale des Nations Unies.

105. *Modification éventuelle des Accords ONU/UPU (résolution C 91)*. Dans le cadre de l'étude entreprise au sein des Nations Unies au sujet du raffermissement du rôle de l'organisation, le Comité ad hoc n'a pas, jusqu'ici, commencé l'examen des accords conclus entre l'ONU et les institutions spécialisées pour accorder la priorité à ses travaux concernant la question du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Dans ces circonstances, le Conseil exécutif a décidé de ne plus inscrire cette question à l'ordre du jour de la Commission des affaires générales tant que l'ONU n'aura pas abordé le problème (décision CE 11/1980).

106. *Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées (décision C 99)*. Le Secrétaire général a soumis chaque année au Conseil exécutif un rapport relatif à l'application par les institutions spécialisées de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Ce rapport mentionnait diverses mesures prises par le Bureau international concernant par exemple l'assistance aux réfugiés et aux territoires non autonomes, l'assistance au peuple palestinien, les relations avec les pays nouvellement indépendants, ainsi que plusieurs résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies qui font appel à la collaboration des institutions spécialisées dans ce domaine. Le Conseil a pris acte de ces rapports et de ces résolutions (décisions CE 34/1980, CE 21/1981, CE 18/1982, CE 17/1983 et CE 14/1984) (voir Congrès — Doc 15).

107. *Corps commun d'inspection des Nations Unies (CCI)*. L'UPU applique, dans le cadre de ses activités spécifiques, certaines recommandations du Corps commun d'inspection des Nations Unies. Il s'agit principalement de questions en rapport avec la coopération technique. Chaque année, depuis 1968, le Bureau international a soumis au Conseil exécutif un ou plusieurs rapports du Corps commun d'inspection (CCI) qui sont de nature à intéresser l'UPU. De 1980 à 1984, le Conseil a examiné les onzième à quinzième rapports sur les activités du Corps commun (juillet 1978 à juin 1983) et il en a pris acte (décisions CE 33/1980, CE 21/1981, CE 18/1982, CE 17/1983 et CE 14/1984).

108. *Années internationales*. Eu égard à l'Année internationale des personnes handicapées (1981) proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies, le Conseil a demandé au Secrétaire général (décision CE 32/1980) de communiquer aux Administrations postales une recommandation les invitant à prendre toutes les mesures de nature à faciliter l'accès des handicapés aux installations postales. En 1981, le Conseil a pris connaissance des informations transmises par un certain nombre d'Administrations sur les mesures prises dans le sens de la recommandation formulée par le CE.

109. Par sa décision CE 29/1980 le Conseil a chargé le Bureau international de prendre différentes mesures en rapport avec l'Année mondiale des communications (1983) (décision C 104 du Congrès de Rio de Janeiro 1979). Lors de ses sessions des années suivantes, il a examiné le rapport y relatif du Bureau international et pris acte des mesures prises ou envisagées par les Administrations postales à cet égard (voir chiffre 129).

110. *Programme international pour le développement de la communication (PIDC)*. A partir de sa session 1981, le Conseil a été saisi chaque année d'un rapport du Secrétaire général consacré au Programme international pour le développement de la communication (PIDC), action entreprise par l'UNESCO et à laquelle l'UPU et d'autres organisations concernées sont associées. Le Conseil a prié le Secrétaire général de veiller à ce que l'action de l'UPU envers le PIDC continue à s'inspirer de l'exigence de sauvegarder les compétences de l'UPU en matière de service postal. Il a pris acte des décisions les plus importantes prises par le Conseil intergouvernemental du PIDC, ainsi que des mesures prises ou envisagées par le Bureau international de l'UPU dans le cadre de ce Programme.

Après une action menée d'entente avec les Administrations postales, une étude conjointe UPU/UNESCO est en cours concernant la mise à exécution de trois projets de coopération technique présentés par l'UPU (décisions CE 22/1981, CE 18/1982, CE 17/1983 et CE 14/1984).

111. *Choix des sujets de timbres-poste*. Le Conseil exécutif a chargé le Directeur général du Bureau international d'élaborer pour le Congrès de Hamburg un projet de recommandation sur les émissions de timbres-poste (choix des sujets) qui renforce le sens et la portée des recommandations similaires adoptées par les Congrès antérieurs (voir Congrès – Doc 5).

3.6.3 Institutions spécialisées et Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

112. *Relations avec les institutions spécialisées*. L'UPU collabore activement avec les autres institutions spécialisées au sein du Comité administratif de coordination de l'ONU (CAC) et de ses organes subsidiaires. De plus, il arrive fréquemment que le Bureau international s'adresse à ces institutions pour connaître leur situation juridique et leur pratique administrative par rapport à un certain nombre de problèmes. La collaboration de ces organisations est très positive. Celles-ci nous fournissent volontiers tous les renseignements dont nous pouvons avoir besoin. En outre, les services juridiques de ces organisations échangent régulièrement des informations sur les problèmes administratifs et juridiques qu'ils ont à traiter au cours de l'année.

113. *Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)*. Concernant la collaboration UPU/UNESCO dans le cadre du Programme international pour le développement de la communication (PIDC) (voir chiffre 110) et du concours de compositions épistolaires pour les jeunes (voir chiffre 127).

114. *Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)*. Des relations d'étroite coopération ont été maintenues avec l'OACI, notamment dans le domaine des taux de base du transport aérien du courrier (voir chiffre 25). A ce titre, l'OACI a continué à fournir à l'UPU chaque année les «Renseignements financiers relatifs aux entreprises de transport aérien international» et à se faire représenter aux réunions de l'UPU et des organes mixtes IATA/UPU traitant de la poste aérienne. Par ailleurs, l'OACI a établi à l'intention de l'UPU une liste des définitions des objets dangereux interdits pour le transport par la poste, qui remplace celle établie par l'IATA en 1978 (voir chiffre 32).

115. *Organisation mondiale de la santé (OMS)*. La coopération avec l'OMS a porté sur différents aspects de l'admission par la poste de matières biologiques périssables infectieuses et non infectieuses (voir chiffre 32).

116. *Union internationale des télécommunications (UIT)*. Certaines mesures se sont imposées en vue d'assurer une harmonie entre le règlement de l'UIT et celui de l'UPU en ce qui concerne l'établissement des télégrammes-mandats et des télégrammes-virements (voir chiffre 41).

117. *Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)*. Les rapports avec l'AIEA se sont intensifiés, l'UPU ayant accepté d'assumer le rôle de coorganisatrice d'un séminaire sur le transport des matières radioactives par la poste (Vienne 24–27 octobre 1983) (voir chiffre 32). Par ailleurs, dans le cadre de la révision du Règlement de l'AIEA pour le transport sans danger des matières radioactives, il est proposé de modifier les dispositions concernant la signalisation des envois postaux contenant de telles matières (voir les propositions 2000.13, 2521.1, 5000.4 et 5505.1).

3.6.4 Autres organisations

118. *Conseil de coopération douanière (CCD)*. Au niveau des secrétariats, l'UPU et le CCD entretiennent des relations suivies. En outre, conformément à la résolution C 16 du Congrès de Rio de Janeiro, le Comité de contact CCD/UPU a été reconstitué en vue de poursuivre l'étude des problèmes relatifs à la simplification du traitement douanier des envois postaux. Elargi à cinq Pays-membres de part et d'autre à la suite d'une proposition du CCD approuvée par le CE 1982, le Comité a tenu trois réunions dont deux à Bruxelles (1983 et 1984) et l'autre à Berne en 1983. Les questions traitées sont relatées sous chiffres 3.2.3.1.

119. *Organisation de l'unité africaine (OUA) et Ligue des Etats arabes*. Conformément à la décision C 92 du Congrès de Lausanne 1974 et à la résolution C 7 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, l'Organisation de l'unité africaine et la Ligue des Etats arabes ont été invitées à participer aux sessions annuelles du Conseil exécutif. Elles se sont fait représenter à plusieurs de ces sessions en qualité d'observateurs. Pour sa part, l'UPU s'est fait représenter à certaines réunions de ces organismes.

120. *Association du transport aérien international (IATA)*. Une collaboration très étroite avec l'IATA s'est poursuivie par l'entremise du Comité de contact IATA/UPU qui s'est réuni à deux reprises et le Groupe de travail mixte IATA/UPU qui a tenu quatre réunions. Par ailleurs, l'UPU s'est fait représenter comme observateur aux 36^e à 39^e Assemblées générales annuelles de l'IATA (Ottawa 1980, Paris 1981, Genève 1982 et New Delhi 1983). En 1980, 1981 et 1983 elle a été représentée par l'Administration du pays siège de la réunion.

121. *Institut international des caisses d'épargne (IICE)*. Concernant la coopération entre l'UPU et l'IICE, prévue par la résolution C 19 du Congrès de Rio de Janeiro, voir chiffre 43.

3.6.5 Information publique

122. *Politique générale en matière d'information publique*. Par la résolution C 101, le Congrès de Rio de Janeiro avait chargé le Bureau international d'intensifier, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif, ses activités d'information. Le Conseil exécutif a procédé à la consultation des Administrations postales membres du CE et du CCEP en vue de déterminer les activités d'information qui devraient être intensifiées et développées en priorité et a ainsi établi la liste ci-après:

- a) relations avec la presse (diffusion plus fréquente de communiqués de presse et d'articles, organisation de conférences de presse suivies éventuellement de projections de films, etc.);
- b) assistance à fournir aux Administrations à l'occasion de la célébration de la Journée de l'UPU (diffusion d'affiches, organisation de manifestations, etc.);
- c) diffusion de matériel d'information (dépliants, brochures, affiches, photos, diapositives, etc.);
- d) participation accrue à des expositions et à des foires.

123. Il a en effet été reconnu que la préférence devait être donnée aux moyens qui permettent d'atteindre des groupes plutôt que des individus (par exemple agences de presse, journaux, revues, autorités gouvernementales), la cible par excellence devant être les journalistes tant de la presse écrite que parlée et télévisée.

124. Le Conseil exécutif a en outre chargé le Bureau international d'essayer d'obtenir la mise à disposition gratuitement, de la part d'une Administration postale, d'un spécialiste en information. L'Administration postale française a accepté de mettre à la disposition du Bureau international, pour deux ans, à partir du mois d'avril 1984, un consultant spécialiste en information qui est chargé, notamment:

- a) de développer les actions déjà lancées dont l'intensification a été jugée prioritaire par le CE, à savoir:
 - relations avec la presse;
 - appui aux Administrations postales à l'occasion de la célébration de la Journée de l'UPU;
 - participation à des expositions et foires;
- b) d'étudier la possibilité de réaliser certaines propositions concernant l'intensification des activités d'information du Bureau international et d'obtenir l'appui technique de ce consultant aux services nationaux d'information postale, en tenant compte des réserves ci-après exprimées par les Administrations postales:

- toute initiative à prendre doit tenir compte de la spécificité du Bureau international qui n'est pas en tout point comparable avec une administration nationale;
 - dans la sélection des propositions pouvant être mises en œuvre, on doit tenir également compte du rapport coût/rendement;
 - la mise en œuvre des suggestions retenues devrait être étalée dans le temps (court, moyen et long terme);
 - la priorité devrait être donnée aux propositions comportant peu d'incidences financières;
- c) de lancer les actions dont la réalisation sera décidée à la suite de l'étude précitée, et notamment celles qui pourraient inciter les gouvernements à accorder une certaine priorité aux besoins de la poste, problème capital dans les pays en développement;
- d) de suivre la réalisation des activités précitées.

125. *Mesures prises par le Bureau international en vue d'intensifier ses activités d'information.* Les mesures prises par le Bureau international pour intensifier ses activités d'information peuvent se résumer comme suit:

- actualisation et réédition du prospectus d'information contenant des renseignements d'ordre général sur l'UPU et ses activités;
- publication d'un aperçu historique de l'UPU;
- réédition d'une plaquette qui reproduit la Constitution de l'UPU et les autres textes organiques de l'Union;
- édition d'une brochure intitulée «Le service postal dans le monde»;
- édition de la nouvelle version du «Mémoire sur le rôle de la poste»;
- réalisation et diffusion d'une affiche pour la Journée de l'UPU;
- développement des relations avec la presse (diffusion de communiqués de presse et de matériel d'information);
- confection de petit matériel et d'autres objets souvenir à remettre aux visiteurs, journalistes, etc.;
- accroissement et amélioration de la participation de l'UPU à des expositions et des foires.

126. *Journée de l'UPU.* Depuis 1981, un thème différent est retenu chaque année pour la Journée de l'UPU (décision CE 18/1981); il est communiqué aux Administrations postales. Un message du Directeur général du Bureau international en rapport avec ce thème et un communiqué sont diffusés. En outre, une affiche est confectionnée par le Bureau international et transmise aux Administrations postales pour qu'elles l'affichent dans les bureaux de poste et autres lieux publics. Les Administrations prennent à l'occasion de la Journée de l'UPU diverses mesures visant à mieux faire connaître la poste. La suggestion de remplacer la dénomination actuelle de «Journée de l'UPU» par celle de «Journée mondiale de la poste» a été retenue par le CE qui a décidé de la présenter au Congrès de Hambourg sous forme de proposition d'ordre général. (Voir proposition 019.)

127. *Concours international de compositions épistolaires pour les jeunes.* Pour augmenter le nombre des pays participant à ce concours organisé chaque année, le Conseil exécutif a décidé que, en plus des trois prix qui étaient prévus, des mentions spéciales seraient décernées à cinq lauréats supplémentaires au maximum qui recevraient des diplômes ainsi que des albums de timbres-poste et dont les nom et nationalité seraient également publiés dans la revue «Union Postale» (décision CE 16/1981). Il est rappelé que les trois premiers lauréats reçoivent une médaille, un diplôme ainsi qu'un album de timbres-poste et que leurs compositions sont publiées dans la revue. En outre, l'UNESCO (qui choisit les lauréats) et les Administrations postales des pays d'origine des lauréats leur remettent des prix supplémentaires. La cérémonie de remise des prix a lieu le 9 octobre (Journée de l'UPU).

128. *Réédition du «Mémoire sur le rôle de la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel».* Donnant suite aux décisions C 104 et C 107 du Congrès de Rio de Janeiro, le Bureau international a actualisé le Mémoire sur le rôle de la poste et l'a diffusé par l'intermédiaire des Administrations postales aux autorités gouvernementales des Pays-membres. Cette diffusion a eu lieu dans le cadre des activités entreprises à l'occasion de l'Année mondiale des communications (1983).

129. *Année mondiale des communications (AMC) 1983.* Comme il a été décidé par le Congrès de Rio de Janeiro (décision C 104), l'UPU a participé à l'Année mondiale des communications (AMC) 1983, proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies. Le Bureau international a été chargé par le Conseil exécutif de prendre certaines mesures à cette occasion et d'inviter les Administrations postales à y participer

activement et de prévoir une émission de timbres-poste pour marquer cette Année (décision CE 29/1980). Les mesures prises à l'occasion de l'AMC sont énumérées ci-après:

- a) le Bureau international a notamment:
 - élaboré des projets pilotes et encouragé les Administrations à rechercher les fonds nécessaires pour financer leur réalisation;
 - distribué aux Administrations postales le matériel d'information préparé par le Secrétariat de l'AMC (guide, dépliant ainsi que les bulletins bimensuels de l'Année);
 - édité dans le cadre de l'AMC du matériel d'information (le «Mémoire sur le rôle de la poste», la brochure «Le service postal dans le monde», le prospectus d'information sur l'UPU, des affiches conçues par le Secrétariat de l'AMC, etc.);
 - publié dans la revue «Union Postale» des articles et des éditoriaux consacrés à cet événement;
 - participé à des expositions et d'autres manifestations consacrées à l'AMC;
 - imprimé sur les enveloppes et le papier à lettres utilisés par le Bureau international l'emblème et la dénomination de l'AMC;
- b) les Administrations postales ont pris certaines mesures dont notamment:
 - la réalisation en faveur de pays en développement de quelques-uns des projets pilotes proposés par l'UPU;
 - émission de timbres-poste, d'enveloppes «premier jour» et de cartes postales consacrées à l'AMC;
 - utilisation d'oblitérations et de flammes spéciales;
 - organisation ou participation à des expositions consacrées à l'AMC;
 - publication et diffusion de matériel d'information sur les communications en général et la poste en particulier;
 - production et distribution de souvenirs divers;
 - organisation de journées ou de semaines spéciales sur la poste et les communications en général;
 - organisation de visites d'élèves à des installations postales;
 - diffusion par la radio, la télévision et la presse écrite, de communiqués, de messages et de renseignements sur la poste, ses buts et ses réalisations;
 - organisation de colloques, de tables rondes, de séminaires et de conférences sur la poste;
 - création d'une chaire universitaire sur les communications;
 - projection de films sur la poste dans divers milieux;
 - organisation de concours divers (compositions épistolaires, photographie, dessin, etc.);
 - remise de cadeaux aux fonctionnaires les plus méritants de la poste;
 - inauguration de nouvelles installations postales;
 - aménagement et inauguration d'une «Place de la Poste»;
 - organisation de compétitions sportives.

Les Administrations postales ont été invitées par le Conseil exécutif à poursuivre au-delà de l'année 1983 les actions commencées à l'occasion de l'Année mondiale des communications et à considérer comme permanente la campagne de sensibilisation de l'opinion publique et des autorités compétentes de leur pays sur le rôle important de la poste dans le processus du développement.

Conclusions

130. Au terme de son mandat, le Conseil exécutif est conscient d'avoir œuvré dans l'intérêt de l'Union et de l'ensemble des Pays-membres. Au cours de ces cinq années, il n'a ménagé aucun effort pour mener à bien toutes les tâches que le Congrès de Rio de Janeiro lui avait confiées ou qui lui sont dévolues par d'autres voies.

131. Par l'étude concernant l'organisation, le fonctionnement et les méthodes de travail du Congrès, le Conseil exécutif a remis en cause l'ensemble des procédures réglant le mécanisme de l'organe suprême de l'Union. Cette étude a abouti à toute une série de décisions qui seront opérationnelles déjà pour le Congrès de Hambourg ainsi que d'autres propositions qui seront applicables pour le XX^e Congrès, si elles sont approuvées.

132. Après l'introduction du nouveau système de financement de l'Union, le CE s'est penché sur le problème des arriérés à l'UPU, s'attachant ainsi à chercher les mesures qui sont de nature à assurer la bonne santé des finances de l'organisation et, partant, le bon fonctionnement du nouveau système.

133. S'agissant du service postal proprement dit, les études principales ont porté, comme par le passé, sur les problèmes économiques, à savoir la tarification (poste aux lettres) et les rémunérations (frais de transport aérien, quotes-parts des colis postaux, frais de transit et frais terminaux). Plusieurs d'entre elles ont été effectuées en collaboration avec le CCEP (transmission des documents d'accompagnement des colis postaux, monopole postal, par exemple). Les études effectuées dans les domaines des frais de transit et des frais terminaux ont donné lieu à de nouvelles propositions sur les bases de calcul y relatives ainsi que sur le système statistique. Des décisions importantes ont été prises en ce qui concerne notamment le courrier accéléré international (CAI). En outre, les Administrations ont été largement consultées, de sorte que les conclusions auxquelles le Conseil exécutif a abouti sont généralement fondées sur les tendances majoritaires qui se sont dégagées de ces consultations.

134. Les questions relatives à la réglementation ont également exigé, dans certains cas, des enquêtes approfondies (méthodes d'acheminement de la déclaration en douane C 2/CP 3, taux d'orientation relatifs à la fixation des quotes-parts d'arrivée des colis postaux, utilisation maximale de la voie aérienne, etc.) dont les résultats se traduisent par des propositions visant à améliorer les procédures grâce à des dispositions plus précises. A signaler que les problèmes touchant le traitement douanier des envois postaux, les frais de transit maritime et la poste aérienne ont été traités avec les organisations intéressées, respectivement dans le cadre des Comités de contact CCD/UPU, ICS/UPU et IATA/UPU.

135. D'autres études importantes ont porté sur les services financiers postaux, en particulier sur les moyens les plus aptes à introduire et à développer le service des mandats de poste dans tous les pays de l'Union.

136. Des efforts substantiels ont également été accomplis et des décisions importantes ont été prises par le Conseil exécutif pour resserrer les liens qui unissent l'Union postale universelle aux autres organisations internationales, notamment à l'ONU et aux Unions postales restreintes, ces dernières étant de plus en plus associées à certaines activités de l'Union, principalement dans le domaine de la coopération technique. Comme par le passé, le PNUD a constitué la source principale de financement des activités de coopération technique de l'Union. Le Conseil exécutif a donc suivi de près l'évolution de la politique du PNUD et de l'ensemble du système des Nations Unies en matière de coopération technique. Cependant, les difficultés financières du PNUD ont eu pour conséquence une diminution sensible des ressources consacrées aux projets postaux en 1982 et 1983. Le Conseil exécutif a appuyé diverses mesures prises par le Bureau international en vue d'augmenter l'attribution des ressources du PNUD au développement postal, ainsi que pour obtenir d'autres sources de financement. La promotion de la coopération technique entre pays en développement (CTPD) et l'attention particulière aux besoins des pays les moins avancés ont guidé les activités opérationnelles de l'UPU durant les cinq dernières années.

137. Ainsi que le lui avait demandé le Congrès de Rio de Janeiro, le CE a entrepris une étude sur son organisation, son fonctionnement et ses méthodes de travail. A cette occasion, l'accent a été mis sur la nécessité de donner au CE des pouvoirs plus élargis de façon à mieux adapter ses méthodes et ses activités à la dynamique requise par les services postaux pendant la période séparant les Congrès.

Brasilia, le 7 mai 1984

Au nom du Conseil exécutif:

Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

Résultats des travaux confiés au Conseil exécutif par le Congrès de Rio de Janeiro

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Chiffres du rapport
Résolution C 3 Quorum exigé pour la Constitution	Le Conseil exécutif a élaboré à l'intention du Congrès de Hamburg une proposition visant à entériner, dans le Règlement intérieur des Congrès, le principe énoncé dans la résolution C 3 du Congrès de Rio de Janeiro (proposition <u>1721.1</u>).	45
Résolution C 12 Développement des services des articles d'argent dans le domaine postal, en particulier du service des mandats de poste internationaux	Le Conseil exécutif a préconisé des mesures susceptibles de faciliter l'instauration et le développement des services financiers postaux, en particulier des mandats de poste internationaux (décisions CE 5/1983 et CE 15/1983 et propositions <u>6000.1 et 6000.2</u>).	40
Résolution C 14 Taxes spéciales. Possibilité d'appliquer le tarif intérieur	Afin de maintenir les taxes maximales dans la Convention et de permettre aux Administrations de dépasser les limites supérieures si cela est nécessaire, le Conseil exécutif a décidé de maintenir l'article 24 tel quel et de modifier l'article III du Protocole final (voir proposition <u>3303.1</u>).	17
Résolution C 15 Modification des principes de fixation des taxes supplémentaires des colis postaux	Les résultats de la consultation des Pays-membres ayant fait ressortir que les Administrations souhaitent pouvoir librement fixer leurs taxes supplémentaires, le CE a décidé de faire sienne la proposition 5307.2, soumise par les pays nordiques au Congrès de Rio de Janeiro, mais qui avait été jugée irrecevable faute d'avoir été présentée dans les délais prévus. Cette proposition vise à donner aux Administrations la faculté de percevoir, à titre exceptionnel, des taxes supplémentaires dépassant les limites supérieures fixées dans l'Arrangement. Pour tenir compte de cette décision, des modifications ont été apportées aux articles 9, 11 et 14 de l'Arrangement ainsi que le transfert, après adaptation, de l'article VI du Protocole final dans l'Arrangement même (voir propositions <u>5009.1, 5009.2, 5009.3, 5009.4, 5011.1, 5012.1, 5014.1, 5014.2, 5014.3, 5014.4, 5029.1, 5031.1, 5306.1 et 5306.2</u>).	38
Résolution C 16 Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU (Conseil de coopération douanière/Union postale universelle)	En accord avec le CCD, le Comité de contact CCD/UPU a été reconstitué. Ses travaux ont porté sur le traitement douanier des envois postaux (propositions <u>2000.10, 2000.11, 2500.4, 2516.2 et 2901.1</u>). Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU après le Congrès de Hamburg (proposition <u>2000.10</u>).	16
Résolution C 18 Congrès extraordinaires, Conférences administratives, Commissions spéciales	Tout en optant pour le maintien de la disposition relative aux Congrès extraordinaires, le Conseil exécutif s'est prononcé en faveur de la suppression des dispositions relatives aux Conférences administratives et aux Commissions spéciales (propositions <u>1013.1, 1016.1, 1019.1, 1501.1 et 1506.1</u>).	51
Résolution C 19 Coopération entre l'Union postale universelle et l'Institut international des caisses d'épargne (IICE)	Le Conseil exécutif a adopté un protocole d'accord avec l'IICE prévoyant l'échange d'informations, la participation réciproque aux réunions des organes appropriés de chacune des deux organisations et la collaboration à la conception et à l'exécution des projets, notamment dans le cadre de la coopération technique (résolution CE 5/1980).	43

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Chiffres du rapport
Vœu C 21 Télégrammes-mandats et télégrammes- virements	La Commission d'études I du CCITT a accepté le texte d'une annotation destinée à compléter l'annotation 4 à l'article 130 (Mandats, Règlement) dans le sens du vœu C 21.	41
Résolution C 25 Revision des quotes-parts territoriales et maritimes	Le Conseil exécutif propose de nouvelles quotes-parts de départ et d'arrivée fondées sur la libéralisation limitée de celles-ci et sur la fixation de taux d'orientation (propositions 5046.1, 5048.1, 5054.1, 5301.1, 5304.1 et 5305.1). Rajustement des quotes-parts de transit et des quotes-parts maritimes par référence aux frais de transit révisés (propositions 5047.1, 5047.2, 5047.3, 5049.1, 5049.2, 5049.3 et 5000.3).	35
Résolution C 26 Modification des principes de fixation des quotes-parts territoriales de transit	Le CE propose que les colis-avion en transit à découvert soient assujettis à une quote-part territoriale de transit de 1 fr-or (0,33 DTS) par colis et de maintenir le statu quo pour les dépêches closes de colis-avion en transit (propositions 5047.4 et 5921.1).	36
Résolution C 27 Simplification du procédé actuel d'attri- bution des quotes-parts	Le CE a considéré que le procédé d'inscription globale devrait être maintenu et par conséquent n'a pas modifié les dispositions de l'Arrangement. Une description détaillée des procédés prévus à l'article 55, § 3 (selon le taux moyen par colis et par kilogramme de poids brut de la dépêche) a été diffusée en juin 1983.	37
Résolution C 28 Revision des frais de transit et étude sur la structure économique des barèmes	Voir Congrès — Doc 9 et propositions 3000.1, 3061.1, 3061.2, 3061.3, 3061.4, 3065.5, 3061.91, 3065.4, 3065.91, 3065.92, 3570.3, 3581.4 et 3582.2.	22
Résolution C 30 Revision des taux de base du transport aérien du courrier	Voir le Congrès — Doc 17 et la proposition 4000.6.	25
Résolution C 31 Principe et méthode de calcul des frais du transport aérien intérieur	La consultation n'ayant pas fourni des indications assez significatives, le Conseil exécutif a décidé de n'apporter aucune modification au système actuel.	26
Résolution C 33 Rémunération touchant le transit à découvert	Maintien du coefficient de majoration de 5% considéré comme satisfaisant par la majorité des Administrations. L'étude élargie a donné lieu aux propositions 4000.2, 4608.1 et 4617.2.	27
Résolution C 34 Priorité accordée aux dépêches-avion par les compagnies aériennes	Il n'a pas encore été possible de s'entendre avec l'IATA sur la revision de l'accord de 1948. En vue de renforcer la situation des Administrations sur le plan national, le Conseil recommande l'adoption de la proposition 4075.1.	29
Résolution C 35 Poursuite de l'étude des frais termi- naux	Voir Congrès — Doc 10 et propositions 3000.4. et 3062.4.	23
Résolution C 36 Attribution des taxes. Frais de transit et frais terminaux	Le CE 1980 a intégré les études chargées par cette résolution dans l'étude concernant la revision des frais de transit et la structure économique des barèmes, d'après la résolution C 28, à l'exception du point 3, qui a été transféré à l'étude des frais terminaux à la charge d'un Groupe de travail formé pour répondre à la résolution C 35.	22 et 23
Résolution C 37 Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique	Le Conseil exécutif a adopté en 1980 les grandes lignes de la politique générale et du programme général d'action en matière de coopération technique pour la période 1980-1985 en tenant compte également des résolutions C 38 et C 66 (décision CE 19/1980). Lors de chaque session annuelle, le Conseil a pris acte des activités menées ou programmées (voir Congrès — Doc 18.1 et proposition 015).	74

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Chiffres du rapport
Résolution C 38 Financement des activités d'assistance technique de l'UPU	En vue d'améliorer le taux d'exécution des projets UPU au titre du PNUD, qui a enregistré une baisse sensible en 1979, le Conseil exécutif a adopté une recommandation visant à accélérer l'approbation et l'exécution des projets (recommandation CE 23/1980). Il a en outre chargé le Bureau international de lancer un appel aux pays afin que ceux-ci prennent des mesures en vue d'accélérer l'exécution des projets postaux (décision CE 13/1981). Le Conseil exécutif a pris acte des initiatives prises par le Bureau international pour obtenir une augmentation des ressources complémentaires compte tenu des difficultés financières du PNUD qui se sont manifestées en 1981 et dans les années suivantes (voir Congrès – Doc 18.2 et proposition 016).	74
Résolution C 39 Principe et méthode de calcul des frais de transport aérien intérieur relatifs aux colis postaux	Voir la résolution C 31 ci-devant	26
Résolution C 44 Organisation, fonctionnement et métho- des de travail du Conseil exécutif et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP	Le Conseil exécutif propose d'insérer dans le Règlement intérieur des Congrès un texte réglant l'attribution des études au CE et au CCEP (proposition 1725.91) et recommande l'adoption de certaines modifications de l'article 102, § 6, du Règlement général (proposition 1502.6) (voir Congrès – Doc 7).	47
Résolution C 45 Règles de paiement	Le CE a estimé que, pour accélérer le paiement des diverses prestations postales du régime international, il convenait d'améliorer la situation par des actions de formation dans le domaine de la coopération technique tant au plan bilatéral que par l'intermédiaire du Bureau international et a prévu en conséquence un programme d'action à exécuter dès 1985 (proposition 3500.1).	18
Résolution C 48 Matières biologiques périssables	Compte tenu des avis exprimés par les Administrations, le Conseil exécutif a décidé: – de maintenir la condition selon laquelle les matières biologiques périssables non infectieuses ne peuvent être échangées qu'entre laboratoires qualifiés officiellement reconnus; – de ne pas compléter les dispositions concernant les substances infectieuses par des précisions concernant les autorités compétentes à contacter en cas d'accident.	32
Vœu C 49 Liste des adresses, des chefs et des fonctionnaires supérieurs des Admi- nistrations postales et des Unions restreintes	Le Bureau international a ajouté aux noms des fonctionnaires signant habituellement les correspondances internationales les numéros de téléphone et éventuellement de télex ainsi que les jours et heures de travail que les Administrations postales lui ont communiqués.	61
Résolution C 50 Tenue à jour des publications du Bureau international	Les Administrations postales sont invitées régulièrement par le Bureau international (une fois par année au moins) à contrôler les renseignements les concernant qui figurent dans les publications de l'UPU et à les mettre à jour. Le Conseil exécutif a par ailleurs entrepris une étude concernant l'utilité de ces publications. Il est arrivé à la conclusion que la plupart des publications devraient être maintenues sans modifications majeures, que le Catalogue de l'UPU devrait être remplacé par trois brochures et que deux publications qui n'y figuraient pas devraient être ajoutées à celles qui sont énumérées à l'article 111 du Règlement d'exécution de la Convention postale universelle (voir proposition 2511.2). Dans le même sens, le Conseil consultatif des études postales a proposé que soit ajouté à ces publications le fichier de l'équipement postal (voir proposition 2511.3).	62

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Chiffres du rapport
Résolution C 56 Sécurité sociale des fonctionnaires élus	Par cette résolution, le Congrès de Rio de Janeiro avait chargé le CE de poursuivre l'étude des problèmes qui se posent pour la sécurité sociale des fonctionnaires élus en raison de la limitation de la durée de leur mandat. Or, le CE a approuvé la recommandation du Conseil de fondation de la Caisse de prévoyance de l'UPU, selon laquelle il conviendrait d'attendre tout d'abord les résultats de la mise en pratique du nouveau système de pensions de retraite des fonctionnaires élus (résolution C 52 du Congrès de Rio de Janeiro) et, si cela était toujours considéré comme nécessaire, d'entreprendre alors une nouvelle étude. Le CE a donc renvoyé l'examen de cette question.	55
Résolution C 62 Etude sur le système actuel de statistique	Voir <u>Congrès — Doc 11</u> et les deux ensembles de propositions suivants: — système a: propositions <u>3061.6, 3062.5, 3065.5, 3066.1, 3501.1, 3556.1, 3562.1, 3569.91, 3569.92, 3570.4, 3571.1, 3572.3, 3573.3, 3574.91, 3574.92, 3575.1, 3576.1, 3577.1, 3577.92, 3578.5, 3578.91, 3578.92, 3578.93, 3578.94, 3578.95, 3578.96, 3579.4, 3580.3, 3580.91, 3581.5, 3583.2, 3583.91, 3584.2, 3585.2, 3912.1, 3915.1, 3917.2, 3917.3, 3920.1, 3920.2, 3921.1, 3921.2, 3579.5 et 3574.7;</u> — système c 1: propositions <u>3061.7, 3062.6, 3065.6, 3066.2, 3501.2, 3556.2, 3562.2, 3569.93, 3569.94, 3569.95, 3569.96, 3569.97, 3570.5, 3571.2, 3572.4, 3573.4, 3574.8, 3574.93, 3574.94, 3574.95, 3575.2, 3576.2, 3577.2, 3577.91, 3577.93, 3578.6, 3578.97, 3579.6, 3579.91, 3580.4, 3580.92, 3581.6, 3583.3, 3584.3, 3585.3, 3912.2, 3912.91, 3912.92, 3915.2, 3915.91, 3915.92, 3917.4, 3917.5, 3920.3, 3920.4, 3921.3, 3921.4, 3928.2, 3957.1, 3953.3, 3955.3, 3915.93, 3915.94, 3915.95 et 3962.3.</u>	24
Décision C 64 Décompte des frais de transit et des frais terminaux	L'étude de la proposition 2056.5 a été confiée au Groupe de travail traitant du système actuel de statistique résultant de la résolution C 62.	24
Décision C 65 Décompte des frais de transit et des frais terminaux	L'étude de la proposition 2056.8, paragraphe 1, a été confiée au Groupe de travail traitant du système actuel de statistique résultant de la résolution C 62.	24
Résolution C 66 Coopération technique entre pays en développement	Le Conseil exécutif a apporté toute l'attention voulue à la promotion de la coopération technique entre pays en développement (CTPD). Lors de chaque session annuelle, le Conseil a été mis au courant des activités d'assistance technique de l'UPU dans le cadre de la CTPD, notamment de l'utilisation plus poussée d'experts et de consultants des pays en développement, de la formation de futurs consultants de ces pays, de l'organisation de cours, de cycles d'étude et de réunions techniques dans les pays en développement, etc. (voir <u>Congrès — Doc 18.2</u> et proposition <u>017</u>).	80
Décision C 69 Etiquetage des dépêches	Voir les propositions <u>4597.2 et 4908.91</u> (création d'une nouvelle étiquette).	31
Résolution C 73 Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier	Voir le <u>Congrès — Doc 16</u> et la proposition <u>4000.5</u> .	31
Décision C 75 Etiquetage des dépêches	Voir les propositions <u>5520.3/Rev 1 et 5924.91/Rev 1</u> (création d'une nouvelle étiquette).	31
Décision C 80 Remboursement des frais de voyage des membres du Conseil consultatif des études postales	Le Conseil exécutif s'est prononcé pour le statu quo (voir <u>Congrès — Doc 2</u> , §§ 20 à 23).	—

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Chiffres du rapport
Décision C 86 Ressort de l'Union	Le Conseil exécutif est arrivé à la conclusion que l'article 3, lettre b), de la Constitution pourrait être de quelque utilité et recommande au Congrès de lui donner une nouvelle interprétation (proposition <u>1003.1</u>).	12
Résolution C 87 Etude sur les envois de correspondance groupée	Pour éviter toute confusion, le CE a décidé de remplacer l'expression «envois de correspondance groupée» par celle de «courrier accéléré international (CAI)». Les renseignements au sujet de ce service ainsi qu'un «Guide à l'usage des pays désirant participer à un service de courrier accéléré international (CAI)» ont été diffusés à toutes les Administrations de l'Union en juillet 1981. Le Bureau international a été chargé de recueillir les informations sur l'évolution dudit service dans les Pays-membres en vue de les mettre à la disposition des Administrations qui en feraient la demande.	19
Résolution C 88 Etude concernant l'Autorité de surveillance	Cette étude a abouti à l'élaboration de propositions tendant à modifier la Constitution et le Règlement général (propositions <u>1020.1</u> et <u>1509.1</u>) ainsi qu'à certaines modifications du Statut du personnel et des Statuts de la Caisse de prévoyance (voir décision CE 1/1981 et résolution CE 2/1982).	8
Résolution C 89 Arriérés de contributions	Au terme de son étude (voir <u>Congrès — Doc 8</u>), le Conseil exécutif a: 1° rétabli le délai de six mois pour le paiement des fournitures livrées par le Bureau international (résolution CE 3/1982); 2° préconisé diverses mesures pour assainir les arriérés à l'UPU (propositions <u>09</u> , <u>1526.1</u> , <u>1526.91</u> et <u>1526.92</u>).	72
Résolution C 90 Participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique	Ayant reconnu l'utilité de développer la collaboration UPU/Unions restreintes en matière d'assistance technique, le Conseil exécutif a adopté la résolution CE 6/1983 pour fixer le cadre juridique de cette collaboration.	102
Résolution C 91 Modification éventuelle des Accords ONU/UPU	Le Conseil exécutif a décidé de ne plus inscrire cette question à l'ordre du jour de la Commission des affaires générales tant que l'ONU n'aura pas abordé le problème (décision CE 11/1980).	105
Décision C 97 Courrier de surface transporté par voie aérienne	Le Conseil exécutif suggère d'introduire dans la Convention une réglementation minimale pour ce type de courrier en apportant à l'Arrangement concernant les colis postaux les adaptations nécessaires (voir propositions <u>4000.7</u> , <u>5004.1</u> , <u>5515.91</u> et <u>5522.1</u>).	31
Résolution C 101 Politique générale en matière d'information publique	Le Conseil exécutif a établi la liste des activités d'information publique qui, de l'avis des Administrations postales membres du CE et du CCEP consultées à cet effet, devraient être intensifiées et développées en priorité. Il a en outre chargé le Bureau international d'essayer d'obtenir la mise à disposition gratuitement de la part d'une Administration postale d'un spécialiste en information. L'Administration française a accepté de mettre à la disposition du Bureau international, pour deux ans, à partir du mois d'avril 1984, un consultant spécialiste en information. Par ailleurs, le CCEP a publié les résultats de l'étude 504 qu'il a effectuée sous forme d'enquête sur la politique générale en matière d'information publique.	122 à 125
Décision C 104 La poste et l'information	Le Bureau international a procédé à la réédition du Mémoire sur le rôle de la poste (voir également décision C 107).	129

Résolution, décision, etc., du Congrès	Résultats	Chiffres du rapport
	<p>L'UPU a participé à l'Année mondiale des communications (1983); le Bureau international et les Administrations postales ont pris une série de mesures (dont l'émission de timbres-poste) visant notamment à sensibiliser l'opinion publique et les autorités des Pays-membres en faveur de la poste.</p> <p>Les Administrations postales ont été invitées par le Conseil exécutif à poursuivre au-delà de l'Année 1983 les actions commencées à l'occasion de l'Année mondiale des communications et à considérer comme permanente la campagne de sensibilisation de l'opinion publique et des autorités compétentes de leur pays sur le rôle important de la poste dans le processus du développement.</p>	
Décision C 107 Mémoire sur le rôle de la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel	Le Mémoire sur le rôle de la poste, actualisé et publié par le Bureau international, a été diffusé par l'intermédiaire des Administrations postales (voir également décision C 104).	128

Liste des résolutions et décisions du Conseil exécutif 1979–1984

Clef de classement

1	Généralités concernant l'Union	3.5.7.1	Service anglais
1.1	Pays-membres	3.5.7.2	Service arabe
1.2	Autorité de surveillance	3.5.7.3	Service espagnol
1.3	Questions politiques	3.5.7.4	Autres langues
1.4	Rapport sur les activités de l'Union	3.5.8	Rapport du Directeur général
1.5	Divers	3.5.9	Divers
2	Actes de l'UPU	4	Finances
2.1	Généralités	4.1	Règlement financier
2.2	Constitution	4.2	Budget
2.3	Règlement général	4.3	Comptes
2.4	Convention	4.4	Plafond des dépenses annuelles
2.4.1	Questions communes aux différents services postaux internationaux	4.5	Divers
2.4.2	Poste aux lettres	5	Coopération technique
2.4.3	Frais de transit et frais terminaux	5.1	Généralités
2.4.4	Poste aérienne	5.2	Projets et autres activités
2.5	Colis postaux	5.2.1	Consultants
2.6	Services financiers postaux	5.2.2	Experts
2.6.1	Mandats de poste	5.2.3	Boursiers
2.6.2	Chèques postaux	5.2.4	Enseignement postal
2.6.3	Remboursements	5.3	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
2.6.4	Recouvrements	5.4	Fonds spécial UPU
2.6.5	Epargne	5.5	Deuxième Décennie pour le développement
2.6.6	Abonnements aux journaux et écrits périodiques	6	Relations extérieures
3	Organes de l'UPU	6.1	Unions restreintes
3.1	Généralités	6.2	Organisation des Nations Unies (ONU)
3.2	Congrès	6.2.1	Accords ONU/UPU
3.2.1	Règlement intérieur	6.2.2	Administration postale
3.2.2	Organisation et fonctionnement	6.2.3	Corps commun d'inspection des Nations Unies
3.2.3	Divers	6.2.4	Commission de la fonction publique internationale (CFPI)
3.3	Conseil exécutif (CE)	6.2.5	Divers
3.3.1	Règlement intérieur	6.3	Institutions spécialisées et Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)
3.3.2	Organisation et fonctionnement	6.3.1	Généralités
3.3.3	Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif	6.3.2	Organisation de l'aviation civile internationale (OACI)
3.3.4	Divers	6.3.3	Union internationale des télécommunications (UIT)
3.4	Conseil consultatif des études postales (CCEP)	6.3.4	Organisation mondiale de la santé (OMS)
3.4.1	Règlement intérieur	6.4	Autres organisations
3.4.2	Organisation et fonctionnement	6.4.1	Association du transport aérien international (IATA)
3.4.3	Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales	6.4.2	Conseil de coopération douanière (CCD)
3.4.4	Divers	6.4.3	Organisation de l'unité africaine (OUA)
3.5	Bureau international	6.4.4	Mouvements de libération nationale
3.5.1	Organisation et fonctionnement	6.4.5	Ligue des Etats arabes
3.5.2	Personnel	6.4.6	Chambre internationale de la marine marchande (ICS)
3.5.2.1	Statut et Règlement du personnel	6.4.7	Organisation internationale de normalisation (ISO)
3.5.2.2	Caisse de prévoyance de l'UPU	6.4.8	Corps commun d'inspection (CCI)
3.5.2.3	Fonds social	6.4.9	Institut international des caisses d'épargne (IICE)
3.5.2.4	Commission de la fonction publique internationale (CFPI)	6.4.10	Divers
3.5.3	Documents et publications	6.5	Information publique
3.5.4	Cinémathèque		
3.5.5	Service d'impression offset		
3.5.6	Bâtiment		
3.5.7	Services de traduction		

Liste des résolutions et décisions du Conseil exécutif 1979–1984

Clef de classement	Objet	Résolution N°	Décision N°
1	Généralités concernant l'Union		
1.2	Autorité de surveillance		D 1/1981
1.4	Rapport sur les activités de l'Union		D 3/1980 D 2/1981 D 1/1982 D 1/1983 D 1/1984
1.5	Divers	Restauration de la maison où fut fondée l'UPU	D 2/1982
2	Actes de l'UPU		
2.3	Règlement général		
2.4	Convention		
2.4.1	Questions communes aux différents services postaux internationaux	Etude sur le système actuel de statistique. Constitution d'un Groupe de travail Expédition des objets dangereux par la poste. Liste des définitions des marchandises dangereuses interdites pour le transport par la poste, établie par l'OACI Choix des sujets de timbres-poste	D 13/1980 R 1/1983 D 2/1984
2.4.2	Poste aux lettres	Poste aux lettres. Courrier accéléré international Courrier accéléré international Situation juridique des Administrations postales intermédiaires dans le cas où des dépêches closes en transit sont soupçonnées de contenir des stupéfiants ou des matières psychotropes	D 20/1982 D 2/1983 D 3/1984
2.4.3	Frais de transit et frais terminaux	Etude sur le système actuel de statistique. Constitution d'un Groupe de travail Etude sur la structure économique des barèmes des frais de transit. Création d'un Groupe de travail Etude des frais terminaux. Constitution d'un Groupe de travail Etablissement des comptes des frais terminaux du courrier de surface pour les années 1981 et 1982 et ceux des frais terminaux du courrier-avion pour 1980	D 13/1980 D 14/1980 D 15/1980 D 16/1980
2.4.4	Poste aérienne	Frais de transport aérien des correspondances-avion en transit à découvert: décompte pour 1981 Poste aérienne. Groupe de travail	R 4/1980 D 3/1981
2.5	Colis postaux	Colis postaux. Constitution d'un Groupe de travail Participation aux travaux du Groupe de travail des colis postaux Transbordement direct de dépêches de colis-avion	D 17/1980 D 4/1981 D 4/1983
2.6	Services postaux financiers	Protocole d'accord entre l'Union postale universelle et l'Institut international des caisses d'épargne (IICE) Dénomination de la Commission 8 (Articles d'argent)	R 5/1980 D 18/1980

Clef de classement	Objet	Résolution N°	Décision N°
	Abandon de l'expression «articles d'argent» et utilisation de celle de «services financiers postaux» au niveau de l'UPU	R 1/1981	
2.6.1	Mandats de poste		D 5/1983
	Appel aux pays non signataires de l'Arrangement concernant les mandats de poste		
	Coopération technique en matière de mandats de poste		D 15/1983
2.6.2	Chèques postaux		D 5/1981
	Dépôt des caractéristiques techniques des formules de postchèques et de la carte de garantie postchèque auprès du Bureau international		
3	Organes de l'UPU		
3.1	Généralités	Congrès extraordinaires, Conférences administratives, Commissions spéciales	D 7/1981
3.2	Congrès	Etude sur l'organisation et le fonctionnement des Congrès	D 4/1980
3.2.2	Organisation et fonctionnement	Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès	D 6/1981
	Doyen du Congrès		D 3/1982
	Invitations au XIX ^e Congrès	R 4/1984	
3.2.3	Divers	Appel aux Administrations en vue de limiter le nombre des propositions à présenter au XIX ^e Congrès	R 1/1982
	Lancement de la résolution		D 23/1982
	Examen préalable des propositions à soumettre au Congrès		D 6/1983
	Présentation devant le Congrès de certaines propositions du Conseil exécutif		D 4 à 9/1984
3.3	Conseil exécutif (CE)		
3.3.1	Règlement intérieur	Règlement intérieur du Conseil exécutif	D 1/1980
	Modification du Règlement intérieur du Conseil exécutif		D 8/1981
3.3.2	Organisation et fonctionnement	Vice-présidences du Conseil exécutif	D 1/1979
	Présidences et vice-présidences des Commissions du Conseil exécutif		D 2/1979
	Date de la session de 1980 du Conseil exécutif		D 3/1979
	Composition et attributions des Commissions du Conseil exécutif		D 2/1980
	Date de la prochaine session du Conseil exécutif		D 5/1980
	Modification éventuelle des Accords ONU/UPU		D 11/1980
	Dénomination de la Commission 10		D 24/1980
	Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Conseil exécutif et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP		D 24/1981
	Date et durée de la prochaine session du Conseil exécutif		D 9/1981
	Date et durée de la prochaine session du Conseil exécutif		D 4/1982
	Date et durée de la prochaine session du Conseil exécutif		D 7/1983

Clef de classement	Objet	Résolution N°	Décision N°
3.3.3	Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif		D 10/1984
3.3.4	Divers	Rapport sur les activités de l'Union 1979	D 3/1980
3.4	Conseil consultatif des études postales (CCEP)	Approbation du Rapport annuel sur les activités du CCEP	D 30/1980
		Approbation du Rapport annuel sur les activités du CCEP	D 10/1981
		Approbation du Rapport annuel sur les activités du CCEP	D 5/1982
3.4.4	Divers		
3.5	Bureau international		
3.5.1	Organisation et fonctionnement		
3.5.2	Personnel	Maintien en activité	D 8/1980
		Nomination d'un nouveau Sous-Directeur général (D 2)	D 11/1981
		Echelons d'ancienneté pour certains fonctionnaires méritants ayant atteint le plafond de leur grade	D 6/1982
		Transformation d'un poste G en un poste P. Cadre du personnel	D 7/1982
		Acceptation formelle de la démission de M. Thomas Scott, Vice-Directeur général	D 8/1982
		Modification de la résolution CE 1/1977 (Conditions de service du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international)	D 9/1982
		Interprétation de l'article 108 du Règlement général de l'UPU	D 10/1982
		Indemnités payables au Vice-Directeur général ad interim	D 11/1982
		Désignation d'un Sous-Directeur général pour assumer, jusqu'au prochain Congrès, les fonctions de Vice-Directeur général	D 12/1982
		Conditions dans lesquelles un Sous-Directeur général pourrait faire acte de candidature au poste vacant de Directeur général ou de Vice-Directeur général	D 8/1983
		Problèmes liés au passage éventuel de la catégorie G à la catégorie P	D 9/1983
		Besoins supplémentaires en personnel. Cadre du personnel	D 10/1983
		Modification de la résolution CE 1/1977 – Conditions de service des fonctionnaires élus (Directeur général et Vice-Directeur général) du Bureau international	D 11/1983
3.5.2.1	Statut et Règlement du personnel	Modifications du Statut du personnel du Bureau international (articles 1.11; 2.1, § 1; 4.8; 4.12; 4.14, et le paragraphe 1 du «Champ d'application»)	D 6/1980
		Besoins supplémentaires en personnel en 1980 et 1981. Cadre du personnel	D 7/1980
		Déclaration sur la sécurité et l'indépendance de la fonction publique internationale	D 35/1980

Clef de classement	Objet	Résolution N°	Décision N°
3.5.2.2	Caisse de prévoyance de l'UPU	Amendement des Statuts de la Caisse de prévoyance de l'UPU et du Statut du personnel du Bureau international de l'UPU	R 2/1982
		Modification du Statut du personnel du Bureau international (article 9.8)	D 12/1983
		Modification du Statut du personnel du Bureau international (article 4.4)	D 11/1984
		Caisse de prévoyance de l'UPU	D 31/1980
		Amendement des Statuts de la Caisse de prévoyance de l'UPU et du Statut du personnel du Bureau international de l'UPU	R 2/1982
		Amendement des Statuts de la Caisse de prévoyance de l'UPU (articles 8, § 3; 23, § 2; 29, § 2, lettre a), 2°, 51, § 2, lettre b))	R 2/1983
		Situation actuarielle de la Caisse de prévoyance de l'UPU	D 31/1980 D 13/1983
		Dénomination de la Commission 10	D 24/1980
		Publications de l'UPU	D 26/1980
		Réédition du Mémoire sur le rôle de la poste	D 28/1980
3.5.3	Documents et publications	Prix des abonnements à la revue «Union Postale»	D 19/1981
		Mise à jour des publications de l'UPU	D 20/1981
		Païement des fournitures du Bureau international	R 3/1982
		Publications de l'UPU	D 12/1984
3.5.6	Bâtiment		
3.5.9	Divers		
4	Finances		
4.1	Règlement financier	Modification du Règlement financier de l'UPU	D 10/1980
		Modification du Règlement financier de l'UPU	D 12/1981
		Modification du Règlement financier de l'UPU (article 20, § 3)	D 13/1982
		Approbation de l'article 20, § 2, du Règlement financier	R 3/1982
		Modification du Règlement financier de l'UPU	D 14/1983
4.2	Budget	Approbation du budget ajusté de l'Union pour l'année 1980	R 1/1980
		Budget de l'Union postale universelle pour l'année 1981	R 2/1980
		Budget de l'Union postale universelle pour l'année 1982	R 2/1981
		Budget de l'Union postale universelle pour l'année 1983	R 4/1982
		Budget de l'Union postale universelle pour l'année 1984	R 3/1983
		Budget de l'Union postale universelle pour l'année 1985	R 1/1984
4.3	Comptes	Planification à moyen terme/budget-programme	D 14/1984
		Approbation des comptes de la coopération technique	R 3/1980
		Approbation des comptes de l'Union de l'exercice financier 1979	D 9/1980
		Approbation des comptes de l'Union postale universelle de l'année 1980 et du Rapport de vérification y relatif	R 3/1981

Clef de classement	Objet	Résolution N°	Décision N°
	Approbation des comptes de la coopération technique	R 4/1981	
	Approbation des comptes de l'Union postale universelle de l'année 1981 et du Rapport de vérification y relatif	R 5/1982	
	Approbation des comptes concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD pour l'exercice financier 1981	R 6/1982	
	Intérêts moratoires pour les fournitures du Bureau international	R 3/1982	
	Approbation des comptes de l'Union postale universelle de l'année 1982 et du Rapport de vérification y relatif	R 4/1983	
	Approbation des comptes concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD pour l'exercice financier 1982	R 5/1983	
	Approbation des comptes de l'Union postale universelle de l'année 1983 et du Rapport de vérification y relatif	R 2/1984	
4.5	Divers		
	Restauration de la maison où fut fondée l'UPU		D 2/1982
	Etude concernant les arriérés		D 22/1982
	Problème des arriérés à l'UPU		D 15/1984
5	Coopération technique		
5.1	Généralités		
	Politique de nature à renforcer l'action de l'UPU en matière de coopération technique		D 19/1980
	Participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique		D 20/1980
	Approbation et exécution des projets d'assistance technique		D 23/1980
	Appel aux pays les invitant à prendre des mesures en vue d'accélérer l'exécution des projets postaux		D 13/1981
	Participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique		D 14/1981
	Participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique		D 17/1982
	Participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique de l'UPU	R 6/1983	
	Coopération technique en matière de mandats de poste		D 15/1983
5.3	Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)		
	Approbation et exécution des projets d'assistance technique		D 23/1980
	Approbation des comptes de la coopération technique	R 3/1980	
	Approbation des comptes de la coopération technique	R 4/1981	
	Approbation des comptes concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD pour l'exercice financier 1981	R 6/1982	
	Approbation des comptes concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD pour l'exercice financier 1982	R 5/1983	
	Approbation des comptes concernant les fonds affectés à l'UPU par le PNUD pour l'exercice financier 1983	R 3/1984	
5.4	Fonds spécial UPU		
	Modification du Règlement sur la gestion administrative et financière du Fonds spécial UPU		D 21/1980
	Approbation du programme du Fonds spécial UPU pour 1980		D 22/1980
	Approbation du programme du Fonds spécial UPU pour 1981		D 15/1981

Clef de classement	Objet	Résolution N°	Décision N°
	Approbation des programmes du Fonds spécial UPU pour 1982 et 1983		D 14/1982
	Approbation du programme du Fonds spécial UPU pour l'année suivante au lieu de l'année en cours		D 15/1982
	Versement des contributions au Fonds spécial UPU pour 1982 et 1983		D 16/1982
	Approbation du programme du Fonds spécial UPU pour 1984		D 16/1983
	Approbation du programme du Fonds spécial UPU pour 1985		D 16/1984
6	Relations extérieures		
6.1	Unions restreintes		D 20/1980
	Participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique		D 14/1981
	Participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique		D 17/1982
	Participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique de l'UPU	R 6/1983	
6.2	Organisation des Nations Unies (ONU)		D 11/1980
6.2.3	Corps commun d'inspection des Nations Unies		D 33/1980
6.2.4	Commission de la fonction publique internationale (CFPI)		
6.2.5	Divers		D 34/1980
	Recommandations de l'Organisation des Nations Unies concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées		D 35/1980
	Déclaration sur la sécurité et l'indépendance de la fonction publique internationale		D 32/1980
	Année internationale des personnes handicapées (1981)		D 21/1981
	Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales		D 22/1981
	Développement de la communication		D 18/1982
	Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales		D 17/1983
	Choix des sujets de timbres-poste		D 2/1984
	Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales		D 17/1984
6.3	Institutions spécialisées et Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)		

Clef de classement	Objet	Résolution N°	Décision N°
6.3.2	Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) Expédition des objets dangereux par la poste. Liste des définitions des marchandises dangereuses interdites pour le transport par la poste, établie par l'OACI	R 1/1983	
6.4	Autres organisations		
6.4.1	Association du transport aérien international (IATA) Comité de contact IATA/UPU		D 36/1980
6.4.2	Conseil de coopération douanière (CCD) Reconstitution du Comité de contact CCD/UPU Participation aux travaux du Comité de contact CCD/UPU Elargissement du Comité de contact CCD/UPU Prochaine réunion du Comité de contact CCD/UPU		D 12/1980 D 23/1981 D 21/1982 D 18/1983
6.4.9	Institut international des caisses d'épargne (IICE) Protocole d'accord entre l'Union postale universelle et l'Institut international des caisses d'épargne (IICE)	R 5/1980	
6.5	Information publique Concours internationaux de compositions épistolaires pour les jeunes Activités d'information Réédition du Mémorandum sur le rôle de la poste Année mondiale des communications Concours internationaux de compositions épistolaires pour les jeunes Sujets des concours internationaux de compositions épistolaires pour les jeunes des années 1982 à 1985 Journée de l'UPU Prix des abonnements à la revue «Union Postale» Mise à jour des publications de l'UPU Activités d'information Année mondiale des communications (AMC) Concours internationaux de compositions épistolaires pour les jeunes		D 25/1980 D 27/1980 D 28/1980 D 29/1980 D 16/1981 D 17/1981 D 18/1981 D 19/1981 D 20/1981 D 19/1982 D 18/1984 D 19/1984

1979–1984

**Rapport sur l'ensemble de l'activité
du Conseil consultatif
des études postales**

Sommaire

Avant-propos

A. *Généralités concernant le Conseil consultatif des études postales*

B. *Activités du Conseil consultatif des études postales*

Chapitre I Programme de travail 1979–1984

Chapitre II Rapports avec le Conseil exécutif

Chapitre III Activités de coopération technique

Chapitre IV Relations avec des organisations internationales

Chapitre V Publications éditées à l'initiative du CCEP

Chapitre VI Organisation et fonctionnement du CCEP

Chapitre VII Réflexions sur l'exécution des travaux du CCEP pendant la période 1979–1984

C. *Projet de programme de travail pour le futur Conseil consultatif des études postales*

D. *Conclusion*

Annexes

1 Sessions du CCEP et réunions du Comité directeur

2 Programme de travail du CCEP pour la période 1979–1984

3 Compte rendu de la huitième réunion du Comité de contact ISO/UPU

4 Réunions de l'ISO auxquelles l'Union a été représentée

5 Liste des décisions, recommandations et vœux du Congrès de Rio de Janeiro 1979 intéressant le Conseil consultatif des études postales

6 Liste des propositions soumises par le Conseil consultatif des études postales au XIX^e Congrès

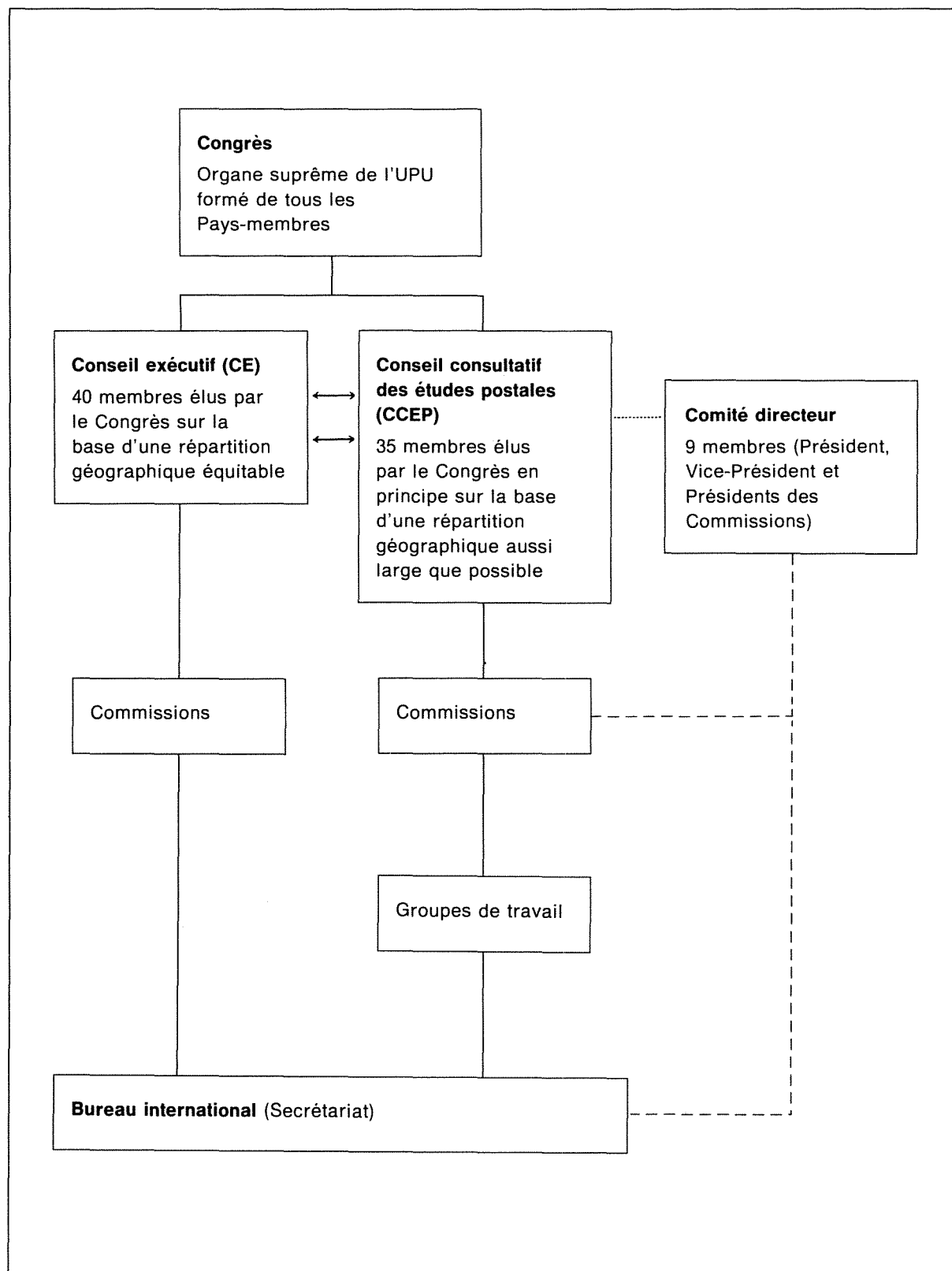
7 Liste des propositions transmises par le Conseil consultatif des études postales au Conseil exécutif

8 Liste des résolutions et décisions du Conseil consultatif des études postales 1979–1984

Avant-propos

1. Le Conseil consultatif des études postales doit établir, à l'intention du Congrès, selon les dispositions de l'article 105, § 3, du Règlement général, un rapport sur l'ensemble de son activité.
2. C'est en application de ces dispositions que le Conseil élu par le Congrès de Rio de Janeiro a établi le présent rapport sur les principaux résultats de ses travaux.

Le Conseil consultatif des études postales dans le cadre de l'Union postale universelle



A. Généralités concernant le Conseil consultatif des études postales

Evolution organique

3. La Commission consultative des études postales, créée par le Congrès d'Ottawa 1957, était un organe quasi fictif; de fait, elle fonctionna uniquement comme 3^e Commission des Congrès de Vienne 1964 et de Tokyo 1969 et ne joua aucun rôle effectif pendant les périodes séparant deux Congrès. En réalité, ce fut son Conseil de gestion qui tint le rôle d'organe permanent et actif.

4. Conscient de l'ambiguïté de la situation et soucieux de pourvoir ledit Conseil de gestion d'un statut plus conforme à la réalité, le Congrès de Tokyo abolit la Commission consultative des études postales et remplaça le Conseil de gestion par un «Conseil consultatif des études postales» (CCEP), auquel il confia l'ensemble des tâches dévolues antérieurement à la Commission et à son Conseil de gestion.

5. Par ailleurs, le Congrès de Tokyo précisa les objectifs et les fonctions du CCEP, notamment en ce qui concerne les problèmes de coopération technique, d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en voie de développement. Il fixa également, pour des raisons d'ordre économique, le lieu des sessions du CCEP au siège de l'Union, la possibilité de réunir le CCEP ailleurs qu'à Berne si les circonstances le justifient étant néanmoins retenue. Enfin, il laissa au CCEP le soin de déterminer le nombre de ses Vice-Présidents.

6. Par rapport aux autres organes de l'Union, le CCEP se situe conformément à l'organigramme reproduit à la page 6.

7. Le Congrès de Tokyo 1969 précisa le rôle effectif que devait jouer le CCEP dans l'Union en tant qu'organe d'étude, et lui donna par ailleurs la possibilité de présenter lui-même des propositions au Congrès. Le Congrès de Lausanne 1974, quant à lui, non seulement confirma l'orientation prise par le Congrès de Tokyo 1969 en ce qui concerne l'organisation du CCEP mais encore lui laissa toute liberté tant pour établir un programme de travail répondant aux préoccupations prioritaires exprimées par les Pays-membres de l'Union que pour décider de la manière la plus efficace de traiter les sujets d'étude ainsi retenus.

8. Le Conseil consultatif des études postales a conduit de 1976 à 1978, en vue du Congrès de Rio de Janeiro 1979, une importante étude sur son organisation et ses activités. Les conclusions de cette étude se sont concrétisées dans les résolutions C 4, C 43, C 44 et C 78 du Congrès de Rio de Janeiro, qui ont guidé le CCEP élu en 1979 dans l'exécution de son mandat. Bien que le fonctionnement du CCEP ait pu être considéré comme généralement satisfaisant au cours de la période quinquennale 1979-1984, il a donné lieu à certaines observations à l'occasion du 25^e anniversaire du Conseil.

9. Après avoir analysé ces observations, et compte tenu des expériences faites durant la période de son mandat, le CCEP en fonctions a cru pouvoir communiquer certains avis et opinions au CCEP qui sera élu à Hamburg. Il y a consacré un chapitre du présent rapport. Le Congrès aura l'occasion de s'exprimer à ce sujet.

Pays-membres du CCEP

10. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a maintenu à trente-cinq le nombre des membres du CCEP et a élu, lors de sa treizième séance (3 octobre 1979), les membres suivants: Algérie, République fédérale d'Allemagne, Etats-Unis d'Amérique, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Cameroun, Chine (Rép. pop.), Colombie, Egypte, Espagne, France, Grande-Bretagne, Inde, Indonésie, Iraq, Italie, Japon, Maroc, Mexique, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Pologne (Rép. pop.), Rép. dém. allemande, Roumanie, Suède, Suisse, Thaïlande, Tunisie, URSS.

Président, Vice-Président, Commissions et Secrétaire général

11. Au cours de sa séance constitutive (23 octobre 1979), le CCEP a élu la Grande-Bretagne à sa Présidence et la Tunisie à la Vice-Présidence. Il a également décidé de créer les sept Commissions suivantes et désigné sept pays pour en assumer la présidence (décision CCEP 4/1979):

- Commission 1 L'avenir des services postaux
Présidence: Pays-Bas
- Commission 2 Questions d'exploitation postale
Présidence: Australie
- Commission 3 Mécanisation postale, bâtiments et transports automobiles
Présidence: Japon
- Commission 4 Services financiers et comptabilité
Présidence: Maroc
- Commission 5 Personnel
Présidence: Nigéria
- Commission 6 Gestion postale
Présidence: Colombie
- Commission 7 Poste internationale
Présidence: Pologne (Rép. pop.)

12. Le Directeur général du Bureau international exerce les fonctions de Secrétaire général du CCEP.

Comité directeur

13. Le Président, le Vice-Président et les Présidents des sept Commissions forment le Comité directeur du CCEP.

Sessions

14. Le CCEP a tenu toutes ses sessions annuelles à Berne (annexe 1), celles-ci ont en général duré deux semaines. En principe, la première semaine a été consacrée aux réunions des Commissions et la deuxième aux séances plénières.

15. Le Comité directeur s'est réuni dans le cadre de chaque session du CCEP. Il a en outre tenu cinq réunions en dehors des sessions annuelles du CCEP, à l'occasion des sessions annuelles du CE, ainsi qu'il ressort du tableau faisant l'objet de l'annexe 1.

16. Les Pays-membres de l'Union ont été informés du déroulement et des résultats des travaux du CCEP et de son Comité directeur par le Compte rendu analytique et les documents du CCEP qui leur ont été transmis après chaque session.

B. Activités du Conseil consultatif des études postales

Chapitre I

Programme de travail 1979–1984

17. Par sa résolution C 78, le Congrès de Rio de Janeiro a approuvé le programme de travail proposé par sa Commission 3 (Etudes postales) et décidé par sa résolution C 103 la mise en vigueur immédiate des dispositions relatives au Conseil consultatif des études postales.

18. Au cours de la réunion qu'il a tenue le 25 octobre 1979 à Rio de Janeiro, le CCEP a réparti les tâches à effectuer entre ses sept Commissions et déterminé les méthodes de travail à adopter. Des Rapporteurs et Animateurs ont été désignés et des Groupes de travail constitués. La composition du programme de travail ainsi qu'elle apparaît à l'annexe 2 est la suivante:

- 2 études confiées au Comité directeur: 533, 534;
- 1 étude demandée par l'Administration postale de Tanzanie (Rép. unie): 537;
- 34 nouveaux sujets d'études: 501, 502, 503, 504, 505a, 505b, 506, 507, 508, 509/531, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 532, 535, 536;
- 2 études déjà effectuées dont les travaux devaient être poursuivis dans le programme de travail 1979–1984: 401, 463;
- 8 études permanentes: A 1/A 2/A 3, A 3, B 9, B 103, B 105, B 126, C 104, 311;
- 1 étude permanente non rattachée à une Commission: A 19;
- 17 études complémentaires rattachées aux études principales suivantes: A 1/A 2/A 3(6), 311(6), 401(2), 501(1), 511(2).

19. Un certain nombre de ces études ont été effectuées par le CCEP à la demande spécifique du Congrès de Rio de Janeiro 1979. Il s'agit des études suivantes dont il convient de porter les conclusions à la connaissance du Congrès de Hambourg, ainsi qu'il est fait ci-après.

a) Remboursement des frais de voyage des membres du Conseil consultatif des études postales (Décision C 80 – Etude 533)

20. Le Congrès a chargé le CCEP d'entreprendre une étude sur le remboursement des frais de voyage des membres du CCEP et d'en soumettre les résultats au Conseil exécutif.

21. Le CCEP a confié cette étude à son Comité directeur qui a demandé à tous les Pays-membres du CCEP d'exprimer leur avis sur cette question et aussi d'indiquer les solutions nouvelles qui pourraient éventuellement être proposées pour le cas où ils considéreraient qu'un changement doit être apporté aux dispositions actuellement en vigueur. Tous les Pays-membres du CCEP ont pu, soit par écrit, soit oralement lors de la session de 1981, exprimer leur manière de voir. Au terme de cette consultation:

- 22 Administrations se sont prononcées pour le statu quo (cf. article 104, § 4, du Règlement général);
- 8 Administrations se sont déclarées en faveur de l'extension au CCEP du système employé pour le CE, c'est-à-dire le remboursement à l'ensemble des membres de l'organe;
- 4 Administrations se sont exprimées en faveur du remboursement à l'ensemble des pays en développement;
- 1 Administration a exprimé sa préférence pour cette dernière option, mais ne s'opposait pas à une généralisation du remboursement à tous les membres du CCEP, par analogie avec ce qui se fait au CE.

22. Ainsi, une nette majorité de membres du CCEP considère que la formule actuelle est la meilleure. Le CCEP se conformant aux directives du Congrès a communiqué au CE le rapport établi, en y joignant le procès-verbal de ses discussions en la matière (CE 1982 – Doc 17).

23. Le CE ayant partagé l'avis exprimé par la majorité des membres du CCEP, il a approuvé, à sa session de 1982, le Rapport présenté par ce dernier.

b) Création d'une cellule permanente au sein du Bureau international chargée des problèmes du tiers monde et des relations avec les Unions restreintes (Décision C 79 – Etude 534)

24. Cette étude a également été confiée au Comité directeur. Elle procède de la proposition 0010 présentée au Congrès par le Gabon qui l'a complétée ultérieurement par un «document d'information», (Congrès – Doc 41).

25. Au terme des travaux effectués, le Comité directeur est parvenu aux conclusions suivantes:

- constater que les mesures prises par le CCEP dans la conception de son programme et dans l'organisation de son travail, ainsi que les actions menées par le Bureau international en vue d'une liaison plus étroite entre les études du CCEP et les activités de coopération technique, répondent, dans l'ensemble, aux préoccupations exprimées par la proposition du Gabon;
- ne pas retenir l'idée de la création d'une Commission spéciale du CCEP chargée des problèmes du tiers monde et des relations avec les Unions restreintes;
- proposer au CCEP l'adoption d'un projet de recommandation, à l'intention du Congrès de Hamburg, invitant les pays en développement à participer plus activement aux travaux du CCEP.

26. Le CCEP a approuvé ces conclusions et adopté le projet de recommandation susmentionné. (Proposition 06.)

c) L'avenir des services postaux (Résolution C 82)

27. Après avoir examiné le rapport préparé à son intention par le Conseil consultatif des études postales sur «l'avenir des services postaux» (Congrès – Doc 18) et en prenant en considération les conclusions du débat organisé le 9 octobre 1979 sur la question, le Congrès a chargé le CCEP de «se préoccuper, comme tâche prioritaire, de l'évolution future de la poste /.../ et de faire rapport périodiquement aux Administrations de l'Union».

28. Compte tenu de son importance, le CCEP a créé une Commission spéciale (Commission 1 «L'avenir des services postaux») pour l'examen de cette question dont les aspects suivants ont fait l'objet d'études distinctes:

- Etude 501 «L'avenir des services postaux» y compris l'étude complémentaire «Etude sur le développement postal»
- Etude 502 «Les possibilités d'utilisation du réseau postal dans des domaines autres que ceux où s'exerce habituellement l'activité de la poste (y compris les opérations pour le compte d'autrui) – Extension des attributions de la poste»
- Etude 503 «Courrier électronique et autres services perfectionnés de transmission des messages» y compris l'étude complémentaire «Téléimpression» (Décision C 83)
- Etude 504 «Politique générale en matière d'information publique».

29. Le CCEP a, par la suite, décidé de réactiver l'étude C 104 «Etude prospective du marché postal» confiée aussi à la Commission 1.

30. Les travaux effectués et les résultats obtenus font l'objet du Congrès – Doc 14.

d) Utilisation des conteneurs pour le transport du courrier international – Remise des dépêches (Etude 509/531)

31. Le Congrès a chargé le CCEP, par la résolution C 67, de poursuivre l'étude relative à la conteneurisation en mettant l'accent sur deux aspects spécifiques:

- normalisation des modules intraconteneurs dont profiteraient à la fois le traitement, la répartition et le transport du courrier;

– mise au point d'un système de documentation précis et simplifié sur le courrier, aussi bien ensaché (en vrac) que conteneurisé, à transporter;

et par la décision C 84, dans le cadre de l'étude visée ci-dessus, d'étudier les propositions 2557.3, 2557.4, 2918.4, 2918.5, 3589.5 (paragraphe 2), 3599.1, 3907.5 et 3907.6 de la Nouvelle-Zélande, visant à supprimer le bordereau de livraison C 18bis «Dépêches-surface transportées par voie aérienne» et le bordereau de livraison AV 7S «Dépêches-avion de sacs vides» en modifiant le bordereau de livraison C 18 «Dépêches-surface» et le bordereau de livraison AV 7 «Dépêches-avion» pour y inclure les éléments nécessaires.

32. L'étude effectuée par un Groupe de travail a abouti aux conclusions suivantes:

- 1° l'utilisation des modules intraconteneurs est limitée, particulièrement dans les échanges internationaux de courrier et il apparaît que les renseignements relatifs aux besoins et aux exigences de la majeure partie des Pays-membres de l'UPU ne sont pas encore suffisants pour permettre l'élaboration des normes;
- 2° s'agissant de la simplification de la documentation, il n'apparaît pas opportun, à ce stade, de présenter des recommandations au Congrès, les solutions envisagées ne paraissant pas donner satisfaction à la majorité des Administrations.

e) Poids maximal des sacs (Résolution C 13 – Etude 510)

33. Le Congrès a chargé le Conseil consultatif des études postales d'entreprendre une étude en vue d'examiner la question du poids maximal des sacs utilisés dans le service postal international et déterminer les poids optimaux de ces sacs en tenant compte des données médicales et sociologiques disponibles au sujet des charges pouvant être soulevées, de la disponibilité des moyens mécaniques et des méthodes de travail dans les Administrations postales, ainsi que de l'effet sur les coûts d'exploitation.

34. L'étude conduite par un Groupe de travail, et à laquelle ont contribué de nombreuses Administrations des Pays-membres de l'Union, a permis une expression des opinions aussi large que possible en s'attachant à analyser en détail, dans l'esprit de la résolution du Congrès, les éléments à prendre en considération pour une décision appropriée sur la question. Ont notamment été mis en relief, en s'appuyant entre autres sur des avis d'experts ou d'organisations compétents (experts médicaux – Bureau international du travail):

- les aspects médico-sociologiques et les aspects opérationnels connexes;
- les problèmes liés aux moyens mécaniques de manutention;
- les considérations d'ordre opérationnel, etc.

35. Les discussions au sein du CCEP ont fait apparaître des divergences de vues sur la notion du poids optimal des sacs postaux, celle-ci étant largement influencée par des considérations propres aux différents pays; mais un avis majoritaire s'est dégagé pour le maintien du statu quo. Le CCEP ne propose donc pas au Congrès, au stade actuel des choses, l'abaissement du poids maximal des sacs postaux dans le service postal international.

f) Disposition des mentions de service et des étiquettes sur les enveloppes (Décision C 53 – Etude 513)

36. Le Congrès a confié au CCEP l'étude de la proposition 2513.91. Au terme des travaux du Groupe de travail constitué par le CCEP pour effectuer cette étude, un rapport a été établi, ainsi qu'une proposition (2513.1) à l'intention du Congrès, qui vise à une modification de l'article 113 du Règlement d'exécution de la Convention de Rio de Janeiro.

g) Emplacement du numéro d'acheminement postal (Décision C 54 – Etude 514)

37. Le Congrès a chargé le CCEP de l'étude de la proposition 2513.5/Rev. 1, relative à l'emplacement du numéro d'acheminement postal.

38. Le Pays-animateur de l'étude qui a été conduite par voie d'enquête a élaboré un rapport présentant les expériences des pays ayant participé à l'étude et formulant certaines recommandations aux Administrations envisageant l'introduction d'un code postal pour le tri des correspondances.

h) Problèmes posés par l'admission des enveloppes à deux panneaux dans le service international (Décision C 102 – Etude 515)

39. Le Congrès a confié au CCEP l'étude des propositions 2019.23, 2522.1 et 2522.2 concernant l'admission d'enveloppes à deux panneaux transparents.

40. L'enquête effectuée a montré que si pour plusieurs Administrations l'utilisation des enveloppes à deux panneaux comporte des problèmes majeurs, la majorité des pays ayant participé à l'étude se sont déclarés en faveur de l'admission de telles enveloppes.

41. Au cours des discussions au sein du CCEP, l'opinion a prévalu qu'il y avait intérêt, afin d'éviter des évasions du trafic, de suivre les besoins du marché qui est de plus en plus intéressé par ce type d'enveloppe. Le CCEP a donc décidé de soumettre au Congrès des propositions de modification des Actes qui visent à prévoir l'admission d'enveloppes à deux ou plusieurs panneaux sur une base facultative. (Propositions 2020.1 et 2523.1.)

i) Fonds de développement postal universel (Congrès – Doc 84/Add 4, Complément 1 – Etude 519)

42. Cette étude n'ayant pu être menée à bien avant le Congrès, le CCEP a décidé d'inclure ce sujet dans le projet de programme de travail du CCEP pour la période 1984–1989 en l'intégrant dans une nouvelle étude «Possibilités de financement des projets postaux par des organismes bancaires publics ou privés, nationaux ou internationaux», proposée par le Sénégal.

j) Méthode d'acheminement des déclarations en douane C 2/CP 3 (Résolution C 42 – Etude 532)

43. Le Congrès a chargé le CCEP de faire une étude sur la méthode d'acheminement des déclarations en douane C 2/CP 3 qui accompagnent les colis postaux et de transmettre ses conclusions au CE (Congrès – PV 19).

44. Effectuée par voie d'enquête, l'étude a été conduite en deux phases. Dans la première, un document analysant l'ensemble du sujet a été diffusé en novembre 1980 par le Bureau international à toutes les Administrations de l'Union avec un questionnaire destiné à recueillir des données sur la situation actuelle. Les réponses à cette consultation ont permis d'aborder la deuxième phase dont l'objectif était de tirer des conclusions et de formuler des propositions qui puissent être acceptées par la plus grande partie des Administrations.

45. L'Animateur a présenté son rapport lors de la session 1981 du CCEP. Au cours des discussions, il a pu être constaté certes que l'une et l'autre des deux méthodes les plus largement utilisées pour l'acheminement des déclarations en douane C 2/CP 3, c'est-à-dire soit avec la feuille de route, soit avec chaque colis, avaient des partisans mais que se dégageait également le désir commun de simplifier au maximum les formalités douanières en introduisant dans les Actes des modalités apportant la plus grande souplesse dans le choix du mode de transmission des documents.

46. En conclusion, le CCEP a décidé que le rapport tel que présenté par l'Animateur serait transmis au CE, accompagné du compte rendu des délibérations sur ce sujet au sein de la Commission. Le CE a examiné les résultats de cette étude et approuvé, lors de sa session de 1983, un certain nombre de propositions de modifications des articles 101, 106, 118, 119bis et 120 du Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux. (Propositions 5501.1, 5506.1, 5518.1, 5519.91, 5520.1.)

k) Dispositions relatives à la constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations, notamment en ce qui concerne l'établissement et l'utilisation du bulletin de vérification CP 13 et du procès-verbal CP 14 (Résolution C 74 – Etude 535)

47. L'étude effectuée s'est notamment attachée à dégager, par la voie d'un questionnaire, si les dispositions qui régissent l'utilisation des formules CP 13 et CP 14 donnent satisfaction aux Administrations ou si des simplifications ou autres modifications sont nécessaires.

48. Il ressort des réponses au questionnaire que les Administrations, dans leur ensemble, sont satisfaites des dispositions actuelles en la matière, mais qu'elles sont aussi d'accord pour que des précisions soient apportées à ces dispositions en vue d'en faciliter l'application. Le CCEP a ainsi été amené à mettre au point des propositions de modification de l'Arrangement concernant les colis postaux dans le sens de l'interprétation retenue lors de l'étude. (Propositions 5523.1, 5523.91, 5526.1, 5526.2, 5526.3, 5530.1, 5541.91, 5913.1.)

Vocabulaire polyglotte du service postal international

a) Publication d'un supplément et réédition du vocabulaire

49. La quatrième édition du Vocabulaire polyglotte du service postal international a été diffusée par la circulaire du Bureau international no 50 de 1973 et le premier supplément à cette édition a été distribué aux Administrations postales par la circulaire no 104 de 1979.

50. Lors de sa session 1982, le Conseil consultatif des études postales a décidé de procéder à la publication d'un deuxième supplément à l'édition actuelle du Vocabulaire polyglotte. Ce supplément qui est sorti de presse en avril 1984 comprend, en plus des nouvelles expressions, dont la définition a été arrêtée par le Groupe de travail A 19 élargi lors de sa réunion du 8 novembre 1982, un corrigendum indiquant:

- 1° les termes et expressions dont la définition a été modifiée lors des réunions du Groupe de travail A 19 au Caire en 1976, à Bruxelles en 1977 et à Berne en 1982;
- 2° les termes et expressions supprimés lors des réunions du Caire, de Bruxelles et de Berne;
- 3° les modifications et compléments à apporter aux dénominations des Unions restreintes afin de les actualiser.

51. Par ailleurs, le CCEP s'étant en 1982 également penché sur le problème de la réédition du Vocabulaire polyglotte, a décidé de prévoir cette réédition après le Congrès de Hamburg. Le Bureau international a pris des mesures pour l'inscription, dans les prévisions budgétaires de l'Union pour la période de 1986 à 1990, des ressources nécessaires à cet effet.

b) Introduction de la langue portugaise dans le vocabulaire

52. Le Bureau international a été saisi d'une proposition de l'Administration postale du Brésil, porte-parole du groupe linguistique portugais, visant à inclure le portugais dans le Vocabulaire polyglotte, compte tenu de la décision du Congrès de Rio de Janeiro relative à l'admission du portugais comme langue utilisée pour la publication des documents.

53. Consulté sur cette demande du Brésil, le CCEP a décidé, lors de sa session de 1983, de donner suite à celle-ci; la langue portugaise sera ainsi insérée dans le Vocabulaire polyglotte. Le Bureau international prendra les dispositions appropriées à ce sujet lors de la réédition du vocabulaire.

Chapitre II

Rapports avec le Conseil exécutif

54. Conformément aux articles 102, § 6, lettre f) et 105, § 2, du Règlement général, le CCEP a régulièrement établi un rapport annuel sur ses activités, que son Président a présenté à chaque session du Conseil exécutif. Ces rapports ont été approuvés.

55. Par ailleurs, le CCEP avait charge de soumettre au CE le résultat des trois études suivantes:

- 532 Méthodes d'acheminement des déclarations en douane C 2/CP 3
- 533 Remboursement des frais de voyage des membres du Conseil consultatif des études postales
- 537 Répartition géographique équitable des sièges du CCEP.

Les résultats de ces études ont été transmis au CE à sa session de 1982 (voir chapitre I en ce qui concerne les deux premières études et l'annexe 2 quant à l'étude 537).

Chapitre III

Activités de coopération technique

56. En matière de coopération technique, les attributions du CCEP sont énoncées, d'une part, à l'article 104, § 9, du Règlement général, et, d'autre part, dans la résolution C 43 du Congrès de Rio de Janeiro.

57. Sur la base de cette résolution, le CCEP a pu examiner chaque année un rapport établi par le Bureau international sur les activités de coopération technique. Cela lui a permis d'être mieux informé des problèmes à résoudre par les Administrations des pays en développement et des actions entreprises par le Bureau international pour aider ces Administrations. Le CCEP a ainsi pu formuler à ce sujet les observations appropriées.

Etudes intéressant particulièrement les pays en développement

58. Compte tenu de l'attention de plus en plus soutenue qu'il porte aux problèmes des Administrations des pays en développement, le CCEP s'est efforcé de conduire les études de façon à répondre aussi largement que possible aux préoccupations de ces Administrations.

59. Il y a lieu de souligner qu'une partie importante des études inscrites au programme de travail du CCEP (18 études, soit 38%) intéressait particulièrement les pays en développement.

60. Ces études concernent l'ensemble des domaines de l'activité des Administrations postales:

- Gestion
- Organisation
- Exploitation
- Services financiers postaux
- Mécanisation

61. Ainsi, les travaux effectués ont apporté une contribution au développement harmonieux des services postaux des pays jeunes et en développement.

Chapitre IV

Relations avec des organisations internationales

62. Les relations du CCEP avec ces organisations peuvent se résumer ainsi:

a) Union internationale des télécommunications (UIT)

63. A la suite des discussions au sein du CCEP en 1977 et 1978, le Bureau international a jugé opportun de prendre un contact informel avec l'UIT au sujet des développements dans le domaine de nouveaux moyens de transmission électronique. D'une part, il a voulu se renseigner sur cette question pour en faire bénéficier les Administrations postales. D'autre part, il a cru utile de signaler à l'UIT qu'il ne suffirait pas d'envisager de tels moyens de transmission uniquement entre postes d'abonnés et que la mise à la disposition du public dans son ensemble de ces moyens appellerait vraisemblablement une intervention des services postaux pour la collecte, l'enregistrement et la distribution des messages, prestations qui relèvent du domaine spécifique de la poste. Ainsi, dans le dessein de servir au mieux les intérêts de la collectivité, il conviendrait de prévoir une collaboration étroite, ouverte et constructive entre l'UPU et l'UIT. Compte tenu des réactions favorables suscitées par cette suggestion au sein du Secrétariat général et ensuite du Conseil d'administration de l'UIT, le Congrès de Rio de Janeiro, informé par le Congrès – Doc 18/Add 2, a exprimé son accord pour toute initiative qui serait prise dans ce sens, soit par le CCEP, soit par le Bureau international (Congrès/C 3 – Rapp 4).

64. Pour répondre au désir manifesté par le Congrès, le Bureau international a entrepris des démarches auprès de l'UIT afin qu'une collaboration étroite s'instaure entre les deux organisations en vue de la mise en place d'un service pour lequel chacune d'entre elles assumera sa part de responsabilité. Le CCEP en a été informé à sa session de 1980 et conformément à ses directives le Bureau international a proposé au Secrétariat du CCITT une réunion informelle qui a eu lieu à Genève le 11 novembre 1981 entre des représentants des deux organisations et du secrétariat, afin de jeter les bases de la future collaboration.

65. Par la suite, une délégation de l'UPU participa à Genève du 25 janvier au 3 février 1982 aux travaux du Groupe de travail I/4 (Services télécopie et télé-écriture) de la Commission d'études I du CCITT au cours desquels il fut décidé de créer au sein du Groupe de travail I/4 du CCITT un Sous-Groupe mixte appelé Sous-Groupe ad hoc CCITT/UPU Bureau fax chargé d'examiner les problèmes techniques et d'exploitation du service du courrier électronique qui requièrent une solution commune.

66. Le Sous-Groupe ad hoc s'est ainsi réuni deux fois en 1983, la première à Paris du 17 au 19 janvier, la seconde à Ottawa les 29 et 30 septembre.

67. En outre, l'UPU a dû se préoccuper également des autres parties du service et participer ainsi aux travaux de la Commission 3 (Tarification) du CCITT.

Evolution vers une collaboration organisée

68. L'UPU s'est fait représenter à la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (Nairobi, 28 septembre-5 novembre 1982). Cette conférence avait adopté une résolution concernant le service du courrier/message électronique qui charge le Secrétaire général de l'UIT de maintenir et développer selon les besoins les relations intersecrétariats avec l'UPU et de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de répondre aux demandes qui pourraient émaner des organes compétents de l'UPU.

69. De son côté, le CCEP, en vue d'établir les bases d'une collaboration efficace entre l'UPU et l'UIT et de renforcer cette collaboration au niveau technique, a adopté une résolution lors de sa session de 1982 par laquelle il a chargé le Bureau international de prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'«étudier les voies à suivre pour créer un dispositif de contact destiné à assurer la poursuite d'une collaboration entre le CCITT et le CCEP pour l'étude des services nouveaux et de lui rendre compte à sa session de 1983».

70. Lors de sa session de 1983, le CCEP a pris acte notamment des résultats des contacts établis avec le CCITT en vertu de la résolution susindiquée. Il a constaté que les relations avec l'UIT se développaient favorablement et que le moment était venu de créer le dispositif de contact souhaité par le CCEP.

71. Un représentant de l'UIT a participé aux travaux du CCEP et exposé le point de vue de l'UIT concernant le développement des relations UIT/UPU et la création éventuelle d'un organe de contact.

72. Après un échange de vues sur les différents aspects de la question lors de sa session de 1983, le CCEP a adopté une résolution (Résolution CCEP 1/1983) visant à proposer la création d'un Comité de contact CCITT/CCEP. Cette résolution a été transmise à l'UIT en novembre 1983 à l'intention de l'Assemblée plénière du CCITT et si celle-ci partage le point de vue du CCEP, des dispositions pratiques seront prises immédiatement après.

b) Organisation internationale de normalisation (ISO)

73. La rencontre de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et de l'Union a été provoquée par le besoin pour celle-ci de résoudre un certain nombre de problèmes relatifs à la normalisation des formats des enveloppes de lettres posés par la mécanisation et l'automatisation des diverses opérations de traitement du courrier. Les représentants des deux organisations se sont ainsi réunis pour la première fois à Paris les 14 et 15 novembre 1960; ainsi a pris naissance le Comité de contact ISO/UPU. Le Comité de contact s'est ensuite réuni, soit à Genève (1961, 1965, 1972), soit à Berne (1962, 1969, 1978).

74. Depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979, l'Union est représentée au Comité de contact par les Pays-membres désignés par le CCEP en 1980, à savoir: la République fédérale d'Allemagne, les Etats-Unis d'Amérique, la Belgique, la France, la Grande-Bretagne, le Japon, les Pays-Bas et la Suisse. La Grande-Bretagne, Président du CCEP, assume à ce titre la présidence du Groupe UPU et aussi celle du Comité de contact, lorsque la présidence appartient à l'UPU.

75. Le 24 octobre 1983, le Comité de contact a tenu sa huitième réunion à Genève. Le compte rendu de cette réunion constitue l'annexe 3 au présent document.

76. La collaboration entre l'ISO et l'UPU ne s'est pas seulement manifestée au sein du Comité de contact ISO/UPU mais aussi dans certains Comités et Sous-Comités de l'ISO. L'Union est dans ce cas représentée, à titre d'observateur, en principe par l'Administration postale du pays où se tient la réunion. L'Union participe à ce titre aux travaux des Comités techniques:

ISO/TC 6 «Papiers, cartons et pâtes»

ISO/TC 122 «Emballages»

ISO/TC 154 «Documents et éléments d'information dans l'administration, le commerce et l'industrie»

77. Par ailleurs, l'Union est tenue au courant des travaux effectués par les Comités techniques suivants:

ISO/TC 37 «Terminologie» (principes et coordination)

ISO/TC 46 «Documentation»

ISO/TC 68 «Banque»

ISO/TC 97 «Systèmes de traitement de l'information»

ISO/TC 104 «Conteneurs pour le transport de marchandises»

78. Durant cette période quinquennale, l'Union a été représentée aux réunions indiquées à l'annexe 4. Conformément à la décision prise par le CCEP à sa session de 1971, les comptes rendus de ces réunions, élaborés par les Administrations ayant représenté l'Union, ont été transmis à tous les membres du CCEP.

79. En outre, compte tenu de la Recommandation C 77 du Congrès de Rio de Janeiro, l'Union est représentée au sein du Groupe de travail ISO/TC 46/GT 2 «Représentation et codification du nom des pays» chargé d'élaborer un code du nom des pays applicable à tous les secteurs d'activité, ainsi qu'à l'agence de mise à jour de la norme internationale ISO 3166 «Code pour la représentation des noms des pays».

80. L'Union participe enfin, à titre d'observateur, dans la mesure du possible, aux assemblées générales de l'ISO qui définissent les orientations générales de l'action de cette organisation en matière de normalisation. Elle a ainsi été représentée aux assemblées générales de Genève et de Toronto qui se sont tenues respectivement en septembre 1979 et en septembre 1982.

c) Institut international des caisses d'épargne (IICE)

81. Compte tenu de la Résolution C 19 du Congrès de Rio de Janeiro, des contacts ont été établis avec l'Institut international des caisses d'épargne (IICE) et un protocole d'accord UPU/IICE conclu en 1980. Celui-ci permet entre autres à l'UPU et à l'IICE l'échange d'informations, la participation réciproque aux réunions des organes appropriés de chacune des deux organisations et la collaboration à la conception et à l'exécution des projets intéressant les caisses d'épargne, notamment en matière de formation professionnelle. Dans le cadre de ce protocole, l'IICE a été invité à collaborer à l'étude 517 du CCEP («Promotion de la caisse d'épargne dans les pays en développement») et au colloque organisé sur ce thème au cours de la session 1983 du CCEP. L'UPU a, quant à elle, assisté à la 22^e Assemblée générale de l'IICE en juin 1983. Il y a également lieu de mentionner le séminaire sur l'évolution des caisses d'épargne en Afrique face à la concurrence bancaire, qui a été organisé en septembre 1983 à Rabat par l'IICE et dont les résultats ont été communiqués par l'Administration postale du Maroc au colloque concernant l'étude 517.

Chapitre V

Publications éditées à l'initiative du CCEP

a) Fichier «Les ordinateurs dans le service postal»

82. Cette publication comporte les données concernant les ordinateurs dans le service postal des Pays-membres, par domaine d'application et l'équipement utilisé, sur plus de 800 fiches réunies en quatre classeurs.

83. Une consultation effectuée auprès des Pays-membres du CE et du CCEP sur l'utilité du fichier a révélé que celui-ci, sous sa forme actuelle, ne correspond plus aux besoins des Administrations intéressées, alors que les coûts relatifs à sa mise à jour ne sont pas négligeables.

84. Néanmoins, lors des discussions au sein du CCEP en 1983, plusieurs délégations ont souligné l'utilité de conserver au Bureau international une documentation globale sur les ordinateurs pour servir d'élément de référence, notamment pour les pays en développement.

85. Ainsi, pour tenir compte du résultat de la consultation et des opinions exprimées, le CCEP a-t-il décidé de supprimer le Fichier des ordinateurs et de créer un Groupe de travail chargé de mettre au point un système permettant la diffusion régulière des informations au sujet des ordinateurs dans le service postal sous une forme simplifiée.

b) Fichier de l'équipement postal

86. Cette publication contient, sous forme de fiches descriptives illustrées insérées dans cinq classeurs (Guichets – Dépôt – Tri – Transport – Distribution), les indications recueillies sur les caractéristiques techniques du matériel d'exploitation utilisé par les Administrations postales.

87. Elle est tenue à jour par l'incorporation de fiches relatives aux nouveautés et l'élimination de fiches relatives à du matériel qui n'est plus utilisé. Jusqu'ici, onze mises à jour ont été publiées.

88. En même temps qu'elles étaient consultées sur l'utilité du Fichier des ordinateurs (chiffre 83), les Administrations l'ont également été en 1982 sur le Fichier de l'équipement postal. Il ressort de cette consultation que ce dernier fichier est largement utilisé. Le CCEP a ainsi été amené à se prononcer pour le maintien de cette publication dont le contenu, la présentation et les conditions de mise à jour feront l'objet d'une étude.

c) Manuel de la modernisation des services postaux

89. Les études entreprises par le CCEP se terminent, en principe, par un rapport qui est diffusé dans la Collection d'études postales et par un résumé – élaboré par le Pays-rapporteur – qui est publié dans la revue «Union Postale». Des tirages à part de ces résumés dans chacune des langues de la revue constituent les éléments du Manuel de la modernisation des services postaux. Depuis le Congrès de Rio de Janeiro, les résumés des rapports sur les études suivantes ont été publiés dans le Manuel:

- A 3 Mécanisation et automatisation du tri des correspondances. Mécanisation du tri-distribution
- A 5 Mécanisation du tri des colis, des paquets, etc.
- A 7 Distributeurs automatiques de timbres-poste, de cartes postales, de carnets ou enveloppes de timbres-poste, etc. Equipement de petits bureaux automatiques (dits bureaux muets, à libre service, etc.)
- A 12 Equipement mécanique d'un grand bureau de tri (ensemble mécanisé)
Etude complémentaire «Utilisation de l'ordinateur électronique en vue de la détermination de l'organisation du travail dans un bureau mécanisé»
Etude complémentaire «Elaboration de schémas technologiques pour le tri automatique des correspondances, des colis et des périodiques»

- A 101 Moyens de chargement, de déchargement et d'acheminement des dépêches postales
- B 9 Organisation du service de relevage des correspondances dans les localités urbaines des pays en développement
- B 103 Organisation et gestion de la comptabilité postale dans les pays en voie de développement. Manuel sur les techniques d'inspection
- C 104 Etude prospective du marché postal – Méthodes de recherche – Evaluation de la demande de prestations postales jusqu'en 1985 – Extension de l'étude prospective à la poste financière
- B 105 Les voies du développement du progrès technique du service postal dans les pays nouveaux et en voie de développement durant les dix à vingt prochaines années
- 310 Etude de synthèse et vulgarisation de l'expérience des pays en vue d'augmenter la rentabilité des services postaux
- 311 Tendances principales du développement et du progrès technique du service postal dans les pays industrialisés au cours des dix à vingt prochaines années
- 312 Sécurité des fonds et valeurs détenus ou transportés par le service postal. Manipulation – Conservation – Transport (par véhicule ou par agent)
- 401 Problèmes que posera la télétransmission des informations relatives aux transactions financières dans le cadre du développement des systèmes d'automatisation
- 402 Spécifications concernant les machines à affranchir
- 406 Appareils pour l'acceptation automatique des colis
- 410 Planification du réseau des bureaux de poste par ordinateur
- 411 Méthodes susceptibles d'être appliquées au choix des investissements
- 412 Eléments d'un système de gestion à appliquer au service postal
- 429 Etude du service des recommandés en vigueur dans les Pays-membres de l'Union
- 430 Dépôt et affranchissement des envois ordinaires et enregistrés déposés en nombre
- 440 Mesures de sécurité et méthodes de prévention des fraudes dans les services des articles d'argent
- 441 Les Administrations postales face à la concurrence bancaire
- 460 Rendement du personnel sous la théorie des stimulants et contributions
- 461 Structure d'un plan de développement des ressources humaines dans une Administration postale
- 470 Adaptation des moyens de transport et des voies de communication dans les pays jeunes
- 471 Instauration généralisée des services des articles d'argent et leur développement dans les pays jeunes
- 503 Courrier électronique et autres services perfectionnés de transmission des messages
- 512 Economies d'énergie et de matières premières
- 518 Mécanisation des guichets et de la comptabilité dans les bureaux de poste des pays en développement. Tenue des comptes courants postaux et de la comptabilité des centres de chèques postaux de moyenne importance
- 520 Logement du personnel dans les grands centres urbains
- 521 L'enseignement programmé.

d) Mémoire sur le rôle de la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel

90. Une version plus complète et actualisée du «Mémoire sur le rôle de la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel» a été distribuée en 1982 aux Administrations postales dans le cadre de l'Année mondiale des communications (1983). Les Administrations doivent en assurer la diffusion parmi les hautes autorités gouvernementales et autres milieux qui prennent ou influencent les décisions concernant le développement, la planification et la coopération technique. Vu l'importance de cette question de «sensibilisation» pour le développement de la poste, le CCEP a exprimé l'opinion qu'il était nécessaire pour l'Union de lui accorder une place raisonnable dans le cadre de ses actions, notamment en matière de coopération technique.

Chapitre VI

Organisation et fonctionnement du CCEP

91. Le Conseil consultatif des études postales a conduit de 1976 à 1978, en vue du Congrès de Rio de Janeiro 1979, une importante étude sur son organisation et son fonctionnement. Le fonctionnement du CCEP

ayant pu être considéré comme généralement satisfaisant au cours de la période quinquennale qui s'achève, il n'a pas été jugé utile de reprendre une telle étude d'ensemble dans la perspective du Congrès de Hambourg.

92. Cela étant, le CCEP a pourtant estimé opportun de susciter une réflexion d'ensemble sur l'organisation et le fonctionnement du Conseil, à l'occasion de la célébration du 25^e anniversaire de celui-ci en 1982. Le point de départ de cette réflexion fut, d'une part, une série d'articles que des Présidents, anciens Présidents du CCEP et de ses Commissions, ainsi que d'autres personnalités du monde postal, ont été invités à publier dans un numéro spécial de la revue «Union Postale» consacré à l'événement et, d'autre part, diverses observations formulées par le Bureau international au sujet de la marche des travaux du CCEP, à la lumière de l'expérience des dernières années.

93. Cette documentation, ainsi que les échanges de vues auxquels elle a donné lieu au cours de la session de 1983, ont mis en relief différents aspects dont l'essentiel est repris ci-après:

1^o Orientation et programme d'action du CCEP

Capacité d'adaptation du CCEP

94. La question posée à cet égard a été de savoir si, face à une évolution rapide dans les domaines technologique, économique et social, l'UPU (et le CCEP en particulier) doit consacrer l'essentiel de son action à des travaux dont la finalité est de légiférer par les Actes ou si au contraire, adoptant une attitude plus souple, elle va essayer, par de nouvelles approches, de répondre aux problèmes avec lesquels les Administrations se trouvent confrontées dans un contexte nouveau. L'impératif d'une plus grande souplesse dans le fonctionnement des organes de l'Union a été souligné au sein du CCEP et l'on a estimé que ce serait une erreur pour l'UPU que d'essayer d'établir une législation rigide pour de nouveaux services comme le courrier électronique qui connaissent de rapides évolutions. Ceci étant, il a été admis que l'UPU et le CCEP peuvent à la fois légiférer par les Actes et appliquer des solutions spécifiques à des problèmes particuliers.

Les études à entreprendre par le CCEP

95. Etudier des questions à la fois d'intérêt général et particulier ou n'entreprendre que des études de portée générale, de sorte que tous les pays développés ou en développement puissent y prendre part. A ces interrogations formulées par des Administrations, l'article 104, § 9, du Règlement général répond que le CCEP doit entreprendre l'étude des problèmes «les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les Administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union». En fait, sur un plan concret, les décisions à prendre à ce sujet ne sont pas toujours aisées; de manière plus générale, le CCEP a été amené à s'interroger sur l'intérêt pour les Administrations des études qu'il effectue et l'impact de ses travaux sur le fonctionnement et le développement des services postaux.

96. Si à cet égard une tendance générale s'est dégagée pour la réduction du nombre d'études à entreprendre dans un souci d'efficacité et d'utilisation judicieux des moyens, la grande majorité des membres du CCEP ont manifesté leur satisfaction quant aux résultats des travaux effectués, ces résultats ayant fréquemment été utilisés pour résoudre nombre de problèmes d'organisation ou d'exploitation postale. Ces constatations ont été prises en compte lors de l'élaboration du projet de programme de travail du CCEP pour la période 1984-1989 soumis au Congrès.

Conduite des études

97. Il a été relevé que «trop de sujets d'études consistaient en de simples recensements comparatifs des manières dont peuvent être exercées certaines fonctions postales dans des Administrations différentes /.../, ce qui autorise à regretter que, en dépit de la prolifération des questionnaires émis par le CCEP et du travail qu'ils impliquent, la plus grande partie de ces études n'aboutissent pas à des conclusions concrètes, à des recommandations formelles», voire à des «solutions structurées».

98. Après avoir analysé les différents aspects de cette remarque, le CCEP s'est montré favorable à la recherche des améliorations dans ce domaine. Il considère en particulier le recours aux colloques qui permettent un échange d'informations intense dans un laps de temps relativement court comme une voie méritant d'être développée, notamment pour les études complexes ou qui portent sur des innovations. Le CCEP est cependant resté convaincu que la méthode comparative qui met à la disposition des Administrations des pratiques utilisées par d'autres, conserve de notables mérites et devrait être retenue chaque fois que le sujet d'étude s'y prête.

2° Organisation du CCEP

99. L'organisation du CCEP mise en place après le Congrès de Rio de Janeiro (chiffre 11 ci-devant) a pu donner satisfaction en permettant de mener à bonne fin la quasi-totalité des études inscrites au programme de travail dans les délais impartis.

100. Tout au plus a-t-on pu observer un certain déséquilibre dans la répartition des charges, le nombre d'études conduites variant de 3 à 13 entre les Commissions. S'il est difficile de parvenir à un équilibre rigoureux dans ce domaine, on a estimé qu'un effort devait être fait dans ce sens et que le nombre de Commissions devrait être fixé en fonction de la charge globale de travail.

3° Fonctionnement du CCEP

Méthodes de travail et procédures

101. Pour la conduite des études qu'il entreprend, le CCEP emploie:

- comme méthodes de travail:
 - le Groupe de travail dirigé par un Rapporteur,
 - l'enquête conduite par un Animateur;
- et comme procédures:
 - le questionnaire
 - la «procédure» d'exposés
 - le plan de rapport
 - le colloque, etc.

102. Ces méthodes et procédures continuent à être considérées comme répondant à la nature des études effectuées et au but recherché. Il est certes apparu nécessaire, afin d'éviter des confusions, d'établir une distinction plus nette entre:

- les méthodes de travail qui sont liées à l'organe chargé de la conduite de l'étude (Pays-animateur/Groupe de travail/Commission),
- et les procédures qui définissent les modalités de collecte des informations nécessaires à l'établissement du rapport (questionnaire, exposé, plan de rapport, etc.). Ces précisions devraient apparaître dans le futur texte de «la marche des travaux relatifs aux études du CCEP», annexe au Règlement intérieur du CCEP.

103. S'agissant en particulier des Groupes de travail, le système de réunions de ceux-ci a été réanimé avec grand succès. De telles réunions, qui se sont généralement tenues dans le cadre des Commissions, ont permis à celles-ci d'apporter une contribution technique appréciable aux travaux du CCEP qui a ainsi, dans son ensemble, pu jouer pleinement son rôle d'organe technique d'études et de recherches.

104. Le CCEP a considéré que cette pratique devait être développée mais qu'il y avait lieu de prendre tous les soins nécessaires, au stade de la préparation des réunions (calendrier, documentation, etc.), pour en tirer le meilleur parti.

Participation des pays en développement aux études

105. Les pays en développement, a-t-on fait remarquer, éprouvent des difficultés à répondre aux questionnaires dans les délais fixés, cela tenant en partie au fait de leurs ressources limitées.

106. L'importance que le CCEP attache à cette participation apparaît dans le projet de recommandation qu'il propose au Congrès d'adopter à ce sujet (Proposition 06), étant entendu que les pays qui en éprouveraient le besoin pourraient solliciter l'aide du Bureau international sous une forme ou une autre, pour rendre effective leur contribution.

Ajustements divers à la marche des travaux relatifs aux études du CCEP

107. Soucieux d'accroître l'efficacité des travaux, de mieux rationaliser la production de la documentation et de faciliter l'exploitation des rapports établis à l'issue de ses études, le CCEP a estimé qu'il conviendrait d'apporter divers ajustements à la «marche des travaux relatifs aux études du CCEP». Parmi les propositions retenues à cet effet, on peut mentionner, dans le cadre du présent rapport, celles qui suivent:

a) Mise au point des principes directeurs concernant l'élaboration des questionnaires, l'analyse des réponses, l'établissement des cahiers généraux et la rédaction des rapports

108. Afin de remédier à la grande diversité constatée dans la présentation des questionnaires, des cahiers généraux et des rapports, le CCEP a pensé qu'il serait utile de mettre au point des principes directeurs dont pourraient s'inspirer les Rapporteurs et Animateurs des études, l'objectif poursuivi étant d'améliorer la clarté et la précision de la documentation, et autant que possible d'en réduire le volume.

b) Diffusion plus restrictive des «cahiers généraux»

109. Document de travail destiné à faciliter l'élaboration du rapport de l'étude, le cahier général a, jusqu'à présent, fait l'objet d'une diffusion systématique à tous les pays ayant participé à l'étude. L'intérêt d'une telle diffusion (dont le coût n'est cependant pas négligeable) n'apparaît guère évident dès lors que le rapport reprend, en les synthétisant, l'essentiel des informations recueillies. Le CCEP a donc considéré qu'il serait plus économique de restreindre la diffusion des cahiers généraux qui ne seraient communiqués aux Administrations que sur demande expresse.

c) Limitation de la diffusion des rapports des études par lettres-circulaires

110. Le CCEP a noté que la publication par lettre-circulaire de certains rapports de ses études posait aux Administrations des problèmes de classement. Or, il est apparu que ce mode de diffusion n'est qu'à peine moins coûteux que la publication par plaquettes ou classeurs. Le CCEP estime donc qu'à l'avenir la plupart de ses rapports devraient être publiés sous cette dernière forme dans la Collection d'études postales, étant entendu que plusieurs rapports peu volumineux pourraient faire l'objet d'une même plaquette dans la mesure où il n'en résulterait pas de difficultés pour leur utilisation.

4° Rôle du Bureau international

111. Le rôle du Bureau international en matière d'études du CCEP, tel qu'il a été défini par le Congrès de Rio de Janeiro, porte sur les domaines ci-après:

- élaboration des questionnaires;
- animation des études conduites selon la méthode des enquêtes, en collaboration avec les Présidents des Commissions intéressées;
- exécution des études ne comportant qu'une collecte de données;
- élaboration de mises à jour;
- communications aux Rapporteurs des études de toute documentation disponible;
- fourniture du concours occasionnel d'experts et de consultants dans la mesure où cette disposition ne devrait pas porter préjudice au bon déroulement de leur principale mission;
- aide aux pays en développement désireux d'assumer la charge d'études.

112. Dans la limite des moyens disponibles, le Bureau international a pu jouer un rôle concret dans tous ces domaines.

113. Certaines Administrations pensent cependant que des moyens accrus permettraient au Bureau international d'assister encore mieux les pays en développement en matière d'études postales.

114. Outre cet aspect de la question, on a considéré que le Bureau international qui, au cours de la période quinquennale qui s'achève, a pu conduire quelques études (soit directement, soit comme «co-Rapporteur» avec l'aide de consultants) et qui effectue l'essentiel des études du Conseil exécutif, devrait pouvoir accroître sa participation à l'exécution du programme de travail du CCEP dans la limite de ses possibilités et selon la nature des études, ceci dans le but d'alléger la charge des Administrations.

5° Relations avec les Unions restreintes

115. D'une manière générale, il est souhaité que la collaboration la plus étroite possible s'établisse avec les Unions restreintes, notamment lors de l'établissement du programme de travail du CCEP et à tous les stades d'exécution des tâches confiées à cet organe, en particulier en ce qui concerne les études entreprises des deux côtés. Le Bureau international assurera la liaison entre l'Union et les Unions restreintes.

Chapitre VII

Réflexions sur l'exécution des travaux du CCEP pendant la période 1979-1984

116. L'étude 534 «Création d'une cellule permanente au sein du Bureau international chargée des problèmes du tiers monde et des relations avec les Unions restreintes» a fourni au CCEP l'occasion de procéder à un examen d'ensemble de son programme de travail effectivement exécuté, au double point de vue de sa structure et de la participation des Pays-membres de l'Union aux études entreprises. Le tableau ci-après a été établi à ce propos.

Participation des Pays-membres aux études du CCEP

Numéro de l'étude	Nombre de pays consultés ¹			Nombre de pays ayant participé			Taux de participation			Obser- vations
	PI	PED	TOTAL	PI	PED	TOTAL	PI	PED	TAUX MOYEN	
<i>Groupe 1: Etudes concernant particulièrement les pays en développement (18 études)</i>										
533	18	17	35	18	17	35	100%	100%	100%	
534	Pas de consultation									
537	18	17	35	18	17	35	100%	100%	100%	
506	—	113	113	—	57	57	—	50%	50%	
507	—	113	113	—	43	43	—	38%	38%	
B 9	—	113	113	—	58	58	—	51%	51%	
511	—	113	113	—	61	61	—	54%	54%	
B 105	—	113	113	—	46	46	—	41%	41%	
B 126	—	49	49	—	39	39	—	80%	80%	
516	37	123	160	15	23	38	41%	19%	24%	
517	7	123	130	7	28	35	100%	23%	27%	
518	—	123	123	—	45	45	—	37%	37%	
519	N'a pas été achevée									
521	22	11	33	21	10	31	95%	91%	94%	
463	22	38	60	20	31	51	91%	82%	85%	
526	23	36	59	18	27	45	78%	75%	76%	
B 103	7	21	28	5	11	16	71%	52%	57%	
527	18	112	130	7	37	44	39%	33%	34%	
Taux de participation du Groupe:							79%	58%	59%	

Numéro de l'étude	Nombre de pays consultés ¹			Nombre de pays ayant participé			Taux de participation			Observations
	PI	PED	TOTAL	PI	PED	TOTAL	PI	PED	TAUX MOYEN	
Groupe 2: Etudes concernant les pays industrialisés et les pays en développement (26 études)										
C 104	23	17	40	16	15	31	70%	88%	78%	
501	53	112	165	21	24	45	40%	21%	27%	
502	53	112	165	13	36	49	25%	32%	30%	
504	42	118	160	17	17	34	40%	14%	21%	
505a	17	18	35	11	7	18	65%	39%	50%	
505b	17	18	35	10	9	19	58%	50%	54%	
508	17	18	35	12	8	20	70%	44%	57%	
509/531	40	120	160	24	55	79	60%	46%	49%	
510	39	124	163	28	44	72	72%	35%	44%	
512	19	17	36	15	11	26	79%	65%	71%	
513	8	4	12	5	2	7	63%	50%	58%	
514	39	124	163	30	55	85	77%	44%	52%	
515	39	124	163	28	68	96	72%	55%	59%	
536	–	35	35	–	25	25	–	71%	71%	
A 1/A 2/A 3	15	1	16	13	–	13	87%	–	81%	
A 3	Néant									
520	17	18	35	14	16	30	82%	89%	86%	
522	19	17	36	14	13	27	74%	76%	75%	
523	23	36	59	19	27	46	83%	75%	78%	
524	43	123	166	20	50	70	46%	41%	42%	
525	43	123	166	21	33	54	49%	27%	33%	
528	18	17	35	15	12	27	83%	71%	77%	
529	18	18	36	17	13	30	94%	72%	83%	
530	44	122	166	25	48	73	56%	39%	43%	
532	39	124	163	26	66	92	67%	53%	56%	
535	39	124	163	21	25	46	54%	20%	28%	
Taux de participation du Groupe:							63%	49%	56%	
Groupe 3: Etudes concernant particulièrement les pays industrialisés (3 études)										
503	20	28	48	17	17	34	85%	61%	71%	
311	29	–	29	18	–	18	62%	–	62%	
401	Pas de données disponibles – Etude conduite par la CEPT ²									
Taux de participation du Groupe:							73%	61%	66%	

¹ Il s'agit de la consultation principale permettant l'établissement du rapport.

² Conférence européenne des postes et des télécommunications.

Note: PI = Pays industrialisés
PED = Pays en développement

117. Les indications ainsi fournies ont permis de mettre en relief les constatations suivantes en ce qui concerne:

- la répartition des études du point de vue de l'intérêt qu'elles présentent pour les différents groupes de pays (pays industrialisés et pays en développement);
- la participation des Pays-membres de l'Union aux études effectuées.

a) Répartition des études

118. Sur un total de 47 études principales qui composaient le programme de travail du CCEP:

- 18 études, soit 38%, intéressaient essentiellement les pays en développement (Groupe 1);
- 26 études, soit 55%, correspondaient aux besoins des pays en développement et des pays industrialisés (Groupe 2);
- et 3 études, soit 7%, présentaient de l'intérêt essentiellement pour les pays industrialisés (Groupe 3).

119. D'une part, ces chiffres vont bien dans le sens de la volonté exprimée par les Congrès successifs d'accorder une place plus nette dans les travaux du CCEP aux questions intéressant les pays en développement, d'autre part, ils infirment l'opinion parfois exprimée selon laquelle le CCEP aurait tendance à orienter son action vers les préoccupations d'un groupe de pays. En effet, si les études effectuées intéressent jusqu'à hauteur de 93% les pays en développement, les pays industrialisés quant à eux peuvent tirer profit des résultats d'au moins 62% des travaux réalisés, les limites tracées étant du reste essentiellement indicatives.

120. Mais pour le CCEP, le souci d'une organisation équilibrée de ses activités ne s'exprime pas seulement en termes de nombre d'études, mais aussi et surtout de leur importance au regard des problèmes brûlants posés aux Administrations. Cette grande souplesse qui caractérise les interventions du Conseil, et qui se manifeste aussi bien lors de la conception du programme de travail qu'à l'occasion de son exécution, constitue sans doute la meilleure expression de sa vitalité et de son aptitude à s'adapter aux problèmes posés à la poste d'aujourd'hui et de demain.

b) Participation des Pays-membres aux études du CCEP

121. Il ressort par ailleurs du tableau qu'en moyenne la proportion dans laquelle les pays sollicités ont fourni des contributions aux études est de l'ordre de 60%, ce qui devrait être considéré comme satisfaisant. En fait, ce pourcentage varie sensiblement selon les études avec un minimum de 21% pour une étude et un maximum de 100% pour deux études. Cependant, pour l'ensemble du programme, seulement 10 études (soit 21%) ont donné lieu à des taux de participation inférieurs à 40%, alors que pour 16 études (34%) ce taux dépasse 70%.

122. D'autre part, un examen plus détaillé des données fait apparaître que le taux de participation a été:

- de 80% lorsque les membres du CCEP seulement ont été consultés,
- et de 37% pour les consultations s'adressant à l'ensemble des Pays-membres de l'Union.

Les résultats obtenus dans les deux cas avant le Congrès de Rio de Janeiro ont été respectivement de 47% et 31%.

123. A ce propos, il paraît intéressant de mentionner le passage suivant du rapport présenté par le CCEP au Congrès de Rio de Janeiro:

«Le taux de participation et les délais de réponse enregistrés montrent combien le dernier programme de travail du CCEP était trop chargé. De ce fait, les Administrations postales furent fréquemment sollicitées pour des études souvent difficiles. Par ailleurs, le temps imparti pour effectuer les travaux et en particulier ceux des études demandées par le Conseil exécutif a été souvent trop court, ce qui a pu être ressenti par les équipes chargées de les exécuter comme une contrainte trop importante. Dans l'ensemble, donc, il semble qu'il devra être tenu compte de ces constatations d'ordre général lors de l'établissement du prochain programme de travail car l'efficacité du CCEP dépend en fait de la volonté et de la capacité des Administrations postales d'effectuer d'une manière approfondie un nombre d'études qui ne dépasse pas le plafond des ressources humaines qu'elles peuvent consacrer aux activités du CCEP.»

124. On peut donc observer que les résultats fort satisfaisants présentés ci-devant montrent que le CCEP a tiré profit des remarques faites au dernier Congrès. Il a atteint ce but par deux actions complémentaires:

- la réduction du nombre d'études à effectuer: 47 études principales contre 68 entreprises après le Congrès de Lausanne 1974;
- la mise sur pied à titre expérimental d'un système de programmation du démarrage des études («plan de mise en chantier») qui a eu pour objet, au moment du lancement du programme de travail en 1980, de fixer les dates d'envoi des questionnaires concernant les différentes études, de manière à étaler dans le temps les contributions des Administrations.

125. Il a été estimé que ces deux préoccupations devraient continuer, entre autres, à inspirer l'action du CCEP dans le but d'améliorer la participation des Administrations aux études, du point de vue quantitatif et qualitatif, mais aussi d'obtenir de meilleurs résultats sur un plan général.

126. S'agissant des délais de réponse aux questionnaires transmis aux Administrations, autre aspect de la participation de celles-ci aux études, leur analyse détaillée n'a pas été jugée nécessaire. En effet, ces délais furent satisfaisants dans l'ensemble et 3 études seulement ont nécessité des lettres de rappel. Cette

situation favorable, qui résulte sans doute aussi des actions mentionnées sous chiffre 123, a permis au CCEP d'achever la quasi-totalité de son programme avant le Congrès.

127. Autre fait méritant d'être mentionné sous cette rubrique: l'amélioration constatée dans la participation des pays en développement aux études. Même si cette participation demeure sensiblement inférieure à celle des pays industrialisés, le taux moyen de contribution a atteint 50% et ces pays ont assumé le rôle de Rapporteur/Animateur de près d'un tiers d'études du programme de travail. En prenant note avec intérêt de ces résultats, le CCEP a néanmoins estimé qu'il était possible et souhaitable d'en rechercher l'amélioration (chiffre 25).

128. Tout ce qui précède montre que le CCEP, en poursuivant la recherche des moyens qui peuvent donner plus d'efficacité à son action, a sans nul doute engagé des actions intéressantes qui, dans le cadre des recommandations du Congrès, devront être affinées et au besoin amplifiées.

C. **Projet de programme de travail pour le futur Conseil consultatif des études postales**

129. Aux termes de l'article 104, § 12, du Règlement général, «le Conseil consultatif établit à sa session précédant le Congrès le projet de programme de travail du prochain Conseil à soumettre au Congrès, compte tenu des demandes des Pays-membres de l'Union ainsi que du Conseil exécutif».

130. Au cours de sa session de 1982, le CCEP a examiné un document de réflexion présenté par le Comité directeur, sur les conditions dans lesquelles serait élaboré le programme de travail à soumettre au Congrès de Hambourg 1984.

131. Le CCEP a décidé, d'une part, d'appliquer la même procédure que pour l'élaboration du programme 1979-1984 et, d'autre part, de proposer au Congrès de Hambourg 1984 de maintenir les principes retenus par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, à savoir:

- limiter le nombre des études à effectuer, de telle manière que la charge de travail ne dépasse pas les moyens dont dispose le CCEP; les programmes de travail établis par les Congrès étaient en général trop chargés et il est établi que la participation active des Administrations devenait aléatoire au-delà d'un certain niveau de sollicitation;
- éliminer du programme de travail les sujets de portée limitée susceptibles de trouver une solution sur le plan bilatéral ou de faire l'objet d'une enquête du Bureau international dans l'esprit de l'article 7, § 3, du Règlement intérieur du CCEP (article 113, § 3, du Règlement général);
- laisser au CCEP le soin de décider, cas par cas, de l'opportunité de mettre à jour les études permanentes, ou d'entreprendre les études du programme de réserve.

132. Par ailleurs, le CCEP a repris l'idée, retenue par le Congrès de Rio de Janeiro, selon laquelle le programme devait «s'intégrer harmonieusement dans les activités de l'Union prises dans leur ensemble» et avoir «une relation avec les activités menées sur le terrain dans le cadre de la coopération technique». (Commission 3 – Rapp 4, p. 1377.)

133. En ce qui concerne la présentation du programme de travail, le CCEP a retenu la répartition déjà admise des sujets d'études entre les six champs d'activité suivants:

- Gestion
- Organisation postale
- Exploitation postale
- Poste internationale
- Articles d'argent (Services financiers postaux)
- Personnel.

134. Bien entendu, ainsi qu'il avait été indiqué au CCEP à sa session de 1978, cette répartition ne préjuge pas la structure interne du prochain CCEP.

135. Par ailleurs, le CCEP a également considéré qu'il convenait non seulement d'intervenir auprès des Pays-membres de l'Union pour connaître leurs besoins essentiels et prioritaires et les sujets d'études importants qui intéressent beaucoup de pays de l'Union, mais également de demander aux Unions restreintes qui le voudraient bien, d'indiquer, d'une part, les études présentant de l'intérêt pour l'ensemble des pays de l'Union qu'elles avaient entreprises et, d'autre part, celles qu'elles envisageaient d'entreprendre.

136. A l'issue de la consultation ainsi organisée, le CCEP a pu disposer de 71 sujets d'études proposés par les Administrations et 5 proposés par le Bureau international. Après les avoir analysés dans l'esprit des considérations évoquées ci-dessus, le CCEP a pu mettre au point un projet de programme de travail pour le futur CCEP qui se présente sous la forme:

- d'un projet de programme de travail minimal comportant 23 sujets d'études et,
- d'un projet de programme de réserve composé de 12 sujets d'études.

Ce programme fait l'objet de la proposition 014.

137. Il va de soi qu'en arrêtant ces propositions, le CCEP tenait compte des tâches que le Congrès ne manquera pas de lui confier et qui viendront compléter le programme proposé. Cette structure en trois volets:

- programme minimal,
- tâches découlant du Congrès,
- programme de réserve,

a été conçue dans le but de laisser au prochain CCEP toute la souplesse voulue pour organiser son travail au mieux des besoins ressentis par les Administrations et en relation avec ses possibilités réelles, de manière à réserver aux tâches prioritaires déjà identifiées ou qui viendraient à l'être pendant la période quinquennale d'étude, le temps et les moyens nécessaires.

138. Le CCEP a voulu ainsi, au souci pleinement justifié de réduction de la charge de travail exprimé ici et là, associer l'impératif d'ouverture permanente pour répondre aux préoccupations qui peuvent apparaître, dans un monde en rapides mutations.

D. Conclusion

139. Récapituler les réalisations du CCEP au cours des cinq années qui se sont écoulées depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979 n'est pas chose facile à faire en quelques paragraphes. Le présent document contient non seulement une liste complète de toutes les études conduites par le CCEP mais également des observations utiles sur la façon dont elles l'ont été. Le 25^e anniversaire du CCEP, en 1982, a été pour les membres du Conseil une occasion appropriée de se pencher sur le passé mais aussi de réfléchir sur l'avenir. De ce fait, le document n'est pas seulement un simple état des réalisations effectuées; il renferme également quelques jugements ayant valeur de bilan.

140. Sur le plan des réalisations, le CCEP a entrepris un programme de travail englobant près de 50 études qui, dans leur quasi-totalité, ont été menées à bien dans les délais impartis, les dispositions nécessaires ayant été prises pour que quelques études en suspens puissent être terminées en temps utile. Cet objectif a été atteint grâce aux efforts de tous les membres du CCEP, mais grâce aussi aux contributions d'autres Administrations qui ont répondu à un certain nombre de questionnaires. Un point mérite d'être relevé à propos de ce succès; il s'agit de la très importante contribution apportée par les pays en développement. Outre les travaux effectués par certains d'entre eux en qualité de Rapporteur ou d'Animateur, on a pu relever, dans l'ensemble, une très forte participation des pays en développement aux études. Il est à espérer que cette tendance se confirmera au cours de la période qui suivra le Congrès de Hambourg.

141. En ce qui concerne la façon dont les études ont été conduites, une méthode s'est avérée particulièrement heureuse: elle consiste à redonner vie, ces dernières années, aux réunions de Groupes de travail spécialisés. Les colloques ou séminaires ont constitué un utile forum qui a permis à des experts d'un certain nombre d'Administrations d'échanger leurs vues, tout en partageant les fruits de leurs données d'expérience avec d'autres délégués. Ces réunions ont en particulier contribué au bon déroulement des études entrant dans le cadre de «L'avenir des services postaux», un des plus importants domaines examinés par le CCEP au cours des cinq dernières années.

142. Le CCEP a eu pour ultime tâche d'élaborer le nouveau programme des travaux, ce qu'il a fait après avoir procédé à une consultation complète auprès de tous les membres de l'Union. Tenant compte des observations formulées par de nombreuses Administrations, le nouveau programme de travail a été établi en prévoyant délibérément un nombre restreint d'études. De la sorte, les Administrations pourront porter plus pleinement leurs efforts sur les sujets considérés comme étant de la plus grande importance et par là même améliorer la qualité des résultats à obtenir. Si le nombre de sujets est limité, leur variété et leur portée sont en revanche très grandes et, par ailleurs, les sujets techniques se combinent heureusement à ceux qui traitent de questions plus vastes. La division des sujets en un programme minimal et un programme de réserve devrait donner au nouveau CCEP une très grande souplesse pour la conduite de ses travaux.

143. En cinq ans, le CCEP actuel a mené à bien les tâches importantes qui lui avaient été confiées par le Congrès de Rio de Janeiro et il a obtenu des résultats à la fois utiles et substantiels. Le CCEP sortant transmet son expérience à son successeur et lui souhaite bonne chance dans l'exécution du programme qui lui sera fixé par le Congrès de Hambourg.

Londres, le 3 avril 1984

Au nom du Conseil consultatif
des études postales:
Le Président,
L. H. KINGSBURY

Sessions du CCEP et réunions du Comité directeur

Congrès – Doc 2/Annexe 1

Sessions	Lieu et date	Président	Vice-Président	Présidents des Commissions ¹	Secrétaire général	Pays-membres représentés (nombre)	Pays-membres non représentés	Observateurs et invités
1979	Rio de Janeiro, 23 et 25 octobre	L.H. Kingsbury Directeur des affaires postales internationales The Post Office Grande-Bretagne	M. Balma Inspecteur général Directeur des services postaux de Tunisie	Ph. Leemann (Pays-Bas) K.W. Farnell (Australie) H. Hidaka (Japon) M. Laenser (Maroc) O. A. Osibogun (Nigéria) C. A. Toledo (Colombie) K. Demski (Pologne (Rép. pop.))	M. I. Sobhi Directeur général	35		
1980	Berne, 16 mai Comité directeur	L. H. Kingsbury Directeur des affaires postales internationales de l'Administration de Grande-Bretagne	M. Balma Inspecteur général Directeur des services postaux de Tunisie	H. P. Puts (Pays-Bas) K. W. Farnell (Australie) Y. Kajitani (Japon) M. Laenser (Maroc) A. O. Ogunrinde (Nigéria) C. A. Toledo (Colombie) K. Demski (Pologne (Rép. pop.))	M. I. Sobhi Directeur général	9		
1980	Berne, 21 au 30 octobre Session et Comité directeur	L. H. Kingsbury Directeur des affaires postales internationales de Grande-Bretagne	M. Balma Directeur des services postaux de Tunisie	H. P. Puts (Pays-Bas) K. W. Farnell (Australie) Y. Kajitani (Japon) M. Laenser (Maroc) A. O. Ogunrinde (Nigéria) V. Alonso (Colombie) K. Demski (Pologne (Rép. pop.))	M. I. Sobhi Directeur général	34	Cameroun	Président du Conseil exécutif, Vice-Présidents du CE (Chine (Rép. pop.), Espagne, URSS), Canada, Equateur, Tanzanie (Rép. unie), CEPT, UAPT, UPA, UPAA, UPAf, UPAO, UPPN, Ligue des Etats arabes, UIT (Commission 1), ISO ² (Commission 3)

¹ Dans l'ordre des Commissions

² ISO: Organisation internationale de normalisation

Sessions	Lieu et date	Président	Vice-Président	Présidents des Commissions ¹	Secrétaire général	Pays-membres représentés (nombre)	Pays-membres non représentés	Observateurs et invités
1981	Berne, 15 mai Comité directeur	L. H. Kingsbury Directeur des affaires postales internationales de Grande-Bretagne	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	H. P. Puts (Pays-Bas) P. J. Smith (Australie) Y. Kajitani (Japon) M. Laenser (Maroc) A. O. Ogunrinde (Nigéria) P. J. Herrera (Colombie) K. Demski (Pologne (Rép. pop.))	M. I. Sobhi Directeur général	9		
1981	Berne, 22 au 29 octobre Session et Comité directeur	L. H. Kingsbury Directeur des affaires postales internationales de Grande-Bretagne	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	H. P. Puts (Pays-Bas) P. J. Smith (Australie) Y. Kajitani (Japon) M. Aoujil (Maroc) A. O. Ogunrinde (Nigéria) P. J. Herrera (Colombie) K. Demski (Pologne (Rép. pop.))	M. I. Sobhi Directeur général	35		Président du Conseil exécutif, Vice-Présidents du CE (Chine (Rép. pop.), Espagne, URSS), Canada, Hongrie (Rép. pop.), CEPT, UAPT, UPAP, UPA, UPAP, UPAf, APPU, UPPN, Ligue des Etats arabes, UIT (Commission 1), ISO ² (Commission 3)
1982	Berne, 14 mai Comité directeur	L. H. Kingsbury Directeur des affaires postales internationales de Grande-Bretagne	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	H. P. Puts (Pays-Bas) P. J. Smith (Australie) Y. Kajitani (Japon) A. Ait Hsiko (Maroc) A. O. Ogunrinde (Nigéria) P. J. Herrera (Colombie) K. Demski (Pologne (Rép. pop.))	M. I. Sobhi Directeur général	9		

¹ Dans l'ordre des Commissions² ISO: Organisation internationale de normalisation

Sessions	Lieu et date	Président	Vice-Président	Présidents des Commissions ¹	Secrétaire général	Pays-membres représentés (nombre)	Pays-membres non représentés	Observateurs et invités
1982	Berne, 8 au 18 novembre Session et Comité directeur	L. H. Kingsbury Directeur des affaires postales internationales de Grande-Bretagne	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	J. B. Krijger (Pays-Bas) P. J. Smith (Australie) Y. Kajitani (Japon) M. Aoujil (Maroc) A. O. Ogunrinde (Nigéria) D. Mora (Colombie) K. Demski (Pologne (Rép. pop.))	M. I. Sobhi Directeur général	34	Bangladesh	Président du Conseil exécutif, Vice-Présidents du CE (Chine (Rép. pop.), Espagne, URSS), Bulgarie (Rép. pop.), Canada, Danemark, Hongrie (Rép. pop.), Iran, Norvège, Tanzanie (Rép. unie), Tchécoslovaquie, CEPT, UPA, UP AE, UPAf, UPAP, APPU, UPPN, Ligue des Etats arabes, UIT (Commission 1), ISO ² (Commission 3)
1983	Berne, 11 mai Comité directeur	L. H. Kingsbury Directeur des affaires postales internationales de Grande-Bretagne	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	J. B. Krijger (Pays-Bas) P. J. Smith (Australie) Y. Kajitani (Japon) A. Ait Hsiko (Maroc) D. Mora (Colombie) K. Demski (Pologne (Rép. pop.))	M. I. Sobhi Directeur général	8	Nigéria	

¹ Dans l'ordre des Commissions

² ISO: Organisation internationale de normalisation

Sessions	Lieu et date	Président	Vice-Président	Présidents des Commissions ¹	Secrétaire général	Pays-membres représentés (nombre)	Pays-membres non représentés	Observateurs et invités
1983	Berne, 10 au 21 octobre Session et Comité directeur	L. H. Kingsbury Directeur des affaires postales internationales de Grande-Bretagne	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	J. B. Krijger (Pays-Bas) P. J. Smith (Australie) Y. Kajitani (Japon) A. Ait Hsiko (Maroc) A. O. Ogunrinde (Nigéria) K. Demski (Pologne (Rép. pop.))	M. I. Sobhi Directeur général	32	Bangladesh Cameroun Colombie	Président du Conseil exécutif, Vice-Présidents du CE (Chine (Rép. pop.), Espagne, URSS), Canada, Hongrie (Rép. pop.), Iran, Tanzanie (Rép. unie), CEPT, UAPT, UPA, UP AE, UPAf, APPU, UPPN, Ligue des Etats arabes, UIT (Commission 1), ISO ² (Commission 3), IICE ³ (Commission 4)
1984	Berne, 9 mars Comité directeur	L. H. Kingsbury Directeur des affaires postales internationales de Grande-Bretagne	M. Balma Directeur général des postes de Tunisie	J. B. Krijger (Pays-Bas) P. J. Smith (Australie) Y. Kajitani (Japon) M. Aoujil (Maroc) K. Demski (Pologne (Rép. pop.))	M. I. Sobhi Directeur général	7	Colombie Nigéria	

¹ Dans l'ordre des Commissions² ISO: Organisation internationale de normalisation³ IICE: Institut international des caisses d'épargne

Programme de travail du CCEP pour la période 1979–1984

Congrès – Doc 2/Annexe 2

A. Programme de travail fixé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (Résolution C 78)

Comité directeur

Présidence: Grande-Bretagne

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
533	Remboursement des frais de voyage des membres du Conseil consultatif des études postales	Australie, Colombie, Grande-Bretagne, Japon, Maroc, Nigéria, Pays-Bas, Pologne (Rép. pop.), Tunisie	Grande-Bretagne	Voir Partie B, Chapitre I sous lettre a)	
534	Création d'une cellule permanente au sein du Bureau international chargée des problèmes du tiers monde et des relations avec les Unions restreintes	Australie, Colombie, Grande-Bretagne, Japon, Maroc, Nigéria, Pays-Bas, Pologne (Rép. pop.), Tunisie		Voir Partie B, Chapitre I sous lettre b)	

Commission 1 – L'avenir des services postaux

Présidence: Pays-Bas

Réunions:

Berne, 22 octobre 1980 (matin)

Berne, les 22 (après-midi) et 23 (matin) octobre 1981

Berne, du 9 au 11 novembre 1982

Berne, du 17 au 18 octobre 1983

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
C 104	Etude prospective du marché postal	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Australie, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, France, Grande-Bretagne, Japon, Pays-Bas, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Thaïlande, URSS	France	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 5</p> <p>Etude permanente</p> <p>La décision prise par le CCEP à sa session d'octobre 1980 de réactiver l'étude C 104 a été motivée par la nécessité de pouvoir disposer des informations les plus récentes sur la demande de prestations postales jusqu'en 1985 ou 1990</p> <p>A la suite de la consultation des Pays-membres du CCEP et du Groupe de travail en vue d'établir un inventaire des études effectuées par diverses Administrations en matière d'évaluation de la demande postale, il est apparu que la poursuite de l'étude devait s'orienter vers une confrontation des résultats obtenus en matière de détermination des besoins postaux dans divers pays et à une analyse des méthodes utilisées, faisant apparaître les difficultés rencontrées. C'est pourquoi un colloque fut organisé à Berne les 9 et 10 novembre 1982</p>	<p>Rapports publiés dans les classeurs 89, 89.1, 89.2, 89.3 de la CEP¹</p> <p>Les résultats du colloque des 9 et 10.11.82 font l'objet de la plaquette 89.4 de la CEP publiée en 1983</p>

¹ CEP: Collection d'études postales.

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
501	L'avenir des services postaux (étude générale) <i>Etude complémentaire</i> – Etude sur le développement postal (Congrès – Doc 17e)	Algérie, Hongrie (Rép. pop.), Maroc, Tanzanie (Rép. unie)	Maroc	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1, et C 82</p> <p>Le premier rapport élaboré en 1980 fait la synthèse des documents présentés et des discours prononcés au Congrès de Rio de Janeiro en 1979 au sujet de l'avenir de la poste. Il a été tenu compte dans cette synthèse des résultats du colloque de Tokyo (1978) sur le thème les «menaces qui pèsent sur l'avenir du service postal et la recherche des moyens d'y faire face» (plaquette 89.3), ainsi que du résultat du colloque multidisciplinaire du CCITT sur la téléinformatique du mois de mai 1979</p> <p>Le deuxième rapport mis au point en 1983 résume les opinions exprimées dans une série de monographies que le CCEP a décidé de publier au sujet du marché futur des communications</p> <p>Un troisième rapport a été établi sur le développement postal; il actualise les données présentées au Congrès de Rio de Janeiro sur le même sujet (Congrès – Doc 17e)</p> <p>Etude terminée</p> <p>Au cours de sa session de 1982, le CCEP a décidé d'organiser un colloque dans le cadre de la Commission 1 sur le thème «L'avenir des services postaux» en vue d'une synthétisation des études faites à ce sujet</p>	<p>Premier rapport diffusé par lettre-circulaire en mars 1981</p> <p>Deuxième rapport annexé au Congrès – Doc 14 en même temps que le premier rapport</p> <p>Le troisième rapport fait l'objet du Congrès – Doc 14</p> <p>Les résultats du colloque du 18 octobre 1983 font l'objet de la plaquette 145 de la CEP publiée en 1984</p>

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
502	Les possibilités d'utilisation du réseau postal dans des domaines autres que ceux où s'exerce habituellement l'activité de la poste (y compris les opérations pour le compte d'autrui) – Extension des attributions de la poste	Allemagne, Rép. féd. d', Argentine, Australie, Belgique, Chypre, Egypte, France, Grande-Bretagne, Inde, Nigéria, Pakistan, Pays-Bas, Roumanie, Suède, Suisse, Tunisie	Suède	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 L'étude a abouti à la publication d'un «Fichier des prestations complémentaires offertes au public ou à l'étude» avec une mise à jour triennale Etude terminée	Classeur 144 de la CEP
503	Courrier électronique et autres services perfectionnés de transmission des messages	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Egypte, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép. pop.), Japon, Maroc, Mexique, Pays-Bas, Suède, Suisse, Thaïlande, URSS	Allemagne, Rép. féd. d'	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1, et Décision C 83 L'étude concernant le «Service du courrier électronique» (SCE) a abouti à la publication d'un cahier général de réponses et d'un rapport qui traitent notamment: – de la définition du service – des conditions générales et les bases juridiques – du dépôt, de la transmission et de la remise du courrier électronique – de l'organisation du service – de la comptabilité, etc. Au cours de sa session de 1981, le CCEP a décidé d'adjoindre au rapport un modèle d'Accord entre Administrations concernant le SCE	Cahier général diffusé aux Administrations intéressées en 1981 Rapport publié en 1982 par le classeur 132 de la CEP Modèle d'Accord inséré dans le classeur 132, sous le numéro 132.1

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
503	<i>Etude complémentaire</i> – Téléimpression	Sous-Groupe de travail: Allemagne, Rép. féd d', Amérique (Etats-Unis), Canada, France, Grande-Bretagne, Suède	Suède	Cette partie de l'étude a porté sur la transmission électronique des messages remis à la poste sur bandes magnétiques ou autres supports de données ainsi que leur reproduction et distribution par la poste. L'étude 503 a été retenue comme étude permanente par le CCEP	Le rapport sera inséré dans le classeur 132 sous le numéro 132.2
504	Politique générale en matière d'information publique		Italie	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 101 Etude effectuée selon la méthode des exposés Le rapport élaboré a été mis au point compte tenu des observations faites lors de la session 1983 du CCEP Etude terminée	Le rapport fait l'objet de la plaquette 142 de la CEP diffusée en 1984

Commission 2 – Questions d'exploitation postale

Présidence: Australie

Réunions:

Berne, 23 octobre 1980 (après-midi)

Berne, 23 octobre 1981 (après-midi)

Berne, 8 novembre 1982 (après-midi)

Berne, du 10 au 11 octobre 1983

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
B 9	Organisation du service du revelage des correspondances dans les localités urbaines des pays en développement		France	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 3</p> <p>Etude permanente</p> <p>Cette étude a fait l'objet d'un premier rapport publié en 1964 (plaquette 54 de la CEP) sous le titre «Organisation du service du revelage des correspondances dans les localités urbaines». Le CCEP, issu du Congrès de Rio de Janeiro, a décidé de l'orienter dans le sens des préoccupations des pays en développement, d'où le nouvel intitulé de l'étude qui a été conduite par voie d'enquête</p>	Rapport publié en 1983 comme plaquette 54.1 de la CEP
505	Organisation des réseaux d'acheminement du courrier et des colis postaux	Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Australie, Autriche, Cameroun, Canada, Chine (Rép. pop.), Colombie, Egypte, Espagne, Grande-Bretagne, Inde, Iraq, Italie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne (Rép. pop.), République démocratique allemande, Roumanie, Suisse, Thaïlande, URSS	Australie	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1</p> <p>Lors de sa session de 1980, le Comité directeur a décidé de scinder cette étude en deux parties distinctes:</p> <p><i>Etude 505a</i> «Organisation des réseaux d'acheminement du courrier et des colis postaux»</p> <p><i>Etude 505b</i> «Surveillance des réseaux d'acheminement du courrier et des colis postaux»</p> <p>Ces sujets ont été traités par voie d'exposés et un rapport a été établi sur chaque sujet. L'étude 505a a donné lieu à l'établissement d'un rapport complémentaire qui porte spécifiquement sur l'efficacité du traitement du courrier et la taille optimale des bureaux de tri</p> <p>Etude terminée</p>	Rapports publiés en 1984 comme plaquette 150 de la CEP

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
506	La desserte des zones rurales dans les pays en développement (y compris la poste automobile rurale)	Argentine, Bangladesh, Brésil, Cameroun, Chine (Rép. pop.), Chypre, Inde, Indonésie, Iraq, Maroc, Mexique, Nigéria, Pakistan, Tanzanie (Rép. unie), Thaïlande, Tunisie Malaisie: sans faire partie du Groupe de travail, a collaboré à l'étude 506 (cf. lettre 7018 du 12.9.81 de l'Administration de Tunisie)	Tunisie	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 L'étude a donné lieu à l'établissement d'un cahier général de réponses et d'un rapport Etude terminée	Cahier général diffusé aux Administrations intéressées en septembre 1983 Le rapport sera publié en 1984
507	La distribution postale dans les zones urbaines et périphériques des agglomérations importantes des pays en développement	Algérie, Bangladesh, Brésil, Cameroun, Colombie, France, Indonésie, Iraq, Mexique, Nigéria, Pakistan, Pologne (Rép. pop.), Thaïlande	Thaïlande	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 L'étude a donné lieu à l'établissement d'un rapport Etude terminée	Rapport publié en 1983 comme plaquette 138 de la CEP
508	Contrôle de la qualité des opérations de ramassage du courrier, de guichet, de tri et de distribution	Algérie, Australie, Chine (Rép. pop.), Chypre, Espagne, Grande-Bretagne, Iraq, Mexique, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, République démocratique allemande, Roumanie, Suisse, Tanzanie (Rép. unie), URSS	Nouvelle-Zélande	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 Cette étude a été conduite sur la base d'exposés fournis par les participants et s'est achevée par la tenue d'une réunion du Groupe de travail en octobre 1983 Le Pays-rapporteur a procédé à l'élaboration d'une synthèse des travaux de ladite réunion. Le document ainsi établi, le projet de rapport et le document de discussion préparés par le Pays-rapporteur en vue de la réunion du Groupe de travail constituent le rapport de l'étude Etude terminée	Le rapport sera publié en 1984 dans la CEP. Un projet de résolution est présenté au Congrès afin de sensibiliser l'ensemble des Administrations postales sur l'importance du contrôle de la qualité des opérations et des prestations postales (proposition 012)

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
509/531	Utilisation de conteneurs pour le transport du courrier international – Remise des dépêches	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Argentine, Australie, Canada, France, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, URSS	Amérique (Etats-Unis)	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 67 et décision C 84</p> <p>Certains aspects du sujet ont été étudiés dans le cadre de l'étude A 101 et font l'objet d'un rapport publié en 1974 comme plaquette 67.2 de la CEP</p> <p>L'aspect technique de l'étude ayant été traité dans le cadre du Programme de travail 1974–1979, l'étude a été reprise dans le Programme de travail 1979–1984 et a particulièrement porté sur les modules intraconteneurs et la simplification de la documentation (voir Partie B, Chapitre I, sous lettre d))</p> <p>Etude terminée</p>	Rapport diffusé par lettre-circulaire en avril 1984
510	Poids maximal des sacs	Amérique (Etats-Unis), Autriche, Bangladesh, Canada, Chine (Rép. pop.), Egypte, Espagne, France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép. pop.), Iraq, Pakistan, République démocratique allemande, Suède	Grande-Bretagne	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 13</p> <p>Voir Partie B, Chapitre I, sous lettre e)</p> <p>Etude terminée</p>	

Commission 3 – Mécanisation postale, bâtiments et transports automobiles

Présidence: Japon

Réunions:

Berne, 24 octobre 1980 (matin)

Berne, 26 octobre 1981 (après-midi)

Berne, 12 novembre 1982 (matin et après-midi)

Berne, 13 octobre 1983 (matin et après-midi)

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
Intergroupe A 1/A 2/A 3	Problèmes communs aux Groupes de travail A1, A2 et A3	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, France, Grande-Bretagne, Japon, Pays-Bas, Roumanie, Suède, Suisse, URSS	Suisse	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 5</p> <p>Etude permanente</p> <p>Trois rapports ont été publiés (le dernier en 1969) ainsi qu'un rapport complémentaire en 1974</p> <p><i>A. Etudes effectuées en étroite collaboration avec le Groupe de travail restreint ISO/UPU:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> – Luminescence du papier des enveloppes et des cartes – Rigidité des cartes postales <p>L'étude de ces deux questions a été reprise mais n'a pas fourni des résultats vu la complexité de ce problème. L'étude est suspendue temporairement</p> <ul style="list-style-type: none"> – Normalisation de la zone adresse (Résolution CCEP 1/1982) «Formule-cadre pour les documents commerciaux» (voir Congrès – Doc 13 et proposition 013) <p><i>B. Autres études</i></p> <p>a) Introduction éventuelle du format ISO C 5 (162 × 229 mm) comme format normalisé UPU</p> <p>Le projet de rapport définitif établi par le Rapporteur a été présenté au CCEP lors de sa session de 1983.</p> <p>L'étude conclut que la majorité des membres de l'Intergroupe ne sont pas favorables à l'inclusion des envois de format C 5 dans les envois normalisés de l'UPU pour différentes raisons</p>	Classeur 60 de la CEP

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
				<p>Les résultats de l'étude ont été communiqués à l'ISO lors de la réunion du Comité de contact ISO/UPU du 24 octobre 1983</p> <p>b) Propriétés de la matière utilisée pour la confection des panneaux des enveloppes à fenêtre</p> <p>Aucun développement n'a eu lieu sur ce sujet</p> <p>c) Utilisation de procédés fluidiques pour le traitement du courrier</p> <p>Un rapport et une note complémentaire élaborés par l'Administration postale de France ont été diffusés aux Administrations membres du CCEP en vue de les informer des améliorations apportées à la machine de tri fluidique</p> <p>d) Emplacement à réserver aux marques d'indexation sur les lettres à destination de l'étranger</p> <p>Le CCEP a décidé, lors de sa session de 1981, de reprendre une étude qui avait abouti à la session de Bogotá du Conseil de gestion de la CCEP (1967) à une recommandation invitant les Administrations postales à ne pas utiliser pour l'indexation du courrier du service intérieur un emplacement de 22 x 70 mm attenant au côté gauche et situé à 28 mm au-dessus du bord inférieur de l'enveloppe</p> <p>Le Rapporteur a procédé à une consultation des membres de l'Intergroupe A 1/A 2/A 3 et a présenté un projet de rapport au CCEP à sa session de 1983. En conclusion de l'étude, le CCEP a décidé d'annuler la recommandation de Bogotá précitée</p>	<p>Lettre-circulaire en octobre 1982</p> <p>La décision du CCEP (Décision CCEP 6/1983) a été portée à la connaissance des Pays-membres de l'Union par circulaire No 4 du 9.1.84</p>

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
A 3	Mécanisation et automatisa- tion du tri des correspon- dances	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Chine (Rép. pop.), France, Grande- Bretagne, Italie, Japon, Pays-Bas, République démocratique alle- mande, Roumanie, Suisse, URSS, Yougoslavie	France	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 5 Etude permanente 5 rapports publiés dans la CEP Une note d'information sur les travaux effectués en la matière dans des instances extérieures à l'UPU a été diffusée en août 1982 aux Administrations postales des Pays-membres du CCEP et aux mem- bres du Groupe de travail A3	Classeur 37 de la CEP Lettre-circulaire en août 1982
B 105	Les voies du déve- loppement du pro- grès technique du service postal dans les pays nouveaux et en voie de déve- loppement durant les dix à vingt pro- chaines années	Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Argentine, Bangladesh, Brésil, Cameroun, Chine (Rép. pop.), Colombie, Egypte, France, Grande- Bretagne, Haute-Volta, Inde, Indonésie, Iran, Iraq, Kuwait, Maroc, Mexique, Népal, Nigéria, Pakistan, Pays-Bas, Tanzanie (Rép. unie), Thaïlande, Tunisie, URSS	Inde	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 2 Etude permanente Premier et deuxième rapports publiés dans la CEP Les travaux effectués dans le cadre du Programme de travail 1979-1984 ont fait l'objet d'un rapport	Plaquettes 101 et 101.1 de la CEP Rapport publié en 1984 comme plaquette 101.2 de la CEP
B 126	Organisation du transport des en- vois postaux par véhicules à moteur appartenant aux Administrations postales		Suisse	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 3 Etude conduite par voie d'enquête Elle a fait l'objet d'un rapport qui est présenté sous la forme d'un manuel sur l'organisation du transport des envois postaux Etude terminée	Rapport publié en 1983 comme plaquette 136 de la CEP

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
311	<p>Tendances principales du développement et du progrès technique du service postal dans les pays industrialisés au cours des dix à vingt prochaines années</p> <p>– six études complémentaires</p> <p><i>Etudes complémentaires:</i></p> <p>1. Elaboration des recommandations d'ordre méthodologique nécessaires pour la comparaison, sur le plan international, des résultats de l'activité des services postaux dans les pays industrialisés</p>	Amérique (Etats-Unis), Australie, Belgique, Bulgarie, Egypte, France, Grande-Bretagne, Inde, Pays-Bas, Pologne (Rép. pop.), République démocratique allemande, Sénégal, Tunisie, URSS	URSS	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 2</p> <p>Etude permanente</p> <p>En ce qui concerne l'étude principale, les plaquettes 102 (1974) et 102.1 (1979) ont été publiées dans la CEP</p> <p>Pour la première étude complémentaire, les travaux effectués ont abouti à l'élaboration d'un rapport. Il appartiendra au prochain CCEP de décider de la poursuite des autres aspects de l'étude</p>	<p>Le rapport sera publié en 1984 dans la CEP</p>

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays- rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
	2. Etude et généra- lisation de l'ex- périence des pays dans le do- maine de la construction de grands centres de tri, de leur mécanisation et de leur automa- tisation. Elé- ments et déter- mination de l'ef- ficacité économi- que des mesu- res prises dans ce domaine				
	3. Etude des mesu- res d'organisa- tion et techni- ques réalisées dans certains pays en vue d'améliorer la qualité de la dis- tribution et la qualité du travail des bureaux de poste. Eléments et détermination de l'efficacité de la main-d'œuvre, des ressources matérielles et fi- nancières affec- tées à cette fin				

Adminis- tration demande- resse	No d'étude	Sujet	Attribution du sujet	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
		4. Elaboration de la méthodologie et de recommanda- tions scientifi- ques en tenant compte des élé- ments exprimés nécessaires pour comparer les indices de qualité du ser- vice de distribu- tion postale dans divers pays			
		5. Etude et généra- lisation de l'ex- périence des pays et de l'effi- cacité des mesu- res prises pour augmenter le rendement des agents postaux et assurer la rentabilité des services postaux			
		6. Elaboration de la méthodologie de la comparaison des résultats de l'activité de pro- duction finan- cière des servi- ces postaux dans divers pays			

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
511	<p>La mécanisation postale dans les pays jeunes</p> <p><i>Etudes complémentaires:</i></p> <p>1. Familiarisation du personnel avec les moyens modernes de mécanisation postale, élaboration des programmes nécessaires et formation d'instructeurs qualifiés</p> <p>2. Information du personnel sur la mécanisation en tant que moyen facilitant les opérations postales</p>	Algérie, Argentine, Bangladesh, Brésil, Chine (Rép. pop.), Egypte, France, Inde, Iraq, Maroc, Mexique, Nigéria, Pakistan, Thaïlande, Tunisie	Inde	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1</p> <p>Etude effectuée en liaison avec l'étude permanente B 105</p> <p>L'étude principale a fait l'objet d'un rapport. Il appartiendra au prochain CCEP de décider la poursuite des autres aspects de l'étude</p>	Rapport publié en 1984 comme plaquette 148 de la CEP
512	Economies d'énergie et de matières premières		France	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1</p> <p>L'étude conduite par voie d'enquête a donné lieu à l'établissement d'un rapport qui présente les expériences des Administrations en matière d'économie d'énergie</p> <p>Etude terminée</p>	Rapport publié en 1983 comme plaquette 135 de la CEP

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
513	Disposition des mentions de service et des étiquettes sur les enveloppes	Allemagne, Rép. féd. d', Argentine, Autriche, Belgique, Chine (Rép. pop.), France, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép. pop.), Italie, Maroc, Roumanie, Tunisie	Roumanie	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Décision C 53</p> <p>Le rapport a été approuvé par le CCEP lors de sa session de 1982</p> <p>Une proposition à ce sujet est présentée au Congrès</p> <p>Etude terminée</p>	Proposition 2513.1
514	Emplacement du numéro d'acheminement postal		République démocratique allemande	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Décision C 54</p> <p>Etude conduite par voie d'enquête. Voir Partie B, Chapitre I, lettre g)</p> <p>Etude terminée</p>	Le rapport auquel est joint le compte rendu des délibérations au sein de la Commission 3 du CCEP a été diffusé à toutes les Administrations de l'Union par lettre-circulaire en décembre 1982
515	Problèmes posés par l'admission des enveloppes à deux panneaux dans le service international		Amérique (Etats-Unis)	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Décision 102</p> <p>Enquête</p> <p>Le CCEP a examiné à sa session de 1983 le rapport définitif et a adopté deux propositions de modification de la Convention (article 20) et de son Règlement d'exécution (article 123) qui visent à prévoir l'admission d'enveloppes à deux ou plusieurs panneaux sur une base facultative</p>	Propositions 2020.1, 2523.1

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
536	Plan général de construction et d'aménagement d'un bureau de poste type dans une localité de moyenne grandeur	Amérique (Etats-Unis), Suisse	Amérique (Etats-Unis), Suisse	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 3</p> <p>Etude conduite par voie d'enquête. Elle a donné lieu à l'établissement d'un rapport</p> <p>Etude terminée</p>	Rapport publié en 1983 comme plaquette 141 de la CEP

Commission 4 – Services financiers et comptabilité

Présidence: Maroc

Réunions:

Berne, 21 octobre 1980 (après-midi)

Berne, 27 octobre 1981 (matin)

Berne, 16 novembre 1982 (après-midi)

Berne, 12 octobre 1983 (matin et après-midi)

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
516	Refonte en une seule caisse postale des activités de la caisse d'épargne postale et de celles des chèques postaux dans les pays en développement	Cameroun, Chypre, Egypte, Espagne, Maroc	Egypte	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 Les travaux effectués ont abouti à l'établissement d'un rapport qui fait ressortir qu'une fusion totale des deux caisses serait très difficile à réaliser, mais il existe la possibilité d'une intégration partielle des deux services à différents niveaux Etude terminée	Rapport publié en 1984 comme plaquette 139 de la CEP
517	Promotion de la caisse d'épargne dans les pays en développement		Inde	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 Enquête Etude menée conjointement avec l'Institut international des caisses d'épargne (IICE) Un colloque sur le même thème a été organisé dans le cadre des travaux de la Commission lors de la session 1983 du CCEP Etude terminée	Les résultats détaillés du colloque et le rapport seront publiés en 1984 dans la CEP

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
518	Mécanisation des guichets et de la comptabilité dans les bureaux de poste des pays en développement Tenue des comptes courants postaux et de la comptabilité des centres de chèques postaux de moyenne importance		Maroc	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 Etude conduite par voie d'enquête dont les résultats ont donné lieu à l'établissement d'un rapport Etude terminée	Rapport publié par lettre-circulaire en janvier 1983
519	Fonds de développement postal universel	Bangladesh, Brésil, Egypte, Equateur, Iraq, Maroc, Mexique, Pakistan	Mexique	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, Congrès – Doc 84/Add 4, Complément 1 Le CCEP a été informé à sa session de 1983 que le projet de questionnaire définitif n'était pas parvenu au Bureau international à temps pour permettre l'achèvement de l'étude avant le Congrès de Hambourg. Il a été décidé d'inclure ce sujet dans le programme du CCEP pour la période 1984–1989 en l'intégrant dans une nouvelle étude «Possibilités de financement des projets postaux par des organismes bancaires, publics ou privés, nationaux ou internationaux», proposée par le Sénégal	

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
401	<p>Problèmes que posera la télétransmission des informations relatives aux transactions financières dans le cadre du développement des systèmes d'automatisation</p> <p><i>Etudes complémentaires:</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Entrée automatique des informations relatives aux opérations de guichet 2. Communication des données entre les bureaux de poste, les centres de chèques postaux, les guichets et les usagers importants 	Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Roumanie, Suisse	Belgique	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 4</p> <p>Depuis 1975, cette étude était liée à celle analogue menée par la CEPT</p> <p>Les travaux effectués au sein de la CEPT ont abouti à un projet de recommandation visant la conclusion d'accords bilatéraux sur la télétransmission des données pour les échanges d'ordres de paiement internationaux, et comportant tous les détails techniques utiles</p> <p>Le Conseil consultatif, à sa session de novembre 1982, a fait siennes les conclusions de la CEPT et a décidé de diffuser les résultats de l'étude aux Administrations postales par voie de lettre-circulaire</p> <p>L'étude est terminée, sous réserve de maintenir le contact avec la CEPT en ce qui concerne l'évolution des aspects techniques de la question</p>	Rapport publié par lettre-circulaire en décembre 1982

Commission 5 – Personnel

Présidence: Nigéria

Réunions:

Berne, 21 octobre 1980 (après-midi)

Berne, 27 octobre 1981 (matin)

Berne, 16 novembre 1982 (matin)

Berne, 17 octobre 1983 (matin)

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
463	Statut du personnel des Administrations postales		Algérie	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 3 Etude conduite par voie d'enquête. Elle a donné lieu à l'établissement d'un cahier général de réponses et d'un rapport Etude terminée	Cahier général diffusé aux membres du CCEP et aux Administrations ayant participé à l'étude par lettre-circulaire en août 1983 Rapport diffusé en 1984 comme plaquette 143 de la CEP
520	Logement du personnel dans les grands centres urbains		Italie	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 Enquête Etude conduite par voie d'enquête dont les résultats ont donné lieu à l'établissement d'un rapport Etude terminée	Rapport publié par lettre-circulaire en février 1983
521	L'enseignement programmé	Algérie, Amérique (Etats-Unis), Bangladesh, Chypre, France, Grande-Bretagne, République démocratique allemande, Roumanie	Bangladesh	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 Le rapport de l'étude a été complété par des commentaires recueillis au cours de la réunion du Groupe de travail en 1982 Etude terminée	Rapport publié en 1983 comme plaquette 137 de la CEP

Commission 6 – Gestion postale

Présidence: Colombie

Réunions:

Berne, 22 octobre 1980 (après-midi)

Berne, 23 octobre 1981 (après-midi)

Berne, 15 novembre 1982 (après-midi)

Berne, 14 octobre 1983 (matin)

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
B 103	<p>Etude de l'organisation actuelle du service postal des pays en développement ainsi que des voies et moyens de nature à permettre à ces pays d'assurer un service efficace</p> <p><i>Etudes complémentaires:</i></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Manuel sur les règles et procédures pour l'acheminement du courrier international 2. Manuel sur les techniques d'inspection 	Algérie, Allemagne, Rép. féd. d', Bangladesh, Belgique, Brésil, Cameroun, Chine (Rép. pop.), Chypre, Colombie, Egypte, France, Grande-Bretagne, Haute-Volta, Inde, Indonésie, Iran, Kuwait, Maroc, Népal, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Tanzanie (Rép. unie), Thaïlande, Tunisie, URSS, Zaïre	France	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 2</p> <p>Etude permanente</p> <p>Les rapports de l'étude ont été publiés dans la CEP</p> <p>Etant donné que les travaux engagés durant la période quinquennale (1974-1979) n'ont pas été terminés, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le nouveau CCEP de continuer les travaux de l'étude B 103. Il s'agit de la rédaction d'un manuel ou de directives sur la création de services chargés de l'élaboration de règles et procédures pour l'acheminement du courrier international et d'un manuel sur les techniques d'inspection</p>	<p>Plaquettes 61, 61.1, 76, 97 et 105</p> <p>Les 2 manuels ont fait l'objet des plaquettes 133 et 134 de la CEP publiées en 1983</p>

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
522	Le monopole postal. Moyens de lutte contre la concurrence en matière de transport de documents par les entreprises privées, etc.	Amérique (Etats-Unis), Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Canada, Colombie, Egypte, France, Grande-Bretagne, Indonésie, Iraq, Italie, Japon, Mexique, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Pakistan, Pays-Bas, Suède, Suisse	Australie	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1</p> <p>Un rapport a été établi en 1981 au sujet de la première partie de l'étude. Il présente les données recueillies au moyen d'un questionnaire, sur la notion de monopole postal dans les Pays-membres</p> <p>Le rapport définitif a été établi en 1982. Il fait la synthèse des exposés présentés par des Administrations sur la question. Il a été complété par les avis exprimés à ce sujet à la session 1983 du CCEP</p> <p>Le CCEP a par ailleurs adopté un projet de résolution à l'intention du Congrès concernant la protection du monopole postal</p> <p>Etude terminée</p>	<p>Rapport préliminaire diffusé par lettre-circulaire en juin 1982</p> <p>Rapport publié en 1984 comme plaquette 152 de la CEP</p> <p>Le projet de résolution fait l'objet de la proposition 2000.8</p>
523	La planification au sein des Administrations postales	Argentine, Bangladesh, Chypre, Colombie, Egypte, Inde, Nigéria, Roumanie, Tanzanie (Rép. unie)	Egypte	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1</p> <p>Les travaux ont donné lieu à l'établissement d'un rapport</p> <p>Etude terminée</p>	<p>Rapport publié en 1984 comme plaquette 146 de la CEP</p>
524	L'autonomie financière des services postaux eu égard aux impératifs d'efficacité et de qualité	Bangladesh, Inde, Bureau international	Bangladesh	<p>Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1</p> <p>Les résultats de cette étude, conduite par voie d'enquête, ont donné lieu à l'établissement d'un rapport</p> <p>Etude terminée</p>	<p>Rapport publié en 1984 comme plaquette 147 de la CEP</p>

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
525	Comparaison en fait d'exécution et d'efficacité du service postal (objectifs, résultats, efficacité)		Amérique (Etats-Unis)	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 Etude conduite par voie d'enquête dont les résultats ont donné lieu à l'établissement d'un rapport Etude terminée	Rapport publié en 1984 comme plaquette 151 de la CEP
526	Fonctions et organisation des bureaux de documentation et d'études dans les pays en développement		Bureau international	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 Etude conduite par voie d'enquête dont les résultats ont donné lieu à l'établissement d'un rapport Etude terminée	Rapport diffusé par lettre-circulaire en février 1983

Commission 7 – Poste internationale

Présidence: Pologne (Rép. pop.)

Réunions:

Berne, 23 octobre 1980 (matin)

Berne, 26 octobre 1981 (matin et après-midi)

Berne, 16 novembre 1982 (après-midi)

Berne, 14 octobre 1983 (après-midi)

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
527	Les centres de transit international dans les pays en développement	Argentine, Brésil, Cameroun, Colombie, Egypte, Mexique, Nigéria, Pakistan, Pologne (Rép. pop.), Tanzanie (Rép. unie), Thaïlande	Brésil	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 L'étude a donné lieu à l'établissement d'un cahier général de réponses et d'un rapport Etude terminée	Cahier général des réponses diffusé par lettre-circulaire en avril 1983 Rapport publié en 1984 dans la plaquette 149 de la CEP
528	Organisation du bureau des relations internationales		Italie	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 Etude conduite par voie d'enquête dont les résultats ont donné lieu à l'établissement d'un rapport Etude terminée	Rapport publié en 1984 dans la plaquette 149 de la CEP
529	Liasons postales entre les bureaux de poste situés dans les enceintes aéropostales et les centres de tri	Argentine, Autriche, Espagne, Grande-Bretagne, Hongrie (Rép. pop.), Italie, Mexique, Pologne (Rép. pop.), Roumanie, Suisse	Espagne	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 Les résultats de cette étude ont donné lieu à l'établissement d'un rapport Etude terminée	Rapport publié en 1984 dans la plaquette 149 de la CEP

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
530	Problèmes du courrier insuffisamment affranchi destiné à l'étranger et méthodes utilisées par les Administrations pour en diminuer l'importance		Argentine	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 1 Etude conduite par voie d'enquête dont les résultats ont donné lieu à l'établissement d'un rapport Etude terminée	Rapport diffusé par lettre-circulaire en janvier 1983
532	Méthodes d'acheminement des déclarations en douane C 2/CP 3		Suisse	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 42 Le rapport définitif de cette étude conduite par voie d'enquête, examiné par le CCEP à sa session de 1981, a été transmis au CE pour sa session de 1982 Le rapport examiné et approuvé par le CE 1982 a abouti à l'élaboration des propositions de modifications de l'Arrangement concernant les colis postaux qui ont été approuvées par le CE à ses sessions de 1983 et 1984	Propositions 5501.1, 5506.1, 5518.1, 5519.91, 5520.1
535	Dispositions relatives à la constatation des irrégularités engageant la responsabilité des Administrations, notamment en ce qui concerne l'établissement et l'utilisation du bulletin de vérification CP 13 et du procès-verbal CP 14		Suède	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 74 Etude conduite par voie d'enquête. Le rapport définitif ainsi que huit projets de propositions de modification d'ordre rédactionnel ou de fond au Règlement d'exécution de l'Arrangement concernant les colis postaux ont été adoptés par le CCEP à sa session de 1983 Etude terminée	Rapport diffusé par lettre-circulaire en mars 1984 Propositions 5523.1, 5523.91, 5913.1, 5526.1, 5530.1, 5541.91, 5526.2, 5526.3

B. Etude non attribuée à une Commission

No d'étude	Sujet	Pays participants	Pays-rapporteur ou Animateur	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
A 19	Vocabulaire polyglotte du service postal international	Belgique, France, Suisse Pour l'examen de certaines questions, le Groupe A 19 se constitue en Groupe de travail élargi comprenant également des représentants des pays utilisant les six langues autres que le français figurant dans le vocabulaire (Allemagne, Rép. féd. d', Chine (Rép. pop.), Egypte, Espagne, Grande-Bretagne, URSS)	Belgique	Congrès de Rio de Janeiro 1979. Résolution C 78, annexe 2 Voir Partie B, Chapitre I	

C. Etude demandée par une Administration postale

Adminis- tration demande- resse	No d'étude	Sujet	Attribution du sujet	Observations	
				Références Travaux effectués	Documents diffusés ou à diffuser
Tanzanie (Rép. unie)	537	Répartition géographique équitable des sièges du CCEP	Comité directeur: Australie, Colombie, Grande-Bretagne, Japon, Maroc, Nigéria, Pays-Bas, Pologne (Rép. pop.), Tunisie Rapporteur: Grande- Bretagne	<p>A l'issue de l'élection des Pays membres du CCEP au Congrès de Rio de Janeiro 1979, les délégations de la Tanzanie (Rép. unie) et du Lesotho, insatisfaites des résultats enregistrés, ont fait publier les documents Congrès – Doc 114 et 139. Au début de 1980, la Tanzanie (Rép. unie) demanda formellement au CCEP d'effectuer une étude sur une «Répartition équitable des sièges du CCEP». Le sujet fit l'objet de l'étude 537. Le Comité directeur, chargé de l'étude, décida, compte tenu de son importance, d'y intéresser tous les Pays-membres du CCEP qui furent ainsi invités à se prononcer sur la base d'un document analytique préparé par le Bureau international. Après que les pays qui ne l'avaient pas fait par écrit eurent indiqué oralement leur manière de voir au cours de la session, il a été constaté que:</p> <ul style="list-style-type: none"> – 30 Administrations se sont déclarées en faveur du statu quo. Parmi ces 30 Administrations, 10 ont cependant nuancé leur avis en indiquant qu'elles seraient éventuellement disposées à accepter l'idée de deux listes de candidats distinctes afin qu'il y ait un équilibre rigoureux entre pays industrialisés et pays en développement – 5 Administrations sont favorables à la formule en vigueur pour le CE, soit telle quelle, soit assortie d'éléments de pondération <p>Ainsi, la plus grande partie des Pays-membres du CCEP se sont prononcés pour le maintien du statu quo</p> <p>Etude terminée</p>	Les résultats de cette étude ont été transmis au CE pour sa session de 1982 au moyen du Rapport annuel sur les activités du CCEP de 1981. La Tanzanie (Rép. unie) a été informée des conclusions de l'étude

Compte rendu de la huitième réunion

Genève, 24 octobre 1983

1. La réunion a été ouverte par M. L.D. Eicher, Secrétaire général adjoint de l'ISO, qui a salué les délégués en leur souhaitant la bienvenue à Genève.
2. Il a été convenu que l'organisation invitante assume comme de coutume la présidence. De ce fait, M. Eicher a été élu Président et M. D.G. Foot, Vice-Président de la réunion.
3. Les membres du Comité se sont présentés. La liste des participants fait l'objet de la Pièce 1.
4. L'ordre du jour dont les points sont repris ci-après est adopté.

5. Travaux d'intérêt commun

5.1 *Normalisation du champ d'adresse*

La discussion a porté sur le projet de norme ISO/DIS 6422 «Formule-cadre pour les documents commerciaux». Il a été noté que le point de vue de l'UPU a été présenté dans le document CCEP 1983/C 3/CC ISO/UPU – Doc 2 (Pièce 2). M. Sundblad a informé les membres de l'évolution récente de la question depuis la diffusion du projet de norme ISO, y compris des résultats d'une réunion ad hoc entre les membres de l'ISO/TC 154/SC 2 (le Comité ISO responsable) et l'UPU tenue à Genève le 30 septembre 1983.

Les positions respectives de l'ISO/TC 154 et de l'UPU au sujet de l'ISO/DIS 6422 ont été résumées par MM. Sundblad et Roos pour l'ISO, ainsi que par MM. Foot, Krebs et Bäckström pour l'UPU.

Après une discussion assez longue, au cours de laquelle il a été rappelé aux participants que le document ISO constituait en fait la mise en œuvre d'un document CNUCED/FALPRO de facilitation du commerce, qui existait et était utilisé depuis plus de 20 ans, il a été convenu que le processus de publication de la norme sera suspendu pendant 12 mois, soit jusqu'en novembre 1984, bien que le résultat du vote par les membres de l'ISO ait donné à l'ISO le mandat de publier la norme.

M. Roos a fait remarquer que malgré l'accord de l'ISO de surseoir d'une année à la publication de l'ISO/DIS 6422, la CEE (ONU)/FALPRO ne pourra pas empêcher que l'application de son système soit encouragée au sein des organes de l'ONU s'occupant de la facilitation du commerce.

M. Bäckström a rappelé à ce propos que l'UPU est aussi une organisation intergouvernementale ayant le même poids en matière de prise de décision. Il a aussi souligné l'importance de veiller autant que possible à ce qu'il n'y ait pas de recommandations contradictoires à soumettre à la décision des gouvernements.

Pendant le moratoire de 12 mois, un Groupe de travail ad hoc du Comité de contact ISO/UPU sera constitué et chargé de la tâche de déterminer les exigences minimales auxquelles les éléments d'une adresse doivent satisfaire.

Le Groupe de travail fera rapport au Comité de contact à une réunion prévue vers la fin de 1984. L'ISO a accepté d'assurer le secrétariat du Groupe de travail. Afin d'assurer, dans la mesure du possible, que toute recommandation du Groupe de travail (approuvée par le Comité de contact ISO/UPU) puisse être mise en œuvre sans tarder par les deux parties, il a été entendu que le CCEP de l'UPU demandera au Congrès de l'UPU qui se réunira à Hambourg l'autorisation de s'entendre avec l'ISO pour la mise en œuvre des accords auxquels les travaux du Groupe de travail ad hoc donneront lieu.

5.2 *Introduction éventuelle du format d'enveloppe ISO C 5 comme format normalisé UPU*

L'historique et les motifs de la demande de l'ISO à l'UPU et le rapport du Groupe de travail du CCEP de l'UPU qui a été créé pour l'étude de la question font l'objet du document CCEP/C 3/CC ISO/UPU – Doc 3 (Pièce 3).

M. Krebs, en tant que Rapporteur de l'Intergroupe A 1/A 2/A 3, a expliqué que la décision de ne pas ajouter le format d'enveloppe ISO C 5 à la liste des envois normalisés postaux de l'UPU n'impliquait pas que l'emploi des enveloppes C 5 est interdit. Elle signifiait qu'il n'y aura pas de recommandation UPU précisant que de tels envois bénéficieront du tarif préférentiel appliqué par toutes les Administrations postales aux «envois normalisés postaux». La décision n'impliquait pas non plus que les Administrations postales ne pourront pas, si elles le veulent, traiter des envois C 5 dans leur service intérieur à un taux de faveur.

M. Krebs a rappelé aux participants que la question ne doit pas être considérée comme liquidée une fois pour toutes. L'Intergroupe avait recommandé que le sujet soit réexaminé à la lumière des expériences faites lors de l'introduction de nouveaux équipements permettant le traitement automatique d'envois C 5. M. Krebs pensait que ce réexamen pourra avoir lieu dans deux ou trois ans, c'est-à-dire vers la fin de 1985 ou au début de 1986.

5.3 *Rapport du Groupe de travail restreint*

5.3.1 *Luminescence du papier des enveloppes et des cartes*

M. Krebs a rappelé à l'assemblée que ce sujet a pris de l'actualité lorsque les services postaux ont commencé à utiliser des codes à barres phosphorescents pour le tri automatique. Lors du tri, il se produisait des interférences lorsque les enveloppes et les cartes étaient confectionnées avec du papier contenant certaines matières phosphorescentes/luminescentes. De nos jours, grâce aux progrès de la technique, il est possible de lire les codes postaux à une longueur d'onde différente et le problème est résolu.

Il a été convenu, bien qu'aucun problème ou travail ne soit prévisible pour le moment, que le sujet restera inscrit au programme du Comité de contact ISO/UPU afin de pouvoir être réétudié au besoin.

5.3.2 *Rigidité des cartes postales*

Il a été fait savoir que par suite de l'emploi accru de «mailers», le besoin d'une norme ISO pour la rigidité du papier et des cartes utilisées à cette fin devenait apparent. L'assemblée a noté que des travaux préliminaires sont en cours en France.

6. **Travaux futurs**

6.1 *Composition et emplacement de l'adresse*

Ce sujet a été traité au point 5.1.

6.2 *Application par l'UPU de la norme ISO 3166*

En réponse à M. Sundblad qui a rappelé à l'assemblée que la norme ISO 3166 était de plus en plus utilisée dans d'autres organisations internationales, M. Foot a communiqué que l'UPU avait décidé, lors de son Congrès tenu à Rio de Janeiro, qu'elle ne pouvait pas alors recommander l'application du code ISO Alpha-2 aux fins du tri postal, et cela par suite de certaines incompatibilités avec les codes de tri nationaux déjà utilisés. Mais, les Administrations postales ont toute liberté d'utiliser n'importe quel code selon leur convenance dans les domaines autres que le tri du courrier, à moins que l'utilisation d'un code commun pour un but particulier soit considérée comme essentielle; dans ce dernier cas, la préférence serait à donner aux codes figurant dans la norme internationale ISO 3166, notamment le code ISO Alpha-2 (2 lettres) et le code numérique ISO à trois chiffres.

De l'avis général, il n'était pas indiqué d'entamer des travaux communs ISO/UPU sur cette question.

7. **Prochaine réunion**

Le Comité de contact a convenu de se réunir à nouveau en octobre/novembre 1984, probablement à Berne. Le lieu et la date de la réunion seront communiqués ultérieurement et seront fonction de la session 1984 du CCEP et de l'avancement des travaux du Groupe de travail ad hoc du Comité de contact ISO/UPU.

Liste des participants

I. ISO

MM.

Secrétariat central de l'ISO	Dr L.D. Eicher, Secrétaire général adjoint Dr P.E. Jones, Ingénieur principal M ^{me} M. Politi, Secrétaire
CEE/ONU ¹	D. Balabanov
CNUCED/FALPRO ²	G. Roos
Secrétariat ISO/TC 154	G. Sundblad
Secrétariat ISO/TC 6	A. Thienot

II. UPU

Allemagne, Rép. féd. d'	H. Engelke, Dr en droit, Directeur supérieur des postes, Chef adjoint du service postal international
Amérique (Etats-Unis)	Pas représenté
Belgique	J. André, Inspecteur général
France	J. Mouzin, Administrateur au service des affaires internationales J.M. Salinier, Inspecteur au service de la recherche et de l'industrie
Grande-Bretagne	D.G. Foot, Chef adjoint du service postal international, Post Office P.K. King, Chef adjoint de Section du service postal international, Post Office
Japon	Y. Kajitani, Chef du service international à la Direction générale des postes Y. Iguchi, Chef adjoint du service international à la Direction générale des postes K. Ogami, Chef adjoint du service international à la Direction générale des postes
Pays-Bas	L. van de Weert, Fonctionnaire du service des affaires postales internationales
Suisse	R. Krebs, Ingénieur, Chef de la Division de la technique postale R. Beyeler, Adjoint à la Division principale de la technique postale
Bureau international	S. Bäckström, Sous-Directeur général a.i. E. Nlend, Conseiller supérieur M ^{me} O. Tomić, Premier Secrétaire

¹ Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

² Programme spécial pour la facilitation du commerce.

COMMISSION 3 (MÉCANISATION POSTALE, BÂTIMENTS ET TRANSPORTS AUTOMOBILES)

Comité de contact ISO/UPU

(Réunion du 24 octobre 1983)

Normalisation de la zone adresse sur les envois susceptibles d'être transportés par la poste – Présentation et position des adresses (Résolution CCEP 1/1982)

(Point 5.1 de l'ordre du jour)

Note du Secrétaire général du CCEP

1. Lors de sa session de 1982, le CCEP a pris une résolution concernant la normalisation de la zone adresse sur les envois susceptibles d'être transportés par la poste, en relation avec les travaux menés en la matière par l'Organisation internationale de normalisation (ISO).
2. Par cette résolution, le CCEP a:
 - prié l'ISO de surseoir aux travaux concernés jusqu'à ce que la question ait pu être examinée par le Comité de contact ISO/UPU et qu'un accord ait pu être atteint;
 - décidé d'inclure le sujet dans le programme de travail de l'Inter groupe A 1/A 2/A 3;
 - chargé le Bureau international de prendre les contacts utiles avec l'ISO et de faire rapport en 1983 au CCEP sur l'évolution de la question.
3. Depuis lors, la question soulevée par le CCEP, et qui vise le projet de norme ISO/DIS/6422 (formule-cadre pour les documents commerciaux) a donné lieu à plusieurs rencontres entre les représentants de l'ISO et de l'UPU.
4. En particulier, le Groupe ad hoc constitué par l'ISO/TC 154/SC 2 en vue de l'étude des «exigences relatives à la position et aux éléments nécessaires pour la représentation des adresses postales» a tenu une réunion le 30 septembre 1983 à Genève qui a abouti aux principales conclusions suivantes:
 - la procédure d'établissement par l'ISO de la norme concernant la formule-cadre se trouverait à sa phase finale. Le projet soumis au vote des Comités membres de l'ISO aurait recueilli un nombre de voix suffisant pour l'adoption de la norme; de ce fait, celle-ci pourrait être prochainement soumise au Conseil de l'ISO en vue de son acceptation définitive. Le Secrétariat informerait cependant le Conseil de l'ISO de la position de l'UPU et si le Conseil décidait néanmoins d'accepter la norme, celle-ci serait publiée, mais sa révision pourrait être assez rapidement entreprise, selon le vœu de l'UPU, lorsque celle-ci aura mis au point des propositions précises concernant la zone adresse,
 - pour faciliter les contacts et la collaboration entre l'ISO et l'UPU, il sera proposé que le Groupe ad hoc devienne un groupe permanent et serve de cadre à la poursuite des travaux ou à la mise au point du projet de norme révisé sur la base des propositions de l'UPU.
5. Ces conclusions ont été soumises au Conseil consultatif des études postales en même temps que les résultats d'une consultation effectuée par le Rapporteur de l'Inter groupe A 1/A 2/A 3.

6. Le CCEP constatant qu'il n'était pas encore en mesure de présenter sur la question des propositions concrètes à l'ISO, et convaincu cependant qu'il serait préférable de suspendre la procédure d'adoption de la norme que d'en envisager une révision même à court terme, a pris les décisions suivantes:

- confirmer sa demande à l'ISO de surseoir à l'adoption de la norme ISO/DIS 6422 jusqu'à ce qu'un accord ait pu être atteint sur la question de la zone adresse de la formule-cadre;
- prendre les mesures nécessaires, dans les délais les plus brefs que permet le fonctionnement des organes de l'UPU, pour formuler et présenter à l'ISO des propositions concrètes en vue d'amender le projet de norme concerné;
- accepter de participer, sur une base bilatérale, au Groupe de travail permanent dont la mise sur pied a été proposée.

7. Il semble que ces aspects constituent les principaux points qui devraient retenir l'attention du Comité de contact.

Berne, le 18 octobre 1983

Le Secrétaire général du CCEP,
M.I. SOBHI

COMMISSION 3 (MÉCANISATION POSTALE, BÂTIMENTS ET TRANSPORTS AUTOMOBILES)

Comité de contact ISO/UPU

(Réunion du 24 octobre 1983)

Introduction éventuelle du format ISO C 5 (162 × 229 mm) comme format normalisé UPU

(Point 5.2 de l'ordre du jour)

Note du Secrétaire général du CCEP

1. L'Organisation internationale de normalisation et l'Union postale universelle ont échangé en 1979/1980 les lettres concernant la possibilité pour l'UPU d'envisager une modification des limites maximales et minimales des dimensions des envois normalisés afin d'inclure éventuellement le format ISO C 5 (162 × 229 mm) comme format normalisé UPU.
2. Lors de sa session de 1980, le CCEP a accepté de reprendre cette étude et l'a confiée à l'Intergroupe A 1/A 2/A 3. Le Rapporteur a effectué une consultation des membres de l'Intergroupe et a établi un rapport.
3. Il ressort de ce rapport que la majorité des membres de l'Intergroupe ne sont pas favorables à l'inclusion des envois de format C 5 dans les envois normalisés de l'UPU pour diverses raisons. L'une des plus importantes de celles-ci est que les envois de format C 5 ne peuvent être triés dans la plupart des installations de tri automatique existantes et leur prolifération risque dès lors de perturber les plans d'investissement des Administrations. Deux Administrations se sont cependant montrées favorables à l'inclusion du format ISO C 5 comme format normalisé; le Bureau international sait que quelques autres Administrations non membres de l'Intergroupe sont du même avis.
4. Le rapport de l'étude en question a été soumis au CCEP qui l'a approuvé.

Berne, le 18 octobre 1983

Le Secrétaire général du CCEP,
M.I. SOBHI

Réunions de l'ISO auxquelles l'Union a été représentée

- Sous-Comité technique ISO/TC 95/SC 6 «Machines de bureau/Machines pour le traitement du courrier et autres machines spéciales». Norderstedt, 21 et 22 mai 1979. Administration de la République fédérale d'Allemagne
- Sous-Comité technique ISO/TC 95/SC 9 «Machines de bureau/Corrélation entre machines de bureau et imprimés». Stockholm, 27 au 29 juin 1979. Administration de Suède
- Comité technique ISO/TC 154 «Documents et éléments d'information dans l'administration, le commerce et l'industrie» et les réunions de ses Sous-Comités:
 - ISO/TC 154/SC 1 «Terminologie»
 - ISO/TC 154/SC 2 «Documents»
 - ISO/TC 154/SC 3 «Eléments d'information et leur organisation pour l'échange»
 - ISO/TC 154/SC 4 «Classement»Genève, 26 septembre au 5 octobre 1979. Administration de Suisse
- Comité technique ISO/TC 95 «Machines de bureau». Madrid, 19 et 20 novembre 1979. Administration d'Espagne
- Comité technique ISO/TC 97 «Calculateurs et traitement de l'information». Madrid, 21 au 23 novembre 1979. Administration d'Espagne
- Sous-Comité technique ISO/TC 46/SC 3 «Documentation/Terminologie de la documentation». Madrid, 23 au 25 janvier 1980. Administration d'Espagne
- Sous-Comité technique ISO/TC 97/SC 14 «Calculateurs et traitement de l'information/Représentation des données élémentaires». Stockholm, 16 au 19 juin 1980. Administration de Suède
- Sous-Comité technique ISO/TC 154/SC 1 «Documents et éléments d'information dans l'administration, le commerce et l'industrie/Terminologie». Londres, 20 au 24 octobre 1980. Administration de Grande-Bretagne
- Comité technique ISO/TC 104 «Conteneurs pour le transport de marchandises». North Sydney, 27 au 31 octobre 1980. Administration d'Australie
- Comité technique ISO/TC 46 «Documentation». Nanjing, 2 et 3 avril 1981. Administration de Chine (Rép. pop.)
- Comité technique ISO/TC 154 «Documents et éléments d'information dans l'administration, le commerce et l'industrie» et les réunions de ses Sous-Comités:
 - ISO/TC 154/SC 1 «Terminologie»
 - ISO/TC 154/SC 2 «Documents»
 - ISO/TC 154/SC 3 «Eléments d'information et leur organisation pour l'échange».Stockholm, 11 au 15 mai 1981. Administration de Suède
- Groupe de travail mixte ISO/TC 20, TC 104 «Conteneurs aériens». Bournemouth, 13 et 14 mai 1981. Administration de Grande-Bretagne
- Sous-Comité technique ISO/TC 97/SC 18 «Calculateurs et traitement de l'information/Préparation et échange de textes». Ottawa, 31 août au 4 septembre 1981. Administration du Canada
- Sous-Comité technique ISO/TC 97/SC 19 «Calculateurs et traitement de l'information/Equipements et fournitures de bureau». Turin, 21 au 23 septembre 1981. Administration d'Italie
- Sous-Comité technique ISO/TC 6/SC 2 «Papiers, cartons et pâtes/Méthodes d'essais et spécifications de qualité des papiers et cartons». Atlanta, 26 au 30 octobre 1981. Administration des Etats-Unis d'Amérique
- Comité technique ISO/TC 97 «Calculateurs et traitement de l'information». Paris, 4 décembre 1981. Administration de France
- Sous-Comité technique ISO/TC 97/SC 18 «Calculateurs et traitement de l'information/Préparation et échange de textes». Londres, 19 au 23 avril 1982. Administration de Grande-Bretagne
- Sous-Comité technique ISO/TC 46/SC 3 «Documentation/Terminologie de la documentation». Copenhague, 3 au 5 novembre 1982. Administration du Danemark
- Comité technique ISO/TC 104 «Conteneurs pour le transport de marchandises». Bombay, 6 au 10 décembre 1982. Administration de l'Inde

- Sous-Comité technique ISO/TC 97/SC 18 «Systèmes de traitement de l'information/Préparation et échange de textes». Paris, 18 au 20 avril 1983. Administration de France
- Groupe de travail ISO/TC 46/GT 2 «Codage des noms de pays et autres entités». Washington D.C., 20 et 21 avril 1983. Administration des Etats-Unis d'Amérique
- Agence de mise à jour de la norme internationale ISO 3166 «Code pour la représentation des noms de pays». Washington D.C., 21 et 22 avril 1983. Administration des Etats-Unis d'Amérique
- Comité technique ISO/TC 154 «Documents et éléments d'information dans l'administration, le commerce et l'industrie» et les réunions de ses Sous-Comités:
 - ISO/TC 154/SC 1 «Terminologie»
 - ISO/TC 154/SC 2 «Documents»
 - ISO/TC 154/SC 3 «Eléments d'information et leur organisation pour l'échange»Paris, 26 au 29 avril 1983. Administration de France et Bureau international
- Sous-Comité technique ISO/TC 97/SC 19 «Systèmes de traitement de l'information/Equipements et fournitures de bureau». Turin, 28 au 30 septembre 1983. Administration d'Italie
- Sous-Comité technique ISO/TC 46/SC 3 «Documentation/Terminologie de la documentation». La Haye, 1^{er} au 3 février 1984. Administration des Pays-Bas

Liste des décisions, recommandations et vœux du Congrès de Rio de Janeiro 1979 intéressant le Conseil consultatif des études postales

Numéro d'ordre	Nature de la décision	Titre
C 1	Résolution	Commissions du Congrès
C 2	Résolution	Etablissement de rapports en lieu et place des procès-verbaux lors des réunions de certaines Commissions du Congrès
C 4	Résolution	Attribution des études au Conseil exécutif (CE) et au Conseil consultatif des études postales (CCEP)
C 7	Résolution	Participation de la Ligue des Etats arabes aux réunions de l'UPU
C 13	Résolution	Poids maximal des sacs
C 42	Résolution	Méthodes d'acheminement des déclarations en douance C 2/CP 3
C 43	Résolution	Attributions du Conseil exécutif, du CCEP et du Bureau international en matière de coopération technique
C 44	Résolution	Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du Conseil exécutif et délimitation des compétences entre le Conseil exécutif et le CCEP
C 53	Décision	Disposition des mentions et des étiquettes sur les enveloppes
C 54	Décision	Emplacement du numéro d'acheminement postal
C 57	Décision	Approbation du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1974–1979
C 60	Décision	Mise à exécution des Actes du Congrès de Rio de Janeiro 1979
C 63	Recommandation	Signalisation des envois recommandés
C 67	Résolution	Utilisation des conteneurs pour le transport du courrier international
C 70	Recommandation	Accélération du traitement du courrier aérien au sol
C 71	Vœu	Accélération du traitement du courrier aérien au sol
C 73	Résolution	Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier
C 76	Recommandation	Sécurité du personnel amené à manipuler des envois présumés dangereux (envois piégés)
C 77	Recommandation	Code d'identification des Pays-membres de l'Union à des fins postales et autres
C 78	Résolution	Programme de travail du CCEP pour la période 1979–1984
C 79	Décision	Création d'une cellule permanente au sein du Bureau international chargée des problèmes du tiers monde et des relations avec les Unions restreintes
C 80	Décision	Remboursement des frais de voyage des membres du Conseil consultatif des études postales
C 82	Résolution	L'avenir des services postaux

Numéro d'ordre	Nature de la décision	Titre
C 83	Décision	Courrier électronique
C 84	Décision	Remise des dépêches
C 85	Recommandation	Reproduction de timbres-poste déjà émis par une autre Administration
C 93	Recommandation	Choix des sujets de timbres-poste
C 102	Décision	Envois sous enveloppe à panneau
C 103	Résolution	Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au Conseil exécutif (CE) et au Conseil consultatif des études postales (CCEP)

Liste des propositions soumises par le Conseil consultatif des études postales au XIX^e Congrès

Numéro des propositions	Textes de Rio de Janeiro		Références au rapport
	Acte	Article	
06	Recommandation – Participation accrue des pays en voie de développement aux travaux du Conseil consultatif des études postales		Partie B, Chapitre I sous lettre b) Etude 534
014	Résolution – Programme de travail du CCEP pour la période 1984–1989		Partie C du présent rapport
012	Résolution – Contrôle de la qualité des opérations postales		Annexe 2. Etude 508
2000.8	Résolution – Monopole postal		Annexe 2. Etude 522
013	Résolution – La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux		Annexe 2. Groupe de travail A 1/ A 2/A 3
2020.1	Convention	20, § 1, lettre a)	Partie B, Chapitre I sous lettre h) Etude 515
2511.3	Convention – Règlement	111, § 2	Partie B, Chapitre V, chiffre 88
2513.1	Convention – Règlement	113, § 1	Partie B, Chapitre I sous lettre f) Etude 513
2523.1	Convention – Règlement	123	Partie B, Chapitre I sous lettre h) Etude 515
5523.1	Colis – Règlement	123	} Partie B, Chapitre I sous lettre k) Etude 535
5523.91	Colis – Règlement	123bis à créer	
5526.1	Colis – Règlement	126	
5526.2	Colis – Règlement	126 (variante 1)	
5526.3	Colis – Règlement	126 (variante 2)	
5530.1	Colis – Règlement	130	
5541.91	Colis – Règlement	141bis à créer	
5913.1	Colis – Formules	Formule CP 13	

Liste des propositions transmises par le Conseil consultatif des études postales au Conseil exécutif

Numéro des propositions	Textes de Rio de Janeiro	Références au rapport
	Acte	Article
Néant		

Liste des résolutions et décisions du Conseil consultatif des études postales (1979–1984)

Groupes de classement	Sous-Groupes de classement	Numéro de la résolution	Numéro de la décision	Objet
I. Organes de l'UPU	Conseil consultatif des études postales – Comité directeur		3/1979	Présidence et Vice-présidence du CCEP
			4/1979	Constitution et attributions des Commissions
			4/1981	Déroulement des travaux au sein des Commissions
			9/1983	Délégation de pouvoirs du CCEP à son Comité directeur
	– Règlement intérieur		5/1979	Application des dispositions pertinentes du Règlement intérieur de l'ancien CCEP aux travaux de la session
			2/1980	Approbation du Règlement intérieur du CCEP
			1/1980	Rapport annuel sur les activités du CCEP présenté au CE lors de sa session de 1980
			3/1980	Préparation du Rapport annuel sur les activités du CCEP présenté au CE
	– Rapport annuel au Conseil exécutif sur les activités du Conseil consultatif des études postales		1/1981	Rapport annuel sur les activités du CCEP présenté au CE lors de sa session de 1981
			1/1982	Rapport annuel sur les activités du CCEP présenté au CE lors de sa session de 1982
			1/1983	Rapport annuel sur les activités du CCEP présenté au CE lors de sa session de 1983
			1/1984	Rapport annuel sur les activités du CCEP présenté au CE lors de sa session de 1984
	– Session annuelles		8/1979	Session 1980 du CCEP
			7/1980	Lieu, date et durée de la session 1981 du CCEP
			13/1981	Lieu, date et durée de la session 1982 du CCEP
			6/1982	Lieu, date et durée de la session 1983 du CCEP
	– Programme de travail pour la période 1979–1984		6/1979	Programme de travail pour la période 1979–1984 – Procédures de travail
			4/1980	Etude «Répartition géographique des sièges du Conseil consultatif des études postales» demandée par la Tanzanie (Rép. unie)
			5/1980	Etude visée par la Résolution C 74 du Congrès de Rio de Janeiro 1979
			3/1981	Rapport sur l'état d'avancement des études présenté par les Présidents des Commissions lors de la réunion de leurs Commissions
			5/1981	Planification de la réunion éventuelle de groupes de travail ou de colloques en dehors du siège de l'Union en 1983
			6/1981	Présentation au Congrès de certaines propositions du CCEP
			7/1981	Remboursement des frais de voyage des membres du CCEP
			8/1981	Méthode d'acheminement des déclarations en douane C 2/CP 3
			9/1981	Répartition géographique équitable des sièges du CCEP

Groupes de classement	Sous-Groupes de classement	Numéro de la résolution	Numéro de la décision	Objet
I. Organes de l'UPU (suite)	Conseil consultatif des études postales		10/1981	Création d'un Sous-Groupe de travail dans le cadre de l'étude 503 du CCEP
			11/1981	Reprise d'une étude effectuée par le Conseil de gestion de la CCEP
			12/1981	Réactivation d'une étude du programme de travail de réserve
			3/1982	Programme de travail du CCEP pour la période 1984-1989
			6/1983	Annulation de la recommandation du Conseil de gestion de la CCEP de Bogotá (1967)
	- Rapport sur la situation des services postaux	2/1983		Périodicité de la présentation du rapport sur la situation des services postaux
	- Vocabulaire polyglotte du service postal international		2/1981	Enquête concernant la réédition du vocabulaire
			2/1982	Publication d'un 2 ^e supplément au vocabulaire
			2/1983	Insertion de la langue portugaise dans le Vocabulaire polyglotte du service postal international
	- Fichier «Les ordinateurs dans le service postal» et «Fichier de l'équipement postal»		4/1982	Enquête sur l'utilité des deux publications
			3/1983	Maintien du Fichier de l'équipement postal et inscription au projet de programme de travail du CCEP 1984-1989 d'une étude sur le contenu, la présentation et la mise à jour de ce fichier
			4/1983	Suppression du Fichier «Les ordinateurs dans le service postal» et étude en vue de la mise au point d'un système plus simplifié de diffusion des informations concernant les ordinateurs dans le service postal
	- Catalogue de données concernant de nouvelles prestations offertes au public		5/1982	Elaboration et publication du Catalogue
	- Programme de travail pour la période 1984-1989		8/1983	Programme de travail du CCEP pour la période 1984-1989
II. Organisations internationales	Organisation internationale de normalisation (ISO)		7/1979	Comité de contact ISO/UPU
			6/1980	Comité de contact ISO/UPU
		1/1982		Normalisation des adresses
			5/1983	Représentation de l'UPU au sein du «Groupe permanent» ISO/UPU
	Union internationale des télécommunications (UIT)	2/1982		Représentation de l'UPU, à titre d'observateur, aux réunions des organes techniques de l'ISO
		1/1983		Relations entre l'UPU et l'UIT en matière de courrier électronique Création d'un Comité de contact CCITT/CCEP

1980–1984

Rapport du Directeur général

Sommaire

- I. Introduction
 - But du présent document
 - Objectifs de la gestion du Bureau international
- II. Problèmes généraux de gestion
 - Utilisation optimale des moyens disponibles
 - Recherche, au sein de l'UPU, d'un juste équilibre entre les intérêts des pays en développement et ceux des pays industrialisés
 - Etude des changements qui se produisent dans plusieurs domaines pour en tenir compte aux fins de la gestion dans le cadre de l'UPU
- III. Rapports avec les Administrations postales
 - Les besoins pressants des Administrations postales, fondement de toute action dans le cadre de l'UPU
 - Approche des problèmes intéressant les Administrations postales
- IV. Rapports avec les autres organes permanents de l'UPU
 - Le Conseil exécutif (CE)
 - Le Conseil consultatif des études postales (CCEP)
- V. La coopération internationale
 - Coopération avec les Nations Unies
 - Rapports avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
 - Rapports avec les Unions postales restreintes
 - Rapports avec d'autres organisations internationales
 - Renforcement de la coopération avec des organisations et organismes internationaux
- VI. L'assistance technique
 - Situation financière du PNUD
 - Autres sources de financement
 - Activités d'assistance technique
 - Nouvelles orientations
- VII. Gestion financière et régime linguistique
 - La gestion financière
 - Le régime linguistique
- VIII. Action pour une utilisation plus poussée des moyens d'information
 - Politique en matière d'information publique décidée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979
 - Mesures prises par le Bureau international

- IX. Le Bureau international
 - Remplacement du Vice-Directeur général élu par le Congrès de Rio de Janeiro
 - Moyens en personnel et en matériel
 - Efforts de rationalisation et de modernisation
 - Organes internes
 - Nouveaux critères de traitement des affaires

- X. Perspectives d'avenir
 - Problèmes de la poste
 - Orientations futures et options fondamentales
 - Conclusions

I. Introduction

1. A la suite de la décision du Congrès de Lausanne 1974 de confier directement au Congrès l'élection du Directeur général du Bureau international, il m'avait paru opportun, au terme déjà de mon premier mandat (1975—1979), de présenter au Congrès de Rio de Janeiro 1979 un rapport d'ensemble contenant mes observations sur les activités de l'Union pour la période considérée et de lui rendre compte des options que j'avais suivies dans la gestion du Bureau international (Congrès — Doc 3).

2. Le rapport en question faisait état, d'une part, d'un certain nombre d'observations générales et, d'autre part, des orientations et des impulsions que j'avais données à l'action du Bureau international dans le cadre du programme de travail général défini par le Congrès et précisé par le CE et par le CCEP. En particulier, ledit document contenait une analyse des résultats de la gestion du Bureau international en relation avec les divers objectifs que je m'étais assignés dès mon entrée en fonctions, dans le cadre du programme de travail général en question.

But du présent document

3. La soumission du présent document répond au même souci de faire rapport au Congrès pour la période 1980—1984 sur la gestion du Bureau international ainsi que de lui faire part de certaines observations concernant les activités de l'Union. Ces observations paraissent d'autant plus opportunes qu'elles confirment deux idées que j'avais signalées dans mon rapport au Congrès de Rio de Janeiro et dont la portée s'est trouvée accrue:

- la poste se développe dans un monde qui évolue plus rapidement qu'auparavant et doit faire face à des besoins accrus et diversifiés du public;
- du point de vue postal, la constatation du déséquilibre persistant entre pays développés et pays en développement constitue une préoccupation dominante.

Objectifs de la gestion du Bureau international

4. Ayant été réélu par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, j'ai tenu à ce que la gestion du Bureau international se fonde, sous réserve de certaines adaptations, sur les mêmes objectifs que je m'étais fixés lors de mon premier mandat, à savoir:

- multiplier les contacts directs du Bureau international avec les Administrations postales des Pays-membres afin de mieux comprendre leurs problèmes et leurs besoins actuels et futurs et de pouvoir déterminer de quelle façon l'Union pourrait le mieux contribuer à l'amélioration des services postaux et au développement de la collaboration internationale dans ce domaine;
- renforcer la collaboration entre le Bureau international, le Conseil exécutif et le Conseil consultatif des études postales pour mieux assurer l'accomplissement de leurs tâches respectives au nom et dans l'intérêt des Pays-membres;
- développer les relations entre l'UPU et les Unions restreintes dans l'intérêt de ces organisations et de leurs membres;
- profiter des contacts avec d'autres organisations internationales pour servir au mieux les intérêts de l'UPU;
- développer la coopération technique et rechercher auprès des organes compétents l'accroissement des moyens financiers nécessaires à cet effet et, d'entente avec les pays bénéficiaires, déterminer les meilleures méthodes pour leur utilisation;
- sur la base des constatations faites et dans le cadre de mes propres compétences, prendre les initiatives appropriées, en collaboration avec les organes concernés, et donner une nouvelle impulsion et une orientation plus fructueuse aux activités de l'Union, afin de mieux servir les intérêts des Pays-membres et des Administrations postales, compte tenu de leurs besoins et de leurs préoccupations dans le monde d'aujourd'hui et de demain;

- revoir l'organisation et les méthodes de fonctionnement du Bureau international en vue:
 - de mieux soutenir les efforts des autres organes et des Administrations postales;
 - de parvenir à une plus grande efficacité par l'utilisation optimale de ses ressources et la rationalisation et la systématisation de ses activités en réalisant le maximum d'économies au bénéfice du budget de l'Union.
5. Le fait que la gestion du Bureau international pour la période 1980—1984 ait pu s'inspirer des mêmes objectifs que ceux fixés pour la période 1975—1979 montre que:
- lesdits objectifs paraissent les plus indiqués pour promouvoir les activités du Bureau international en fonction des intérêts essentiels des Administrations postales et de l'UPU dans son ensemble;
 - une continuité a été ainsi assurée en ce qui concerne l'action du Bureau international, action qui dans certains domaines ne peut se manifester que pendant des périodes allant au-delà de cinq ans.
6. Cependant, dans un monde en rapide évolution, il est nécessaire de rendre l'organisation de plus en plus fiable, en introduisant à temps les innovations nécessaires et en prenant en compte les besoins nouveaux auxquels les Administrations doivent faire face.

II. Problèmes généraux de gestion

7. Dans le cadre général de mes responsabilités, les problèmes les plus importants auxquels j'ai été confronté au cours de mon deuxième mandat concernent :
- a) l'utilisation optimale des moyens disponibles;
 - b) la recherche, au sein de l'UPU, d'un juste équilibre entre les intérêts des pays en développement et ceux des pays industrialisés;
 - c) les changements intervenus dans plusieurs domaines et de nature à influencer la gestion dans le cadre de l'UPU.

Utilisation optimale des moyens disponibles

8. Le premier élément dont il a fallu tenir particulièrement compte pendant la période 1980—1984 a été la crise économique mondiale qui a rendu plus difficile la réalisation des activités concernant tant la gestion du Bureau international que les programmes de coopération technique. Je me suis efforcé de m'acquitter d'une manière satisfaisante des tâches qui incombent au Bureau international, en utilisant au mieux les moyens disponibles, dans une conjoncture très défavorable.

9. D'un côté, le Bureau international a été appelé à fournir un appui accru aux Administrations postales et aux organes de l'Union; de l'autre, les moyens disponibles n'ont que faiblement augmenté par rapport au passé.

10. En particulier, pour l'accomplissement des responsabilités du Bureau international telles qu'elles ressortent des chapitres III, IV et V de ce rapport, l'augmentation moyenne des dépenses récurrentes en valeur réelle pour la période 1980—1984 s'élevait à 2,86% seulement par an, alors que l'augmentation de ces mêmes dépenses pour la période 1975—1979 avait été de 3,54%; cependant, la capacité d'action du Bureau international a pu être renforcée grâce à des efforts de rationalisation.

11. Dans le domaine de la coopération technique (voir chapitre VI), les fonds globaux disponibles sont passés de 2,7 millions de dollars EU en 1975 à 3 millions de dollars EU en 1982. Cependant, cette légère augmentation est loin de pouvoir absorber les effets de l'inflation et se traduit par une diminution en termes réels. Malgré cette réduction réelle de fonds, le Bureau international a fait des efforts considérables pour assurer à l'ensemble des pays en développement la réalisation de programmes d'assistance technique répondant à leurs besoins. Les résultats obtenus ont dépendu, pour une large part, des contributions de certains pays développés et des efforts déployés par les pays en développement eux-mêmes.

Recherche, au sein de l'UPU, d'un juste équilibre entre les intérêts des pays en développement et ceux des pays industrialisés

12. Il a été affirmé à plusieurs reprises que la poste internationale constitue un circuit unique qui peut servir les intérêts des usagers d'autant mieux que le service postal est bien organisé dans tous les pays participant à l'échange du courrier. Il n'est pas suffisant que les pays industrialisés puissent disposer d'un service postal fiable si — des prestations postales devant être exécutées tout au long du circuit et notamment dans le pays de destination — la poste n'est pas à même d'assurer à tous les stades un niveau de qualité de service satisfaisant.

13. Force est de constater que le développement du service postal est très inégal dans les différents pays et dans les diverses régions du monde. Les données relatives à ce déséquilibre ont été exposées dans la brochure "Le service postal dans le monde" (annexée au numéro 5/1982 de la revue "Union Postale") à laquelle il convient de se référer pour une connaissance approfondie de cet aspect de la question.

14. Dans les pays du tiers monde, le niveau de développement du service postal est tributaire du degré de développement économique, industriel et culturel atteint par chaque pays, le service postal étant l'un des éléments de l'infrastructure que l'on s'attache à renforcer. Les problèmes auxquels se heurtent les responsables des Administrations postales à cet égard révèlent la nécessité primordiale de doter le service postal de moyens suffisants souvent très simples, afin d'assurer les prestations de base que l'on attend de la poste dans toutes les parties du pays, y compris les zones rurales qui sont souvent défavorisées.

15. Les pays industrialisés, par contre, sont confrontés à toute sorte d'autres problèmes relevant paradoxalement du haut degré de croissance de ces mêmes pays et de l'accroissement parfois rapide du volume du trafic postal. Le niveau de développement technologique atteint par la société industrielle pousse, dans un certain sens, les Administrations postales à introduire dans le service postal des procédures de travail et des moyens d'action assez perfectionnés afin de moderniser davantage le service et de le rendre plus compétitif vis-à-vis des entreprises privées cherchant à s'approprier une partie du trafic postal.

16. S'il est aisé, du point de vue théorique, d'affirmer qu'aussi bien les pays industrialisés que les pays en développement luttent, dans le contexte qui leur est propre, pour la survie de leur service postal, on ne peut pas nier que les genres de problèmes auxquels ils sont confrontés à cet égard sont très différents. Une tendance est alors à craindre: la recherche de façon séparée de solutions appropriées pour chaque groupe de pays en butte aux mêmes difficultés et disposant de moyens équivalents. L'existence de groupements de pays, qui sont dans une large mesure homogènes du point de vue du développement économique, pourrait encourager cette tendance, qui à long terme pourrait aller à l'encontre des intérêts communs des Administrations postales et, partant, à la cohésion de l'Union.

17. L'Union postale universelle doit rester un cadre dans lequel les problèmes les plus importants relatifs à la gestion, à l'organisation et à l'exploitation postale font l'objet d'études conduites par les Pays-membres, quel que soit leur développement. La possibilité de profiter d'expériences différentes ne peut qu'enrichir la qualité des études en question, qui devraient cependant aboutir à des conclusions ou à des orientations aussi pratiques que possible.

18. Cette contribution fournie par des pays représentant des réalités diverses permet d'atteindre des résultats optimaux par rapport aux intérêts en jeu. Dans le cadre du Conseil exécutif, cette manière de procéder incite les pays à s'entendre, lors de la définition de projets de dispositions à soumettre au Congrès, sur des solutions de compromis acceptables pour tous les membres de l'Union. Au sein du Conseil consultatif des études postales, outre les problèmes relatifs à la poste internationale, ce sont ceux rencontrés dans le régime intérieur qui sont mis à l'étude et pour lesquels des solutions sont esquissées. Notamment pour ce qui est de ce dernier organe, 28 études principales sur 47 composant le programme de travail correspondent à la fois aux besoins des pays en développement et des pays industrialisés.

19. Le Bureau international, pour sa part, a cherché à fournir un appui à cette politique, visant à permettre à chaque groupe de pays de satisfaire ses besoins tout en sauvegardant bien évidemment la cohésion de l'Union.

Etude des changements qui se produisent dans plusieurs domaines pour en tenir compte aux fins de la gestion dans le cadre de l'UPU

20. Une des tâches qui revient tout naturellement au Bureau international consiste à suivre les changements qui se produisent dans plusieurs domaines, afin d'en tenir compte dans le cadre de l'UPU. Le Bureau international est en effet souvent bien placé, grâce à la multiplicité de ses moyens de contact, pour saisir ces changements et en évaluer la portée.

21. Le premier domaine offrant matière à réflexion est celui de la gestion et de l'exploitation postale. Les constatations faites par les experts et consultants, les conclusions des études conduites dans le cadre de l'UPU et surtout les préoccupations exprimées par les plus hauts responsables des Administrations postales, lors de rencontres au siège du Bureau international, à Berne, ou à l'occasion des visites aux Administrations, fournissent un éventail d'éléments permettant d'apprécier non seulement les besoins nouveaux, mais aussi les moyens et les technologies

utilisés ou à utiliser pour les satisfaire. Il est dès lors évident que, dans l'action qu'il mène en tant qu'organe d'appui, le Bureau international s'efforce de faire prendre en compte les nouveaux problèmes qui surgissent et les changements qui s'ensuivent dans les études conduites au sein de l'UPU ainsi que dans la définition des projets de programmes d'assistance technique. Les divers pays sont ainsi sensibilisés aux difficultés qui se posent et appelés éventuellement à expérimenter des solutions adéquates.

22. Les rapports entretenus sur des plans différents avec nombre d'organisations, notamment celles de la famille des Nations Unies, permettent d'autre part au Bureau international d'être informé de l'évolution de problèmes de nature générale ou des changements intervenus au sein de ces organisations et qui pourraient s'adapter à l'UPU. Les renseignements reçus par le Bureau international sont utilisés pour proposer des variantes au Conseil exécutif, quand celui-ci est appelé à prendre des décisions, et pour enrichir les études du CCEP.

23. Le troisième domaine entrant en ligne de compte est celui qui a trait plus directement à la gestion du Bureau international. Il incombe en effet à tout responsable d'entreprise de faire face à une série d'obligations, telles que:

- la prévision des besoins futurs afin de définir des programmes d'action efficaces;
- l'organisation optimale des moyens à disposition, afin de fournir à temps ce qui est nécessaire au bon fonctionnement de l'entreprise;
- l'analyse constante des résultats et des coûts encourus, en vue de s'assurer qu'ils sont en rapport avec les besoins et les ressources disponibles.

Dès lors, pour une gestion rationnelle du Bureau international, il est inévitable de procéder aux innovations opportunes. L'analyse des situations constatées et la connaissance des mesures prises par d'autres organisations ou entreprises permettent d'apprécier l'opportunité d'introduire également dans la gestion du Bureau international les changements imposés par l'évolution de la technique et par l'expérimentation de nouvelles méthodes de travail.

III. Rapports avec les Administrations postales

24. J'ai tenu, tout au long de ma gestion, à accorder la plus grande attention aux contacts avec les Administrations postales et j'ai pris une série d'initiatives propres à les développer.

Les besoins pressants des Administrations postales, fondement de toute action dans le cadre de l'UPU

25. Des problèmes relevant directement de l'Union existent et il ne s'agit pas de problèmes mineurs, car ils concernent la vie de l'Union, l'utilisation de ses ressources et le fonctionnement de ses organes. Toute organisation connaît ce genre de problèmes et consacre une partie de ses moyens à leur solution.

26. Cependant, l'UPU est créée pour assumer certaines fonctions au niveau international, en vue surtout d'arrêter une réglementation cohérente du service postal international. Par la suite, ses objectifs se sont étendus, englobant aussi l'échange d'informations, la conduite d'études relatives au service postal intérieur et la réalisation de programmes d'assistance technique aux pays en développement.

27. Afin d'éviter que le Bureau international ne devienne un organe dont le fonctionnement est alourdi par les aspects administratifs et bureaucratiques des activités qui lui sont propres, je me suis efforcé d'orienter son action de manière qu'elle tienne compte en tout premier lieu des besoins réels des Administrations postales, qui restent le fondement primordial de toute action à entreprendre dans le cadre de l'UPU.

Approche des problèmes intéressant les Administrations postales

28. Jusqu'à une certaine époque, les problèmes intéressant les Administrations postales étaient débattus, à quelques exceptions près, au sein des organes de l'Union. La recherche de solutions satisfaisantes était facilitée par l'homogénéité des services postaux gérés par les Pays-membres.

29. A la suite de l'entrée à l'UPU de nombreux nouveaux pays aux caractéristiques très différentes et de l'évolution de la technique qui a creusé l'écart entre les groupes de pays, la réalité de l'Union est devenue plus complexe. Ainsi, l'ensemble des problèmes qui se posent aux Administrations ne se reflète que plus difficilement dans les études et travaux menés au sein de l'Union. Le Congrès ne définit donc, dans certains domaines, que les principes directeurs des diverses actions concrètes à mener.

30. Dès lors, pour utiliser d'une manière optimale les moyens disponibles, il convient de prendre connaissance des problèmes spécifiques des diverses Administrations postales. Indépendamment des missions d'experts et de consultants, cela peut être obtenu notamment par des rencontres avec les plus hauts responsables des Administrations et par une participation accrue du Bureau international aux réunions des Unions postales restreintes concernant les problèmes de portée régionale. Il est à noter que, ces dernières années, des réunions ont eu lieu en dehors des structures traditionnelles de l'UPU, tels les "Conférences sur la mécanisation postale", les réunions sur l'introduction de services nouveaux et un certain nombre de séminaires et symposiums.

31. Pour tenir compte du large éventail des problèmes et également des efforts faits pour les résoudre, le Bureau international a accru sa contribution en organisant des missions sur le terrain et en participant, dans la mesure où cela a été demandé, aux réunions, séminaires et symposiums.

32. Convaincu de l'utilité d'une politique de compréhension à l'égard de toutes les composantes formant la réalité de notre Union, j'ai effectué moi-même, depuis mon entrée en fonctions, plus de 100 missions dans environ 70 Pays-membres. De plus, d'innombrables rencontres au siège de l'UPU, à Berne, m'ont offert l'occasion de

m'entretenir au fil des années avec les responsables de presque toutes les Administrations postales du monde. Ces missions et rencontres ont permis des échanges de vues sur les activités de l'UPU en général et sur les problèmes spécifiques de chaque pays, en mettant à ma disposition une masse d'informations que j'ai pu utiliser pour orienter d'une manière concrète et directe les actions du Bureau international.

Mes proches collaborateurs ont également accompli de nombreuses missions sur le terrain, en relation notamment avec des actions d'assistance technique. Des résultats sensibles ont été obtenus, mais l'expérience montre que le principe de la présence sur place de l'UPU, admis par le Congrès de Rio de Janeiro, devrait s'appliquer plus largement; cela permettrait de renforcer tout à la fois les actions d'information publique, les activités opérationnelles et les actions de suivi.

IV. Rapports avec les autres organes permanents de l'UPU

33. Malgré l'existence de problèmes spécifiques à chaque pays ou groupe de pays, il convient de relever avec la plus vive satisfaction que les Pays-membres continuent à se reconnaître dans l'UPU et à utiliser ses structures pour parvenir à des approches globales ou pour mener des études communes. Compte tenu des difficultés grandissantes rencontrées par les Administrations postales, les programmes de travail des organes de l'UPU deviennent de plus en plus importants. Il s'ensuit que les responsabilités du Bureau international, appelé à soutenir ces programmes, deviennent de plus en plus lourdes pour ce qui concerne notamment les autres organes permanents de l'Union.

Le Conseil exécutif (CE)

34. A la suite du Congrès de Rio de Janeiro 1979, le Bureau international a dû mettre en oeuvre certaines décisions et résolutions concernant ses activités. Il s'agissait non seulement de sa gestion propre, mais également de problèmes intéressant l'Union tout entière, tels la mise en place du nouveau régime financier, l'introduction de nouvelles langues de travail, les rapports avec les Unions restreintes, les programmes de coopération technique, les activités d'information publique.

35. Une attention particulière a été consacrée aux études concernant la structure de l'Union, dans le but de doter celle-ci d'une organisation plus souple répondant mieux aux exigences d'une entreprise moderne. Plusieurs problèmes ont été examinés, notamment la possibilité de rendre le travail du Congrès plus efficace en faisant appel à des procédés expéditifs. Le Conseil exécutif a pris en considération les différentes options qui lui étaient soumises à la suite des études faites par le Bureau international et, dans nombre de cas, a décidé de ne pas prendre des mesures immédiates, tout en appréciant certaines solutions envisagées, qui pourraient se révéler efficaces dans un avenir proche.

36. D'une façon plus générale, le Bureau international a fourni au Conseil exécutif un appui soutenu pour lui permettre non seulement l'accomplissement des tâches qui lui reviennent en tant qu'organe de gestion, mais aussi pour la réalisation des 46 études qui lui ont été confiées par le Congrès.

37. Ces études couvrent tout l'éventail des matières relevant du Conseil exécutif. Le Bureau international a tenu à recueillir le maximum possible de renseignements auprès soit d'autres organisations de la famille des Nations Unies, soit des Administrations postales. En outre, il s'est efforcé de formuler plusieurs hypothèses de travail et plusieurs options afin de mettre le Conseil exécutif en mesure de choisir les solutions les plus adéquates.

38. Le Bureau international a produit pour la période quinquennale 1980—1984, à l'intention du CE ou au titre de documentation découlant des activités de celui-ci, plus de 12 000 pages, sans tenir compte de la charge de travail liée à l'introduction de nouvelles langues de travail décidée par le Congrès de Rio de Janeiro.

Le Conseil consultatif des études postales (CCEP)

39. Le Bureau international a également fourni une assistance importante au CCEP, en collaborant étroitement avec les pays rapporteurs pour la mise en marche des 47 études prévues dans le programme de travail et en assumant dans quelques cas la tâche de corapporteur ou de rapporteur. Dans la limite de ses moyens, il s'est attaché à participer plus activement aux études du CCEP, principe qui avait été admis par cet organe. Il serait judicieux que cette orientation se renforce.

40. Comme il est connu, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 avait constitué une Commission ad hoc pour l'étude des problèmes posés par l'avenir de la poste. Ces problèmes avaient fait l'objet d'un débat nourri au plus haut niveau dans le cadre du Congrès, qui avait permis de déceler les diverses difficultés qui se posent aux Administrations postales dans leur gestion et surtout celles qui se poseraient à l'avenir. Le Bureau international s'est efforcé d'apporter une contribution aussi importante que possible à l'étude de ces problèmes, dans le cadre de la Commission créée à cet effet au sein du CCEP.

41. Le Bureau international a également fourni son appui à la mise en oeuvre des nouveaux critères et des nouvelles procédures introduits dans la conduite des activités du CCEP, notamment en ce qui concerne la tenue de colloques sur des sujets importants.

42. Des modifications ont été suggérées en vue d'améliorer la marche des travaux du CCEP, afin d'assurer une plus grande souplesse et une efficacité accrue au travail du Bureau international pour ce qui est notamment du lancement et de l'exploitation des questionnaires relatifs aux différentes études.

43. Il est à noter que, conformément à une orientation arrêtée par le CCEP, le Bureau international s'est attaché à aider aussi largement que possible les pays en développement à participer, à un titre ou à un autre, aux études du CCEP. Une certaine amélioration a été constatée à cet égard mais, globalement, la contribution aux études du CCEP des Administrations des pays en développement devrait être plus importante, ce qui enrichirait davantage les études et améliorerait les possibilités d'utilisation de leurs conclusions.

44. Une utilisation plus poussée des conclusions formulées dans les études du CCEP a été assurée, en fournissant aux experts et consultants recrutés dans le cadre des programmes de coopération technique les plaquettes de la Collection d'études postales et d'autres documents du CCEP, afin qu'ils puissent en tenir compte dans la réalisation des projets d'assistance technique.

45. Enfin, comme résultat de ce travail considérable, plus de 15 000 pages ont été produites, comme documents du CCEP ou questionnaires, avec une augmentation de 22% par rapport à la période quinquennale précédente. Et cela notamment à la suite de la tenue de colloques.

V. La coopération internationale

46. Le Bureau international a intensifié ses rapports avec les divers organismes internationaux, et cela pour plusieurs raisons:

- a) Dans le monde d'aujourd'hui, il est souhaitable qu'une ouverture vers l'extérieur inspire l'attitude de toute organisation ou entreprise, compte tenu des interconnexions qui subsistent entre les domaines d'activité des diverses organisations.
- b) Le service postal, qui présentait auparavant une certaine unité, devient de plus en plus tributaire de technologies nouvelles ou d'apports d'autres organismes. Dès lors, le renforcement des liens avec de tels organismes constitue une pratique courante répondant à un besoin réel.
- c) La crise économique générale qui menace le flux d'aide provenant des organismes de financement traditionnels a incité le Bureau international à rechercher des contacts avec d'autres organismes capables de fournir une assistance complémentaire, dans le but de développer ou tout au moins de maintenir à leurs niveaux les programmes de coopération technique.

Coopération avec les Nations Unies

47. Même si l'Union postale universelle est une institution à vocation technique, elle participe, en tant qu'institution spécialisée des Nations Unies, à l'étude de problèmes communs aux organisations du système et aux décisions prises collectivement.

En effet, la qualité d'institution spécialisée reconnue à l'UPU n'implique pas seulement de simples prérogatives dans le domaine qui lui est réservé, mais elle fait naître aussi des obligations multiples engageant l'UPU à agir en harmonie avec les autres organisations des Nations Unies.

D'où la recherche d'une coordination qui se réalise notamment par la participation de représentants du Bureau international aux réunions des organes les plus importants des Nations Unies, tels que le Comité administratif de coordination (CAC), le Conseil économique et social (ECOSOC) et la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), etc., outre celles qui ont lieu dans le cadre du PNUD.

48. Sur la base de l'Accord entre l'ONU et l'UPU de 1947, certaines recommandations émanant des Nations Unies sont soumises à l'organe compétent de l'UPU, à savoir le Conseil exécutif, en vue de leur prise en considération.

49. En particulier, pendant la période quinquennale 1980–1984, le Bureau international a donné suite aux décisions de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant notamment la proclamation de l'Année internationale des personnes handicapées (1981) et de l'Année mondiale des communications (1983), la Décennie des transports et communications en Afrique (1979) ainsi que la Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (1980).

50. Certains rapports émanant du Corps commun d'inspection et qui pourraient intéresser l'UPU ont été portés à l'attention du Conseil exécutif.

Rapports avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

51. L'importance des rapports avec le PNUD n'est pas à démontrer, compte tenu du fait que cet organisme représente la principale source de financement des programmes de coopération technique. Par ailleurs, les activités réalisées par le Bureau international en fonction des moyens fournis par le PNUD font l'objet de plusieurs documents spécifiques soumis au Congrès. Il suffit ici de souligner l'esprit de collaboration qui anime le PNUD envers l'UPU et la compréhension qu'il manifeste pour les besoins en assistance technique postale, malgré les problèmes liés à la collecte de fonds dans la période actuelle de crise économique (voir chapitre VI). Les bonnes relations qu'entretiennent l'UPU et le PNUD s'expliquent dans une large mesure par la qualité des contacts que je me suis toujours attaché à avoir avec l'Administrateur de cet organisme.

Rapports avec les Unions postales restreintes

52. Le renforcement de la collaboration avec les Unions postales restreintes reste un des objectifs prioritaires de ma gestion et plusieurs impératifs justifient la poursuite d'une telle politique:

- a) la prise en compte des nécessités régionales qui se manifestent notamment dans le cadre des Unions postales restreintes;
- b) la mise à profit de l'expérience acquise par ces Unions restreintes;
- c) une coopération accrue dans le domaine de l'assistance technique avec des organismes régionaux pleinement conscients des problèmes sur le terrain;
- d) l'enrichissement apporté aux activités de l'Union par des expériences de nature technique faites par des groupes de pays, en principe homogènes.

Les relations avec les Unions postales restreintes se sont réalisées notamment à travers l'échange mutuel d'observateurs aux réunions des organes respectifs et grâce à un échange intense de documentation.

Le domaine dans lequel la collaboration UPU/Unions postales restreintes s'est révélée la plus fructueuse a été celui de la coopération technique (voir chapitre VI).

Rapports avec d'autres organisations internationales

53. Le Bureau international a poursuivi sa coopération avec d'autres organisations et organismes internationaux dans des domaines très techniques, sur la base de la pratique acquise les années précédentes. Dans cette optique s'inscrivent notamment les rapports avec l'UIT, l'UNESCO, l'AIEA, l'OACI, l'IATA, l'ISO et le CCD.

Renforcement de la coopération avec des organisations et organismes internationaux

54. L'évolution que connaissent certaines questions très importantes a conduit l'Union à renforcer sa participation à la coopération internationale dans des secteurs spécifiques.

Le Bureau international a déployé beaucoup d'efforts pour soutenir la réalisation de cette coopération et pour rechercher, à son tour, des contacts plus étroits dans les domaines qui le concernent, au profit des Pays-membres de l'Union.

55. Dans ce cadre s'inscrivent les rapports avec l'UIT, l'UNESCO, la Banque mondiale et les Commissions économiques régionales.

56. L'avenir de la poste repose sur l'utilisation de technologies nouvelles et perfectionnées dont disposent ou disposeront de plus en plus des Administrations ou entreprises agissant dans le secteur des télécommunications. Une coopération plus étroite avec l'UIT est donc nécessaire, compte tenu de l'interconnexion entre le service postal et celui des télécommunications. Le Bureau international s'est efforcé de développer cette coopération au niveau des secrétariats, en espérant qu'elle se renforcera aussi au niveau des organes techniques.

57. Par ailleurs, l'UPU a participé, dans la mesure de ses moyens, aux programmes lancés par l'UIT pour 1983 au titre de l'Année mondiale des communications.

58. La recherche de nouvelles sources de financement à utiliser pour la réalisation des programmes de coopération technique a incité le Bureau international à resserrer les liens avec des organismes capables de fournir une aide à cet égard. C'est ainsi que, suivant les directives du CE, le Bureau international a assuré une participation active au lancement par l'UNESCO du Programme international pour le développement de la communication (PIDC). Un certain nombre d'études ont pu être financées à ce titre.

La Banque mondiale a, à son tour, assuré le financement de certains projets d'assistance technique.

59. Le Bureau international a tenu compte du poids grandissant pris par les Commissions économiques régionales dans le développement de l'assistance technique au niveau régional, en participant aux programmes multisectoriels concernant certaines parties du globe et en évitant que des chevauchements de compétences puissent nuire aux intérêts des Pays-membres. La collaboration a été particulièrement renforcée avec la CEA, dans le cadre de la Décennie des transports et communications en Afrique.

VI. L'assistance technique

60. La réalisation de programmes d'assistance technique dont puissent réellement profiter les Pays-membres en développement reste au centre de mes préoccupations majeures, pour plusieurs raisons:

- a) la fourniture d'assistance technique postale constitue l'un des buts de l'Union inscrits dans l'article premier de la Constitution;
- b) un juste équilibre dans le développement du service postal dans le monde profite non seulement aux pays en développement, mais aussi aux pays industrialisés, en raison du fait que la continuité du circuit emprunté par le trafic postal international doit être assurée;
- c) des responsabilités morales incombent aux pays développés appelés à manifester leur solidarité envers les pays moins favorisés;
- d) les efforts déployés par l'UPU dans ce domaine répondent à des impératifs de politique générale et au principe reconnu par les Nations Unies d'un nouvel ordre économique mondial.

61. Sans prétendre résumer toute la matière relative à l'assistance technique répartie dans les différents documents soumis au Congrès, il suffit de relever certains aspects importants.

Situation financière du PNUD

62. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le faire remarquer, pour la première fois, depuis la création du PNUD, les contributions volontaires qui alimentent les ressources du PNUD ont enregistré en 1981 une baisse par rapport à l'année précédente. Pour 1982, les contributions ont atteint à peu près le même niveau que pour 1981. Pour 1983, elles ont été légèrement inférieures à celles de 1982.

63. Par voie de conséquence, malgré les efforts déployés par le Bureau international, les allocations fournies par le PNUD au titre de l'assistance technique postale — après avoir connu une augmentation importante en 1980 par rapport à l'année précédente — ont enregistré une baisse en 1981.

Autres sources de financement

64. Compte tenu de la crise traversée par le PNUD et répondant aux préoccupations exprimées par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 dans la résolution C 38, des initiatives ont été prises pour solliciter le concours de 15 organismes bancaires et institutions financières de caractère international en vue du financement de projets postaux. Ces initiatives ont suscité un intérêt de la part des organismes saisis. Par ailleurs, le Bureau international a poursuivi les démarches entreprises auprès des Administrations postales des pays industrialisés pour les sensibiliser davantage aux besoins des pays en développement; des contributions importantes ont été ainsi assurées, soit en espèces, soit en nature.

65. Sur la base du dispositif de la résolution C 37 adoptée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, une collaboration plus étroite a été instaurée avec les Unions postales restreintes, soit pour conjuguer les efforts de l'UPU et des Unions elles-mêmes en faveur des pays bénéficiaires, soit pour éviter des chevauchements dans la réalisation des programmes respectifs et un gaspillage des ressources disponibles. C'est dans cet esprit que le Bureau international s'emploie à appliquer la résolution CE 6/1983.

66. Enfin, il faut souligner que certains fonds sont utilisés, conformément à la résolution C 38 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, dans le cadre du budget de l'UPU. A l'époque, le principe d'une budgétisation de certains crédits relatifs à l'assistance technique fournie par l'UPU a été admis, notamment en ce qui concerne des missions de consultants et l'octroi de bourses. Il est à noter que le montant ainsi disponible (1 180 000 Sfr) n'a pas varié pendant la période 1981—1984.

Activités d'assistance technique

67. En utilisant au mieux les moyens à disposition, le Bureau international a pu assurer, pour la période 1980–1983, un nombre important d'activités au profit des Pays-membres, sous forme de missions d'experts et de consultants et de cours et de cycles d'étude dans les domaines prioritaires.

68. Par ailleurs, conformément à la résolution C 37 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, la priorité a été accordée aux besoins des Administrations des pays défavorisés du point de vue des Nations Unies ainsi qu'aux pays nouvellement indépendants. Par ailleurs, ont été reconnues comme prioritaires les actions dans certains domaines (formation, gestion, développement du réseau postal, amélioration de l'acheminement et de la distribution du courrier, instauration généralisée des services financiers postaux).

Nouvelles orientations

69. Les critères à suivre dans la définition et dans la mise en oeuvre des programmes d'assistance technique doivent s'adapter aux situations nouvelles et à la philosophie qui anime les divers pays et les organismes concernés, tout en répondant à la stratégie d'ensemble suivie par les Nations Unies dans ce domaine.

70. Etant donné les difficultés financières rencontrées par le PNUD — qui reste cependant la principale source de financement de l'assistance technique dans le domaine postal — le Bureau international s'est employé à obtenir l'augmentation des ressources disponibles à cet effet. Il a accentué ses efforts sur 3 points:

- le financement, par des pays développés ou par ceux qui le peuvent, de projets jugés prioritaires en raison de leurs bénéficiaires ou de leur objet;
- une plus large mise en oeuvre du concept de coopération technique entre pays en développement;
- l'application plus systématique de la formule du "partage des coûts" des projets entre plusieurs parties intéressées (PNUD, UPU, pays dispensateurs d'assistance technique et pays bénéficiaires).

Parallèlement, des interventions plus pressantes qu'auparavant ont été faites auprès du PNUD et d'autres sources possibles de financement d'assistance technique.

71. Une action constante a été entreprise par moi-même et par plusieurs de mes collaborateurs ainsi que par des experts et consultants auprès des autorités gouvernementales chargées de la programmation ou du budget, afin que les pays concernés puissent attribuer, dans l'élaboration de leurs plans de développement, une priorité suffisante à des projets postaux.

VII. Gestion financière et régime linguistique

72. Des innovations importantes ont été introduites dans le cadre de l'UPU et dans la gestion du Bureau international pendant la période 1980—1984. Ces innovations concernent notamment:

- a) la gestion financière;
- b) le régime linguistique.

La gestion financière

73. Le Bureau international s'était déjà occupé, lors de la période précédente, de l'élaboration des différentes options relatives à l'introduction d'un nouveau régime financier. L'étude du Bureau international a permis tout d'abord au Conseil exécutif et ensuite au Congrès de Rio de Janeiro 1979 de définir les normes d'une nouvelle gestion financière de l'Union.

74. La mise en vigueur, à partir du 1er janvier 1981, du nouveau système de financement a comporté une adaptation:

- de la réglementation, notamment du Règlement financier; et cela d'entente avec la Confédération suisse, pays qui était chargé du rôle d'Autorité de surveillance;
- de la comptabilité, afin de l'insérer au nouveau cadre réglementaire régissant la gestion financière de l'Union et d'assurer d'une manière satisfaisante la réalisation de la phase de transition entre l'ancien et le nouveau régime.

75. Une attention particulière a été consacrée au rôle que le Fonds de réserve était appelé à jouer dans le système d'autofinancement de l'Union. C'est ainsi qu'il a été proposé au Conseil exécutif de faire emploi du Fonds pour stabiliser pendant trois ans le montant de l'unité contributive, laquelle a été maintenue en 1983 et 1984 au même niveau que celui de 1982 (17 500 Sfr). Et cela dans l'intérêt des Pays-membres, surtout si l'on tient compte qu'aucun montant supplémentaire n'a été demandé en 1984 pour couvrir les dépenses extraordinaires afférentes à la tenue du Congrès de Hambourg 1984.

76. Un autre problème très important est celui des arriérés de contributions, dont les montants grandissants menaçaient d'alourdir la bonne gestion des finances de l'Union. D'un côté, le Bureau international a émis des circulaires à l'intention des Pays-membres ayant des arriérés de contributions, en les invitant à régler leurs dettes. De l'autre côté, en application de la résolution C 89 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, plusieurs interventions ont été entreprises par moi-même et mes collaborateurs auprès des Administrations postales et des missions diplomatiques de certains Pays-membres débiteurs. Certains résultats ont été obtenus. La question s'est posée, sur le plan général, d'une rationalisation du système de comptabilisation des arriérés de contributions en distinguant:

- les arriérés qui sont à considérer effectivement comme tels. Dans ce cas, le Congrès ou le Conseil exécutif pourront adopter des solutions adéquates pour leur récupération ou leur absorption. Je me réfère notamment à des arriérés très anciens, liés à des situations particulières et dont les montants se sont énormément accrus à la suite du calcul des intérêts moratoires pendant un grand nombre d'années;
- les contributions dont le paiement est simplement en retard. A partir du budget de 1983, ces dernières contributions sont inscrites dans la colonne des "débiteurs courants" au lieu de celle des "débiteurs arriérés".

77. Enfin, il faut rappeler que le Conseil exécutif avait été en son temps saisi de l'examen de la possibilité d'adopter pour l'UPU une sorte de programmation dans le cadre du budget (budget-programme) sur la base des expériences faites par d'autres organisations des Nations Unies. Une telle manière de procéder avait été considérée comme intéressante, mais aussi prématurée, compte tenu de la nature de l'UPU et du volume relativement peu important de ses activités par rapport à d'autres organisations du système des Nations Unies. Cependant, aux fins de la gestion du Bureau international, le budget peut être utilisé comme un instrument de contrôle. En effet, en mesurant les coûts des différentes activités, il est possible d'évaluer l'ampleur de celles-ci, leur évolution et de décider ainsi des correctifs à apporter.

Le régime linguistique

78. A la suite de la résolution C 106 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 concernant l'introduction des langues allemande, chinoise, portugaise et russe pour la fourniture des documents, le Bureau international a dû revoir la structure du régime linguistique quant à l'aspect pratique. En particulier, en application de cette résolution, les groupes linguistiques russe et portugais ont demandé de recourir aux services du Bureau international. Il a fallu trouver des locaux, assurer la liaison et l'intégration avec les services de traduction déjà existants, adapter le système de production des documents et celui de la comptabilisation des frais découlant de l'introduction de ces nouveaux services linguistiques.

79. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 avait également admis le principe selon lequel les frais à supporter par l'Union pour la reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe n'auraient pas dû dépasser le montant maximal de 50 000 Sfr par année et par groupe linguistique. A cet égard, il a été précisé que, sur la base de l'article 107, paragraphe 6, du Règlement général, la contribution de l'Union n'aurait pas dû couvrir les frais de traduction (mais uniquement les dépenses relatives à la reproduction des documents).

80. Pour ce qui a trait à la charge de travail supplémentaire pour le Bureau international lié à la mise en oeuvre de la résolution C 106 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, il suffit de mentionner que, pour l'année 1982, le total des pages imprimées en offset a été de 3086 pour la langue russe et de 1600 pour la langue portugaise; ce qui constitue, par rapport au nombre total de pages imprimées par le Bureau international, respectivement 7,4% et 3,8% d'augmentation.

VIII. Action pour une utilisation plus poussée des moyens d'information

81. L'importance de l'information dans le monde d'aujourd'hui est bien connue et acceptée par les Administrations postales, qui développent elles-mêmes de plus en plus leurs services d'information. En effet, toute organisation ou entreprise prend soin de son image et tient également compte du fait que son impact sur le public est dû non seulement à la fiabilité des services et prestations qu'elle rend, mais aussi à sa capacité de pénétration du marché de l'information et de la publicité.

82. Bien qu'elle soit une organisation aux ambitions limitées, l'UPU ne peut pas négliger ce problème important. En effet, la nécessité s'est fait sentir pour elle de se faire davantage connaître:

- a) au sein de la communauté internationale, pour convaincre les organismes compétents de l'importance de la poste, en vue d'accroître le poids de l'UPU et d'obtenir de plus grands avantages;
- b) dans les pays, pour aider les Administrations postales à sensibiliser le public et les autorités nationales chargées de la planification.

Politique en matière d'information publique décidée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979

83. Le Conseil exécutif et moi-même avons saisi le Congrès de Rio de Janeiro 1979 de la nécessité de développer la politique de l'UPU en matière d'information, dont certains critères avaient déjà été fixés par le Congrès de Tokyo 1969. Conscient du fait que l'attitude des gouvernements et plus particulièrement celle des usagers dépendent dans une certaine mesure de la politique d'information de la poste, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté en matière d'information la résolution C 101 et les décisions C 104 et C 107. En particulier, par la résolution C 101, le Congrès demandait au Bureau international, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif, d'intensifier ses activités dans ce domaine dans les limites des plafonds budgétaires annuels.

Mesures prises par le Bureau international

84. Comme il ressort d'autres documents soumis au Congrès en matière d'information publique, le Bureau international a tout d'abord demandé au Conseil exécutif de consulter les Administrations postales membres du CE et du CCEP, en vue de déterminer les activités qui mériteraient d'être développées en priorité. A cet égard, le principe a été admis que la préférence devait être accordée aux moyens qui permettent d'atteindre des groupes, plutôt que des individus.

85. Du point de vue pratique, le Bureau international a intensifié les mesures traditionnelles. Une attention particulière a été accordée:

- aux relations avec la presse (à travers la diffusion de communiqués et de matériel d'information, outre les interviews que j'ai accordées moi-même à plusieurs occasions);
- à l'action d'appui aux Administrations postales, en leur fournissant toute sorte de matériel, en plus de l'affiche de propagande confectionnée par le Bureau international à l'occasion de la Journée de l'UPU;
- à la présentation de la revue "Union Postale", afin d'en rendre plus intéressant le contenu et d'attirer d'autres lecteurs potentiels.

86. Les activités du Bureau international en matière d'information ont été caractérisées par:

- la participation de l'UPU à l'Année mondiale des communications en 1983, visant à profiter des programmes prévus pour la célébration de cette Année pour faire de la publicité au service postal, en soulignant son rôle dans la société moderne;
- la réédition du Mémoire sur le rôle de la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel;

- l'édition de la brochure "Le service postal dans le monde", qui a permis d'évaluer pleinement, sur la base des données statistiques en possession du Bureau international, l'écart existant entre pays industrialisés et pays en développement en ce qui concerne l'étendue du service postal.

D'autres activités pourront être entreprises lorsque sera mis à la disposition du Bureau international, par l'Administration d'un pays développé, un consultant en information publique.

87. Avant de terminer ce chapitre, je me dois de signaler que les montants qui, selon décision du Conseil exécutif, ont été disponibles pendant la période de 1980 à 1984 pour le développement de la politique d'information par le Bureau international ont passé successivement de 13 000 Sfr à 44 000 Sfr. Il s'agit évidemment de montants assez faibles pour réaliser une politique d'information de grande envergure. Il incombe aux organes compétents de l'Union (Congrès et CE) d'évaluer l'utilité d'une augmentation des fonds dont pourrait disposer le Bureau international à l'avenir dans le domaine en question.

IX. Le Bureau international

88. L'activité de la gestion comporte, par sa propre nature, un élément de dynamisme. Elle se traduit par une tension constante vers les buts recherchés. En effet, il s'agit d'une action permanente vouée à la satisfaction des besoins pour lesquels elle a été conçue. Cette action ne consiste évidemment pas dans l'application automatique de certains principes ou de certaines directives; elle implique, au contraire, une série d'impulsions autonomes en vue d'adopter les mesures qui se révèlent nécessaires, tout en respectant le cadre réglementaire et administratif dans lequel ces mesures doivent se situer.

La gestion du Bureau international ne diffère guère de celle de toute autre entreprise. Elle exige des efforts d'imagination, d'organisation et de coordination dans le but d'utiliser au mieux les ressources disponibles.

Remplacement du Vice-Directeur général élu par le Congrès de Rio de Janeiro

89. Pour raisons de santé, M. T. Scott, Vice-Directeur général, a dû donner sa démission, ce qui a mis fin à l'action d'une équipe dirigeante issue du Congrès de Rio de Janeiro.

90. Ce départ a posé un problème assez délicat, en raison des fonctions assumées par l'intéressé, dans l'esprit de l'article 110 du Règlement général.

91. En attendant la nomination prévue à l'article 108 du Règlement général, j'ai dû cumuler pendant quelques mois les fonctions de M. Scott avec celles que j'assume en qualité de responsable de l'organisation et du fonctionnement du Bureau international. Le 13 mai 1982, sur ma proposition, le CE a nommé Vice-Directeur général ad intérim M. F. Cicéron, Sous-Directeur général, et j'ai pris les dispositions voulues pour assurer le bon fonctionnement du Bureau international jusqu'au prochain Congrès; en particulier, j'ai chargé de certaines tâches spéciales M. S. Bäckström, Conseiller supérieur, qui assume depuis les fonctions de Sous-Directeur général ad intérim.

92. La vacance du poste de Vice-Directeur général a montré clairement — s'il en était besoin — qu'en aucun cas une seule personne, si capable et si expérimentée soit-elle, ne peut assumer seule, pendant une longue période, les responsabilités incombant au Directeur général et au Vice-Directeur général. Les deux postes correspondants devraient donc être toujours pourvus. Cette vacance donne lieu par ailleurs à une observation dont l'importance pratique est évidente. Dans le cas, prévu à l'article 108 précité, paragraphe 3, où le Vice-Directeur général assume les fonctions de Directeur général, un Sous-Directeur général devrait donc être chargé par le CE des fonctions de Vice-Directeur général jusqu'à la fin du mandat. Le CE devrait donc élire, à titre intérimaire, un Directeur général et un Vice-Directeur général pour la partie du mandat restant à courir, comme dans le cas, mentionné au paragraphe 4 du même article, de la vacance simultanée des deux postes en question. Il serait opportun de compléter dans ce sens le texte actuel.

Moyens en personnel et en matériel

93. Certes, le problème le plus important dans l'activité de gestion est celui du personnel, fondement et moteur de toute action. Ce problème est rendu plus difficile à cause de certaines contraintes liées à la nature particulière du Bureau international.

94. A partir de 1980, un renouvellement radical dans l'effectif du personnel du Bureau international s'est réalisé, puisque 34 personnes ont été engagées pour remplacer les fonctionnaires partants ou pour pourvoir les nouveaux postes créés. Un renouvellement aussi important dans l'effectif du personnel a entraîné des problèmes d'adaptation et de formation évidents. Il a fallu prendre des mesures appropriées afin de rendre opérationnel le nouveau personnel dans les plus brefs délais.

95. Par ailleurs, en ce qui concerne les postes des catégories professionnelle et au-dessus, le recrutement des nouveaux fonctionnaires a été fait bien évidemment sur la base de leurs titres professionnels et de leurs capacités, mais aussi selon une répartition géographique équitable, conformément à l'article 4.2 du Statut du personnel du Bureau international. C'est ainsi que, de 1980 à 1983, le nombre de pays représentés au Bureau international est passé de 38 à 48 (le nombre de Pays-membres était de 158 au 1er janvier 1980 et de 166 à la fin de l'année 1983).

96. Dans le cadre d'une politique générale visant à effectuer le maximum d'économies, le nombre de postes nouveaux créés a été le plus possible réduit. En effet, pour la période quinquennale 1980–1984, il a été demandé la création de 8 postes seulement, 6 postes de la catégorie des services généraux et 2 postes de la catégorie professionnelle (aucun poste pour la catégorie hors classe). A cet égard, il faut relever que:

- le total des postes du cadre du personnel était resté inchangé depuis le 1er janvier 1977. Il a augmenté de 8 postes seulement pendant huit années (de 1977 à 1984);
- le Congrès de Rio de Janeiro 1979 avait autorisé le recrutement de personnel additionnel pour les années allant de 1981 à 1985 à raison de 1 fonctionnaire de la catégorie professionnelle et de 1 agent de la catégorie des services généraux par année. Or, pour les années allant de 1981 à 1984, le Bureau international a demandé au Conseil exécutif le recrutement de 2 fonctionnaires P et de 2 agents G uniquement, en réalisant ainsi une économie en personnel de 2 fonctionnaires P et de 2 agents G;
- la moitié des nouveaux postes (4 postes), créés pour la période allant de 1977 à 1984, est due à l'évolution du régime linguistique à l'UPU. Par conséquent, 4 postes seulement ont été créés, pour la même période de huit ans, en fonction de l'accroissement des travaux propres du Bureau international.

97. La gestion du Bureau international comprend, en deuxième lieu, l'utilisation du matériel. Dans ce domaine aussi, des critères d'économie ont été appliqués. Il est possible d'affirmer que les achats de matériel ont été faits en fonction des besoins essentiels du Bureau international. En particulier, lors des adjudications, des appels d'offres ventilées et concurrentielles ont été lancés afin d'obtenir des prix meilleurs, tout en s'assurant de la bonne qualité du matériel à acheter.

Efforts de rationalisation et de modernisation

98. La coordination des ressources disponibles en personnel et en matériel a demandé des efforts de rationalisation, en vue de réaliser leur utilisation optimale. En effet, le but était d'améliorer le rendement des moyens disponibles en adoptant des procédures simples et efficaces et en rationalisant le travail au Bureau international dans les divers domaines. Cette rationalisation a constitué l'objectif constant de la gestion et l'une de mes préoccupations majeures. J'ai saisi chaque occasion pour apporter les améliorations qui se révélaient nécessaires, afin d'assurer une collaboration horizontale très étroite entre les différentes sections du Bureau international et une progression accélérée dans le processus d'analyse au sein de la direction. Ces améliorations et correctifs ont été introduits dans le travail journalier, souvent à travers des notes adressées à mes collaborateurs, ayant pour but celui de l'harmonisation des procédures à respecter et la simultanéité dans leur application.

99. Dans le cadre de la rationalisation du processus de travail au Bureau international, des mesures plus radicales ont été prises lorsque cela s'est avéré nécessaire. L'une de ces mesures a été la répartition entre plusieurs sections du Bureau international des études du CCEP, auparavant concentrées dans le cadre d'une seule section.

Le Bureau international assure ainsi un soutien technique plus poussé au développement de ces études. En particulier, les Chefs des sections concernées y apportent une contribution importante, selon leur formation et sur la base des expériences faites dans le traitement quotidien des dossiers portant sur la même matière que celle qui fait l'objet des études du CCEP. Parallèlement, ils ont la possibilité d'utiliser des données ou des orientations figurant dans les études du CCEP pour l'accomplissement de leur travail ordinaire ou pour le développement des études dont ils sont chargés dans le cadre du Conseil exécutif.

100. Toujours dans l'optique de rationaliser les procédures de travail, des équipements modernes et en même temps proportionnés aux exigences du Bureau international ont été introduits.

En août 1981, un nouvel ordinateur a été installé. Il s'agit d'un petit ordinateur conçu pour des tâches administratives. Mais ce "petit" est un "gros travailleur". En effet, un grand nombre de personnes peuvent dialoguer avec des programmes d'application, chacun à partir de son poste de travail (écran de visualisation). Chaque utilisateur peut avoir accès à une mémoire de travail qui peut comprendre 150 millions de chiffres ou caractères. Actuellement, plus de la moitié de cette capacité est déjà occupée par les fichiers des utilisateurs, par exemple le fichier

du personnel, le fichier de la statistique des services postaux, les fichiers de la comptabilité. Cette possibilité d'avoir accès à une multitude de domaines rend particulièrement attractive la formule choisie: un ordinateur central avec des postes de travail décentralisés fonctionnant de manière quasi indépendante. Selon le programme de décentralisation de l'emploi du mini-ordinateur, la moitié des sections seront équipées, d'ici 1985, d'un poste de travail (écran + clavier).

Par l'utilisation de l'ordinateur, l'établissement des décomptes généraux (décompte général des frais de transit et des frais terminaux, décompte général des coupons-réponse internationaux) est devenu beaucoup plus simple et, afin de rendre service aux Administrations, une publication plus fréquente du décompte général des frais de transit et des frais terminaux est envisagée. Une activité qui répond également directement aux intérêts des Administrations postales est l'utilisation maximale du fichier de la statistique des services postaux. L'édition de l'annuaire statistique des services postaux, des rapports sur la situation des services postaux, l'édition de données statistiques à la demande d'autres sections du Bureau international (par exemple: pour le "briefing" des experts partant en mission) et la fourniture des chiffres pour des études entreprises dans le cadre du CCEP peuvent être mentionnés, de même que l'utilisation de l'ordinateur en matière d'assistance technique.

Organes internes

101. Une série d'organes internes du Bureau international, prévus par le Statut et le Règlement du personnel et par le Règlement du Fonds social, assure un examen collectif des affaires très délicates.

Certains de ces organes sont à composition mixte, comportant la participation de membres choisis par la direction du Bureau international et d'autres représentant l'Association du personnel.

102. Le Comité des nominations et des promotions, le Comité consultatif mixte, le Comité disciplinaire, le Comité paritaire de recours et le Conseil de gestion du Fonds social ont fonctionné normalement, selon les attributions qui leur sont confiées.

103. En plus de ces organes, j'ai créé au sein du Bureau international, en 1975, un Comité de gestion se composant du Directeur général, du Vice-Directeur général et des Chefs de division. Cet organe se réunit périodiquement pour examiner les affaires les plus importantes de l'Union, pour assurer la coordination au plus haut degré au sein du Bureau international et pour définir les grandes options dans les activités du même Bureau.

Ce Comité est appelé à siéger, de temps à autre, sur une base élargie avec la participation des Chefs de section, afin de les associer à l'examen de problèmes importants et à la définition de nouvelles procédures de travail.

J'ai également créé en 1975 un Comité de sélection des experts qui donne toute satisfaction dans l'accomplissement de la délicate tâche qui lui est confiée.

104. Enfin, des modalités ont été fixées pour régler les rapports entre la direction et l'Association du personnel, qui est consultée sur plusieurs problèmes, notamment ceux relatifs à la gestion du personnel.

Nouveaux critères de traitement des affaires

105. Convaincu de l'utilité d'une participation active de la part des fonctionnaires du Bureau international au traitement des différents problèmes, j'ai voulu appliquer d'une manière systématique et rationnelle de nouveaux critères, afin d'enrichir les dossiers et pouvoir choisir entre plusieurs options.

106. En ce qui concerne la réalisation des programmes d'assistance technique, j'ai tenu à ce que les fonctionnaires du Bureau international qui traitent les affaires y relatives puissent être chargés de missions visant à la mise en oeuvre de projets postaux, dans le but de prendre connaissance sur le terrain des difficultés rencontrées et des moyens dont on dispose pour les surmonter.

107. Au paragraphe 99, j'ai mentionné la redistribution des travaux relatifs aux études du CCEP parmi plusieurs sections du Bureau international, afin de bénéficier de l'expérience de divers fonctionnaires pour leur développement.

108. Enfin, j'ai créé plusieurs groupes de travail internes chargés de tâches particulières, parmi lesquelles:

- l'organisation du Congrès;
- la simplification des procédures et la décentralisation de certaines responsabilités;
- la documentation de l'UPU et la formation de fonctionnaires-rapporteurs intervenant à l'occasion des sessions du CE, du CCEP et du Congrès;
- la définition des modalités de traitement des questionnaires concernant les études du CCEP et la marche des travaux de cet organe;
- les mesures à prendre pour une meilleure présentation de la revue "Union Postale";
- plusieurs questions budgétaires.

X. Perspectives d'avenir

109. S'interroger sur l'avenir de la poste ne constitue pas un exercice rituel au terme d'une période de gestion, mais plutôt un impératif qui découle de l'analyse des conditions de plus en plus difficiles dans lesquelles agissent les Administrations.

110. Affirmer que l'évolution de la technique et des besoins subit à l'heure actuelle une accélération jamais connue dans le passé n'est pas une simple formule. Pendant des décennies, la gestion de la poste n'impliquait pas de problèmes majeurs. Même l'exigence d'une programmation à court ou à long terme était faiblement ressentie, compte tenu que le progrès suivait un cours lent et graduel. A l'abri de difficultés extraordinaires, la poste a pu, grâce aussi au monopole postal, étendre le réseau de ses bureaux, de manière à disposer d'une structure unique dans le domaine des échanges d'informations. L'image de la poste reposait essentiellement sur la fiabilité de ses prestations et sur sa capacité de répondre à des besoins primordiaux de communication.

111. Depuis quelque temps, les conditions ont radicalement changé. Le marché postal subit des impulsions différentes de celles qu'il avait facilement pu absorber dans le passé. Les nouvelles technologies ne satisfont pas seulement des besoins nouveaux, mais elles en suscitent d'autres. La poste est donc appelée à revoir son rôle dans les divers types de sociétés dans lesquels elle est insérée.

Problèmes de la poste

112. L'examen des dernières données statistiques, résumées ci-après, relatives à l'évolution du service postal pour la période 1979—1981 dans les différents pays, nous incite à suivre la situation avec attention:

- Le trafic des envois LC et AO dans le régime intérieur montre une augmentation de 2,02% et de 3,65%.
- Le trafic pour les mêmes catégories d'envois à l'expédition dans le régime international a subi une baisse de 1,67% et de 2,36% seulement.
- Le trafic des colis postaux dans le régime intérieur a subi une baisse de 0,37%.
- Enfin, le trafic des colis postaux à l'expédition dans le régime international a augmenté de 2,97%; dans ce dernier cas, il est même à souligner le renversement d'une tendance, compte tenu du fait que, pour la période précédente 1977—1979, ce type de trafic avait baissé de 2,73%.

113. En d'autres termes, si l'on se borne à l'examen de l'évolution des courants traditionnels du trafic postal pendant ces dernières années, la situation ne paraît pas si alarmante. Cependant, force est de déduire, de la vision globale des difficultés existantes et des atteintes auxquelles est soumis le service postal, d'autres éléments d'appréciation de nature moins satisfaisante.

114. Les problèmes les plus importants qui se posent aux responsables des Administrations postales sont les suivants:

- la configuration de la poste qui évolue rapidement et qui tend à faire disparaître la distinction, déjà très estompée, entre la poste — administration publique — et la poste — entreprise commerciale —, singulièrement dans les pays en développement;
- l'ampleur prise, dans les pays développés et dans les pays en développement, par des entreprises privées s'efforçant de s'approprier la part du trafic postal la mieux rémunérée;
- les besoins en personnel expérimenté et en matériel auxquels doivent faire face les pays en développement;
- l'irruption des technologies de télécommunications dans le domaine de la transmission des messages écrits, longtemps réservé à la poste;
- l'impact de l'informatique dans les services postaux, y compris les services financiers;
- la nécessité d'offrir des services nouveaux.

115. Ces problèmes ainsi que les profondes transformations qui y sont liées nous sont en partie familiers et ont déjà suscité l'attention des Pays-membres de l'UPU sous les formes suivantes:

- un débat au plus haut niveau sur l'avenir de la poste a eu lieu dans le cadre du Congrès de Rio de Janeiro 1979;
- une Commission ad hoc (Commission 1), créée au sein du CCEP pour l'examen des problèmes concernant l'avenir de la poste, a conduit plusieurs études importantes, notamment sur l'extension des attributions de la poste (étude 502), le courrier électronique (étude 503), le marché postal (étude 104), le monopole de la poste et la concurrence des entreprises privées (étude 522);
- des contacts de plus en plus étroits ont été pris avec l'UIT, afin qu'une collaboration fructueuse s'instaure avec cette organisation pour l'utilisation des nouvelles technologies de télécommunications intéressant le service postal;
- plusieurs études dans le cadre du CCEP visent le développement du service postal dans les pays en développement, afin de créer dans le monde un circuit postal fiable;
- des programmes d'assistance technique ont été élaborés en vue d'améliorer le service postal dans les pays en développement d'après leurs besoins et en fonction de l'avenir;
- de nombreux séminaires, symposiums et colloques ont été tenus dans plusieurs parties du monde sur certains des sujets mentionnés ci-dessus.

Orientations futures et options fondamentales

116. Le fait que l'avenir de la poste constitue, d'une part, l'un des soucis majeurs des responsables des Administrations postales et, d'autre part, l'objet d'études poussées au sein de l'Union postale universelle symbolise en quelque sorte la capacité du système postal d'affronter d'une manière adéquate les problèmes qui se posent.

117. Evidemment, ces efforts doivent être poursuivis et même développés afin qu'ils soient à la mesure des intérêts en jeu. Les objectifs d'une action future dans ce domaine devraient, semble-t-il, être les suivants:

En ce qui concerne les Administrations postales:

- prise de conscience de la part de l'opinion publique et des autorités compétentes de l'importance de la poste dans la société moderne;
- adaptation des structures postales aux changements qui s'imposent;
- analyse approfondie du marché intérieur pour déterminer les besoins qui peuvent être satisfaits par la poste;
- association avec d'autres administrations ou entreprises oeuvrant dans le domaine des communications en vue d'actions communes;
- adoption de nouvelles techniques et technologies;
- introduction de nouveaux services;
- mise au courant du public de l'évolution des services postaux par des campagnes d'information et de publicité;
- fixation de tarifs qui rémunèrent les prestations rendues sans décourager les usagers;
- formation et motivation du personnel, notamment grâce au renforcement des relations à l'intérieur de l'entreprise;
- adoption de mesures propres à assurer la stabilité et l'utilisation rationnelle du personnel.

En ce qui concerne l'UPU:

- mobilisation des ressources disponibles dans un esprit de solidarité internationale;
- recherche de moyens appropriés auprès du PNUD et d'autres organismes pour le financement de programmes d'assistance technique élargis;
- échange d'expériences et comparaison des résultats obtenus dans le domaine du développement et de l'amélioration des services traditionnels;
- diversification des études pour tenir compte des intérêts des divers groupes de pays;
- insertion dans le cadre de l'UPU des réunions qui portent sur des sujets spécifiques et qui ont lieu actuellement en dehors des structures de l'UPU;
- utilisation des possibilités offertes par le CCEP de mener des études approfondies et d'adopter des modèles d'accords pour l'introduction de nouveaux services, à expérimenter par les pays intéressés en attendant que les dispositions y relatives puissent devenir, à plus long terme, une partie intégrante de la Convention postale universelle et des autres Actes techniques de l'Union postale universelle;
- introduction d'une certaine souplesse dans ces Actes qui ne comporteraient plus que des principes et des dispositions d'ordre général;

- appui accru de la part du Bureau international aux autres organes de l'UPU dans la réalisation de leurs programmes de travail;
- action de publicité en faveur de l'UPU et de la poste auprès de la communauté internationale, du public et des autorités nationales compétentes pour la programmation et pour le budget.

118. Les mesures et les objectifs évoqués ci-dessus ne sont pas exhaustifs, mais ils répondent aux impératifs actuels. Il va de soi que, la poste étant soumise à une évolution rapide, l'action future devra s'adapter aux changements qui interviendront, aux besoins nouveaux et aux inventions nouvelles offertes par la technique.

Conclusions

En conclusion, je voudrais souligner quelques idées qui me tiennent particulièrement à coeur et qui me paraissent constituer autant de thèmes de réflexion.

119. Il est essentiel que les Administrations postales prennent plus nettement conscience de la gravité et de l'ampleur des problèmes auxquels elles sont confrontées ainsi que des dangers qui les menacent de façon plus ou moins immédiate. Dans beaucoup de cas, il n'est pas exagéré de parler de la nécessaire opération de survie qu'elles doivent mener au moins pour garder leur part du marché des communications postales. Dans un monde en rapide évolution, les Administrations postales doivent être déterminées à tout mettre en oeuvre pour faire face aux nécessités. Leurs dirigeants sont, heureusement, de plus en plus conscients des deux objectifs fondamentaux qui s'imposent à eux: améliorer la qualité du service tout en créant de nouvelles prestations qui répondent aux besoins des usagers. Perdre de vue ces deux objectifs, ce serait faciliter les initiatives des entreprises privées dont la concurrence se fait déjà rudement sentir dans nombre de pays.

120. Dans une telle optique d'actions déterminées sinon de politique "agressive" de la part des Administrations postales, celles-ci sauront, j'en suis persuadé, mettre en oeuvre un certain nombre de moyens, en particulier:

- l'amélioration de la gestion postale pour éviter des "pesanteurs" bureaucratiques et des gaspillages d'énergie qui constituent autant de handicaps pour les services postaux;
- le renforcement des actions d'information publique visant aux changements administratifs nécessaires à l'accroissement des ressources disponibles, à la modification des mentalités souvent trop imprégnées d'éléments liés au statut d'administration, ainsi qu'au renforcement de la motivation du personnel dont l'attitude est décisive.

121. Dans ce contexte général, qui doit être fondé sur la continuité et l'évolution, les efforts à déployer par l'UPU prennent un relief particulier. Tout en respectant son image, la poste devrait, semble-t-il, se tourner plus résolument vers l'avenir. L'adoption des nouvelles technologies, l'introduction de nouveaux services constituent autant de défis que la poste doit relever. La vitalité d'une entreprise, ses capacités et sa raison d'être doivent ressortir des difficultés mêmes qu'elle est appelée à surmonter. Les efforts de l'UPU se fondent sur la solidarité de fait de toutes les Administrations, indépendamment des autres considérations susceptibles d'être évoquées à ce sujet. Ils devraient tendre à augmenter la capacité de l'Union en termes d'innovation, de souplesse et de coordination. Cela permettrait de s'attaquer en priorité aux problèmes de fond qui sont communs, même s'ils présentent, il est vrai, ici ou là un degré d'acuité différent. De la sorte, on parviendrait à augmenter l'utilité globale de l'UPU qui, il faut le reconnaître, semble avoir baissé au cours des dernières décennies. En même temps, il serait souhaitable que l'UPU et les pays développés accroissent individuellement leur concours aux pays en développement, en priorité aux plus pauvres, pour les aider, dans le domaine postal, à surmonter leurs difficultés actuelles et à mieux se préparer aux mutations indispensables.

122. En ce qui concerne plus particulièrement le Bureau international, les Pays-membres attendent de lui, à juste titre d'ailleurs, une action toujours plus soutenue en faveur du développement et du perfectionnement des services postaux au niveau aussi bien des travaux des organes que des actions concrètes sur le terrain. Dans cette optique, le Bureau international pourrait jouer un rôle plus important dans le cadre bien entendu des compétences qui lui sont dévolues et des ressources disponibles. Il pourrait ainsi mieux aider les autres organes permanents de l'UPU à accomplir leurs tâches dans le cadre de la nécessaire souplesse à couper court aux critiques qui sont avancées pour justifier l'organisation en dehors de l'Union des réunions ou des conférences qui constituent justement la raison d'être de l'UPU.

123. En termes de moyens d'intervention, le Bureau international pourrait apporter un concours accru aux autres organes de l'Union, tout en s'attachant à tirer le meilleur parti du point de vue pratique de trois outils dont il dispose: l'assistance technique, l'information publique et un fonds d'idées et de techniques modernes de gestion et d'exploitation postale découlant notamment des travaux du CCEP.

Bien entendu, le Bureau international adapterait sa gestion à cette nouvelle orientation grâce, notamment, à un réaménagement de sa structure et de ses méthodes de travail et à une plus large utilisation de son personnel pour des tâches techniques qui donneraient lieu à l'engagement de véritables spécialistes, peut-être pour des durées déterminées.

J'exprime l'espoir et en même temps la certitude que, dans l'esprit de collaboration qui a toujours animé les responsables du service postal à tous les échelons, la tradition de la poste en tant que service à la disposition du public sera maintenue et renforcée.

Berne, le 11 avril 1984

Le Directeur général,
M.I. SOBHI

Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union

Sommaire

Avant-propos

I. Situation financière à la veille du Congrès de Hamburg

1. Limites des dépenses nettes (plafonds) fixées par le Congrès
2. Résultats des exercices financiers 1979 à 1983
3. Hausse du coût de la vie
4. Avances faites par le Gouvernement de la Confédération suisse
5. Etat des arriérés
6. Bâtiment de l'Union
7. Fonds de réserve
8. Fonds social pour le personnel du Bureau international de l'UPU
9. Fonds spécial UPU

II. Décisions à prendre par le Congrès de Hamburg

1. Tâche du Congrès
2. Prochaine période financière
3. Méthode proposée pour la fixation des plafonds
4. Dépassement des limites fixées par le Congrès
5. Limites des dépenses normales et récurrentes proposées pour les années 1986 à 1990
6. Limite des dépenses exceptionnelles et non récurrentes

Conclusions

Annexe 1 Organigramme du Bureau international considéré au budget de 1985

Annexe 2 Description du régime financier actuel de l'UPU

Annexe 3 Comptes de l'Union postale universelle des années 1979 à 1983

Annexe 4 Caisse de prévoyance de l'Union postale universelle

Annexe 5 Projet de résolution à l'intention du Gouvernement de la Confédération suisse

Annexe 6 Projet de résolution concernant l'approbation des comptes de l'Union des années 1979 à 1983

- Annexe 7 Budgets de l'Union pour 1984 et 1985 approuvés par le Conseil exécutif
- Annexe 8 Renouvellement des machines du Bureau international
- Annexe 9 Maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations
- Annexe 10 Economies d'énergie
- Annexe 11 Eléments pour fixer le plafond des dépenses récurrentes de l'Union des années 1986 à 1990
- Annexe 12 Eléments pour fixer le plafond des dépenses du prochain Congrès (XXe Congrès)
- Annexe 13 Modifications à apporter à l'article 124 du Règlement général

Dans le présent document, le "franc suisse" (monnaie de compte de l'Union) est abrégé par "Sfr".

Avant-propos

Selon une tradition bien établie, le Directeur général du Bureau international présente au Congrès un rapport sur les finances de l'Union.

Le Congrès de Rio de Janeiro a modifié fondamentalement le domaine des finances de l'Union en instaurant le nouveau régime d'autofinancement dont l'entrée en vigueur a été fixée au 1er janvier 1981. Cette réforme a nécessité, à partir de 1980 déjà, une révision profonde des procédures financières et comptables. Outre la facturation des parts contributives faite dorénavant à l'avance sur la base du budget (et non plus sur la base des dépenses effectives), le Bureau international a été amené à dresser un plan de trésorerie aux fins de placer au mieux les fonds en fonction de leur disponibilité. Par ailleurs, il a dû organiser le régime transitoire en ce qui concerne les avances faites par la Confédération suisse au titre des exercices financiers 1979 et 1980 et qui seront remboursées par les Pays-membres à raison de 20 pour cent par année durant la période 1981 à 1990. Le passage au nouveau système s'est déroulé sans heurts et de façon très encourageante vu que, dans leur très grande majorité, les Pays-membres ont versé leurs contributions en temps voulu en sorte de quoi nous pensons que ce nouveau système pourra dorénavant fonctionner à l'entière satisfaction de l'Union.

Bien que le présent rapport soit essentiellement de nature financière, sa portée va néanmoins bien au-delà d'une simple présentation des comptes ou des estimations des dépenses futures en ce sens qu'il donne également une vue générale de la gestion du Bureau international. Il présente, d'une part, le reflet de l'exécution des tâches qui ont été imparties au Bureau par le Congrès de Rio de Janeiro et, d'autre part, l'infrastructure indispensable des activités qui devront être entreprises au cours de la prochaine période quinquennale.

Il incombe au Congrès d'évaluer le volume des tâches qui seront confiées au Bureau international, y compris celles qui découlent des nouvelles propositions que le Congrès pourrait adopter, et de faire ensuite la juste part des choses en dotant le Bureau de moyens suffisants pour lui permettre d'assumer pleinement et efficacement les tâches que les Pays-membres attendent de lui. Ainsi, le Congrès instaurera un programme d'action à moyen terme en assignant un cadre financier adéquat dans lequel le Conseil exécutif et la Direction du Bureau pourront assurer un développement dynamique des activités prévues, tout en le contenant à un rythme aussi économique et équilibré que possible.

La majeure partie des dépenses du Bureau international étant constituée par des frais de personnel, la base d'un contrôle efficace de telles dépenses réside dans l'effectif dûment autorisé et dans l'organisation optimale de l'ensemble du travail. C'est pourquoi il m'a paru primordial de faire figurer à l'annexe 1 au présent rapport l'organigramme du Bureau international donnant le cadre du personnel — tel qu'il a été présenté au Conseil exécutif en mars 1984 — vu que c'est cet effectif qui a servi de base d'estimation du budget de l'année 1985 et qui constitue de ce fait le point de départ principal pour la fixation par le Congrès des plafonds des dépenses nettes des années futures.

Le présent rapport s'inspire de la pratique suivie lors des Congrès antérieurs et tient particulièrement compte des tendances qui se sont manifestées lors des délibérations des derniers Congrès, lesquels s'étaient efforcés de prévoir un développement raisonnable de l'effectif et de l'organisation du Bureau au cours de la prochaine période quinquennale. Rappelons à cet égard que si l'on parle d'une période quinquennale en se référant à l'intervalle qui sépare normalement deux Congrès, le Congrès est appelé à se prononcer sur la période couvrant les cinq années se terminant au moment de l'entrée en vigueur des Actes du Congrès subséquent, à savoir les années 1986 à 1990.

Le rapport se compose dans ses grandes lignes de deux parties distinctes.

La partie I, intitulée "Situation financière à la veille du Congrès de Hamburg", présente le résultat des exercices financiers des années 1979 à 1983 (dont l'approbation définitive est réservée au Congrès), la situation des différents Fonds de l'Union, et passe en revue l'état des arriérés ainsi que les événements marquants ayant influé sur les finances de l'Union depuis le Congrès de Rio de Janeiro. Il est en outre fait rapport de la situation débitrice et créancière ainsi que de l'état des fonds propres de l'Union.

Alors que la partie I expose plutôt une situation de fait, la partie II, intitulée "Décisions à prendre par le Congrès de Hamburg", présente les éléments que le Congrès devra prendre en considération aux fins d'arrêter les plafonds des dépenses de la prochaine période quinquennale. Cette partie ne saurait être complète à l'heure actuelle, étant donné que certaines dépenses telles que, par exemple, celles afférentes au Congrès ultérieur ne pourront être évaluées qu'au cours de la réunion de Hamburg seulement.

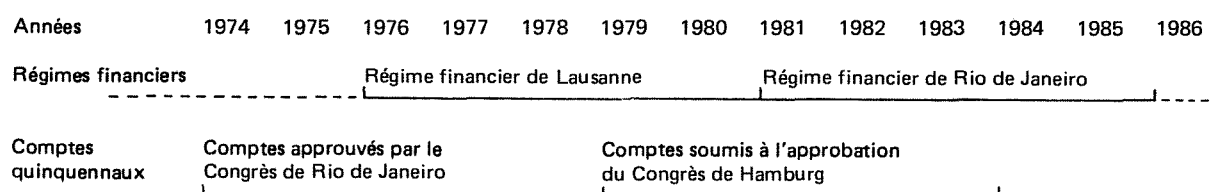
Il nous a semblé utile de donner à l'annexe 2 au présent rapport une vision d'ensemble du régime financier actuel de notre Union, dont certains aspects diffèrent très sensiblement de ceux du système des autres organisations de la famille des Nations Unies. Cette description sera certainement profitable aux Pays-membres qui ne faisaient pas partie du Conseil exécutif et n'ont pas pu suivre de près le passage de l'ancien régime financier au nouveau système d'autofinancement.

Partie I

Situation financière à la veille du Congrès de Hamburg

1. Limites des dépenses nettes (plafonds) fixées par le Congrès

Les comptes de l'Union soumis à l'approbation définitive du Congrès de Hamburg couvrent la période quinquennale de 1979 à 1983. Or, il convient de préciser que cette période est régie en partie par le régime financier du Congrès de Lausanne (années 1976 à 1980) et en partie par celui du Congrès de Rio de Janeiro (années 1981 à 1985) ainsi que cela ressort du graphique ci-après:



Les limites maximales des dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ont été fixées par le Congrès de Lausanne puis par le Congrès de Rio de Janeiro de la manière suivante:

A. Régime financier de Lausanne

1. Pour chacune des *années 1976 à 1980*, l'article 122, paragraphe 1, du Règlement général de Lausanne fixe la limite que les dépenses récurrentes annuelles nettes ne doivent pas dépasser.
2. Une limite, fixée à 2 135 200 francs suisses, est prévue à l'article 122, paragraphe 2, du Règlement général de Lausanne, pour les dépenses afférentes à la réunion du XVIII^e Congrès.
3. Les limites des dépenses annuelles prévues sous 1 et 2 ci-dessus peuvent être dépassées par le Conseil exécutif selon l'article 122, paragraphe 3, du Règlement général de Lausanne, pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève.

B. Régime financier de Rio de Janeiro

1. Pour chacune des *années 1981 à 1985*, l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général de Rio de Janeiro fixe la limite que les dépenses récurrentes annuelles nettes ne doivent pas dépasser.
2. Une limite, fixée à 1 750 000 francs suisses, est prévue à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général de Rio de Janeiro, pour les dépenses afférentes à la réunion du XIX^e Congrès.
3. Les limites des dépenses annuelles prévues sous 1 et 2 ci-devant peuvent être dépassées par le Conseil exécutif selon l'article 124, paragraphe 3, du Règlement général de Rio de Janeiro, pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève.

4. Le Conseil exécutif est également autorisé à ajuster selon l'article 124, paragraphe 4, du Règlement général la limite des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation.

Le tableau suivant illustre concrètement les limites réglementaires des dépenses nettes autorisées pour chacune des années en question régies par les Actes du Congrès de Lausanne (années 1979 à 1980) puis par les Actes du Congrès de Rio de Janeiro (années 1981 à 1983).

Années	Nature des dépenses	Plafond fixé par le Congrès		Dépassement autorisé selon				Limite réglementaire des dépenses autorisées
		de Lausanne art. 122 Règlement général	de Rio de Janeiro art. 124 Règlement général	l'art. 122, par. 3, Règlement général (Lausanne 1974)	l'art. 124, par. 3, Règlement général (Rio de Janeiro 1979) au moment de l'établissement du budget durant l'année de l'exécution du budget ²		l'art. 124, par. 4, Règlement général (Rio de Janeiro 1979)	
		Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
1979	Récurrentes	14 467 500	—	+1 783 364	—	—	—	16 250 864
	Non récurrentes ¹	2 135 200	—	—	—	—	—	2 135 200
	Total	16 602 700	—	+1 783 364	—	—	—	18 386 064
1980	Récurrentes	14 883 900	—	+2 083 430	—	—	—	16 967 330
1981	Récurrentes	—	17 166 500	—	+ 430 126	+ 366 100	+210 928	18 173 654
1982	Récurrentes	—	17 586 300	—	+ 851 632	+ 766 100	+397 518	19 601 550
1983	Récurrentes	—	17 848 600	—	+1 330 729	+1 080 800	+690 788	20 950 917

¹ Plafond fixé par le Congrès de Lausanne pour les dépenses afférentes au Congrès de Rio de Janeiro 1979.

² Crédits additionnels financés par prélèvement du Fonds de réserve.

2. Résultats des exercices financiers 1979 à 1983

A. Remarques générales

Les résultats des exercices financiers 1979 à 1983 ont été publiés et commentés dans les Rapports sur les activités de l'Union des années en question et soumis à l'approbation du Conseil exécutif. L'annexe 3 au présent rapport récapitule, sous forme de tableau comparatif, les comptes de l'Union pour ces cinq années.

Conformément à l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, et à l'article 35 du Règlement financier de l'UPU, la vérification externe des comptes de l'Union est effectuée par le Gouvernement de la Confédération suisse qui s'est déclaré prêt à continuer bénévolement à exercer les fonctions de vérificateur extérieur des comptes de l'UPU. A noter qu'outre la revision formelle et matérielle des comptes le vérificateur extérieur a la faculté de formuler des observations sur l'efficacité des procédures financières, sur le système comptable, sur les contrôles financiers intérieurs et, en général, sur l'administration et la gestion de l'organisation. Les comptes annuels, accompagnés du rapport de vérification y relatif, ont été soumis chaque année au Conseil exécutif qui les a approuvés régulièrement.

Il est proposé au Congrès d'exprimer ses remerciements au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il a apportée dans le domaine des finances de l'Union; un projet de résolution figure à cet effet en annexe 5.

Il est réservé au Congrès d'approuver définitivement les comptes de l'Union sur la base des rapports annuels de gestion financière, des conclusions du vérificateur des comptes et du tableau récapitulatif des comptes figurant à l'annexe 3. A cet effet, le Secrétariat du Congrès tient à la disposition des membres de la Commission des finances les rapports de vérification originaux relatifs auxdites années.

Les questions financières relatives à la Caisse de prévoyance de l'Union postale universelle font l'objet de l'annexe 4.

B. Budget de l'Union et fixation de la part contributive

Sous l'ancien régime financier en vigueur jusqu'à fin 1980, le Conseil exécutif approuvait provisoirement le budget de l'exercice suivant puis l'ajustait au cours de l'année de son exécution en tenant compte des éléments nouveaux intervenus depuis son approbation. Les parts contributives des Pays-membres étaient fixées après la clôture des comptes sur la base des dépenses effectives et les Pays-membres avaient jusqu'à la fin de l'année pour régler leurs contributions. Ainsi les contributions des Pays-membres correspondaient exactement aux dépenses effectives nettes et le budget de l'Union n'était qu'un simple acte administratif de contrôle et d'autorisation des dépenses à l'intention du Bureau international et du Gouvernement de la Confédération suisse en sa qualité d'Autorité de surveillance et de bailleur de fonds.

Par contre sous le nouveau système d'autofinancement (appliqué depuis le 1er janvier 1981), le Conseil exécutif approuve d'emblée le budget définitif de l'année suivante et arrête simultanément le montant des parts contributives que les Pays-membres doivent verser au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget afin que le Bureau international dispose ainsi des moyens financiers nécessaires pour régler les dépenses autorisées.

Etant donné que dans le nouveau régime financier il n'est plus possible d'ajuster le budget de l'année en cours de façon aussi souple qu'auparavant, le Conseil exécutif a adopté en mai 1980 la nouvelle procédure suivante:

- a) Les parts contributives sont payables à l'avance sur la base du budget que le Conseil approuve au cours de l'année précédant l'exercice financier.
- b) Le budget de l'exercice en cours d'exécution n'est plus ajusté.
- c) Les crédits inscrits au budget pour la rémunération du personnel (traitements et indemnités) sont fondés sur les barèmes appliqués par l'Office des Nations Unies à Genève au 1er janvier de l'année d'examen du budget et ne contiennent aucune réserve pour les ajustements qui pourraient prendre effet après cette date. Or, vu que de tels ajustements sont néanmoins applicables aux fonctionnaires de l'UPU (article 124, paragraphe 3, du Règlement général), les crédits additionnels nécessaires seront prélevés sur le Fonds de réserve dont le niveau doit être maintenu à un niveau suffisant pour faire face à une telle éventualité.
- d) Sous réserve des crédits additionnels mentionnés à la lettre c) ci-dessus, les augmentations susceptibles d'affecter les autres catégories de dépenses (notamment les dépenses générales) sont incluses dans le budget et cela en ce qui concerne aussi bien les augmentations réelles que celles dues à l'inflation.

C. Evolution des dépenses

Le tableau ci-après reflète l'évolution des dépenses nettes des années 1979 à 1983 en comparaison avec la limite réglementaire des dépenses (plafond), le budget arrêté par le Conseil exécutif (y compris crédits additionnels à partir de 1981), ainsi que le montant des parts contributives.

Années	Limite des dépenses autorisées	Budget net arrêté par le Conseil exécutif ¹	Budget net y compris les crédits additionnels selon l'article 124, par. 3, RG	Dépenses effectives nettes	Parts contributives effectives	Montant de l'unité de contribution
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
1979	18 386 064	17 380 200	17 380 200	15 862 080 ²	15 862 080	14 880
1980	16 967 330	16 294 400	16 294 400	14 914 100	14 914 100	14 150
1981	18 173 654	17 204 250	17 570 350	15 574 425	17 763 375	16 750
1982	19 601 550	18 152 500	18 918 600	17 098 547	18 637 500	17 500
1983	20 950 917	19 031 500	20 112 300	18 558 679	18 637 500	17 500

¹ Sans les versements ou prélèvements du Fonds de réserve.

² Y compris 2 038 822 Sfr de dépenses afférentes au Congrès de Rio de Janeiro 1979.

De 1979 à 1983, les dépenses récurrentes nettes ont accusé une augmentation annuelle moyenne de 8,5 pour cent, laquelle est relativement modeste si l'on tient compte que, d'une part, le coût de la vie en Suisse s'est accru d'environ 5 pour cent par an au cours de cette période et que, d'autre part, le Bureau international a dû faire face à des tâches nouvelles confiées par le Congrès de Rio de Janeiro (extension du régime linguistique, nouveau système de financement, renforcement des activités des consultants UPU, etc.).

Les fluctuations monétaires ont été irrégulières et ont perturbé quelque peu la régularité des dépenses vu que le taux de change du dollar EU par rapport au franc suisse a oscillé entre 1,56 Sfr (octobre 1979) et 2,20 Sfr (novembre 1982) pour terminer en décembre 1983 à 2,18 Sfr, alors que le Congrès de Lausanne puis celui de Rio de Janeiro s'étaient fondés respectivement sur un taux de 3,30 Sfr et de 1,62 Sfr pour 1 dollar EU pour fixer le plafond des dépenses. Ces fluctuations ont eu une répercussion sur les finances de l'Union en ce qui concerne, d'une part, les traitements et indemnités servis aux fonctionnaires des catégories hors classe et professionnelle (selon le système commun des Nations Unies) et, d'autre part, les montants que le PNUD rembourse à l'UPU au titre des frais administratifs de la coopération technique.

Les différents éléments ayant exercé une influence sur les finances de l'Union sont examinés de manière plus approfondie au chapitre D ci-après qui analyse les "Comptes de l'Union postale universelle des années 1979 à 1983" figurant à l'annexe 3.

D. Analyse détaillée des comptes

a) DÉPENSES RÉCURRENTES BRUTES

De 1979 à 1983, le total des dépenses récurrentes brutes a passé de 15 585 813,10 francs suisses en 1979 à 20 582 721,69 francs suisses en 1983 et s'est ainsi accru chaque année en moyenne de 8,02 pour cent.

1. Dépenses de personnel

De 1979 à 1983, les dépenses afférentes au personnel (qui représentent 79,78 pour cent des dépenses budgétaires de 1983) ont augmenté de 30,98 pour cent.

L'évolution de l'effectif du personnel peut être illustrée comme suit:

Date	Cadre du personnel du Bureau international arrêté par le Conseil exécutif					Postes vacants			
	Fonctionnaires élus	Hors classe	Catégorie professionnelle	Services généraux	Total	Hors classe	Catégorie professionnelle	Services généraux	Total
1.1.1979	2	16	37	75	130	—	—	—	—
1.1.1980	2	16	37	75	130	1	3	—	4,0
1.1.1981	2	16	37	80	135	1	2	2,5	5,5
1.1.1982	2	16	37	80	135	—	2	0,5	2,5
1.1.1983	2	16	39	81	138	—	—	0,5	0,5

Le tableau qui précède appelle les observations suivantes concernant le cadre du personnel:

- 1° Le Conseil exécutif a accordé deux nouveaux postes de la catégorie professionnelle (P) et six nouveaux postes de la catégorie des services généraux (G) pendant la période financière quinquennale 1979—1983. Le total des postes du cadre du personnel, qui était resté inchangé depuis le 1er janvier 1977 (130 postes), a été augmenté de huit postes durant la période de huit ans allant du 1er janvier 1977 au 31 décembre 1984.
- 2° Les nouveaux postes ont été créés aux dates suivantes:
 - 4 postes G au 1er juillet 1980¹;
 - 1 poste G au 1er janvier 1981;
 - 1 poste G transformé en poste P au 1er juillet 1982;
 - 1 poste P et 2 postes G au 1er janvier 1983.
- 3° De ces huit postes, la moitié était due à l'évolution du régime linguistique à l'UPU et à la résolution C 106 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 selon laquelle la documentation de l'Union doit être fournie aussi en allemand, chinois, portugais et russe. La création de quatre autres postes était motivée par l'augmentation constante des tâches du Bureau international, notamment dans les domaines de la coopération technique, des finances, du service des timbres-poste ainsi que de la poste aux lettres et des colis postaux. Il en résulte que quatre postes seulement (2 P et 2 G) ont été créés pendant une période de huit ans pour les propres travaux du Bureau international.

Outre les frais supplémentaires occasionnés par les huit nouveaux postes précités, l'augmentation des dépenses du personnel est due aux avancements d'échelons réglementaires ainsi qu'aux ajustements des échelles de rémunération décidées par les Nations Unies pour leur personnel en fonction à Genève et qui sont applicables aux fonctionnaires du Bureau international avec effet aux mêmes dates. C'est ainsi que les frais du personnel du siège de Berne (consultants UPU non compris) ont augmenté de 7,5 pour cent par an de 1979 à 1983.

En ce qui concerne la rémunération et les frais des missions des consultants, il sied de rappeler que, conformément à la résolution C 38 du Congrès de Rio de Janeiro, les crédits y relatifs ont été augmentés de 50 pour cent à partir du 1er juillet 1981. Ces montants ont été utilisés avec souplesse en octroyant également des bourses et du matériel en relation avec les missions qu'effectuent les consultants de l'UPU dans les pays bénéficiaires de cette forme d'assistance technique. Il sied de relever que cette politique n'a été possible que grâce à la

¹ Ces quatre postes ont été créés en application des décisions du Congrès de Lausanne.

collaboration de la plupart des Administrations qui ont mis à la disposition de l'UPU des consultants dont elles continuent de prendre en charge la rémunération. Etant donné que dans ce cas, l'UPU ne paie qu'une prime d'encouragement ainsi que les frais et les indemnités de voyage, l'aide d'ensemble allouée avec le concours de ces Administrations est beaucoup plus importante que celle qui semble ressortir à la lecture des seuls chiffres des dépenses de l'Union.

2. *Autres frais de fonctionnement du Bureau international*

Après une forte augmentation de 25,40 pour cent de 1979 à 1980, les frais de fonctionnement du Bureau international sont ensuite restés très stables vu qu'ils n'ont augmenté que de 8,84 pour cent de 1980 à 1983.

Article 21 — Frais de locaux: Les prix des combustibles ont accusé une forte augmentation en 1979 et 1980. Toutefois en 1980, le volume d'huile de chauffage consommée a pu être réduit de 11 pour cent à la suite de diverses mesures d'économie d'énergie. A partir de 1981, le Bureau international a exécuté le plan de renouvellement et de maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations approuvé par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 (Congrès — Doc 4/Annexe 7 de Rio de Janeiro 1979). A noter également qu'à partir de 1982, le Bureau international a dû régulièrement faire face à certaines réparations importantes, telles que la réfection de joints de dilatation et le revêtement des sols dans une partie du sous-sol, qui proviennent du vieillissement du bâtiment. Par ailleurs, en 1982, une étude a été entreprise en vue de présenter au Congrès des propositions de mesures susceptibles de diminuer de façon significative la consommation de mazout et les frais de chauffage et de climatisation (voir annexe 9).

Article 22 — Mobilier et machines de bureau: Avec l'extension du personnel d'appui du régime linguistique, des locaux supplémentaires ont dû être meublés et aménagés en conséquence. A partir de 1981, il a été procédé au renouvellement de l'équipement en machines selon le plan présenté au Congrès de Rio de Janeiro 1979 (Congrès — Doc 4/Annexe 8). C'est ainsi par exemple que le mini-ordinateur a été remplacé en 1981 puis doté d'un équipement périphérique complémentaire depuis 1982. Une utilisation élargie et décentralisée de cet ordinateur, mise en oeuvre progressivement, a permis de mécaniser et d'automatiser rationnellement de nombreux travaux courants. L'entretien des nouvelles machines plus performantes et modernes est plus onéreux que celui des machines de modèles plus anciens.

Article 23 — Frais de voyage: Les frais de voyage se sont accrus, d'une part, en raison de l'augmentation des tarifs des compagnies aériennes et, d'autre part, du fait de notre participation plus intense aux réunions de certains organes de la famille des Nations Unies et notamment des organes régionaux du PNUD dans le cadre de la coopération technique.

Article 24 — Frais de bureau: En 1979, les frais d'affranchissements postaux ont été marqués par les expéditions d'urgence des propositions pour le Congrès de Rio de Janeiro.

Article 25 — Reproduction des documents et publications: L'impression et la reliure des documents du Congrès de Rio de Janeiro (notamment l'impression et la reliure faite à l'extérieur des Actes annotés) a fortement grevé les comptes des années 1979 et 1980. A noter également, à partir de 1981, la subvention des frais de reproduction des documents en langues allemande, chinoise, portugaise et russe, conformément à la résolution C 106 du Congrès de Rio de Janeiro.

Article 26 — Revue "Union Postale": Les dépenses pour la revue "Union Postale" sont largement déterminées par le renchérissement du coût du papier et d'impression en Suisse, ainsi que par la hausse du coût de confection des copies types de certaines versions linguistiques faites hors de Suisse.

Article 27 — Bibliothèque, cinémathèque et information publique: Conformément à la résolution C 104 du Congrès de Rio de Janeiro, le Mémoire sur le rôle de la poste a été réédité en 1981 et une somme de 50 000 Sfr a été réservée en 1982 pour des activités menées dans le cadre de l'Année mondiale des communications 1983.

Article 29 — Frais divers: Les frais de réception se sont accrus en raison de la hausse des prix. Une voiture de service a été achetée en 1980 alors que l'autre voiture a été remplacée en 1982. L'augmentation de notre participation aux frais de fonctionnement des organes des Nations Unies est due à l'intensification des activités de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) et au renchérissement du dollar des Etats-Unis, monnaie dans laquelle cette contribution est payée.

b) DÉPENSES NON RÉCURRENTES

Dépenses afférentes au Congrès de Rio de Janeiro 1979

L'exercice 1979 a supporté les frais du Congrès de Rio de Janeiro (déplacement du secrétariat, installation technique d'interprétation, production des documents durant le Congrès, etc.) dont les dépenses se chiffrent à 2 038 821,93 Sfr et sont ainsi restées inférieures au plafond que le Congrès avait fixé à 2 135 200 Sfr (article 122, paragraphe 2, du Règlement général de Lausanne).

c) RECETTES ADMINISTRATIVES

A l'exception de l'exercice 1981, les recettes administratives ont été relativement stables durant la période quinquennale considérée. Par rapport à 1979, elles se sont accrues d'environ 15,35 pour cent. L'évolution détaillée des différentes sources de recettes est examinée ci-après.

Article 61 — Remboursement de frais: Le remboursement des frais d'administration de la coopération technique subit le contrecoup de la crise financière du PNUD. Par contre, avec l'extension des services linguistiques russe et portugais à partir de 1981, les prestations remboursées à ce titre se sont accrues.

Article 62 — Produit des ventes de publications: Le produit de la vente des publications aux Administrations varie d'une année à l'autre en fonction du programme des publications.

Article 63 — Loyer des locaux: Les recettes provenant de la location de bureaux et des salles de conférences suivent l'évolution du marché suisse en cette matière.

Article 69 — Recettes diverses: Alors que jusqu'en 1980 le solde non utilisé des crédits reportés au "compte des paiements sur exercice clos" (crédits reportés du budget de l'année précédente) a été comptabilisé comme recette occasionnelle, selon le nouveau système financier, ces reliquats ont été versés au Fonds de réserve à partir de 1981.

d) VERSEMENTS ET PRÉLÈVEMENTS DU FONDS DE RÉSERVE

Avec l'introduction du nouveau régime financier, deux nouveaux chapitres sont venus s'ajouter aux comptes budgétaires traditionnels de l'Union, à savoir, d'une part, un chapitre de dépenses concernant les versements au Fonds de réserve (chapitre 4) et, d'autre part, un chapitre de recettes visant les prélèvements dudit Fonds (chapitre 7).

Chapitre 4 — Versements au Fonds de réserve: Selon l'article 22 du Règlement financier de l'UPU, les crédits budgétaires annulés à la clôture de chaque exercice financier sont versés au Fonds de réserve. Par ailleurs, afin de doter le Fonds de réserve d'un montant de liquidité suffisant pour financer les crédits additionnels, le Conseil exécutif a décidé d'alimenter ledit Fonds par le biais du budget à raison de 400 000 Sfr en 1981 et de 380 000 Sfr en 1982.

Chapitre 7 — Prélèvements du Fonds de réserve: Jusqu'en 1980 (ancien système) de faibles montants (7829,72 Sfr en 1979 et 717,55 Sfr en 1980) ont été prélevés sur le Fonds de réserve pour arrondir l'unité contributive. A partir de 1981 (nouveau système), le Conseil exécutif a autorisé le Directeur général à prélever sur le Fonds de réserve les crédits additionnels nécessaires pour financer les augmentations de la rémunération du personnel décidées par l'ONU après l'approbation du budget. Les crédits additionnels se sont élevés à 366 100 Sfr en 1981, à 766 100 Sfr en 1982 et à 1 080 800 Sfr en 1983. Par ailleurs en 1983, un prélèvement a été opéré pour la première fois sur le Fonds de réserve afin de maintenir le montant de l'unité de contribution au même niveau qu'en 1982 (le Conseil exécutif avait prévu à cet effet au budget un prélèvement de 429 000 Sfr).

e) PARTS CONTRIBUTIVES

Durant la période quinquennale sous revue, les parts contributives des Pays-membres ont évolué comme suit:

Année	Nombre de Pays-membres	Nombre d'unités de contribution	Montant de l'unité de contribution	Montant total des contributions
			Sfr	Sfr
1979	159	1066	14 880,00	15 862 080,00
1980	160	1054	14 150,00	14 914 100,00
1981	164	1060,5 ¹	16 750,00	17 763 375,00
1982	166	1065	17 500,00	18 637 500,00
1983	166	1065	17 500,00	18 637 500,00

¹ Le Kuwait ayant demandé son reclassement de 5 à 10 unités à partir du 1er juillet 1981, la part contributive de ce pays s'est élevée à 7,5 unités pour l'ensemble de l'année 1981.

Alors qu'en 1979 et 1980 les parts contributives étaient calculées sur la base des dépenses effectives, à partir de 1981 l'unité de contribution a été arrêtée à l'avance par le Conseil exécutif lors de l'approbation du budget de l'année suivante.

En faisant emploi du Fonds de réserve, le Conseil exécutif a pu maintenir pendant trois ans (1982, 1983 et 1984) le montant de l'unité de contribution au même niveau qu'en 1982.

3. Hausse du coût de la vie

Les dépenses du Bureau international étant réglées dans leur quasi-totalité en francs suisses, monnaie de compte, la hausse du coût de la vie en Suisse joue un rôle important dans l'augmentation des dépenses et notamment des frais de personnel. La hausse continue des prix est reflétée par l'indice suisse des prix à la consommation dont l'évolution ressort du tableau suivant:

Année	Indice suisse des prix à la consommation		Augmentation (en pour-cent) par rapport	
	Base 100: septembre 1977	Base 100: année 1978	à l'année 1978	à l'année précédente
1978	100,8	100,0	—	—
1979	104,4	103,6	+ 3,6	+3,6
1980	108,6	107,7	+ 7,7	+ 4,0
1981	115,7	114,8	+14,8	+6,5
1982	122,2	121,2	+21,2	+5,6
1983	125,8	124,8	+24,8	+3,0

La hausse moyenne de la période quinquennale 1979—1983 a été ainsi de l'ordre de 5 pour cent par an.

Conformément à la résolution C 29 du Congrès de Lausanne, le Conseil exécutif, en collaboration avec le Directeur général, a voué une attention particulière à l'effet de la hausse des prix en établissant le budget au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union. A cet effet, la présentation du projet de budget a été améliorée aux fins d'indiquer pour chaque rubrique budgétaire le pourcentage d'augmentation par rapport au budget de l'année précédente et d'établir pour les dépenses générales une distinction entre les augmentations réelles et celles dues à l'inflation. En outre, des mesures efficaces sont appliquées en ce qui concerne l'exécution du budget au moyen d'un contrôle rigoureux des dépenses engagées ainsi que par la procédure d'adjudication ou d'appel d'offres.

La hausse du coût de la vie affecte les dépenses de l'Union selon deux mécanismes différents suivant qu'il s'agit:

- a) des dépenses de personnel;
- b) des autres frais de fonctionnement du Bureau international.

a) Effet de l'inflation à l'égard des dépenses de personnel

Conformément à l'article 122, paragraphe 3, du Règlement général de Lausanne (ou respectivement à l'article 124, paragraphe 3, du Règlement général de Rio de Janeiro), le Conseil exécutif est autorisé à dépasser le plafond des dépenses pour appliquer au personnel du Bureau international les augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour leur personnel en fonction à Genève.

Ce mécanisme d'ajustement des frais de personnel à la hausse du coût de la vie a été introduit à partir du Congrès de Tokyo (1969). Depuis lors, le Congrès fixe le plafond des dépenses en se fondant à cet effet sur le dernier budget approuvé par le Conseil exécutif dont les frais de personnel sont basés sur les barèmes des Nations Unies en vigueur au début de l'année d'établissement du budget, abstraction faite de toute augmentation future qui ne serait alors que présumée. Les ajustements décidés par les Nations Unies après cette date de base sont appliqués au personnel de l'UPU avec effet aux mêmes dates mais sont considérés comme hors plafond.

Les augmentations des frais de personnel ainsi visées au Règlement général qui ont été décidées par les Nations Unies au cours des années 1979 à 1983 ont été portées à la connaissance du Conseil exécutif telles qu'elles ressortent du tableau ci-après. Il sied de préciser qu'à partir de 1981 (nouveau régime financier), ces ajustements s'effectuent en deux étapes, à savoir:

- a) inclusion dans le budget des ajustements intervenus entre la date prise en considération pour la fixation du plafond des dépenses et le début de l'année d'approbation du budget; et
- b) "crédits additionnels" prélevés sur le Fonds de réserve concernant les ajustements intervenus après l'approbation du budget.

Année	Augmentations des frais de personnel (hors plafond) admises par les Nations Unies au titre			Total (2 + 3 + 4)	Augmentation (en pour-cent) par rapport	
	des fonction- naires des catégories profes- sionnelle et supé- rieures	des fonction- naires de la catégorie des services généraux	des pensions (y.c. alloca- tions de vie chère aux pensionnés)		à la base prise en considération par le Congrès	à l'année précé- dente
1	2	3	4	5	6	7
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr		
<i>Régime financier de Lausanne — Base: échelles rémunération 1.2.1974</i>						
1979 a) Budget ajusté	270 759	1 023 802	488 803	1 783 364	20,3	— 0,3
1980 a) Budget ajusté	449 019	1 004 723	629 688	2 083 430	23,5	2,7
<i>Régime financier de Rio de Janeiro — Base: échelles rémunération 1.1.1979</i>						
1981 a) Budget	183 769	23 517	222 840	430 126		
b) Crédits additionnels	292 375	64 425	9 300	366 100		
Total	476 144	87 942	232 140	796 226	7,2	—
1982 a) Budget	305 779	79 608	466 245	851 632		
b) Crédits additionnels	537 750	214 950	13 400	766 100		
Total	843 529	294 558	479 645	1 617 732	14,5	6,8
1983 a) Budget	615 102	112 121	603 506	1 330 729		
b) Crédits additionnels	668 320	377 780	34 700	1 080 800		
Total	1 283 422	489 901	638 206	2 411 529	21,5	6,1

b) Effet de l'inflation à l'égard des autres frais de fonctionnement du Bureau international

La hausse des prix affecte directement les dépenses autres que celles afférentes au personnel, à savoir les dépenses afférentes au bâtiment (chauffage, entretien, réparations, nettoyage, assurances, etc.), les frais de voyages, les frais de production des documents, les achats de mobilier, de machines, de matériel et les frais divers.

Jusqu'en 1980, la hausse de ces coûts était couverte par l'augmentation générale de 5 pour cent par an que le Congrès incluait à cet effet dans le plafond des dépenses récurrentes de chacune des années du prochain régime financier. Le Congrès de Rio de Janeiro a mis fin à cette procédure et a inséré au Règlement général une nouvelle disposition (article 124, paragraphe 4) donnant au Conseil exécutif la faculté d'ajuster chaque année le montant des dépenses (autres que celles relatives au personnel) incluses dans le plafond en fonction de l'évolution de l'indice suisse des prix à la consommation. Cette méthode d'indexation est assez analogue à celle qui est usitée pour les dépenses de personnel (voir lettre a) ci-devant) avec la différence toutefois que le Bureau international n'est pas autorisé à prélever des crédits additionnels sur le Fonds de réserve pour financer les augmentations des dépenses générales qui interviendraient après l'approbation du budget.

Les ajustements des dépenses autres que celles relatives au personnel que le Conseil exécutif a autorisés en vertu de l'article 124, paragraphe 4, du Règlement général de Rio de Janeiro, sont les suivants:

Année	Indice suisse des prix à la consommation IPC		Ajustement des dépenses autres que celles relatives au personnel	Augmentation (en pour-cent) par rapport	
	Date	Indice		à la base prise en considération par le Congrès	à l'année précédente
Sfr					
<i>Régime financier de Lausanne</i>					
1979			non applicable		
1980			non applicable		
<i>Régime financier de Rio de Janeiro — Base: 4 056 300 Sfr selon IPC décembre 1978 = 101,0</i>					
1981	décembre 1979	106.2	210 928	5,2	—
1982	décembre 1980	110.9	397 518	9,8	4,4
1983	décembre 1981	118.2	690 788	17,0	6,6

4. Avances faites par le Gouvernement de la Confédération suisse

a) Ancien régime financier

Jusqu'à la fin de l'année 1980, le Gouvernement de la Confédération suisse a fait les avances nécessaires au fonctionnement du Bureau international conformément à l'article 122, paragraphe 7, du Règlement général (Lausanne 1974). Par sa résolution C 17, le Congrès de Rio de Janeiro a institué un plan selon lequel les sommes avancées par la Suisse pour les exercices financiers 1979 et 1980 lui seraient remboursées au cours des années 1981 à 1990 par tranches de 20 pour cent des dépenses effectives de 1979 durant la période 1981 à 1985, puis de 20 pour cent des dépenses effectives de 1980 durant la période 1986 à 1990. Cependant, plusieurs pays ont déjà remboursé à l'avance une partie ou la totalité des sommes dues pour les années 1979 et 1980. Cela étant, et indépendamment de l'emprunt pour le bâtiment (dont il est fait mention plus loin au chapitre 6), l'endettement envers la Suisse au titre des dépenses de l'Union ainsi que des services de traduction installés auprès du Bureau international a connu l'évolution suivante:

	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Avances	24 821 508	32 756 371	28 575 911	24 015 490	20 983 586
Intérêts moratoires	421 042	445 575	481 729	576 860	643 426
	25 242 550	33 201 946	29 057 640	24 592 350	21 627 012

Le montant précité relatif à l'année 1983 se décompose comme suit:

	Francs suisses	Pour-cent
Dépenses à facturer par tranches:		
— exercice 1979 (solde)	4 454 290	20,60
— exercice 1980 (solde)	12 126 550	56,07
Parts contributives de l'exercice 1979	1 016 212	4,70
Parts contributives des exercices antérieurs	1 327 613	6,14
Fournitures et autres services fournis aux Pays-membres	102 599	0,47
Intérêts moratoires (Pays-membres de l'Union)	599 836	2,77
Services de traduction (y compris intérêts moratoires)	1 478 635	6,84
Encaissements du mois de décembre 1983, versés à la Suisse en janvier 1984	521 277	2,41
	21 627 012	100,00

b) Nouveau régime financier

L'article 124, paragraphe 10, du Règlement général de Rio de Janeiro prévoit que, en cas d'insuffisance passagère de trésorerie, le Gouvernement de la Confédération suisse peut être appelé à faire, à court terme, les avances nécessaires selon des conditions qui sont à fixer d'un commun accord. Lors de pourparlers menés au sujet des modalités pratiques d'application du nouveau régime financier, le Gouvernement suisse a précisé que de telles avances seraient faites au taux d'intérêt correspondant au coût moyen des emprunts à court terme de la Confédération suisse. Au cours des trois premières années du nouveau régime financier, la trésorerie de l'Union a été suffisante pour qu'il ne soit pas nécessaire de recourir à de telles avances.

5. Etat des arriérés

Etant donné que, malgré l'instauration d'un nouveau régime financier, l'ancien régime financier (fondé sur les avances faites par le Gouvernement de la Confédération suisse) subsiste encore pendant une période transitoire de dix ans, il sied d'examiner séparément l'évolution des créances relatives à chaque régime.

a) Ancien régime financier

Les créances de l'ancien régime financier comprennent toutes les factures de parts contributives et de fournitures adressées aux Pays-membres jusqu'à fin 1980, ainsi que celles concernant les trois tranches de 20 pour cent des dépenses effectives de 1979 facturées aux Pays-membres jusqu'à fin 1983.

Le montant des arriérés des Pays-membres relatifs à ces créances ressort du tableau suivant:

Date	Parts contributives	Fournitures	Intérêts réglementaires	Total
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Fin 1979	1 789 479	446 346	377 568	2 613 393
Fin 1980	1 819 840	583 042	418 552	2 821 434
Fin 1981	1 516 542	169 514	455 998	2 142 054
Fin 1982	1 685 205	125 889	545 441	2 356 535
Fin 1983	1 597 510	102 599	599 836	2 299 945

b) Nouveau régime financier

Quant au nouveau régime financier en vigueur depuis le 1er janvier 1981, la situation des arriérés a évolué comme suit:

Date	Parts contributives	Fournitures	Intérêts réglementaires	Total
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Fin 1981	—	56 923	39 767	96 690
Fin 1982	470 349	245 165	125 414	840 928
Fin 1983	958 939	436 869	224 117	1 619 925

A noter que dans les deux tableaux ci-devant, à l'instar de la pratique d'autres institutions du système des Nations Unies, les parts contributives de l'exercice en cours ne figurent pas encore comme arriérées bien qu'elles soient déjà passibles d'intérêt moratoire conformément à l'article 124, paragraphe 8, du Règlement général. En ce qui concerne les fournitures, le Bureau international a appliqué le délai de paiement de six mois en vigueur sous les Actes de Lausanne, délai que le Conseil exécutif a rétabli provisoirement en 1982.

En vertu de la résolution C 89 du Congrès de Rio de Janeiro, le Bureau international a continué à faire tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir le paiement des arriérés aussi bien de l'ancien que du nouveau régime financier. En plus des lettres de rappel, le Bureau publie tous les six mois une circulaire signalant les Pays-membres ayant des contributions arriérées. En outre, le Bureau international ne manque pas de rappeler ce problème lorsqu'il a l'occasion d'effectuer des missions auprès de Pays-membres débiteurs et il accepte les bons offices des Représentants Résidents du PNUD qui lui offrent d'intervenir auprès des gouvernements des pays dans lesquels ils sont accrédités.

Assez récemment, le Bureau international a appliqué une nouvelle procédure permettant à certains pays débiteurs de régler leurs dettes à l'égard de l'UPU sans pour autant exiger de ceux-ci qu'ils obtiennent des autorités compétentes l'octroi de crédits importants et l'autorisation d'exporter des devises. Cette solution consiste à compenser les sommes dont ces pays sont redevables envers l'Union par celles qui leur sont dues au titre du Décompte général des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface, en recourant pour cela aux bons offices d'un pays tiers et au rôle d'Office de compensation du Bureau international. Cette procédure s'étant avérée fructueuse à plusieurs reprises déjà, le Conseil exécutif a décidé en mars 1984 de proposer au Congrès d'en généraliser l'application en adoptant à cet effet la recommandation faisant l'objet de la proposition 09.

Enfin, conformément à la résolution C 89 du Congrès de Rio de Janeiro, le Conseil exécutif a étudié le problème des arriérés et propose au prochain Congrès de prendre certaines mesures visant à assainir les finances de l'Union (voir à ce sujet le Congrès — Doc 8 ainsi que les propositions corrélatives 1526.1, 1526.91 et 1526.92). Lors de l'examen de ces propositions, le Congrès devrait tenir compte de l'évolution des arriérés du nouveau régime financier figurant au tableau ci-devant dont il ressort que (bien que la part contributive ait été maintenue inchangée de 1982 à 1984) les arriérés augmentent bon an mal an de 750 000 Sfr par année (soit environ 4 à 5 pour cent du total des parts contributives).

6. Bâtiment de l'Union

Afin d'avoir un aperçu complet des engagements de l'Union, il sied de mentionner la situation financière en ce qui concerne le bâtiment du Bureau international. A ce propos, il est rappelé que le terrain sur lequel l'immeuble a été construit n'appartient pas à l'Union mais lui a été concédé moyennant le versement d'un droit de superficie symbolique pour une période de 99 ans avec la possibilité de renouveler le contrat pour une même période.

La construction du bâtiment a été financée par une subvention de la Ville et du Canton de Berne de 1000 000 Sfr et par un prêt accordé par la Confédération suisse de 18 189 082,80 Sfr. En se fondant sur un taux d'intérêt contractuel de 3 pour cent par an, ce prêt doit être remboursé au moyen de 40 annuités égales de 786 903 Sfr payables jusqu'en l'an 2010. A la fin de l'exercice 1983, le solde de l'emprunt pour le bâtiment s'élevait à 14 421 595 Sfr.

7. Fonds de réserve

A l'origine, le Fonds de réserve a été créé par le Congrès d'Ottawa 1957 pour stabiliser autant que possible le montant de l'unité contributive. Ce Fonds a été alimenté chaque année par les bénéfices réalisés sur la fourniture des cartes d'identité postales, des coupons-réponse internationaux et des bons postaux de voyage. Jusqu'en 1980, une somme modeste a été prélevée chaque année sur ce Fonds lors de la clôture des comptes afin de rendre le montant total des dépenses nettes supportées par les Pays-membres divisible par le nombre d'unités de contribution.

Lors de l'instauration du régime d'autofinancement, le Congrès de Rio de Janeiro a modifié fondamentalement le rôle du Fonds de réserve dont le but principal est dorénavant de pallier les insuffisances de trésorerie (article 124, paragraphe 9, du Règlement général). Compte tenu, d'autre part, des dispositions réglementaires que le Conseil exécutif a été appelé à prendre en 1980 en vue d'appliquer le nouveau régime financier à partir de 1981 (article 22 du Règlement financier), il peut être fait emploi du Fonds de réserve à trois fins distinctes, à savoir:

- a) pallier les insuffisances de trésorerie afin d'éviter, dans toute la mesure possible, le recours à l'emprunt;
- b) équilibrer le budget ou réduire le montant des parts contributives;
- c) financer les crédits additionnels résultant des augmentations de la rémunération du personnel décidées par les Nations Unies.

Les ressources du Fonds de réserve sont les suivantes:

- a) les crédits budgétaires annulés à la clôture de chaque exercice financier lesquels comprennent:
 - 1° les excédents budgétaires de l'exercice, et
 - 2° les reliquats de crédits subsistant du "compte des paiements sur exercice clos";
- b) les intérêts au profit de l'Union;
- c) le bénéfice réalisé sur la fourniture de cartes d'identité postales, des coupons-réponse internationaux et des bons postaux de voyage;
- d) les crédits que le Conseil exécutif décide d'inscrire au budget de l'Union pour ajuster le Fonds.

Le niveau du Fonds de réserve est fixé par le Conseil exécutif qui surveille en outre l'emploi qui en est fait conformément aux modalités précisées au Règlement financier de l'UPU. Au cours de la période 1979 à 1983, la *situation comptable* du Fonds de réserve a évolué comme suit:

	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Solde comptable en début d'exercice. . .	493 010,81	504 467,86	518 365,66	3 574 611,24	6 332 497,88
<i>Alimentation</i>					
a) Crédits budgétaires annulés:					
1° excédents budgétaires de l'exercice	—	—	2 155 049,99	1 925 053,49	1 276 278,31
2° excédents de l'exercice précédent (reliquats du compte des paie- ments sur exercice clos)	—	—	97 594,99	194 484,40	27 981,50
b) Intérêts au profit de l'Union.	—	—	731 099,50	993 848,15	858 929,75
c) Bénéfice réalisé sur la fourniture de cartes d'identité postales, coupons- réponse internationaux et bons pos- taux de voyage	19 286,77	14 615,35	38 601,10	30 600,60	20 338,18
d) Crédits inscrits au budget	—	—	400 000,00	380 000,00	—
Total des produits	19 286,77	14 615,35	3 422 345,58	3 523 986,64	2 183 527,74
<i>Prélèvements</i>					
Crédits additionnels pour ajustements rémunération du personnel selon décision ONU	—	—	366 100,00	766 100,00	1 080 800,00
Prélèvement pour réduire la part contri- butive	7 829,72	717,55	—	—	116 657,35
Total des charges	7 829,72	717,55	366 100,00	766 100,00	1 197 457,35
Solde comptable en fin d'exercice	504 467,86	518 365,66	3 574 611,24	6 332 497,88	7 318 568,27

Cette présentation est néanmoins quelque peu trompeuse étant donné que le solde comptable du Fonds de réserve n'est pas entièrement disponible¹ mais est en partie immobilisé sous forme de stocks (bons postaux de voyage, coupons-réponse internationaux et cartes d'identité postales) et surtout sous forme de créances envers les Pays-membres débiteurs que l'on espère recouvrer à plus ou moins long terme. Compte tenu de ces immobilisations, le tableau ci-après récapitule la situation nette du Fonds de réserve à la fin de chacune des années 1979 à 1983:

	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Solde comptable en fin d'exercice	504 467,86	518 365,66	3 574 611,24	6 332 497,88	7 318 568,27
Immobilisations (débiteurs et stocks) . .	512 267,80	391 861,45	1 413 142,09	2 151 662,00	2 957 264,34
Solde liquide effectivement disponible en fin d'exercice	- 7 799,94	126 504,21	2 161 469,15	4 180 835,88	4 361 303,93

En tenant compte, d'une part, des prélèvements que le Conseil exécutif a décidé d'effectuer en 1984 et 1985 sur le Fonds de réserve pour réduire le montant de la part contributive (2 905 000 Sfr² en 1984 et 990 000 Sfr en 1985) et, d'autre part, de l'accroissement présumé des créances immobilisées (débiteurs arriérés), le montant disponible du Fonds de réserve serait ramené à environ 1 600 000 Sfr à fin 1984 puis à 550 000 Sfr à fin 1985.

Lors de l'examen qu'il a fait de cette question en mars 1984, le Conseil exécutif a été d'avis qu'à l'avenir le Fonds de réserve devra être maintenu à un niveau suffisant afin qu'il puisse continuer à jouer efficacement son triple rôle actuel étant entendu qu'à plus long terme on pourrait éventuellement envisager d'y recourir à d'autres fins. C'est ainsi que l'on pourrait, par exemple, utiliser le Fonds pour rembourser à la Suisse les arriérés de l'ancien régime financier qui seraient encore dus à la fin de la période transitoire prévue à la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro ou encore pour faciliter le recouvrement des arriérés en faisant abandon des intérêts moratoires dus par les débiteurs qui s'engageraient à régler leurs dettes conformément à un plan d'amortissement strict. Il n'y a toutefois pas urgence en la matière vu que de telles propositions ne seraient présentées au plus tôt qu'au Congrès suivant celui de Hamburg.

Étant donné qu'il est difficile et hasardeux de conjecturer l'évolution future du Fonds de réserve, le Conseil exécutif a estimé préférable de poursuivre la pratique selon laquelle il se prononce chaque année quant au montant à utiliser pour équilibrer le budget et fixe par conséquent le montant du Fonds de réserve au niveau qui lui paraît raisonnable en fonction des circonstances plutôt que de fixer un plafond rigide.

8. Fonds social pour le personnel du Bureau international de l'UPU

Le Fonds social a été créé initialement par le Congrès d'Ottawa 1957 pour pallier les cas d'insuffisance des mesures de prévoyance prises par l'Union. Par la suite, le but initial a été élargi dans le sens de l'octroi de prêts, de dons ou d'allocations destinés à venir en aide au personnel du Bureau — ou à leurs survivants — et à encourager et subventionner les activités culturelles, sportives et sociales du personnel conformément à une réglementation applicable à partir du 1er janvier 1973.

¹ Le Conseil exécutif a examiné en mars 1984 de quelle façon il convenait de mieux faire ressortir au bilan de l'Union la partie du Fonds de réserve effectivement disponible aux fins de la trésorerie. A cet effet, il a décidé d'indiquer séparément sous forme d'un "compte de provision" la partie du Fonds de réserve constituée par les créances difficiles à recouvrer que représentent les débiteurs arriérés dont les contributions et fournitures sont dues pour les années antérieures à l'exercice financier en cours.

² Y compris un montant de 1 856 600 Sfr afférent aux dépenses du XIXe Congrès.

Le Fonds social appartient à l'Union bien que son patrimoine soit séparé des autres biens de l'Union. Il est géré par un Conseil de gestion paritaire composé de cinq membres du personnel dont deux sont nommés par le Directeur général du Bureau international et trois par le Comité de l'Association du personnel. Les ressources principales proviennent, d'une part, des sommes que l'Entreprise des PTT suisse verse chaque année en vertu de l'arrangement conclu entre cette Entreprise et le Bureau international et, d'autre part, du produit des capitaux du Fonds. Au 31 décembre 1983, le capital du Fonds social s'élevait à 2 125 402,95 Sfr. En 1978, le Conseil exécutif a décidé de conserver ce capital comme réserve destinée à pallier toute éventualité défavorable en matière de prévoyance sociale, étant donné qu'il incombe à l'Union de garantir l'équilibre financier de la Caisse de prévoyance de l'UPU (résolution C 9 du Congrès de Vienne).

9. Fonds spécial UPU

Le Fonds spécial UPU, créé par le Conseil exécutif en 1966 et consolidé par le Congrès de Tokyo 1969, vise à doter l'Union de moyens d'action complémentaires destinés à aider les Administrations postales à accroître leurs possibilités de développement et cela spécialement en matière de formation professionnelle. Le Fonds est alimenté uniquement par des contributions volontaires des Pays-membres, des Unions restreintes et, éventuellement, d'organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales. Alors que les contributions peuvent être en espèces et en nature, seule la Section A "Contributions en espèces" fait l'objet du présent rapport.

Les recettes et les dépenses des programmes ordinaires du Fonds spécial UPU ont évolué comme suit:

Programme du Fonds spécial UPU	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Contributions	266 764	229 187	322 096	375 926	347 654
Dépenses des programmes	197 954	339 638	390 690	350 335	258 083

A noter que les comptes relatifs au programme de 1983 ne sont pas encore arrêtés étant donné que, selon le Règlement de gestion administrative et financière du Fonds spécial UPU, les crédits restent utilisables pendant une période de douze mois après la première moitié de l'exercice financier suivant celui pour lequel ils ont été alloués. En 1980 et 1981, les excédents des dépenses par rapport aux contributions ont été financés par les excédents des recettes des années antérieures. Indépendamment du programme ordinaire, le Fonds spécial UPU a également géré des contributions affectées par la Belgique à un programme spécial au profit des pays du Sahel. Les fonds mis à la disposition du Fonds spécial UPU à ce titre ont évolué comme suit:

Programme spécial pour le Sahel	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Contributions	539 499	—	364 817	255 188	488 526
Dépenses du programme	153 073	544 201	186 941	226 476	559 188

A la fin de l'exercice 1983, les moyens du Fonds spécial UPU s'élevaient à 1 212 417,68 Sfr. De ce montant, 650 702,94 Sfr sont affectés au programme spécial pour le Sahel et 115 244,09 Sfr à l'exécution des programmes en cours au 31 décembre 1983. En mai 1983, le Conseil exécutif a arrêté le programme du Fonds spécial UPU de 1984 à 352 500 Sfr avec une liste complémentaire de 98 500 Sfr à mettre en oeuvre si des recettes supplémentaires ou des économies peuvent être réalisées. A sa session de février—mars 1984, le Conseil exécutif a arrêté le programme de 1985 pour un montant de 353 700 Sfr, auquel s'ajoute une liste complémentaire de 70 000 Sfr.

Si le Congrès de Hamburg approuve définitivement les comptes de l'Union pour les années 1979 à 1983, il pourrait adopter la résolution dont un projet figure à l'annexe 6.

Partie II

Décisions à prendre par le Congrès de Hamburg

1. Tâche du Congrès

Comme indiqué à l'annexe 2, il incombe au Congrès de fixer pour la période couverte par ses décisions les limites des dépenses afférentes aux activités de l'Union, c'est-à-dire de fixer des plafonds distincts:

- 1° pour les dépenses normales (dépenses récurrentes) de chacune des années de la prochaine période financière;
- 2° pour les dépenses spéciales relatives à la réunion du Congrès subséquent et, le cas échéant, à des tâches spécifiques et non récurrentes à accomplir pendant ladite période sans que l'année d'exécution puisse être fixée de façon précise.

Ces plafonds devront être insérés à l'article 124 du Règlement général.

2. Prochaine période financière

L'article 124 du Règlement général actuel fixe les limites des dépenses applicables aux années 1981 à 1985 correspondant ainsi à la période régie par les Actes du Congrès de Rio de Janeiro.

La nouvelle période financière devra couvrir les années 1986 à 1990 et cela quand bien même l'entrée en vigueur des Actes du Congrès de Hamburg ne coïnciderait pas avec le 1er janvier 1986. Dans ce dernier cas, il conviendrait d'insérer une disposition adéquate au Protocole final du Règlement général stipulant que le plafond de l'année 1986 est applicable dès le 1er janvier 1986 (voir texte proposé à l'annexe 13).

3. Méthode proposée pour la fixation des plafonds

A. Dépenses annuelles normales et récurrentes

En ce qui concerne le mode de fixation du plafond des dépenses annuelles normales et récurrentes à insérer au paragraphe 1 de l'article 124 du Règlement général, il semble que, compte tenu de la procédure suivie par les Congrès antérieurs, le Congrès de Hamburg pourrait retenir la méthode de travail suivante:

- 1° se baser sur le budget complet de l'Union le plus récent; soit en l'occurrence celui de l'année 1985 tel qu'il a été arrêté par le Conseil exécutif lors de sa session de mars 1984 (voir l'annexe 7);
- 2° extrapoler la situation en ajoutant à cette base des éléments de deux natures différentes, à savoir:
 - les facteurs normaux d'augmentation nécessaires pour permettre au Bureau international d'exécuter les tâches actuelles de l'Union. Cet élément sera déterminé sur la base des données fournies ci-après par le Bureau international. Ces facteurs s'entendent des avancements réglementaires d'échelons du personnel, de la rémunération du personnel additionnel nécessaire pour faire face au développement normal de ses tâches, de l'actualisation (compensation du renchérissement) des crédits budgétaires affectés à l'assistance technique ainsi que de la maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations techniques;
 - les incidences financières des nouvelles activités qui seront décidées par le Congrès de Hamburg, lesquelles seront dûment chiffrées au cours des travaux aux fins d'être prises en considération dans le plafond des années concernées;
- 3° fixer ainsi les montants maximaux des dépenses nettes des activités normales et récurrentes de l'Union pour chacune des années 1986 à 1990.

B. Dépenses exceptionnelles et non récurrentes

Il s'agit en l'occurrence des dépenses afférentes à des activités spécifiques qui ne se renouvellent pas chaque année et pour lesquelles il convient de fixer un plafond distinct dans les Actes de l'Union. Tel est notamment le cas de la réunion du XXe Congrès qui suivra celui de Hamburg.

En ce qui concerne les dépenses afférentes à ce XXe Congrès, le plafond à insérer au paragraphe 2 de l'article 124 du Règlement général ne pourra être fixé qu'au cours du Congrès de Hamburg, lorsque le lieu de réunion du XXe Congrès sera connu.

4. Dépassement des limites fixées par le Congrès

Par la fixation des limites des dépenses précitées, l'Union serait dotée ainsi d'un cadre financier clair pour l'établissement de son budget annuel. Toutefois, le Règlement général a prévu des dispositions strictes selon lesquelles ces limites peuvent être dépassées pour faire face aux dépenses inévitables résultant des circonstances suivantes.

A. Hausse du coût de la vie

Etant donné que les plafonds des dépenses seront fondés sur les barèmes de rémunération et les prix en vigueur lors de l'établissement du budget 1985 et ne tiennent pas compte de la hausse du coût de la vie susceptible d'intervenir au cours de la prochaine période quinquennale, le *Conseil exécutif* est autorisé:

- 1° à dépasser les limites fixées pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève (article 124, paragraphe 3, Règlement général);
- 2° à ajuster, chaque année, le montant des dépenses autres que celles relatives au personnel en fonction de l'indice suisse des prix à la consommation (article 124, paragraphe 4, Règlement général).

B. Réparations importantes et imprévues du bâtiment

Le Conseil exécutif, ou en cas d'extrême urgence le Directeur général, peut autoriser un dépassement des limites fixées pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, sans toutefois que le montant du dépassement puisse excéder 65 000 Sfr par année (article 124, paragraphe 5, Règlement général).

Pour tous les autres cas où les plafonds fixés par le Congrès devraient se révéler insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, un dépassement ne pourra intervenir qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union dûment consultés conformément à la disposition de l'article 124, paragraphe 6, du Règlement général.

5. Limites des dépenses normales et récurrentes proposées pour les années 1986 à 1990

Selon la méthode décrite au chapitre 3 de la partie II, le présent chapitre expose les éléments à prendre en considération pour fixer les limites annuelles des dépenses normales et récurrentes dont le calcul proprement dit fait l'objet de l'annexe 11. Le point de départ essentiel est le montant de 21 012 000 Sfr représentant le total des dépenses nettes du budget de l'Union pour l'année 1985 tel qu'il a été approuvé par le Conseil exécutif en mars 1984. Ce budget figure de façon détaillée à l'annexe 7.

A. Dépenses de personnel nécessaire pour faire face au développement prévu des tâches actuelles

Le budget de l'année 1985, pris comme base de fixation du plafond, comprend 138 emplois de personnel, à savoir 2 postes de fonctionnaires élus, 16 de la catégorie hors classe, 39 de la catégorie professionnelle (P) et 81 de la catégorie des services généraux (G) (le détail de ces emplois est donné dans l'organigramme figurant à l'annexe 1).

Afin de faire face aux seules tâches actuelles de l'Union, il est nécessaire que le plafond tienne compte des éléments suivants:

1° Avancements d'échelons réglementaires

Aux montants de base considérés au budget de 1985 pour la rémunération des 138 emplois de personnel, il sied d'ajouter l'incidence financière découlant des avancements d'échelons réglementaires dans le même grade au cours des années 1986 à 1990. Il convient, en conséquence, d'inclure dans le plafond de chacune de ces années les montants nécessaires à ces avancements au titre des traitements de base, des indemnités de poste et des cotisations dues à la Caisse de prévoyance.

2° Personnel additionnel

Si, dans son ensemble, l'organisation actuelle du Bureau international semble répondre aux besoins futurs de l'Union, toutes les expériences faites portent à croire que le développement du travail se maintiendra pendant la prochaine période quinquennale. Aucun élément dont nous avons connaissance ne nous conduit à une conclusion autre que celle-ci.

Depuis le Congrès de Rio de Janeiro, le Bureau international est parvenu, au moyen de diverses mesures de rationalisation et de réorganisation, à ne faire que partiellement usage de la faculté accordée par le Congrès de renforcer le personnel par un P et un G par année (à partir de 1981) afin de faire face au développement normal du travail de l'Union. En effet, au cours de la période 1981—1985, il n'a été procédé qu'à la création de 4 nouveaux postes à savoir 2 P et 2 G (voir à ce sujet le chapitre 2, lettre D, chiffre 1, de la partie I). Cependant, il sied de relever que toute mesure d'économie a ses limites et qu'il ne sera guère possible de renoncer indéfiniment à une augmentation de personnel, aussi faible soit-elle. En conséquence, en bon administrateur et afin de ne pas risquer d'entraver l'exécution des travaux en temps voulu, nous demandons au Congrès de Hamburg d'autoriser un renforcement modéré de personnel pendant la période 1986 à 1990 au même rythme que le Congrès de Lausanne puis celui de Rio de Janeiro avaient autorisé à partir de 1976, à savoir un poste de la catégorie professionnelle (P) et un poste de la catégorie des services généraux (G) par année en moyenne. Tandis que cette augmentation éventuelle resterait dans la ligne admise par les deux Congrès précédents aux fins de fixer le plafond des dépenses annuelles de l'Union, il convient de souligner qu'il s'agit là de chiffres n'ayant qu'un caractère indicatif. En effet, il ne s'agit pas de donner pouvoir direct au Bureau international de créer de nouveaux postes à son gré mais simplement de donner au Conseil exécutif les moyens d'agir le moment venu au cas où le développement du travail amènerait le Conseil à prendre des mesures appropriées. Cela se ferait alors par le biais des propositions budgétaires que le Directeur général soumet chaque année au Conseil exécutif, lequel se prononcerait en ce qui concerne l'opportunité de créer de nouveaux postes de travail proposés.

3° Activités des consultants UPU

Conformément à la résolution C 38 de Rio de Janeiro, les crédits budgétaires pour les missions de consultants UPU ont été augmentés de 50 pour cent et ont été portés en conséquence de 790 000 Sfr en 1979 à 910 000 Sfr en 1980 puis à 1 180 000 Sfr pour chaque année à partir de 1981. En outre, la même résolution a autorisé l'utilisation plus souple de ces crédits, de façon qu'ils puissent financer des bourses et du matériel liés en principe aux missions de consultants UPU. Le Congrès de Hamburg est saisi de la proposition 016 par laquelle le Conseil exécutif lui suggère d'augmenter de 40 pour cent les crédits budgétaires disponibles pour l'assistance technique en vue de compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Rio de Janeiro. Au cas où cette proposition serait acceptée, le crédit serait porté à 1 652 000 Sfr à partir de 1986 et il y aurait lieu de prévoir au plafond des années 1986 à 1990 l'augmentation de 472 000 Sfr que le crédit précité accuse par rapport au crédit de 1 180 000 Sfr qui est déjà compris dans le budget 1985.

B. Autres frais de fonctionnement du Bureau international

Sous réserve des décisions que le Congrès pourrait prendre à l'égard de propositions particulières dont nous n'avons pas encore connaissance, le plafond devrait tenir compte des éléments suivants:

1° *Renouvellement des machines du Bureau international*

Le Congrès de Lausanne n'avait pas retenu l'idée de constituer un fonds de renouvellement du matériel offset mais avait décidé d'inclure dans le plafond des dépenses de chaque année un montant déterminé pour le renouvellement progressif de cet équipement étant entendu que l'ouverture des crédits annuels nécessaires serait laissée à l'appréciation du Conseil exécutif lors de l'approbation du budget. Etant donné que cette décision implique une planification à moyen terme du renouvellement du matériel, le Bureau a dressé en conséquence le plan des dépenses d'investissement qu'il y a lieu de prévoir pour chacune des cinq années de la période financière subséquente. Le Congrès de Rio de Janeiro a retenu la même pratique et a fixé le plafond des années 1981 à 1985 en se fondant sur le plan de renouvellement que le Bureau avait établi en y englobant non seulement le matériel offset mais également le remplacement des machines de l'atelier de dactylographie, de l'informatique ainsi que les voitures de service. Supposant que le Congrès de Hambourg voudra procéder de la même manière, nous avons dressé un plan d'ensemble du renouvellement de tout ce matériel au cours des années 1986 à 1990 en nous efforçant d'échelonner les dépenses aussi régulièrement que possible. Ce plan, qui est exposé de manière détaillée à l'annexe 8, ne nécessite l'inclusion d'aucun crédit complémentaire dans le plafond étant donné que les dépenses prévues pour chacune des années sont de l'ordre de 200 000 Sfr et qu'un tel crédit est déjà compris dans le budget de 1985 servant de base de fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1986 à 1990.

2° *Maintenance du bâtiment de l'UPU*

Le Congrès de Lausanne a écarté la proposition qui lui avait été faite de constituer un fonds d'entretien du bâtiment et avait marqué sa préférence pour une planification quinquennale des dépenses de maintenance du bâtiment et de ses installations. Agissant dans cet esprit, le Bureau international a dressé à l'annexe 9 le plan des dépenses qu'il y aurait lieu de prévoir de 1986 à 1990 pour faire face aux frais courants d'entretien, de surveillance, de revisions, de réparations et de remplacement de pièces d'équipement qui seraient usées. Ces dépenses de maintenance du bâtiment étant estimées à 200 000 Sfr par an (annexe 9, chiffre 14), il n'y a pas lieu d'augmenter le plafond à ce titre vu qu'un crédit du même ordre figure déjà dans le budget de l'année 1985 servant de base de fixation du plafond des années 1986 à 1990.

3° *Installations techniques de l'interprétation simultanée*

Pour les raisons exposées de manière détaillée aux chiffres 15 à 25 de l'annexe 9, le Bureau international propose au Congrès de procéder, au cours des cinq prochaines années, d'une part, à la réfection des installations techniques d'interprétation simultanée de la grande salle de conférences (travaux étalés sur les années 1986 à 1988) et, d'autre part, au réaménagement des cabines d'interprétation de la salle de conférences du rez-de-chaussée (travaux répartis sur les années 1989 et 1990). Si le Congrès donne suite à ces deux suggestions, il serait nécessaire d'inclure dans le plafond des dépenses récurrentes des années 1986–1990 un crédit de 50 000 Sfr pour chacune des trois premières années et de 70 000 Sfr pour les deux dernières années.

4° *Economies d'énergie*

Le bâtiment de l'UPU a été construit en 1968–1970 à une époque où, l'énergie étant alors bon marché, on attachait beaucoup moins d'importance qu'aujourd'hui à l'isolation thermique ainsi qu'aux performances des systèmes de chauffage et de climatisation. Conscient de l'importance de ce problème — et notamment des économies d'énergie que l'on pourrait réaliser — le Bureau international a entrepris une étude en 1982–1983 avec l'aide du bureau d'architectes qui a conçu notre bâtiment. Les résultats de cette étude sont exposés à l'annexe 10 qui propose au Congrès de prendre une série de mesures concernant, d'une part, l'amélioration de l'isolation thermique du bâtiment et la réfection des fenêtres et, d'autre part, les installations de chauffage et de climatisation. Selon le plan proposé au chapitre IV de l'annexe 10, le coût de ces mesures serait étalé au cours de la prochaine période quinquennale à raison de 180 000 Sfr en 1986 et 1987 puis de 120 000 Sfr par an de 1988 à 1990. Bien qu'à première vue on puisse peut-être s'étonner d'un tel investissement, force est de reconnaître que, par la suite, les économies qui en résulteraient permettraient non seulement de récupérer la totalité de la mise de fonds mais surtout d'affecter les montants ainsi économisés à de bien meilleurs emplois.

C. Incidences financières des décisions qui seront prises par le Congrès de Hambourg

Alors que les éléments considérés précédemment concernent les tâches actuelles du Bureau, il conviendra d'inclure dans le plafond définitif les incidences financières des décisions nouvelles qui seront prises par le Congrès de Hambourg.

Conformément à la résolution C 17 du Congrès de Tokyo — qui, à notre avis, demeure applicable pour le XIXe Congrès — il appartient au Secrétaire général d'évaluer le montant annuel des dépenses découlant de chaque proposition susceptible d'entraîner des incidences financières pour l'Union jusqu'au prochain Congrès. Celles-ci seront chiffrées au cours des travaux et il appartiendra au Congrès de se prononcer à leur égard puis d'inclure leurs incidences financières dans le plafond des dépenses à insérer à l'article 124 du Règlement général pour les années 1986 à 1990.

D. Renvoi éventuel du XXe Congrès

Le Congrès de Rio de Janeiro avait inséré la clause suivante à la fin du paragraphe 1 de l'article 124 du Règlement général: "La limite de base pour l'année 1985 s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour 1984." Il est proposé au Congrès de Hambourg d'actualiser cette disposition en prévoyant que la limite de base pour l'année 1990 s'appliquerait également aux années postérieures en cas de renvoi éventuel du Congrès prévu pour 1989. Concrètement, cela signifie qu'étant donné que le Congrès de Hambourg aura fixé le plafond de chacune des années allant de 1986 jusqu'à 1990 selon la méthode récurrente basée sur une somme initiale de 21 012 000 Sfr, le plafond qui serait applicable aux années subséquentes en cas d'ajournement du XXe Congrès se déterminerait en extrapolant selon la même méthode la limite ainsi fixée pour l'année 1990.

6. Limite des dépenses exceptionnelles et non récurrentes

Ainsi que cela a été mentionné au chapitre 3, lettre B, de la partie II, il sied de séparer nettement le plafond des dépenses annuelles proprement dites (dépenses normales et récurrentes) des limites à fixer pour les dépenses de nature exceptionnelle qui ne se renouvellent pas chaque année.

Sur la base des informations dont nous avons présentement connaissance, il y aurait lieu de prévoir les dépenses non récurrentes suivantes jusqu'à l'année 1990.

A. Plafond des dépenses du XXe Congrès

En vue de fixer un plafond séparé des dépenses afférentes au prochain Congrès de 1989, il convient d'évaluer ces dépenses, ce qui ne peut se faire que pendant le déroulement du Congrès de Hambourg, étant donné que ces frais sont essentiellement fonction du lieu de réunion du XXe Congrès. Une telle estimation est très difficile à effectuer et ne sera qu'approximative en raison des nombreux éléments que l'on ne pourra que supposer, faute d'indications précises.

Afin de faciliter la tâche du Congrès, il nous a semblé utile de faire figurer à l'annexe 12 un tableau donnant, à titre de comparaison, les dépenses effectives encourues pour le XVIIIe Congrès (Rio de Janeiro 1979) ainsi que le budget du XIXe Congrès (Hambourg 1984). Il faut être bien conscient que si le XXe Congrès devait se tenir hors d'Europe, il y aurait lieu de tenir compte de tous les éléments qui ont été pris en considération pour le Congrès de Rio de Janeiro (y compris l'augmentation due à la cherté de la vie intervenue entre-temps).

B. Autres dépenses spéciales

Nous n'avons à l'heure actuelle pas connaissance d'activités spéciales devant être exécutées au cours de la prochaine période quinquennale. Cela étant, et sous réserve d'une activité exceptionnelle qui serait décidée par le Congrès de Hambourg, les seules dépenses spéciales (autres que celles du Congrès subséquent) sont les dépenses pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international prévues au paragraphe 5 de l'article 124 du Règlement général.

Conclusions

Alors que la première partie du présent rapport expose le résultat détaillé des comptes des années 1979 à 1983 que le Congrès est appelé à approuver définitivement, le but de la seconde partie est de fournir une récapitulation aussi complète que possible des moyens financiers dont le Bureau international aura besoin pour soutenir le programme d'action que le Congrès aura décidé pour la prochaine période quinquennale. La tâche de proposer des prévisions financières pour une période aussi longue n'est pas aisée si l'on tient compte du fait que les activités ont toujours tendance à s'accroître et que nous ne connaissons pas encore certaines orientations que le Congrès voudra peut-être prendre.

Pour la bonne compréhension des rôles que jouent respectivement le plafond et le budget dans les finances de l'UPU, il sied de rappeler que le plafond des dépenses fixé par le Congrès ne joue qu'un rôle limitatif; il ne représente pas le niveau des dépenses annuelles effectives qui sera déterminé par le Conseil exécutif. Le budget annuel constitue l'expression des besoins actuels et réels tels qu'ils seront évalués le moment venu par le Conseil exécutif et par le Directeur général; ces derniers contrôlent ainsi, de façon aussi efficace et économique que possible, l'exécution du programme d'action dont ils ont été chargés par le Congrès. Il s'ensuit que, si le niveau des dépenses réelles doit forcément être inférieur aux limites prévues par le Congrès, il peut même être bien inférieur si les besoins n'évoluent pas selon les prévisions sur lesquelles ces limites ont été basées.

Au cours des cinq dernières années, le Conseil exécutif et le Bureau international ont manifesté leur souci constant d'établir le budget annuel au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union. Si le Congrès, pour sa part, est prêt à accorder les plafonds annuels indiqués par les estimations actuelles du coût du programme d'action établi, il peut le faire avec la certitude que le Conseil exécutif et le Bureau international, en établissant le budget annuel, s'efforceront d'observer, comme par le passé, le maximum d'économies compatibles avec les véritables besoins de l'Union.

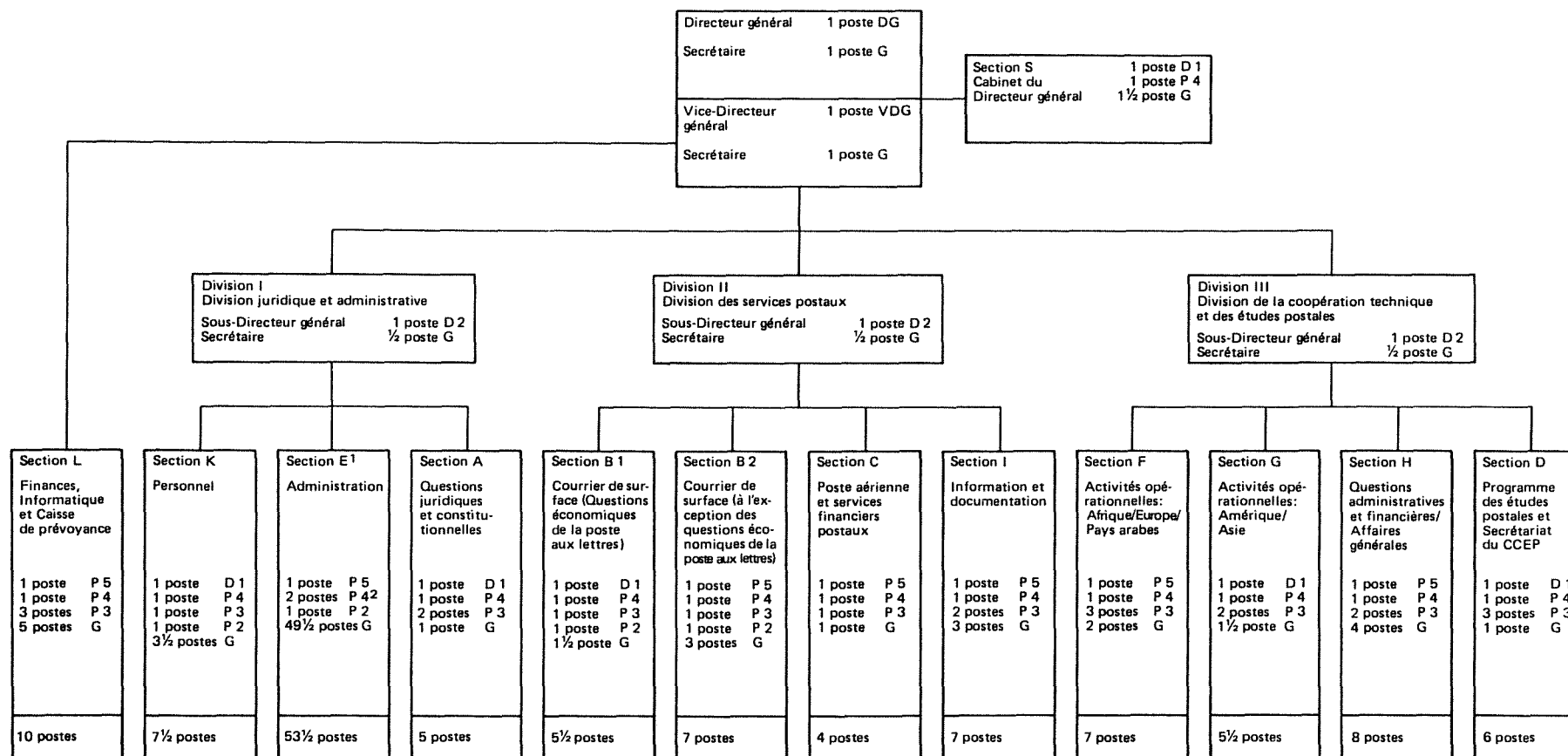
Berne, le 12 avril 1984

Le Directeur général,
M.I. SOBHI

Organigramme du Bureau international de l'Union postale universelle

Congrès — Doc 4/Annexe 1

Emplois budgétaires compris dans le budget de l'Union pour l'année 1985



Nombre total d'emplois budgétaires compris dans le budget de l'Union pour l'année 1985: 138 postes
(2 postes de fonctionnaires élus (DG et VDG), 16 de la catégorie hors classe, 39 de la catégorie professionnelle et 81 de la catégorie des services généraux).

DG Directeur général
VDG Vice-Directeur général
D 2 Sous-Directeur général
D 1 Conseiller supérieur
P 5 Conseiller
P 4 Conseiller adjoint
P 3 Premier Secrétaire
P 2 Deuxième Secrétaire
P 1 Troisième Secrétaire

1 Comprend les services communs (économat, atelier de dactylographie, expédition, impression des documents, etc.).

2 Dont 1 agent de liaison avec les services de traduction installés auprès du Bureau international.

Description du régime financier actuel de l'UPU

1. Principes du régime financier de l'Union

Les principes fondamentaux du système de financement de l'Union institué par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 sont les suivants:

1. Le Congrès fixe les limites des dépenses afférentes aux activités des organes de l'Union (plafonds) applicables pendant la prochaine période financière (article 21, paragraphe 1, Constitution, et article 124, Règlement général).
2. Dans le cadre du plafond fixé par le Congrès, le Conseil exécutif examine et approuve le budget annuel de l'année suivante présenté par le Directeur général du Bureau international (article 102, paragraphe 6, lettre j), chiffre 2°, Règlement général) et fixe en conséquence la part contributive de chaque Pays-membre.
3. Les contributions des Pays-membres sont calculées sur la base du budget et doivent être versées à l'avance mais au plus tard le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget. Passé cette date, les parts contributives sont passibles d'intérêts moratoires à raison de 3 pour cent par an durant les six premiers mois et de 6 pour cent par an à partir du septième mois (article 124, paragraphe 8, Règlement général).
4. La monnaie de compte est le franc suisse qui est utilisé pour la fixation du plafond, l'établissement du budget, la tenue des comptes, ainsi qu'en règle générale pour les paiements à faire à l'Union.
5. Pour pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union, il est fait emploi du Fonds de réserve dont le montant est fixé par le Conseil exécutif (article 124, paragraphe 9, Règlement général).
6. Le Gouvernement de la Confédération suisse surveille la tenue de la comptabilité et vérifie les comptes du Bureau international. En cas d'insuffisance passagère de trésorerie, il fait également, à court terme, les avances nécessaires aux conditions convenues (article 124, paragraphe 10, Règlement général).

2. Rôle du Congrès — Fixation du plafond des dépenses

Le Congrès assume trois tâches principales, à savoir:

- approuver définitivement les comptes de l'Union de la dernière période financière (article 37, paragraphe 2, Règlement financier);
- examiner les incidences financières des propositions entraînant des dépenses pour l'Union jusqu'au prochain Congrès (résolution C 17 du Congrès de Tokyo);
- fixer les limites des dépenses afférentes aux activités des organes de l'Union (plafonds) applicables pendant la prochaine période financière (articles 21, paragraphe 1, Constitution, et 124, Règlement général).

La tâche principale du Congrès en matière financière consiste à fixer la limite que les dépenses nettes de l'Union (dépenses brutes sous déduction des recettes administratives) ne devront pas dépasser au cours de la période quinquennale suivant l'entrée en vigueur des nouveaux Actes. Les dispositions des Actes régissant le plafond des dépenses figurent à l'article 21, paragraphes 1 et 2, de la Constitution, ainsi qu'à l'article 124, paragraphes 1 à 6, du Règlement général.

Les dispositions de ces articles appellent les commentaires suivants:

- a) Le Congrès fixe des plafonds distincts, à savoir, d'une part, le plafond des dépenses normales (dépenses récurrentes) pour chacune des années de la période pendant laquelle les Actes du Congrès demeureront en vigueur et, d'autre part, ceux des dépenses spéciales relatives à la réunion du Congrès subséquent et, le cas échéant, à des tâches spécifiques et non récurrentes à accomplir pendant la même période sans que l'année d'exécution puisse être fixée de façon précise.

- b) Des dispositions de dépassement du plafond des dépenses annuelles normales sont prévues pour faire face aux dépenses inévitables inhérentes:
- au renvoi de la réunion du prochain Congrès (article 124, paragraphe 1, in fine, Règlement général);
 - aux augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève (article 124, paragraphe 3, Règlement général);
 - à l'ajustement au coût de la vie des dépenses autres que celles relatives au personnel (article 124, paragraphe 4, Règlement général);
 - aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international (article 124, paragraphe 5, Règlement général);
 - à des circonstances exceptionnelles, étant entendu qu'un tel dépassement doit être approuvé par la majorité des Pays-membres de l'Union dûment consultés (article 124, paragraphe 6, Règlement général).

La fixation des plafonds pose des problèmes délicats en raison d'une certaine confusion qui est parfois faite entre la notion de "plafond" et celle de "budget". Le rôle du Congrès n'est pas d'arrêter maintenant déjà les budgets détaillés des cinq prochaines années, mais consiste à planifier à moyen terme les activités de l'UPU en fixant un cadre limite dans lequel le Conseil exécutif approuvera ultérieurement chacun des budgets annuels de la prochaine période financière.

3. Rôle du Conseil exécutif

a) *Tâches du Conseil exécutif*

Les tâches annuelles du Conseil exécutif en matière de finances sont:

- 1° examiner et approuver le budget de l'Union (article 102, paragraphe 6, lettre j), chiffre 2°, Règlement général);
- 2° arrêter les contributions des Pays-membres (article 124, paragraphe 8, Règlement général);
- 3° fixer le niveau du Fonds de réserve (article 124, paragraphe 9, Règlement général).

Ces trois tâches sont assez bien reflétées dans la structure du budget annuel de l'Union.

b) *Structure et forme du budget*

Le budget annuel de l'UPU se présente sous la forme d'un budget unique, ventilé par nature de dépenses, réunissant aussi bien les dépenses annuelles normales que les dépenses afférentes à la réunion du Congrès. La structure du budget est fixée aux articles 8 et 9 du Règlement financier qui divisent le budget en quatre chapitres de dépenses, à savoir deux chapitres traditionnels "Dépenses de personnel" (chapitre 1) et "Autres frais de fonctionnement du Bureau international" (chapitre 2), un chapitre spécial "Dépenses afférentes au Congrès" (chapitre 3), ainsi qu'un chapitre "Versement au Fonds de réserve" (chapitre 4) par lequel le Conseil exécutif arrête les crédits budgétaires nécessaires afin de fixer le montant du Fonds de réserve à un niveau raisonnable répondant aux besoins de la trésorerie. Pour leur part, les recettes sont réparties en trois chapitres, à savoir un chapitre afférent aux "Parts contributives des Pays-membres" (le Conseil exécutif répartit le montant total des dépenses nettes entre l'ensemble des Pays-membres selon les classes de contribution mentionnées à l'article 125, paragraphe 1, du Règlement général), un chapitre intitulé "Recettes administratives" (remboursements de frais, ventes des publications, loyers des locaux, etc.), ainsi qu'un chapitre "Prélèvement du Fonds de réserve" par lequel le Conseil exécutif fixe la somme qui sera éventuellement prélevée du Fonds de réserve pour stabiliser ou réduire le montant des contributions des Pays-membres.

Les chapitres budgétaires sont subdivisés en articles et rubriques (voir à ce sujet les budgets de l'Union des années 1984 et 1985 figurant à l'annexe 7 au présent rapport).

c) Examen et approbation du budget

Le projet de budget est examiné tout d'abord de façon détaillée par la Commission des finances du Conseil exécutif, puis par le Conseil lui-même qui adopte une résolution par laquelle il approuve le budget de l'Union et fixe l'unité de contribution ainsi que l'approvisionnement ou le prélèvement du Fonds de réserve. Le budget approuvé ainsi que la résolution du Conseil exécutif y relative sont ensuite transmis sous une forme appropriée à tous les Pays-membres de l'Union en même temps que la facture relative à leur part contributive. En exécution des dispositions de l'Accord ONU/UPU, le budget approuvé par le Conseil exécutif est également transmis à l'Organisation des Nations Unies.

4. Rôle du Directeur général du Bureau international

a) Projet de budget

Le Directeur général prépare le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumet en temps opportun à l'examen du Conseil exécutif (article 109, paragraphe 2, lettre a), Règlement général).

Le document budgétaire mentionne pour chacune des rubriques les chiffres correspondants du budget en cours d'exécution ainsi que les comptes de l'année précédente et donne une justification complète des crédits demandés en fournissant la cause des différences par rapport au budget précédent. Le projet de budget est accompagné d'annexes explicatives demandées par le Conseil exécutif ou que le Directeur général juge nécessaires ou utiles.

b) Exécution du budget

Par l'approbation du budget, le Conseil exécutif autorise le Directeur général à engager les dépenses et à effectuer les paiements y relatifs dans la limite des crédits alloués.

c) Crédits additionnels

Sous réserve d'en rendre compte à la prochaine session du Conseil exécutif, le Directeur général est autorisé à engager au-delà des crédits alloués les montants nécessaires pour couvrir les dépenses provoquées par les augmentations de la rémunération du personnel décidées par les Nations Unies. En cas d'extrême urgence, le Directeur général est autorisé à engager les dépenses nécessaires pour faire face aux réparations importantes et imprévues du bâtiment du Bureau international, dans les limites fixées à l'article 124, paragraphe 5, du Règlement général.

Les fonds nécessaires dans ces cas précis sont prélevés sur le Fonds de réserve en sorte de quoi les contributions versées par les Pays-membres pour l'exercice en cours ne sont pas affectées par ces crédits additionnels.

5. Le Fonds de réserve

Le Fonds de réserve est destiné en premier lieu à pallier les insuffisances de trésorerie de l'Union. Il s'agit d'un premier tampon pour le cas où les rentrées de fonds provenant des parts contributives et des fournitures facturées aux Administrations et autres débiteurs se feraient attendre et ne suffiraient pas pour honorer les obligations courantes de l'Union. Cependant, le Conseil exécutif peut également prévoir des prélèvements du Fonds de réserve, soit pour équilibrer le budget, soit pour limiter le niveau de ce Fonds et réduire le montant des parts contributives des Pays-membres. En vertu de cette disposition, le Conseil exécutif a autorisé le Directeur général à prélever sur le Fonds de réserve les crédits additionnels nécessaires pour faire face aux augmentations intervenues après l'approbation du budget des échelles des traitements, des contributions au titre des pensions ou indemnités, y compris les indemnités de poste, au fur et à mesure que celles-ci sont mises en vigueur par les Nations Unies pour leur personnel en fonction à Genève et rendues applicables au personnel du Bureau international de l'UPU avec effet aux mêmes dates.

Le Fonds de réserve est alimenté par:

- a) les crédits budgétaires annulés à la clôture de chaque exercice financier;
- b) les excédents des intérêts versés à l'Union sur ceux acquittés par celle-ci au Gouvernement de la Confédération suisse;
- c) le bénéfice réalisé chaque année sur la fourniture des cartes d'identité postales, des coupons-réponse internationaux et des bons postaux de voyage;
- d) les crédits inscrits au budget de l'Union pour ajuster le Fonds.

Il découle de ce qui précède que le solde comptable du Fonds de réserve n'est pas entièrement disponible mais est composé en partie de créances que l'on espère recouvrer à plus ou moins long terme. Afin de mieux faire ressortir au bilan de l'Union la partie du Fonds de réserve effectivement disponible aux fins de la trésorerie, le Conseil exécutif a décidé d'indiquer séparément sous forme d'un "Compte de provision" la partie du Fonds de réserve constituée par les créances difficiles à recouvrer que représentent les débiteurs arriérés dont les contributions et fournitures (y compris les frais d'interprétation simultanée des organes de l'Union) sont dues pour les années antérieures à l'exercice financier en cours.

6. Trésorerie de l'Union

Le financement des dépenses de l'Union est assuré à titre principal par les contributions annuelles des Pays-membres qui, conformément à l'article 124, paragraphe 8, du Règlement général doivent, à cet effet, être payées à l'avance. En cas d'insuffisance de trésorerie, le Directeur général recourt en premier lieu au Fonds de réserve (dont le Conseil exécutif fixe le niveau en fonction des besoins) puis, comme ultime ressource, à des avances à court terme du Gouvernement de la Confédération suisse que ce dernier s'est déclaré disposé à faire aux conditions qu'il peut obtenir sur le marché financier de son pays.

Il sied de relever que les parts contributives ne couvrent que 90 pour cent des dépenses budgétaires brutes vu que ces dernières sont partiellement financées par les recettes administratives (remboursement de frais, ventes de publications, loyers des locaux, etc.) ainsi que par les prélèvements que le Conseil exécutif décide d'effectuer sur le Fonds de réserve.

Les besoins en trésorerie sont plus élevés que le montant des dépenses budgétaires effectives de l'année en raison des dépenses extra-budgétaires occasionnées par les frais d'approvisionnement en fournitures de coupons-réponse internationaux, cartes d'identité postales, bons postaux de voyage et autres fournitures livrées par le Bureau international — les publications ABC par exemple — ainsi que les frais d'interprétation simultanée des organes de l'Union. S'il est vrai que ces frais sont récupérés dès que possible auprès des Pays-membres intéressés, il n'en reste pas moins que ces dépenses extra-budgétaires grèvent la trésorerie de l'Union pendant le laps de temps nécessaire à leur recouvrement.

Ainsi, contrairement à la plupart des autres institutions de la famille des Nations Unies, l'UPU (ainsi que l'UIT) n'a pas de fonds de roulement pour assurer ses besoins de trésorerie mais compte essentiellement sur les contributions que ses Pays-membres versent à l'avance avec la possibilité de faire emploi, le cas échéant, de son Fonds de réserve afin d'éviter dans toute la mesure du possible le recours à l'emprunt.

7. Monnaie de compte

Les plafonds des dépenses de l'Union mentionnés à l'article 124 du Règlement général sont exprimés en francs suisses.

Le choix de cette monnaie s'est imposé tout naturellement en raison du fait que les dépenses du Bureau international sont encourues au pays siège et s'effectuent dans leur quasi-totalité en francs suisses. Outre que cette monnaie est prescrite par le Règlement financier de l'UPU pour l'établissement du budget et la tenue des comptes de l'Union, c'est également dans cette monnaie que doivent, en règle générale, s'effectuer les paiements à l'Union (notamment le versement des parts contributives). Toutefois, ces derniers peuvent être effectués au moyen d'autres monnaies, pourvu qu'elles soient convertibles en monnaie de compte. Dans ce cas, les paiements sont évalués et comptabilisés d'après le cours officiel pratiqué à l'encaissement.

8. Rôle du Gouvernement de la Confédération suisse

a) Liquidation de l'ancien régime financier

Lors de l'instauration du régime d'autofinancement de l'Union, le Congrès de Rio de Janeiro a accepté l'offre du Gouvernement de la Confédération suisse accordant à l'UPU un délai de dix ans pour le remboursement des avances qu'il a effectuées au moment du changement de régime financier. C'est ainsi que par sa résolution C 17, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a institué un plan d'amortissement des dépenses effectives des années 1979 et 1980 qui sont à rembourser par les Pays-membres par tranches de 20 pour cent durant les années 1981 à 1985 en ce qui concerne les dépenses de 1979, puis de 1986 à 1990 en ce qui concerne les dépenses de 1980. Chaque année, le Bureau international facture ces tranches séparément en même temps que la part contributive de l'année suivante, à moins que l'Administration intéressée n'ait déjà remboursé à l'avance sa part contributive pour les années 1979 et 1980. Il est en effet loisible à toute Administration de se libérer de ces parts contributives avant l'échéance fixée par la résolution C 17 en versant à tout moment le montant encore dû au titre desdites contributions.

Conformément aux dispositions en vigueur avant le changement de régime, les sommes dues au Gouvernement suisse sont productives d'intérêts au profit dudit Gouvernement à raison de 5 pour cent par an à compter du 31 décembre de l'année de l'envoi de la facture. Il en est de même en ce qui concerne les arriérés se rapportant aux années antérieures à 1979 (résolution C 17). Le Bureau international comptabilise séparément et verse régulièrement au Gouvernement de la Confédération suisse les sommes qu'il encaisse au titre des contributions et des fournitures relatives aux années antérieures à 1981.

b) Surveillance de la comptabilité et vérification des comptes de l'Union

Conformément à l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, le Gouvernement de la Confédération suisse surveille la comptabilité du Bureau international et désigne un vérificateur extérieur qui procède — sans frais pour l'Union — à la vérification formelle et matérielle des comptes de l'Union (y compris les comptes de la coopération technique, des services spéciaux et des services de traduction). Le vérificateur extérieur établit un rapport annuel à l'intention du Conseil exécutif et a la faculté de formuler des observations non seulement sur les procédures financières et le système comptable proprement dits mais, de façon générale, sur l'administration et la gestion de l'Union.

c) Avances de trésorerie

Conformément à l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, le Gouvernement de la Confédération suisse s'est également engagé à faire les avances nécessaires au cas où l'Union se trouverait passagèrement en difficulté de trésorerie. Contrairement à l'ancien régime, ce service financier est limité dans le temps — il s'agit de prêts à court terme de moins d'un an — et s'effectue à titre onéreux. Cependant, il a été convenu que le taux d'intérêt appliqué à l'UPU correspondra au coût moyen des emprunts à court terme de la Confédération suisse.

9. Financement des services de traduction installés auprès du Bureau international

Lors de l'instauration du nouveau régime financier de l'Union, les porte-parole des groupes linguistiques anglais, arabe, espagnol, russe et portugais ont déclaré que le régime financier de l'Union serait applicable, mutatis mutandis, à leurs services de traduction installés auprès du Bureau international à Berne en sorte de quoi chaque service de traduction doit se subvenir à lui-même étant entendu que la réglementation financière de l'Union leur est applicable par analogie.

Comptes de l'Union postale universelle des années 1979 à 1983

Rubriques	Totaux des comptes				
	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Chapitre 1 Dépenses de personnel					
<i>Article 11 Traitements de base et indemnités connexes</i>					
111 Traitements de base	5 592 362,65	5 738 639,25	6 956 331,10	7 115 352,50	7 638 316,95
112 Indemnité de poste	2 577 564,60	2 752 318,20	1 934 064,30	2 186 347,10	2 568 291,15
113 Indemnité de non-résident	31 575,85	27 750,00	25 500,00	27 750,00	28 350,00
114 Autres indemnités	1 701,45	12 700,40	12 508,85	13 928,80	46 242,25
115 Heures supplémentaires	10 450,90	1 355,25	13 092,60	12 784,40	8 426,65
116 Personnel de renfort	134 391,25	122 671,05	114 787,40	213 514,75	284 669,15
117 Indemnité personnelle provisoire	94 067,70	1 157,75	—	—	—
Total article 11	8 442 114,40	8 656 591,90	9 056 284,25	9 569 677,55	10 574 296,15
<i>Article 12 Charges familiales</i>					
121 Allocations familiales	225 663,70	257 012,30	269 570,05	271 186,20	333 058,75
122 Congés dans les foyers	139 023,25	204 942,35	158 386,75	231 975,90	209 335,95
123 Indemnité pour frais d'études des enfants	154 839,75	164 180,50	176 097,85	175 459,00	170 091,25
124 Frais de voyage des membres de la famille	16 983,35	21 835,00	12 017,70	11 119,85	19 973,45
Total article 12	536 510,05	647 970,15	616 072,35	689 740,95	732 459,40
<i>Article 13 Frais de recrutement et de cessation de service</i>					
131 Indemnité d'installation	—	29 250,00	48 600,00	50 100,00	45 500,00
132 Frais de déménagement	27 093,40	58 618,00	106 113,40	37 561,00	74 634,60
133 Frais de voyage lors de la nomination ou de la cessation de service	7 171,40	15 105,35	38 373,70	46 541,00	41 297,35
134 Prime de rapatriement et allocation en cas de décès	73 986,15	56 373,90	90 973,20	67 702,35	42 704,20
Total article 13	108 250,95	159 347,25	284 060,30	201 904,35	204 136,15
<i>Article 14 Sécurité sociale</i>					
141 Assurance-maladie	136 158,50	147 120,95	154 086,05	169 385,00	197 520,60
142 Assurance-accidents collective	17 578,10	17 993,45	18 074,30	18 351,25	18 524,40
143 Allocations d'assurance	40 365,15	130 699,35	151 045,05	163 525,80	186 545,10
144 Cotisations à la Caisse de prévoyance	1 733 586,95	1 739 838,65	1 910 423,85	1 988 219,60	2 170 687,20
145 Allocation de vie chère aux pensionnés	702 404,45	770 358,60	840 322,80	988 659,95	1 138 874,80
146 Examens médicaux	10 480,00	17 360,00	17 693,90	16 850,00	18 273,35
Total article 14	2 640 573,15	2 823 371,00	3 091 645,95	3 344 991,60	3 730 425,45
<i>Article 15 Indemnité pour frais de représentation</i>					
151 Indemnité pour frais de représentation du Directeur général et du Vice-Directeur général	19 500,00	19 500,00	19 500,00	17 874,85	19 500,00
Total article 15	19 500,00	19 500,00	19 500,00	17 874,85	19 500,00

Rubriques	Totaux des comptes				
	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Article 17 Rémunération et missions des consultants UPU					
171 Rémunération des consultants UPU	153 418,98	203 063,81	307 332,69	119 236,91	121 240,99
172 Missions des consultants UPU . . .	607 615,27	497 596,07	525 255,48	321 716,27	441 905,32
173 Boursiers liés en principe aux missions des consultants UPU . . .	—	77 170,20	296 517,43	568 189,46	505 569,01
174 Fourniture de petit matériel et de documents liés en principe aux missions des consultants UPU . . .	—	5 157,60	7 767,21	123 765,69	56 201,49
175 Impression des rapports des consultants UPU	13 806,00	30 982,00	16 074,00	14 503,95	8 260,10
176 Téléphones, télégrammes et téléx afférents aux activités prévues dans les rubriques 171 à 174 . . .	14 500,04	15 750,46	18 529,95	31 706,81	25 866,62
179 Autres frais découlant des missions des consultants UPU	—	12 135,21	6 388,54	981,60	776,59
Total article 17	789 340,29	841 855,35	1 177 481,58	1 180 100,69	1 159 820,12
Total général du chapitre 1	12 536 288,84	13 148 635,65	14 245 044,43	15 004 289,99	16 420 637,27

Chapitre 2 Autres frais de fonctionnement du Bureau international

Article 21 Frais de locaux

211 Remboursement du prêt de la Confédération suisse	786 903,00	786 903,00	786 903,00	786 903,00	786 903,00
212 Chauffage et climatisation	160 000,00	214 856,20	208 681,10	205 551,30	178 009,05
213 Electricité et eau	98 355,00	100 048,80	106 291,40	104 730,70	117 072,35
214 Maintenance de l'immeuble et de ses installations	126 381,30	214 862,10	196 080,90	281 236,85	250 979,45
215 Entretien du jardin et des plantes d'intérieur	23 314,80	24 296,15	29 058,45	27 427,30	31 910,60
216 Nettoyage	180 725,20	185 300,55	185 916,70	199 098,30	208 204,85
217 Assurances de l'immeuble	23 224,20	23 224,20	26 587,20	28 197,90	28 400,40
Total article 21	1 398 903,50	1 549 491,00	1 539 518,75	1 633 145,35	1 601 479,70

Article 22 Mobilier et machines de bureau

221 Achat de mobilier	19 012,45	20 796,20	25 066,15	59 424,65	53 595,55
222 Achat de machines de bureau . . .	61 107,35	44 716,30	51 963,30	139 877,00	131 415,85
223 Achat de machines pour les services de reproduction des documents et publications	93 578,50	41 071,10	61 838,70	80 629,20	31 400,00
224 Entretien du mobilier et des machines de bureau	31 812,80	35 722,60	41 282,40	53 450,00	65 235,15
225 Entretien de l'équipement des services de reproduction des documents et publications	35 145,40	41 070,30	34 970,60	29 598,80	29 006,90
226 Assurance du mobilier et des machines	4 081,10	4 081,10	4 081,10	4 715,30	5 307,20
Total article 22	244 737,60	187 457,60	219 202,25	367 694,95	315 960,65

Article 23 Frais de voyage

231 Missions du personnel du Bureau international	170 964,49	178 591,10	217 683,39	266 691,36	280 466,20
232 Voyages des représentants des Pays-membres du CE et du CCEP	78 300,41	115 139,21	112 414,60	128 222,86	113 007,45
233 Voyages et indemnité journalière du Président du CE	166,40	18 984,75	21 755,00	23 463,70	35 675,30
234 Voyages des invités du CE et du CCEP	—	—	—	—	2 938,00
Total article 23	249 431,30	312 715,06	351 852,99	418 377,92	432 086,95

Rubriques	Totaux des comptes				
	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Article 24 Frais de bureau					
241 Affranchissements postaux	180 239,05	130 631,55	166 637,35	149 278,00	166 610,35
242 Taxes de télégraphe et de télex	34 369,94	24 720,67	31 390,22	30 509,83	31 989,21
243 Service téléphonique	73 936,82	58 579,60	40 366,50	56 971,22	63 965,50
244 Fournitures de bureau	54 782,40	54 290,19	77 821,34	71 157,35	63 190,10
245 Frais de transport	433,60	684,20	1 014,50	1 164,28	662,65
Total article 24	343 761,81	268 906,21	317 229,91	309 080,68	326 417,81
Article 25 Reproduction des documents et publications					
251 Frais de traduction	96 938,19	63 055,70	141 101,00	159 043,40	144 167,15
252 Impression et reliures extérieures	50 631,70	564 576,54	221 928,50	145 697,70	149 538,40
254 Matériel d'impression offset	42 176,65	54 318,70	24 079,50	38 550,45	63 685,05
255 Papier offset	33 841,00	138 941,85	118 583,15	63 050,00	129 085,45
256 Production des photocopies	46 812,05	47 929,40	57 508,65	63 765,70	67 985,80
257 Papier photocopies	3 467,10	10 010,85	11 599,40	8 256,00	13 787,45
258 Reproduction des documents et publications en espagnol à Montevideo	191 447,30	226 080,40	249 659,45	191 700,92	210 173,48
259 Reproduction des documents et publications en langues allemande, chinoise, portugaise et russe	—	—	100 000,00	159 648,00	174 962,90
Total article 25	465 313,99	1 104 913,44	924 459,65	829 712,17	953 385,68
Article 26 Revue "Union Postale"					
261 Honoraires des auteurs et traducteurs	66 073,64	69 981,25	83 027,00	85 084,85	89 966,27
262 Frais d'impression	143 184,95	196 859,30	203 398,50	212 295,50	240 170,50
263 Achat de papier	23 212,00	—	—	—	—
264 Frais d'expédition	5 467,95	5 402,50	5 473,70	4 259,40	4 424,25
Total article 26	237 938,54	272 243,05	291 899,20	301 639,75	334 561,02
Article 27 Bibliothèque, cinémathèque et information publique					
271 Bibliothèque	17 709,55	18 156,52	22 986,33	23 157,64	20 792,54
272 Cinémathèque	—	2 456,60	2 361,80	301,00	1 278,00
273 Information publique	23 508,48	13 648,95	21 442,09	69 784,72	46 527,43
Total article 27	41 218,03	34 262,07	46 790,22	93 243,36	68 597,97
Article 29 Frais divers					
291 Frais de représentation généraux de l'Union	28 006,61	38 995,25	45 933,65	48 750,15	55 342,25
292 Frais de représentation exceptionnels du Président du CE	—	—	1 000,00	1 500,00	1 184,15
293 Indemnité forfaitaire au Président du CE	6 000,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00
294 Contribution aux frais de fonctionnement des organes des Nations Unies	24 500,66	26 792,48	36 432,67	39 209,10	45 798,68
296 Voitures de service	5 993,30	14 958,95	3 873,90	34 593,85	4 387,95
297 Pertes sur cours et frais bancaires	2 118,92	868,15	869,27	843,35	1 311,16
299 Divers	1 600,00	3 483,70	3 763,25	4 048,15	12 570,45
Total article 29	68 219,49	94 098,53	100 872,74	137 944,60	129 594,64
Total général du chapitre 2	3 049 524,26	3 824 086,96	3 791 825,71	4 090 838,78	4 162 084,42

Rubriques	Totaux des comptes				
	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Chapitre 3 Dépenses afférentes au Congrès					
<i>Article 31 Déplacement du secrétariat</i>					
311 Frais de voyages et assurances . . .	424 186,36	—	—	—	—
312 Indemnité de subsistance	717 916,48	—	—	—	—
313 Personnel de renfort	37 809,87	—	—	—	—
Total article 31	1 179 912,71	—	—	—	—
<i>Article 32 Installation technique d'interprétation simultanée</i>					
Total article 32	515 000,00	—	—	—	—
<i>Article 34 Frais de communication et de transport</i>					
341 Affranchissements postaux	2 095,15	—	—	—	—
342 Télégrammes, télex et téléfax . . .	4 929,14	—	—	—	—
343 Téléphones	4 953,97	—	—	—	—
344 Transports	48 419,94	—	—	—	—
Total article 34	60 398,20	—	—	—	—
<i>Article 35 Reproduction des documents durant le Congrès</i>					
Total article 35	239 201,07	—	—	—	—
<i>Article 39 Frais divers</i>					
391 Locaux supplémentaires	19 138,76	—	—	—	—
392 Matériel de bureau	9 906,20	—	—	—	—
393 Frais de représentation	4 005,25	—	—	—	—
399 Divers et imprévu	11 259,74	—	—	—	—
Total article 39	44 309,95	—	—	—	—
Total général du chapitre 3	2 038 821,93	—	—	—	—
Chapitre 4 Versement au Fonds de réserve					
<i>Article 41 Versement au Fonds de réserve</i>					
	—	—	2 555 049,99	2 305 053,49	1 276 278,31
Total général du chapitre 4	—	—	2 555 049,99	2 305 053,49	1 276 278,31
Total général des dépenses de l'Union . .	17 624 635,03	16 972 722,61	20 591 920,13	21 400 182,26	21 859 000,00

Rubriques	Totaux des comptes				
	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Chapitre 5 Parts contributives des Pays-membres					
<i>Article 51 Parts contributives des Pays-membres</i>	15 862 080,00	14 914 100,00	17 763 375,00	18 637 500,00	18 637 500,00
Total général du chapitre 5	15 862 080,00	14 914 100,00	17 763 375,00	18 637 500,00	18 637 500,00
Chapitre 6 Recettes administratives					
<i>Article 61 Remboursement de frais</i>					
611 Frais d'administration de la coopération technique	867 499,93	914 303,22	1 276 672,07	1 032 883,63	823 992,16
612 Coût des prestations fournies aux groupes linguistiques russe et portugais	16 440,00	29 589,00	63 205,00	88 094,00	116 134,35
613 Ports et surtaxes aériennes	19 592,55	20 298,00	27 175,75	22 118,70	21 424,95
614 Impôt sur le chiffre d'affaires	33 227,53	45 929,86	49 043,25	52 858,03	63 356,01
Total article 61	936 760,01	1 010 120,00	1 416 096,07	1 195 954,36	1 024 907,47
<i>Article 62 Produits des ventes de publications</i>					
621 Vente de publications aux Administrations	121 691,40	151 178,00	413 921,20	154 920,10	342 704,70
622 Vente de publications aux particuliers	17 183,34	15 750,67	16 702,56	18 342,33	16 299,17
623 Abonnements à la revue "Union Postale" souscrits par les Administrations	49 940,00	51 892,00	48 213,00	47 682,00	42 867,15
624 Abonnements à la revue "Union Postale" souscrits par des particuliers	5 218,60	4 005,19	4 971,62	4 132,91	3 773,55
625 Publicité dans la revue "Union Postale"	27 963,45	18 346,75	18 967,00	14 966,70	17 373,30
Total article 62	221 996,79	241 172,61	502 775,38	240 044,04	423 017,87
<i>Article 63 Loyers des locaux</i>					
631 Loyers	380 242,60	382 923,20	398 334,10	428 625,48	431 811,29
632 Participation aux charges locatives	99 273,50	110 667,75	118 307,95	120 198,70	129 085,50
Total article 63	479 516,10	493 590,95	516 642,05	548 824,18	560 896,79
<i>Article 69 Recettes diverses</i>					
691 Gains sur cours	105,71	2 588,78	566,31	35,08	5,53
699 Recettes occasionnelles	116 346,70	310 432,64	26 365,32	11 724,60	15 214,99
Total article 69	116 452,41	313 021,42	26 931,63	11 759,68	15 220,52
Total général du chapitre 6	1 754 725,31	2 057 905,06	2 462 445,13	1 996 582,26	2 024 042,65
Chapitre 7 Prélèvement du Fonds de réserve					
<i>Article 71 Prélèvement du Fonds de réserve</i>					
	7 829,72	717,55	366 100,00	766 100,00	1 197 457,35
Total général du chapitre 7	7 829,72	717,55	366 100,00	766 100,00	1 197 457,35
Total général des recettes de l'Union	17 624 635,03	16 972 722,61	20 591 920,13	21 400 182,26	21 859 000,00

Récapitulation

	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>I. Dépenses récurrentes de l'Union</i>					
Chapitre 1 Dépenses de personnel . .	12 536 288,84	13 148 635,65	14 245 044,43	15 004 289,99	16 420 637,27
Chapitre 2 Autres frais de fonctionnement du Bureau international . . .	3 049 524,26	3 824 086,96	3 791 825,71	4 090 838,78	4 162 084,42
A. Dépenses brutes (chapitres 1 et 2)	15 585 813,10	16 972 722,61	18 036 870,14	19 095 128,77	20 582 721,69
B. Recettes administratives (chapitre 6)	1 754 725,31	2 057 905,06	2 462 445,13	1 996 582,26	2 024 042,65
C. Dépenses nettes (A — B)	13 831 087,79	14 914 817,55	15 574 425,01	17 098 546,51	18 558 679,04
<i>II. Dépenses afférentes à la réunion du Congrès (chapitre 3)</i>	2 038 821,93	—	—	—	—
<i>III. Versement au Fonds de réserve (chapitre 4)</i>	—	—	2 555 049,99	2 305 053,49	1 276 278,31
<i>IV. Prélèvement du Fonds de réserve (chapitre 7)</i>	7 829,72	717,55	366 100,00	766 100,00	1 197 457,35
<i>V. Dépenses nettes totales couvertes par les parts contributives des Pays-membres (chapitre 5) (I + II + III — IV)</i>	15 862 080,00	14 914 100,00	17 763 375,00	18 637 500,00	18 637 500,00

Caisse de prévoyance de l'Union postale universelle

I. Introduction

La Caisse de prévoyance de l'UPU, instituée à partir du 1er janvier 1964, est placée sous la surveillance du Conseil fédéral suisse et administrée par un Conseil de fondation composé de trois membres, à savoir le Président du Conseil exécutif, le Directeur général du Bureau international et un représentant du personnel. Le Conseil de fondation, qui fait rapport chaque année au Conseil exécutif, a siégé à cinq reprises depuis le Congrès de Rio de Janeiro.

La Caisse de prévoyance de l'UPU, à laquelle sont affiliés les fonctionnaires du Bureau international ainsi que le personnel des services de traduction dont les groupes linguistiques intéressés ont passé un accord avec ladite Caisse, assure les participants et les membres de leur famille contre les conséquences économiques de l'invalidité, de la vieillesse et du décès. Reposant sur le principe technique de la capitalisation, la Caisse de prévoyance est alimentée, d'une part, par des cotisations périodiques versées par les fonctionnaires et leur employeur et, d'autre part, par le revenu des placements de la Caisse.

Au cours de la période quinquennale 1979–1983, le Conseil de fondation a suivi très attentivement la situation actuarielle de la Caisse ainsi que les problèmes inhérents à l'investissement du patrimoine. Bien que dans leur ensemble les placements ainsi que leur revenu soient très satisfaisants, le Conseil a décidé de poursuivre une politique de diversification et a pris certaines mesures susceptibles d'améliorer encore le rendement de certaines catégories de placements sans affecter pour autant leur sécurité.

II. Evolution de l'effectif des participants et bénéficiaires de pensions

Année	Participants en activité de service					Bénéficiaires de pensions				Effectif total (6 + 10)
	en début d'année	admis- sions	départs	décès	en fin d'année	en début d'année	nou- veaux bénéfi- ciaires	presta- tions discon- tinuées	en fin d'année	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
1979	140	+ 6	— 11	—	135	37	+ 11	— 1	47	182
1980	135	+ 10	— 5	—	140	47	+ 5	— 4	48	188
1981	140	+ 8	— 6	—	142	48	+ 10	— 2	56	198
1982	142	+ 7	— 7	— 1	141	56	+ 3	— 4	55	196
1983	141	+ 12	— 6	—	147	55	+ 4	— 2	57	204

III. Situation financière

Les comptes de la Caisse de prévoyance sont tenus par le Bureau international et vérifiés par le Contrôle fédéral des finances de la Confédération suisse qui les a reconnus exacts dans un rapport transmis chaque année au Conseil de fondation et à l'Autorité de surveillance de la fondation.

Comptes	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>Recettes</i>					
Cotisations	2 804 288,25	2 932 207,15	3 100 545,50	3 428 136,80	3 673 400,45
Cotisations complémentaires et sommes de rachat	36 670,10	38 073,30	34 272,40	21 353,40	21 353,40
Revenu des placements	1 567 288,89	1 526 619,78	1 810 632,95	2 213 432,21	2 360 119,76
Versements des réassureurs	39 268,80	40 719,00	42 533,70	44 742,90	50 916,60
Recettes diverses	1 511,50	2 913,15	2 793,85	3 031,55	35 582,50
Total des recettes	4 449 027,54	4 540 532,38	4 990 778,40	5 710 696,86	6 141 372,71
<i>Dépenses</i>					
Prestations statutaires	1 614 044,30	1 524 619,80	1 619 838,05	2 648 788,50	2 016 907,95
Cotisations remboursées à l'employeur	9 816,40	27 088,85	14 538,80	—	6 386,15
Primes de réassurance	32 690,40	33 843,10	34 992,40	35 194,80	41 907,00
Ancien immeuble du Bureau international (entretien, réparations, assurances, etc.)	29 015,55	14 377,20	27 466,60	33 058,05	26 902,70
Dépenses diverses	19 669,51	10 046,05	8 106,75	17 193,90	37 059,20
Total des dépenses	1 705 236,16	1 609 975,00	1 704 942,60	2 734 235,25	2 129 163,00
Excédents des recettes nettes de la Caisse de prévoyance	2 743 791,38	2 930 557,38	3 285 835,80	2 976 461,61	4 012 209,71
<i>Bilan comptable</i>					
	1979	1980	1981	1982	1983
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>Actif</i>					
Placements immobiliers et hypothécaires	2 605 591,94	2 955 533,09	3 024 795,19	3 156 814,08	3 236 457,10
Actions	1 799 055,00	2 128 400,00	2 276 100,00	2 738 485,00	2 934 285,00
Obligations (suisses et étrangères)	15 282 162,46	17 757 456,00	21 648 068,95	25 966 671,45	29 284 769,45
Prêts au personnel	1 523 154,05	1 578 958,55	1 961 960,10	2 364 309,55	2 288 754,10
Avoirs à vue	7 319 348,56	6 879 400,54	5 608 107,78	3 596 345,38	4 179 384,01
	28 529 312,01	31 299 748,18	34 519 032,02	37 822 625,46	41 923 649,66
<i>Passif</i>					
Créanciers divers	71 526,05	—	—	67 670,85	144 088,40
Capital	28 457 785,96	31 299 748,18	34 519 032,02	37 754 954,61	41 779 561,26
	28 529 312,01	31 299 748,18	34 519 032,02	37 822 625,46	41 923 649,66

IV. Situation actuarielle

Conformément aux Statuts, une évaluation actuarielle de la Caisse de prévoyance est effectuée au moins une fois tous les trois ans. C'est ainsi que deux expertises ont été faites au 31 décembre 1979 puis au 31 décembre 1982 basées, la première sur un taux technique de 4 pour cent par an et la seconde sur un taux de 4,5 pour cent par an.

Le Conseil de fondation a décidé d'effectuer les évaluations actuarielles selon le principe dit de la "Caisse ouverte", c'est-à-dire en acceptant la condition de "pérennité" selon laquelle l'effectif des cotisants ainsi que la masse salariale de ceux-ci ne devront pas subir de diminution à l'avenir. Le rôle de l'évaluation actuarielle est de rechercher si, par comparaison de l'actif et du passif, il existe un équilibre financier ou en d'autres termes si la fortune de la Caisse — compte tenu des cotisations futures et des intérêts à recevoir — est suffisante pour couvrir les engagements statutaires actuels et futurs. La situation d'équilibre est donnée par le taux de couverture, lequel s'exprime sous la forme du rapport entre le montant total des actifs du bilan technique (patrimoine et valeur actuelle des cotisations futures) et le montant total du passif (valeur actuelle des prestations en cours et futures). Les deux dernières expertises ont montré que la situation actuarielle de la Caisse de prévoyance est saine et peut être considérée comme équilibrée dans son ensemble ainsi que cela ressort du tableau ci-après:

	Evaluation actuarielle effectuée au	
	31.12.1979	31.12.1982
	Montants exprimés en milliers de francs suisses	
<i>Actif</i>		
Patrimoine et valeur actuelle des cotisations futures	84 195	89 230
<i>Passif</i>		
Valeur actuelle des pensions en cours et des prestations futures	83 660	89 846
Excédent (+)/Déficit (—)	+535	— 616
Taux de couverture: $\frac{\text{Actif}}{\text{Passif}}$	100,6%	99,3%

Quand bien même le bilan technique établi au 31.12.1982 accuse un très léger déficit (0,7 pour cent du passif), le principe de l'évaluation en "Caisse ouverte" n'exige pas un amortissement immédiat en sorte de quoi il n'y a pas lieu de recourir aux garanties octroyées par l'Union. Il va de soi que le Conseil de fondation suit de près l'évolution de la situation afin que, en cas de nécessité, des mesures appropriées puissent être prises en temps opportun.

V. Conclusion

Le Congrès de Hamburg est invité à prendre acte de la situation de la Caisse de prévoyance de l'Union postale universelle.

Projet de résolution

Aide apportée par le Gouvernement de la Confédération suisse dans le domaine des finances de l'Union

Le Congrès,

ayant examiné

le rapport présenté par le Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès — Doc 4),

considérant

le rôle particulièrement précieux pour l'Union que le Gouvernement de la Confédération suisse exerce en matière financière en vertu de l'article 124, paragraphe 10, du Règlement général, ainsi que de la résolution C 17 du Congrès de Rio de Janeiro 1979,

exprime

- 1° sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il apporte à l'Union dans le domaine des finances en ayant effectué les avances de trésorerie de l'ancien régime financier de l'Union, en surveillant la tenue de la comptabilité du Bureau international et en assumant la vérification extérieure des comptes de l'Union;
- 2° l'espoir que cette précieuse collaboration avec l'Union pourra être maintenue à l'avenir.

Hamburg, le

Le Président du Congrès,

Projet de résolution

Approbation des comptes de l'Union des années 1979 à 1983

Le Congrès,

vu

- a) le rapport du Directeur général sur les finances de l'Union (Congrès — Doc 4);
- b) le rapport de sa Commission des finances (Congrès — Doc ...),

approuve

les comptes de l'Union postale universelle des années 1979 à 1983.

Hamburg, le

Le Président du Congrès,

Budgets de l'Union pour 1984 et 1985 approuvés par le Conseil exécutif

Rubriques	Comptes 1983*	Budget 1984	Budget 1985
	Sfr	Sfr	Sfr
Chapitre 1 Dépenses de personnel			
<i>Article 11 Traitements de base et indemnités connexes</i>			
111 Traitements de base	7 638 316,95	7 543 500	8 140 600
112 Indemnité de poste	2 568 291,15	2 660 000	2 621 800
113 Indemnité de non-résident	28 350,00	28 800	28 800
114 Autres indemnités	46 242,25	25 000	10 000
115 Heures supplémentaires	8 426,65	20 000	15 000
116 Personnel de renfort	284 669,15	317 000	273 500
Total article 11	10 574 296,15	10 594 300	11 089 700
<i>Article 12 Charges familiales</i>			
121 Allocations familiales	333 058,75	315 600	373 900
122 Congés dans les foyers	209 335,95	263 100	394 800
123 Indemnité pour frais d'études des enfants	170 091,25	259 700	300 300
124 Voyages des membres de la famille	19 973,45	24 000	26 900
Total article 12	732 459,40	862 400	1 095 900
<i>Article 13 Frais de recrutement et de cessation de service</i>			
131 Indemnité d'installation	45 500,00	19 200	55 100
132 Frais de déménagement	74 634,60	92 000	139 000
133 Voyage lors de la nomination ou de la cessation de service	41 297,35	54 500	62 200
134 Prime de rapatriement	42 704,20	179 400	88 800
Total article 13	204 136,15	345 100	345 100
<i>Article 14 Sécurité sociale</i>			
141 Assurance-maladie	197 520,60	214 400	251 100
142 Assurance-accidents collective	18 524,40	19 300	19 300
143 Allocations d'assurance	186 545,10	205 200	230 000
144 Cotisations à la Caisse de prévoyance	2 170 687,20	2 357 000	2 440 100
145 Allocation de vie chère aux pensionnés	1 138 874,80	1 138 900	1 247 000
146 Examens médicaux	18 273,35	17 000	20 000
Total article 14	3 730 425,45	3 951 800	4 207 500
<i>Article 15 Indemnité pour frais de représentation</i>			
151 Indemnité pour frais de représentation du Directeur général et du Vice-Directeur général	19 500,00	19 500	19 500

* Bien que les comptes de 1983 apparaissent déjà à l'annexe 3, il a néanmoins semblé utile de les faire figurer à nouveau aux fins de comparaison.

Rubriques	Comptes 1983	Budget 1984	Budget 1985
	Sfr	Sfr	Sfr
Article 17 Rémunération et missions des consultants UPU			
171 Rémunération des consultants UPU	121 240,99	150 000	130 000
172 Missions des consultants UPU	441 905,32	400 000	450 000
173 Boursiers liés en principe aux missions des consultants UPU	505 569,01	470 000	480 000
174 Fourniture de petit matériel et de documents liés en principe aux missions des consultants UPU	56 201,49	106 000	66 000
175 Impression des rapports des consultants UPU	8 260,10	20 000	20 000
176 Téléphones, télégrammes et télex afférents aux activités prévues dans les rubriques 171 à 174	25 866,62	30 000	30 000
179 Autres frais découlant des missions des consultants UPU	776,59	4 000	4 000
Total article 17	1 159 820,12	1 180 000	1 180 000
Total général du chapitre 1	16 420 637,27	16 953 100	17 937 700

Chapitre 2 Autres frais de fonctionnement du Bureau international

Article 21 Frais de locaux

211 Remboursement du prêt de la Confédération suisse	786 903,00	787 000	787 000
212 Chauffage et climatisation	178 009,05	280 000	240 000
213 Electricité et eau	117 072,35	126 000	130 000
214 Maintenance de l'immeuble et de ses installations	250 979,45	265 300	196 000
215 Entretien du jardin et des plantes d'intérieur	31 910,60	32 000	35 000
216 Nettoyage	208 204,85	230 000	240 000
217 Assurances de l'immeuble	28 400,40	30 000	32 000
Total article 21	1 601 479,70	1 750 300	1 660 000

Article 22 Mobilier et machines de bureau

221 Achat de mobilier	53 595,55	40 000	50 000
222 Achat de machines de bureau	131 415,85	139 000	94 000
223 Achat de machines pour les services de reproduction des documents et publications	31 400,00	145 000	110 000
224 Entretien du mobilier et des machines de bureau	65 235,15	70 000	80 000
225 Entretien de l'équipement des services de reproduction des documents et publications	29 006,90	50 000	40 000
226 Assurance du mobilier et des machines	5 307,20	6 000	7 000
Total article 22	315 960,65	450 000	381 000

Article 23 Frais de voyage

231 Missions du personnel du Bureau international	280 466,20	285 400	294 500
232 Voyages des représentants des Pays-membres du CE et du CCEP	113 007,45	157 900	188 100
233 Voyages et indemnité journalière du Président du CE	35 675,30	16 500	10 800
234 Voyages des invités du CE et du CCEP	2 938,00	3 400	—
Total article 23	432 086,95	463 200	493 400

Rubriques	Comptes 1983	Budget 1984	Budget 1985
	Sfr	Sfr	Sfr
<i>Article 24 Frais de bureau</i>			
241 Affranchissements postaux	166 610,35	190 000	200 000
242 Taxes de télégraphe et de télex	31 989,21	70 000	50 000
243 Service téléphonique	63 965,50	75 000	80 000
244 Fournitures de bureau	63 190,10	65 000	68 000
245 Frais de transport	662,65	1 500	1 500
246 Fournitures pour l'informatique	—	8 000	10 000
Total article 24	326 417,81	409 500	409 500
<i>Article 25 Reproduction des documents et publications</i>			
251 Frais de traduction	144 167,15	160 000	160 000
252 Impression et reliures extérieures	149 538,40	71 300	465 000
254 Matériel d'impression offset	63 685,05	95 200	120 000
255 Papier offset	129 085,45	133 600	185 000
256 Production des photocopies	67 985,80	72 000	75 000
257 Papier photocopies	13 787,45	15 000	15 000
258 Reproduction des documents et publications en espagnol à Montevideo	210 173,48	250 000	260 000
259 Reproduction des documents et publications en langues allemande, chinoise, portugaise et russe	174 962,90	200 000	200 000
Total article 25	953 385,68	997 100	1 480 000
<i>Article 26 Revue "Union Postale"</i>			
261 Honoraires des auteurs et traducteurs	89 966,27	90 000	90 000
262 Frais d'impression	240 170,50	260 000	280 000
264 Frais d'expédition	4 424,25	7 000	7 000
Total article 26	334 561,02	357 000	377 000
<i>Article 27 Bibliothèque, cinémathèque et information publique</i>			
271 Bibliothèque	20 792,54	21 000	24 000
272 Cinémathèque	1 278,00	5 000	5 000
273 Information publique	46 527,43	44 000	46 500
Total article 27	68 597,97	70 000	75 500
<i>Article 29 Frais divers</i>			
291 Frais de représentation généraux de l'Union	55 342,25	45 000	50 000
292 Frais de représentation exceptionnels du Président du CE	1 184,15	2 000	2 000
293 Indemnité forfaitaire au Président du CE	9 000,00	9 000	9 000
294 Contribution aux frais de fonctionnement des organes des Nations Unies	45 798,68	55 400	57 200
296 Voitures de service	4 387,95	11 000	12 000
297 Pertes sur cours et frais bancaires	1 311,16	2 000	2 000
299 Divers	12 570,45	20 000	15 000
Total article 29	129 594,64	144 400	147 200
Total général du chapitre 2	4 162 084,42	4 641 500	5 023 600

Rubriques	Comptes 1983	Budget 1984	Budget 1985
	Sfr	Sfr	Sfr
Chapitre 3 Dépenses afférentes au Congrès			
<i>Article 31 Déplacement du secrétariat</i>			
311 Frais de voyages et assurances	—	124 600	—
312 Indemnité de subsistance	—	1 057 000	—
313 Personnel de renfort	—	40 000	—
Total article 31	—	1 221 600	—
<i>Article 32 Installation technique d'interprétation simultanée</i>			
Total article 32	—	320 000	—
<i>Article 34 Frais de communication et de transport</i>			
341 Affranchissements postaux	—	4 000	—
342 Télégrammes, télex et téléfax	—	6 000	—
343 Téléphones	—	5 000	—
344 Transports	—	27 000	—
Total article 34	—	42 000	—
<i>Article 35 Reproduction des documents durant le Congrès</i>			
Total article 35	—	210 000	—
<i>Article 39 Frais divers</i>			
391 Locaux supplémentaires	—	20 000	—
392 Matériel de bureau	—	6 000	—
393 Frais de représentation	—	12 000	—
399 Divers et imprévu	—	25 000	—
Total article 39	—	63 000	—
Total général du chapitre 3	—	1 856 600	—

Chapitre 4 Versement au Fonds de réserve

Total général du chapitre 4	1 276 278,31	0	0
Total général des dépenses (1+2+3+4)	21 859 000,00	23 451 200	22 961 300

Rubriques	Comptes 1983	Budget 1984	Budget 1985
	Sfr	Sfr	Sfr
Chapitre 20 Parts contributives des Pays-membres			
Total général du chapitre 20.	18 637 500,00	18 637 500	20 022 000
Chapitre 21 Recettes administratives			
<i>Article 211 Remboursement de frais</i>			
2111 Frais d'administration de la coopération technique	823 992,16	963 000	959 200
2112 Coût des prestations fournies aux groupes linguistiques russe et portugais	116 134,35	90 000	100 000
2113 Ports et surtaxes aériennes	21 424,95	25 000	20 000
2114 Impôt sur le chiffre d'affaires	63 356,01	55 000	55 000
Total article 211	1 024 907,47	1 133 000	1 134 200
<i>Article 212 Produits des ventes de publications</i>			
2121 Vente de publications aux Administrations	342 704,70	120 000	140 000
2122 Vente de publications aux particuliers	16 299,17	18 000	18 000
2123 Abonnements à la revue "Union Postale" souscrits par des Administrations	42 867,15	48 000	45 000
2124 Abonnements à la revue "Union Postale" souscrits par des particuliers	3 773,55	4 500	4 000
2125 Publicité dans la revue "Union Postale"	17 373,30	20 000	20 000
Total article 212	423 017,87	210 500	227 000
<i>Article 213 Loyers des locaux</i>			
2131 Loyers	431 811,29	417 000	417 000
2132 Participation aux charges locatives	129 085,50	130 000	130 000
Total article 213	560 896,79	547 000	547 000
<i>Article 219 Recettes diverses</i>			
2191 Gains sur cours	5,53	500	500
2199 Recettes occasionnelles	15 214,99	17 700	40 600
Total article 219	15 220,52	18 200	41 100
Total général du chapitre 21.	2 024 042,65	1 908 700	1 949 300
Chapitre 22 Prélèvement du Fonds de réserve			
Total général du chapitre 22.	1 197 457,35	2 905 000	990 000
Total général des recettes (20+21+22)	21 859 000,00	23 451 200	22 961 300

Récapitulation

	Comptes 1983	Budget 1984	Budget 1985
	Sfr	Sfr	Sfr
<i>I. Dépenses récurrentes de l'Union</i>			
Chapitre 1 Dépenses de personnel	16 420 637,27	16 953 100	17 937 700
Chapitre 2 Autres frais de fonctionnement du Bureau international	4 162 084,42	4 641 500	5 023 600
A. Dépenses brutes (chapitres 1 + 2)	20 582 721,69	21 594 600	22 961 300
B. Recettes administratives (chapitre 21)	2 024 042,65	1 908 700	1 949 300
C. Dépenses récurrentes nettes (A — B)	18 558 679,04	19 685 900	21 012 000
<i>II. Dépenses afférentes au Congrès (chapitre 3)</i>	—	1 856 600	—
<i>III. Versement au Fonds de réserve (chapitre 4)</i>	1 276 278,31	0	0
<i>IV. Prélèvement du Fonds de réserve (chapitre 22)</i>	1 197 457,35	2 905 000	990 000
<i>V. Parts contributives des Pays-membres (chapitre 20) (I + II + III — IV)</i>	18 637 500,00	18 637 500	20 022 000

Renouvellement des machines du Bureau international

I. Introduction

1. Selon la pratique arrêtée par le Congrès de Lausanne 1974 et entérinée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, le présent document donne une estimation du renouvellement progressif des machines du Bureau international à envisager au cours de la prochaine période quinquennale lorsque le besoin s'en fera sentir. Le plan d'ensemble établi à cet effet englobe l'équipement de l'informatique, les machines des ateliers de dactylographie et de composition, les machines de l'atelier d'impression et les deux voitures de service.

II. Informatique

2. L'ancien mini-ordinateur a été remplacé en août 1981 par un nouvel ordinateur plus souple et beaucoup plus performant. Après avoir débuté avec l'équipement de base strictement indispensable — à savoir une unité centrale, une imprimante et trois postes de travail (écran de visualisation + clavier) — le Bureau international l'a ensuite élargi progressivement au fur et à mesure de la mise en oeuvre des programmes logiciels en sorte de quoi la configuration comprendra en 1985: une unité de calcul renforcée, deux imprimantes et 12 postes de travail (lesquels sont décentralisés dans quatre ou cinq différentes sections du Bureau international). Afin d'obtenir un rendement optimal de cet ordinateur, nous nous proposons de poursuivre cette politique de décentralisation au cours de la période 1986–1990 afin d'atteindre en 1989 notre objectif final, à savoir un parc se composant de cinq imprimantes et 17 unités de travail dont seraient dotées la plupart des unités administratives du Bureau international. A ce moment-là, on pourra considérer que le but visé sera entièrement atteint en ce qui concerne l'automatisation des travaux de routine ou répétitifs en matière de comptabilité, de facturation, de décomptes, de statistiques postales, de gestion du personnel et de coopération technique. Les différents éléments complémentaires que nous envisageons d'acquérir au cours des années 1986 à 1990 sont mentionnés dans le plan figurant à la fin de la présente annexe, étant entendu qu'il n'y aura pas lieu de renouveler l'équipement acheté récemment dont l'usure est d'autant plus faible que le remplacement des pièces défectueuses est couvert par le contrat d'entretien de l'appareillage.

3. Il faut relever enfin que le Bureau international est parvenu à mettre sur pied un système informatique très performant à des conditions particulièrement avantageuses en faisant l'économie de spécialistes ou de consultants extérieurs vu que la totalité des travaux d'analyse et de programmation a pu être effectuée par un noyau de fonctionnaires hautement qualifiés que le Bureau international a choisi parmi son propre personnel et qui ont été spécialisés à ce genre d'activité très particulier.

III. Ateliers de composition et de dactylographie

4. L'atelier de composition répond aux besoins présents et sa capacité ne nécessite pas une augmentation du nombre de machines. Les dépenses à prendre en considération sous ce titre ne portent que sur le renouvellement le moment venu de machines déjà en usage.

5. Il sied de relever que le Bureau international envisage de poursuivre la politique de rationalisation du travail entreprise ces dernières années par l'introduction d'équipements de traitement de texte, le but à atteindre étant d'arriver à une intégration des ateliers de dactylographie et de composition dans une unité unique.

6. Le Bureau international considère que la mise en oeuvre d'un système de production à l'aide de machines de traitement de texte peut se faire d'une façon progressive, de telle sorte qu'il soit possible à tout moment de ralentir le processus en cas de difficultés ou de l'accélérer si les résultats escomptés sont obtenus. En plus, il se doit d'exploiter à l'aide de telles machines la possibilité de passer directement en photocomposition les informations stockées dans un système de traitement de texte pour la reproduction des documents à publier sous une forme typographique. Toutefois, l'exploitation d'une unité de photocomposition n'est guère jugée opportune à l'heure actuelle en raison des investissements élevés que nécessiterait l'acquisition d'un équipement répondant pleinement à nos besoins. Il y aurait sans doute avantage dans l'immédiat à tirer profit des équipements et des expériences de nos fournisseurs, le but visé sous chiffre 5 ci-devant risquant de ne pouvoir être atteint avant la prochaine décennie.

IV. Atelier d'impression

7. A l'exception de l'acquisition d'une rogneuse à trois couteaux (40 000 francs en 1986), les dépenses projetées pour la prochaine période quinquennale ne portent que sur le renouvellement du matériel en service.

V. Voitures de service

8. Les deux voitures de service étant de modèle récent et en parfait état de marche, leur échange ne sera envisagé qu'en cas d'absolue nécessité. En bonne administration, il convient néanmoins de créer les conditions financières de leur remplacement en temps opportun.

VI. Conclusion

9. Le Congrès voudra bien se prononcer sur le plan de renouvellement qui lui est proposé ci-après, étant entendu que les ouvertures de crédit nécessaires à son exécution seront soumises annuellement à l'approbation du Conseil exécutif par la voie du budget. A noter qu'il n'y a pas lieu de prévoir de crédits complémentaires au plafond étant donné qu'un crédit de l'ordre de 200 000 Sfr est déjà compris dans le budget de l'année 1985 servant de base de fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1986 à 1990.

Plan de renouvellement des machines du Bureau international

Equipement	Prix d'achat	Année d'acquisition	Durée de vie prévisible	Année et prix de remplacement				
				1986	1987	1988	1989	1990
	Sfr			Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Report				164 000	146 000	121 000	154 000	175 000
Informatique (ordinateur)								
1 Unité centrale	86 300	1981	illimitée					
128 KB mémoire centrale supplémentaire	12 500	1981	illimitée					
128 KB mémoire centrale supplémentaire	12 500	1982	illimitée					
128 KB mémoire centrale supplémentaire	6 100	1983	illimitée					
256 KB mémoire centrale supplémentaire	9 100	1985	illimitée					
256 KB mémoire centrale supplémentaire					9 000			
20 MB mémoire auxiliaire supplémentaire	10 500	1982	illimitée					
100 MB mémoire auxiliaire supplémentaire	47 600	1983	illimitée					
100 MB mémoire auxiliaire supplémentaire	44 900	1985	illimitée					
100 MB mémoire auxiliaire supplémentaire						45 000		
Processeur plus rapide	10 000	1982	illimitée					
Diverses adaptations hardware				15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
1 imprimante rapide 300 lignes/minute	27 000	1981	10					
1 imprimante 100 lignes/minute	15 500	1983	10					
1 imprimante 100 lignes/minute				15 000				
1 imprimante 100 lignes/minute					15 000			
1 imprimante 100 lignes/minute							15 000	
1 station à bande magnétique	13 500	1983	illimitée					
3 écrans de visualisation +clavier	17 700	1981	illimitée					
2 écrans de visualisation +clavier	16 000	1982	illimitée					
2 écrans de visualisation +clavier	13 600	1983	illimitée					
3 écrans de visualisation +clavier	12 000	1984	illimitée					
2 écrans de visualisation +clavier	12 100	1985	illimitée					
1 écran de visualisation +clavier supplémen- taire par année				7 000	7 000	7 000	7 000	7 000
Subtotal — Informatique.				37 000	46 000	67 000	37 000	22 000
Atelier de composition et atelier de dactylographie								
1 composeuse à mémoire (composphère)	28 400	1977	8					
1 composeuse à grande capacité	42 400	1979	8		45 000			
1 composeuse à grande capacité	42 400	1979	8			45 000		
1 composeuse à grande capacité	36 000	1981	8				45 000	
1 composeuse à grande capacité	36 000	1982	8					45 000
1 composeuse à grande capacité			8	45 000				
2 équipements à traiter les textes par an				25 000	25 000	25 000	25 000	25 000
3 machines à écrire électriques par an				10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Atelier d'impression								
1 machine à confectionner les plaques offset	28 000	1982	15					
1 caméra pour les plaques électrostatiques	42 000	1977	10		50 000			
1 presse offset A3	41 600	1970	25					
1 presse offset A3	78 000	1985	12					
1 presse offset A4	33 000	1976	10	40 000				
1 presse offset A4 (impression recto-verso)	110 000	1984	8					
1 assembleuse à 30 positions avec agrafeuse et plieuse	64 000	1979	10				70 000	
1 assembleuse à 22 positions avec agrafeuse	46 000	1980	10					45 000
1 assembleuse à 10 positions avec agrafeuse	17 200	1968	20			20 000		
1 vibreur	2 000	1980	10					3 000
1 machine à plier	4 500	1980	10					6 000
1 machine à perforer (modèle de table)	3 500	1958	30			8 000		
1 machine à perforer (grand modèle)	6 000	1968	25					
1 machine à relier (modèle professionnel)	35 000	1972	25					
1 machine à relier manuelle	5 000	1980	10					5 000
1 machine à couper le papier	30 000	1967	25					
1 rogneuse à trois couteaux (occasion)			20	40 000				
1 machine à ficeler (expédition)	6 800	1980	8			9 000		
Equipement divers				4 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Subtotal — Equipement reproduction des documents.				164 000	134 000	121 000	154 000	143 000
Voitures de service								
1 voiture de service	10 400	1980	7		12 000			
1 voiture de service	29 000	1982	8					32 000
Total général				201 000	192 000	188 000	191 000	197 000

Maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations

I. Généralités

1. En renonçant à la création d'un fonds d'entretien, le Congrès de Lausanne 1974 avait marqué sa préférence pour une planification quinquennale des dépenses de maintenance du bâtiment et de ses installations. Cette pratique ayant été implicitement entérinée par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, le Bureau international a examiné les échéances auxquelles il pourrait avoir à faire face sous le régime des Actes du Congrès de Hambourg 1984. Tel est l'objet du présent document.

2. Les dépenses d'entretien courantes, comme la revision des installations de chauffage et de climatisation, la revision des ascenseurs, la surveillance du bâtiment, les achats de matériel d'entretien, les petites réparations (portes, fenêtres, installations sanitaires, menuiserie) ont été de 80 000 à 100 000 francs par an depuis 1981. En raison du renchérissement du coût de la vie ainsi que de l'usure normale du bâtiment et de ses installations, on peut estimer qu'elles seront de l'ordre de 120 000 francs en moyenne par an pour l'exercice financier 1986-1990.

3. Si les dépenses récurrentes peuvent être projetées avec une certaine exactitude, il est en revanche difficile, voire impossible, de prévoir à l'avance les réparations importantes, au gros oeuvre du bâtiment notamment, qui pourront être nécessaires au cours des cinq ou six années à venir et à plus forte raison de faire une estimation des frais qu'elles risquent d'occasionner. Par exemple, des dépenses de quelque 150 000 francs ont dû être engagées sur les années 1981/1982/1983 pour la réfection des joints de dilatation de la dalle en béton recouvrant le local du sous-sol aménagé pour le stockage du papier et pour l'assainissement du pied de la façade sud du bâtiment. Ces dépenses ont pu être partiellement couvertes par les montants accordés par le Congrès de Rio de Janeiro pour la revision du mécanisme des stores et des fenêtres, pour des travaux de peinture et pour le remplacement des câbles des ascenseurs, qui n'ont pas été utilisés. Le montant indiqué comprend aussi le coût d'une extension du central téléphonique qui s'est révélée nécessaire.

4. Ainsi, certaines prévisions ont été contredites par les faits et des dépenses spécifiques envisagées pour un avenir plus ou moins rapproché ont dû être différées pour faire face à des dépenses inattendues. Par conséquent, certains montants qui n'ont pas été affectés à leur destination première doivent être reportés sur l'exercice quinquennal suivant, puisque les frais de renouvellement qu'ils étaient initialement destinés à couvrir ne pourront pas être différés indéfiniment.

II. Gros oeuvre du bâtiment

5. Quinze ans après la construction du bâtiment, des réparations importantes au toit, aux façades ou dans les sous-sols risquent de s'imposer mais ne peuvent être prévues à l'avance. Par conséquent, elles doivent être financées à court terme en fonction des crédits disponibles, les frais étant au besoin répartis sur deux années comptables. Afin de pouvoir couvrir ces dépenses extraordinaires, il est proposé d'inscrire chaque année dans le plafond budgétaire un montant de 40 000 francs suisses pour réparations imprévisibles. Cette estimation repose sur les dépenses encourues à ce titre au cours des dernières années.

III. Intérieur du bâtiment

6. Depuis l'occupation du bâtiment en 1970, aucune des moquettes recouvrant les sols n'a été remplacée et aucun travail de peinture n'a été entrepris. Les sommes initialement accordées à cet effet par le Congrès de Rio de Janeiro ont permis de couvrir, outre des frais dont il est fait état au chiffre 3, les dépenses occasionnées par la réfection d'une partie du sol de l'imprimerie ainsi que du sol du corridor des caves, lesquels n'ont pas supporté le poids du transport des palettes de papier.

7. Néanmoins, le jour viendra prochainement où les moquettes, en premier lieu celles du tronc des salles et du premier étage, devront être remplacées. Au cours des prochaines années, il sera nécessaire également de rafraîchir une partie des surfaces peintes.

IV. Portes et fenêtres

8. Les portes du bâtiment n'entraîneront vraisemblablement pas de frais de réparation dont le coût ne rentrerait pas dans les frais d'entretien courant.

9. Le bâtiment compte quelque 600 fenêtres. Si une révision générale ne semble pas nécessaire durant la prochaine période quinquennale, on peut s'attendre toutefois à ce que différentes pièces du mécanisme des fenêtres ainsi qu'une partie des joints en caoutchouc devront être remplacés avec le temps. La nécessité d'économiser l'énergie pourra éventuellement rendre indispensables certains travaux de réfection (voir annexe 10).

10. Depuis plusieurs années, les stores à lamelles des fenêtres demandent passablement d'entretien. Jusqu'ici, le remplacement des bandes en nylon usées et des lamelles endommagées a pu être assuré par le concierge, mais des réparations plus importantes, nécessitant l'intervention de la fabrique, s'imposeront sans doute à l'avenir. En raison de la difficulté de donner une estimation de la durée de vie des mécanismes assez sophistiqués des stores, il serait justifié de prévoir une couverture financière appropriée pour les dépenses que pourrait provoquer leur remplacement successif au cours de la prochaine période quinquennale.

V. Chauffage et climatisation

11. Le remplacement de 1978 à 1984 des trois chaudières d'origine par des unités plus solides et plus performantes et l'installation de clés de réglage dans les cheminées ont permis de réduire la consommation de mazout pour amortir sensiblement l'effet des augmentations de prix du combustible. De fait, les dépenses encourues pour les achats de mazout sont restées stables de 1981 à 1983. On peut espérer que ces dernières continueront à donner pleine satisfaction pendant une période assez longue.

12. Une couverture financière appropriée doit néanmoins être prévue pour le remplacement éventuel des pompes et moteurs électriques des installations de chauffage et de climatisation ainsi que pour la réparation des radiateurs. Jusqu'ici ce matériel n'a pas occasionné de dépenses significatives, mais des signes d'usure commencent à apparaître.

VI. Ascenseurs et monte-charge

13. De l'avis de l'installateur, les ascenseurs et monte-charge ne devraient normalement pas exiger des réparations qui ne rentreraient pas dans les frais d'entretien courants. En revanche, les câbles des ascenseurs, qui ont fait quelque trois millions de courses, devront être vraisemblablement remplacés au cours de la prochaine période quinquennale.

VII. Plan de maintenance du bâtiment

14. Au vu de ce qui précède, le plan de maintenance et de renouvellement ci-après est soumis à l'appréciation du Congrès. A l'exception du montant forfaitaire de 40 000 Sfr porté chaque année au titre des réparations majeures imprévisibles qui ne peuvent pas être chiffrées à l'avance, les autres estimations spécifiques indiquées ci-dessous ont été maintenues à leur niveau le plus bas possible:

Plan de maintenance du bâtiment de l'UPU et de ses installations	1986	1987	1988	1989	1990
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Dépenses courantes d'entretien et de surveillance (chiffre 2)	120 000	120 000	120 000	120 000	120 000
Réparations importantes imprévisibles, notamment au gros oeuvre du bâtiment (chiffre 5)	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Remplacement de moquettes et rafraîchissement des sur- faces peintes (chiffres 6 et 7)	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Revision du mécanisme des fenêtres et des stores (chiffres 9 et 10)	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Remplacement de pompes, de moteurs électriques et de pièces diverses dans les installations de chauffage et de climatisation (chiffre 12)	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Remplacement de pièces usées dans le mécanisme des ascenseurs (chiffre 13)	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000

Il est à noter qu'avec ce plan de maintenance, il n'y a pas lieu d'ajouter de crédits complémentaires au plafond étant donné qu'un crédit de l'ordre de 200 000 Sfr est déjà compris dans le budget de l'année 1985 servant de base de fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1986 à 1990.

VIII. Installations techniques de l'interprétation simultanée

15. Etant donné le caractère spécifique de ces installations, la question du renouvellement de celles-ci est en dehors du plan de maintenance du bâtiment en général. Les montants à retenir le cas échéant à ce titre devront donc être ajoutés aux dépenses prévues sous chiffre 14 ci-devant.

16. Les installations techniques de l'interprétation simultanée dans les salles de conférences au siège de l'Union ont à l'origine (1970) été conçues pour l'emploi de six langues dans la grande salle de conférences et pour trois plus quatre langues dans les deux salles du rez-de-chaussée, lesquelles pouvaient être réunies en une seule.

17. Depuis lors, divers aménagements pour tenir compte de nouveaux besoins ont dû être effectués. Ils sont passés en revue ci-après avec les conséquences et implications y attenantes.

A. Grande salle

18. Dans la grande salle de conférences, l'installation originale a dû être agrandie en 1974 de manière à permettre normalement l'emploi de huit langues. L'entreprise qui a fait les installations et qui en assure la maintenance a toutefois attiré l'attention du Bureau international sur le fait que l'adjonction de deux langues aux six originalement prévues entraîne une saturation des circuits risquant de causer de sérieuses pannes ou blocages. D'autre part, les dispositifs de commande de la commutation entre canaux dans les cabines ne sont plus entièrement

adaptés aux exigences découlant de l'usage de huit langues, dont plusieurs "autonomes", nécessitant une interprétation en relais. Il ne peut être porté remède efficace à cet inconvénient dans le cadre des installations existantes. Il serait donc prudent, afin de garantir un fonctionnement sans faille des installations d'interprétation de la grande salle aussi à l'avenir, d'en prévoir la réfection durant la période 1986—1990.

19. Un devis du coût d'une opération de ce genre a été demandé. Il s'élève à 151 000 francs suisses (prix 1984). Ce montant pourrait être étalé sur trois exercices.

B. Salles du rez-de-chaussée

20. Le Congrès de Rio de Janeiro a décidé (voir Congrès — Doc 4/Annexe 7, chiffres 18 à 22) de faire réaménager les salles du rez-de-chaussée pour changer la configuration des tables et sièges. A cette occasion, les installations d'interprétation devaient y être améliorées, entre autres choses pour supprimer une diaphonie gênante. Les cabines d'interprétation ont en outre été équipées de nouveaux pupitres de commande permettant la sélection de voies nécessaire lors de l'utilisation de langues dites "autonomes", comme l'arabe, le chinois ou le japonais.

21. Lors de l'exécution des travaux précités, il aurait été utile de pouvoir réaménager les cabines d'interprétation qui sont relativement exigües et non conformes aux critères de dimension et d'agencement (norme internationale ISO 2603) valables de nos jours. Elles offrent de ce fait des conditions de travail peu favorables pour les interprètes. Mais le coût d'une réfection des cabines n'avait pas été envisagé lors du calcul du crédit proposé au Congrès de Rio de Janeiro et approuvé par celui-ci. Il reste dès lors le problème de pouvoir offrir aux interprètes un meilleur milieu de travail afin de tirer un bénéfice optimal des installations.

22. A ce sujet, force est de constater tout d'abord que pour des raisons d'espace disponible un alignement complet sur les recommandations de la norme internationale précitée n'est pas possible. En tenant compte de ce fait, deux solutions peuvent néanmoins être prises en considération.

23. L'une, assez simple, consisterait à aménager, en déplaçant les parois existantes, cinq cabines au lieu des sept cabines actuelles. L'expérience montre en effet que dans la salle du rez-de-chaussée, le besoin d'interprétation en plus de cinq langues ne se présente guère. Le coût de cette modification a été estimé à environ 25 000 francs suisses (prix 1984).

24. L'autre solution serait de chercher à adapter les cabines au plus près aux règles de la norme ISO 2603, ce qui impliquerait une restructuration plus importante de la partie du rez-de-chaussée où se trouvent les cabines d'interprétation. Il ne serait pas possible dans ce cas non plus de maintenir un système à sept canaux. Il faudrait le réduire également à cinq. Le coût de cette solution serait sensiblement plus élevé, ayant été évalué à quelque 140 000 francs suisses (prix 1984), montant pouvant être réparti sur deux exercices.

C. Financement

25. Le financement des travaux mentionnés aux chiffres 18 à 24 pourrait dès lors, en résumé, se présenter ainsi:

Local	1986	1987	1988	1989	1990
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Grande salle	50 000	50 000	50 000	—	—
Petite salle (solution radicale)	—	—	—	70 000	70 000

D. Perspectives d'avenir

26. Le Bureau international estime devoir saisir l'occasion pour faire part au Congrès de certaines considérations au sujet des langues d'interprétation. Les installations existantes permettent l'emploi de huit langues dans la grande salle de conférences et de sept dans les salles du rez-de-chaussée qui, après le réaménagement précité, n'en font en fait plus qu'une. Occasionnellement, une neuvième langue a dû être utilisée dans la grande salle augmentant ainsi à une limite suprême le risque de surcharge des circuits. Mais il faut remarquer à ce sujet qu'en plus du risque accru de surcharge et de panne consécutive, l'installation d'une cabine amovible sur l'une des galeries de la salle n'est pas conforme aux règlements de la protection contre les incendies, car elle bloque une sortie de secours. Une interdiction formelle d'installer la cabine risque dès lors d'être promulguée par le service d'incendie de la ville de Berne. Il n'existe aucune autre place où l'on pourrait placer une cabine. Il ne devra donc plus être fait recours à cet expédient.

27. Dans les salles actuelles, huit langues au maximum peuvent donc être utilisées. Des demandes d'emploi de langues additionnelles ont cependant été reçues par le Bureau international ces dernières années. Dans sa réponse, le Bureau n'a pu faire autrement que de faire remarquer que la demande ne pouvait être satisfaite, étant donné l'espace disponible dans le bâtiment. Si l'Union voulait disposer de davantage de possibilités d'interprétation, cela ne pourrait se faire — dans l'état actuel des possibilités techniques — qu'au prix d'une reconstruction complète du tronc des salles comportant un agrandissement substantiel. Une telle opération serait toutefois très onéreuse; une estimation faite indique un coût probable d'au moins quatre millions de francs.

28. Vu le développement de l'électronique, d'autres solutions pourraient éventuellement se présenter vers la fin de la décennie actuelle ou au cours des années 1990. Par un système de télévision interne et le couplage des installations d'interprétation dans les deux salles, peut-être pourrait-on alors utiliser l'ensemble des canaux d'interprétation pour une et même session. Cela nécessiterait toutefois aussi des investissements très importants mais dont le montant ne peut être évalué à l'heure actuelle. Le Congrès voudra peut-être procéder à un échange de vues à ce sujet en tenant compte, entre autres choses, de l'aspect coût/utilité.

IX. Conclusions

29. En définitive, le Congrès est prié:

- a) d'approuver le plan de maintenance du bâtiment de l'UPU (chiffre 14) lequel n'occasionne l'inclusion d'aucun montant supplémentaire dans le plafond des dépenses;
- b) d'autoriser la réfection — inéluctable à plus ou moins brève échéance — des installations techniques d'interprétation de la grande salle de conférences (chiffres 18 et 19) moyennant un crédit supplémentaire de 50 000 Sfr au cours de chacune des trois années 1986, 1987 et 1988;
- c) de se prononcer sur la question du réaménagement des cabines d'interprétation de la salle de conférences du rez-de-chaussée (chiffres 20 à 24) ce qui pourrait occasionner un crédit supplémentaire de 70 000 Sfr au cours de chacune des deux années 1989 et 1990;
- d) de prendre acte de la situation mentionnée aux chiffres 26 et 27 quant à l'emploi limité actuellement à huit langues d'interprétation;
- e) d'examiner l'opportunité de charger le Conseil exécutif d'étudier les solutions évoquées au chiffre 28 qui pourraient être envisagées à compter de la prochaine décennie.

Economies d'énergie

I. Introduction

1. Dans l'annexe 9 du présent document a été présenté un plan d'entretien et de maintenance du bâtiment du siège de l'Union et de ses installations, à prévoir pour la période 1986–1990. Le plan proposé au Congrès indique le coût des divers travaux à envisager, ainsi que la répartition possible des dépenses entre les différents exercices de la période.

2. D'autres travaux et mesures que ceux précités devraient cependant aussi être pris en considération, non pas au titre de la maintenance, mais pour diminuer les frais d'exploitation du bâtiment, notamment en réduisant la consommation d'énergie pour le chauffage et la climatisation. Des mesures dans ce sens permettraient à terme plus ou moins long de libérer des ressources financières pouvant trouver un meilleur emploi autre part.

II. Situation actuelle

3. Le bâtiment du siège de l'Union a été construit en 1968–1970. Son inauguration a eu lieu le 17 mai 1970, à l'occasion de la première réunion que le Conseil exécutif a tenue dans les nouveaux locaux.

4. La construction du bâtiment a donc eu lieu à une époque où l'on n'avait pas encore fait l'expérience du risque de pénurie d'énergie. Les "chocs pétroliers" intervenus depuis 1973 ont sensibilisé les esprits à ce problème en faisant prendre conscience de la nécessité d'économiser l'énergie disponible et de rechercher de nouvelles sources d'énergie. Le CCEP a été chargé par le Congrès de Rio de Janeiro d'entreprendre une étude à cet effet (résolution C 78, étude 512), dont les résultats sont consignés dans la plaquette 135 de la Collection d'études postales, parue en 1983.

5. Lors de la construction du bâtiment, les normes de structure, d'isolation thermique, de chauffage et de climatisation, etc., valables à l'époque ont été pleinement appliquées. Pour les raisons précitées, ces normes ont par la suite dû être révisées. Les nouvelles constructions sont donc de nos jours bien mieux isolées thermiquement et équipées de systèmes de chauffage et de climatisation bien plus performants que ce n'était le cas il y a dix à quinze ans.

6. Dès que la pénurie de mazout s'est fait ressentir la première fois en 1973, le Bureau international a pris les mesures d'économie qui pouvaient facilement être réalisées. C'est ainsi, pour citer quelques exemples, que l'éclairage des locaux a été réduit à la limite acceptable. Les installations de chauffage et de climatisation ont été réglées pour une performance améliorée et, ces dernières années, les chaudières ont été successivement remplacées dans le cadre des travaux de maintenance (voir l'annexe 9, chiffre 11, et le No 3/1982 de la revue "Union Postale"). De même, l'entrée principale a été reconstruite pour supprimer les courants d'air, importante cause de perte de chaleur en hiver. La consommation de mazout a ainsi pu être réduite de près de 12 pour cent et celle d'électricité maintenue stable, malgré la mise en service de diverses nouvelles installations fonctionnant à l'électricité (mini-ordinateur, par exemple).

7. Mais d'autres mesures sont possibles et devront être envisagées. Une étude des possibilités dans ce domaine a été entreprise en 1982–1983 avec l'aide du Bureau d'architectes qui a conçu le bâtiment de l'Union. L'exposé qui suit se fonde sur les constats et les recommandations dudit Bureau.

8. L'architecte a tout d'abord noté que toutes les mesures d'économie avaient été prises, qui étaient possibles en relation avec la maintenance du bâtiment et sans réduire de façon notable le confort des personnes y travaillant. Les économies supplémentaires à réaliser nécessitent dès lors des mesures comportant des modifications des structures de l'édifice et des installations.

III. Mesures proposées

Bâtiment

9. S'agissant des modifications de structures, des économies d'énergie significatives pourraient en premier lieu être réalisées par certains travaux d'*isolation thermique* et par une réfection des *fenêtres*.

10. En ce qui concerne l'amélioration de l'*isolation thermique*, elle devrait avant tout être faite dans le tronc des salles. Dans la situation actuelle, outre les difficultés de maintenir en hiver une température agréable (20° C), les murs et les conduites se détérioreront assez rapidement par les effets de condensation constatés en saison froide, si remède n'y est porté. Les travaux pour éliminer ces insuffisances sont estimés coûter environ 190 000 francs suisses (prix 1984) et ces frais pourraient être étalés sur deux exercices. Certains autres travaux de même nature seront nécessaires au sous-sol. Ils sont estimés entraîner une dépense de quelque 20 000 francs, mais pourront peut-être être inclus dans les frais de maintenance, traités dans l'annexe 9. Les économies d'énergie réalisables par les travaux d'isolation sont difficiles à chiffrer, mais risquent de ne permettre qu'un amortissement à assez long terme (25 à 30 ans). En revanche, ces travaux permettront d'éviter à assez court terme des réparations dues à la détérioration des murs et conduites mentionnés ci-dessus.

11. S'agissant de l'isolation thermique du tronc des bureaux, la solution radicale serait la réfection des façades en une seule opération. Toutefois, une telle entreprise serait extrêmement coûteuse et ne pourrait à l'heure actuelle être justifiée du point de vue du rapport coût/bénéfice, car la consommation de mazout ne pourrait probablement être réduite que de 1,5 pour cent environ (3000 francs par an).

12. En revanche, une revision successive des *fenêtres* serait à recommander, d'une part pour obtenir une certaine économie d'énergie qui variera en fonction de l'ampleur du programme annuel de revision et, d'autre part, une amélioration de la qualité du milieu de travail, surtout en hiver (élimination des flux d'air froid par des interstices). Une telle opération, dont le coût est estimé selon devis reçu à 490 000 francs (plus de 600 fenêtres) pourrait se répartir sur dix années à raison de 50 000 francs par an.

Installations de chauffage et de climatisation

13. Si une amélioration de l'isolation thermique du bâtiment à un coût admissible n'est pas dans les circonstances actuelles de nature à permettre des économies substantielles, il en est différemment quand il s'agit des installations de chauffage et de climatisation.

14. Dans ce domaine des mesures à court, moyen et long terme peuvent être considérées.

15. *A court terme*, il serait intéressant de faire installer dans le système de chauffage et de climatisation des dispositifs électroniques de régulation automatique — en fonction des conditions atmosphériques — de la température diurne et nocturne des locaux, de la température de l'eau chaude selon la consommation effective, ainsi que de l'humidité de l'air climatisé. Cela permettrait d'optimiser la consommation de mazout et d'électricité. Le coût de tels dispositifs a été estimé selon devis à 69 000 francs (prix 1984) et pourrait se faire en deux étapes permettant une répartition des frais sur deux exercices. Les économies possibles grâce à ces mesures seraient de l'ordre de 15 000 francs par an.

16. *A moyen terme*, on pourrait revoir et améliorer l'isolation des conduites et installer un dispositif de récupération de la chaleur de l'air climatisé, qui est maintenant évacué tel quel vers l'extérieur après avoir circulé dans le bâtiment. Ces travaux ont été devisés à environ 200 000 francs (prix 1984) et pourraient être réalisés au cours de deux exercices successifs. Les économies prévisibles se chiffraient à environ 30 000 francs par an.

17. A plus *long terme*, et seulement en relation avec une rénovation des installations d'aération du 7^e étage, il conviendrait de compléter celles-ci par des dispositifs de récupération de la chaleur. Ces travaux coûteraient aux prix de 1984 environ 110 000 francs et permettraient une économie additionnelle de l'ordre de 6000 francs par an. Il ne sera toutefois sans doute pas nécessaire que ces travaux se fassent avant 1990 et aucune proposition d'octroi de crédits n'est donc soumise au Congrès de Hambourg.

18. Dans le même ordre d'idée, lorsque les façades devront être restaurées, il faudra saisir l'occasion pour refaire toute l'isolation des murs extérieurs du tronc des bureaux (cf. chiffre 11). L'échéance d'une telle mesure ne peut être prédite à l'heure actuelle.

IV. Conclusions

a) Pour la période quinquennale 1986–1990

Les investissements annuels qui seraient nécessaires pour réaliser le programme esquissé au paragraphe III ressortent du tableau ci-après:

Année	1986	1987	1988	1989	1990
Domaine					
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>Bâtiment</i>					
Isolation thermique (salles)	95 000	95 000	—	—	—
Fenêtres	50 000	50 000	50 000	50 000	50 000
<i>Installations</i>					
Mesures à					
— court terme	35 000	35 000	—	—	—
— à moyen terme	—	—	70 000	70 000	70 000
Totaux	180 000	180 000	120 000	120 000	120 000

Ces investissements auraient en contre-partie des économies croissantes pouvant être chiffrées en 1990 à quelque 50 000 francs par an, auxquelles s'ajouteraient celles, ne pouvant être déterminées à l'heure actuelle, résultant de l'amélioration de l'isolation du tronc des salles et de la réfection des fenêtres.

b) Perspectives d'avenir

L'étude des économies d'énergie doit être poursuivie. Lors des choix à faire, il faudra examiner avec attention l'évolution du rapport coût/bénéfice et agir en conséquence. Des propositions en ce sens devront probablement être soumises au XX^e Congrès de l'UPU.

Éléments pour fixer le plafond des dépenses récurrentes de l'Union des années 1986 à 1990

	1986	1987	1988	1989	1990
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
Dépenses récurrentes (article 124, paragraphe 1, du Règlement général)					
<i>A. Base pour la fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1986 à 1990</i>					
1. Total des dépenses nettes du budget de l'Union pour l'année 1985 approuvé par le Conseil exécutif en mars 1984	21 012 000	21 012 000	21 012 000	21 012 000	21 012 000
<i>B. Dépenses du personnel nécessaire pour faire face aux tâches actuelles</i>					
2. Avancements réglementaires d'échelons dans le même grade du personnel au cours des années 1986 à 1990:					
— avancements d'échelons en 1986	205 100	205 100	205 100	205 100	205 100
— avancements d'échelons en 1987	—	191 600	191 600	191 600	191 600
— avancements d'échelons en 1988	—	—	168 900	168 900	168 900
— avancements d'échelons en 1989	—	—	—	156 500	156 500
— avancements d'échelons en 1990	—	—	—	—	142 000
Avancements d'échelons par rapport au budget 1985 .	205 100	396 700	565 600	722 100	864 100
3. Rémunération du personnel additionnel des années 1986 à 1990 destiné à faire face au développement normal des tâches de l'Union ¹ :					
— personnel additionnel en 1986: 1 P, 1 G.	282 300	235 100	239 900	244 700	249 700
— personnel additionnel en 1987: 1 P, 1 G.	—	282 300	235 100	239 900	244 700
— personnel additionnel en 1988: 1 P, 1 G.	—	—	282 300	235 100	239 900
— personnel additionnel en 1989: 1 P, 1 G.	—	—	—	282 300	235 100
— personnel additionnel en 1990: 1 P, 1 G.	—	—	—	—	282 300
Total	282 300	517 400	757 300	1 002 000	1 251 700
4. Compensation de l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Rio de Janeiro afin de maintenir la valeur réelle des crédits budgétaires affectés aux activités d'assistance technique liées aux consultants UPU (augmentation de 40 pour cent selon proposition 016)	472 000	472 000	472 000	472 000	472 000
<i>C. Autres frais de fonctionnement du Bureau international</i>					
5. Réfection des installations techniques de l'interprétation simultanée des salles de conférences (selon plan proposé à l'annexe 9)	50 000	50 000	50 000	70 000	70 000
6. Mesures d'économies d'énergie visant l'isolation thermique du bâtiment et les installations de chauffage et de climatisation (selon plan proposé à l'annexe 10) .	180 000	180 000	120 000	120 000	120 000

¹ A l'exclusion du personnel nécessaire pour les nouvelles activités qui seraient décidées par le Congrès.

	1986	1987	1988	1989	1990
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
<i>D. Incidences financières des tâches nouvelles qui seront décidées par le Congrès de Hamburg</i>					
7.					
8.					
9.					
10.					
11.					
12.					
Les dépenses à prévoir seront estimées pendant le Congrès.					
Plafond des dépenses récurrentes nettes (montants à insérer à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général)					

Eléments pour fixer le plafond des dépenses du prochain Congrès (XXe Congrès)

Article ou rubrique budgétaire	Congrès de Rio de Janeiro 1979 (Dépenses effectives)	Congrès de Hamburg 1984 (Budget)	Congrès 1989 ¹ (Plafond)
	Sfr	Sfr	Sfr
<i>Article 31 Déplacement du secrétariat</i>			
311 Frais de voyages et assurances	424 186,36	124 600	
312 Indemnité de subsistance	717 916,48	1 057 000	
313 Personnel de renfort	37 809,87	40 000	
Total article 31	1 179 912,71	1 221 600	
<i>Article 32 Installation technique d'interprétation simultanée</i>			
	515 000,00	320 000	
<i>Article 34 Frais de communications et de transport</i>			
341 Affranchissements postaux	2 095,15	4 000	
342 Télégrammes et télex	4 929,14	6 000	
343 Téléphones	4 953,97	5 000	
344 Transports	48 419,94	27 000	
Total article 34	60 398,20	42 000	
<i>Article 35 Reproduction des documents durant le Congrès</i>			
	239 201,07	210 000	
<i>Article 39 Frais divers</i>			
391 Locaux supplémentaires	19 138,76	20 000	
392 Matériel de bureau	9 906,20	6 000	
393 Frais de représentation	4 005,25	12 000	
399 Divers et imprévu	11 259,74	25 000	
Total article 39	44 309,95	63 000	
Total des dépenses du Congrès	2 038 821,93	1 856 600	

¹ L'estimation de ces dépenses devra être faite pendant le déroulement du Congrès de Hamburg dès que le lieu du XXe Congrès sera connu.

Modifications d'ordre rédactionnel à apporter aux paragraphes 1 et 2 de l'article 124 du Règlement général et à l'article II du Protocole final du Règlement général

Règlement général

Article 124

Fixation et règlement des dépenses de l'Union

1. Sous réserve des paragraphes 2 à 6, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années 1986 et suivantes:

_____ francs suisses pour l'année 1986;
_____ francs suisses pour l'année 1987;
_____ francs suisses pour l'année 1988;
_____ francs suisses pour l'année 1989;
_____ francs suisses pour l'année 1990.

La limite de base pour l'année 1990 s'applique également aux années postérieures en cas de report du Congrès prévu pour 1989.

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacements du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée, frais de reproduction des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de _____ francs suisses.

Motif. — Insérer les montants que le Congrès de Hamburg arrêtera pour la prochaine période financière couvrant les années 1986 à 1990.

Protocole final du Règlement général

Article II

Dépenses de l'Union

Par dérogation à l'article 130, la limite des dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union prévue à l'article 124 pour l'année 1986 est applicable dès le 1er janvier 1986.

Motif. — Au cas où les Actes du Congrès de Hamburg entreraient en vigueur après le 1er janvier 1986, il serait nécessaire de fixer au 1er janvier 1986 la mise en application anticipée du plafond financier de l'année 1986.

Commission 2 (Finances)

Limite des dépenses du prochain Congrès (XXe Congrès)

Note complémentaire du Secrétaire général

Le Congrès ayant été saisi de l'invitation présentée par l'Administration des Etats-Unis d'Amérique (Congrès — Doc 33) de tenir dans ce pays le XXe Congrès postal universel qui devrait avoir lieu en 1989, le Secrétariat a établi une estimation des frais à prendre en considération pour fixer le plafond séparé des dépenses du prochain Congrès.

Compte tenu de l'adoption par la Commission 3 (Affaires générales) de la proposition 08 visant à réduire la durée du Congrès, la présente estimation est calculée pour une réunion qui se tiendrait pendant cinq semaines.

Ainsi que cela a été signalé au Congrès — Doc 4 (partie II, chapitre 6, lettre A), une telle estimation est très difficile à effectuer et n'est qu'approximative en raison des nombreux éléments que l'on ne peut que supposer à l'heure actuelle faute d'indications précises. C'est notamment le cas du mode de production des documents, des installations techniques d'interprétation simultanée et de l'estimation de l'augmentation de la cherté de la vie qui interviendra jusqu'en 1989.

Sur la base des hypothèses actuelles dont le détail est présenté à l'annexe 1, le montant du plafond à insérer à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général s'élèverait à 3 345 000 francs suisses.

Hamburg, le 11 juillet 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Éléments pour fixer le plafond des dépenses du XXe Congrès postal universel (1989)

Article ou rubrique budgétaire	Montants	Motifs
	Sfr	
<i>Article 31 Déplacement du Secrétariat</i>		
311 Frais de voyages et assurances . . .	791 000	Frais de voyage aller et retour par air en classe économique et frais d'assurance nécessaires pour le déplacement du personnel du Secrétariat (y compris le personnel temporairement mis à disposition par certaines Administrations) dont l'effectif serait semblable à celui des Congrès précédents Indemnité à verser au personnel du Secrétariat y compris le personnel temporairement mis à disposition par certaines Administrations. Compte tenu d'une durée du Congrès réduite à cinq semaines, il y a lieu d'envisager 4600 fonctionnaires/jours (au lieu de 5500 pour les Congrès de Rio de Janeiro et de Hambourg). L'indemnité de subsistance est fondée sur les taux des Nations Unies appliqués selon la réglementation de l'UPU Rémunération du personnel d'appoint
312 Indemnité de subsistance	1 409 000	
313 Personnel de renfort	50 000	
Total article 31	2 250 000	
<i>Article 32 Installation technique d'interprétation simultanée</i>		
	600 000	Estimation arbitraire des frais nécessités pour les installations techniques d'interprétation simultanée supposée en huit langues. La totalité de ces frais est à la charge de l'Union conformément à l'article 107, paragraphe 12, du Règlement général
<i>Article 34 Frais de communications et de transport</i>		
341 Affranchissements postaux	3 000	Affranchissements d'envois aériens durant le Congrès Télégrammes et télex expédiés depuis le siège du Congrès Frais de téléphones encourus pendant le Congrès Transport du matériel du Secrétariat
342 Télégrammes et télex	6 000	
343 Téléphones	6 000	
344 Transports	60 000	
Total article 34	75 000	
<i>Article 35 Production des documents durant le Congrès</i>		
	350 000	Ces frais comprennent le papier et la location des machines nécessaires pour la production durant le Congrès des documents établis en langues anglaise, arabe, espagnole et française
<i>Article 39 Frais divers</i>		
391 Locaux supplémentaires	25 000	Location d'un salon de réception Petit matériel et bandes magnétiques pour l'enregistrement des débats Réceptions offertes par le Bureau international pendant le Congrès Frais divers non spécifiables à l'heure actuelle
392 Matériel de bureau	10 000	
393 Frais de représentation	10 000	
399 Divers et imprévus	25 000	
Total article 39	70 000	
Total des dépenses du XXe Congrès	3 345 000	Montant à insérer à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général

Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales

Rapport du Directeur général du Bureau international

I. Introduction

1. L'Accord signé en 1947 entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies implique des attributions assez étendues mais aussi des obligations multiples. Ainsi, les rapports entre l'UPU et l'ONU se renforcent d'année en année. Le Bureau international entretient des relations étroites avec un grand nombre d'organes du système des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales, concernant des questions d'intérêt commun.

2. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a approuvé le Rapport du Directeur général du Bureau international sur les relations avec l'ONU (Congrès — Doc 5 et Add 1) et, par sa décision C 100, a invité le Directeur général à :

- a) continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans les documents y relatifs;
- b) prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres;
- c) rendre compte chaque année au Conseil exécutif des initiatives prises."

L'UPU a participé à un certain nombre de réunions d'organismes des Nations Unies. En outre, il s'est établi un important échange de correspondances, de rapports et de documentation touchant des problèmes très divers. De plus, conformément à l'article IV de l'Accord ONU/UPU, le Bureau international a attiré l'attention du Conseil exécutif sur les résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies qui font appel à la collaboration des institutions spécialisées.

Chaque année, le Rapport sur les activités de l'Union a consacré un chapitre à ces questions et le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979–1984 (Congrès — Doc 1, chapitre 3.6) en donne un compte rendu succinct.

3. Les activités de la coopération technique, qui forment une partie importante des relations de l'UPU avec l'ONU, en particulier en ce qui concerne le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), sont exposées dans les Congrès — Doc 18 et 18.1 à 18.5. En outre, l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées de l'ONU fait l'objet du Congrès — Doc 15. Quant à la suite donnée par le CE à la résolution C 91 du Congrès de Rio de Janeiro, relative à la modification éventuelle des Accords ONU/UPU, elle est exposée dans le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979–1984 (Congrès — Doc 1, chapitre 3.6.2). Le présent rapport complète donc les renseignements figurant dans les documents précités soumis au Congrès.

II. Participation aux réunions

4. Invitée chaque année à participer à un grand nombre de réunions du système des Nations Unies, l'UPU ne s'est fait représenter qu'à celles dont l'ordre du jour comprenait des questions intéressant l'Union. La préférence a été donnée aux réunions où sont traitées des questions de coordination interorganisations et de coopération technique (du PNUD notamment). Il convient de préciser que de nombreuses réunions auxquelles l'UPU a pris part se tenaient à Genève. Pour celles qui ont eu lieu dans une région où l'UPU disposait de la présence d'un expert en mission, celui-ci a été chargé parfois d'y représenter l'Union. Il est fréquent que plusieurs missions soient confiées à un seul représentant, en particulier pour les réunions qui se tiennent outre-mer.

5. Mises à part les réunions concernant la coopération technique (PNUD, Commissions économiques régionales, stratégie internationale du développement, coopération technique entre pays en développement (CTPD), programmes en faveur des pays les moins avancés, etc.), les organes du système des Nations Unies aux réunions desquels l'UPU a participé régulièrement sont: le Conseil économique et social (ECOSOC), le Comité administratif de coordination (CAC) et ses organes subsidiaires, le Comité du programme et de la coordination (CPC), la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), le Comité commun des Nations Unies pour l'information (JUNIC), la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, ainsi que les réunions interorganisations concernant les services linguistiques, la documentation et les publications.

III. Conseil économique et social (ECOSOC)

6. Comme on le sait, l'ECOSOC, placé sous l'autorité de l'Assemblée générale des Nations Unies, examine la politique économique et sociale internationale, y compris l'évolution régionale et sectorielle. Un représentant de l'UPU a pris part chaque année aux séances de la session ordinaire de Genève au cours desquelles furent discutées des questions intéressant directement l'UPU. Les débats ont porté notamment sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées, l'assistance au peuple palestinien, divers programmes d'assistance, la coopération et la coordination internationales dans le cadre du système des Nations Unies, les Années internationales, la Décennie des transports et communications en Afrique, les politiques en matière d'activités opérationnelles ayant trait au développement, la science et la technique au service du développement.

IV. Comité administratif de coordination (CAC)

7. Le CAC, placé sous la présidence du Secrétaire général des Nations Unies et composé des chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des organisations du système des Nations Unies, a également tenu ses sessions annuelles habituelles. A part l'étude de problèmes prioritaires d'intérêt commun, cet organe a continué à assumer sa principale fonction, qui est d'assurer l'exécution la plus complète et la plus efficace des accords conclus entre l'ONU et les institutions spécialisées et de coordonner les programmes de ces institutions et de l'ONU, en s'efforçant d'éliminer les chevauchements et d'accroître l'efficacité internationale dans les domaines économique et social et dans celui des droits de l'homme. L'UPU a fourni sa contribution à divers rapports élaborés par le CAC sur des problèmes spécifiques d'intérêt commun. Le Directeur général a participé aux sessions de printemps et d'automne du CAC ou s'y est fait représenter.

Le Bureau international a également pris part, dans la mesure de ses possibilités, aux travaux et aux réunions des organes subsidiaires du CAC. Il s'agit notamment des organes suivants:

- le *Comité d'organisation*, qui a pour tâche de préparer le programme de travail du CAC et de son dispositif subsidiaire et d'en contrôler la mise en oeuvre, en prenant des mesures visant à assurer une coordination adéquate;
- le *Comité consultatif pour les questions de fond (CCQF)*, composé de deux éléments, le CCQF (PROG) qui s'occupe de l'ensemble des tâches se rapportant aux questions de programmes et aux questions connexes de politique générale, et le CCQF (OPS), chargé de l'ensemble des tâches relatives aux activités opérationnelles;
- le *Comité consultatif pour les questions administratives (CCQA)*, composé lui aussi de deux éléments, le CCQA (PER) chargé des questions relatives au personnel et le CCQA (FB) qui s'occupe des questions financières et budgétaires.

V. Corps commun d'inspection (CCI)

8. A la demande du Corps commun d'inspection, le Bureau international lui a fourni de nombreux renseignements et fait part de ses observations au sujet de différentes questions à l'étude concernant notamment le personnel, divers aspects de la coopération technique, l'information et la documentation, les communications, les constructions, la traduction, les services de gestion, l'évaluation des activités.

Conformément à la procédure établie depuis la création du CCI, le rapport annuel sur les activités du Corps commun a été soumis chaque année au Conseil exécutif qui en a pris acte.

VI. Années internationales

Année internationale des personnes handicapées (1981)

9. En 1980, le Bureau international a attiré l'attention des Administrations postales sur les résolutions par lesquelles l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé l'année 1981 "Année internationale des personnes handicapées" et recommandé diverses activités, en particulier à l'échelon national. En outre, le Bureau international a communiqué aux Administrations postales une recommandation du Conseil exécutif les invitant à prendre toutes les mesures de nature à faciliter l'accès des handicapés aux installations postales (décision CE 32/1980). Cette recommandation correspond à l'un des objectifs fixés par les Nations Unies, c'est-à-dire d'"encourager des projets d'étude et de recherche destinés à faciliter la participation effective de personnes handicapées à la vie quotidienne, en améliorant par exemple leur accès aux édifices publics et aux moyens de transport". Un article du numéro 6/1981 de la revue "Union Postale" renseigne sur les mesures prises ou envisagées à cet égard par les Administrations postales.

Année mondiale des communications (AMC) (1983)

10. Les mesures prises par le Bureau international et par les Administrations postales comme suite à la décision C 104 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, relative à la poste et l'information et concernant en particulier l'Année mondiale des communications (1983), sont résumées dans le Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979–1984 (Congrès — Doc 1, chapitre 3.6.5).

11. Au sujet des deux Années mentionnées sous chiffres 9 et 10 ci-devant, ainsi que de l'*Année internationale de la jeunesse (1985)* et de l'*Année internationale de la paix (1986)*, le Bureau international, pour donner suite à la demande des Nations Unies, a transmis aux Administrations postales la recommandation de prévoir dans leurs programmes des émissions de timbres-poste spéciaux à l'occasion des Années en question (lettre-circulaire du 9.9.1980, circulaires 47/1980, 258/1982, 184/1983, 233/1983).

VII. Choix des sujets de timbres-poste

12. Chaque année, plusieurs résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies mettent l'accent sur les efforts à entreprendre pour promouvoir les idéaux de paix, le développement de la coopération internationale et la compréhension mutuelle des peuples. Compte tenu de ces appels et étant donné que des protestations sont fréquemment élevées par de nombreuses Administrations postales contre des émissions de timbres-poste considérés par elles comme offensants pour des personnalités ou des pays, le Conseil exécutif a chargé le Directeur général du Bureau international d'élaborer pour le Congrès de Hamburg un projet de recommandation sur le choix des sujets de timbres-poste, recommandation qui renforce le sens et la portée des recommandations similaires adoptées par les Congrès antérieurs. Ce projet de recommandation, approuvé par le Président du Conseil exécutif après la dernière session, fait l'objet de la proposition d'ordre général 2000.14.

VIII. Relations avec les institutions spécialisées de l'ONU et avec d'autres organisations internationales

13. Une collaboration active de l'UPU avec les autres institutions spécialisées a lieu au sein du Comité administratif de coordination de l'ONU (CAC) et de ses organes subsidiaires. De plus, le Bureau international s'adresse fréquemment à ces institutions pour connaître leur situation juridique et leur pratique administrative concernant certains problèmes ou pour traiter des questions d'intérêt commun. Un bref compte rendu des relations de l'UPU avec les institutions spécialisées de l'ONU et avec d'autres organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales, figure aux chapitres 3.6.3 et 3.6.4 du Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979–1984 (Congrès — Doc 1). Il s'agit de l'UNESCO, de l'OACI, de l'OMS, de l'UIT, de l'AIEA, du CCD, de l'OUA, de la Ligue des Etats arabes, de l'IATA et de l'IICE.

Quant aux relations de l'UPU avec l'UIT au sujet des développements dans le domaine des nouveaux moyens de transmission électronique, elles sont mentionnées sous chiffres 63 à 72 du Rapport sur l'ensemble de l'activité du CCEP 1979–1984 (Congrès — Doc 2), celles de l'UPU avec l'ISO sous chiffres 73 à 80 et celles de l'UPU avec l'IICE sous chiffre 81 du même rapport.

14. Il convient de mentionner également que plusieurs organisations (ONU, FISE/UNICEF, FAO, UNESCO, OMS, UIT, OMI), se fondant sur une décision ferme de leur organe délibérant, ont sollicité la collaboration de l'UPU pour attirer l'attention des Administrations postales sur la recommandation d'émettre des timbres-poste spéciaux pour commémorer des événements importants ou appuyer des campagnes visant des buts culturels ou humanitaires.

15. Enfin, l'UNESCO a transmis au Directeur général du Bureau international de l'UPU un "Mémoire sur la circulation internationale du matériel éducatif, scientifique ou culturel" en l'invitant à bien vouloir le soumettre au XIXe Congrès postal universel. Ce document porte la cote Congrès — Doc 20.

IX. Conclusions

16. Le Congrès est invité à prendre acte de ce qui précède et à adopter le projet de recommandation relatif au choix des sujets de timbres-poste (proposition 2000.14).

De plus, le Congrès jugera peut-être utile d'inviter le Directeur général du Bureau international à:

- continuer à suivre l'évolution des questions évoquées dans le présent document;
- prendre les mesures qu'il jugera nécessaires dans l'intérêt de l'Union et de ses membres;
- en rendre compte chaque année, dans une mesure appropriée, au Conseil exécutif.

Berne, le 9 avril 1984

Le Directeur général,
M.I. SOBHI

Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales

Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix

Note du Directeur général du Bureau international

1. Par une lettre qui vient de parvenir au Bureau international, le Secrétariat général des Nations Unies a attiré notre attention sur les résolutions suivantes de l'Assemblée générale (annexes 1 et 2):

- 33/73 Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix;
- 36/104 Application de la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix.

2. Ces deux résolutions lancent notamment un appel "en faveur d'une action concertée de la part des gouvernements, de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées (...), ainsi que des autres organisations internationales et nationales intéressées, tant gouvernementales que non gouvernementales, afin de donner une expression concrète à l'importance suprême et à la nécessité d'établir, de maintenir et de renforcer une paix juste et durable pour les générations présentes et futures".

3. Il convient par ailleurs de rappeler que, par sa résolution 37/16 du 16 novembre 1982, l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré 1986 Année internationale de la paix. Cette année sera solennellement proclamée le 24 octobre 1985, quarantième anniversaire de l'ONU. L'objectif de l'Année internationale de la paix est de "prévoir une période déterminée pendant laquelle l'Organisation des Nations Unies et ses Etats Membres consacreront leurs efforts à la promotion des idéaux de paix, en témoignage de leur volonté de servir la paix par tous les moyens possibles".

4. Par sa circulaire 184 du 5 septembre 1983, le Bureau international a attiré l'attention des Administrations postales sur la résolution 37/16 et les a invitées à prévoir, lors de l'établissement de leur programme d'émission de timbres-poste pour 1986, un ou plusieurs timbres-poste spéciaux destinés à marquer l'Année internationale de la paix.

5. Le Congrès est invité à prendre acte de la présente note.

Berne, le 21 mai 1984

Le Directeur général,
M.I. SOBHI

NATIONS UNIES
Assemblée générale

Congrès — Doc 5/Add 1/Annexe 1

Trente-troisième session
Point 50 de l'ordre du jour

Résolution adoptée par l'Assemblée générale

sur le rapport de la Première Commission (A/33/486)

33/73. *Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix*

L'Assemblée générale,

Rappelant que les peuples des Nations Unies ont proclamé dans la Charte leur détermination de préserver les générations futures du fléau de la guerre et que l'un des buts fondamentaux des Nations Unies est de maintenir la paix et la sécurité internationales,

Réaffirmant que, conformément à la résolution 95 (I) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1946, le fait de projeter, préparer, déclencher ou poursuivre une guerre d'agression est un crime contre la paix et que, conformément à la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, adoptée le 24 octobre 1970¹, et à la Définition de l'agression, adoptée le 14 décembre 1974², une guerre d'agression constitue un crime contre la paix,

Réaffirmant le droit des individus, des Etats et de l'ensemble de l'humanité à vivre dans la paix,

Consciente que, puisque les guerres commencent dans l'esprit des hommes, c'est dans l'esprit des hommes qu'il faut construire les défenses de la paix,

Reconnaissant que la paix entre les nations est la valeur suprême de l'humanité, tenue en la plus haute estime par tous les principaux mouvements politiques, sociaux et religieux,

Guidée par le but élevé consistant à préparer les sociétés à vivre ensemble et à coopérer dans la paix, l'égalité, la confiance mutuelle et la compréhension, et à réunir les conditions voulues pour y parvenir,

Reconnaissant le rôle essentiel que jouent les gouvernements, ainsi que les organisations gouvernementales et non gouvernementales, tant nationales qu'internationales, les moyens d'information, les systèmes d'éducation et les méthodes d'enseignement, dans la promotion des idéaux de paix et de compréhension entre les nations,

Convaincue que, à l'époque du progrès scientifique et technique moderne, les ressources, l'énergie et la créativité de l'humanité doivent être orientées vers le développement économique, social et culturel pacifique de tous les pays, promouvoir l'instauration du nouvel ordre économique international et contribuer à élever le niveau de vie de toutes les nations,

Soulignant avec la plus profonde préoccupation que la course aux armements, notamment dans le domaine nucléaire, et la mise au point de nouveaux types et de nouveaux systèmes d'armes fondés sur les principes et les réalisations de la science moderne, constituent une menace pour la paix mondiale,

¹ Résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, annexe.

² Résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale, annexe.

Rappelant que, dans le Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale³, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ont solennellement réaffirmé qu'ils étaient déterminés à poursuivre collectivement leur effort en vue de renforcer la paix et la sécurité internationales et d'éliminer la menace de la guerre, et sont convenus qu'il était nécessaire, pour faciliter le processus de désarmement, de prendre des mesures et d'appliquer des politiques visant à renforcer la paix et la sécurité internationales et à instaurer la confiance entre les Etats,

Réaffirmant les principes contenus dans la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, du 14 décembre 1960⁴, la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, du 16 décembre 1970⁵, et la Déclaration sur l'affermissement et la consolidation de la détente internationale, du 19 décembre 1977⁶,

Rappelant la Déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples, du 7 décembre 1965⁷,

Rappelant en outre la Déclaration universelle des droits de l'homme, du 10 décembre 1948⁸, ainsi que le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, du 16 décembre 1966⁹, et ayant à l'esprit le fait que ledit Pacte déclare notamment que toute propagande en faveur de la guerre est interdite par la loi,

I

Invite solennellement tous les Etats à conduire leurs activités en reconnaissant l'importance suprême et la nécessité d'établir, de maintenir et de renforcer une paix juste et durable pour les générations présentes et futures et à observer notamment les principes suivants:

1. Toutes les nations et tous les êtres humains, sans distinction de race, de conviction, de langue ou de sexe, ont le droit inhérent de vivre dans la paix. Le respect de ce droit, de même que celui des autres droits de l'homme, est dans l'intérêt commun de l'humanité tout entière et constitue une condition indispensable pour le progrès de toutes les nations, grandes ou petites, dans tous les domaines.
2. Une guerre d'agression ou le fait de projeter, de préparer ou de déclencher une guerre d'agression constituent des crimes contre la paix et sont interdits par le droit international.
3. Conformément aux buts et aux principes des Nations Unies, les Etats ont le devoir de s'abstenir de faire de la propagande pour les guerres d'agression.
4. Tous les Etats, dans un esprit de relations amicales et de bon voisinage, ont le devoir de promouvoir une coopération politique, économique, sociale et culturelle mutuellement avantageuse et équitable avec les autres Etats, quel que soit leur système économique et social, en vue d'assurer leur existence commune et leur coopération dans la paix et dans des conditions de compréhension mutuelle et de respect pour l'identité et la diversité de tous les peuples, et ont le devoir de prendre des mesures susceptibles de promouvoir les idéaux de la paix, de l'humanisme et de la liberté.
5. Tous les Etats ont le devoir de respecter le droit de tous les peuples à l'autodétermination, à l'indépendance, à l'égalité, à la souveraineté, à l'intégrité territoriale des Etats et à l'inviolabilité de leurs frontières, y compris le droit de déterminer les modalités de leur développement, sans ingérence ni intervention dans leurs affaires intérieures.
6. Pour assurer le maintien de la paix, il est indispensable d'éliminer la menace inhérente à la course aux armements et de s'efforcer de réaliser le désarmement général et complet sous un contrôle international efficace, y compris l'adoption de mesures partielles à cet effet, conformément aux principes établis dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et des accords internationaux pertinents.
7. Tous les Etats ont le devoir de prévenir toutes les manifestations et pratiques du colonialisme, ainsi que le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid*, comme étant contraires au droit des peuples à l'autodétermination et aux autres droits de l'homme et libertés fondamentales.
8. Tous les Etats ont le devoir de prévenir les encouragements à la haine et aux préjugés contre d'autres peuples comme étant contraires aux principes de la coexistence pacifique et de la coopération amicale.

³ Résolution S-10/2.

⁴ Résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

⁵ Résolution 2734 (XXV) de l'Assemblée générale.

⁶ Résolution 32/155 de l'Assemblée générale.

⁷ Résolution 2037 (XX) de l'Assemblée générale.

⁸ Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

⁹ Résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.

II

Demande à tous les Etats, afin d'appliquer les principes ci-dessus:

- a) De s'efforcer constamment et avec persévérance, en tenant dûment compte des droits constitutionnels et du rôle de la famille, des institutions et des organisations intéressées, de réaliser les objectifs suivants:
 - i) Veiller à ce que leurs politiques ayant un rapport avec l'application de la présente Déclaration, y compris les modes d'éducation et les méthodes d'enseignement ainsi que les activités des moyens d'information, contiennent des éléments compatibles avec la préparation de l'ensemble de la société, et en particulier des jeunes générations, à vivre dans la paix;
 - ii) En conséquence, prévenir et éliminer toute incitation à la haine raciale, la discrimination nationale ou autre, l'injustice ou les encouragements à la violence et à la guerre;
- b) D'établir diverses formes de coopération dans un cadre bilatéral et multilatéral, ainsi que dans les organisations internationales, gouvernementales et non gouvernementales, en vue de mieux préparer les sociétés à vivre dans la paix, et en particulier, procéder à des échanges d'expérience sur des projets entrepris dans ce but;

III

1. *Recommande* que les organisations gouvernementales et non gouvernementales intéressées prennent des mesures appropriées pour l'application de la présente Déclaration;
2. *Déclare* que l'application intégrale des principes contenus dans la présente Déclaration nécessite une action concertée de la part des gouvernements, de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, en particulier de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ainsi que de la part des autres organisations internationales et nationales intéressées, tant gouvernementales que non gouvernementales;
3. *Prie* le Secrétaire général de suivre les progrès réalisés dans l'application de la présente Déclaration et de présenter à l'Assemblée générale des rapports périodiques à ce sujet, le premier de ces rapports devant être soumis au plus tard à la trente-sixième session.

*85e séance plénière
15 décembre 1978*

NATIONS UNIES
Assemblée générale

Congrès — Doc 5/Add 1/Annexe 2

Trente-sixième session
Point 58 de l'ordre du jour

Résolution adoptée par l'Assemblée générale

sur le rapport de la Première Commission (A/36/761)

36/104. *Application de la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix*

L'Assemblée générale,

Rappelant la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix, contenue dans sa résolution 33/73 du 15 décembre 1978,

Prenant acte avec satisfaction du rapport du Secrétaire général¹,

Réaffirmant l'importance durable de la préparation des sociétés à vivre dans la paix, dans le cadre de tous les efforts constructifs réalisés pour donner forme aux relations entre les Etats et à renforcer la paix et la sécurité internationales,

Consciente qu'il est primordial de susciter dans les consciences humaines une attitude favorable à la réalisation des buts et des principes de la Charte des Nations Unies,

1. *Invite solennellement* tous les Etats à intensifier leurs efforts en vue d'appliquer la Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix en observant rigoureusement les principes qui y sont énoncés et en prenant toutes les mesures nécessaires à cette fin aux niveaux national et international;

2. *Renouvelle* son appel en faveur d'une action concertée de la part des gouvernements, de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, en particulier de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, ainsi que des autres organisations internationales et nationales intéressées, tant gouvernementales que non gouvernementales, afin de donner une expression concrète à l'importance suprême et à la nécessité d'établir, de maintenir et de renforcer une paix juste et durable pour les générations présentes et futures;

3. *Prie* le Secrétaire général de continuer à suivre les progrès réalisés dans l'application de la Déclaration et de présenter un rapport à ce sujet à l'Assemblée générale, au plus tard lors de sa trente-neuvième session.

*91e séance plénière
9 décembre 1981*

¹ A/36/386 et Add.1 à 3.

Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. Le CE avait été saisi en 1980 d'une suggestion des Administrations postales membres de l'UPAO (actuelle APPU) concluant à l'opportunité d'entreprendre une étude dans le but d'améliorer l'organisation et le fonctionnement du Congrès.
2. A la suite de cette suggestion et pour répondre également aux critiques faites par certaines personnalités ayant assumé des responsabilités de premier plan lors du Congrès de Rio de Janeiro, le CE a entrepris une étude très approfondie qui comprend deux parties principales, à savoir:
 - 1° les mesures à court terme, c'est-à-dire les améliorations qui peuvent être apportées pour le prochain Congrès sans modifier le cadre général de l'organisation de celui-ci;
 - 2° les mesures envisageables à long terme: ce sont des mesures plus radicales qui, par leur nature, leur importance ou leur incidence sur les Actes de l'Union, doivent être soumises au Congrès.
3. Dans un premier temps, le Bureau international avait fait l'inventaire de toutes les questions qui lui paraissaient envisageables dans ce contexte pour permettre aux Pays-membres du CE de se faire une idée aussi complète que possible de ce problème complexe. Ceux-ci ont ensuite été invités à faire connaître par écrit leurs premières réactions sur les thèmes de réflexion soulevés dans ledit document et à présenter leurs propres suggestions.
4. Etant donné le caractère fondamental des mesures à long terme, celles-ci ont fait l'objet d'une deuxième consultation des membres du CE et de certains observateurs, aux fins d'obtenir une plus large réaction que lors de la première consultation.
5. Le présent rapport résume le résultat d'ensemble de cette étude, y compris certaines solutions qui n'ont pu être retenues pour les motifs qui y sont exposés.

II. Mesures envisageables à court terme

A. Nombre et compétences des Commissions du Congrès

6. Les attributions des Commissions ayant été déterminées jusqu'ici par la structure des Actes, il en était résulté une répartition très inégale des propositions entre les différentes Commissions, si bien que certaines arrivaient au terme de leurs travaux en quelques séances, alors que d'autres étaient en revanche surchargées et ne disposaient pas de suffisamment de temps pour étudier certaines questions importantes.
7. Pour corriger cette anomalie, diverses solutions avaient été examinées, parmi lesquelles celle de répartir les propositions de façon plus équilibrée entre les Commissions s'occupant de la poste aux lettres, de la poste aérienne et des colis postaux. Finalement, ainsi qu'il ressort du projet de résolution présenté au Congrès par le CE concernant le nombre et les domaines de compétence des Commissions du Congrès de Hambourg (proposition 010), il est suggéré de modifier la pratique traditionnelle comme suit:

- supprimer la Commission 3 (Etudes postales). Le programme de travail du CCEP dont l'adoption incombait à cette Commission pourrait être soumis directement à l'approbation des séances plénières, vu qu'il a été élaboré et longuement discuté par le CCEP qui a précédé le Congrès. Quant aux propositions relatives à la structure et au fonctionnement du CCEP, elles seraient attribuées à la Commission 3 (Affaires générales) et, le cas échéant, à d'autres Commissions selon la nature des problèmes à résoudre;
- scinder la Commission 5 (Poste aux lettres) en deux Commissions, dont l'une (Commission 4) s'occuperait de l'aspect réglementaire de la poste aux lettres et l'autre (Commission 5) de la tarification et de la rémunération interadministrations avec leurs problèmes connexes (statistiques, comptabilité, formules, etc.).

8. Supposant l'accord du Congrès sur ce problème, le Bureau international a du reste publié les propositions pour le XIXe Congrès en fonction de cette nouvelle clé de répartition.

B. Calendrier des séances

9. Dans le dessein de rationaliser davantage la programmation des séances des Commissions et de ne pas prolonger inutilement la présence des spécialistes au Congrès, l'idée a été retenue de concentrer sur une période plus brève les séances de certaines Commissions spécialisées (Commission des finances et des services financiers, par exemple) et de faire siéger certaines Commissions techniques dès le début du Congrès simultanément avec les séances plénières.

C. Organisation d'un débat général

10. Sans pour autant imiter l'ONU et certaines institutions spécialisées qui ont instauré officiellement un débat général dans lequel chaque délégation peut exposer ses idées sur les sujets de son choix, le CE a retenu la possibilité d'organiser un tel débat, mais pour discuter si possible un seul sujet qui intéresserait la majorité, voire la totalité des Administrations de l'Union. Le thème de ce débat serait fixé bien avant l'ouverture du Congrès et la documentation y relative publiée également à l'avance.

D. Diminution du nombre des propositions

11. Eu égard au nombre trop élevé de propositions dont sont saisis les Congrès et aux entraves que cela constitue pour l'examen approfondi des propositions les plus importantes, le CE, nonobstant le droit de chaque Administration de présenter au Congrès des propositions, a lancé un appel aux Pays-membres de l'Union pour les inciter à ne présenter au Congrès que les propositions vraiment nécessaires (résolution CE 1/1982). Il a en outre jugé que l'examen par les Unions restreintes des propositions que leurs membres ont l'intention de présenter au Congrès de l'UPU pourrait précisément aboutir au retrait ou à la fusion de certaines propositions, voire à l'amélioration de certains textes pour alléger la tâche du Congrès. Il a donc souhaité que cette pratique se généralisât, étant entendu cependant que cela ne devrait pas aboutir, au Congrès, à des prises de position trop rigides de la part des membres des Unions restreintes intéressées et ne nuisît à l'esprit de compréhension mutuelle qui est indispensable au succès d'un Congrès.

E. Documentation

12. Les documents et les propositions qui font l'objet d'une révision et dont la cote est suivie des lettres "Rev" porteront tous un trait vertical en marge à l'endroit où il y a eu révision, afin que les délégués n'aient pas besoin de relire tout le document ou toute la proposition pour voir ce qui a été modifié.

13. Pour éviter des confusions lors de la mise en discussion des propositions, les Présidents et interprètes énonceront les numéros des propositions en énumérant les chiffres séparément et dans l'ordre décroissant (par exemple, pour la proposition 2098, on dira: deux, zéro, neuf, huit). En outre, et dans le même but, l'Administration du pays hôte placera dans les salles de conférences des rétroprojecteurs ou des panneaux lumineux où apparaîtront les numéros des propositions et des Congrès — Doc mis en discussion.

F. Modification du Règlement intérieur des Congrès

14. Les débats au sein des Commissions ou du Congrès étant parfois ralentis par des questions de procédure, le CE a suggéré d'apporter certaines précisions ou certains compléments au Règlement intérieur pour sortir plus aisément de certaines situations (propositions 1702.1, 1715.1, 1716.1, 1716.2, 1716.3, 1717.1, 1718.1/Rev 2 et 1720.1).

15. Par ailleurs, le CE a estimé qu'il fallait entériner, à l'article 3 dudit Règlement intérieur, la pratique qui s'était développée lors des derniers Congrès pour faciliter l'acceptation des pouvoirs des délégués en Congrès (proposition 1703.1).

G. Présentation de certaines propositions du CE et du CCEP

16. Le CE et le CCEP ont reconnu l'utilité de la pratique introduite au Congrès de Rio de Janeiro pour la présentation des propositions les plus importantes qui émanent de ces organes et ont décidé de la maintenir pour le Congrès de Hambourg 1984. Il s'agit en fait de choisir le pays ou la personne qui assumera cette présentation.

H. Célébration des fêtes nationales et exécution des hymnes nationaux

17. La pratique suivie lors des derniers Congrès de jouer les hymnes nationaux et de célébrer les fêtes nationales par une allocution est abandonnée afin de réserver plus de temps aux débats. Toutefois, si elle y tient, une délégation pourrait marquer d'une certaine façon sa fête nationale en faisant diffuser à tous les délégués une déclaration à ce sujet.

I. Procédure d'élection des membres du CE et du CCEP

18. Le Conseil a estimé qu'il n'y a pas lieu d'élaborer de nouvelles règles au sujet de cette procédure, mais il a invité la présidence du Congrès et le secrétariat général à ne rien négliger pour accélérer le déroulement des élections en question.

III. Mesures envisageables à long terme

A. Allègement du Congrès par un examen préalable des propositions

19. On a pensé que le fait de charger tel ou tel organisme de travaux préparatoires ou de certains problèmes qui sont jusqu'ici de la compétence du Congrès est de nature à simplifier et à accélérer le déroulement du Congrès. Ainsi, il a été question de réintroduire les Commissions préparatoires, mais cette idée n'a pas été retenue eu égard aux résultats peu concluants obtenus par ces Commissions lors des Congrès de Londres 1929 et du Caire 1934.

20. Quant à l'idée inspirée de la pratique de l'Union internationale des télécommunications de recourir aux Conférences administratives pour reviser tout ou partie des Actes techniques, elle a été d'emblée écartée. L'interdépendance qu'il y a entre la Convention et les Arrangements est telle qu'elle ne permet pas une révision séparée de certains Actes techniques. La situation à l'UPU n'est pas semblable à celle de l'UIT, où les problèmes de radio-communications sont très différents et indépendants de ceux relatifs au téléphone et au télégraphe.

21. En ce qui concerne le recours au CE pour l'examen préalable des propositions, il a davantage retenu l'attention des membres du Conseil exécutif; mais, finalement, il est apparu qu'il présentait, à différents titres, les mêmes inconvénients que les Commissions préparatoires. Il a donc été abandonné. Cependant, au terme d'une étude complémentaire, la procédure suivante a été finalement retenue pour l'examen préalable des propositions à soumettre au Congrès (décision CE 6/1983):

- 1° les Présidents des Commissions du Congrès sont chargés d'établir, en collaboration avec le secrétariat de ces Commissions, une liste des propositions d'ordre technique qui, à leur avis, pourraient être acceptées sans discussion au sein de leur Commission. Chaque délégation aurait néanmoins la possibilité de demander que l'une ou l'autre des propositions figurant sur cette liste en soit biffée afin d'être mise en discussion;
- 2° le Bureau international est chargé d'écrire aux Administrations qui lui ont transmis leurs propositions aux fins de publication pour appeler leur attention sur celles:
 - qui feraient double emploi avec une disposition des Actes;
 - qui iraient dans le sens d'une étude entreprise récemment au sein de l'UPU et au terme de laquelle on n'avait pas retenu une proposition semblable à celle que veut précisément présenter une Administration;
 - qui seraient présentées comme étant d'ordre rédactionnel mais concerneraient en fait une modification de fond;
 - qui porteraient sur des objets différents et devraient faire l'objet de plusieurs propositions;
 - dont il y aurait lieu de clarifier le sens de la modification proposée pour en faciliter la compréhension et le traitement par le Congrès;
 - qui sont de même nature que d'autres propositions aux fins d'une harmonisation éventuelle.

B. Programmation des séances du Congrès et de ses Commissions

22. Tel que le Congrès est actuellement organisé, les principaux dirigeants des Administrations postales sont immobilisés pour toute la durée du Congrès. C'est pourquoi on s'est demandé s'il ne fallait pas faire siéger les Commissions du Congrès avant l'ouverture des séances plénières, à l'instar de ce qui se fait pour les réunions du CE et du CCEP. Cela devrait permettre aux ministres et aux principaux dirigeants des Administrations postales d'attendre la tenue des séances plénières pour participer au Congrès. Cette idée ne fut pas adoptée, vu que certaines questions réservées aux séances plénières, notamment les questions politiques, doivent obligatoirement être traitées au début du Congrès.

23. Malgré l'option prise pour le maintien de la pratique traditionnelle en ce qui concerne le déroulement du Congrès, le CE s'est prononcé en faveur du transfert au Conseil exécutif des compétences de caractère purement administratif suivantes, réservées jusqu'ici aux séances plénières, ceci pour des considérations pratiques évidentes (propositions 1502.5, 1705.1, 1707.1, 1709.1 et 1724.1):

- désignation du Président et des Vice-Présidents du Congrès;
- désignation des Présidents et Vice-Présidents des Commissions;
- désignation des membres des Commissions restreintes, à savoir Commission de vérification des pouvoirs et Commission de rédaction;
- invitation des organisations non gouvernementales;
- décision de faire des procès-verbaux ou des rapports au sein des Commissions.

24. Malgré ces transferts de compétences qui enlèveront au Doyen une partie de ses responsabilités, il a été jugé opportun de maintenir la fonction de Doyen tout en modifiant la disposition y relative du Règlement intérieur des Congrès dans le sens de la proposition 1706.1.

C. Modification de la périodicité des Congrès et autres mesures connexes

25. Vu les difficultés croissantes rencontrées dans l'organisation d'un Congrès, la question s'est posée de savoir si la périodicité actuelle de cinq ans ne devrait pas être prolongée. Or, force a été cependant de reconnaître qu'il serait au contraire opportun de tenir plus fréquemment des Congrès afin d'adapter le plus rapidement possible les dispositions régissant le service postal international à l'évolution actuellement très accélérée de la technique et des besoins. Cela étant, le CE s'est prononcé en faveur du maintien du statu quo tout en admettant qu'il convenait de donner au CE une compétence générale pour résoudre les problèmes administratifs exceptionnels qui peuvent se présenter dans l'intervalle des Congrès (voir Congrès — Doc 7 et proposition 1502.6). En revanche, l'idée de donner certaines compétences au CE ou au CCEP pour adapter, provisoirement au moins, la législation en vigueur aux impératifs techniques et financiers qui peuvent se produire dans l'intervalle des Congrès n'a pas été admise au nom du principe de la séparation des pouvoirs et en raison des compétences propres à chaque organe. De même, le CE n'a pas jugé nécessaire d'assouplir les conditions d'approbation des propositions de modification des Actes dans l'intervalle des Congrès, vu que cette procédure doit rester très exceptionnelle et que les conditions draconiennes posées actuellement sont justifiées pour diverses raisons, dont notamment l'absence de débat contradictoire.

D. Autres mesures particulières à long terme

26. Le CE a été d'avis que, sauf pour les cas exceptionnels, les propositions concernant les Actes fondamentaux de l'Union que sont la Constitution et le Règlement général devaient être présentées en principe six mois avant l'ouverture du Congrès, pour que chaque Administration ait le temps de les examiner d'une manière approfondie (proposition 1519.3). Une dérogation est possible si le Congrès en décide ainsi à la majorité des deux tiers des Pays-membres représentés au Congrès.

27. Eu égard aux difficultés qui résultent de l'obligation de traduire les propositions en plusieurs langues et de la nécessité de les faire parvenir aussitôt que possible aux Pays-membres et aux Unions restreintes pour qu'ils puissent les examiner attentivement et en temps utile, les conditions de présentation des propositions devraient être quelque peu modifiées (proposition 1519.4). Avec cette nouvelle réglementation, les propositions qui parviennent au Bureau international deux mois avant l'ouverture du Congrès ne sont plus recevables.

28. En relation avec ce qui précède, il a été stipulé que chaque proposition ne devrait en principe avoir qu'un seul objectif (proposition 1519.1).

29. Pour terminer, il a été suggéré de charger le prochain CE d'étudier, sur la base des expériences déjà retenues par le présent Conseil exécutif, la possibilité de limiter à cinq semaines au plus la durée du Congrès de 1989 (proposition 08).

Rio de Janeiro, le 9 avril 1984

Au nom du Conseil exécutif:
Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du Conseil exécutif et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. L'origine de cette étude remonte à 1977; elle est due à une initiative du Comité directeur du CCEP, qui s'était interrogé sur l'opportunité d'une revision approfondie du fonctionnement et de la structure du CCEP, dans le dessein d'en améliorer les méthodes de travail. Il était alors vite apparu que toute modification de la structure, du fonctionnement ou des attributions du CCEP aurait une incidence sur les autres organes de l'UPU, et plus particulièrement sur le Conseil exécutif.

2. C'est pourquoi, à l'occasion de la session de mai 1978, le CE a été invité à réfléchir à son tour sur ses propres perspectives d'avenir au moyen d'un document de réflexion élaboré par le Bureau international (CE 1984/C 3 — Doc 30). Les discussions qui eurent lieu à ce moment portèrent uniquement sur l'opportunité et le cadre d'une telle étude. Une majorité s'est alors dégagée en faveur d'une étude limitée aux cinq chapitres ci-après, selon le cadre entériné par le Congrès de Rio de Janeiro sous forme de la résolution C 44.

II. Répartition des études entre le CE et le CCEP

3. Le problème de la délimitation des compétences entre le CE et le CCEP s'étant posé avant le Congrès de Rio de Janeiro 1979, celui-ci, par la résolution C 4, décida de renoncer autant que possible aux études conjointes et d'attribuer au CE les études concernant la structure, l'organisation et l'administration générale de l'Union ainsi que les questions ayant des incidences financières importantes et pouvant entraîner une modification des Actes, et au CCEP celles portant sur des problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique.

4. S'agissant de savoir s'il convenait ou non de maintenir la procédure et la clé de répartition des études entre le CE et le CCEP telles qu'elles découlent de la résolution C 4 précitée, le CE a estimé que l'expérience faite sur cette base avait été tout à fait positive et que l'on pouvait entériner cette pratique dans le Règlement intérieur des Congrès (proposition 1725.91).

III. Compétences du CE aux fins de les préciser, de les compléter ou de les élargir le cas échéant

5. Le CE a constaté, tout d'abord, que ses propres attributions ne concordent pas avec la réalité, sans pour autant s'en écarter fondamentalement. Il est donc apparu nécessaire de reviser les dispositions actuelles du paragraphe 6 de l'article 102 du Règlement général, pour les rendre à la fois plus claires et plus conformes à la pratique. Ces modifications, en quelque sorte d'ordre rédactionnel, n'appellent pas de commentaire particulier.

6. Par ailleurs, comme le CE a reçu, lors de divers Congrès, des compétences supplémentaires par voie de résolutions (adoption du Statut du personnel, du Règlement financier, etc.), il a été jugé opportun d'en tenir compte pour compléter la teneur du paragraphe 6 précité.

7. Finalement, la question a été posée de savoir s'il convenait de donner au CE une compétence législative pour permettre à l'Union d'adapter les dispositions en vigueur à l'évolution toujours plus rapide de la technique et aux exigences commerciales et pratiques. Le Conseil exécutif n'a pas retenu une telle possibilité, qui lui paraissait incompatible avec la fonction purement administrative du CE. Il a cependant proposé d'inclure à l'article 102, paragraphe 6, la faculté pour le CE de recommander, si les circonstances exceptionnelles l'exigent et éventuellement après consultation de l'ensemble des Administrations postales, l'adoption provisoire d'une nouvelle pratique ou de mesures transitoires qui devront ensuite être soumises à l'approbation du Congrès sous la forme définitive la plus adéquate (voir lettre q) de la proposition 1502.6).

8. En comparant les attributions du CE à celles des organes similaires des autres institutions spécialisées, le Conseil exécutif a relevé que, dans l'ensemble, les attributions desdits organes sont très semblables, par leur nature, à celles du CE de l'UPU, les différences étant plutôt des nuances dues au fonctionnement particulier de l'organisation et à son domaine d'activité, et qu'il n'y a en conséquence pas de raison pour s'en inspirer d'une manière ou d'une autre.

9. En ce qui concerne les pouvoirs à donner au CE pour faciliter l'organisation et le déroulement des Congrès, à savoir, d'une part, jouer le rôle d'une commission préparatoire pour l'examen préalable de toutes ou d'une partie des propositions soumises au Congrès et, d'autre part, assumer certaines compétences qui, jusqu'ici, étaient traitées lors des premières séances plénières, ils sont examinés dans le cadre de l'étude relative à l'organisation, au fonctionnement et aux méthodes de travail du Congrès (voir Congrès — Doc 6).

10. Eu égard à l'ensemble des décisions qu'il a prises, le CE a retenu une nouvelle rédaction de l'article 102, paragraphe 6, du Règlement général, de manière à mieux ordonner ses compétences en fonction de leur importance, de leur degré de généralité et de leur champ d'application (proposition 1502.6).

IV. Composition, organisation, périodicité des réunions, méthodes de travail et système de documentation du CE

1° Composition

11. Le CE a été d'avis que la composition du CE et la répartition des sièges sur la base d'une répartition géographique équitable devraient être maintenues, car le nombre global des membres de cet organe (40) est supérieur à celui des autres institutions spécialisées de caractère technique et parce que le principe de la répartition géographique équitable y est appliqué plus strictement que dans les autres organisations. Le renouvellement de la moitié au moins des membres du CE à l'occasion de chaque Congrès mérite aussi d'être maintenu.

2° Organisation du CE

12. Le CE a estimé que, d'une manière générale, la pratique actuelle est satisfaisante et supporte aisément la comparaison avec les autres institutions spécialisées. En outre, il n'a pas paru nécessaire de créer un Comité directeur à l'instar du CCEP, car il n'y a pas les mêmes raisons pour cela.

3° Période, périodicité et durée des réunions du CE

13. En ce qui concerne la période (fin du mois d'avril à la mi-mai, sauf l'année du Congrès) des réunions du CE, les raisons suivantes militent en faveur du statu quo:

- la planification des activités du Bureau international s'en trouve facilitée;
- depuis l'introduction du nouveau système de financement de l'Union, il est nécessaire que les parts contributives des Pays-membres soient notifiées en même temps que celles des autres organisations, c'est-à-dire durant l'été;
- elle permet à la direction du Bureau international de participer aux réunions que lui impose sa collaboration dans le cadre des Nations Unies.

14. Quant à la périodicité annuelle des réunions du CE, elle correspond à la pratique de la plupart des autres institutions spécialisées.

15. De très gros efforts ont été faits depuis quelques années pour réduire au minimum la durée du CE et de ses Commissions. Il n'a pas paru possible de concentrer ces réunions sur une période plus courte.

4° Méthodes de travail

16. Lors de l'examen de cette question, des avis divergents ont été émis au sujet de l'opportunité de limiter la consultation des Pays-membres aux seuls membres du CE et de ne s'adresser à l'ensemble des Pays-membres de l'Union que dans des cas exceptionnels. Finalement, le Conseil a quelque peu atténué ces principes pour admettre que la consultation de l'ensemble des Pays-membres pourrait avoir lieu chaque fois que cela serait véritablement nécessaire pour les besoins de l'étude en cours.

5° Système de documentation

17. Bien que certaines délégations aient mis en doute l'opportunité de publier deux fois le Compte rendu analytique et le Cahier des résolutions, tout d'abord séparément, puis dans les "Documents du CE", le Conseil s'est prononcé en faveur du maintien du statu quo, étant donné que les incidences financières de la pratique actuelle sont peu importantes et parce que, du point de vue de la documentation en général, cela est justifié.

V. Collaboration du Bureau international aux travaux du CE

18. Conformément à l'article 111 du Règlement général, le Bureau international assume le secrétariat des organes de l'Union, et donc du Conseil exécutif. A ce titre, non seulement il traduit, publie et diffuse toute la documentation y relative, mais il joue un rôle assez important dans l'élaboration de celle-ci puisqu'il en assume la rédaction, avec tout ce que cela comporte de liberté dans le choix des idées à retenir pour poser et résoudre les problèmes. Il est vrai que cette liberté est limitée par le souci — il faudrait même dire l'obligation — d'objectivité et d'impartialité, qui est la règle d'or du Bureau international. Cela étant, le Conseil exécutif a estimé que la pratique actuelle est satisfaisante.

VI. Implication éventuelle des modifications suggérées sur d'autres organes de l'Union

19. La présente étude ne conclut pas à la nécessité de modifier les dispositions régissant l'organisation, le fonctionnement et les attributions du Congrès. Par ailleurs, interpellé sur l'opportunité de modifier la pratique du CCEP au vu des initiatives prises par rapport au CE, le Président de cet organe a exprimé l'avis qu'aucune des propositions retenues n'affecte le CCEP, dont l'organisation et le fonctionnement donnent satisfaction.

Rio de Janeiro, le 11 avril 1984

Au nom du Conseil exécutif:
Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

Problème des arriérés à l'UPU

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. En exécution du mandat qui lui avait été confié par la résolution C 89 du Congrès de Rio de Janeiro, le Conseil exécutif a procédé à l'étude du problème des arriérés à l'UPU. Pour ce faire, il a abordé en premier lieu les aspects financiers de la question; il a ensuite examiné la pratique des autres organisations de la famille des Nations Unies dans ce domaine avant de tirer des conclusions au plan juridique et de se prononcer sur les mesures envisageables pour l'Union.

II. Les arriérés à l'UPU

2. En raison des changements apportés par le dernier Congrès dans le système de financement de l'Union, il convient de faire la distinction entre trois catégories d'arriérés, à savoir:

- 1° ceux afférents à l'ancien régime de financement (antérieur à 1979);
- 2° ceux afférents à la période de transition (1979 et 1980);
- 3° ceux afférents au nouveau système de financement (à partir du 1er janvier 1981).

La situation de ces trois catégories d'arriérés se présente comme suit.

A. Arriérés afférents à l'ancien régime de financement de l'Union

3. Il s'agit des sommes dues par un certain nombre de Pays-membres pour les années antérieures à 1979, au titre de leur contribution aux dépenses de l'Union et pour les fournitures à titre onéreux. Ces sommes, augmentées des intérêts moratoires de 5 %, sont dues au Gouvernement de la Confédération suisse pour les avances de trésorerie consenties par ce pays, conformément au système en vigueur jusqu'à cette époque.

4. Au fur et à mesure de leur encaissement par le Bureau international, les sommes ainsi dues sont remboursées à la Confédération helvétique selon les modalités convenues avec celle-ci et fixées au paragraphe 3 de l'article 39 du Règlement financier de l'UPU.

5. L'annexe 1 au présent rapport fait état de la situation au 31 mars 1984 des sommes restant dues par les Administrations en vertu du régime précité. Le montant total s'élève à 1 941 210,13 francs suisses.

B. Arriérés afférents à la période transitoire (1979–1980)

6. Soucieux de ne pas trop alourdir les charges financières des Pays-membres au moment où l'UPU a passé de l'ancien régime de financement (paiement des parts contributives sur exercice clos) au nouveau régime fondé sur le prépaiement des parts contributives, le Congrès de Rio de Janeiro avait, avec le consentement du Gouvernement suisse, adopté la résolution C 17, qui prévoit l'amortissement sur dix ans des avances faites par ce pays pour les années 1979–1980, ce qui entraîne pour les Pays-membres le paiement d'une part contributive supplémentaire correspondant à 20 % des sommes dues pour ces années.

7. L'état des arriérés pour les trois premières tranches de 20% dues au titre du régime transitoire ressort de l'annexe 2 au présent document. Le montant total de ceux-ci s'élevait à 673 971,65 francs suisses au 31 mars 1984, ce qui représente grosso modo un dixième des sommes mises en compte aux Pays-membres dans ce cadre. Par analogie aux dispositions applicables sous l'ancien régime, ces sommes sont productives d'intérêts moratoires au profit dudit Gouvernement à raison de 5% par an, à compter du 31 décembre de l'année de paiement des contributions précitées.

8. Il y a lieu de signaler en outre que 37 Administrations ont décidé de rembourser par anticipation, en totalité ou en partie, leur part contributive de 1979 et que 19 Administrations l'ont également fait en ce qui concerne la part contributive de 1980. Conformément au paragraphe 3 de l'article 39 du Règlement financier, les sommes ainsi encaissées ont été versées à la Suisse, de sorte que la situation au 31 mars 1984 est la suivante:

	Année 1979	Année 1980 ¹
	Sfr	Sfr
Montant total des parts contributives	15 862 080,00	14 914 100,00
Montant remboursé à l'avance par certaines Administrations	4 875 470,32	3 084 700,00
	10 986 609,68	11 829 400,00
Trois premières tranches de 20% facturées en 1981, 1982 et 1983	6 538 272,00	—
Solde restant à facturer conformément à la résolution C 17	4 448 337,68	11 829 400,00

C. Arriérés afférents au nouveau système de financement

9. Les arriérés afférents au nouveau système de financement se présentent sous deux formes:

- ceux qui résultent du non-paiement des parts contributives dues pour l'année en cours. Selon l'article 124, paragraphe 8, du Règlement général, les Pays-membres doivent payer leurs parts contributives avant le premier jour de l'exercice financier auquel se rapporte le budget;
- ceux qui concernent les exercices définitivement clos depuis la mise en vigueur du nouveau régime de financement, à savoir les années 1981 à 1983.

10. La première de ces deux catégories ne constitue pas à proprement parler des arriérés; en effet, elle ne cause des difficultés que dans la mesure où l'encaissement des contributions est insuffisant pour permettre au Bureau international de couvrir les dépenses de l'année en cours. Or, comme cela ressort du tableau ci-après, l'alimentation de la trésorerie atteint très vite un haut niveau puisqu'au début de l'année le Bureau a disposé de 80% du budget et, au milieu de l'année, de plus de 90%.

Quote-part	Pourcentage des contributions payées avant le				
	1er janvier	31 mars	30 juin	30 septembre	31 décembre
1981	82,85	88,93	93,72	94,30	96,25
1982	82,34	89,83	93,10	95,18	95,86
1983	79,46	86,88	90,27	93,85	95,75
1984	70,80	85,46			

¹ Le paiement des parts contributives afférentes à 1980 ne commencera qu'en 1986, selon la résolution C 17.

11. A titre de comparaison, le tableau ci-après indique les pourcentages des contributions 1982 et 1983 acquittées à l'ONU et dans les institutions spécialisées.

Organisation	Pourcentage des contributions de l'année en cours acquittées au			
	30 juin ¹		30 septembre ¹	
	1982	1983	1982	1983
ONU	29,40	41,97	48,65	50,32
OIT	41,21	36,73	51,12	53,89
FAO	32,69	48,08	49,46	55,33
UNESCO	31,45	36,96	49,24	55,60
OACI	51,77	54,23	68,90	67,72
UPU	93,10	90,27	95,18	93,85
OMS	41,12	46,05	61,37	50,83
UIT	91,33	91,23	93,64	91,27
OMM	56,62	59,08	69,50	63,98
OMI	53,54	61,94	73,70	69,90
OMPI	58,74	57,59	73,55	73,93
AIEA	42,20	42,97	70,56	57,20

12. Quant à l'état des arriérés concernant les années 1981 à 1983, il ressort de l'annexe 3 au présent document. Son montant total s'élève à 1 608 643,02 francs suisses, ce qui représente globalement 2,92 % du montant des contributions dues pour ces trois années.

13. A première vue, le montant total des arriérés figurant sous les rubriques A, B et C est important puisqu'il s'élevait globalement à 4 223 824 francs suisses au 31 mars 1984; mais force est de reconnaître que les arriérés des trois plus gros débiteurs de l'UPU représentent à eux seuls 1 450 458 francs suisses, soit presque un tiers de l'ensemble des arriérés.

14. Diverses mesures ont été prises pour pallier cette situation. C'est ainsi que le Bureau international s'est, depuis longtemps, préoccupé du problème des arriérés en publiant tous les six mois des circulaires pour signaler les Pays-membres qui sont en retard dans leur paiement et en entreprenant de nombreuses démarches auprès des Administrations postales, voire auprès des représentants diplomatiques, afin d'obtenir le paiement des arriérés, ceci en application des directives données par le Congrès de Rio de Janeiro par sa résolution C 89 et par le Conseil exécutif dans le cadre de la décision C 25 de 1977.

15. N'oublions pas non plus qu'il existe déjà à l'UPU une sanction indirecte contre les pays qui ont des arriérés; c'est celle qui consiste à percevoir des intérêts moratoires sur les parts contributives et sur le paiement des fournitures du Bureau international qui ne sont pas payées dans les délais (Règlement général, articles 124, paragraphe 8, et 126). Ce type de sanctions, qui n'existe pour le moment qu'à l'UIT, est à l'étude dans plusieurs autres organisations comme l'OIT, l'UNESCO et l'OMS.

¹ Source: rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et financières (document A/38/515 du 18 octobre 1983).

16. Malgré cela, le Conseil exécutif a estimé que la recherche de solutions aptes à assainir l'état des arriérés était pleinement justifiée. Pour trouver la ou les solutions optimales à cet effet, il a examiné les solutions en usage dans la famille des Nations Unies en y ajoutant deux solutions qui tiennent compte de certaines pratiques particulières à l'UPU.

17. Pour permettre aux Administrations de se faire une idée aussi complète et objective que possible sur ce problème délicat, il a paru opportun de résumer la pratique de l'ONU et des institutions spécialisées en la matière.

III. Pratique de l'Organisation des Nations Unies et des autres institutions spécialisées

18. La consultation ouverte à ce sujet auprès de l'ONU et des institutions spécialisées s'est avérée très intéressante, car elle a mis en évidence l'importance du problème des arriérés au sein du système des Nations Unies. Ces organisations sont toutes préoccupées par ce problème, qui se présente pratiquement sous deux formes.

19. Il y a tout d'abord les arriérés qui résultent de ce que de nombreux pays ne paient pas en temps voulu les contributions dues pour l'exercice budgétaire en cours, ce qui se traduit par des insuffisances de trésorerie parfois fort gênantes pour les organisations, qui ne sont ainsi plus en mesure de faire face à leurs obligations financières. C'est cette catégorie d'arriérés qui préoccupe le plus les organisations en question à l'heure actuelle.

20. La seconde catégorie d'arriérés est celle qui comprend les pays dont les arriérés de contributions remontent à plusieurs années, parfois même à vingt ans. A leur égard, différentes organisations ont conclu des arrangements ad hoc pour obtenir l'amortissement de ces arriérés sur un certain nombre d'années; dans certains cas très rares, les organisations ont même pris à leur charge les arriérés qui, de toute évidence, paraissaient irrécouvrables.

21. Ces deux aspects du problème intéressent l'UPU, même si celle-ci ne souffre pas d'insuffisances de trésorerie, à la différence de la plupart des autres institutions spécialisées, et si elle a pour une telle éventualité le Fonds de réserve et les garanties du Gouvernement suisse (Règlement général, article 124, paragraphes 9 et 10). Il importe en effet que, dans la conjoncture économique actuelle, l'UPU se préoccupe de maintenir, par des mesures adéquates, le bon état de sa trésorerie et surtout les bonnes dispositions de la plupart des Pays-membres qui s'acquittent en temps opportun de leurs parts contributives. Quant au problème des anciens arriérés, il revêt un intérêt particulier à l'UPU, puisqu'en plus de quelques cas particuliers notoirement connus il s'agit de se préoccuper de rembourser à la Suisse les avances faites sous l'ancien régime et qui n'auront pu être récupérées auprès de tous les débiteurs.

22. Dans l'éventail des diverses pratiques, celle de l'ONU représente la tendance dominante. En voici un résumé.

23. Selon l'article 19 de la Charte des Nations Unies, qui est repris mutatis mutandis par l'OIT, la FAO, l'UNESCO et l'OMPI, les Etats membres perdent automatiquement leur droit de vote à l'Assemblée générale lorsque le montant de leurs arriérés est égal ou supérieur à la contribution due pour les deux dernières années; mais l'Assemblée générale peut néanmoins autoriser les membres qui sont dans cette situation à participer au vote si elle constate que ce manquement est dû à des circonstances indépendantes de leur volonté.

24. Actuellement, l'Assemblée générale applique strictement la sanction en question, ce qui semble avoir un effet salubre sur les encaissements puisque, lors de l'Assemblée générale de 1982, un seul pays avait des arriérés de contributions au sens de l'article 19 précité et s'est donc vu privé de son droit de vote.

25. Il est intéressant de noter que divers organes de l'ONU interviennent régulièrement tout au long de l'année pour obtenir le paiement des contributions et l'assainissement des arriérés. A cet effet, des "appels sont lancés aux Etats membres pour qu'ils déploient tous leurs efforts afin de lever les obstacles au paiement rapide, au début de chaque année, de la totalité des contributions mises en recouvrement et des avances au Fonds de roulement". A noter que ce dernier Fonds a été porté, pour 1982 et 1983, à 100 millions de dollars, eu égard précisément aux difficultés d'encaissement des contributions. En outre, avant chaque Assemblée générale, de même qu'avant toute session spéciale ou d'urgence, le Bureau des services financiers signale à la Division des affaires générales

les Etats en retard dans leurs paiements en brandissant la sanction de l'article 19. En règle générale, les Etats membres s'efforcent de payer le premier jour de la session en cause le minimum requis pour ne pas faire l'objet d'une sanction. Finalement, chaque année, à la fin de novembre, le Bureau des services financiers détermine pour chaque pays en retard si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à celui dû pour les deux dernières années et lui communique les mesures à entreprendre pour assainir sa situation et conserver son droit de vote. Il n'en demeure pas moins que l'on parle ouvertement, au sein de l'ONU, d'une "crise financière" et que la Cinquième Commission s'occupe activement du problème.

26. Quant à la pratique des autres institutions spécialisées, on peut relever notamment:

- que pour deux organisations (OMS, OACI), la privation du droit de vote n'est pas automatique, mais dépend d'une décision de l'organe supérieur qui, jusqu'ici, s'est abstenu de priver un membre de son droit de vote. Malgré cela, l'état des arriérés est plus satisfaisant que dans la plupart des autres institutions spécialisées;
- que le nombre de pays qui ont été privés de leur droit de vote en 1982 se présentait de la manière suivante: ONU 1, OIT 8, UIT 9, OMM 14¹.

27. Il y a lieu de signaler en outre que, dans quelques organisations, on a prévu également d'autres sanctions (inéligibilité aux organes restreints, privation de certains services ou des publications (OMS, OMM) ou intérêts moratoires (UIT)). D'autres organisations examinent présentement la possibilité d'introduire ces mêmes sanctions ou d'autres pour assurer plus efficacement le bon état de leur trésorerie (OIT, UNESCO).

IV. Mesures envisageables pour l'UPU

A. Mesures préventives

28. S'inspirant de la pratique de l'ONU et des autres institutions spécialisées, le CE a décidé de recommander au Congrès les mesures suivantes malgré les réticences de quelques délégations.

1° Suspension du droit de vote

29. Le CE a retenu cette sanction, qui existe à l'ONU et dans toutes les institutions spécialisées, car elle s'est avérée efficace pour limiter le montant des arriérés de bon nombre de pays, comme on l'a vu sous chiffres 23 à 25. Il a opté pour la formule de l'ONU qui rend la suspension automatique lorsque le montant des arriérés est égal ou supérieur aux contributions dues pour les deux dernières années, tout en laissant à l'organe dans lequel se présente un tel cas la possibilité de maintenir le droit de vote s'il constate que la situation du pays considéré est due à des circonstances indépendantes de sa volonté (proposition 1526.91).

2° Privation du droit d'éligibilité au sein des organes restreints

30. Considérant que la privation du droit d'éligibilité aux organes restreints est une sanction justifiée à l'égard des membres qui ne remplissent pas une obligation aussi essentielle que la contribution aux dépenses de l'Union et qu'elle va de soi pour un organe comme le Conseil exécutif qui est appelé à voter le budget, à approuver les comptes de l'Union et à régler diverses questions administratives qui doivent rester le privilège des pays remplissant leurs obligations essentielles à l'égard de l'UPU, le CE a retenu la proposition 1526.92 qui reprend mutatis mutandis la disposition en vigueur à la FAO.

3° Intérêts moratoires

31. En ce qui concerne la perception d'intérêts moratoires, elle demeure justifiée à maints égards et a, en conséquence, été maintenue dans ses modalités actuelles (Règlement général, articles 124, paragraphe 8, et 126), sous réserve de modifier à l'article 126 le délai de paiement des fournitures du Bureau international (voir proposition 1526.1).

¹ Ces chiffres ont été communiqués par les organisations concernées.

32. Quant aux autres sanctions en usage dans certaines organisations (privation des publications, refus des services de l'organisation, y compris l'assistance technique), elles n'ont pas été retenues par le CE.

B. Mesures destinées à assainir certains arriérés

33. Dans les organisations où les arriérés de certains pays ont atteint une ampleur inquiétante, on a pris ou on est en train de prendre des mesures ponctuelles destinées à les liquider. Ces mesures sont de diverses natures. Pour l'UPU, il s'agit de savoir s'il y a lieu de prendre ou d'envisager des mesures dans le même sens pour liquider les arriérés de l'ancien régime et du régime transitoire, qui, rappelons-le, sont constitués par les sommes que l'UPU doit encore à la Suisse pour les avances de trésorerie faites jusqu'à fin 1980.

1° Conclusion d'arrangements spéciaux

34. Tout en admettant que le Congrès pourrait charger le Bureau international de négocier des arrangements spéciaux pour liquider les plus gros arriérés de contributions, le CE a estimé qu'il était prématuré de retenir d'ores et déjà une telle procédure pour certains cas particuliers.

2° Assainissement des arriérés par le système de compensation du Bureau international

35. Comme les pays qui ont de gros arriérés sont souvent dans une situation financière déplorable, on peut craindre qu'il ne soit difficile d'obtenir la conclusion d'accords bilatéraux dans le sens du chiffre 34 et surtout leur exécution. C'est pourquoi le CE a admis une procédure sui generis qui a le mérite d'assainir les dettes de certains pays à l'égard de l'UPU sans pour autant exiger de ceux-ci qu'ils obtiennent des autorités compétentes l'octroi de crédits importants et la permission d'exporter des devises. Cette solution consisterait à compenser les sommes dont certains pays sont redevables envers l'UPU par celles qui leur sont dues au titre des frais de transit et des frais terminaux, en recourant pour cela aux bons offices d'un pays tiers et au rôle d'office de compensation du Bureau international.

36. Du point de vue technique, la procédure à suivre est la suivante: lors du clearing qu'opère annuellement le Bureau international pour la liquidation des frais de transit et des frais terminaux, celui-ci inscrit dans le tableau de compensation du Décompte général des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface le pays qui a des arriérés de contributions en face d'un pays tiers qui est censé lui verser le montant global des frais de transit et des frais terminaux auquel il a droit, mais qui verse en fait cette somme au Bureau international pour amortir les arriérés de contributions du pays en question.

37. Proposée à quelques débiteurs de l'UPU, cette procédure a été acceptée par la plupart d'entre eux, dont certains étaient redevables à l'Union d'arriérés importants. Il y a donc de bonnes raisons d'être optimiste quant à l'assainissement à moyen terme des arriérés de l'UPU. C'est pourquoi le CE suggère au Congrès d'adopter le projet de recommandation qui fait l'objet de la proposition 09.

38. Comme cette procédure devrait être exceptionnelle, il y aurait lieu de prévoir qu'elle ne s'applique qu'à la liquidation des arriérés supérieurs aux contributions des cinq dernières années.

3° Déclassement des pays qui ont de gros arriérés

39. Selon le système actuel de financement de l'UPU, les Pays-membres choisissent librement la classe de contributions par laquelle ils entendent subvenir aux dépenses de l'Union (Constitution, article 21, paragraphe 4). Ils peuvent en outre demander ultérieurement leur déclassement, à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture d'un Congrès (Règlement général, article 125). Cela étant, le CE a décidé de laisser au Bureau international, lorsque cela paraît opportun, le soin d'inviter les Pays-membres qui ont de forts arriérés de contributions à demander leur déclassement, afin que l'on ne leur mette pas en compte des sommes qu'ils ne sont pas en mesure de payer et qu'il est ensuite difficile de recouvrer.

4° Absorption par l'Union de certains arriérés

40. On peut concevoir que, dans certains cas extrêmement rares, l'Union n'arrive à récupérer certains arriérés de contributions ni sur la base d'un arrangement bilatéral librement consenti, ni même par le système de compensation précité. Pour de telles éventualités, on devrait envisager l'absorption desdits arriérés par l'Union. Les montants en question seraient alors soit prélevés sur le Fonds de réserve de l'UPU, soit inclus dans son budget et répartis sur une ou plusieurs années entre l'ensemble des Pays-membres. Cette solution n'exige pas l'adoption d'une disposition expresse; elle devrait être réglée de cas en cas par une résolution du Congrès. Il y a lieu de rappeler que cette solution extrême n'a été appliquée que par quelques organisations. Cela étant, le CE s'est prononcé en faveur de l'ajournement de toute décision à ce sujet jusqu'à ce qu'un tel cas soit d'actualité.

Rio de Janeiro, le 13 avril 1984

Au nom du Conseil exécutif:
Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

Arriérés afférents à l'ancien régime de financement

Sommes dues au 31 mars 1984 par les Pays-membres de l'Union (en francs suisses)

Pays-membres	Nombre d'unités contributives en 1980	Parts contributives		Fournitures	Intérêts	Montant total
		Années	Montant			
<i>A. Dettes de plus de 5000 francs</i>						
Centrafrique	1	1973 et 1975				
		1976—1978	44 903,79	10 054,44	16 171,57	71 129,80
Comores	1	1976—1978	34 990,00	6 246,10	10 485,46	51 721,56
Dominicaine (Rép.)	3	1962—1978	383 058,00	18 599,15	205 829,30	607 486,45
Gambie	1	1976—1978	27 856,46	3 392,77	9 268,83	40 518,06
Guatemala	3	1978	35 910,00	—	23 000,58	58 910,58
Kampuchea dém.	1	1973—1978	59 223,10	3 088,45	19 627,29	81 938,84
Mauritanie	1	1974—1978	40 828,57	1 796,95	12 357,91	54 983,43
Nicaragua	1	1976—1978	34 990,00	1 193,45	12 764,65	48 948,10
Pérou	3	—	—	5 227,37	9 611,76	14 839,13
Soudan	1	—	—	16 726,10	7 227,58	23 953,68
Tchad	1	1970—1978	66 205,90	3 255,82	28 184,79	97 646,51
Provinces portugaises de l'Afrique occidentale		1975	108 600,00		38 492,20	147 092,20
Provinces portugaises de l'Asie et de l'Océanie		1975—1978	458 500,00		125 702,15	584 202,15
			1 295 065,82	69 580,60	518 724,07	1 883 370,49
<i>B. Dettes de moins de 5000 francs</i>						
(44 Pays-membres)			530,00	22 083,38	35 226,26	57 839,64
			1 295 595,82	91 663,98	553 950,33	1 941 210,13

Etat des arriérés afférents au régime transitoire
Trois premières tranches de 20% de la part contributive 1979

Etat au 31 mars 1984 (en francs suisses)

Pays	Nombre d'unités contri- butives	Montant dû	Pays	Nombre d'unités contri- butives	Montant dû
Argentine	20	59 520,00	Niger	1	2 976,00
Bénin	1	5 952,00	Nigéria	5	14 880,00
Burundi	1	553,89	Ouganda	1	8 928,00
Cameroon	1	5 952,00	Pérou	3	26 784,00
Cap-Vert	1	2 976,00	Philippines	1	5 952,00
Centrafrique	1	8 928,00	Rép. pop. dém. de Corée	10	29 760,00
Chili	5	13 664,90	Roumanie	10	29 760,00
Colombie	3	8 928,00	Sénégal	1	5 952,00
Comores	1	8 928,00	Somalie	1	5 952,00
Cuba	3	26 784,00	Soudan	1	5 952,00
Dominicaine (Rép.)	3	8 928,00	Suriname	1	2 976,00
El Salvador	1	8 928,00	Tanzanie (Rép. unie)	1	5 952,00
Ethiopie	1	2 976,00	Tchad	1	8 928,00
Gambie	1	8 928,00	Togo	1	8 928,00
Ghana	3	26 784,00	Trinité-et-Tobago	1	2 976,00
Guatemala	3	26 784,00	Tunisie	5	14 880,00
Guinée	1	8 008,88	Uruguay	3	17 856,00
Guinée-Bissau	1	8 928,00	Vénézuéla	3	26 784,00
Guinée équatoriale	3	26 784,00	Zaire	3	8 928,00
Guyane	1	5 952,00			
Haïti	3	8 928,00			
Haute-Volta	1	5 952,00	Montant total en souffrance		673 971,67
Hongrie (Rép. pop.)	10	29 760,00	au 31 mars 1984		
Iran	5	14 880,00			
Kampuchea dém.	1	8 928,00			
Lao (Rép. dém. pop.)	1	5 952,00			
Liban	1	2 976,00	Montant facturé en trois tranches		6 538 272,00
Libéria	1	5 952,00			
Madagascar	3	17 856,00			
Mauritanie	1	8 928,00			
Mexique	15	44 640,00	Pourcentage des arriérés		10,31 %
Nicaragua	1	8 928,00	par rapport au montant facturé		

Etat des arriérés afférents au nouveau régime financier

Etat au 31 mars 1984 (en francs suisses)

Pays	Nombre d'unités contributives	1981	1982	1983	Total
Belize	1	—	17 500,00	17 500,00	35 000,00
Bénin	1	16 750,00	970,05	17 500,00	35 220,05
Cameroun	1	—	—	17 500,00	17 500,00
Centrafrique	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Comores	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Cuba	3	—	—	33 778,00	33 778,00
Dominicaine (Rép.)	3	50 250,00	52 500,00	—	102 750,00
El Salvador	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Gambie	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Ghana	3	—	52 500,00	52 500,00	105 000,00
Guinée	1	—	—	425,78	425,78
Guinée-Bissau	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Guinée équatoriale	3	50 250,00	52 500,00	52 500,00	155 250,00
Guyane	1	—	—	17 500,00	17 500,00
Haute-Volta	1	—	—	17 500,00	17 500,00
Iraq	5	—	—	87 500,00	87 500,00
Kampuchea dém.	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Libéria	1	—	17 500,00	17 500,00	35 000,00
Madagascar	3	—	—	52 500,00	52 500,00
Mauritanie	1	4 633,78	17 500,00	17 500,00	39 633,78
Nicaragua	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Niger	1	—	—	17 500,00	17 500,00
Ouganda	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Pérou	3	50 250,00	52 500,00	52 500,00	155 250,00
Philippines	1	—	—	17 500,00	17 500,00
Saint-Vincent-et-Grenadines	1	—	—	17 500,00	17 500,00
Sierra Leone	1	—	3 998,35	17 500,00	21 498,35
Somalie	1	—	10 761,44	17 500,00	28 261,44
Soudan	1	—	16 142,12	17 500,00	33 642,12
Suriname	1	12 183,50	—	—	12 183,50
Tanzanie (Rép. unie)	1	—	17 500,00	—	17 500,00
Tchad	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Togo	1	—	17 500,00	17 500,00	35 000,00
Uruguay	1	—	—	52 500,00	52 500,00
Total des arriérés au 31 mars 1984		335 067,28	486 871,96	786 703,78	1 608 643,02
Total des contributions		17 763 375,00	18 637 500,00	18 637 500,00	55 038 375,00
Pourcentage des arriérés par rapport au montant total des contributions		1,89%	2,61%	4,22%	2,92%

Problème des arriérés à l'UPU

Note complémentaire du Secrétaire général

Pour permettre à chacun de se faire une idée précise quant à l'évolution des arriérés depuis le 31 mars 1984, nous reproduisons dans le présent additif l'état des arriérés au 15 juin 1984, selon le même schéma que celui utilisé dans les Congrès — Doc 8/Annexes 1 à 3.

Hamburg, le 25 juin 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Arriérés afférents à l'ancien régime de financement

Sommes dues au 15 juin 1984 par les Pays-membres de l'Union (en francs suisses)

Pays-membres	Nombre d'unités contributives en 1980	Parts contributives		Fournitures	Intérêts	Montant total
		Années	Montant			

<i>A. Dettes de plus de 5000 francs</i>						
Centrafrique	1	1973 et 1975				
		1976—1978	44 903,79	10 054,44	16 171,57	71 129,80
Comores	1	1976—1978	34 990,00	6 246,10	10 485,46	51 721,56
Dominicaine (Rép.)	3	1962—1978	383 058,00	18 599,15	205 829,30	607 486,45
Gambie	1	1976—1978	27 856,46	3 392,77	9 268,83	40 518,06
Guatemala	3	1978	35 910,00	—	23 000,58	58 910,58
Kampuchea dém.	1	1973—1978	59 223,10	3 088,45	19 627,29	81 938,84
Mauritanie	1	1974—1978	40 828,57	1 796,95	12 357,91	54 983,43
Nicaragua	1	—	—	—	6 748,00	6 748,00
Pérou	3	—	—	5 227,37	9 611,76	14 839,13
Soudan	1	—	—	16 726,10	7 227,58	23 953,68
Tchad	1	1970—1978	66 205,90	3 255,82	28 184,79	97 646,51
Provinces portugaises de l'Afrique occidentale		1975	108 600,00		38 492,20	147 092,20
Provinces portugaises de l'Asie et de l'Océanie		1975—1978	458 500,00		125 702,15	584 202,15
			1 260 075,82	68 387,15	512 707,42	1 841 170,39

<i>B. Dettes de moins de 5000 francs</i>						
(42 Pays-membres)			—	19 674,33	31 926,05	51 600,38
			1 260 075,82	88 061,48	544 633,47	1 892 770,77

**Etat des arriérés afférents au régime transitoire
Trois premières tranches de 20% de la part contributive 1979**

Etat au 15 juin 1984 (en francs suisses)

Pays	Nombre d'unités contri- butives	Montant dû	Pays	Nombre d'unités contri- butives	Montant dû
Argentine	20	59 520,00	Nigéria	5	14 880,00
Burundi	1	553,89	Ouganda	1	8 928,00
Cameroun	1	5 952,00	Pérou	3	26 784,00
Cap-Vert	1	2 976,00	Philippines	1	5 952,00
Centrafrique	1	8 928,00	Roumanie	10	29 760,00
Chili	5	13 664,90	Sénégal	1	5 952,00
Colombie	3	8 928,00	Somalie	1	5 952,00
Comores	1	8 928,00	Soudan	1	5 952,00
Cuba	3	26 784,00	Suriname	1	2 976,00
Dominicaine (Rép.)	3	8 928,00	Tanzanie (Rép. unie)	1	5 952,00
El Salvador	1	8 928,00	Tchad	1	8 928,00
Gambie	1	8 928,00	Togo	1	8 928,00
Ghana	3	26 784,00	Trinité-et-Tobago	1	2 976,00
Guatemala	3	26 784,00	Tunisie	5	14 880,00
Guinée	1	8 008,88	Uruguay	3	17 856,00
Guinée-Bissau	1	8 928,00	Vénézuéla	3	26 784,00
Guinée équatoriale	3	26 784,00	Zaïre	3	8 928,00
Haïti	3	8 928,00			
Haute-Volta	1	2 976,00			
Hongrie (Rép. pop.)	10	29 760,00	Montant total en souffrance au 15 juin 1984		595 625,67
Iran	5	14 880,00			
Kampuchea dém.	1	8 928,00			
Lao (Rép. dém. pop.)	1	5 952,00			
Liban	1	2 976,00			
Libéria	1	5 952,00	Montant facturé en trois tranches		6 538 272,00
Madagascar	3	8 928,00			
Mauritanie	1	8 928,00			
Mexique (solde)	15	28 790,00			
Nicaragua	1	2 976,00	Pourcentage des arriérés par rapport au montant facturé		9,10%
Niger	1	2 976,00			

Etat des arriérés afférents au nouveau régime financier

Etat au 15 juin 1984 (en francs suisses)

Pays	Nombre d'unités contributives	1981	1982	1983	Total
Belize	1	—	17 500,00	17 500,00	35 000,00
Cameroun	1	—	—	17 500,00	17 500,00
Centrafrique	1	16 750,00	17 500,00	138,10	34 388,10
Comores	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Cuba	3	—	—	33 778,00	33 778,00
Dominicaine (Rép.)	3	50 250,00	52 500,00	—	102 750,00
El Salvador	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Gambie	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Ghana	3	—	52 500,00	52 500,00	105 000,00
Guinée	1	—	—	425,78	425,78
Guinée-Bissau	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Guinée équatoriale	3	50 250,00	52 500,00	52 500,00	155 250,00
Haute-Volta	1	—	—	17 500,00	17 500,00
Iraq	5	—	—	87 500,00	87 500,00
Kampuchea dém.	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Libéria	1	—	17 500,00	17 500,00	35 000,00
Mauritanie	1	4 633,78	17 500,00	17 500,00	39 633,78
Niger	1	—	—	17 500,00	17 500,00
Ouganda	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Pérou	3	50 250,00	52 500,00	52 500,00	155 250,00
Philippines	1	—	—	17 500,00	17 500,00
Saint-Vincent-et-Grenadines	1	—	—	17 500,00	17 500,00
Sierra Leone	1	—	3 998,35	17 500,00	21 498,35
Somalie	1	—	10 761,44	17 500,00	28 261,44
Soudan	1	—	16 142,12	17 500,00	33 642,12
Tanzanie (Rép. unie)	1	—	17 500,00	—	17 500,00
Tchad	1	16 750,00	17 500,00	17 500,00	51 750,00
Togo	1	—	2 504,00	17 500,00	20 004,00
Uruguay	1	—	—	52 500,00	52 500,00
Total des arriérés au 15 juin 1984		289 383,78	453 405,91	664 341,88	1 407 131,57
Total des contributions		17 763 375,00	18 637 500,00	18 637 500,00	55 038 375,00
Pourcentage des arriérés par rapport au montant total des contributions		1,63%	2,43%	3,56%	2,56%

Nouveaux barèmes de frais de transit

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. Le Congrès de Rio de Janeiro 1979, en adoptant la résolution C 28, a chargé le Conseil exécutif:
 - 1° d'actualiser, à une date aussi rapprochée que possible du prochain Congrès et selon la méthode employée pour leur établissement, les barèmes de frais de transit fixés à l'article 61 de la Convention;
 - 2° de poursuivre l'étude économique sur la structure des barèmes;
 - 3° de rechercher les moyens de refléter éventuellement dans ces barèmes l'évolution de tous les éléments entrant en ligne de compte pour leur établissement.
2. Le Conseil exécutif a confié l'étude à sa Commission 5 (Frais de transit et frais terminaux).
3. Pour couvrir les points de la résolution précitée, il a été convenu que:
 - l'actualisation des barèmes de frais de transit serait faite par le Bureau international le moment venu, selon la méthode de calcul habituelle et compte tenu de toutes les recommandations que le Conseil exécutif serait amené à formuler au sujet du niveau des frais de transport;
 - l'étude des points 2° et 3° de la résolution C 28 a été confiée à un Groupe de travail de la Commission 5 composé des pays suivants: Amérique (Etats-Unis) (pays rapporteur), Argentine, Egypte, Grande-Bretagne, Inde, URSS et Yougoslavie.
4. Un questionnaire a été diffusé le 15 octobre 1981 à toutes les Administrations postales pour recueillir leur avis sur la méthode traditionnelle d'établissement des barèmes de frais de transit, sur la structure des barèmes, sur le prix du transport commercial des 15 marchandises comparables au courrier postal, sur le prix effectivement payé pour le transport du courrier et sur le moyen de refléter l'évolution des prix dans les barèmes au cours de la période séparant deux Congrès.
5. Malgré le nombre restreint d'Administrations qui ont participé à cette consultation (54 seulement), sans doute du fait qu'un grand nombre d'Administrations n'assurent ni transit territorial ni transit maritime, celle-ci a néanmoins permis au Conseil exécutif de 1982 d'arriver aux décisions suivantes:
 - les principes d'établissement des barèmes de frais de transit adoptés par la Commission technique du transit et entérinés par le Congrès de Bruxelles 1952, de même que la structure actuelle des barèmes, doivent être maintenus;
 - le prix commercial du transport des 15 marchandises comparables au courrier postal composant l'élément "frais de transport" (territorial et maritime) doit être remplacé par le prix effectivement payé. Cette décision est à l'origine de la proposition 3000.1;
 - pour refléter éventuellement l'évolution des éléments entrant en ligne de compte dans les barèmes au cours de la période séparant deux Congrès, les barèmes devraient être affectés, au moment de leur établissement, d'un coefficient en fonction de l'augmentation moyenne des prix de transport effectivement payés et des frais postaux durant les cinq années précédentes; ces barèmes seraient fixés pour toute la durée d'application de la Convention.
6. Lors de sa session de 1982, le Conseil exécutif a décidé:
 - 1° d'actualiser, vers la fin de l'année et selon la méthode traditionnelle de calcul, les barèmes des frais de transit territorial et maritime adoptés par le Congrès de Rio de Janeiro;

- 2° d'établir aussi selon la même méthode de calcul, une variante des nouveaux barèmes basée sur les prix effectivement payés par les Administrations postales pour le transport du courrier sur divers parcours (au lieu de prendre comme base les prix commerciaux du transport des 15 marchandises comparables au courrier postal);
- 3° en ce qui concerne le calcul du coefficient de majoration pour assurer la stabilité économique des barèmes pendant la durée d'application des Actes du prochain Congrès:
- d'obtenir directement des Administrations les renseignements relatifs à l'évolution des prix effectivement payés pour le transport du courrier;
 - de demander à l'ICS de fournir les renseignements relatifs à l'évolution récente des prix de transport maritime.

7. Compte tenu de ces décisions:

- les Administrations postales ont été invitées à répondre au questionnaire destiné à recueillir les éléments nécessaires au calcul des nouveaux barèmes des frais de transit, à savoir:
 - a) indications des parcours et de leurs longueurs;
 - b) poids annuels du courrier en transit transporté d'après les résultats de la statistique des frais de transit 1982;
 - c) prix commerciaux de transport des 15 marchandises comparables au courrier postal;
 - d) prix effectivement payés par les Administrations postales;
 - e) frais postaux;
- l'ICS a été invitée de son côté à fournir des renseignements sur l'évolution des prix de transport maritime au cours des dix dernières années.

8. Le Bureau international a reçu les réponses de 50 Administrations; sur ce nombre, 28 Administrations ont fourni des éléments entrant en ligne de compte pour le calcul des nouveaux barèmes:

Afrique du Sud	Inde
Allemagne, Rép. féd. d'	Italie
Amérique (Etats-Unis)	Japon
Argentine	Jordanie
Australie	Kenya
Autriche	Pays-Bas
Belgique	Portugal
Brésil	Sri Lanka
Canada	Suède
Chili	Suisse
Danemark	Syrienne (Rép. arabe)
Espagne	Yémen (Rép. dém. pop.)
France	Zaire
Grande-Bretagne	Zimbabwe

En revanche, 7 Administrations ont fourni des données incomplètes qui n'ont pu être prises en considération.

Par ailleurs, 15 Administrations ont signalé qu'elles n'assurent ni le transit territorial ni le transit maritime.

Enfin, la Chambre internationale de la marine marchande a fait savoir qu'elle était dans l'impossibilité de répondre à la demande du Bureau international concernant l'évolution des tarifs.

II. Base de calcul des projets de nouveaux barèmes de frais de transit

9. Conformément à la résolution C 28 du Congrès de Rio de Janeiro, ainsi qu'à la décision du Conseil exécutif 1982, le calcul des barèmes de frais de transit territorial et maritime a été effectué selon la méthode habituelle mise au point par la Commission technique du transit et rappelée ci-après:

- a) le taux pour chaque échelon des barèmes de frais de transit se compose de deux éléments: les "frais de transport" et les "frais postaux";

- b) l'élément "frais de transport" est déterminé sur la base de la moyenne mondiale pondérée — laquelle est calculée sur une base mathématique — des prix commerciaux de transport des marchandises comparables au courrier postal ainsi que sur la base des prix effectivement payés, en appliquant à la longueur médiane de chaque échelon des barèmes le prix moyen mondial pondéré par tonne-kilomètre ou par tonne-mille marin, selon le cas, correspondant à cette longueur médiane (pour le système de calcul, voir annexe 1);
- c) l'élément "frais postaux" est calculé sur la base de la moyenne arithmétique mondiale pondérée des frais postaux encourus par les Administrations au titre des opérations purement postales effectuées pour le courrier en transit.

A. *Éléments "frais de transport"*

10. Les données fournies par les 28 Administrations précitées, soigneusement vérifiées et prises en considération pour le calcul des courbes des prix moyens mondiaux pondérés de transports territoriaux et maritimes, figurent à l'annexe 2.

11. Remises en ordre pour le calcul des éléments "frais de transport", les données numériques se présentent comme indiqué à l'annexe 3. Les prix moyens mondiaux pondérés en centimes-or par tonne-kilomètre et par tonne-mille marin ainsi obtenus pour les distances entrant en considération dans les projets de nouveaux barèmes du transit territorial et du transit maritime figurent à la colonne 4 de l'annexe 4.

B. *Éléments "frais postaux"*

12. Les données relatives aux éléments "frais postaux" au titre du transit territorial et maritime, ainsi que le calcul de ces éléments, sont indiquées à l'annexe 5. Les résultats ont été reportés à l'annexe 4 (colonne 5).

C. *Projets de nouveaux barèmes de frais de transit*

13. Compte tenu des éléments "frais de transport" et "frais postaux" tels qu'ils ont été calculés, les projets de nouveaux barèmes de frais de transit territorial et maritime basés sur les réponses au questionnaire précité (chiffre 7 ci-dessus) sont indiqués à la colonne 7 de l'annexe 4. Par rapport aux barèmes adoptés par le Congrès de Rio de Janeiro (ou aux barèmes calculés avec les données de 1978), les nouveaux barèmes de frais de transit se présentent comme suit:

- *le projet a)* (voir paragraphe 15) calculé sur la base des prix commerciaux du transport des 15 marchandises comparables au courrier postal répond au dispositif 1° de la résolution C 28 du Congrès de Rio de Janeiro 1979;
- *le projet b)* (voir paragraphe 16) calculé sur la base des prix de transport effectivement payés répond à la décision prise par le Conseil exécutif à sa session 1982, qui a donné lieu à la proposition 3000.1.

14. Pour refléter l'évolution des tarifs au cours de la période séparant deux Congrès en fonction de l'augmentation moyenne des frais de transport et des frais postaux, des informations concernant les prix effectivement payés en 1978 et en 1984 ont été demandés aux Administrations. Les coefficients traduisant l'évolution ont été appliqués aux barèmes selon les prix effectivement payés en 1983. Par rapport aux barèmes calculés selon les prix effectivement payés en 1978, les nouveaux barèmes se présentent comme suit:

- *le projet c)* (voir paragraphe 17) calculé sur la base des prix de transport effectivement payés en 1983 et affectés de coefficients pour tenir compte de la variation moyenne des prix de transport et des frais postaux durant les cinq années précédentes. Il répond à la décision prise par le Conseil exécutif à sa session de 1982. Les résultats obtenus figurent à la colonne 7 de l'annexe 4, le calcul des coefficients figure à l'annexe 6.

15. *Projet a)**Transit territorial calculé sur la base des prix commerciaux du transport des 15 marchandises*

Parcours	Nouveau barème Frais par kg brut	Barème actuel (Convention de Rio de Janeiro)	Variations en % des frais de transit de la col. 2 par rapport à ceux de la col. 3
1	2	3	4
	fr c	fr c	%
Jusqu'à 300 km	0,37	0,25	48,0
Au-delà de 300 jusqu'à 600	0,54	0,39	38,5
Au-delà de 600 jusqu'à 1000	0,74	0,53	39,6
Au-delà de 1000 jusqu'à 1500	0,98	0,70	40,0
Au-delà de 1500 jusqu'à 2000	1,25	0,88	42,0
Au-delà de 2000 jusqu'à 2500	1,51	1,04	45,2
Au-delà de 2500 jusqu'à 3000	1,76	1,20	46,7
Au-delà de 3000 jusqu'à 3800	2,09	1,40	49,3
Au-delà de 3800 jusqu'à 4600	2,49	1,64	51,8
Au-delà de 4600 jusqu'à 5500	2,91	1,89	54,0
Au-delà de 5500 jusqu'à 6500	3,38	2,15	57,2
Au-delà de 6500 jusqu'à 7500	3,86	2,42	59,5
Au-delà de 7500 par 1000 km en sus	0,47	0,24	95,8

Transit maritime calculé sur la base des prix commerciaux du transport des 15 marchandises

Parcours	Nouveau barème Frais par kg brut	Barème actuel (Convention de Rio de Janeiro)	Variations en % des frais de transit de la col. 2 par rapport à ceux de la col. 3
1	2	3	4
	fr c	fr c	%
Jusqu'à 300 milles marins	0,47	0,40	17,5
Au-delà de 300 jusqu'à 600	0,57	0,54	5,6
Au-delà de 600 jusqu'à 1000	0,64	0,66	— 3,0
Au-delà de 1000 jusqu'à 1500	0,70	0,77	— 9,1
Au-delà de 1500 jusqu'à 2000	0,75	0,87	— 13,8
Au-delà de 2000 jusqu'à 2500	0,80	0,95	— 15,8
Au-delà de 2500 jusqu'à 3000	0,83	1,03	— 19,4
Au-delà de 3000 jusqu'à 3500	0,86	1,10	— 21,8
Au-delà de 3500 jusqu'à 4000	0,89	1,17	— 23,9
Au-delà de 4000 jusqu'à 5000	0,93	1,25	— 25,6
Au-delà de 5000 jusqu'à 6000	0,97	1,36	— 28,7
Au-delà de 6000 jusqu'à 7000	1,01	1,46	— 30,8
Au-delà de 7000 jusqu'à 8000	1,04	1,55	— 32,9
Au-delà de 8000 par 1000 milles marins en sus	0,02	0,07	— 71,4

16. *Projet b)*

Transit territorial calculé sur la base des prix du transport effectivement payés en 1983

Parcours	Nouveau barème Frais par kg brut	Barème calculé sur les prix 1978	Variations en % des frais de transit de la col. 2 par rapport à ceux de la col. 3
1	2	3	4
	fr c	fr c	%
Jusqu'à 300 km	0,44	0,42	4,8
Au-delà de 300 jusqu'à 600	0,64	0,56	14,3
Au-delà de 600 jusqu'à 1000	0,81	0,67	20,9
Au-delà de 1000 jusqu'à 1500	1,01	0,77	31,2
Au-delà de 1500 jusqu'à 2000	1,20	0,87	37,9
Au-delà de 2000 jusqu'à 2500	1,37	0,94	45,7
Au-delà de 2500 jusqu'à 3000	1,53	1,01	51,5
Au-delà de 3000 jusqu'à 3800	1,73	1,09	58,7
Au-delà de 3800 jusqu'à 4600	1,95	1,18	65,3
Au-delà de 4600 jusqu'à 5500	2,18	1,26	73,0
Au-delà de 5500 jusqu'à 6500	2,42	1,34	80,6
Au-delà de 6500 jusqu'à 7500	2,65	1,42	86,6
Au-delà de 7500 par 1000 km en sus	0,20	0,06	233,3

Transit maritime calculé sur la base des prix du transport effectivement payés en 1983

Parcours	Nouveau barème Frais par kg brut	Barème calculé sur les prix 1978	Variations en % des frais de transit de la col. 2 par rapport à ceux de la col. 3
1	2	3	4
	fr c	fr c	%
Jusqu'à 300 milles marins	0,45	0,42	7,1
Au-delà de 300 jusqu'à 600	0,56	0,49	14,3
Au-delà de 600 jusqu'à 1000	0,64	0,53	20,8
Au-delà de 1000 jusqu'à 1500	0,72	0,57	26,3
Au-delà de 1500 jusqu'à 2000	0,78	0,60	30,0
Au-delà de 2000 jusqu'à 2500	0,83	0,63	31,7
Au-delà de 2500 jusqu'à 3000	0,88	0,65	35,4
Au-delà de 3000 jusqu'à 3500	0,92	0,67	37,3
Au-delà de 3500 jusqu'à 4000	0,96	0,68	41,2
Au-delà de 4000 jusqu'à 5000	1,01	0,70	44,3
Au-delà de 5000 jusqu'à 6000	1,07	0,73	46,6
Au-delà de 6000 jusqu'à 7000	1,12	0,75	49,3
Au-delà de 7000 jusqu'à 8000	1,16	0,77	50,6
Au-delà de 8000 par 1000 milles marins en sus	0,04	0,01	300,0

17. *Projet c)*

*Transit territorial calculé sur la base des prix du transport effectivement payés en 1983 et affectés de coefficients * pour tenir compte de la variation moyenne des prix de transport et des frais postaux lors des cinq années précédentes*

Parcours	Nouveau barème Frais par kg brut	Barème calculé sur les prix 1978	Variations en % des frais de transit de la col. 2 par rapport à ceux de la col. 3
1	2	3	4
	fr c	fr c	%
Jusqu'à 300 km	0,50	0,42	19,1
Au-delà de 300 jusqu'à 600	0,68	0,56	21,4
Au-delà de 600 jusqu'à 1000	0,85	0,67	26,9
Au-delà de 1000 jusqu'à 1500	1,03	0,77	33,8
Au-delà de 1500 jusqu'à 2000	1,20	0,87	37,9
Au-delà de 2000 jusqu'à 2500	1,37	0,94	45,7
Au-delà de 2500 jusqu'à 3000	1,52	1,01	50,5
Au-delà de 3000 jusqu'à 3800	1,70	1,09	56,0
Au-delà de 3800 jusqu'à 4600	1,91	1,18	61,9
Au-delà de 4600 jusqu'à 5500	2,12	1,26	68,3
Au-delà de 5500 jusqu'à 6500	2,34	1,34	74,6
Au-delà de 6500 jusqu'à 7500	2,57	1,42	81,0
Au-delà de 7500 par 1000 km en sus	0,19	0,06	216,7

* Sur la base des informations fournies par les Administrations postales, les coefficients correspondant à la moitié de la période quinquennale qui en découle sont les suivants (voir annexe 6):

- frais de transport: 0,9359;
- frais postaux: 1,2432.

*Transit maritime calculé sur la base des prix du transport effectivement payés en 1983 et affectés de coefficients * pour tenir compte de la variation moyenne des prix de transport et des frais postaux lors des cinq années précédentes*

Parcours	Nouveau barème Frais par kg brut	Barème calculé sur les prix 1978	Variations en % des frais de transit de la col. 2 par rapport à ceux de la col. 3
1	2	3	4
	fr c	fr c	%
Jusqu'à 300 milles marins	0,47	0,42	11,9
Au-delà de 300 jusqu'à 600	0,59	0,49	20,4
Au-delà de 600 jusqu'à 1000	0,67	0,53	26,4
Au-delà de 1000 jusqu'à 1500	0,74	0,57	29,8
Au-delà de 1500 jusqu'à 2000	0,81	0,60	35,0
Au-delà de 2000 jusqu'à 2500	0,86	0,63	36,5
Au-delà de 2500 jusqu'à 3000	0,91	0,65	40,0
Au-delà de 3000 jusqu'à 3500	0,95	0,67	41,8
Au-delà de 3500 jusqu'à 4000	0,99	0,68	45,6
Au-delà de 4000 jusqu'à 5000	1,04	0,70	48,6
Au-delà de 5000 jusqu'à 6000	1,10	0,73	50,7
Au-delà de 6000 jusqu'à 7000	1,16	0,75	54,7
Au-delà de 7000 jusqu'à 8000	1,20	0,77	55,8
Au-delà de 8000 par 1000 milles marins en sus	0,04	0,01	300,0

* Sur la base des informations fournies par les Administrations postales, les coefficients correspondant à la moitié de la période quinquennale qui en découle sont les suivants (voir annexe 6):

- frais de transport: 1,0240;
- frais postaux: 1,0738.

18. Les trois projets de barèmes de transit soumis au Congrès sont récapitulés ci-après:

Parcours	Barème de Rio de Janeiro* (pour mémoire)	Calcul des nouveaux barèmes Hamburg sur la base		
		Des prix du transport des 15 marchandises	Des prix effectivement payés	Des prix effectivement payés avec coefficients**
		Projet a)	Projet b)	Projet c)
1	2	3	4	5

Transit territorial

Jusqu'à 300 km	0,25	0,37	0,44	0,50
Au-delà de 300 jusqu'à 600	0,39	0,54	0,64	0,68
Au-delà de 600 jusqu'à 1000	0,53	0,74	0,81	0,85
Au-delà de 1000 jusqu'à 1500	0,70	0,98	1,01	1,03
Au-delà de 1500 jusqu'à 2000	0,88	1,25	1,20	1,20
Au-delà de 2000 jusqu'à 2500	1,04	1,51	1,37	1,37
Au-delà de 2500 jusqu'à 3000	1,20	1,76	1,53	1,52
Au-delà de 3000 jusqu'à 3800	1,40	2,09	1,73	1,70
Au-delà de 3800 jusqu'à 4600	1,64	2,49	1,95	1,91
Au-delà de 4600 jusqu'à 5500	1,89	2,91	2,18	2,12
Au-delà de 5500 jusqu'à 6500	2,15	3,38	2,42	2,34
Au-delà de 6500 jusqu'à 7500	2,42	3,86	2,65	2,57
Au-delà de 7500 par 1000 km en sus	0,24	0,47	0,20	0,19

Transit maritime

Jusqu'à 300 milles marins	0,40	0,47	0,45	0,47
Au-delà de 300 jusqu'à 600	0,54	0,57	0,56	0,59
Au-delà de 600 jusqu'à 1000	0,66	0,64	0,64	0,67
Au-delà de 1000 jusqu'à 1500	0,77	0,70	0,72	0,74
Au-delà de 1500 jusqu'à 2000	0,87	0,75	0,78	0,81
Au-delà de 2000 jusqu'à 2500	0,95	0,80	0,83	0,86
Au-delà de 2500 jusqu'à 3000	1,03	0,83	0,88	0,91
Au-delà de 3000 jusqu'à 3500	1,10	0,86	0,92	0,95
Au-delà de 3500 jusqu'à 4000	1,17	0,89	0,96	0,99
Au-delà de 4000 jusqu'à 5000	1,25	0,93	1,01	1,04
Au-delà de 5000 jusqu'à 6000	1,36	0,97	1,07	1,10
Au-delà de 6000 jusqu'à 7000	1,46	1,01	1,12	1,16
Au-delà de 7000 jusqu'à 8000	1,55	1,04	1,16	1,20
Au-delà de 8000 par 1000 milles marins en sus	0,07	0,02	0,04	0,04

* Barèmes calculés uniquement sur la base des prix de transport des 15 marchandises.

** Coefficient d'évolution:

Frais de transport territorial	0,9359	Frais postaux territorial	1,2432
maritime	1,0240	maritime	1,0738

Il paraît utile de faire les constatations suivantes:

19. a) *En ce qui concerne les prix commerciaux:*

	Barèmes actuels	Projets de nouveaux barèmes
<i>Transit territorial</i>		
— Nombre de pays ayant fourni des données pour l'établissement du barème	30	24
— Nombre de parcours de transit (parcours-prix) considérés	214	153
— Poids total en kg du courrier en transit considéré	104 528 695	46 924 307
— Frais postaux en c-or par kg	15,6	27,2
— Le volume des réponses communiquées au Bureau international a diminué depuis Rio de Janeiro. Les poids des objets en transit représentent une baisse de 54 % par rapport à ceux qui ont été pris en compte dans les calculs pour le Congrès de Rio de Janeiro.		
— De 0 à 1500 km figurent 88 % des trajets et 98,7 % des poids en transit; par contre, de 1500 à 5500 km, seulement 18 parcours, représentant 1,3 % des poids étudiés, figurent dans les réponses; aucune réponse n'a été fournie pour les distances supérieures.		
— Il résulte des remarques ci-dessus que le barème est seulement représentatif jusqu'à la distance de 1500 km. Au-delà, les chiffres présentés ne sont que le résultat de l'extrapolation de la tendance constatée de 0 à 1500 km.		
— Lors des calculs de Rio de Janeiro, les réponses qui ont influencé le barème concernaient des distances allant jusqu'à 2500 km. Ceci peut expliquer pourquoi dans le barème, la variation avec Rio de Janeiro (col. 4) est inversée à partir des distances 2000—2500.		

Transit maritime

— Nombre de pays ayant fourni des données pour l'établissement des barèmes	18	21
— Nombre de parcours de transit (parcours-prix) considérés	165	175
— Poids total en kg du courrier en transit considéré	20 486 680	12 114 593
— Frais postaux en c-or par kg	18,1	21,1
— La baisse par rapport au barème de Rio de Janeiro pour les trajets supérieurs à 600 milles marins reflète la situation des tarifs fournis par les Administrations pour les distances concernées (600 milles marins à 15 000 milles marins).		
— Le fait que 50 % environ des poids transportés le soient sur des distances inférieures à 300 milles marins et ceci à des prix très élevés et en augmentation n'influence pas le reste du barème où, par contre, des baisses sont intervenues.		
— Un phénomène semblable s'est déjà produit au Congrès de Tokyo, comme indiqué ci-après:		

Transit maritime calculé sur la base des prix commerciaux du transport des 15 marchandises comparables au courrier postal

Echelons de distance	Bruxelles 1952	Vienne 1964	%	Tokyo 1969	%
	Taux fr-or	Taux fr-or		Taux fr-or	
jusqu'à 300 milles marins	0,12	0,19	+ 58,3	0,21	+ 10,5
de 300 à 600	0,17	0,27	+ 58,8	0,28	+ 3,7
de 600 à 1000	0,21	0,33	+ 57,1	0,33	0,0
de 1000 à 1500	0,24	0,38	+ 58,3	0,37	- 2,6
de 1500 à 2000	0,27	0,43	+ 59,3	0,41	- 4,7
de 2000 à 2500	0,30	0,47	+ 56,7	0,44	- 6,4
de 2500 à 3000	0,32	0,50	+ 56,3	0,47	- 6,0
de 3000 à 3500	0,34	0,53	+ 55,9	0,50	- 5,7
de 3500 à 4000	0,36	0,56	+ 55,6	0,52	- 7,1
de 4000 à 5000	0,38	0,60	+ 57,9	0,55	- 8,3
de 5000 à 6000	0,41	0,64	+ 56,1	0,58	- 9,4
de 6000 à 7000	0,44	0,69	+ 56,8	0,61	- 11,6
de 7000 à 8000	0,46	0,72	+ 56,5	0,64	- 11,1
au-delà de 8000	0,48	0,76	+ 58,3	0,67	- 11,8
par 1000 milles marins en sus					

20. b) *En ce qui concerne les prix effectivement payés:*

	Barèmes calculés sur les prix 1978	Barèmes calculés sur les prix 1983
<i>Transit territorial</i>		
— Nombre de pays ayant fourni des données pour l'établissement du barème	22	26
— Nombre de parcours de transit (parcours-prix) considérés	160	175
— Poids total en kg du courrier en transit considéré	53 407 276	45 579 571
— Frais postaux en c-or par kg	17,6	27,2
— Pour les données fournies pour 1978 et 1983, on peut faire les mêmes remarques que celles relatives aux prix commerciaux: le barème n'est vraiment représentatif des réponses que pour les distances inférieures à 1500 km.		

Transit maritime

— Nombre de pays ayant fourni des données pour l'établissement des barèmes	21	23
— Nombre de parcours de transit (parcours-prix) considérés	174	195
— Poids total en kg du courrier en transit considéré	10 359 547	11 828 384
— Frais postaux en c-or par kg	18,3	21,1

- Le barème calculé sur les prix effectivement payés devient plus élevé (sauf pour les deux premiers échelons de distance) que celui calculé sur les prix des 15 marchandises car:
 - sur 195 trajets pris en compte pour le calcul selon les prix effectivement payés, seuls 133 sont d'un prix égal ou moins élevé à celui des 15 marchandises;
 - les trajets dont le prix effectivement payé est plus cher que celui des 15 marchandises sont utilisés pour le transit de 21 % du poids du courrier. Du fait des pondérations, ce phénomène se répercutera donc sur l'allure du barème;
 - les 62 trajets plus chers sont concentrés sur des strates de distances élevées. En effet, on trouve:
 - 15 trajets de 4000 à 5000 milles marins;
 - 8 trajets de 5000 à 6000 milles marins;
 - 9 trajets de 6000 à 7000 milles marins.

III. Prochaine revision des frais de transit et étude à entreprendre

21. Compte tenu de ce qui a été constaté aux chiffres 19 et 20 ci-avant, le Conseil exécutif a décidé d'inclure dans le projet de résolution concernant l'actualisation des frais de transit une étude visant à éliminer les distorsions constatées lors des calculs des barèmes.

IV. Conclusions

22. Le Conseil exécutif n'a pas cru devoir recommander un barème particulier. Par conséquent, il laisse au Congrès le soin de décider quel barème (voir chiffres 15, 16, 17 et 18) il convient d'adopter:

- barème calculé sur la base du prix des 15 marchandises comparables au courrier postal selon la proposition 3061.3;
- barème calculé sur la base des prix effectivement payés en 1983 selon la proposition 3061.4;
- barème calculé sur la base des prix effectivement payés en 1983 affectés de coefficients tenant compte de la variation des frais de transport et des frais postaux sur la période 1978/1983 selon la proposition 3061.5.

23. Le Conseil exécutif, conscient de l'évolution des éléments servant de base au calcul de ces barèmes, recommande l'adoption du projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 3061.2 (chiffre 21).

24. Le Conseil exécutif recommande au Congrès d'adopter le projet de résolution contenu dans la proposition 3000.1 en attendant l'aboutissement de l'étude faisant l'objet de la proposition 3061.2 (voir chiffres 4 et 5).

Berne, le 26 mars 1984

Au nom du Conseil exécutif:
Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

Exposé relatif à la méthode de calcul des équations des courbes des prix moyens mondiaux pondérés de transport

1. Conformément à la résolution C 28 du Congrès de Rio de Janeiro, les nouveaux barèmes de frais de transit à présenter au Congrès de Hambourg sont à établir selon la méthode habituelle. Par conséquent, c'est de nouveau la méthode dite "des moindres carrés" qui a été appliquée à la recherche des équations des courbes des prix moyens mondiaux pondérés des transports territoriaux et maritimes sur lesquelles sont basés les éléments "frais de transport" desdits projets de barèmes.

2. Ces équations sont de la forme: $y = \frac{10^a}{x^b}$, où

y représente le prix moyen mondial pondéré en centimes-or par tonne-kilomètre ou par tonne-mille marin

x représente la distance en kilomètres ou milles marins

a et b sont des constantes calculées sur la base de trois éléments figurant dans l'annexe 1 (distances en kilomètres ou en milles marins, prix en centimes-or par tonne-kilomètre ou par tonne-mille marin et poids en kilogrammes).

La résolution de ces équations se fait par le moyen des logarithmes.

3. Les éléments proprement dits du calcul des courbes des prix moyens mondiaux pondérés pour les transports territoriaux et maritimes figurent dans l'annexe 3.

4. Si l'on désigne pour un parcours quelconque, disons de rang i :

par K_i le poids annuel total, en kilogrammes, du courrier transporté en transit sur ce parcours;

par x_i le logarithme de la longueur de ce parcours, en kilomètres ou milles marins, selon le cas;

par y_i le logarithme du prix en centimes-or par tonne-kilomètre ou tonne-mille marin, selon le cas;

si, d'autre part, on fait pour tous les parcours la somme des K_i ($= \sum K_i$), la somme des produits $K_i x_i$, $K_i y_i$, $K_i x_i y_i$ et $K_i x_i^2$, somme qui est représentée par $\sum K_i x_i$, $\sum K_i y_i$, $\sum K_i x_i y_i$ et $\sum K_i x_i^2$, respectivement,

la valeur des constantes a et b intervenant dans l'équation générale de chacune des courbes sera obtenue sur la base des relations suivantes:

$$a = \frac{\sum K_i y_i}{\sum K_i} - b \frac{\sum K_i x_i}{\sum K_i} \quad (1)$$

$$b = \frac{\sum K_i x_i y_i - \frac{1}{\sum K_i} (\sum K_i x_i) (\sum K_i y_i)}{\sum K_i x_i^2 - \frac{1}{\sum K_i} (\sum K_i x_i)^2} \quad (2)$$

5. En pratique, on calcule d'abord la valeur de b d'après (2), puis la valeur de a d'après (1), après avoir remplacé b par sa valeur tirée de (2).

6. L'annexe 3 donne, pour chaque pays, la somme des K_i (colonne 3), des x_i (colonne 4), des y_i (colonne 5), des produits $x_i y_i$ (colonne 6), des x_i^2 (colonne 7) et, compte tenu des poids K_i , la somme des produits $K_i x_i$ (colonne 8), $K_i y_i$ (colonne 9), $K_i x_i y_i$ (colonne 10) et $K_i x_i^2$ (colonne 11).

Ces sommes par pays peuvent être reconstituées sur la base des renseignements figurant dans l'annexe 2.

7. Les nombres de base, précédés du signe \sum , qui interviennent dans le calcul des constantes a et b selon les équations (1) et (2), figurent au bas des colonnes 3, 8, 9, 10 et 11 de l'annexe 3; ce sont les totaux des nombres portés en regard de chaque pays dans les colonnes respectives.

8. A titre d'exemple, les valeurs des constantes a et b de l'équation de la courbe des prix moyens mondiaux pondérés pour les transports maritimes (15 marchandises) ont été déterminées comme suit:

Calcul de b d'après l'équation (2) (Dans les tableaux de l'annexe 3, le signe \sum est remplacé par la lettre majuscule S)

On a: Source: annexe 3

$$\sum K_i x_i y_i = 51\,920\,725,70 \quad \text{colonne 10}$$

$$\sum K_i = 12\,114\,593 \quad \text{colonne 3}$$

$$\sum K_i x_i = 28\,726\,280,17 \quad \text{colonne 8}$$

$$\sum K_i y_i = 25\,514\,285,67 \quad \text{colonne 9}$$

$$\sum K_i x_i^2 = 80\,281\,085,42 \quad \text{colonne 11}$$

Si l'on introduit les valeurs ci-dessus dans l'équation (2), on obtient:

$$b = \frac{51\,920\,725,70 - \frac{1}{12\,114\,593} (28\,726\,280,17)(25\,514\,285,67)}{80\,281\,085,42 - \frac{1}{12\,114\,593} (28\,726\,280,17)^2}, \text{ d'où } b = -0,7052289$$

Calcul de a d'après l'équation (1)

On a:

$$a = \frac{25\,514\,285,67}{12\,114\,593} + 0,7052289 \frac{28\,726\,280,17}{12\,114\,593}, \text{ d'où } a = 3,7783264$$

9. Les valeurs des constantes a et b de la courbe considérée étant connues, il suffit de les introduire dans l'équation générale citée sous chiffre 2 pour obtenir l'équation de la courbe des prix moyens mondiaux pondérés pour les transports territoriaux, à savoir:

$$y = \frac{10^{3,7783264}}{x^{0,7052289}} \quad (3)$$

10. Cette équation permet de calculer le prix commercial moyen mondial pondéré y en centimes-or par tonne-kilomètre pour une distance de x kilomètres, x pouvant être librement choisi. Le calcul se fait à l'aide des logarithmes. On a, en effet:

$$\log y = 3,7783264 - 0,7052289 \log x$$

11. Après avoir calculé ainsi le $\log y$, on remonte du logarithme au nombre et l'on obtient le prix en c-or par tonne-kilomètre cherché qui correspond à la distance x qu'on aura choisie.

L'équation ci-dessus permettrait également de calculer la distance x en kilomètres à laquelle correspond un prix y en centimes-or par tonne-kilomètre qu'on aurait fixé d'avance. Il suffirait de résoudre par rapport à x l'équation de la courbe.

Eléments de réponses des Administrations qui ont été retenus pour le calcul des courbes des prix moyens mondiaux pondérés

A. Transports territoriaux (Prix sur la base des 15 marchandises)

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
AFRIQUE DU SUD					
1	CAPE TOWN-MAFIKENG	1 401	1 227 771	185 031	132.071
2	CAPE TOWN-DURBAN	2 037	188 384	211 098	103.632
ALLEMAGNE (RFA)					
1	HAMBURG-PUTTGARDEN	153	248 800	81 620	533.464
2	BEBRA-KEHL	388	137 189	113 738	293.139
3	EMMERICH-HELMSTEDT	424	237 456	134 690	317.665
4	KEHL-SCHIRNDING	495	308 841	134 690	272.101
5	BASEL-BEBRA	504	169 156	134 690	267.242
6	AACHEN-HELMSTEDT	505	890 266	134 690	266.713
7	FREILASSING-KEHL	554	166 387	134 690	243.123
8	AACHEN-BASEL	595	220 493	134 690	226.370
9	AACHEN-LUEBECK	599	112 355	134 690	224.858
10	FREILASSING-PUTTGARDEN	1 123	74 373	147 353	131.214
AMERIQUE (USA)					
1	NEW YORK-HIGHGATE SPRINGS	536	33 488	11 761	21.942
2	BUFFALO-NEW YORK	592	9 737	13 553	22.894
3	MIAMI-NEW ORLEANS	1 378	47 749	18 123	13.152
4	LOS ANGELES-SEATTLE	1 825	28 262	25 580	14.016
5	MIAMI-NEW YORK	1 076	23 569	26 172	12.607
6	NEW YORK-NEW ORLEANS	1 103	81 380	26 455	12.580
7	LOS ANGELES-NEW ORLEANS	921	6 786	39 057	13.371
8	NEW YORK-LAREDO	425	17 849	32 692	9.545
9	OAKLAND-NEW ORLEANS	523	71 812	43 673	12.397
10	LOS ANGELES-DETROIT	3 669	15 405	43 673	11.903
11	NEW YORK-OAKLAND	4 688	7 163	51 316	10.946
12	OAKLAND-NEW YORK	4 688	9 009	51 316	10.946
ARGENTINE					
1	BUENOS AIRES-POSADAS	1 144	112 233	31 520	27.552
2	BUENOS AIRES-LA QUIACA	1 907	79 859	45 656	23.941
AUTRICHE					
1	LINDAU-ST. MARGRETHEN	23	341 900	18 650	810.870
2	WIEN FLUGHAFEN-HEGYESHALOM	67	10 803	3 452	51.522
3	WIEN-HEGYESHALOM	67	242 320	3 452	51.522
4	HEGYESHALOM-WIEN	67	324 753	3 452	51.522
5	WIEN-HEGYESHALOM	67	601 822	3 452	51.522
6	HEGYESHALOM-WIEN	67	851 682	3 452	51.522
7	WIEN FLUGHAFEN-BRECLAV	84	234	4 123	49.063
8	BRECLAV-WIEN	84	21 008	4 123	49.071
9	BRECLAV-WIEN	84	229 229	4 123	49.071
10	BRENNER-KUFSTEIN	110	1 852 591	4 753	43.209
11	JESENICE-SALZBURG	221	2 749 500	8 409	38.050
12	WIEN FLUGHAFEN-SPIELFELD-STRASS	261	7 852	64 049	245.398
13	WIEN-SPIELFELD-STRASS	264	21 008	64 049	242.610
14	WIEN-PASSAU	318	324 753	71 411	224.563
15	WIEN-SALZBURG	338	851 682	10 544	31.195
16	WIEN-TARVISIO	398	229 229	78 773	197.922
17	TARVISIO-WIEN	422	242 320	78 773	186.666
18	JESENICE-BUCHS VIA SCHWARZACH	515	122 642	13 873	26.938
19	BUCHS-WIEN	742	601 822	43 369	58.449
20	BUCHS-BRECLAV	826	76 752	101 595	122.996
BELGIQUE					
1	ANVERS-QUEVY	125	2 608	14 930	119.440
2	ESSEN-QUEVY	155	2 618 451	6 230	40.194
3	ERQUELINES-WELKENRAEDT	174	3 641 123	14 930	85.805
4	ANVERS-WELKENRAEDT	194	12 094	16 461	84.851
5	QUEVY-WELKENRAEDT	235	59 829	16 461	70.047
6	ANVERS-STERPENICH	248	55 361	16 461	66.375
7	OSTENDE-WELKENRAEDT	271	4 722 897	16 461	60.742
8	ESSEN-STERPENICH	278	227 285	16 461	59.212
9	OSTENDE-STERPENICH	325	260 307	16 461	50.649

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
1	BRESIL SANTOS-ASUNCION	1 535	3 991	19 782	12.887
1	CANADA HALIFAX-NORTH SYDNEY	439	86 700	10 181	23.191
2	HALIFAX-MONTREAL	1 344	4 100	31 175	23.196
1	CHILI ARICA-VISVIRI	210	7 471	4 807	22.890
2	VALPARAISO-CARACOL	218	7 787	6 675	30.619
3	VALPARAISO-CALAMA-OLLAGUE	442	78 780	58 087	131.419
1	DANEMARK KOBENHAVN-HELSINGOR	50	4 160	8 852	177.040
2	KOBENHAVN-RODDBY FAERGE	196	1 341 626	9 376	47.837
3	HELSINGOR-RODDBY FAERGE	234	389 087	24 749	105.765
1	ESPAGNE AYAMONTE-ALGECIRAS	400	1 430	12 420	31.050
2	IRUN-FUENTES ONORO	635	1 216 163	19 718	31.052
3	MADRID-ALGECIRAS	743	5 330	23 070	31.050
4	BARCELONA-BADAJOS	1 217	5 122	37 788	31.050
5	IRUN-ALGECIRAS	1 382	64 831	42 911	31.050
1	FRANCE FORBACH-THIONVILLE	124	5 330	25 690	207.177
2	BORDEAUX-HENDAYE	235	38 125	34 746	147.855
3	MARSEILLE-VINTIMILLE	252	73 931	41 862	166.119
4	ST LOUIS-THIONVILLE	343	1 463 599	37 654	109.778
5	MARSEILLE-BELLEGARDE	501	326 405	41 862	83.557
6	CERBERE-VINTIMILLE	632	89 648	52 211	82.612
7	BELLEGARDE-CERBERE	681	200 915	52 211	76.668
8	LE HAVRE-VALLORBE	690	8 229	53 827	78.010
9	STRASBOURG-LE HAVRE	740	198 618	40 566	54.819
10	SAINT LOUIS-LE HAVRE	747	1 936 070	28 093	37.608
11	SAINT LOUIS-CALAIS	756	1 001 767	49 300	65.212
12	CALAIS-VALLORBE	761	26 256	55 123	72.435
13	STRASBOURG-MARSEILLE	847	192 537	48 007	56.679
14	BORDEAUX-VINTIMILLE	934	50 684	55 008	58.895
15	BELLEGARDE-BORDEAUX	983	80 478	59 650	60.682
16	CALAIS-MODANE	994	598 600	59 650	60.010
17	STRASBOURG-CERBERE	1 027	162 006	62 561	60.916
18	JEUMONT-HENDAYE	1 055	655 529	65 473	62.060
19	JEUMONT-MARSEILLE	1 102	29 338	62 561	56.770
20	HENDAYE-CALAIS	1 115	1 071 571	59 650	53.498
21	CALAIS-MARSEILLE	1 162	141 067	63 839	54.939
22	HENDAYE-VINTIMILLE	1 169	275 444	68 384	58.498
23	JEUMONT-CERBERE	1 207	207 844	68 384	56.656
24	BELLEGARDE-HENDAYE	1 218	518 245	62 561	51.364
25	CERBERE-CALAIS	1 267	261 074	63 854	50.398
26	STRASBOURG-HENDAYE	1 328	400 132	71 292	53.684
27	SAINT LOUIS-HENDAYE	1 335	399 867	71 292	53.402
1	INDE CALCUTTA-HARIDASPUR	85	3 869	1 057	12.435
2	BOMBAY-RAXAUL	1 854	37 182	20 905	11.276
3	BOMBAY-RAMESWARAM	1 944	13 975	21 408	11.021
4	BOMBAY-CALCUTTA	2 171	4 954	23 924	10.559
5	MADRAS-RAXAUL	2 186	2 054	23 865	10.460
6	BOMBAY-HARIDASPUR	2 256	4 986	23 597	10.460
1	ITALIE CHIASSO-GENOVA	210	72 345	22 467	106.986
2	NAPOLI-ROMA	261	6 630	22 467	86.080
3	CHIASSO-V. OPICINA	486	318 240	24 510	50.432
4	GENOVA-ROMA	501	17 030	24 510	48.922
5	BRENNERO-GENOVA	520	95 810	24 510	47.135
6	V. OPICINA-GENOVA	535	133 575	24 510	45.813
7	GENOVA-TARVISIO	573	58 305	24 510	42.775
8	MODANE-V. OPICINA	647	858 650	24 510	37.883
9	ROMA-VENTIMIGLIA	652	53 690	26 553	40.725
10	NAPOLI-SIRACUSA	659	111 930	26 553	40.293
11	ROMA-CHIASSO	719	112 450	26 553	36.930
12	TARVISIO-VENTIMIGLIA	721	13 715	26 553	36.828
13	ROMA-TARVISIO	792	16 770	26 553	33.527
14	CHIASSO-NAPOLI	930	58 045	28 595	30.747
15	DOMODOSSOLA-NAPOLI	978	1 755	28 595	29.238
16	NAPOLI-TARVISIO	1 000	4 290	28 595	28.595
17	CHIASSO-BRINDISI	1 031	7 215	30 637	29.716
18	BRENNERO-NAPOLI	1 035	93 795	36 977	35.727
19	BRINDISI-GENOVA	1 259	12 740	32 680	25.957
20	MODANE-SIRACUSA	1 656	5 785	34 723	20.968
1	JAPON KOBE-SHIMONOSEKI	507	29 458	12 768	25.183
2	YOKOHAMA-KOBE	561	35 594	11 980	21.355
3	YOKOHAMA-SHIMONOSEKI	1 068	3 055	14 065	13.169
4	TOKYO-SHIMONOSEKI	1 097	62 088	18 768	17.108
1	JORDANIE AGABA-AMMAN	335	11 913	5 291	15.794

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
1	KENYA MOMBASA-MALAVA	1 085	198 354	13 715	12.641
1	PAYS-BAS ROTTERDAM-ROSENDAAL	74	689	12 485	168.716
2	AMSTERDAM-ROTTERDAM	86	3 250	12 485	145.174
3	AMSTERDAM-ZEVENAAR	111	20 124	13 807	124.387
4	ROSENDAAL-AMSTERDAM	149	5 850	13 807	92.684
5	AMSTERDAM-OLDENZAAL	199	689	15 113	75.945
1	PORTUGAL LISBOA-VILAR FORMOSO-LISBOA	434	22 958	8 122	18.714
1	SUEDE GÖTEBORG-KÖRNSJÖ	187	212 551	37 506	200.567
2	HELSINGBORG-GÖTEBORG	234	27 053	32 224	137.709
3	TRELLEBORG-GÖTEBORG	330	1 950	41 078	124.479
4	HELSINGBORG-KÖRNSJÖ	430	186 394	53 238	123.809
5	STOCKHOLM-CHARLOTTENBERG	437	125 294	53 238	121.826
6	GÖTEBORG-STOCKHOLM	456	36 920	50 008	109.667
7	TRELLEBORG-KÖRNSJÖ	517	45 721	56 848	109.957
8	HELSINGBORG-STOCKHOLM	593	352 869	54 606	92.084
9	MALMÖ-STOCKHOLM	599	15 613	54 606	91.162
10	STOCKHOLM-TRELLEBORG	630	17 004	56 848	90.235
1	SUISSE BASEL-BUCHS SG 1	197	567 596	10 254	52.051
2	DOMODOSSOLA-VALLORBE	233	1 030 185	11 475	49.249
3	BASEL-CHIASSO	325	1 660 217	13 272	40.837
1	SYRIENNE (R.ARABE) LATTAKIE- FRONT. SYRO-JORDANIENNE	456	6 318	31 250	68.531
2	FRONT. SYRO-TURQUE - FRONT. SYRO-JORDANIENNE	558	45 006	31 250	56.004
1	ZAIRE MATADI-KINSHASA	366	32 673	38 034	103.918
2	ILEBO-BUKAVU-KIGALI	1 020	6 006	82 439	80.823
3	ILEBO-GOMA-BUJUMBURA	1 230	8 410	82 439	67.024
1	ZIMBABWE RAMOGWEBANA-VICTORIA FALLS	602	373 334	38 280	63.588

B. Transports territoriaux (Prix effectivement payés en 1978)

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
AFRIQUE DU SUD					
1	CAPE TOWN-MAFIKENG	1 401	1 227 771	38 603	27.554
2	CAPE TOWN-DURBAN	2 037	188 384	38 603	18.951
ALLEMAGNE (RFA)					
1	HAMBURG-PUTTGARDEN	153	156 754	14 543	95.052
2	BEBRA-KEHL	388	127 205	48 181	124.178
3	EMMERICH-HELMSTEDT	424	280 917	48 181	113.634
4	KEHL-SCHIRNDING	495	216 008	48 181	97.335
5	BASEL-BEBRA	504	151 723	48 181	95.597
6	AACHEN-HELMSTEDT	505	1 281 800	48 181	95.408
7	FREILASSING-KEHL	554	309 114	48 181	86.969
8	AACHEN-BASEL	595	229 567	48 181	80.976
9	AACHEN-LUEBECK	599	160 649	48 181	80.436
10	EMMERICH-PUTTGARDEN	617	548 374	75 117	121.746
11	BASEL-EMMERICH	658	1 603 614	75 117	114.166
12	AACHEN-SCHIRNDING	670	192 907	75 117	112.115
13	AACHEN-PUTTGARDEN	683	846 885	75 117	109.281
14	AACHEN-PASSAU	749	161 889	75 117	100.290
15	AACHEN-FREILASSING	851	868 452	75 117	88.269
16	BASEL-HAMBURG	884	377 429	75 117	84.974
17	BREMEN-FREILASSING	914	314 117	75 117	82.185
18	EMMERICH-FREILASSING	914	908 114	75 117	82.185
19	FREILASSING-HAMBURG	970	148 681	75 117	77.440
20	FREILASSING-PUTTGARDEN	1 123	128 362	106 479	94.817
AMERIQUE (USA)					
1	BUFFALO-NEW YORK	592	9 737	6 722	11.355
2	MIAMI-NEW ORLEANS	1 378	47 749	9 532	6.917
3	LOS ANGELES-SEATTLE	1 825	28 262	16 743	9.174
4	MIAMI-NEW YORK	2 076	23 569	13 895	6.693
5	NEW YORK-NEW ORLEANS	2 103	81 380	15 033	7.148
6	LOS ANGELES-NEW ORLEANS	2 921	6 786	19 259	6.593
7	NEW YORK-LAREDO	3 425	17 849	26 707	7.798
8	OAKLAND-NEW ORLEANS	3 523	71 812	24 643	6.995
9	LOS ANGELES-DETROIT	3 669	15 405	26 807	7.306
10	NEW YORK-OAKLAND	4 688	7 163	32 425	6.917
11	OAKLAND-NEW YORK	4 688	9 009	34 430	7.344
ARGENTINE					
1	BUENOS AIRES-POSADAS	1 144	294 814	31 680	27.692
2	BUENOS AIRES-LA GUIACA	1 907	396 821	47 620	24.971
BELGIQUE					
1	ANVERS-QUEVY	125	2 717	24 225	193.800
2	ESSEN-QUEVY	155	2 727 554	24 225	156.290
3	ERQUELINNES-WELKENRAEDT	174	3 792 837	24 225	139.224
4	ANVERS-WELKENRAEDT	194	12 598	24 225	124.871
5	QUEVY-WELKENRAEDT	235	62 322	24 225	103.085
6	ANVERS-STERPENICH	248	57 668	24 225	97.681
7	OSTENDE-WELKENRAEDT	271	4 919 685	24 225	89.391
8	ESSEN-STERPENICH	278	236 756	24 225	87.140
9	OSTENDE-STERPENICH	325	271 154	24 225	74.538
CANADA					
1	HALIFAX-NORTH SYDNEY	439	86 700	5 439	12.390
2	HALIFAX-MONTREAL	1 344	4 100	15 178	11.293
DANEMARK					
1	KOVENHAVN-HELSINGØR	50	4 160	5 025	100.500
2	KOBENHAVN-RØDBY FÆRGE	196	341 626	5 025	25.638
3	HELSINGØR-RØDBY FÆRGE	234	389 087	5 025	21.474
ESPAGNE					
1	FUENTES ONORO-IRUN	635	440 336	32 543	51.249
2	IRUN-FUENTES ONORO	635	1 523 548	32 546	51.254
3	IRUN-ALGECIRAS	1 382	156 572	7 281	5.268
FRANCE					
1	FOREACH-THIONVILLE	124	5 330	14 385	116.008
2	BORDEAUX-HENDAYE	235	38 125	27 285	116.106
3	MARSEILLE-VINTIMILLE	252	73 931	29 250	116.071
4	SAINT LOUIS-THIONVILLE	343	1 463 599	39 825	116.108
5	MARSEILLE-BELLEGARDE	501	326 405	58 170	116.108
6	CERBERE-VINTIMILLE	632	89 648	73 380	116.108
7	BELLEGARDE-CERBERE	681	200 915	79 050	116.079
8	LE HAVRE-VALLORBE	690	8 229	80 115	116.109
9	STRASBOURG-LE HAVRE	740	198 618	85 920	116.106
10	SAINT LOUIS-LE HAVRE	747	1 936 070	86 730	116.104
11	SAINT LOUIS-CALAIS	756	1 001 767	87 765	116.091
12	CALAIS-VALLORBE	761	26 256	88 350	116.097
13	STRASBOURG-MARSEILLE	847	192 537	98 340	116.104
14	BORDEAUX-VINTIMILLE	934	50 684	108 450	116.113
15	BELLEGARDE-BORDEAUX	983	80 478	114 120	116.094
16	CALAIS-MODANE	994	598 600	115 410	116.107
17	STRASBOURG-CERBERE	1 027	162 006	119 250	116.115
18	JEUMONT-HENDAYE	1 055	655 529	122 490	116.104

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
19	JEUMONT-MARSEILLE	1 102	29 328	127 950	116.107
20	HENDAYE-CALAIS	1 115	1 071 571	129 450	116.099
21	CALAIS-MARSEILLE	1 162	141 067	134 910	116.102
22	HENDAYE-VINTIMILLE	1 169	275 444	135 720	116.099
23	JEUMONT-CERBERE	1 207	207 844	140 130	116.098
24	BELLE GARDE-HENDAYE	1 218	518 245	141 420	116.108
25	CERBERE-CALAIS	1 267	261 074	147 105	116.105
26	STRASBOURG-HENDAYE	1 328	600 132	154 185	116.103
27	SAINT LOUIS-HENDAYE	1 335	399 867	154 995	116.101
GRANDE-BRETAGNE					
1	LONDON-SOUTHAMPTON	128	16 267	37 178	290.453
2	HOLYHEAD-LIVERPOOL	228	30 797	65 990	289.430
3	HARWICH-SOUTHAMPTON	241	3 230	69 712	289.261
4	DOVER/FOLKSTONE-SOUTHAMPTON	245	13 267	70 640	288.327
5	HOLYHEAD-LONDON	424	167 820	122 225	288.267
6	LIVERPOOL-SOUTHAMPTON	439	47 635	126 870	288.998
7	HOLYHEAD-SOUTHAMPTON	532	90 000	153 826	289.147
8	HARWICH-HOLYHEAD	537	18 720	155 220	289.050
9	DOVER/FOLKSTONE-HOLYHEAD	543	224 082	156 615	288.425
10	FELIXSTONE-HOLYHEAD	561	4 706	162 193	289.114
INDE					
1	BOMBAY-MADRAS	1 278	3 367	15 992	12.513
2	MADRAS-HARIDASPUR	1 744	1 508	21 823	12.513
3	BOMBAY-RAXAUL	1 854	52 611	23 199	12.513
4	BOMBAY-RAMESHWARAM	1 944	312	24 325	12.513
5	BOMBAY-CALCUTTA	2 171	3 640	27 166	12.513
6	BOMBAY-HARIDASPUR	2 256	265 928	28 229	12.513
7	RAMESHWARAM-CALCUTTA	2 325	1 924	29 093	12.513
8	RAMESHWARAM-HARIDASPUR	2 410	2 145	30 156	12.513
ITALIE					
1	CHIASSO-GENOVA	210	109 525	15 814	75.305
2	NAPOLI-ROMA	261	7 592	15 814	60.590
3	CHIASSO-V. OPICINA	486	236 782	27 675	56.944
4	GENOVA-ROMA	501	21 570	27 675	55.240
5	BRENNERO-GENOVA	520	180 219	27 675	53.221
6	V. OPICINA-GENOVA	535	196 159	27 675	51.729
7	GENOVA-TARVISIO	573	20 358	27 675	48.298
8	MODANE-V. OPICINA	647	783 037	40 524	62.634
9	ROMA-VENTIMIGLIA	652	2 615	40 524	62.153
10	NAPOLI-SIRACUSA	659	104 858	40 524	61.493
11	ROMA-CHIASSO	719	132 580	40 524	56.362
12	TARVISIO-VENTIMIGLIA	721	33 695	40 524	56.205
13	ROMA-TARVISIO	792	16 935	40 524	51.167
14	CHIASSO-NAPOLI	930	21 671	40 524	43.574
15	DOMODOSSOLA-NAPOLI	978	351	40 524	41.436
16	NAPOLI-TARVISIO	1 000	845	40 524	40.524
17	BRENNERO-NAPOLI	1 005	108 506	56 339	54.434
18	BRINDISI-GENOVA	1 259	35 945	56 339	44.749
19	MODANE-SIRACUSA	1 656	12 914	73 142	44.168
JAPON					
1	KOBE-SHIMONOSEKI	507	9 958	9 745	19.221
2	YOKOHAMA-KOBE	561	13 052	9 479	16.897
3	TOKYO-SHIMONOSEKI	1 097	77 337	12 343	11.252
KENYA					
1	MOMBASA-MALABA	1 085	198 354	74 109	68.303
PAYS-BAS					
1	ZEVENAAR-AMSTERDAM	111	69 043	11 655	105.000
2	HOEK VAN HOLLAND-VENLO	193	935 537	15 427	79.933
3	HOEK VAN HOLLAND-OLDENZAAL	235	413 995	20 203	85.970
PORTUGAL					
1	LISBOA-VILAR FORMOSO	434	18 151	3 433	7.910
SUEDE					
1	GÖTEBORG-KORNSJÖ	187	212 551	7 730	41.337
2	HELSINGBORG-GÖTEBORG	234	27 053	4 432	18.940
3	TRELLEBORG-GÖTEBORG	330	1 950	7 676	23.261
4	HELSINGBORG-KORNSJÖ	430	186 394	9 785	22.756
5	STOCKHOLM-CHARLOTTENBERG	437	125 294	9 947	22.762
6	GÖTEBORG-STOCKHOLM	456	36 920	7 946	17.425
7	TRELLEBORG-KORNSJÖ	517	45 721	11 623	22.482
8	HELSINGBORG-STOCKHOLM	593	352 869	10 109	17.047
9	MALMÖ-STOCKHOLM	599	15 613	10 217	17.057
10	STOCKHOLM-TRELLEBORG	630	17 004	10 703	16.989
SUISSE					
1	BASEL-BUCHS SG 1	197	876 538	76 198	386.792
2	DOMODOSSOLA-VALLORBE	233	1 668 394	90 146	386.893
3	BASEL-CHIASSO	325	2 164 955	125 663	386.655
SYRIENNE (R. ARABE)					
1	LATTAQUIE-FRONT. SYRO-JORDANIENNE	456	36 036	28 314	62.092
2	FRONT. SYRO-TURQUE A LA FRONT. SYRO-JORDANIENNE	588	13 052	28 314	48.153

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
1	THAILANDE BANGKOK-VIENTIANE	624	10 816	24 632	39.474
1	YOUUGOSLAVIE				
1	KOPRIVNICA-RIJEKA	328	127 335	12 796	39.018
2	KOPRIVNICA-SEZANA	386	79 274	12 798	33.155
3	STRUGA-GEVGELIJA	470	3 172	74 422	158.345
4	JESENICE-RIJEKA	471	338	14 684	31.176
5	SUBOTICA-DIMITROVGRAD	533	231 673	14 684	27.550
6	VRSAC-GEVGELIJA	728	10 114	14 684	20.170
7	VRSAC-RIJEKA	751	47 398	14 684	19.553
8	SEZANA-VRSAC	806	77 194	14 684	18.218
9	SUBOTICA-GEVGELIJA	807	60 190	14 684	18.196
10	VRSAC-STRUGA	835	3 432	52 595	62.988
11	SUBOTICA-STRUGA	914	25 337	46 082	50.418
12	JESENICE-DIMITROVGRAD	1 002	1 516 554	14 684	14.655
13	SEZANA-DIMITROVGRAD	1 050	982 826	14 684	13.985
14	STRUGA-DIMITROVGRAD	1 079	3 510	37 026	34.315
15	JESENICE-GEVGELIJA	1 276	490 516	14 684	11.508
16	SEZANA-GEVGELIJA	1 324	478 296	14 684	11.091
17	JESENICE-STRUGA	1 383	1 872	26 438	19.116
18	STRUGA-RIJEKA	1 384	702	26 205	18.934
19	SEZANA-STRUGA	1 431	111 514	25 443	17.780
1	ZIMBABWE RAMOKWEBANA-VICTORIA FALLS	602	373 334	15 924	26.452

C. Transports territoriaux (Prix effectivement payés en 1983)

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
AFRIQUE DU SUD					
1	CAPE TOWN-MAFIKENG	1 401	1 227 771	60 651	43.291
2	CAPE TOWN-DURBAN	2 037	188 384	60 651	29.775
ALLEMAGNE (RFA)					
1	HAMBURG-PUTTGARDEN	153	248 800	14 850	97.059
2	BEBRA-KEHL	388	137 189	49 156	126.691
3	EMMERICH-HELMSTEDT	424	237 456	49 156	115.934
4	KEHL-SCHIRNDING	495	308 841	49 156	99.305
5	BASEL-BEBRA	504	169 156	49 156	97.532
6	AACHEN-HELMSTEDT	505	890 266	49 156	97.339
7	FREILASSING-KEHL	554	166 387	49 156	88.729
8	AACHEN-BASEL	595	220 493	49 156	82.615
9	AACHEN-LUEBECK	599	112 255	49 156	82.063
10	EMMERICH-PUTTGARDEN	617	362 911	76 554	124.075
11	BASEL-EMMERICH	658	1 089 658	76 554	116.343
12	AACHEN-SCHIRNDING	670	86 554	76 554	114.260
13	AACHEN-PUTTGARDEN	683	666 341	76 554	112.085
14	AACHEN-PASSAU	749	245 830	76 554	102.208
15	AACHEN-FREILASSING	851	426 725	76 554	89.958
16	BASEL-HAMBURG	884	186 233	76 554	86.600
17	EMMERICH-FREILASSING	914	503 295	76 554	83.757
18	BREMEN-FREILASSING	914	663 273	76 554	83.757
19	FREILASSING-HAMBURG	970	182 806	76 554	78.922
20	FREILASSING-PUTTGARDEN	1 123	74 373	108 558	96.668
AMERIQUE (USA)					
1	NEW YORK-HIGH GATE SPRINGS	536	33 488	13 841	25.823
2	BUFFALO-NEW YORK	592	9 737	10 362	17.841
3	MIAMI-NEW ORLEANS	1 378	47 749	15 019	10.899
4	LOS ANGELES-SEATTLE	1 825	28 262	21 168	11.599
5	MIAMI-NEW YORK	2 076	23 569	20 167	9.714
6	NEW YORK-NEW ORLEANS	1 103	81 380	24 958	11.868
7	LOS ANGELES-NEW ORLEANS	2 921	6 786	23 398	8.010
8	NEW YORK-LAREDO	3 425	17 849	41 771	12.196
9	OAKLAND-NEW ORLEANS	3 523	71 812	50 227	14.257
10	LOS ANGELES-DETROIT	3 669	15 405	30 705	8.369
11	NEW YORK-OAKLAND	4 688	7 163	47 374	10.105
12	OAKLAND-NEW YORK	4 688	9 009	53 436	11.398
ARGENTINE					
1	BUENOS AIRES-POSADAS	1 144	112 333	23 310	20.376
2	BUENOS AIRES-LA GUIACA	1 907	79 859	35 735	18.739
BELGIQUE					
1	ANVERS-QUEVY	125	2 608	20 120	160.960
2	ESSEN-QUEVY	155	618 451	20 120	129.806
3	ERQUELINNES-WELKENRAEDT	174	641 123	20 120	115.632
4	ANVERS-WELKENRAEDT	194	12 094	20 120	103.711
5	QUEVY-WELKENRAEDT	235	59 829	20 120	85.617
6	ANVERS-STERPENICH	248	55 361	20 120	81.129
7	OSTENDE-WELKENRAEDT	271	722 897	20 120	74.244
8	ESSEN-STERPENICH	278	227 285	20 120	72.374
9	OSTENDE-STERPENICH	325	260 307	20 120	61.908
BRESIL					
1	SANTOS-ASUNCION	1 535	3 991	75 272	49.037
CANADA					
1	HALIFAX-NORTH SYDNEY	439	86 700	8 686	19.786
2	HALIFAX-MONTREAL	1 344	4 100	24 483	18.217
CHILI					
1	ARICA-VISVIRI	210	7 371	4 808	22.895
2	VALPARAISO-CARACOL	218	7 787	6 675	30.619
3	ANTOFAGASTA-CALAMA-OLLAGUE	442	78 780	29 963	67.790
DANEMARK					
1	KOBENHAVN-HELSINGOR	50	4 160	5 350	107.000
2	KOBENHAVN-RODDBY FAERGE	196	1 341 626	5 350	27.296
3	HELSINGOR-RODDBY FAERGE	234	389 087	5 350	22.863
ESPAGNE					
1	AYAMONTE-ALGECIRAS	400	1 430	2 525	6.313
2	IRUN-FUENTES ONORO	635	1 216 163	28 274	44.526
3	MADRID-ALGECIRAS	743	5 330	4 690	6.312
4	BARCELONA-BADAJOS	1 217	5 122	7 863	6.461
5	IRUN-ALGECIRAS	1 382	64 831	8 725	6.313
6	MADRID-DOVER	1 639	2 522	60 030	36.626
7	BARCELONA-DOVER (VIA MADRID)	2 264	1 183	63 975	28.258
FRANCE					
1	FORBACH-THIONVILLE	124	5 330	19 845	160.040
2	BORDEAUX-HANDAYE	235	38 125	37 605	160.021
3	MARSEILLE-VINTIMILLE	252	73 931	40 320	160.000
4	SAINT LOUIS-THIONVILLE	343	1 463 599	54 885	160.015
5	MARSEILLE-BELLEGARDE	501	326 405	80 160	160.000
6	CERBERE-VINTIMILLE	632	89 648	101 130	160.016

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
7	BELLEGARDE-CERBERE	681	200 915	108 975	160.022
8	LE HAVRE-VALLORBE	690	8 229	110 400	160.000
9	STRASBOURG-LE HAVRE	740	198 618	118 410	160.014
10	SAINT LOUIS-LE HAVRE	747	1 936 070	119 535	160.020
11	SAINT LOUIS-CALAIS	756	1 001 767	120 975	160.020
12	CALAIS-VALLORBE	761	26 256	121 770	160.013
13	STRASBOURG-MARSEILLE	847	192 537	135 540	160.024
14	BORDEAUX-VINTIMILLE	934	30 634	149 460	160.021
15	BELLEGARDE-BORDEAUX	983	80 478	157 290	160.010
16	CALAIS-MODANE	994	598 600	159 060	160.020
17	STRASBOURG-CERBERE	1 027	162 006	164 340	160.019
18	JEUMONT-HENDAYE	1 055	655 529	168 660	159.867
19	JEUMONT-MARSEILLE	1 102	29 328	176 340	160.018
20	HENDAYE-CALAIS	1 115	1 071 571	178 425	160.022
21	CALAIS-MARSEILLE	1 162	141 067	185 940	160.017
22	HENDAYE-VINTIMILLE	1 169	275 444	187 050	160.009
23	JEUMONT-CERBERE	1 207	207 844	193 140	160.017
24	BELLEGARDE-HENDAYE	1 218	518 245	194 895	160.012
25	CERBERE-CALAIS	1 267	261 074	202 740	160.016
26	STRASBOURG-HENDAYE	1 328	600 132	212 505	160.019
27	SAINT LOUIS-HENDAYE	1 335	399 867	213 615	160.011
GRANDE-BRETAGNE					
1	LONDON-SOUTHAMPTON	128	16 267	22 377	174.820
2	HOLYHEAD-LIVERPOOL	228	30 797	39 722	174.219
3	HARWICH-SOUTHAMPTON	241	3 230	41 958	174.100
4	DOVER/FOLKESTONE-SOUTHAMPTON	245	13 267	42 520	173.551
5	HOLYHEAD-LONDON	424	167 820	73 567	173.507
6	LIVERPOOL-SOUTHAMPTON	439	47 635	76 365	173.952
7	HOLYHEAD-SOUTHAMPTON	532	90 000	92 586	174.034
8	HARWICH-HOLYHEAD	537	18 720	93 426	173.978
9	DOVER/FOLKESTONE-HOLYHEAD	543	224 082	94 266	173.602
10	FELIXSTOWE-HOLYHEAD	561	4 706	97 624	174.018
INDE					
1	CALCUTTA-HARIDASPUR	85	3 869	1 514	17.812
2	BOMBAY-RAXAUL	1 854	37 182	33 020	17.810
3	BOMBAY-RAMESHWARAM	1 944	13 975	34 623	17.810
4	BOMBAY-CALCUTTA	2 171	4 954	38 665	17.810
5	MADRAS-RAXAUL	2 185	2 054	38 915	17.810
6	BOMBAY-HARIDASPUR	2 256	4 966	40 179	17.810
ITALIE					
1	CHIASSO-GENOVA	210	72 345	22 082	105.152
2	NAPOLI-ROMA	261	6 630	22 082	84.605
3	CHIASSO-V. OPICINA	486	318 240	35 883	73.833
4	GENOVA-ROMA	501	17 030	35 883	71.623
5	BRENNERO-GENOVA	520	95 810	35 883	69.006
6	V. OPICINA-GENOVA	535	133 575	35 883	67.071
7	GENOVA-TARVISIO	573	58 305	35 883	62.623
8	MODANE-V. OPICINA	647	858 650	46 925	72.527
9	ROMA-VENTIMIGLIA	652	53 690	46 925	71.971
10	NAPOLI-SIRACUSA	659	111 930	46 925	71.206
11	ROMA-CHIASSO	719	112 450	46 925	65.264
12	TARVISIO-VENTIMIGLIA	721	13 715	46 925	65.083
13	ROMA-TARVISIO	792	16 770	46 925	59.249
14	CHIASSO-NAPOLI	930	58 045	46 925	50.457
15	DOMODOSSOLA-NAPOLI	978	1 755	46 925	47.981
16	NAPOLI-TARVISIO	1 000	4 290	46 925	46.925
17	CHIASSO-BRINDISI	1 031	7 215	63 486	61.577
18	BRENNERO-NAPOLI	1 035	93 795	63 486	61.339
19	BRINDISI-GENOVA	1 259	12 740	63 486	50.426
20	MODANE-SIRACUSA	1 656	5 785	80 048	48.338
JAPON					
1	KOBE-SHIMONOSEKI	507	29 458	13 464	26.556
2	YOKOHAMA-KOBE	561	35 594	13 596	24.235
3	YOKOHAMA-SHIMONOSEKI	1 068	3 055	18 000	16.854
4	TOKYO-SHIMONOSEKI	1 097	62 088	19 104	17.415
JORDANIE					
1	AGABA-AMMAN	335	11 913	5 528	16.501
KENYA					
1	MOMBASA-MALABA	1 085	198 354	92 806	85.535
PAYS-BAS					
1	ROTTERDAM-ROSENDAAL	74	3 689	5 618	75.919
2	AMSTERDAM-ROTTERDAM	86	3 250	8 946	104.023
3	AMSTERDAM-ZEVENAAR	111	20 124	13 807	124.387
4	ROSENDAAL-AMSTERDAM	149	5 850	14 663	98.409
5	AMSTERDAM-OLDENZAAL	199	689	17 163	86.246
PORTUGAL					
1	LISBOA-VILAR FORMOSO-LISBOA	434	22 958	4 827	11.122
SUEDE					
1	GÖTEBORG-KORNSJÖ	187	212 551	10 260	54.866
2	HELSINGBORG-GÖTEBORG	234	27 053	4 598	19.650
3	TRELLEBORG-GÖTEBORG	330	1 950	7 980	24.182
4	HELSINGBORG-KORNSJÖ	430	186 394	10 146	33.595
5	STOCKHOLM-CHARLOTTENBERG	437	125 294	10 336	23.652

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en km	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/km
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
6	GÖTEBORG-STOCKHOLM	456	36 920	8 208	18.000
7	TRELLEBORG-KORNSJÖ	517	45 721	12 084	23.373
8	HELSINGBORG-STOCKHOLM	593	352 869	10 450	17.622
9	MALMÖ-STOCKHOLM	599	15 613	10 584	17.636
10	STOCKHOLM-TRELLEBORG	630	17 004	11 096	17.613
SUISSE					
1	BASEL-BUCHS SG 1	197	567 596	39 233	199.152
2	DOMODOSSOLA-VALLORBE	233	1 030 185	45 131	193.700
3	BASEL-CHIASSO	325	1 660 217	59 673	183.609
SYRIENNE (R.ARABE)					
1	LATTAQUIE-FRONT. SYRO-JORDANIENNE	456	6 318	31 250	68.531
2	FRONT. SYRO-TURQUE A LA FRONT. SYRO-JORDANIENNE	558	45 006	31 250	56.004
THAÏLANDE					
1	BANGKOK-VIENTIANE	624	153 790	49 582	79.458
YOUgosLAVIE					
1	KOPRIVNICA-RIJEKA	329	108 628	6 644	20.195
2	KOPRIVNICA-GEZANA	386	85 865	6 644	17.212
3	STRUGA-GEVGELIJA	470	4 160	27 642	58.813
4	JESENICE-RIJEKA	471	11 518	6 592	13.996
5	SUBOTICA-DIMITROVGRAD	533	176 787	6 592	12.368
6	VRSAC-GEVGELIJA	728	4 264	6 592	9.055
7	VRSAC-RIJEKA	751	51 857	6 592	8.778
8	SEZANA-VRSAC	806	66 001	6 592	8.179
9	SUBOTICA-GEVGELIJA	807	60 190	6 592	8.169
10	VRSAC-STRUGA	835	1 950	19 535	23.395
11	SUBOTICA-STRUGA	914	27 521	17 169	18.784
12	JESENICE-DIMITROVGRAD	1 002	927 628	6 592	6.579
13	SEZANA-DIMITROVGRAD	1 050	552 461	6 592	6.278
14	STRUGA-DIMITROVGRAD	1 079	4 368	13 752	12.745
15	JESENICE-GEVGELIJA	1 276	719 056	6 592	5.166
16	SEZANA-GEVGELIJA	1 324	304 369	6 592	4.979
17	JESENICE-STRUGA	1 383	6 448	9 820	7.101
18	STRUGA-RIJEKA	1 384	2 106	9 733	7.033
19	SEZANA-STRUGA	1 431	56 394	9 450	6.604
ZAIRE					
1	MATADI-KINSHASA	366	32 673	78 100	213.388
2	ILLEBO-BUKAVU-KIGALI	1 020	6 006	78 100	76.569
3	ILLEBO-GOMA-BUJUMBURA	1 230	8 410	78 100	63.496
ZIMBABWE					
1	RAMPONGWEBANA-VICTORIA FALLS	602	373 334	33 576	55.774

D. Transports maritimes (Prix sur la base des 15 marchandises)

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/mm
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
1	AFRIQUE DU SUD CAPE TOWN-SOUTHAMPTON	5 978	69 433	377 306	63.116
1	ALLEMAGNE (RFA)				
2	LUEBECK-HELSINKI	622	394 889	30 852	49.601
3	HAMBURG-REYKJAVIK	1 280	9 570	174 875	136.621
4	BREMEN-HALIFAX	3 371	93 146	185 291	54.966
5	BREMEN-NEW YORK	3 971	453 570	46 129	11.616
6	HAMBURG-TEMA	4 673	119 845	284 922	60.972
7	BREMEN-LA GUAIRA	5 153	12 697	249 983	48.512
8	BREMEN-VERACRUZ	5 524	47 144	345 528	62.550
9	BREMEN-RIO DE JANEIRO	5 656	26 822	538 980	95.293
10	BREMEN-SANTOS	5 866	15 753	538 980	91.882
11	HAMBURG-CAPE TOWN	6 431	19 324	41 638	6.475
12	BREMEN-BUENOS AIRES	6 880	34 351	375 901	54.637
13	HAMBURG-BOMBAY	7 248	43 574	181 261	25.008
14	HAMBURG-DAR-ES-SALAAM	7 630	18 629	53 770	7.047
15	BREMEN-VALPARAISO	8 643	4 823	437 885	50.664
16	HAMBURG-SINGAPOUR	8 926	7 175	175 837	19.699
17	HAMBURG-DJAKARTA	9 332	10 116	324 477	34.770
18	HAMBURG-HONG KONG	10 404	3 997	178 658	17.172
19	HAMBURG-FREMANTLE	11 246	5 693	265 496	23.608
20	HAMBURG-TOKYO	11 734	22 150	184 134	15.692
21	HAMBURG-KOBE	12 107	7 986	184 134	15.209
22	HAMBURG-MELBOURNE	12 932	47 521	265 496	20.530
	HAMBURG-SYDNEY	13 514	62 974	265 025	19.611
1	AMERIQUE (USA)				
2	NEW YORK-HAITI	1 225	8 242	109 182	89.128
3	NEW ORLEANS-PANAMA	1 444	6 175	86 722	60.057
4	NEW YORK-DOMINICAN REPUBLIC	1 489	14 066	229 672	154.246
5	NEW ORLEANS-COSTA RICA	1 678	8 996	90 465	53.912
6	NEW ORLEANS-COLOMBIA	1 796	49 309	142 417	79.297
7	NEW ORLEANS-VENEZUELA	1 819	57 785	60 050	33.013
8	NEW ORLEANS-CHILE	4 060	7 579	112 453	27.698
9	NEW ORLEANS-BRAZIL	5 186	15 304	70 704	13.634
	NEW ORLEANS-ARGENTINA	6 300	22 269	67 240	10.673
1	ARGENTINE				
2	BUENOS AIRES-RIO DE JANEIRO	990	819	61 798	62.422
3	BUENOS AIRES-BARCELONA	5 894	1 453	68 045	11.545
4	BUENOS AIRES-LE HAVRE	6 261	1 150	115 686	18.477
5	BUENOS AIRES-GENOVA	6 433	1 780	68 045	10.577
6	BUENOS AIRES-NEW YORK	6 485	2 496	81 084	12.503
	BUENOS AIRES-HAMBURG	6 665	1 976	115 686	17.357
1	AUSTRALIE				
2	SYDNEY-MELLINGTON	1 333	5 460	131 013	106.255
3	SYDNEY-AUCKLAND	1 264	32 110	131 013	103.650
4	SYDNEY-PORT VILA	1 385	4 121	103 754	74.913
5	SYDNEY-NOUMEA	1 712	11 934	96 180	56.180
6	SYDNEY-NAOI	1 786	338	95 214	53.311
7	SYDNEY-SUVA	1 786	12 948	95 214	53.311
8	MELBOURNE-AUCKLAND	1 840	2 899	131 013	71.203
9	SYDNEY-TARAWA	2 332	6 162	107 611	46.145
10	SYDNEY-HONIARA	2 386	2 327	138 997	58.748
11	SYDNEY-LAE	2 726	72 839	90 285	33.120
12	SYDNEY-TANDJUNGPRIOK	3 954	715	134 395	33.990
13	SYDNEY-MANILA	4 106	988	113 654	27.680
14	SYDNEY-PAPEETE	4 210	1 430	120 867	28.710
15	SYDNEY-HONG KONG	4 795	12 740	113 654	23.703
16	SYDNEY-MADRAS	5 909	1 482	112 827	19.094
17	MELBOURNE-BOMBAY	6 633	4 368	112 827	17.010
18	SYDNEY-OAKLAND	6 859	377	204 020	29.745
19	SYDNEY-GENOA	10 178	1 144	194 596	19.119
	SYDNEY-TILBURY	13 050	507	194 596	14.912
1	BELGIQUE				
2	OSTENDE-DOUVRES	62	2 909 100	13 470	217.258
3	ANVERS-CRISTOBAL	4 743	4 229	73 970	15.596
4	ANVERS-BUENAVENTURA	5 143	8 616	70 583	13.724
5	ANVERS-MATADI	5 602	737	42 940	7.665
6	ANVERS-GUAYAQUIL	5 758	6 665	71 876	12.483
7	ANVERS-CALLAO	6 408	11 154	71 876	11.217
8	ANVERS-VALPARAISO	7 888	3 006	71 876	9.112
9	ANVERS-HO CHI MINH	8 980	18 692	89 761	9.996
	ANVERS-HAIPHONG	9 705	11 041	43 513	4.484
1	CANADA				
	MONTREAL-HAVANA	2 587	23 400	123 820	47.862
1	CHILI				
2	VALPARAISO-ANTOFAGASTA	570	78 780	77 536	136.028
3	VALPARAISO-CALLAO	1 383	156	77 536	56.064
	VALPARAISO-CRISTOBAL	3 222	1 482	77 536	24.065

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/mm
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
DANEMARK					
1	HELSINGØR-HELSINGBORG	3	341 533	28 823	9 607.667
2	RODØY FAERGE-PUTTGARDEN	10	282 828	27 380	2 738.000
3	DRAGER-LIMHAMN	14	922 805	14 862	1 061.571
4	KØBENHAVN-OSLO	280	183 547	15 848	56.600
5	KØBENHAVN-REYKJAVIK	1 510	4 160	150 768	99.846
ESPAGNE					
1	ALGECIRAS-TANGER	32	71 591	11 275	352.344
FRANCE					
1	CALAIS/DUNKERQUE-FOLKESTONE/DOUVRES	31	1 085 436	27 619	890.935
2	MARSEILLE-ALGER	405	191 052	31 293	77.267
3	MARSEILLE-TUNIS	471	69 678	39 403	83.658
4	MARSEILLE-CASABLANCA	948	117 450	81 084	85.532
5	MARSEILLE-HAIFA	1 640	53 478	50 940	31.061
6	BORDEAUX-DAKAR	2 223	17 784	89 192	40.122
7	LE HAVRE-MONTREAL	3 099	120 042	58 864	18.995
8	LE HAVRE-NEW YORK	3 260	688 140	106 093	32.544
9	BORDEAUX-ABDJAN	3 380	23 544	109 758	32.473
10	BORDEAUX-COTONOU	3 798	36 072	142 681	37.567
11	BORDEAUX-DOUALA	4 313	21 438	143 703	33.319
12	MARSEILLE-MOMBASA	4 620	9 270	148 971	32.245
13	MARSEILLE-BOMBAY	4 834	51 570	139 157	28.787
14	BORDEAUX-POINTE NOIRE	4 908	34 434	143 555	29.249
15	MARSEILLE-MADAGASCAR	5 671	14 688	254 263	44.836
16	LE HAVRE-LE CAP	6 030	68 688	163 008	27.033
17	MARSEILLE-SINGAPOUR	6 544	15 768	142 632	21.796
18	MARSEILLE-HONG KONG	7 913	14 328	144 896	18.311
19	LE HAVRE-TOKYO	10 812	6 030	148 812	13.764
20	LE HAVRE-SYDNEY	12 864	40 680	251 491	19.550
GRANDE-BRETAGNE					
1	DOVER/FOLKESTONE-CALAIS/DUNKERQUE	31	23 974	12 649	408.032
2	HOLYHEAD-DUBLIN	57	287 935	11 268	197.684
3	DOVER-OSTEND	62	69 214	12 649	204.016
4	HARWICH-HOOK OF HOLLAND	112	17 362	12 041	107.509
5	HARWICH-ESBJERG	232	13 926	14 251	61.427
6	LONDON-PIRAEUS	2 815	8 146	73 500	26.110
7	LONDON/LIVERPOOL-FREETOWN	2 995	9 381	99 237	33.134
8	LONDON-ALEXANDRIA	3 107	17 031	57 129	18.387
9	LONDON/LIVERPOOL-TEMA/TAKORODI	3 935	22 092	106 813	27.144
10	LONDON-JEDDAH	3 960	14 466	138 589	34.997
11	LONDON/LIVERPOOL-APAPA	4 225	68 157	106 813	25.281
12	LONDON/LIVERPOOL-DOUALA	4 565	6 331	106 813	23.398
13	NEWHAVEN-RIO DE JANEIRO	5 077	9 100	311 468	61.349
14	SOUTHAMPTON-CAPE TOWN	5 995	40 187	102 391	17.079
15	FELIXSTOWE/LONDON-BOMBAY	6 366	22 639	63 311	9.945
16	LONDON-KUWAIT	6 705	7 592	70 962	10.583
17	SOUTHAMPTON-PORT KELANG	7 895	11 895	91 126	11.542
18	FELIXSTOWE/SOUTHAMPTON-HONG KONG	9 560	8 528	89 711	9.384
19	SOUTHAMPTON-TOKYO	11 000	20 168	93 779	8.525
20	LONDON-MELBOURNE/SYDNEY	11 487	34 200	123 348	10.738
ITALIE					
1	SIRACUSA-LA VALLETTA	83	164 125	6 489	78.181
2	BRINDISI-PATRASSO	324	15 405	18 395	56.775
3	GENOVA-MONTREAL	4 027	15 535	31 526	7.829
4	GENOVA-NEW YORK	4 061	90 740	27 158	6.688
5	GENOVA-BOMBAY	4 465	2 600	25 569	5.727
6	GENOVA-LA GUAYRA	4 520	46 865	58 996	13.052
7	GENOVA-RIO DE JANEIRO	5 070	27 235	89 893	17.730
8	GENOVA-SANTOS	5 268	3 965	89 893	17.064
9	GENOVA-MONTEVIDEO	6 149	19 890	80 089	13.025
10	GENOVA-BUENOS AIRES	6 265	37 765	75 050	11.979
11	GENOVA-SINGAPORE	6 452	1 820	30 391	4.710
12	GENOVA-DJAKARTA	6 693	1 755	31 662	4.731
13	GENOVA-VALPARAISO	8 060	2 405	69 153	8.580
14	GENOVA-MELBOURNE	9 256	54 470	44 944	4.856
15	GENOVA-SYDNEY	9 715	33 540	44 944	4.826
16	GENOVA-KOBE	10 123	9 360	31 805	3.142
17	GENOVA-AUCKLAND	10 777	2 795	56 074	5.203
JAPON					
1	SHIMONOSEKI-BUSAN	123	94 601	5 040	40.976
2	YOKOHAMA-NAKHODKA	946	351	6 310	6.670
3	KOBE-XINGANG	1 069	357 357	12 024	11.248
4	YOKOHAMA-KEELUNG	1 139	4 888	10 700	9.394
5	YOKOHAMA-MANILA	1 869	4 407	23 020	12.317
6	KOBE-SINGAPORE	2 812	2 028	32 261	11.473
7	YOKOHAMA-KOTA KINAHALU	2 911	2 002	48 452	16.644
8	YOKOHAMA-BANGKOK	3 018	2 522	49 716	16.473
9	YOKOHAMA-TANDJUNGPRIOK (DJAKARTA)	3 361	2 899	26 103	7.766
10	YOKOHAMA-HONOLULU	3 397	1 209	32 321	9.515
11	KOBE-SYDNEY	4 412	23 010	46 576	10.557
12	YOKOHAMA-VANCOUVER	4 429	11 778	32 990	7.449
13	YOKOHAMA/KOBE-OAKLAND	4 685	155 675	24 876	5.310
14	YOKOHAMA-COLOMBO	4 715	1 014	24 758	5.251
15	KOBE-AUCKLAND	4 862	3 757	52 324	10.762
16	YOKOHAMA-CALCUTTA	5 136	5 109	49 403	9.619
17	KOBE-RIO DE JANEIRO	12 487	1 170	80 595	6.454
KENYA					
1	MOMBASA-MOGADISHU	526	1 014	21 225	40.352
2	MOMBASA-TANANARIVE	1 654	1 014	24 055	14.544
3	MOMBASA-HAIFA	3 381	2 022	24 055	7.115

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/mm
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
PAYS-BAS					
1	ROTTERDAM-MONTREAL	3 205	156	26 500	8.268
2	AMSTERDAM-PARAMARIBO	4 083	1 573	61 977	15.179
3	AMSTERDAM-WILLEMSTAD	4 278	1 872	66 717	15.595
4	AMSTERDAM-GEORGETOWN	4 471	1 689	69 476	15.539
5	AMSTERDAM-PUERTO LIMON	5 113	4 628	71 090	13.904
6	AMSTERDAM-BARRANQUILLA	5 308	3 406	58 576	11.035
7	AMSTERDAM-CORINTO	5 538	3 107	72 745	13.136
8	AMSTERDAM-ACAJUTLA	5 785	6 890	72 745	12.575
PORTUGAL					
1	LISBOA-S. VICENTE	1 555	7 469	99 337	63.882
2	LISBOA-BISSAU	2 227	7 579	99 337	44.606
3	LISBOA-LUANDA	3 996	38 032	162 140	40.576
4	LISBOA-MAPUTO	6 661	858	152 478	22.891
SRI LANKA					
1	COLOMBO-MALE	480	8 424	6 225	12.969
SUEDE					
1	HELSINGBORG-HELSINGOR	3	96 967	29 640	9 880.000
2	TRELLEBORG-SASSNITZ	54	5 564	57 000	1 055.556
3	STOCKHOLM-TURKU	160	118 105	20 140	125.875
4	STOCKHOLM-HELSINKI	243	301 012	21 812	89.761
5	GÖTEBORG-HALIFAX	2 860	76 765	51 588	18.038
YEMEN R.DEM.POP					
1	ETHIOPIE	356	936	9 905	27.823
2	SOMALIE	1 131	8 905	16 131	14.263
ZAIRE					
1	KINSHASA-BRAZZAVILLE	7	18 256	28 926	4 132.286
2	KINSHASA-ILEBO	796	14 417	28 926	36.339

E. Transports maritimes (Prix effectivement payés en 1978)

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/mm
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
1	AFRIQUE DU SUD CAPE TOWN-SOUTHAMPTON	5 978	69 433	72 582	12.142
1	ALLEMAGNE (RFA)				
2	LUEBECK-HELSINKI	622	375 247	44 254	71.148
3	HAMBURG-REYKJAVIK	1 280	11 343	48 793	38.120
4	BREMEN-HALIFAX	371	108 446	60 140	17.840
5	BREMEN-NEW YORK	971	329 160	62 410	15.716
6	HAMBURG-FEMA	4 673	1 118	64 679	13.841
7	BREMEN-LA GUAIRA	153	10 712	68 084	13.212
8	BREMEN-VERACRUZ	534	37 181	68 084	12.335
9	BREMEN-RIO DE JANEIRO	556	30 550	68 084	12.037
10	BREMEN-SANTOS	866	17 901	68 084	11.607
11	HAMBURG-CAPE TOWN	431	18 044	70 353	10.940
12	BREMEN-BUENOS AIRES	6 880	39 533	70 353	10.226
13	HAMBURG-BOMBAY	7 248	15 408	72 622	10.020
14	HAMBURG-DAR-ES-SALAAM	7 630	16 939	72 622	9.518
15	BREMEN-VALPARAISO	6 643	6 188	74 892	8.665
16	HAMBURG-SINGAPOUR	8 926	5 629	74 892	8.390
17	HAMBURG-DJAKARTA	9 332	6 461	77 160	8.268
18	HAMBURG-HONG KONG	10 404	4 745	79 430	7.635
19	HAMBURG-FREMHANTLE	11 266	6 617	81 700	7.265
20	HAMBURG-TOKYO	11 734	125 476	81 700	6.963
21	HAMBURG-KOBE	12 107	45 318	83 969	6.936
22	HAMBURG-MELBOURNE	12 932	54 899	83 969	6.493
	HAMBURG-SYDNEY	13 514	72 904	86 239	6.381
1	AMERIQUE (USA)				
2	NEW YORK-HAITI	1 225	8 242	47 332	38.638
3	NEW ORLEANS-PANAMA	1 444	6 175	47 332	32.778
4	NEW YORK-DOMINICAN REPUBLIC	1 489	14 066	47 332	31.788
5	NEW ORLEANS-COSTA RICA	1 678	8 996	48 432	28.863
6	NEW ORLEANS-COLOMBIA	1 796	49 309	48 432	26.967
7	NEW ORLEANS-VENEZUELA	1 819	57 785	48 432	26.626
8	NEW ORLEANS-CHILE	4 060	7 579	52 835	13.014
9	NEW ORLEANS-BRAZIL	5 186	15 304	55 037	10.613
	NEW ORLEANS-ARGENTINA	6 300	22 269	56 688	8.998
1	ARGENTINE				
2	BUENOS AIRES-RIO DE JANEIRO	1 132	6 723	41 280	36.466
3	BUENOS AIRES-BARCELONA	5 894	2 364	57 600	9.773
4	BUENOS AIRES-LE HAVRE	6 261	866	59 520	9.506
5	BUENOS AIRES-GENOVA	6 433	2 134	59 520	9.252
6	BUENOS AIRES-NEW YORK	6 485	2 235	59 520	9.178
	BUENOS AIRES-HAMBURG	6 665	1 638	59 520	8.930
1	AUSTRALIE				
2	SYDNEY-WELLINGTON	1 233	5 460	56 935	46.176
3	SYDNEY-AUCKLAND	1 264	32 110	56 935	45.044
4	SYDNEY-PORT VILA	1 385	4 121	56 935	41.108
5	SYDNEY-PORT MORESBY	1 636	24 869	56 935	34.801
6	SYDNEY-NOUMEA	1 712	11 934	56 935	33.256
7	SYDNEY-NADI	1 786	338	56 935	31.878
8	SYDNEY-SUVA	1 786	12 948	56 935	31.878
9	MELBOURNE-AUCKLAND	1 840	2 899	56 935	30.943
10	SYDNEY-TARANA	2 332	6 162	56 935	24.415
11	SYDNEY-HONIARA	2 366	6 327	56 935	24.064
12	SYDNEY-LAE	2 728	72 839	56 935	20.686
13	SYDNEY-TANDJUNGPRIOK	3 954	715	110 587	27.968
14	SYDNEY-MANILA	4 106	988	110 587	26.933
15	SYDNEY-PAPEETE	4 210	1 430	110 587	26.268
16	SYDNEY-HONG KONG	4 795	12 740	110 587	23.063
17	SYDNEY-MADRAS	5 909	1 482	110 587	18.715
18	SYDNEY-BOMBAY	6 633	4 368	129 438	19.514
19	SYDNEY-OAKLAND	6 859	377	129 438	18.871
20	SYDNEY-GENOA	10 178	1 144	135 902	13.353
	SYDNEY-TILBURY	13 050	507	135 902	10.414
1	BELGIQUE				
2	OSTENDE-DOUVRES	62	1 813 071	14 447	233.016
3	ANVERS-CRISTOBAL	4 743	5 832	69 635	14.682
4	ANVERS-BUENAVENTURA	5 143	7 410	73 657	14.322
5	ANVERS-MATADI	5 602	2 574	73 657	13.148
6	ANVERS-GUYAQUIL	5 758	19 370	73 657	12.792
7	ANVERS-CALLAO	6 408	13 650	76 333	11.912
	ANVERS-VALPARAISO	7 888	624	79 009	10.016
1	CANADA				
	MONTREAL-HAVANA	2 587	23 400	36 252	14.013
1	DANEMARK				
2	DRAGOR-LIMHAMN	14	922 805	14 154	1 011.000
3	KOVENHAVN-OSLO	280	183 547	14 154	50.550
	KOVENHAVN-REYKJAVIK	1 510	4 160	46 884	31.049
1	ESPAGNE				
	ALGECIRAS-TANGER	32	154 054	29 635	926.094

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/mm
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
FRANCE					
1	CALAIS/DUNKERQUE-FOLKESTONE/DOUVRES	31	1 085 436	22 880	738.065
2	MARSEILLE-ALGER	405	191 052	26 903	66.427
3	MARSEILLE-TUNIS	471	69 678	26 903	57.119
4	MARSEILLE-CASABLANCA	948	117 450	24 629	25.980
5	MARSEILLE-HAIFA	1 640	53 478	37 674	22.972
6	BORDEAUX-DAKAR	2 223	17 784	36 592	16.461
7	LE HAVRE-MONTREAL	3 099	120 042	36 040	11.630
8	LE HAVRE-NEW YORK	3 260	688 140	36 050	11.058
9	BORDEAUX-ABIDJAN	3 380	23 544	35 563	10.522
10	BORDEAUX-COTONOU	3 798	36 072	37 241	9.805
11	BORDEAUX-DOUALA	4 313	21 438	38 811	8.999
12	MARSEILLE-MOMBASA	4 620	9 270	48 500	10.498
13	MARSEILLE-BOMBAY	4 834	51 570	48 500	10.033
14	BORDEAUX-POINTE NOIRE	4 908	34 434	38 811	7.908
15	MARSEILLE-MADAGASCAR	5 671	14 688	43 304	7.636
16	LE HAVRE-LE CAP	6 030	68 688	53 426	8.860
17	MARSEILLE-SINGAPOUR	6 544	15 768	53 426	8.164
18	MARSEILLE-HONG KONG	7 913	14 328	55 375	6.998
19	LE HAVRE-TOKYO	10 812	6 030	57 756	5.342
20	LE HAVRE-SYDNEY	12 864	40 680	65 172	5.066
GRANDE-BRETAGNE					
1	DOVER/FOLKESTONE-CALAIS/DUNKERQUE	31	23 974	4 572	147.484
2	HOLYHEAD-DUBLIN	57	287 935	2 286	40.105
3	DOVER-OSTEND	62	69 214	4 572	73.742
4	HARWICH-HOOK OF HOLLAND	112	17 362	13 715	122.455
5	HARWICH-ESBJERG	232	13 926	13 715	59.116
6	LONDON-PIRAEUS	2 815	8 146	41 147	14.617
7	LONDON/LIVERPOOL-FREETOWN	2 995	9 381	73 150	24.424
8	LONDON-ALEXANDRIA	3 107	17 031	32 003	10.300
9	LONDON/LIVERPOOL-TEMA/TAKORADI	3 935	22 092	73 150	18.590
10	LONDON-JEDDAH	3 960	14 466	73 150	18.472
11	LONDON/LIVERPOOL-APAPA	4 225	66 157	73 150	17.314
12	LONDON/LIVERPOOL-DOUALA	4 565	6 331	73 150	16.024
13	NEWHAVEN-RIO DE JANEIRO	5 077	9 100	114 297	22.513
14	SOUTHAMPTON-CAPE TOWN	5 995	40 187	45 719	7.626
15	FELIXSTONE/LONDON-BOMBAY	6 366	22 639	64 006	10.054
16	LONDON-KUWAIT	6 705	7 592	64 006	9.546
17	SOUTHAMPTON-PORT KELANG	7 895	11 895	45 719	5.791
18	FELIXSTONE/SOUTHAMPTON-HONG KONG	9 560	8 526	45 719	4.782
19	SOUTHAMPTON-TOKYO	11 000	20 168	50 290	4.572
20	LONDON-MELBOURNE/SYDNEY	11 487	34 200	77 722	6.766
INDE					
1	CALCUTTA-RANGOON	779	2 286	14 979	19.228
2	MADRAS-RANANG	1 111	1 391	22 468	20.223
3	MADRAS-SINGAPORE	1 420	325	22 468	15.823
4	BOMBAY-ADEN	1 660	2 717	11 349	6.837
5	BOMBAY-BAHRAIN	1 669	494	14 979	8.975
6	BOMBAY-KUWAIT	2 004	583	14 979	7.475
7	BOMBAY-KHORAMSHAR	2 132	1 014	22 468	10.538
8	BOMBAY-BASRAH	2 153	1 014	17 475	8.117
9	BOMBAY-D'JEDDAH	2 633	2 561	13 968	5.305
10	BOMBAY-DJAKARTA	3 074	1 118	34 951	11.370
11	BOMBAY-ALEXANDRIA	3 348	2 561	29 958	8.948
12	CALCUTTA-KOBE	4 747	728	27 461	5.785
13	BOMBAY-AVONMOUTH	10 620	3 393	39 944	3.761
14	BOMBAY-NEW YORK	11 450	312	54 923	4.797
15	CALCUTTA-NEW YORK	11 936	962	69 902	5.856
16	BOMBAY-HAMBURG	13 277	117	47 433	3.573
ITALIE					
1	NAPOLI-HAIFA	1 185	13 047	43 000	36.287
2	GENOVA-HAIFA	1 467	81 016	43 000	29.312
3	GENOVA-NEW YORK	4 061	198 515	57 000	14.036
4	NAPOLI-NEW YORK	4 163	42 236	57 000	13.692
5	GENOVA-BOMBAY	4 465	18 505	57 000	12.766
6	GENOVA-RIO DE JANEIRO	5 070	107 661	60 000	11.834
7	GENOVA-SANTOS	5 268	24 594	60 000	11.390
8	GENOVA-MONTEVIDEO	6 149	16 211	62 000	10.083
9	GENOVA-BUENOS AIRES	6 265	97 690	62 000	9.896
10	GENOVA-SYDNEY	9 715	61 724	70 000	7.205
JAPON					
1	SHIMONESEKI-BUSAN	123	87 295	36 174	294.098
2	KOBE-KEELUNG	926	1 859	70 818	76.477
3	KOBE-HONG KONG	1 387	3 887	70 818	51.058
4	YOKOHAMA-MANILA	1 869	2 132	80 142	42.880
5	KOBE-BANGKOK	2 803	871	93 240	33.264
6	KOBE-SINGAPORE	2 812	689	93 240	33.158
7	KOBE-PORT KELANG	3 008	307	98 790	32.842
8	KOBE-DJAKARTA	3 390	390	98 790	29.393
9	KOBE-HONOLULU	3 744	806	104 451	27.898
10	KOBE-SYDNEY	4 412	10 595	111 888	25.360
11	YOKOHAMA-VANCOUVER	4 429	3 172	111 888	25.263
12	KOBE/YOKOHAMA-OAKLAND	4 685	6 084	111 888	25.882
13	YOKOHAMA-SYDNEY	4 738	8 892	111 888	25.615
14	KOBE-CALCUTTA	5 487	871	111 888	20.391
15	KOBE-KARACHI	6 081	273	119 325	19.623
16	KOBE-DUBAI	7 807	156	128 649	16.479

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/mm
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
1	KENYA				
2	MOMBASA-MOGADISHU	526	542	18 970	36.065
	MOMBASA-TANANARIVE	1 654	143	5 148	3.112
1	PAYS-BAS				
2	HOEK VAN HOLLAND-HARWICH	112	450 307	196 889	1 757.938
3	ROTTERDAM-FREETOWN/MONROVIA	3 205	4 524	47 443	14.803
4	AMSTERDAM-PARAMARIBO	4 083	4 394	90 946	22.274
5	ROTTERDAM-TAKORADI/TEMA	4 135	6 734	47 443	11.474
6	AMSTERDAM-LES CARAIBES	4 915	59 791	93 205	18.963
	ROTTERDAM-CAPE TOWN	6 185	2 470	117 698	19.030
1	PORTUGAL				
2	LISBOA-S. VICENTE	1 859	2 204	40 335	21.697
3	LISBOA-BISSAU	2 531	6 312	45 256	17.881
4	LISBOA-LUANDA	4 116	15 310	50 175	12.190
5	LISBOA-RIO DE JANEIRO	4 252	1 592	50 175	11.800
	LISBOA-MAPUTO	6 661	4 940	55 095	8.271
1	SRI LANKA				
	COLOMBO-MALE	480	12 168	5 492	11.442
1	SUEDE				
2	HELSINGBORG-HELSINGÖR	3	96 967	20 543	6 847.667
3	TRELLEBORG-SASSNITZ	54	5 564	39 464	730.815
4	STOCKHOLM-TURKU	160	118 105	8 109	50.681
5	STOCKHOLM-HELSINKI	243	301 012	8 650	35.597
	GÖTEBORG-HALIFAX	2 860	76 275	21 624	7.561
1	THAÏLANDE				
	BANGKOK-SINGAPOUR	800	754	17 375	21.719
1	YEMEN R.DEM.POP				
2	ETHIOPIE	356	3 822	22 936	64.427
	SOMALIE	1 131	17 277	51 098	45.179

F. Transports maritimes (Prix effectivement payés en 1983)

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/mm
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
1	AFRIQUE DU SUD CAPE TOWN-SOUTHAMPTON	5 978	69 433	81 730	13.672
1	ALLEMAGNE (RFA)				
1	LUEBECK-HELSINKI	622	394 889	67 889	109.146
2	HAMBURG-REYKJAVIK	1 280	9 570	77 034	60.183
3	BREMEN-HALIFAX	3 371	93 146	110 928	32.907
4	BREMEN-NEW YORK	3 971	453 570	117 090	29.486
5	HAMBURG-TEMA	4 673	119 845	126 335	27.035
6	BREMEN-LA GUAIRA	5 153	12 697	135 579	26.311
7	BREMEN-VERACRUZ	5 524	47 144	135 579	24.544
8	BREMEN-RIO DE JANEIRO	5 656	26 822	135 579	23.971
9	BREMEN-SANTOS	5 866	15 753	135 579	23.113
10	HAMBURG-CAPE TOWN	6 431	19 324	147 905	22.999
11	BREMEN-BUENOS AIRES	6 880	34 351	147 905	21.498
12	HAMBURG-BOMBAY	7 248	43 574	157 149	21.682
13	HAMBURG-DAR-ES-SALAAM	7 630	18 629	157 149	20.596
14	BREMEN-VALPARAISO	8 643	4 823	163 311	18.895
15	HAMBURG-SINGAPOUR	8 926	7 175	163 311	18.296
16	HAMBURG-DJAKARTA	9 332	10 116	169 474	18.161
17	HAMBURG-HONG KONG	10 404	3 997	175 636	16.882
18	HAMBURG-FREMANTLE	11 246	5 693	181 800	16.166
19	HAMBURG-TOKYO	11 734	22 150	181 800	15.493
20	HAMBURG-KOBE	12 107	7 986	187 962	15.325
21	HAMBURG-MELBOURNE	12 932	47 521	187 962	14.535
22	HAMBURG-SYDNEY	13 514	62 974	194 125	14.365
1	AMERIQUE (USA)				
1	NEW YORK-HAITI	1 225	8 242	91 106	74.372
2	NEW ORLEANS-PANAMA	1 444	6 175	91 106	63.093
3	NEW YORK-DOMINICAN REPUBLIC	1 489	14 066	91 106	61.186
4	NEW ORLEANS-COSTA RICA	1 678	8 996	92 978	55.410
5	NEW ORLEANS-COLUMBIA	1 796	49 309	92 978	51.769
6	NEW ORLEANS-VENEZUELA	1 819	57 785	92 978	51.115
7	NEW ORLEANS-CHILE	4 060	7 579	102 338	25.206
8	NEW ORLEANS-BRAZIL	5 186	15 304	106 082	20.455
9	NEW ORLEANS-ARGENTINA	6 300	22 269	109 827	17.433
1	ARGENTINE				
1	BUENOS AIRES-BARCELONA	5 894	1 423	60 168	10.208
2	BUENOS AIRES-LE HAVRE	6 261	1 150	60 168	9.610
3	BUENOS AIRES-GENOVA	6 433	1 780	60 168	9.353
4	BUENOS AIRES-HAMBURG	6 665	1 976	207 405	31.119
1	AUSTRALIE				
1	SYDNEY-WELLINGTON	1 233	5 460	63 378	51.401
2	SYDNEY-AUCKLAND	1 264	32 110	63 378	50.141
3	SYDNEY-PORT VILA	1 385	4 121	63 378	45.760
4	SYDNEY-PORT MORESBY	1 636	24 869	63 378	38.740
5	SYDNEY-NOUMEA	1 712	11 934	63 378	37.020
6	SYDNEY-NADI	1 786	338	63 378	35.486
7	SYDNEY-SUVA	1 786	12 948	63 378	35.486
8	MELBOURNE-AUCKLAND	1 840	2 899	63 378	34.445
9	SYDNEY-TARAWA	2 332	6 162	63 378	27.178
10	SYDNEY-HONIARA	2 366	2 327	63 378	26.787
11	SYDNEY-LAE	2 726	72 839	63 378	23.249
12	SYDNEY-TANDJUNGPRIOK	3 954	715	119 904	30.325
13	SYDNEY-MANILA	4 106	988	119 904	29.202
14	SYDNEY-PAPEETE	4 210	1 430	119 904	28.481
15	SYDNEY-HONG KONG	4 795	12 740	119 904	25.006
16	SYDNEY-MADRAS	5 909	1 482	119 904	20.292
17	MELBOURNE-BOMBAY	6 633	4 368	139 762	21.071
18	SYDNEY-OAKLAND	6 859	377	139 762	20.376
19	SYDNEY-GENOA	10 178	1 144	146 574	14.401
20	SYDNEY-TILBURY	13 050	507	146 574	11.232
1	BELGIQUE				
1	OSTENDE-DOUVRES	62	2 909 400	13 470	217.258
2	ANVERS-CRISTOBAL	4 743	4 229	106 895	22.537
3	ANVERS-BUENAVENTURA	5 143	8 616	117 886	22.922
4	ANVERS-MATAOI	5 602	737	117 886	21.044
5	ANVERS-GUYAQUIL	5 758	6 665	117 886	20.473
6	ANVERS-CALLAO	6 408	11 154	127 874	19.955
7	ANVERS-VALPARAISO	7 888	3 006	136 870	17.352
8	ANVERS-HO CHI MINH	8 980	18 692	143 857	16.020
9	ANVERS-HAIPHONG	9 705	11 041	150 856	15.544
1	CANADA				
1	MONTREAL-HAVANA	2 587	23 400	51 187	19.786
1	CHILI				
1	VALPARAISO-ANTOFAGASTA	570	78 780	60 223	105.654
2	VALPARAISO-CALLAO	1 383	156	85 873	62.092
3	VALPARAISO-CRISTOBAL	3 222	1 482	122 677	38.075
1	DANEMARK				
1	DRAGOR-LINHAMN	14	922 805	14 862	1 061.571
2	KOBENHAVN-OSLO	280	183 547	18 740	66.929
3	KOBENHAVN-REYKJAVIK	1 510	4 160	72 051	47.716

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/mm
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
ESPAGNE					
1	ALGECIRAS-TANGER	32	71 591	40 304	1 259.500
FRANCE					
1	CALAIS/DUNKERQUE-FOLKESTONE/DOUVRES	31	1 085 436	20 523	662.032
2	MARSEILLE-ALGER	405	191 052	23 131	57.114
3	MARSEILLE-TUNIS	471	69 678	23 131	49.110
4	MARSEILLE-CASABLANCA	948	117 450	25 394	26.787
5	MARSEILLE-HAIFA	1 640	53 478	38 015	23.180
6	BORDEAUX-DAKAR	2 223	17 784	39 280	17.670
7	LE HAVRE-MONTREAL	3 099	120 042	38 667	12.477
8	LE HAVRE-NEW YORK	3 260	688 140	38 667	11.861
9	BORDEAUX-ABIDJAN	3 380	23 544	45 265	13.392
10	BORDEAUX-COTONOU	3 798	36 072	48 065	12.655
11	BORDEAUX-DOUALA	4 313	21 438	51 210	11.873
12	MARSEILLE-MOMBASA	4 620	9 270	54 394	11.774
13	MARSEILLE-BOMBAY	4 834	51 570	54 394	11.252
14	BORDEAUX-POINTE NOIRE	4 908	34 434	55 545	11.317
15	MARSEILLE-MADAGASCAR	5 671	14 688	49 715	8.767
16	LE HAVRE-LE CAP	6 030	68 688	49 715	8.245
17	MARSEILLE-SINGAPOUR	6 544	15 768	62 987	9.625
18	MARSEILLE-HONG KONG	7 913	14 328	66 593	8.416
19	LE HAVRE-TOKYO	10 812	6 030	60 762	5.620
20	LE HAVRE-SYDNEY	12 864	40 680	81 630	6.346
GRANDE-BRETAGNE					
1	DOVER/FOLKESTONE-CALAIS/DUNKERQUE	31	23 974	8 838	285.097
2	HOLYHEAD-DUBLIN	57	287 935	4 419	77.526
3	DOVER-OSTEND	62	69 214	8 838	142.546
4	HARWICH-HOOK OF HOLLAND	112	17 362	22 095	197.277
5	HARWICH-ESBJERG	232	13 926	26 514	114.284
6	LONDON-PIRAEUS	2 815	8 146	66 285	23.547
7	LONDON/LIVERPOOL-FREETOWN	2 995	9 381	97 218	32.460
8	LONDON-ALEXANDRIA	3 107	17 031	39 771	12.800
9	LONDON/LIVERPOOL-TEMA/TAKORADI	3 935	22 092	97 218	24.706
10	LONDON-JEDDAH	3 960	14 466	92 799	23.434
11	LONDON/LIVERPOOL-APAPA	4 225	68 157	97 218	23.010
12	LONDON/LIVERPOOL-DOUALA	4 565	6 331	97 218	21.296
13	NEWHAVEN-RIO DE JANEIRO	5 077	9 100	150 246	29.593
14	SOUTHAMPTON-CAPE TOWN	5 995	40 187	79 542	13.268
15	FELIXSTOWE/LONDON-BOMBAY	6 366	22 639	53 028	8.330
16	LONDON-KUWAIT	6 705	7 592	101 637	15.158
17	SOUTHAMPTON-PORT KELANG	7 895	11 895	44 190	5.597
18	FELIXSTOWE/SOUTHAMPTON-HONG KONG	9 560	8 528	35 352	3.698
19	SOUTHAMPTON-TOKYO	11 000	20 168	48 609	4.419
20	LONDON-MELBOURNE/SYDNEY	11 487	34 200	106 056	9.233
INDE					
1	RAMESHWARAN-TALIMANNAR	24	12 805	297	12.375
2	CALCUTTA-RANGOON	787	1 588	19 535	24.822
3	MADRAS-SINGAPOUR	1 420	351	18 348	12.851
4	BOMBAY-ADEN	1 660	2 106	11 970	7.211
5	BOMBAY-BAHRAIN	1 669	238	18 172	10.888
6	BOMBAY-KHORAMSHAHR	2 132	591	18 172	8.523
7	BOMBAY-BASRAH	2 153	732	18 172	8.440
8	BOMBAY-HODEIDAH	2 270	1 703	18 932	8.340
9	CALCUTTA-HONG KONG	3 187	328	57 009	17.888
10	BOMBAY-ALEXANDRIA	3 348	1 495	38 373	11.461
11	CALCUTTA-KOBE	4 747	2 340	36 599	7.710
12	BOMBAY-MARSEILLES	10 445	3 692	60 200	5.764
13	BOMBAY-GENOVA PORT	10 610	2 470	60 200	5.674
14	BOMBAY-AVONMOUTH	10 773	8 723	60 200	5.588
15	BOMBAY-NEW YORK	11 450	312	89 444	7.812
16	BOMBAY-HAMBURG	13 277	234	60 200	4.534
ITALIE					
1	SIRACUSA-LA VALLETTA	83	164 125	39 793	479.434
2	BRINDISI-PATRASSO	324	15 405	55 098	170.056
3	NAPOLI-HAIFA	1 185	95 355	76 525	64.578
4	NAPOLI-TEL AVIV	1 191	48 815	76 525	64.253
5	GENOVA-HAIFA	1 467	69 160	76 525	52.164
6	GENOVA-TEL AVIV	1 502	50 960	85 708	57.063
7	GENOVA-MONTREAL	4 027	15 535	125 501	31.165
8	GENOVA-NEW YORK	4 061	90 740	125 501	30.904
9	NAPOLI-NEW YORK	4 163	5 070	125 501	30.147
10	GENOVA-BOMBAY	4 465	2 600	125 501	28.108
11	GENOVA-LA GUAYRA	4 520	46 865	125 501	27.766
12	GENOVA-RIO DE JANEIRO	5 070	27 235	134 684	26.565
13	GENOVA-SANTOS	5 268	3 965	134 684	25.566
14	GENOVA-MONTEVIDEO	6 149	19 890	146 928	23.895
15	GENOVA-BUENOS AIRES	6 265	37 765	146 928	23.452
16	GENOVA-SINGAPORE	6 452	1 820	146 928	22.772
17	GENOVA-DJAKARTA	6 693	1 755	146 928	21.952
18	GENOVA-VALPARAISO	8 060	2 405	162 333	20.128
19	GENOVA-MELBOURNE	9 256	54 470	168 355	18.189
20	GENOVA-SYDNEY	9 715	33 540	168 355	17.329
21	GENOVA-KOBE	10 123	9 360	174 477	17.236
22	GENOVA-AUCKLAND	10 777	2 795	174 477	16.190
JAPON					
1	SHIMONOSEKI-BUSAN	123	94 601	43 200	351.220
2	YOKOHAMA-NAKHODKA	946	351	79 300	83.721
3	KOBE-XINGANG	1 069	357 357	92 400	86.436
4	YOKOHAMA-KEELUNG	1 139	4 888	92 400	81.124
5	YOKOHAMA-MANILA	1 869	4 407	104 400	55.859
6	KOBE-SINGAPORE	2 812	2 028	123 600	43.954

Parcours No	Pays et Parcours	Longueur en mm	Poids en kg	Prix en c/o par 1000kg	Prix en c/o par t/mm
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4	Col.5	Col.6
7	YOKOHAMA-KOTA KINABALU	2 911	2 002	114 000	39.162
8	YOKOHAMA-BANGKOK	3 018	2 522	123 600	40.954
9	YOKOHAMA-TANJUNGPRIOK (DJAKARTA)	3 361	2 899	132 000	39.274
10	YOKOHAMA-HONOLULU	3 397	1 209	140 000	41.213
11	KOBE-SYDNEY	4 412	23 010	150 000	33.998
12	YOKOHAMA-VANCOUVER	4 429	11 778	150 000	33.868
13	YOKOHAMA/KOBE-OAKLAND	4 685	155 675	150 000	32.017
14	YOKOHAMA-COLOMBO	4 715	1 014	150 000	31.813
15	KOBE-AUCKLAND	4 862	3 757	150 000	30.852
16	YOKOHAMA-CALCUTTA	5 136	5 109	150 000	29.206
17	KOBE-RIO DE JANEIRO	12 487	1 170	219 600	17.586
KENYA					
1	MOMBASA-MOGADISHU	526	1 014	21 533	40.937
2	MOMBASA-TANANARIVE	1 654	1 014	24 391	14.747
3	MOMBASA-HAIFA	3 381	2 028	48 783	14.429
PAYS-BAS					
1	ROTTERDAM-MONTREAL	3 205	156	43 200	13.479
2	AMSTERDAM-PARAMARIBO	4 083	1 573	79 448	19.458
3	AMSTERDAM-WILLEMSTAD	4 278	1 872	126 391	29.544
4	AMSTERDAM-GEORGETOWN	4 471	689	79 448	17.770
5	AMSTERDAM-PUERTO LIMON	5 113	4 628	120 268	23.522
6	AMSTERDAM-BARRANQUILLA	5 308	3 406	120 268	22.658
7	AMSTERDAM-CORINTO	5 538	3 107	95 776	17.294
8	AMSTERDAM-ACAJUTLA	5 785	6 890	95 776	16.556
PORTUGAL					
1	LISBOA-S. VICENTE	1 555	7 469	73 922	47.538
2	LISBOA-BISSAU	2 227	7 579	80 720	36.246
3	LISBOA-LUANDA	3 996	38 032	99 412	24.878
4	LISBOA-MAPUTO	6 661	858	124 053	18.624
SRI LANKA					
1	COLOMBO-MALE	480	8 424	6 226	12.971
SUEDE					
1	HELSINGBORG-HELSINGBÖR	3	96 967	29 640	9 880.000
2	TRELLEBORG-SASSNITZ	54	5 564	57 000	1 055.556
3	STOCKHOLM-TURKU	160	118 105	9 500	59.375
4	STOCKHOLM-HELSINKI	243	301 012	9 880	40.658
5	GÖTEBORG-HALIFAX	2 860	76 765	25 840	9.035
THAILANDE					
1	BANGKOK-SINGAPOUR	800	5 278	23 206	29.008
2	BANGKOK-HONG KONG	1 500	1 976	23 772	15.848
YEMEN R. DEM. POP					
1	ETHIOPIE	356	936	4 936	13.865
2	SOMALIE	1 131	8 905	9 530	8.426
ZAIRE					
1	KINSHASA-BRAZZAVILLE	7	18 256	26 033	3 719.000
2	KINSHASA-ILEBO	796	14 417	26 033	32.705

Éléments de base pour le calcul de la courbe des prix moyens mondiaux pondérés

A. Transports territoriaux (Prix sur la base des 15 marchandises)

Pays	Nom- bre de par- cours prix	Somme par pays des poids annuels en kg	Sans tenir compte des poids indiqués à la colonne 3: Somme par pays				Compte tenu des poids indiqués à la colonne 3: Somme par pays			
			des log des distances	des log des prix par tonne-km	des produits des 2 log	des carrés des log des distances	des log des distances	des log des prix par tonne-km	des produits des 2 log	des carrés des logs des distances
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFRIQUE DU SUD	2	1416155	6.4554291	4.1363014	13.3422402	20.8494940	4486466.31	2983552.75	9449282.4	14217717.21
ALLEMAGNE (RFA)	10	2565216	26.8470489	24.1943605	64.6677084	72.4934933	6825471.17	6271086.82	16637162.9	18237497.22
AMERIQUE (USA)	12	352209	39.9956921	13.5203306	44.6956735	134.4127053	1164647.79	396446.00	1303665.4	3874919.20
ARGENTINE	2	192092	6.3387768	2.8192953	8.9286715	20.1146709	605221.87	271769.62	855629.3	1909162.94
AUTRICHE	20	9703902	44.2446987	38.2322196	84.5897239	101.4144796	21437199.13	16851832.12	36996791.8	48549837.10
BELGIQUE	9	11599955	20.9700089	16.4713446	38.3047060	49.0062922	26900964.25	20750382.44	48134742.0	62525847.06
BRESIL	1	3991	3.1861082	1.1101519	3.5370637	10.1512854	12715.76	4430.62	14116.4	40513.78
CANADA	2	90800	5.7708636	2.7307326	7.8793648	16.7694996	241928.10	123971.39	330310.3	645519.20
CHILI	3	94038	7.3060981	4.9642951	12.2370664	17.8593403	243965.22	188637.21	492189.9	634193.96
DANEMARK	3	1734873	6.3604417	5.9521772	12.4659570	13.7541198	4004249.16	3050611.95	7047852.2	9245515.20
ESPAGNE	5	1292876	14.5016213	7.4603360	21.6373905	42.2506426	3647058.24	1929084.70	5441730.9	10295404.21
FRANCE	27	10613299	77.7404739	49.6269159	141.8415318	225.5553301	30831608.94	18860379.32	54589977.5	89949470.90
INDE	6	67000	18.5158739	6.2513537	19.2161658	58.7501665	214981.43	70144.63	224799.4	696579.03
ITALIE	20	2052765	56.6913782	31.9462883	89.8959191	161.5627003	5712783.34	3329462.09	9241425.5	15930553.71
JAPON	4	130195	11.5227486	5.0833590	14.5845765	33.2889643	375543.34	168583.13	484870.5	1086414.47
JORDANIE	1	11913	2.5250446	1.1984920	3.0262457	6.3758502	30080.86	14277.64	36051.6	75955.50
KENYA	1	198354	3.0354298	1.1017815	3.3443803	9.2138340	602089.64	218542.77	663371.2	1827600.83
PAYS-BAS	5	30602	10.3210922	10.3312301	21.2271866	21.4271201	63032.15	63517.99	130665.6	130024.66
PORTUGAL	1	22958	2.6374897	1.2721667	3.3553263	6.9563519	60551.49	29206.40	77031.5	159703.93
SUEDE	10	1021369	26.1557983	20.6754823	53.9202332	68.6980206	2665308.36	2128299.37	5529975.5	6992358.18
SUISSE	3	3257998	7.1737054	5.0198802	11.9915738	17.1785067	7911415.62	5392419.65	13081331.0	19236928.11
SYRIENNE (R.ARA)	2	51324	5.4055989	3.5841063	9.6832769	14.6140926	140414.36	90279.49	246947.8	384194.09
ZAIRE	3	47089	8.6619864	5.7504562	16.5516368	25.1706239	127812.37	92706.59	250836.3	349367.46
ZIMBABWE	1	373334	2.7795965	1.8033753	5.0126553	7.7261567	1037717.88	673261.31	1871394.6	2884436.99

TOTAUX 153 46924307 415.1430038 265.2364245 705.9362740 1155.5937409 119343226.78 83952886.00 213132152.52 309879714.94

$$= S_k \quad = S_x \quad = S_y \quad = S_{x \cdot y} \quad = S_{x^2} \quad = S_{k \cdot x} \quad = S_{k \cdot y} \quad = S_{k \cdot x \cdot y} \quad = S_{x^2}$$

LES VALEURS DES CONSTANTES a ET b DE L'EQUATION DE LA COURBE DES PRIX MOYENS PONDERES OBTENUS GRACE AUX ELEMENTS DE CALCULS CI-DESSUS SONT: a = 1.943 7990 b = -0.060 8207

L'EQUATION DE LA COURBE DES PRIX MONDIAUX PONDERES SE PRESENTE COMME SUIT:

$$y = \frac{1.9437990}{x^{0.0608207}}$$

POUR LES TRANSPORTS TERRITORIAUX.

B. Transports territoriaux (Prix effectivement payés en 1978)

Pays	Nombre de par-cours	Somme par pays des poids annuels en kg	Sans tenir compte des poids indiqués à la colonne 3: Somme par pays				Compte tenu des poids indiqués à la colonne 3: Somme par pays			
			des log des distances	des log des prix par tonne-km	des produits des 2 Log	des carrés des log des distances	des Log des distances	des log des prix par tonne-km	des produits des 2 Log	des carrés des logs des distances
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFRIQUE DU SUD	2	1416155	6.4554291	2.7178168	8.7591250	20.8494940	4486466.31	2008902.37	6360010.7	14217717.21
ALLEMAGNE (RFA)	20	9212761	55.7755826	39.6347215	110.4571933	156.2261409	25962509.40	18332418.24	51635600.3	73327895.04
AMERIQUE (USA)	11	318721	37.2665274	9.6628538	32.6068623	126.9643654	1073253.52	275823.75	927500.0	3625489.19
ARGENTINE	2	691635	6.3387768	2.8397901	8.9954132	20.1146709	2203378.88	979758.12	3119581.9	7027753.38
BELGIQUE	9	12083291	20.9700089	18.4883552	42.9317320	49.0062922	28021848.43	24954475.22	57724029.4	65131115.84
CANADA	2	90800	5.7708636	2.1458809	6.1820102	16.7694996	241928.10	99085.81	263928.2	645519.20
DANEMARK	3	1734873	6.3604417	4.7429632	9.7867317	13.7541198	4004249.16	2416754.49	5574761.4	9245515.20
ESPAGNE	3	2120456	8.7460556	4.1410587	11.8501742	25.5738722	5996038.24	3470677.64	9765684.3	16971607.91
FRANCE	27	10613299	77.7404739	55.7503089	160.5208923	225.5553301	30831608.94	21914777.71	63662372.2	89949470.90
GRANDE-BRETAGNE	10	616524	25.4458060	24.6096790	62.6201630	65.1872559	1635277.77	1516888.83	4023387.4	4348371.01
INDE	8	331435	26.3433221	8.7788920	28.9081472	86.8032452	1105936.16	363704.03	1213611.7	3690820.61
ITALIE	19	2026158	53.6781195	32.7656010	92.3636356	152.4829724	5624063.00	3579512.78	9928651.0	15653378.86
JAPON	3	100347	8.4941773	3.5628154	10.0437824	24.1167202	297936.40	110108.17	325799.1	886309.47
KENYA	1	198354	3.0354298	1.8344399	5.5683132	9.2138340	602089.64	363868.49	1104497.2	1827600.83
PAYS-BAS	3	1418575	6.7019482	5.8582622	13.0692414	15.0290812	3261048.96	2720429.47	6252650.5	7503327.68
PORTUGAL	1	18151	2.6374897	0.8981764	2.3689307	6.9563519	47873.08	16302.80	42998.4	126264.74
SUEDE	10	1021369	26.1557983	13.2613797	34.5469144	68.6980206	2665308.36	1386174.41	3590980.6	6992358.18
SUISSE	3	4709887	7.1737054	7.7623924	18.5616838	17.1785067	11398983.37	12186583.28	29494224.9	27624811.77
SYRIENNE (R.ARA)	2	49088	5.4283421	3.4756590	9.4274372	14.7395443	131964.36	86575.44	232625.8	354879.56
THAILANDE	1	10816	2.7951847	1.5963113	4.4619846	7.8130575	30232.72	17265.70	48260.8	84506.03
YOUgoslavie	19	4251247	55.3283333	26.6252737	76.9612481	161.8155527	12723674.45	5023714.11	14965549.8	38159879.42
ZIMBABWE	1	373334	2.7795965	1.4224584	3.9538601	7.7261567	1037717.88	531052.08	1476110.4	2884436.99
TOTAUX	160	53407276	451.4214125	272.5750816	754.9454759	1292.5740844	143383387.13	102354852.94	271732817.00	390279029.02
			$= S_k$ i	$= S_x$ i	$= S_y$ i	$= S_{x \cdot y}$ $i \cdot i$	$= S_{x^2}$ i	$= S_{k \cdot x}$ $i \cdot i$	$= S_{k \cdot y}$ $i \cdot i$	$= S_{k \cdot x \cdot y}$ $i \cdot i \cdot i$
									$= S_{k^2}$ $i \cdot i$	

LES VALEURS DES CONSTANTES a ET b DE L'EQUATION DE LA COURBE DES PRIX MOYENS PONDERES OBTENUS GRACE AUX ELEMENTS DE CALCULS CI-DESSUS SONT: a = 3.456 7511 b = -0.573 7123

L'EQUATION DE LA COURBE DES PRIX MONDIAUX PONDERES SE PRESENTE COMME SUIT:

$$y = \frac{3.4567511}{x^{-0.5737123}}$$

POUR LES TRANSPORTS TERRITORIAUX.

C. Transports territoriaux (Prix effectivement payés en 1983)

Pays	Nom- bre de par- cours prix	Somme par pays des poids annuels en kg	Sans tenir compte des poids indiqués à la colonne 3: Somme par pays				Compte tenu des poids indiqués à la colonne 3: Somme par pays			
			des log des distances	des log des prix par tonne-km	des produits des 2 log	des carrés des log des distances	des log des distances	des log des prix par tonne-km	des produits des 2 log	des carrés des logs des distances
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFRIQUE DU SUD	2	1416155	6.4554291	3.1102495	10.0257863	20.8494940	4486466.31	2286771.66	7240317.9	14217717.21
ALLEMAGNE (RFA)	20	6978842	55.7755826	39.8041011	110.9287579	156.2261409	19548076.95	13939090.28	39022850.2	54931663.16
AMERIQUE (USA)	12	352209	39.9956921	12.9549256	42.8166839	134.4127053	1164647.79	389115.27	1279917.1	3874919.20
ARGENTINE	2	192192	6.3387768	2.5818656	8.1788982	20.1146709	605527.71	248697.53	783179.4	1910098.33
BELGIQUE	9	11599955	20.9700089	17.7626425	41.2408226	49.0062922	26900964.25	23020932.24	53245907.8	62525847.06
BRESIL	1	3991	3.1861082	1.6905238	5.3861914	10.1512854	12715.76	6746.88	21496.2	40513.78
CANADA	2	90800	5.7708636	2.5568350	7.3688547	16.7694996	241928.10	117562.21	313165.2	645519.20
CHILI	3	93938	7.3060981	4.6768975	11.4767478	17.8593403	243733.00	165853.30	431960.6	633654.69
DANEMARK	3	1734873	6.3604417	4.8246160	9.9598479	13.7541198	4004249.16	2463970.99	5683741.5	9245515.20
ESPAGNE	7	1296581	21.0710765	7.8744834	23.9087056	63.8393550	3659134.23	2072083.16	5828907.6	10334780.24
FRANCE	27	10613249	77.7404739	59.5120042	171.3514416	225.5553301	30831460.42	23393100.05	67956866.4	89949029.75
GRANDE-BRETAGNE	10	616524	25.4458060	22.4049359	57.0100132	65.1872559	1635277.77	1380959.77	3662846.8	4348371.01
INDE	6	67000	18.5156752	7.5040322	23.1569802	58.7488394	214981.02	83794.68	268869.3	696576.31
ITALIE	20	2052765	56.6913782	36.1251619	102.0759100	161.5627003	5712783.34	3794346.59	10548903.2	15930553.71
JAPON	4	130195	11.5227486	5.2762317	15.1459730	33.2889643	375543.34	172024.87	494533.0	1086414.47
JORDANIE	1	11913	2.5250446	1.2175102	3.0742673	6.3758502	30080.86	14504.20	36623.7	75955.50
KENYA	1	198354	3.0354298	1.9321437	5.8648865	9.2138340	602089.64	383248.44	1163323.7	1827600.83
PAYS-BAS	5	30602	10.3210922	9.9210285	20.4826496	21.4271201	63032.15	62999.45	129728.5	130024.66
PORTUGAL	1	22958	2.6374897	1.0461830	2.7592968	6.9563519	60551.49	24018.27	63347.9	159703.93
SUEDE	10	1021369	26.1557983	13.5251213	35.1993643	68.6980206	2665308.36	1424662.68	3683644.8	6992358.18
SUISSE	3	3257998	7.1737054	6.8502085	16.3764887	17.1785067	7911415.62	7419730.12	18013233.4	19236928.11
SYRIENNE (R.ARA)	2	51324	5.4055989	3.5841063	9.6832769	14.6140926	140414.36	90279.49	246947.8	384194.09
THAILANDE	1	153790	2.7951847	1.9001375	5.3112352	7.8130575	429871.46	292222.15	816814.8	1201570.11
YUGOSLAVIE	19	3171571	55.3296553	19.5668010	56.3108525	161.8222064	9489125.62	2650469.22	7859124.4	28461897.68
ZAIRE	3	47089	8.6619864	6.0159695	17.2094606	25.1706239	127812.37	102577.69	275973.9	349367.46
ZIMBABWE	1	373334	2.7795965	1.7464318	4.8543754	7.7261567	1037717.88	652002.37	1812303.3	2884436.99
TOTAUX	175	45579571	489.9667413	295.9651378	817.1577681	1394.3218140	122194908.96	86651763.56	230884529.47	332075210.86
		= Sk _i	= Sx _i	= Sy _i	= Sx _i y _i	= Sx _i ²	= Sk x _i	= Sk y _i	= Sk x _i y _i	= Sk _i x _i ²

LES VALEURS DES CONSTANTES a ET b DE L'EQUATION DE LA COURBE DES PRIX MOYENS PONDERES OBTENUS GRACE AUX ELEMENTS DE CALCULS CI-DESSUS SONT: a = 2.751 4756 b = -0.317 1926

L'EQUATION DE LA COURBE DES PRIX MONDIAUX PONDERES SE PRESENTE COMME SUIV:

$$y = \frac{2.7514756}{x^{0.3171926}}$$

D. Transports maritimes (Prix sur la base des 15 marchandises)

Pays	Nom- bre de par- cours prix	Somme par pays des poids annuels en kg	Sans tenir compte des poids indiqués a la colonne 3: Somme par pays				Compte tenu des poids indiqués a la colonne 3: Somme par pays			
			des log des distances	des log des prix par tonne-mm	des produits des 2 log	des carrés des log des distances	des log des distances	des log des prix par tonne-mm	des produits des 2 log	des carrés des logs des distances
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFRIQUE DU SUD	1	69433	3.7765560	1.8001396	6.7983276	14.2623752	262217.61	124989.09	472028.2	990279.50
ALLEMAGNE (RFA)	22	1461749	83.3814560	32.7713625	123.0391774	318.2089920	5068103.35	2116777.92	7248187.2	17857129.07
AMERIQUE (USA)	9	189725	30.2822277	14.6717768	48.6269747	102.4594387	636247.27	306015.47	1014026.0	2143000.30
ARGENTINE	6	9674	22.0068130	7.4852149	27.0152052	81.2604473	36147.32	11481.39	42502.2	135559.74
AUSTRALIE	19	174889	66.5817970	30.1717677	104.3517460	235.0614310	588139.20	289804.10	966946.1	1984942.55
BELGIQUE	9	2973240	32.3322369	10.3092830	34.5206521	119.8908915	5461683.12	6861779.88	12428794.5	10301305.69
CANADA	1	23400	3.4127962	1.6799907	5.7334658	11.6471779	79859.43	39311.78	134163.1	272543.96
CHILI	3	80418	9.4048224	5.2636982	16.2183920	29.7665538	222796.83	170407.24	471266.0	618099.75
DANEMARK	5	1734873	8.2493840	14.1981476	19.4509937	18.6357294	1965826.28	5454800.25	5635333.4	2714008.05
ESPAGNE	1	71591	1.5051499	2.5469668	3.8335668	2.2654762	107755.19	182339.90	274448.8	162187.71
FRANCE	20	2679570	68.4894151	31.7364762	104.5166801	241.5003861	6984444.29	5712010.94	13113504.5	20713512.60
GRANDE-BRETAGNE	20	712324	65.4435291	30.0261739	90.8059432	227.8660739	1857232.40	1320458.99	3073400.6	5532045.05
ITALIE	17	530270	61.4938996	16.7602578	57.6582582	227.3787841	1673886.97	653552.07	1847450.0	5679198.68
JAPON	17	673777	58.0022774	17.0832271	57.2485653	201.0422525	2087307.74	706712.55	2104607.8	6632145.83
KENYA	3	4050	9.4685659	3.6207240	11.1190378	30.2168906	13158.40	4530.41	14306.1	43193.72
PAYS-BAS	8	22321	29.3377154	8.8869349	32.6101576	107.6383666	82943.52	24948.18	92677.8	308271.53
PORTUGAL	4	53938	13.9646154	6.4227059	22.2751036	48.9855326	189469.02	88317.41	309643.9	666910.78
SRI LANKA	1	8424	2.6812411	1.1129065	2.9839706	7.1890538	22586.78	9375.12	25136.9	60560.59
SUEDE	5	598413	10.2556069	12.3274538	20.7735056	25.7245589	1299645.63	1336529.70	2496418.3	3242708.51
YEMEN R.DEM.POP	2	9841	5.6049126	2.5986147	7.2096637	15.8335309	29579.25	11630.21	34833.7	89120.22
ZAIRE	2	32673	3.7460110	5.1765634	7.5825417	9.1294863	57250.57	88513.07	121049.6	134361.59
TOTAUX	175	12114593	589.4210286	256.6503772	804.3719287	2075.9634293	28726280.17	25514285.67	51920725.70	80281085.42
		= Sk	= Sx	= Sy	= Sx y	= Sx ²	= Sk x	= Sk y	= Sk x y	= Sk ²
		i	i	i	i i	i	i i	i i	i i i	i i

LES VALEURS DES CONSTANTES a ET b DE L'EQUATION DE LA COURBE DES PRIX MOYENS PONDERES OBTENUS GRACE AUX ELEMENTS DE CALCULS CI-DESSUS SONT: a = 3.778 3264 b = -0.705 2289

L'EQUATION DE LA COURBE DES PRIX MONDIAUX PONDERES SE PRESENTE COMME SUIVANT:

$$y = \frac{3.7783264}{x^{-0.7052289}} \quad \text{POUR LES TRANSPORTS MARITIMES.}$$

E. Transports maritimes (Prix effectivement payés en 1978)

Pays	Nom- bre de par- cours prix	Somme par pays des poids annuels en kg	Sans tenir compte des poids indiqués à la colonne 3: Somme par pays				Compte tenu des poids indiqués à la colonne 3: Somme par pays			
			des log des distances	des log des prix par tonne-mm	des produits des 2 log	des carrés des log des distances	des log des distances	des log des prix par tonne-mm	des produits des 2 log	des carrés des logs des distances
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFRIQUE DU SUD	1	69433	3.7765560	1.0842903	4.0948830	14.2623752	262217.61	75285.53	284320.0	990279.50
ALLEMAGNE (RFA)	22	1339819	83.3814560	23.2315656	86.3475753	318.2089920	4702212.59	1712989.48	5757198.8	16824205.65
AMERIQUE (USA)	9	189725	30.2822277	12.0157352	39.9252689	102.4594387	636247.27	255014.61	846985.1	2143000.30
ARGENTINE	6	15960	22.0650244	6.4097486	23.2012844	81.6125961	55642.30	19459.13	66117.6	196165.64
AUSTRALIE	20	199758	69.7955801	28.2226820	97.5880297	245.3898328	668062.77	289182.46	962480.4	2241799.57
BELGIQUE	7	1862531	24.3919653	8.9926517	29.1745330	88.3663665	3435550.61	4347242.05	7899941.4	6522994.63
CANADA	1	23400	3.4127962	1.1465311	3.9128766	11.6471779	79859.43	26828.83	91561.3	272543.96
DANEMARK	3	1110512	6.7722627	6.2005198	12.3562881	17.4080847	1520045.61	3091719.21	3962972.0	2353431.87
ESPAGNE	1	154054	1.5051499	2.9666550	4.4652603	2.2654762	231874.36	457025.07	687891.2	349005.67
FRANCE	20	2679570	68.4894151	23.4566598	74.6411973	241.5003861	6984444.29	5000293.35	10807245.6	20713512.60
GRANDE-BRETAGNE	20	712324	65.4435291	25.1935054	75.8888016	227.8660739	1857232.40	1016433.35	2413211.2	5532045.05
INDE	16	21576	55.8900808	14.4541158	49.3578055	197.5281807	74585.92	19345.11	65371.5	260742.78
ITALIE	10	661199	36.1178311	11.4029009	40.6395716	131.1666331	2402288.71	743387.43	2675894.8	8761442.33
JAPON	16	128479	54.9979615	24.5421779	82.4254881	191.8450328	328633.89	275591.12	662459.6	902128.03
KENYA	2	685	5.9395209	2.0501256	5.8236736	17.7627320	1935.02	914.44	2523.2	5494.17
PAYS-BAS	6	528220	20.2653641	9.3802124	29.0202796	70.6097935	1208942.09	1559168.36	3354211.1	2942239.91
PORTUGAL	5	30358	17.7391795	5.6642354	19.9543950	63.1211594	108689.70	33716.43	120152.6	389862.79
SRI LANKA	1	12168	2.6812411	1.0585021	2.8380990	7.1890538	32625.34	12879.85	34533.9	87476.41
SUEDE	5	597923	10.2556069	10.8341879	17.2866957	25.7245589	1297952.01	1123213.70	1994544.3	3236854.75
THAILANDE	1	754	2.9030898	1.3368399	3.8809662	8.4279303	2188.93	1007.98	2926.2	6354.66
YEMEN R.DEM.POP	2	21099	5.6049126	3.4640045	9.6690331	15.8335309	62506.32	35506.60	104947.0	185965.25
TOTAUX	174	10359547	591.7107508	223.1078395	712.4920056	2080.1954055	25953737.17	20096204.09	42797489.69	74917545.52
			$= S_k$	$= S_x$	$= S_y$	$= S_{x \cdot y}$	$= S_{x^2}$	$= S_{k \cdot x}$	$= S_{k \cdot y}$	$= S_{k \cdot x \cdot y}$
			i	i	i	$i \cdot i$	i	$i \cdot i$	$i \cdot i$	$i \cdot i$

LES VALEURS DES CONSTANTES a ET b DE L'EQUATION DE LA COURBE DES PRIX MOYENS PONDERES OBTENUS GRACE AUX ELEMENTS DE CALCULS CI-DESSUS SONT: a = 3.851 1640 b = -0.762 9002

L'EQUATION DE LA COURBE DES PRIX MONDIAUX PONDERES SE PRESENTE COMME SUIV:

$$y = \frac{3.8511640}{x^{-0.7629002}} \quad \text{POUR LES TRANSPORTS MARITIMES.}$$

F. Transports maritimes (Prix effectivement payés en 1983)

Pays	Nom- bre de par- cours prix	Somme par pays des poids annuels en kg	Sans tenir compte des poids indiqués à la colonne 3: Somme par pays				Compte tenu des poids indiqués à la colonne 3: Somme par pays			
			des log des distances	des log des prix par tonne-mm	des log des produits des 2 log	des carrés des log des distances	des log des distances	des log des prix par tonne-mm	des produits des 2 log	des carrés des logs des distances
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
AFRIQUE DU SUD	1	69433	3.7765560	1.1358320	4.2895331	14.2623752	262217.61	78864.23	297835.1	990279.50
ALLEMAGNE (RFA)	22	1461749	83.3814560	30.0686834	112.5700455	318.2089920	5068103.35	2301884.72	7788616.0	17857129.07
AMERIQUE (USA)	9	189725	30.2822277	14.5779246	48.5487433	102.4594387	636247.27	308929.52	1027839.7	2143000.30
ARGENTINE	4	6329	15.1992678	4.4556404	16.9419839	57.7559591	24066.24	7244.36	27567.0	91515.17
AUSTRALIE	20	199758	69.7955801	29.0428245	100.4158834	245.3898328	668062.77	298198.80	992522.5	2241799.57
BELGIQUE	9	2973540	32.3322369	12.6200611	43.3919805	119.8908915	5462220.83	6880252.98	12499058.8	10302269.49
CANADA	1	23400	3.4127962	1.2963581	4.4242059	11.6471779	79859.43	30334.78	103526.4	272543.96
CHILI	3	80418	9.4048224	5.3975618	16.7542659	29.7665538	222796.83	162063.96	448497.8	618099.75
DANEMARK	3	1110512	6.7722627	6.5302275	13.2721249	17.4080847	1520045.61	3134430.28	4042610.7	2353431.87
ESPAGNE	1	71591	1.5051499	3.1001983	4.6662630	2.2654762	107755.19	221946.29	334062.4	162187.71
FRANCE	20	2679570	68.4894151	24.2786350	77.9206233	241.5003861	6984444.29	4981428.45	10863653.3	20713512.60
GRANDE-BRETAGNE	20	712324	65.4435291	27.9166911	83.4147088	227.8660739	1857232.40	1164601.20	2736895.7	5532045.05
INDE	16	39708	54.8523478	15.2793154	51.2427582	194.7402671	118257.80	37136.09	104404.1	404209.89
ITALIE	22	799630	77.6060360	33.8856943	115.6680919	279.5053748	2516355.80	1437407.40	4246061.1	8316022.60
JAPON	17	673777	58.0022774	28.3878004	94.8133283	201.0422525	2087307.74	1271442.54	3829546.7	6632145.83
KENYA	3	4056	9.4685659	3.9400558	12.2390543	30.2168906	13179.57	5170.69	16558.6	43268.44
PAYS-BAS	8	22321	29.3377154	10.3224593	37.8712035	107.6383666	82943.52	29025.53	107807.9	308271.53
PORTUGAL	4	53938	13.9646154	5.9021892	20.4560060	48.9855326	189469.02	78518.82	274902.3	666910.78
SRI LANKA	1	8424	2.6812411	1.1129735	2.9841502	7.1890538	22586.78	9375.69	25138.4	60560.59
SUEDE	5	598413	10.2556069	11.3569160	18.1959042	25.7245589	1299645.63	1171407.83	2084817.0	3242708.51
THAILANDE	2	7254	6.0791809	2.6624922	8.0570481	18.5154849	21598.47	10090.32	29940.4	64415.63
YEMEN R.DEM.POP	2	9841	5.6049126	2.0675411	5.7399012	15.8335309	29579.25	9311.50	27895.7	89120.22
ZAIRE	2	32673	3.7460110	5.0850404	7.4111235	9.1294863	57250.57	87017.89	118429.8	134361.59
TOTAUX	195	11828384	661.3938103	280.4231063	901.2889309	2326.9420409	29331225.97	23716083.87	52028188.38	83239809.65
			$= \sum_{i} S_k$	$= \sum_{i} S_x$	$= \sum_{i} S_y$	$= \sum_{i} S_x \cdot y$	$= \sum_{i} S_x^2$	$= \sum_{i} S_k \cdot x$	$= \sum_{i} S_k \cdot y$	$= \sum_{i} S_k \cdot x \cdot y$
										$= \sum_{i} S_k^2$

LES VALEURS DES CONSTANTES a ET b DE L'EQUATION DE LA COURBE DES PRIX MOYENS PONDERES OBTENUS GRACE AUX ELEMENTS DE CALCULS CI-DESSUS SONT: a = 3.605 5839 b = -0.645 4605

L'EQUATION DE LA COURBE DES PRIX MONDIAUX PONDERES SE PRESENTE COMME SUIT:

$$y = \frac{3.6055839}{x^{0.6454605}} \quad \text{POUR LES TRANSPORTS MARITIMES.}$$

**Barèmes des frais de transit calculés sur la base des courbes des prix moyens mondiaux pondérés
et de la moyenne arithmétique mondiale pondérée des frais postaux**

A. Transports territoriaux (Prix sur la base des 15 marchandises)

(Pour a= 1.9437990 et b= -0.0608207)

Echelons				Longueur mediane de l'echelon en km 2	Pour la Longueur (col.2) Prix en c-or par t/km 3	Frais de transport en c-or pour 1000 kg col.2 x col.3 4	Frais postaux en c-or pour 1000 kg 5	Frais de transit en c-or pour 1000 kg col.4 + col.5 6	PROJET DE BAREME FRAIS DE TRANSIT par kg en c-or 7
1									
JUSQU'A			300	150	64.788	9718	27200	36918	37
AU DELA DE	300	JUSQU'A	600	450	60.603	27271	27200	54471	54
-	600	-	1000	800	58.519	46815	27200	74015	74
-	1000	-	1500	1250	56.950	71188	27200	98388	98
-	1500	-	2000	1750	55.795	97641	27200	124841	125
-	2000	-	2500	2250	54.953	123644	27200	150844	151
-	2500	-	3000	2750	54.287	149289	27200	176489	176
-	3000	-	3800	3400	53.591	182209	27200	209409	209
-	3800	-	4600	4200	52.905	222201	27200	249401	249
-	4600	-	5500	5050	52.311	264171	27200	291371	291
-	5500	-	6500	6000	51.772	310632	27200	337832	338
-	6500	-	7500	7000	51.286	359002	27200	386202	386

ELEMENTS DE CALCUL POUR DETERMINER LES FRAIS DE TRANSIT PAR 1000 EN SUS:

8000	50.874	406992	27200	434192	434
9000	50.512	454608	27200	481808	482
10000	50.187	501870	27200	529070	529
11000	49.888	548768	27200	575968	576
12000	49.636	595632	27200	622832	623
13000	49.385	642005	27200	669205	669
14000	49.169	688366	27200	715566	716
15000	48.966	734490	27200	761690	762

B. Transports territoriaux (Prix effectivement payés en 1978)

(Pour a= 3.4567511 et b= -0.5737123)

Echelons	Longueur mediane de l'echelon en km	Pour La Longueur (col.2) Prix en c-or par t/km	Frais de transport en c-or pour 1000 kg col.2 x col.3	Frais postaux en c-or pour 1000 kg	Frais de transit en c-or pour 1000 kg col.4 + col.5	PROJET DE BAREME FRAIS DE TRANSIT par kg en c-or
1	2	3	4	5	6	7
JUSQU'A 300	300	150	161.566	24235	17600	41835
AU DELA DE 300	JUSQU'A 600	450	86.030	38714	17600	56314
- 600	- 1000	800	61.837	49470	17600	67070
- 1000	- 1500	1250	47.868	59835	17600	77435
- 1500	- 2000	1750	39.468	69069	17600	86669
- 2000	- 2500	2250	34.170	76883	17600	94483
- 2500	- 3000	2750	30.454	83749	17600	101349
- 3000	- 3800	3400	26.961	91667	17600	109267
- 3800	- 4600	4200	23.880	100296	17600	117896
- 4600	- 5500	5050	21.485	108499	17600	126099
- 5500	- 6500	6000	19.464	116784	17600	134384
- 6500	- 7500	7000	17.817	124719	17600	142319

ELEMENTS DE CALCUL POUR DETERMINER LES FRAIS DE TRANSIT PAR 1000 EN SUS:

8000	16.502	132016	17600	149616	150
9000	15.425	138825	17600	156425	156
10000	14.519	145190	17600	162790	163
11000	13.748	151228	17600	168828	169
12000	13.078	156936	17600	174536	175
13000	12.489	162357	17600	179957	180
14000	11.971	167594	17600	185194	185
15000	11.506	172590	17600	190190	190

C. Transports territoriaux (Prix effectivement payés en 1983)

(Pour a= 2.7514756 et b= -0.3171926)

Echelons				Longueur mediane de l'echelon en km	Pour la longueur (col.2) Prix en c-or par t/km	Frais de transport en c-or pour 1000 kg col.2 x col.3	Frais postaux en c-or pour 1000 kg	Frais de transit en c-or pour 1000 kg col.4 + col.5	PROJET DE BAREME FRAIS DE TRANSIT par kg en c-or
1				2	3	4	5	6	7
JUSQU'A			300	150	115.153	17273	27200	44473	44
AU DELA DE	300	JUSQU'A	600	450	81.278	36575	27200	63775	64
-	600	-	1000	800	67.713	54170	27200	81370	81
-	1000	-	1500	1250	58.772	73465	27200	100665	101
-	1500	-	2000	1750	52.829	92451	27200	119651	120
-	2000	-	2500	2250	48.783	109762	27200	136962	137
-	2500	-	3000	2750	45.769	125865	27200	153065	153
-	3000	-	3800	3400	42.793	145496	27200	172696	173
-	3800	-	4600	4200	40.019	168080	27200	195280	195
-	4600	-	5500	5050	37.746	190617	27200	217817	218
-	5500	-	6500	6000	35.733	214398	27200	241598	242
-	6500	-	7500	7000	34.031	238217	27200	265417	265

ELEMENTS DE CALCUL POUR DETERMINER LES FRAIS DE TRANSIT PAR 1000 EN SUS:

8000	32.619	260952	27200	288152	288
9000	31.425	282825	27200	310025	310
10000	30.393	303930	27200	331130	331
11000	29.490	324390	27200	351590	352
12000	28.686	344232	27200	371432	371
13000	27.962	363506	27200	390706	391
14000	27.313	382382	27200	409582	410
15000	26.722	400830	27200	428030	428

D. Transports maritimes (Prix sur la base des 15 marchandises)

(Pour a= 3.7783264 et b= -0.7052289)

Echelons				Longueur de l'échelon en mm	Pour la longueur (col.2) Prix en c-or par t/mm	Frais de transport en c-or pour 1000 kg col.2 x col.3	Frais postaux en c-or pour 1000 kg	Frais de transit en c-or pour 1000 kg col.4 + col.5	PROJET DE BAREME FRAIS DE TRANSIT par kg en c-or
1				2	3	4	5	6	7
JUSQU'À		JUSQU'À		300	150	175.277	26292	21100	47392
AU DELÀ DE	300		600	450	80.765	36344	21100	57444	57
-	600	-	1000	800	53.830	43064	21100	64164	64
-	1000	-	1500	1250	39.294	49118	21100	70218	70
-	1500	-	2000	1750	30.997	54245	21100	75345	75
-	2000	-	2500	2250	25.961	58412	21100	79512	80
-	2500	-	3000	2750	22.533	61966	21100	83066	83
-	3000	-	3500	3250	20.032	65104	21100	86204	86
-	3500	-	4000	3750	18.106	67898	21100	88998	89
-	4000	-	5000	4500	15.923	71654	21100	92754	93
-	5000	-	6000	5500	13.820	76010	21100	97110	97
-	6000	-	7000	6500	12.286	79859	21100	100959	101
-	7000	-	8000	7500	11.105	83288	21100	104388	104

ELEMENTS DE CALCUL POUR DETERMINER LES FRAIS DE TRANSIT PAR 1000 EN SUS:

8500	10.167	86420	21100	107520	108
9500	9.399	89291	21100	110391	110
10500	8.760	91980	21100	113080	113
11500	8.215	94473	21100	115573	116
12500	7.746	96825	21100	117925	118
13500	7.337	99050	21100	120150	120
14500	6.976	101152	21100	122252	122

E. Transports maritimes (Prix effectivement payés en 1978)

(Pour a= 3.8511640 et b= -0.7629002)

Echelons				Longueur mediane de l'echelon en mm	Pour la longueur (col.2) Prix en c-or par t/mm	Frais de transport en c-or pour 1000 kg col.2 x col.3	Frais postaux en c-or pour 1000 kg	Frais de transit en c-or pour 1000 kg col.4 + col.5	PROJET DE BAREME FRAIS DE TRANSIT par kg en c-or
1				2	3	4	5	6	7
JUSQU'A			300	150	155.261	23289	18300	41589	42
AU DELA DE	300	JUSQU'A	600	450	67.152	30218	18300	48518	49
-	600	-	1000	800	43.297	34638	18300	52938	53
-	1000	-	1500	1250	30.800	38500	18300	56800	57
-	1500	-	2000	1750	23.826	41696	18300	59996	60
-	2000	-	2500	2250	19.672	44262	18300	62562	63
-	2500	-	3000	2750	16.879	46417	18300	64717	65
-	3000	-	3500	3250	14.858	48289	18300	66589	67
-	3500	-	4000	3750	13.321	49954	18300	68254	68
-	4000	-	5000	4500	11.592	52164	18300	70464	70
-	5000	-	6000	5500	9.946	54703	18300	73003	73
-	6000	-	7000	6500	8.757	56921	18300	75221	75
-	7000	-	8000	7500	7.851	58883	18300	77183	77

ELEMENTS DE CALCUL POUR DETERMINER LES FRAIS DE TRANSIT PAR 1000 EN SUS:

8500	7.136	60656	18300	78956	79
9500	6.554	62263	18300	80563	81
10500	6.073	63767	18300	82067	82
11500	5.665	65148	18300	83448	83
12500	5.316	66450	18300	84750	85
13500	5.013	67676	18300	85976	86
14500	4.747	68832	18300	87132	87

F. Transports maritimes (Prix effectivement payés en 1983)

(Pour a= 3.6055839 et b= -0.6454605)

Echelons	Longueur mediane de l'echelon en mm	Pour la longueur (col.2) Prix en c-or par t/mm	Frais de transport en c-or pour 1000 kg col.2 x col.3	Frais postaux en c-or pour 1000 kg	Frais de transit en c-or pour 1000 kg col.4 + col.5	PROJET DE BAREME FRAIS DE TRANSIT par kg en c-or
1	2	3	4	5	6	7
JUSQU'A 300	150	158.885	23833	21100	44933	45
AU DELA DE 300 JUSQU'A 600	450	78.177	35180	21100	56280	56
- 600 - 1000	800	53.924	43139	21100	64239	64
- 1000 - 1500	1250	40.428	50535	21100	71635	72
- 1500 - 2000	1750	32.537	56940	21100	78040	78
- 2000 - 2500	2250	27.662	62240	21100	83340	83
- 2500 - 3000	2750	24.304	66836	21100	87936	88
- 3000 - 3500	3250	21.821	70918	21100	92018	92
- 3500 - 4000	3750	19.896	74610	21100	95710	96
- 4000 - 5000	4500	17.684	79578	21100	100678	101
- 5000 - 6000	5500	15.537	85454	21100	106554	107
- 6000 - 7000	6500	13.950	90675	21100	111775	112
- 7000 - 8000	7500	12.719	95393	21100	116493	116

ELEMENTS DE CALCUL POUR DETERMINER LES FRAIS DE TRANSIT PAR 1000 EN SUS:

8500	11.732	99722	21100	120822	121
9500	10.919	103731	21100	124831	125
10500	10.234	107457	21100	128557	129
11500	9.651	110987	21100	132087	132
12500	9.147	114338	21100	135438	135
13500	8.703	117491	21100	138591	139
14500	8.311	120510	21100	141610	142

G. Transports territoriaux (Prix effectivement payés affectés de coefficients)

(Pour a= 2.7514756 et b= -0.3171926, coefficient appliqué à la col. 3: 0.9359, coefficient appliqué à la col. 5: 1.2432)

Echelons		Longueur mediane de l'echelon en km	Pour la longueur (col.2) Prix en c-or par t/km	Frais de transport en c-or pour 1000 kg col.2 x col.3	Frais postaux en c-or pour 1000 kg	Frais de transit en c-or pour 1000 kg col.4 + col.5	PROJET DE BAREME FRAIS DE TRANSIT par kg en c-or
1		2	3	4	5	6	7
JUSQU'A	300	150	107.772	16166	33815	49981	50
AU DELA DE	300	450	76.068	34231	33815	68046	68
-	600	800	63.373	50698	33815	84513	85
-	1000	1250	55.005	68756	33815	102571	103
-	1500	1750	49.443	86525	33815	120340	120
-	2000	2250	45.656	102726	33815	136541	137
-	2500	2750	42.835	117796	33815	151611	152
-	3000	3400	40.050	136170	33815	169985	170
-	3800	4200	37.454	157307	33815	191122	191
-	4600	5050	35.326	178396	33815	212211	212
-	5500	6000	33.443	200658	33815	234473	234
-	6500	7000	31.850	222950	33815	256765	257

ELEMENTS DE CALCUL POUR DETERMINER LES FRAIS DE TRANSIT PAR 1000 EN SUS:

8000	30.528	244224	33815	278039	278
9000	29.411	264699	33815	298514	299
10000	28.445	284450	33815	318265	318
11000	27.600	303600	33815	337415	337
12000	26.847	322164	33815	355979	356
13000	26.170	340210	33815	374025	374
14000	25.562	357868	33815	391683	392
15000	25.009	375135	33815	408950	409

H. Transports maritimes (Prix effectivement payés affectés de coefficients)

(Pour a= 3.6055839 et b= -0.6454605, coefficient appliqué à la col. 3: 1.0240, coefficient appliqué à la col. 5: 1.0738)

Echelons				Longueur de l'échelon en mm	Pour la longueur (col.2) Prix en c-or par t/mm	Frais de transport en c-or pour 1000 kg col.2 x col.3	Frais postaux en c-or pour 1000 kg	Frais de transit en c-or pour 1000 kg col.4 + col.5	PROJET DE BAREME FRAIS DE TRANSIT par kg en c-or
1				2	3	4	5	6	7
JUSQU'À		JUSQU'À		150	162.698	24405	22657	47062	47
AU DELÀ DE	300	AU DELÀ DE	600	450	80.053	36024	22657	58681	59
-	600	-	1000	800	55.218	44174	22657	66831	67
-	1000	-	1500	1250	41.398	51748	22657	74405	74
-	1500	-	2000	1750	33.318	58307	22657	80964	81
-	2000	-	2500	2250	28.326	63734	22657	86391	86
-	2500	-	3000	2750	24.887	68439	22657	91096	91
-	3000	-	3500	3250	22.345	72621	22657	95278	95
-	3500	-	4000	3750	20.374	76403	22657	99060	99
-	4000	-	5000	4500	18.108	81486	22657	104143	104
-	5000	-	6000	5500	15.910	87505	22657	110162	110
-	6000	-	7000	6500	14.285	92853	22657	115510	116
-	7000	-	8000	7500	13.024	97680	22657	120337	120

ELEMENTS DE CALCUL POUR DETERMINER LES FRAIS DE TRANSIT PAR 1000 EN SUS:

8500	12.014	102119	22657	124776	125
9500	11.181	106220	22657	128877	129
10500	10.480	110040	22657	132697	133
11500	9.883	113655	22657	136312	136
12500	9.367	117088	22657	139745	140
13500	8.912	120312	22657	142969	143
14500	8.510	123395	22657	146052	146

Moyenne arithmétique mondiale pondérée des frais postaux

A. Transports territoriaux

Pays	Somme, par pays, des poids annuels en kg	Frais postaux par 1000 kg	Produit col.2xcol.3 1 000
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4
AFRIQUE DU SUD	1 416 155	14 418	20 418 122
ALLEMAGNE (RFA)	6 978 842	53 488	373 284 300
AMERIQUE (USA)	352 209	37 356	13 157 119
ARGENTINE	192 092	39 000	7 491 588
AUTRICHE	9 703 902	33 977	329 709 478
BELGIQUE	11 599 955	7 600	88 159 658
BRESIL	3 991	18 860	75 270
CANADA	90 800	22 039	2 001 141
DANEMARK	1 734 873	18 966	32 903 601
ESPAGNE	1 292 876	26 364	34 085 382
FRANCE	10 613 299	32 280	342 597 291
INDE	67 000	21 427	1 435 609
ITALIE	2 052 765	43 000	88 268 895
JAPON	130 195	87 907	11 445 051
JORDANIE	11 913	16 000	190 608
KENYA	198 354	17 200	3 411 688
PAYS-BAS	30 602	5 100	156 070
PORTUGAL	22 958	3 180	73 006
SUEDE	1 021 369	22 000	22 470 118
SUISSE	3 257 998	4 320	14 074 551
TOTAUX:	50 873 131		1 385 408 553.37

MOYENNE ARITHMETIQUE MONDIALE PONDEREE EN CENTIMES-OR POUR 1000KG: 27 232.62 ,

ARRONDIS A 27 200 CENTIMES-OR.

B. Transports maritimes

Pays	Somme, par pays, des poids annuels en kg	Frais postaux par 1000 kg	Produit col.2xcol.3 1 000
Col.1	Col.2	Col.3	Col.4
AFRIQUE DU SUD	69 433	13 035	905 059
ALLEMAGNE (RFA)	1 461 749	11 006	16 088 009
AMERIQUE (USA)	189 725	37 356	7 087 367
ARGENTINE	9 674	25 400	245 719
AUSTRALIE	174 889	85 700	14 987 987
BELGIQUE	2 973 240	8 000	23 785 920
CANADA	23 400	22 039	515 712
DANEMARK	1 734 873	4 491	7 791 314
ESPAGNE	71 591	30 584	2 189 539
FRANCE	2 679 570	34 500	92 445 165
ITALIE	530 270	76 000	40 300 520
JAPON	673 777	53 740	36 208 775
KENYA	4 050	18 500	74 925
PAYS-BAS	22 321	7 350	164 059
PORTUGAL	53 938	11 020	594 396
SRI LANKA	8 424	15 400	129 729
SUEDE	598 413	15 000	8 976 195
YEMEN R.DEM.POP	9 841	20 982	206 483

TOTAUX: 11 993 583 252 696 879.58

MOYENNE ARITHMETIQUE MONDIALE PONDEREE EN CENTIMES-OR POUR 1000KG: 21 069.34 ,

ARRONDIS A 21 100 CENTIMES-OR.

Coefficients d'adaptation des barèmes de frais de transit

1. La question de l'établissement des coefficients d'adaptation des barèmes de frais de transit provient du dispositif 3° de la résolution C 28 du Congrès de Rio de Janeiro selon lequel le Conseil exécutif est chargé de rechercher les moyens de refléter éventuellement l'évolution de tous les éléments entrant en ligne de compte pour le calcul des barèmes de frais de transit au cours de la période séparant deux Congrès.
2. Sur la base d'une consultation, le Conseil exécutif, lors de sa session de 1982, est arrivé à la conclusion que le moyen le plus adéquat à cet égard consisterait à affecter les barèmes, au moment de leur établissement, d'un coefficient moyen en fonction de l'évolution des prix effectivement payés et des frais postaux constatée au cours des cinq années précédant le Congrès. Cette solution permettrait de maintenir dans la Convention des barèmes fixes valables pour toute la période d'application de la Convention.
3. Les éléments entrant en ligne de compte pour le calcul des coefficients d'adaptation des barèmes figurent aux pages suivantes indiquées:
 - A. Evolution des frais de transport effectivement payés entre 1978 et 1983.
 - B. Evolution des frais postaux entre 1978 et 1983.

A. Evolution des frais de transport effectivement payés entre 1978 et 1983

a) Evolution des prix effectivement payés des frais de transport territorial entre 1978 et 1983

Calcul de la moyenne pondérée du prix en centimes-or

En 1978

Bornes supérieures des parcours (km)	Quantités transportées pour le parcours dont la borne supérieure est indiquée en colonne 1 (tonne)	Prix en c-or par t/km pour le parcours (d'après col. 3 du barème du Congrès correspondant)	Produit: col. 2 x col. 3
1	2	3	4
300	18 025	161,566	2 912 227,150
600	9 585	86,030	824 597,550
1000	14 239	61,837	880 497,043
1500	10 192	47,868	487 870,656
2000	492	39,468	19 418,256
2500	567	34,170	19 374,390
3000	7	30,454	213,178
3800	105	26,961	2 830,905
4600	0	23,880	0
5500	16	21,485	343,760
Au-delà de 5500	0		0
Totaux	53 408		5 147 372,888
Moyenne pondérée: 96,3783 c-or			

En 1983

Bornes supérieures des parcours (km)	Quantités transportées pour le parcours dont la borne supérieure est indiquée en colonne 1 (tonne)	Prix en c-or par t/km pour le parcours (d'après la col. 3 du barème du Congrès correspondant)	Produit: col. 2 x col. 3
1	2	3	4
300	15 470	115,153	1 781 416,910
600	8 674	81,278	705 005,372
1000	12 002	67,713	812 691,426
1500	8 827	58,772	518 780,444
2000	172	52,829	9 086,588
2500	306	48,783	14 927,598
3000	7	45,769	320,383
3800	105	42,793	4 493,285
4600	0	40,019	0
5500	16	37,746	603,936
Au-delà de 5500	0		
Totaux	45 579		3 847 325,922

Moyenne pondérée: 84,410 c-or

Le prix moyen pondéré par les poids transportés dans chaque parcours s'élève à:
96,378 en 1978
84,410 en 1983

L'écart entre ces deux prix moyens pondérés est de: — 12,4 %

Croissance annuelle moyenne (CAM) = — 2,617 %

Coefficient de majoration correspondant à la moitié de la période quinquennale: 0,9359 (— 6,4 %)

b) Evolution des prix effectivement payés des frais de transport maritime entre 1978 et 1983

Calcul de la moyenne pondérée du prix en centimes-or

En 1978

Bornes supérieures des parcours (milles marins)	Quantités transportées pour le parcours dont la borne supérieure est indiquée en colonne 1 (tonne)	Prix en c-or par t/m.m. pour le parcours (d'après col. 3 du barème du Congrès correspondant)	Produit: col. 2 x col. 3
1	2	3	4
300	5631	155,261	874 274,691
600	277	67,152	18 601,104
1000	498	43,297	21 561,906
1500	205	30,800	6 314,000
2000	235	23,826	5 599,110
2500	29	19,672	570,488
3000	201	16,879	3 392,679
3500	966	14,858	14 352,828
4000	403	13,321	5 368,363
5000	597	11,592	6 920,424
6000	411	9,946	4 087,806
7000	341	8,757	2 986,137
8000	59	7,851	463,209
(Plus de 8000 milles marins: 550 tonnes)*			
Totaux	9853		964 492,745

Moyenne pondérée: 97,888 c-or

* Ce poids du courrier transporté sur les parcours supérieurs à 8000 milles marins n'a pas été pris en considération pour le calcul de la moyenne pondérée (il ne représente que 5,3 % du poids total).

En 1983

Bornes supérieures des parcours (milles marins)	Quantités transportées pour le parcours dont la borne supérieure est indiquée en colonne 1 (tonne)	Prix en c-or par t/m.m. pour le parcours (d'après col. 3 du barème du Congrès correspondant)	Produit: col. 2 x col. 3
1	2	3	4
300	6 397	158,885	1 016 387,345
600	365	78,177	28 534,605
1000	534	53,924	28 795,416
1500	665	40,428	26 884,620
2000	295	32,537	9 598,415
2500	37	27,662	1 023,494
3000	195	24,304	4 739,280
3500	954	21,821	20 817,234
4000	565	19,896	11 241,240
5000	700	17,684	12 378,800
6000	324	15,537	5 033,988
7000	274	13,950	3 822,300
8000	91	12,719	1 157,429
(Plus de 8000 milles marins: 480 tonnes) *			
Totaux	11 396		1 170 414,166

Moyenne pondérée: 102,704 c-or

Le prix moyen pondéré par les poids transportés dans chaque parcours s'élève à:
97,888 pour 1978
102,704 pour 1983

L'écart entre ces deux prix moyens pondérés est de: 4,9199

Croissance annuelle moyenne (CAM) = 1,01 %

Coefficient de majoration correspondant à la moitié de la période quinquennale: 1,024 (+ 2,4 %)

* Ce poids du courrier transporté sur les parcours supérieurs à 8000 milles marins n'a pas été pris en considération pour le calcul de la moyenne pondérée (il ne représente que 7,9 % du poids total).

B. Evolution des frais postaux entre 1978 et 1983

a) Territoriaux:

En 1978*: 17 600 centimes-or
En 1983: 27 200 centimes-or

L'écart entre ces deux prix moyens pondérés est de: 54,55 %

Croissance annuelle moyenne (CAM) = 9,10%

*Coefficient de majoration correspondant
à la moitié de la période quinquennale: 1,2432 (+ 24,32%)*

b) Maritimes:

En 1978*: 18 300 centimes-or
En 1983: 21 100 centimes-or

L'écart entre ces deux prix moyens pondérés est de: 15,3 %

Croissance annuelle moyenne (CAM) = 2,89%

*Coefficient de majoration correspondant
à la moitié de la période quinquennale: 1,0738 (+ 7,38%)*

* Les frais postaux de Rio de Janeiro ont été recalculés:

- pour effectuer les conversions "monnaies locales" → DTS selon taux de change DTS, avril 1978;
- pour tenir compte des corrections signalées au Bureau international.

Frais terminaux

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. Les frais terminaux ont été institués au Congrès de Tokyo 1969. A cette occasion, le taux de rémunération de ces frais a été fixé à 0,50 franc-or par kilogramme de courrier, toutes catégories tarifaires confondues. Le Congrès de Lausanne a décidé d'augmenter ce taux à 1,50 franc-or par kilogramme et de prendre également en considération le courrier-avion pour déterminer le déséquilibre des échanges. Ce même Congrès a en outre chargé le Conseil exécutif de mener des études approfondies sur les questions relatives aux frais terminaux.

2. Les résultats de cette étude, conduite par un Groupe de travail composé de trois pays, le Canada (pays rapporteur), la Colombie et la Grande-Bretagne, ont fait l'objet du Congrès — Doc 7 du Congrès de Rio de Janeiro. A la suite des débats, ce Congrès a fixé des taux de frais terminaux différenciés de 5,50 francs-or par kilogramme de courrier LC/AO et de 1,50 franc-or par kilogramme pour les sacs M. Ce même Congrès a en outre chargé le Conseil exécutif, par sa résolution C 35:

- 1° de poursuivre l'étude des frais terminaux, notamment en ce qui concerne la méthode permettant de déterminer le volume du déséquilibre des échanges ainsi que la présentation et le règlement des comptes y relatifs;
- 2° d'examiner la possibilité de proposer une formule tarifaire pour établir le taux des frais terminaux en tenant compte de tous les facteurs qui se traduisent par des frais tant pour les Administrations d'origine que pour celles de destination;
- 3° de rechercher les moyens de refléter dans les Actes l'évolution de ce taux au cours de la période séparant deux Congrès et de faire les propositions nécessaires au prochain Congrès.

II. Evolution de l'étude

1980

3. Pour donner suite à la résolution C 35, le Conseil exécutif 1980 a estimé qu'il fallait confier cette étude à un Groupe de travail restreint et représentatif des intérêts de tous les pays. Ce Groupe de travail a été constitué comme suit: Amérique (Etats-Unis), Argentine, Brésil (pays rapporteur), Espagne, France, Kenya, Thaïlande et URSS. La première réunion de ce Groupe a eu lieu à Berne, le 20 octobre 1980.

1981

4. En 1981, le Groupe de travail des frais terminaux (GT 3) a tenu deux réunions, l'une le 2 mai et l'autre le 21 octobre.

5. Au cours de sa deuxième réunion du 2 mai, le Groupe de travail a pris connaissance des commentaires présentés par certaines Administrations à la suite de la tenue de la première réunion du GT au cours de laquelle le Brésil, pays rapporteur, avait déjà proposé une méthodologie pour mener l'étude des frais terminaux. Cette méthodologie, longuement développée par le pays rapporteur, découle de la définition du principe de l'équi-

valence qui a son origine dans la notion d'équilibre des flux postaux: deux flux postaux sont en équilibre si, à chaque envoi expédié du pays "A" au pays "B", correspond un envoi identique expédié de "B" à "A". L'origine du paiement des frais terminaux se trouve dans la non-existence de cette condition d'équilibre dans les relations entre Administrations postales.

6. Après les échanges de vues qui ont eu lieu à ce sujet tant au sein du Groupe de travail qu'au sein de la Commission 5 du Conseil exécutif, il a été décidé que les travaux se poursuivraient sur la base du principe de l'équivalence, sans que soient exclues d'autres possibilités axées notamment sur les coûts.

7. Au cours de sa troisième réunion du 21 octobre 1981, le GT 3 a examiné un document du pays rapporteur portant sur une recherche pilote statistique entreprise par le Brésil à partir de ses échanges avec 80 pays dans le but d'évaluer les implications financières de quelques formulations en vue du paiement des frais terminaux. Au cours de cette réunion, un consensus s'est dégagé sur la poursuite de l'étude selon le principe de l'équivalence, mais l'Amérique (Etats-Unis), ayant suggéré l'idée de reprendre également l'étude du précédent GT pour ce qui concerne l'aspect des coûts, a été chargée de cet aspect de l'étude.

8. Il a été décidé de réunir de nouveau le GT à Berne du 18 au 21 janvier 1982, les buts de cette quatrième réunion étant les suivants:

- élaboration d'un programme d'échantillonnage du trafic global international, établi par catégories d'envois, échelons de poids, base tarifaire, services spéciaux, etc.;
- choix des pays qui interviendraient dans l'échantillonnage.

1982

9. En 1982, le Groupe de travail a tenu trois réunions, respectivement du 18 au 21 janvier, le 29 avril (suivie d'une réunion complémentaire le 6 mai) et le 8 novembre.

10. Les résultats les plus importants des deux premières réunions (4e et 5e réunion du GT 3) et qui ont été, par la suite, approuvés par le CE 1982 sont les suivants:

- a) les modèles de manuels d'instructions proposés par le pays rapporteur pour servir de base à l'exécution d'un programme d'échantillonnage au niveau mondial ont été mis au point:
 - le manuel d'instructions pour l'exécution d'un programme simplifié d'échantillonnage, auquel tous les Pays-membres de l'Union participeraient, est destiné à obtenir des données représentant les proportions et les poids moyens pour chaque catégorie d'envoi;
 - le manuel d'instructions pour l'exécution d'un programme détaillé d'échantillonnage permet de déterminer la répartition du trafic des pays, par catégorie d'envoi, à partir du poids réel de chaque objet, selon les échelons de poids fixés dans l'article 19 de la Convention; un échantillon représentatif des Pays-membres de l'Union, d'environ 20 pays, devait participer à ce programme dont les résultats seraient appliqués à l'ensemble des pays selon les structures régressives établies en conformité avec les relations fonctionnelles obtenues;
- b) la dimension minimale de l'échantillon, en nombre de sacs, a été fixée de manière à rendre représentatifs les résultats de l'étude;
- c) la période allant du 15 novembre 1982 au 15 mai 1983 a été prévue pour la réalisation de l'échantillonnage, qui devait porter sur un total de 24 analyses journalières du trafic;
- d) le questionnaire préparé par l'Amérique (Etats-Unis) sur l'aspect des coûts en ce qui concerne le calcul des taux des frais terminaux a été mis au point.

11. Au cours de la 6e réunion du GT 3, qui a eu lieu le 8 novembre 1982, le Groupe de travail a approuvé l'introduction, dans les manuels d'instructions, d'une formule supplémentaire, visant à recueillir des renseignements sur le volume total des flux postaux des pays pendant les jours de réalisation de l'échantillonnage, en vue du calcul des taux d'échantillonnage réels. Le Groupe de travail a défini, en outre, les modalités de présentation des résultats de l'étude.

12. En ce qui concerne l'étude complémentaire sur l'aspect des coûts, l'Amérique (Etats-Unis) avait reçu, jusqu'à la date de la 6e réunion du GT 3, 56 réponses au questionnaire diffusé.

13. Au cours de la 6e réunion du GT 3, la France a proposé de développer une étude en vue de la fixation des conditions d'application éventuelle d'une procédure exceptionnelle pour la détermination de taux bilatéraux de rémunération des frais terminaux.

1983

14. Les résultats auxquels le Groupe de travail est parvenu lors de la 7e réunion, le 28 avril 1983, et qui ont été par la suite approuvés par la Commission 5 et le CE 1983 sont les suivants:

- a) la méthodologie proposée par le pays rapporteur (Brésil) pour donner suite à l'étude selon le principe de l'équivalence, ainsi que les modèles des tableaux en vue de la présentation des résultats qui seraient obtenus, sont approuvés;
- b) le projet de rapport sur l'étude relative à l'aspect des coûts présenté par l'Amérique (Etats-Unis) doit être diffusé à tous les participants pour vérifier les données présentées en monnaie nationale, en particulier pour ce qui est de leur actualité par rapport à la date de conversion en DTS;
- c) la France continue d'être chargée de pousser plus avant ses travaux concernant une procédure bilatérale exceptionnelle pour les frais terminaux, mais en laissant une possibilité de négociation aux pays qui le souhaitent.

15. La huitième et dernière réunion du Groupe de travail des frais terminaux a eu lieu à Berne, du 5 au 9 décembre 1983.

16. Lors de cette réunion, le GT 3 a eu l'occasion d'examiner le rapport final de l'étude selon le principe de l'équivalence (annexe 2), ainsi que le rapport final de l'étude sur l'aspect des coûts (annexe 3), et a pu constater que les résultats des deux études sont compatibles et se confirment mutuellement dans une forte mesure.

17. Le GT 3 a aussi examiné au cours de sa 8e réunion les conditions dans lesquelles une procédure exceptionnelle bilatérale pour la détermination des taux des frais terminaux pourrait être mise en oeuvre.

18. A l'issue de ses travaux, le Groupe de travail des frais terminaux a arrêté ses recommandations à l'intention de la Commission 5 du Conseil exécutif.

1984

19. La Commission a laissé au Conseil exécutif le soin de se prononcer sur les conclusions du rapport du Groupe de travail, ainsi que sur la manière de présenter au Congrès le rapport final de l'étude des frais terminaux. Lors des délibérations du Conseil exécutif, la plupart des recommandations du Groupe de travail ont été adoptées. Certaines d'entre elles ont toutefois fait l'objet de réserves de la part de certaines Administrations. Les commentaires effectués en séance plénière aussi bien en faveur qu'à l'encontre des conclusions du Groupe de travail sont reproduits dans l'annexe 1 au présent document et concernent la validité du principe de l'équivalence, le choix du système de prix servant au calcul des taux de frais terminaux, l'intérêt d'adopter plutôt l'alternative constituée par le statu quo majoré d'un coefficient fondé sur l'inflation, l'intérêt qu'il y aurait plutôt à prévoir un échelonnement sur plusieurs années de l'augmentation des taux de frais terminaux à fixer par le Congrès de Hambourg.

20. A la suite des discussions, le Conseil exécutif:

- 1° a considéré que le principe de l'équivalence a déjà été adopté lors de ses précédentes sessions comme méthode valable pour la détermination des taux des frais terminaux;
- 2° a approuvé les modalités d'application du principe de l'équivalence telles qu'elles ressortent des recommandations du Groupe de travail, à savoir:
 - a) établissement de taux moyens mondiaux par kilogramme;
 - b) calcul de taux séparés pour les LC, les AO et les sacs M à partir de la composition du courrier déterminée lors de l'échantillonnage réalisé au niveau mondial entre novembre 1982 et mai 1983;

- c) utilisation pour le calcul de ces taux du système de prix en vigueur, composé par les taxes de base de la Convention et par les valeurs médianes des tarifs des services spéciaux appliqués par les Administrations, ce qui donne, si on se fonde sur les données comprenant les taxes de base adoptées au Congrès de Rio de Janeiro:
 - taux "LC": 25,81 francs-or/kilogramme;
 - taux "AO": 3,09 francs-or/kilogramme;
 - taux "sacs M": 0,82 franc-or/kilogramme;
- 3° s'est prononcé pour la stabilité des taux dans l'intervalle entre deux Congrès, c'est-à-dire pour la non-modification des taux qui seront fixés par le Congrès de Hambourg et ceci jusqu'au Congrès suivant;
- 4° a approuvé le projet de proposition de modification de l'article 62 de la Convention découlant des décisions ci-dessus (proposition 3062.4);
- 5° a adopté un projet de résolution fournissant la base juridique des principes de détermination des taux des frais terminaux (proposition 3000.4);
- 6° a accepté les résultats de l'étude sur l'aspect des coûts;
- 7° a laissé au Congrès le soin de se prononcer sur l'opportunité d'utiliser l'inflation comme méthode de fixation des taux des frais terminaux.

21. Les propositions découlant de l'étude conduite par la France visant l'institution éventuelle d'une procédure exceptionnelle pour le calcul de taux bilatéraux de rémunération des frais terminaux n'ont pas fait l'objet d'un examen par le Conseil exécutif, étant donné que la France a renoncé à les présenter au Congrès et qu'aucun autre Pays-membre du CE n'a manifesté le désir de les reprendre à son compte.

III. L'étude selon le principe de l'équivalence

Principe de l'équivalence

22. Les frais terminaux ont leur origine dans l'existence de déséquilibres dans le trafic de la poste aux lettres entre les pays. Ils représentent une rémunération pour le travail fait dans l'Administration qui doit traiter l'excédent de courrier non compensé par ses propres expéditions. Pour que des taux de frais terminaux puissent être établis, il faudrait qu'une définition précise du déséquilibre postal soit trouvée. Le courrier étant composé d'envois de différentes catégories tarifaires et de différents poids, ces éléments doivent entrer dans la définition du déséquilibre. Comment cerner ce déséquilibre?

23. Compte tenu des caractéristiques propres au courrier, le trafic postal international entre deux pays est équilibré lorsqu'il est composé, dans les deux sens, du même poids total d'envois dont le nombre dans chaque catégorie tarifaire est le même. Plus précisément, lorsqu'à chaque envoi de chaque catégorie tarifaire d'un poids donné transmis dans un sens correspond un envoi de la même catégorie tarifaire et du même poids transmis dans le sens contraire. Un déséquilibre se produirait lorsqu'une de ces conditions ne serait pas remplie.

24. Une fois défini le déséquilibre, il est nécessaire de déterminer le moyen de rémunérer l'Administration défavorisée par ce déséquilibre, de manière à ce que l'équilibre soit rétabli. Une telle question étant de nature financière, un moyen doit être trouvé pour passer du déséquilibre physique, tel qu'il a été défini, à un déséquilibre financier correspondant.

25. Pour cela, il est nécessaire de se référer à un système de prix qui se fonde sur les caractéristiques précitées du trafic postal (catégories tarifaires et de poids) et qui soit accepté comme représentatif de la réalité tarifaire des pays. L'Union postale universelle dispose d'un tel système, sur lequel se basent les Administrations pour fixer les tarifs du service international et qui est constitué par les taxes de base de la Convention. Le système de prix *universel* à considérer serait ainsi, logiquement, *fonction des taxes de base*.

26. Compte tenu de ces faits, l'équilibre financier de deux flux postaux serait obtenu lorsque le flux postal dans chaque sens est composé du même nombre d'envois de même poids dans chaque catégorie tarifaire, ce qui engendre, par l'application d'un système de prix de référence (le cas échéant, les taxes de base), *les mêmes recettes* dans les deux sens. Le déséquilibre financier dans les relations postales peut être ainsi défini à partir de ces notions.

27. Les frais terminaux ayant leur origine dans la notion de déséquilibre, le but de leur rémunération doit être celui de rétablir l'équilibre. Lorsque le déséquilibre a pu être mesuré selon les recettes associées aux flux postaux par l'application d'un système de prix commun, la seule manière de rétablir l'équilibre est de rendre équivalentes les recettes des pays concernés.

28. Le principe de l'équivalence trouve ainsi son application dans la rémunération des frais terminaux: chaque fois qu'un déséquilibre de recettes entre deux pays se vérifie, l'équilibre doit être rétabli par le partage de la différence des recettes. En d'autres termes, chaque pays aura droit à la moitié de la différence des recettes de ses relations bilatérales, recettes calculées selon un système tarifaire commun. Ainsi entre deux pays A et B:

$$M = \frac{1}{2} (R_{AB} V_{AB} - R_{BA} V_{BA})$$

où M: montant de la rémunération au titre des frais terminaux
 R: recette moyenne par kg ou par envoi calculée par pays en fonction de la composition du courrier
 V: volume de courrier expédié, en kilogrammes ou en nombre d'envois

29. L'application de ce principe au niveau de l'Union suppose l'établissement de taux de frais terminaux prenant en considération tous les éléments précités, à savoir:

- un système de prix commun applicable à l'ensemble des Pays-membres de l'Union;
- la composition du courrier à l'expédition de tous les pays vers chacun des autres, selon le nombre d'envois par catégorie tarifaire (y compris les envois soumis aux services spéciaux) et selon le poids de ces envois.

30. Le système de prix commun applicable à l'ensemble des Pays-membres, qui sert de base pour la détermination des tarifs postaux internationaux, doit être fonction des taxes de base de la Convention, qui constituent le seul système de prix d'application générale disponible au sein de l'Union. L'adoption d'un tel système de prix fournit des éléments permettant de simplifier les analyses de la composition du trafic, étant donné que les taxes de base sont établies par catégorie tarifaire et selon des échelons de poids applicables aux envois postaux.

31. Les taxes de base de la Convention avaient déjà été utilisées en tant que système de prix de référence lors de l'étude du Groupe de travail précédent, dans l'établissement de recettes moyennes, en vue du calcul des taux de frais terminaux. A cette occasion, la validité d'un tel système de prix n'avait pas été contestée.

32. Pour que le règlement des comptes des frais terminaux se fasse de manière à prendre en compte les caractéristiques spécifiques du trafic postal entre chaque paire de pays (situation bilatérale), il faudrait analyser dans chaque relation bilatérale le système de prix le plus proche de la réalité tarifaire de chacun des deux pays, ainsi que la composition de leur trafic réciproque par catégorie tarifaire et selon le poids. Dans la pratique, cependant, une telle analyse n'est pas faisable au sein de l'Union, étant donné qu'elle impliquerait l'établissement de 165 recettes moyennes à appliquer aux relations de chacun des 166 Pays-membres avec chacun des autres, ce qui donnerait un total de $\frac{165 \times 166}{2}$, soit 13 695 "taux de frais terminaux".

33. La recherche d'un système applicable à l'ensemble des Pays-membres de l'Union exige donc l'adoption de mesures de simplification qui mènent, dans une première étape, à la considération des relations entre des groupes de pays présentant des caractéristiques plus ou moins homogènes. En cas d'adoption d'un tel système, un certain nombre de taux de frais terminaux serait établi par pays, chacun de ces taux étant applicable aux relations de ce pays avec les autres pays appartenant à un même groupe.

34. Une autre solution encore plus simplifiée supposerait l'établissement d'un taux de frais terminaux par pays, applicable à ses relations avec tous les autres. Comme dans les cas précédents, ces taux prendraient en considération les caractéristiques du trafic expédié par le pays auquel le taux serait applicable, ainsi que les caractéristiques de l'ensemble du trafic expédié depuis tous les autres pays vers le pays en question. (Cette solution impliquerait l'établissement de 166 taux de frais terminaux.)

35. Il va de soi qu'au fur et à mesure que le système est simplifié et qu'on obtient un nombre moins élevé de taux de frais terminaux, ces taux deviennent moins précis par rapport aux situations réelles correspondant aux relations bilatérales, étant donné qu'ils représentent des situations moyennes. Cela est vrai quel que soit le système adopté pour l'établissement des taux de frais terminaux.

36. A la limite, la solution la plus simplifiée nous conduit à un taux moyen mondial, applicable aux relations entre tous les pays, mais présentant dans certains cas des distorsions importantes par rapport aux situations individuelles. La valeur de ce taux sera égale à la moitié de la valeur de la recette moyenne applicable au niveau mondial obtenue de l'étude, compte tenu du but des frais terminaux de rétablir l'équilibre postal international par le partage de la différence des recettes correspondant au trafic en déséquilibre. C'est cette dernière solution qui a été retenue par le Conseil exécutif en raison de son application pratique plus aisée et du taux uniforme de frais terminaux pour tous les pays qu'elle permet d'obtenir.

37. Compte tenu de l'existence de deux catégories tarifaires principales au sein de l'Union — les LC et les AO — la première mesure à prendre, si l'on envisage l'établissement de taux de frais terminaux moyens mondiaux, tout en essayant d'éviter des distorsions, serait d'établir un taux pour chacune de ces catégories. Une autre mesure à envisager serait celle de considérer à part la sous-catégorie des AO composée par les sacs M, pour laquelle un taux de frais terminaux séparé existe déjà. On arrive ainsi à l'établissement de trois taux moyens mondiaux de frais terminaux, applicables aux catégories tarifaires LC, AO et sacs M.

38. Ces taux de frais terminaux, étant donné la méthode appliquée pour leur calcul, tiennent compte de la composition du courrier dans chaque catégorie tarifaire selon les échelons de poids pour lesquels les taxes de base sont fixées dans la Convention. Autrement dit, ces taux peuvent être fixés par envoi, et être appliqués au déséquilibre de courrier mesuré selon le nombre d'envois, ou bien encore, ils peuvent être fixés par kilogramme et être appliqués au déséquilibre mesuré en kilogrammes. En ce qui concerne la composition moyenne mondiale du courrier, l'application de ces deux modalités de taux aboutira au même résultat, si on part de l'hypothèse que la configuration du trafic par pays est proche de la configuration moyenne mondiale.

39. Pour des raisons pratiques, il convient d'adopter un taux par kilogramme, étant donné qu'il est beaucoup plus facile et plus économique de mesurer le déséquilibre des échanges en poids que de le faire en nombre d'envois, d'autant plus que le système statistique existant au sein de l'Union, destiné à mesurer les déséquilibres des flux postaux, est fondé sur le poids.

40. Le principe de l'équivalence trouve sa justification dans les difficultés inhérentes aux analyses de coûts, étant donné que très peu de pays disposent d'un système de comptabilité des coûts des services pouvant servir de base à une analyse technique, dont les résultats seraient applicables au niveau mondial. C'est pourquoi, dans l'étude effectuée selon le principe de l'équivalence, la notion de frais postaux est remplacée par la notion de recettes postales.

Sondage par échantillonnage

41. La composition du trafic international de la poste aux lettres a été déterminée sur la base des données concernant le trafic d'expédition des Administrations obtenues à partir d'une recherche statistique par échantillonnage effectuée par 69 pays. Ces pays représentent une partie significative du trafic postal mondial, ce qui confère une grande représentativité à la recherche. Pendant la période de la recherche, un échantillon total de 54 678 sacs LC/AO ont été ouverts et analysés; 305 252 sacs M ont été également observés pendant la même période (échantillonnage exhaustif).

42. Le sondage par échantillonnage a été effectué selon deux recherches, l'une détaillée et l'autre simplifiée, pendant la période allant du 15 novembre 1982 au 15 mai 1983, conformément à ce qui suit:

- La recherche détaillée a été effectuée par 21 (vingt et un) pays et un territoire dont 8 (huit) membres du Groupe de travail et 14 (quatorze) choisis en fonction de leur représentativité en volume de trafic et selon une distribution géographique acceptable. Elle a eu pour but de déterminer aussi bien la répartition du trafic postal d'expédition de chacun des pays par catégorie *et par échelon de poids* que l'incidence des services spéciaux et le poids moyen des envois de chaque catégorie. Les pays ayant participé à la recherche

détaillée sont les suivants: Amérique (Etats-Unis), Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Biélorussie, Brésil, Canada, Chine (Rép. pop.), Espagne, France, Grande-Bretagne, Inde, Italie, Kenya, Maroc, Pays-Bas, République démocratique allemande, Thaïlande, Ukraine, URSS et Vierges (îles).

- La recherche simplifiée, prévue à l'origine pour tous les autres Pays-membres de l'UPU, a été effectuée par 47 Administrations. Son but était de déterminer la distribution des envois par catégorie, l'incidence des services spéciaux et le poids moyen des envois par catégorie.

43. Les manuels d'instructions pour l'exécution des deux recherches ont été diffusés à tous les Pays-membres ainsi qu'aux Unions restreintes par lettres-circulaires 3395(B1)1019 et 3395(B1)1039 du 13 septembre 1982. Ces manuels d'instructions sont reproduits dans l'appendice II au rapport du pays rapporteur, ce document faisant partie de la volumineuse documentation technique qui se trouve au Bureau international à la disposition des pays, pour consultation. Outre l'appendice II, 21 annexes à l'appendice I (annexe 2, deuxième partie — rapport technique) contenant tous les résultats de l'échantillonnage, par pays participant, font partie de cette documentation technique.

44. Des exemples de tableaux contenant les résultats de l'échantillonnage sont présentés dans le rapport du pays rapporteur (annexe 2), deuxième partie (rapport technique), chapitre II.

45. Pour les besoins de l'échantillonnage, les envois de la poste aux lettres ont été groupés dans les catégories tarifaires suivantes: LC, imprimés à tarif normal, imprimés à tarif réduit, petits paquets, sacs M (à tarif normal ou réduit); en outre, les services spéciaux suivants ont été considérés: recommandation, exprès et avis de réception.

Recettes moyennes

46. La mensuration des flux de revenus perçus par les Administrations sur la base de systèmes de prix universels est faite selon les recettes moyennes, qui sont présentées dans le rapport final de l'étude en francs-or/kg, si bien qu'elles peuvent facilement être calculées en francs-or par envoi. Ces recettes moyennes représentent, pour chacune des catégories d'envois, des moyennes pondérées de prix qui dépendent, entre autres, de la répartition du courrier selon les échelons de poids pour lesquels les taxes de base sont fixées. Elles ont été calculées selon plusieurs variantes définies par les éléments suivants:

- a) système tarifaire;
- b) catégories d'envois (recettes combinées ou séparées);
- c) portée (recettes par pays ou mondiales).

47. Trois situations qui résultent de la combinaison des systèmes tarifaires ont été considérées dans l'étude, à savoir:

- a) taxes de base pour les échelons de poids et taxes maximales pour les services spéciaux;
- b) taxes de base pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux;
- c) taxes médianes pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux.

48. En tenant compte des catégories des envois, les variantes pour le calcul des recettes moyennes sont les suivantes:

- a) recettes moyennes isolées pour les LC, AO et sacs M;
- b) recettes moyennes pour les LC/AO (recette combinée) et pour les sacs M.

49. Pour ce qui est de leur portée, les recettes moyennes ont été calculées à trois niveaux:

- a) par pays, selon les groupes de destination de ses expéditions;
- b) par pays, selon l'ensemble de ses expéditions;
- c) mondiales.

50. Les méthodes utilisées pour l'obtention des recettes moyennes, ainsi que les explications détaillées sur les critères adoptés se trouvent dans le rapport du pays rapporteur (annexe 2), deuxième partie (rapport technique), chapitres III et IV. Des tableaux contenant les résultats des estimations des recettes moyennes mondiales et par pays ayant participé à l'échantillonnage, ainsi que les régressions utilisées, se trouvent au chapitre VII du même rapport technique. En outre, du chapitre XI du rapport technique, il ressort qu'il y a de grandes chances pour que les structures régressives obtenues ne varient pas dans le temps. Pour compléter l'analyse avec des situations réelles, des exemples de distorsions dans l'application des résultats généraux aux échanges postaux bilatéraux entre certaines couples de pays sont présentés dans le chapitre VIII (point 8.1) du même rapport technique.

51. A titre d'illustration, les valeurs des taux moyens mondiaux des frais terminaux (valeur de la recette moyenne mondiale par kg divisée par deux) obtenues à partir des trois situations résultant de la combinaison des systèmes tarifaires énumérées au paragraphe 47 ci-devant, selon les valeurs des taxes en vigueur en 1983, se présentent comme suit:

Taux pour la compensation pour frais terminaux (fr-or/kg)

Catégorie d'envois	Situation résultant de l'étude			Pour mémoire: statu quo
	a	b	c	
LC	28,68	25,81	28,71	—
AO	3,21	3,09	3,63	—
LC/AO	10,24 ¹	9,36 ¹	10,56 ¹	5,50 ¹
Sacs M	0,87	0,82	1,04	1,50

¹ Les taux correspondant au statu quo et aux situations résultant de l'étude ont été calculés selon des méthodes différentes (voir observations de la France et du Brésil à l'annexe 1 (PV 2)).

52. Une comparaison entre les taux de frais terminaux découlant des recommandations du Conseil exécutif (système b ci-avant) calculés sur la base de la situation prévalant en 1983, d'une part, et les résultats de l'étude effectuée par le Groupe de travail des frais terminaux précédent, calculés selon les taxes de base et les tarifs des services spéciaux en vigueur en 1978 (Congrès — Doc 7 — Congrès de Rio de Janeiro), d'autre part, est présentée ci-après:

Catégorie d'envois	Recommandations du Conseil exécutif	Résultats de l'étude précédente
LC	25,81 francs-or/kg	20,97 francs-or/kg
AO	3,09 francs-or/kg	2,08 francs-or/kg
Sacs M	0,82 franc-or/kg	0,40 franc-or/kg

Actualisation de l'étude présentée au Congrès de Rio de Janeiro

53. Une autre variante considérée par le Groupe de travail en vue de son développement par le pays rapporteur concerne l'actualisation des résultats de l'étude présentée au Congrès de Rio de Janeiro.

54. Les résultats de cette analyse sont présentés à l'annexe 2, deuxième partie, chapitre V. Selon cette analyse, l'approche des coûts relatifs (si l'on néglige la somme des composantes des coûts de transport à l'origine et à la destination) produit des résultats proportionnels à ceux du principe d'équivalence: les résultats obtenus à partir du principe de l'équivalence sont de 17% et 9% *inférieurs* à ceux obtenus par des coûts relatifs, respectivement pour les LC/AO et les sacs M. Cette différence diminue, de manière pas très significative, en cas d'inclusion des coûts de transport.

Autres aspects de l'étude

55. D'autres considérations afférentes à l'étude sont présentées à l'annexe 2, deuxième partie (rapport technique). Il s'agit de considérations sur l'actualité des systèmes de prix employés (chapitre IX), ainsi que sur la variation, dans le temps, de ces systèmes (chapitre XII).

56. En outre, dans l'annexe 2, deuxième partie, chapitre VIII, point 8.2, des indications sont fournies en vue du choix d'un seuil pour l'application éventuelle de taux bilatéraux spécifiques.

Taux d'inflation

57. L'application d'un coefficient fondé sur l'inflation aux taux de frais terminaux pourrait être envisagée pour actualiser les valeurs des taux de frais terminaux, si on devait se baser sur les taux actuels pour fixer les nouveaux taux, ou pour ajuster ces taux entre deux Congrès, conformément au point 3° de la résolution C 35 du Congrès de Rio de Janeiro, chargeant le Conseil exécutif de "rechercher les moyens de refléter dans les Actes l'évolution de ces taux (de frais terminaux) au cours de la période séparant deux Congrès et de faire les propositions nécessaires au prochain Congrès".

58. A remarquer que dans le rapport final de l'étude (annexe 2, deuxième partie, chapitre X), le pays rapporteur indique que les indices d'inflation du FMI ne s'appliquent pas nécessairement au contexte postal et suggère un système pour l'établissement des taux d'inflation, fondé sur l'utilisation d'un quotient de deux indices de prix représentant deux situations tarifaires postales consécutives. Si un tel calcul était à faire au Congrès de Hamburg, les situations tarifaires découlant des décisions des Congrès de Rio de Janeiro et de Hamburg devraient être considérées.

59. S'agissant de l'éventualité d'adopter une méthode de fixation des taux de frais terminaux fondée sur l'inflation, le Conseil exécutif, à la demande de deux Administrations, a laissé au Congrès le soin de se prononcer.

60. S'agissant de l'ajustement du taux de frais terminaux pendant la période séparant deux Congrès, le Conseil exécutif s'est prononcé pour la non-modification de ces taux durant cette période.

IV. Application pratique des recommandations du Conseil exécutif pour ce qui est des résultats de l'étude selon le principe de l'équivalence

61. Les recommandations du Conseil exécutif concernant l'application du principe de l'équivalence aux règlements de comptes des frais terminaux se résument comme suit:

- a) adoption de taux moyens mondiaux par kilogramme;
- b) fixation de taux différents pour les LC, pour les AO et pour les sacs M, à partir des données sur la composition du courrier résultant de l'échantillonnage réalisé au niveau mondial entre novembre 1982 et mai 1983;
- c) détermination de ces taux selon le système de prix en vigueur, composé des taxes de base de la Convention et des valeurs médianes des tarifs des services spéciaux appliqués par les Administrations.

62. Les taux de rémunération au titre des frais terminaux découlant de ces recommandations, calculés selon les taxes de base et les tarifs des services spéciaux en vigueur avant le Congrès de Hamburg seraient de:

- taux "LC": 25,81 francs-or/kilogramme;
- taux "AO": 3,09 francs-or/kilogramme;
- taux "sacs M": 0,82 franc-or/kilogramme.

63. Le niveau des frais terminaux dépendra, pour chaque relation bilatérale, des proportions et du volume des LC et des AO dans l'ensemble du courrier LC/AO expédié de chacune des Administrations vers l'autre. Ces volumes et proportions seront déterminés d'après le système statistique qui sera adopté par le Congrès de Hambourg pour remplacer l'actuelle statistique triennale, en vue du règlement des comptes des frais de transit et des frais terminaux (Congrès — Doc 11). Pour les sacs M, par contre, il est possible de dire que le taux indiqué dans le paragraphe précédent et établi selon la situation tarifaire en vigueur avant le Congrès de Hambourg représente une baisse de 45,3% par rapport au taux actuel, lequel est surestimé.

64. L'exemple théorique qui suit met en relation deux pays dont la composition en poids du courrier entre LC et AO est identique et correspond aux proportions de l'échantillonnage au plan mondial dans le courrier de départ (LC = 27,1%; AO = 72,9%):

- expédition du pays A vers le pays B:

LC: 27 100 kg; AO: 72 900 kg

- expédition du pays B vers le pays A:

LC: 13 550 kg; AO: 36 450 kg

- déséquilibre: $27\ 100 - 13\ 550 = 13\ 550$ kg de LC

$$72\ 900 - 36\ 450 = \frac{36\ 450 \text{ kg de AO}}{50\ 000 \text{ kg de LC/AO}}$$

- a) d'après les taux de frais terminaux actuels, le pays A doit au pays B:

$50\ 000 \text{ kg de LC/AO} \times 5,50 \text{ fr-or/kg} = 275\ 000 \text{ francs-or}$

- b) d'après les taux de frais terminaux correspondant aux recommandations du Conseil exécutif, selon le système de prix en vigueur avant le Congrès de Hambourg, le pays A doit au pays B:

$13\ 550 \text{ kg de LC} \times 25,81 \text{ fr-or/kg} = 349\ 725,50 \text{ francs-or}$

$36\ 450 \text{ kg de AO} \times 3,09 \text{ fr-or/kg} = \frac{112\ 630,50 \text{ francs-or}}{462\ 356,00 \text{ francs-or}^1}$

65. Le calcul présenté dans l'exemple ci-devant, appliqué aux relations postales réelles de chaque pays, fournira les différentes situations particulières qui se présentent dans la pratique, compte tenu des proportions et des volumes différents des LC et des AO dans le trafic total LC/AO expédié de chaque pays vers chacun des autres.

V. Etude complémentaire sur l'aspect des coûts

Considérations générales

66. Le rapport sur les coûts établi par l'Amérique (Etats-Unis) peut être considéré comme un complément utile à celui du Brésil. On s'en rend compte en comparant les documents de base, à savoir le rapport de l'étude qui traite des *coûts* (annexe 3) et le rapport de l'étude qui traite des *recettes* (annexe 2).

¹ Observation. — Le taux moyen LC/AO qui serait obtenu à partir de ce chiffre est de 9,25 fr-or/kg. Il diffère du taux de 9,36 fr-or/kg, calculé sur la base de la composition moyenne mondiale du courrier à l'expédition des pays, de 0,11 fr-or/kg. Cette petite différence est due aux arrondissements des décimales des chiffres utilisés dans les calculs des valeurs des taux de frais terminaux résultant de l'étude, qui ont été calculées individuellement et directement d'après la répartition des envois selon les différentes catégories.

67. Le Groupe de travail a procédé à ces deux études pour deux raisons:

- 1° le mandat reçu du Congrès, à savoir la résolution C 35, qui stipule qu'il faut examiner les aspects des coûts;
- 2° le Groupe de travail précédent, s'étant trouvé dans l'impossibilité de calculer les coûts totaux, a utilisé dans son étude les recettes moyennes en tant que mesure équivalente; ces recettes ont été par la suite attribuées selon une approche fondée sur les coûts relatifs.

68. Ainsi, ayant à disposition une étude des coûts, il est intéressant d'en comparer les résultats à ceux d'une étude des recettes pour *vérifier l'hypothèse originale du Canada selon laquelle les recettes tirées des taxes de base peuvent être utilisées en remplacement des coûts*.

69. La rapide analyse à laquelle l'Amérique (Etats-Unis) a procédé fait ressortir que dans une étonnante mesure les recettes indiquées dans le rapport du Brésil sont analogues aux coûts contenus dans son rapport. En termes plus précis, la comparaison fait apparaître que pour les sacs M et les AO les résultats sont très proches et que pour les LC les recettes sont quelque peu supérieures aux chiffres qui découlent de l'étude sur les coûts.

70. D'une manière générale, la technique analytique a consisté à prendre les coûts unitaires indiqués dans le tableau récapitulatif du rapport de l'Amérique (Etats-Unis) (paragraphe 88) et à les multiplier par le nombre moyen d'envois par kilo indiqué dans le rapport du Brésil.

71. La comparaison pour les LC doit être empirique, car l'étude sur les coûts est basée sur les coûts des envois jusqu'à 20 grammes, alors que l'étude du Brésil indique un poids moyen par envoi de 21 grammes. Or, on sait par ailleurs que les coûts n'augmentent pas proportionnellement au poids; toutefois, le traitement d'un envoi d'un poids moyen de 21 grammes devrait coûter légèrement plus que le traitement d'un envoi dont le poids moyen est inférieur de moitié, par exemple.

72. En outre, le rapide calcul effectué par l'Amérique (Etats-Unis) ne tient pas compte des coûts supplémentaires correspondant à l'exécution de services spéciaux.

73. Si l'on ajoute empiriquement ces deux éléments, il est à supposer que les *coûts des LC* se situent dans la gamme de *20 à 23 fr-or par kilogramme*, alors que dans le *rapport du Brésil la fourchette est de 25,81 à 28,71 fr-or par kilogramme*.

74. Pour ce qui est des AO, le nombre moyen d'envois par kilogramme étant de 5,65 (poids moyen d'un AO = 177 g) et le coût obtenu pour le traitement à l'arrivée d'un envoi ordinaire dont le poids est compris entre 101 et 250 g étant de 0,582 fr-or par envoi (voir tableau au paragraphe 88), ce *coût* correspond à *3,29 fr-or/kg*. La *fourchette obtenue par le Brésil* en considérant les services spéciaux va de *3,09 fr-or/kg à 3,63 fr-or/kg*.

75. Pour ce qui est des sacs M, le coût de traitement d'un sac M de 10 kg étant estimé à 8,846 fr-or, le *coût* de traitement correspondant à *1 kilogramme* est de *0,88 fr-or*. La *fourchette obtenue par le Brésil* va de *0,82 fr-or/kg à 1,04 fr-or/kg*.

76. L'Amérique (Etats-Unis) pense qu'il n'est pas surprenant que les résultats d'une étude des coûts se rapprochent des résultats d'une étude des recettes plus fidèlement pour les AO que pour les LC. En effet, l'article 19 de la Convention prévoit un taux de régression plus grand que pour les taxes des AO. En revanche, les coûts n'augmentent pas aussi rapidement que les taxes des LC.

77. Cela montre que dans une situation particulière, précisément celle des frais encourus en 1982 et des recettes à tirer des taxes de base promulguée au Congrès de Rio de Janeiro, on peut observer une étroite relation, singulièrement pour les AO et les sacs M.

78. Cependant, cela ne montre *pas* que cette relation demeurerait dans tout autre système de taxes de base susceptible d'être promulgué à Hambourg.

Conduite de l'étude

79. Soixante-douze pays ont répondu au questionnaire diffusé par lettre-circulaire 3395(B1)637 du 28 mai 1982, portant sur les coûts de traitement du courrier international d'arrivée. Sur ces 72 réponses, 43 étaient suffisamment détaillées pour permettre, au moins, une analyse partielle de ces coûts.

80. Le questionnaire comportait huit parties. La première partie contenait des questions d'ordre général. Les réponses à ces questions ont aidé l'analyste à placer dans leur perspective les réponses aux sept parties suivantes dont les questions visaient plus directement les coûts et portaient sur les divers types de courrier, à savoir: un envoi LC de surface, du premier échelon de poids; un envoi LC recommandé; un envoi LC exprès; un imprimé affranchi au tarif normal; un imprimé à tarif réduit; un petit paquet et un sac M.

81. L'attention s'est concentrée sur les deux types d'envois ayant la plus grande importance sur le plan économique, à savoir: un envoi d'origine étrangère, de surface, de la poste aux lettres, du premier échelon de poids, d'une part, et, d'autre part, un envoi d'origine étrangère, imprimé (AO) d'un échelon de poids très courant, à savoir entre 101 et 250 grammes.

82. La méthode analytique de base consiste à classer les réponses des Administrations à chacune des questions du coût de base et à lier ces coûts estimatifs aux caractéristiques de chaque Administration qui découlent des réponses fournies aux questions correspondantes. En matière de fiabilité, il a été tenu globalement compte de l'information fournie et non pas tant des réponses données à chacune des questions.

83. Toutes les données relatives au coût dont il a été demandé qu'elles soient exprimées en monnaie nationale ont été converties en DTS selon les taux de change publiés dans le mensuel du Fonds monétaire international "International financial statistics". La date de conversion retenue a été celle du 30 septembre 1982, très proche de la date fixée pour la réception des réponses.

84. La question fondamentale qui se dégage de toutes les analyses faites a trait à l'utilité des données. A l'évidence, on peut dire que les données ne sont pas de l'ampleur qui aurait résulté de l'étude sur les coûts initialement prévue. Pourtant, ces données sont très utiles: elles permettent en effet d'établir les gammes de coûts et les tendances centrales; en outre, elles montrent l'extrême diversité du système postal universel. En fait, tous les efforts précédemment déployés pour étudier les coûts au plan mondial ont également montré la grande variation des estimations. Les raisons en sont nombreuses et permettent d'expliquer la constance avec laquelle cette diversité est signalée. Ces raisons sont notamment les suivantes:

- Diversité des méthodes de calcul du prix de revient et écarts à l'intérieur d'un même système, que celui-ci soit fondé sur une imputation intégrale des coûts ou sur des coûts variant selon le volume.
- Importance des écarts en ce qui concerne le montant des traitements.
- Différences fondamentales quant aux économies desservies (par exemple, pays plus ou moins industrialisés et sociétés plus ou moins urbanisées). Cette diversité des structures économiques influe à son tour sur les volumes de trafic engendrés et sur les concentrations géographiques de ces mêmes volumes. En outre, tous ces éléments ont une incidence sur: la faisabilité de la mécanisation; l'utilisation efficace de la main-d'oeuvre et l'importance des travaux préliminaires pouvant être effectués par les expéditeurs.
- Ecart en ce qui concerne le niveau minimal de service qui peut être fixé, sans considération des volumes.
- Différences quant aux mandats conférés aux Administrations postales en matière d'exploitation (par exemple, promotion d'objectifs sociaux, comme la création d'emplois ou au contraire fonctionnement comme une entreprise purement économique). Ces différences ont une incidence sur les frais encourus et sur les prix qui sont en étroite relation.
- Distorsions découlant de la conversion des monnaies nationales en DTS, dénominateur commun.
- Variations selon la classification des envois, leur forme, leurs poids, l'utilisation de codes postaux, la lisibilité des adresses, etc.

Résultats de l'étude

85. La mesure la plus courante de la tendance centrale est la moyenne arithmétique. Elle est obtenue en additionnant les valeurs des éléments et en les divisant par le nombre de ceux-ci. Etant donné que tous les éléments interviennent dans le calcul, les valeurs extrêmes sont prises en considération.

86. L'utilisation de la médiane, par contre, évite le problème qu'entraîne la présence des valeurs extrêmes puisqu'il n'est pas tenu compte de ces dernières. La médiane peut être définie comme la valeur divisant une distribution de telle façon qu'un nombre égal d'éléments se trouvent de part et d'autre de celle-ci.

87. L'utilisation de la médiane en tant que mesure de la tendance centrale, appliquée aux valeurs reproduites à l'annexe 3, pièces 2 à 8, fournit les résultats de l'enquête.

88. *Résultats de l'enquête: les valeurs médianes*

Type d'envoi	Coût médian	
	DTS	Francs-or
Envoi d'origine étrangère, de surface, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes	0,110	0,337
Envoi d'origine étrangère, de surface, recommandé de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes	0,425	1,301
Envoi d'origine étrangère, de surface, exprès, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes	0,385	1,178
Envoi d'origine étrangère, de surface, imprimé (AO), d'un poids compris entre 101 et 250 grammes	0,190	0,582
Envoi d'origine étrangère, de surface, à tarif réduit, imprimé (AO), d'un poids compris entre 101 et 250 grammes	0,190	0,582
Envoi d'origine étrangère, de surface, petit paquet (AO) pesant 800 grammes	0,560	1,714
Envoi d'origine étrangère, de surface, sous forme de sac M (AO), d'un poids de 10 kg	2,890	8,846

89. L'étude avait pour objet de tirer des conclusions générales sur le montant des frais d'arrivée encourus par les Administrations postales sur le plan mondial pour le traitement du courrier international. Les données ci-dessus concernant les coûts médians donnent une indication utile sur ces frais.

VI. Conclusions

90. Au vu de ce qui précède et compte tenu des observations et réserves formulées, telles qu'elles apparaissent au paragraphe 19 et à l'annexe 1, le Conseil exécutif invite le Congrès:

- 1° à fixer les taux de frais terminaux par application du principe de l'équivalence (paragraphe 22 à 56 et 61 à 65), selon les critères suivants:
 - a) établissement de taux moyens mondiaux par kilogramme;
 - b) calcul de taux séparés pour les LC, les AO et les sacs M à partir de la composition du courrier déterminée lors de l'échantillonnage réalisé au niveau mondial entre novembre 1982 et mai 1983;
 - c) utilisation pour le calcul de ces taux du système de prix en vigueur, composé par les taxes de base de la Convention et par les valeurs médianes des tarifs des services spéciaux appliqués par les Administrations. A titre de référence, les taux de frais terminaux calculés selon le système de prix en vigueur avant l'actualisation des taxes de base par le Congrès se présentent comme suit: taux LC: 25,81 francs-or/kg; taux AO: 3,09 francs-or/kg; taux sacs M: 0,82 franc-or/kg;

- 2° à se prononcer pour la stabilité des taux dans l'intervalle entre deux Congrès, c'est-à-dire, pour la non-modification des taux qui seront fixés et cela jusqu'au Congrès suivant;
- 3° à approuver la proposition 3062.4 en y insérant les taux fixés;
- 4° à adopter le projet de résolution fournissant la base juridique des principes pour le calcul des taux des frais terminaux et chargeant le Conseil exécutif d'étudier la procédure à appliquer pour un éventuel ajustement du niveau de ces taux (proposition 3000.4);
- 5° à prendre acte des résultats de l'étude selon l'aspect des coûts (paragraphe 66 à 89);
- 6° le cas échéant, à se prononcer sur l'opportunité d'utiliser l'inflation comme méthode de fixation des taux des frais terminaux (paragraphe 57 à 60).

Berne, le 26 mars 1984

Au nom du Conseil exécutif:
Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

Liste des annexes

Annexe 1: Extraits du procès-verbal des 2e et 3e séances plénières du Conseil exécutif 1984

- Annexe 1/Pièce 1: Déclarations des Pays-membres du Groupe de travail (GT 3) lors de sa huitième réunion, du 5 au 9 décembre 1983
- Annexe 1/Pièce 2: Document complémentaire du pays rapporteur (Brésil) sur les incidences du système d'établissement de taux des frais terminaux recommandé par le Groupe de travail, à la suite de la dernière réunion, du 5 au 9 décembre 1983

Annexe 2: Application du principe de l'équivalence d'après les résultats d'un échantillonnage au niveau mondial — Rapport du pays rapporteur (Brésil)

- 1re partie: rapport analytique
- 2e partie (appendice I): rapport technique

Annexe 3: Etude complémentaire sur l'aspect des coûts. Rapport de l'Amérique (Etats-Unis)

- Annexe 3/Pièces 1 à 9: Tableaux présentant les résultats de l'enquête

Extraits du procès-verbal des deuxième et troisième séances plénières du Conseil exécutif 1984

Procès-verbal de la deuxième séance

Commission 5 (Frais de transit et frais terminaux) — Point 10 de l'ordre du jour B. Etude des frais terminaux

Rapport du Groupe de travail

Le PRÉSIDENT invite le Conseil exécutif à examiner le rapport du Groupe de travail des frais terminaux (CE 1984 — Doc 10/Annexe 11) et les deux variantes du projet de résolution qui vise à arrêter les principes devant servir au calcul des frais terminaux (CE 1984 — Doc 10/Annexes 12 et 13), attendu que la Commission n'a pas pris de décision en la matière.

Le BRÉSIL: Lors de la réunion de la Commission 5 pendant laquelle le rapport final du Groupe de travail des frais terminaux a été examiné, le Brésil, pays rapporteur de l'étude, s'est beaucoup étonné de certaines questions posées sur la définition du principe d'équivalence.

La définition originale du principe de l'équivalence, selon lequel le rapporteur avait envisagé de développer l'étude pour permettre au CE d'accomplir le mandat reçu du Congrès de Rio de Janeiro par la résolution C 35, a été présentée au Conseil exécutif en 1981. Depuis lors, toutes les conclusions des rapports de la Commission 5 aux CE qui ont suivi ont été approuvées par cet organe. Ces conclusions envisageaient la poursuite des études selon le principe de l'équivalence, en tant que solution valable pour le calcul des frais terminaux. Par conséquent, il est évident que la procédure en vigueur dans l'Union ne permet pas au Groupe de travail de travailler de façon autonome, sans rendre compte des principes et méthodes utilisés, une fois par an, au Conseil exécutif.

En rendant compte périodiquement de l'état d'avancement des travaux au Conseil exécutif par le truchement de la Commission, le Groupe de travail fait dépendre la poursuite de son étude de l'approbation de cet organe. Ainsi, le moment de mettre en question le principe d'équivalence en tant que méthode valable pour le calcul des frais terminaux est déjà passé. Le Conseil exécutif a, pendant toute la durée de son mandat jusqu'à la dernière séance, approuvé la poursuite des travaux pour répondre au mandat reçu par la résolution C 35, selon le principe de l'équivalence.

L'étude est donc terminée. Des recherches très coûteuses en vue de déterminer la composition du courrier international ont été entreprises. Le pays rapporteur a accompli son rôle. Le Groupe de travail, composé de huit pays selon une répartition géographique équilibrée entre pays créanciers et débiteurs des frais terminaux, a accompli son mandat. Le Groupe de travail est arrivé à un consensus favorable à l'adoption des conclusions de l'étude développée selon le principe de l'équivalence. Il restait à la Commission 5 et il reste maintenant au Conseil exécutif, réuni en séance plénière, de jouer le rôle qui lui revient.

Il n'est plus question, depuis 1981, d'accepter ou de refuser le principe de l'équivalence en tant que méthode valable pour le calcul des frais terminaux. Il incombe au Conseil exécutif de recommander au Congrès ce principe en tant que méthode valable pour le calcul de ces taux, sous peine de ne pas avoir accompli le mandat reçu du Congrès de Rio de Janeiro par la résolution C 35. Evidemment, cela n'implique pas la reconnaissance du principe de l'équivalence comme seule méthode valable pour le calcul des taux des frais terminaux. Le Groupe de travail n'a jamais prétendu cela. C'est pourquoi plusieurs solutions ont été considérées dans le rapport final du pays rapporteur. Le Groupe de travail a choisi la solution qui lui paraissait d'application pratique plus facile, en évitant autant que possible les distorsions et les situations injustes, pour les pays débiteurs comme pour les pays créditeurs, tout en utilisant des taux moyens mondiaux. Les recommandations du GT 3, reflétées dans les conclusions de son rapport à la Commission (CE 1984/C 5 — Doc 26 et Add 1 et 2) sur l'application pratique du principe de l'équivalence, se résument comme suit:

- a) adoption de taux de frais terminaux moyens mondiaux par kg;
- b) fixation des taux selon:
 - la composition moyenne mondiale du courrier international, déterminée lors de l'échantillonnage effectué;
 - un système de prix, qui doit refléter, dans les taux moyens mondiaux, une situation mondiale;
- c) détermination des taux selon les catégories d'envois de la poste aux lettres, à savoir LC et AO. Dans la catégorie AO, il y a déjà une sous-catégorie qui est considérée à part dans les règlements des comptes des frais terminaux, à savoir les sacs M. Le seul but de cette séparation est celui d'éviter les grandes distorsions par rapport à la réalité qui subsisteraient en cas d'adoption d'un taux unique LC/AO, comme dans la situation actuelle, cela quel que soit le taux adopté.

Le pays rapporteur se permet de revenir aux discussions au sein de la Commission 5. Lors de ces discussions, il y a eu des interventions selon lesquelles la méthode de travail adoptée par le Groupe de travail et, cela ne sera jamais trop répété, homologuée par le Conseil exécutif a été d'une certaine manière mise en question.

En un certain sens, aucun des arguments évoqués ne présente une consistance technique. Ils semblent plutôt être le fruit d'une information insuffisante de la part de ceux qui ont émis ces doutes. Cette explication est la seule plausible aux yeux du pays rapporteur. Toute autre raison n'aurait pas de place dans une Union comme l'UPU, dans laquelle les Pays-membres (que les membres du CE représentent) cherchent à obtenir le développement de la poste internationale, au bénéfice de tous.

Ainsi, après avoir réfléchi, il est apparu clairement au pays rapporteur qu'une partie de la responsabilité lui incombe quant au manque de compréhension manifesté à l'égard de plusieurs aspects de l'étude développée. En effet, le Groupe de travail est arrivé à un consensus parce que ses délégations ont pu participer activement à toutes les étapes de l'étude et discuter en détail les aspects techniques, inévitables pour la détermination de la composition du courrier international.

Le Brésil se propose ainsi de présenter ici une brève explication complémentaire, pour essayer d'éliminer les doutes apparus.

Ces explications étant dans l'intérêt de tous, y compris (et surtout) des pays qui prendront connaissance des résultats de l'étude pour la première fois au Congrès de Hamburg, le Brésil prie la présidence de reproduire in extenso au procès-verbal de la présente séance plénière cette déclaration, dont le texte sera fourni au Bureau international, de même que les explications qui suivront. En outre, le Brésil demande à la présidence que la partie du procès-verbal de cette séance concernant l'étude des frais terminaux ainsi que cette déclaration soient reproduites in extenso comme annexe au document qui sera établi à l'intention du Congrès de Hamburg, soumettant à l'examen dudit Congrès les résultats de l'étude effectuée en accomplissement du mandat reçu par la résolution C 35.

Ces explications sont les suivantes:

1. Le modèle mathématique ainsi que les formulations techniques utilisés dans l'étude l'ont été seulement dans le but de déterminer la composition du courrier international, qui est un élément fondamental pour la détermination du niveau des taux des frais terminaux, si l'on veut le faire d'une façon technique, quelle que soit la méthode utilisée. Les calculs par ordinateur ont été faits par le pays rapporteur et les résultats obtenus ont servi à la détermination des taux. Fondés sur ces résultats, des taux bien précis ont été proposés dans le rapport final du pays rapporteur (CE 1984/C 5 — Doc 26/Annexe 1), ainsi que dans le rapport du Groupe de travail (CE 1984/C 5 — Doc 26 et Add 1 et 2).

Le système d'établissement des comptes des frais terminaux reste le même que celui qui est appliqué actuellement, à savoir: détermination du volume du déséquilibre des échanges entre deux pays selon le système de statistique qui sera adopté par le Congrès pour remplacer l'actuelle statistique triennale, et la multiplication du poids du courrier en déséquilibre par le taux de frais terminaux correspondant. Rien d'autre. La seule différence est qu'il y aura eu une base technique pour le calcul des taux, de manière à assurer à chacun une rémunération équitable pour le travail effectué, qui peut être justifiée dans les Administrations d'origine et de destination par des arguments concrets.

Selon ce qui est indiqué dans le rapport final du Groupe de travail (CE 1984/C 5 — Doc 26 et Add 1 et 2) ainsi que dans son annexe 1 (rapport technique), la composition du courrier international a été déterminée selon les catégories et sous-catégories suivantes:

- LC;
- imprimés tarif normal;
- imprimés tarif réduit;
- petits paquets;
- sacs M.

En outre, la participation du courrier faisant l'objet de services spéciaux (recommandés, exprès, avis de réception) a été prise en considération.

2. L'étude effectuée est absolument technique et objective. Elle est neutre et ne vise pas à favoriser crédateurs ou débiteurs, ce qui serait étranger à l'esprit de l'Union. Les résultats obtenus, selon ce qui est indiqué dans le rapport final de l'étude en utilisant les taxes de base de la Convention en vigueur comme référence, ainsi que la médiane des tarifs des services spéciaux appliqués par les Administrations, sont les suivants:

- taux LC: 25,81 fr-or/kg;
- taux AO: 3,09 fr-or/kg;
- taux sacs M: 0,82 fr-or/kg.

Il convient de relever à ce sujet que l'Union ne dispose d'aucun autre système de prix universel de référence que les taxes de base de la Convention en vigueur. Les taux précités constituent la proposition concrète du Groupe de travail. Ils sont calculés, pour le moment, selon les taxes de base adoptées par le Congrès de Rio de Janeiro. Ils représentent déjà (sauf pour les sacs M), en moyenne, une majoration par rapport au taux actuel de 5,50 fr-or/kg. Ces taux peuvent encore subir des corrections au Congrès de Hambourg, selon la décision qui sera prise concernant la majoration des taxes de base de la Convention.

Le Brésil espère, avec ces explications, avoir comblé la lacune due au nombre relativement petit d'explications de caractère pratique par rapport au grand volume de textes techniques (qui étaient cependant nécessaires) soumis à l'examen de la Commission 5. Le pays rapporteur prétend aussi refléter l'avis du Groupe de travail quand il demande au Conseil exécutif, à la lumière du rapport de la Commission 5 ainsi que de ces dernières explications fournies, d'examiner les conclusions de l'étude des frais terminaux et de les faire siennes, soit en adoptant les recommandations du Groupe de travail, soit en présentant au Congrès une gamme de solutions plus vaste, selon les résultats présentés dans le rapport technique de l'étude (CE 1984/C 5 — Doc 26/Annexe 1). Ces résultats sont partiellement résumés dans la partie du rapport du Groupe de travail annexée au rapport de la Commission 5 (CE 1984 — Doc 10/Annexe 11, paragraphes 4 à 23). Le pays rapporteur reste à la disposition de toutes les délégations qui pourraient encore avoir des doutes, pour répondre à leurs questions soit verbalement, soit par écrit.

Le PRÉSIDENT: Les explications que le Brésil, pays rapporteur de l'étude des frais terminaux, a fournies montrent que le principe d'équivalence utilisé pour le calcul des frais terminaux a été retenu par le CE lors de sa session tenue en 1981. Par conséquent, le sujet en question ne devrait plus faire l'objet d'une discussion et il semblerait que le principe d'équivalence énoncé au point 1° des conclusions du Groupe de travail, qui se trouvent au chapitre V du CE 1984 — Doc 10/Annexe 11, est déjà adopté. J'invite donc le CE à passer à l'examen du point 2°, qui traite des modalités d'application du principe d'équivalence.

L'INDE: Il appartient à ce CE de recommander au Congrès l'adoption du principe d'équivalence. Pour certaines bases servant au calcul des frais terminaux, en 1981, le CE ne pouvait pas prendre une décision finale et la soumettre au Congrès. Ensuite, lors des séances de la Commission 5, quelques Administrations postales avaient exprimé certaines réserves au sujet de cette question. Le CE devra donc examiner chacune des implications de ces propositions et prendre une décision sur chacune d'elles.

S'agissant des trois variantes suggérées par le Brésil au sujet du principe d'équivalence, le rapport de la Commission 5 présente seulement une description de la variante b), alors qu'aucune décision n'avait été prise pour le choix d'un système lors de la réunion de la Commission. Par conséquent, il serait raisonnable que le CE se prononce maintenant sur ce sujet et, dans le cas où il n'y aurait pas de consensus pour le choix d'une des variantes proposées, le CE pourra soumettre les trois variantes a), b) et c) au Congrès. En conséquence, mon Administration estime que le CE ne doit pas nécessairement adopter le principe d'équivalence comme base de recommandation au Congrès. Le CE peut bien présenter de façon complète le principe de l'équivalence à toutes les Administrations postales dans un document, puis attirer l'attention de celles-ci sur la nécessité de se prononcer en faveur de l'une ou de l'autre des options disponibles. Notre option est le maintien du système actuel, sous réserve d'une indexation telle qu'elle est décrite au paragraphe 24 du rapport du Groupe de travail.

Le PRÉSIDENT signale qu'il a l'impression de ne pas avoir été suffisamment compris quand il proposait au Conseil exécutif d'examiner point par point les conclusions du rapport, car le délégué de l'Inde a abordé la question en discussion dans son ensemble. Il rappelle qu'en 1981 le CE avait approuvé le principe d'équivalence. En 1983, il a également accepté que les conclusions de l'étude des frais terminaux soient présentées selon le principe d'équivalence. Si le point 1° des conclusions est considéré comme approuvé, le CE peut maintenant continuer l'examen du point 2° concernant les modalités d'application du principe d'équivalence.

L'INDE: Le Groupe de travail avait suggéré dans son rapport, comme je l'ai dit dans ma précédente intervention, trois variantes a), b) et c) qui sont effectivement reprises au paragraphe 19 du CE 1984 — Doc 10/Annexe 11. La variante a) porte sur les taxes de base pour les échelons de poids et sur les taxes maximales pour les services

spéciaux. La variante b) sur les taxes de base pour les échelons de poids et sur les taxes médianes pour les services spéciaux. Enfin, la variante c) porte sur les taxes médianes pour les échelons de poids et sur les taxes médianes pour les services spéciaux.

Nous estimons que, dans le tableau du paragraphe 30 du CE 1984 — Doc 10, les trois variantes devraient être présentées. Ces trois variantes conduisent à l'établissement de taux mondiaux différents des frais terminaux. La variante c), qui prend en compte les taxes médianes pour les échelons de poids et les taxes médianes pour les services spéciaux, conduit à des taux plus élevés. Le rapport des Etats-Unis d'Amérique sur l'aspect des coûts illustre bien cette situation. Par conséquent, mon Administration recommande de façon formelle au CE l'adoption de la variante c), qui se trouve au paragraphe 19 du CE 1984 — Doc 10/Annexe 11. Dans le cas contraire, les trois variantes pourraient être soumises au Congrès.

L'ARGENTINE: L'adoption des taxes de base pour le calcul des frais terminaux suppose que ces taxes couvrent bien les frais des services de la poste aux lettres, dont l'application du principe de l'équivalence pour compenser les Administrations qui ont un trafic postal déficitaire. A ce sujet, notre Administration pense que les imprimés bénéficient déjà d'une importante réduction selon l'article 19, paragraphe 6, de la Convention. Le calcul des frais terminaux devrait tenir compte de la taxe de base sans qu'on y fasse intervenir une autre réduction. De l'avis de notre Administration, il n'y a pas lieu de tenir compte des taxes réduites, car leur adoption par les Administrations postales s'opère dans le cadre d'une politique tarifaire qui répond, certes, à des intérêts respectables mais qui, en définitive, favorise d'importantes entreprises ou maisons d'édition pour l'exportation de leurs produits par la voie postale. Nous ne sommes pas d'accord que les conséquences de cette politique soient en partie supportées par les Administrations de destination, qui y sont en effet étrangères. En réalité, l'effort à déployer en vue de l'application d'un régime tarifaire d'encouragement doit être assumé par le pays intéressé.

La FRANCE: L'objet de notre intervention porte sur la présentation du document et notamment sur le point 30, où l'on voit apparaître quatre taux qui sont indiqués LC, AO, LC/AO et sacs M. Cette présentation compare le taux LC/AO de 9,36 fr-or/kg issu des travaux du GT 3 avec le taux de 5,50 fr-or/kg résultant de la situation actuelle. Il convient donc de faire apparaître une précision pour montrer que le taux actuel de 5,50 fr-or/kg, qui résulte du Congrès de Rio de Janeiro (étude du Canada), tient compte des trafics en déséquilibre. Par contre, le taux de 9,36 fr-or/kg résulte d'une moyenne mondiale de tout le trafic expédié LC/AO. Les deux chiffres qui sont en regard l'un de l'autre ne correspondent pas à la même méthode de calcul. Il conviendrait donc d'indiquer par un renvoi, dans le texte qui sera envoyé au Congrès, comment ces taux ont été calculés.

Le BRÉSIL: Cette question a déjà été débattue au cours de la réunion du GT 3.

La proposition de la France, basée sur les déséquilibres, telle qu'elle se trouve décrite dans l'annexe 3 du Congrès — Doc 7 soumis au Congrès de Rio de Janeiro, malgré tout le respect pour les efforts faits par le Groupe de travail précédent, mène à de sérieuses distorsions dans les taux des frais terminaux, selon l'orientation positive ou négative accordée aux valeurs des déséquilibres en poids, et en raison du nombre réduit de paires considérées.

Les taux des frais terminaux, selon l'échantillon examiné, peuvent devenir aussi élevés que les taux pour les LC ou aussi réduits que le taux pour les sacs M, au cas où nous voudrions adopter un taux unique.

Au cas où les déséquilibres des flux en poids seraient considérés en valeurs absolues, autrement dit sans tenir compte des signes, le taux obtenu ne pourrait être justifié par les arguments techniques présentés par le pays rapporteur du GT 3 au moment où il a élaboré son rapport, dont la théorie n'a pas été rejetée lors des réunions précédentes du Conseil exécutif.

En outre, la représentativité des paires choisies pour cette analyse est extrêmement importante, ce qui peut être facilement compris à travers l'exemple dont les données se trouvent dans le rapport du GT précédent, et que nous citons maintenant:

USA—Canada: déséquilibre en:

LC = 1 827 452 kg 8,87%;

AO = 18 785 760 kg 91,13%.

Dans ce cas, le taux combiné LC/AO serait de 5,11 fr-or/kg, si nous considérons les taux suggérés dans le CE 1984/ C 5 — Doc 26, c'est-à-dire:

LC = 25,81 fr-or/kg;

AO = 3,09 fr-or/kg.

De la même façon, pour la paire Grande-Bretagne—USA:

LC = 219 856 kg 44,02%;

AO = 279 569 kg 55,98%.

Dans ce cas, le taux combiné serait de 13,09 fr-or/kg.

Si nous considérons le déséquilibre global, nous aurons:

LC = 2 047 308 kg 9,70%;

AO = 19 065 329 kg 90,30%.

Dans ce cas, le taux combiné serait de 5,29 fr-or/kg. Il est donc facile de conclure que le déséquilibre plus grand, autrement dit celui entre les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, a fortement influencé la valeur universelle. Cette situation aura tendance à se reproduire lorsque le flux entre toutes les Administrations sera pris en considération.

Etant donné ce qui précède, le Brésil insiste pour que les alternatives proposées par le Groupe de travail, à savoir des taux universels séparés pour les LC, AO et les sacs M, calculés selon le système présenté au CE 1984/C 5 — Doc 26/Annexe 1, soient adoptées.

La FRANCE: L'objet de notre intervention de tout à l'heure n'était pas de contester la recommandation du GT 3, puisque la France en fait partie et qu'elle est d'accord sur le compromis réalisé en son sein. Nous sommes aussi d'accord sur les exemples de distorsion que le Brésil vient de développer. La remarque de la France ne visait que le point 30 du rapport de la Commission, où l'on a cru bon de faire apparaître — dans une perspective de comparaison entre les taux recommandés par le GT 3 et la situation actuelle — un taux combiné LC/AO, étant donné qu'actuellement nous n'avons qu'un taux LC/AO. Ce n'est évidemment pas le taux actuel qui est contestable, puisqu'il est appliqué. Ce qui nous a paru discutable, c'était la valeur qui était indiquée pour le taux combiné selon le rapport du GT 3. Nous sommes en faveur des taux séparés LC et AO et de leur application aux déséquilibres des trafics LC et à ceux des trafics AO, mais nous avons constaté que le taux combiné n'était pas calculé sur le pourcentage des LC et celui des AO dans leurs déséquilibres respectifs, mais sur les pourcentages des LC et AO dans le trafic expédié. C'est pourquoi nous avons craint que cette valeur, indiquée telle quelle, puisse entraîner une erreur d'interprétation. Donc, le but de l'intervention de la France était de faire ajouter une explication quelque part dans le rapport pour signaler que la méthode de calcul du taux actuel et celle du chiffre présenté par le GT 3 ne correspondaient pas. Mais, répétons-le, nous sommes d'accord avec toutes les recommandations du GT 3, qu'il n'est pas question de discuter.

Aucune autre observation n'ayant été formulée, *le Conseil approuve les modalités d'application du principe d'équivalence telles qu'elles ressortent des travaux du GT 3 (CE 1984 — Doc 10/Annexe 11, paragraphe 109, point 2°, a) à c), à savoir:*

- a) *établissement de taux moyens mondiaux par kg;*
- b) *calcul de taux séparés pour les LC, les AO et les sacs M à partir de l'échantillonnage réalisé au niveau mondial entre novembre 1982 et mai 1983;*
- c) *calcul de ces taux selon le système de prix en vigueur, c'est-à-dire à partir des taxes de base de la Convention et de la médiane des tarifs des services spéciaux appliqués par les Administrations,*

étant entendu que ces recommandations seront présentées au XIXe Congrès accompagnées des observations que l'Inde, la France et l'Argentine ont formulées à leur sujet lors de leur examen par le Conseil exécutif en séance plénière.

Procès-verbal de la troisième séance

Le PRÉSIDENT met en discussion le point 3° des recommandations du GT 3 (CE 1984 — Doc 10/Annexe 11, paragraphe 109), concernant la non-modification des taux dans l'intervalle entre deux Congrès.

Le SRI LANKA: Hier, nous avons adopté en séance le point 2° des recommandations du GT 3. Puis-je conclure que nous avons accepté, pour présentation au Congrès, les trois variantes a), b) et c) figurant au paragraphe 19 du CE 1984 — Doc 10/Annexe 11, et pas seulement le système tarifaire b), qui se fonde sur les taxes de base de l'article 19 de la Convention et sur la médiane des tarifs appliqués par les Administrations en ce qui concerne les services spéciaux?

Le PRÉSIDENT: Si j'ai bien compris, nous avons opté pour la variante b) en adoptant les recommandations du GT 3, puisque c'est cette solution que préconise le GT 3 au point 2°, lettre c), de ses conclusions, au paragraphe 109. J'invite le pays rapporteur à se prononcer à ce sujet.

Le BRÉSIL partage la manière de voir du Président.

L'INDE: Je voudrais insister sur la question soulevée par le délégué du Sri Lanka, à savoir si l'on a accepté les trois variantes a), b) et c) ou uniquement la variante b). En fait, l'avis de la Commission 5 — qui n'a formulé aucune recommandation en faveur de l'une ou l'autre des variantes — était que l'ensemble de la question devait être soumis au Congrès. La question est de savoir si les recommandations de la Commission 5 en séance plénière ont préséance sur celles du GT 3 ou non.

Le PRÉSIDENT: Le CE a adopté la recommandation du GT 3, étant entendu que toutes les observations pertinentes doivent être prises en considération et apparaîtront dans le rapport de la présente réunion.

L'ÉGYPTÉ: J'estime que beaucoup de délégués ici présents se demandent encore quel est le sens du point 2° du paragraphe 109 du CE 1984 — Doc 10/Annexe 11 et si nous avons vraiment accepté cette recommandation. C'est pourquoi je vous prie, Monsieur le Président, de confirmer ce point, par le vote si nécessaire, conformément à l'article 16 du Règlement intérieur du CE.

Le PRÉSIDENT affirme que le CE s'est déjà prononcé sur le point 2° et qu'il n'y a pas lieu de revenir sur la décision prise, d'autant moins que tous les éléments de la discussion apparaîtront dans un document du Congrès et seront examinés.

L'INDE: Permettez-moi de revenir sur ma déclaration initiale d'hier à propos des diverses incidences de l'adoption du principe d'équivalence. Dans sa sagesse, le Président a considéré hier que cette première déclaration n'était pas pertinente et que je pouvais formuler mes observations sur chaque question au fur et à mesure de l'examen des points énumérés au chapitre V, paragraphe 109, du rapport du Groupe de travail (CE 1984 — Doc 10/Annexe 11). Je voudrais faire respectueusement remarquer que ma première déclaration, qui exposait, dans leurs grandes lignes, les conséquences d'une acceptation — et les décisions qu'elle implique — du principe d'équivalence, s'appliquait pleinement au point 1° du paragraphe 109 du CE 1984 — Doc 10/Annexe 11. Cet alinéa visait la prise d'une décision sur l'adoption du principe d'équivalence en tant que méthode valable de détermination des taux des frais terminaux. J'avais proposé dans mon intervention d'hier que le principe d'équivalence soit, avec ses conséquences, présenté in extenso dans un document de Congrès, conjointement avec l'autre option contenue dans le paragraphe 24 du rapport du Groupe de travail sur les frais terminaux, dont nous sommes saisis sous la forme de l'annexe 11 au CE 1984 — Doc 10; l'autre option étant la poursuite du système actuel de taux de frais terminaux soumis à indexation.

La GRANDE-BRETAGNE: Nous trouvons extrêmement gênant que le rapport soit examiné point par point, de façon assez incohérente, les divers points étant reliés les uns aux autres, si bien que nous n'avons pas eu l'occasion d'avoir un débat franc, ouvert et complet sur l'ensemble de cette question. Concernant le point 3°, c'est-à-dire s'il faudrait avoir un taux à appliquer pour l'ensemble de la période de cinq ans, ou bien si nous devrions avoir un taux échelonné, la réponse dépend de ce que sera ce taux. Or, le taux qui semble recevoir la préférence du CE est celui calculé d'après le système tarifaire de la variante b), à savoir:

- LC: 25,81 fr-or/kg;
- AO: 3,09 fr-or/kg;
- sacs M: 0,82 fr-or/kg.

Bien que nous n'y soyons pas encore parvenus, le rapport dit plus loin que ces taux devraient être augmentés suivant la décision que prendra le Congrès à ce sujet. Les chiffres en question correspondent à une augmentation de l'ordre de 50%. Par la suite, ces chiffres s'ajusteraient comme suit:

- LC: 25,81 fr-or/kg + 50% = 38,72 fr-or/kg;
- AO: 3,09 fr-or/kg + 50% = 4,64 fr-or/kg;
- sacs M: 0,82 fr-or/kg + 50% = 1,23 fr-or/kg.

Dans cette perspective, l'augmentation pour les LC, par rapport au taux actuel de 5,50 fr-or/kg, s'élèverait à 605% environ, une hausse énorme à tout point de vue. Il est à craindre que, si les pays d'origine introduisaient ces taux dans leurs taxes d'affranchissement, le public n'accepterait pas — ce qui nous ramène à la possibilité d'échelonner la hausse — une solution qui favoriserait le maintien des flux de trafic existants alors qu'une augmentation trop abrupte les entraverait et ne rendrait service qu'à nos concurrents.

Le PRÉSIDENT: Les chiffres que vous avez donnés résultent des décisions prises par le CE. Le réajustement de ces chiffres dépendra de l'examen des taxes de base qui sera fait à l'occasion du rapport de la Commission 4. En outre, la question de la stabilité des taux dans l'intervalle entre deux Congrès est une question de principe, indépendante du niveau des taux. Quant au problème de la révision de ces taux, je partage votre souci et pense

que ceux-ci ne doivent pas être excessivement augmentés. C'est pour cela que nous devons faire un travail juste et trouver une solution équilibrée et bien réfléchie, solution qui aurait pour résultat l'augmentation du trafic postal dans le monde.

En l'absence d'autres interventions sur le point 3°, *le Conseil fait sienne la recommandation du GT 3 y figurant (CE 1984 — Doc 10/Annexe 11, paragraphe 109), à savoir la non-modification des taux dans l'intervalle entre deux Congrès.*

Le PRÉSIDENT présente au CE le point 4° du paragraphe 109 du document CE 1984 — Doc 10/Annexe 11 pour discussion.

Le SRI LANKA: Fondamentalement, notre délégation n'est pas tout à fait d'accord sur l'application du principe de l'équivalence pour la détermination des frais terminaux. Mais, comme le CE a déjà accepté ce principe, nous ne revenons pas dessus. Néanmoins, au cas où cette question serait soumise au Congrès et lorsqu'il sera envisagé de maintenir le statu quo en matière de taux (LC/AO = 5,50 fr-or/kg; sacs M = 1,50 fr-or/kg), nous pensons qu'il serait fort souhaitable que le CE élabore certaines modalités afin de faciliter la prise de décisions par le Congrès. Notre délégation propose également que le principe relatif au taux d'inflation pour l'ajustement des frais terminaux soit retenu et soumis au Congrès dans le cas où le maintien du statu quo serait aussi envisagé.

Le PRÉSIDENT propose que la décision sur le point 4° soit laissée au Congrès, étant donné qu'il n'y a pas eu de consensus sur cette question au sein du Groupe de travail. Le CE manifestant son accord, il passe au point 5° des conclusions du Groupe de travail (projet de résolution fournissant la base juridique des principes de détermination des taux des frais terminaux) qui comporte deux projets des résolutions proposées respectivement par la France et le Brésil (CE 1984 — Doc 10/Annexe 12 et Annexe 13) et propose qu'elles ne fassent pas l'objet de discussions au CE et que la question, dans son ensemble, soit soumise au Congrès, organe souverain de l'Union, où seront représentés un très grand nombre de Pays-membres.

La GRANDE-BRETAGNE: Notre délégation n'est pas du tout en faveur de cette suggestion. Nous ne pouvons pas simplement renvoyer au Congrès les résultats de notre travail, car cela constituerait une abdication. A notre avis, il vaut mieux débattre cette question ici. Nous pensons d'ailleurs que ni l'une ni l'autre de ces résolutions n'est satisfaisante. Les frais terminaux doivent être évalués et payés sur la base des coûts effectifs. La méthode adoptée par le Brésil est intéressante, mais elle ne représente pas la solution la meilleure que nous puissions adopter pour l'éternité. La délégation du Brésil a parlé des déséquilibres réels utilisés. Dans cette analyse (Etats-Unis d'Amérique—Canada, Etats-Unis d'Amérique—Grande-Bretagne, Danemark—Suède), on a tiré des conclusions très intéressantes. Une de celles-ci est que les déséquilibres réels entre les Administrations sont tout à fait différents des moyennes mondiales utilisées dans le rapport du Brésil. Nous avons déjà souligné ce point au Congrès de Rio de Janeiro lorsque l'étude faite par le Canada a été examinée, où il y avait treize analyses de ce genre qui prouvaient que la nature réelle de ces déséquilibres montrait des résultats tout à fait différents de ce qui nous avait été proposé comme solution. Cela est prouvé, une fois de plus, avec l'étude du Brésil. Donc, nous aimerions insister sur le fait que l'examen des déséquilibres réels entre les Administrations doit servir de critère fondamental dans notre recherche pour une solution juste et acceptable. Si le projet de résolution du Brésil est accepté et que les taux de frais terminaux sont liés aux taxes de base, la question de l'actualisation des taux de frais terminaux pourrait se limiter à une controverse sur le niveau à retenir pour les taxes de base. Nous devons nous écarter des moyennes mondiales. Nous sommes en faveur de taux séparés pour les LC, les AO et les sacs M. En ce qui concerne la catégorie AO qui, étant plus lourde, donne un nombre d'envois par kilogramme très bas, il faut que le poids serve de facteur fondamental. Pour cette catégorie, il y a aussi la possibilité d'établir un lien avec les envois, et pas seulement avec le poids. En tout cas, nous pensons que ni la résolution de la France ni celle du Brésil n'est acceptable.

L'INDE: Comme la Grande-Bretagne, nous reconnaissons aussi certaines difficultés en ce qui concerne le point 5° du paragraphe 109 du CE 1984 — Doc 10/Annexe 11, bien que nos raisons soient un peu différentes. La résolution proposée par la France (CE 1984 — Doc 10/Annexe 12) contient des dispositions (cf. chiffre 2°, lettre b)) sur les taux bilatéraux qui pourront être éventuellement substitués aux taux mondiaux dans les conditions définies par la Convention et son Règlement. Cette question des taux bilatéraux se trouve au point 7° du paragraphe 109 du document, qui n'est pas encore traité par le CE. Dans ces conditions, la question qui se pose est de savoir si nous pouvons décider, à ce stade, de l'opportunité d'une référence aux taux mentionnés dans la résolution. L'alinéa 2°, lettre c), mentionne le système qui sera appliqué pour le calcul des médianes pour les statistiques

mondiales. Nous pensons que toutes les possibilités doivent être présentées au Congrès au lieu de recommander un système particulier, comme le fait la résolution de la France. Dans la résolution du Brésil, il n'y a aucune possibilité de substituer les taux bilatéraux aux taux mondiaux. On parle, là aussi, de l'adoption d'un système particulier, à l'exclusion d'autres systèmes. Nous pensons donc qu'il faut laisser le soin au Congrès de prendre une décision sur ces résolutions.

L'ÉGYPTÉ: Compte tenu du fait que l'application des dispositions de la Convention peut nous amener à l'établissement de taux bilatéraux, il ne semble pas nécessaire que les résolutions en question comportent des indications spécifiques en la matière.

Le BRÉSIL: Ce que nous avons utilisé dans notre déclaration sur le trafic en déséquilibre n'est pas le résultat de notre étude; ce sont plutôt les calculs que nous avons faits à partir des déséquilibres entre certains pays (Etats-Unis d'Amérique—Canada, Etats-Unis d'Amérique—Grande-Bretagne) indiqués dans l'annexe 3 du Congrès — Doc 7 de Rio de Janeiro. Il est admis que cela pourrait conduire à la déformation de l'analyse, ce qui serait extrêmement désavantageux pour les pays ayant un faible trafic par rapport aux pays dont les déséquilibres sont très importants. Pour l'étude que le Congrès de Rio de Janeiro nous a confiée, nous avons pris comme base les suggestions faites par le Groupe de travail précédent. Nous avons supposé que, dans une certaine mesure, les taxes de base établies par l'Union fourniraient un système représentatif et, selon le Groupe de travail précédent, cela ressort des coûts réels des services postaux. Il était nécessaire que notre étude fût fondée sur une base technique et il n'y avait pas d'autre technique plus fiable. La question se pose quand même de savoir si le travail nous donne un taux vraiment représentatif et nous partageons la réserve exprimée par la Grande-Bretagne en la matière. Toutefois, il n'est pas question de trouver un système définitif, chaque Conseil exécutif et chaque Congrès devant rechercher ponctuellement des solutions convenables pour les problèmes auxquels ils doivent faire face.

La GRANDE-BRETAGNE propose au Brésil de retirer son projet de résolution (CE 1984 — Doc 10/Annexe 13).

Le BRÉSIL n'accepte pas cette proposition.

La FRANCE fait observer qu'à la différence du projet brésilien de résolution qui prévoit l'actualisation automatique des taux des frais terminaux lors de chaque Congrès, son projet vise à confier la poursuite de l'étude au Conseil exécutif pour qu'il détermine l'opportunité d'un tel ajustement.

En proposant, sous chiffre 2° du projet, l'application du principe d'équivalence pour l'ajustement éventuel, on n'exclut pas la possibilité de procéder à l'étude par quelque autre moyen reconnu comme valable à ce moment. Un des points principaux du projet français est que, dans ses considérants, il donne au futur Conseil exécutif une orientation bien précise pour une nouvelle étude des frais terminaux.

D'autre part, la France confirme qu'elle ne tient pas à la référence aux taux bilatéraux figurant sous chiffre 2°, lettre b), de son projet de résolution.

Le PRÉSIDENT invite les délégations du Brésil, de la France et de la Grande-Bretagne à discuter des aspects soulevés au cours des débats et à se mettre d'accord sur le projet de résolution à présenter pour approbation au Conseil exécutif.

La FRANCE présente un projet de résolution mis au point d'entente avec le Brésil et la Grande-Bretagne et basé sur le texte du projet de la France reproduit en annexe 12 au document CE 1984 — Doc 10.

Il est donc proposé:

- de modifier le début de la phrase figurant sous chiffre 1° comme suit: "1° de *procéder aux études en vue d'un éventuel ajustement du niveau des taux...* (le reste sans changement)";
- de supprimer entièrement le texte figurant sous lettre b) du chiffre 2°;
- de modifier le texte figurant sous chiffre 3° comme suit: "3° de déterminer si, pour procéder à cet ajustement, il est besoin d'effectuer une opération statistique mondiale en vue d'actualiser les données relatives à la structure des flux de trafic entre les différentes Administrations membres de l'Union et, dans l'affirmative, d'en définir l'organisation, *en examinant notamment un nombre représentatif de flux bilatéraux entre des paires distinctes de pays*".

L'INDE fait observer que le texte figurant sous lettre c) du chiffre 2° du projet de résolution contient une référence à une variante particulière du système de taxation qui n'a pas encore été adoptée, cette question étant renvoyée au prochain Congrès. Il serait opportun, par conséquent, d'amender ledit texte.

Le PRÉSIDENT: La décision sur ce point est déjà prise. En cas de décision différente du Congrès, la résolution sera modifiée.

En conséquence, *le Conseil exécutif approuve le point 5° des conclusions du Groupe de travail ainsi qu'un projet révisé de résolution reproduit en annexe 1 au présent procès-verbal.*

Le point 6° des conclusions du Groupe de travail concernant les résultats de l'étude sur l'aspect des coûts est approuvé sans commentaire.

Le point 7° des conclusions est supprimé, compte tenu que la France, auteur de la proposition, ne soutient plus l'idée de l'institution d'une procédure exceptionnelle bilatérale, et compte tenu qu'aucun autre Pays-membre du Conseil exécutif n'a exprimé l'intention de la présenter au Congrès.

Le point 8° des conclusions étant approuvé sans discussion, la proposition de modification de l'article 62 de la Convention, adoptée dans sa forme originale, fait l'objet de l'annexe 2 au présent procès-verbal.

Le PRÉSIDENT: Nous avons ainsi achevé l'examen du rapport du Groupe de travail mentionné sous lettre a) du chapitre B des conclusions de la Commission (chiffre 67). Les suggestions présentées par la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP), dont il est question à la lettre b) du chapitre B, seront examinées dans le cadre du rapport de la Commission 4. Sous ce point, il est encore à remarquer que la recommandation de taux de frais terminaux réalistes, différenciés pour les LC, pour les AO et pour les sacs M, selon les décisions que le CE vient de prendre, répond en partie aux suggestions de la FIPP concernant les frais terminaux.

Cela étant, *le Conseil exécutif approuve dans son ensemble les conclusions figurant dans le chapitre B (Etude des frais terminaux) du rapport de la Commission, sous réserve des modifications énoncées ci-devant.*

Etude des frais terminaux

Déclarations des Pays-membres du Groupe de travail (GT 3) lors de sa huitième réunion,
du 5 au 9 décembre 1983

I. Position de l'Argentine sur le projet de rapport final de l'étude selon le principe de l'équivalence

1. Il convient tout d'abord de féliciter le pays rapporteur pour sa riche contribution qui est connue de tous les représentants ici réunis, ce qui me dispense de plus longs commentaires.
2. Il y a lieu par conséquent, à notre avis, de définir des idées utiles permettant de déboucher sur des accords.
3. *Principe de l'équivalence:* Nous pensons qu'avant tout il faut souligner que le principe de l'équivalence soutenu par le rapporteur, en partant d'un régime tarifaire rationnel pour le service de la poste aux lettres, peut être à la base d'une solution satisfaisante pour la détermination des frais terminaux. Sur ce point, nous pensons que, si les frais de l'Administration de destination sont quelque peu supérieurs à ceux de l'Administration d'origine, cette différence ne porte pas atteinte au principe en question, étant donné qu'il serait utopique de prétendre que, pour confirmer celui-ci, la charge de travail et les frais correspondant aux deux Administrations devraient être rigoureusement égaux.
4. Il convient de noter que si les frais de traitement du courrier international peuvent varier d'un pays à un autre pour diverses raisons comme l'étendue territoriale du pays, sa densité démographique, la qualité du service, etc., ces éléments ne sauraient modifier le sens de la relation susvisée.
5. *Travaux réalisés:* Dans l'important échantillonnage qui a été effectué et sur lequel repose le document du pays rapporteur figure un groupe d'Administrations qui, en raison de leur nombre et du critère adopté pour leur choix, est le garant de l'excellente fiabilité des résultats obtenus. En effet, les 69 Administrations ayant participé aux travaux représentent ensemble près de 90% du trafic mondial des envois de la poste aux lettres.
6. *Exposé des diverses solutions:* Le chapitre IV du document que nous analysons présente trois solutions possibles pour obtenir les taux des frais terminaux. Les deux premières, à savoir:
 - calcul des recettes moyennes par pays selon les groupes de destination des expéditions,
 - calcul d'une recette moyenne unique par pays,soulèvent dans la pratique des difficultés qui en quelque sorte nous obligent à les écarter. Outre la charge de travail excessive qu'entraînerait pour les Administrations l'adoption à titre permanent de l'une ou l'autre de ces deux solutions, un nombre important de pays ne serait pas en mesure, dans les circonstances actuelles, de fournir les informations permettant de déterminer les frais terminaux, car ils n'ont pas participé aux travaux de cette étude.
7. Dans ces conditions, la seule solution, facile à appliquer et également fiable, consiste à calculer la recette moyenne mondiale, mais, logiquement, à la calculer séparément pour chacune des catégories d'envois considérés, autrement dit LC, AO et sacs M; de la même façon, il y aurait lieu de fixer des taux de frais terminaux distincts pour chacune de ces catégories.
8. Bien qu'il s'agisse d'une moyenne mondiale, le fait d'établir des valeurs différentes pour chaque catégorie corrige les variantes qui, dans la pratique, existent dans la composition du trafic échangé entre les diverses Administrations. On peut par conséquent dire que les valeurs ainsi obtenues resteront en relation étroite avec les recettes engendrées par le trafic échangé.

9. *Système tarifaire applicable*: Le rapport présente trois situations qui résultent de la combinaison des systèmes tarifaires, à savoir:

- a) taxe de base pour les échelons de poids et taxes maximales pour les services spéciaux;
- b) taxe de base pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux;
- c) taxe médiane pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux.

10. A ce propos, nous pensons que la taxe ordinaire des envois de la poste aux lettres est celle qui influera principalement sur la détermination du taux des frais terminaux. Nous estimons par conséquent opportun de faire allusion aux deux variantes en fonction de la taxe ordinaire qui se présente, à savoir:

- a) et b) taxes de base pour les échelons de poids;
- c) taxe médiane pour les échelons de poids.

11. Quelle que soit la variante adoptée dans ce domaine, nous sommes d'avis qu'une solution juste au problème ne pourra être trouvée qu'à partir d'un régime tarifaire adapté à la réalité du service.

12. C'est pourquoi, au cas où il serait adopté les taxes de base, il faudrait mettre en place pour leur fixation un mécanisme d'actualisation dans l'intervalle entre deux Congrès en répercutant sur les taux des frais terminaux l'augmentation enregistrée dans la même proportion.

13. L'expérience montre qu'entre deux Congrès il se produit des modifications tarifaires importantes; cela est dû au laps de temps prolongé qui sépare la tenue de deux Congrès, aux taux d'inflation et aux coûts plus élevés supportés par le service. Cet état de choses fait que les Administrations perçoivent des taxes sensiblement plus fortes que les taxes de la Convention, qui perdent rapidement de leur actualité.

14. C'est pourquoi, en cas d'adoption d'une des deux variantes a) ou b), il faudrait, pour que le taux des frais terminaux conserve sa valeur compensatoire, établir le mécanisme d'ajustement des taxes de base auquel j'ai fait allusion auparavant.

15. En revanche, si l'on adopte la variante c) "taxe médiane pour les échelons de poids", pour que ces taxes reflètent la réalité du moment, il faudrait aussi procéder périodiquement (chaque année ou tous les deux ans) à leur réajustement en consultant à cet effet les Administrations postales.

16. Face à ces deux situations, il serait peut-être plus facile d'appliquer la variante c) qui, en outre, refléterait plus fidèlement la réalité tarifaire au niveau mondial.

17. En tout état de cause, ce qui doit demeurer clair à ce sujet, c'est qu'en exécution des dispositions de la résolution C 35 du Congrès de Rio de Janeiro il faudrait rechercher les moyens de refléter dans les Actes l'évolution de ce taux au cours de la période séparant deux Congrès.

18. *Les taxes spéciales des envois AO*: Pour déterminer le taux des frais terminaux selon les diverses variantes présentées par le rapport, le pays rapporteur a considéré, pour ce qui est des AO, les imprimés affranchis au tarif ordinaire et les imprimés à tarif réduit.

19. A notre avis, il n'y a pas lieu de tenir compte des taxes réduites, car leur adoption par les Administrations postales s'opère dans le cadre d'une politique tarifaire qui répond, certes, à des intérêts respectables mais qui en définitive favorise d'importantes maisons d'édition, notamment l'exportation de leurs produits par la voie postale.

20. Nous ne sommes pas d'accord pour que les conséquences de cette politique soient en partie supportées par les Administrations de destination qui y sont en effet étrangères. En réalité, l'effort à déployer en vue de l'application d'un régime tarifaire d'encouragement doit être assumé par le pays intéressé.

II. Observations de la France sur le projet de rapport final de l'étude selon le principe de l'équivalence présenté par le Brésil lors de la huitième réunion du GT de décembre 1983

21. Selon la définition du pays rapporteur, le principe de l'équivalence a pour but "la répartition équitable de la différence existant entre les flux de recettes" (rapport technique, chapitre I, appendice 1 au rapport du pays rapporteur).

22. A cet effet, les flux de trafic doivent être valorisés en tenant compte de leurs particularités:
- a) proportions de LC, de AO...;
 - b) poids moyens de chaque catégorie;
 - c) pourcentages des envois à services spéciaux.
23. Des taux distincts de frais terminaux, au moins pour les LC et les AO, sont une condition fondamentale de l'application du principe de l'équivalence.
24. En envisageant des taux mondiaux différents pour les LC et les AO, on réduit déjà fortement la portée de ce principe puisque ces taux regroupent par exemple:
- la Malaisie et la Grande-Bretagne dont les poids moyens des LC sont respectivement de 5 g et 36 g;
 - et pour les AO, le Ghana et les Etats-Unis d'Amérique dont les poids moyens sont de 24 g et 308 g.
25. UN ÉVENTUEL TAUX UNIQUE LC + AO MONDIAL SERAIT INCOMPATIBLE AVEC LE PRINCIPE DE L'ÉQUIVALENCE ET DEVRAIT ÊTRE EXAMINÉ DANS UNE AUTRE APPROCHE.
26. C'est ainsi que les données figurant à l'annexe 4 du rapport montrent que le pourcentage des LC dans leur courrier de départ varie de 3% pour l'URSS à 87% pour Oman, entraînant des revenus LC/AO de 5,998 francs-or et de 111,80 francs-or par kg.
27. Dans cette approche, le taux de frais terminaux ne devrait pas être fondé sur le revenu des trafics de départ, mais sur le revenu correspondant à la composition du poids de courrier en déséquilibre.
28. C'est d'ailleurs le concept utilisé par le Canada et approuvé par le Congrès de Rio de Janeiro pour la fixation du taux de 5,50 francs-or (Rio de Janeiro, Congrès — Doc 7/Annexe 3, point III).
29. Cette étude avait montré que les LC représentaient 8,5% du déséquilibre en poids et les AO 91,5%¹. Rien ne permet de penser que ces pourcentages seraient différents actuellement.
30. Le taux mondial unique LC/AO envisagé par le Brésil constituerait l'actualisation des conclusions de l'étude du Groupe de travail animé par le Canada, 3e approche proposée par le Brésil lors de la 3e réunion du GT 3 (CE 1982/C 5 — Doc 15, point 8).

Conclusion

31. En conséquence, il conviendrait:
- 1° de supprimer dans le rapport final de l'étude selon le principe de l'équivalence toutes les mentions faisant état:
 - des revenus mondiaux LC/AO calculés sur les trafics de départ;
 - des taux de frais terminaux mondiaux LC/AO correspondants;
 - 2° de prévoir un nouveau chapitre traitant de l'actualisation de l'approche du Canada visant à déterminer un taux de frais terminaux LC/AO mondial fondé sur la répartition du déséquilibre en poids selon les catégories tarifaires.

III. Réponse du Brésil aux observations de la France sur le projet de rapport final de l'étude selon le principe de l'équivalence

32. Le principe de l'équivalence est défini sur une base bilatérale. Dans ce contexte et compte tenu de toutes les variantes connues, la question de taux distincts ou de taux combinés n'est pas pertinente. A l'évidence, comme nous l'avons souligné auparavant, lorsque l'on s'éloigne de la base bilatérale pour se diriger vers des solutions au plan mondial, des distorsions, et des distorsions substantielles, se produiront. En outre, à l'extrême, la notion

¹ Selon le rapport du Brésil, les pourcentages mondiaux en poids sont de 27 % pour les LC et de 73 % pour les AO, dans les trafics de départ.

couvrira celle du déséquilibre quant au poids. Les différences importantes par rapport aux échanges bilatéraux sont le prix à payer si l'on veut simplifier les taux. Toutefois, comme les conclusions de notre rapport technique l'ont souligné, nous ne pouvons pas dégager une tendance bien précise. De surcroît, la notion n'est plus "robuste" en ce qui concerne le choix de taux combinés ou de taux distincts. L'exemple ci-après, qui met en jeu deux Administrations hypothétiques A et B, en est l'illustration. Les taux utilisés sont les taxes de base assorties de taux médians pour les services spéciaux.

Trafic A → B

LC: 40 000 kg;

AO: 160 000 kg.

Trafic B → A

LC: 40 000 kg;

AO: 60 000 kg.

33. Les montants que A doit payer à B selon les systèmes des taux combinés ou séparés pour le courrier LC et AO seront les suivants:

- selon les taux combinés des frais terminaux: 936 000 fr-or;
- selon les taux distincts des frais terminaux: 309 000 fr-or.

34. Nous constatons une grande différence. La structure "combinée" est calculée à un taux de 9,36 francs-or par kg, alors que la structure "séparée" est calculée à un taux AO de 3,09 francs-or par kg. Il n'est pas difficile de fournir un autre exemple montrant que les taux uniques peuvent aussi donner des résultats très inférieurs. Il suffit pour cela de permuter les symboles LC et AO dans l'exemple qui précède.

35. D'un point de vue purement mathématique, pour évaluer avec précision dans quelle mesure chacune des deux solutions susvisées est fautive, il faudrait examiner de près les échanges bilatéraux AB, de la même façon que celle qui est indiquée dans le chapitre VIII de notre rapport technique. Bien entendu, la conclusion dépendra de la structure de l'échange AB. Si nous modifions A et B, la conclusion peut changer comme dans le chapitre VIII.

36. Intuitivement, il semble évident que toute solution mondiale faisant intervenir des taux distincts sera statistiquement plus équitable, étant donné qu'elle mettra en jeu un moins grand nombre de paramètres (à estimer à partir du programme d'échantillonnage au plan mondial) et, partant, un moindre nombre de moyennes disparates devront être utilisées.

37. Si les Administrations se préoccupent réellement des différences susvisées par rapport aux taux globaux et si elles pensent qu'il vaut la peine de payer le prix de programmes plus étendus pour la détermination des poids, elles peuvent fort bien opter pour des taux distincts.

38. Nous ne sommes pas favorables à l'idée de supprimer de notre rapport le taux combiné LC/AO. En premier lieu, parce que ce taux représente une possibilité à l'intérieur du principe de l'équivalence. Il s'agit certes de la solution extrême mais c'est une possibilité. En second lieu, parce que nous avons reçu pour mandat de le calculer, comme on peut le constater dans la quasi-totalité des documents précédents du Groupe de travail. En troisième et dernier lieu, parce que, à notre avis, cette solution fournit une base adéquate d'évaluation des taux d'inflation pour la structure combinée LC/AO, ce qui permettrait une actualisation du statu quo (taux du Congrès de Rio de Janeiro: 5,50 francs-or/kg).

39. En ce qui concerne la proposition de la France visant à mettre à jour les travaux exposés dans l'annexe 3 au Congrès — Doc 7 de Rio de Janeiro, nous avons une objection technique à formuler. La façon dont la proposition est énoncée dans ce document n'a pas de sens. Cela est dû aux orientations liées aux déséquilibres. A cet égard, nous pouvons fournir un exemple dans lequel le seul taux de frais terminaux à utiliser est celui des sacs M. Pour cela, considérons un monde hypothétique ω composé des Administrations A1, A2, A3 et A4. Supposons que les échanges possibles ω présentent la structure de déséquilibre du trafic suivant (comme dans le Congrès — Doc 7/Annexe 3 du Congrès de Rio de Janeiro):

	A1 — A2	A2 — A3	A1 — A4	A2 — A4	Total	%
LC	+ 1000	— 1500	500	0	0	0
AO	3500	+ 500	— 3500	— 500	0	0
Sacs M	5000	— 1000	— 4000	+ 100	100	1

40. On peut aisément constater que les poids à utiliser pour calculer les recettes combinées sont 0, 0 et 1, respectivement pour les LC, les AO et les sacs M. Ces chiffres aboutissent évidemment à l'utilisation exclusive du taux des sacs M.

41. De la même façon, d'autres exemples pourraient être choisis en ne faisant intervenir que des rémunérations fondées sur le taux LC ou sur le taux AO ou plus radicalement sans aucune rémunération malgré des déséquilibres importants dans les échanges bilatéraux.

42. Un moyen direct de corriger cette technique consiste à considérer les valeurs absolues des différences sans tenir compte des signes. Nous ne pensons cependant pas que cette procédure soit la bonne. Le taux qui en résulterait présenterait en effet les mêmes problèmes que le taux unique que l'on critique. En outre, il ne serait pas obtenu en tant que possibilité extrême du principe de l'équivalence sur une base bilatérale. La meilleure solution, si l'on doit envisager les "pseudo" déséquilibres du fait de l'équivalence, est d'adopter des taux distincts. Si tel est le cas, le trafic réel pour des paires déterminées d'échanges déterminera automatiquement la moyenne pondérée adéquate à prendre en considération.

IV. Déclaration de la France à propos du point 3° de la résolution C 35 du Congrès de Rio de Janeiro (majoration des taux entre deux Congrès)

43. La résolution C 35 concernant la poursuite de l'étude des frais terminaux a été préparée et adoptée en 1979, c'est-à-dire à une époque où l'unité de compte était le franc-or. Il est bien connu que les équivalents du franc-or dans les monnaies nationales n'étaient pas toujours actualisés et que les Administrations ne disposaient pas d'un système d'ajustement automatique de leur monnaie par rapport à l'unité de compte.

44. Dans ces conditions, l'introduction du point 3° dans la résolution C 35 s'expliquait aisément: elle répondait à la préoccupation d'ajuster le montant des frais terminaux encaissés par les pays créanciers, en fonction de leur taux d'inflation interne, afin de leur assurer une couverture constante de leurs charges.

45. Le problème ne consiste donc pas à relever les taux des frais terminaux d'un pourcentage mondial uniforme; il consiste à relever leur valeur dans les monnaies nationales pour compenser les effets de l'inflation, qui sont variables selon les pays.

46. Or, cet ajustement est déjà réalisé au moyen du DTS. En effet, pour une créance d'un montant en DTS constant, les Administrations bénéficiaires reçoivent, dans leur monnaie nationale, des sommes qui évoluent selon le cours de leur monnaie par rapport au DTS.

47. Pour la plupart des pays, cette indexation sur le DTS compense, voire dépasse, l'évolution de leurs coûts intérieurs.

48. Ce phénomène est évidemment symétrique pour les pays débiteurs, comme la France.

49. Depuis le 1er janvier 1981, date d'application des taux de Rio de Janeiro, le montant des frais terminaux versé par la France pour 1 kg de LC/AO est passé de 10 FF à 15,30 FF, soit une hausse de 53%, largement supérieure à son inflation intérieure qui sera de 30% sur les trois ans et largement supérieure à l'augmentation des taxes du régime international pendant ces trois ans, qui est du même ordre.

50. En conclusion, le but poursuivi par le point 3° de la résolution C 35 est déjà atteint, et parfois dépassé, avec l'indexation automatique des monnaies nationales sur le DTS. Il n'y a donc pas lieu de rechercher un autre dispositif d'actualisation comme envisagé dans la résolution C 35, point 3°.

V. Déclaration de l'Amérique (Etats-Unis) sur la question générale des majorations de frais terminaux à caractère inflationniste dans l'intervalle entre deux Congrès

51. Si un système de frais terminaux devait être adopté dans le sens du système ayant la faveur d'une majorité de ce Groupe de travail, à savoir des taux distincts pour les LC, les AO et les sacs M selon la variante b), un coefficient d'inflation ne saurait en soi être institué, étant donné que ce système découle du tableau des taxes de base que le Congrès fixera en tenant compte — selon toute vraisemblance — de toutes les majorations intervenues depuis le Congrès précédent.

52. Etant donné que le Congrès de Rio de Janeiro a adopté le DTS comme moyen de règlement des comptes postaux et que la valeur du DTS varie en fonction des éléments d'inflation (incorporation d'un élément d'inflation dans les taux de frais terminaux dans l'intervalle entre deux Congrès), l'ajustement spécial des frais terminaux au titre de l'inflation n'est ni nécessaire ni opportun.

53. Si, pour une raison quelconque ou pour l'une ou l'autre des catégories de courrier, les frais terminaux devaient augmenter de façon extraordinaire par rapport au niveau actuel, la majoration des frais terminaux ne devrait pas s'appliquer en une seule fois, mais par étapes, tout au long de la période séparant deux Congrès.

Etude des frais terminaux

Document complémentaire du pays rapporteur (Brésil) sur les incidences du système d'établissement de taux des frais terminaux recommandé par le Groupe de travail à la suite de la dernière réunion, du 5 au 9 décembre 1983

1. Les taux des frais terminaux de 5,50 fr-or par kg de courrier LC/AO et de 1,50 fr-or par kg des sacs M, adoptés au Congrès de Rio de Janeiro, ont été obtenus en tant que solution de compromis, étant donné que des taux supérieurs à 5,50 fr-or/kg avaient initialement été proposés pour le courrier LC/AO et que le rapport du Groupe de travail chargé à l'époque de l'étude des frais terminaux permettait d'aboutir à un taux inférieur à 1,50 fr-or/kg pour les sacs M.
2. L'analyse qui suit concerne seulement le courrier LC/AO, étant donné que les sacs M sont déjà considérés à part avec un taux propre à cette catégorie de courrier.
3. L'adoption d'un taux des frais terminaux moyen mondial par kg pour l'ensemble du courrier LC/AO provoque des distorsions importantes dans les montants à payer pour le déséquilibre du courrier entre deux pays donnés, étant donné que les proportions (en poids ou en nombre d'envois) des LC et des AO dans le courrier expédié de chacun des deux pays vers l'autre peuvent différer nettement des proportions moyennes mondiales.
4. L'adoption de taux différenciés pour les LC et les AO permet de réduire les distorsions et de rendre le paiement des frais terminaux entre deux pays plus équitable et plus adapté aux particularités de ces deux pays. En effet, l'application de taux moyens mondiaux différents au déséquilibre du courrier LC et au déséquilibre du courrier AO, déterminés séparément d'après les expéditions de chacun des deux pays vers l'autre, selon le système de statistique qui remplacera l'actuelle statistique triennale, implique un calcul du montant à payer comme compensation pour le déséquilibre du trafic selon deux éléments, à savoir:
 - montant à payer pour le déséquilibre du courrier LC selon le taux LC;
 - montant à payer pour le déséquilibre du courrier AO selon le taux AO.
5. Les taux moyens mondiaux peuvent être calculés par kg ou par envoi. En ce qui concerne la composition moyenne mondiale du courrier, l'application des deux taux aboutirait au même résultat, dans la mesure où la distribution du courrier dans des pays spécifiques est rapprochée de celle utilisée pour le calcul du taux mondial (hypothèse nécessaire pour l'établissement de tels taux). Pour les envois LC, par exemple, le taux moyen par envoi est égal au taux moyen mondial par kg de LC divisé par le nombre moyen mondial d'envois compris dans 1 kg de LC. Il en est de même pour les AO.
6. Le déséquilibre de courrier, si cette condition est remplie, peut aussi bien être calculé en poids qu'en nombre d'envois. Au déséquilibre en poids s'appliquerait le taux par kg et au déséquilibre en nombre d'envois s'appliquerait le taux par envoi.
7. Pour des raisons pratiques, il convient d'adopter un taux par kg, étant donné qu'il est beaucoup plus facile et économique de mesurer le déséquilibre des échanges en poids qu'il ne le serait en nombre d'envois.
8. Le Groupe de travail des frais terminaux (GT 3), lors de sa huitième réunion, du 5 au 9 décembre 1983, a abouti à des conclusions selon lesquelles il est recommandé à la Commission 5 de proposer au CE 1984:
 - l'adoption du principe de l'équivalence comme base pour l'établissement des taux des frais terminaux;

- l'adoption de taux moyens mondiaux par kg calculés séparément pour les LC, les AO et les sacs M, selon les résultats de l'échantillonnage effectué au niveau mondial du 15 novembre 1982 au 15 mai 1983 et fondés sur un système de prix constitué par les taxes de base de l'article 19 de la Convention et par les valeurs médianes des tarifs fixés par les Administrations postales pour les services spéciaux.
9. L'adoption de ces recommandations du GT 3 conduit aux valeurs des taux des frais terminaux suivantes:
- LC: 25,81 fr-or/kg;
 - AO: 3,09 fr-or/kg;
 - sacs M: 0,82 fr-or/kg.
10. La différence entre les montants des taux des frais terminaux par kg à appliquer aux envois LC et AO s'explique, entre autres, par les raisons suivantes:
- 1 kg de LC contient en moyenne 48 envois (poids moyen mondial d'un envoi LC, selon l'échantillonnage = 21 g), tandis que 1 kg de AO contient en moyenne 5,6 envois (poids moyen mondial d'un envoi AO = 177 g). Donc, 1 kg de courrier LC contient, en moyenne, environ huit fois plus d'envois que n'en contient 1 kg de courrier AO;
 - les taxes de base fixées pour les LC dans l'article 19 de la Convention sont souvent plus de deux fois supérieures aux taxes de base fixées pour les imprimés et petits paquets du même échelon de poids et plus de quatre fois supérieures au tarif des imprimés du même échelon de poids auxquels une réduction de 50% est accordée.
11. Il est à remarquer que le système adopté prend en considération aussi bien le poids que le nombre d'objets, étant donné qu'il est fondé sur la composition du courrier selon les catégories tarifaires et les échelons de poids fixés à l'article 19 de la Convention. En outre, ce système est facile à appliquer dans la pratique et tient compte de la situation particulière de chaque paire de pays, étant donné que les proportions relatives des LC et des AO dans le déséquilibre du trafic de chaque paire de pays (bilatéral) seront établies selon le système de statistique qui remplacera la statistique triennale (voir résultats de l'étude du Groupe de travail de la statistique (GT 1) de la Commission 5 du Conseil exécutif).
12. Les distorsions sont ainsi réduites, par rapport au système présentant un taux unique pour l'ensemble du courrier LC/AO, qui considère les proportions moyennes mondiales des LC et des AO dans l'ensemble de la poste aux lettres comme étant valables pour le trafic international d'expédition de chacun des Pays-membres de l'Union.
13. Un autre avantage de l'adoption des taux séparés pour les LC et les AO serait d'éliminer une confusion qui existe actuellement de considérer que le taux unique en vigueur pour l'ensemble du courrier LC/AO (5,50 fr-or/kg) est le taux effectivement payé pour un déséquilibre de 1 kg de LC *ou* de 1 kg de AO. Ce taux de 5,50 fr-or/kg, s'il avait été calculé sur des bases techniques, devrait correspondre à la moyenne pondérée selon les proportions moyennes mondiales en poids des LC et des AO dans l'ensemble de la poste aux lettres internationale. Evidemment, le taux correspondant au courrier LC est nettement supérieur à 5,50 fr-or/kg et le taux correspondant aux envois AO est nettement inférieur à ce chiffre. A titre d'illustration, les recettes moyennes mondiales par kg calculées sur des bases techniques par le Groupe de travail précédent pour le courrier LC, pour le courrier AO et pour les sacs M, fondées sur les taxes de base adoptées au Congrès de Lausanne, étaient respectivement de 36,32 fr-or/kg, de 3,93 fr-or/kg et de 1,11 fr-or/kg (contre 51,62 fr-or/kg, 6,18 fr-or/kg et 1,64 fr-or/kg dans l'étude actuelle, fondée sur les taxes de base du Congrès de Rio de Janeiro).
14. Les caractéristiques inhérentes au nouveau système proposé pour le règlement des comptes des frais terminaux rendent sa comparaison avec le statu quo pratiquement impossible, si l'on veut faire cette comparaison de façon globale.
15. En effet, étant donné que le système proposé tient compte de la situation particulière de chaque paire de pays, sa comparaison avec le système actuel ne peut se faire que sur une base réelle "par paire de pays" ou sous forme d'exemples visant à illustrer la situation qui en découlerait.
16. Ainsi, l'application de nouveaux taux séparés de 25,81 fr-or/kg (LC), 3,09 fr-or/kg (AO) et 0,82 fr-or/kg (sacs M) au décompte entre deux pays quelconques peut impliquer une augmentation ou une réduction des montants à payer par rapport à la situation actuelle (5,50 fr-or/kg (LC/AO) et 1,50 fr-or/kg (sacs M)). Une réduction des montants pourrait se produire, par exemple, entre deux pays qui ont leur trafic international LC réciproque en équilibre, le déséquilibre se produisant dans le trafic AO.

17. Il est ainsi impossible de déterminer un pourcentage d'augmentation des taux des frais terminaux entre les dates d'entrée en vigueur des deux systèmes, qui soit d'application générale, compte tenu de l'aspect bilatéral inhérent au nouveau système proposé (malgré le fait que les taux présentés ont un caractère de moyenne mondiale). Par contre, il est possible de dire que le taux proposé pour les sacs M représente une baisse de 45,3 % par rapport au taux actuel.

18. Les taux de 25,81 fr-or/kg (LC), 3,09 fr-or/kg (AO) et 0,82 fr-or/kg (sacs M) ont été calculés à partir d'un système de prix fondé sur les taxes de base adoptées par le Congrès de Rio de Janeiro (de la même manière que les calculs du Groupe de travail précédent étaient fondés sur les taxes de base adoptées par le Congrès de Lausanne).

19. Si le Congrès de Hamburg décide de majorer les taxes de base de l'article 19 de la Convention et si les taux des frais terminaux doivent être calculés sur la base du système de prix en vigueur, de nouveaux taux de frais terminaux devront alors être établis pour être appliqués à partir de l'entrée en vigueur des Actes de Hamburg, prenant en considération les nouvelles taxes de base et les nouvelles valeurs médianes des tarifs fixés par les Administrations postales pour les services spéciaux.

Etude des frais terminaux

Application du principe de l'équivalence d'après les résultats d'un échantillonnage au niveau mondial

Rapport du pays rapporteur (Brésil)

Sommaire

Première partie Rapport analytique

Introduction

- 1 Historique
- 2 Objectifs de l'étude
- 3 Principe de l'équivalence

Chapitre I. Méthodologie

- 1.1 Calcul des recettes moyennes
- 1.2 Application du modèle

Chapitre II. Recherche statistique par échantillonnage des envois de la poste aux lettres dans le trafic international

- 2.1 Critères pour la réalisation de la recherche
- 2.2 Aspects méthodologiques de la recherche

Chapitre III. Traitement des données de la recherche

- 3.1 Critique des données
- 3.2 Traitement des données
- 3.3 Présentation des données de la recherche

Chapitre IV. Analyse des résultats

- 4.1 Présentation des variantes
- 4.2 Analyse des variantes
- 4.3 Correction des taux
- 4.4 Indice d'inflation postale

Chapitre V. Evolution des taux de rémunération

- 5.1 Structure du trafic
- 5.2 Systèmes tarifaires

Chapitre VI. Conclusion

Deuxième partie

Appendice I: Rapport technique

Document technique (version française disponible au Bureau international)

Appendice II. Documentation de système

Annexes à l'appendice I:

- 1 Critère pour le calcul des valeurs médianes
- 2 Prévision de sacs à observer
- 3 Composition des groupes de destination pour chaque Administration postale
- 4 Rapport de la période de l'échantillonnage
- 5 Rapport des jours de recherche de novembre 1982
- 6 Rapport des jours de recherche de décembre 1982
- 7 Rapport des jours de recherche de janvier 1983
- 8 Rapport des jours de recherche de février 1983
- 9 Rapport des jours de recherche de mars 1983
- 10 Rapport des jours de recherche d'avril 1983
- 11 Rapport des jours de recherche de mai 1983
- 12 Rapport de la période de 6 mois
- 13 Analyse de régression du trafic international — l'an 1979
- 14 Trafic international de l'an 1979
- 15 Analyse de groupements par strates
- 16 Problèmes trouvés pendant la recherche
- 17 Recettes moyennes et régressions de la recherche — taxes de base pour les échelons de poids et taxes maximales pour les services spéciaux
- 18 Recettes moyennes et régressions de la recherche — taxes médianes pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux
- 19 Recettes moyennes et régressions de la recherche — taxes de base pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux
- 20 Recettes de sacs M par pays (groupe et générale) et mondiale
- 21 Paires de déséquilibre du trafic postal — l'an 1979

Observation. — La relation des Pays-membres de l'UPU et leurs codes respectifs figurent à la première partie de l'appendice II (manuels d'instructions).

Première partie

Rapport analytique

Introduction

Les frais terminaux s'insèrent dans le contexte de l'échange d'envois de la poste aux lettres entre les pays. Ils consistent en une rémunération payée à l'Administration de destination d'un envoi de la poste aux lettres à titre de compensation pour le service rendu par le traitement de l'envoi reçu.

Le problème associé au système des frais terminaux est celui de l'établissement de critères et de mécanismes à suivre pour la détermination d'une rémunération juste et équitable pour tous les Pays-membres de l'UPU.

1. Historique

L'acceptation du principe de rémunération des frais terminaux est le produit de tout un travail qui a été fait jusqu'à maintenant par les Pays-membres de l'Union postale universelle.

Du point de vue historique, on peut dire que les échanges postaux obéissaient au principe du non-partage des taxes entre les pays d'origine et de destination. Il était supposé que toute lettre engendre une réponse (principe de la réciprocité), et que, par conséquent, le total des lettres expédiées d'un pays à un autre se rapproche du total de lettres expédiées en sens inverse, les dépenses dans les deux pays restant, donc, compensées.

L'évolution mondiale sous ses aspects sociaux, culturels et économiques n'a pas eu lieu de manière uniforme dans les divers pays, ce qui a provoqué un déséquilibre dans les échanges postaux entre ces pays, invalidant le principe de la réciprocité.

Cette question avait déjà été posée au Congrès postal universel de Rome (1906) par une délégation qui a proposé l'insertion, dans les Actes de l'UPU, d'une procédure de compensation financière devant être payée par les Administrations expéditrices d'imprimés, afin que son pays puisse faire face aux dépenses découlant du déséquilibre existant dans ses échanges postaux internationaux. Cette délégation a démontré que son pays avait reçu de l'étranger, dans l'exercice précédent, des imprimés de volume et de poids considérables, sans avoir expédié, en échange, aucun imprimé.

Toutefois, le Congrès de Rome a rejeté cette proposition étant donné que d'autres pays devaient faire face à une situation semblable sans recevoir aucune compensation. De plus, le Congrès a estimé que, de toute façon, le paiement ne pourrait pas être effectué par l'Administration expéditrice, puisque celle-ci ne réalise aucun bénéfice avec le service des imprimés. Il a été souligné que la proposition était fondée sur des considérations totalement étrangères à l'esprit de l'Union.

Cette position s'est maintenue pendant longtemps, quoique les discussions sur ce sujet aient été constantes.

Cependant, l'adoption par le Congrès de Vienne (1964) de la résolution C 13, qui chargeait le CE de faire une étude pour corriger les déséquilibres des prestations de services réciproques entre les pays, démontrait qu'il n'était plus possible de parler de réciprocité dans les échanges, puisque à cette époque plusieurs pays recevaient de l'étranger une quantité de courrier très supérieure à celle qu'ils expédiaient.

D'autre part, l'étude susmentionnée et les suivantes, développées pour donner suite aux dispositions des résolutions C 47, du Congrès de Tokyo (1969), et C 53, du Congrès de Lausanne (1974), ont démontré que les questions concernant la détermination des sommes à payer à titre de compensation pour les frais terminaux aussi bien que le système de calcul à utiliser sont très complexes.

De l'avis de plusieurs pays, toute proposition pour l'établissement d'une rémunération au titre des frais terminaux devrait se fonder sur les coûts des services postaux, spécialement ceux qui sont liés au traitement et à l'acheminement des envois de la poste aux lettres. Toutefois, les études qui ont été développées jusqu'à maintenant ont mis en évidence que les informations concernant les coûts, fournies par les diverses Administrations, forment un ensemble assez varié. Donc, il devient difficile de trouver une alternative simple pour le calcul des frais terminaux ayant pour base ces coûts.

L'absence de solutions satisfaisantes du point de vue technique a entraîné la fixation de taux de rémunération, par kilogramme, à appliquer à l'excédent de poids du courrier reçu, c'est-à-dire à la différence entre le poids reçu et le poids expédié annuellement. L'adoption de cette rémunération a eu lieu au Congrès de Tokyo, qui a établi une compensation de 50 centimes-or par kilogramme d'envois de la poste aux lettres, transportés par voie de surface, reçus en plus du courrier expédié dans les relations bilatérales entre les Administrations. Cette rémunération a été aussi étendue au courrier aérien par le Congrès de Lausanne, qui a décidé de porter ce taux à 1,50 franc-or par kilogramme. Le Congrès de Rio de Janeiro (1979) a décidé d'adopter des taux de rémunération différents pour les envois LC/AO (5,50 francs-or/kg) et pour les sacs M (1,50 franc-or/kg).

Le travail présenté au Congrès postal universel de Rio de Janeiro, comme suite à la résolution C 53 du Congrès de Lausanne, a beaucoup contribué à la prise en considération du problème sous un point de vue technico-scientifique. La proposition présentait un système de coûts basé sur la structure du trafic postal et les taxes de base de l'UPU et a apporté des idées novatrices, bien qu'elle n'ait pas atteint le niveau d'acceptation nécessaire à son approbation.

Le travail présenté dans le contexte de la présente étude, développé conformément à la résolution C 35 du Congrès de Rio de Janeiro, doit être considéré comme une continuation des études fort utiles qui ont été effectuées jusqu'à présent et a pour but de présenter des alternatives nouvelles pour la solution du problème des frais terminaux.

2. Objectifs de l'étude

Les discussions qui ont eu lieu pendant le Congrès de Rio de Janeiro sur l'étude des frais terminaux et les conclusions auxquelles ce Congrès est arrivé ont conduit à l'adoption de la résolution C 35, conformément à ce qui suit:

“Le Congrès,
ayant adopté
les taux des frais terminaux fixés à l'article 62, paragraphe 2, de la Convention¹,

tenant compte
du rapport présenté à ce sujet par le Conseil exécutif et des opinions exprimées au cours des délibérations,

considérant
que, malgré les études très précieuses qui ont été conduites jusqu'à ce jour, il reste encore à examiner divers aspects très importants du problème et à approfondir certains de ceux qui ont déjà été étudiés,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° de poursuivre l'étude des frais terminaux, notamment en ce qui concerne la méthode permettant de déterminer le volume du déséquilibre des échanges ainsi que la présentation et le règlement des comptes y relatifs;
- 2° d'examiner la possibilité de proposer une formule tarifaire pour établir le taux des frais terminaux en tenant compte de tous les facteurs qui se traduisent par des frais tant pour les Administrations d'origine que pour celles de destination;
- 3° de rechercher les moyens de refléter dans les Actes l'évolution de ce taux au cours de la période séparant deux Congrès et de faire les propositions nécessaires au prochain Congrès.”

¹ Cet article correspond à l'article 53 de la Convention de Lausanne 1974.

Dans sa réunion de mai 1980, la Commission 5 du Conseil exécutif, chargée du développement de cette étude, a décidé de créer, dans le but de faire suite à la résolution C 35, un groupe de travail restreint et représentatif des intérêts de tous les pays. Ce groupe est composé des pays suivants: Amérique (Etats-Unis), Argentine, Brésil (pays rapporteur), Espagne, France, Kenya, Thaïlande, URSS.

La phase initiale du travail a eu pour but d'établir les variables qui devraient être prises en considération pour le calcul des frais terminaux. Des travaux présentés aux Congrès précédents, il ressort qu'il est extrêmement difficile d'établir une formule pour le paiement des frais terminaux basée sur les coûts, comme suggéré dans le paragraphe 2 de la résolution C 35, puisque les différences existant entre les structures de coûts des différentes Administrations, de même que l'extrême variété des méthodologies utilisées pour les établir, rendent vulnérable n'importe quel résultat que l'examen du problème sous cet angle puisse présenter.

Tout compte fait, le pays rapporteur a estimé que les études devraient être conduites dans une perspective nouvelle, prenant pour base les recettes associées aux flux postaux internationaux, ce qui a conduit à la présentation d'une méthodologie pour le calcul des frais terminaux basée sur ces recettes. Le développement de cette méthodologie, qui a été fondée sur un principe nommé "Principe de l'équivalence", a été considéré comme valable et opportun par tous les membres du Groupe de travail. Il a eu, ensuite, l'approbation du Conseil exécutif. Malgré cela, il a été décidé, en plus, de charger l'Amérique (Etats-Unis) de développer une formule prenant en considération les composantes de coûts.

De ce fait, *le but principal a été d'établir un ensemble substantiel de solutions alternatives au problème*, en tenant compte des études fondées aussi bien sur les recettes que sur les coûts. Dans le présent rapport, l'étude est développée selon le principe de l'équivalence.

3. Principe de l'équivalence

Les idées sur lesquelles repose la formulation du problème des frais terminaux ont pour base le déséquilibre des échanges postaux entre deux Administrations. Ainsi, *la question fondamentale à déterminer est liée au critère qui doit être utilisé comme mesure de ce déséquilibre*.

Le principe de la réciprocité, adopté lors de la création de l'UPU, postulait l'existence d'un équilibre entre deux flux postaux quelconques, puisqu'il considérait qu'à l'envoi d'une lettre correspondait la réception d'une autre comme réponse. Ce principe suggère l'idée que l'équilibre réel dans les échanges entre deux Administrations se produirait toutes les fois qu'il y aurait, pour un envoi quelconque de la poste aux lettres expédié d'une Administration, un autre envoi équivalent en poids et en catégorie expédié en sens inverse.

Selon cette approche, si l'on prend en considération un système tarifaire universel pour les envois postaux et s'il y a une équivalence en poids et catégorie dans le trafic postal entre deux Administrations, il y aura forcément un équilibre financier. En d'autres termes, cela signifie que les recettes postales perçues grâce aux envois expédiés d'une Administration pour une autre seront égales aux recettes perçues grâce aux envois expédiés en sens inverse.

De ce fait, il est possible d'évoluer de la définition du principe de la réciprocité vers la définition du principe de l'équivalence, celui-ci consistant en une version nouvelle de celui-là. En ces termes, on dit que deux flux postaux réciproques satisfont au principe de l'équivalence s'ils engendrent les mêmes recettes selon un système tarifaire commun. Il en résulte une formule extrêmement simple pour le paiement des frais terminaux: lorsqu'il n'y a pas d'équilibre financier entre deux flux postaux réciproques, la différence entre les recettes engendrées par eux sera partagée équitablement entre les deux Administrations, l'équivalence des flux étant ainsi rétablie.

Comme on peut l'observer, la définition du principe de l'équivalence repose sur des procédures bilatérales, c'est-à-dire qu'elle est développée en prenant en considération les flux réciproques de deux Administrations. Toutefois, lors des réunions du Groupe de travail des frais terminaux, on a considéré qu'il serait difficile d'appliquer une solution en termes bilatéraux, puisque cela demanderait, pour chaque paire de pays, l'établissement d'analyses détaillées sur la structure du trafic postal des deux flux envisagés. De plus, la recherche statistique nécessaire à la définition des variables examinées devrait être effectuée sur la base d'un échantillon important de sacs, ce qui rendrait difficile aussi bien le prélèvement que l'analyse des données. En outre, les Administrations postales ne pourraient pas supporter les coûts qui résulteraient d'un travail de cette ampleur.

C'est pourquoi on a cherché à développer plusieurs alternatives qui exigent le traitement d'un nombre plus réduit de données et permettent d'arriver, toutefois, à des résultats réellement représentatifs avec un minimum de distorsions par rapport aux situations bilatérales, qui reflètent le mieux possible la structure du trafic de chaque pays.

Les différentes variantes de rémunération présentées ont été développées sur la base des données concernant le trafic d'expédition des Administrations, obtenues à partir d'une recherche statistique par échantillonnage comprenant 69 pays. Ces pays représentent une partie significative du trafic postal mondial, ce qui confère une grande représentativité à la recherche. Avec les valeurs établies, calculées en fonction de systèmes alternatifs de prix, on espère fournir une base quantitative pour que le Congrès décide de la rémunération à adopter, à la lumière des principes de justice qui orientent les activités de l'Union postale universelle vers le perfectionnement des relations postales internationales.

Chapitre I. Méthodologie

La condition principale pour l'application du principe de l'équivalence, tel qu'il a été défini, est la détermination des recettes engendrées par l'expédition de courrier dans les divers pays. Pour chaque Administration, cette recette totale peut être définie comme la multiplication du total des envois expédiés par la RECETTE MOYENNE engendrée par un envoi, ou encore, la multiplication du poids total expédié par la RECETTE MOYENNE engendrée par un kilogramme de courrier. De cette façon, le problème fondamental consiste à déterminer ces recettes moyennes.

1.1 Calcul des recettes moyennes¹

Les recettes moyennes par envoi représentent, en vérité, les prix moyens d'affranchissement des envois. Ainsi, pour établir des valeurs qui permettent de mesurer de la manière la plus précise possible les flux financiers associés au trafic postal international, le Groupe de travail a développé un modèle mathématique pour le calcul des recettes moyennes, en prenant en considération pour cela les variables selon lesquelles les prix sont définis.

1.1.1 Variables considérées

1.1.1.1 Système tarifaire

Comme il a été souligné antérieurement, une étude qui a pour but de comparer des recettes engendrées dans divers pays devra se développer sur la base d'un système universel de prix.

Comme résultat d'un consensus entre les Pays-membres de l'UPU, sont définies à l'article 19 de la Convention postale universelle les taxes de base qui doivent être appliquées aux envois de la poste aux lettres dans le trafic international. Par conséquent, on a estimé valable d'utiliser ce système tarifaire comme base des études relatives au principe de l'équivalence.

Toutefois, puisque la Convention postale universelle, au même article, fixe une marge de variation possible par rapport aux taxes de base, les prix postaux perçus par les diverses Administrations ne coïncident pas toujours avec ces taxes. Dans ce contexte, on a aussi estimé valable d'adopter un système plus représentatif de la structure de prix du courrier international. Ce système exprime les valeurs médianes des taxes perçues par les pays de l'UPU.

Les valeurs afférentes aux deux systèmes tarifaires sont identifiées à l'appendice I, point 2.2.4.

¹ Voir modèle détaillé à l'appendice I, chapitre III.

1.1.1.2 *Catégories des envois*

Les envois de la poste aux lettres présentent quelques particularités qui définissent des catégories différentes. Afin de rationaliser le modèle mathématique développé pour le calcul des recettes moyennes, ces catégories ont été présentées comme suit:

- LC Lettres et cartes postales;
- AO Imprimés (à tarif normal);
 Imprimés spéciaux (à tarif réduit);
 Petits paquets;
- Sacs M.

Cette classification permet l'application des critères de tarification établis à l'article 19 de la Convention postale universelle consistant à différencier les prix selon les catégories susmentionnées.

1.1.1.3 *Echelons de poids*

La complexité inhérente au calcul des recettes moyennes est due à la fixation des prix postaux selon des échelons de poids qui ne définissent pas une relation linéaire entre les prix perçus et les poids des envois, sauf pour le cas des sacs M. A cause de cette non-linéarité, le prix moyen d'un envoi, pour une Administration quelconque, ne peut être calculé que si l'on connaît les tarifs relatifs à chaque échelon de poids et la répartition des envois dans ces échelons de poids, en termes de pourcentage.

1.1.1.4 *Services spéciaux*

La Convention postale universelle prévoit à son article 24 des taxes maximales à être perçues pour les différents services spéciaux. Quelques-unes de ces taxes participent de manière significative à la composition finale du prix unitaire des envois postaux, à cause de l'incidence élevée du service auquel elles se rapportent. De ce fait, le Groupe de travail a décidé de considérer dans le calcul des recettes moyennes les services spéciaux suivants (selon les taxes maximales et médianes, par analogie aux taxes médianes pour les échelons de poids):

- Pour les LC et AO Recommandation;
 Exprès;
 Avis de réception;
- Pour les sacs M Recommandation.

1.1.2 *Modèle mathématique pour le calcul des recettes moyennes par envoi*

1.1.2.1 *Envois LC*

La recette moyenne pour les LC ordinaires représente la composition de la distribution en pourcentage des envois relatifs à chaque échelon de poids, multipliée par les taxes respectives, selon l'un des systèmes tarifaires définis¹. En d'autres termes, on peut dire que la recette moyenne représente une moyenne pondérée des taxes concernant les divers échelons de poids.

Pour obtenir la recette moyenne finale, au résultat du calcul susmentionné devront être ajoutés les pourcentages des envois spéciaux par rapport au total des envois LC, multipliés par leurs tarifs respectifs, établis dans chacun des systèmes tarifaires.

¹ Il faut remarquer que les cartes postales ont été considérées dans un échelon de poids spécifique parmi les échelons des envois LC, parce qu'elles ont un tarif particulier.

1.1.2.2 *Envois AO*

Les systèmes tarifaires des envois AO sont définis séparément pour les sous-catégories imprimés, imprimés spéciaux et petits paquets. Pour calculer les recettes moyennes des AO, il faut calculer d'abord, de manière similaire à celle qui a été adoptée pour les LC, les recettes moyennes de chacune des sous-catégories susmentionnées.

La recette moyenne combinée pour les AO est la moyenne pondérée des recettes moyennes des imprimés, des imprimés spéciaux et des petits paquets.

1.1.2.3 *Envois LC/AO*

La moyenne pondérée des recettes moyennes des LC et des AO a été employée pour le calcul des recettes moyennes combinées pour les LC/AO.

1.1.2.4 *Sacs M*

Selon l'article 19 de la Convention, à ces envois s'applique un tarif normal (sacs avec des imprimés) ou un tarif réduit (sacs avec des imprimés spéciaux).

Pour les sacs ayant un poids supérieur à 1 (un) kilogramme, ces tarifs augmentent en forme linéaire en fonction de l'augmentation du poids des sacs, en kilogrammes. Ainsi, les recettes moyennes des sacs M contenant des imprimés ou des sacs M contenant des imprimés spéciaux sont obtenues par l'application directe de leurs poids moyens aux formules tarifaires, qui figurent à l'appendice I, point 3.4.

La recette moyenne générale représente la moyenne pondérée des recettes moyennes des sacs à tarif normal et des sacs à tarif réduit, à laquelle s'ajoute la taxe de recommandation multipliée par le pourcentage des sacs M recommandés par rapport au total des sacs M.

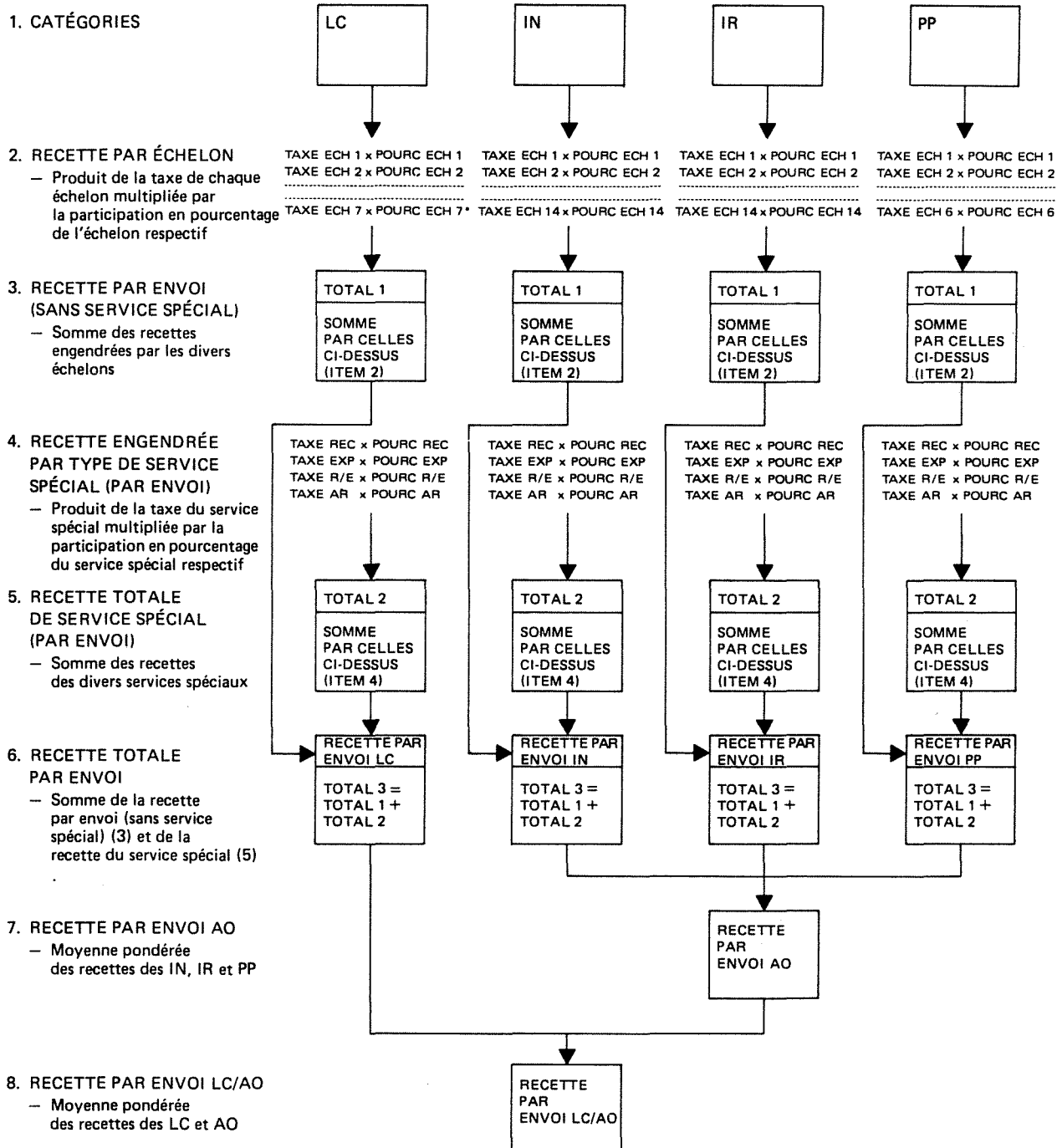
1.1.3 *Calcul des recettes moyennes par kilogramme*

Il convient de souligner que le modèle rend aussi possible le calcul des recettes moyennes selon le poids du courrier. Elles sont obtenues en divisant la recette moyenne par envoi par le poids moyen de ces envois.

1.1.4 *Représentation graphique du modèle*

Après avoir défini le système tarifaire à employer, le modèle mathématique pour le calcul des recettes moyennes par envoi de la poste aux lettres peut être représenté graphiquement de la manière suivante:

1.1.4.1 Envois LC/AO



* L'échelon 7 des LC concerne les cartes postales.

Légende

LC Lettres et cartes postales
IN Imprimés à tarif normal
IR Imprimés à tarif réduit
PP Petits paquets
AO Autres objets
TAXE ECH Taxe de l'échelon de poids

POUR ECH Pourcentage de l'envoi dans l'échelon de poids
POURC Pourcentage
REC Recommandé
EXP Exprimé
R/E Recommandé et exprès
AR Avis de réception

1.1.4.2 Sacs M

1. TYPE DE TARIF

2. RECETTE PAR TYPE DE SAC

- C'est le produit du tarif par kg multiplié par le poids moyen du sac en kg*

3. RECETTE PAR SAC ORDINAIRE (SANS SERVICE SPÉCIAL)

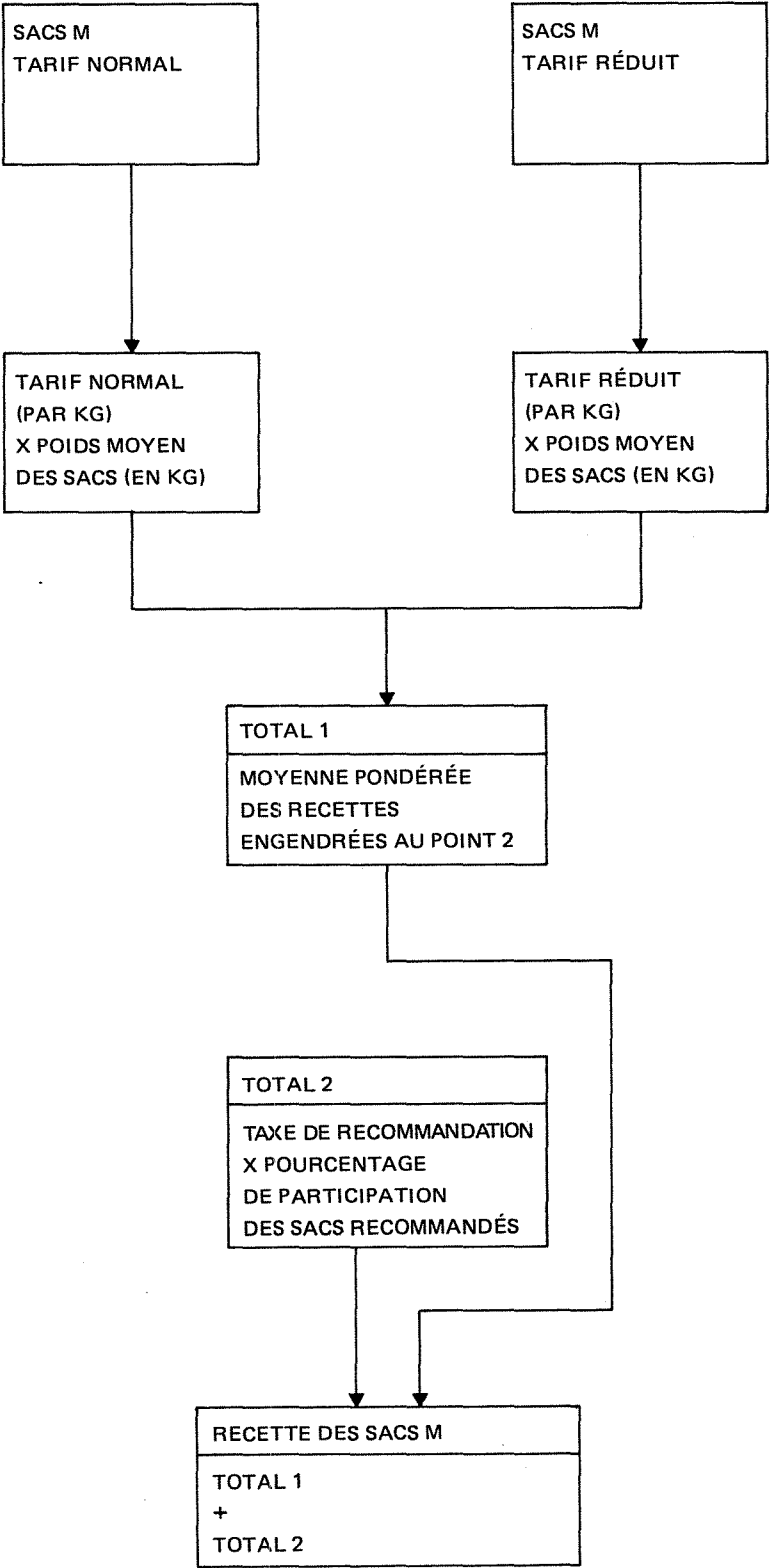
- Moyenne pondérée des recettes des sacs M tarifs normal et réduit

4. RECETTE DES SERVICES SPÉCIAUX

- C'est le produit de la taxe de recommandation multipliée par participation en pourcentage des sacs recommandés

5. RECETTE TOTALE PAR SAC M

- Somme des recettes de sacs ordinaires et du service spécial (4)



* Dans le cas de l'emploi des valeurs médianes des tarifs, selon l'annexe 1 (document technique), la valeur de la recette moyenne, par sac, est accrue de la constante qui compose la formule tarifaire respective.

1.2 Application du modèle

L'application des formules concernant le principe de l'équivalence se rapporte directement à l'obtention de données détaillées sur la structure du trafic postal international. Ces informations, comme cela ressort du point 1.1, se rapportent à la répartition des envois par catégorie et par échelon de poids, à l'incidence des services spéciaux et au poids moyen des envois selon les catégories pour lesquelles les recettes moyennes seront déterminées.

L'adoption d'un système selon lequel des données de cette nature devront être recueillies et groupées pour analyse est un problème qui exige une étude minutieuse pour que les résultats reflètent de manière précise et opérationnelle l'objet de l'investigation. Dans le cas spécifique d'une recherche dont les solutions peuvent avoir une influence plus ou moins accentuée sur le règlement de comptes de toutes les Administrations postales, ce problème acquiert une importance beaucoup plus grande. La prudence indéniablement nécessaire au développement d'une étude des frais terminaux a conduit le Groupe de travail à utiliser tous les moyens disponibles pour que les travaux puissent être effectués selon les principes statistiques les plus solides et les plus fiables possible et pour qu'ils reflètent la réalité du trafic postal individuel de chaque pays.

De cette façon, afin d'expérimenter le modèle statistique et d'évaluer ses conséquences financières, avant de procéder à l'obtention de données au niveau mondial, on a considéré valable l'exécution d'une recherche pilote. Cette recherche a été effectuée dans les principaux bureaux d'échange brésiliens (Sao Paulo et Rio de Janeiro) et a compris les trafics d'expédition et de réception du courrier au Brésil¹. Ses résultats, outre la vérification de la viabilité opérationnelle du modèle développé, ont fourni la base nécessaire à l'accomplissement de la recherche mondiale.

Il a été démontré que, bien que la solution idéale pour l'application des recettes moyennes soit le calcul bilatéral, son application stricte n'est pas faisable parce qu'elle requiert une analyse détaillée des échanges que chaque pays effectue avec chacun des autres pays avec lesquels il établit un échange postal, ce qui est impraticable.

De ce fait, on a cherché à développer les études ayant pour base le trafic d'expédition global des divers pays. Toutefois, même dans ce cas, il serait difficile d'obtenir des données détaillées de toutes les Administrations, en raison du coût et du grand travail que l'enregistrement et le traitement de ces données demanderaient. Par conséquent, prenant pour base l'expérience acquise lors de la recherche pilote au Brésil et tenant compte de la validité des modèles d'échantillonnage, selon ce qui a été démontré lors de ses réunions, le Groupe de travail a décidé de recourir à des analyses statistiques pour simplifier la recherche. Ainsi, il a été décidé que le prélèvement des données serait effectué par deux recherches par échantillonnage, l'une détaillée et l'autre simplifiée, conformément à ce qui suit:

- La recherche détaillée, englobant 20 Administrations, dont 8 membres du Groupe de travail, plus 12 choisies en fonction de leur représentativité en volume de trafic et selon une distribution géographique acceptable, a eu pour but de déterminer aussi bien la répartition du trafic postal d'expédition de chacun des pays par catégorie et par échelon de poids que l'incidence des services spéciaux et le poids moyen des envois de chaque catégorie.
- La recherche simplifiée, englobant les autres Pays-membres de l'UPU, a eu pour but de déterminer aussi bien la distribution des envois par catégorie que l'incidence des services spéciaux et le poids moyen de ces envois par catégorie.

Selon ce qui est décrit aux points 1.1.2.1 et 1.1.2.2, pour le calcul des recettes moyennes par envoi ordinaire, suivant les catégories d'envois définies (LC et AO), il est indispensable d'obtenir les informations sur les envois par échelon de poids. Donc ayant pour base les données de la recherche détaillée, on a fait le calcul des recettes moyennes pour les pays participant à cette recherche, lesquels ont servi de base pour définir les rapports fonctionnels entre les recettes moyennes et les poids moyens des envois, ce qui a été fait par des analyses statistiques (droites de régression).

¹ Les informations, les analyses et les résultats détaillés de cette recherche figurent au CE 1982/C 5 — Doc 15/Annexe 1 — recherche pilote sur le trafic international entre le Brésil et les autres pays — expédition et réception.

La validité de ces relations sur le plan mondial découle aussi bien de la représentativité des pays à partir desquels elles ont été calculées que de la forte corrélation existant entre les variables d'intérêt. Une fois connues ces relations et les poids moyens des envois (y compris ceux qui concernent les pays qui ont pris part à la recherche simplifiée), il a été possible de déterminer les recettes moyennes du courrier ordinaire pour tous les pays qui ont participé au programme d'échantillonnage.

Afin de calculer les recettes moyennes finales, on a pris en considération la participation des services spéciaux et la distribution des envois par catégorie, pour chaque pays, conformément aux points 1.1.2.1, 1.1.2.2 et 1.1.2.3.

Pour ce qui est de la recherche de sacs M, qui a été effectuée uniformément par tous les pays participants, il a été possible d'effectuer le calcul des recettes moyennes en appliquant directement les données obtenues aux formules de calcul mentionnées au point 1.1.2.4.

Chapitre II. Recherche statistique par échantillonnage des envois de la poste aux lettres dans le trafic international

2.1 Critères pour la réalisation de la recherche¹

Le point de départ pour le développement de toute recherche statistique par échantillonnage est la connaissance préalable de la population d'intérêt qui, dans le cas spécifique de cette recherche, est le trafic postal international mondial.

Afin de satisfaire à cette condition initiale, les données afférentes aux trafics respectifs concernant l'année 1979 ont été sollicitées des Administrations. Les renseignements fournis ont été nécessaires aussi bien à la détermination de l'échantillon global qu'à son allocation parmi les divers Pays-membres de l'Union postale universelle.

2.1.1 Détermination de l'échantillon

Se basant sur des considérations concernant la précision désirée, sur les coûts jugés supportables pour le développement du travail et sur l'absence d'informations de quelques pays concernant les expéditions de 1979, comme décrit au point 2.1.2 ci-dessous, l'échantillon pour les LC/AO a été dimensionné à 68 638 sacs.²

Ce nombre de sacs, selon les définitions du Groupe de travail, devait être examiné pendant la période comprise entre le 15 novembre 1982 et le 15 mai 1983 et englober 24 jours d'observations.

Il faut signaler que vu la facilité d'obtenir les données relatives aux sacs M et la simplicité de leur analyse, le Groupe de travail a décidé de faire un prélèvement exhaustif des sacs M pendant les 24 jours prévus pour l'exécution de la recherche.

2.1.2 Allocation de l'échantillon par pays

Pour augmenter la précision des résultats de la recherche, il a été décidé d'effectuer des échantillonnages stratifiés en grappes. Ainsi, à partir des données concernant le trafic de 1979, fournies par 97 pays, les Administrations ont été groupées en 6 strates homogènes, selon le poids total expédié.

Ensuite, le nombre de sacs à échantillonner a été assigné aux groupes, selon un critère de proportionnalité, c'est-à-dire conformément au poids expédié par chaque groupe dans le contexte mondial.

¹ Ces critères sont expliqués en détail à l'appendice I, chapitre VI.

² Voir à l'appendice I, point 6.1.

Au niveau de chaque groupe, la taille de l'échantillon à observer par pays a été calculée d'une façon uniforme; en d'autres termes, un échantillon égal a été déterminé pour chaque pays du même groupe. Toutefois, ce critère n'a pas été adopté rigoureusement pour le groupe 6, dans lequel l'échantillon de chaque pays a été calculé proportionnellement à son expédition. Cela est dû au fait que les données relatives à quelques pays présentent des divergences par rapport aux autres.

Il faut encore remarquer que les Administrations qui n'ont pas envoyé de données concernant leur trafic en 1979 ont eu leur échantillon calculé sur la base de critères subjectifs de "similarité", selon des caractéristiques connues d'autres sources.

Dans le tableau qui fait l'objet de l'annexe 2 (document technique), il est possible d'observer la répartition, par pays, du nombre de sacs prévus pour la recherche.

2.1.3 *Allocation de l'échantillon de chaque pays*

Après avoir défini le nombre de sacs à observer par les différentes Administrations, les pays de destination des expéditions de chacune de ces Administrations ont été groupés en 6 strates homogènes, déterminés selon le poids expédié pour chaque pays.

Ensuite, la taille de l'échantillon des groupes de destination a été déterminée proportionnellement au nombre de sacs expédiés pour chaque groupe et selon la voie d'acheminement. La division proportionnelle des sacs à observer par voie d'acheminement a eu pour but d'assurer une plus grande précision de l'échantillonnage.

Il convient de souligner que les Administrations qui n'ont pas envoyé les données relatives au trafic de 1979 ont été priées de faire elles-mêmes la stratification de leurs expéditions par groupes de destination.

De cette manière, l'allocation des sacs et la composition des groupes de destination des expéditions de chaque Administration ont été faites conformément aux annexes 2 et 3 (document technique).

2.2 **Aspects méthodologiques de la recherche**

2.2.1 *Définitions initiales*

Pour les besoins de la recherche par échantillonnage, les envois de la poste aux lettres ont été groupés dans les catégories suivantes:

LC	lettres et cartes postales;
AO	imprimés (à tarif normal); imprimés spéciaux — qui comprennent les livres, les écrits périodiques, les journaux, les partitions de musique et les cartes géographiques, quand des réductions tarifaires sont accordées à ces envois; petits paquets;
Sacs M	à tarif normal ou réduit — sacs contenant des imprimés ou des imprimés spéciaux adressés au même destinataire et pour la même adresse.

Les envois de la poste aux lettres qui bénéficient de la franchise postale et, donc, ne paient pas la taxe de rémunération pour frais terminaux ont été exclus de la recherche par échantillonnage. Ce sont:

- les envois échangés entre les Administrations postales;
- les envois concernant les prisonniers de guerre et les internés civils;
- les cécogrammes.

Les services spéciaux qui ont été considérés sont les suivants:

- recommandation;
- exprès;
- avis de réception.

2.2.2 *Recherche détaillée*

Les manuels d'instructions spécifiques de cette recherche et les modèles des formules utilisés pour le prélèvement des données GT1, GTM et GT3 ont été envoyés aux pays qui ont participé à la recherche (voir appendice II, document technique).

2.2.2.1 *Formule GT1*

A été utilisée pour obtenir les données suivantes concernant les envois de la poste aux lettres LC/AO contenus dans les sacs qui ont été identifiés et classés par destination et voie d'acheminement (aérienne ou surface):

- catégorie des envois (lettres, cartes postales, imprimés, imprimés spéciaux, petits paquets);
- poids des envois, selon les échelons de poids définis;
- incidence des services spéciaux.

Ces données ont servi pour le calcul des proportions des envois par catégorie, par service spécial et par échelon de poids, de même que pour le calcul du poids moyen des envois, de telles informations étant nécessaires pour déterminer les recettes moyennes par envoi et par kg de correspondance.

2.2.2.2 *Formule GTM*

Par cette formule, les données suivantes relatives aux sacs M ont été obtenues selon la voie d'acheminement (aérienne ou de surface):

- poids;
- tarif appliqué (normal ou réduit);
- destination;
- incidence du service de recommandation.

Sur la base de ces renseignements, les poids moyens des sacs (général et par tarif appliqué) ont été calculés, de même que leur proportion par tarif appliqué et le pourcentage des sacs recommandés dans le total de sacs M.

2.2.2.3 *Formule GT3*

A été employée pour que chaque pays indique le nombre total de sacs expédiés par les bureaux d'échange participant à la recherche, pendant les jours de recherche, pour toutes les destinations.

Cette information a été utilisée pour déterminer le volume et la composition du trafic d'expédition de chaque Administration, ce qui a permis de calculer les recettes moyennes pondérées à partir des données des Administrations.

2.2.3 *Recherche simplifiée*

Des manuels d'instructions spécifiques et des modèles de formules pour l'obtention des données GT2, GTM et GT3 ont été aussi distribués aux participants de cette recherche. (Voir appendice II, document technique.)

2.2.3.1 *Formule GT2*

A été employée pour obtenir les données suivantes concernant les envois LC/AO contenus dans les sacs qui ont été identifiés et classés selon la destination et la voie d'acheminement:

- catégorie des envois;
- poids des envois;
- incidence des services spéciaux.

Ces informations ont servi pour le calcul aussi bien des proportions des envois selon les catégories et les services spéciaux que du poids moyen des envois, variables nécessaires à l'application des analyses statistiques effectuées à partir des données de la recherche détaillée.

L'utilisation des formules GTM et GT3 a été expliquée antérieurement.

Chapitre III. Traitement des données de la recherche

3.1 Critique des données

Afin de vérifier la compatibilité entre les données fournies par les diverses Administrations et les spécifications définies dans les manuels d'instructions concernant la recherche, le pays rapporteur a établi un système de critique comprenant des activités développées manuellement et des opérations effectuées par ordinateur.

Le flux des opérations commence par l'analyse préliminaire des données envoyées sur des formules de recherche par les Administrations postales. Cette analyse, effectuée par un personnel spécialisé, a pour but de tester la cohérence des renseignements et d'éliminer les éventuelles incorrections.

A une étape postérieure, les données sont soumises à des programmes de saisie et critique. Des listages contenant les données enregistrées et l'indication des erreurs détectées sont établis. Ensuite, ces listages passent par une procédure d'analyse dans laquelle, outre la correction des erreurs détectées par l'ordinateur, la saisie est vérifiée pour supprimer d'autres incorrections pouvant exister.

Afin de clarifier les doutes relatifs à l'interprétation des données, le rapporteur a pris contact avec les Administrations concernées, chaque fois que cela s'est avéré nécessaire, dans le but d'employer le plus grand nombre possible d'informations et d'éviter que les résultats des études souffrent de l'existence de données qui ne sont pas parfaitement claires ou compatibles avec les modèles établis.

Il convient de souligner que même les données transmises par bandes magnétiques ont été soumises aux programmes de critique, pour en vérifier l'exactitude et, le cas échéant, effectuer les corrections nécessaires.

3.2 Traitement des données

Après avoir été acceptées par les programmes de critique, les données sont traitées par ordinateur selon les procédures définies à l'appendice II (document technique). Ces procédures se rapportent principalement à la forme de traitement et à la présentation des données.

Les programmes de traitement des informations reçues ont pour but de déterminer les relations qui ont servi de base au développement des analyses statistiques nécessaires aux calculs des taux des frais terminaux. Les données employées dans ces analyses comprennent: les recettes par envoi ordinaire obtenues à partir de l'analyse détaillée; les poids moyens et les proportions des envois selon les catégories et les services spéciaux (pour les LC/AO); les poids moyens ainsi que les proportions des envois selon le tarif appliqué et les services spéciaux (recommandation), pour les sacs M. Des calculs statistiques ont permis de déterminer les droites de régression et ont servi à estimer, pour tous les pays, les *recettes moyennes par envoi et par kilogramme*.

3.3 Présentation des données de la recherche

3.3.1 *Données globales*

Soixante-neuf pays ont pris part à la recherche statistique par échantillonnage, dont 22 (et non 20 comme cela avait été prévu initialement) ont participé à la recherche détaillée et 47 à la recherche simplifiée.

3.3.1.1 *Sacs LC/AO*

3.3.1.1.1 Recherche détaillée

Les 22 pays faisant partie de cette recherche ont examiné 45 770 sacs qui représentent 98 % du nombre prévu initialement pour ces pays, c'est-à-dire 46 867 sacs.

3.3.1.1.2 Recherche simplifiée

Les 47 pays faisant partie de la recherche simplifiée ont examiné 8908 sacs qui représentent 107 % du nombre prévu initialement pour ces pays, c'est-à-dire 8359 sacs.

Les nombres de sacs prévus pour la recherche sont présentés à l'annexe 2 (document technique) et les nombres réellement observés au barème 200 (annexe 4, document technique).

3.3.1.2 *Sacs M*

Des pays participant à la recherche, seuls 31 ont présenté des données relatives aux sacs M, l'observation ayant porté sur 305 252 unités.

3.3.2 *Données spécifiques*

Pour la présentation des diverses données obtenues à partir de la recherche effectuée, les barèmes suivants ont été produits par le système de traitement des données:

- tableau général de l'expédition — barème 200;
- estimation générale — envois/liasses/poids — barème 210;
- estimation des envois LC/AO — barème 220;
- proportion d'envois par catégorie tarifaire — barème 230;
- distribution du trafic — envois LC — barème 240;
- distribution du trafic — envois AO — petits paquets — barème 250;
- distribution du trafic — envois AO — imprimés à tarif normal — barème 260;
- distribution du trafic — envois AO — imprimés à tarif réduit — barème 270;
- expédition de sacs M — barème 130;
- recettes moyennes — sacs M — barème 135;
- expédition mondiale — barème 100:
 - sacs/envois/liasses/poids;
 - démonstratif général;
- proportion des envois par catégorie tarifaire et type de service — mondiale — barème 105;
- estimation de la distribution du trafic total — recherche détaillée — barème 120;
- expédition mondiale de sacs M — barème 140;
- recettes moyennes mondiales — sacs M — barème 145.

Ces barèmes, dont la description est faite à l'appendice II (document technique), contiennent les données des jours de recherche pour chaque mois et les données pour la période de l'échantillonnage, et sont présentés dans les annexes 4 à 12, ainsi qu'à l'annexe 20 au document technique de la manière suivante:

- annexe 4 — rapport de la période d'échantillonnage, avec des données relatives aux jours d'observation de chaque Administration;
- annexe 5 — rapport des jours de recherche de novembre 1982;
- annexe 6 — rapport des jours de recherche de décembre 1982;
- annexe 7 — rapport des jours de recherche de janvier 1983;
- annexe 8 — rapport des jours de recherche de février 1983;
- annexe 9 — rapport des jours de recherche de mars 1983;
- annexe 10 — rapport des jours de recherche d'avril 1983;
- annexe 11 — rapport des jours de recherche de mai 1983;
- annexe 12 — rapport de la période de six mois contenant des données estimées pour toute la période d'échantillonnage;
- annexe 20 — recettes des sacs M par pays (groupe et générale) et mondiale.

Chapitre IV. Analyse des résultats

4.1 Présentation des variantes

Pendant les réunions du Groupe de travail, la forme de présentation des résultats a fait l'objet de discussions pendant lesquelles ont été analysées les questions relatives à la précision désirée et à la simplicité nécessaire dans le système d'application du modèle sur le plan mondial.

Plusieurs solutions alternatives ont été étudiées. Les niveaux de précision et de difficulté pour les exécuter sont variables. Ainsi, pour que le Congrès puisse se prononcer en parfaite connaissance de cause, il a été estimé valable de présenter, comme résultat des études, toute une gamme de solutions prenant en considération deux systèmes tarifaires, les différentes formes de groupement des catégories d'envois, le trafic individuel de chaque pays (par groupes de destination et globalement) et, finalement, le trafic mondial.

De cette façon, les variantes de calcul, en fr-or/kg, sont les suivantes:

- Calcul des recettes moyennes par pays, selon les groupes de destination des expéditions:
 1. Pour les LC, AO et sacs M, séparément, selon:
 - a) les taxes de base pour les échelons de poids et les taxes maximales pour les services spéciaux (Document technique, annexe 17, pages 72 à 81, colonnes X1 et RAOW, pour les LC et AO; annexe 20, partie I, pour les sacs M);
 - b) les taxes médianes pour les échelons de poids et les taxes médianes pour les services spéciaux (Document technique, annexe 18, pages 72 à 81, colonnes X1 et RAOW, pour les LC et AO; annexe 20, partie II, pour les sacs M);
 - c) les taxes de base pour les échelons de poids et les taxes médianes pour les services spéciaux (Document technique, annexe 19, pages 72 à 81, colonnes X1 et RAOW, pour les LC et AO; annexe 20, partie III, pour les sacs M).
 2. Pour les LC/AO (recette combinée) et sacs M, selon:
 - a) les taxes de base pour les échelons de poids et les taxes maximales pour les services spéciaux (Document technique, annexe 17, pages 72 à 81, colonne RW, pour les LC/AO; annexe 20, partie I, pour les sacs M);
 - b) les taxes médianes pour les échelons de poids et les taxes médianes pour les services spéciaux (Document technique, annexe 18, pages 72 à 81, colonne RW, pour les LC/AO; annexe 20, partie II, pour les sacs M);
 - c) les taxes de base pour les échelons de poids et les taxes médianes pour les services spéciaux (Document technique, annexe 19, pages 72 à 81, colonne RW, pour les LC/AO; annexe 20, partie III, pour les sacs M).

— Calcul d'une recette moyenne unique par pays:

1. Pour les LC, AO et sacs M, séparément, selon:
 - a) les taxes de base pour les échelons de poids et les taxes maximales pour les services spéciaux (Document technique, annexe 17, pages 92 et 93, colonnes X1 et RAOW, pour les LC et AO; annexe 20, partie I, pour les sacs M);
 - b) les taxes médianes pour les échelons de poids et les taxes médianes pour les services spéciaux (Document technique, annexe 18, pages 92 et 93, colonnes X1 et RAOW, pour les LC et AO; annexe 20, partie II, pour les sacs M);
 - c) les taxes de base pour les échelons de poids et les taxes médianes pour les services spéciaux (Document technique, annexe 19, pages 92 et 93, colonnes X1 et RAOW, pour les LC et AO; annexe 20, partie III, pour les sacs M).
2. Pour les LC/AO (recette combinée) et sacs M, selon:
 - a) les taxes de base pour les échelons de poids et les taxes maximales pour les services spéciaux (Document technique, annexe 17, pages 92 et 93, colonne RW, pour les LC/AO; annexe 20, partie I, pour les sacs M);
 - b) les taxes médianes pour les échelons de poids et les taxes médianes pour les services spéciaux (Document technique, annexe 18, pages 92 et 93, colonne RW, pour les LC/AO; annexe 20, partie II, pour les sacs M);
 - c) les taxes de base pour les échelons de poids et les taxes médianes pour les services spéciaux (Document technique, annexe 19, pages 92 et 93, colonne RW, pour les LC/AO; annexe 20, partie III, pour les sacs M).

— Calcul de la recette moyenne mondiale:

1. Pour les LC, AO et sacs M, séparément, selon:
 - a) les taxes de base pour les échelons de poids et les taxes maximales pour les services spéciaux (Document technique, annexe 17, page 93, dernière ligne, colonnes X1 et RAOW, pour les LC et AO; annexe 20, partie I, dernière page, barème 145, pour les sacs M);
 - b) les taxes médianes pour les échelons de poids et les taxes médianes pour les services spéciaux (Document technique, annexe 18, page 93, dernière ligne, colonnes X1 et RAOW, pour les LC et AO; annexe 20, partie II, dernière page, barème 145, pour les sacs M);
 - c) les taxes de base pour les échelons de poids et les taxes médianes pour les services spéciaux (Document technique, annexe 19, page 93, dernière ligne, colonnes X1 et RAOW, pour les LC et AO; annexe 20, partie III, dernière page, barème 145, pour les sacs M);
2. Pour les LC/AO (recette combinée) et sacs M, selon:
 - a) les taxes de base pour les échelons de poids et les taxes maximales pour les services spéciaux (Document technique, annexe 17, page 93, dernière ligne, colonne RW, pour les LC/AO; annexe 20, partie I, dernière page, barème 145, pour les sacs M);
 - b) les taxes médianes pour les échelons de poids et les taxes médianes pour les services spéciaux (Document technique, annexe 18, page 93, dernière ligne, colonne RW, pour les LC/AO; annexe 20, partie II, dernière page, barème 145, pour les sacs M);
 - c) les taxes de base pour les échelons de poids et les taxes médianes pour les services spéciaux (Document technique, annexe 19, page 93, dernière ligne, colonne RW, pour les LC/AO; annexe 20, partie III, dernière page, barème 145, pour les sacs M).

Il convient de souligner que toutes les recettes moyennes par kg concernant les variantes ci-dessus sont calculées par l'application au modèle de calcul des poids moyens et proportions obtenus pour chaque Administration. La méthode utilisée est décrite au chapitre I, point 1.2, le calcul étant fait à partir des droites de régression définies¹ pour les LC/AO et, directement par l'application des formules décrites au chapitre I, point 1.1.2.4, pour les sacs M. *Ces recettes doivent être divisées par deux, pour obtenir le taux de compensation pour les frais terminaux.* Ces droites, qui définissent les relations qui existent entre les recettes moyennes par envoi ordinaire et les poids moyens des envois de la poste aux lettres, à savoir, LC, petits paquets, imprimés et imprimés spéciaux, sont exprimées par les équations suivantes:

¹ Les calculs de ces relations figurent à l'appendice I, chapitre VII.

Taxe de base

LC	=	63,0633 + 1,5861 \bar{w} ;
AO-IN	=	65,4994 + 0,3856 \bar{w} ;
AO-IR	=	43,6851 + 0,1561 \bar{w} ;
AO-PP	=	81,4587 + 0,4640 \bar{w} ;

Taxe médiane

LC	=	73,4653 + 1,6718 \bar{w} ;
AO-IN	=	75,1124 + 0,4366 \bar{w} ;
AO-IR	=	56,6508 + 0,1904 \bar{w} ;
AO-PP	=	100,7023 + 0,5188 \bar{w} ;

où \bar{w} = poids moyen des envois par pays (global ou par groupe de destination) ou mondial.

4.2 Analyse des variantes

Afin de faciliter l'analyse des 18 variantes présentées au point précédent, il faut présenter les 3 variables qui ont servi de base à leur élaboration. Ces variables peuvent être définies comme suit:

- système tarifaire;
- catégorie des envois;
- portée.

4.2.1 Système tarifaire¹

Le système tarifaire comprend la taxe appliquée aux envois selon les échelons de poids et les taxes appliquées aux services spéciaux. Les taxes pour les échelons de poids qui ont été prises en considération sont les taxes de base fixées à l'article 19 de la Convention et les valeurs médianes des taxes réelles perçues par les Administrations (taxe médiane). Pour les services spéciaux, ont été considérées les taxes maximales fixées à l'article 24 de la Convention et les valeurs médianes des taxes perçues par les Administrations (taxes médianes).

Trois situations qui résultent de la combinaison des systèmes tarifaires ont été présentées:

- a) Taxe de base pour les échelons de poids et taxes maximales pour les services spéciaux;
- b) Taxe de base pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux; et
- c) Taxe médiane pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux.

Les situations ci-dessus représentent soit des valeurs déterminées dans les Actes de l'UPU, soit des valeurs représentatives des taxes qui sont en vigueur dans les divers pays.

Une comparaison entre les résultats de ce travail permet de conclure que l'utilisation de l'une ou l'autre situation conduit à des valeurs très proches. *A titre d'illustration*, les valeurs afférentes aux taux mondiaux de frais terminaux (valeur de la recette moyenne, par kg, divisée par deux) sont transcrites comme suit:

TAUX POUR LA COMPENSATION POUR FRAIS TERMINAUX (FR-OR/KG)

Catégorie des envois	Situation		
	a	b	c
LC	28,68	25,81	28,71
AO	3,21	3,09	3,63
LC/AO	10,24	9,36	10,56
SAC M	0,87	0,82	1,04

¹ Voir, aussi, l'analyse qui figure à l'appendice I, chapitre XII.

La valeur obtenue à partir de la situation "a" est supérieure à celle de la situation "b", en raison de la valeur élevée des taxes maximales, pour les services spéciaux, par rapport aux taxes médianes, conformément à l'appendice I, chapitre II. D'autre part, la valeur observée en "c" est supérieure aux autres, étant donné que les taxes médianes, pour tous les échelons de poids, sont supérieures aux taxes de base.

Pour mieux positionner la situation ci-dessus, il faut procéder à une analyse séparée des tarifs et des taxes employés.

L'utilisation de la taxe médiane, dans ce travail, a eu pour but de permettre la présentation d'un univers plus grand d'alternatives pour le problème des frais terminaux. Toutefois, puisqu'elles représentent des valeurs qui résultent des prix réels perçus par les Administrations, lesquels, à leur tour, varient avec le temps, les taxes médianes ne constituent pas une base stable pour la détermination d'un système de frais terminaux. En d'autres termes, il serait possible d'affirmer que le dynamisme des valeurs de la taxe médiane impliquerait une révision périodique des taux de frais terminaux, ce qui rend très complexe le système de règlement des comptes.

En ce qui concerne les taxes de base, elles présentent la stabilité nécessaire à l'application des taux de frais terminaux, car elles sont fixées par les Congrès pour être en vigueur pendant la période qui les sépare.

En ce qui concerne les services spéciaux, comme il a été souligné dans des chapitres antérieurs, les valeurs fixées à la Convention postale universelle représentent des limites maximales de taxation.

En face de cela, les taxes réelles établies par les Administrations postales sont, normalement, très inférieures aux valeurs fixées.

4.2.2 *Catégorie des envois*

En tenant compte des catégories des envois, les alternatives pour le calcul des recettes moyennes sont les suivantes:

- a) Recettes moyennes isolées pour les LC, AO et sacs M;
- b) Recettes moyennes pour les LC/AO (recette combinée) et pour les sacs M.

En comparant les deux alternatives, on peut observer, en termes pratiques, qu'elles conduisent à des résultats égaux, pour n'importe quelle Administration, pourvu que des taux de frais terminaux bilatéraux soient adoptés. Cette assertion trouve sa justification dans le fait que la recette moyenne unique pour les LC/AO est une combinaison des recettes moyennes des LC et des AO — moyenne pondérée par le trafic de l'Administration — (voir analyse détaillée à l'appendice I, chapitre IV).

La situation ci-dessus ne se vérifiera pas si les recettes moyennes mondiales sont utilisées. Cela est expliqué, dans ce cas, par les recettes combinées des LC/AO qui sont calculées sur la base des proportions mondiales des LC et des AO, lesquelles, évidemment, ne coïncident pas avec les proportions des LC et des AO de chaque Administration.

4.2.3 *Portée*

Pour ce qui est de leur portée, les recettes moyennes ont été calculées à trois niveaux:

- a) Par pays, selon les groupes de destination de ses expéditions;
- b) Par pays; et
- c) Mondiales.

La définition du principe de l'équivalence est essentiellement bilatérale. Toutefois, les difficultés inhérentes au développement d'un travail de frais terminaux, selon cette optique, sont considérables, ce qui empêche l'application stricte de ce critère. Ainsi, on a estimé convenable de chercher des alternatives qui permettent un minimum de distorsions par rapport à la situation bilatérale, qui soient applicables, sans grandes difficultés, et qui demandent des méthodes moins onéreuses de mensuration des variables d'intérêt.

En termes de précision, en prenant en considération le décompte des frais terminaux, on peut dire que, probablement, les alternatives analysées, dans l'ordre où elles ont été mentionnées, présentent des niveaux croissants de distorsion par rapport au critère bilatéral. Il s'ensuit, donc, qu'en analysant les alternatives citées du point de vue théorique du principe de l'équivalence, il serait cohérent d'adopter celle qui présente la plus petite distorsion par rapport à la situation bilatérale.

D'autre part, il faut analyser les implications inhérentes à l'application de chacune des alternatives.

Quant aux alternatives "a" et "b", le problème fondamental est le fait de ne pas avoir des données concernant le trafic de la totalité des Administrations, ce qui nuit à l'application immédiate de ces alternatives. En fait, il n'a pas été possible d'établir des valeurs pour les Administrations qui n'ont pas pris part à la recherche. Ce problème ne sera résolu que lorsque des données complètes de toutes les Administrations seront connues.

L'alternative "c", en termes pratiques, est faisable, étant donné qu'aucun travail additionnel n'est nécessaire à son exécution. Les données qui sont disponibles sont représentatives du trafic mondial; donc, la structure du trafic ainsi définie (en termes de proportions et de poids moyens) tend à se maintenir inchangée même si l'on pouvait tenir compte des données concernant les pays qui n'ont pas participé à la recherche. Il convient de souligner que les données relatives à ces pays correspondent à une petite parcelle du trafic mondial (probablement non supérieure à 10%).

4.3 Correction des taux

Comme il a déjà été signalé dans des chapitres précédents, le principe développé ici a pour but d'établir l'équilibre financier des flux postaux internationaux. Afin d'atteindre cet équilibre, il faut que les taux pour la compensation au titre des frais terminaux soient associés aux prix postaux en vigueur. Ainsi, au cas où il y aurait une altération dans ces prix, il faudrait que les valeurs des taux des frais terminaux soient corrigées en conséquence pour éviter la rupture de l'équilibre financier.

Par conséquent, comme les valeurs trouvées dans ce travail ont été calculées sur la base des prix postaux qui résultent du système tarifaire approuvé par le Congrès de Rio de Janeiro et, considérant que, probablement, le Congrès de Hambourg adoptera de nouvelles taxes, il faudra corriger les taux calculés ici.

4.4 Indice d'inflation postale

Comme complément aux analyses des solutions possibles au problème des frais terminaux, il faudrait considérer une proposition présentée dans l'une des réunions du Groupe de travail, dans le sens de corriger les valeurs approuvées par le Congrès de Rio de Janeiro, par le moyen des taux d'inflation mondiale. Sous l'optique du principe de l'équivalence, une telle proposition peut être envisagée en appliquant des indices d'inflation postale. Les considérations relatives à ce sujet figurent à l'appendice I, chapitre X.

Chapitre V. Evolution des taux de rémunération

Selon le point 3 de la résolution C 35 du Congrès de Rio de Janeiro, l'étude de frais terminaux devrait englober une analyse des moyens de refléter, dans les Actes, l'évolution des taux au long de la période séparant deux Congrès.

D'après l'approche adoptée dans cette étude, les taux pour la compensation au titre des frais terminaux sont donnés comme fonction directe de la composition du trafic et des systèmes tarifaires. De cette façon, à supposer qu'il y ait une variation dans au moins une des deux variables considérées, il y aura une variation de ces taux.

5.1 Structure du trafic

Un changement dans la structure du trafic produira probablement une variation des recettes moyennes définies. Un tel fait résulte du système de calcul de ces recettes, lequel est fondé aussi bien sur la composition du trafic, en ce qui concerne la répartition des envois par catégorie, par services spéciaux et par échelons de poids, que sur les poids moyens des envois. Dans ce cas, la correction des taux implique la réalisation d'une recherche ayant pour but l'actualisation des données disponibles.

Ce travail a démontré que les coûts d'une recherche de cette importance sont très élevés. En outre, il a été possible de s'apercevoir, au cours de l'étude, qu'une telle recherche gêne considérablement les travaux dans les bureaux d'échange.

Partant de ces idées et de l'évidence que la structure du trafic mondial ne subit pas d'altérations substantielles dans une période de temps réduite (intervalle entre deux Congrès), il ne semble pas convenable de développer pendant la période séparant deux Congrès une recherche similaire à celle effectuée dont le but spécifique serait d'actualiser les taux dans cet intervalle¹.

5.2 Systèmes tarifaires²

Les taux de frais terminaux proposés sont définis selon deux systèmes tarifaires: taxes de base et médianes.

Les taxes de base sont adoptées par les Congrès, pour être en vigueur pendant cinq ans. Ainsi, elles ne pourraient pas être utilisées pour justifier une altération des taux de frais terminaux, entre deux Congrès, à moins qu'on adopte des taxes différenciées pour être en vigueur en périodes consécutives dans l'intervalle séparant deux Congrès.

Dans le cas de l'approbation du système de taxes médianes (bien qu'il présente une certaine instabilité, ce qui rend difficile la procédure de règlement des comptes des frais terminaux — voir chapitre IV, point 4.2.1), il existe la possibilité d'effectuer des actualisations des taux de frais terminaux à partir de ces taxes. Cela se justifie par le fait que les prix réels perçus par les pays sont sujets à des changements constants, même si les taxes de base n'étaient pas modifiées.

Chapitre VI. Conclusion

Le système de frais terminaux représente un vaste univers où d'innombrables propositions et analyses possibles rendent très complexe le processus de choix de la solution qui exprime le mieux l'intérêt de l'ensemble des Pays-membres de l'UPU.

Comme cela a déjà été souligné, la méthodologie développée sous l'optique du principe de l'équivalence est, essentiellement, bilatérale. Toutefois, des variantes ont été développées, dans ce travail, en tenant compte de la complexité de l'application d'une procédure bilatérale.

¹ Voir l'appendice I, chapitre XI et conclusion.

² Voir l'appendice I, chapitre X.

Du point de vue de la précision, les solutions bilatérales pourraient être considérées comme plus valables que les autres. Toutefois, des arguments techniques représentent seulement l'un des aspects du problème. Il est fondamental que les questions relatives à la mensuration des variables d'intérêt, de même que celles concernant le caractère pratique nécessaire à l'application des résultats, soient aussi pris en considération. Il en résulte la principale difficulté trouvée par le Groupe de travail pour indiquer une alternative qui puisse répondre à tous les objectifs proposés par les membres de l'UPU. En effet, si, d'un côté, quelques solutions peuvent être considérées comme conformes aux désirs de la communauté postale, du point de vue philosophique, d'un autre côté, elles se heurtent à des obstacles de caractère opérationnel dans leur mise en application.

En tenant compte de ce qui a été exposé, il devient convenable de soumettre à l'appréciation du Congrès toutes les variantes présentées au chapitre IV, pour qu'il décide sur l'adoption d'un taux capable de traduire les idées des différentes Administrations tout en connaissant les implications inhérentes à ces variantes.

En ce qui concerne l'évolution des taux de frais terminaux, on doit ajouter que les décisions dans ce sens dépendent du critère tarifaire; cette évolution dépendra donc de la solution à adopter.

Deuxième partie

Appendice I — Rapport technique

Frais terminaux

Sommaire

Introduction

Chapitre I. Le principe de l'équivalence: Idées générales

Chapitre II. Le sondage par échantillonnage

- 2.1 Idées générales
- 2.2 Classification des envois
- 2.3 Résultats des statistiques par échantillonnage

Chapitre III. Recettes moyennes

- 3.1 Envois LC
- 3.2 Envois AO
- 3.3 Recette moyenne combinée LC/AO
- 3.4 Sacs M

Chapitre IV. Poids ou envoi? Recettes combinées ou séparées?

Chapitre V. Coûts relatifs versus principe de l'équivalence

Chapitre VI. Le programme d'échantillonnage en détail

- 6.1 Définition de l'échantillon
- 6.2 Autres aspects du délinéament de l'échantillon

Chapitre VII. Estimations de recettes moyennes: Résultats et mesures de précision

Chapitre VIII. Critère bilatéral versus déséquilibre pondéral

- 8.1 Critère bilatéral
- 8.2 Déséquilibre pondéral versus critères d'exception

Chapitre IX. Frais terminaux: Taux minimisés versus taux réels

Chapitre X. Statu quo

Chapitre XI. L'influence temporelle sur les recettes moyennes

Chapitre XII. Aspect temporel des systèmes de prix employés

Chapitre XIII. Conclusions

Introduction

Le principal objectif de ce travail est celui de proposer des solutions alternatives pour le paiement de frais terminaux. De telles variantes sont, sans exception, au niveau du présent travail, associées à des procédures de mensuration comprenant des procédures statistiques complexes. Il devient ainsi nécessaire de développer cet exposé dans un double contexte, c'est-à-dire en accordant une égale importance aux aspects philosophiques et méthodologiques. L'inconvénient de cette approche est que quelques considérations importantes pour l'évaluation des propositions pour la fixation des taux des frais terminaux sont rendues compliquées par les formulations concernant des délinéaments des échantillons et par d'autres technicités relatives à la théorie de l'inférence statistique, qui ne sont pas toujours accessibles. Toutefois, le pays rapporteur croit que la portée des résultats statistiques (qui dépassent leur emploi pour les frais terminaux) justifie pleinement les éventuelles difficultés de lecture qui peuvent résulter d'une description détaillée des méthodes mathématiques employées.

Les sujets suivants forment le noyau de l'exposé:

- Le principe de l'équivalence;
- Alternatives pour la fixation des taux des frais terminaux qui découlent du principe de l'équivalence;
- Comparaison entre le principe de l'équivalence et la formule de coûts soumise à l'appréciation du Congrès de Rio de Janeiro;
- La technique statistique utilisée pour caractériser la demande de services postaux.

En ce qui concerne les frais terminaux, l'attention sera concentrée sur le principe de l'équivalence dans le sens qu'aucun "updating" n'a été effectué dans les résultats des études antérieures. Cela se confirme en particulier dans le cadre des analyses fondées sur des coûts relatifs. Cette procédure est justifiée par les difficultés d'interprétation des résultats. De l'avis du pays rapporteur, de nouvelles évaluations de structures de coûts (ou coûts relatifs) n'ajoutent pas beaucoup à l'expérience acquise, qui est du domaine général.

Chapitre I. Le principe de l'équivalence: Idées générales

Le principe de l'équivalence a sa justification dans les difficultés intrinsèques aux analyses de coûts. Il représente un "shift" des frais pour les recettes. Il généralise essentiellement la notion d'équilibre entre deux flux postaux. Deux flux postaux sont en équilibre si et seulement si à chaque envoi envoyé du pays "A" pour le pays "B" correspond un envoi identique (en catégorie et en poids) envoyé de "B" pour "A". Au cas où il existe cet équilibre physique et un système de prix universel, il y a nécessairement un équilibre financier c'est-à-dire que les flux de recettes associés aux flux physiques entre les pays "A" et "B", calculés sur la base d'un système de prix commun, doivent coïncider. La transformation de cette condition nécessaire en une condition nécessaire et suffisante est la philosophie principale du principe de l'équivalence. Donc, d'après celui-ci, deux flux sont en équilibre (sont équivalents) si, et seulement s'ils engendrent les mêmes recettes ou, en d'autres termes, si la "balance de paiements de services postaux internationaux" entre les pays "A" et "B" est en équilibre. De cette définition découle une formule extrêmement simple pour le paiement des frais terminaux. Etant donné un déséquilibre observé, le principe de l'équivalence serait vérifié par la répartition équitable de la différence existant entre les flux de recettes (la mesure du déséquilibre). En ces termes, adopter le principe de l'équivalence signifie rendre obligatoire l'équilibre financier dans les échanges de courrier international entre les Administrations postales.

Du point de vue purement mathématique, il faut observer que nous avons intérêt à travailler avec le partage qui est déterminé dans l'ensemble des flux postaux par la relation d'équivalence (égalité de flux de recettes). Ici, principe de l'équivalence signifie atomiser cette classe, autrement dit, la réduire à une et une seule composante, par paire.

Chapitre II. Le sondage par échantillonnage

2.1 Idées générales

Il semble évident que toute approche quantitative du problème des frais terminaux doit englober la connaissance de la nature des flux postaux entre les diverses Administrations. Cela est dû au fait que, pour caractériser les recettes (ou les coûts), il faut avoir des informations sur le prix moyen pondéré (recette moyenne) des envois afférents aux flux postaux. Ceux-ci, calculés sur une base universelle de prix (système tarifaire unique), permettent de comparer les divers flux financiers concernés. De ce fait, comme nous l'avons souligné au chapitre précédent, l'idée des frais terminaux reste intrinsèquement liée à la connaissance de la demande des services postaux. Afin de quantifier convenablement cette demande, nous avons effectué une recherche statistique par échantillonnage. Pour chaque Administration, nous avons concentré notre attention sur la population définie par l'expédition des envois de la poste aux lettres dans la période allant du 15 novembre 1982 au 15 mai 1983. Ce sondage a été organisé de telle manière qu'il a été possible d'évaluer même des caractéristiques telles que l'aspect saisonnier du trafic postal au niveau mondial. 54 678 sacs de LC/AO d'un total de 3 557 285 sacs (pour la période envisagée) ont été ouverts avec la participation de 69 pays¹ responsables pour environ 90% du trafic postal international mondial. En ce qui concerne les sacs M, un total de 305 252 sacs ont été observés, englobant 31 pays.

2.2 Classification des envois

2.2.1 Catégorie des envois de la poste aux lettres

Essentiellement, les classifications des envois de la poste aux lettres de l'UPU définissent les flux d'intérêt statistique. Cette classification comprend:

- *Envois LC* Lettres (y compris les aérogrammes) et cartes postales;
- *Envois AO* Imprimés, imprimés spéciaux et petits paquets. Les imprimés spéciaux comprennent les livres, les journaux, les écrits périodiques, les partitions de musique et les cartes géographiques, pourvu que des réductions tarifaires soient accordées pour ces envois;
- *Sacs M* Sacs contenant des imprimés ou imprimés spéciaux adressés au même destinataire et à la même adresse.

Ont été exclus du travail tous les envois de la poste aux lettres exempts de frais terminaux, c'est-à-dire les envois en franchise postale — les envois concernant les prisonniers de guerre et les internés civils, les cécogrammes, et les envois échangés entre les Administrations postales, conformément à l'article 63 de la Convention.

2.2.2 Traitement postal

Les envois de la poste aux lettres sont aussi classés d'après le traitement postal qu'ils reçoivent. Du point de vue de notre étude, ceux-ci peuvent être, de manière mutuellement exclusive, ordinaires, recommandés, exprès, recommandés/exprès et avec avis de réception.

2.2.3 Voie d'acheminement

Bien qu'en ce qui concerne les frais terminaux il n'y ait pas d'intérêt à classer les envois de la poste aux lettres d'après la voie d'acheminement (aérienne ou de surface), cette distinction devient importante du point de vue statistique (prélèvement des données), parce que les envois par voie de surface et les envois par voie aérienne sont mis en sacs souvent traités dans des centres opérationnels distincts lors de leur expédition.

¹ Ce nombre ne comprend pas la République fédérale d'Allemagne qui n'a pas participé au programme d'échantillonnage, bien qu'elle ait fourni des estimations du trafic LC/AO. Cependant, ces estimations ont été prises en considération dans les analyses statistiques.

2.2.4 *Système tarifaire*

Une autre classification qui a une importance capitale pour nos objectifs est celle qui est définie par la structure tarifaire de l'UPU. Celle-ci est présentée ci-après avec deux alternatives de prix sur lesquelles nous concentrerons notre attention: les taxes de base, prévues à l'article 19; les taxes médianes, qui représentent les valeurs médianes des taxes réelles perçues par les différentes Administrations. Un autre système de prix considéré représente une combinaison des valeurs des taxes de base pour les échelons de poids des envois et des taxes médianes pour les services spéciaux.

ENVOIS LC

Envois	Echelons de poids (grammes)	Taxes de base (c-or)	Taxes médianes ¹ (c-or)
Lettres	0 à 20	75	85,11
	20 à 100	180	197,73
	100 à 250	360	388,40
	250 à 500	690	741,49
	500 à 1000	1200	1290,62
	1000 à 2000	1950	2053,86
Cartes postales		52,50	66,40

¹ Voir à l'annexe 1 (document technique) les critères pour le calcul des taxes médianes.

ENVOIS AO

Petits paquets

Echelons de poids (grammes)	Taxes de base (c-or)	Taxes médianes (c-or) ¹
0 à 100	82,50	104,50
100 à 250	150,00	175,73
250 à 500	270,00	310,31
500 à 1000	450,00	512,50
1000 à 2000	900,00	1025,00
2000 à 3000	1350,00	1537,50

¹ Voir à l'annexe 1 (document technique) les critères pour le calcul des taxes médianes.

Imprimés

Echelons de poids (grammes)	Taxes de base (c-or)	Taxes médianes (c-or) ¹
0 à 20	37,50	46,14
20 à 100	82,50	91,07
100 à 250	150,00	171,49
250 à 500	270,00	308,69
500 à 1000	450,00	514,05
1000 à 2000	630,00	714,76
par échelon supplémentaire de 1000 grammes	315,00	351,57

¹ Voir à l'annexe 1 (document technique) les critères pour le calcul des taxes médianes.

Imprimés spéciaux

Echelons de poids (grammes)	Taxes de base (c-or)	Taxes médianes (c-or) ¹
0 à 20	18,75	28,25
20 à 100	41,25	52,92
100 à 250	75,00	94,82
250 à 500	135,00	163,55
500 à 1000	225,00	283,78
1000 à 2000	315,00	405,90
par échelon supplémentaire de 1000 grammes	157,50	182,92

¹ Voir à l'annexe 1 (document technique) les critères pour le calcul des taxes médianes.

SACS M

La taxe applicable aux sacs "M" est calculée de la même façon que celle des AO (imprimés) par échelons de 1000 g, jusqu'à concurrence du poids total du sac (limite: 30 000 g). Sur la valeur finale peut s'appliquer une réduction de 10%. Dans le cas des imprimés spéciaux, une réduction additionnelle de 50% peut être appliquée. Ces réductions seront prises en considération dans ce travail.

SERVICES SPÉCIAUX

Type	Envoi	Taxes de base (fr-or)	Taxes médianes (fr-or) ¹
Recommandation	Sacs M	20	9,781
	LC/AO	4	1,929
Exprès	LC/AO	5	2,7027
AR	LC/AO	3	1,3988

¹ Voir à l'annexe 1 (document technique) les critères pour le calcul des taxes médianes.

Nous observons que les valeurs pour les services spéciaux (taxes spéciales) représentent des taxes maximales d'affranchissement. Bien que dans plusieurs études la prise en considération de ces valeurs n'ait jamais fait l'objet de restrictions de la part des Pays-membres de l'UPU, il semble quand même convenable de prendre en considération des valeurs médianes pour les services spéciaux. Le système de prix qui en résulte présente un grand intérêt. Celui-ci est la combinaison des valeurs de base et médianes auxquelles nous nous sommes rapportés antérieurement.

2.3 Résultats des statistiques par échantillonnage

Après avoir décrit la structure des envois postaux à partir de leurs définitions et classifications, il devient facile d'expliquer ce que nous voulons dire par identification de la demande postale: il s'agit simplement de la quantification, pendant une période de temps donnée, d'un flux postal tel que celui des envois LC à l'échelon de 0 à 20 grammes. D'autres exemples sont: flux des envois LC, flux des envois AO, flux des petits paquets entre 500 et 1000 grammes.

Le programme d'échantillonnage a donné lieu à un ensemble volumineux de rapports qui présentent des données quantifiées dans tous les niveaux d'intérêt pour les flux postaux. Ces chiffres reflètent des données mensuelles, des données cumulées pendant 6 mois et des données pour la période de l'échantillonnage. Il est très important d'avoir une complète familiarité avec la forme de présentation des résultats statistiques. Aussi, dès maintenant, sont-ils introduits. Pour le moment, les détails techniques concernant la manière dont ils ont été obtenus sont omis. Plus tard, ce sujet sera exposé en profondeur.

En ce qui concerne la statistique, il convient de faire une dichotomie de l'univers de la recherche en deux classes disjointes, définies par le niveau de l'information disponible:

- Pays ayant des informations complètes (classe C) — pays de l'échantillonnage détaillé;
- Pays ayant des informations partielles (classe P) — pays de l'échantillonnage simplifié.

Ci-après, nous présentons les composants de ces classes, de même que les codes qui y sont associés.

CLASSE C

Code	Pays
100	Brésil
101	Argentine
200	Biélorussie
204	Rép. dém. allemande
206	Ukraine
207	Union des républiques socialistes soviétiques
302	Amérique (Etats-Unis) et Territoires des Etats-Unis d'Amérique
303	Australie
	— Christmas (île)
	— Cocos (Keeling) (îles)
	— Norfolk (île)
304	Autriche
305	Belgique
306	Canada
308	Espagne
310	France
	— Départements français d'outre-mer
	— Collectivité territoriale de Mayotte
	— Territoires français d'outre-mer
311	Grande-Bretagne
	— Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	— Guernesey
	— Ile de Man
	— Jersey
312	Territoires d'outre-mer (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord)
	— Vierges (îles)
316	Italie
323	Pays-Bas
404	Chine (Rép. pop.)
407	Inde
423	Thaïlande
518	Kenya
616	Maroc

CLASSE P

Code	Pays
105	Chili
106	Colombie
110	Dominique
111	El Salvador
121	Panama (Rép.)
122	Paraguay
128	Trinité-et-Tobago
129	Uruguay
132	Belize
201	Bulgarie (Rép. pop.)
202	Hongrie (Rép. pop.)
205	Tchécoslovaquie
300	Afrique du Sud
301	Allemagne, Rép. féd. d' ¹
307	Danemark (y compris le Groenland) et îles Féroé
314	Islande
315	Israël
317	Japon
319	Luxembourg
321	Norvège
322	Nouvelle-Zélande
	— Îles Cook
	— Samoa occidentale
325	Suède
401	Bangladesh
405	Corée (Rép.)
412	Malaisie
417	Pakistan
422	Sri Lanka
429	Vanuatu
508	Congo (Rép. pop.)
510	Ethiopie
512	Gambie
513	Ghana
521	Madagascar
522	Malawi
523	Mali
524	Maurice
528	Nigéria
537	Tanzanie (Rép. unie)
541	Zambie
542	Zimbabwe
600	Arabie saoudite
604	Jordanie
607	Oman
612	Algérie
701	Chypre
702	Grèce
704	Portugal
707	Yougoslavie

¹ Les informations d'intérêt ont été prises des données globales fournies.

A titre d'exemple, il suffit de considérer un représentant typique de la classe C. De ce fait, nous nous concentrons sur le code 100 (Brésil) et sur l'union de C et P (consolidation des données de la recherche — données globales).

Selon la nature de l'information statistique qu'ils contiennent, les barèmes reçoivent une numérotation: 100, 105, 120, 130, 140, 200, 210, 220, 230, 240, 250, 260 et 270. Les barèmes 100, 105, 120 et 140 représentent des données consolidées. Les barèmes 130, 200, 210, 220, 230, 240, 250, 260 et 270 sont disponibles pour les éléments de la classe C. Pour les éléments de la classe P, il y a les barèmes 130, 200, 210, 220 et 230. Pour chaque Administration (et pour les données globales), les rapports sont présentés aux annexes 4 à 12 (document technique) de la manière suivante:

- Annexe 4 Rapport de la période de statistique;
 Annexe 5 Rapport des jours de sondage de novembre 1982;
 Annexe 6 Rapport des jours de sondage de décembre 1982;
 Annexe 7 Rapport des jours de sondage de janvier 1983;
 Annexe 8 Rapport des jours de sondage de février 1983;
 Annexe 9 Rapport des jours de sondage de mars 1983;
 Annexe 10 Rapport des jours de sondage d'avril 1983;
 Annexe 11 Rapport des jours de sondage de mai 1983;
 Annexe 12 Rapport de la période de 6 mois.

La caractérisation sera faite à partir de l'annexe 4, pour le code 100, et de l'annexe 12, pour les données consolidées (document technique).

BARÈME 200

Tableau général de l'expédition

Administration postale - code 100 - Brésil									
Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83 - Nombre de jours de recherche: 24									
Groupe	Nombre de sacs pendant la période			Nombre de sacs échantillonnés			Taux d'échantillonnage/sacs		
	Total	V. surface	V. aérienne	Total	V. surface	V. aérienne	Total	V. surface	V. aérienne
1	795	281	514	39	6	33	0.049	0.021	0.154
2	384	107	277	21	11	10	0.055	0.103	0.136
3	1.056	417	639	42	19	32	0.040	0.024	0.350
4	836	246	590	45	8	37	0.054	0.033	0.363
5	1.030	367	663	52	9	43	0.050	0.025	0.365
6	1.759	411	1.348	93	12	81	0.053	0.029	0.360
Total général	5.860	1.829	4.031	242	56	236	0.050	0.031	0.359

La presque totalité du barème 200 ne demande pas d'explications et décrit, dans ses grandes lignes, la recherche du point de vue de son intensité dans les catégories LC/AO. La colonne "Groupe" concerne la stratification adoptée pour les expéditions et présente des valeurs de 1 à 6. Pour chaque Administration, la liste des composants de chacun de ces groupes peut être trouvée à l'annexe 3 (document technique). Le groupe 1, pour le Brésil, par exemple, ne caractérise que le code 302.

Il est important de remarquer que la ligne du total correspond toujours aux données globales de l'Administration. Cela est valable pour tous les barèmes.

BARÈME 210

Estimation générale — Envois/liasses en transit/poids

Administration postale - code 100 - Brésil											
Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83 - Nombre de jours de recherche: 24											
Groupe	Nombre		Nombre d'envois		Services spéciaux		Poids (kg)	Poids moyen (kg)			
	Envois	Liasses en transit	Recommandés	Exprés	Rec./Exp.	Avis de récep.		Envois	Liasses en transit	Sacs	
1	412.266	795	55.750	0	0	2.222	21.165	0.051	26.623	26.623	
2	116.644	384	9.125	0	0	311	6.704	0.049	17.454	17.454	
3	555.522	1.175	31.553	0	0	855	21.497	0.037	17.444	19.410	
4	527.865	836	17.927	0	0	502	16.390	0.031	19.605	19.625	
5	437.636	1.030	23.075	0	0	1.257	17.346	0.040	16.841	16.841	
6	404.995	4.568	20.785	0	0	662	19.696	0.046	4.093	10.629	
TOTAL	2.474.928	6.798	157.915	0	0	5.819	101.798	0.041	11.470	17.291	

Le barème 210 est un tableau de l'expédition LC/AO (total des envois). Il montre la demande globale en nombre d'envois et en services spéciaux aussi bien que les caractéristiques générales de volume (poids). Ce qu'il y a de nouveau en termes conceptuels est la colonne des liasses en transit (pseudo-sacs). Une autre nouveauté est le concept de poids moyen des sacs pour chaque groupe. Puisque dans la recherche les envois en transit ont été "séparés" des sacs qui les contenaient et ont été "redistribués" selon le groupe de destination réel, il s'ensuit que les poids moyens sont représentatifs des sacs d'un groupe donné si, et seulement s'ils coïncident avec les poids moyens de la variable "liasses". De cette façon, pour le code 100, le poids moyen net d'un sac pour le groupe 1 est de 26,623 kg, tandis qu'il n'est pas de 19,410 kg pour le groupe 3. De telles considérations ne s'appliquent pas à la ligne des totaux. Là, le résultat est correct, puisqu'il représente le quotient du poids total expédié (estimation) dans la période par le nombre de sacs observés.

BARÈME 220

Estimation des envois LC/AO

Administration postale - code 100 - Brésil									
Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83 - Nombre de jours de recherche: 24									
Cat.	Groupe	Nombre d'envois	Nombre d'envois		Services spéciaux		Poids (kg)		
			Recommandés	Exprès	Rec./Exp.	Avis de réception	Total	Moyen	
L	1	357.969	52.509	0	0	2.222	10.459	0.027	
	2	126.130	8.320	0	0	311	1.547	0.012	
	3	518.101	29.969	0	0	830	11.410	0.022	
	4	499.666	16.366	0	0	502	9.739	0.020	
	5	394.890	21.213	0	1	1.208	9.228	0.024	
	6	371.673	18.374	0	0	662	9.559	0.025	
	TOTAL	2.218.539	146.751	0	0	5.735	51.992	0.023	
A	1	24.298	3.241	0	0	0	10.706	0.441	
	2	10.514	1.006	0	0	0	5.157	0.490	
	3	37.340	1.584	0	0	25	9.046	0.243	
	4	28.200	1.550	0	0	0	6.601	0.234	
	5	52.746	1.862	0	0	79	8.118	0.154	
	6	33.323	1.910	0	0	0	9.137	0.274	
	TOTAL	186.421	11.163	0	0	104	48.805	0.262	
O	1	2.915	2.283	0	0	0	1.444	0.495	
	2	347	293	0	0	0	193	0.556	
	3	1.685	1.358	0	0	0	885	0.525	
	4	1.821	1.375	0	0	0	990	0.543	
	5	1.604	1.268	0	0	20	728	0.454	
	6	2.326	1.210	0	0	0	1.072	0.461	
	TOTAL	10.698	7.787	0	0	20	5.312	0.497	
P	1	7.787	469	0	0	0	2.888	0.371	
	2	3.200	129	0	0	0	598	0.281	
	3	18.171	151	0	0	25	3.272	0.180	
	4	14.471	130	0	0	0	2.379	0.164	
	5	29.235	376	0	0	59	2.909	0.100	
	6	18.284	113	0	0	0	2.924	0.160	
	TOTAL	91.143	1.367	0	0	84	15.270	0.168	
I	1	13.596	489	0	0	0	6.374	0.469	
	2	6.967	585	0	0	0	4.066	0.584	
	3	17.485	75	0	0	0	4.933	0.282	
	4	11.908	56	0	0	0	3.233	0.271	
	5	21.907	218	0	0	0	4.480	0.205	
	6	12.712	586	0	0	0	5.141	0.404	
	TOTAL	84.575	2.009	0	0	0	28.224	0.334	

Le barème 220 représente la répartition des résultats du barème 210 pour les catégories des LC, AO et les sous-catégories des AO. Celles-ci sont représentées comme suit:

- AOPP petits paquets;
- AOIN imprimés;
- AOIR imprimés spéciaux.

BARÈME 230

Proportion d'envois par catégorie tarifaire

Administration postale - code 100 - Brésil						
Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83 - Nombre de jours de recherche: 24						
Groupe	Envois			Envois AO		
	L C	A O	P P	I N	I R	
1	0.941	0.059	0.120	0.320	0.560	
2	0.923	0.077	0.033	0.304	0.663	
3	0.933	0.067	0.045	0.497	0.468	
4	0.947	0.053	0.055	0.513	0.422	
5	0.879	0.121	0.030	0.554	0.415	
6	0.918	0.082	0.070	0.549	0.381	
TOTAL	0.925	0.075	0.057	0.459	0.454	

Le barème 230 décrit la distribution (proportions) de la demande en ce qui concerne les totaux des envois LC/AO ainsi que des sous-catégories des AO.

BARÈME 240

Répartition du trafic — Envois LC

Administration postale - code 100 - Brésil											
Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83 - Nombre de jours de recherche: 24											
Groupe	Echelon	Envois	Nombre d'envois	Services spéciaux	Proportion envois	Services spéciaux	Poids (kg)				
		de poids	Recomm.	Exprès	Rec./Exp.	Exprès	Rec./Exp.	Avis de récep.	Total	Moyen	
1	00	56.138	0.1451	0	0	0	0.000	0.000	253	0.005	
	01	259.794	0.6701	29.740	0	795	0.114	0.000	2.428	0.009	
	02	53.467	0.1381	15.268	0	938	0.246	0.000	2.252	0.047	
	03	11.354	0.0291	5.014	0	367	0.442	0.000	1.816	0.160	
	04	5.355	0.0131	1.671	0	82	0.311	0.000	1.730	0.342	
	05	1.508	0.0041	530	0	41	0.351	0.000	1.051	0.697	
	06	652	0.0221	285	0	0	0.417	0.000	929	1.425	
	TOTAL	387.968	-----	52.508	0	2.223	0.135	0.000	10.459	0.027	
2	00	2.834	0.0221	0	0	0	0.000	0.000	14	0.005	
	01	115.360	0.9151	6.619	0	183	0.057	0.000	891	0.000	
	02	6.491	0.0511	1.408	0	91	0.217	0.000	241	0.037	
	03	987	0.0081	219	0	37	0.222	0.000	166	0.161	
	04	274	0.0021	55	0	0	0.291	0.000	98	0.359	
	05	165	0.0011	18	0	0	0.109	0.000	115	0.597	
	06	18	0.0001	0	0	0	0.000	0.000	22	1.222	
	TOTAL	126.129	-----	8.319	0	311	0.066	0.000	1.547	0.012	
3	00	54.231	0.1051	25	0	0	0.000	0.000	254	0.005	
	01	396.341	0.7851	18.151	0	352	0.046	0.000	3.658	0.009	
	02	50.183	0.0971	7.920	0	251	0.158	0.000	2.113	0.042	
	03	10.132	0.0201	2.584	0	75	0.253	0.000	1.604	0.151	
	04	4.601	0.0091	729	0	25	0.158	0.000	1.509	0.128	
	05	2.087	0.0041	503	0	101	0.241	0.000	1.466	0.702	
	06	603	0.0011	75	0	25	0.124	0.070	802	1.530	
	TOTAL	518.180	-----	29.969	0	929	0.058	0.070	11.410	0.022	
4	00	90.173	0.1801	0	0	0	0.000	0.000	433	0.005	
	01	354.895	0.7101	9.307	0	242	0.026	0.000	3.342	0.009	
	02	40.238	0.0811	4.570	0	111	0.114	0.000	1.731	0.043	
	03	8.378	0.0171	1.500	0	93	0.155	0.000	1.263	0.151	
	04	4.058	0.0081	575	0	37	0.142	0.000	1.387	0.342	
	05	1.560	0.0031	446	0	19	0.294	0.000	1.143	0.736	
	06	372	0.0011	167	0	0	0.449	0.000	483	1.298	
	TOTAL	499.666	-----	16.366	0	502	0.033	0.000	9.789	0.020	
5	00	59.738	0.1551	0	0	634	0.090	0.000	294	0.005	
	01	275.020	0.7151	11.508	0	218	0.042	0.000	2.489	0.009	
	02	35.079	0.0711	5.303	0	277	0.165	0.000	1.486	0.042	
	03	9.052	0.0241	2.535	0	79	0.210	0.000	1.489	0.164	
	04	3.585	0.0091	495	0	0	0.133	0.000	1.238	0.345	
	05	1.703	0.0051	574	0	0	0.322	0.000	1.342	0.753	
	06	614	0.0021	297	0	0	0.454	0.000	890	1.450	
	TOTAL	304.890	-----	21.212	0	1.208	0.055	0.000	9.225	0.024	
6	00	47.142	0.1271	39	0	0	0.091	0.000	227	0.005	
	01	265.210	0.7141	8.627	0	359	0.013	0.000	2.440	0.009	
	02	44.410	0.1191	6.567	0	227	0.143	0.000	1.986	0.045	
	03	8.911	0.0241	1.780	0	74	0.200	0.000	1.423	0.160	
	04	3.464	0.0091	720	0	0	0.298	0.000	1.206	0.348	
	05	1.740	0.0051	597	0	0	0.228	0.000	1.171	0.673	
	06	794	0.0021	246	0	3	0.310	0.000	1.100	1.385	
	TOTAL	371.671	-----	18.175	0	662	0.049	0.000	9.559	0.026	

Consolidation des estimations pour les envois LC

Administration postale - code 100 - Brésil													
Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83 - Nombre de jours de recherche: 24													
Groupe	Echelon de poids	Envois		Nombre d'envois - Services spéciaux				Proportion envois - Services spéciaux				Poids (kg)	
		Nombre	Proport.	Recommandés	Exprès	Rec./Exp.	Avis de réception	Recommandés	Exprès	Rec./Exp.	Avis de récept.	Total	Moyen
C	00	310.256	0.116	61	0	0	634	0.030	0.000	0.000	0.002	1.479	0.005
O	01	1.666.622	0.728	81.954	0	0	2.149	0.050	0.000	0.000	0.001	15.244	0.009
N	02	229.887	0.100	41.536	0	0	1.895	0.181	0.000	0.000	0.008	9.811	0.043
S	03	48.814	0.021	13.412	0	0	727	0.275	0.000	0.000	0.315	7.766	0.159
O	04	21.029	0.009	4.246	0	0	144	0.292	0.000	0.000	0.007	7.168	0.341
L	05	8.843	0.004	2.468	0	0	161	0.279	0.000	0.000	0.318	6.293	0.712
I	06	3.053	0.001	1.070	0	0	25	0.350	0.000	0.000	0.008	4.226	1.384
D	TOTAL	2.288.504	-----	146.749	0	0	5.735	0.064	0.000	0.000	0.003	51.992	0.023

BARÈME 250

Répartition du trafic — Envois AO — Petits paquets

Administration postale - code 100 - Brésil													
Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83 - Nombre de jours de recherche: 24													
Groupe	Echelon	Envois		Nombre d'envois		Services spéciaux		Proportion envois - Services spéciaux		Avis de		Poids (kg)	
	de poids	Nombre	Proport.	Recommandés	Exprès	Rec./Exp.	Recomm.	Exprès	Rec./Exp.	Avis de	Total	Moyen	
	01	61	0.721	3	0	0	0	0.000	0.000	0.000	5	0.075	
	02	775	0.266	632	0	0	0	0.915	0.000	0.000	159	0.206	
	03	815	0.280	693	0	0	0	0.350	0.000	0.000	298	0.355	
1	04	1.182	0.405	917	0	0	0	0.776	0.000	0.000	887	0.751	
	05	82	0.028	41	0	0	0	0.500	0.000	0.000	95	1.153	
	06	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	TOTAL	2.915	-----	2.283	0	0	0	0.753	0.000	0.000	1.444	0.495	
	01	18	0.052	13	0	0	0	1.000	0.000	0.000	2	0.132	
	02	18	0.052	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	4	0.229	
	03	110	0.317	73	0	0	0	0.664	0.000	0.000	39	0.355	
2	04	201	0.579	201	0	0	0	1.000	0.000	0.000	148	0.735	
	05	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	06	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	TOTAL	347	-----	292	0	0	0	0.841	0.000	0.000	193	0.556	
	01	75	0.045	50	0	0	0	0.657	0.000	0.000	6	0.074	
	02	176	0.105	101	0	0	0	0.574	0.000	0.000	36	0.202	
	03	277	0.164	201	0	0	0	0.726	0.000	0.000	99	0.359	
3	04	1.131	0.672	981	0	0	0	0.867	0.000	0.000	718	0.635	
	05	25	0.015	25	0	0	0	1.000	0.000	0.000	26	1.021	
	06	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	TOTAL	1.684	-----	1.358	0	0	0	0.896	0.000	0.000	885	0.525	
	01	130	0.071	19	0	0	0	0.146	0.000	0.000	10	0.090	
	02	316	0.174	186	0	0	0	0.599	0.000	0.000	57	0.130	
	03	464	0.255	353	0	0	0	0.761	0.000	0.000	154	0.331	
4	04	873	0.480	797	0	0	0	0.915	0.000	0.000	731	0.618	
	05	37	0.020	19	0	0	0	0.514	0.000	0.000	37	1.012	
	06	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	TOTAL	1.820	-----	1.376	0	0	0	0.756	0.000	0.000	990	0.544	
	01	79	0.049	40	0	0	0	0.506	0.000	0.000	7	0.087	
	02	475	0.296	337	0	0	0	0.739	0.000	0.000	92	0.193	
	03	456	0.284	396	0	0	0	0.868	0.000	0.000	174	0.381	
5	04	594	0.370	495	0	0	0	0.833	0.000	0.000	456	0.758	
	05	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	06	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	TOTAL	1.604	-----	1.268	0	0	0	0.791	0.000	0.000	728	0.434	
	01	57	0.024	33	0	0	0	0.657	0.000	0.000	5	0.083	
	02	511	0.220	209	0	0	0	0.407	0.000	0.000	99	0.193	
	03	1.002	0.431	397	0	0	0	0.376	0.000	0.000	366	0.356	
6	04	693	0.293	492	0	0	0	0.722	0.000	0.000	525	0.771	
	05	76	0.033	76	0	0	0	1.000	0.000	0.000	77	1.019	
	06	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	TOTAL	2.327	-----	1.211	0	0	0	0.520	0.000	0.000	1.072	0.451	

Consolidation des estimations pour les envois AO — Petits paquets

Administration postale - code 100 - Brésil													
Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83 - Nombre de jours de recherche: 24													
Groupe	Echelon de poids	Envois		Nombre d'envois - Services spéciaux				Proportion envois - Services spéciaux				Poids (kg)	
		Nombre	Proport.	Recommandés	Exprès	Rec./Exp.	Avis de récep.	Recomm.	Exprès	Rec./Exp.	Avis de réception	Total	Moyen
CONSOLIDATION	01	420	0.039	165	0	0	0	0.393	0.000	0.000	0.000	34	0.081
	02	2.271	0.212	1.466	0	0	0	0.645	0.000	0.000	0.000	446	0.196
	03	3.124	0.292	2.113	0	0	20	0.676	0.000	0.000	0.006	1.130	0.352
	04	4.662	0.436	3.885	0	0	0	0.833	0.000	0.000	0.000	3.466	0.744
	05	220	0.021	161	0	0	0	0.732	0.000	0.000	0.000	236	1.071
	06	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
TOTAL		10.697	-----	7.783	0	0	20	0.728	0.000	0.000	0.002	5.312	0.497

BARÈME 260

Répartition du trafic — Envois AO — Imprimés à tarif normal

Administration postale - code 100 - Brésil														
Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83 - Nombre de jours de recherche: 24														
Groupe	Echelon	Envois		Nombre d'envois		Services spéciaux		Avis de réc.	Proportion envois		Services spéciaux		Poids (kg)	
		Id. poids	Nombre Proport.	Recommandés	Exprès	Rec./Exp.	Recomm.		Exprès	Rec./Exp.	Avis réc.	Total	Moyen	
1	01	1.223	0.157	3	0	0	0	0	0.090	0.000	0.000	0.000	12	0.010
	02	1.773	0.228	82	0	0	0	0	0.046	0.000	0.000	0.000	101	0.057
	03	2.365	0.304	20	0	0	0	0	0.093	0.000	0.000	0.000	532	0.225
	04	836	0.107	102	0	0	0	0	0.122	0.000	0.000	0.000	323	0.316
	05	713	0.092	82	0	0	0	0	0.115	0.000	0.000	0.000	526	0.738
	06	836	0.107	161	0	0	0	0	0.195	0.000	0.000	0.000	1.262	1.510
	07	20	0.003	20	0	0	0	0	1.000	0.000	0.000	0.000	46	2.350
	08	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	09	20	0.003	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	84	4.200
	10	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	11	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	12	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	13	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	14	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	TOTAL	7.786	-----	469	0	0	0	0	0.060	0.000	0.000	0.000	2.885	0.371
2	01	367	0.109	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	3	0.039
	02	1.536	0.480	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	117	0.076
	03	585	0.183	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	95	0.152
	04	439	0.137	55	0	0	0	0	0.125	0.000	0.000	0.000	138	0.314
	05	128	0.040	55	0	0	0	0	0.430	0.000	0.000	0.000	95	0.654
	06	73	0.023	18	0	0	0	0	0.247	0.000	0.000	0.000	104	1.425
	07	37	0.012	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	95	2.568
	08	37	0.012	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	141	3.811
	09	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	10	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	11	18	0.006	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	171	6.722
	12	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	13	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	14	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	TOTAL	3.200	-----	128	0	0	0	0	0.040	0.000	0.000	0.000	899	0.251
3	01	1.307	0.072	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	17	0.013
	02	9.195	0.506	50	0	0	0	0	0.075	0.000	0.000	0.000	495	0.054
	03	4.500	0.248	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	662	0.147
	04	1.735	0.295	50	0	0	0	0	0.028	0.000	0.000	0.000	606	0.339
	05	1.081	0.059	25	0	0	0	0	0.023	0.000	0.000	0.000	883	0.817
	06	251	0.014	25	0	0	25	3.100	0.000	0.000	0.100	409	1.629	
	07	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	08	50	0.023	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	199	3.990	
	09	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	10	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	11	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	12	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	13	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	14	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	TOTAL	18.169	-----	150	0	0	25	0.008	0.000	0.000	0.001	3.272	0.160	
4	01	5.815	0.432	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	91	0.016
	02	3.845	0.266	37	0	0	0	0	0.010	0.000	0.000	0.000	196	0.051
	03	2.601	0.180	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	414	0.159
	04	1.096	0.076	74	0	0	0	0	0.068	0.000	0.000	0.000	411	0.375
	05	650	0.045	19	0	0	0	0	0.029	0.000	0.000	0.000	476	0.732
	06	409	0.023	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	583	1.438
	07	19	0.001	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	46	2.421	
	08	19	0.001	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	63	3.421	
	09	19	0.001	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	92	4.342	
	10	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	11	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	12	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	13	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	14	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000	
	TOTAL	14.473	-----	130	0	0	0	0.079	0.000	0.000	0.000	2.379	0.134	
5	01	10.300	0.352	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	154	0.015
	02	12.776	0.437	139	0	0	0	0	0.011	0.000	0.000	0.000	557	0.044
	03	3.843	0.131	99	0	0	0	0	0.026	0.000	0.000	0.000	575	0.150
	04	1.248	0.043	59	0	0	0	20	0.047	0.000	0.000	0.016	453	0.353
	05	614	0.021	40	0	0	0	20	0.055	0.000	0.000	0.033	405	0.650
	06	396	0.014	0	0	0	0	20	0.000	0.000	0.000	0.051	566	1.429
	07	40	0.001	20	0	0	0	0	0.500	0.000	0.000	0.000	95	2.490
	08	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	09	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	10	20	0.001	20	0	0	0	0	1.000	0.000	0.000	0.000	103	5.150
	11	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	12	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	13	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	14	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	TOTAL	29.237	-----	377	0	0	60	0.013	0.000	0.000	0.002	2.910	0.100	
6	01	5.941	0.325	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	99	0.017
	02	7.516	0.411	19	0	0	0	0	0.003	0.000	0.000	0.000	337	0.045
	03	2.384	0.130	19	0	0	0	0	0.005	0.000	0.000	0.000	384	0.151
	04	832	0.046	38	0	0	0	0	0.045	0.000	0.000	0.000	276	0.332
	05	815	0.045	19	0	0	0	0	0.023	0.000	0.000	0.000	662	0.812
	06	797	0.044	19	0	0	0	0	0.074	0.000	0.000	0.000	1.156	1.453
	07	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	08	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	09	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	10	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	11	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	12	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	13	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	14	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	TOTAL	18.285	-----	114	0	0	0	0	0.006	0.000	0.000	0.000	2.924	0.160

BARÈME 260 (suite)

Consolidation des estimations pour les envois AO — Imprimés à tarif normal

Administration postale - code 100 - Brésil														
Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83 - Nombre de jours de recherche: 24														
Groupe	Echelon	Id de poids	Envois		Nombre d'envois - Services spéciaux				Proportion envois - Services spéciaux				Poids (kg)	
			Nombre	Proport.	Recommandés	Exprès	Rec./Exp.	Avis de récep.	Recomm.	Exprès	Rec./Exp.	Avis de récep.	Total	Moyen
C O N S O L I D A T I O N	01		24.933	0.274	3	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	376	0.015
	02		36.641	0.402	327	0	0	0	0.009	0.000	0.000	0.000	1.804	0.049
	03		16.278	0.179	138	0	0	0	0.008	0.000	0.000	0.000	2.663	0.154
	04		6.236	0.068	373	0	0	20	0.051	0.000	0.000	0.003	2.207	0.354
	05		4.001	0.044	243	0	0	20	0.060	0.000	0.000	0.005	3.037	0.759
	06		2.762	0.030	223	0	0	45	0.091	0.000	0.000	0.016	4.095	1.433
	07		116	0.001	40	0	0	0	0.345	0.000	0.000	0.000	283	2.440
	08		106	0.001	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	405	3.021
	09		39	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	176	4.513
	10		20	0.000	20	0	0	0	1.000	0.000	0.000	0.000	103	5.150
	11		18	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	171	6.722
	12		0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	13		0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	14		0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
TOTAL			91.150	-----	1.369	0	0	85	0.015	0.000	0.000	0.001	15.270	0.168

BARÈME 270

Répartition du trafic — Envois AO — Imprimés à tarif réduit

Administration postale - code 100 - Brésil													
Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83 - Nombre de jours de recherche: 24													
Groupe	Échelon	Id. poids	Envois	Nombre d'envois - Services spéciaux	Recommandés	Express	Rec/Exp.	Avis de	Proportion envois - Services spéciaux	Express	Rec./Exp.	Av. réc.	Poids (kg)
			Nombre	Proportion				recep.	Recomm.				Total
													Moyen
1	01	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	02	1.855	0.136	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	125
	03	5.320	0.391	41	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	981
	04	2.752	0.202	183	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	981
	05	2.507	0.184	82	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	1.802
	06	652	0.048	61	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	959
	07	326	0.324	41	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	857
	08	163	0.012	61	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	566
	09	20	0.001	20	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	95
	10	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	11	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	12	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	13	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	14	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	TOTAL	13.595	-----	489	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	6.375
2	01	18	0.003	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	02	2.834	0.437	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	204
	03	1.335	0.192	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	201
	04	1.170	0.168	18	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	404
	05	603	0.087	55	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	453
	06	475	0.068	201	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	723
	07	91	0.013	15	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	213
	08	110	0.316	73	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	395
	09	329	0.047	219	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	1.452
	10	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	11	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	12	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	13	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	14	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	TOTAL	6.965	-----	584	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	4.066
3	01	302	0.017	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	4
	02	5.317	0.304	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	325
	03	6.688	0.382	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	1.189
	04	3.495	0.200	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	1.242
	05	1.131	0.365	50	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	811
	06	327	0.019	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	499
	07	75	0.004	25	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	174
	08	25	0.001	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	84
	09	126	0.037	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	602
	10	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	11	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	12	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	13	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	14	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	TOTAL	17.486	-----	75	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	4.929
4	01	130	0.011	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	2
	02	4.737	0.398	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	266
	03	4.124	0.366	19	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	782
	04	1.430	0.120	19	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	516
	05	1.096	0.092	19	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	800
	06	111	0.009	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	164
	07	242	0.020	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	543
	08	37	0.003	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	119
	09	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	10	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	11	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	12	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	13	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	14	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	TOTAL	11.937	-----	57	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	3.232
5	01	396	0.318	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	6
	02	14.677	0.670	20	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	645
	03	2.872	0.131	40	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	435
	04	2.258	0.103	79	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	799
	05	1.050	0.048	59	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	721
	06	297	0.014	20	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	389
	07	198	0.009	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	515
	08	20	0.001	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	76
	09	79	0.004	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	343
	10	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	11	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	12	40	0.002	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	294
	13	20	0.001	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	163
	14	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	TOTAL	21.907	-----	215	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	4.480
6	01	132	0.010	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	2
	02	3.934	0.399	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	204
	03	4.105	0.323	38	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	791
	04	2.423	0.191	151	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	857
	05	1.040	0.082	33	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	735
	06	681	0.054	132	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	996
	07	76	0.036	57	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	173
	08	151	0.312	76	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	549
	09	151	0.012	95	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	694
	10	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	11	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	12	19	0.001	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	137
	13	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	14	0	0.000	0	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0
	TOTAL	12.712	-----	587	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	5.142

BARÈME 270 (suite)

Consolidation des estimations pour les envois AO — Imprimés à tarif réduit

Administration postale - code 100 - Brésil													
Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83 - Nombre de jours de recherche: 24													
Groupe	Echelon de poids	Envois		Nombre d'envois - Services spéciaux				Proportion envois - Services spéciaux				Poids (kg)	
		Nombre	Proport.	Recommandés	Exprès	Rec./Exp.	Avis de récep.	Recomm.	Exprès	Rec./Exp.	Avis de récep.	Total	Moyen
C	01	978	0.012	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	14	0.014
O	02	33.354	0.394	20	0	0	0	0.001	0.000	0.000	0.000	1.770	0.051
N	03	24.444	0.289	138	0	0	0	0.006	0.000	0.000	0.000	4.443	0.192
S	04	13.528	0.160	450	0	0	0	0.013	0.000	0.000	0.000	4.808	0.355
O	05	7.427	0.088	303	0	0	0	0.041	0.000	0.000	0.000	5.335	0.718
L	06	2.543	0.030	414	0	0	0	0.163	0.000	0.000	0.000	3.730	1.467
I	07	1.008	0.012	141	0	0	0	0.140	0.000	0.000	0.000	2.523	2.500
D	08	506	0.006	210	0	0	0	0.415	0.000	0.000	0.000	1.789	3.536
A	09	705	0.008	334	0	0	0	3.474	0.000	0.000	0.000	3.224	4.573
T	10	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
I	11	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	3	0.000
O	12	59	0.001	0	0	0	0	3.000	0.000	0.000	0.000	431	7.305
N	13	20	0.000	3	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	163	8.000
	14	0	0.000	0	0	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	0	0.000
	TOTAL	84.572	-----	2.013	0	0	0	0.024	0.000	0.000	0.000	28.224	0.334

Les barèmes 240 jusqu'à 270 identifient la demande selon sa répartition par échelons de poids tarifaires. Pour chaque catégorie ou sous-catégorie (LC, AOPP, AOIN ou AOIR), la caractérisation est faite par groupes et de façon consolidée. Le dernier cas est indiqué par le mot "Consolidation" dans la colonne correspondant aux groupes.

BARÈME 130

Expédition de sacs M

Administration postale - code 100 - Brésil							
Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83							
Catégorie	Groupe	Nombre de sacs	Poids (kg)		Nombre de sacs recommandés		
			Total	Moyen			
Générale	1	0	0	0.000	0		
	2	0	0	0.000	0		
	3	0	0	0.000	0		
	4	1	28	28.000	1		
	5	0	0	0.000	0		
	6	0	0	0.000	0		
	TOTAL	1	28	28.000	1		
Tarif normal	1	0	0	0.000	0		
	2	0	0	0.000	0		
	3	0	0	0.000	0		
	4	1	28	28.000	1		
	5	0	0	0.000	0		
	6	0	0	0.000	0		
	TOTAL	1	28	28.000	1		
Tarif réduit	1	0	0	0.000	0		
	2	0	0	0.000	0		
	3	0	0	0.000	0		
	4	0	0	0.000	0		
	5	0	0	0.000	0		
	6	0	0	0.000	0		
	TOTAL	0	0	0.000	0		

Ce barème présente la répartition des sacs M. Tous les éléments des classes C et P n'ont pas pris part à cette classification. Ici, l'univers est donc réduit à 31 Administrations. Il faut aussi signaler que les services spéciaux exprès et avec avis de réception ont été éliminés.

BARÈME 100

Expédition mondiale

1. Sacs/envois/liasses en transit/poids

Période de référence: 15.11.82 au 15.5.83

Trafic de sacs - Nombre			Caractéristiques générales			
Total	V. surface	V. aérienne	Envois	Liasses en transit	Envois	Poids (kg)
						Moyen
3.557.285	1.940.868	1.616.417	2.183.214.799	11.205.897	127.001.399	0.054

2. Décompte général

Catégorie	Nombre d'envois	Nombre d'envois - Services spéciaux				Poids (kg)	
		Recommandés	Exprès	Rec./Exp.	Avis de récep.	Envois	Moyen
L C	1.659.403.827	64.652.930	20.044.775	3.141.584	2.211.592	34.433.518	0,021
A D	523.810.975	7.718.444	1.511.160	286.781	160.867	92.568.023	0,177
A D - P P	24.083.254	3.657.369	488.573	97.465	17.657	8.834.438	0,367
A D - I N	273.540.132	2.642.391	909.055	179.711	149.687	35.242.628	0,129
A D - I R	226.187.601	1.418.787	113.127	7.593	7.526	48.490.992	0,214

Le barème 100 donne le mouvement des sacs de la période d'échantillonnage et les caractéristiques générales des expéditions. Sans tenir compte du mouvement des sacs de la période, ces données reflètent la consolidation des *informations des participants au programme*, relatives à l'ensemble de la période.

BARÈME 105

Proportion des envois par catégorie tarifaire et type de service

Mondiale

Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83						
Catégorie	Proportion générale	Proportion envois - Services spéciaux				Avis de récep.
		Recommandés	Exprès	Rec./Exp.		
L C	0,760	0,039	0,012	0,002	0,001	
A D	0,240	0,015	0,003	0,001	0,000	
A D - P P	0,046	0,152	0,020	0,004	0,001	
A D - I N	0,522	0,010	0,003	0,001	0,001	
A D - I R	0,432	0,006	0,001	0,000	0,000	

Il est analogue au barème 230 et présente des données globales (C plus P).

BARÈME 120

Estimation de la répartition du trafic total

Recherche détaillée — 1re partie

Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83													
Catégorie	Echelon de poids	Envois		Nombre d'envois - Services spéciaux				Proportion envois - Services spéciaux				Poids (kg)	
		Nombre	Proport	Recomm.	Exprès	Rec./Exp.	Av. récep.	Recomm.	Exprès	Rec./Exp.	Av. récep.	Total	Moyen
	00	135.571	0.117	15.977	83.720	821	8.352	0.000	0.001	0.000	0.000	555.294	0.014
	01	873.647	0.752	5964.181	694.195	399.517	1172.331	0.007	0.008	0.001	0.001	4.818.287	0.010
	02	116.508	0.100	5320.608	1383.831	413.011	353.252	0.046	0.012	0.004	0.003	5.156.391	0.044
L C	03	21.311	0.018	1584.368	378.920	88.769	61.189	0.074	0.018	0.014	0.003	3.310.931	0.155
	04	4.392	0.007	723.695	180.149	41.933	17.196	0.086	0.021	0.005	0.002	2.824.775	0.337
	05	3.919	0.003	413.075	110.613	29.143	8.557	0.105	0.028	0.007	0.002	2.692.137	0.697
	06	2.083	0.002	377.684	51.414	7.417	3.571	0.192	0.125	0.034	0.003	2.975.495	1.336
	TOTAL	1161.434	-----	4399.588	9130.712	1580.506	1656.848	0.004	0.008	0.001	0.001	26.263.430	0.023
	01	3.403	0.236	153.918	22.271	5.003	1.162	0.345	0.007	0.031	0.000	181.987	0.053
	02	1.234	0.224	308.031	41.655	9.896	2.163	0.395	0.013	0.033	0.001	53.566	0.171
A O P P	03	3.41	0.237	410.630	50.110	11.105	1.533	0.120	0.015	0.003	0.000	1.247.927	0.365
	04	3.781	0.262	789.105	253.757	19.389	3.377	0.209	0.067	0.005	0.001	2.890.146	0.764
	05	391.838	0.027	50.048	19.673	5.415	1461	0.128	0.050	0.015	0.001	534.520	1.415
	06	216.797	0.015	7.592	210	0	01	0.035	0.001	0.000	0.000	588.792	2.741
	TOTAL	14.442	-----	1719.324	387.876	51.408	8.841	0.119	0.027	0.004	0.001	6.017.235	0.417

Estimation de la répartition du trafic total

Recherche détaillée — 2e partie

Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83													
Catégorie	Echelon de poids	Envois		Nombre d'envois - Services spéciaux				Proportion d'envois - Services spéciaux				Poids (kg)	
		Nombre	Proportion	Recomm.	Exprès	Rec./Exp.	Av. récep.	Recomm.	Exprès	Rec./Exp.	Av. récep.	Total	Moyen
	01	69.932	0.314	168.616	131.873	120.501	119.915	0.002	0.002	0.002	0.002	933.996	0.013
	02	91.229	0.409	138.936	48.657	5.919	1.146	0.002	0.001	0.000	0.000	4.454.410	0.048
	03	40.144	0.180	216.151	60.293	2.439	10.430	0.003	0.002	0.000	0.000	3.166.187	0.134
	04	11.680	0.052	190.758	34.513	6.781	1.291	0.016	0.029	0.011	0.000	3.968.133	0.310
	05	5.574	0.025	245.751	36.952	5.175	721	0.044	0.007	0.001	0.000	3.825.684	0.696
	06	3.056	0.014	162.665	35.917	2.505	2.757	0.053	0.012	0.001	0.001	4.361.609	1.427
	07	675.229	0.003	38.233	1.775	118	166	0.037	0.003	0.000	0.000	1.621.813	2.472
A O I N	08	262.927	0.001	18.276	217	0	01	0.070	0.001	0.000	0.000	894.885	3.404
	09	213.937	0.001	19.755	298	73	01	0.092	0.001	0.000	0.000	961.106	4.492
	10	19.375	0.000	2.181	0	0	01	0.113	0.000	0.000	0.000	97.002	5.037
	11	9.153	0.000	357	0	0	01	0.044	0.000	0.000	0.000	48.840	5.997
	12	5.429	0.000	561	0	0	01	0.103	0.000	0.000	0.000	38.503	7.092
	13	2.913	0.000	57	0	0	01	0.028	0.000	0.000	0.000	21.714	7.719
	14	2.720	0.000	659	0	0	01	0.242	0.000	0.000	0.000	24.388	8.956
	TOTAL	222.807	-----	1202.950	655.715	143.511	136.426	0.005	0.003	0.001	0.001	27.368.262	0.173

BARÈME 120 (suite)

Estimation de la répartition du trafic total

Recherche détaillée — 3e partie

Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83													
Catégorie	Echelon de poids	Envois		Nombre d'envois - Services spéciaux				Proportion envois - Services spéciaux				Poids (kg)	
		Nombre	Proport.	Recomm.	Exprès	Rec./Exp	Avis de récep.	Recomm.	Exprès	Rec./Exp.	Av. récep.	Total	Moyen
	01	25.165.156	0.151	1.334	6.922	0	0	0.000	0.000	0.000	0.000	471.984	0.017
	02	69.139.108	0.366	62.384	13.136	0	3.367	0.001	0.000	0.000	0.000	4.079.801	0.060
	03	52.130.342	0.280	81.076	7.945	227	107	0.002	0.000	0.000	0.000	8.566.243	0.164
	04	22.799.111	0.122	101.461	7.215	1.271	0	0.004	0.000	0.000	0.000	7.633.819	0.315
	05	9.092.797	0.043	141.518	7.695	910	369	0.001	0.000	0.000	0.000	5.508.078	0.561
	06	3.658.015	0.020	167.722	7.016	1.960	353	0.006	0.002	0.001	0.000	5.194.246	1.375
	07	1.364.656	0.007	159.278	1.420	244	116	0.017	0.001	0.000	0.000	3.250.234	2.382
A O- I R	08	830.473	0.004	59.140	723	232	0	0.021	0.001	0.000	0.000	2.790.931	3.361
	09	779.397	0.004	90.566	1.360	0	299	0.016	0.002	0.000	0.000	3.448.304	4.424
	10	172.283	0.001	15.797	0	0	0	0.092	0.000	0.000	0.000	856.440	4.971
	11	47.133	0.000	11.838	0	0	0	0.251	0.000	0.000	0.000	286.954	6.099
	12	35.022	0.000	14.168	0	0	0	0.410	0.000	0.000	0.000	252.315	7.234
	13	25.407	0.000	10.038	113	0	0	0.389	0.004	0.000	0.000	209.022	8.079
	14	36.760	0.000	16.932	0	0	0	0.661	0.000	0.000	0.000	342.166	9.378
	TOTAL	186.270.063	-----	935.452	53.595	4.757	7.113	0.003	0.000	0.000	0.000	42.800.536	0.230

Il est analogue aux barèmes 240 à 270, consolidant les données de la classe C.

BARÈME 140

Expédition mondiale de sacs M

Période de référence: du 15/11/82 au 15/5/83						
Catégorie	Nombre de sacs	Poids (kg)		Nombre de sacs recommandés		
		Total	Moyen			
GENERALE (TOTAL)	806,017	14,310,100	17.754	118,323		
TARIF NORMAL	80,368	1,523,620	18.958	7,125		
TARIF REDUIT	725,649	12,786,500	17.621	111,198		

Représente la consolidation des données des sacs M, concernant la période de 6 mois (annexe 12, document technique).

Chapitre III. Recettes moyennes

La principale source de référence de ce chapitre est la recherche pilote — CE 1982/C 5 — Doc 15/Annexe 1 — Chapitre V.

La mensuration des flux de revenu perçus par les Administrations sur la base de systèmes de prix universels peut être faite par les recettes moyennes par kg ou par envoi. Celles-ci représentent, essentiellement, pour chacune des catégories d'envois, des moyennes pondérées de prix. Le concept a été introduit par le Groupe de travail des frais terminaux issu du Congrès de Lausanne et se prête aussi à l'analyse des coûts. Les définitions présentées ici, bien qu'elles soient fondées sur les mêmes principes, diffèrent des versions suggérées au Congrès de Rio de Janeiro, surtout pour ce qui est du traitement donné aux services spéciaux, aux sacs "M" et aux envois AO. Au niveau des services, le concept a aussi évolué par rapport au CE 1982/C 5 — Doc 15. Ainsi, la sous-catégorie de services "avec avis de réception" a été comprise dans l'analyse.

3.1 Envois LC

Ici, nous ne traiterons que des systèmes tarifaires dont les taxes de services spéciaux diffèrent de la catégorie ordinaire dans chaque échelon de poids par la même constante. La même considération sera valable pour les AO et les sacs M. Une formulation plus générale que celle-ci est décrite au CE 1982/C 5 — Doc 15/Annexe 1.

Soit j un échelon tarifaire typique et i un service spécial typique. Soit, $a_i, i = 1, 2, 3, 4$, les constantes, en centimes-or, qui correspondent aux taxes de services spéciaux. La recette moyenne par envoi LC est définie comme:

$$R_{LC} = R_{LC}^{\circ} + \sum_i h_i^{LC} a_i \quad (\text{en centimes-or})$$

$$\text{où } R_{LC}^{\circ} = \sum_j p_j^{LC} \psi_j^{LC}$$

p_j^{LC} = proportion des envois (sans tenir compte de la classification en services spéciaux) dans l'échelon de poids j ;

ψ_j^{LC} = prix d'un envoi LC dans l'échelon de poids j , en centimes-or;

h_i^{LC} = proportion des envois ayant reçu le traitement du service spécial i .

La recette moyenne par kg d'envois LC, mesurée en francs-or/kg, est définie par:

$$r_{LC} = 10 \frac{R_{LC}}{\bar{W}_{LC}}$$

où \bar{W}_{LC} est le poids moyen, en grammes, d'un envoi LC.

3.2 Envois AO

La définition des recettes pour les envois AO, dans chacune de leurs sous-catégories, est analogue à celle des LC. De cette façon, on peut compter, séparément, trois recettes moyennes par envoi — R_{AOPP} , R_{AOIN} et R_{AOIR} — et trois recettes moyennes par kg — ℓ_{AOPP} , ℓ_{AOIN} et ℓ_{AOIR} . Ces recettes moyennes peuvent être combinées pour produire une seule recette moyenne par envoi pour chaque catégorie AO, de même qu'une seule recette moyenne par kg pour les AO. La forme de pondération indiquée pour ces recettes combinées est définie par le pourcentage des envois et les poids de chacune des sous-catégories relatives à la catégorie AO. A la suite d'un remaniement algébrique, on obtient:

$$R_{AO} = p^{AOIR} \times R_{AOIR} + p^{AOIN} \times R_{AOIN} + p^{AOPP} \times R_{AOPP} \quad (\text{en centimes-or par envoi})$$

$$\ell_{AO} = 10 \times \frac{R_{AO}}{\bar{W}_{AO}} \quad (\text{en francs-or par kg})$$

où $p^{(.)}$ = proportion d'envois dans la sous-catégorie (.).

\bar{W}_{AO} = poids moyen d'un envoi AO en grammes.

3.3 Recette moyenne combinée LC/AO

Les recettes R_{LC} , R_{AO} , ℓ_{LC} , ℓ_{AO} peuvent être combinées pour produire des chiffres représentatifs de tout le trafic LC/AO. De même que pour les AO, les pondérations indiquées sont les proportions des envois et les poids de chaque catégorie. De ce fait,

$$R = p^{LC} \times R_{LC} + p^{AO} \times R_{AO} \quad (\text{en centimes-or par envoi})$$

$$\ell = 10 \times \frac{R}{\bar{W}} \quad (\text{en francs-or par kg})$$

où $p^{(.)}$ = proportion d'envois dans la catégorie (.).

\bar{W} = poids moyen d'un envoi sans tenir compte des classifications LC et AO.

3.4 Sacs M

Considérez un flux postal avec N sacs M. Soit N_1 le nombre de sacs contenant des imprimés et N_2 le nombre de sacs contenant des imprimés spéciaux. L'annexe 1 au document CE 1982/C 5 — Doc 15 contient les formules pour les recettes moyennes des sacs M, en termes de systèmes tarifaires, avec des constantes additionnelles dans l'échelon tarifaire des imprimés à partir de 1 kg. Ce sont:

Sacs M contenant des imprimés:

$$R_I = 283,50 \bar{W}_I \quad (\text{centimes-or});$$

\bar{W}_I = poids moyen des sacs M contenant des imprimés.

Sacs M contenant des imprimés spéciaux:

$$R_{IS} = 141,75 \bar{W}_{IS} \text{ (centimes-or);}$$

\bar{W}_{IS} = poids moyen des sacs M contenant des imprimés spéciaux.

Sacs M:

$$R_M = \frac{1}{100} \left(\frac{N_1}{N} R_I + \frac{N_2}{N} R_{IS} \right) + \sum_i b_i^M \times h_i^M$$

où b_i^M = taxe du service spécial i pour les sacs M (en francs-or);

h_i^M = proportion de sacs dans le service spécial i .

Dans le présent travail, $i = 1$, ce qui revient à dire que seul le service de recommandés sera pris en considération. Il est à remarquer que la recette moyenne par kg des sacs M est obtenue en divisant R_M par le poids moyen \bar{W}_M (en kg) d'un sac M.

Pour ce qui est des taxes médianes, les relations ci-dessus ne sont pas valables. Toutefois, il est possible d'établir une structure linéaire analogue en employant le même critère.¹ Ainsi, on obtient:

$$R_I^* = 31,02 + 336,22 \bar{W}_I \text{ (centimes-or);}$$

$$R_{IS}^* = 24,52 + 181,53 \bar{W}_{IS} \text{ (centimes-or).}$$

La valeur de R_M^* est définie de manière analogue à celle de R_M .

Les recettes par kg sont définies en divisant les recettes par envoi par les poids moyens respectifs.

Chapitre IV. Poids ou envoi? Recettes combinées ou séparées?

Ce chapitre est d'une importance capitale, parce qu'il y a longtemps qu'on discute de la question de savoir si les taux des frais terminaux devraient être calculés sur la base du poids ou du nombre d'envois. D'autres questions y afférentes sont: si l'on devait séparer les envois LC des AO et, à un niveau de détail plus grand, si les sous-catégories des AO devaient être aussi isolées.

En ce qui concerne le choix entre le nombre d'envois et le poids, sans aucun doute, le poids est la variable indiquée. D'abord, il peut être facilement quantifié. De plus, il fait partie de la culture postale. Les poids des expéditions peuvent être quantifiés avec une grande précision. Quant au nombre d'envois postaux, si l'on ne prend pas des précautions techniques, on risque d'avoir des erreurs de mensuration considérables.

¹ Voir à l'annexe 1 (document technique) les critères employés pour le calcul de la taxe médiane.

Il faut remarquer que, du point de vue de la population, dans le contexte du principe de l'équivalence, les variables poids et nombre d'envois conduisent aux mêmes résultats selon les définitions de recettes ou prix moyens. Cela n'est pas vrai, par exemple, pour une approche telle que celle des coûts relatifs, dans laquelle des structures distinctes doivent être obligatoirement travaillées pour les recettes par envoi et par poids. Voyons comment la théorie de l'équivalence fonctionne au niveau de notre discussion afin de démontrer nos assertions. D'abord, il ne faut pas oublier que, pour le principe de l'équivalence, l'intérêt repose sur les flux de recettes associés aux flux postaux. Considérons, par exemple, le flux des LC. Supposons que le pays A envoie N^{LC} au pays B avec un poids total de W^{LC} kg. Notre thèse est représentée comme suit:

$$N^{LC} \times R_{LC} = 100 \cdot W^{LC} \times \ell_{LC}$$

Il est à remarquer que la constante 100 n'apparaît que comme facteur de conversion d'unités: en effet, R_{LC} est mesurée en centimes-or tandis que ℓ_{LC} est mesurée en francs-or.

Le résultat ci-dessus est une conséquence immédiate de la définition de ℓ_{LC} . En effet,

$$\ell_{LC} = 10 \times \frac{R_{LC}}{\bar{W}_{LC}} ; \quad \bar{W}_{LC} = 1000 \times \frac{W^{LC}}{N^{LC}}$$

de sorte que:

$$100 \times W^{LC} \times \ell_{LC} = 1000 W^{LC} \frac{R_{LC}}{1000 \frac{W^{LC}}{N^{LC}}} = N^{LC} \times R_{LC}.$$

Maintenant, concentrons notre attention sur le poids total $W = W^{LC} + W^{AO}$ des envois LC et AO. Il y a deux manières de calculer le flux des recettes associé au flux combiné:

a) $W^{LC} \times \ell_{LC} + W^{AO} \times \ell_{AO}$

b) $W \times \ell$, ℓ étant la recette moyenne combinée LC/AO par kg.

Il n'est pas difficile d'observer que les deux approches sont équivalentes. Dans des applications, si l'on pense à utiliser ℓ_{LC} et ℓ_{AO} des programmes d'échantillonnage antérieurs, alors ℓ nous donnera un avantage substantiel: elle produit un résultat équivalent du point de vue de la précision sans qu'il soit nécessaire de mesurer W^{LC} et W^{AO} . Au contraire, si l'on a l'intention de définir des programmes spécifiques pour la caractérisation des recettes moyennes, alors il n'est pas important de choisir le critère à utiliser, puisque toutes les valeurs envisagées seront connues. La même argumentation s'applique aux sous-catégories AO.

Les points ci-dessus doivent être bien clairs pour les Administrations. En général, les relations suivantes se vérifient:

$$\ell_{AO} < \ell_{LC}$$

$$\ell_{AO} < \ell < \ell_{LC}$$

Cela se révèle être une conséquence du système des prix. C'est ici l'origine d'une grande confusion: $\ell > \ell_{AO}$ n'implique pas qu'on soit en train de surtaxer l'envoi AO, de même que $\ell < \ell_{LC}$ n'implique pas une diminution de prix pour les lettres. Cela est tout simplement un effet combiné, une moyenne. Pour une Administration quelconque, du point de vue de l'effet global, son application produit un résultat absolument égal (peut-être plus précis) à celui qui est obtenu quand on prend en considération, séparément, ℓ_{LC} et ℓ_{AO} .

Bien sûr, on pourrait mettre les sacs M dans ℓ , en produisant une mesure encore plus simple. Nous n'avons pas effectué cela, parce que nous croyons qu'il y a, ici, des problèmes de précision. Les sacs M peuvent être plus facilement mesurés par des procédés de comptage et, par conséquent, en ce qui concerne la précision, il y a des gains substantiels lorsqu'on tient compte de recettes séparées.

Afin de conclure ce chapitre de manière claire, il faut souligner, une fois de plus, que les décisions concernant les variables à utiliser dans les applications méthodologiques que nous proposons ici pourraient être prises dans le cadre suivant, sans aucun préjudice du point de vue des effets nets:

- a) *Poids* comme base pour avoir accès aux flux de recettes, à l'exception possible des sacs M;
- b) *Recette moyenne combinée* pour les flux des LC et des AO, et *séparée* pour les sacs M.

Chapitre V. Coûts relatifs versus principe de l'équivalence

Les résultats qui ont été soumis au Congrès de Rio de Janeiro peuvent être refaits ou mis à jour du point de vue de leurs implications financières, en multipliant les résultats du principe de l'équivalence par une constante, après la réduction de l'approche à une interprétation bilatérale, basée sur le poids, et l'élimination de quelques composantes d'une signification relative négligeable. Il convient de prendre en considération la recette combinée LC/AO et la recette des sacs M.

Les taux de frais terminaux, de nature bilatérale, selon le principe de l'équivalence, sont calculés comme suit: considérons deux Administrations "A" et "B" ayant des flux de poids directionnels $w_{LC/AO}^{AB}$, $w_{LC/AO}^{BA}$, w_M^{AB} , w_M^{BA} et des recettes directionnelles, par kg, $\ell_{LC/AO}^{AB}$, $\ell_{LC/AO}^{BA}$, ℓ_M^{AB} et ℓ_M^{BA} . Pour le courrier LC/AO, calculons:

$$2. D_{LC/AO}(A, B) = (w_{LC/AO}^{AB} \times \ell_{LC/AO}^{AB} - w_{LC/AO}^{BA} \times \ell_{LC/AO}^{BA})$$

et pour les sacs M, calculons:

$$2. D_M(A, B) = (w_M^{AB} \times \ell_M^{AB} - w_M^{BA} \times \ell_M^{BA})$$

Supposons que $D_{LC/AO}(A, B)$ et $D_M(A, B)$ sont positifs. Dans ce cas, la somme de ces quantités doit être payée par "A" à "B", à titre de compensation pour frais terminaux.

Voyons, maintenant, quel est le critère, d'après les coûts relatifs. L'idée de base est résumée dans le Congrès — Doc 7/Annexe 1/Add 1, point 1 (Congrès de Rio de Janeiro 1979) et présente une structure additive de coûts pour les recettes directionnelles $\ell_{LC/AO}^{AB}$, $\ell_{LC/AO}^{BA}$, ℓ_M^{AB} et ℓ_M^{BA} . Etant donné que cette structure est uniforme, pour simplifier un peu cette notation, représentons par ℓ^{AB} une recette moyenne typique par kg. Nous avons:

$$\ell^{AB} = c_{AB}^1 + c_{AB}^2 + c_{AB}^3$$

où C_{AB}^1 = coût de traitement du flux postal en "A";

C_{AB}^2 = coût de traitement du flux postal en "B";

C_{AB}^3 = somme des composants des coûts de transport à l'origine et à la destination.

Il est à remarquer que cette formulation suppose une structure de frais terminaux intrinsèquement associée aux taxes. Dans cet ordre d'idée, "A" doit payer à "B", à titre de compensation pour les frais terminaux, par kg d'envoi de flux ayant son origine en A, le taux déterminé par la somme de C_{AB}^2 avec les parcelles de C_{AB}^3 afférentes au transport à la destination. Les résultats du GT de Lausanne indiquent que les parcelles C_{AB}^3 ne sont pas significatives, et que le problème principal est la mensuration empirique de C_{AB}^2 . La solution trouvée par le GT issu du Congrès de Lausanne a été la détermination de mesures de localisation représentatives pour la distribution mondiale des quotients C_{AB}^2/C_{AB}^1 . Mis à part les problèmes relatifs à l'interprétation des résultats (voir Congrès — Doc 7/Annexe 1, chapitre III (Congrès de Rio de Janeiro) et CE 1982/C 5 — Doc 15/Annexe 1), on a obtenu la mesure de 1,4 pour le quotient concernant les envois LC/AO, et de 1,2 pour le quotient des sacs M. De cette façon, en négligeant C_{AB}^3 , les frais terminaux sous l'optique des coûts relatifs seraient:

Envois LC/AO:

$$\frac{1,4}{2,4} (W_{LC/AO}^{AB} \times \varrho_{LC/AO}^{AB} - W_{LC/AO}^{BA} \times \varrho_{LC/AO}^{BA})$$

Sacs M:

$$\frac{1,2}{2,2} (W_M^{AB} \times \varrho_M^{AB} - W_M^{BA} \times \varrho_M^{BA})$$

On voit donc que l'approche des coûts relatifs produit des résultats proportionnels à ceux du principe de l'équivalence. Les résultats obtenus à partir du principe de l'équivalence sont 17% et 9% inférieurs à ceux qui sont obtenus par des coûts relatifs, respectivement pour les LC/AO et les sacs M. Cette différence diminue, de manière pas très significative, grâce à l'inclusion des coûts de transport (qui ne sont pris en considération dans aucune partie de ce travail).

Il faut dire que nous faisons des réserves à l'approche des coûts relatifs. La principale de ces réserves est que l'approche est définie par des méthodes de mensuration qui sont assez subjectives. Une autre se rapporte à l'interprétation du taux obtenu. Celui-ci est sensible à l'utilisation de la variable volume, et ne s'applique pas de manière équivalente dans les deux cas — nombre d'envois et poids — sans corrections substantielles.

Evidemment, le principe de l'équivalence, bien que fondé sur un schéma logique dans sa formulation, n'est pas exempt de critique non plus. Les idées de "partnership" pour les services postaux et d'équilibre financier international font simplement appel au bon sens des Administrations postales pour arriver à un consensus. Celui-ci doit être défini à deux niveaux: le niveau du principe en soi et le niveau du système des prix à utiliser. Le procédé est évidemment subjectif. L'avantage sur l'approche des coûts est que la subjectivité s'arrête là; autrement dit, une fois établi le système de prix et le critère du déséquilibre, le procédé de formulation pour le paiement des frais terminaux suit sans qu'il y ait besoin d'utiliser une mesure représentative quelconque pour les Administrations postales (en général de difficile caractérisation, étant donné l'univers varié que les Administrations définissent).

Chapitre VI. Le programme d'échantillonnage en détail

6.1 Définition de l'échantillon

Avant de discuter de l'approche statistique, strictement du point de vue des caractéristiques des techniques d'échantillonnage employées, il est fondamental de faire quelques commentaires sur les niveaux d'information distincts associés aux classes C et P.

Le calcul des recettes moyennes exige la connaissance de la demande par échelons de poids. Ce niveau d'information exige des procédés opérationnels assez complexes dans les centres de traitement du courrier international. Malheureusement, toutes les Administrations n'ont pas l'infrastructure minimale indispensable à l'établissement de tels procédés ou ne sont pas disposées à interrompre leurs routines avec des procédés d'évaluation qui demandent un entraînement spécifique et peuvent avoir une interférence directe dans les délais de transmission du courrier. Dans ce contexte, une méthode doit être adoptée, afin de minimiser aussi bien le niveau d'information nécessaire que les difficultés au niveau opérationnel. Heureusement, ceux-ci peuvent être réduits en tirant profit de la structure de variables telles que R_{LC}° . Il y a une forte corrélation entre R_{LC}° et \bar{W}_{LC} , de sorte qu'il est possible de déterminer R_{LC}° à partir de la connaissance de \bar{W}_{LC} . Cet argument nous a motivés à effectuer une dichotomie en classes C et P. En choisissant C avec un petit nombre d'éléments représentatifs, il est possible de déterminer les relations du type $R_{LC}^{\circ} = f(\bar{W}_{LC})^1$ et, à partir de là, inférer tous les résultats exprimés en recettes moyennes pour une classe plus grande (C + P), moyennant la connaissance du poids moyen, des proportions des flux des catégories et des services spéciaux. Du point de vue de l'Union (données globales), la consolidation de C dans les échelons de poids est représentative et on obtient une grande précision pour les poids moyens et les proportions, en prenant l'univers C plus P.

Ayant pour base les idées susmentionnées, le programme d'échantillonnage a été défini. Du point de vue statistique, le délinéament a été celui de l'échantillonnage stratifié en grappes dissemblables (sacs postaux). Deux niveaux de ce programme sont présents dans les rapports: les expéditions des Administrations ont été groupées selon un critère d'optimisation ("cluster analysis") et l'Union a été vue comme un ensemble dont les éléments sont les Administrations. Les membres de la classe C, extrêmement importante pour la définition des relations fonctionnelles, ont été choisis avec la participation du Bureau international. (Statistiques des services postaux.)

Les niveaux de précision, dans le cadre de la détermination des recettes moyennes, ont été exigés fondamentalement pour les poids moyens et pour les proportions des envois dans les catégories générales et des services spéciaux. Les sacs M ont été exhaustivement analysés les jours de sondage, de sorte que, pour ces envois, pendant la période de l'échantillonnage, les résultats sont ceux de la population (exacts).

Des questions concernant la dimension de l'échantillon ont été traitées par des arguments en quelque sorte heuristiques, en cherchant un équilibre entre les coûts impliqués et la probabilité qu'une petite erreur soit commise.

En gros, en fonction du nombre de sacs observés, le coût d'un programme d'échantillonnage comme celui que nous proposons est de l'ordre de (\$ EU) $4n$, où n est le nombre d'unités échantillonnées. Il représente une réduction de 1/5 par rapport au coût que le pays rapporteur a accusé dans son sondage pilote. Cela s'explique par l'optimisation dans l'élaboration des formules statistiques et le traitement partiel donné aux informations par quelques Administrations (données fournies sur bande magnétique). A partir de la relation " $4n$ ", une première restriction à la détermination de n s'est imposée: le nombre de sacs à échantillonner ne pourrait pas dépasser 200 000. L'intuition (le bon sens) a mené les membres du Groupe de travail à fixer un minimum de 120 000 sacs. Le choix de 130 000 sacs permet la caractérisation raisonnable de tous les estimateurs d'intérêt. Cependant, l'échantillon réellement utilisé a été d'environ 55 000 sacs, car plusieurs pays n'ont pas participé au programme. Seulement 69 pays sur 169 ont fourni des informations. La réduction proportionnelle de l'échantillon de 130 000 au nouvel univers montre que la "taille" de l'échantillonnage du point de vue de la précision a été maintenue.

Comme nous l'avons déjà souligné, il est naturel de considérer les Administrations comme des strates, pour les besoins des estimations au niveau de l'Union. Cette approche produit un échantillonnage stratifié pour les estimateurs globaux. Dans ce contexte, assumons une allocation proportionnelle. Ce choix convient très bien à des objectifs pratiques (bien qu'il ne soit pas crucial comme hypothèse dans ce qui suit). Notre exposé sera concentré sur la précision relative aux poids moyens. A la rigueur, l'analyse que nous effectuerons devrait être répétée pour d'autres variables. Nous ne l'avons pas fait parce que, comme nous l'avons déjà dit, nos ajustements sont heuristiques du point de vue des hypothèses et des informations disponibles. En outre, l'expérience acquise dans des études antérieures a indiqué que la taille de l'échantillon obtenue engendrerait un nombre d'envois tel que les proportions des catégories et des prestations seraient sûrement obtenues avec grande précision.

¹ Relations linéaires, c'est-à-dire $f(\bar{W}_{LC}) = \alpha + \beta \times \bar{W}_{LC}$.

Considérons une population de N sacs postaux. Représentons par Y_{ji} le poids total observé dans le sac i , pour le $j^{\text{ième}}$ type d'envoi, et par M_{ji} le nombre d'envois classés comme étant de $j^{\text{ième}}$ type. Représentons par L le nombre de strates (dans notre cas, chaque Administration définit au maximum 6 strates, de sorte que L peut être pris comme 6 fois le nombre d'Administrations). Soit N_1, \dots, N_L , les "tailles" respectives des L strates. Le poids moyen (de la population) d'un envoi du type J est défini par:

$$\bar{A}_j = \frac{\sum_i Y_{ji}}{\sum_i M_{ji}} = \frac{\bar{Y}_j}{\bar{M}_j}$$

où \bar{Y}_j est le poids moyen par sac et \bar{M}_j est le contenu moyen d'un sac (pour des envois du $j^{\text{ième}}$ type).

Afin d'éviter les complexités des formules de variance associées à des estimateurs de raison, supposons que nous ayons des informations sur \bar{M}_j pour tout j (de sorte que notre analyse est conditionnelle à \bar{M}_j). Soit d_j une erreur ou un niveau de tolérance; représentons par \bar{Y}_j^{st} l'estimateur \bar{Y}_j obtenu par l'échantillonnage aléatoire stratifié. L'inégalité de Chebyshev, appliquée à la distribution de probabilité P associée au procédé d'échantillonnage, nous donne:

$$P \left\{ \left| \bar{A}_j^{st} - \bar{A}_j \right| \geq d_j \right\} = P \left\{ \left| \bar{Y}_j^{st} - \bar{Y}_j \right| \geq d_j \times \bar{M}_j \right\} \\ \leq \frac{\sum_{h=1}^L \left(\frac{N_h}{N} \right)^2 \times \text{var}(\bar{Y}_{hj})}{(d_j \times \bar{M}_j)^2}$$

où \bar{Y}_{hj} est le poids moyen par sac pour le $h^{\text{ième}}$ strate ($j^{\text{ième}}$ type) et

$$\bar{A}_j^{st} = \bar{Y}_j^{st} / \bar{M}_j.$$

Représentons par \bar{W}_h le poids moyen (échantillon) d'un sac du $h^{\text{ième}}$ strate. Supposons que, d'une manière uniforme, en j , $\text{var}(\bar{W}_h) \geq \text{var}(\bar{Y}_{hj})$. Cette conjecture est assez heuristique, mais plausible. Elle implique que, en mesurant avec précision le poids moyen d'un sac, les poids moyens par sac des diverses catégories seront mesurés avec précision (dans le cadre d'un programme qui inclut de telles classifications). Cette limitation s'explique encore parce que nous avons l'intention de travailler avec des variations maximales pour les moyennes \bar{W}_h .

Il s'ensuit que:

$$P \left\{ \left| \bar{A}_j^{st} - \bar{A}_j \right| \geq d_j \right\} \leq \frac{\text{var}(\bar{W}^{st})}{(d_j \times \bar{M}_j)^2}$$

où \bar{W}^{st} est l'estimateur du poids moyen d'un sac postal. Avec allocation proportionnelle:

$$\text{var}(\bar{W}^{st}) = \frac{1-f_j}{n_j} \times \sum_{h=1}^L \left(\frac{N_h}{N} \right) \text{var}(\bar{W}_h)$$

où n_j est la taille d'échantillon adoptée pour la catégorie j , et

$$f_j = \frac{n_j}{N} \text{ est le taux d'échantillonnage.}$$

De même:

$$P \left\{ \left| \bar{W}^{st} - L(\bar{W}^{st}) \right| \geq d_j \times \bar{M}_j \right\} = \alpha$$

si et seulement si

$$\frac{\text{var}(\bar{W}^{st})}{(d_j \times \bar{M}_j)^2} = \left(\frac{1}{Z} \right)^2$$

en supposant une approximation normale pour \bar{W}^{st} et avec $Z \propto$ tel que:

$$P \left\{ Z \geq Z \propto \right\} = \alpha/2$$

où Z est la normale type.

Choisissons n_j , tel que:

$$n_j = \frac{n_{oj}}{1 + n_{oj}/N} \simeq n_{oj} \text{ (sans considérer } f_j)$$

$$\text{où } n_{oj} = Z^2 \propto \sum_{h=1}^L \frac{N_h}{N} \text{var}(\bar{W}_h) / (d_j \times \bar{M}_j)^2$$

Ce choix de n_j produit une limite de $(1/Z \propto)^2$ pour la probabilité d'une erreur d_j dans l'estimation de \bar{A}_j conditionnellement à \bar{M}_j .

Selon l'argument de Cochran (1977, chap. 4), le produit $D n_j$ — où D est le nombre d'Administrations — permet d'obtenir la taille d'échantillon convenable à l'obtention des mêmes niveaux de précision pour les pays. Evidemment, on obtient une précision encore plus grande pour les estimateurs globaux.

Prenons comme unité de poids le kg. Soit $Z^2 \propto = 10$, de sorte que la probabilité d'une erreur d_j est plus petite que $1/10$. La formule pour n_{oj} exige, outre \bar{M}_j , des informations sur $\text{var}(\bar{W}_h)$ pour tout h , qui ne sont pas disponibles. Le pis qui puisse arriver, toutefois, est une variation uniforme dans l'intervalle (0,30). Cet argument conduit à une limite de $0,083 \times (30)^2$ pour $\text{var}(\bar{W}_h)$ de manière uniforme en h et évite la nécessité d'information sur N_h/N . Ainsi:

$$n_j = n_{oj} = \frac{10 \times 0,083 \times 900}{(d_j \times \bar{M}_j)^2} = \frac{747}{(d_j \times \bar{M}_j)^2}$$

de manière que:

$$d_j^2 = \frac{747}{n_j \times \bar{M}_j^2}$$

Cette dernière relation convient à l'étude de l'influence de la taille de l'échantillon sur le niveau de précision. Le coefficient $\sqrt{\frac{747}{n_j}}$ peut être utilisé comme une mesure générale de cet effet. Ainsi, par exemple, avec au moins 90% de confiance, on obtient:

$$d_j^2 = 1,052 \left(\frac{1}{M_j} \right)^2$$

pour un échantillon de 120 000 sacs; et

$$d_j^2 = 0,631 \left(\frac{1}{M_j} \right)^2$$

pour un échantillon de 200 000 sacs.

Les données du Groupe de travail issu du Congrès de Lausanne et du programme pilote effectué par le Brésil peuvent être utilisées dans la production des niveaux de tolérance d_j pour chaque j . Les références, spécifiquement, sont: Congrès — Doc 7 (1979, tableaux 4.3 et 4.4) et CE 1982/C 5 — Doc 15/Annexe 1 (tableaux se rapportant aux résultats globaux de l'échantillonnage p. 15—19 de la version française). Les informations obtenues sont les suivantes:

- Du Congrès — Doc 7 (Tableaux 4.3, pièce 10, et 4.4, pièce 11):
 Nombre de sacs: 635 510
 Nombre de sacs M: 47 042
 Nombre net de sacs: 588 468
- Du Congrès — Doc 7 (Tableau 4.4, pièce 11):
 Nombre d'envois AO: 44 083 003
 Nombre d'envois LC: 110 933 907
- Du CE 1982/C 5 — Doc 15/Annexe 1:
 Proportions par rapport au total des AO:
 Imprimés: 82%
 Imprimés spéciaux: 16%
 Petits paquets: 2%

Les données du CE/C 5 — Doc 15/Annexe 1 sont tendancieuses par rapport à l'usage qui en est fait ici, dans le sens qu'il est supposé implicitement que le Brésil est représentatif de toutes les Administrations. Toutefois, ce fait ne constitue pas une sérieuse restriction aux objectifs de détermination de la taille de l'échantillon.

En combinant les informations ci-dessus, on obtient:

Nombre moyen d'envois AO par sac:	75
Nombre moyen d'envois LC par sac:	189
Nombre moyen d'imprimés par sac:	61
Nombre moyen d'imprimés spéciaux par sac:	12
Nombre moyen de petits paquets par sac:	2

L'utilisation de ces informations en

$$d_j^2 = \frac{747}{n_j \times M_j^2}$$

permet d'obtenir le tableau ci-dessous, où le niveau d'erreur, en grammes, est décrit avec un degré de confiance d'une probabilité d'au moins 90%, pour plusieurs tailles d'échantillon.

Type d'envois	Taille de l'échantillon (10^3)								
	120	130	140	150	160	170	180	190	200
AO	14	13	13	12	12	11	11	11	11
LC	5	5	5	5	5	5	4	4	4
AOIN	17	16	16	15	15	14	14	13	13
AOIR	85	82	79	76	74	72	70	68	66
AOPP	513	493	475	459	444	431	419	408	397

Le niveau général de précision en fonction de la taille de l'échantillon et les coûts correspondants sont décrits dans le tableau ci-dessous:

Taille de l'échantillon (10^3)	Niveau d'erreur	Coût (\$ EU 10^3) ($4n$)
40	1,777	160
80	1,256	320
100	1,123	400
120	1,026	480
130	0,985	520
140	0,950	560
150	0,918	600
160	0,888	640
200	0,794	800

Exception faite des catégories "imprimés spéciaux" et "petits paquets", qui présentent des niveaux d'erreurs trop exagérés, toutes les tailles d'échantillon considérées produisent des résultats satisfaisants. L'évolution des erreurs pour les deux sous-catégories des AO est due au fait qu'il s'agit d'envois relativement rares dans le cadre des expéditions brésiliennes. Pour les pays où cela n'est pas le cas, ces estimations pourront se faire avec une précision plus grande.

Du point de vue de l'évolution du niveau général d'erreur, 130 000 sacs représentent une frontière dans le sens que l'impact est pour la première fois plus petit que 1 dans son interaction avec $(1/\bar{M}_j)^2$. A première vue, une augmentation de 40 000 \$ EU (concernant le coût de 120 000 sacs) est peut-être un prix assez élevé à payer pour cela et pour l'augmentation de précision de 1 g dans les AO et AO imprimés. Toutefois, une telle augmentation se justifie parce qu'elle permet l'éloignement des limites minimales de précision ainsi que l'obtention des moyens de détection, à un niveau acceptable de précision, des envois rares dans quelques Administrations (une approche prudente).

6.2 Autres aspects du délinéament de l'échantillon

En ce qui concerne le délinéament de l'échantillon, 3 points doivent encore être discutés:

- a) Allocation proportionnelle de l'échantillon;
- b) Stratification employée pour les pays;
- c) Procédés d'estimation utilisés pour la période d'échantillonnage, dans les rapports mensuels et leurs consolidations au niveau de l'Union.

Ne seront pas discutées, ici, ni les techniques opérationnelles (formules, manuels, procédures), ni les techniques relatives au traitement des données (procédés, traitement automatique de l'information, etc.). Le lecteur trouvera une description de ces questions à l'appendice II, document technique.

6.2.1 Allocation proportionnelle de l'échantillon

Les procédés d'allocation proportionnelle de l'échantillon supposent la connaissance préalable des expéditions (volume de sacs) des Administrations. Dans ce contexte, le GT a questionné toutes les Administrations sur leurs flux postaux, en ce qui concerne les variables suivantes (informations relatives au trafic de 1979):

- nombre de sacs, voie de surface (SB);
- poids, voie de surface (SW);
- nombre de sacs, voie aérienne (AB);
- poids, voie aérienne (AW).

D'un total de 169 codes (Administrations), seulement 97 ont fourni des informations. Bien que les données disponibles représentent une portion substantielle du flux de courrier mondial (probablement pas moins de 80%) et qu'elles suffisent à l'allocation proportionnelle dans notre classe C + P, elles ne seraient pas suffisantes pour l'allocation complète au niveau de notre discussion au point 6.2.2. Ici, suffisant doit signifier "partiellement suffisant", car plusieurs informations sont "perdues" ou "missing". Ces résultats se présentent comme suit:

- données perdues pour SB: 10
- données perdues pour AB: 42

Afin de combler ces lacunes, nous avons effectué trois régressions qui permettent d'identifier les flux de sacs, une fois connus les flux de poids (en général plus faciles à obtenir). Ce sont:

Total de sacs (TB) comme fonction du total de poids (TW):¹

$$TB = 0,064 \times TW$$

$$R^2 = 0,99$$

(45 points obtenus à partir du Congrès — Doc 7, de Rio de Janeiro, partie concernant l'échantillonnage dans le tableau 4.3, pièce 10.)

Nombre de sacs voie de surface (SB) comme fonction du poids voie de surface (SW):

$$SB = 0,049 \times SW$$

$$R^2 = 0,99$$

(69 points d'après les données du trafic mondial de 1979.)

¹ D'après notre questionnaire, la relation obtenue avec 33 points a été $TB = 0,053 \times TW$, avec le même R^2 .

Nombre de sacs voie aérienne (AB) comme fonction du poids aérien (AW):

$$AB = 0,066 \times AW$$

$$R^2 = 0,99$$

(57 points d'après les données du trafic mondial de 1979.)

Les données concernant les analyses qui ont produit ces résultats font l'objet de l'annexe 13, document technique (la notation dans cette annexe est: TM, TA, TS, PM, PA et PS au lieu de TB, AB, SB, TW, AW et SW).

En employant l'une ou l'autre des relations ci-dessus, il a été possible d'estimer le nombre des sacs pour tous les pays dont les données étaient "perdues" (10 SB et 42 AB) et, ensuite, de procéder à une allocation proportionnelle de l'échantillon.

Pour d'autres pays, dont les données n'étaient pas à notre disposition à priori, il a fallu appliquer des critères de similarité. Une comparaison entre l'annexe 14 (résultats du questionnaire du trafic de 1979), l'annexe 15 (analyse de groupements pour la stratification) et l'annexe 2 (distribution de la taille de l'échantillon pour chaque pays) (voir document technique) permet d'identifier les divers cas où les situations susmentionnées ont dû intervenir. Nous demandons des excuses au lecteur pour ce rappel, mais une description détaillée de ces particularités rendrait la lecture très fatigante. L'allocation "semi-proportionnelle" de l'échantillon (dans ce contexte) est expliquée au point 6.2.2 et figure à l'annexe 2 (document technique).

6.2.2 *Stratification utilisée pour les pays*

La stratification pour chaque pays a été obtenue par l'application d'un procédé de "cluster analysis" à la variable poids des expéditions. L'algorithme employé a été celui de la distance minimale, disponible à la version 79.6 du SAS ("Statistical Analysis System"). Le critère identifie des groupes importants et rend viable le schéma d'échantillonnage, étant donné qu'il est tout à fait convenable, du point de vue des facilités de mensuration et du gain en précision, de prendre en considération des directions conjointes. La classification hiérarchique figure à l'annexe 15 (document technique). Le choix de 6 groupes de manière uniforme est, d'une certaine façon, subjectif. Notre expérience dans des programmes d'échantillonnage indique qu'on ne gagne pas beaucoup en précision en prenant en considération plus de 6 strates. Ils sont aussi suffisants pour l'identification des directions principales des expéditions (en général, pas supérieures à 3 ou 4). Quelques pays ont utilisé leurs propres critères (dans certains cas, à notre demande) pour définir des strates. Ces définitions ont été raisonnables, comme on peut l'observer dans le cas de la France (code 310). Quant à l'annexe 2 (document technique), il faut remarquer que, dans la pratique, comme d'ailleurs cela était prévu, les relations d'échantillonnage, en ce qui concerne la taille, ont été un peu altérées (voir barèmes 200).

6.2.3 *Procédés d'estimation utilisés pour la période d'échantillonnage*

Pour chaque Administration (qu'elle soit de la classe C ou P), comme nous l'avons déjà souligné, le schéma utilisé est l'échantillonnage aléatoire stratifié, ayant comme unité d'échantillonnage le sac postal ("cluster"). C'est de cette façon que les estimateurs sont obtenus. D'abord, fixons notre attention sur la période d'échantillonnage. Considérons, comme flux typique, le nombre d'envois LC. La technique que nous illustrons par ce flux se répète au niveau de tous les autres. Considérons l'Administration v comme typique. L'expédition des LC est calculée par groupes et ses résultats sont additionnés de façon à produire le résultat pour v comme un tout. Celui-ci constitue le schéma cadre des échantillonnages stratifiés. Dans notre sondage, en effet, l'application de cette méthode directement aux sacs expédiés pour chaque groupe peut être gênée par une petite anomalie

dans les procédés opérationnels postaux. Il s'agit de la présence de "liasses en transit" ou d'"envois isolés" dans les sacs, autrement dit des objets ayant des directions distinctes de celle indiquée sur l'étiquette des sacs. La solution pour cette pathologie est définie en termes de nouveaux "variates" dans la structure qui suit:

Pour v , soit N_1, N_2, \dots, N_6 , les totaux des expéditions des sacs pour la période envisagée, respectivement dans les groupes G_1, G_2, \dots, G_6 .

Soit $X_i^{LC}(v)$ le total de l'expédition de LC pour le groupe i . Pour l'échantillon de taille n_1, n_2, \dots, n_6 , respectivement dans les groupes G_1, G_2, \dots, G_6 , notez par $X_{\ell i}^{LC}(v)$ le nombre d'envois des sacs du groupe ℓ observés, à destination du groupe i . L'estimateur de $X_i^{LC}(v)$ est donné par:

$$\hat{X}_i^{LC}(v) = \sum_{\ell=1}^6 N_{\ell} \times \left(\frac{X_{\ell i}^{LC}(v)}{n_{\ell}} \right)$$

Pour v , l'estimation est, tout simplement,

$$\sum_{i=1}^6 \hat{X}_i^{LC}(v)$$

Une variable telle que le poids moyen d'un envoi LC est toujours caractérisée moyennant un estimateur de quotient, c'est-à-dire par le quotient de 2 totaux estimés. Comme exemple typique, si $\hat{W}_i^{LC}(v)$ représente le total de poids estimé pour le groupe i de v , alors dans le groupe i , le poids moyen d'un LC est estimé par:

$$\frac{\hat{W}_i^{LC}(v)}{\hat{X}_i^{LC}(v)}$$

et, pour v , par:

$$\frac{\sum_{i=1}^6 \hat{W}_i^{LC}(v)}{\sum_{i=1}^6 \hat{X}_i^{LC}(v)}$$

Les proportions obéissent aussi au même critère d'estimation.

Les résultats de la distribution mensuelle sont calculés à deux niveaux: total des jours d'échantillonnage et total des jours du mois¹. Les résultats mensuels sont obtenus à partir de moyennes journalières extrapolées de forme correspondant au nombre de jours de chaque mois en question. Le critère a été uniforme pour tous les pays, c'est-à-dire comprenant le même nombre de jours.

Dans ce contexte, nos résultats, lorsqu'ils concernent des totaux des mois et des totaux accumulés des mois, présentent, probablement, une petite déviation. La situation est pire dans le cas des pays qui ont eu leurs totaux estimés par l'intermédiaire des données 1979 concernant le trafic ou d'autres données, c'est-à-dire des pays qui n'ont fourni aucune information sur le mouvement de la population des sacs. Les résultats de l'Union sont décrits en totaux de mois et en totaux cumulés. Cela évite "l'addition de poires et de bananes" qui résulterait d'une consolidation sans tenir compte d'une unité temporelle commune. Ici, il faut faire un commentaire: les

¹ Les rapports totaux mensuels n'accompagnent pas ce rapport technique, ils seront soumis plus tard à l'appréciation des membres de l'Union.

résultats de 6 mois (total) ne représentent pas nécessairement la somme des résultats analogues mensuels. Des moyennes de jours typiques semestriels ont été calculées et leurs résultats extrapolés. La méthode de consolidation utilisée implique des niveaux différents de précision et d'interprétation pour les tableaux statistiques. Au niveau de la distribution et des totaux, dans les échelons de poids, la consolidation ne reflète que la classe C. Les autres statistiques représentent tout l'univers C + P. L'exception à cette règle sont les sacs M qui ont été évalués au même niveau, par tous les participants au programme qui offrent cette prestation.

Il faut signaler que, pour quelques Administrations, en raison de l'absence d'informations, il n'a pas été possible de présenter l'évolution mensuelle des statistiques. Dans ces cas, les données relatives à l'Union représentent l'univers réduit.

Il est important de souligner que les données pour l'Union pourraient être consolidées en additionnant, tout simplement, les résultats des échantillonnages, c'est-à-dire en considérant les sacs échantillonnés comme un échantillon aléatoire ordinaire de la période envisagée. Cela fonctionnerait pour les estimations de proportion et les poids moyens, mais on perdrait l'avantage de la stratification, et l'estimation des totaux ne serait pas possible. De cette façon, nous avons opté pour ce qui nous semblait être plus utile et précis.

Pour conclure ce chapitre, il convient de rappeler aux membres de l'Union que notre programme n'est pas exempt d'erreurs. Tous les efforts ont été déployés dans le sens de les minimiser. Nous avons par ailleurs essayé de réduire à un minimum les ajustements des données. Les problèmes trouvés tout au long du travail, de même que les solutions adoptées, sont décrits à l'annexe 16 "Problèmes posés dans le cadre de l'étude" (document technique).

Chapitre VII. Estimations de recettes moyennes: résultats et mesures de précision

Comme cela a été souligné antérieurement, notre objectif par rapport au niveau d'informations détaillées de la classe C a été d'établir des relations fonctionnelles entre les recettes moyennes et les poids moyens, pour chaque catégorie d'envois, en rendant possible de cette façon l'application des recettes à la classe plus grande C + P. Cette méthode a été employée pour chacun des systèmes de prix envisagés (taxes de base pour les échelons de poids et taxes maximales pour les services spéciaux, taxes de base pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux, et taxes médianes pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux). Encore une fois, l'exception à cette règle est constituée par les sacs M, qui ont été calculés pour chaque pays, directement.

L'ajustement linéaire de $f(\bar{W}) = \alpha + \beta \bar{W}$ dans les cas concernés a produit:

Taxes de base

LC	$63,0633 + 1,5861 \bar{W} (R^2 = 0,94)$
AO petits paquets	$81,4587 + 0,4640 \bar{W} (R^2 = 0,96)$
AO imprimés	$65,4994 + 0,3856 \bar{W} (R^2 = 0,99)$
AO imprimés spéciaux	$43,6851 + 0,1561 \bar{W} (R^2 = 0,99)$

Taxes médianes

LC	$73,4653 + 1,6718 \bar{W} (R^2 = 0,95)$
AO petits paquets	$100,7023 + 0,5188 \bar{W} (R^2 = 0,96)$
AO imprimés	$75,1124 + 0,4366 \bar{W} (R^2 = 0,99)$
AO imprimés spéciaux	$56,6508 + 0,1904 \bar{W} (R^2 = 0,99)$

Les données concernant ces régressions figurent aux annexes 17, 18 et 19 (document technique). Nous rappelons que les régressions ne s'altèrent pas, qu'il s'agisse des taxes de base pour les échelons de poids combinées avec des taxes médianes ou avec des taxes maximales pour les services spéciaux.

Avant de poursuivre l'exposé des résultats, il est nécessaire de faire quelques commentaires techniques. Dès lors, il y a lieu de remarquer (sauf dans les cas d'expéditions nulles) que chaque pays de C contribue avec 7 recettes pour chaque régression. Nous observons encore que, dans le procédé d'estimation, des valeurs citées antérieurement pour toutes les Administrations ont été utilisées dans une analyse conditionnée aux observations \bar{W} . On pourrait penser qu'une analyse du type "seemingly unrelated", déterminant à la fois les estimations de α et β , pour toutes les catégories, conduirait à des résultats différents. Cela n'est pas vrai. Les altérations n'étant pas substantielles, nous avons adopté des régressions séparées, qui permettent une meilleure compréhension des résultats.

Les rapports des annexes 17, 18, 19 et 20 (document technique) montrent des recettes moyennes (estimées selon les valeurs des régressions précitées*) par envoi et par kg, séparées et combinées, par groupes et par Administration.

Les Administrations ont été codées en tant que Groupe 9 et l'Union a reçu le code 999, Groupe 9. *Pour les besoins du principe de l'équivalence, tous les résultats doivent être divisés par 2.* Ici, nous isolerons les recettes obtenues pour les Administrations. Les données concernant les sacs M font l'objet d'une exposition détaillée dans l'annexe 20 (document technique).

* Excepté pour les sacs M.

Tableau 7.1

Recettes moyennes en fr-or/kg

(taxes de base pour les échelons de poids et taxes maximales pour les services spéciaux)

OBS	Code	Groupe	LC	AOPP	AOIN	AOIR	AO	LC/AO
1	100	9	55.323	12.1600	8.1540	3.1566	5.6991	31.439
2	101	9	167.265	74.5481	9.4126	4.1516	6.7400	38.389
3	105	9	34.016	13.9035	8.8711	.	10.3571	41.490
4	106	9	147.770	23.5220	5.8994	.	11.2004	80.230
5	110	9	70.170	37.2232	.	.	27.2232	60.783
6	111	9	311.315	23.8530	29.1531	.	28.4890	148.420
7	121	9	250.555	31.3935	19.1550	.	23.7819	69.655
8	122	9	328.664	12.2309	10.6263	6.3041	10.6722	94.545
9	128	9	83.375	10.0925	28.3735	.	25.6211	70.070
10	129	9	114.333	13.4335	10.6465	10.3178	10.9750	61.699
11	132	9	166.525	21.2982	24.5635	7.0219	19.9019	106.971
12	200	9	83.191	.	4.3063	6.7007	6.3535	0.023
13	201	9	92.619	11.3159	13.5368	6.7768	9.4211	23.103
14	202	9	118.914	5.4596	10.1226	9.4546	9.5876	33.111
15	204	9	114.103	8.0695	12.3109	9.1011	8.8049	60.305
16	205	9	85.428	9.2190	8.4426	3.9272	5.6679	23.924
17	206	9	86.581	12.9138	6.1375	3.9002	4.4718	5.660
18	207	9	59.932	12.0787	4.8577	4.3692	4.9079	5.436
19	300	9	57.743	5.8343	8.0284	5.3600	7.6958	23.604
20	301	9	53.090	7.3909	10.9176	2.7063	6.4764	24.325
21	302	9	42.554	7.2415	6.7547	2.7419	4.1426	14.782
22	303	9	73.010	10.1432	6.1143	5.0842	8.0466	25.785
23	304	9	79.993	11.2014	14.0104	4.7583	9.1934	31.909
24	305	9	45.366	7.9226	9.6024	4.0949	7.6266	19.237
25	306	9	48.345	7.3850	9.5521	3.4857	5.6251	27.704
26	307	9	42.369	7.8216	8.5487	4.2413	7.7695	21.290
27	308	9	90.373	11.5967	8.4362	3.7297	5.1597	16.410
28	310	9	41.559	6.0670	7.0677	3.3424	4.6240	10.813
29	311	9	34.501	7.3143	10.4208	4.0688	6.1151	15.406
30	312	9	58.679	7.1616	22.0507	9.0932	15.1913	51.352
31	314	9	35.568	6.2961	5.7440	.	5.9031	15.524
32	315	9	67.537	7.2632	8.8564	4.5154	7.0323	29.459
33	316	9	58.493	12.4075	8.9270	4.3931	7.3030	27.574
34	317	9	37.326	3.8279	7.8869	3.7239	8.1473	34.454
35	319	9	54.889	8.9430	13.7114	2.5297	4.3007	14.308
36	321	9	30.170	7.7132	7.0400	4.5129	6.0183	14.340
37	322	9	50.696	7.3732	9.0139	.	8.5719	20.819
38	323	9	42.966	9.0585	13.2314	4.1698	9.6988	13.001
39	325	9	41.052	7.2095	7.0997	4.7499	6.3769	17.789
40	401	9	137.440	.	.	10.7804	10.7304	99.392
41	404	9	131.815	13.4441	7.6451	.	8.0350	20.969
42	405	9	101.464	12.9061	9.9757	4.3396	10.1440	40.101
43	407	9	127.315	14.7533	18.5793	4.4600	17.0366	81.120
44	412	9	107.388	43.7708	.	5.0787	46.5355	107.141
45	417	9	55.510	10.8007	7.8564	6.2817	9.1800	14.254
46	422	9	149.666	4.1546	.	7.3305	22.8102	93.303
47	423	9	97.747	10.3479	10.0547	.	10.0920	34.597
48	429	9	71.703	9.3201	13.8711	.	10.5213	42.735
49	508	9	92.331	13.6572	7.4321	9.2253	12.3586	66.435
50	510	9	131.924	13.9542	13.2260	.	14.9799	84.132
51	512	9	101.914	7.8579	67.4014	.	57.7242	91.045
52	513	9	217.133	37.4232	35.0607	.	35.4043	152.007
53	518	9	106.191	13.6494	14.9730	3.4954	14.7365	71.534
54	521	9	109.815	12.0061	9.1519	7.2404	9.4692	69.029
55	522	9	35.919	25.4537	22.5706	2.4829	20.4629	62.299
56	523	9	154.940	11.5706	11.0626	7.3859	10.8229	113.170
57	524	9	151.600	27.4570	9.1095	.	15.9875	110.126
58	528	9	45.711	15.4672	7.5993	6.2362	8.0430	17.130
59	537	9	83.373	6.5543	10.7033	15.0532	8.9307	30.098
60	541	9	113.324	12.9518	14.8319	.	13.1657	85.605
61	542	9	70.044	7.5330	32.3345	.	24.7669	55.091
62	600	9	154.375	25.4055	12.4331	2.6835	13.1576	88.743
63	604	9	103.646	15.2489	15.6270	6.3409	14.6754	72.353
64	607	9	151.237	11.0690	12.9333	6.2036	6.7904	131.774
65	612	9	135.548	11.3387	11.1933	10.9411	10.9927	72.336
66	616	9	99.924	13.3141	6.4009	7.0410	5.4057	60.310
67	701	9	53.663	12.6067	24.7313	8.4954	18.0768	48.244
68	702	9	113.234	10.3844	7.5663	4.8960	8.1937	38.265
69	704	9	94.604	9.0030	11.0647	5.8078	7.6598	30.007
70	707	9	135.124	18.2048	13.9558	5.3651	8.7342	35.427
71	999	9	57.357	8.9056	9.4843	3.7280	8.4103	20.485

Tableau 7.2

Recettes moyennes en fr-or/kg

(taxes de base pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux)

OBS	Code	Groupe	LC	AOPP	AOIN	AOIR	AO	LC/AO
1	100	9	49.032	9.1170	7.9473	3.00780	5.2185	27.970
2	101	9	107.478	44.8050	8.3019	4.05005	6.0456	26.040
3	105	9	57.935	14.0140	7.9372	.	8.8360	33.815
4	106	9	104.433	16.1751	8.1327	.	8.9353	57.367
5	110	9	03.819	37.2232	.	.	37.2232	56.064
6	111	9	209.103	15.6140	20.3813	.	13.7558	100.022
7	121	9	161.318	20.5079	13.7141	.	16.3115	45.548
8	122	9	134.191	9.7206	8.4667	5.65791	8.5294	57.523
9	128	9	73.102	15.2442	27.3737	.	27.6013	71.353
10	129	9	88.092	9.7377	9.5025	9.57259	9.8036	48.378
11	132	9	117.816	15.9429	22.3839	7.02189	17.3235	76.979
12	200	9	31.299	.	4.3063	6.70057	6.3935	6.502
13	201	9	60.181	3.4705	12.0209	0.21023	5.1620	19.013
14	202	9	93.986	7.8165	9.3348	8.76101	8.6376	27.051
15	204	9	36.929	7.0669	11.7406	9.63090	8.0583	46.523
16	205	9	59.028	7.0269	3.4208	3.77528	5.2139	19.816
17	206	9	73.188	9.2577	5.6453	3.77143	4.2423	5.236
18	207	9	51.370	3.8566	4.7597	4.35003	4.7031	5.998
19	300	9	52.544	5.5417	8.0284	5.35995	7.0135	22.068
20	301	9	47.712	7.1106	10.7251	2.55897	6.1242	22.045
21	302	9	42.363	7.2342	6.7547	2.74193	4.1423	14.729
22	303	9	71.630	9.3725	3.0463	5.00424	7.9495	25.353
23	304	9	69.034	9.3111	13.3049	4.32034	8.4720	27.328
24	305	9	41.479	7.1610	9.3305	4.67865	7.3849	17.374
25	306	9	46.025	7.3850	9.5521	3.48570	5.6251	26.260
26	307	9	43.334	7.4930	8.4908	4.24132	7.7009	20.409
27	308	9	81.733	8.7096	7.8697	3.38691	4.5850	14.770
28	310	9	38.615	5.8437	6.9986	3.31775	4.7394	10.300
29	311	9	33.968	7.3030	10.3797	4.05523	6.0857	15.131
30	312	9	66.449	7.1615	22.0507	9.09317	15.1913	49.835
31	314	9	35.508	0.8401	5.7440	.	5.9031	15.524
32	315	9	52.792	7.2653	3.5539	4.43577	6.8350	26.628
33	316	9	55.134	9.5510	8.3223	4.01003	6.6804	23.672
34	317	9	63.629	8.2335	7.5260	3.72388	7.6778	26.260
35	319	9	49.049	3.0421	13.5281	2.73117	4.1564	13.037
36	321	9	34.522	7.6302	7.0300	4.51294	6.0080	13.874
37	322	9	50.896	7.3752	9.0139	.	8.5719	20.819
38	323	9	42.075	8.1059	12.1037	4.15758	9.5726	13.336
39	325	9	36.331	6.8326	6.9494	4.74944	6.2605	16.100
40	401	9	113.294	.	.	8.63720	8.6372	53.253
41	404	9	112.576	9.7497	7.4316	.	7.6017	18.563
42	405	9	87.435	9.9009	9.3819	4.30970	9.2586	34.993
43	407	9	110.353	12.9475	15.1678	4.37596	14.0696	69.977
44	412	9	154.227	48.1218	.	4.13396	45.8491	100.275
45	417	9	53.353	9.3306	0.9322	4.50511	9.1501	12.429
46	422	9	127.616	27.2296	.	6.41853	15.1677	77.657
47	423	9	92.774	8.4604	9.7711	.	9.4081	29.951
48	429	9	64.571	3.0023	13.6817	.	9.9151	38.678
49	508	9	80.041	11.3251	7.3440	9.22531	10.5148	57.501
50	510	9	105.499	13.0071	12.0332	.	12.3133	67.424
51	512	9	85.298	6.8240	65.3304	.	55.8693	73.461
52	513	9	171.278	37.3113	35.0467	.	30.3583	145.520
53	518	9	39.821	11.3732	14.8695	9.49539	14.5620	61.251
54	521	9	101.960	9.2156	8.9793	6.15393	8.4121	63.950
55	522	9	79.329	20.3790	22.5706	2.48287	20.4334	58.057
56	523	9	124.869	8.9437	10.3277	7.3859	9.3879	91.388
57	524	9	127.947	17.6424	8.4831	.	11.8886	92.309
58	528	9	41.997	14.8630	7.5993	4.0879	7.9893	14.214
59	537	9	40.804	6.4517	10.0168	15.6532	8.7900	27.071
60	541	9	95.437	12.9513	19.3319	.	18.1637	72.919
61	542	9	65.315	7.5390	32.3345	.	24.7869	52.493
62	600	9	119.327	18.5005	10.4679	2.3203	10.4934	68.740
63	604	9	90.554	11.9729	12.6654	5.3255	11.7969	60.140
64	607	9	128.165	10.2505	13.9333	6.2086	6.7356	111.000
65	612	9	111.131	8.5584	11.0808	10.8970	10.2048	60.331
66	616	9	89.251	9.3323	6.2904	7.0910	8.0241	53.668
67	701	9	51.447	9.6842	24.5301	8.4954	10.9371	42.551
68	702	9	38.951	3.3637	7.2679	4.8960	7.5025	30.803
69	704	9	33.759	7.5711	10.8082	5.5423	7.1335	27.330
70	707	9	106.974	12.7537	11.0013	5.3124	7.4634	28.451
71	999	9	51.618	7.8050	9.2080	3.6595	6.1758	18.727

Tableau 7.3

Recettes moyennes en fr-or/kg

(taxes médianes pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux)

OBS	Code	Groupe	LC	AOPP	AOIN	AOIR	AO	LC/AO
1	100	9	54.401	10.0533	9.0289	3.7391	6.6821	31.175
2	101	9	114.114	47.9026	9.3853	5.1195	7.1095	28.201
3	105	9	74.911	15.7011	6.6179	.	9.9211	37.390
4	106	9	112.024	17.7809	9.0176	.	9.6933	61.770
5	110	9	71.610	45.4691	.	.	45.4091	63.763
6	111	9	222.902	13.9322	21.9471	.	21.2910	106.772
7	121	9	171.631	22.4308	14.8911	.	17.7321	48.869
8	122	9	203.716	10.9170	9.3576	7.0383	5.4873	60.748
9	128	9	38.414	19.1111	31.1979	.	31.4908	80.804
10	129	9	97.550	10.5773	10.0841	12.7157	10.9437	53.402
11	132	9	125.674	17.5383	25.2379	8.9857	19.7505	33.216
12	200	9	91.612	.	4.8817	8.5692	3.0834	8.312
13	201	9	72.816	9.2979	13.5213	7.7705	9.5607	21.392
14	202	9	103.511	3.7522	10.5358	11.0393	10.4615	30.502
15	204	9	94.720	7.9495	13.2924	11.5716	9.3714	51.100
16	205	9	76.003	8.5298	9.5272	4.7398	6.1905	22.162
17	206	9	87.713	10.1729	6.4141	4.7349	5.1536	6.319
18	207	9	56.749	9.7505	5.3881	5.5250	5.7026	7.117
19	300	9	58.602	7.4750	9.1501	6.3305	8.6843	24.740
20	301	9	52.902	3.0650	12.2154	3.1568	7.0673	24.615
21	302	9	47.553	8.3936	7.6894	3.4355	4.9268	16.734
22	303	9	84.943	11.5944	9.1603	6.4730	9.2290	28.988
23	304	9	75.825	10.5164	15.0960	5.3568	9.8260	31.351
24	305	9	45.923	8.1233	10.5028	5.9413	8.6125	20.092
25	306	9	51.404	9.2002	10.8973	4.4000	6.6960	29.529
26	307	9	45.105	8.6391	9.6724	5.3799	3.8781	22.899
27	308	9	92.051	9.5837	8.8904	4.1771	5.4230	15.862
28	310	9	43.027	6.6254	7.9593	4.1754	5.6003	11.707
29	311	9	37.714	3.4854	11.8409	5.1451	7.2855	17.208
30	312	9	75.307	8.3059	25.2304	11.6717	17.9330	56.699
31	314	9	33.675	7.9777	6.5305	.	6.7305	17.416
32	315	9	70.583	8.4114	9.7278	5.0100	7.9958	30.133
33	316	9	64.192	10.5835	9.3971	4.9735	7.7053	26.381
34	317	9	08.646	9.4846	8.5234	4.7059	8.8146	28.683
35	319	9	54.423	9.1827	15.4306	3.3822	4.9727	14.756
36	321	9	38.190	8.8650	8.0038	5.7321	7.1053	15.677
37	322	9	57.532	8.5074	10.2802	.	9.8133	23.624
38	323	9	47.092	9.2031	14.9483	5.2679	11.1065	15.329
39	325	9	39.788	7.8135	7.8918	5.0394	7.3165	18.003
40	401	9	129.153	.	.	10.4879	10.4879	93.500
41	404	9	126.435	10.6925	8.4365	.	8.6059	20.908
42	405	9	97.748	11.0153	10.6140	5.4434	10.4750	39.096
43	407	9	124.217	15.0004	16.8353	5.5294	15.7481	73.722
44	412	9	175.888	53.7983	.	4.8215	56.0035	116.337
45	417	9	61.162	11.3513	7.7652	5.3630	4.2639	14.029
46	422	9	143.332	29.3617	.	7.9511	16.9649	87.189
47	423	9	92.299	7.4912	11.1092	.	10.7376	33.525
48	429	9	72.303	3.7144	15.6047	.	11.3322	43.464
49	508	9	89.566	12.9195	8.3404	11.8431	12.3337	64.554
50	510	9	115.757	14.2123	13.6375	.	13.7462	74.671
51	512	9	94.823	7.6010	74.5738	.	63.7051	87.717
52	513	9	189.471	45.5772	40.1336	.	43.6448	161.548
53	518	9	109.134	12.5675	16.9810	10.8965	10.6095	68.443
54	521	9	115.825	10.2323	10.2159	7.5598	9.6396	72.674
55	522	9	89.642	24.6282	25.8265	3.0995	23.3005	65.850
56	523	9	138.723	9.9008	12.3281	9.4578	10.8092	101.635
57	524	9	143.714	19.1029	9.5859	.	13.1139	103.553
58	528	9	40.441	17.3988	8.6530	4.5870	9.1428	15.958
59	537	9	91.117	7.3827	12.1091	20.1788	10.1310	31.699
60	541	9	105.096	15.4639	22.0959	.	20.9507	81.706
61	542	9	73.002	3.7718	37.0234	.	28.4256	59.327
62	600	9	131.742	21.3733	11.6789	2.7883	11.3227	75.998
63	604	9	109.367	13.5185	14.0507	5.5051	13.2173	67.019
64	607	9	143.882	11.5982	15.9216	7.9310	8.4035	125.029
65	612	9	123.545	7.4143	12.0351	13.9988	12.4501	67.661
66	616	9	109.509	10.3400	7.1418	9.0753	9.3124	60.561
67	701	9	57.032	10.7541	28.3435	10.8905	19.4123	47.311
68	702	9	97.809	7.3342	8.2329	5.2286	8.4090	34.027
69	704	9	94.072	4.7339	12.3789	6.9436	8.3799	30.964
70	707	9	118.233	14.0169	12.1473	6.7543	8.8140	31.895
71	999	9	57.427	8.5378	10.4626	4.6057	7.2517	21.114

Tableau 7.4

Recettes de sacs M (fr-or/kg)

Code	Taxes de base pour les échelons de poids et taxes maximales pour les services spéciaux	Taxes de base pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux	Taxes médianes pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux
100	3,55	3,18	3,72
106	2,84	2,84	3,39
200	1,69	1,55	1,97
201	1,42	1,42	1,83
202	2,84	2,84	3,39
206	2,14	1,77	2,19
207	2,18	1,86	2,29
301	1,59	1,57	1,99
302	1,56	1,56	1,98
303	2,84	2,84	3,38
304	1,45	1,45	1,86
305	2,61	2,45	2,95
306	1,48	1,46	1,92
308	2,08	1,75	2,15
310	1,59	1,53	1,94
311	1,44	1,44	1,85
315	1,42	1,42	1,83
316	2,50	2,44	2,94
317	2,84	2,84	3,38
319	2,10	2,08	2,55
322	2,84	2,84	3,38
323	2,84	2,84	3,38
325	1,57	1,57	2,01
404	2,87	2,85	3,39
405	3,43	3,13	3,67
508	2,84	2,84	3,39
600	3,89	3,35	3,89
612	1,42	1,42	1,85
702	3,78	3,30	3,84
704	1,87	1,71	2,13
707	1,59	1,57	2,00
999	1,73	1,65	2,08

Les caractéristiques particulières à la ventilation de ces recettes figurent aux annexes 17, 18, 19 et 20 (document technique). Parmi celles-ci, on peut souligner les modes, les médianes et les moyennes et d'autres mesures de localisation. Ici, il est important d'attirer l'attention sur les résultats du code 999. Ce sont eux qui définissent les valeurs à prendre comme taux pour les frais terminaux, si l'on doit maintenir les déséquilibres de poids.

Tableau 7.5

Frais terminaux (fr-or/kg)

Système tarifaire	LC/AO	Sac M	LC	AO	AOPP	AOIN	AOIR
Taxe de base pour les échelons de poids/Taxe médiane pour les services spéciaux	9,36	0,82	25,81	3,09	3,93	4,60	1,83
Taxe de base pour les échelons de poids/Taxe maximale pour les services spéciaux	10,24	0,87	28,68	3,21	4,45	4,74	1,86
Taxe médiane pour les échelons de poids/Taxe médiane pour les services spéciaux	10,56	1,04	28,71	3,63	4,47	5,23	2,30

Le tableau ci-devant est important et doit faire l'objet de comparaisons dans des situations typiques de commerce bilatéral. Dans le chapitre VIII de cet appendice I, nous ferons ces commentaires.

Revenons donc aux discussions techniques. Les annexes 17, 18 et 19 (document technique) présentent les écarts types associés aux différentes estimations de recettes. L'approche adoptée dans ces calculs est conditionnée par les valeurs observées des poids moyens et des proportions. Cela a été fait parce que nous croyons que ces quantités sont mesurées avec précision. Ici, on remarque une petite différence par rapport à des documents antérieurs du Groupe de travail, dans lesquels nous avons considéré l'expansion de Taylor pour les estimateurs, c'est-à-dire des arguments du type: si $g(\hat{y})$ est une fonction continuellement différentiable de l'estimateur \hat{y} , alors:

$$g(\hat{y}) \doteq g(E(\hat{y})) + \nabla g(E(\hat{y}))(\hat{y} - y)$$

et, donc,

$$\hat{V}(g(\hat{y})) \doteq \nabla' g(\hat{y}) \hat{V}(\hat{y}) \nabla g(\hat{y})$$

où $\hat{V}(\cdot)$ représente la matrice de variance-covariance, et $\nabla g(\cdot)$ le gradient de g .

Afin de consolider encore plus notre position dans une analyse conditionnelle, il faudrait signaler que la formulation moyennant l'expansion de Taylor, dans le contexte de notre étude, n'a ajouté presque rien d'important aux estimations des écarts types. Il n'y a pas de corrélations significatives entre des recettes et des proportions, et le bloc de \hat{V} y relatif est presque nul, étant donné l'énorme échantillon utilisé. Un autre problème est l'effort de calcul nécessaire à l'obtention d'un résultat qui, en soi, est déjà approximatif.

De cette façon, dans la version actuelle, notre estimation de variance pour une variable telle que \hat{R}_{LC}^o est:

$$\hat{V}_{LC} = V(\hat{\alpha}) + (\bar{W}_{LC})^2 V(\hat{\beta}) + 2 \bar{W}_{LC} COV(\hat{\alpha}, \hat{\beta})$$

où $COV(\cdot, \cdot)$ est la covariance. Pour une variable telle que:

$$\hat{R}_{AO} = \hat{p}_1 \hat{R}_{AOPP} + \hat{p}_2 \hat{R}_{AOIN} + \hat{p}_3 \hat{R}_{AOIR}$$

est:

$$\hat{V}_{AO} = (\hat{p}_1)^2 V(\hat{R}_{AOPP}) + (\hat{p}_2)^2 V(\hat{R}_{AOIN}) + (\hat{p}_3)^2 V(\hat{R}_{AOIR})$$

et pour un équivalent par kg, tel que:

$$\hat{\ell}_{LC} = 10 \times \frac{\hat{R}_{LC}}{\bar{W}_{LC}}$$

est:

$$\hat{V}(\hat{\ell}_{LC}) = \left(\frac{10}{\bar{W}_{LC}} \right)^2 \times \hat{V}_{LC}$$

La simplification des calculs avec cette approche est énorme, et les résultats sont précis, selon nos conjectures.

Pour conclure ce chapitre, il faut souligner que nous n'avons pas présenté la série complète de l'évolution des recettes mensuelles. L'exception à cette règle concerne la classe C, où le but n'était que l'étude de la robustesse des estimateurs quant aux variations temporelles. Dans un chapitre spécifique, nous analyserons ces résultats.

Il est très important de signaler que les données employées pour l'obtention des recettes moyennes pour les pays concernent la période de l'échantillonnage (et non pas des totaux mensuels spécifiques ou de 6 mois). Ces données pour l'ensemble de l'Union représentent la consolidation de 6 mois. Celle-ci est la manière la plus précise que nous ayons trouvée pour décrire ces quantités, afin de les rendre comparables du point de vue des critères d'estimation, ainsi qu'avantageuses du point de vue des totaux estimés pour l'Union (voir commentaires dans les chapitres précédents).

Chapitre VIII. Critère bilatéral versus déséquilibre pondéral

8.1 Critère bilatéral

Il ressort des stratifications associées aux Administrations, ainsi que de nos estimations, qu'il est possible d'analyser, en détail, les paires suivantes de commerce postal:

TABLEAU 8.1

PAIRES DE COMMERCE POSTAL

Code	Pays		Code	Pays
301	Allemagne, Rép. féd. d'	↔	304	Autriche
301	Allemagne, Rép. féd. d'	↔	326	Suisse
303	Australie	↔	418	Papouasie — Nouvelle-Guinée
401	Bangladesh	↔	407	Inde
100	Brésil	↔	704	Portugal
306	Canada	↔	302	Amérique (Etats-Unis)
307	Danemark	↔	325	Suède
302	Amérique (Etats-Unis)	↔	311	Grande-Bretagne
309	Finlande	↔	325	Suède
321	Norvège	↔	325	Suède

Nous analyserons les solutions globales moyennant le principe de l'équivalence, dans le contexte des recettes moyennes, par kg, estimées pour quelques directions définies par les paires du tableau 8.1. Nous concentrerons notre attention sur le trafic LC/AO. Les données concernant le poids sont celles des expéditions de l'année 1979 (annexe 14, document technique). Celles-ci ont été utilisées pour fournir une vision plus réelle, étant donné que les valeurs dont il est question sont déjà connues, puisqu'elles concernent des comptes de frais terminaux déjà faits. Considérons, premièrement, le plus grand déséquilibre postal du monde, défini par la relation 302 ↔ 306 (EUA ↔ Canada). Selon les données fournies par l'Administration de l'Amérique (Etats-Unis), nous avons (annexe 14):

$$302 \rightarrow 306 = 31\,918\,057 \text{ kg}$$

$$306 \rightarrow 302 = 8\,410\,352 \text{ kg}$$

$$D = 23\,507\,705 \text{ (déséquilibre en poids).}$$

Considérons les taxes de base pour les échelons de poids et les taxes moyennes pour les prestations spéciales. Trois "comptes" de frais terminaux seront calculés, selon les critères suivants:

- Taux universel;
- Taux unique par pays; et
- Taux essentiellement bilatéral.

CRITÈRE a

Taux universel: 9,36 fr-or/kg
Compensation pour frais terminaux: 220 032 118,00 (fr-or)

CRITÈRE b

Taux en 302: 7,36 fr-or/kg
Taux en 306: 13,13 fr-or/kg
Compensation pour frais terminaux: 124 488 977,00 (fr-or)
Taux "ex-post": 5,30 fr-or/kg

CRITÈRE c (valeur réelle)

Taux 302 → 306: 8,43 fr-or/kg
Taux 306 → 302: 12,58 fr-or/kg
Compensation pour frais terminaux: 163 266 992,00 (fr-or)
Taux "ex-post": 6,95 fr-or/kg

On y voit donc que l'erreur du critère "a" correspond à 35% de la valeur réelle et celle du critère "b" à 24%. La solution "b", dans ce cas, fournit une valeur sous-estimée par rapport à la valeur réelle.

Considérons, maintenant, la paire 302 ↔ 311 (EUA ↔ Grande-Bretagne), en employant les informations fournies par les Etats-Unis d'Amérique:

302 → 311 = 7 715 660 kg
311 → 302 = 5 988 008 kg
D = 1 727 652 kg

CRITÈRE a

Taux universel: 9,36 fr-or/kg
Compensation pour frais terminaux: 16 170 822,00 (fr-or)

CRITÈRE b

Taux en 302: 7,36 fr-or/kg
Taux en 311: 7,59 fr-or/kg
Compensation pour frais terminaux: 11 338 276,00 (fr-or)
Taux "ex-post": 6,56 fr-or/kg

CRITÈRE c

Taux 302 → 311: 7,57 fr-or/kg
Taux 311 → 302: 7,35 fr-or/kg
Compensation pour frais terminaux: 14 395 687,00 (fr-or)
Taux "ex-post": 8,33 fr-or/kg

Ici, l'erreur dans "a" est de 12% et dans "b" elle est de 21%. Le critère "b" est, de nouveau, celui qui nous donne la valeur la plus écartée de la valeur réelle, et la plus basse.

Considérons maintenant, la paire 307 ↔ 325 (Danemark ↔ Suède), en utilisant les informations fournies par le Danemark:

307 → 325 = 939 171 kg

325 → 307 = 803 245 kg

D = 135 926 kg

CRITÈRE a

Taux universel: 9,36 fr-or/kg

Compensation pour frais terminaux: 1 272 267,00 (fr-or)

CRITÈRE b

Taux en 307: 10,20 fr-or/kg

Taux en 325: 8,08 fr-or/kg

Compensation pour frais terminaux: 3 089 324,00 (fr-or)

Taux "ex-post": 22,73 fr-or/kg

CRITÈRE c

Taux 307 → 325: 9,08 fr-or/kg

Taux 325 → 307: 9,31 fr-or/kg

Compensation pour frais terminaux: 1 049 461,00 (fr-or)

Taux "ex-post": 7,72 fr-or/kg

Dans ce cas, "b" est plus élevé que la valeur réelle et présente l'erreur la plus grande.

Il n'est pas nécessaire d'examiner d'autres paires pour nos objectifs. Les solutions "a" et "b" peuvent impliquer des distorsions substantielles par rapport au commerce bilatéral. Elles peuvent même cacher des inversions des rapports créateur/débiteur. Remarquez que ces changements peuvent avoir lieu aussi avec le critère "b".

8.2 Déséquilibre pondéral versus critères d'exception

On a beaucoup parlé des difficultés d'adoption du critère bilatéral dans l'étude des frais terminaux. L'un des arguments concerne les coûts des recherches statistiques qui seraient énormes. Cela n'est pas toujours vrai. Voyons, par exemple, les comptes des frais terminaux (critère actuel) des cinq plus grands échanges postaux de l'Amérique (Etats-Unis), en dollars américains, relatifs au trafic de l'année 1979:

Destination	D (kg)	Valeur (\$ EU)
Canada	23 507 705	45 134 793,60
Japon	4 662 106	8 951 243,52
Australie	3 905 069	7 497 732,48
Mexique	3 620 347	6 951 066,24
Brésil	2 692 634	5 169 857,28

Pour ce qui est des coûts d'une recherche statistique, il est évident que la réalisation d'un sondage bilatéral serait justifiée pour chacune de ces directions. En aucun cas, les frais entraînés par les statistiques n'impliqueraient des ressources très supérieures à 500 000 \$ EU, dans des programmes exhaustifs. Cette valeur est sûrement très inférieure à l'éventuelle modification du compte.

En outre, une telle procédure bilatérale devrait être exceptionnelle pour des raisons évidentes. L'équipement technique ainsi que le personnel qualifié nécessaire ne sont pas à la portée de tous les Pays-membres de l'Union.

Dans ce contexte, pour ce qui est des observations de la France, nous suggérons que le caractère exceptionnel soit compris d'une façon rigide, et bien définie. Une solution possible serait de considérer un déséquilibre pondéral comme exceptionnel lorsque la probabilité qu'un tel déséquilibre se produise est de 1 pour 100 (ou de 5 pour 100). Pour fournir les valeurs permettant une définition quantitative de ce critère, nous avons analysé 2492 paires de déséquilibres (annexe 21, document technique). Les résultats sont les suivants:

Moyenne: 85 936,2 kg

Médiane: 6353 kg

TABLEAU DES "QUANTILES"

99%: 1 505 490 kg

95%: 311 046 kg

90%: 137 683 kg

Il s'ensuit que n'importe quel choix dans l'intervalle (311 046 — 1 505 490) peut très bien être considéré comme exceptionnel. Plus le chiffre choisi est élevé, plus la procédure est exceptionnelle. A titre d'illustration, il est possible de dire qu'avec la limite supérieure seules 25 paires seraient analysées. Avec la limite inférieure, 125 paires. De cette façon, on voit que le choix de 1500 tonnes est minime quant aux coûts encourus et le plus restrictif en ce qui concerne le caractère exceptionnel. Bien sûr, des alternatives rigides du point de vue financier pourraient être, également, définies.

Pour conclure ce chapitre, nous attirons l'attention sur le fait que le choix d'une procédure exceptionnelle est une question essentiellement politique et dépend de la solution que l'on a l'intention d'adopter pour les frais terminaux. Sans doute, notre proposition en ce qui concerne les observations de la France est-elle en quelque sorte paradoxale par rapport à l'adoption du déséquilibre de poids avec des taux uniques. Les erreurs qui en découleraient seraient si grandes que les limites rigides pourraient devenir injustes du point de vue financier, étant donné les éventuelles inversions que l'application du critère exceptionnel pourrait provoquer dans les rapports créancier/débiteur.

Chapitre IX. Frais terminaux: taux minimisés versus taux réels

Nos calculs des taux de frais terminaux, bilatéraux ou non, sont extrêmement conservateurs, puisqu'ils concernent un ancien système de prix; autrement dit, ils se basent sur un système tarifaire qui sera, sûrement, majoré par le Congrès de Hamburg. Ce critère laisse une marge d'action aux Administrations débitrices. Pour ce qui est de l'échelonnement des frais, l'approche présente des avantages. Toutefois, il ne faut pas oublier que les valeurs des taux de frais terminaux devraient être fixées en même temps que les taxes de base. Les informations sur la structure du trafic international présentées dans ce rapport permettent la réalisation d'une telle procédure.

Chapitre X. Statu quo

Si l'on maintient le statu quo (5,50 francs-or/kg) au sujet des frais terminaux, la question de la correction des valeurs selon un taux d'inflation se pose. Du point de vue du pays rapporteur, un tel taux doit être nécessairement mesuré dans le contexte postal. Une manière efficace d'évaluer l'évolution de l'inflation des services postaux est le calcul des prix moyens pondérés dans des situations tarifaires consécutives. Ci-après, nous présentons les résultats de cette approche sur la base de la composition actuelle du trafic. Les données utilisées proviennent directement de l'échantillonnage: elles n'ont pas été ajustées par des relations fonctionnelles, et reflètent des taxes de base, avec des taxes maximales pour les services spéciaux.

RECETTES MOYENNES

Avec taxes de base (fr-or/kg)	Envois						
	LC	AO	AOPP	AOIN	AOIR	LC/AO	Sacs M
de Lausanne	36,65	4,23	6,04	6,05	2,58	13,18	1,13
de Rio de Janeiro	58,79	6,50	9,66	9,26	3,92	20,94	1,73
Augmentation (%)	60	54	60	53	40	59	53

Le tableau ci-dessus est extrêmement informatif. Par exemple, si le principe de l'équivalence avait déjà été retenu par le Congrès de Rio de Janeiro, les taux des frais terminaux fondés sur les taxes de base de Lausanne (voir chapitre IX) seraient d'environ 6,59 fr-or/kg pour les LC/AO. Cela démontre que le taux adopté de 5,50 fr-or/kg, dans ce contexte, était au-dessous de la réalité. Cette affirmation n'est cependant pas valable si l'on parle du statu quo de l'époque. Par rapport aux taux combinés LC/AO de Lausanne, selon le tableau ci-dessus, l'indice d'augmentation des taux des frais terminaux serait de 59%. Donc, en partant des taux des frais terminaux adoptés à Lausanne, le nouveau taux issu du Congrès de Rio de Janeiro devrait être de 2,39 fr-or/kg ($1,50 \times 1,59$). Remarquez, et cela est important, que nous ne sommes pas en train de discuter la validité du taux de 1,50 fr-or/kg (ou même de celui de 5,50 fr-or/kg).

Une observation analogue peut être faite au sujet des sacs M. Selon le principe de l'équivalence, le taux de Lausanne serait d'environ 0,57 fr-or/kg. Par rapport au statu quo de l'époque (1,50 fr-or/kg), si l'on avait appliqué l'indice d'augmentation de 53% (voir tableau ci-dessus) on aurait obtenu, au Congrès de Rio de Janeiro, la valeur de 2,30 fr-or/kg ($1,50 \times 1,53$). Une fois de plus, nous ne discutons pas de la validité du taux de 1,50 fr-or/kg pour les sacs M, en vigueur pendant la période d'application des Actes de Lausanne.

En cas d'adoption des critères de déséquilibre pondéral et de correction selon l'inflation des taux de 5,50 fr-or/kg pour les LC/AO et de 1,50 fr-or/kg pour les sacs M, à notre avis le calcul devrait être fait en ayant comme référence les nouvelles taxes (de base et spéciales) et la structure actuelle du trafic. L'application de nouveaux taux de frais terminaux aurait lieu en même temps que la mise en vigueur des tarifs. Cette procédure éliminerait le besoin de faire procéder à des corrections annuelles entre les Congrès (au moins pour ce qui est de l'inflation postale).

Chapitre XI. L'influence temporelle sur les recettes moyennes

Afin d'évaluer les effets des caractéristiques saisonnières du trafic postal sur les estimations des recettes moyennes, nous avons effectué une analyse de variance portant sur les données résultant de l'évolution mensuelle de ces variables. Dans le contexte du langage typique du "Experimental Design", la méthode utilisée a été celle des blocs incomplets. Ici, les blocs sont représentés par des codes de pays, et l'intérêt repose sur l'existence ou non de différences significatives entre des "traitements", c'est-à-dire, entre des mois. Nous nous sommes axés sur les envois LC/AO qui subissent théoriquement une variation plus grande.

Le tableau suivant montre l'évolution des recettes moyennes combinées (fr-or/kg — taxes de base) pour les différentes Administrations appartenant à la classe C (données mensuelles, totaux de jours observés).

Blocs	Traitements						
	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai
100	32,40	29,66	34,48	33,65	37,26	29,92	30,01
101	45,29	108,21	58,90	39,48	33,72	31,90	14,95
200	—	—	—	8,18	3,42	4,47	6,87
204	—	63,66	55,17	52,18	64,13	56,54	63,73
206	—	—	—	6,46	4,39	4,23	5,55
207	6,35	4,87	6,13	6,76	5,98	5,91	6,37
302	13,79	15,85	15,57	14,75	14,70	15,18	12,29
303	27,93	25,01	27,00	22,44	32,21	22,90	—
304	24,53	—	29,00	28,30	34,22	35,53	29,51
305	16,89	20,51	21,02	17,90	18,76	16,85	18,20
306	—	—	27,45	29,04	30,30	27,73	27,96
308	18,74	24,99	16,01	19,72	10,99	14,51	16,10
310	11,95	11,73	10,56	10,74	10,26	11,10	10,82
311	20,83	19,86	15,83	14,68	15,67	15,69	16,23
312	—	45,41	45,65	55,84	57,05	46,71	—
316	—	23,72	23,21	27,32	29,60	27,02	22,49
323	—	15,03	13,14	15,43	11,15	13,40	11,19
404	23,13	23,65	26,49	16,64	19,55	15,20	24,32
407	—	76,97	77,34	92,28	67,49	75,42	44,45
423	57,20	33,10	47,68	40,41	22,98	31,77	30,93
518	70,91	70,10	90,89	81,11	64,28	73,45	71,23
616	—	53,97	58,50	61,15	55,15	59,21	88,87

Le tableau d'analyse de variance correspondant est le suivant:

Source	Degrés de liberté	Addition de carrés	F	Pr. * > F
Blocs	21	58 480,84	33,62	0,0001
Traitements	6	555,94	1,12	0,3563
Erreurs	109	9 029,09	—	—
Total	136	68 972,73	—	—

* Pr.: Probabilité.

Il ressort de l'analyse de variance que l'évolution temporelle ne présente pas des résultats menant à une conclusion sur l'existence de différences significatives.

Donc, au niveau de C, il n'y a pas d'indications sur le besoin d'analyses portant sur la période en question compte tenu de la distribution mensuelle. Les résultats peuvent être additionnés et la moyenne qui en résulte est représentative. Ci-après, nous montrons un tableau comparatif de ces moyennes avec les recettes de la période d'échantillonnage:

Codes	Moyennes	Période
100	32,5	31,7
101	47,5	39,0
200	5,7	5,9
204	59,2	59,0
206	5,2	5,4
207	6,1	6,1
302	14,6	14,9
303	26,3	25,8
304	30,2	30,1
305	18,6	18,8
306	28,5	28,6
308	17,3	15,9
310	11,0	11,0
311	17,0	16,3
312	50,1	51,7
316	25,6	26,9
323	13,2	13,5
404	21,3	21,7
407	72,3	79,7
423	37,7	34,1
518	74,6	71,7
616	62,8	60,5

Exception faite des codes 101 et 407, les résultats présentent un niveau excellent de concordance.

La recette moyenne peut être envisagée comme un bon indicateur de la structure du trafic. Ainsi, au niveau des LC/AO, il n'y a pas de fortes indications sur le manque de stabilité temporelle (les nombres totaux peuvent varier, mais les proportions et les poids moyens sont plus ou moins invariables).

Il ressort de nos analyses dans ce chapitre qu'il y a de grandes chances pour que les structures régressives soient invariables en raison d'effets temporels. Une telle stabilité se révèle très importante lorsqu'on a l'intention d'employer nos relations fonctionnelles dans des applications futures du principe de l'équivalence. Du point de vue de l'estimation des proportions et des poids moyens, il est bien probable qu'il ne soit pas strictement nécessaire d'élaborer des schémas d'échantillonnage complexes englobant toute l'évolution mensuelle dans la période envisagée. Evidemment, de tels commentaires ne s'appliquent pas dans le cas de variations tarifaires trop brusques qui impliqueraient des modifications substantielles de la structure du trafic. Il est important de souligner que toute variation du système tarifaire implique une modification des rapports fonctionnels définis.

Chapitre XII. Aspect temporel des systèmes de prix employés

Il y a une variation temporelle intrinsèque dans deux des systèmes tarifaires que nous proposons, qui échappent au contrôle direct des décisions au niveau de l'Union; ces systèmes sont: "taxes médianes pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux" et "taxes de base pour les échelons de poids et taxes médianes pour les services spéciaux". Dans le premier cas, le problème est assez grave. Il empêche la fixation immédiate des taux des frais terminaux après l'approbation des taxes de base par les Congrès, les calculs y relatifs étant d'une large portée. Dans le second système, l'adoption de la médiane pour les services spéciaux comme mesure *statique* est pleinement justifiée à cause de l'intervalle de variation permis dans la tarification de ces services. C'est une approche conservatrice qui, dans le cadre des frais terminaux, nous éloigne des limites maximales. Celles-ci caractérisent en général des valeurs qui n'ont pas le niveau de représentativité nécessaire à leur application universelle.

Il serait possible de faire des corrections éventuelles en vue de l'actualisation des taxes médianes des services spéciaux et, par conséquent, en vue de l'actualisation immédiate des taux de frais terminaux, en fonction de la variation de l'éventail des taxes des services spéciaux.

Dans cet ordre d'idée, la "mesure statique" se rapporte à une valeur initiale devant être corrigée en fonction de l'adoption de nouvelles taxes spéciales par le Congrès.

Chapitre XIII. Conclusions

Dans un contexte où les décisions à prendre ont une composante politique, comme dans le cas des frais terminaux, il devient difficile d'indiquer la meilleure solution parmi plusieurs qui se présentent. De toute évidence, nous savons quelle est la solution correcte. Techniquement, le problème des frais terminaux est bilatéral et, donc, sa solution doit être bilatérale. Les exemples antérieurs démontrent que des distorsions considérables ont lieu lorsque nous nous éloignons de ce cadre. Toutefois, très souvent, les problèmes de mensuration nous empêchent de suivre strictement cette règle.

Tout au long de cet exposé, nous avons présenté plusieurs taux et des suggestions de corrections de ceux-ci par rapport aux niveaux de l'inflation, outre des interprétations pour les exceptions. Ces variantes sont avantageuses pour quelques pays, mais pas pour d'autres. Du point de vue pratique et technique, elles représentent le mieux qu'il a été possible de faire. Du point de vue de la précision, elles ne présentent pas une tendance définie par rapport aux taux bilatéraux. De cette façon, il y a très peu à ajouter à ce qui a été déjà présenté et discuté. Nous soumettons nos résultats à l'appréciation des Administrations postales. Il faudra un consensus à trois niveaux: système tarifaire, procédure exceptionnelle et critères de calcul. De toute évidence, cependant, les taux des frais terminaux pourront toujours être calculés sans qu'il y ait besoin de discussions subjectives additionnelles, quel que soit le choix dans l'éventail des possibilités (y compris le statu quo). Une fois le critère fixé, les résultats en découleront automatiquement.

En conclusion, nous attirons l'attention sur le fait qu'il faut un changement immédiat dans l'approche des frais terminaux, même si cela implique des augmentations qui n'étaient pas espérées actuellement. Celles-ci seront sûrement diluées dans l'avenir par des négociations probables, et si les méthodes de tarification pour les services postaux sont appliquées scrupuleusement. Quant aux statistiques postales, malgré quelques évidences de stabilité temporelle, il faut réévaluer périodiquement les variables d'intérêt d'une manière aussi détaillée que dans le présent travail. Cela pourrait avoir lieu une fois entre deux Congrès consécutifs. Quant aux décomptes des frais terminaux, comme les comptes sont réglés une fois par an, les mensurations de poids doivent obéir, elles aussi, à cette périodicité.

Etude des frais terminaux

Etude complémentaire sur l'aspect des coûts

Rapport de l'Amérique (Etats-Unis)

I. Résumé

1. Soixante-douze pays ont répondu au questionnaire portant sur les coûts de traitement du courrier international d'arrivée. Sur ces 72 réponses, 43 étaient suffisamment détaillées pour permettre, au moins, une analyse partielle des coûts "intérieurs".

2. La méthode analytique de base consiste à classer les réponses des Administrations à chacune des questions du coût de base et à lier ces coûts estimatifs aux caractéristiques de chaque Administration qui découlent des réponses fournies aux questions correspondantes. En matière de fiabilité, il a été tenu globalement compte de l'information fournie et non pas tant des réponses données à chacune des questions.

3. En conclusion, on peut dire que, si les données ne sont pas de la qualité de celles qui auraient découlé de l'étude/enquête sur les coûts initialement prévue, elles n'en sont pas moins très exploitables. Les écarts entre les données sont naturellement importants. Ils doivent être analysés de façon à rendre possible une prise de décision en vue d'un système postal universel. La mesure de la tendance centrale qui a été retenue est la médiane, ce qui permet d'atténuer les effets des valeurs extrêmes (chiffres très élevés ou très bas) et de l'hétérogénéité (éléments dissemblables).

4. Les résultats sont les suivants:

Type d'envoi	Coût médian (DTS)
Envoi d'origine étrangère, de surface, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes	0,110
Envoi d'origine étrangère, de surface, recommandé, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes	0,425
Envoi d'origine étrangère, de surface, exprès, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes	0,385
Envoi d'origine étrangère, de surface, imprimé (AO), d'un poids compris entre 101 et 250 grammes	0,190
Envoi d'origine étrangère, de surface, à tarif réduit, imprimé (AO), d'un poids compris entre 101 et 250 grammes	0,190
Envoi d'origine étrangère, de surface, petit paquet (AO) pesant 800 grammes	0,560
Envoi d'origine étrangère, de surface, sous forme de sac M (AO), d'un poids de 10 kg	2,890

5. Les données ci-dessus (coût médian) fournissent une utile indication de ce que sont les coûts du traitement du courrier d'arrivée dans les Administrations postales du monde.

II. Introduction

6. Le Congrès de Rio de Janeiro, par la résolution C 35, a chargé le Conseil exécutif:
 - a) de poursuivre l'étude des frais terminaux, notamment en ce qui concerne la méthode permettant de déterminer le volume du déséquilibre des échanges ainsi que la présentation et le règlement des comptes y relatifs;
 - b) d'examiner la possibilité de proposer une formule tarifaire pour établir le taux des frais terminaux en tenant compte de tous les facteurs qui se traduisent par des frais, tant pour les Administrations d'origine que pour celles de destination;
 - c) de rechercher les moyens de refléter dans les Actes l'évolution de ce taux au cours de la période séparant deux Congrès et de faire les propositions nécessaires au prochain Congrès.
7. Dans le cadre des efforts du Groupe de travail visant à exécuter le mandat que le Congrès lui a attribué, les Etats-Unis d'Amérique ont proposé, à la troisième réunion du Groupe de travail des frais terminaux du 21 octobre 1981, que l'étude conduite par le Groupe de travail précédent soit réanimée en ce qui concerne l'aspect des coûts relatifs au traitement du courrier international d'arrivée (transport, tri, distribution, etc.). Le pays susvisé a été chargé de cette tâche. A la quatrième réunion du Groupe de travail (18–21 janvier 1982), l'Administration des Etats-Unis d'Amérique a présenté un projet de questionnaire ayant pour objet de rassembler des données sur les différents systèmes de calcul du prix de revient en vigueur dans les diverses Administrations postales. La version définitive de ce questionnaire a été approuvée à la cinquième réunion du Groupe de travail des frais terminaux qui s'est tenue pendant la session du Conseil exécutif de mai 1982.
8. La diffusion des questionnaires aux Pays-membres a pris fin vers le 30 mai 1982. Les réponses devaient être remplies et adressées au Bureau international le 15 septembre 1982 au plus tard.
9. Un projet de rapport a été présenté à la 7e réunion du Groupe de travail et à la Commission 5 du CE 1983 lors de la session d'avril–mai 1983. A la suite des débats au sein du Groupe de travail et de la Commission, le Conseil exécutif 1983 a décidé d'adresser un exemplaire du projet de rapport à chacune des Administrations ayant répondu afin qu'elles aient la possibilité de vérifier, notamment en ce qui concerne leur opportunité, les données existantes au 30 septembre 1982, date à laquelle les données, indiquées en monnaie nationale, ont été converties en DTS. Les propositions de revisions devaient être renvoyées au Bureau international le 20 juin 1983 au plus tard. Il a été reçu sept réponses au total. Les revisions ont été incorporées dans le présent rapport définitif.

III. Les réponses

10. Fin 1982, 72 Administrations avaient répondu. Sur ces 72 Administrations, six n'ont guère sinon pas fourni de données (par exemple, elles n'ont pas répondu aux questions fondamentales portant sur les volumes/les taxes d'affranchissement en régime intérieur). Vingt-trois autres Administrations n'ont pas répondu à l'une ou l'autre des deux questions clés (coûts de traitement d'un envoi LC du premier échelon de poids et coûts de traitement d'un envoi AO de surface dont le poids se situe dans la tranche très couramment utilisée, 101 à 250 grammes). Ainsi, sur les 166 membres de l'Union postale universelle, 43 ont fourni des réponses ayant permis, au moins, une analyse partielle des frais de traitement du courrier d'arrivée.
11. Les pièces 1 à 8 contiennent une tabulation des 72 réponses. Toutes les données financières ont été converties en droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international.

IV. Résumé des réponses

12. *Groupe I. Questions d'ordre général*

13. *Question 1*

Votre Administration utilise-t-elle un système de calcul du prix de revient tenant compte des coûts liés à une catégorie précise de courrier, par exemple: un envoi LC international par opposition à un envoi AO international?

14. La plupart des Administrations n'appliquent pas de système de mesure des coûts de chacune des catégories du courrier. En termes plus précis, 25 Administrations ont néanmoins signalé qu'elles le faisaient, alors que les 47 autres ont indiqué le contraire ou n'ont pas répondu à la question.

15. *Question 2*

En cas de réponse positive à la question 1, votre système de calcul du prix de revient ne recherche-t-il que les coûts étroitement liés à une catégorie de courrier (par exemple, frais de main-d'oeuvre qui varient avec le volume) ou tient-il compte de tous les frais postaux (y compris les frais fixes ou les frais généraux)? Veuillez donner des explications.

16. La plupart des Administrations tenant une comptabilité des prix de revient de diverses catégories de courrier mesurent les coûts totaux, par opposition aux coûts qui varient en fonction du volume. De façon plus précise, 19 Administrations mesurent la totalité des coûts alors que 8 ne mesurent que ceux qui sont étroitement liés à une catégorie d'envois déterminés. (En raison des contradictions relevées dans les réponses, le nombre de réponses affirmatives à la question 1 ne correspond pas à celui des réponses à la question 2.)

17. *Question 3*

Quelle est la rémunération annuelle moyenne, y compris les avantages sociaux (par exemple, les primes de retraite ou les indemnités en cas de maladie), exprimée dans la monnaie de votre pays, payée à un agent/facteur?

18. Soixante et une Administrations ont indiqué le traitement annuel moyen (y compris les gains d'appoint) d'un commis/facteur. Les écarts sont énormes, puisqu'ils vont de 233 DTS (Libéria) à 25 179 DTS (Etats-Unis d'Amérique). Ainsi, le salaire le plus bas est inférieur à 1% du salaire le plus haut. Neuf Administrations versent moins de 1000 DTS par an; 31 Administrations, il s'agit de loin du groupe le plus important, paient entre 1000 et 5000 DTS par an; huit Administrations entre 5000 et 10 000 DTS par an; dix entre 10 000 et 20 000 DTS par an, alors que trois Administrations versent à un commis/facteur plus de 20 000 DTS par an.

19. *Question 4*

Quel est le nombre total d'envois distribués par votre Administration au cours de la dernière période de douze mois, dont vous avez mesuré les volumes (tant du courrier intérieur que du courrier international)? De quelle année (ou de quelle période de douze mois) s'agissait-il?

20. Soixante-quatre Administrations ont répondu. Les volumes transportés (mesurés par le nombre d'envois) varient sensiblement, depuis Tuvalu qui distribue annuellement 300 000 objets jusqu'aux Etats-Unis d'Amérique qui en distribuent plus de 110 000 000 000 dans la même période. Toutes les données fournies étaient récentes et se rapportaient à un exercice financier ou à une année civile se situant dans la période de 1980–1981.

21. *Question 5*

Quel est le poids total du courrier distribué par votre Administration au cours de la dernière période de douze mois où vous avez mesuré le poids (tant du courrier intérieur que du courrier international)? Ce poids devrait se rapporter au nombre d'envois indiqué en réponse à la question 4. De quelle année (ou de quelle autre période de douze mois) s'agissait-il?

22. Trente-huit Administrations ont répondu à la question. Là aussi, les volumes transportés (mesurés en poids) varient dans d'énormes proportions: entre 25 000 kg (Sainte-Lucie) et plus de 6 000 000 000 kg (Etats-Unis d'Amérique). Là encore, toutes les données étaient récentes et concernaient un exercice financier ou une année civile se situant dans la période 1980–1981.

23. *Question 6*

Pour la même période de douze mois utilisée pour répondre à la question 4, quel a été le nombre d'envois d'origine étrangère distribués?

24. Cinquante-six Administrations ont répondu à cette question. Les volumes du courrier d'origine étrangère (mesurés d'après le nombre d'envois) varient entre 180 000 objets (Tuvalu) et 583 000 000 objets (Grande-Bretagne).

25. *Question 7*

Pendant la même période de douze mois utilisée pour répondre à la question 5, quel a été le poids du courrier d'origine étrangère distribué?

26. Quarante-deux Administrations ont répondu à cette question. Les volumes du courrier d'origine étrangère (mesurés en poids) varient entre 17 000 kg (Sainte-Lucie) et plus de 54 000 000 kg (Canada).

27. *Question 8*

Quelle est la part des dépenses de main-d'oeuvre dans le total de vos coûts?

28. Quarante-trois Administrations ont répondu à la question. La forte composante main-d'oeuvre de l'exploitation postale ressort à l'évidence des réponses fournies. En effet, si les frais de main-d'oeuvre présentent 30% du total des frais (à Sainte-Lucie et Singapour), ils représentent 99% pour Vanuatu. Cinq Administrations ont fait savoir que les dépenses de personnel représentent plus de 80% de l'ensemble des dépenses; pour 29 autres, entre 61 et 80%; pour 5 autres, entre 41 et 60%; et enfin pour quatre, entre 21 et 40% de l'ensemble des dépenses.

29. *Groupe II*

Ce groupe de quatre questions vise un envoi d'origine étrangère, de surface, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids (autrement dit pesant jusqu'à 20 grammes).

30. *Question 9*

A combien estimez-vous le coût unitaire moyen (exprimé dans la monnaie de votre pays) du traitement, du transport et de la distribution de l'envoi décrit ci-dessus; autrement dit, quels sont les frais encourus par votre Administration depuis le bureau d'échange (prise en charge au port, à l'aéroport ou à la frontière) jusqu'au destinataire dans votre pays?

31. Quarante-trois Administrations ont répondu à cette question clé. Les écarts sont énormes puisque les chiffres varient entre 0,02 DTS (Ghana et Vanuatu) et 4,17 DTS (Zambie). Ainsi, le coût le plus faible était inférieur à 1% du coût le plus élevé. Même s'il n'est pas tenu compte des coûts de la Zambie, les coûts unitaires varient entre 0,02 et 0,36 DTS, ceux du bas de la gamme représentent 5% environ des chiffres du haut de la gamme.

32. *Question 10*

Le chiffre estimatif utilisé en réponse à la question 9 est-il le produit de votre système de calcul de prix de revient? En cas de réponse négative, est-il fondé: sur un jugement d'expert? sur une autre méthode? Veuillez exposer cette méthode.

33. Quarante et une Administrations ont répondu à la question, 27 précisant que leurs coûts estimatifs étaient le résultat de leur système de calcul du prix de revient, les 14 autres que tel n'était pas le cas.

34. *Question 11*

Si votre réponse à la question 9 représente le résultat de votre système de calcul de prix de revient, veuillez indiquer si ce système ne porte que sur les coûts variant selon le volume ou également sur les frais fixes.

35. Trente et une Administrations ont répondu à la question. L'attribution intégrale des coûts est de loin la méthode préférée. Vingt-six l'emploient alors que les 5 autres recourent aux coûts variant avec le volume.

36. *Question 12*

Quelle est la taxe intérieure applicable (exprimée dans la monnaie de votre pays) à un envoi de surface, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes?

37. Soixante-six Administrations ont répondu à la question. Les tarifs intérieurs varient entre 0,01 DTS (Koweït) et 0,24 DTS (Australie et Suède). Ainsi, la taxe la plus élevée est égale à 24 fois la taxe la plus basse. Dans 42 cas, les Administrations ont indiqué à la fois le prix de revient de traitement de l'envoi (question 9) et le montant du port correspondant (question 12). La comparaison entre le coût/traitement et le prix de l'affranchissement est intéressante: dans 3 cas, les chiffres sont identiques, dans 20 autres, le port est plus élevé que le prix de revient; et dans les 19 autres cas, le port est inférieur au prix de revient indiqué.

38. *Groupe III*

Ce groupe de quatre questions vise un envoi d'origine étrangère, de surface, recommandé, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids (autrement dit pesant jusqu'à 20 grammes).

39. *Question 13*

A combien estimez-vous le coût unitaire moyen (exprimé dans la monnaie de votre pays) du traitement, du transport et de la distribution de l'envoi décrit ci-dessus; autrement dit, quels sont les frais encourus par votre Administration depuis le bureau d'échange (prise en charge au port, à l'aéroport ou à la frontière) jusqu'au destinataire dans votre pays?

40. Quarante-deux Administrations ont indiqué des coûts unitaires variant entre 0,03 DTS (Ghana et Niger) et 4,45 DTS (Zambie). Ainsi, l'estimation la plus basse est inférieure à 1% de l'estimation la plus élevée. Même si l'on élimine ce dernier coût de 4,45 DTS et que l'on prenne le coût estimatif le plus élevé suivant (2 DTS, Suède), l'estimation la plus faible représente 1½% de l'estimation la plus haute.

41. *Question 14*

Le chiffre estimatif utilisé en réponse à la question 13 est-il le produit de votre système de calcul de prix de revient?

En cas de réponse négative, est-il fondé: sur un jugement d'expert? sur une autre méthode? Veuillez exposer cette méthode.

42. Trente-huit Administrations ont répondu à la question, 25 indiquant que leurs chiffres sont un produit de leur système de calcul du prix de revient et 13 que tel n'est pas le cas.

43. *Question 15*

Si votre réponse à la question 13 représente le résultat de votre système de calcul de prix de revient, veuillez indiquer si ce système ne porte que sur les coûts variant selon le volume ou également sur les frais fixes.

44. Trente Administrations ont répondu à la question. La méthode préférée est de loin celle qui consiste à une imputation intégrale des coûts. Vingt-six Administrations l'appliquent, alors que quatre seulement appliquent celle des coûts variant selon les volumes.

45. *Question 16*

Quelle est la taxe intérieure applicable (exprimée dans la monnaie de votre pays) à un envoi de surface, recommandé, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes?

46. Soixante-six Administrations ont répondu. Les taxes d'affranchissement du service intérieur varient entre 0,04 DTS (Koweït) et 3,26 DTS (Etats-Unis d'Amérique). Ainsi, le tarif le plus bas représente 1% environ du tarif le plus élevé. Dans 41 cas, les Administrations ont indiqué à la fois le coût du traitement de l'envoi (question 13) et le montant du port (question 16). La comparaison entre le prix de revient et la taxe d'affranchissement est intéressante. En effet, dans 20 cas le port est supérieur au prix de revient, dans 17 autres il est inférieur au prix de revient et dans 4 cas les deux chiffres sont les mêmes.

47. *Groupe IV*

Ce groupe de quatre questions vise un envoi d'origine étrangère, de surface, exprès, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids (autrement dit pesant jusqu'à 20 grammes).

48. *Question 17*

A combien estimez-vous le coût unitaire moyen (exprimé dans la monnaie de votre pays) du traitement, du transport et de la distribution de l'envoi décrit ci-dessus; autrement dit, quels sont les frais encourus par votre Administration depuis le bureau d'échange (prise en charge au port, à l'aéroport ou à la frontière) jusqu'au destinataire de votre pays?

49. Trente-quatre Administrations ont répondu. Elles ont indiqué des coûts unitaires variant entre 0,03 DTS (Ghana) et 3,63 DTS (Pays-Bas). Ainsi, l'estimation la plus basse est inférieure à 1% de l'estimation la plus élevée.

50. *Question 18*

Le chiffre estimatif utilisé en réponse à la question 17 est-il le produit de votre système de calcul de prix de revient? En cas de réponse négative, est-il fondé: sur un jugement d'expert? sur une autre méthode? Veuillez exposer cette méthode.

51. Trente-cinq Administrations ont répondu à cette question, 25 indiquant que le coût estimatif est un produit de leur système de calcul des prix de revient et 10 que tel n'est pas le cas.

52. *Question 19*

Si votre réponse à la question 17 représente le résultat de votre système de calcul de prix de revient, veuillez indiquer si ce système ne porte que sur les coûts variant selon le volume ou également sur les frais fixes.

53. Vingt-cinq Administrations ont répondu à la question. La méthode d'allocation des coûts est de loin la méthode préférée: 22 Administrations l'emploient, alors que 3 autres recourent à celle des coûts variant selon le volume.

54. *Question 20*

Quelles est la taxe intérieure applicable (exprimée dans la monnaie de votre pays) à un envoi de surface, exprès, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes?

55. Cinquante-huit Administrations ont répondu. Les taxes d'affranchissement du service intérieur varient entre 0,05 DTS (Koweït et Pakistan) et 2,59 DTS (Grande-Bretagne). Ainsi, la taxe la plus basse représente environ 2% de la taxe la plus élevée. Dans 33 cas, les Administrations ont indiqué à la fois le prix de revient du traitement (question 17) et le port correspondant (question 20). L'étude du rapport prix de revient/taxe d'affranchissement est intéressante. En effet, dans 12 cas, le port est supérieur au prix de revient; dans 18 cas, c'est le contraire et dans 3 autres le prix de revient et le port sont identiques.

56. *Groupe V*

Ce groupe de quatre questions vise un envoi d'origine étrangère, de surface, imprimé (AO), d'un poids compris entre 101 et 250 grammes.

57. *Question 21*

A combien estimez-vous le coût unitaire moyen (exprimé dans la monnaie de votre pays) du traitement, du transport et de la distribution de l'envoi décrit ci-dessus; autrement dit, quels sont les frais encourus par votre Administration depuis le bureau d'échange (prise en charge au port, à l'aéroport ou à la frontière) jusqu'au destinataire dans votre pays?

58. Quarante-deux Administrations ont répondu en indiquant des coûts unitaires variant entre 0,02 DTS (Ghana) et 4,17 DTS (Zambie). Ainsi, l'estimation la plus basse est inférieure à 1% de l'estimation la plus élevée. Si l'on prend le coût estimatif venant immédiatement après le coût le plus élevé (0,66 DTS, Indonésie), on constate que l'estimation la plus basse est égale à environ 3% de l'estimation la plus élevée.

59. *Question 22*

Le chiffre estimatif utilisé en réponse à la question 21 est-il le produit de votre système de calcul de prix de revient?

En cas de réponse négative, est-il fondé: sur un jugement d'expert? sur une autre méthode? Veuillez exposer cette méthode.

60. Quarante Administrations ont répondu à la question, 27 en indiquant que leurs chiffres estimatifs sont le résultat de leur système de calcul du prix de revient et 13 que tel n'est pas le cas.

61. *Question 23*

Si votre réponse à la question 21 représente le résultat de votre système de calcul de prix de revient, veuillez indiquer si ce système ne porte que sur les coûts variant selon le volume ou également sur les frais fixes.

62. Trente Administrations ont répondu à la question. La méthode d'imputation intégrale des coûts est de loin la méthode préférée: 25 Administrations y recourent alors 5 autres appliquent celle des coûts variant selon le volume.

63. *Question 24*

Quelle est la taxe intérieure applicable (exprimée dans la monnaie de votre pays) à un envoi de surface, imprimé (AO), d'un poids compris entre 101 et 250 grammes?

64. Soixante-six Administrations ont répondu. Les taxes intérieures varient entre 0,01 DTS (Koweït) et 0,82 DTS (Suède). Ainsi, la taxe la plus basse représente 1% environ de la taxe la plus élevée. Dans 42 cas, les Administrations ont précisé à la fois le coût du traitement (question 21) et le port correspondant (question 24). Le rapport entre ces deux chiffres est intéressant, car il montre que dans 23 cas le port est supérieur au prix de revient, qu'il lui est inférieur dans 16 autres et dans 3 que le prix de revient et le port sont de valeur identique.

65. *Groupe VI*

Ce groupe de quatre questions vise un envoi d'origine étrangère, de surface, à tarif réduit, imprimé (AO), d'un poids compris entre 101 et 250 grammes.

66. *Question 25*

A combien estimez-vous le coût unitaire moyen (exprimé dans la monnaie de votre pays) du traitement, du transport et de la distribution de l'envoi décrit ci-dessus; autrement dit, quels sont les frais encourus par votre Administration depuis le bureau d'échange (prise en charge au port, à l'aéroport ou à la frontière) jusqu'au destinataire dans votre pays?

67. Trente-quatre Administrations ont répondu en indiquant un coût unitaire variant entre 0,01 DTS (Ghana) et 0,66 DTS (Indonésie). Ainsi, l'estimation la plus basse représente entre 1 et 2% de l'estimation la plus haute.

68. *Question 26*

Le chiffre estimatif utilisé en réponse à la question 25 est-il le produit de votre système de calcul de prix de revient? En cas de réponse négative, est-il fondé: sur un jugement d'expert? sur une autre méthode? Veuillez exposer cette méthode.

69. Trente-trois Administrations ont répondu à la question, 23 en indiquant que leurs chiffres estimatifs étaient le produit de leur système de calcul du prix de revient et 10 que tel n'était pas le cas.

70. *Question 27*

Si votre réponse à la question 25 représente le résultat de votre système de calcul de prix de revient, veuillez indiquer si ce système ne porte que sur les coûts variant selon le volume ou également sur les frais fixes.

71. Vingt-quatre Administrations ont répondu à la question. La méthode d'imputation intégrale des coûts est de loin la méthode préférée, puisque 21 Administrations y recourent alors que 3 seulement appliquent la méthode des coûts variant selon le volume.

72. *Question 28*

Quelle est la taxe intérieure applicable (exprimée dans la monnaie de votre pays) à un envoi de surface, à tarif réduit, imprimé (AO), d'un poids compris entre 101 et 250 grammes?

73. Quarante-quatre Administrations ont répondu. La taxe intérieure varie entre 0,01 DTS (Birmanie et Koweït) et 0,85 DTS (Papouasie — Nouvelle-Guinée). Ainsi, la taxe la plus basse est égale à environ 1% de la taxe la plus élevée. Dans 23 cas, les Administrations ont indiqué à la fois le coût du traitement (question 25) et le port correspondant (question 28). La comparaison entre ces deux chiffres est intéressante; elle indique en effet que dans 15 cas le port est inférieur au prix de revient; que dans 6, il lui est supérieur et que, dans 2 autres cas, les deux chiffres sont d'égale valeur.

74. *Groupe VII*

Ce groupe de quatre questions vise un envoi d'origine étrangère, de surface, petit paquet (AO) pesant 800 grammes.

75. *Question 29*

A combien estimez-vous le coût unitaire moyen (exprimé dans la monnaie de votre pays) du traitement, du transport et de la distribution de l'envoi décrit ci-dessus; autrement dit, quels sont les frais encourus par votre Administration depuis le bureau d'échange (prise en charge au port, à l'aéroport ou à la frontière) jusqu'au destinataire dans votre pays?

76. Quarante et une Administrations ont répondu en indiquant des coûts unitaires variant entre 0,03 DTS (Ghana) et 4,91 DTS (Zambie). Ainsi, les chiffres estimatifs les plus bas sont inférieurs à 1% du chiffre le plus haut. Si nous prenons le chiffre le plus élevé venant en seconde position (1,98 Indonésie), le chiffre estimatif le plus bas se situe entre 1 et 2% de l'estimation la plus élevée.

77. *Question 30*

Le chiffre estimatif utilisé en réponse à la question 29 est-il le produit de votre système de calcul de prix de revient?

En cas de réponse négative, est-il fondé: sur un jugement d'expert? sur une autre méthode? Veuillez exposer cette méthode.

78. Quarante Administrations ont répondu à cette question, 27 d'entre elles en indiquant que leurs chiffres estimatifs étaient un produit de leur propre système de calcul du prix de revient et 13 que tel n'était pas le cas.

79. *Question 31*

Si votre réponse à la question 29 représente le résultat de votre système de calcul de prix de revient, veuillez indiquer si ce système ne porte que sur les coûts variant selon le volume ou également sur les frais fixes.

80. Trente Administrations ont répondu à la question. De loin la méthode préférée est celle qui consiste en une imputation intégrale des coûts. Vingt-trois Administrations y recourent, alors que 7 autres appliquent la méthode des coûts variant selon le volume.

81. *Question 32*

Quelle est la taxe intérieure applicable (exprimée dans la monnaie de votre pays) à un envoi de surface, petit paquet (AO), pesant 800 grammes?

82. Cinquante-six Administrations ont répondu en indiquant une taxe intérieure variant entre 0,03 DTS (Birmanie et Kuwait) et 2,61 DTS (Australie). Ainsi, la taxe la plus basse représente environ 1% de la taxe la plus élevée. Dans 34 cas, les Administrations ont indiqué à la fois le coût du traitement (question 29) et le port correspondant (question 32). La comparaison entre ces deux chiffres est intéressante: dans 14 cas, le port est inférieur au prix de revient, dans 16 cas, il est supérieur au prix de revient et dans 4 les deux chiffres sont d'égale valeur.

83. *Groupe VIII*

Ce groupe de quatre questions vise un envoi d'origine étrangère, de surface, sous forme de sac M (AO), d'un poids de 10 kg.

84. *Question 33*

A combien estimez-vous le coût unitaire moyen (exprimé dans la monnaie de votre pays) du traitement, du transport et de la distribution de l'envoi décrit ci-dessus; autrement dit, quels sont les frais encourus par votre Administration depuis le bureau d'échange (prise en charge au port, à l'aéroport ou à la frontière) jusqu'au destinataire dans votre pays?

85. Vingt-six Administrations ont répondu en indiquant des coûts unitaires variant entre 0,04 DTS (Gabon) et 6,28 DTS (Indonésie). Ainsi, les chiffres estimatifs les plus bas sont inférieurs à 1% des chiffres estimatifs les plus élevés.

86. *Question 34*

Le chiffre estimatif utilisé en réponse à la question 33 est-il le produit de votre système de calcul de prix de revient?

En cas de réponse négative, est-il fondé: sur un jugement d'expert? sur une autre méthode? Veuillez exposer cette méthode.

87. Vingt-sept Administrations ont répondu à la question, 16 en indiquant que le coût estimatif était le produit de leur propre système de calcul du prix de revient et 11 que tel n'était pas le cas.

88. *Question 35*

Si votre réponse à la question 33 représente le résultat de votre système de calcul de prix de revient, veuillez indiquer si ce système ne porte que sur les coûts variant selon le volume ou également sur les frais fixes.

89. Seize Administrations ont répondu à cette question. La méthode qui, de loin, a été préférée est celle de l'imputation intégrale des coûts. Douze Administrations y recourent, alors que 4 autres appliquent celle des coûts variant selon le volume.

90. *Question 36*

Si l'équivalent d'un sac M existe dans le service intérieur de votre Administration, veuillez communiquer le montant de la taxe intérieure (exprimée dans la monnaie de votre pays) applicable à un tel sac d'un poids de 10 kg.

91. Dix-huit Administrations ont répondu. La taxe intérieure varie entre 1,27 DTS (Portugal) et 6,53 DTS (Niger et Sénégal). Ainsi, la taxe la plus basse est égale à environ 19% de la taxe la plus élevée. Dans 9 cas, les Administrations ont indiqué à la fois le coût du traitement (question 33) et le port correspondant (question 36). La comparaison entre ces deux chiffres est intéressante: dans 1 cas, le port est inférieur au coût; dans 6, il lui est supérieur et dans 2 cas, les deux chiffres sont d'égale valeur.

V. Fiabilité des données

92. Le questionnaire comporte huit parties. La première partie contient des questions d'ordre général. Les réponses à ces questions aident l'analyste à placer dans leur perspective les réponses aux sept parties suivantes dont les questions visent plus directement les coûts. Chacune des sept questions porte sur un type de courrier. Les sections II, III et IV visent les LC (envois de la poste aux lettres, de surface, du premier échelon de poids; un envoi recommandé; et un envoi exprès). Les sections V, VI, VII et VIII visent les AO (un imprimé affranchi au tarif normal; un imprimé à tarif réduit; un petit paquet; et un sac M).

93. L'approche analytique de base a consisté à classer les réponses des Administrations à chacune des sept questions de base concernant les coûts, en partant du niveau le plus bas et en allant jusqu'au niveau le plus élevé et à lier ces coûts estimatifs aux caractéristiques de l'Administration qui se dégagent des réponses aux questions correspondantes (voir pièces 2 à 8). Pour en faciliter l'examen visuel, les données sont divisées en quartiles (dans les cas où le nombre d'Administrations ayant répondu est divisible par quatre) ou en groupements s'en rapprochant (dans tous les autres cas). Afin d'éviter trop de répétitions, l'étude porte sur deux catégories clés, savoir l'envoi de la poste aux lettres (LC) de base (envoi ordinaire, question 9) et l'envoi AO de base (tarif normal, question 21). Les deux analyses qui suivent, en soi pleines de répétitions, représentent les sept cas.

94. *Coûts d'un envoi de la poste aux lettres LC de base (envoi de surface du premier échelon de poids): Question 9*

Il importe de noter d'emblée que les coûts estimatifs unitaires proviennent de 43 Administrations sur les 166 faisant partie de l'UPU. Parmi celles qui n'indiquent pas leurs coûts unitaires, il y a lieu de noter des Administrations de grands pays, par exemple celles des Etats-Unis d'Amérique et de l'URSS. En outre, à propos de la pièce 2, nous constatons que:

- 95. — Les coûts signalés sont extrêmement variés. La gamme s'étend de 0,02 DTS à 4,17 DTS, l'estimation la plus basse étant inférieure à 1% de l'estimation la plus élevée (voir les réponses à la question 9).
- 96. — Sur les 43 Administrations ayant répondu à la question 9, la moitié seulement, 22 d'entre elles pour être précis, appliquent des systèmes de calcul du prix de revient. En outre, sur ces mêmes 43 Administrations, 14 ne répondent pas, pour une raison ou pour une autre, de façon cohérente à la question concernant l'existence d'un tel système. En effet, dans 14 cas, les réponses à la question 1 (sur l'existence d'un système de calcul du coût par catégorie d'envois) sont en contradiction avec les réponses à la question 10a (relative à un système de calcul du prix de revient pour l'envoi étudié à la question 9).

97. — Il n'y a pas de relation bien nette entre le niveau des coûts et la nature des systèmes de calcul du prix de revient. Tant le système du calcul des coûts variant selon le volume que celui de l'imputation intégrale des coûts se trouve dans tous les quartiles. Etant donné que les systèmes de calcul des coûts variant selon le volume ne tiennent compte que d'une partie de l'ensemble, on pourrait s'attendre à ce que les coûts estimatifs les plus bas soient liés à ce type de système de calcul du prix de revient. (Voir les réponses à la question 2.)
98. — Il n'y a pas de relation nette entre le montant des coûts et le montant des traitements des agents bien que, comme on peut s'y attendre, les traitements constituent, pour la plupart des Administrations ayant répondu, l'élément prédominant du prix de revient total. (Voir réponses à la question 8 à la pièce 1.) Les Administrations à haut et à bas salaires sont à trouver dans tous les quartiles. (Voir les réponses à la question 3.)
99. — Il n'existe pas de relation nette entre les coûts et l'importance d'une Administration, mesurée par le nombre total d'envois qu'elle distribue en une année. Les Administrations à grand et à petit trafic sont à trouver dans tous les quartiles. De plus, il n'y a pas de relation nette entre les coûts et le volume du courrier d'origine étrangère délivré par une Administration donnée, pas plus qu'entre les coûts et le courrier d'arrivée par rapport aux distributions totales. (Voir dans chaque quartile les chiffres les plus élevés et les plus bas dans les réponses aux questions 4a, 6, et 6 en tant que pourcentage de 4a.)
100. — Il n'y a pas de relation nette entre les coûts estimatifs et les taxes d'affranchissement. Dans les 42 cas où les Administrations ont indiqué à la fois le coût du traitement de l'envoi (question 9) et le port applicable à ce même envoi (question 12), le port était dans 20 cas supérieur au prix de revient, dans 19, il lui était inférieur et dans 3 cas, les deux chiffres étaient d'égale valeur. De même, il n'y a pas de relation évidente entre la couverture des coûts et le type de la méthode utilisée pour le calcul des prix de revient. (Voir les réponses aux questions 2 et au point "taxe supérieure/inférieure au coût".)
101. *Coût d'un envoi de surface, imprimé (AO), d'un poids compris entre 101 et 250 grammes: Question 21.* Là aussi, il importe de noter que les coûts estimatifs unitaires ont été fournis par 42 Administrations sur les 166 qui forment l'UPU. Parmi celles qui n'ont pas indiqué de chiffres à ce sujet, il y avait des Administrations importantes, celles des Etats-Unis d'Amérique et d'URSS, par exemple. En outre, à propos de la pièce 5, nous constatons que:
102. — Les écarts entre les coûts signalés sont énormes. La gamme s'étend en effet de 0,02 DTS à 4,17 DTS, l'estimation la plus basse étant inférieure à 1% de l'estimation la plus élevée. (Voir les réponses à la question 21.)
103. — Sur les 42 Administrations ayant répondu à la question 21, la moitié seulement, très exactement 21, appliquent un système de calcul du prix de revient. En outre, sur ces 42, 13 Administrations, pour une raison ou pour une autre, ne donnent pas des renseignements cohérents sur l'existence d'un système de calcul du prix de revient, puisque dans les 13 cas les réponses à la question 1 (sur l'existence d'un système de calcul du prix de revient par catégorie de courrier) contredisent les réponses à la question 22a (sur un système de calcul du prix de revient de l'envoi visé à la question 21).
104. — Il n'y a apparemment pas de relation entre le montant des coûts et la nature du système de calcul du prix de revient. Les deux systèmes de calcul (variation en fonction du volume et imputation intégrale des coûts) se retrouvent dans trois des quatre quartiles. Etant donné que le premier système ne tient compte que d'une portion des coûts totaux, on pourrait s'attendre à ce que les coûts estimatifs les plus bas soient liés à ce type de calcul du prix de revient. (Voir les réponses à la question 2.)
105. — Il n'existe pas de nette relation entre le montant des coûts et le montant des traitements et salaires bien que, comme on peut s'y attendre, ceux-ci constituent l'élément prédominant du prix de revient de la plupart des Administrations ayant répondu au questionnaire. (Voir les réponses à la question 8 à la pièce 1.) Les Administrations à salaires élevés et à salaires bas se retrouvent dans tous les quartiles. (Voir les réponses à la question 3.)

106. — Il n'existe pas de relation bien nette entre les coûts et le trafic annuel (nombre d'envois distribués par an) d'une Administration donnée. En effet, on retrouve dans tous les quartiles aussi bien les Administrations à fort trafic que les Administrations à faible trafic. En outre, il n'y a pas de relation évidente entre les coûts et le volume du courrier d'origine étrangère distribué par une Administration, ni entre les coûts et le courrier importé mesuré en pourcentage du total des distributions. (Voir dans chaque quartile les chiffres les plus élevés et les chiffres les plus bas dans les réponses aux questions 4a, 6 et 6 en tant que pourcentage de 4a.)

107. — Il n'y a pas de relation nette entre les coûts estimatifs et les taxes d'affranchissement. Sur les 42 cas où les Administrations ont indiqué à la fois le coût de traitement de l'envoi considéré (question 21) et le tarif afférent au même envoi (question 24), on constate que, dans 23 cas, la taxe est supérieure au prix de revient, que dans 16 autres, elle est inférieure et qu'enfin dans 3 autres les coûts et les taxes d'affranchissement sont d'égale valeur. De même, il n'y a pas de relation évidente entre la couverture des frais et la méthode de calcul du prix de revient appliquée. (Voir les réponses à la question 2 en ce qui concerne "une taxe d'affranchissement supérieure/inférieure au coût".)

108. *Conclusion*

Nous avons, dans l'exposé ci-devant, procédé à six analyses pour chacun des deux types clés d'envois soumis à l'enquête. La conclusion se fonde non pas sur les résultats de chaque analyse de ce genre, bien que la première qui concerne la gamme des coûts estimatifs soit d'une extrême importance, mais plus sur les chiffres d'ensemble.

109. A l'évidence, on peut dire en conclusion que les données ne sont pas de l'ampleur qui aurait résulté de l'étude sur les coûts initialement prévue. Pourtant, ces données sont très utiles; elles permettent en effet d'établir les gammes de coûts et les tendances centrales; en outre, elles montrent l'extrême diversité de notre système postal universel. De fait, tous les efforts précédemment déployés pour étudier les coûts au plan mondial ont également montré la grande variation des estimations. Les raisons en sont nombreuses et permettent d'expliquer la constance avec laquelle cette diversité est signalée. Ces raisons sont notamment les suivantes:

110. — Diversité des méthodes de calcul du prix de revient et écarts à l'intérieur d'un même système, que celui-ci soit fondé sur une imputation intégrale des coûts ou sur des coûts variant selon le volume.

111. — Importance des écarts en ce qui concerne le montant des traitements.

112. — Différences fondamentales quant aux économies desservies (par exemple, pays plus ou moins industrialisés et sociétés plus ou moins urbanisées). Cette diversité des structures économiques influe à son tour sur des volumes de trafic engendrés et sur la concentration géographique de ces mêmes volumes. En outre, tous ces éléments ont une incidence sur: la faisabilité de la mécanisation; l'utilisation efficace de la main-d'oeuvre; et l'importance des travaux préliminaires pouvant être effectués par les expéditeurs.

113. — Ecart en ce qui concerne le niveau minimal de service qui peut être fixé, sans considération des volumes.

114. — Différences quant aux mandats conférés aux Administrations postales en matière d'exploitation (par exemple, promotion d'objectifs sociaux, comme la création d'emplois ou au contraire fonctionnement comme une entreprise purement économique). Ces différences ont une incidence sur les frais encourus et sur les prix qui sont en étroite relation.

115. — Distorsions découlant de la conversion des monnaies nationales en DTS, dénominateur commun.

116. — Variations selon la classification des envois, leur forme, leur poids, l'utilisation de codes postaux, la lisibilité des adresses, etc.

117. La tâche de l'analyste consiste à tenir compte de cette grande variété des coûts qui résulte de tous les facteurs énumérés ci-devant (et de nombreux autres qui ne le sont pas). Il lui appartient de mettre au point un moyen de globalisation permettant de tirer des conclusions générales, en fait universelles. Il est heureux que les données de l'enquête dégagent une tendance centrale suffisante pour qu'il soit possible de généraliser grâce à une méthode statistique largement acceptée.

VI. Recherche des meilleures estimations

118. Nous avons dit dans la section précédente que les données étaient d'une qualité inférieure à celles qui auraient découlé de l'étude/enquête initialement envisagée. Il s'agit cependant de données éminemment utiles. Les statisticiens ont mis au point des méthodes permettant d'exploiter des données se caractérisant par des valeurs extrêmes (chiffres très élevés et chiffres très bas) et par leur hétérogénéité (éléments dissemblables). Tels sont, à n'en pas douter, les problèmes que posent nos données sur les coûts.

119. Mesures de la tendance centrale

La mesure la plus courante de la tendance centrale est la moyenne arithmétique. Normalement désignée sous le nom "moyenne", elle est en fait obtenue en additionnant les valeurs des envois et en les divisant par le nombre de ceux-ci. Etant donné que tous les objets interviennent dans le calcul, les valeurs extrêmes sont prises en considération. Or, l'utilisation de la médiane évite le problème qui entraîne la présence des valeurs extrêmes puisqu'il n'est pas tenu compte de ces dernières. La médiane peut être définie comme la valeur divisant une distribution de telle façon qu'un nombre égal d'envois se trouvent de part et d'autre de celle-ci.

120. Résultats de l'enquête: les valeurs médianes

Dans sept tableaux analytiques parmi les neuf pièces ci-jointes (pièces 2 à 8), les valeurs médianes peuvent être lues directement ou par interpolation. Les résultats en sont les suivants:

121.

Type d'envoi	Coût médian (DTS)
Envoi d'origine étrangère, de surface, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes	0,110
Envoi d'origine étrangère, de surface, recommandé, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes	0,425
Envoi d'origine étrangère, de surface, exprès, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes	0,385
Envoi d'origine étrangère, de surface, imprimé (AO), d'un poids compris entre 101 et 250 grammes	0,190
Envoi d'origine étrangère, de surface, à tarif réduit, imprimé (AO), d'un poids compris entre 101 et 250 grammes	0,190
Envoi d'origine étrangère, de surface, petit paquet (AO) pesant 800 grammes	0,560
Envoi d'origine étrangère, de surface, sous forme de sac M (AO), d'un poids de 10 kg	2,890

122. Conclusion

La présente étude avait pour objet de tirer des conclusions générales sur le montant des frais d'arrivée encourus par les Administrations postales mondiales pour le traitement du courrier international. Les données ci-dessus concernant les coûts médians donnent une indication utile sur ces frais.

Résultats de l'étude sur les coûts du courrier

Pays	Système de calcul des coûts	Type de système	Traitement (en DTS)	Volume total (en milliers d'envois)	Année	Poids total (en milliers de kg)	Année	Volume du courrier d'arrivée (en milliers d'envois)	Poids total du courrier d'arrivée (en milliers de kg)	Coût de la main-d'œuvre (%)
	1	2	3	4a	4b	5a	5b	6	7	8
Afrique du Sud	Oui	TOT	8 168	1 855 848	EX 1981	EI	PR	125 153	6 061	70
Algérie	Non	PR	4 281	284 622	AC 1980	5 147	AC 1980	40 000	EI	72
Allemagne, Rép. féd. d'	Oui	TOT	15 457	11 762 961	AC 1980	691 296	AC 1980	535 153	23 151	74
Amérique (Etats-Unis)	Oui	CVV	25 179	110 130 000	EX 1981	6 143 182	EX 1981	EI	EI	84
Arabie saoudite	Non	PR	7 183	117 000	AC 1980	3 768	AC 1980	PR	1 625	PR
Argentine	Oui	TOT	4 249	635 000	AC 1981	84 000	AC 1981	50 800	6 700	75
Australie	Oui	TOT	14 524	2 740 000	EX 1981	95 000	EX 1981	159 000	12 000	78
Autriche	Non	PR	6 866	2 143 553	CY 1981	92 000	CY 1981	242 800	10 000	87
Bahamas	Non	PR	5 642	23 791	AC 1981	185	AC 1981	18 701	145	69
Belgique	Oui	TOT	13 516	3 017 030	AC 1981	170 989	AC 1981	217 399	5 617	83
Birmanie	Non	PR	302	92 879	EX 1981	1 000	EX 1981	14 900	280	80
Botswana	Non	PR	1 126	3 500	AC 1981	PR	PR	PR	PR	56
Brésil	Non	PR	3 250	3 942 306	AC 1981	217 253	AC 1981	EI	6 157	69
Canada	Non	PR	19 482	6 515 389	EX 1981	435 490	EX 1981	520 144	54 450	77
Chypre	EI	EI	EI	EI	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Corée (Rép.)	Oui	TOT	PR	1 100 000	AC 1981	PR	PR	31 000	1 800	69
Danemark	Oui	CVV	13 266	1 930 000	AC 1981	PR	PR	67 500	PR	63
Egypte	Non	PR	1 019	242 370	EX 1981	PR	PR	95 325	PR	EI
Equateur	Non	PR	PR	20 410	CY 1981	519	CY 1981	9 862	399	PR
Espagne	Oui	TOT	6 343	3 948 554	AC 1981	110 000	AC 1981	270 698	7 500	83
Fidji	Non	PR	3 256	27 324	AC 1981	EI	PR	12 282	EI	65
France	Oui	TOT	8 925	13 280 000	AC 1980	846 500	AC 1980	EI	21 963	78
Gabon	Non	PR	2 613	7 000	AC 1982	140	AC 1982	4 000	100	EI
Ghana	Oui	TOT	1 695	105 000	EX 1981	3 000	EX 1981	48 000	1 400	35
Grande-Bretagne	Oui	TOT	11 667	9 974 060	EX 1981	EI	PR	583 660	23 980	70
Grèce	Oui	TOT	6 517	367 108	AC 1981	EI	PR	47 791	EI	76
Guinée équatoriale	Non	PR	644	EI	PR	EI	AC 1981	EI	EI	EI
Haute-Volta	PR	PR	PR	PR	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Hongrie (Rép. pop.)	Non	PR	1 337	700 000	AC 1981	EI	PR	44 000	975	58
Inde	Non	PR	1 514	10 367 000	FY 1982	12 900	FY 1982	435 000	7 100	UE
Indonésie	Non	PR	1 502	263 494	AC 1981	25 858	AC 1981	28 943	2 097	61
Israël	Oui	TOT	4 339	388 000	EX 1981	EI	PR	57 000	EI	65
Italie	Non	PR	9 126	6 381 247	AC 1981	328 315	AC 1981	453 272	23 321	80
Japon	Oui	TOT	14 820	14 956 000	EX 1981	EI	PR	117 757	13 420	79
Jordanie	Non	PR	3 224	25 400	AC 1981	1 020	AC 1981	19 000	760	PR
Kenya	Oui	TOT	2 008	158 713	AC 1981	EI	EI	29 555	EI	63
Kuwait	Non	PR	624	67 000	CY 1982	1 340	CY 1982	61 000	723	UE
Libéria	Oui	CVV	233	9 259	AC 1981	EI	EI	EI	EI	EI
Luxembourg	Non	PR	PR	PR	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Madagascar	Non	PR	1 122	33 181	AC 1981	1 902	AC 1981	3 957	935	80
Malaisie	Oui	CVV	2 593	719 871	AC 1981	14 397	AC 1981	78 473	1 708	43
Maroc	Non	PR	1 791	136 817	AC 1981	EI	AC 1981	63 615	1 321	PR
Niger	Non	PR	EI	PR	PR	PR	PR	PR	PR	EI
Nigéria	Non	PR	2 257	943 813	AC 1981	EI	EI	187 855	EI	EI
Norvège	Oui	TOT	14 071	1 032 516	AC 1981	EI	PR	50 670	5 379	74
Oman	PR	PR	PR	11 485	AC 1981	428	AC 1981	10 518	402	PR
Pakistan	Non	CVV	574	626 885	EX 1981	EI	EX 1981	102 837	EI	63
Papouasie - Nouvelle-Guinée	Non	PR	4 789	17 130	AC 1981	EI	PR	PR	PR	PR
Pays-Bas	Oui	TOT	14 629	4 400 000	AC 1981	270 000	AC 1981	206 000	13 000	70
Pérou	Non	TOT	2 148	68 041	AC 1981	PR	PR	PR	PR	PR
Portugal	Non	PR	3 192	603 888	AC 1980	26 382	AC 1980	41 514	4 168	72
Sainte-Lucie	Non	PR	2 418	1 013	AC 1981	25	AC 1981	598	17	30
Sénégal	Non	PR	1 568	EI	EX 1981	PR	PR	EI	PR	PR
Sierra Leone	Non	PR	604	EI	PR	EI	PR	EI	EI	80
Singapour	Non	PR	5 077	205 377	AC 1981	EI	PR	49 305	EI	30
Somalie	Non	PR	430	4 320	AC 1981	6 380	AC 1981	2 850	4 650	60
Soudan	Oui	CVV	1 963	22 490	EX 1981	670	EX 1981	12 016	435	EI
Sri Lanka	Non	PR	621	534 687	AC 1981	96 847	AC 1981	23 741	747	37
Suède	Non	PR	23 512	2 909 000	EX 1981	187 933	EX 1981	99 000	7 773	78
Suisse	Oui	TOT	23 231	3 558 500	AC 1981	212 619	AC 1981	168 600	9 658	73
Syrie (Rép. arabe)	Non	PR	2 281	40 000	AC 1981	PR	PR	15 000	PR	PR
Tanzanie (Rép. unie)	Oui	TOT	1 045	115 358	AC 1981	EI	EI	43 049	549	EI
Thaïlande	Non	PR	EI	309 008	EX 1981	17 026	EX 1981	23 106	596	70
Trinité-et-Tobago	Non	PR	PR	28 800	AC 1981	EI	AC 1981	10 438	EI	EI
Tuvalu	Oui	CVV	13 385	300	AC 1981	109	AC 1981	180	PR	EI
URSS	EI	EI	EI	EI	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Vanuatu	Non	PR	2 733	1 580	AC 1980	52	AC 1980	1 220	46	99
Yémen (Rép. arabe)	Non	PR	3 270	16 095	AC 1981	61	AC 1981	9 961	169	EI
Yémen (Rép. dém. pop.)	Non	PR	1 620	12 534	AC 1981	160	AC 1981	8 921	EI	PR
Yougoslavie	Non	PR	3 532	909 911	AC 1981	PR	PR	80 902	PR	45
Zaire	Oui	CVV	567	28 081	AC 1980	EI	PR	9 136	EI	EI
Zambie	Non	PR	PR	51 556	EX 1981	EI	PR	13 220	EI	PR
Total			358 920							2 923
Moyenne arithmétique			5 884							68

LC de 20 g

Pays	Coût (en DTS)	Système de calcul des coûts	Jugement d'expert	Autre type	Type de coût	Port (en DTS)
	9	10a	10b	10c	11	12
Afrique du Sud	0,08	Oui	PR	PR	TOT	0,06
Algérie	EI	PR	PR	PR	PR	0,12
Allemagne, Rép. féd. d'	0,25	Oui	PR	PR	TOT	0,22
Amérique (Etats-Unis)	EI	PR	PR	PR	PR	0,19
Arabie saoudite	EI	Non	PR	PR	PR	0,04
Argentine	0,13	Oui	PR	PR	TOT	0,10
Australie	0,15	Oui	PR	PR	TOT	0,24
Autriche	0,16	Non	Oui	Non	PR	0,21
Bahamas	0,06	Oui	PR	PR	TOT	0,05
Belgique	0,13	Oui	PR	PR	TOT	0,19
Birmanie	PR	PR	PR	PR	PR	0,02
Botswana	PR	PR	PR	PR	PR	0,06
Brésil	EI	PR	PR	PR	PR	0,14
Canada	0,17	Oui	PR	PR	TOT	0,13
Chypre	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Corée (Rép.)	0,06	Non	PR	Oui	TOT	0,08
Danemark	0,09	Oui	PR	PR	CVV	0,21
Egypte	0,07	Oui	PR	PR	EI	0,04
Equateur	PR	PR	Oui	PR	PR	0,05
Espagne	0,09	PR	PR	PR	TOT	0,11
Fidji	EI	PR	PR	PR	PR	0,06
France	0,12	Oui	PR	PR	TOT	0,19
Gabon	0,08	Non	Non	Oui	TOT	0,20
Ghana	0,02	Non	Oui	PR	PR	0,13
Grande-Bretagne	0,09	Oui	PR	PR	TOT	0,22
Grèce	0,10	Oui	PR	PR	TOT	0,16
Guinée équatoriale	EI	PR	PR	PR	PR	0,06
Haute-Volta	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Hongrie (Rép. pop.)	EI	PR	PR	PR	PR	0,05
Inde	0,05	PR	Oui	PR	TOT	0,07
Indonésie	0,13	Oui	PR	PR	TOT	0,14
Israël	0,04	Oui	PR	PR	TOT	0,05
Italie	0,27	Oui	PR	PR	TOT	0,20
Japon	EI	PR	PR	PR	PR	0,21
Jordanie	0,11	Non	Non	Oui	PR	0,10
Kenya	0,13	Oui	PR	PR	TOT	0,06
Kuwait	EI	Non	Non	EI	EI	0,01
Libéria	0,06	Oui	PR	PR	TOT	0,06
Luxembourg	EI	PR	PR	PR	PR	0,15
Madagascar	EI	PR	PR	PR	PR	0,07
Malaisie	0,04	Oui	PR	PR	CVV	0,06
Maroc	EI	PR	PR	PR	PR	0,09
Niger	0,03	Non	PR	PR	PR	PR
Nigéria	0,27	PR	PR	PR	PR	0,14
Norvège	0,16	Oui	PR	PR	TOT	0,20
Oman	PR	PR	Oui	PR	PR	0,11
Pakistan	0,06	PR	Oui	PR	PR	0,93
Papouasie - Nouvelle-Guinée	PR	PR	PR	PR	PR	0,12
Pays-Bas	0,18	Oui	PR	PR	TOT	0,22
Pérou	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Portugal	EI	PR	PR	PR	PR	0,11
Sainte-Lucie	0,36	Non	Non	Oui	EI	0,03
Sénégal	EI	PR	PR	PR	PR	0,20
Sierra Leone	0,07	Non	Oui	PR	PR	0,04
Singapour	EI	PR	PR	PR	EI	0,04
Somalie	0,12	Oui	PR	Non	CVV	0,06
Soudan	0,17	Oui	PR	PR	CVV	0,10
Sri Lanka	0,15	Non	Oui	PR	PR	0,02
Suède	0,18	Oui	PR	PR	TOT	0,24
Suisse	0,14	Oui	PR	PR	TOT	0,17
Syrienne (Rép. arabe)	PR	PR	PR	PR	PR	0,12
Tanzanie (Rép. unie)	0,05	Oui	PR	PR	TOT	0,05
Thaïlande	0,10	Non	PR	Oui	PR	0,05
Trinité-et-Tobago	EI	PR	PR	PR	EI	EI
Tuvalu	EI	PR	PR	PR	PR	0,18
URSS	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Vanuatu	0,02	Non	PR	Oui	PR	0,14
Yémen (Rép. arabe)	EI	PR	PR	PR	PR	0,15
Yémen (Rép. dém. pop.)	PR	PR	PR	PR	PR	0,13
Yougoslavie	0,11	Oui	PR	PR	TOT	0,07
Zaïre	0,16	Oui	PR	PR	TOT	0,16
Zambie	4,17	Non	PR	Oui	CVV	0,08
Total	9,18					7,56
Moyenne arithmétique	0,21					0,11

LC recommandés de 20 g

Pays	Coût (en DTS)	Système de calcul des coûts	Jugement d'expert	Autre type	Type de coût	Port (en DTS)
	13	14a	14b	14c	15	16
Afrique du Sud	0,26	Oui	PR	PR	TOT	0,39
Algérie	EI	PR	PR	PR	PR	0,71
Allemagne, Rép. féd. d'	1,44	Oui	PR	PR	TOT	0,77
Amérique (Etats-Unis)	EI	PR	PR	PR	PR	3,26
Arabie saoudite	EI	Non	PR	PR	PR	0,12
Argentine	0,23	Oui	PR	PR	TOT	0,48
Australie	1,90	Oui	PR	PR	TOT	2,89
Autriche	0,70	Non	Oui	Non	PR	0,73
Bahamas	0,13	Oui	PR	PR	TOT	0,26
Belgique	1,04	Oui	PR	PR	TOT	1,33
Birmanie	PR	PR	PR	PR	PR	0,06
Botswana	PR	PR	PR	PR	PR	0,31
Brésil	EI	PR	PR	PR	PR	1,04
Canada	1,85	Oui	PR	PR	TOT	1,26
Chypre	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Corée (Rép.)	0,63	Non	PR	Oui	TOT	0,33
Danemark	EI	PR	PR	PR	PR	1,26
Egypte	0,08	Oui	PR	PR	EI	0,07
Equateur	PR	PR	Oui	PR	PR	0,14
Espagne	0,14	PR	PR	PR	TOT	0,28
Fidji	EI	PR	PR	PR	PR	0,54
France	1,40	Oui	PR	PR	TOT	1,21
Gabon	0,16	Non	Non	Oui	TOT	1,11
Ghana	0,03	Non	Oui	PR	PR	0,42
Grande-Bretagne	1,34	Oui	PR	PR	PR	1,80
Grèce	0,47	Oui	PR	PR	TOT	0,39
Guinée équatoriale	EI	PR	PR	PR	PR	0,12
Haute-Volta	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Hongrie (Rép. pop.)	EI	PR	PR	PR	PR	0,15
Inde	0,35	PR	Oui	PR	TOT	0,33
Indonésie	0,46	Oui	PR	PR	TOT	0,49
Israël	0,16	Oui	PR	PR	TOT	0,25
Italie	0,68	Oui	PR	PR	TOT	0,46
Japon	EI	PR	PR	PR	PR	1,42
Jordanie	0,41	Non	Non	Oui	PR	0,41
Kenya	0,44	Oui	PR	PR	TOT	0,27
Kuwait	EI	Non	Non	PR	PR	0,04
Libéria	0,06	PR	Oui	PR	TOT	0,06
Luxembourg	EI	PR	PR	PR	PR	0,82
Madagascar	EI	PR	PR	PR	PR	0,48
Malaisie	0,07	Oui	PR	PR	CVV	0,29
Maroc	EI	PR	PR	PR	PR	0,45
Niger	0,03	PR	Oui	PR	PR	0,69
Nigéria	0,82	PR	PR	PR	PR	0,68
Norvège	1,46	Oui	PR	PR	TOT	1,01
Oman	PR	PR	PR	PR	PR	0,52
Pakistan	0,21	PR	Oui	PR	PR	0,15
Papouasie - Nouvelle-Guinée	PR	PR	PR	PR	PR	0,85
Pays-Bas	1,40	Oui	PR	PR	TOT	1,86
Pérou	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Portugal	EI	PR	PR	PR	PR	0,42
Sainte-Lucie	0,52	Non	Non	Oui	EI	0,21
Sénégal	EI	PR	PR	PR	PR	0,78
Sierra Leone	0,09	Non	Oui	PR	PR	0,30
Singapour	EI	PR	PR	PR	EI	0,30
Somalie	0,30	Oui	Non	Non	CVV	0,30
Soudan	0,25	Oui	PR	PR	CVV	0,41
Sri Lanka	0,20	Non	Oui	PR	PR	0,11
Suède	2,00	Oui	PR	PR	TOT	1,43
Suisse	0,87	Oui	PR	PR	TOT	0,47
Syrienne (Rép. arabe)	PR	PR	PR	PR	PR	0,36
Tanzanie (Rép. unie)	0,44	Oui	PR	PR	TOT	0,29
Thaïlande	0,11	Non	PR	Oui	PR	0,13
Trinité-et-Tobago	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Tuvalu	EI	Non	PR	PR	TOT	0,62
URSS	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Vanuatu	0,31	Non	PR	Oui	PR	0,85
Yémen (Rép. arabe)	EI	PR	PR	PR	PR	0,46
Yémen (Rép. dém. pop.)	PR	PR	PR	PR	PR	0,67
Yougoslavie	0,11	Oui	PR	PR	TOT	0,15
Zaire	0,63	Oui	PR	PR	TOT	0,63
Zambie	4,45	PR	PR	Oui	CVV	PR
Total	28,63					41,85
Moyenne arithmétique	0,68					0,63

LC exprès de 20 g

Pays	Coût (en DTS)	Système de calcul des coûts	Jugement d'expert	Autre type	Type de coût	Port (en DTS)
	17	18a	18b	18c	19	20
Afrique du Sud	0,89	Oui	PR	PR	TOT	0,88
Algérie	EI	PR	PR	PR	PR	0,91
Allemagne, Rép. féd. d'	2,77	Oui	PR	PR	TOT	1,14
Amérique (Etats-Unis)	EI	PR	PR	PR	PR	2,14
Arabie saoudite	EI	Non	PR	PR	PR	0,16
Argentine	0,20	Oui	PR	PR	TOT	0,48
Australie	2,14	Oui	PR	PR	TOT	2,23
Autriche	1,34	Non	Oui	Non	PR	1,26
Bahamas	0,11	Oui	PR	PR	TOT	0,26
Belgique	1,48	Oui	PR	PR	TOT	1,62
Birmanie	PR	PR	PR	PR	PR	EI
Botswana	PR	PR	PR	PR	PR	0,48
Brésil	EI	PR	PR	PR	PR	2,00
Canada	1,43	Oui	PR	PR	TOT	0,88
Chypre	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Corée (Rép.)	0,38	Non	PR	Oui	TOT	0,25
Danemark	EI	Oui	PR	PR	EI	1,47
Egypte	0,11	Oui	PR	PR	EI	0,09
Equateur	PR	PR	Oui	PR	PR	0,29
Espagne	0,24	PR	PR	PR	TOT	0,44
Fidji	EI	PR	PR	PR	PR	0,54
France	2,37	Oui	PR	PR	TOT	1,58
Gabon	EI	PR	PR	PR	PR	EI
Ghana	0,03	Non	Oui	PR	PR	0,38
Grande-Bretagne	EI	PR	PR	PR	PR	2,59
Grèce	0,39	Oui	PR	PR	TOT	0,55
Guinée équatoriale	EI	PR	PR	PR	PR	0,06
Haute-Volta	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Hongrie (Rép. pop.)	EI	PR	PR	PR	PR	0,24
Inde	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Indonésie	0,46	Oui	PR	PR	TOT	EI
Israël	0,69	Oui	PR	PR	TOT	0,57
Italie	0,71	Oui	PR	PR	TOT	0,52
Japon	EI	PR	PR	PR	PR	0,90
Jordanie	0,52	Non	Non	Oui	PR	0,46
Kenya	0,36	Oui	PR	PR	TOT	0,39
Kuwait	PR	Non	PR	PR	EI	0,05
Libéria	0,06	Oui	Non	Non	TOT	0,06
Luxembourg	EI	PR	PR	PR	PR	0,72
Madagascar	EI	PR	PR	PR	PR	PR
Malaisie	0,10	Oui	PR	PR	CVV	0,65
Maroc	EI	PR	PR	PR	PR	0,63
Niger	EI	PR	PR	PR	PR	EI
Nigéria	EI	PR	PR	PR	PR	1,22
Norvège	EI	PR	PR	PR	PR	1,21
Oman	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Pakistan	0,07	PR	Oui	PR	PR	0,05
Papouasie - Nouvelle-Guinée	PR	PR	PR	PR	PR	0,12
Pays-Bas	3,63	Oui	PR	PR	TOT	1,86
Pérou	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Portugal	EI	PR	PR	PR	PR	0,74
Sainte-Lucie	0,38	Non	Oui	PR	EI	0,08
Sénégal	EI	PR	PR	PR	PR	1,24
Sierra Leone	0,09	Non	Oui	PR	PR	0,47
Singapour	EI	PR	PR	PR	EI	1,27
Somalie	0,30	Oui	Non	Non	CVV	0,30
Soudan	0,32	Oui	PR	PR	CVV	0,26
Sri Lanka	0,29	Non	Oui	PR	PR	0,20
Suède	3,47	Oui	PR	PR	TOT	1,73
Suisse	1,94	Oui	PR	PR	TOT	1,46
Syrienne (Rép. arabe)	PR	PR	PR	PR	PR	0,59
Tanzanie (Rép. unie)	0,39	Oui	PR	PR	TOT	0,34
Thaïlande	EI	PR	PR	PR	PR	0,13
Trinité-et-Tobago	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Tuvalu	EI	PR	Non	PR	PR	EI
URSS	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Vanuatu	0,09	Non	PR	Oui	PR	0,85
Yémen (Rép. arabe)	EI	PR	PR	PR	PR	0,56
Yémen (Rép. dém. pop.)	PR	PR	PR	PR	PR	0,81
Yougoslavie	0,11	Oui	PR	PR	TOT	0,15
Zaïre	0,47	Oui	PR	PR	TOT	0,47
Zambie	PR	PR	PR	Oui	PR	PR
Total	28,33					43,98
Moyenne arithmétique	0,83					0,77

Imprimés AO pesant de 101 à 250 g

Pays	Coût (en DTS)	Système de calcul des coûts	Jugement d'expert	Autre type	Type de coût	Port (en DTS)
	21	22a	22b	22c	23	24
Afrique du Sud	0,10	Oui	PR	PR	TOT	0,12
Algérie	EI	PR	PR	PR	PR	0,38
Allemagne, Rép. féd. d'	0,38	Oui	PR	PR	TOT	0,37
Amérique (Etats-Unis)	EI	PR	PR	PR	PR	0,75
Arabie saoudite	EI	Non	PR	PR	PR	0,08
Argentine	0,21	Oui	PR	PR	TOT	0,14
Australie	0,35	Oui	PR	PR	TOT	0,58
Autriche	0,28	Non	Oui	Non	PR	0,34
Bahamas	0,06	Oui	PR	PR	TOT	0,11
Belgique	0,17	Oui	PR	PR	TOT	0,27
Birmanie	PR	PR	PR	PR	PR	0,48
Botswana	PR	PR	PR	PR	PR	0,14
Brésil	EI	PR	PR	PR	PR	0,15
Canada	0,26	Oui	PR	PR	TOT	0,29
Chypre	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Corée (Rép.)	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Danemark	0,09	Oui	PR	PR	CVV	0,37
Egypte	0,05	Oui	PR	PR	EI	0,04
Equateur	PR	PR	Oui	PR	PR	0,46
Espagne	0,08	PR	PR	PR	TOT	0,34
Fidji	EI	PR	PR	PR	PR	0,12
France	0,22	Oui	PR	PR	TOT	0,37
Gabon	0,08	Non	Non	Oui	TOT	0,39
Ghana	0,02	Non	Oui	PR	PR	0,27
Grande-Bretagne	0,17	Oui	PR	PR	TOT	0,51
Grèce	0,10	Oui	PR	PR	TOT	0,22
Guinée équatoriale	EI	PR	PR	PR	PR	0,05
Haute-Volta	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Hongrie (Rép. pop.)	EI	PR	PR	PR	PR	0,05
Inde	0,07	PR	Oui	PR	TOT	0,14
Indonésie	0,66	Oui	PR	PR	TOT	0,17
Israël	0,07	Oui	PR	PR	TOT	0,19
Italie	0,24	Oui	PR	PR	TOT	0,16
Japon	EI	PR	PR	PR	PR	0,19
Jordanie	0,18	Non	Non	Oui	PR	0,15
Kenya	0,30	Oui	PR	PR	TOT	0,14
Kuwait	EI	Non	PR	PR	PR	0,01
Libéria	0,11	Oui	Non	Non	TOT	0,11
Luxembourg	EI	PR	PR	PR	PR	0,23
Madagascar	EI	PR	PR	PR	PR	0,24
Malaisie	0,07	Oui	PR	PR	CVV	0,08
Maroc	EI	PR	PR	PR	PR	0,11
Niger	0,20	Non	PR	PR	PR	0,21
Nigéria	0,54	PR	PR	PR	PR	0,34
Norvège	0,19	Oui	PR	PR	TOT	0,34
Oman	PR	PR	PR	PR	PR	0,15
Pakistan	0,06	PR	Oui	PR	PR	0,03
Papouasie - Nouvelle-Guinée	PR	PR	PR	PR	PR	0,12
Pays-Bas	0,47	Oui	PR	PR	TOT	0,71
Pérou	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Portugal	EI	PR	PR	PR	PR	0,03
Sainte-Lucie	0,24	Non	Oui	PR	PR	0,03
Sénégal	EI	PR	Oui	PR	PR	0,33
Sierra Leone	0,06	Non	Oui	PR	PR	0,18
Singapour	EI	PR	PR	PR	EI	0,08
Somalie	0,36	Oui	PR	Non	CVV	0,36
Soudan	0,47	Oui	PR	PR	CVV	0,39
Sri Lanka	0,29	Non	Oui	PR	PR	0,04
Suède	0,24	Oui	PR	PR	TOT	0,82
Suisse	0,11	Oui	PR	PR	TOT	0,15
Syrienne (Rép. arabe)	PR	PR	PR	PR	PR	0,24
Tanzanie (Rép. unie)	0,19	Oui	PR	PR	TOT	0,15
Thaïlande	0,15	Non	PR	Oui	PR	0,05
Trinité-et-Tobago	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Tuvalu	EI	PR	Oui	PR	PR	0,13
URSS	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Vanuatu	0,19	Non	PR	Oui	PR	0,24
Yémen (Rép. arabe)	EI	PR	PR	PR	PR	0,15
Yémen (Rép. dém. pop.)	PR	PR	PR	PR	PR	0,30
Yougoslavie	0,04	Oui	PR	PR	TOT	0,03
Zaire	0,39	Oui	PR	PR	TOT	0,39
Zambie	4,17	Non	Oui	Oui	CVV	0,24
Total	12,68					15,54
Moyenne arithmétique	0,30					0,24

Imprimés AO à tarif réduit pesant de 101 à 250 g

Pays	Coût (en DTS)	Système de calcul des coûts	Jugement d'expert	Autre type	Type de coût	Port (en DTS)
	25	26a	26b	26c	27	28
Afrique du Sud	0,10	Oui	PR	PR	TOT	0,12
Algérie	EI	PR	PR	PR	PR	0,34
Allemagne, Rép. féd. d'	0,38	Oui	PR	PR	TOT	0,18
Amérique (Etats-Unis)	EI	PR	PR	PR	PR	0,16
Arabie saoudite	EI	Non	PR	PR	PR	0,07
Argentine	0,21	Oui	PR	PR	TOT	0,10
Australie	0,35	Oui	PR	PR	TOT	0,14
Autriche	0,28	Non	Oui	Non	PR	0,34
Bahamas	0,06	Oui	PR	PR	TOT	PR
Belgique	0,17	Oui	PR	PR	TOT	0,08
Birmanie	PR	PR	PR	PR	PR	0,01
Botswana	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Brésil	EI	PR	PR	PR	PR	0,10
Canada	0,25	Oui	PR	PR	TOT	0,20
Chypre	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Corée (Rép.)	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Danemark	0,09	Oui	PR	PR	PR	EI
Egypte	0,05	Oui	PR	PR	EI	0,04
Equateur	PR	PR	Oui	PR	PR	0,19
Espagne	EI	PR	PR	PR	PR	0,25
Fidji	EI	PR	PR	PR	PR	EI
France	0,22	Oui	PR	PR	TOT	0,19
Gabon	0,08	Non	Non	Oui	TOT	0,34
Ghana	0,01	Non	Oui	PR	PR	0,20
Grande-Bretagne	0,17	Oui	PR	PR	TOT	0,51
Grèce	EI	PR	PR	PR	PR	0,19
Guinée équatoriale	EI	PR	PR	PR	PR	PR
Haute-Volta	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Hongrie (Rép. pop.)	EI	PR	PR	PR	PR	0,05
Inde	0,06	PR	Oui	PR	TOT	0,04
Indonésie	0,66	Oui	PR	PR	TOT	0,09
Israël	0,07	Oui	PR	PR	TOT	0,17
Italie	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Japon	EI	PR	PR	PR	PR	0,12
Jordanie	0,18	Non	Non	Oui	PR	0,08
Kenya	0,30	Oui	PR	PR	TOT	0,14
Kuwait	EI	Non	Oui	PR	PR	0,01
Libéria	0,11	Oui	PR	Non	TOT	0,11
Luxembourg	EI	PR	PR	PR	PR	0,11
Madagascar	EI	PR	PR	PR	PR	0,19
Malaisie	EI	PR	PR	PR	PR	EI
Maroc	EI	PR	PR	PR	PR	0,11
Niger	0,20	Non	PR	PR	PR	0,08
Nigéria	0,54	PR	PR	PR	PR	EI
Norvège	0,14	Oui	PR	PR	TOT	EI
Oman	PR	PR	PR	PR	PR	0,11
Pakistan	EI	PR	PR	PR	PR	PR
Papouasie - Nouvelle-Guinée	PR	PR	PR	PR	PR	0,85
Pays-Bas	0,47	Oui	PR	PR	TOT	EI
Pérou	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Portugal	EI	PR	PR	PR	PR	0,11
Sainte-Lucie	0,17	PR	Non	Oui	PR	PR
Sénégal	EI	PR	PR	PR	PR	0,21
Sierra Leone	PR	Non	Oui	PR	PR	0,18
Singapour	EI	PR	PR	PR	EI	0,06
Somalie	0,49	Oui	PR	Non	CVV	PR
Soudan	0,47	Oui	PR	PR	CVV	0,39
Sri Lanka	0,29	Non	Oui	PR	PR	PR
Suède	0,24	Oui	PR	PR	TOT	0,16
Suisse	0,11	Oui	PR	PR	TOT	EI
Syrienne (Rép. arabe)	PR	PR	PR	PR	PR	0,12
Tanzanie (Rép. unie)	EI	PR	PR	PR	PR	EI
Thaïlande	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Trinité-et-Tobago	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Tuvalu	0,40	PR	PR	PR	CVV	EI
URSS	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Vanuatu	0,10	Non	PR	PR	PR	EI
Yémen (Rép. arabe)	EI	PR	PR	PR	PR	PR
Yémen (Rép. dém. pop.)	PR	PR	PR	PR	PR	EI
Yougoslavie	0,04	Oui	PR	PR	TOT	0,02
Zaïre	0,39	Oui	PR	PR	TOT	0,39
Zambie	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Total	7,85					7,65
Moyenne arithmétique	0,23					0,17

Petits paquets AO de 800 g

Pays	Coût (en DTS)	Système de calcul des coûts	Jugement d'expert	Autre type	Type de coût	Port (en DTS)
	29	30a	30b	30c	31	32
Afrique du Sud	0,26	Oui	PR	PR	TOT	EI
Algérie	PR	PR	PR	PR	PR	0,69
Allemagne, Rép. féd. d'	1,78	Oui	PR	PR	TOT	0,85
Amérique (Etats-Unis)	EI	PR	PR	PR	PR	1,25
Arabie saoudite	EI	Non	PR	PR	PR	0,43
Argentine	0,35	Oui	PR	PR	TOT	0,46
Australie	0,89	Oui	PR	PR	TOT	2,61
Autriche	1,24	Non	Oui	Non	PR	0,73
Bahamas	0,11	Oui	PR	PR	TOT	PR
Belgique	0,56	Oui	PR	PR	TOT	EI
Birmanie	PR	PR	PR	PR	PR	0,03
Botswana	PR	PR	PR	PR	PR	0,42
Brésil	EI	PR	PR	PR	PR	1,62
Canada	0,75	Oui	PR	PR	TOT	0,83
Chypre	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Corée (Rép.)	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Danemark	0,12	Oui	PR	PR	CVV	0,95
Egypte	0,36	Oui	PR	PR	EI	0,16
Equateur	PR	PR	Oui	PR	PR	0,55
Espagne	EI	PR	PR	PR	PR	1,44
Fidji	PR	PR	PR	PR	PR	0,33
France	1,00	Oui	PR	PR	TOT	1,27
Gabon	0,08	Non	Non	Oui	TOT	1,31
Ghana	0,03	Non	Oui	Non	PR	0,80
Grande-Bretagne	0,46	Oui	PR	PR	TOT	1,89
Grèce	0,11	Oui	PR	PR	TOT	0,90
Guinée équatoriale	EI	PR	PR	PR	PR	0,49
Haute-Volta	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Hongrie (Rép. pop.)	EI	PR	PR	PR	PR	EI
Inde	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Indonésie	1,98	Oui	PR	PR	TOT	0,70
Israël	0,10	Oui	PR	PR	TOT	EI
Italie	0,43	Oui	PR	PR	TOT	1,31
Japon	EI	PR	PR	PR	PR	EI
Jordanie	0,52	Non	Non	Oui	PR	0,52
Kenya	0,36	Oui	PR	PR	TOT	0,28
Kuwait	EI	Non	Oui	PR	PR	0,03
Libéria	0,33	Oui	Non	Non	TOT	0,33
Luxembourg	EI	PR	PR	PR	PR	0,53
Madagascar	EI	PR	PR	PR	PR	0,79
Malaisie	0,05	PR	PR	PR	CVV	0,35
Maroc	EI	PR	PR	PR	PR	0,63
Niger	1,05	Non	PR	PR	PR	0,98
Nigéria	1,56	PR	PR	PR	PR	EI
Norvège	1,41	Oui	PR	PR	TOT	1,21
Oman	PR	PR	PR	PR	PR	0,97
Pakistan	0,15	PR	Oui	PR	PR	0,13
Papouasie - Nouvelle-Guinée	PR	PR	PR	PR	PR	0,48
Pays-Bas	1,35	Oui	PR	PR	TOT	1,69
Pérou	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Portugal	EI	PR	PR	PR	PR	0,74
Sainte-Lucie	0,69	Non	Oui	PR	PR	0,16
Sénégal	EI	PR	PR	PR	PR	1,42
Sierra Leone	0,11	Non	Oui	PR	PR	1,24
Singapour	EI	PR	PR	PR	EI	0,38
Somalie	0,91	Oui	PR	Non	CVV	0,91
Soudan	1,51	Oui	PR	PR	CVV	1,17
Sri Lanka	0,87	Non	Oui	PR	PR	EI
Suède	1,07	Oui	PR	PR	TOT	1,63
Suisse	0,88	Oui	PR	PR	TOT	0,43
Syrienne (Rép. arabe)	PR	PR	PR	PR	PR	0,71
Tanzanie (Rép. unie)	0,79	Oui	PR	PR	TOT	0,29
Thaïlande	0,13	Non	PR	Oui	PR	0,27
Trinité-et-Tobago	PR	PR	PR	PR	PR	PR
Tuvalu	1,33	Oui	PR	PR	CVV	0,44
URSS	EI	EI	EI	EI	EI	EI
Vanuatu	0,19	Non	PR	PR	CVV	0,75
Yémen (Rép. arabe)	EI	PR	PR	PR	PR	0,51
Yémen (Rép. dém. pop.)	PR	PR	PR	PR	PR	0,85
Yougoslavie	0,28	Oui	PR	PR	TOT	0,13
Zaire	0,63	Oui	PR	PR	TOT	0,63
Zambie	4,91	Non	PR	Oui	CVV	EI
Total	31,69					43,60
Moyenne arithmétique	0,77					0,78

Sacs M de 10 kg

Pays	Coût (en DTS)	Système de calcul des coûts	Jugement d'expert	Autre type	Type de coût	Port (en DTS)	Monnaie par DTS	
	33	34a	34b	34c	35	36		
Afrique du Sud	1,78	PR	Oui	PR	PR	1,94	1,2373	Rand
Algérie	EI	PR	PR	PR	PR	5,93	5,0454	Dinar
Allemagne, Rép. féd. d'	5,46	Oui	PR	PR	TOT	EI	2,7104	Mark
Amérique (Etats-Unis)	EI	PR	PR	PR	PR	EI	1,0723	Dollar
Arabie saoudite	EI	Non	PR	PR	PR	PR	3,6835	Riyal
Argentine	1,81	Oui	PR	PR	TOT	2,78	41 794,5000	Peso
Australie	3,10	Oui	PR	PR	TOT	4,25	1,1296	Dollar
Autriche	3,77	Non	Oui	Non	PR	UE	19,0760	Schilling
Bahamas	0,11	Oui	PR	PR	TOT	PR	1,0723	Dollar
Belgique	EI	PR	PR	PR	PR	EI	52,6300	Franc
Birmanie	PR	PR	PR	PR	PR	PR	8,5085	Kyat
Botswana	PR	PR	PR	PR	PR	PR	1,1933	Pula
Brésil	EI	PR	PR	PR	PR	3,33	222,2210	Cruzeiro
Canada	4,41	Oui	PR	PR	TOT	EI	1,3257	Dollar
Chypre	EI	EI	EI	EI	EI	EI	0,5344	Livre
Corée (Rép.)	PR	PR	PR	PR	PR	PR	796,6400	Won
Danemark	1,05	Oui	PR	PR	PR	EI	9,4983	Couronne
Egypte	2,67	Oui	PR	PR	EI	2,67	0,7506	Livre
Equateur	PR	PR	Oui	PR	PR	PR	35,5480	Sucré
Espagne	EI	PR	PR	PR	PR	PR	122,3310	Peseta
Fidji	EI	PR	PR	PR	PR	PR	1,0311	Dollar
France	2,95	Oui	PR	PR	TOT	4,81	7,6544	Franc
Gabon	0,04	Non	Non	Oui	TOT	EI	382,7200	Franc
Ghana	0,34	Non	Oui	PR	PR	EI	2,9490	Cedi
Grande-Bretagne	4,21	Oui	PR	PR	TOT	EI	0,6335	Livre
Grèce	EI	PR	PR	PR	PR	EI	77,0260	Drachme
Guinée équatoriale	EI	PR	PR	PR	PR	PR	244,6630	Ekwele
Haute-Volta	PR	PR	PR	PR	PR	PR	382,7200	Franc
Hongrie (Rép. pop.)	EI	PR	PR	PR	PR	EI	41,3590	Forint
Inde	PR	PR	PR	PR	PR	PR	10,3710	Roupie
Indonésie	6,28	Oui	PR	PR	CVV	2,78	719,0000	Rupiah
Israël	EI	PR	PR	PR	PR	EI	31,1620	Shekel
Italie	PR	PR	PR	PR	PR	PR	1 525,4000	Lire
Japon	EI	PR	PR	PR	PR	EI	289,0000	Yen
Jordanie	5,16	Non	Non	Oui	PR	EI	0,3877	Dinar
Kenya	4,90	Oui	PR	PR	TOT	EI	11,9500	Shilling
Kuwait	PR	Non	Non	EI	PR	EI	3,2055	Dinar
Libéria	4,66	Oui	PR	Non	TOT	4,66	1,0723	Dollar
Luxembourg	EI	PR	PR	PR	PR	2,58	52,6300	Franc
Madagascar	EI	PR	PR	PR	PR	5,08	413,6600	Franc
Malaisie	EI	PR	PR	PR	PR	1,96	2,5500	Ringgit
Maroc	EI	PR	PR	PR	PR	PR	6,6999	Dirham
Niger	3,57	Non	PR	PR	PR	6,53	382,7200	Franc
Nigéria	EI	PR	PR	PR	PR	EI	0,7354	Naira
Norvège	EI	PR	PR	PR	PR	PR	7,4624	Couronne
Oman	PR	PR	PR	PR	PR	PR	0,3684	Rial
Pakistan	EI	PR	PR	PR	PR	EI	13,3270	Roupie
Papouasie - Nouvelle-Guinée	PR	PR	PR	PR	PR	PR	0,8284	Kina
Pays-Bas	4,05	Oui	PR	PR	TOT	EI	2,9639	Florin
Pérou	PR	PR	PR	PR	PR	PR	849,0700	Sol
Portugal	EI	PR	PR	PR	PR	1,27	94,6320	Escudo
Sainte-Lucie	0,69	Non	Oui	PR	PR	PR	2,8953	Dollar
Sénégal	EI	PR	PR	PR	PR	6,53	382,7200	Franc
Sierra Leone	0,06	Non	Oui	PR	PR	PR	1,3669	Leone
Singapour	EI	PR	PR	PR	EI	3,82	2,3536	Dollar
Somalie	1,21	Oui	Non	Non	CVV	EI	16,5000	Shilling
Soudan	1,64	Oui	PR	PR	CVV	EI	0,9661	Livre
Sri Lanka	4,67	Non	Oui	PR	PR	EI	22,4660	Roupie
Suède	EI	PR	PR	PR	PR	EI	6,7456	Couronne
Suisse	1,88	Non	PR	Oui	PR	2,37	2,3245	Franc
Syrienne (Rép. arabe)	PR	PR	PR	PR	PR	4,99	4,2089	Livre
Tanzanie (Rép. unie)	EI	PR	PR	PR	PR	EI	10,3300	Shilling
Thaïlande	PR	PR	PR	PR	PR	PR	24,6640	Baht
Trinité-et-Tobago	PR	PR	PR	PR	PR	PR	2,5736	Dollar
Tuvalu	EI	PR	Oui	PR	CVV	EI	1,1296	Dollar
URSS	EI	EI	EI	EI	EI	EI	-	Rouble
Vanuatu	EI	PR	PR	PR	PR	PR	106,2000	Vatu
Yémen (Rép. arabe)	EI	PR	PR	PR	PR	PR	4,8926	Riyal
Yémen (Rép. dém. pop.)	PR	PR	PR	PR	PR	EI	0,3704	Dinar
Yougoslavie	2,83	Oui	PR	PR	TOT	PR	56,0630	Dinar
Zaïre	EI	PR	PR	PR	EI	EI	6,3459	Zaïre
Zambie	EI	PR	PR	PR	EI	EI	1,0243	Kwacha
Total	73,30					68,28		
Moyenne arithmétique	2,82					3,79		

Notes techniques

1. Tous les chiffres en monnaie nationale ont été convertis en droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international. Les taux de change retenus sont ceux du 30 septembre 1982 publiés dans l'édition de novembre 1982 de la *statistique financière internationale* du Fonds monétaire international. Les rapports entre les sous-unités monétaires et les unités principales (par exemple, 1000 fils pour un dinar jordanien) ont été déterminés à la suite de demandes formulées auprès des services d'information des ambassades compétentes à Washington, D.C. Les taux de conversion utilisés figurent dans la dernière colonne de l'annexe 2.
2. Tous les poids et les volumes sont indiqués en milliers (respectivement, d'envois et de kg).
3. Les points du questionnaire comportant plusieurs parties sont divisés en a, b et c, comme dans la question 10.
4. Lorsque, pour la même question, il est indiqué deux ou plusieurs réponses possibles (par exemple, traitements annuels des commis, distincts de ceux des préposés, question 3), il est utilisé la moyenne des divers chiffres fournis.
5. Les lettres EI servent à indiquer que l'Administration ayant répondu n'a pas pu répondre; les lettres PR qu'il n'a pas été répondu à la question ou que la réponse n'est pas exploitable.
6. AC signifie année civile, EF, exercice financier.

Réponses à la question 9 et données connexes — LC jusqu'à 20 g

Pays	Question 9 Coût uni- taire (en DTS)	Question 1 Système de coût	Question 2 Type de coût	Question 3 Traitements commiss/pré- posés à la distribu- tion (en DTS)	Question 4a Volume du trafic (en milliers d'envois)	Question 6 Volume du courrier im- porté (en milliers d'envois)	Question 6 Réponse en % par rapport à la ques- tion 4a	Question 10a Système de calcul du prix de re- vient pour la question 9	Question 12 Tarif intérieur (en DTS)	Taxe d'affran- chissement su- périeure/infé- rieure au coût
Vanuatu	0,02	Non	PR	2 733	1 580	1 220	77	Non	0,14	+
Ghana	0,02	Oui	TOT	1 695	105 000	48 000	46	Non	0,13	+
Niger	0,03	Non	PR	EI	PR	PR	-	Non	PR	-
Malaisie	0,04	Oui	CVV	2 593	719 871	78 473	11	Oui	0,06	+
Israël	0,04	Oui	TOT	4 339	388 000	57 000	15	Oui	0,05	+
Inde	0,05	Non	PR	1 514	10 367 000	435 000	4	PR	0,07	+
Tanzanie (Rép. unie)	0,05	Oui	TOT	1 045	115 358	43 049	37	Oui	0,05	ID
Pakistan	0,06	Non	CVV	574	626 885	102 837	16	PR	0,03	-
Bahamas	0,06	Non	PR	5 642	23 791	18 701	79	Oui	0,05	-
Corée (Rép.)	0,06	Oui	TOT	PR	1 100 000	31 000	3	Non	0,08	+
Libéria	0,06	Oui	CVV	233	9 259	EI	-	Oui	0,06	ID
Egypte	0,07	Non	PR	1 019	242 370	95 325	39	Oui	0,04	-
Sierra Leone	0,07	Non	PR	604	EI	EI	-	Non	0,04	-
Gabon	0,08	Non	PR	2 613	7 000	4 000	57	Non	0,20	+
Afrique du Sud	0,08	Oui	TOT	8 168	1 855 848	125 153	7	Oui	0,06	-
Danemark	0,09	Oui	CVV	13 266	1 930 000	67 500	3	Oui	0,21	+
Grande-Bretagne	0,09	Oui	TOT	11 667	9 974 060	583 660	6	Oui	0,22	+
Espagne	0,09	Oui	TOT	6 343	3 948 554	270 698	7	PR	0,11	+
Grèce	0,10	Oui	TOT	6 517	367 108	47 791	13	Oui	0,16	+
Thaïlande	0,10	Non	PR	EI	309 008	23 106	8	Non	0,05	-
Yougoslavie	0,11	Non	PR	3 532	909 911	80 902	9	Oui	0,07	-
Jordanie	0,11	Non	PR	3 224	25 400	19 000	75	Non	0,10	-
France	0,12	Oui	TOT	8 925	13 280 000	EI	-	Oui	0,19	+
Somalie	0,12	Non	PR	430	4 320	2 850	66	Oui	0,06	-
Argentine	0,13	Oui	TOT	4 249	635 000	50 800	8	Oui	0,10	-
Belgique	0,13	Oui	TOT	13 516	3 017 030	217 399	7	Oui	0,19	+
Indonésie	0,13	Non	PR	1 502	263 494	28 943	11	Oui	0,14	+
Kenya	0,13	Oui	TOT	2 008	158 713	29 555	19	Oui	0,06	-
Suisse	0,14	Oui	TOT	23 231	3 558 500	168 600	5	Oui	0,17	+
Australie	0,15	Oui	TOT	14 524	2 740 000	159 000	6	Oui	0,24	+
Sri Lanka	0,15	Non	PR	621	534 687	23 741	4	Non	0,02	-
Autriche	0,16	Non	PR	6 866	2 143 553	242 800	11	Non	0,21	-
Zaire	0,16	Oui	CVV	567	28 081	9 136	33	Oui	0,16	ID
Norvège	0,16	Oui	TOT	14 071	1 032 516	90 670	5	Oui	0,20	+
Canada	0,17	Non	PR	19 482	6 515 389	520 144	8	Oui	0,13	+
Soudan	0,17	Oui	CVV	1 963	22 490	12 016	53	Oui	0,10	-
Pays-Bas	0,18	Oui	TOT	14 629	4 400 000	206 000	5	Oui	0,22	+
Suède	0,18	Non	PR	23 512	2 909 000	99 000	3	Oui	0,24	+
Allemagne, Rép. féd. d'	0,25	Oui	TOT	15 457	11 762 961	535 153	5	Oui	0,22	+
Italie	0,27	Non	PR	9 126	6 381 247	453 272	7	Oui	0,20	-
Nigéria	0,27	Non	PR	2 257	943 813	187 855	20	PR	0,14	-
Sainte-Lucie	0,36	Non	PR	2 418	1 013	598	59	Non	0,03	-
Zambie	4,17	Non	PR	PR	51 556	13 220	26	Non	0,08	-

Légendes

TOT: Coûts totalement imputés
ID: Valeur identique
PR: Pas de réponse
DTS: Droits de tirage spéciaux
EI: Estimation impossible
CVV: Coûts variant en fonction du volume

Réponses à la question 13 et données connexes — LC recommandés jusqu'à 20 g

Pays	Question 13 Coût uni- taire (en DTS)	Question 1 Système de coût	Question 2 Type de coût	Question 3 Traitements commis/pré- posés à la distribu- tion (en DTS)	Question 4a Volume du trafic (en milliers d'envois)	Question 6 Volume du courrier im- porté (en milliers d'envois)	Question 6 Réponse en % par rapport à la ques- tion 4a	Question 14a Système de calcul du prix de re- vient pour la question 13	Question 16 Tarif intérieur (en DTS)	Taxe d'affran- chissement su- périeure/infé- rieure au coût
Ghana	0,03	Oui	TOT	1 695	105 000	48 000	46	Non	0,42	+
Niger	0,03	Non	PR	EI	PR	PR	-	PR	0,69	+
Libéria	0,06	Oui	CVV	233	9 259	EI	-	PR	0,06	ID
Malaisie	0,07	Oui	CVV	2 593	719 871	78 473	11	Oui	0,29	+
Egypte	0,08	Non	PR	1 019	242 370	95 325	39	Oui	0,07	-
Sierra Leone	0,09	Non	PR	604	EI	EI	-	Non	0,30	+
Thaïlande	0,11	Non	PR	EI	309 008	23 106	7	Non	0,13	+
Yougoslavie	0,11	Non	PR	3 532	909 911	80 902	9	Oui	0,15	+
Bahamas	0,13	Non	PR	5 642	23 791	18 701	79	Oui	0,26	+
Espagne	0,14	Oui	TOT	6 343	3 948 554	270 698	7	PR	0,28	+
Gabon	0,16	Non	PR	2 613	7 000	4 000	57	Non	1,11	+
Israël	0,16	Oui	TOT	4 339	388 000	57 000	15	Oui	0,25	+
Sri Lanka	0,20	Non	PR	621	534 687	23 741	4	Non	0,11	-
Pakistan	0,21	Non	CVV	574	626 885	102 837	16	PR	0,15	-
Argentine	0,23	Oui	TOT	4 249	635 000	50 800	8	Oui	0,48	+
Soudan	0,25	Oui	CVV	1 963	22 490	12 016	53	Oui	0,41	+
Afrique du Sud	0,26	Oui	TOT	8 168	1 855 848	125 153	7	Oui	0,39	+
Somalie	0,30	Non	PR	430	4 320	2 850	66	Oui	0,30	ID
Vanuatu	0,31	Non	PR	2 733	1 580	1 220	77	Non	0,85	+
Inde	0,35	Non	PR	1 514	10 367 000	435 000	4	PR	0,33	-
Jordanie	0,41	Non	PR	3 224	25 400	19 000	75	Non	0,41	ID
Kenya	0,44	Oui	TOT	2 008	158 713	29 555	19	Oui	0,27	-
Tanzanie (Rép. unie)	0,44	Oui	TOT	1 045	115 358	43 049	37	Oui	0,29	-
Indonésie	0,46	Non	PR	1 502	263 494	28 943	11	Oui	0,49	+
Grèce	0,47	Oui	TOT	6 517	367 108	47 791	13	Oui	0,39	-
Sainte-Lucie	0,52	Non	PR	2 418	1 013	598	59	Non	0,21	-
Corée (Rép.)	0,63	Oui	TOT	PR	1 100 000	31 000	3	Non	0,33	-
Zaire	0,63	Oui	CVV	567	28 081	9 136	33	Oui	0,63	ID
Italie	0,68	Non	PR	9 126	6 381 247	453 272	7	Oui	0,46	-
Autriche	0,70	Non	PR	6 866	2 143 553	242 800	11	Non	0,73	+
Nigéria	0,82	Non	PR	2 257	943 813	187 855	20	PR	0,68	-
Suisse	0,87	Oui	TOT	23 231	3 558 500	168 600	5	Oui	0,47	-
Belgique	1,04	Oui	TOT	13 516	3 017 030	217 399	7	Oui	1,33	+
Grande-Bretagne	1,34	Oui	TOT	11 667	9 974 060	583 660	6	Oui	1,80	+
France	1,40	Oui	TOT	8 925	13 280 000	EI	-	Oui	1,21	-
Pays-Bas	1,40	Oui	TOT	14 629	4 400 000	206 000	5	Oui	1,86	+
Allemagne, Rép. féd. d'	1,44	Oui	TOT	15 457	11 762 961	535 153	5	Oui	0,77	-
Norvège	1,46	Oui	TOT	14 071	1 032 516	50 670	5	Oui	1,01	-
Canada	1,85	Non	PR	19 482	6 515 389	520 144	8	Oui	1,26	-
Australie	1,90	Oui	TOT	14 524	2 740 000	159 000	6	Oui	2,89	+
Suède	2,00	Non	PR	23 512	2 909 000	99 000	3	Oui	1,43	-
Zambie	4,45	Non	PR	PR	51 556	13 220	26	PR	PR	-

Légendes

TOT: Coûts totalement imputés

ID: Valeur identique

PR: Pas de réponse

DTS: Droits de tirage spéciaux

EI: Estimation impossible

CVV: Coûts variant en fonction du volume

Réponses à la question 17 et données connexes — LC exprès jusqu'à 20 g

Pays	Question 17 Coût uni- taire (en DTS)	Question 1 Système de coût	Question 2 Type de coût	Question 3 Traitements commiss/pré- posés à la distribu- tion (en DTS)	Question 4a Volume du trafic (en milliers d'envois)	Question 6 Volume du courrier im- porté (en milliers d'envois)	Question 6 Réponse en % à la réponse à la ques- tion 4a	Question 18a Système de calcul du prix de re- vient pour la question 17	Question 20 Tarif intérieur (en DTS)	Taxe d'affran- chissement su- périeure/infé- rieure au coût
Ghana	0,03	Oui	TOT	1 695	105 000	48 000	46	Non	0,38	+
Libéria	0,06	Oui	CVV	233	9 259	EI	-	Oui	0,06	ID
Pakistan	0,07	Non	CVV	574	626 885	102 837	16	PR	0,05	-
Sierra Leone	0,09	Non	PR	604	EI	EI	-	Non	0,47	+
Vanuatu	0,09	Non	PR	2 733	1 580	1 220	77	Non	0,85	+
Malaisie	0,10	Oui	CVV	2 593	719 871	78 473	11	Oui	0,65	+
Bahamas	0,11	Non	PR	5 642	23 791	18 701	79	Oui	0,26	+
Egypte	0,11	Non	PR	1 019	242 370	95 325	39	Oui	0,09	-
Yougoslavie	0,11	Non	PR	3 532	909 911	80 902	9	Oui	0,15	+
Argentine	0,20	Oui	TOT	4 249	635 000	50 800	8	Oui	0,48	+
Espagne	0,24	Oui	TOT	6 343	3 948 554	270 968	7	PR	0,44	+
Sri Lanka	0,29	Non	PR	621	534 687	23 741	4	Non	0,20	-
Somalie	0,30	Non	PR	430	4 320	2 850	66	Oui	0,30	ID
Soudan	0,32	Oui	CVV	1 963	22 490	12 016	53	Oui	0,26	+
Kenya	0,36	Oui	TOT	2 008	158 713	29 555	19	Oui	0,39	+
Corée (Rép.)	0,38	Oui	TOT	PR	1 100 000	31 000	3	Non	0,25	-
Sainte-Lucie	0,38	Non	PR	2 418	1 013	598	59	Non	0,08	-
Grèce	0,39	Oui	TOT	6 517	367 108	47 791	13	Oui	0,55	+
Tanzanie (Rép. unie)	0,39	Oui	TOT	1 045	115 358	43 049	37	Oui	0,34	-
Indonésie	0,46	Non	PR	1 502	263 494	28 943	11	Oui	EI	-
Zaïre	0,47	Oui	CVV	567	28 081	9 136	33	Oui	0,47	ID
Jordanie	0,52	Non	PR	3 224	25 400	19 000	75	Non	0,46	-
Israël	0,69	Oui	TOT	4 339	388 000	57 000	15	Oui	0,57	-
Italie	0,71	Non	PR	9 126	6 381 247	453 272	7	Oui	0,52	-
Afrique du Sud	0,89	Oui	TOT	8 168	1 855 848	125 153	7	Oui	0,88	-
Autriche	1,34	Non	PR	6 866	2 143 553	242 800	11	Non	1,26	-
Canada	1,43	Non	PR	19 482	6 515 389	520 144	8	Oui	0,88	-
Belgique	1,48	Oui	TOT	13 516	3 017 030	217 399	7	Oui	1,62	+
Suisse	1,94	Oui	TOT	23 231	3 558 500	168 600	5	Oui	1,46	-
Australie	2,14	Oui	TOT	14 524	2 740 000	159 000	6	Oui	2,23	+
France	2,37	Oui	TOT	8 925	13 280 000	EI	-	Oui	1,58	-
Allemagne, Rép. féd. d'	2,77	Oui	TOT	15 457	11 762 961	535 153	5	Oui	1,14	-
Suède	3,47	Non	PR	23 512	2 909 000	99 000	3	Oui	1,73	-
Pays-Bas	3,63	Oui	TOT	14 629	4 400 000	206 000	5	Oui	1,86	-

Légendes

TOT: Coûts totalement imputés
ID: Valeur identique
PR: Pas de réponse
DTS: Droits de tirage spéciaux
EI: Estimation impossible
CVV: Coûts variant en fonction du volume

Réponses à la question 21 et données connexes — AO de 101 à 250 g

Pays	Question 21 Coût uni- taire (en DTS)	Question 1 Système de coût	Question 2 Type de coût	Question 3 Traitements commissés à la distribu- tion (en DTS)	Question 4a Volume du trafic (en milliers d'envois)	Question 6 Volume du courrier im- porté (en milliers d'envois)	Question 6 Réponse en % par rapport à la réponse à la ques- tion 4a	Question 22a Système de calcul du prix de re- vient pour la question 21	Question 24 Tarif intérieur (en DTS)	Taxe d'affran- chissement su- périeure/infé- rieure au coût
Ghana	0,02	Oui	TOT	1 695	105 000	48 000	46	Non	0,27	+
Yougoslavie	0,04	Non	PR	3 532	909 911	80 902	9	Oui	0,03	-
Egypte	0,05	Non	PR	1 019	242 370	95 325	39	Oui	0,04	-
Bahamas	0,06	Non	PR	5 642	23 791	18 701	79	Oui	0,11	+
Pakistan	0,06	Non	CVV	574	626 885	102 837	16	PR	0,03	-
Sierra Leone	0,06	Non	PR	604	EI	EI	-	Non	0,18	+
Inde	0,07	Non	PR	1 514	10 367 000	435 000	4	PR	0,14	+
Israël	0,07	Oui	TOT	4 339	388 000	57 000	15	Oui	0,19	+
Malaisie	0,07	Oui	CVV	2 593	719 871	78 473	11	Oui	0,08	+
Gabon	0,08	Non	PR	2 613	7 000	4 000	57	Non	0,39	+
Espagne	0,08	Oui	TOT	6 343	3 948 554	270 698	7	PR	0,34	+
Danemark	0,09	Oui	CVV	13 266	1 930 000	67 500	3	Oui	0,37	+
Grèce	0,10	Oui	TOT	6 517	367 108	47 791	13	Oui	0,22	+
Afrique du Sud	0,10	Oui	TOT	8 168	1 855 848	125 153	7	Oui	0,12	+
Libéria	0,11	Oui	CVV	233	9 259	EI	-	Oui	0,11	ID
Suisse	0,11	Oui	TOT	23 231	3 558 500	168 600	5	Oui	0,15	+
Thaïlande	0,15	Non	PR	EI	309 008	23 106	7	Non	0,05	-
Belgique	0,17	Oui	TOT	13 516	3 017 030	217 399	7	Oui	0,27	+
Grande-Bretagne	0,17	Oui	TOT	11 667	9 974 060	583 660	6	Oui	0,51	+
Jordanie	0,18	Non	PR	3 224	25 400	19 000	75	Non	0,15	-
Norvège	0,19	Oui	TOT	14 071	1 032 316	50 670	5	Oui	0,34	+
Tanzanie (Rép. unie)	0,19	Oui	TOT	1 045	115 358	43 049	37	Oui	0,15	-
Vanuatu	0,19	Non	PR	2 733	1 580	1 220	77	Non	0,24	+
Niger	0,20	Non	PR	EI	PR	PR	-	Non	0,21	+
Argentine	0,21	Oui	TOT	4 249	635 000	50 800	8	Oui	0,14	-
France	0,22	Oui	TOT	8 925	13 280 000	EI	-	Oui	0,37	+
Italie	0,24	Non	PR	9 126	6 381 247	453 272	7	Oui	0,16	-
Sainte-Lucie	0,24	Non	PR	2 418	1 013	598	59	Non	0,03	-
Suède	0,24	Non	PR	23 512	2 909 000	99 000	3	Oui	0,82	+
Canada	0,26	Non	PR	19 482	6 515 389	520 144	8	Oui	0,29	+
Autriche	0,28	Non	PR	6 866	2 143 553	242 800	11	Non	0,34	+
Sri Lanka	0,29	Non	PR	621	534 687	23 741	4	Non	0,04	-
Kenya	0,30	Oui	TOT	2 008	158 713	29 555	19	Oui	0,14	-
Australie	0,35	Oui	TOT	14 524	2 740 000	159 000	6	Oui	0,58	+
Somalie	0,36	Non	PR	430	4 320	2 850	66	Oui	0,36	ID
Allemagne, Rép. féd. d'	0,38	Oui	TOT	15 457	11 762 961	535 153	5	Oui	0,37	+
Zaire	0,39	Oui	CVV	567	28 081	9 136	33	Oui	0,39	ID
Pays-Bas	0,47	Oui	TOT	14 629	4 400 000	206 000	5	Oui	0,71	+
Soudan	0,47	Oui	CVV	1 963	22 490	12 016	53	Oui	0,39	-
Nigéria	0,54	Non	PR	2 257	943 813	187 855	20	PR	0,34	-
Indonésie	0,66	Non	PR	1 502	263 494	28 943	11	Oui	0,17	-
Jambie	4,17	Non	PR	PR	51 556	13 220	26	Non	0,24	-

Légendes

TOT: Coûts totalement imputés

ID: Valeur identique

PR: Pas de réponse

DTS: Droits de tirage spéciaux

EI: Estimation impossible

CVV: Coûts variant en fonction du volume

Réponses à la question 25 et données connexes — AO à tarif réduit de 101 à 250 g

Pays	Question 25 Coût uni- taire (en DTS)	Question 1 Système de coût	Question 2 Type de coût	Question 3 Traitements commis/pré- posés à la distribu- tion (en DTS)	Question 4a Volume du trafic (en milliers d'envois)	Question 6 Volume du courrier im- porté (en milliers d'envois)	Question 6 Réponse en % par rapport à la réponse à la ques- tion 4a	Question 26a Système de calcul du prix de re- vient pour la question 25	Question 28 Tarif intérieur (en DTS)	Taxe d'affran- chissement su- périeure/infé- rieure au coût
Ghana	0,01	Oui	TOT	1 695	105 000	48 000	46	Non	0,20	+
Yougoslavie	0,04	Non	PR	3 532	909 911	80 902	9	Oui	0,02	-
Egypte	0,05	Non	PR	1 019	242 370	95 325	39	Oui	0,04	-
Bahamas	0,06	Non	PR	5 642	23 791	18 701	79	Oui	PR	-
Inde	0,06	Non	PR	1 514	10 367 000	435 000	4	PR	0,04	-
Israël	0,07	Oui	TOT	4 339	388 000	57 000	15	Oui	0,17	+
Gabon	0,08	Non	PR	2 613	7 000	4 000	57	Non	0,34	+
Danemark	0,09	Oui	CVV	13 266	1 930 000	67 500	3	Oui	EI	-
Afrique du Sud	0,10	Oui	TOT	8 168	1 855 848	125 153	7	Oui	0,12	+
Vanuatu	0,10	Non	PR	2 733	1 580	1 220	77	Non	EI	-
Libéria	0,11	Oui	CVV	233	9 259	EI	-	Oui	0,11	ID
Suisse	0,11	Oui	TOT	23 231	3 558 500	168 600	5	Oui	EI	-
Norvège	0,14	Oui	TOT	14 071	1 032 516	50 670	5	Oui	EI	-
Belgique	0,17	Oui	TOT	13 516	3 017 030	217 399	7	Oui	0,08	-
Grande-Bretagne	0,17	Oui	TOT	11 667	9 974 060	583 660	6	Oui	0,51	+
Sainte-Lucie	0,17	Non	PR	2 418	1 013	598	59	PR	PR	-
Jordanie	0,18	Non	PR	3 224	25 400	19 000	75	Non	0,08	-
Niger	0,20	Non	PR	EI	PR	PR	-	Non	0,08	-
Argentine	0,21	Oui	TOT	4 249	635 000	50 800	8	Oui	0,10	-
France	0,22	Oui	TOT	8 925	13 280 000	EI	-	Oui	0,19	-
Suède	0,24	Non	PR	23 512	2 909 000	99 000	3	Oui	0,16	-
Canada	0,25	Non	PR	19 482	6 515 389	520 144	8	Oui	0,20	+
Autriche	0,28	Non	PR	6 866	2 143 553	242 800	11	Non	0,34	+
Sri Lanka	0,29	Non	PR	621	534 687	23 741	4	Non	PR	-
Kenya	0,30	Oui	TOT	2 008	158 713	29 555	19	Oui	0,14	-
Australie	0,35	Oui	TOT	14 524	2 740 000	159 000	6	Oui	0,14	-
Allemagne, Rép. féd. d'	0,38	Oui	TOT	15 457	11 762 961	535 153	5	Oui	0,18	-
Zaïre	0,39	Oui	CVV	567	28 081	9 136	33	Oui	0,39	ID
Tuvalu	0,40	Oui	CVV	13 385	300	180	60	PR	EI	-
Pays-Bas	0,47	Oui	TOT	14 629	4 400 000	206 000	5	Oui	EI	-
Soudan	0,47	Oui	CVV	1 963	22 490	12 016	53	Oui	0,39	-
Somalie	0,49	Non	PR	430	4 320	2 850	66	Oui	PR	-
Nigéria	0,54	Non	PR	2 257	943 813	187 855	20	PR	EI	-
Indonésie	0,66	Non	PR	1 502	263 494	28 943	11	Oui	0,09	-

Légendes

TOT: Coûts totalement imputés
ID: Valeur identique
PR: Pas de réponse
DTS: Droits de tirage spéciaux
EI: Estimation impossible
CVV: Coûts variant en fonction du volume

Réponses à la question 29 et données connexes — Petits paquets (AO) de 800 g

Pays	Question 29 Coût uni- taire (en DTS)	Question 1 Système de coût	Question 2 Type de coût	Question 3 Traitements comis/pré- posés à la distribu- tion (en DTS)	Question 4a Volume du trafic (en milliers d'envois)	Question 6 Volume du courrier im- porté (en milliers d'envois)	Question 6 Réponse en % par rapport à la réponse à la ques- tion 4a	Question 30a Système de calcul du prix de re- vient pour la question 29	Question 32 Tarif intérieur (en DTS)	Taxe d'affran- chissement su- périeure/infé- rieure au coût
Ghana	0,03	Oui	TOT	1 695	105 000	48 000	46	Non	0,80	+
Malaisie	0,05	Oui	CVV	2 593	719 871	78 473	11	PR	0,35	+
Gabon	0,08	Non	PR	2 613	7 000	4 000	57	Non	1,31	+
Israël	0,10	Oui	TOT	4 339	388 000	57 000	15	Oui	EI	
Bahamas	0,11	Non	PR	5 642	23 791	18 701	79	Oui	PR	
Grèce	0,11	Oui	TOT	6 517	367 108	47 791	13	Oui	0,90	+
Sierra Leone	0,11	Non	PR	604	EI	EI	-	Non	1,24	+
Danemark	0,12	Oui	CVV	13 266	1 930 000	67 500	3	Oui	0,95	+
Thaïlande	0,13	Non	PR	EI	309 008	23 106	8	Non	0,27	+
Pakistan	0,15	Non	CVV	574	626 885	102 837	16	PR	0,13	-
Vanuatu	0,19	Non	PR	2 733	1 580	1 220	77	Non	0,75	+
Afrique du Sud	0,26	Oui	TOT	8 168	1 855 848	125 153	7	Oui	EI	
Yougoslavie	0,28	Non	PR	3 532	909 911	80 902	9	Oui	0,13	-
Libéria	0,33	Oui	CVV	233	9 259	EI	-	Oui	0,33	ID
Argentine	0,35	Oui	TOT	4 249	635 000	50 800	8	Oui	0,46	+
Egypte	0,36	Non	PR	1 019	242 370	95 325	39	Oui	0,16	-
Kenya	0,36	Oui	TOT	2 008	158 713	29 555	19	Oui	0,28	-
Italie	0,43	Non	PR	9 126	6 381 247	453 272	7	Oui	1,31	+
Grande-Bretagne	0,46	Oui	TOT	11 667	9 974 060	583 660	6	Oui	1,89	+
Jordanie	0,52	Non	PR	3 224	25 400	19 000	75	Non	0,52	ID
Belgique	0,56	Oui	TOT	13 516	3 017 030	217 399	7	Oui	EI	
Zaïre	0,63	Oui	CVV	567	28 081	9 136	33	Oui	0,63	ID
Sainte-Lucie	0,69	Non	PR	2 418	1 013	598	59	Non	0,16	-
Canada	0,75	Non	PR	19 482	6 515 389	520 144	8	Oui	0,83	+
Tanzanie (Rép. unie)	0,79	Oui	TOT	1 045	115 358	43 049	37	Oui	0,29	-
Sri Lanka	0,87	Non	PR	621	534 687	23 741	4	Non	EI	
Suisse	0,88	Oui	TOT	23 231	3 558 500	168 600	5	Oui	0,43	-
Australie	0,89	Oui	TOT	14 524	2 740 000	159 000	6	Oui	2,61	+
Somalie	0,91	Non	PR	430	4 320	2 850	66	Oui	0,91	ID
France	1,00	Oui	TOT	8 925	13 280 000	EI	-	Oui	1,27	+
Niger	1,05	Non	PR	EI	PR	PR	-	Non	0,98	-
Suède	1,07	Non	PR	23 512	2 909 000	99 000	3	Oui	1,63	+
Autriche	1,24	Non	PR	6 866	2 143 553	242 800	11	Non	0,73	-
Tuvalu	1,33	Oui	CVV	13 385	300	180	60	Oui	0,44	-
Pays-Bas	1,35	Oui	TOT	14 629	4 400 000	206 000	5	Oui	1,69	+
Norvège	1,41	Oui	TOT	14 071	1 032 516	50 670	5	Oui	1,21	-
Soudan	1,51	Oui	CVV	1 963	22 490	12 016	53	Oui	1,17	-
Nigéria	1,56	Non	PR	2 257	943 813	187 855	20	PR	EI	
Allemagne, Rép. féd. d'	1,78	Oui	TOT	15 457	11 762 961	535 153	5	Oui	0,85	-
Indonésie	1,98	Non	PR	1 502	263 494	28 943	11	Oui	0,70	-
Zambie	4,91	Non	PR	PR	51 556	13 220	26	Non	EI	

Légendes

TOT: Coûts totalement imputés

ID: Valeur identique

PR: Pas de réponse

DTS: Droits de tirage spéciaux

EI: Estimation impossible

CVV: Coûts variant en fonction du volume

Réponses à la question 33 et données connexes — Sacs M (AO) de 10 kg

Pays	Questions 33 Coût uni- taire (en DTS)	Question 1 Système de coût	Question 2 Type de coût	Question 3 Traitements commis/pré- posés à la distribu- tion (en DTS)	Question 4a Volume du trafic (en milliers d'envois)	Question 6 Volume du courrier im- porté (en milliers d'envois)	Question 6 Réponse en % par rapport à la réponse à la ques- tion 4a	Question 34a Système de calcul du prix de re- vient pour la question 33	Question 36 Tarif intérieur (en DTS)	Taxe d'affran- chissement su- périeure/infé- rieure au coût
Cabon	0,04	Non	PR	2 613	7 000	4 000	57	Non	EI	
Sierra Leone	0,06	Non	PR	604	EI	EI	-	Non	PR	
Bahamas	0,11	Non	PR	5 642	23 791	18 701	79	Oui	PR	
Ghana	0,34	Oui	TOT	1 695	105 000	48 000	46	Non	EI	
Sainte-Lucie	0,69	Non	PR	2 418	1 013	598	59	Non	PR	
Danemark	1,05	Oui	CVV	13 266	1 930 000	67 500	3	Oui	EI	
Somalie	1,21	Non	PR	430	4 320	2 850	66	Oui	EI	
Soudan	1,64	Oui	CVV	1 963	22 490	12 016	53	Oui	EI	
Afrique du Sud	1,78	Oui	TOT	8 168	1 855 848	125 153	7	PR	1,94	+
Argentine	1,81	Oui	TOT	4 249	635 000	50 800	8	Oui	2,78	+
Suisse	1,88	Oui	TOT	23 231	3 558 500	168 600	5	Non	2,37	+
Egypte	2,67	Non	PR	1 019	242 370	95 325	39	Oui	2,67	ID
Yugoslavie	2,83	Non	PR	3 532	909 911	80 902	9	Oui	PR	
France	2,95	Oui	TOT	8 925	13 280 000	EI	-	Oui	4,81	+
Australie	3,10	Oui	TOT	14 524	2 740 000	159 000	6	Oui	4,25	+
Niger	3,57	Non	PR	EI	PR	PR	-	Non	6,53	+
Autriche	3,77	Non	PR	6 866	2 143 553	242 800	11	Non	EI	
Pays-Bas	4,05	Oui	TOT	14 629	4 400 000	206 000	5	Oui	EI	
Grande-Bretagne	4,21	Oui	TOT	11 667	9 974 060	583 660	6	Oui	EI	
Canada	4,41	Non	PR	19 482	6 515 389	520 144	8	Oui	EI	
Libéria	4,66	Oui	CVV	233	9 259	EI	-	Oui	4,66	ID
Sri Lanka	4,67	Non	PR	621	534 687	23 741	4	Non	EI	
Kenya	4,90	Oui	TOT	2 008	158 713	29 555	19	Oui	EI	
Jordanie	5,16	Non	PR	3 224	25 400	19 000	75	Non	EI	
Allemagne, Rép. féd. d'	5,46	Oui	TOT	15 457	11 762 961	535 153	5	Oui	EI	
Indonésie	6,28	Non	PR	1 502	263 494	28 943	11	Oui	2,78	-

Légendes

TOT: Coûts totalement imputés
ID: Valeur identique
PR: Pas de réponse
DTS: Droits de tirage spéciaux
EI: Estimation impossible
CVV: Coûts variant en fonction du volume

Conversion en francs-or des résultats de l'enquête

Type d'envoi	Coût médian	
	DTS	Fr-or
Envoi d'origine étrangère, de surface, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes	0,110	0,337
Envoi d'origine étrangère, de surface, recommandé, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes	0,425	1,301
Envoi d'origine étrangère, de surface, exprès, de la poste aux lettres (LC), du premier échelon de poids, c'est-à-dire pesant jusqu'à 20 grammes	0,385	1,178
Envoi d'origine étrangère, de surface, imprimé (AO), d'un poids compris entre 101 et 250 grammes	0,190	0,582
Envoi d'origine étrangère, de surface, à tarif réduit, imprimé (AO), d'un poids compris entre 101 et 250 grammes	0,190	0,582
Envoi d'origine étrangère, de surface, petit paquet (AO) pesant 800 grammes	0,560	1,714
Envoi d'origine étrangère, de surface, sous forme de sac M (AO), d'un poids de 10 kg	2,890	8,846

Etude sur le système actuel de statistique

I. Introduction

1. Au cours du dernier Congrès de l'Union qui s'est déroulé à Rio de Janeiro en 1979, divers pays ont contesté la fiabilité et la validité du système actuel de statistique servant au calcul des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface, système en vigueur depuis le Congrès de Londres 1929.

2. A ce propos, il a été notamment formulé au cours des débats les remarques suivantes:

- la statistique servant de base à la rémunération des frais de transit remonte au Congrès de Berne 1874;
- le système actuel de statistique a été créé à une époque où la totalité du courrier était acheminée par voie de surface (maritime et terrestre);
- pendant de nombreuses années, le transport maritime était assuré par des navires qui empruntaient des itinéraires stables et connus, ce qui n'est plus le cas depuis le développement du transport aérien;
- étant donné que l'absence de stabilité du transport maritime a une incidence sur la régularité de l'acheminement du courrier de surface, il est dans certains cas impossible de former des dépêches avant plusieurs semaines car les moyens d'acheminement manquent, ce qui pose la question de savoir si une période de statistique de quatorze ou de vingt-huit jours prise pendant une seule année est réellement représentative du volume des échanges effectués pendant trois ans;
- nonobstant ce qui précède, si l'on envisage le problème du seul point de vue de la rémunération du transit, on serait tenté de conclure que le système actuel pourrait continuer d'être appliqué étant donné que cette rémunération n'a pas une importance majeure par rapport à d'autres éléments financiers du service postal international;
- la statistique triennale appliquée jusqu'au Congrès de Tokyo 1969 pour le calcul des frais de transit a été étendue à l'ensemble des échanges postaux de surface afin de déterminer les frais terminaux, dont les incidences financières sont pour de nombreux pays très importantes.

Aussi y aurait-il lieu, de l'avis de la grande majorité des pays, de corriger les imperfections du système actuel ou de l'abandonner en le remplaçant par un autre.

3. Sur la base des considérations qui précèdent et de nombreuses autres dont il n'est pas fait état ici pour des raisons de brièveté, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la résolution C 62 qui charge le Conseil exécutif:

- 1° d'étudier dans quelle mesure le système de statistique actuel visant la détermination équitable des frais de transit territorial et maritime et des frais terminaux du courrier de surface reste valable et, si tel est le cas, de proposer éventuellement les améliorations qui s'imposent;
- 2° d'étudier, dans le cas contraire, d'autres possibilités d'évaluation du trafic en vue du calcul des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface.

II. Evolution de l'étude

Conseil exécutif 1980

4. Pour le développement de l'étude considérée, le Conseil exécutif a adopté la procédure suivante:

- examen d'autres moyens d'évaluer le trafic du courrier de surface auquel seraient appliqués les taux des frais de transit et des frais terminaux, sans exclure la possibilité d'adopter un moyen distinct pour chacune de ces deux catégories de trafic;

- comparaison des moyens entrant en ligne de compte avec le système actuel en vue de déterminer celui (ceux) qui répond(ent) le mieux aux besoins des Administrations postales;
 - dans le cas du choix d'un ou de plusieurs autres moyens, établissement des propositions de modification des Actes qu'il(s) entraîne(nt);
 - s'il s'avère, en revanche, que le système actuel reste valable, examen des possibilités d'améliorer ledit système et préparation des propositions de modification des Actes appropriées.
5. Pour ce qui est des autres moyens éventuels d'évaluer le trafic, les possibilités suivantes ont été examinées:
- calcul du poids total annuel de toutes les dépêches confectionnées sur la base du poids réel — ce qui suppose le pesage de tous les sacs formant les dépêches selon les catégories LC, AO et sacs M, à moins que ces données ne figurent sur les feuilles de route, bordereaux, connaissements, manifestes, etc., fournis aux entreprises de transport;
 - calcul du poids total annuel de toutes les dépêches confectionnées à partir du nombre réel de sacs expédiés (éventuellement par catégories LC, AO et sacs M, par catégories de poids des sacs, etc.);
 - l'un ou l'autre des divers systèmes d'échantillonnage basés sur la méthode statistique.
6. Tant sur le fond de la question que sur l'opportunité de créer un Groupe de travail pour mener cette étude, un large échange de vues a eu lieu au sein du Conseil exécutif; ces vues peuvent être résumées comme suit:

a) Fond de la question

- Une nette tendance s'est dégagée pour reconnaître les imperfections du système actuel de statistique, imperfections ayant leur répercussion sur le calcul des frais terminaux notamment.
- Le système actuel est en vigueur depuis longtemps et se trouve dépassé eu égard à la rémunération des frais terminaux par catégories d'envois.
- Le trafic annuel présente des variations dues à des circonstances diverses qui peuvent ne pas être reflétées dans les résultats de la statistique.
- La période statistique de quatorze ou de vingt-huit jours n'est pas représentative du volume des échanges pendant une durée de trois ans.
- Le système actuel porte préjudice aux intérêts des pays en développement, s'agissant de la rémunération des frais terminaux.
- Cet échange de vues a fait apparaître la nécessité de mener une étude d'ensemble à confier à un Groupe de travail.

b) Constitution d'un Groupe de travail

- Pour la constitution d'un Groupe de travail, il a été fait observer qu'il convenait de tenir compte des intérêts aussi bien des pays débiteurs et créditeurs que des différentes régions géographiques, tout en ayant à l'esprit le souci de l'efficacité.

7. Finalement, le Conseil exécutif a décidé de confier l'étude sur le système actuel de statistique à un Groupe de travail comprenant l'Amérique (Etats-Unis), l'Argentine (pays rapporteur), le Chili, la Chine (Rép. pop.), la Côte d'Ivoire (Rép.), la France, l'Inde et la Tchécoslovaquie.

Conseil exécutif 1981

8. Sur la base des orientations données par le Conseil exécutif, l'Argentine, pays rapporteur du Groupe de travail, a consulté les membres de ce Groupe afin de connaître leur avis sur la structure à donner à un questionnaire destiné à l'ensemble des Administrations postales de l'Union.

9. A la suite de la diffusion du questionnaire à toutes les Administrations postales de l'Union, 81 réponses sont parvenues, ce qui a permis de dégager les tendances suivantes:

- a) le système actuel de statistique n'est pas satisfaisant;
- b) le système actuel devrait être amélioré ou remplacé par un autre système d'évaluation (avis de la majorité);

- c) dans le cas de l'adoption d'un nouveau système d'évaluation du trafic, deux possibilités ont été proposées:
- calcul sur la base du poids réel des dépêches;
 - comptage systématique des sacs classés par catégories de poids et d'envois.
10. L'Argentine, pays rapporteur, a été chargée de préparer un nouveau questionnaire destiné à l'ensemble des Administrations sur trois variantes, à savoir:
- amélioration du système actuel de statistique;
 - système basé sur le poids réel des dépêches;
 - d'autres systèmes d'évaluation, par exemple le comptage permanent des sacs classés par catégories d'envois et par catégories de poids.

Conseil exécutif 1982

11. Diffusé le 30 novembre 1981, le nouveau questionnaire a permis de recueillir 83 réponses, dont l'analyse a conduit aux résultats suivants:

- amélioration du système de statistique actuel:
32 réponses affirmatives 41 %
- poids réel des dépêches:
27 réponses affirmatives 35 %
- autres systèmes d'évaluation du trafic:
19 réponses affirmatives 24 %

Au sujet du résultat ci-dessus, on peut formuler une remarque, à savoir: si l'"amélioration du système de statistique actuel" est la variante qui — considérée isolément — occupe la première place par le nombre de réponses en sa faveur, les autres réponses ont ceci en commun qu'elles reconnaissent la nécessité de changer de système et, toutes ensemble, représentent l'opinion de la majorité des Administrations qui ont pris part à la consultation, ce qui peut s'exprimer de la façon suivante:

- amélioration du système de statistique actuel 41 %
- remplacement par d'autres systèmes 59 %

12. Au cours des discussions, des objections ont été présentées quant à la possibilité d'adopter un système basé sur le poids réel des expéditions, étant donné la surcharge de travail que le pesage systématique des sacs représenterait pour les bureaux expéditeurs. Des doutes ont aussi été émis quant à la possibilité de procéder à une ventilation permanente des sacs par catégories tarifaires et de poids. Sur la base d'une suggestion du pays rapporteur, présentée comme solution de compromis entre le système actuel et le système de poids réel, le Conseil exécutif a chargé le pays rapporteur de préparer — en collaboration avec le Bureau international — pour la session 1983 du CE un document portant sur les deux variantes suivantes:

- a) *comptage systématique et annuel des sacs classés par catégories tarifaires et de poids;*
- b) *comptage systématique et annuel des sacs et détermination des proportions des catégories tarifaires et de poids selon un échantillonnage d'une durée d'un mois au maximum.*

13. On entend par catégories tarifaires les catégories actuellement en vigueur telles qu'adoptées par le Congrès de Rio de Janeiro pour les frais terminaux, à savoir, d'une part, la catégorie LC/AO et, d'autre part, la catégorie des sacs M, étant entendu que si le Congrès de Hamburg adopte des taux de rémunération des frais terminaux différents, par exemple pour les LC et les AO, il sera nécessaire d'adapter, en conséquence, les catégories tarifaires exposées dans l'étude.

14. Pour ce qui est des catégories de poids prises en considération dans cette étude, il s'agit de celles qui sont actuellement en vigueur, à savoir:

- sacs légers: jusqu'à 5 kg, avec un poids moyen de 3 kg;
- sacs moyens: plus de 5 jusqu'à 15 kg, avec un poids moyen de 12 kg;
- sacs lourds: plus de 15 jusqu'à 30 kg, avec un poids moyen de 26 kg.

Description des deux systèmes

15. Le système a) revient grosso modo à obtenir de manière permanente les données actuellement fournies à l'occasion de la statistique triennale. C'est-à-dire qu'une nouvelle feuille d'avis C 12, comprenant les informations figurant actuellement sur la feuille d'avis spéciale C 15, serait servie pendant toute l'année, ce qui permettrait d'avoir au moment du décompte de fin d'année le nombre exact des sacs expédiés différenciés par catégories tarifaires (LC/AO et sacs M) et par poids (légers, moyens et lourds).

16. Le système b) se différencie du système a) par le fait que le dénombrement global des sacs est effectué de manière exhaustive, mais la répartition de ces sacs entre les catégories LC/AO, d'une part, et la catégorie des sacs M, d'autre part, se fait sur la base d'une statistique d'un mois au moyen de la feuille d'avis spéciale C 15. Il en est de même de la répartition des sacs par catégories de poids (légers, moyens et lourds).

Conseil exécutif 1983

17. L'Argentine (pays rapporteur) et le Bureau international ayant été chargés de développer ces deux systèmes ont présenté au CE 1983 un document contenant des analyses, des diagrammes, de nouvelles formules ainsi que des propositions de modification de la Convention et de son Règlement d'exécution découlant de chacun des deux systèmes envisagés.

18. En outre, il a été considéré que les systèmes a) et b) constituent en fait une amélioration du système de statistique triennale, même si la charge de travail qui en résulte n'est pas comparable; en effet:

- le calcul du poids selon le système a) est fondé sur les mêmes bases que celles du système actuel de statistique, la seule différence importante certes résidant dans un comptage annuel des sacs classés par catégories tarifaires et de poids au lieu de les calculer par extrapolation des résultats d'une courte période de statistique;
- le système b) est basé également sur un comptage annuel des sacs, mais la détermination des proportions des catégories tarifaires et de poids se fait durant une période de statistique d'un mois, similaire au système actuel.

19. Il va sans dire que chaque système comporte ses propres avantages. Le système b) est plus facile à exécuter du point de vue de l'exploitation postale, tandis que le système a) conduit à des résultats beaucoup plus fiables.

20. Eu égard aux avis divergents qui se sont manifestés au cours des délibérations et malgré la tendance majoritaire en faveur du système a), le Conseil exécutif 1983 a tenu compte de l'importance de cette étude et a, en conséquence, différé la prise d'une décision jusqu'à sa session 1984. Il a chargé, de nouveau, l'Argentine et le Bureau international de perfectionner les systèmes a) et b), compte tenu des observations et suggestions faites par plusieurs Administrations, ainsi que des décisions découlant des travaux du Groupe de travail des frais terminaux. Certaines des Administrations ont, à nouveau, insisté pour une troisième solution visant l'amélioration du système actuel de statistique, mais aucune proposition précise n'a été faite à ce sujet et les interventions ayant eu lieu au cours des débats reviennent plus ou moins à maintenir le statu quo.

Conseil exécutif 1984

21. Après une revision soigneuse des systèmes a) et b), l'Argentine et le Bureau international ont constaté qu'il n'est pas possible d'introduire des améliorations dans la structure proprement dite de chacun des deux systèmes, mais certaines modifications et précisions y ont été incorporées afin de les compléter.

22. Par contre, un nouveau système intermédiaire a été préparé; il porte sur une réduction de la charge du travail découlant du système a) et une amélioration du degré de précision du système b). Ce troisième système consiste en un *comptage permanent des sacs classés par catégories tarifaires et en la détermination des proportions des catégories de poids selon une statistique d'une durée d'un mois (système c)*.

III. Recommandations du Groupe de travail des frais terminaux (GT 3)

23. Le Groupe de travail des frais terminaux, après sa dernière réunion (8/9 décembre 1983) a recommandé l'adoption de taux de frais terminaux moyens mondiaux, par kg, différenciés pour les LC, pour les AO et pour les sacs M, calculés selon le principe de l'équivalence.

24. Pour que cette recommandation puisse être appliquée, il est nécessaire que le déséquilibre en poids du courrier international soit déterminé séparément pour les LC, pour les AO et pour les sacs M, transmis *aussi bien par la voie de surface que par la voie aérienne*.

IV. Conséquences de l'adoption de taux de frais terminaux différenciés pour les LC, pour les AO et pour les sacs M

Courrier-avion

25. Le poids réel du courrier-avion est indiqué sur le bordereau AV 7 pour l'ensemble du courrier LC/AO, d'une part, et pour les sacs M, d'autre part. L'adoption de taux des frais terminaux différenciés exige la ventilation du poids réel total LC/AO pour ces deux catégories de courrier. Une telle ventilation peut se faire:

- a) en permanence, avec séparation des LC et des AO dans des sacs différents, ce qui implique une adaptation des formules AV 7, AV 3bis et AV 5bis, ou
- b) selon des proportions déterminées lors d'une période statistique, pendant laquelle le courrier LC et le courrier AO sont séparés dans des sacs différents. Ces proportions sont par la suite appliquées au poids total annuel des sacs LC/AO.

Courrier de surface

26. Parmi les principales conséquences de l'adoption de taux de frais terminaux différenciés sur les systèmes statistiques présentés, il est à relever les suivantes:

- le système a) adapté devient d'exécution pratique plus difficile, étant donné que les LC ne sont pas toujours séparés des AO dans des sacs distincts et que l'exécution en permanence d'une telle séparation introduirait des complications non souhaitables dans les opérations des bureaux d'échange internationaux;
- le système b), adapté ou non, est le moins fiable, étant donné que toutes les proportions des catégories tarifaires et de poids sont déterminées pendant une courte période statistique;
- le système c) représente, à l'origine, une amélioration du système b). En effet, dans le système c), les sacs LC/AO et les sacs M sont séparés et comptés en permanence, une telle séparation facilitant déjà l'exécution d'une statistique pour le calcul des proportions.

V. Proposition d'un système statistique d'application pratique aisée tenant compte des taux de frais terminaux différenciés LC, AO et sacs M (variante C 1)

27. Le besoin de procéder à des statistiques périodiques pour déterminer les proportions en poids des LC et des AO dans le courrier transmis par la voie aérienne laisse supposer qu'il serait intéressant d'en faire de même pour le courrier de surface, si possible en faisant coïncider la période d'exécution des deux statistiques (voie de surface et voie aérienne). En outre, les méthodes d'exécution des deux statistiques, leur périodicité et la période d'application de leurs résultats devraient être compatibles pour éviter l'introduction de deux systèmes statistiques différents et parallèles au sein de l'Union, comme ce serait le cas avec le système a).

28. Ces réflexions ont amené le pays rapporteur et le Bureau international à présenter une nouvelle variante du système statistique dérivée du système c), adaptée de façon à éviter la séparation en permanence des LC et des AO dans des sacs distincts et visant l'adoption d'un seul système valable tant pour le courrier-avion que pour le courrier de surface. Ce nouveau système est élaboré de façon à fournir avec exactitude les proportions en poids des LC et des AO, dans les échanges bilatéraux entre les pays, pour l'application des taux différenciés de frais terminaux "LC", "AO" et "sacs M".

Variante C 1 pour le courrier-avion

29. Cette variante consiste à déterminer les proportions en poids des LC et des AO d'après une période de statistique d'une durée d'un mois. Ces proportions sont à appliquer au poids total annuel des sacs LC/AO relevé des bordereaux AV 7. Le poids total des sacs M est indiqué séparément sur ces bordereaux.

Variante C 1 pour le courrier de surface

30. Cette variante consiste à déterminer les proportions des sacs LC et AO et les poids moyens des sacs LC, AO et sacs M, d'après une période de statistique d'une durée d'un mois. Ces proportions et ces poids moyens sont à appliquer au nombre total annuel des sacs relevé des feuilles d'avis C 12.

Délibérations

31. Pour la détermination du poids du courrier servant au règlement des comptes des frais de transit et des frais terminaux, les membres du Conseil exécutif se sont exprimés en faveur des systèmes a) et C 1 seulement, c'est-à-dire:

Courrier de surface

Système a) (voir diagramme en annexe 1):

- 1° inscription pendant toute l'année, sur les feuilles d'avis C 12, de tous les sacs de dépêches dûment classés par catégories tarifaires (LC, AO, M) et par catégories de poids (légers, moyens, lourds). Le courrier LC doit être séparé en permanence du courrier AO dans des sacs distincts;
- 2° multiplication du nombre total annuel des sacs de chaque catégorie tarifaire et de poids par les poids moyens des tranches de poids, fixés actuellement à 3 kg (sacs légers), 12 kg (sacs moyens) et 26 kg (sacs lourds).

Système C 1 (voir diagramme en annexe 2):

- 1° inscription pendant toute l'année sur les feuilles d'avis C 12 de tous les sacs de dépêches, classés en LC/AO, d'une part, et sacs M, d'autre part;
- 2° pendant une période de statistique d'un mois, inscription sur un bordereau spécial de tous les sacs de dépêches classés par catégories tarifaires LC, AO et sacs M avec l'indication de leurs poids réels. Pendant cette période, le courrier LC et le courrier AO doivent être séparés dans des sacs distincts.
Cette période de statistique a pour but:
 - de déterminer le poids moyen des sacs LC/AO et des sacs M;
 - de déterminer les proportions en poids des LC et des AO dans le courrier LC/AO;
- 3° application de ces résultats au nombre total annuel des sacs LC/AO et sacs M pour déterminer séparément le poids de chaque catégorie LC, AO et sacs M.

Courrier-avion pour les systèmes a) et C 1 (voir diagramme en annexe 3):

- 1° maintenir le système actuel permettant de calculer le poids annuel des envois LC/AO et des sacs M, sur la base des indications des bordereaux AV 7;
- 2° pendant une période de statistique d'un mois, inscription sur un bordereau spécial de tous les sacs LC/AO classés par catégories tarifaires LC et AO, avec l'indication de leurs poids réels. Pendant cette période, le courrier LC et le courrier AO doivent être séparés dans des sacs distincts.
Cette période de statistique a pour but de déterminer les proportions en poids des sacs LC et des sacs AO;

3° application de ces proportions au poids total annuel des sacs LC/AO pour déterminer le poids séparément de chaque catégorie LC et AO. Le poids réel des sacs M est obtenu directement des bordereaux AV 7.

32. De l'avis de certains membres, le système a) permet d'obtenir des résultats fiables, compte tenu du comptage permanent des sacs classés par catégories tarifaires et de poids. Mais, pour d'autres membres, c'est un système dont la mise à exécution est la plus difficile compte tenu précisément de la classification permanente des sacs en trois catégories tarifaires (LC, AO et sacs M) et de la classification de chacune des catégories tarifaires en trois catégories de sacs selon le poids (légers, moyens et lourds), ce qui conduit à effectuer en permanence le pesage et la séparation de sacs en neuf groupes. Les distorsions découlant du système de classement des sacs par tranche de poids constituent un inconvénient additionnel du système a).

33. Pour d'autres membres, le système C 1 est le plus fiable et le plus facile à adapter aux services postaux sans créer trop de changements et sans trop augmenter la charge de travail, aussi bien de l'Administration d'origine que de destination. En outre, ce système, valable aussi pour le courrier-avion, vise le calcul d'un poids moyen de sacs en partant du poids réel des sacs considérés pendant la période de statistique. Ce système élimine en outre les distorsions résultant des poids moyens 3 kg, 12 kg et 26 kg, distorsions illustrées par les exemples suivants:

- 15 kg de courrier sont comptés pour 12 kg s'ils sont insérés dans un sac de la catégorie "sacs moyens" et pour 9 kg s'ils sont insérés dans trois sacs de la catégorie "sacs légers";
- 6 kg de courrier sont comptés pour 12 kg s'ils sont insérés dans un sac de la catégorie "sacs moyens" et pour 6 kg s'ils sont insérés dans deux sacs de la catégorie "sacs légers";
- 20 kg de courrier sont comptés pour 26 kg s'ils sont insérés dans un sac de la catégorie "sacs lourds", pour 24 kg s'ils sont insérés dans deux sacs de la catégorie "sacs moyens" et pour 12 kg s'ils sont insérés dans quatre sacs de la catégorie "sacs légers".

34. Bien qu'une majorité se soit dégagée en faveur du système C 1, le Conseil exécutif a décidé de présenter à la considération du Congrès le système a) et le système C 1. Il a, par ailleurs, chargé le Bureau international de préparer les propositions de modification à la Convention et à son Règlement d'exécution, découlant de chaque système, en prenant en considération les directives ci-après:

- 1° établissement des relevés annuels et des relevés statistiques par les Administrations de destination (systèmes a) et C 1);
- 2° établissement d'un seuil d'exonération de 1000 francs-or au lieu de 100 kg dans le règlement des comptes des frais terminaux (systèmes a) et C 1);
- 3° établissement d'une statistique annuelle (système C 1);
- 4° détermination des proportions en poids des sacs LC et AO du courrier-avion selon un système compatible avec celui du courrier de surface.

VI. Revision des échelons de poids et poids moyens des sacs

35. Lors de la réunion tenue le 6 mai 1982, la Commission 5 a décidé de charger le pays rapporteur et le Bureau international de préparer pour la réunion de 1983 un document portant sur la possibilité de modifier les échelons de poids et les poids moyens des sacs avec l'introduction d'une quatrième catégorie de poids de sacs qui se situerait entre 25 et 30 kg et l'adoption de nouveaux poids moyens statistiques pour chaque catégorie des poids des sacs.

36. Un document préparé par le pays rapporteur et le Bureau international, fondé sur les résultats de la consultation faite au moyen d'un questionnaire en novembre 1981, a informé le CE 1983 que 57% des Administrations consultées étaient favorables au maintien du statu quo en ce qui concerne les trois catégories de poids des sacs et les poids moyens correspondants, c'est-à-dire:

<i>Catégorie de poids</i>	<i>Poids moyen</i>
jusqu'à 5 kg	3 kg
de 5 à 15 kg	12 kg
de 15 à 30 kg	26 kg

37. Compte tenu des résultats partiels de l'étude, selon lesquels le système actuel de statistique devrait être remplacé par un autre, fondé sur le nombre réel annuel des sacs, le CE 1983 a chargé le pays rapporteur et le Bureau international de procéder à une nouvelle consultation sur les catégories de poids des sacs, sur l'introduction éventuelle dans le Règlement d'exécution de la Convention d'une disposition laissant aux Administrations la faculté de se mettre d'accord sur les poids moyens à adopter pour l'application du système de statistique, et sur la possibilité de porter de 250 g à 500 g la marge de tolérance pour le classement des sacs (Convention, Règlement, article 174, paragraphe 1).

38. Les résultats principaux de cette consultation sont les suivants:

- a) la plupart des 80 Administrations ayant répondu à ces questions se sont prononcées pour le maintien des trois catégories de poids et des poids moyens actuels des sacs. Le pourcentage des Administrations favorables à trois catégories de sacs, avec ou sans revision des poids moyens, se monte à 62%. Par contre, les Administrations favorables à l'adoption de quatre catégories de poids ont manifesté leur accord sur les poids moyens suggérés lors de la consultation, à savoir:

<i>Catégorie de poids</i>	<i>Poids moyen</i>
jusqu'à 5 kg*	3 kg
de 5 à 15 kg*	12 kg
de 15 à 25 kg	22 kg
de 25 à 30 kg	28 kg
<hr/>	
de 15 à 30 kg*	26 kg

39. Par ailleurs, pour faciliter la prise d'une décision en la matière, la France a présenté une étude fondée sur les données de l'échantillonnage, menée dans le cadre de l'étude des frais terminaux fournie par le Brésil. Ses résultats (les sacs de plus de 30 kg n'ayant pas été pris en considération) sont les suivants:

<i>Catégorie de poids</i>	<i>Poids moyen</i>
0 à 5 kg	2,88 kg
5 à 15 kg	10,96 kg
15 à 25 kg	19,25 kg
25 à 30 kg	27,30 kg
<hr/>	
15 à 30 kg	20,42 kg

- b) 60% des Administrations ayant participé à la consultation sont contre l'introduction éventuelle, dans le Règlement d'exécution de la Convention, d'une disposition laissant aux Administrations la faculté de se mettre d'accord sur les poids moyens à adopter pour l'application du système de statistique;
- c) 56% des Administrations ayant participé à la consultation sont favorables à ce que la marge de tolérance pour le classement des sacs soit portée de 250 g à 500 g.

Le Conseil exécutif n'a pas pris de décision au sujet de la création d'une quatrième catégorie de poids des sacs. Il a cru devoir laisser au Congrès le soin d'en décider.

40. En cas d'adoption du système a), le Congrès devrait donc, en ce qui concerne les catégories de poids et poids moyens des sacs, prendre position sur les points suivants:

- 1° le maintien du système de 3 catégories de sacs ou l'adoption d'un système de 4 catégories de sacs;
- 2° les poids moyens des sacs pour les catégories retenues;
- 3° l'opportunité de porter de 250 g à 500 g la marge de tolérance admise pour le poids maximal de la catégorie dans laquelle un sac a été inscrit (Règlement d'exécution de la Convention, article 174, paragraphe 1) à 500 g.

* Catégories de poids actuelles.

41. *En cas d'adoption du système C 1, fondé sur un seul poids moyen des sacs, déterminé d'après le poids réel des sacs pendant une période de statistique, une classification des sacs par catégories de poids (légers, moyens et lourds) ne serait plus nécessaire.*

VII. Conclusions

42. Vu ce qui précède, le Congrès est invité à se prononcer:

1° sur l'adoption de l'un des deux systèmes présentés, c'est-à-dire le système a) ou le système C 1 (voir chiffre 31);

2° en cas d'adoption du système a):

- sur les propositions découlant de ce système: propositions 3061.6, 3062.5, 3065.5, 3066.1, 3501.1, 3556.1, 3562.1, 3569.91, 3569.92, 3570.4, 3571.1, 3572.3, 3573.3, 3574.91, 3574.92, 3575.1, 3576.1, 3577.1, 3577.92, 3578.5, 3578.91, 3578.92, 3578.93, 3578.94, 3578.95, 3578.96, 3579.4, 3580.3, 3580.91, 3581.5, 3583.2, 3583.91, 3584.2, 3585.2, 3912.1, 3915.1, 3917.2, 3917.3, 3920.1, 3920.2, 3921.1, 3921.2;
- sur la possibilité d'adoption d'une quatrième catégorie de sacs (25 à 30 kg) pour la détermination du poids des dépêches;
- sur les poids moyens de chaque catégorie de sacs. Proposition 3579.5;
- sur l'opportunité de porter de 250 g à 500 g la marge de tolérance admise pour le poids maximal. Proposition 3574.7;

3° en cas d'adoption du système C 1, sur les propositions découlant de ce système: propositions 3061.7, 3062.6, 3065.6, 3066.2, 3501.2, 3556.2, 3562.2, 3569.93, 3569.94, 3569.95, 3569.96, 3569.97, 3570.5, 3571.2, 3572.4, 3573.4, 3574.8, 3574.93, 3574.94, 3574.95, 3575.2, 3576.2, 3577.2, 3577.91, 3577.93, 3578.6, 3578.97, 3579.6, 3579.91, 3580.4, 3580.92, 3581.6, 3583.3, 3584.3, 3585.3, 3912.2, 3912.91, 3912.92, 3915.2, 3915.91, 3915.92, 3917.4, 3917.5, 3920.3, 3920.4, 3921.3, 3921.4, 3928.2, 3957.1, 3953.3, 3955.3, 3915.93, 3915.94, 3915.95, 3962.3.

Berne, le 28 mars 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Liste des annexes

Diagramme concernant le système a) pour le courrier de surface	annexe 1
Diagramme concernant le système C 1 pour le courrier de surface	annexe 2
Diagramme concernant le système C 1 pour le courrier-avion	annexe 3
Tableau comparatif des dispositions selon le système a)	annexe 4
Tableau comparatif des dispositions selon le système C 1	annexe 5

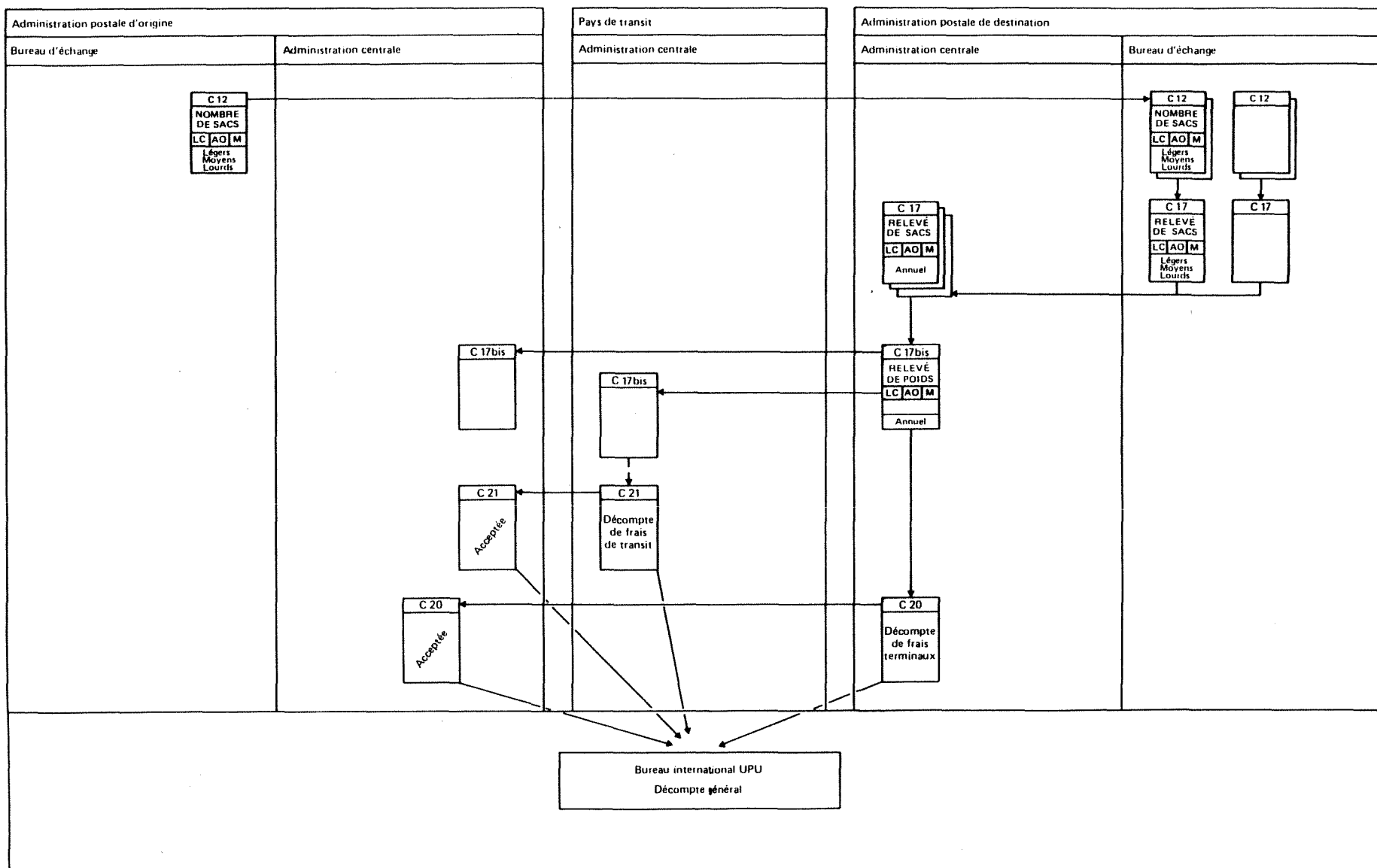
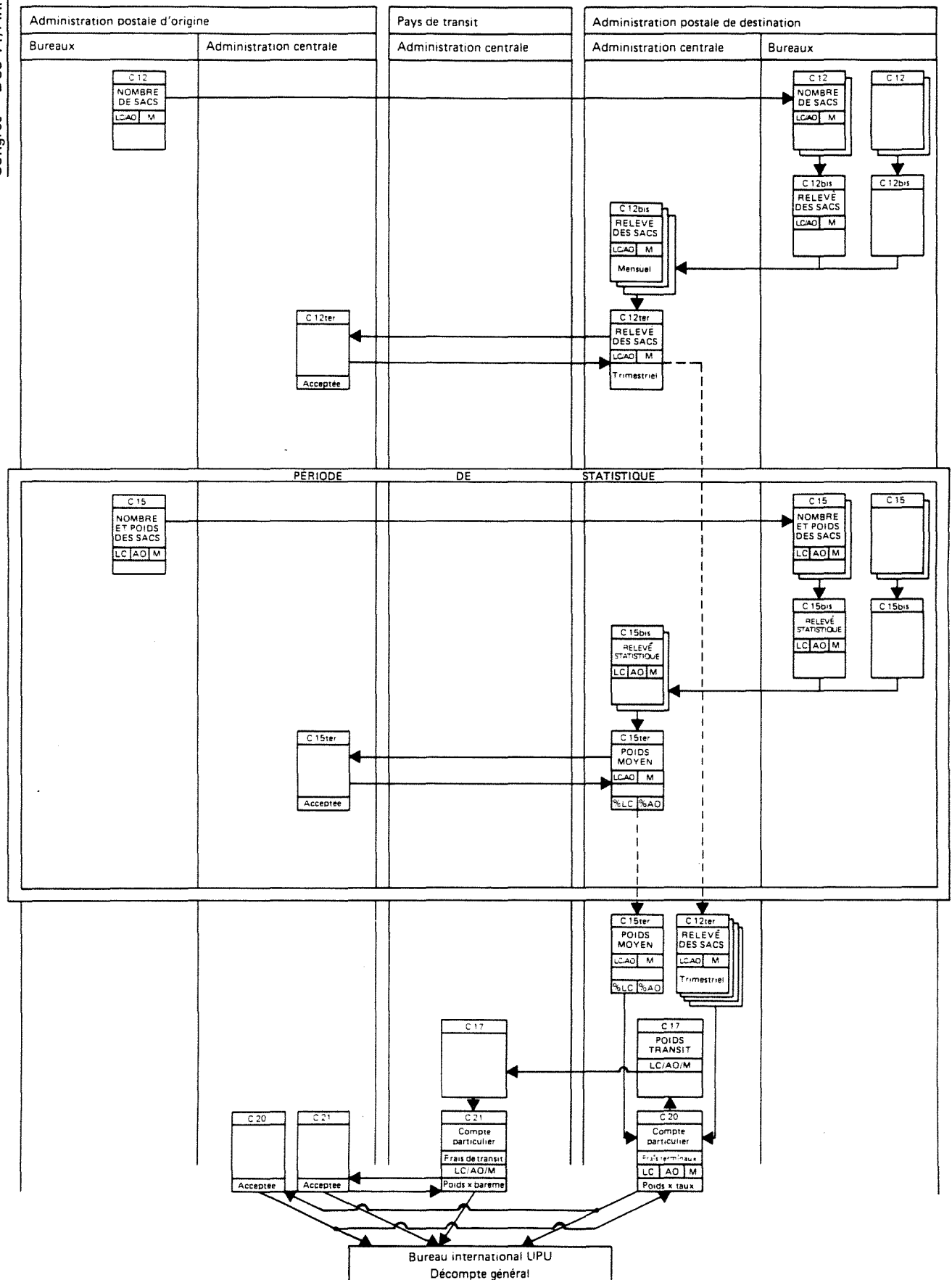


Diagramme représentant le système C 1 en vue du règlement des comptes des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface fondé sur un comptage permanent des sacs LC/AO et des sacs M et sur la détermination du poids moyen des sacs de chacun de ces groupes, ainsi que des proportions en poids des LC et des AO, selon les résultats d'une statistique annuelle d'une durée d'un mois



Système C 1 — Courrier-avion

Diagramme représentant le système en vue du règlement des comptes des frais terminaux du courrier-avion selon une ventilation du poids du courrier LC/AO à partir des proportions des LC et des AO déterminées lors d'une période de statistique annuelle d'une durée d'un mois (le poids réel des sacs LC/AO et des sacs M étant connu en permanence)

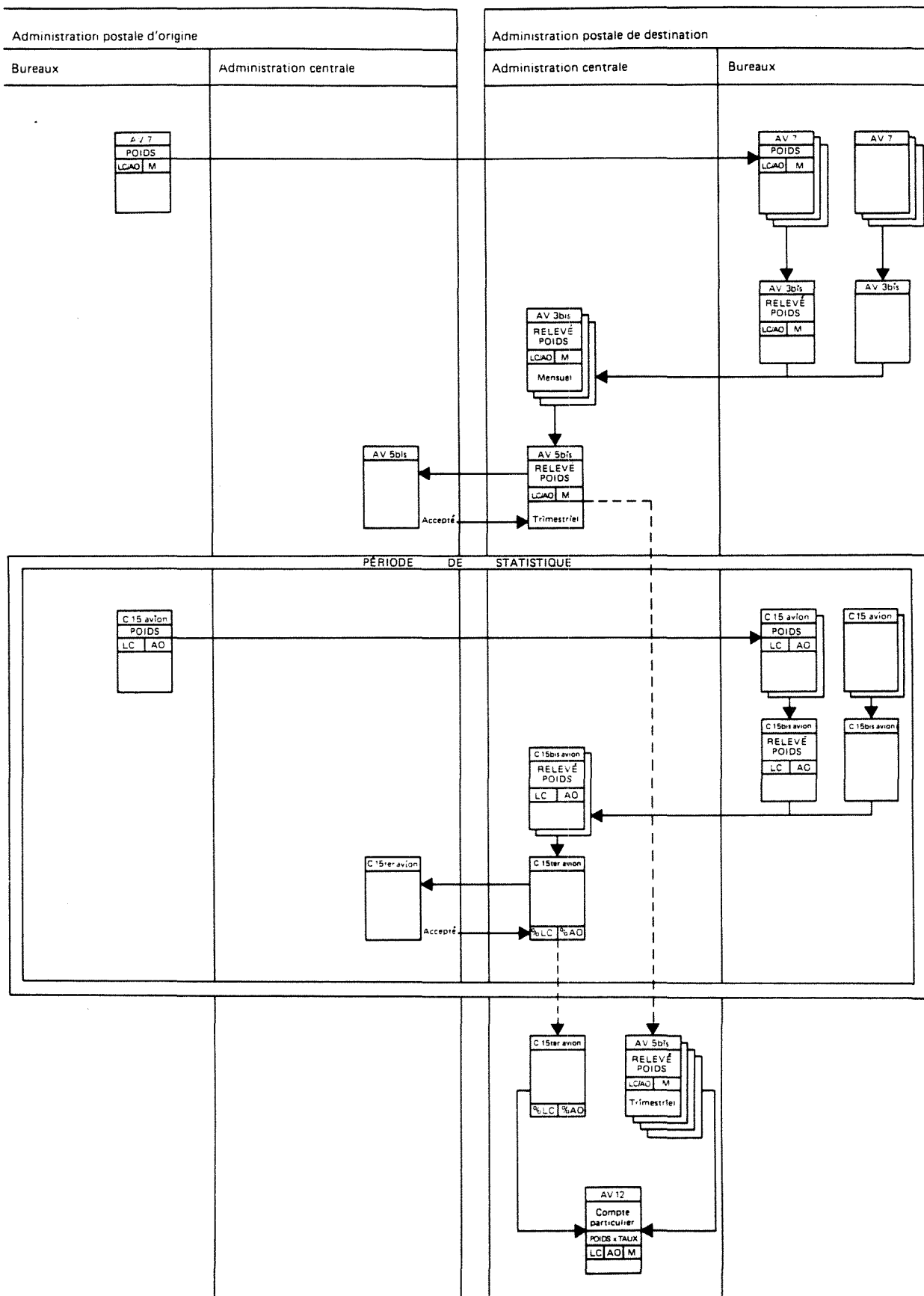


Tableau comparatif

Système a)

Dispositions actuelles	Modifications proposées
Convention postale universelle	Convention postale universelle
Deuxième partie	Deuxième partie
Chapitre IV	Chapitre IV
Attribution des taxes. Frais de transit et frais terminaux	Attribution des taxes. Frais de transit et frais terminaux
Article 61 Frais de transit	Article 61 Frais de transit
Paragraphe 1 Paragraphe 2 Paragraphe 3 Paragraphe 4 Paragraphe 5 Paragraphe 6 Paragraphe 7	Paragraphe 1 sans changement Paragraphe 2 sans changement Paragraphe 3 sans changement Paragraphe 4 sans changement Paragraphe 5 sans changement Paragraphe 6 sans changement Paragraphe 7 <u>supprimé</u>
Article 62 Frais terminaux	Article 62 Frais terminaux
Paragraphe 1 Paragraphe 2 Paragraphe 3 Paragraphe 4	Paragraphe 1 sans changement Paragraphe 2 sans changement Paragraphe 3 sans changement Paragraphe 4 <u>supprimé</u>
Article 63 Exemption de frais de transit et de frais terminaux	Article 63 Sans changement
Article 64 Services extraordinaires	Article 64 Sans changement

Dispositions actuelles	Modifications proposées
Article 65 Décompte des frais de transit et des frais terminaux	Article 65 Décompte des frais de transit et des frais terminaux
Paragraphe 1	Paragraphe 1 <u>modifié</u>
Paragraphe 2	Paragraphe 2 <u>modifié</u>
Paragraphe 3	Paragraphe 3 <u>modifié</u>
Paragraphe 4	Paragraphe 4 <u>modifié</u>
Paragraphe 5	Paragraphe 5 <u>supprimé</u>
Paragraphe 6	Paragraphe 6 sans changement
Paragraphe 7	Paragraphe 7 <u>modifié</u>
Article 66 Echange de dépêches closes avec des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et avec des bâtiments ou des avions de guerre	Article 66 Echange de dépêches closes avec des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et avec des bâtiments ou des avions de guerre
Paragraphe 1	Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2	Paragraphe 2 sans changement
Paragraphe 3	Paragraphe 3 sans changement
Paragraphe 4	Paragraphe 4 <u>modifié</u>
Règlement d'exécution	Règlement d'exécution
Première partie	Première partie
Article 101 Etablissement et liquidation des comptes	Article 101 Etablissement et liquidation des comptes
Paragraphe 1	Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2	Paragraphe 2 <u>modifié</u>
Paragraphe 3	Paragraphe 3 sans changement
Article 156 Feuilles d'avis	Article 156 Feuilles d'avis
Paragraphe 1	Paragraphe 1 <u>modifié</u>
Paragraphe 2	Paragraphe 2 <u>modifié</u>
Paragraphe 3	Paragraphe 3 sans changement
Paragraphe 4	Paragraphe 4 sans changement
Article 162 Etiquetage des dépêches	Article 162 Etiquetage des dépêches
Paragraphe 1	Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2	Paragraphe 2 sans changement

Dispositions actuelles	Modifications proposées
Paragraphe 3 Paragraphe 4	Paragraphe 3 sans changement Paragraphe 4 sans changement Paragraphe 4bis transféré du paragraphe 2 de l'article 172
Paragraphe 5 Paragraphe 6 Paragraphe 7 Paragraphe 8	Paragraphe 5 <u>supprimé</u> Paragraphe 6 sans changement Paragraphe 7 sans changement Paragraphe 8 sans changement
Titre V	Titre V
Dispositions concernant les frais de transit et les frais terminaux	Dispositions concernant les frais de transit et les frais terminaux <u>(surface et avion)</u>
Chapitre I	Chapitre I
Opérations de statistique	Opérations <u>pour la détermination du poids annuel des sacs du courrier de surface</u>
Article 170 Période, durée et application de la statistique	Article 170 <u>Comptage permanent des sacs du courrier de surface</u>
Paragraphe 1 Paragraphe 2 Paragraphe 3 Paragraphe 4 Paragraphe 5	Paragraphe 1 <u>modifié</u> Paragraphe 1bis <u>nouveau</u> Paragraphe 2 <u>supprimé</u> Paragraphe 3 <u>supprimé</u> Paragraphe 4 <u>supprimé</u> Paragraphe 5 <u>supprimé</u>
Article 171 Dépêches-avion	Article 171 Transféré à l'article <u>174ter</u>
Article 172 Confection et étiquetage des dépêches closes pendant la période de statistique	Article 172 <u>Supprimé</u>
Article 173 Feuille d'avis spéciale	Article 173 <u>Supprimé</u>
Article 174 Vérification des dépêches closes et établissement, transmission et acceptation des relevés statistiques correspondants	Article 174 Vérification <u>des catégories des sacs du courrier de surface</u>
Paragraphe 1 Paragraphe 2 Paragraphe 3 Paragraphe 4 Paragraphe 5 Paragraphe 6 Paragraphe 7	Paragraphe 1 <u>modifié</u> Paragraphe 2 <u>supprimé</u> Paragraphe 3 <u>supprimé</u> Paragraphe 4 <u>supprimé</u> Paragraphe 5 <u>supprimé</u> Paragraphe 6 <u>supprimé</u> Paragraphe 7 <u>supprimé</u>

Dispositions actuelles	Modifications proposées
	<u>Article 174bis</u> <u>Transmission et acceptation des relevés annuels de sacs et de poids du courrier de surface</u>
	Paragraphe 1 <u>nouveau</u> Paragraphe 2 <u>nouveau</u> Paragraphe 3 <u>nouveau</u> Paragraphe 4 <u>nouveau</u> Paragraphe 5 <u>nouveau</u> Paragraphe 6 <u>nouveau</u>
	<u>Article 174ter</u> <u>Dépêches-avion en transit par voie de surface</u>
	Paragraphe 1 <u>nouveau</u> Paragraphe 2 <u>nouveau</u>
Article 175 Dépêches closes échangées avec des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et avec des bâtiments ou des avions de guerre	Article 175 Dépêches closes échangées avec des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et avec des bâtiments ou des avions de guerre
Paragraphe 1 Paragraphe 2	Paragraphe 1 <u>modifié</u> Paragraphe 2 sans changement
Article 176 Bulletin de transit	Article 176 Bulletin de transit <u>pour des dépêches de surface</u>
Paragraphe 1 Paragraphe 2 Paragraphe 3 Paragraphe 4 Paragraphe 5 Paragraphe 6	Paragraphe 1 <u>modifié</u> Paragraphe 2 <u>modifié</u> Paragraphe 3 <u>supprimé</u> Paragraphe 4 <u>modifié</u> Paragraphe 5 <u>modifié</u> Paragraphe 6 <u>modifié</u>
Article 177 Transmission des formules C 16, C 17, C 17bis et C 19. Dérogations	Article 177 <u>Supprimé</u>
Chapitre II	Chapitre II
Etablissement, transmission et acceptation des relevés de poids des dépêches-avion pour le calcul des frais terminaux	<u>Opérations pour la détermination du poids annuel des sacs du courrier-avion</u>

Dispositions actuelles	Modifications proposées
Article 178 Etablissement, transmission et acceptation des relevés de poids des dépêches-avion pour le calcul des frais terminaux	Article 178 <u>Supprimé</u>
Paragraphe 1 Paragraphe 2 Paragraphe 3 Paragraphe 4 Paragraphe 5 Paragraphe 6 Paragraphe 7	
	Article 178bis <u>Relevé de poids des dépêches-avion</u>
	Paragraphe 1 <u>nouveau</u> Paragraphe 2 <u>nouveau</u> Paragraphe 3 <u>nouveau</u>
	Article 178ter <u>Transmission et acceptation des états de poids des dépêches-avion</u>
	Paragraphe 1 <u>nouveau</u> Paragraphe 2 <u>nouveau</u> Paragraphe 3 <u>nouveau</u>
	Article 178quater <u>Période de statistique pour le calcul des frais terminaux du courrier-avion</u>
	Paragraphe 1 <u>nouveau</u> Paragraphe 2 <u>nouveau</u> Paragraphe 3 <u>nouveau</u> Paragraphe 4 <u>nouveau</u>
	Article 178quinquies <u>Etablissement des relevés statistiques de poids des sacs du courrier-avion</u>
	Paragraphe 1 <u>nouveau</u> Paragraphe 2 <u>nouveau</u>
	Article 178sexies <u>Vérification du poids et des catégories des sacs du courrier-avion</u>
	Paragraphe unique <u>nouveau</u>

Dispositions actuelles	Modifications proposées
Chapitre III	Chapitre III
Etablissement, règlement et revision des comptes	Etablissement, règlement, <u>approbation</u> et revision des comptes <u>des frais de transit et des frais terminaux (surface et avion)</u>
Article 179	Article 179
Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface	Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface
Paragraphe 1	Paragraphe 1 <u>supprimé</u> (proposition 3579.4; paragraphe modifié proposition 3579.5)
Paragraphe 2	Paragraphe 2 <u>supprimé</u>
Paragraphe 3	Paragraphe 3 <u>supprimé</u>
Paragraphe 4	Paragraphe 4 <u>supprimé</u>
Paragraphe 5	Paragraphe 5 <u>supprimé</u>
Paragraphe 6	Paragraphe 6 sans changement
Paragraphe 7	Paragraphe 7 <u>modifié</u>
Paragraphe 8	Paragraphe 8 <u>supprimé</u>
Paragraphe 9	Paragraphe 9 <u>modifié</u>
Paragraphe 10	Paragraphe 10 <u>modifié</u>
Paragraphe 11	Paragraphe <u>10bis nouveau</u> Paragraphe 11 sans changement
Article 180	Article 180
Etablissement, transmission et approbation des comptes annuels des frais terminaux du courrier aérien	Etablissement, transmission et approbation des comptes annuels des frais terminaux du courrier <u>avion</u>
Paragraphe 1	Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2	Paragraphe 2 <u>modifié</u>
Paragraphe 3	Paragraphe 3 sans changement
Paragraphe 4	Paragraphe 4 sans changement
	<u>Article 180bis</u> <u>Régularisation des différences de poids acceptées après l'établissement des comptes particuliers</u>
	Paragraphe 1 <u>nouveau</u> Paragraphe 2 <u>nouveau</u>
Article 181	Article 181
Décompte général annuel. Intervention du Bureau international	Décompte général annuel. Intervention du Bureau international
Paragraphe 1	Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2	Paragraphe 2 <u>supprimé</u>
Paragraphe 3	Paragraphe 3 <u>supprimé</u>

Dispositions actuelles	Modifications proposées
Paragraphe 4	Paragraphe 4 sans changement
Paragraphe 5	Paragraphe 5 <u>modifié</u>
Paragraphe 6	Paragraphe 6 <u>supprimé</u>
Paragraphe 7	Paragraphe 7 <u>modifié</u>
Paragraphe 8	Paragraphe 8 sans changement
Paragraphe 9	Paragraphe 9 sans changement
Paragraphe 10	Paragraphe 10 <u>modifié</u>
Paragraphe 11	Paragraphe 11 <u>modifié</u>
Article 182	Article 182
Païement des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface	Sans changement
Article 183	Article 183
Païement des frais terminaux du courrier-avion	Païement des frais terminaux du courrier-avion
Paragraphe 1	Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2	Paragraphe 2 <u>supprimé</u>
	<u>Article 183bis</u>
	<u>Adresse spéciale pour la transmission des formules</u>
	Paragraphe 1 (unique) <u>nouveau</u>
Article 184	Article 184
Revision des comptes de frais de transit	<u>Supprimé</u>
Article 185	Article 185
Revision des comptes de frais terminaux du courrier de surface	Revision des comptes de frais terminaux du courrier- <u>avion</u>
Paragraphe 1	Paragraphe 1 <u>modifié</u>
Paragraphe 2	Paragraphe 2 sans changement
Paragraphe 3	Paragraphe 3 <u>modifié</u>
Paragraphe 4	Paragraphe 4 <u>supprimé</u>

Tableau comparatif

Système C 1

Dispositions actuelles	Modifications proposées
Convention postale universelle	Convention postale universelle
Deuxième partie	Deuxième partie
Chapitre IV	Chapitre IV
Attribution des taxes. Frais de transit et frais terminaux	Attribution des taxes. Frais de transit et frais terminaux
Article 61 Frais de transit	Article 61 Frais de transit
Paragraphe 1	Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2	Paragraphe 2 sans changement
Paragraphe 3	Paragraphe 3 sans changement
Paragraphe 4	Paragraphe 4 sans changement
Paragraphe 5	Paragraphe 5 sans changement
Paragraphe 6	Paragraphe 6 sans changement
Paragraphe 7	Paragraphe 7 <u>supprimé</u>
Article 62 Frais terminaux	Article 62 Frais terminaux
Paragraphe 1	Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2	Paragraphe 2 sans changement
Paragraphe 3	Paragraphe 3 sans changement
Paragraphe 4	Paragraphe 4 <u>supprimé</u>
Article 63 Exemption de frais de transit et de frais terminaux	Article 63 Sans changement
Article 64 Services extraordinaires	Article 64 Sans changement

Dispositions actuelles	Modifications proposées
Article 65 Décompte des frais de transit et des frais terminaux	Article 65 Décompte des frais de transit et des frais terminaux
Paragraphe 1	Paragraphe 1 <u>modifié</u>
Paragraphe 2	Paragraphe 2 <u>transféré</u>
Paragraphe 3	Paragraphe 3 <u>modifié</u>
	Paragraphe <u>3bis nouveau</u>
	Paragraphe <u>3ter nouveau</u>
Paragraphe 4	Paragraphe 4 <u>modifié</u>
Paragraphe 5	Paragraphe 5 <u>supprimé</u>
Paragraphe 6	Paragraphe 6 sans changement
Paragraphe 7	Paragraphe 7 sans changement
Article 66 Echange de dépêches closes avec des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et avec des bâtiments ou des avions de guerre	Article 66 Echange de dépêches closes avec des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et avec des bâtiments ou des avions de guerre
Paragraphe 1	Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2	Paragraphe 2 sans changement
Paragraphe 3	Paragraphe 3 sans changement
Paragraphe 4	Paragraphe 4 <u>modifié</u>
Règlement d'exécution	Règlement d'exécution
Première partie	Première partie
Article 101 Etablissement et liquidation des comptes	Article 101 Etablissement et liquidation des comptes
Paragraphe 1	Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2	Paragraphe 2 <u>modifié</u>
Paragraphe 3	Paragraphe 3 sans changement
Article 156 Feuilles d'avis	Article 156 Feuilles d'avis
Paragraphe 1	Paragraphe 1 <u>modifié</u>
Paragraphe 2	Paragraphe 2 <u>modifié</u>
Paragraphe 3	Paragraphe 3 sans changement
Paragraphe 4	Paragraphe 4 sans changement
Article 162 Etiquetage des dépêches	Article 162 Etiquetage des dépêches
Paragraphe 1	Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2	Paragraphe 2 sans changement

Dispositions actuelles

Modifications proposées

Paragraphe 3
Paragraphe 4

Paragraphe 3 sans changement
Paragraphe 4 sans changement
Paragraphe 4bis transféré du paragraphe 2
de l'article 172
Paragraphe 5 supprimé
Paragraphe 6 sans changement
Paragraphe 7 sans changement
Paragraphe 8 sans changement

Paragraphe 5
Paragraphe 6
Paragraphe 7
Paragraphe 8

Titre V

Titre V

Dispositions concernant les frais de transit
et les frais terminaux

Dispositions concernant les frais de transit
et les frais terminaux

Chapitre 0

Opérations concernant l'établissement du nombre
annuel des sacs de surface et des poids annuels
des sacs-avion

Article 169bis
Relevé de sacs des dépêches de surface

Paragraphe 1 nouveau
Paragraphe 2 nouveau
Paragraphe 3 nouveau
Paragraphe 4 nouveau

Article 169ter
Relevé de poids des dépêches-avion

Paragraphe 1 nouveau
Paragraphe 2 nouveau
Paragraphe 3 nouveau

Article 169quater
Transmission et acceptation des relevés de sacs
des dépêches de surface et des états de poids
des dépêches-avion

Paragraphe 1 nouveau
Paragraphe 2 nouveau
Paragraphe 3 nouveau

Dispositions actuelles	Modifications proposées
Chapitre I	<u>Chapitre I</u>
Opérations de statistique	Opérations de statistique <u>pour la détermination des proportions des sacs</u>
Article 170 Période, durée et application de la statistique	Article 170 Période de statistique <u>pour le calcul des frais de transit et des frais terminaux. Courrier de surface et courrier-avion</u>
Paragraphe 1 Paragraphe 2 Paragraphe 3 Paragraphe 4 Paragraphe 5	Paragraphe 1 <u>modifié</u> Paragraphe 2 <u>modifié</u> Paragraphe 3 <u>modifié</u> Paragraphe 4 <u>modifié</u> Paragraphe 5 <u>modifié</u>
Article 171 Dépêches-avion	Article 171 <u>Supprimé (transféré à l'article 174ter)</u>
Article 172 Confection et étiquetage des dépêches closes pendant la période de statistique	Article 172 Confection et étiquetage des dépêches closes pendant la période de statistique
Paragraphe 1 Paragraphe 2	Paragraphe 1 <u>modifié</u> Paragraphe 2 <u>supprimé (transféré à l'article 162, paragraphe 4bis)</u>
Article 173 Feuille d'avis spéciale	Article 173 <u>Bordereau de sacs de la période de statistique</u>
Paragraphe 1 Paragraphe 2 Paragraphe 3 Paragraphe 4	Paragraphe 1 <u>modifié</u> Paragraphe 2 <u>supprimé</u> Paragraphe 3 <u>supprimé</u> Paragraphe 4 <u>sans changement</u>
Article 174 Vérification des dépêches closes et établissement, transmission et acceptation des relevés statistiques correspondants	Article 174 <u>Vérification des catégories des sacs des dépêches de surface et de poids des dépêches-avion</u>
Paragraphe 1 Paragraphe 2 Paragraphe 3 Paragraphe 4 Paragraphe 5 Paragraphe 6 Paragraphe 7	Paragraphe 1 <u>modifié</u> Paragraphe 2 <u>supprimé</u> Paragraphe 3 <u>supprimé</u> Paragraphe 4 <u>supprimé</u> Paragraphe 5 <u>supprimé</u> Paragraphe 6 <u>supprimé</u> Paragraphe 7 <u>supprimé</u>

Dispositions actuelles

Modifications proposées

Article 174bis
Etablissement des relevés statistiques des poids
des sacs reçus par voie de surface

Paragraphe 1 nouveau
Paragraphe 2 nouveau
Paragraphe 3 nouveau

Article 174ter
Etablissement des relevés statistiques des poids
des sacs reçus par la voie aérienne

Paragraphe 1 nouveau
Paragraphe 2 nouveau

Article 174quater
Dépêches-avion en transit par voie de surface

Paragraphe 1 nouveau
Paragraphe 2 nouveau

Article 175
Dépêches closes échangées avec des unités militaires
mises à la disposition de l'Organisation
des Nations Unies et avec des bâtiments
ou des avions de guerre

Paragraphe 1
Paragraphe 2

Article 175
Dépêches closes échangées avec des unités militaires
mises à la disposition de l'Organisation
des Nations Unies et avec des bâtiments
ou des avions de guerre

Paragraphe 1 modifié
Paragraphe 2 sans changement

Article 176
Bulletin de transit

Paragraphe 1
Paragraphe 2
Paragraphe 3
Paragraphe 4
Paragraphe 5
Paragraphe 6

Article 176
Bulletin de transit pour des dépêches du courrier de surface

Paragraphe 1 modifié
Paragraphe 2 modifié
Paragraphe 3 supprimé
Paragraphe 4 modifié
Paragraphe 5 modifié
Paragraphe 6 modifié

Article 177
Transmission des formules C 16, C 17, C 17bis et C 19.
Dérogations

Paragraphe 1
Paragraphe 2

Article 177
Supprimé

Paragraphe 1 transféré à l'article 180bis
Paragraphe 2 supprimé

Dispositions actuelles	Modifications proposées
	<p><u>Article 177bis</u> <u>Etablissement du relevé annuel de poids des dépêches en transit</u></p> <p>Paragraphe 1 <u>nouveau</u> Paragraphe 2 <u>nouveau</u> Paragraphe 3 <u>nouveau</u></p>
Chapitre II	Chapitre II
Etablissement, transmission et acceptation des relevés de poids des dépêches-avion pour le calcul des frais terminaux	<u>Supprimé</u>
Article 178 Etablissement, transmission et acceptation des relevés de poids des dépêches-avion pour le calcul des frais terminaux	Article 178 <u>Supprimé</u>
Paragraphe 1 Paragraphe 2 Paragraphe 3 Paragraphe 4 Paragraphe 5 Paragraphe 6 Paragraphe 7	
Chapitre III	Chapitre III
Etablissement, règlement et revision des comptes	Etablissement, règlement, <u>approbation</u> et revision des comptes <u>des frais de transit et des frais terminaux du courrier de surface et avion</u>
Article 179 Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface	Article 179 Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface
Paragraphe 1 Paragraphe 2 Paragraphe 3 Paragraphe 4 Paragraphe 5 Paragraphe 6 Paragraphe 7 Paragraphe 8 Paragraphe 9 Paragraphe 10 Paragraphe 11	<p>Paragraphe 1 <u>supprimé</u> Paragraphe 2 <u>supprimé</u> Paragraphe 3 <u>supprimé</u> Paragraphe 4 <u>supprimé</u> Paragraphe 5 <u>supprimé</u> Paragraphe 6 sans changement Paragraphe 7 <u>modifié</u> Paragraphe 8 <u>supprimé</u> Paragraphe 9 <u>modifié</u> Paragraphe 10 <u>modifié</u> Paragraphe 10bis <u>nouveau</u> Paragraphe 11 sans changement</p>

Dispositions actuelles

Modifications proposées

Article 180
Etablissement, transmission et approbation
des comptes annuels des frais terminaux
du courrier aérien

Paragraphe 1
Paragraphe 2
Paragraphe 3
Paragraphe 4

Article 181
Décompte général annuel. Intervention
du Bureau international

Paragraphe 1
Paragraphe 2
Paragraphe 3
Paragraphe 4
Paragraphe 5
Paragraphe 6
Paragraphe 7
Paragraphe 8
Paragraphe 9
Paragraphe 10
Paragraphe 11

Article 182
Païement des frais de transit et des frais terminaux
du courrier de surface

Article 183
Païement des frais terminaux du courrier-avion

Paragraphe 1
Paragraphe 2

Article 179bis
Régularisation des différences de poids acceptées
après l'établissement des comptes particuliers

Paragraphe 1 nouveau
Paragraphe 2 nouveau

Article 180
Etablissement, transmission et approbation
des comptes annuels des frais terminaux
du courrier-avion

Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2 modifié
Paragraphe 3 sans changement
Paragraphe 4 sans changement

Article 180bis
Adresse spéciale pour la transmission des formules

Paragraphe unique nouveau

Article 181
Décompte général annuel. Intervention
du Bureau international

Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2 supprimé
Paragraphe 3 supprimé
Paragraphe 4 sans changement
Paragraphe 5 modifié
Paragraphe 6 supprimé
Paragraphe 7 modifié
Paragraphe 8 sans changement
Paragraphe 9 sans changement
Paragraphe 10 modifié
Paragraphe 11 modifié

Article 182
Sans changement

Article 183
Païement des frais terminaux du courrier-avion

Paragraphe 1 sans changement
Paragraphe 2 supprimé

Dispositions actuelles	Modifications proposées
Article 184 Revision des comptes de frais de transit	Article 184 Revision des comptes de frais de transit et de <u>frais terminaux du courrier de surface</u> Paragraphe 1 <u>modifié</u> Paragraphe 2 <u>sans changement</u> Paragraphe 3 <u>modifié</u> Paragraphe 4 <u>sans changement</u> Paragraphe 5 <u>modifié</u> Paragraphe 6 <u>sans changement</u> Paragraphe 7 <u>sans changement</u>
Article 185 Revision des comptes de frais terminaux du courrier de surface Paragraphe 1 Paragraphe 2 Paragraphe 3 Paragraphe 4	Article 185 Revision des comptes de frais terminaux du courrier- <u>avion</u> Paragraphe 1 <u>modifié</u> Paragraphe 2 <u>sans changement</u> Paragraphe 3 <u>modifié</u> Paragraphe 4 <u>supprimé</u>

La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux

Rapport du Conseil consultatif des études postales

I. Introduction

1. Au cours de sa session de 1982, le Conseil consultatif des études postales s'est montré préoccupé par des travaux effectués par l'Organisation internationale de normalisation (ISO) tendant à ériger en norme internationale la formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux (annexe 1).
2. L'inquiétude du CCEP visait principalement la zone adresse de cette formule, zone dont les dimensions et la position ne correspondent pas rigoureusement aux exigences des services postaux dans nombre de pays, lorsque cette formule est expédiée sous enveloppe à panneau.
3. Le CCEP a donc été amené à prendre une résolution (CCEP 1/1982) par laquelle il a:
 - prié l'ISO de surseoir à la procédure en cours jusqu'à ce que la question ait pu être examinée par le Comité de contact ISO/UPU et qu'un accord avec l'UPU ait pu être atteint;
 - décidé d'inclure le sujet dans le programme de travail de l'Intergroupe A 1/A 2/A 3;
 - chargé le Bureau international de prendre les contacts utiles avec l'ISO et lui en rendre compte.
4. A la suite de cette résolution, la question a donné lieu à divers travaux et rencontres qui ont été portés à la connaissance du CCEP à sa session de 1983. Après avoir analysé les différents aspects du sujet, il a jugé opportun d'en informer le Congrès afin que celui-ci puisse s'exprimer sur les lignes générales de l'action à mener en la matière dans l'intérêt de l'ensemble des Administrations postales.
5. Tel est l'objet du présent rapport qui met en relief les aspects ci-après:
 - l'historique de la formule-cadre pour les documents commerciaux;
 - la formule-cadre et la réglementation postale;
 - les travaux effectués à la suite de la résolution du CCEP;
 - les propositions du CCEP pour la suite de l'étude de la question.

II. Historique de la formule-cadre

6. En adoptant en 1963 la "Formule-cadre de la CEE", la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies (CEE) parvenait à un accord international sur la présentation des documents du commerce international. Depuis cette date, des documents de transport maritime, ferroviaire, routier, etc., ont été alignés sur la formule-cadre de la CEE. Il en a été de même pour les formulaires prescrits par divers instruments internationaux tels que des Conventions douanières, des accords préférentiels ou concernant certains produits de base.
7. En 1969, le Conseil économique et social des Nations Unies prit note d'une recommandation de la CEE concernant l'utilité pratique pour le commerce international de la formule-cadre et l'intérêt qu'il y avait à coordonner les travaux y relatifs sur le plan mondial. Dans ce sens, un service spécial de la Conférence des Nations Unies pour le développement et le commerce (CNUCED), le Programme spécial de facilitation des procédures du commerce (FALPRO), fut chargé de suivre la question.

8. En 1978, le Comité pour le développement du commerce des Nations Unies notait que la formule-cadre pour les documents commerciaux, approuvée par les experts de la CEE en 1963 et recommandée officiellement par le Groupe de travail sur la facilitation des procédures du commerce international en 1973, était largement acceptée sur le plan international. Désormais, elle était désignée par: "La formule-cadre des Nations Unies pour les documents commerciaux".

9. Sur la demande de plusieurs organisations, un projet de norme ISO/DIS 6422 a été élaboré par l'Organisation internationale de normalisation et soumis en janvier 1983 au vote des Comités nationaux membres du Comité technique de l'ISO chargé de cette étude (ISO/TC 154, Documents et éléments d'information dans l'administration, le commerce et l'industrie). C'est à ce stade qu'est intervenu le CCEP. La consultation close au mois de juillet 1983 a pu dégager une majorité suffisante pour l'adoption du projet qui deviendra ainsi une norme internationale dès qu'il pourra être accepté par le Conseil de l'ISO.

III. La formule-cadre et la réglementation postale

10. Le Groupe de travail chargé de l'étude A 103 du Conseil de gestion de la CCEP issu du Congrès de Vienne 1964 "Principes de l'adaptation de la contexture des formules du service postal aux exigences des machines de bureau — application pratique des normes retenues" avait retenu comme hypothèse de travail, entre autres, l'alignement des formules de l'UPU à la formule-cadre de la CEE.

11. Dans son rapport soumis au Comité directeur du Conseil de gestion en mai 1968, et qui a fait l'objet du Congrès — Doc 26 du Congrès de Tokyo 1969, le Groupe de travail a toutefois estimé qu'une normalisation très poussée des formules de l'UPU, par référence à la formule-cadre, n'était pas réalisable; sur le plan pratique, le Groupe de travail s'est limité, "dans tous les cas possibles, à présenter les indications concernant l'adresse sur les projets de formules élaborés conformément à la formule-cadre de la CEE".

12. Ces propositions de la CCEP, qui consacrent en somme l'alignement des formules de l'UPU à la formule-cadre, ont été adoptées par le Congrès de Tokyo et le formulaire établi sur ces bases a été repris par les Congrès de Lausanne et de Rio de Janeiro. Le cas particulier des formules CP 2 et CP 2/CP 3 mises au point par le Comité de contact CCD/UPU mérite d'être signalé, la présentation de la zone réservée à l'adresse de l'expéditeur et du destinataire étant rigoureusement identique à celle de la formule-cadre.

13. Ceci étant, le CCEP, en examinant la question en 1982/1983, a considéré que la situation actuelle n'était plus tout à fait la même qu'à l'époque. Il a constaté que la généralisation de l'emploi des formules dérivées de la "formule-cadre" et l'augmentation subséquente (qui risque d'atteindre des proportions considérables) des envois sous enveloppe à panneau contenant les documents alignés à cette formule, ainsi que l'apparition des machines à trier de la nouvelle génération fonctionnant par reconnaissance optique de caractères, avaient créé une situation nouvelle qui justifiait un ajustement de la formule-cadre afin qu'elle puisse mieux répondre aux impératifs de l'exploitation postale de l'ensemble des pays.

14. Concrètement, les griefs suivants sont exprimés à l'égard de la formule-cadre par des Administrations postales:

- a) Une certaine étroitesse de la zone réservée à l'adresse du destinataire; cette zone, dans quelques pays, apparaît insuffisante pour recevoir toutes les indications d'une adresse comportant les données nécessaires pour un acheminement optimal de l'envoi.
- b) L'emplacement de la zone adresse à gauche de la formule-cadre implique que le panneau des enveloppes se situe également à gauche. Or, si les dispositions des Actes de l'UPU (article 20, paragraphe 1, lettre a), chiffre 2°, de la Convention postale universelle) autorisent de situer le panneau des enveloppes à gauche, l'usage dans nombre de pays est de le placer à droite; cette pratique est du reste conforme à d'autres prescriptions des Actes de l'UPU concernant l'adresse du destinataire (article 20, paragraphe 1, lettre a), chiffre 1°, de la Convention et article 113, paragraphe 1, lettre c), de son Règlement d'exécution).
- c) Du fait de l'étroitesse de la zone adresse sur la formule-cadre, et des dimensions souvent plus grandes du panneau transparent selon les normes nationales existantes, des mentions portées sur les documents, autres que celles composant l'adresse, apparaissent au travers du panneau, ce qui perturbe le travail des machines à trier de la nouvelle génération mises actuellement en service et fonctionnant par reconnaissance optique des caractères (ROC) des adresses.

IV. Travaux effectués à la suite de la résolution CCEP 1/1982

15. Après la réception par l'ISO de la résolution du CCEP, l'UPU a été représentée aux réunions du Comité technique ISO/TC 154 (et de ses Sous-Comités) qui ont eu lieu à Paris du 27 au 29 avril 1983. La délégation UPU, composée des fonctionnaires de l'Administration française (pays siège de la réunion) et du Bureau international, a présenté à la réunion les griefs des Administrations postales (chiffre 14 ci-dessus). Ceux-ci furent analysés et discutés, ce qui amena le Comité technique à mettre sur pied, dans le cadre de son Sous-Comité 2 (Documents), un Groupe ad hoc en vue de l'étude des "exigences relatives à la position et aux éléments nécessaires pour la représentation des adresses postales".

16. Dans la perspective de la réunion de ce Groupe ad hoc, et en exécution du mandat reçu du CCEP (chiffre 3), l'Intergroupe A 1/A 2/A 3 a été amené à procéder à une consultation de ses membres en vue de dégager éventuellement des propositions pouvant être présentées à l'ISO pour amender le projet de norme.

17. La consultation n'ayant pas donné des résultats positifs, le Groupe ad hoc réuni à Genève le 30 septembre 1983 n'a pu disposer d'éléments permettant d'esquisser des solutions techniques aux problèmes posés. Il a donc proposé sa transformation en Groupe permanent pour la poursuite de l'étude avec l'UPU.

18. Au cours de sa réunion du 24 octobre 1983 à Genève, le Comité de contact ISO/UPU a fait sienne la proposition de création d'un Groupe permanent ISO/UPU chargé de poursuivre l'étude de la question. De son côté, l'ISO a accepté de suspendre, pour une période d'un an, la procédure de publication du projet de norme afin de permettre, d'une part, la poursuite des travaux à ce sujet au sein de l'UPU, et, d'autre part, l'étude conjointe dans le cadre du Groupe permanent ISO/UPU.

V. Propositions du CCEP pour la suite de l'étude

19. Ainsi qu'il ressort des indications fournies dans le présent rapport, en l'état actuel des choses, on peut mentionner ce qui suit:

- La publication du projet de norme ISO/DIS 6422 devrait en principe intervenir à plus ou moins brève échéance, et sans doute avant le prochain Congrès. La prise en considération des préoccupations de l'ensemble des Administrations postales permettrait de conserver à la poste l'essentiel du trafic né de cette formule et faciliterait son écoulement grâce à l'utilisation des enveloppes à panneau transparent.
- Le fait que la formule répond à plusieurs usages implique que les parties acceptent d'opérer des ajustements à certains aspects de leur réglementation.

20. Les différentes contraintes auxquelles il y a lieu de faire face ont ainsi amené le Conseil consultatif des études postales à formuler les propositions suivantes:

- poursuite par le CCEP de l'étude de la question en priorité en vue de parvenir à un accord avec l'ISO sur les caractéristiques générales des adresses postales et par voie de conséquence les ajustements à apporter à la zone adresse de la formule-cadre;
- communication aux Administrations postales, le cas échéant après consultation du Conseil exécutif s'il s'agit des questions relevant de la compétence de celui-ci, des dispositions qui auront fait l'objet d'un accord avec l'ISO, en vue de l'application immédiate de ces dispositions.

VI. Conclusion

21. Au vu de ce qui précède, le Conseil consultatif des études postales invite le Congrès:

- 1° à s'exprimer sur la question de la zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux;
- 2° à approuver le projet de résolution No 013.

FORMULE-CADRE POUR LES DOCUMENTS COMMERCIAUX



Expéditeur (Exportateur)		Date, No de référence, etc.		
Destinataire		Acheteur (s'il diffère du destinataire) ou autre adresse		
Adresse de notification ou de livraison		Pays de provenance		
		Pays d'origine	Pays de destination	
Indications relatives au transport		Modalités de la vente et conditions de paiement		
Marques d'expédition; No de conteneur	Nombre, nature des colis; désignation des marchandises	No nomenclature	Poids brut	Cubage
			Quantité nette	Valeur
<p>Espace d'utilisation libre</p>				
Lieu et date d'établissement; authentification				

L'avenir des services postaux: Synthèse des études effectuées au cours de la période 1979–1984

Rapport du Conseil consultatif des études postales

1 Introduction

Le Conseil consultatif des études postales issu du Congrès de Rio de Janeiro a, lors de la séance constitutive (cf. procès-verbal du 23 octobre 1979), décidé, sur proposition de plusieurs délégations et en raison de l'importance capitale de la question de l'avenir des services postaux, la création d'une Commission spéciale chargée d'examiner cette question.

Ainsi, aux 6 champs d'études proposés par l'ancien CCEP (cf. proposition 0022 et document CCEP 1979 Rio de Janeiro — Doc 3b), est venu s'ajouter celui de l'avenir de la poste confié à la Commission 1 du CCEP issu du Congrès de Rio de Janeiro.

Présidée par les Pays-Bas, la Commission 1 a été chargée de 4 études, toutes orientées vers l'avenir, à savoir:

- Etude 501 "L'avenir des services postaux"
- Etude 502 "Les possibilités d'utilisation du réseau postal dans des domaines autres que ceux où s'exerce habituellement l'activité de la poste (y compris les opérations pour le compte d'autrui) — Extension des attributions de la poste"
- Etude 503 "Courrier électronique et autres services perfectionnés de transmission des messages" y compris l'étude complémentaire "Téléimpression"
- Etude 504 "Politique générale en matière d'information publique".

Les fonctions de Rapporteurs ont été assurées par le Maroc (étude 501), la Suède (étude 502), la République fédérale d'Allemagne (étude 503) et l'Italie (étude 504).

La Commission a, par la suite, décidé de réactiver l'étude C 104 "Etude prospective du marché postal" (Rapporteur: France).

Le CCEP a par ailleurs chargé le Maroc, en collaboration avec le Président de la Commission 1 et le Bureau international, de présenter au Congrès de Hambourg l'ensemble des travaux ayant trait à l'avenir des services postaux sous forme d'un Congrès — Doc.

Le présent document répond donc à cette mission et s'efforce de relater les résultats essentiels de ces études.

2 Résultats des travaux

2.1 Etude 501 "L'avenir des services postaux"

Menée en deux phases (étude générale et étude complémentaire), cette étude a permis dans un premier temps de faire une sorte de diagnostic de la poste. C'est ainsi qu'il a été constaté que la poste est confrontée à beaucoup de problèmes, que ses coûts de fonctionnement augmentent rapidement en même temps que ceux des télécommunications évoluent lentement quand ils ne baissent pas.

Par ailleurs, profitant des lacunes de la poste et par conséquent du mécontentement de ses usagers, certaines entreprises sont venues la concurrencer, allant même jusqu'à offrir des prestations pourtant protégées par le monopole.

Devant cette situation, la poste s'est rendue compte que la meilleure protection n'est ni l'arsenal juridique ni l'augmentation des tarifs mais plutôt l'amélioration de la qualité du service offert, amélioration qui doit s'appuyer sur une nouvelle attitude caractérisée par l'agressivité commerciale, le dynamisme et l'innovation.

Toutes les Administrations postales reconnaissent que l'alliance des télécommunications et de l'informatique constitue une grave menace. Néanmoins, on estime que la poste est encore capable de réagir à condition de faire preuve de vigilance et surtout de dynamisme face aux nouvelles technologies.

Il a été enfin relevé que si les pays industrialisés sont conscients du danger, les pays en développement estiment que la menace est encore lointaine.

La situation de la poste est vraiment préoccupante et donne tout lieu à s'interroger sur les mesures à prendre pour assurer son devenir.

La deuxième phase de l'étude 501 a été l'occasion de noter une meilleure prise de conscience chez les pays en développement et de faire l'inventaire des nouveaux produits et le bilan des expériences des pays industrialisés.

Le manque de recul n'a pas permis de se prononcer de façon catégorique sur le devenir de la poste. On ne peut, tout au plus, qu'inciter à plus de vigilance et surtout à un grand effort d'adaptation pour permettre à la poste de continuer à occuper sa place dans le marché des communications, marché qui, de toute évidence connaît et connaîtra de très grands bouleversements.

Les rapports des études générale et complémentaire font l'objet des annexes 1 et 2 au présent document.

2.2 *Etude 502 "Les possibilités d'utilisation du réseau postal dans des domaines autres que ceux où s'exerce habituellement l'activité de la poste (y compris les opérations pour le compte d'autrui) — Extension des attributions de la poste"*

Il y a lieu de rappeler tout d'abord que cette étude a pour objet de "fournir aux Administrations postales une source d'inspiration au niveau de leur recherche de nouveaux domaines d'activités, chacune d'entre elles devant /.../ agir en fonction des conditions qui lui sont propres".

C'est ainsi que l'étude rappelle les extensions qu'a connues le champ d'activité de la poste depuis déjà le XIX^e siècle (colis postaux — caisse d'épargne, transfert de fonds, valeurs déclarées et envois contre remboursement).

Les efforts d'adaptation de la poste face aux changements et au développement de la société sont ensuite passés en revue.

On relève notamment à ce propos que "les Administrations postales ont dû chercher à rationaliser et rendre plus efficaces leurs activités".

La mécanisation et surtout l'informatique semblent fournir à la poste les moyens de s'adapter aux nouvelles exigences de la clientèle. Mais cela ne va pas sans problèmes. En effet, les nouvelles technologies de transmission de messages risquent de court-circuiter les Administrations postales dans plusieurs domaines. Les entreprises privées s'attaqueront aux prestations non protégées par le monopole, monopole qui est lui-même battu en brèche.

En tout état de cause, la poste est sérieusement concurrencée et l'on estime que cette concurrence ira en s'amplifiant, non seulement dans les domaines non soumis au monopole mais principalement dans ceux traditionnellement réservés à la poste.

De plus, des problèmes d'ordre juridique ou réglementaire peuvent gêner les Administrations postales lorsqu'elles envisagent l'introduction de nouvelles formes de services.

Après ces quelques considérations d'ordre général, l'étude insiste sur le rôle de la poste en tant que moyen de communications dont la présence sur l'ensemble du territoire est inégalable. Les possibilités d'extension des attributions de la poste sont alors examinées au niveau des champs d'activité suivants: guichet, catégories d'envois, facteurs et autres.

C'est ainsi que les perspectives au niveau des guichets sont prometteuses puisque le bureau de poste peut servir à la fois de lieu d'accueil des usagers de la poste et d'espace pour l'information du public et la publicité commerciale. D'autres activités relevant de certaines Administrations peuvent y être exécutées, à condition bien sûr que le personnel postal y soit préparé.

En ce qui concerne les envois postaux, les délais d'acheminement sont jugés incompatibles avec les besoins des usagers, auxquels l'électronique offre plus de célérité et de fiabilité.

On estime cependant que la poste peut encore proposer des variantes de prestations déjà existantes (imprimés sans adresse, acheminement d'envois groupés, etc.).

Pour ce qui est enfin des prestations relevant du service des facteurs sans rapport avec la distribution, "il est naturellement difficile de développer de nouveaux services dans un domaine aussi restreint".

Les résultats concrets de cette étude ont été publiés sous la forme d'un "Fichier des prestations complémentaires offertes à la clientèle ou à l'étude".

2.3 Etude 503 "Courrier électronique et autres services perfectionnés de transmission des messages"

Cette étude est terminée dans la mesure où elle portait sur une forme spéciale du courrier électronique: le service de télécopie public entre bureaux de poste. Au sujet de ce service, dénommé service "Bureaufax" dans le ressort de l'Union internationale des télécommunications, un rapport et un modèle d'Accord relatif au service international du courrier électronique ont été publiés dans le classeur 132 de la Collection d'études postales.

Elaboré à la suite d'une enquête menée auprès d'un grand nombre d'Administrations importantes, le rapport couvre tous les aspects fondamentaux du service mis à l'étude. Il porte sur les conditions générales et les bases juridiques de même que sur la technique de transmission. Les chapitres importants sont ceux qui traitent du dépôt, de la transmission et de la remise des envois ainsi que de l'organisation du service. Ils traduisent l'avis des Administrations postales selon lequel le service du courrier électronique, pour servir les intérêts de l'exploitation postale, devrait se rapprocher autant que possible du service international "classique" de la poste aux lettres. Le rapport propose également des solutions pour les questions concernant les taxes et la comptabilité.

Le modèle d'Accord susmentionné, relatif au service international du courrier électronique, représente en quelque sorte l'application pratique du rapport publié auparavant. Vingt articles, dont cinq forment un Règlement d'exécution joint à l'Accord proprement dit, démontrent comment pourrait se présenter l'arrangement conclu entre deux Administrations postales désireuses d'établir entre elles un service de télécopie public entre bureaux de poste. Les dispositions du modèle d'Accord sont, entre autres, consacrées à la description du service et des services spéciaux possibles, aux taxes et à leur attribution aux Administrations, aux conditions d'acceptation auxquelles sont assujettis les envois et au traitement des envois non distribuables dans le pays de destination, mais également aux renseignements à échanger entre les Administrations et aux mentions de service à porter sur la formule d'identification qui accompagne l'envoi. Des notes renvoyant à certains articles attirent l'attention sur des variantes qui, à l'heure actuelle, n'ont pas encore atteint leur plein développement du point de vue de l'exploitation et de la technique, mais qui pourraient jouer un rôle important à l'avenir.

Vu le développement rapide dans le domaine du courrier électronique, le CCEP, au cours de sa session de 1981, a reconnu la nécessité de créer un Sous-Groupe de travail en vue d'étudier les problèmes de la transmission électronique des messages sur la base de supports de données (par exemple, bandes magnétiques), ainsi que leur impression, mise sous enveloppe et distribution au lieu de destination. Ce service, qui est désigné sous la dénomination de téléimpression, comprend aussi les appellations "Electronic computer-originated mail service (E-COM)", "Electronic mail and message systems (EMS)", etc. Il ressort en substance du rapport approuvé par le Comité directeur en mars 1984 que plusieurs Administrations se sont déclarées très intéressées par le service; celui-ci

demeure notamment au stade embryonnaire et il n'y a pas encore de tendance nette pour son développement qui sera en partie lié au développement et à la normalisation des moyens de transmission.

Il a aussi été admis que l'heure ne semble pas encore venue pour envisager l'organisation du service sur le plan international, mais que l'UPU devrait sans doute en suivre l'évolution.

2.4 *Etude C 104 "Etude prospective du marché postal"*

La réactivation de cette étude permanente a été motivée par la nécessité de pouvoir disposer des informations les plus récentes sur la demande de prestations postales jusqu'en 1985 ou 1990.

Un colloque a été organisé à ce sujet sur le thème de l'évolution des besoins postaux et des techniques de prévision et consacré à la "Prévision du marché postal" et à une "Approche prospective du marché postal".

Les résultats de ce colloque ont été publiés dans la plaquette 89.4 de la Collection d'études postales.

2.5 *Colloque de Berne du 18 octobre 1983 sur l'avenir des services postaux*

En organisant le 18 octobre 1983 dans le cadre de sa session annuelle un colloque sur l'avenir des services postaux, le CCEP a voulu à la fois faire la synthèse des travaux effectués pendant quatre années sur cette question et amplifier ces travaux par la participation de nouveaux acteurs habitués, de par leurs hautes fonctions, à une vision élevée des faits de gestion.

Cinq conférenciers, pour la plupart chefs d'Administrations postales, ont ainsi été invités à présenter des exposés sur les sujets suivants:

- *L'avenir des services postaux, prenant notamment en considération le courrier électronique* (Allemagne, Rép. féd. d').
- *Développement de nouvelles prestations par les services postaux* (Suède).
- *L'avenir de la poste dans le tiers monde — Cas du Maroc* (Maroc).
- *La transformation de l'Administration du Canada en "La Société canadienne des postes", entreprise commerciale, et avantages de cette transformation* (Canada).
- *La poste de l'avenir: Administration monopoliste ou entreprise concurrentielle* (Pays-Bas).

L'échange de vues instauré à cette occasion fut d'une grande richesse.

Il a permis de mettre en relief un faisceau diversifié d'idées et d'indications de nature à enrichir la réflexion des dirigeants postaux, et à leur fournir des paramètres supplémentaires pour la formulation des lignes directrices de leur action concernant la poste d'aujourd'hui et de demain.

Si les idées contenues dans les différents rapports publiés au sujet de l'avenir des services postaux ont souvent été reprises, elles ont généralement été développées, leur approche précisée en écho aux réactions nées des débats. Les orateurs ont ainsi pu s'exprimer ou s'apesantir sur les questions telles que:

- La nécessité d'une distinction, lorsqu'on parle de l'avenir, entre la situation des pays industrialisés en lutte contre la crise de la demande des prestations postales et désireux de se faire une place dans le nouveau marché des communications dominé par des technologies nouvelles, d'une part, et celle des pays en développement plus préoccupés par l'extension des prestations traditionnelles et l'amélioration de la qualité du service sans pour autant se désintéresser des possibilités offertes par les technologies concernées, d'autre part.
- L'impératif d'une action commune, en vue de sauvegarder la qualité du service postal international, entre tous les Pays-membres de l'Union qui ont collectivement intérêt à ce que partout cette qualité soit bonne.
- L'importance d'une sensibilisation des pouvoirs publics dans tous les pays, sur le rôle et les besoins de la poste, qui doit cependant rechercher des moyens originaux et spécifiques pour financer son développement; l'idée d'une combinaison des investissements de l'Etat avec les ressources fournies par la société a été évoquée.

- Les perspectives à terme d'une explosion de la culture qui va accroître les besoins en communication et imposera à la poste de l'imagination pour attirer vers elle une partie du marché ainsi dégagé; en particulier, une analyse attentive des possibilités offertes par l'électronique pour l'exploitation postale s'imposera de plus en plus.
- La possibilité reconnue pour la poste de poursuivre son développement aux côtés des télécommunications, si elle pratique une politique de qualité à des prix compétitifs; cela implique une facilité d'ajustement des structures, mais aussi une gestion d'entreprise avec équilibre financier.
- La nécessité d'une adaptation de la réglementation postale à la demande potentielle des services postaux; la poste peut ainsi, à titre d'exemple, attirer une partie importante de la demande de transport des produits industriels ou accroître d'une manière générale son trafic messagerie, en revisant les règles concernant l'acceptation et la distribution des envois concernés, etc.

Dans l'ensemble, le colloque a fait ressortir avec plus de netteté un certain optimisme, d'autant plus appréciable qu'il repose sur une analyse qui s'est précisée, prenant en compte des données plus concrètes. Comme on a pu cependant l'observer, l'optimisme affiché demeure conditionnel et la vigilance, comme l'imagination active, semblent plus que jamais nécessaires pour que la réalité corresponde aux perspectives.

Les travaux du colloque ont été publiés dans la plaquette 145 de la Collection d'études postales.

3 Conclusion

Le travail d'approche accompli par le CCEP dans le cadre de l'"Avenir des services postaux" a ainsi permis de faire une analyse de la situation de la poste en faisant ressortir ses forces et ses faiblesses (étude 501), d'explorer les voies et moyens susceptibles d'accroître son champ d'activité, soit par création de nouvelles prestations, soit par introduction de variantes à celles déjà offertes (étude 502), et enfin de donner un exemple concret de service nouveau tel que le courrier électronique.

La tâche ne peut cependant être considérée comme terminée. Tant s'en faut.

Il importe à présent d'affiner les éléments de la stratégie du futur car le combat de la survie ne fait que commencer.

Commission 1 (L'avenir des services postaux)

Etude 501: L'avenir des services postaux (Etude générale)

Rapporteur: Maroc

Rapport préliminaire

Sommaire

Avant-propos

1 Introduction

Première partie

2 Situation actuelle de la poste

2.1 Statut de la poste

2.2 Gestion de la poste

2.2.1 Diversité des produits et services de la poste

2.2.2 Prépondérance de la main-d'oeuvre

2.2.3 Coûts

2.2.4 Conséquences de l'augmentation des coûts

2.2.5 Inadaptation des prestations traditionnelles

2.2.6 Mesures prises ou envisagées

2.3 Conclusion de la première partie

Deuxième partie

3 La poste face à l'avenir

3.1 La mutation du marché des communications

3.2 L'attitude de la poste face aux menaces pesant sur son avenir

4 Conclusion générale

Avant-propos

Dans le cadre de la répartition des travaux au sein du CCEP, la Commission 1 chargée de l'étude sur l'avenir des services postaux a décidé de confier au Maroc la tâche d'analyser les documents présentés par les Administrations postales dans le cadre du Congrès — Doc 18, ainsi que les allocutions prononcées au Congrès à l'occasion de la Journée de l'UPU, le 9 octobre 1979.

Par la suite, l'Algérie et la Tanzanie (Rép. unie) ont exprimé le désir de s'associer à cette première phase de l'étude.

L'analyse des contributions écrites et orales des Pays-membres de l'Union a permis d'élaborer le rapport ci-après. Dans ce rapport, on s'est attaché essentiellement à dresser un bilan de la poste et à dégager les perspectives d'une action future devant permettre à cette importante institution de continuer à jouer pleinement son rôle.

Au cours de l'étude des diverses contributions tant orales qu'écrites, il nous a semblé discerner, malgré l'identité de vue sur un certain nombre de points, deux positions assez nettes: celle des pays industrialisés et celle des pays que nous regroupons parfois sous le vocable de "pays en développement", même si cette expression ne recouvre pas un ensemble homogène ni du point de vue de l'infrastructure postale ni du point de vue du développement économique.

Enfin, il convient de signaler que l'étude des contributions a été facilitée par les deux synthèses réalisées par le Bureau international et publiées comme additifs 1 et 3 au Congrès — Doc 18. Ces deux synthèses, par leur précision et leur concision, ont constitué des références précieuses auxquelles nous avons recouru constamment lors de la rédaction du présent rapport.

L'étude proprement dite a consisté à analyser:

- 28 contributions écrites émanant d'Administrations postales;
- 2 contributions écrites adressées par des Unions restreintes;
- 23 allocutions prononcées lors des séances plénières du 9 octobre 1979 au Congrès de Rio de Janeiro. Ces interventions résumées dans les procès-verbaux du Congrès émanent pour 10 d'entre elles de pays ayant déjà présenté une contribution écrite.

D'une manière générale, les contributions ont respecté le schéma proposé par le Bureau international. Le présent rapport s'attachera de son côté à suivre la même démarche, même si par la forme il s'écarterait du plan préconisé.

Deux autres documents ont été consultés et utilisés dans ce travail. Il s'agit du compte rendu du colloque organisé à Tokyo les 12, 13 et 14 septembre 1978 sur le thème "Les menaces qui pèsent sur l'avenir du service postal et la recherche des moyens d'y faire face" (plaquette 89.3 de la Collection d'études postales) et du compte rendu du premier symposium du CCITT sur les nouveaux services des télécommunications qui s'est tenu à Genève du 14 au 16 mai 1979.

Ces deux documents, par leur rapport direct avec le thème de cette étude, nous ont fourni d'amples compléments et des développements logiques à certaines contributions.

1 Introduction

Avant de présenter les résultats détaillés de l'analyse, il paraît opportun de résumer succinctement l'impression d'ensemble qui se dégage après un rapide examen.

Les 28 contributions écrites émanent pour moitié de pays industrialisés (14) et pour moitié de pays en développement (13) ou à économie planifiée (1).

Tous les pays reconnaissent la précarité de la situation actuelle de la poste, notamment dans le domaine financier. Cependant, pour la presque totalité des membres du premier groupe — les pays industrialisés — il s'agit avant tout d'assainir la gestion postale en se plaçant dans les mêmes conditions que la concurrence: autonomie financière, souplesse de gestion, personnalisation des services, vérité des coûts, compensation des avantages sociaux par la collectivité et non par les usagers de la poste, etc. Par contre, à quelques exceptions près, les pays appartenant au deuxième groupe reconnaissent que la poste est considérée comme un service social devant travailler en deçà de ses coûts réels, ce qui ne manque pas de provoquer un grave déficit, contre lequel très peu d'entre eux disposent des moyens de réagir.

Des divergences apparaissent également au niveau des objectifs actuels de la poste: pour les pays en développement, il s'agit avant tout d'élargir le réseau pour répondre à une demande encore insatisfaite, alors que pour les pays industrialisés l'objectif principal est de maintenir leur part dans le marché des communications en agissant essentiellement au niveau de la qualité et de la diversification des prestations offertes.

Enfin, en raison du développement inégal de la poste, les deux groupes de pays ne perçoivent pas de la même façon la menace que constituent les nouvelles technologies de transmission des messages. Il convient toutefois de signaler que la quasi-totalité des pays — aussi bien industrialisés qu'en développement — reconnaissent la nécessité de l'adaptation de la poste traditionnelle. Mais pour les uns le danger est déjà là et il importe d'y faire face sans perdre de temps, pour les autres il ne fait que pointer à l'horizon.

Ces quelques généralités rappelées, il importe maintenant de reprendre l'analyse détaillée des contributions et d'en faire une présentation cohérente. On s'est légèrement écarté du plan de travail proposé par le Bureau international aux Administrations, mais on en retrouvera l'ensemble des éléments au fil du rapport. La présentation adoptée est la suivante:

Situation actuelle de la poste:

- les structures;
- la gestion;
- les prestations.

Les perspectives d'avenir:

- l'évolution des moyens de communications;
- les mutations nécessaires.

Conclusion.

Compte tenu des divergences qui apparaissent dans les exposés et des motivations souvent différentes, il sera fait mention de la position de chacun des deux groupes de pays industrialisés et en développement toutes les fois que cela s'avérera nécessaire.

Première partie

2 Situation actuelle de la poste

La situation actuelle de la poste a été appréciée à partir d'un certain nombre d'éléments parmi lesquels on peut citer la forme juridique de l'institution postale, les objectifs poursuivis, la plus ou moins grande souplesse de la politique tarifaire face à des coûts en hausse perpétuelle, ainsi que l'évolution des besoins d'une clientèle toujours plus exigeante.

2.1 Statut de la poste

On retrouve à travers les 28 contributions un éventail complet des diverses formes de statuts. Bien que la diversité existe aussi bien parmi les pays industrialisés que parmi les pays en développement, on constate que c'est le département d'Etat qui est prépondérant au sein de ce dernier groupe; on reconnaît en effet dans le premier groupe:

- 6 départements d'Etat;
- 8 entreprises ou sociétés d'Etat sous des dénominations diverses et avec une liberté d'action plus ou moins grande.

Dans 11 des 14 pays, les postes et télécommunications relèvent d'une même autorité (Ministère des postes et télécommunications ou équivalent dans 7 d'entre eux). Dans les 3 autres pays, les postes et télécommunications relèvent d'autorités différentes.

Pour les pays du deuxième groupe, on trouve:

- 10 départements d'Etat;
- 4 entreprises d'Etat.

Dans 12 pays, les postes et télécommunications sont gérées conjointement. Au-delà même de cette structure qui varie d'un groupe de pays à l'autre — prépondérance de l'entreprise dans un cas et du département dans l'autre — c'est au niveau du rôle dévolu à la poste et de son caractère que se situe un autre aspect des différences. S'il est admis partout que la poste est un service public qui, à ce titre, est tenu de répondre à certaines sujétions particulières (desserte de l'ensemble du territoire, pas de but lucratif, tarif bas pour certaines prestations, etc.), le caractère social de son activité est surtout mis en évidence dans les pays du deuxième groupe — un pays en parle comme d'un département "au service du pauvre". Bien évidemment, cette conception de son rôle, qui est justifiée par ailleurs, ne manque pas d'avoir des incidences sur le comportement de la poste, son développement et ses aptitudes à lutter contre d'éventuels concurrents.

D'une manière générale, l'absence de considérations commerciales marquées aboutit à une méconnaissance ou à une connaissance imparfaite des coûts des services et à une dépendance de la poste du budget général de l'Etat, ne serait-ce que pour ses programmes de développement et d'équipement. Cette situation engendre elle-même une dégradation ou, pour le moins, une stagnation de la qualité des prestations qui, par manque d'attrait sur la clientèle, aggrave davantage encore la situation financière de la poste.

Il faut cependant admettre que dans beaucoup de pays du deuxième groupe, la nécessité d'une approche commerciale de l'activité de la poste est reconnue et les Administrations essaient de faire admettre ce point de vue à leur gouvernement. Celles qui y sont déjà parvenues auraient redressé sensiblement leur situation (Argentine, Brésil).

Dans les pays du premier groupe, au contraire, la poste a adopté un comportement commercial et a tendance, dans le souci d'une plus grande vérité des prix, à faire supporter à l'utilisateur — particulier ou collectivité — le coût du service qui lui est rendu.

Au niveau des objectifs, on retrouve des préoccupations communes à l'ensemble des pays: développement de l'infrastructure, amélioration de la qualité des prestations, meilleur rendement. Cependant, là encore, il n'y a unanimité que sur la formulation d'objectifs généraux, chaque groupe de pays favorisant tel aspect ou tel autre. Ainsi, pour les pays industrialisés, l'aspect financier prime, même si l'objectif principal reste la fourniture de prestations satisfaisantes à toutes les couches de la population sur toute l'étendue du territoire. Dans ces pays, l'attitude du service découle d'une recherche de la rentabilité et du redressement financier: diversification des prestations, personnalisation des services, adaptation aux besoins et goûts de la clientèle, etc. En plus, l'accent est mis sur l'amélioration des conditions de travail et la préservation des acquits sociaux.

Dans le deuxième groupe de pays, l'accent est avant tout mis sur un développement de l'infrastructure et une amélioration de la qualité des prestations traditionnelles. Mais cela n'exclut pas que certaines Administrations — notamment celles qui ont obtenu le statut d'entreprise telles l'Argentine et le Brésil — se soient orientées vers l'introduction de nouveaux services. De même, presque toutes les Administrations de ce groupe, y compris celles qui considèrent la poste comme un service social, sont convaincues qu'elles doivent oeuvrer pour obtenir leur autonomie financière et adopter ainsi une attitude commerciale leur permettant de se maintenir et de se développer.

Cette différence de préoccupation entre pays industrialisés et pays en développement n'a rien d'étonnant eu égard à l'attitude de la clientèle face aux prestations postales. Constamment sollicitée par des moyens de transmission de plus en plus rapides et de plus en plus sophistiqués, la population des pays industrialisés se détournerait facilement d'une poste qui n'innoverait pas. Cela est surtout vrai des gros usagers, entreprises et administrations, qui disposent d'un budget pour leurs communications et qui représentent une part non négligeable du trafic postal. Selon certaines données, la part du courrier d'affaires atteindrait 40% du trafic de la poste aux lettres, dans quelques pays même 75%.

Par contre, dans les autres pays, les conditions de satisfaction de certains besoins élémentaires de communication sont à peine acceptables. En outre, de par son faible développement, le réseau de télécommunications n'intéresse qu'une minorité et ne constitue donc pas un substitut à la poste.

Ces considérations et ces différences dans l'approche des problèmes influent certainement sur le mode de gestion de la poste, mais elles ne sont pas les seules.

2.2 Gestion de la poste

Pour apprécier et comprendre le mode de gestion de la poste, il n'est pas inutile de rappeler, même si elles sont connues, certaines caractéristiques de ce secteur à la limite du service commercial et du service social collectif.

2.2.1 Diversité des produits et services de la poste

Le produit "poste" est loin d'être un produit homogène. La règle générale est au contraire la recherche d'une grande diversité de prestations. Même pour les Administrations où le secteur postal est peu développé, on rencontre souvent une grande différenciation de quelques produits de base. Cependant, il apparaît que c'est précisément ce domaine de la diversification et de la différenciation des produits qui distingue les politiques postales des pays avancés de celles des pays en développement.

En effet, une classification des pays selon leur indice de développement économique et social montrerait d'une manière générale que plus l'indice est élevé, plus la diversification est grande. Au bas de l'échelle se rencontrent les prestations postales de base obligatoires (lettres essentiellement), puis viennent le transport de marchandises (colis postaux, paquets poste, etc.) et les services financiers (mandats, caisse d'épargne, chèques postaux), enfin une recherche plus ou moins sophistiquée en matière de personnalisation et d'adaptation des prestations postales et financières.

A cet aspect de diversité qui caractérise les prestations offertes par la poste, il faut ajouter une variété des fonctions assurées. En effet, quel que soit le degré de développement du pays concerné, on distingue à la poste:

- des services de guichet: dépôt et remise d'objets, vente de documents, etc.;
- des services de transport matériel d'objets et de documents, que ce transport soit assuré par les propres moyens de la poste ou sous sa responsabilité;
- des services bancaires pour les pays où la poste offre des services financiers;
- des services de distribution à domicile dans la plupart des Administrations.

Il est bien évident qu'une telle variété de fonctions exige une organisation et des méthodes bien élaborées lorsqu'on vise à une certaine efficacité de l'action.

2.2.2 *Prépondérance de la main-d'oeuvre*

Une autre caractéristique partout admise comme vérité est la prépondérance de la main-d'oeuvre à la poste. Les nombreuses opérations de manutention qu'exige le travail postal ont fait que l'on a eu très souvent recours à la force humaine pour accomplir différentes tâches. Ce recours est d'autant plus important que le trafic s'accroît. En outre, l'utilisation de moyens mécaniques ou automatiques est encore peu répandue, même dans les pays avancés qui ne sont venus à la mécanisation que très récemment. Du reste, celle-ci ne peut toucher que partiellement certains secteurs comme la distribution postale.

De l'avis des Administrations qui ont donné des précisions dans leurs exposés, la part du personnel dans les dépenses de fonctionnement de la poste varie de 70 à 90% du total de ces dépenses. Il faut aussi ajouter que la nature du travail postal, sa complexité et la formation qu'il exige, d'une part, le droit du travail dans la plupart des pays, d'autre part, rendent très faible la variabilité des besoins en personnel, obligeant ainsi les Administrations à maintenir un effectif important même en cas de baisse du trafic.

Le rappel qui vient d'être fait de certaines des caractéristiques essentielles de la poste explique les objectifs et le type de gestion adoptés ou souhaités par diverses Administrations. En effet, on a vu que le souci majeur de la plupart des pays avancés qui ont fourni des contributions est de maintenir leur part dans le marché des communications en s'assurant une certaine croissance qui reste malgré tout modeste. Pour atteindre cet objectif, ces pays mettent essentiellement l'accent sur la qualité des prestations. Par contre, le souci des pays en développement est avant tout de fournir des prestations de masse en quantité suffisante et dans des conditions sociales acceptables.

Cependant, tous ces pays sont unanimes à reconnaître les conséquences qui découlent des spécificités de la poste, notamment au niveau des coûts et du comportement de la clientèle.

2.2.3 *Coûts*

Il est bien certain qu'une entreprise comme la poste où prédomine la main-d'oeuvre, dont un certain nombre d'opérations sont difficilement mécanisables et qui sous-traite dans beaucoup de cas la fonction transport, est appelée à voir ses coûts augmenter très vite.

Parmi les facteurs d'augmentation des coûts de fonctionnement de la poste, il y a eu unanimité en ce qui concerne les charges salariales. En effet, ces charges pèsent de plusieurs façons: il y a d'abord les augmentations de salaires, particulièrement rapides et élevées surtout dans les périodes d'inflation généralisée comme celle que nous traversons depuis 1973; ensuite, il y a les augmentations indirectes dues à la réduction des heures de travail, à l'allongement des congés et à l'amélioration des conditions sociales.

L'organisation du travail et le statut du personnel en rendant difficile l'adaptation des effectifs aux baisses de trafic constituent un autre élément d'augmentation indirecte des coûts salariaux.

Tous ces éléments ont fait que l'indice des salaires à la poste augmente plus rapidement que l'indice d'augmentation général du coût de la vie. Quand on pense que les dépenses de personnel représentent 70 à 90% du total des dépenses de fonctionnement, on se rend compte de l'importance de ce facteur dans le renchérissement des coûts de la poste.

Le deuxième élément avancé comme facteur d'augmentation est le coût élevé de l'énergie et des transports. Cet élément a été cité par 5 pays du groupe des Etats industriels et 9 pays en développement. Ce qui semble confirmer l'opinion que ce sont les pays en développement non producteurs de pétrole qui se ressentent le plus de la hausse du prix des produits énergétiques.

Alors que 5 pays du premier groupe et un seul du deuxième parlent de l'inflation en général comme facteur d'augmentation, 8 pays en développement accusent la hausse des prix des biens d'équipement, chose parfaitement compréhensible quand on pense que ces pays importent la presque totalité de leurs équipements.

D'autres causes d'augmentation des coûts de fonctionnement sont citées, telle que l'obligation de maintenir des bureaux et des effectifs dans des zones rurales, même lorsque le trafic a sensiblement diminué ou encore le maintien du travail de nuit improductif et onéreux. Une Union restreinte parle de la mauvaise gestion des ressources humaines et de l'inadaptation des structures.

Il faudrait souligner par ailleurs que parallèlement à l'augmentation, pas trop importante, des coûts de fonctionnement de la poste, ceux des télécommunications, par contre, ont tendance à évoluer bien plus lentement. En effet, cette branche bénéficie d'une mécanisation et d'une automatisation beaucoup plus avancées et, par conséquent, d'une productivité supérieure. Ce phénomène est loin d'être négligeable car l'écart des coûts entre les modes de communications qu'offrent la poste et les télécommunications est en train de se réduire, au détriment de la poste bien entendu. On sait même que certaines Administrations de télécommunications ont baissé certains tarifs, comme les frais d'installation du téléphone, pour stimuler la demande. Dans une étude de la République fédérale d'Allemagne, il est démontré que l'indice des coûts unitaires dans les services postaux est passé de 100 à 251 entre 1964 et 1977, alors qu'il n'a varié que de 100 à 137 dans les télécommunications.

2.2.4 Conséquences de l'augmentation des coûts

Il est bien certain qu'une augmentation aussi importante des coûts de la poste ne peut pas ne pas avoir d'incidences. Une des conséquences les plus directes a été l'apparition ou l'aggravation des déficits d'exploitation.

Très rares sont les Administrations qui ont déclaré atteindre l'équilibre financier ou réaliser des excédents. Par contre, cinq Administrations des pays avancés et sept Administrations de pays en développement ou à économie planifiée ont reconnu que la poste est déficitaire. Le nombre serait encore plus grand pour les pays jeunes, car peu d'Administrations disposent de comptes précis et distincts pour la poste leur permettant d'appréhender la situation avec exactitude.

Celles des Administrations qui ont pu analyser les causes du déficit en rendent responsables, entre autres:

- la mauvaise rémunération ou l'absence de rémunération de certains services: franchise postale, collecte de fonds pour le trésor public, etc.;
- la fixation de tarifs, pour des considérations sociales ou culturelles, en dessous du prix de revient; tel est le cas en particulier des tarifs extrêmement bas consentis à la presse;
- la rigidité des procédures de revision des tarifs qui fait que les ajustements nécessaires n'interviennent pas au bon moment;
- la stagnation du trafic, par suite d'une certaine saturation du marché ou d'une orientation de la clientèle vers des prestations concurrentielles.

Pour la presque totalité des pays jeunes, excepté l'Argentine et le Brésil qui ont un statut d'entreprise, le déficit de la poste est comblé par des subventions du budget de l'Etat soit directement, soit dans le cadre du budget commun des postes et des télécommunications, lorsque ce dernier secteur dégage des excédents. D'une manière générale, pour ces pays, il y a une méconnaissance des prix de revient qui ne permet pas de se faire une idée précise de l'importance du déficit.

Cependant, beaucoup d'entre eux reconnaissent qu'une absence d'autonomie financière de la poste gêne beaucoup son développement, alors que l'objectif de ces pays est précisément d'arriver à multiplier les implantations pour fournir des prestations de masse à l'ensemble de la population.

Face à cette situation déficitaire de la poste, la tendance la plus fréquente est de recourir à des augmentations de tarifs. Mais, bien que pour des raisons totalement différentes, aussi bien les pays avancés que les pays en développement ne recourent qu'avec prudence à cette solution où, du reste, leur marge de manoeuvre est limitée. Pour les pays jeunes, les tarifs qui sont le plus souvent fixés indépendamment des prix de revient doivent être autorisés par le gouvernement central. Leur niveau doit rester relativement bas pour tenir compte du caractère social qu'on attache aux prestations mais aussi pour encourager le recours à ces prestations.

Pour les pays développés, la voie des augmentations de tarifs présente un certain nombre d'inconvénients:

- elle est susceptible de faire fléchir la demande de prestations postales. L'Australie a considéré que "l'effet combiné de diverses augmentations jusqu'en 1975 a été, en 1975—1976, un fléchissement du trafic de 16 % par rapport à 1973—1974". Compte tenu du faible taux de variabilité des besoins en personnel que nous avons déjà évoqué plus haut, le fléchissement du trafic entraîne une nouvelle augmentation des coûts qui appelle une nouvelle hausse des tarifs et c'est le cercle vicieux;
- elle peut réorienter une partie de la demande vers les concurrents de la poste, entreprises privées ou services des télécommunications. La récupération de cette demande devient difficile, sinon impossible;
- elle rend la poste impopulaire et ternit son image de marque. En effet, comme dans beaucoup de pays industrialisés l'indice des prix du service postal croît plus vite que l'indice des prix en général et que l'indice des coûts des télécommunications, les majorations peuvent paraître exagérées. Si l'on ajoute à cela les restrictions gouvernementales qui obligent à retarder les ajustements nécessaires, on comprendra aisément que lorsque les revisions tarifaires interviennent, elles ont une ampleur relativement grande qui les rend encore plus impopulaires.

Ces conséquences négatives de l'accroissement rapide des coûts de fonctionnement de la poste sont renforcées par l'inadaptation de certaines prestations traditionnelles au goût et aux besoins de la clientèle.

2.2.5 *Inadaptation des prestations traditionnelles*

Les Administrations des pays jeunes ne semblent pas percevoir à travers l'attitude de leur clientèle une remise en cause des prestations offertes. Dans leur ensemble, ces prestations paraissent satisfaire des besoins de communications encore assez limités. Certes, quelques Administrations, en analysant les réclamations des usagers de la poste, y ont décelé une recherche de services rapides, réguliers et fiables. En effet, dans ces pays, il est souvent reproché à la poste d'être trop lente, peu régulière et pas assez sûre (spoliations et pertes d'objets).

Par ailleurs, les télécommunications peu développées dans ces pays n'offrent pas de substituts dangereux pour la croissance du trafic postal. Il en est relativement de même pour la concurrence privée, que ce secteur n'attire pas encore. Cela pourrait être dû à la faible "consommation postale" de ces pays. En effet, la moyenne des objets de poste par habitant y oscille entre 5 et 15, alors qu'elle est de 200 en Europe et de 400 aux Etats-Unis d'Amérique. C'est cette faible consommation qui fait d'ailleurs espérer une croissance soutenue du trafic postal dans les pays en développement, contrairement à ce qui se passe dans les pays industrialisés. Il serait toutefois faux d'opérer une parallèle entre ces deux groupes de pays car la structure du trafic est sensiblement différente, ne serait-ce que parce que la part du courrier d'entreprise représente plus de 70% dans les pays industrialisés alors qu'elle est certainement inférieure à 40% dans les pays jeunes. Du reste, beaucoup de ceux-ci reconnaissent que la poste intervient peu dans les ventes par correspondance, la remise du courrier publicitaire ou les colis postaux, sans parler des services financiers qui ne sont pas encore généralisés.

Pour les pays développés, la plupart d'entre eux reconnaissent que, malgré les mesures qu'ils ont prises au cours des dernières années, le trafic des lettres n'enregistre qu'une très faible croissance. Ce tassement tend quelquefois à être compensé par une croissance plus rapide des autres catégories, moins onéreuses, de la poste aux lettres, mais peut-être aussi par une évansion vers d'autres moyens de communications.

Si l'on s'en tient aux précisions contenues dans les contributions fournies, on constate que les catégories d'envois les plus concurrencées semblent être:

- les colis postaux;
- les imprimés, notamment le courrier publicitaire;
- la poste financière;
- le trafic des maisons de commerce.

Parmi les causes les plus citées pour expliquer ce fléchissement, on avance par ordre décroissant:

- la recherche de services plus rapides et plus fiables (le téléphone tend à susciter un besoin d'instantanéité que de nouveaux services des télécommunications viennent satisfaire);
des conditions plus avantageuses de la concurrence qui a toute latitude pour choisir les produits qui l'intéressent (produits pharmaceutiques ou photographiques, tracts publicitaires, etc.) et les relations les plus avantageuses (exemple: la poste locale en milieu urbain);
- le niveau élevé des taxes et leur caractère égalitaire;
- l'irrégularité des services et les perturbations dues aux grèves;
- le manque de souplesse de la réglementation.

On constate aussi, dans les pays avancés, que le besoin de rapidité et de services personnalisés du public amène des entreprises privées à agir même dans le domaine soumis au monopole qui représente environ 60% du trafic.

Face à ces atteintes, les Administrations qui se sentent le plus menacées, c'est-à-dire essentiellement celles du groupe des pays industrialisés, ont pris un certain nombre de mesures qui devraient leur permettre, d'une part, d'éviter les conséquences découlant d'une augmentation par trop excessive des coûts de fonctionnement et, d'autre part, d'atténuer les effets de la concurrence et de l'atteinte au monopole.

2.2.6 Mesures prises ou envisagées

En matière de dépenses postales, nous avons déjà vu plus haut que les Administrations qui se sont exprimées sur ce sujet sont unanimes à reconnaître que la solution ne réside pas dans une compensation de l'augmentation des coûts par une hausse des tarifs. Aussi, les Administrations ont-elles essayé d'analyser les causes de cette augmentation des coûts et d'agir en conséquence. Comme les frais de personnel constituent la composante principale de ces coûts, c'est donc sur les moyens de réduire ces frais que se sont concentrées les recherches. D'une manière générale, l'accent a été mis sur l'augmentation de la productivité comme moyen de réduire les charges salariales. La réflexion qui a été orientée dans différentes directions semble conduire à une remise en cause de l'organisation interne et des méthodes de gestion.

En effet, les idées les plus fréquemment avancées sont:

- la rationalisation de l'organisation interne;
- la recherche d'une concertation et d'une collaboration du personnel;
- la desserte des régions à faible densité démographique par des bureaux mobiles;
- l'extension et la généralisation de la mécanisation des services;
- l'automatisation des services financiers postaux;
- la réduction des distributions journalières;
- la simplification des procédures et méthodes de travail;
- les études de marché; introductions de nouveaux services et rentabilisation du réseau par l'exécution d'opérations pour le compte d'autres Administrations;
- une politique tarifaire plus souple: ajustements plus fréquents et plus limités — modulation de certains tarifs.

Aussi, on constate que, parmi les mesures prises ou envisagées pour réduire les coûts, il s'agit en premier lieu d'une recherche d'économies internes, ensuite d'une augmentation des recettes de la poste et enfin seulement de mesures tarifaires.

Bien entendu, pour les pays en développement, les mesures énumérées ci-dessus sont surtout envisagées pour l'avenir. En effet, à quelques exceptions près (Brésil, notamment), ces pays ne préconisent pas de mesures particulières en matière de personnel. Cela se comprend aisément, car, d'une part, l'ordre de grandeur des effectifs n'est en rien comparable à celui des pays développés et, d'autre part, la tendance dans les pays jeunes est justement d'encourager le plein emploi. C'est pour ces raisons que ces pays axent plutôt leur réflexion sur l'accroissement des recettes que peut procurer l'introduction de nouvelles prestations, la généralisation des services financiers, l'exécution d'opérations pour le compte d'autres Administrations ou encore le développement de la philatélie.

Pour ce qui est de l'inadaptation des prestations et des effets de la concurrence, l'action s'est surtout orientée vers les maisons de commerce et les gros usagers, dans la mesure où les particuliers ne sont pas trop mécontents des services qui leur sont offerts. De même, les services ouverts à la concurrence, notamment les services des

chèques postaux et de la caisse d'épargne, ont fait l'objet de propositions particulières. Certaines des mesures prises ou envisagées sont les mêmes que celles préconisées pour réduire les coûts, puisque ceux-ci peuvent aussi constituer un argument de la concurrence. Mais l'accent est surtout mis sur le mode de gestion et le changement des attitudes. Les mesures proposées qui tendent à privilégier une attitude franchement commerciale peuvent s'articuler autour de 3 axes:

1° Etude et surveillance du marché

Beaucoup d'Administrations ont proposé de créer ou de développer un service de marketing chargé d'analyser les prestations offertes, de sonder les besoins de la clientèle et d'étudier le marché. La qualité des services offerts est aussi à suivre de près.

2° Elargissement de la gamme des prestations

Il s'agit essentiellement de compléter les prestations offertes au public et de différencier en les personnalisant celles déjà existantes. Il est proposé d'offrir à chaque type de clientèle les services qui sont le mieux appropriés à sa nature: ramassage de courrier à domicile, poste prioritaire, postadex, villexpress, etc. En matière de services financiers, il faut pouvoir autoriser des découverts comme le fait la concurrence, installer des distributeurs de billets, permettre les transferts par bandes magnétiques, etc.

3° Politique tarifaire modulée

La politique tarifaire doit être suffisamment souple pour pouvoir mieux "soigner" les clients importants. La possibilité de contrats tarifaires déjà appliquée par certaines Administrations pourrait être étendue.

Pour ce qui est du monopole, aucune Administration ne l'a considéré comme une protection efficace dans la mesure où il est difficile de retenir par ce moyen des clients mécontents. Une Administration d'un pays en développement a même autorisé, sous son contrôle, le fonctionnement d'entreprises privées assurant certaines prestations.

2.3 Conclusion de la première partie

Si nous devons résumer la situation actuelle de la poste, nous dirions que jusqu'à ces dernières années elle a peu évolué dans son organisation et dans ses méthodes. Jusqu'à il y a 10—15 ans, la poste est restée un service essentiellement de manutention où un nombreux petit personnel exécutait l'essentiel du travail. Au cours des deux dernières décennies, l'amélioration des conditions de travail du personnel ainsi que l'évolution sensible des habitudes et des exigences de la clientèle devaient révéler à la poste la fragilité de sa position. Cette évolution devait d'ailleurs faire apparaître d'autres modes de communications et amener des entreprises privées à s'intéresser aux activités de la poste.

Cet intérêt amenait la poste à prendre conscience du danger qui la menaçait et l'obligeait à réagir.

La concurrence faite aux prestations postales est maintenant un facteur qui rentre en ligne de compte et qui conditionne le mode de gestion de la poste. Elle se situe à un double niveau, celui des prestations traditionnelles et celui des technologies nouvelles.

Au plan des prestations traditionnelles, la poste subit depuis longtemps les coups de butoir, non seulement des transporteurs de messagerie mais aussi des sociétés de distribution qui, sous des dénominations diverses, s'intéressent à la collecte et à la remise d'objets traditionnellement confiés à la poste. Le monopole juridique de la poste n'est plus une protection suffisante et, prenant prétexte de la dégradation de la qualité du service offert, ces sociétés écrèment le trafic le plus intéressant et le plus rémunérateur laissant à la poste les secteurs déficitaires.

Cette situation quoique plus perceptible dans les pays industrialisés n'est pas ignorée des pays en développement où elle est parfois tolérée, soit parce qu'elle donne l'illusion de soulager un secteur postal aux moyens insuffisants, soit que le réseau parallèle intéresse des entreprises étatiques ou semi-publiques. Dans tous les cas, il en résulte un manque à gagner pour la poste et une aggravation de ses difficultés financières. Par ailleurs, cette forme de concurrence non ouvertement déclarée est souvent plus dangereuse que l'autre car les usagers importants qui ont du trafic mais aussi les moyens de recourir à quelqu'un d'autre que la poste prennent des habitudes contre lesquelles il devient difficile de lutter. Il faut ajouter aussi que dans certains pays le secteur des transports publics ou privé, auquel il est fait appel pour l'acheminement du courrier, est irrégulier, voire déficient, ce qui ne met pas la poste en position de défendre l'atteinte à ses prérogatives.

En matière de technologie nouvelle, signalons seulement, en attendant d'y revenir plus loin, que le trafic postal subit l'influence des autres moyens de communication, notamment les services des télécommunications. Cela est tellement vrai que les modèles mathématiques de croissance du trafic postal prennent en considération le coût moyen de la communication téléphonique, par exemple. Par ailleurs, si le téléphone et le télégraphe sont rentrés depuis longtemps dans les mœurs, il n'en est pas forcément ainsi du télex et des autres modes qui font leur apparition dans les pays industrialisés: téléfax, vidéotex, système électronique des paiements, etc.

S'il est sûr que ces moyens de communications sont ou seront des concurrents directs des prestations postales traditionnelles, il serait faux de croire qu'une telle situation de concurrence ne se présentera pas de sitôt dans les pays en développement, même les plus pauvres, c'est-à-dire ceux où la poste est encore en phase de développement. En effet, croire à une telle chose c'est oublier que, dans ces pays, le secteur des télécommunications qui est lui-même peu étendu est en train de bénéficier de tous les perfectionnements techniques et se développe à une allure certainement plus rapide que celle de la poste. En outre, le rapport entre les prix des télécommunications et ceux de la poste est en train de se réduire. Compte tenu de l'attrait qu'exerceront les moyens de télécommunications sur le milieu des affaires et sur celui de l'Administration, c'est-à-dire sur les clients importants de la poste dans les pays en développement, il serait dangereux de sous-estimer l'impact de ces moyens sur la croissance du trafic postal.

Devant ces atteintes à son domaine traditionnel d'activité, la poste n'est pas restée immobile. Elle a réagi avec un certain succès et elle se prépare à prendre de nouvelles mesures qui lui permettront au moins de conserver sa part dans le marché des communications et d'atteindre à un certain équilibre financier.

Mais là encore, il est regrettable de constater que les Administrations des pays jeunes, à l'exception de ceux qui ont atteint un niveau de développement moyen, ne se préparent pas suffisamment à cette lutte, confiantes qu'elles sont dans les possibilités de développement normal du trafic postal. Or, il n'est pas sûr que le développement postal dans ces pays suivra les mêmes phases que celles par lesquelles il est passé dans les pays industrialisés. Il n'est pas interdit de penser que là aussi, comme en matière de développement économique, des étapes pourraient être brûlées par les concurrents et alors le service postal se trouverait confronté brusquement et plus rapidement qu'il ne l'espérait à une situation à laquelle il ne serait pas préparé.

Cela pourrait surtout être vrai des nouvelles technologies qu'expérimentent et développent les services des télécommunications. A l'heure actuelle, la fiabilité des équipements réduit relativement les contraintes de formation du personnel des télécommunications dans les pays jeunes. On a déjà vu des équipements nouveaux, comme les centraux téléphoniques électroniques, être installés dans les pays jeunes avant même les pays où ils ont été mis au point. L'usage de l'informatique aussi est relativement répandu dans les pays jeunes où, quelquefois, ce sont les Administrations des postes et télécommunications qui jouent le rôle de pionnier en la matière. Or, c'est précisément le mariage des télécommunications et de l'informatique qui est en train de révolutionner le domaine des communications. Aussi, la poste doit-elle se préparer à affronter une nouvelle mutation.

Deuxième partie

3 La poste face à l'avenir

Plus que la concurrence des entreprises privées chargées du transport et de la distribution des objets postaux, il semble bien que ce soit les nouvelles techniques de transmission de messages qui menacent la poste. L'évolution des habitudes et des besoins de la clientèle, la mutation du marché des communications, l'extension de l'usage de l'informatique sont autant de conditions favorables à l'éclosion et au développement de nouvelles techniques très éloignées des systèmes postaux classiques mais qui intéressent pourtant le même champ d'activité, à savoir la transmission des messages.

3.1 La mutation du marché des communications

Sur le plan de la structure du trafic postal, on doit admettre que malgré l'extension des catégories des colis postaux et des paquets (c'est-à-dire du transport des marchandises), c'est encore la poste aux lettres et les imprimés (avec les journaux et périodiques) qui constituent la majeure partie du trafic. Au sein de ces deux dernières catégories, le courrier d'affaires et le courrier publicitaire occupent la plus grande place. Cela veut dire que le courrier personnel, de caractère "intimiste" est en train de voir diminuer sa part dans le trafic postal global.

Bien que portant sur des chiffres différents, cette situation est aussi bien celle des pays développés que celle des pays jeunes. C'est une constatation très importante, car elle permet d'affirmer qu'une partie importante du trafic postal est susceptible d'être traitée par les nouveaux modes de communication.

Ajoutons à cela le développement des transactions financières qui s'opèrent déjà pour la plupart à partir de terminaux connectés à des ordinateurs centraux et qui souvent utilisent une carte de paiement ne nécessitant pas de transmission de chèque, donc pas d'envoi par la poste.

Si l'on analyse l'ensemble du courrier susceptible d'emprunter le réseau des télécommunications, on s'aperçoit qu'il s'agit d'un courrier qui est très sensible à la rapidité de transmission: les transactions financières, la presse, les transactions commerciales sont friandes de rapidité. Or, les télécommunications, en association avec l'informatique, leur assurent l'instantanéité. En effet, c'est la télématique (l'association de l'informatique et des télécommunications) qui est ici l'élément nouveau. Car les systèmes de télécommunications "traditionnels" — téléphone, bélinographe, télex — même s'ils connaissent un grand développement ne constituent pas vraiment un danger pour la poste. Par contre, les données du problème ont totalement changé depuis moins d'une dizaine d'années.

La poste peut bien sûr penser qu'à côté de la rapidité de transmission qu'offrent les télécommunications, il y a assez de points noirs comme les coûts ou la difficulté d'assimilation de certains documents qui lui feraient garder une part importante de la clientèle. Aussi, il importe de définir, même de façon sommaire, ces nouveaux moyens de transmission et leurs possibilités.

Bien que ces moyens soient encore au stade de l'expérimentation, on sait déjà qu'ils s'articulent autour de 4 axes principaux pouvant répondre sinon à toutes, du moins à un grand nombre d'exigences.

1° La télécopie, fac-similé ou téléfax

Il s'agit de la transmission d'une page de texte ou de dessin entre deux appareils ressemblant à des photocopieurs. En fait, c'est de la photocopie à distance. Le temps de transmission d'une page normalisée peut être inférieur à 1 minute (appareils du groupe 3).

Bien que coûteux parce que nécessitant l'usage d'un papier spécial pour la reproduction, ce système a l'avantage de transmettre des dessins, des graphismes et aussi les en-têtes de lettres ainsi que les signatures.

2° Le télétext

Il s'agit là, probablement, d'un système qui touche de très près le courrier confié à la poste, car il vient s'insérer directement au lieu même d'élaboration de ce courrier.

En effet, le système consiste grosso modo à connecter entre elles deux machines à écrire et à reproduire directement chez le destinataire sur papier ordinaire le texte dactylographié par l'expéditeur. On voit tout de suite le gain du système qui ne dissocie plus l'élaboration du courrier de sa transmission. Bien entendu, diverses améliorations sont apportées à cette présentation sommaire par l'existence de mémoires annexes qui offrent la possibilité de stocker le texte pour le rectifier, le mettre en page et restituer des copies en local. L'inconvénient du système, c'est qu'il ne permet pas de transmettre les graphismes et les signatures.

3° Le vidéotext

Il permet la consultation à distance d'ordinateurs constitués en base de données pour obtenir sur un écran de télévision des informations stockées et qui peuvent être renouvelées ou mises à jour par les "annonceurs" auxquels sont affectées des zones de mémoire. Ce sont les applications interactives du vidéotext.

L'autre application du vidéotext consiste à consulter à travers le réseau de télédiffusion un émetteur de télévision et de recevoir des pages de textes diffusés en permanence. C'est le vidéotext télédiffusé.

Dans les deux cas, on utilise généralement un récepteur de télévision auquel est associé un clavier et un codeur-décodeur.

4° Les terminaux financiers

Ce sont certainement les systèmes les plus répandus et qui sont déjà entrés en phase opérationnelle. Ils peuvent revêtir diverses formes, parmi lesquelles:

- écran cathodique associé à un clavier et à une imprimante: il permet de consulter les données du fichier du centre de chèques postaux ou de caisse d'épargne et de passer des transactions avec mise à jour instantanée des comptes;
- distributeur de billets de banque avec ou sans consultation du centre. Dans ce dernier cas, c'est la carte de paiement qui contient les données permettant de réaliser l'opération.

En outre, les Administrations des télécommunications, seules ou en association avec des constructeurs privés, sont en train d'étudier et de définir des terminaux pouvant combiner les avantages des différents systèmes.

S'agissant des coûts de ces systèmes, il y a tout lieu de penser qu'ils ne constitueront pas un frein sérieux, comme on l'a déjà vu avec le téléphone et le télex. D'autant plus que les milieux auxquels s'adressent ces moyens pourraient estimer que le rapport prix/performances est avantageux. Il ne faudrait pas perdre de vue non plus ce qui a déjà été écrit plus haut, à savoir que le rapport des prix télécommunications/poste a tendance à se réduire.

On voit donc bien que la poste est réellement menacée.

3.2 L'attitude de la poste face aux menaces pesant sur son avenir

En fait, la plupart des Administrations des pays jeunes ne se considèrent pas concernées par ces problèmes, dans l'immédiat tout au moins. Elles n'ont donc pas pu fournir d'éléments bien précis sur l'impact que pourrait avoir les nouveaux modes de transmission de messages sur la poste.

Pour les pays avancés qui ont fourni des exposés, les risques de perte de trafic existent bien mais ils sont encore difficilement définissables. Pour 3 d'entre eux qui se sont hasardés à avancer des chiffres, le volume du trafic des lettres qui pourrait être transféré au cours des vingt prochaines années se situe entre 5 et 30%.

Les plus optimistes des Administrations qui se sont exprimées à ce sujet estiment toutefois que l'évasion éventuelle de trafic pourrait être compensée en tout ou en partie par de nouveaux marchés, voire même par des effets induits par les nouveaux systèmes eux-mêmes. Cependant, il y a unanimité à considérer que la situation est préoccupante car une régression du trafic pourrait s'accompagner d'une baisse de productivité, d'une hausse des coûts et de nouveau d'un fléchissement de la demande.

L'attitude adoptée par les Administrations postales face à ces problèmes est une attitude positive, ce qui est réjouissant. En effet, elles considèrent que, malgré les incertitudes quant au futur développement des nouveaux procédés, il convient de s'y préparer dès maintenant et donc d'en suivre l'évolution. Certaines d'entre elles se livrent à des recherches ou à l'expérimentation de nouveaux services à offrir au public. Ces expériences portent notamment sur la télécopie.

D'autre part, celles des Administrations qui en ont la possibilité se concertent avec les télécommunications ou créent avec elles des organes communs d'étude et de réflexion pour définir les utilisations futures ainsi qu'une éventuelle répartition du marché. En effet, la plupart des Administrations qui se sentent concernées estiment que la transmission de messages entre deux terminaux installés chez les usagers est du domaine exclusif des télécommunications. Par contre, lorsque l'expéditeur ou le destinataire ou les deux à la fois ne disposent pas de leurs terminaux en propre, la poste doit intervenir et offrir ses services. Pour cela, elle aura recours bien sûr au réseau de transmission des télécommunications, mais il s'agit là de situations déjà vécues. Dans cette perspective, ce sont les Administrations postales qui appartiennent au même département que les télécommunications qui se sentent plus à l'aise car, pour elles, il s'agira moins de concurrence que de répartition judicieuse des moyens et des compétences.

Une Administration a calculé que sur les 36,4 millions de lettres acheminées journalièrement, plus de 20 millions, soit 55%, sont transmissibles électroniquement. Sur ces 20 millions de lettres, 40% sont expédiées par des entreprises à destination d'autres entreprises, c'est-à-dire un courrier susceptible d'échapper complètement à la poste.

La même Administration a calculé les seuils quotidiens à partir desquels le coût unitaire d'une lettre expédiée par télétexte est plus avantageux qu'une lettre préparée dans l'entreprise et expédiée par la voie postale. Elle arrive aux résultats suivants qui se passent de tout commentaire:

- 8 lettres ordinaires par jour;
- 6 lettres ordinaires et 1 lettre par exprès;
- 4 lettres ordinaires, 1 lettre recommandée et 1 lettre par exprès;
- 2 lettres recommandées, par exprès avec avis de réception.

Ainsi, les Administrations confrontées à une future utilisation du "courrier électronique" suivent de très près le développement des nouvelles technologies de transmission des messages. Certaines d'entre elles ont même pris les devants et testent des services nouveaux faisant appel à ces technologies. Ces expériences en grandeur réelle s'effectuent aussi bien à l'échelon national qu'au plan international. Elles devraient permettre d'affiner les études et d'obtenir des renseignements plus précis sur le comportement du public et du personnel ainsi que sur les catégories de courrier postal qui seraient affectées.

Deux Administrations ont mis au point, ou envisagent de le faire incessamment, des services hybrides qui associent l'informatique, les télécommunications et la poste. Il s'agit, en gros, en partant d'un support informatique, une bande magnétique généralement, de générer une correspondance le plus près possible du domicile du destinataire auquel elle serait remise par le service postal.

En matière de transactions financières, les Administrations qui ne l'ont pas encore fait envisagent de s'introduire dans ces marchés et de créer les produits adaptés aux besoins de la clientèle.

Au niveau de ces essais, il est peut-être significatif de souligner qu'une seule Administration d'un pays jeune a parlé de la mise en service, à titre expérimental, d'un service de fac-similé à l'échelon national. Il est également à relever que, malgré l'avance de certaines d'entre elles dans ce domaine, les Administrations des pays en développement n'ont pas parlé de l'emploi de systèmes électroniques en matière de services financiers.

Par ailleurs, à côté de cet intérêt et de cette attitude dynamique face aux nouveaux systèmes électroniques, les Administrations cherchent d'ores et déjà de nouveaux marchés de prestations traditionnelles dont l'exploitation pourrait compenser la perte de trafic lettres que ne manquera pas d'entraîner la mise sur le marché des nouveaux moyens de transmission de messages. Les regards se tournent vers le transport de marchandises ou le publipostage. Compte tenu de la concurrence qui s'exerce dans ces marchés, les Administrations, y compris celles des pays jeunes, sont conscientes qu'elles doivent faire l'effort d'améliorer la qualité de service pour maintenir la clientèle actuelle et en attirer une nouvelle. Elles proposent aussi de faire preuve d'imagination et de créativité pour mettre au point de nouvelles prestations qui répondent aux aspirations et aux besoins des populations. Cela suppose bien sûr une attitude plus combative et un esprit novateur auxquels la poste n'a peut-être pas attaché une grande importance dans le passé.

4 Conclusion générale

La poste est peut-être en train de vivre sa grande mutation en ces années 80. Elle est confrontée à beaucoup de problèmes en même temps. Victime à la fois de sa propre croissance et du changement d'attitude de sa clientèle, elle doit faire face sur plusieurs fronts.

Sur le plan interne, la poste, dont les effectifs ont atteint des proportions importantes, doit faire appel de plus en plus à un personnel jeune, peu stable mais aussi plus exigeant. Compte tenu de la structure de ce personnel où prédominent les petites et moyennes catégories, l'effort financier nécessité par les réaménagements salariaux, mais aussi par l'amélioration des conditions sociales et de travail, est considérable. La maîtrise des problèmes d'organisation d'une entreprise qui met en route journallement des millions d'objets et qui, en quelques années, est passée du stade de la manutention presque pure à celui de l'électronique, n'est pas l'une des moindres difficultés. Coïncidence ou force des choses, cette révolution interne s'accomplit dans une conjoncture particulièrement défavorable caractérisée par une inflation généralisée, une hausse vertigineuse des coûts de l'énergie et un renchérissement non moins important des prix des biens d'équipements. Tous ces facteurs font que les coûts de fonctionnement de la poste augmentent dans des proportions qui dépassent de loin l'augmentation moyenne du coût de la vie. Pendant le même temps, les coûts des moyens de télécommunications évoluent très lentement, quand ils ne baissent pas de façon spectaculaire¹. De là à ce que les clients, même les moins exigeants, se détournent du service postal, il n'y a qu'un pas que seule l'habileté des dirigeants de la poste permettra de ne pas franchir.

Au plan externe, un certain nombre d'entreprises et de particuliers attirés par le développement sans précédent du marché postal s'y sont infiltrés, d'abord par le biais des prestations non couvertes par le monopole, puis, de façon plus ou moins clandestine, dans le secteur du trafic lettres qui a toujours constitué le domaine privilégié de la poste. Exploitant les nouvelles exigences de célérité et de personnalisation des services, de la population, mettant à profit le mécontentement de certains usagers irrités par le traitement quasi égalitaire que réserve la poste à ses clients, la concurrence, non astreinte aux contraintes du service public, a pu choisir son domaine d'intervention et offrir une qualité et des prix meilleurs que ceux de la poste.

A cette première menace, la poste a su trouver la parade, même lorsque celle-ci n'est pas encore utilisée. Elle a compris que le remède ne réside pas dans les majorations de tarifs ni dans le renforcement de l'arsenal juridique mais plutôt dans la réorganisation des services, l'amélioration de la productivité, la recherche d'économies internes, la diversification des services et la différenciation des produits.

Mais voilà qu'une nouvelle menace encore plus grande se dessine : l'informatique en s'associant aux télécommunications s'adresse au grand public et lui apporte de nouvelles techniques de transmission de messages susceptibles de mettre en péril le trafic lettres qui constitue l'ossature principale de l'activité postale. Certes, le danger est encore diffus et imprécis mais le doute ne subsiste plus que sur la part de trafic à céder aux nouveaux moyens. Toutes les Administrations postales sont d'accord là-dessus. Alors est-ce à dire que cette fois l'heure du déclin est arrivée? Aucune Administration ne le croit car la poste qui, à différentes étapes de son histoire, a fait preuve d'adaptabilité et d'initiative peut encore faire face au danger, même si cette fois la menace est d'une ampleur excessive.

Les perspectives d'avenir ne sont pas obscures. Tout au plus, la situation exigera des méthodes d'approche nouvelles, mais cela ne pourra qu'être bénéfique au développement de la poste. En effet, les Administrations qui se sont exprimées ont insisté sur la nécessité d'adopter une position dynamique face aux nouvelles technologies. Cette position postule de mieux étudier le marché, les goûts et les besoins de la clientèle. Elle postule aussi de pousser la recherche et l'expérimentation afin de ne pas être surpris par les futurs moyens de communications. Il est admis, par ces Administrations, que la poste peut se positionner sur le marché qui sera couvert par ces moyens.

¹ Le journal "Le Monde" du 12-13 octobre 1980 fait état d'une baisse de 50 à 66 % sur le prix des répondeurs téléphoniques commercialisés par EGT, une filiale de la Direction générale des télécommunications de France.

A cela, il convient d'ajouter l'usage qui peut en être fait pour améliorer les performances des Administrations dans le domaine des prestations traditionnelles. Certains pays font déjà (ou envisagent de faire) un usage fort répandu de l'informatique, que ce soit dans le domaine des transactions financières, dans l'implantation des guichets self-service ou dans des applications de support, comme la réglementation et les modes opératoires: l'agent sélectionnerait sur son clavier l'opération qu'il désire effectuer et appellerait sur son écran les renseignements concernant le pays de destination, les dispositions réglementaires ou même le mode opératoire.

En résumé, on peut considérer que les Administrations postales sont conscientes à la fois des dangers qu'elles courent mais aussi des moyens dont elles disposent pour continuer à jouer leur rôle. On peut cependant regretter que les Administrations des pays jeunes aient tendance à considérer que la menace des nouvelles technologies de transmission de messages est encore lointaine. Cette impression est renforcée par l'idée que le faible niveau de développement des services postaux permettrait, pendant de nombreuses années encore, à ces pays de développer leur réseau postal et de bénéficier davantage d'un accroissement des prestations traditionnelles qui ne touchent encore la population que dans de faibles proportions. Mais cette vision soporifique risque de se révéler dangereuse à très brève échéance. En effet, une fois les nouveaux moyens mis au point, leur coût risque de baisser de façon spectaculaire et aucun pays ne pourra opposer de barrière à leur expansion. On se trouverait alors dans ces pays devant des situations dualistes: un secteur (privé?) de communications d'avant-garde ultra performant, rentable et au développement assuré et une poste traditionnelle qui se meurt, assurant un "service d'assistance sociale" de mauvaise qualité à des populations qui n'attendraient qu'une amélioration de leur condition pour rejoindre les usagers du premier secteur. Bien sûr, il s'agit là d'une hypothèse extrême qui, il faut l'espérer, n'arrivera pas. Mais pour cela, les Administrations des pays en développement doivent se préparer à affronter la nouvelle révolution technologique du marché des communications. Beaucoup d'entre elles ont d'ailleurs exprimé le désir de se tenir informées des expériences de leurs homologues des pays industrialisés. D'autres ont émis le souhait de voir les organismes internationaux, notamment l'Union postale universelle, se saisir du dossier. Mais encore, faudrait-il que, parallèlement à leur effort de développement du secteur postal traditionnel, elles aident à la sensibilisation de leur opinion publique et de leurs gouvernants à ces problèmes pour éviter qu'elles ne soient prises au dépourvu au moment d'amorcer leur mutation.

Commission 1 (L'avenir des services postaux)

Etude 501: L'avenir des services postaux (Etude complémentaire)

Rapporteur: Maroc

Rapport

Avant-propos

On se souvient que le Maroc a élaboré un rapport général sur l'avenir des services postaux.

Le rapport diffusé en mars 1981 fait état des préoccupations des Administrations postales face à l'avenir, telles que ces préoccupations étaient exprimées tant dans les contributions écrites que dans les allocutions prononcées à l'occasion de la Journée de l'UPU, le 9 octobre 1979.

Néanmoins, compte tenu de l'importance de la question, il a été convenu que le Maroc continuerait à se charger, avec l'aide du Bureau international et du Président de la Commission 1, de la poursuite de cette étude et de lancer un appel aux Administrations postales pour susciter leur réaction face à l'avenir, avenir chargé de tant de menaces et d'incertitudes.

Lors de la session 1982 du CCEP, le pays rapporteur avait annoncé qu'il était en possession de 15 monographies, 5 autres exposés lui sont parvenus du Bureau international à la fin du mois de juin 1983.

Le présent rapport s'est donc efforcé de présenter une synthèse de 20 contributions reçues et dont le pays rapporteur tient à remercier vivement les Administrations qui les ont fournies.

Ce rapport complémentaire a consisté à analyser 12 contributions provenant de pays en développement et 8 émanant de pays industrialisés.

Il est à signaler que le rapport préliminaire était basé sur 28 contributions réparties à part égale entre les pays jeunes et les pays industrialisés.

A quelques rares exceptions près, les contributions n'ont pas respecté le schéma d'exposé initialement arrêté par le Bureau international. Chacun a essayé d'aborder la question de l'avenir de la poste en fonction de ses propres réalités et de ses propres moyens. Cela n'a nullement facilité la tâche du Rapporteur, qui a été acculé à résumer les diverses opinions émises plutôt qu'à les synthétiser.

Les documents relatifs au colloque sur l'étude C 104 tenu à Berne en 1982 dans le cadre de la session annuelle du CCEP ont été consultés avec profit.

L'ensemble des idées ainsi résumées permettra, il faut l'espérer, aux Administrations postales d'apprécier, d'une part, le chemin parcouru et, d'autre part, les efforts à déployer en faveur de l'une des plus anciennes institutions de l'humanité.

Introduction

Douze pays en développement ont pris part à cette étude complémentaire sur l'avenir des services postaux.

En dehors de cette importance numérique relative (12/20 pays ayant fourni des contributions), c'est surtout l'état d'esprit qui mérite d'être souligné. En effet, si l'étude préliminaire (rapport diffusé en mars 1981) a déploré l'absence d'une prise de conscience des Administrations postales des pays jeunes face à la menace que font peser sur la poste les nouvelles technologies de transmission de messages, il est réconfortant de constater que les nouvelles attitudes dénotent un certain changement. Bien sûr, le degré de ce changement varie d'une Administration à une autre, mais l'esprit y est.

Les pays industrialisés quant à eux ont dépassé le stade de la motivation puisqu'ils en sont à l'expérimentation et à l'évaluation des résultats des nouvelles prestations introduites. C'est pour cela qu'il nous a semblé intéressant d'articuler cette étude complémentaire sur les points suivants:

- 1° Les mutations du marché des communications.
- 2° Les mesures prises ou envisagées.
- 3° Conclusion.

1 Les mutations du marché des communications

L'alliance des télécommunications et de l'informatique a révolutionné le marché des communications puisqu'elle a donné naissance à de nouvelles techniques qui influencent et influenceront sans aucun doute les prestations postales traditionnelles. Cette révolution parfaitement ressentie par les pays industrialisés, à peine entrevue par les pays jeunes est différemment appréciée par les uns et par les autres. Il y a donc lieu d'analyser les positions en présence.

1.1 Les mutations du marché des communications dans les pays jeunes

Trois pays (Nigéria, Tanzanie (Rép. unie), Gambie) ont donné une description poignante de la situation de leurs services postaux. Toutes les faiblesses et surtout leurs causes sont passées en revue avec une franchise remarquable.

Pour deux pays (Gambie, Tanzanie (Rép. unie)), il s'agit d'améliorer la performance des prestations actuelles tant sur le plan quantitatif (extension du réseau postal à l'ensemble du territoire) que sur le plan qualitatif (réduction des délais d'acheminement, mécanisation).

Le Nigéria quant à lui a, après avoir exposé les problèmes auxquels est confrontée la poste nigériane, énuméré un certain nombre de mesures ayant trait au statut de la poste (création d'un office), aux investissements (octroi de crédits nécessaires à la poste) et à la formation du personnel.

Bien que cette Administration ne se soit pas prononcée en ce qui concerne l'avenir, on peut deviner que les mesures envisagées sont de nature à améliorer l'image de marque de la poste nigériane et peut-être à l'aider à amorcer les mutations nécessaires.

L'Argentine établit un lien entre le passé, le présent et le futur pour aboutir à la nécessité pour la poste de réparer d'urgence les lacunes actuelles. Cela passe par une revitalisation de l'institution en lui donnant la structure juridique, organique et fonctionnelle convenable. Les télécommunications constituent certes une menace, mais les nouveaux services (télécopie, téléfax, télétext, vidéotex et les terminaux financiers) ne semblent pas mettre en danger les prestations postales; il n'y a donc pas de crainte à se faire pour l'avenir de la poste.

La Chine (Rép. pop.) a pratiquement adopté la même démarche mais juge la concurrence bénéfique pour la poste, car cela la poussera à mieux travailler. L'état arriéré dans lequel se trouve la poste chinoise ouvre devant elle de larges perspectives à condition d'améliorer l'exploitation des services, d'accélérer l'acheminement du courrier, d'élever la capacité de faire face à la concurrence et d'introduire les nouveaux services.

La Roumanie, par la voie du Directeur général adjoint pour les questions postales et économiques, fait écho d'un large optimisme puisqu'il estime que "née en même temps que la société, la poste s'est développée comme une de ses parties intégrantes et elle occupe la place qui lui revient, à l'avenir aussi comme institution de prestige".

La Malaisie considère que le courrier électronique portera certainement atteinte au courrier postal. Les menaces réelles proviendraient des entreprises de messagers et de l'inertie de la poste elle-même mais elle garde foi dans l'avenir.

Le manque d'instruments de références nécessaires (statistiques) n'a pas permis à l'Uruguay d'ébaucher une stratégie de l'avenir.

Les nouvelles technologies ouvrent devant les communications des perspectives insoupçonnables. On estime ainsi qu'il y aura, d'un côté, la poste rurale qui continuera à fournir les prestations et, de l'autre, la poste urbaine qui impliquera une autre dimension.

Une assistance concrète de l'Union postale universelle et une économie solide semblent être les bases du développement de la poste.

Le Bangladesh, l'Égypte et l'Algérie ont adopté le schéma d'exposé qui avait été arrêté par le Bureau international. Leurs préoccupations rejoignent en gros ce qui avait déjà été dit dans le rapport préliminaire, sauf que l'Algérie estime que la stratégie à adopter consiste à maintenir et à développer ce qui existe, à introduire les services nouveaux et surtout à prendre conscience des mutations en cours et à se préparer.

L'Égypte et le Bangladesh pensent que la poste n'est pas menacée.

Après avoir analysé la situation de la poste dans les pays arabes et donné quelques éléments de comparaison avec d'autres pays, le Maroc pense que la poste est réellement menacée par les nouveaux services que permettront les nouvelles technologies de transmission de messages.

L'Union postale arabe peut jouer un rôle très important en canalisant les efforts d'adaptation de la poste dans le monde arabe face au danger qui la menace.

C'est une nouvelle dimension du rôle des Unions restreintes qui est ainsi mis en exergue.

1.2 Les mutations du marché des communications dans les pays industrialisés

La Suisse, par la voie du Directeur des services postaux, nous indique que la demande augmentera en raison:

- des besoins de la clientèle;
- de l'évolution de l'économie nationale;
- du marché du travail;
- de l'évolution de la technique.

Mais d'emblée, l'auteur de l'article nous assure "qu'il n'y a absolument rien d'alarmant".

Il appuie cette affirmation largement optimiste en procédant à un examen détaillé des nouvelles technologies. C'est ainsi que:

- le système des télécommunications intégré tout en augmentant le nombre des communications téléphoniques n'affectera pas le trafic postal;
- le visiophone, qui donne au téléphone une nouvelle dimension, n'aura pas d'influence sur le service postal;
- le vidéotex, qui présente certainement des commodités pour certaines informations, ne gênera pas le trafic postal. Bien au contraire, les informations diffusées par vidéotex peuvent provoquer des relations écrites et par conséquent avoir des retombées bénéfiques sur le trafic de la poste;
- la télévision par câble rendra difficile la situation des journaux locaux et régionaux;
- le télépac, qui est basé sur la commutation par paquet, risque d'avoir des répercussions sur le trafic postal;
- l'euronet, qui permet l'accès à des banques de données à l'échelon international, n'influencera en rien le trafic de la poste;
- le téléfax, qui permet aux abonnés de transmettre des textes à travers le réseau téléphonique public, n'aura pas d'incidence sur le trafic des lettres sur le plan interne. Il provoquera tout au plus une stagnation du trafic international. On estime qu'il gênera surtout le téléx;
- l'intelpost (système de transmission électronique de documents, de manuscrits, dactylographies et autres), dont les expériences entamées en 1981 en Suisse et au Canada ont été décevantes, a été abandonné au cours de 1982;
- le téléx EDWA (système électronique de commutation téléx et de données) n'aura probablement aucune incidence sur le service postal;
- le télétext n'aura de répercussions sur le trafic postal qu'à long terme.

Après cette analyse des nouveaux produits et de leur incidence sur le service postal, l'auteur examine l'évolution de la demande dans les différents secteurs de la poste. Il dégage les prévisions suivantes:

- Service des voyageurs: Il faudra s'attendre à un accroissement du nombre de voyageurs en raison de la pénurie d'énergie et du souci de préserver l'environnement.

- Les LC: Les lettres et cartes continueront à avoir la faveur du public grâce à la rapidité et à la fiabilité du transport. Le télex et le télétext provoqueront une diminution du courrier commercial. 44% des entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête réalisée par l'Administration estiment que le trafic des LC augmentera.
- Les imprimés demeureront un important support publicitaire.
- Les journaux et périodiques: L'enquête menée a montré que quelque 1178 nouveaux journaux ont vu le jour en dix ans.
- Les colis: La poste peut s'attendre, grâce à son infrastructure, à de nouvelles augmentations de trafic, surtout sur les axes à grande distance.

En abordant les services financiers, l'auteur de l'article affirme que l'on s'achemine vers un développement inévitable des systèmes de paiements électroniques. Il expose à grands traits l'expérience APOCO en Suisse. Il évoque ensuite les systèmes d'avenir de paiements en insistant sur le développement de l'utilisation du numéraire.

Toutes les cartes de crédit ou de paiement sont ensuite passées en revue pour finalement affirmer que, lors d'un séminaire international sur "l'utilisation de l'ordinateur dans le secteur bancaire au cours des années à venir", il a été constaté "une recrudescence des paiements en espèces, très commodes et moins onéreux".

Pour conclure, l'auteur nous met tout de même en garde en signalant que la poste doit s'attendre à des temps difficiles car son avenir dépendra de la gamme des prestations qu'elle pourra fournir et de leur qualité.

En effet, le client exigera, en plus de la rapidité dans l'exécution de la prestation, une délicatesse et une attention particulières. L'auteur énumère ensuite les objectifs par champs d'activité (dépôt, expédition, transport et distribution). Il évoque enfin le problème de personnel avec tout ce que cela comporte: plafonnement des effectifs, difficultés de conserver le personnel, requêtes en matière de politique de personnel et service de nuit.

La Grande-Bretagne nous donne un autre son de cloche puisqu'elle ne semble pas partager totalement le point de vue de l'Administration suisse.

En effet, les télécommunications sont vues comme une menace certaine pour les messages écrits, notamment en ce qui concerne le courrier né des relations entre entreprises et qui représente 1/3 du marché de la poste aux lettres.

Parmi les progrès technologiques qui constituent une menace particulière, on cite:

- *La télématique* qui pourra se substituer à la poste dans les échanges entre entreprises.
- *Le VIEWDATA* qui permet la transmission d'informations grâce au couplage du téléphone et d'un récepteur de télévision.
- *Les systèmes par satellites* qui peuvent offrir une substitution au service postal international.
- *La télécopie* qui est "un système de photocopie à distance". Aux Etats-Unis d'Amérique, quelque 200 000 télécopieurs fonctionnent déjà.
- *Les télécommunications internationales et télétransmissions.* Les menaces sérieuses sur le courrier des entreprises proviennent tout particulièrement des performances sans cesse améliorées des télécommunications internationales. La télétransmission de documents à imprimer dans le pays de destination semble constituer une grave menace à peine soupçonnée.
- *Le transfert électronique de fonds* peut provoquer une diminution sensible du courrier financier.
- *La facturation automatique* dans les locaux du client grefferait lourdement le trafic postal (les factures de gaz et d'électricité représentent 150 millions d'envois par an).

Devant de telles perspectives peu réjouissantes, quelle pourra être la demande future?

La réflexion sur cette question s'articule autour des 2 points suivants:

- 1° Dans quelle mesure la nouvelle technologie engendrera-t-elle son propre trafic?
- 2° Quels secteurs seront peu touchés et quels services mettre en place pour répondre à la demande que la nouvelle technique ne peut satisfaire?

On rappelle à ce sujet le cas du téléphone qui provoque l'envoi de la facture, le paiement de celle-ci, la commande de marchandises et leur distribution par la poste. On estime aussi que tout appel téléphonique s'accompagne généralement d'une confirmation par écrit car la société, tout en se technifiant chaque jour davantage, conserve et développe le sens de la légalité.

Parallèlement, d'autres secteurs ne seront pas touchés par la technique. C'est ainsi que le Royal Mail a institué le service des envois sans adresse et l'ADMAIL.

La transmission des paquets et colis n'est pas exposée à la menace des technologies modernes.

Les Pays-Bas mettent en relief la nécessité d'entreprendre des études prospectives dans le but d'étayer la position des optimistes et des pessimistes à l'égard de l'avenir de la poste. C'est ainsi qu'après avoir rappelé le rôle de la poste en tant qu'élément de la communication dans la vie sociale, l'auteur de l'article met l'accent sur:

- la relation PNB/Communications;
- la relation entre le trafic postal et la structure familiale;
- la relation entre le trafic postal et le revenu des foyers;
- la complexité de la gestion de la vie sociale;
- l'incidence des nouveaux médias sur le volume de l'ensemble des communications avec à l'appui 2 exemples historiques: la radiodiffusion et l'automobile. L'auteur examine ensuite la part du trafic de messages écrits dans l'ensemble des communications et la part de la poste dans le marché de trafic de messages écrits pour dire, d'une part, qu'il y a lieu de nuancer l'affirmation généralement répandue et selon laquelle l'utilisation du téléphone entraînerait une diminution de la communication sur papier. Il s'appuie en cela sur une étude effectuée en Hollande en 1978 sur "le papier et la poste" et, d'autre part, que la poste assurera encore la distribution du courrier se référant au pourcentage du courrier distribué par la poste aux Pays-Bas (98%).

En rappelant les deux manières selon lesquelles la poste peut intervenir dans les formes hybrides de service de communications, l'auteur évoque le cas de la télécopie pour dire qu'en définitive il doit être ramené à l'utilisation par la poste des nouvelles technologies. Il nous met en garde contre les risques de négliger la part de la poste dans les services hybrides car ceux-ci sont de nature à protéger les activités principales. "Les nouveaux services non assurés par la poste sont autant de points faibles dans la défense de l'entreprise postale."

L'auteur traite assez longuement de la nécessité de mener de temps à autre ce qu'il a appelé "l'enquête force-faiblesse de la poste".

L'origine du monopole, le niveau des tarifs postaux, le passage de l'entreprise expédition à l'entreprise de distribution, les aspects qualitatifs, l'accroissement des services postaux, la vente et l'organisation interne et la conduite de l'entreprise sont tour à tour examinés.

En abordant le chapitre des nouveaux médias, l'auteur indique que ceux-ci influencent positivement le volume de l'ensemble des communications. Après avoir relevé que toute technologie nouvelle de communications est souvent considérée avec beaucoup d'optimisme en raison tout particulièrement de l'élément rapidité, l'auteur relève que ce n'est peut-être pas là l'essentiel et cite le cas des ordres de virements. Il évoque ensuite l'aspect réduction des coûts et débouche sur la nécessité d'une enquête systématique à mener pour mieux appréhender la signification future des nouveaux médias. Dans cette enquête, devront être pris en compte outre les aspects rapidité, coûts, etc., d'autres aspects difficilement quantifiables comme la facilité d'utilisation, l'aspect esthétique, etc.

Et l'auteur de conclure par l'évocation du rythme auquel doivent être réalisés les nouveaux médias, pour insister sur les 3 critères suivants:

- est-ce possible techniquement?
- justifiable économiquement?
- souhaitable socialement?

2 Mesures prises ou envisagées

Il est intéressant, devant l'évolution pour ne pas dire révolution qui agite le marché des communications, de voir quelles sont les attitudes ou les réactions des Administrations postales qui, après avoir vécu paisiblement à l'abri de monopoles se trouvent du jour au lendemain menacées dans leur existence.

La différence tellement grande entre les niveaux de développement de la poste à travers le monde nous impose d'examiner, d'une part, les attitudes et les réactions des Administrations des pays en développement et celles des Administrations postales des pays avancés, d'autre part.

2.1 Mesures prises ou envisagées dans les pays en développement

D'une manière générale, les pays en développement ont pour souci majeur d'améliorer la situation de leurs services postaux. Pour cela, ils jugent nécessaire l'extension du réseau postal à l'ensemble du territoire national, la réduction des délais d'acheminement, la mécanisation des opérations et la taxation des prestations au prix de revient dans toute la mesure possible.

Une de leurs contraintes provient d'un manque de moyens mais surtout de l'incompréhension des pouvoirs publics. Là encore, le cercle infernal du sous-développement apparaît.

Certains de ces pays font appel à l'Union postale universelle pour leur venir en aide dans leur oeuvre de sensibilisation de leurs propres gouvernants.

2.2 Mesures prises ou envisagées par les pays avancés

Les pays avancés ont, comme cela a déjà été dit, dépassé le stade de la motivation. Nous allons donc essayer de passer en revue les mesures qu'ils ont prises ou qu'ils envisagent de prendre.

La France mène une action sur un double plan, celui d'améliorer les performances des prestations existantes et celui de participer aux transformations du marché des communications.

C'est ainsi que sont exposés les efforts entrepris depuis plus d'une dizaine d'années dans le domaine de la rationalisation et de la modernisation de l'acheminement du courrier international (automatisation du tri avec tout ce que cela a entraîné comme création de centres de tri et modernisation des équipements périphériques).

Parallèlement, le transport interne et externe a été développé grâce à l'utilisation des conteneurs, des caissettes et des bacs.

A côté de cela, on assiste à une réorganisation permanente des acheminements et moyens de transport qui fait appel aux nouvelles techniques informatiques de gestion et à la recherche opérationnelle (STRIGA — système de traitement des informations pour la gestion des acheminements).

D'autres modèles stratégiques informatisés sont actuellement en cours de mise au point.

Au-delà de ces réalisations, des études sont poursuivies en permanence pour améliorer les performances du matériel en utilisant les ressources des nouvelles techniques.

Par ailleurs, la poste française compte introduire comme nouvelles prestations la télécopie et la téléimpression, marquant par là son entrée dans l'ère du courrier électronique. Le bureau de poste, quant à lui, se prépare à l'ère de la bureautique. Le GAPA et le LSA (appareil libre service affranchissement) allégeront sans doute la tâche du guichetier qui pourra alors jouer "un rôle relationnel d'accueil" donnant ainsi une nouvelle dimension humaine aux rapports poste/usagers.

Les bureaux de poste ainsi conçus joueront le rôle de relais pour le développement du réseau public de téléconsultation.

La France traite dans la deuxième partie de son exposé de l'adaptation du service postal aux besoins de la clientèle en matière de courrier. Elle fait une distinction entre les entreprises et les particuliers.

Pour les unes, on offrira, en plus du postadex (poste adapté à la demande de l'expéditeur) et de la télécopie déjà en service ou en expérimentation, la téléimpression, le système de recommandés améliorés, des relations personnalisées (qui prennent en compte les besoins spécifiques et une assistance en matière d'organisation du service courrier).

Pour les autres, il s'agit d'une manière générale de "leur faciliter la vie de tous les jours par une amélioration du service rendu et une information à grande échelle sur tout ce que la poste peut offrir".

La poste financière quant à elle connaîtra un développement de l'outil informatique et une restructuration des centres financiers. Dans ce contexte, 5000 bureaux accueilleront 7000 terminaux et il sera procédé, entre autres, à la refonte des fichiers CCP et au regroupement des centres CCP et CNE.

La Nouvelle-Zélande a, depuis 1976, totalement changé la situation de sa poste. C'est ainsi que le service est devenu excédentaire grâce à l'adoption de tarifs tenant compte de la récupération des frais engagés et d'une marge bénéficiaire de 10%. De plus, face à l'accroissement des coûts de fonctionnement, une stratégie visant la réduction de ses coûts a été mise au point. Pour consolider cette stratégie, un certain nombre d'initiatives ont vu le jour. Il s'agit de la publicité par la poste (publipostage) de l'adoption du délai d'acheminement J + 1, du développement du service philatélique et du recrutement de vendeurs qualifiés.

Il est également jugé important de développer le trafic des colis postaux car "la technique peut s'emparer du trafic postal dans le domaine de la transmission des documents, mais elle ne peut pas transmettre les colis".

Les perspectives d'avenir sont évoquées en termes de finances (les recettes doivent couvrir les dépenses et dégager un bénéfice), de main-d'oeuvre (niveau acceptable de la productivité, motivation du personnel, rapport étroit avec les syndicats) et de relations internationales (simplification de la réglementation internationale trop complexe).

Pour la Hongrie, l'aspect qualitatif sera l'axe dans lequel les efforts devront être déployés à l'avenir. Les améliorations envisagées porteront sur l'extension du réseau des distributeurs automatiques, l'instauration d'un système d'heures d'ouverture partagé et la réorganisation des chaînes d'acheminement. Le courrier électronique est examiné avec les télécommunications car les investissements sont considérables pour la poste.

On estime aussi que l'informatique pourrait être la solution à apporter aux problèmes que connaissent les services financiers postaux.

On estime enfin que la mécanisation des guichets qui a grandement facilité l'exécution des opérations a atteint son point culminant et qu'on ne pourrait pas aller plus loin.

En ce qui concerne la presse, la distribution par abonnement se limitera aux journaux à petit tirage, les grands tirages seront disponibles dans les points de vente.

L'Union soviétique fait état des prévisions du développement de la poste russe pour les années 1986 à 2005. En plus d'un accroissement du trafic des colis postaux, la mécanisation et l'automatisation constitueront, jusqu'en 1990, la première étape du plan de développement de la poste soviétique.

L'Espagne, pour sa part, préconise la structuration, la rénovation et la modernisation de la poste pour l'adapter aux exigences de ses usagers. Ceci passe par une meilleure connaissance du marché et des besoins de la clientèle et par les possibilités offertes par l'ordinateur en ce qui concerne les transactions financières et les opérations de guichet.

3 Conclusion

Dans la conclusion du rapport préliminaire de l'étude 501, il avait été dit que "La poste est peut être en train de vivre sa grande mutation en ces années 80". On peut constater en effet que cette mutation est en train de se produire, même si tout le monde ne la perçoit pas de la même manière.

Les pays développés ne disposent pas apparemment du recul suffisant pour émettre un jugement catégorique sur la portée des menaces qui guettent la poste et sur ses chances de succès.

Les pays jeunes, quant à eux, en dépit d'une meilleure prise de conscience et des tentatives d'extension et de modernisation de leur service postal, sont accaparés par des problèmes immédiats et quotidiens nés d'une conception très poussée du caractère social de la poste.

Il n'en demeure pas moins que les uns et les autres sont tenus de rester vigilants dans un monde où la technologie permettra à l'homme d'atteindre des limites jusqu'ici insoupçonnées.

La survie de la poste dépendra en grande partie de l'effort d'adaptation qu'elle pourra consentir pour améliorer ses performances, car l'expérience a montré qu'une meilleure qualité du service, un meilleur accueil et des produits adaptés constituent une protection autrement plus efficace qu'un arsenal juridique, aussi sophistiqué soit-il.

Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées

Rapport du Directeur général du Bureau international

I. Introduction

1. Le présent rapport se fonde sur la pratique suivie lors des derniers Congrès et sur la décision C 99 par laquelle le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a notamment admis que l'UPU doit continuer à contribuer, selon la politique suivie ces dernières années, à résoudre le problème de la décolonisation dans les limites de ses compétences.

2. En guise d'introduction, il paraît utile de donner un bref aperçu du développement, au sein des Nations Unies, de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées, appelée aussi Déclaration sur la décolonisation.

3. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, le 14 décembre 1960, la résolution 1514 (XV) portant *Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux*. Cette Déclaration "proclame solennellement la nécessité de mettre rapidement et inconditionnellement fin au colonialisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations" et réaffirme les grands principes de la Charte des Nations Unies en ce qui concerne les droits fondamentaux de l'homme et le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Elle constitue la plate-forme principale de l'action de l'Organisation des Nations Unies en matière de décolonisation. L'adoption en 1970 du *Programme d'action pour son application intégrale* (résolution 2621 (XXV)) en renforce sérieusement l'impact.

4. Pour la mise en oeuvre de cette Déclaration, l'Assemblée générale décida en 1961 la création d'un Comité spécial de 17 membres, élargi à 25 membres en 1980 — chargé d'étudier l'application de la Déclaration. Elle a en outre, à chacune de ses sessions, insisté sur le caractère d'urgence que présente l'application intégrale de la Déclaration. On peut noter, d'une année à l'autre, une vigueur accrue dans le contenu et le ton des résolutions qu'elle adopte en s'inspirant surtout du rapport du Comité spécial.

5. Les recommandations faites par l'Assemblée générale portent l'empreinte du Comité spécial et s'adressent tout d'abord aux puissances administrantes intéressées. Mais l'aide du Conseil de sécurité, du Secrétaire général des Nations Unies, des Etats membres, des institutions spécialisées et d'autres organisations internationales est aussi régulièrement sollicitée. Les institutions spécialisées, quant à elles, ont été instamment invitées à accorder toute leur attention aux questions de l'espèce et à collaborer à cette action dans le cadre de leurs activités respectives. Ces résolutions concernent notamment:

- la lutte contre l'apartheid et toutes les formes de discrimination raciale;
- l'attitude à adopter envers le régime sud-africain;
- la situation au Moyen-Orient;
- l'aide morale et matérielle à offrir aux peuples qui luttent pour se libérer du régime colonial, notamment à la Namibie, et l'élaboration de programmes d'assistance technique à cet effet;
- l'octroi d'un appui aux mouvements de libération nationale;
- l'assistance aux réfugiés, notamment des territoires coloniaux;
- la diffusion dans le public de renseignements sur la décolonisation.

6. Les principaux domaines pour lesquels les recommandations des Nations Unies font appel aux institutions spécialisées sont classés dans les rubriques suivantes, proposées par le Secrétaire général des Nations Unies:

- assistance aux réfugiés et aux territoires non autonomes (y compris l'assistance accordée aux gouvernements intéressés en vue d'élaborer et d'exécuter des projets en faveur des réfugiés);
- assistance aux pays nouvellement indépendants.

II. Mesures prises par l'UPU dans le domaine en question

7. Sur un plan général, le Bureau international a suivi de très près le développement, au sein des Nations Unies, de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Il a pris connaissance des résultats des débats relatifs à ce problème à l'Assemblée générale des Nations Unies, au Conseil de sécurité, au Comité spécial et au Conseil économique et social (ECOSOC). A la demande du Secrétaire général des Nations Unies, de la Division des droits de l'homme ou d'autres organismes des Nations Unies, le Bureau international leur a fourni les renseignements appropriés concernant l'UPU.

8. L'article IV des Accords ONU/UPU précise que "l'Union prendra toutes mesures pour soumettre aussitôt que possible, à toutes fins utiles, à ses Congrès, Conférences administratives et Commissions ou à ses membres, suivant la procédure prévue par la Convention postale universelle, toute recommandation officielle que l'Organisation des Nations Unies pourrait lui adresser". Conformément à cette disposition et à la pratique entérinée par la décision C 99 du Congrès de Rio de Janeiro 1979, le Bureau international a fait rapport chaque année au Conseil exécutif au sujet des résolutions des Nations Unies qui contiennent des appels ou des recommandations à l'adresse des institutions spécialisées concernant l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Ces rapports ont fait l'objet des documents CE 1980 – Doc 5/Annexe 2, CE 1981 – Doc 4/Annexe 1, CE 1982 – Doc 4/Annexe 1, CE 1983 – Doc 4/Annexe 1. Les résolutions traitées dans ces documents sont citées dans l'annexe 1. Le Conseil exécutif a pris acte des rapports en question et des initiatives prises par le Bureau international.

9. En ce qui concerne l'assistance aux réfugiés et aux territoires non autonomes, il sied de signaler que quelques bourses ont été octroyées par le Fonds spécial de l'UPU à l'intention des réfugiés palestiniens. Elles ont permis la formation de boursiers à la Faculté postale arabe de Damas.

10. Par ailleurs, l'UPU collabore toujours étroitement avec le Haut Commissariat pour les réfugiés en vue de mettre en oeuvre des projets comportant des bourses en faveur des réfugiés, particulièrement de ceux originaires des pays coloniaux; ces pays font l'objet d'une attention particulière et bénéficient de l'assistance technique de l'UPU dans le cadre d'activités de portée aussi bien régionale et sous-régionale que locale.

11. Méritent d'être également mentionnées les missions d'identification des besoins postaux au moment de l'indépendance mises en oeuvre par l'UPU ainsi que l'aide apportée aux nouveaux Pays-membres pour faciliter leur entrée et leur intégration dans l'Union. Il convient aussi de signaler que les pays nouvellement indépendants ont bénéficié des projets postaux régionaux déjà en exécution et que des projets nationaux à leur intention ont été préparés et exécutés par l'UPU par un certain nombre de ces pays.

12. Dans le cadre des programmes d'activité au titre des ressources propres de l'UPU, les pays nouvellement indépendants ont été considérés prioritaires conformément à la résolution C 37 du Congrès de Rio de Janeiro. De ce fait, ils ont bénéficié notamment de nombreuses missions de consultants et de bourses de formation.

13. La question de l'attitude à adopter par les institutions spécialisées à l'égard de l'Afrique du Sud est évoquée dans de nombreuses résolutions des Nations Unies (voir notamment, dans l'annexe 2, la résolution 38/51). On se rappelle à ce propos que, par la résolution C 6, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a décidé d'expulser l'Afrique du Sud de l'Union. Néanmoins, il convient de rappeler qu'en se fondant sur l'article 11, paragraphe 1, de la Constitution de l'UPU le Gouvernement sud-africain a déposé, le 11 juin 1981, auprès du Département fédéral des affaires étrangères du Gouvernement suisse l'instrument d'adhésion de l'Afrique du Sud à l'Union postale universelle et aux divers Actes. Cette adhésion a été notifiée par ledit Département fédéral aux Pays-membres de l'Union

suivant les modalités de l'article 11, paragraphe 5, de la Constitution. Nonobstant cette adhésion, le Bureau international, se fondant sur la décision CE 5/1971 du Conseil exécutif, a pris toutes les dispositions nécessaires en vue de limiter au strict minimum les relations avec l'Administration postale sud-africaine.

14. Les mesures prises à l'UPU dans le domaine de l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, les résolutions y relatives des Nations Unies soumises au Conseil exécutif, ainsi que les résolutions et décisions dudit Conseil ont été portées à la connaissance des Pays-membres de l'Union et des Unions restreintes par le moyen de diverses publications du Bureau international (rapports sur les activités de l'Union, revue "Union Postale", documents du Conseil exécutif, comptes rendus analytiques des sessions du Conseil exécutif, cahiers des résolutions et décisions du Conseil exécutif). Les décisions et résolutions du Conseil exécutif ont par ailleurs été communiquées au Secrétaire général des Nations Unies.

III. Conclusions

15. Le Congrès est invité:

1° à prendre acte:

- a) de la résolution 38/51 de l'Assemblée générale des Nations Unies — intitulée "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et par les organismes internationaux associés à l'ONU" — laquelle est jointe intégralement au présent document (annexe 2), étant donné qu'elle couvre l'ensemble du problème et qu'elle s'adresse directement, par son titre même, aux institutions spécialisées;
- b) des extraits d'autres résolutions de la 38e Assemblée générale des Nations Unies qui s'adressent essentiellement aux gouvernements, mais qui intéressent également les institutions spécialisées; elles n'ont pu être publiées à l'intention du Conseil exécutif, car elles ont été diffusées par les Nations Unies après la session de février/mars 1984. Ces extraits sont reproduits à l'annexe 3;
- c) de l'état des rapports de l'UPU avec le Gouvernement de l'Afrique du Sud mis en cause par les résolutions des Nations Unies; ces rapports sont, depuis longtemps déjà, limités au strict minimum;
- d) des efforts déployés par l'UPU pour venir en aide aux réfugiés et aux territoires non autonomes ainsi qu'aux pays nouvellement indépendants. L'UPU s'attache surtout, dans la mesure des possibilités limitées de son Fonds spécial, à mettre des bourses à la disposition des réfugiés. Elle est disposée en outre à solliciter du PNUD l'octroi de bourses aux réfugiés s'intéressant à la formation postale;

2° à donner des directives qu'il juge nécessaires en ce qui concerne la contribution de l'UPU au problème de la décolonisation. Le Bureau international apprécierait notamment de savoir si le Congrès recommande la poursuite de la pratique suivie jusqu'ici et l'intensification des mesures prises au cours de ces dernières années.

Berne, le 12 mai 1984

Le Directeur général,
M.I. SOBHI

Résolutions des Nations Unies soumises aux sessions du Conseil exécutif de 1980 à 1983

Congrès — Doc 15/Annexe 1

Objet des résolutions	Numéros des résolutions et année d'examen			
	1980	1981	1982	1983
Question des Bermudes, des îles Caïmanes, des îles Turques et Caïques, des îles Vierges britanniques et de Montserrat	34/34			
Question des Samoa américaines	34/35			
Question des îles Vierges américaines	34/36			
Question de Guam	34/39			
Activités des intérêts étrangers, économiques et autres qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Rhodésie du Sud, en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe	34/41		36/51	37/31
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies	34/42		36/52	37/32
Question de Namibie	34/92		ES-8/2	37/233
Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain	34/93	35/206	36/172	37/69
Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux	34/94	35/119	36/68	37/35
Diffusion d'informations sur la décolonisation	34/95	35/120	36/69	37/36
Question du Timor oriental			36/50	37/30
Situation dans les territoires arabes occupés			ES-9/1	
Conséquences néfastes pour la jouissance des droits de l'homme de l'assistance politique, militaire, économique et autre accordée au régime raciste et colonialiste d'Afrique du Sud				37/39
La situation au Moyen-Orient				37/123
Question de Palestine				ES-7/5

NATIONS UNIES
Assemblée générale

Congrès — Doc 15/Annexe 2

Trente-huitième session
Points 104 et 12 de l'ordre du jour

Résolution adoptée par l'Assemblée générale

sur le rapport de la Quatrième Commission (A/38/609)

38/51. *Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies*

L'Assemblée générale,

Ayant examiné la question intitulée "Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées et les organismes internationaux associés à l'Organisation des Nations Unies",

Rappelant la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, et le Plan d'action pour l'application intégrale de la Déclaration, qui figure en annexe à sa résolution 35/118 du 11 décembre 1980, ainsi que toutes les autres résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale à ce sujet, notamment la résolution 36/52 du 24 novembre 1981 sur la question et la résolution 37/233 du 20 décembre 1982, relative à la question de Namibie,

Ayant examiné les rapports présentés sur la question par le Secrétaire général¹, le Conseil économique et social² et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux³,

Prenant en considération les dispositions pertinentes de la Déclaration de Paris relative à la Namibie et du Programme d'action pour la Namibie⁴ adoptés par la Conférence internationale de soutien au peuple namibien en lutte pour l'indépendance, tenue à Paris du 25 au 29 avril 1983,

Ayant présentes à l'esprit les dispositions pertinentes de la Déclaration politique de la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983⁵, et des autres documents du Bureau de coordination des pays non alignés,

Sachant que la lutte du peuple namibien pour l'autodétermination et l'indépendance est dans sa phase cruciale et s'est nettement intensifiée par suite de l'agression exacerbée du régime colonialiste illégal de Pretoria contre la population du territoire et de l'appui général accru prêté à ce régime par certains pays occidentaux, notamment les Etats-Unis d'Amérique et Israël, ainsi que des efforts visant à déposséder le peuple namibien de ses victoires chèrement remportées dans sa lutte de libération, et qu'il appartient en conséquence à la communauté internationale tout entière d'intensifier résolument son action concertée pour aider le peuple namibien et son seul représentant authentique, la South West Africa People's Organization, à atteindre leur objectif,

¹ A/38/111 et Add.1 à 4.

² A/38/3 (Partie II), chap. I et VI.

³ A/38/23 (Partie IV), chap. VI.

⁴ A/CONF.120/13, par. 165 à 195 et 220 à 242.

⁵ Voir A/38/132-S/15675, annexe.

Profondément consciente de ce que le peuple namibien et son mouvement de libération nationale, la South West Africa People's Organization, ainsi que les peuples d'autres territoires coloniaux, ont sérieusement besoin d'une assistance concrète de la part des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies dans la lutte qu'ils mènent pour se libérer de la domination coloniale et dans les efforts qu'ils déploient pour obtenir et consolider leur indépendance nationale,

Réaffirmant qu'il incombe aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de prendre toutes les mesures nécessaires, dans leurs domaines de compétence respectifs, en vue d'assurer l'application intégrale et rapide de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier celles qui concernent l'apport, à titre prioritaire, d'une aide morale et matérielle aux peuples des territoires coloniaux et à leurs mouvements de libération nationale,

Profondément préoccupée par le fait que, bien que des progrès aient été faits en ce qui concerne l'octroi d'une assistance aux réfugiés de Namibie, les mesures prises jusqu'à présent par les organismes intéressés pour fournir une assistance au peuple du territoire par l'intermédiaire de son mouvement de libération nationale, la South West Africa People's Organization, restent insuffisantes pour répondre aux besoins urgents et croissants du peuple namibien,

Exprimant le ferme espoir que des consultations et des contacts plus étroits entre les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, d'une part, et l'Organisation de l'unité africaine et le mouvement de libération nationale en cause, d'autre part, aideront à surmonter les difficultés de procédure et autres qui ont empêché ou retardé l'application de certains programmes d'assistance,

Rappelant sa résolution 37/233 C du 20 décembre 1982, dans laquelle elle a prié toutes les institutions spécialisées et les autres organismes et conférences des Nations Unies d'octroyer au Conseil des Nations Unies pour la Namibie le statut de membre à part entière, en tant qu'Autorité administrante légale de la Namibie,

Exprimant ses remerciements au secrétariat général de l'Organisation de l'unité africaine pour la coopération et l'assistance constantes qu'il fournit aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies en ce qui concerne l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,

Exprimant également ses remerciements aux gouvernements des Etats de première ligne pour leur appui indéfectible au peuple namibien et à son mouvement de libération nationale, la South West Africa People's Organization, dans leur lutte juste et légitime pour obtenir la liberté et l'indépendance, en dépit de la recrudescence des attaques armées par les forces du régime raciste d'Afrique du Sud, et consciente des besoins particuliers d'assistance de ces gouvernements dans ce contexte,

Notant les efforts que déploie le Programme des Nations Unies pour le développement pour fournir une assistance aux mouvements de libération nationale et le félicitant de l'initiative qu'il prise en mettant des dispositifs en place en vue d'assurer des contacts et des consultations périodiques plus étroites entre les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, d'une part, et l'Organisation de l'unité africaine et les mouvements de libération nationale, d'autre part, pour la formulation des programmes d'assistance,

Notant également l'appui accordé par les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à l'exécution du Programme d'édification de la nation namibienne, conformément à la résolution 32/9 A de l'Assemblée générale, en date du 4 novembre 1977,

Déplorant le maintien des liens établis avec l'Afrique du Sud et l'assistance qui continue d'être fournie à ce pays par certaines institutions spécialisées dans les domaines financier, économique, technique et autres, en violation des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies,

Vivement préoccupée, en particulier, par le maintien de la collaboration entre le Fonds monétaire international et le Gouvernement sud-africain au mépris des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, et notamment de la résolution 37/2 en date du 21 octobre 1982,

Considérant l'importance des activités menées par les organisations non gouvernementales en vue de mettre fin à l'aide que fournissent encore certaines institutions spécialisées à l'Afrique du Sud,

Consciente de la nécessité de maintenir constamment à l'étude les activités entreprises par les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies en ce qui concerne l'application des diverses décisions de l'Organisation des Nations Unies relatives à la décolonisation,

1. *Approuve* le chapitre du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux relatif à la question ³;
2. *Réaffirme* que les institutions spécialisées et les autres organisations et organismes des Nations Unies devraient continuer à se laisser guider par les résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies dans leurs efforts pour contribuer, dans leurs domaines de compétence respectifs, à l'application intégrale et rapide de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, contenue dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;
3. *Réaffirme également* que la reconnaissance par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies de la légitimité de la lutte que mènent les peuples coloniaux pour exercer leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance a pour corollaire l'octroi par les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de tout l'appui moral et matériel nécessaire à ces peuples et à leurs mouvements de libération nationale;
4. *Exprime ses remerciements* aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies qui ont continué de coopérer, à des degrés divers, avec l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation de l'unité africaine à l'application de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et demande instamment à toutes les institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies d'accélérer l'application intégrale et rapide des dispositions pertinentes de ces résolutions;
5. *Se déclare préoccupée* par le fait que l'assistance fournie jusqu'à présent par certaines institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies aux peuples coloniaux, en particulier au peuple namibien et à son mouvement de libération nationale, la South West Africa People's Organization, est loin d'être à la mesure des besoins réels des peuples intéressés;
6. *Demande* à toutes les institutions spécialisées et autres organismes et organes des Nations Unies de prendre, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, toutes les mesures nécessaires pour priver le régime raciste d'Afrique du Sud de toute coopération et de toute aide dans les domaines financier, économique, technique et autres, et de cesser tout appui à ce régime jusqu'à ce que le peuple namibien ait exercé pleinement son droit inaliénable à l'autodétermination, à la liberté et à l'indépendance nationale dans une Namibie unie et jusqu'à ce que le système inhumain d'*apartheid* soit totalement éliminé;
7. *Réaffirme sa conviction* que les institutions spécialisées et autres organismes et organes des Nations Unies devraient s'abstenir de prendre toute mesure pouvant être interprétée comme une reconnaissance de la légitimité de la domination du territoire par le régime raciste d'Afrique du Sud ou comme un appui à cette domination;
8. *Regrette* que, en dépit de la déclaration faite le 8 juin 1983 par le représentant de la Banque mondiale selon laquelle celle-ci aurait mis fin à ses relations commerciales avec le régime d'Afrique du Sud⁶, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international continuent d'avoir des liens avec le régime raciste de Pretoria, comme il ressort du fait que l'Afrique du Sud est toujours membre de ces deux institutions, et estime que ces deux institutions devraient rompre tous liens avec le régime raciste;
9. *Condamne énergiquement* la collaboration persistante entre le Fonds monétaire international et l'Afrique du Sud au mépris des résolutions répétées de l'Assemblée générale, en particulier l'octroi d'un prêt de 1,1 milliard de dollars des Etats-Unis à l'Afrique du Sud en novembre 1982, au mépris de la résolution 37/2 de l'Assemblée générale, et demande au Fonds monétaire international d'annuler le prêt et de mettre fin à cette collaboration;

⁶ Voir A/AC.109/L.1487/Add.1.

10. *Félicite* les organisations non gouvernementales qui, par des activités telles, par exemple, que la coopération entre le *Center for International Policy* et le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, contribuent à informer l'opinion publique, aux Etats-Unis d'Amérique et ailleurs, et à la mobiliser contre l'aide apportée par le Fonds monétaire international à l'Afrique du Sud, et demande à toutes les organisations non gouvernementales de redoubler d'efforts dans ce sens;

11. *Prie instamment* les chefs de secrétariat de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international d'appeler particulièrement l'attention de leurs organes directeurs sur la présente résolution afin que soient formulés des programmes précis en faveur des peuples de territoires coloniaux, en particulier celui de la Namibie;

12. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de prêter ou de continuer de prêter d'urgence toute l'aide morale et matérielle possible aux peuples coloniaux qui luttent pour se libérer de la domination coloniale, en prenant en considération le fait qu'une aide de ce type devrait non seulement satisfaire les besoins immédiats de ces peuples mais également créer des conditions favorables au développement une fois qu'ils auront exercé leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance;

13. *Prie à nouveau* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies de continuer à prêter toute l'aide morale et matérielle aux Etats ayant accédé depuis peu à l'indépendance ou sur le point d'y accéder;

14. *Recommande à nouveau* aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies d'établir ou de développer des contacts et une coopération avec les peuples coloniaux et leurs mouvements de libération nationale, directement ou, le cas échéant, par l'intermédiaire de l'Organisation de l'unité africaine, et de revoir leurs procédures concernant la formulation et la mise au point de programmes et de projets d'assistance et d'assouplir ces procédures afin d'être en mesure de fournir sans retard l'assistance nécessaire en vue d'aider les peuples coloniaux et leurs mouvements de libération nationale dans leur lutte pour exercer leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

15. *Note avec satisfaction* que la South West Africa People's Organization continue de bénéficier d'un certain nombre de programmes élaborés dans le cadre de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie à Lusaka et que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, en coopération avec la South West Africa People's Organization, continue de représenter le peuple namibien aux réunions des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies, et prie instamment ces institutions et organismes d'accroître leur assistance à la South West Africa People's Organization ainsi qu'à l'Institut des Nations Unies pour la Namibie et au Programme d'édification de la nation namibienne;

16. *Prie instamment* les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait d'inscrire à l'ordre du jour des réunions ordinaires de leurs organes directeurs une question distincte relative aux progrès qu'ont réalisés ces institutions et organismes en ce qui concerne l'application de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

17. *Prend note avec satisfaction* des dispositions prises par plusieurs institutions spécialisées et d'autres organismes des Nations Unies pour permettre aux représentants des mouvements de libération nationale reconnus par l'Organisation de l'unité africaine de participer pleinement en qualité d'observateurs aux délibérations consacrées à des questions concernant leurs pays respectifs et demande aux institutions et organismes qui ne l'ont pas encore fait de suivre cet exemple et de prendre sans retard les dispositions nécessaires;

18. *Prend note avec satisfaction* de l'admission de la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, en qualité de membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique et de l'Union internationale des télécommunications, conformément à la résolution 37/233 C de l'Assemblée générale, et prie instamment les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait d'octroyer sans tarder au Conseil des Nations Unies pour la Namibie le statut de membre à part entière;

19. *Prie instamment* les institutions spécialisées et les autres organisations et organismes des Nations Unies de fournir, à titre prioritaire, une assistance matérielle substantielle aux gouvernements des Etats de première ligne afin de leur permettre d'appuyer plus efficacement la lutte du peuple namibien pour la liberté et l'indépendance et de résister à la violation de leur intégrité territoriale par les forces armées du régime raciste d'Afrique du Sud, perpétrée directement ou, comme dans le cas de l'Angola et du Mozambique, par l'intermédiaire de groupes traîtres fantoches au service de Pretoria;

20. *Prie instamment* les institutions spécialisées et les autres organisations et organismes des Nations Unies d'aider à accélérer le progrès dans tous les secteurs de la vie nationale des petits territoires, particulièrement à développer leur économie;

21. *Recommande* à tous les gouvernements d'intensifier leurs efforts, au sein des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies dont ils sont membres, afin d'assurer l'application intégrale et effective de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et, à cet égard, d'accorder la priorité à la question de l'octroi d'une assistance, à titre d'urgence, aux peuples des territoires coloniaux et à leurs mouvements de libération nationale;

22. *Propose de nouveau*, en vertu de l'article III de l'Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le Fonds monétaire international⁷, que le Conseil des gouverneurs du Fonds inscrive d'urgence à son ordre du jour une question portant sur les relations entre le Fonds et l'Afrique du Sud, et propose une fois de plus que, conformément à l'article II dudit Accord, les organes concernés de l'Organisation des Nations Unies participent à toutes les réunions du Conseil des gouverneurs convoquées par le Fonds pour examiner cette question, et demande instamment au Fonds monétaire international d'examiner, lors de sa réunion annuelle qui se tiendra en septembre 1984, la question de ses relations avec l'Afrique du Sud, conformément à l'Accord susmentionné;

23. *Recommande* d'envoyer en 1984 auprès du Fonds monétaire international une mission de haut niveau qui, sous réserve de l'approbation des organes de l'Organisation des Nations Unies en cause, serait composée du Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, du Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et du Président du Comité spécial contre l'*apartheid*;

24. *Appelle l'attention* des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies sur le Plan d'action pour l'application intégrale de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure en annexe à la résolution 35/118 de l'Assemblée générale, et en particulier sur les dispositions appelant ces institutions et organismes à apporter toute l'aide morale et matérielle possible aux peuples des territoires coloniaux et à leurs mouvements de libération nationale;

25. *Prie instamment* les chefs de secrétariat des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies, compte tenu des dispositions des paragraphes 14 et 24 ci-dessus, de formuler, avec la coopération active de l'Organisation de l'unité africaine, le cas échéant, et de soumettre à leurs organes directeurs et délibérants, à titre prioritaire, des propositions concrètes en vue de l'application intégrale des décisions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, en particulier des programmes précis d'assistance aux peuples des territoires coloniaux et à leurs mouvements de libération nationale;

26. *Prie* le Secrétaire général de continuer à aider les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies à mettre au point des mesures appropriées pour l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies et d'établir à l'intention des organes compétents, avec l'assistance de ces institutions et organismes, un rapport décrivant les mesures prises depuis la publication de son précédent rapport en application des résolutions pertinentes, y compris la présente;

27. *Prie* le Conseil économique et social de continuer à envisager, en consultation avec le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, des mesures appropriées pour coordonner les politiques et les activités des institutions spécialisées et des autres organismes des Nations Unies en ce qui concerne l'application des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

28. *Prie* le Comité spécial de poursuivre l'examen de cette question et de faire rapport à ce sujet à l'Assemblée générale lors de sa trente-neuvième session.

86e séance plénière
7 décembre 1983

⁷ Voir *Accords entre l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées et l'Agence internationale de l'énergie atomique* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E/F.61.X.1), p. 61.

**Extraits de résolutions adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies
lors de sa trente-huitième session**

38/11. *Nouvelle constitution raciale prévue par l'Afrique du Sud*

L'Assemblée générale,

...

5. *Prie instamment* tous les gouvernements et toutes les organisations, agissant en coopération avec l'Organisation des Nations Unies et avec l'Organisation de l'unité africaine, de prendre des mesures appropriées, en application de la présente résolution, afin d'aider le peuple opprimé d'Afrique du Sud dans sa lutte légitime pour l'instauration d'une société démocratique ne connaissant pas de distinction de race;

...

15 novembre 1983

38/36. *Question de la Namibie*

L'Assemblée générale,

...

A

...

22. *Demande* aux Etats Membres et aux institutions spécialisées et autres organisations internationales reliées à l'Organisation des Nations Unies d'apporter un appui continu et accru, ainsi qu'une aide matérielle, financière, militaire et autre, à la South West Africa People's Organization de manière à lui permettre d'intensifier sa lutte pour la libération de la Namibie;

23. *Demande instamment* à tous les gouvernements ainsi qu'aux institutions spécialisées et à d'autres organisations intergouvernementales d'apporter une assistance matérielle accrue aux milliers de réfugiés namibiens qui ont été contraints de fuir la Namibie, notamment vers les Etats voisins de première ligne, du fait de la politique répressive du régime d'*apartheid*;

...

38. *Prie* toutes les institutions spécialisées et les autres organisations et organismes des Nations Unies de coopérer avec le Secrétaire général à l'élaboration d'un programme complet d'assistance en faveur des Etats voisins de l'Afrique du Sud et de la Namibie;

...

C

...

8. *Prie de nouveau* toutes les institutions spécialisées et les autres organisations et organismes des Nations Unies d'octroyer à la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie en tant qu'Autorité administrante légale pour la Namibie, le statut de membre à part entière pour permettre au Conseil de participer aux travaux de ces institutions, organisations et organismes;

9. *Prie de nouveau* toutes les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies qui ne l'ont pas encore fait de renoncer à mettre en recouvrement la contribution de la Namibie pendant la période où celle-ci sera représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie;

10. *Prie de nouveau* tous les organes, conférences et organismes intergouvernementaux de veiller à ce que les droits et intérêts de la Namibie soient protégés et d'inviter la Namibie, représentée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, à participer à leurs travaux en tant que membre à part entière, chaque fois que ces droits et intérêts sont en cause;

...

E

...

4. *Exprime sa satisfaction* à tous les Etats, institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, organisations gouvernementales et non gouvernementales et particuliers qui ont versé des contributions volontaires au Fonds des Nations Unies pour la Namibie, à l'Institut des Nations Unies pour la Namibie et au Programme d'édification de la nation namibienne et leur demande d'accroître leur assistance aux Namibiens par l'intermédiaire de ces institutions;

...

8. *Prie instamment* les organismes des Nations Unies de renoncer au remboursement des dépenses d'appui aux organismes en ce qui concerne les projets en faveur des Namibiens financés par le Fonds des Nations Unies pour la Namibie et par d'autres sources; et, dans les cas où il est impossible de renoncer au remboursement de ces dépenses, prie instamment ces organismes de traiter les contributions du Fonds des Nations Unies pour la Namibie comme des contributions de contrepartie en espèces de gouvernements conformément à la décision 83/10 B du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement, en date du 24 juin 1983 ²⁵;

...

11. *Prie* les institutions spécialisées et les autres organes et organismes des Nations Unies, lorsqu'ils prépareront et mettront à exécution leurs nouvelles mesures d'assistance aux Namibiens, de le faire dans le cadre du Programme d'édification de la nation namibienne et de l'Institut des Nations Unies pour la Namibie;

12. *Exprime sa satisfaction* aux institutions spécialisées et aux autres organes et organismes des Nations Unies qui ont participé au Programme d'édification de la nation namibienne et leur demande de continuer à participer à ce Programme en:

...

17. *Prie instamment* les institutions spécialisées et les autres organes et organismes des Nations Unies de coopérer étroitement avec l'Institut des Nations Unies pour la Namibie en vue de renforcer son programme d'activités;

...

1er décembre 1983

38/39. *Politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain*

L'Assemblée générale,

...

B

1. *Recommande* le Programme d'action contre l'*apartheid* à l'attention de tous les gouvernements, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales et des particuliers;

2. *Invite* tous les gouvernements, organisations et particuliers à prendre des mesures efficaces inspirées de ce programme, en coopération étroite avec le Comité spécial contre l'*apartheid* et le Centre contre l'*apartheid* du Secrétariat;

...

C

...

7. *Demande* à la communauté internationale de fournir une assistance aux Etats africains indépendants de la région pour leur permettre de défendre leur souveraineté et leur intégrité territoriale, de parer aux actes hostiles d'agression perpétrés par l'Afrique du Sud et de reconstruire leur économie;

...

D

...

4. *Engage* tous les gouvernements et toutes les organisations, agissant en consultation avec les mouvements de libération nationale d'Afrique du Sud et de Namibie, à venir en aide aux personnes contraintes de quitter l'Afrique du Sud parce que leur conscience leur interdit de servir dans les forces militaires ou de police du régime d'*apartheid*;

5. *Encourage* les gouvernements, organisations et particuliers à agir en faveur du boycottage de l'Afrique du Sud dans les domaines des sports, de la culture, des produits de consommation et autres domaines;

...

E

...

6. *Prie à nouveau* les gouvernements et les organisations de verser des contributions volontaires ou d'apporter leur aide sous une autre forme aux projets spéciaux du Comité spécial.

F

...

3. *Demande* à tous les gouvernements et à toutes les organisations d'exercer leur influence pour persuader Israël de renoncer à cette collaboration et de respecter les résolutions de l'Assemblée générale;

...

J

...

5. *Invite* les gouvernements, les organisations internationales, les organisations non gouvernementales, les syndicats et les autres organes compétents à accorder leur plein appui à l'embargo pétrolier contre l'Afrique du Sud;

...

5 décembre 1983

38/44. *Question des îles Vierges britanniques*

L'Assemblée générale,

...

9. *Prie instamment* les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organismes régionaux comme la Banque de développement des Caraïbes, de prendre des mesures en vue d'accélérer le progrès social et économique dans les îles Vierges britanniques;

...

7 décembre 1983

38/45. *Question des îles Caïmanes*

L'Assemblée générale,

...

8. *Prie instamment* la Puissance administrante, en collaboration avec le Gouvernement du territoire, de protéger le droit inaliénable de la population du territoire à jouir de ses ressources naturelles, en prenant des mesures efficaces pour garantir son droit de disposer en pleine propriété de ces ressources ainsi que d'assumer et de conserver la maîtrise de leur mise en valeur future;

9. *Prie instamment* les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organismes régionaux comme la Banque de développement des Caraïbes, de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'accélérer le progrès social et économique dans les îles Caïmanes;

...

7 décembre 1983

38/47. *Question des îles Turques et Caïques*

L'Assemblée générale,

...

8. *Prie instamment* les institutions spécialisées et autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organismes régionaux comme la Banque de développement des Caraïbes, de continuer de porter un intérêt particulier aux besoins des îles Turques et Caïques en matière de développement;

...

7 décembre 1983

38/50. *Activités des intérêts étrangers, économiques et autres, qui font obstacle à l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux en Namibie et dans tous les autres territoires se trouvant sous domination coloniale, et aux efforts tendant à éliminer le colonialisme, l'apartheid et la discrimination raciale en Afrique australe*

L'Assemblée générale,

...

19. *Invite* tous les gouvernements et tous les organismes des Nations Unies, compte tenu des dispositions pertinentes de la Déclaration sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international, contenue dans la résolution 3201 (S-VI) de l'Assemblée générale, en date du 1er mai 1974, et de la Charte des droits et devoirs économiques des Etats, contenue dans la résolution 3281 (XXXIX) de l'Assemblée, en date du 12 décembre 1974, à veiller notamment à ce que la souveraineté permanente des territoires coloniaux sur leurs ressources naturelles soit pleinement respectée et sauvegardée;

...

7 décembre 1983

38/54. *Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux*

L'Assemblée générale,

...

6. *Demande* à tous les Etats, en particulier aux puissances administrantes, ainsi qu'aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies de donner effet aux recommandations formulées dans le rapport du Comité spécial en vue de l'application rapide de la Déclaration et des autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

...

14. *Prie* le Secrétaire général, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies d'apporter, ou de continuer d'apporter, aux Etats qui ont accédé depuis peu à l'indépendance ou sont sur le point d'y accéder, toute l'assistance possible dans les domaines économique et social et dans d'autres domaines;

...

7 décembre 1983

38/55. *Diffusion d'informations sur la décolonisation*

L'Assemblée générale,

...

4. *Invite* tous les Etats, les institutions spécialisées et les autres organismes des Nations Unies, ainsi que les organisations non gouvernementales qui s'intéressent particulièrement à la décolonisation, à entreprendre ou à intensifier, en coopération avec le Secrétaire général et dans les domaines de leur compétence, la diffusion à grande échelle des informations visées au paragraphe 2 ci-dessus;

...

7 décembre 1983

38/180. *Situation au Moyen-Orient*

L'Assemblée générale,

...

A

...

16. *Demande* aux institutions spécialisées et aux autres organisations internationales de se conformer, dans leurs relations avec Israël, aux dispositions de la présente résolution;

...

D

...

7. *Déplore* qu'Israël ne se conforme pas aux résolutions 476 (1980) et 478 (1980) du Conseil de sécurité, en date des 30 juin et 20 août 1980, et aux résolutions 35/207 et 36/226 A et B de l'Assemblée générale, en date des 16 décembre 1980 et 17 décembre 1981, estime que la décision d'Israël d'annexer Jérusalem et d'en faire sa "capitale" ainsi que les mesures prises pour en modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle et le statut sont nulles et non avenues et exige qu'elles soient rapportées immédiatement, et demande à tous les Etats Membres, aux institutions spécialisées et à toutes les autres organisations internationales de respecter la présente résolution et toutes les autres résolutions pertinentes, y compris les résolutions 37/86 A à E de l'Assemblée;

...

19 décembre 1983

38/79. *Rapport du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés*

L'Assemblée générale,

...

D

...

9. *Réaffirme* que toutes les mesures prises par Israël pour modifier le caractère physique, la composition démographique, la structure institutionnelle ou le statut des territoires occupés ou d'une partie quelconque de ces territoires, y compris Jérusalem, sont nulles et non avenues et que la politique d'Israël qui consiste à établir une partie de sa population et de nouveaux immigrants dans les territoires occupés constitue une violation flagrante de la Convention de Genève et des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

...

11. *Invite* Israël, Puissance occupante, à prendre immédiatement des mesures pour que tous les Arabes et Palestiniens déplacés regagnent leurs foyers ou leurs anciens lieux de résidence dans les territoires occupés par Israël depuis 1967;

12. *Prie instamment* les organisations internationales ainsi que les institutions spécialisées, en particulier l'Organisation internationale du travail, d'examiner les conditions des travailleurs arabes dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés, y compris Jérusalem;

13. *Demande à nouveau* à tous les Etats, en particulier aux Etats parties à la Convention de Genève, en vertu de l'article premier de la Convention, ainsi qu'aux organisations internationales et aux institutions spécialisées, de ne reconnaître aucune des modifications effectuées par Israël dans les territoires occupés et d'éviter de prendre des mesures, notamment dans le domaine de l'assistance, qu'Israël pourrait mettre à profit pour poursuivre sa politique d'annexion ou de colonisation ou toute autre politique ou pratique mentionnée dans la présente résolution;

...

15 décembre 1983

Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier

Rapport général du Conseil exécutif

I. Introduction

1. Le présent document a été élaboré conformément à la résolution C 73 du Congrès de Rio de Janeiro (reproduite en annexe 1) qui charge le Conseil exécutif de poursuivre, en étroite collaboration avec l'OACI et l'IATA, les travaux sur la maximalisation afin d'aider les Administrations à surmonter les obstacles qui s'opposent à l'institution de systèmes de maximalisation sur le plan national et régional et de présenter au Congrès un rapport général sur ses travaux. Il s'agit du troisième rapport de ce genre, des rapports analogues très complets ayant été présentés aux Congrès de Lausanne 1974 (Congrès — Doc 13) et de Rio de Janeiro 1979 (Congrès — Doc 22).
2. Pour être complet, le présent rapport reprend également, de façon sommaire, les travaux sur la maximalisation émanant des décisions C 69, C 75 et C 97 du Congrès de Rio de Janeiro¹.
3. Les tâches spécifiques confiées au Conseil exécutif par la résolution C 73 font l'objet des chapitres suivants:
 - II. Tenue à jour des définitions et principes servant à l'exécution des services tendant à la maximalisation.
 - III. Actualisation des données sur les expériences acquises par les Administrations dans le domaine de la maximalisation.
 - IV. Aspects réglementaires du courrier de surface transporté par voie aérienne.
 - V. Organisation, d'entente avec l'IATA, de séminaires concernant la maximalisation sur le plan régional.
4. Le chapitre VI fait le bilan de ce qui a été réalisé depuis le Congrès de Rio de Janeiro et examine les mesures à prendre en vue de la poursuite des travaux sur la maximalisation après le Congrès de Hamburg.

II. Tenue à jour des définitions et principes servant à l'exécution des services tendant à la maximalisation

5. Le document établi par l'IATA et l'UPU en 1978 et communiqué aux Administrations postales en février 1978 est destiné, comme les premiers "Définitions et principes" élaborés par le CCEP en 1972, à fournir un cadre commun aux Administrations postales et aux compagnies aériennes lors des entretiens en vue de l'introduction de services tendant à la maximalisation.
6. Chargé de mettre à jour le texte de 1978, le Groupe de travail mixte IATA/UPU a pris en considération les résultats d'une enquête adressée aux Administrations postales en juillet 1982 sur différents aspects de la maximalisation.
7. Alors que le chapitre I (Courrier aérien avec priorité) semble avoir conservé sa validité, il est apparu que les dispositions du chapitre II (Les services "priorité réduite", "capacité disponible" et "chargement maximal") ne correspondent plus à la réalité. En effet, la quasi-totalité des services assurés par les Administrations sont des services du type "priorité réduite" selon lequel la transmission du courrier a lieu dans un délai fixe, alors que les

¹ Dans le chapitre III du présent rapport.

services du type "capacité disponible", qui ne comportent de la part du transporteur aucun engagement de délai d'expédition, sont très rares. Quant au service "chargement maximal", ce système ne semble pas avoir été mis en application jusqu'ici.

8. D'après les représentants postaux au sein du Groupe de travail mixte, cette situation militerait en faveur de la suppression des concepts "capacité disponible" et "chargement maximal". Cependant, sur la proposition de l'IATA, ces deux concepts ont été maintenus afin de conserver un maximum de souplesse — sous réserve de les considérer comme des variantes du concept "priorité réduite". La variante "périodicité réduite" proposée par la Belgique (transmission du courrier par voie aérienne à jours fixes avec une fréquence d'expédition plus faible que pour le courrier avec priorité) a également été admise.

9. Le Groupe de travail mixte a également pris note que les services du type "priorité réduite" sont généralement connus sous le nom "S.A.L.", abréviation des mots anglais "Surface Air Lifted" (courrier de surface transporté par voie aérienne), et recommandé l'adoption de cette abréviation (voir le chiffre 38 ci-après).

10. Le nouveau texte des "Définitions et principes", tel qu'il a été approuvé par le Comité de contact IATA/UPU à sa réunion du 1er mars 1984 et entériné par le Conseil exécutif à sa session 1984, est reproduit comme annexe 2 au présent rapport.

11. Il convient de noter que la nouvelle édition comporte, au chiffre 21, des suggestions concernant les questions à régler entre l'Administration postale et la compagnie aérienne avant l'introduction d'un service du type "priorité réduite" (voir le chiffre 43 ci-après).

III. Actualisation des données sur les expériences acquises par les Administrations dans le domaine de la maximalisation

12. En vue d'actualiser les données rassemblées avant le Congrès de Rio de Janeiro et consignées dans le Congrès — Doc 22 de ce Congrès, le Groupe de travail mixte IATA/UPU a fait diffuser en juillet 1982¹ un questionnaire invitant les Administrations à fournir des renseignements en consultation avec leur compagnie aérienne nationale ou autre compagnie participant à un système d'utilisation maximale. Un second appel a été adressé à certaines Administrations en juin 1983² en vue d'obtenir des données statistiques relatives aux années 1978 à 1982. (Les données publiées dans le Congrès — Doc 22 précité portent sur les années 1971 à 1977.)

13. A la différence de l'enquête menée avant le Congrès de Rio de Janeiro, celle de 1982 n'a pas posé de questions concernant l'organisation du service aérien "priorité" avec surtaxe — partant de l'idée que les principes régissant ce service sont assez stables. Il est évident cependant que ce service de premier choix restera pendant longtemps la clé de voûte des services aéropostaux.

14. Les informations recueillies concernent en conséquence le service aérien "priorité" sans surtaxe et les services du type "priorité réduite" pris dans leur ensemble (voir le chiffre 8 ci-devant). Elles sont examinées dans les sous-chapitres A et B ci-après:

A. Service aérien "priorité" sans surtaxe.

B. Services du type "priorité réduite" (courrier de surface transporté par voie aérienne).

A. Service aérien "priorité" sans surtaxe

Analyse des données statistiques pour la période 1978—1982

15. Vingt-deux Administrations ont fourni des renseignements sur ce service dont 20 ont communiqué les données statistiques reprises dans le tableau I ci-après.

¹ Par lettre-circulaire 3410.2(C)820 du 15 juillet 1982.

² Par lettre-circulaire 3410.2(C)1560 du 30 juin 1983.

Tableau I — Service aérien "priorité" sans surtaxe

Administration	Date d'introduction du service	Catégorie de courrier transporté (LC, AO, CP)	Limite de poids supérieure s'il y a lieu	Pays ou territoires de destination	Poids approximatifs transportés en tonnes (1000 kg)				
					1978	1979	1980	1981	1982
1	2	3	4	5	6.1	6.2	6.3	6.4	6.5
Allemagne, Rép. féd. d'	1.7.1965	LC	—	Pays européens	3 111,0	3 075,0	3 191,0	3 291,0	3 274,0
Australie	1.9.1976	LC, AO	500 g	Jordanie, Syrienne (Rép. arabe)	—	0,15	0,33	0,37	—
	13.5.1980	AO, CP	20 kg	Iran	—	—	2,54	0,04	—
	14.9.1980	LC	500 g	Papouasie — Nouvelle-Guinée			2,71	7,48	6,38
Belgique	1.4.1950	LC	—	Pays européens	744,7	657,9	681,7	694,8	710,8
Canada	1.7.1971	LC	500 g ¹	Tous les pays du monde sauf les Etats-Unis d'Amérique et Saint-Pierre et Miquelon	1 624,0	1 648,0	1 757,0	1 641,0	1 573,0
	11.10.1975	LC ²	30 kg	Etats-Unis d'Amérique	4 714,0	4 853,0	5 036,0	4 820,0	4 864,0
Danemark	1947	LC	2 kg	Pays européens et le bassin méditerranéen	756,3	758,4	722,7	651,5	1 149,5 ³
Espagne	1954	LC	2 kg	Allemagne, Rép. féd. d', Belgique, Danemark, Finlande, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie	854,5	1 871,5	1 935,0	1 915,5	1 904,5
	1954	LC	20 g	Autres pays européens, Algérie, Maroc, Tunisie					
France	4	LC	2 kg	Pays européens	2 811,0	2 972,0	3 138,0	3 175,0	3 231,0
		LC	20 g	Départements et territoires d'outre-mer, pays d'expression française d'Afrique					
Gabon	1964	LC	10 g	Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), France, département et territoires français d'outre-mer, Guinée, Haute-Volta, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad, Togo	20,0	19,0	18,0	19,0	19,5

¹ A partir du 1er janvier 1976 (auparavant jusqu'à 250 g).² Objets inséparables dans un casier.³ AO inclus.⁴ 1945 (Afrique du Nord); 1949 (Départements et territoires d'outre-mer et pays d'expression française d'Afrique et d'Asie); 1950 (Europe).

Administration	Date d'introduction du service	Catégorie de courrier transporté (LC, AO, CP)	Limite de poids supérieure s'il y a lieu	Pays ou territoires de destination	Poids approximatifs transportés en tonnes (1000 kg)				
					1978	1979	1980	1981	1982
1	2	3	4	5	6.1	6.2	6.3	6.4	6.5
Grande-Bretagne	1948	LC	2 kg*	Pays européens	6 032,0 ¹	6 222,0 ¹	6 248,0 ¹	6 184,0 ¹	6 324,0 ¹
Islande	1.4.1974	LC	—	Pays européens	27,6	26,6	29,3	27,1	30,0
Italie	1.8.1970	LC	20 g	Pays européens	1 182,7	1 107,7	1 075,2	1 002,9	1 035,8
Malaisie	1.7.1949	LC	—	Brunei, Singapour	—	—	—	46,69	34,98
Norvège	1947	LC	—	Pays européens	385,0	404,0	418,0	414,0	407,0
	1971	LC	5 g	Pays extra-européens	Statistiques pas disponibles				
	1982	LC	20 g	Pays extra-européens					
Oman	1.7.1983	LC, AO et CP	—	Arabie saoudite, Bahrain, Emirats arabes unis, Iraq, Kuwait, Qatar	—	—	—	—	(14,0) ²
Pays-Bas	1935	L	—	Pays européens	858,6	897,0	942,0	999,5	1 079,8
		C		Tous les pays du monde					
Portugal	1.2.1977	LC	2 kg	Pays européens, Algérie, Maroc et Tunisie	203,0	227,0	238,0	227,0	155,0
Singapour	1948	LC	30 kg	Malaisie, Brunei	256,9	311,0	323,4	345,9	391,9
Suède	1947	LC	—	Pays européens	1 000,0	1 100,0	1 100,0	1 200,0	1 300,0
Suisse	1.3.1948	LC	—	Pays européens	1 233,0	1 277,0	1 381,0	1 800,0	2 000,0
	1.1.1976	LC	—	Pays du bassin méditerranéen					
	1.7.1981	LC	—	Tous les pays du monde					
Tchécoslovaquie	1956	LC	2 kg	Pays européens, Chine (Rép. pop.), Mongolie (Rép. pop.), Rép. pop. dém. de Corée, Viet Nam	190,0	192,9	189,0	197,3	193,0
Totaux des poids approximatifs transportés					26 004,3	27 620,15	28 428,88	28 660,08	29 684,16

¹ Exercices financiers, du 1er avril au 31 mars, 1978/79, 1979/80, 1980/81, 1981/82, 1982/83.

² N'est pas inclus dans le total pour l'année 1982.

16. Sur ces 20 Administrations, 16 ont également fourni des données avant le Congrès de Rio de Janeiro (pour la période 1971 à 1977). Pour ces 16 dernières Administrations, le total des tonnes de courrier aérien "priorité" sans surtaxe transportées en 1977 était de 23 920 par rapport à 28 502 tonnes transportées en 1982, ce qui représente une augmentation de 20% sur cinq ans. Pour les 20 Administrations figurant au tableau I, le taux moyen de croissance annuelle pendant la période 1978 à 1982 a été de 3,4%. Il y a toutefois lieu de constater que dans certains pays le volume de courrier est en diminution (Belgique, Italie, Portugal).

17. Comme dans le passé, le service n'est guère offert que pour les envois LC. Certaines Administrations assurent un service à l'échelon mondial pour ces envois: Canada (jusqu'à 500 g), Norvège (jusqu'à 20 g à partir de 1982), Pays-Bas (cartes seulement) et Suisse (à partir du 1er juillet 1983). Dans l'ensemble, toutefois, le service s'applique sur le plan régional et sur une base de réciprocité, par exemple dans les relations entre pays membres de la CEPT. A relever également que, depuis le Congrès de Rio de Janeiro, seule une Administration (Oman) aurait instauré le service aérien "priorité" sans surtaxe.

Exécution du service

18. Bien que le Groupe de travail mixte IATA/UPU ait été chargé essentiellement d'enquêter sur les aspects opérationnels des services du type "priorité réduite" (courrier de surface transporté par voie aérienne), il a semblé utile de consulter les Administrations sur les modalités de l'exécution du service aérien "priorité" sans surtaxe. Il est cependant apparu que l'exécution de ce service ne pose aucun problème. Il a par ailleurs été confirmé que les sacs, les étiquettes de sac et les autres documents utilisés pour la transmission du courrier aérien "priorité" sans surtaxe sont les mêmes que ceux prescrits pour le courrier aérien "priorité" avec surtaxe.

Aspects économiques

19. Sur le plan économique, la situation du service est moins réjouissante. Certaines Administrations ont réussi à le rentabiliser grâce aux taux de transport aérien préférentiels qu'elles ont pu négocier avec les compagnies aériennes (Canada, Italie, Norvège et Tchécoslovaquie). Par contre, la Grande-Bretagne signale que les taux de transport aérien payés sur les parcours européens dépassent en général le taux de base maximal de l'UPU, raison pour laquelle le service est invariablement déficitaire. Six autres pays (Belgique, France, Gabon, Madagascar, Malaisie et Pays-Bas) signalent que le service ne couvre pas leurs frais. Pour sa part, la France envisage la possibilité de substituer l'acheminement par voie de surface à l'acheminement par avion dans les relations européennes, notamment avec les pays limitrophes.

Avenir du service aérien "priorité" sans surtaxe

20. La Suisse et la Norvège mises à part, le service, dans son ensemble, a peu évolué depuis le Congrès de Rio de Janeiro quant au volume de courrier transporté et à l'étendue géographique du service. En même temps, pour plusieurs pays, les bases économiques du service semblent devenir plus précaires. On peut donc se demander si la généralisation du service aérien "priorité" sans surtaxe — considérée jusqu'ici comme but ultime de la maximalisation — est vraiment réalisable même dans un avenir assez éloigné.

B. Services du type "priorité réduite" (courrier de surface transporté par voie aérienne)

Analyse des données statistiques pour la période 1978–1982

21. Trente-cinq Administrations ont signalé qu'elles assurent des services correspondant à la description "priorité réduite" (connu très souvent comme "courrier de surface transporté par voie aérienne" ou "S.A.L.") ou (dans certains cas seulement) "capacité disponible". Vingt-neuf de ces Administrations ont fourni les données statistiques reproduites dans le tableau II ci-après. Avant le Congrès de Rio de Janeiro, un total de 31 Administrations avait fait état de l'un ou l'autre service mais seules 20 avaient fourni des statistiques (tableaux II et III du Congrès — Doc 22 du Congrès de Rio de Janeiro).

Tableau II – Service du type “priorité réduite” (courrier de surface transporté par voie aérienne)

Administration	Date d'introduction du service	Catégorie de courrier transporté (LC, AO, CP)	Limite de poids supérieure s'il y a lieu	Service avec surtaxe (AS) ou sans surtaxe (SS)	Pays ou territoires de destination	Poids approximatifs transportés en tonnes (1000 kg)				
						1978	1979	1980	1981	1982
1	2	3	4	5	6	7.1	7.2	7.3	7.4	7.5
Allemagne, Rép. féd. d'	1.7.1978	CP	—	SS ¹	Afrique du Sud, Amérique (Etats-Unis), Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Hong-Kong, Inde, Indonésie, Japon, Kenya, Namibie, Philippines, Singapour, Tanzanie (Rép. unie), Vénézuéla	211,0	493,0	619,0	926,0	1 192,0
Amérique (Etats-Unis)	6.1980	(LC, AO)			Pays européens, Afrique du Sud, Fidji, Nouvelle-Zélande	Statistiques pas disponibles				
Australie	1.8.1971	LC, AO, CP	20 kg	AS	Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Grande-Bretagne, Grèce, Italie ² , Pays-Bas ³	346,8	371,5	421,8	440,4	458,9
	17.10.1977	LC, AO, CP	10 kg	AS	Canada					
	4.11.1981	LC, AO, CP	15 kg	AS	Yougoslavie					
Bahrain		LC		SS	Amérique (Etats-Unis), Belgique, Grande-Bretagne, Inde, Iran, Iraq, Jordanie					8,1
		LC, CP		SS	Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Kuwait, Oman, Pakistan, Qatar					101,9
Belgique	1976	AO	—	SS	Bulgarie (Rép. pop.) ⁴ , Danemark, Espagne ⁵ , Finlande ⁶ , Hongrie (Rép. pop.) ⁴ , Irlande ⁷ , Italie ³ , Norvège, Suède, Turquie ³ , Yougoslavie ⁴	325,1	372,8	329,7	337,1	359,4
	1978	LC, AO	—	SS	Chine (Rép. pop.) ⁸ , Liban	0,9	12,4	10,6	10,3	1,0

¹ Les colis en question sont considérés comme des colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.). Ils n'acquittent donc pas de surtaxe aérienne. Le tarif spécial qui leur est appliqué comporte cependant un élément au titre du transport aérien.

² Service introduit en 1975.

³ Service introduit en 1977.

⁴ Service introduit en 1978.

⁵ Service introduit en 1983.

⁶ Service introduit en 1982.

⁷ Service introduit en 1981.

⁸ Retour à la voie de surface depuis le 1er novembre 1981.

Administration	Date d'introduction du service	Catégorie de courrier transporté (LC, AO, CP)	Limite de poids supérieure s'il y a lieu	Service avec surtaxe (AS) ou sans surtaxe (SS)	Pays ou territoires de destination	Poids approximatifs transportés en tonnes (1000 kg)				
						1978	1979	1980	1981	1982
1	2	3	4	5	6	7.1	7.2	7.3	7.4	7.5
Canada ¹	1.7.1971	AO	500 g	SS	Tous les pays sauf l'Amérique (Etats-Unis), l'Argentine, le Brésil, Cuba, Haïti, le Paraguay, les Antilles néerlandaises et Saint-Pierre et Miquelon	1 417,0	1 514,0	1 581,0	1 587,0	1 604,0
	1.7.1975	CP	10 kg	SS	Allemagne, Rép. féd. d', Antigua, Australie, Autriche, Bahamas, Barbade, Bermudes, Chili, Chine (Rép. pop.), Corée (Rép.), Danemark, Espagne, Fidji, France, Guadeloupe, Martinique, Grande-Bretagne, Grèce, Hong-Kong, Irlande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Portugal, Rép. dém. allemande, Suisse, Trinité-et-Tobago	2 874,0	2 526,0	2 355,0	2 211,0	1 816,0
Chili	1979	LC, AO, CP	—	SS	Argentine, Brésil, Paraguay, Uruguay					24,7
	8.1983	LC, AO, CP	—	SS	Tous les pays sud-américains, Afrique du Sud, Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Australie, Belgique, Canada, Danemark, Dominicaine (Rép.), Espagne, France, Grande-Bretagne, Hong-Kong, Italie, Japon, Mexique, Panama (Rép.), Pays-Bas, Portugal	—	—	—	—	—
Cuba	9.1980	LC, AO			Pays sud-américains et Caraïbes				63,5	39,8
Danemark	1976	LC	2 kg	SS	Iran, Iraq, Japon	153,3	164,8	160,3	277,93	408,0
		AO	5 kg	SS	Egypte, Espagne, Grèce, Hongrie (Rép. pop.), Iran, Iraq, Israël, Italie, Japon, Liban, Portugal, Syrienne (Rép. arabe), Turquie, Yougoslavie					
El Salvador	10.1971	LC, AO	200 g	SS	Amérique (Etats-Unis), Costa-Rica, Guatémala, Mexique, Nicaragua, Panama (Rép.)		1,1	1,6	1,8	2,8
France	1970	CP	20 kg	AS	Bénin, Cameroun, Centrafrique, Congo (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Gabon, Niger, Tchad, Togo	64,5	70,0	90,5	116,0	173,0

¹ Suspendu provisoirement à compter du 1er janvier 1984, pour des raisons d'ordre économique.

Administration	Date d'introduction du service	Catégorie de courrier transporté (LC, AO, CP)	Limite de poids supérieure s'il y a lieu	Service avec surtaxe (AS) ou sans surtaxe (SS)	Pays ou territoires de destination	Poids approximatifs transportés en tonnes (1000 kg)				
						1978	1979	1980	1981	1982
1	2	3	4	5	6	7.1	7.2	7.3	7.4	7.5
Grande-Bretagne	10.1973 ¹ 11.1974 ¹	AO CP	5 kg ² 20 kg	AS AS	89 pays extra-européens Afrique du Sud, Amérique (Etats-Unis), Australie, Canada, Nouvelle-Zélande	2 443,0 ³ 46,0 ³	2 589,0 ³ 44,0 ³	2 728,0 ³ 29,0 ³	2 899,0 ³ 54,0 ³	3 040,0 ³ 194,0 ³
Grèce	11.1981	LC, AO CP	— —	SS SS	Arabie saoudite, Kuwait Afrique du Sud, Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Danemark, Espagne ⁴ , France, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Portugal ⁴ , Suède, Suisse	—	—	—	15,0 214,0	10,0 332,0
Hongrie (Rép. pop.)	1977	LC, AO	—	SS	Belgique, Bulgarie (Rép. pop.), Danemark, Egypte, Espagne, Finlande, France ⁵ , Grande- Bretagne, Grèce, Jamahiriya libyenne ⁴ , Liban ⁶ , Pays-Bas ⁵ , Pologne (Rép. pop.), Rép. dém. allemande, Suisse ⁵ , Syrienne (Rép. arabe) ⁵ , Turquie, URSS	344,5	528,4	547,0	555,6	523,8
Islande	1976	AO	2 kg	SS	Amérique (Etats-Unis), Danemark, Grande- Bretagne, Norvège, Suède	20,5	23,3	20,1	21,5	20,0
Italie	1977 1979	AO LC, AO		SS SS	Danemark, Finlande, Norvège, Suède Arabie saoudite, Bahrain, Emirats arabes unis, Iran, Iraq, Jordanie, Kuwait, Liban ⁷ , Syrienne (Rép. arabe), Yémen (Rép. dém. pop.)	191,2 2,3	193,7 87,6	248,2 108,8	253,9 108,9	249,1 96,0
	1981	LC, AO		SS	Afrique du Sud, Algérie, Egypte, Ethiopie, Jamahiriya libyenne, Kenya, Malawi, Maroc, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Somalie, Soudan, Tanzanie (Rép. unie), Tunisie, Zaire, Zambie, Zimbabwe	—	—	—	105,6	199,5

¹ Le service connu sous la dénomination "courrier de surface accéléré" est offert, sur la base de contrats, aux gros usagers qui eux-mêmes trient et mettent dans les sacs le courrier à expédier.

² A l'exception des sacs confectionnés selon l'article 19, paragraphe 8, de la Convention de Rio de Janeiro 1979: 30 kg.

³ Exercices financiers 1978/79, 1979/80, 1980/81, 1981/82, 1982/83.

⁴ Service introduit en 1982.

⁵ Service introduit en 1979.

⁶ Service introduit en 1980.

⁷ Service introduit en 1978.

Administration	Date d'introduction du service	Catégorie de courrier transporté (LC, AO, CP)	Limite de poids supérieure s'il y a lieu	Service avec surtaxe (AS) ou sans surtaxe (SS)	Pays ou territoires de destination	Poids approximatifs transportés en tonnes (1000 kg)				
						1978	1979	1980	1981	1982
1	2	3	4	5	6	7.1	7.2	7.3	7.4	7.5
Japon	1977 ¹	LC, CP	10 kg	SS	Allemagne, Rép. féd. d', Danemark, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Suède, Suisse, URSS	86,0	124,0	103,0	108,0	150,0
	1977	CP	10 kg	SS	Autriche, Belgique, Finlande, Norvège					
Jordanie	1977	LC, AO			Pas indiqués			33,4	37,9	40,4
Kuwait	1975	LC, AO, CP		AS	Amérique (Etats-Unis), Arabie saoudite, Bahrain, Egypte, Emirats arabes unis, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Inde, Iran, Iraq, Italie, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Liban, Oman, Pakistan, Qatar, Soudan, Sri Lanka, Syrienne (Rép. arabe), Thaïlande, Turquie, Yémen (Rép. arabe), Yémen (Rép. dém. pop.)	70,4 153,1	50,6 156,3	25,1 157,7	44,1 199,1	53,2 197,9
Malaisie	15.2.1981	LC, AO	42 kg par semaine	SS	Indonésie	—	—	—	9,6	10,0
Norvège	1972	AO	—	SS	Allemagne, Rép. féd. d' ² , Autriche ³ , Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne ² , Grèce ³ , Hongrie (Rép. pop.) ³ , Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Tchécoslovaquie ³ , Turquie, URSS ³ , Yougoslavie ³	706,0	682,0	708,0	686,0	636,0
	1978	LC, AO	—	SS	Bahrain, Emirats arabes unis, Iran, Iraq, Israël, Japon ⁴ , Kuwait, Liban, Qatar, Syrienne (Rép. arabe)					
	1981	CP	—	AS	Amérique (Etats-Unis)	—	—	—	14,0	38,0
Nouvelle-Zélande	8.1982	LC, AO, CP			Amérique (Etats-Unis), Australie, Canada	—	—	—	—	205,0
Oman	1.1.1982	LC, AO, CP		SS	Arabie saoudite, Bahrain, Emirats arabes unis, Iraq, Kuwait, Qatar	—	—	—	—	2,0

¹ Service offert pendant les périodes d'hiver seulement.

² Y compris le courrier AO transitant par ce pays.

³ Service introduit en 1979.

⁴ Service introduit en 1977.

Administration	Date d'introduction du service	Catégorie de courrier transporté (LC, AO, CP)	Limite de poids supérieure s'il y a lieu	Service avec surtaxe (AS) ou sans surtaxe (SS)	Pays ou territoires de destination	Poids approximatifs transportés en tonnes (1000 kg)				
						1978	1979	1980	1981	1982
1	2	3	4	5	6	7.1	7.2	7.3	7.4	7.5
Pays-Bas	1972	AO, CP		AS	Afrique du Sud ¹ , Amérique (Etats-Unis), Australie ² , Canada ² , Inde ¹ , Japon ¹ , Nouvelle-Zélande ¹	699,1	827,7	961,9	1 037,8	1 142,0
	1978	AO		AS	Corée (Rép.), Hong-Kong, Indonésie, Kenya, Malaisie, Pakistan, Philippines, Singapour, Thaïlande	1,3	54,5	60,5	59,7	62,2
	1976	AO		SS	Grèce ³ , Irlande, Italie ⁴ , Norvège ⁵ , Portugal ³ , Suède ⁵ , Turquie ⁵	1 085,8	1 698,4	2 303,6	2 000,3	1 731,7
Singapour	1982	LC, AO	30 kg	SS	Indonésie, Philippines	—	—	—	—	2,6
Sénégal	1983	LC, AO, CP		SS		—	—	—	—	(2,8) ⁶
Suède	1976	LC, AO	—	SS	Egypte, Iran, Iraq, Israël, Japon ⁵ , Jordanie, Kuwait, Liban, Syrienne (Rép. arabe)	51,0	50,0	48,0	44,0	41,0
	1972	AO	—	SS	Autriche, Belgique, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Hongrie (Rép. pop.), Irlande, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suisse, Turquie, Yougoslavie	729,0	742,0	689,0	698,0	622,0
Suisse	1976	AO	—	SS	59 pays, dont 50 pays sont extra-européens	1 718,0	1 640,0	1 716,0	2 102,0	2 721,0
	1.2.1983	CP	—	AS	Afrique du Sud, Amérique (Etats-Unis), Inde, Japon	—	—	—	—	—
Syrienne (Rép. arabe)	1978				Algérie ⁴ , Arabie saoudite, Emirats arabes unis ⁴ , Inde, Iran, Kuwait, Pakistan, Yémen (Rép. arabe)	22,5	25,4	30,1	26,6	37,6
	1982				Allemagne, Rép. féd. d', Amérique (Etats-Unis), Argentine, Brésil, France, Grande-Bretagne, Italie, Liban, Rép. dém. allemande, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, URSS					

¹ Service introduit en 1974.

² Service introduit en 1973.

³ Service introduit en 1978.

⁴ Service introduit en 1979.

⁵ Service introduit en 1977.

⁶ N'est pas inclus dans le total pour l'année 1982.

Administration	Date d'introduction du service	Catégorie de courrier transporté (LC, AO, CP)	Limite de poids supérieure s'il y a lieu	Service avec surtaxe (AS) ou sans surtaxe (SS)	Pays ou territoires de destination	Poids approximatifs transportés en tonnes (1000 kg)				
						1978	1979	1980	1981	1982
1	2	3	4	5	6	7.1	7.2	7.3	7.4	7.5
Tchécoslovaquie	1980	AO		SS	Bulgarie (Rép. pop.) ¹ , Espagne ¹ , Finlande, Grèce ¹ , Italie ¹ , Jamahiriya libyenne ¹ , Maroc, Syrienne (Rép. arabe) ¹		—	6,0	11,5	46,1
		LC, AO		SS			—	1,5	2,6	21,4
Zimbabwe	21.11.1981	LC, AO,	2 kg	SS	Grande-Bretagne	—	—	—	1,0	63,5
	21.11.1981	CP	10 kg	SS	Grande-Bretagne					
Totaux des poids approximatifs transportés						13 762,3	15 042,5	16 094,4	17 280,7	18 677,6

¹ Service introduit en 1982.

22. Pour les raisons indiquées au chiffre 21, il est difficile de comparer les dernières données avec celles du Congrès — Doc 22 de Rio de Janeiro. Tout au plus peut-on constater que le total des tonnes transportées par les 20 Administrations en 1977 était de 12 758 tonnes par rapport aux 18 677 tonnes transportées par les 29 Administrations en 1982 (ce qui correspond à une augmentation de 30%).

23. Pendant la période 1977–1982, le taux moyen de croissance annuelle enregistré par les 29 Administrations figurant au tableau II était de presque 8% par rapport au taux annuel de 3,4% pour le courrier aérien "priorité" sans surtaxe (voir le chiffre 16 ci-devant).

24. Alors que le service aérien "priorité" sans surtaxe comprend presque exclusivement les envois LC, en raison du facteur "rapidité", les services du type "priorité réduite" s'appliquent essentiellement aux catégories AO et CP. Par ailleurs, la répartition géographique du courrier "S.A.L." est beaucoup plus diversifiée que pour le courrier aérien non surtaxé, les destinations desservies à partir d'un pays donné n'étant pas fonction de leur éloignement de ce pays.

25. Il faut également signaler que dix Administrations supplémentaires ont introduit des services du type "priorité réduite" ou "S.A.L." depuis le Congrès de Rio de Janeiro: Amérique (Etats-Unis), Chili, Cuba, Grèce, Malaisie, Panama (Rép.), Sénégal, Singapour, Tchécoslovaquie, Zimbabwe; le Panama et le Sénégal à partir de 1983.

26. En ce qui concerne la proportion de courrier de surface transporté par voie aérienne par rapport à l'ensemble du courrier de surface, ce pourcentage varie entre 0,72% (Amérique (Etats-Unis)) jusqu'à 100% (Emirats arabes unis), la répartition des données étant la suivante:

jusqu'à 5%:	7 pays
de 5 à 20%:	3 pays
de 20 à 50%:	10 pays
de 50 à 100%:	9 pays

27. On ne peut cependant en déduire qu'une forte proportion de l'ensemble du courrier de surface est transportée par voie aérienne car les volumes du courrier "S.A.L." expédiés par les pays de grand trafic sont relativement faibles. A titre d'exemple, la Grande-Bretagne a expédié, en 1982, 3040 tonnes de courrier "S.A.L.", mais ce volume ne représente que les 7,2% du volume total de son courrier de surface.

Exécution du service

Délais de transmission

28. D'après les "Définitions et principes" actuellement en vigueur, l'importance du délai de transmission du courrier fait l'objet de négociations entre l'Administration et le transporteur.

29. D'après les renseignements fournis par les Administrations, les délais appliqués varient entre deux et quatorze jours, selon les pays de destination. Ainsi, au départ de la Norvège, le délai est de deux jours pour les pays européens, de sept jours pour le Moyen-Orient et de deux semaines pour les autres destinations. Ces délais sont fixés en fonction des départs pour les pays de destination et des acheminements prévus pour le courrier aérien "priorité" avec surtaxe afin d'éviter que le courrier "S.A.L." ne fasse concurrence avec ce dernier.

30. Les Administrations font savoir que les délais convenus avec les transporteurs sont en général respectés. Dans ces conditions et étant donné que les modalités de transmission par avion du courrier de surface varient sensiblement de pays à pays, il n'a pas semblé utile d'introduire dans les "Définitions et principes" des délais limites susceptibles d'être appliqués sur le plan mondial.

Entreposage du courrier et remise aux compagnies aériennes

31. La question de savoir si le courrier en attente devrait être conservé par l'Administration postale ou par le transporteur a donné lieu à des avis divergents au sein des organes mixtes IATA/UPU avant le Congrès de Rio de Janeiro. D'après les "Définitions et principes", le courrier est conservé par l'une ou l'autre partie suivant les accords passés entre elles.

32. Il semble qu'à l'heure actuelle le courrier en attente est presque toujours conservé par la poste, soit à l'aéroport, soit à un bureau d'échange en ville. Cette pratique, qui permet à l'Administration postale de contrôler l'écoulement des expéditions, semble donner satisfaction.

Installations dans les aéroports

33. L'étude réalisée avant le Congrès de Rio de Janeiro par le Sous-Groupe 427B du CCEP sur l'acheminement de la poste aérienne dans les aéroports internationaux a fait ressortir que, dans bien des cas, les installations postales aux aéroports et ailleurs ne suffisaient pas pour faire face au trafic postal existant sans compter le trafic accru qui pourrait être engendré par suite des efforts de maximalisation. En conséquence, le Congrès de Rio de Janeiro a invité les Administrations postales à prendre des mesures pour résoudre ce problème (recommandation C 70) et sollicité la collaboration de l'OACI et de l'IATA à cet effet (vœu C 71).

34. L'enquête de juillet 1982 a permis de constater que le problème est d'actualité, plusieurs Administrations ayant signalé que les locaux situés dans les aéroports internationaux de leur pays sont en effet trop exigus. Du fait que la poste conserve le courrier en instance (voir le chiffre 32 ci-devant), le problème semble se poser plus souvent au départ qu'à l'arrivée.

35. Les Administrations recherchent activement des solutions à ce problème en essayant d'agrandir les installations postales dans les aéroports et prennent à cet effet des contacts avec les autorités compétentes de leur pays. Une autre solution envisagée consiste à augmenter la fréquence des expéditions.

Sacs utilisés pour la confection des dépêches-surface transportées par voie aérienne

36. En règle générale, les Administrations utilisent actuellement des sacs-surface pour la confection des dépêches de courrier de surface à transporter par voie aérienne mais il y a des exceptions (sacs pour les colis-avion, sacs en nylon rouge ou nylon blanc). La Suisse a introduit des sacs spéciaux de même couleur que les sacs-surface mais de plus faible poids afin de réduire le coût du transport.

Etiquette de sac

37. Plusieurs Administrations ont créé des étiquettes spéciales pour identifier le courrier en question, dont certaines comportent des rayures spéciales bleu/vert. D'autres Administrations se contentent d'apposer des empreintes appropriées sur les étiquettes AV 8.

38. L'abréviation la plus souvent utilisée sur les étiquettes pour désigner le courrier en question est "S.A.L." (en anglais "Surface Air Lifted") ou "courrier de surface transporté par voie aérienne".

Aspects économiques du service

Les services "priorité réduite" avec surtaxe

39. Il ressort du tableau II que six Administrations (Australie, France, Grande-Bretagne, Norvège, Pays-Bas, Suisse) perçoivent des surtaxes réduites, du moins pour certaines catégories, en général les CP. La République fédérale d'Allemagne assure un service de ce type mais considère les colis en question comme des colis "S.A.L." acquittant un tarif spécial qui comporte un élément au titre du transport aérien.

40. En général, les surtaxes "réduites" se situent à environ 50% de la surtaxe applicable au courrier aérien "priorité" pour la même destination, mais certaines Administrations pratiquent des taxes inférieures (Australie — 35 à 45%; Pays-Bas — 24 à 36%). L'Australie veille cependant à couvrir les coûts du service dans tous les cas.

41. A l'exception du service de la Grande-Bretagne qui est limité aux gros usagers (qui assurent le tri et la mise en sacs du courrier), les services avec surtaxe sont mis à la disposition de tous les usagers qui en sont informés au moyen de brochures, affiches, etc. (comme dans le cas des autres services postaux). Dans tous les cas, le service avec surtaxe réduite semble donner satisfaction au public qui apprécie les avantages d'une transmission accélérée à un prix raisonnable.

42. L'augmentation du volume de trafic "S.A.L." ne semble pas avoir entraîné jusqu'ici une diminution importante du trafic du service aérien avec surtaxe.

Accords conclus avec les compagnies aériennes

43. A une exception près, les Administrations affirment avoir conclu avec leur compagnie nationale (ou une autre compagnie) un accord qui permet d'assurer le service d'une manière satisfaisante. Dans certains cas, les conditions sont réglées par voie de correspondance et ne font pas l'objet d'un contrat proprement dit. Mise à part la question de la rémunération, les accords règlent toutes les modalités de l'acheminement du courrier "S.A.L." par la compagnie aérienne, y compris les délais d'expédition, la sécurité du courrier et le renvoi (gratuit) par le transporteur des sacs vides. Ces différentes questions sont reprises au chiffre 21 des "Définitions et principes" figurant en annexe 2.

Rentabilité des services du type "priorité réduite"

44. Dans la forte majorité des cas, les services "priorité réduite" (avec ou sans surtaxe) couvrent leurs frais, sans doute grâce au niveau du prix du transport négocié avec les compagnies aériennes. Néanmoins, six pays, qui assurent un service sans surtaxe (Canada, Egypte, El Salvador, Italie, Jordanie et Nouvelle-Zélande), signalent que le service est déficitaire. L'Italie comble le déficit par les recettes provenant des taxes relatives aux autres services, notamment par les surtaxes du service aérien "priorité" alors que la Nouvelle-Zélande utilise le produit des taxes de base dans leur ensemble.

Avenir des services "priorité réduite" (courrier de surface transporté par voie aérienne)

45. Ainsi qu'il ressort de ce qui précède, le service connaît depuis le Congrès de Rio de Janeiro une expansion certaine, tant en ce qui concerne le volume de trafic transporté qu'à l'égard du nombre de destinations desservies, plusieurs pays ayant institué le service pour la première fois. L'exécution du service dans les aéroports ne semble pas occasionner de problèmes particuliers, sauf que les locaux destinés à l'entreposage du courrier en attente se trouvent assez souvent insuffisants.

46. Du point de vue économique, la plupart des Administrations auraient réussi à négocier des taux de transport aérien qui permettent de rentabiliser le service. Les services avec surtaxe réduite, qui permettent de couvrir les frais dans tous les cas, semblent connaître un succès auprès des usagers.

47. Cette situation augure bien pour l'avenir du service "S.A.L.", dont l'évolution dépend des éléments suivants:

- les destinations desservies par les compagnies aériennes nationales et la capacité disponible des avions;
- la possibilité pour l'Administration de négocier avec la compagnie aérienne intéressée un taux de transport aérien semblable à ce qu'il faut payer pour le transport par voie de surface;
- la possibilité d'agrandir les installations postales aux aéroports afin de pouvoir accepter un plus grand volume de courrier de surface, notamment au départ.

IV. Aspects réglementaires du courrier de surface transporté par voie aérienne

Aspects opérationnels

48. Une des tâches découlant de la résolution C 73 du Congrès de Rio de Janeiro consiste à examiner "l'opportunité de compléter les dispositions réglementaires existantes concernant la réception dans les pays de transit et de destination du courrier de surface transporté par voie aérienne". En effet, d'après les renseignements fournis avant le Congrès de Rio de Janeiro, le courrier "priorité réduite" posait quelques problèmes à l'arrivée, si bien qu'il a fallu intervenir auprès des pays expéditeurs en vue d'améliorer la signalisation de ce courrier.

49. Dans le même ordre d'idées, les décisions C 69 et C 75 du Congrès de Rio de Janeiro chargent le Conseil exécutif d'étudier avec l'IATA la possibilité de créer des étiquettes de sac distinctives pour les dépêches-surface et les dépêches de colis-surface transportées par voie aérienne.

50. En conséquence, le Groupe de travail mixte IATA/UPU, chargé de ces questions, a élargi l'enquête destinée à actualiser les expériences acquises par les Administrations (voir le chapitre III ci-devant) afin d'obtenir les éléments d'appréciation nécessaires.

51. Compte tenu des données recueillies et des avis exprimés par les Administrations sur l'utilité d'introduire de nouvelles dispositions, le Groupe de travail mixte a recommandé deux mesures permettant de mieux identifier les dépêches de courrier de surface transportées par voie aérienne. Ces suggestions, approuvées par le Conseil exécutif, se sont concrétisées par les propositions suivantes:

- 4597.1 Utilisation des sacs de surface pour confectionner les dépêches de courrier de surface transportées par voie aérienne (cf. le chiffre 36 ci-devant).
4597.2, 4908.91, Création des étiquettes de sac AV 8bis et CP 24bis pour le courrier "S.A.L." (cf. les chiffres 37
5520.3/Rev 1 et et 38 ci-devant).
5924.91/Rev 1

Retour gratuit par voie aérienne des sacs utilisés pour la transmission du courrier "S.A.L."

52. En ce qui concerne l'utilisation des sacs de surface pour la transmission du courrier "S.A.L.", l'IATA a soulevé, au sein du Groupe de travail mixte IATA/UPU, la question du retour gratuit par avion de ces sacs dans le cadre de l'accord IATA/UPU de 1962 sur le retour gratuit par voie aérienne des sacs-*avion* vides. A cet égard, l'IATA a fait observer que les sacs en question sont plus lourds que les sacs-*avion*.

53. A ce propos, le côté postal a suggéré de faire application de l'accord de 1962 qui prévoit en principe le retour des sacs vides par la compagnie qui a assuré le transport à l'aller. L'IATA a toutefois fait savoir qu'elle préfère que la question du retour des sacs-surface vides soit réglée dans le cadre des arrangements spéciaux conclus entre les compagnies aériennes et les Administrations postales pour le transport du courrier "S.A.L." (voir le chiffre 43 ci-devant ainsi que le chiffre 21 des "Définitions et principes" en annexe 2).

Autres aspects réglementaires du courrier de surface transporté par voie aérienne

54. Pour être complet, il convient de mentionner ici l'étude conduite indépendamment par le Conseil exécutif en rapport avec la décision C 97 du Congrès de Rio de Janeiro et qui concerne l'opportunité d'introduire dans les Actes de l'UPU le principe du droit à la perception par l'Administration de transit des frais de transport aérien occasionnés par le réacheminement par avion du courrier de surface et de fixer le niveau de la rémunération pour ce type de réacheminement.

55. Les résultats d'une consultation effectuée en septembre 1981¹ ont permis cependant de constater que les Administrations autres que celle de l'expédition n'interviennent que très rarement dans le réacheminement du courrier "S.A.L." et que les cas de l'espèce sont réglés par des accords bilatéraux. Cette situation a été confirmée par la consultation de juillet 1982. Les Administrations participant à cette dernière consultation ont néanmoins

¹ Par lettre-circulaire 3410.2(C)1066 du 4 septembre 1981.

été favorables à l'introduction dans les Actes d'une réglementation générale et simple ayant pour but de prévoir, d'une part, l'information préalable de toutes les Administrations intéressées avant l'introduction d'un service "S.A.L.", d'autre part, le recours aux accords bilatéraux pour régler les modalités d'un réacheminement ultérieur du courrier "S.A.L." par les soins d'une autre Administration.

56. A sa session 1984, le Conseil exécutif a approuvé un projet de réglementation établi à cet effet (voir la proposition 4000.7). Ce projet regroupe, dans deux titres nouveaux de la troisième partie de la Convention et de son Règlement d'exécution, toutes les dispositions relatives au courrier de surface transporté par voie aérienne ("S.A.L.") y compris les nouvelles mesures recommandées par le Groupe de travail mixte IATA/UPU (voir le chiffre 51 ci-devant). Les adaptations à apporter à l'Arrangement concernant les colis postaux font l'objet des propositions 5004.4, 5515.91, 5522.1.

V. Organisation, d'entente avec l'IATA, de séminaires concernant l'utilisation maximale sur un plan régional

57. Une première initiative à ce sujet a été prise en septembre 1981 en organisant, dans le cadre d'une conférence sur les acheminements en Afrique tenue à Yaoundé (Cameroun), un séminaire sur la maximalisation.

58. A cette occasion, deux exposés importants ont été présentés sur la maximalisation, dont un par un haut fonctionnaire du Bureau international, l'autre par un représentant de l'IATA (concernant les relations entre Administrations postales et compagnies aériennes en vue de la maximalisation). A l'issue de ses travaux, la conférence a adopté notamment une résolution sur la maximalisation qui envisage, entre autres, la constitution entre l'Association africaine des transporteurs aériens (AFRAA), d'une part, les Administrations postales et les Unions restreintes africaines, d'autre part, d'un Comité de contact.

59. Cette première expérience a donc été assez encourageante. Elle a toutefois permis de constater qu'il serait difficile de tenir un séminaire consacré exclusivement à la maximalisation en raison des problèmes d'organisation et de financement qui se poseraient. Cette considération a amené le Bureau international à proposer au Groupe de travail mixte IATA/UPU une solution assez souple pour l'organisation de futurs séminaires régionaux conjoints IATA/UPU sur la maximalisation. Une telle solution devrait permettre à l'UPU et à l'IATA d'introduire ce sujet chaque fois que l'occasion se présente lors d'une conférence régionale. Du côté de l'UPU, l'occasion pourrait se présenter lors d'une conférence régionale organisée dans le cadre du PNUD ou lors d'autres activités organisées par les Unions restreintes.

60. Le Groupe de travail mixte ayant approuvé cette façon de voir, le Conseil exécutif l'a adoptée à son tour en laissant au Bureau international et au Secrétariat de l'IATA le soin d'examiner la possibilité — chaque fois que l'occasion se présente, du côté de l'UPU ou de l'IATA — d'introduire le sujet de la maximalisation dans une conférence ou activité régionale, et de prendre les mesures utiles.

VI. Bilan des expériences acquises depuis le Congrès de Rio de Janeiro et orientation des futurs travaux sur la maximalisation

61. Certaines Administrations ont constaté au cours des dernières années que l'utilisation maximale de la voie aérienne n'est pas seulement opportune mais nécessaire en cas d'absence ou d'insuffisance de liaisons par voie de surface. D'autres Administrations mettent l'accent sur le développement de la maximalisation sur le plan intercontinental.

62. Les Administrations répondant au questionnaire sont d'accord pour penser que la maximalisation doit continuer à se poursuivre sur les plans national ou régional, selon les circonstances de chaque pays ou groupe de pays, en tenant compte notamment des aspects économiques et des besoins de la clientèle. En conséquence, la stratégie énoncée dans la résolution C 73 du Congrès de Rio de Janeiro semble rester encore valable. Le Danemark fait toutefois observer qu'une modification de la classification actuelle des envois de la poste aux lettres (par exemple, courrier 1re et 2e classe) pourrait ouvrir des perspectives nouvelles.

63. Selon d'autres avis exprimés, il importe que les Administrations s'aident mutuellement (par exemple, en ce qui concerne la réception du courrier de surface dans les aéroports) et qu'elles échangent leurs expériences par l'intermédiaire du Bureau international. Les Unions postales restreintes doivent également être étroitement associées à la maximalisation. Selon le Canada, les différentes études déjà publiées sur la maximalisation, y compris l'étude "MBA" de l'IATA, constituent de bonnes bases pour les Administrations qui désirent introduire un service tendant à la maximalisation ou étendre un service existant. De l'avis de cette Administration, la question a été suffisamment étudiée et il suffirait après le Congrès de Hambourg de continuer à recueillir périodiquement les expériences des Administrations dans ce domaine.

64. Un projet de résolution qui reflète les idées exprimées ci-devant concernant les futurs travaux sur la maximalisation fait l'objet de la proposition 4000.5.

Berne, le 8 mars 1984

Au nom du Conseil exécutif:
Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

Résolution C 73

Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier

Le Congrès,

ayant pris connaissance

du Congrès — Doc 22 qui résume les travaux effectués conformément à la résolution C 62 du Congrès de Lausanne 1974 sur l'utilisation maximale de la poste aérienne pour le transport du courrier,

notant avec satisfaction

d'une part les progrès réalisés depuis le Congrès de Lausanne par les Administrations postales sur les plans national et régional, d'autre part les travaux menés conjointement avec l'Association du transport aérien international (IATA),

prenant acte avec intérêt

de l'importante étude du marché postal "MBA: La poste aérienne — Nouvelles perspectives", réalisée par l'IATA,

constatant

que, dans un avenir prévisible, la maximalisation continuera à se développer sur les plans national et régional,

estimant en conséquence

qu'il appartient à chaque Administration postale (ou groupe d'Administrations s'il s'agit d'un programme régional) de décider de la meilleure utilisation de la voie aérienne pour le transport du courrier, compte tenu de ses circonstances particulières (situation géographique, capacité des avions en partance, configuration de son trafic postal, besoins des usagers, éléments coûts, etc.),

charge

le Conseil exécutif:

- 1° de poursuivre, en étroite collaboration avec l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et l'IATA, les travaux sur la maximalisation, compte tenu des renseignements figurant dans le Congrès — Doc 22, afin d'aider les Administrations à surmonter les obstacles qui s'opposent à l'institution de systèmes de maximalisation sur le plan national ou régional;
- 2° de procéder, entre autres, dans cette perspective à:
 - a) la tenue à jour, d'entente avec l'IATA, des "Définitions et principes pour l'exécution des systèmes d'utilisation maximale sur le plan national";
 - b) la collecte des données sur l'expérience acquise par les Administrations postales ayant institué un service tendant à la maximalisation en vue de la diffusion périodique de ces données à l'ensemble des Administrations;
 - c) l'examen de l'opportunité de compléter les dispositions réglementaires existantes concernant la réception dans les pays de transit et de destination du courrier de surface transporté par voie aérienne;
 - d) l'étude de la possibilité d'organiser, d'entente avec l'IATA, des séminaires/colloques sur un plan régional en vue de favoriser un échange de vues entre Administrations postales et compagnies aériennes sur les perspectives de maximalisation;
- 3° de présenter au prochain Congrès:
 - a) un rapport général sur ses travaux;
 - b) ses recommandations concernant l'orientation future à donner aux travaux sur la maximalisation;
 - c) toute proposition de modification des Actes de l'Union destinée à concrétiser ses travaux.

(Proposition 3000.5, Commission 6, 6e séance; Congrès — Doc 84/Add 2, 19e séance plénière)

Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier

Définitions et principes pour l'exécution des services tendant à la maximalisation (édition de mars 1984)

Remarque préliminaire

1. Le but du présent document, établi conjointement par l'IATA et l'UPU, est de faciliter la conclusion d'accords entre compagnies aériennes et Administrations postales pour le transport du courrier selon le concept de la maximalisation. A cet effet, il définit les types de courrier entrant en ligne de compte et énonce les principes généraux régissant les différents services.

I. Le courrier aérien avec priorité

Définition

2. Par "courrier aérien avec priorité", on entend le courrier auquel les transporteurs accordent une priorité de traitement par rapport aux autres catégories de trafic aérien¹ et qui est traité par les Administrations postales aussi rapidement que possible.

Le courrier aérien "priorité" avec surtaxe

Définition

3. Il s'agit du courrier aérien qui bénéficie, en contrepartie du paiement d'une surtaxe aérienne, d'un traitement de première qualité.

Le courrier aérien "priorité" sans surtaxe

Définition

4. Cette définition vise le courrier transporté par voie aérienne, sans perception de surtaxe aérienne, pour une qualité de service égale à celle dont bénéficie le courrier aérien avec surtaxe.

Principes généraux régissant le service

5. Le service du courrier aérien "priorité" sans surtaxe peut être offert pour la totalité d'une catégorie de courrier ou uniquement sur une base sélective, par exemple selon la destination et/ou le poids des envois.

¹ Sur le plan international, il s'agit de la priorité visée par l'accord conclu entre l'IATA et l'UPU en 1948. Cet accord n'a pas encore été mis au point pour tenir compte de l'adoption au Congrès de Rio de Janeiro 1979 d'un seul taux de base de transport aérien LC/AO/CP.

6. Pour les catégories ou parties de catégories de courrier auxquelles il s'adresse, ce service est en fait un service aérien sans surtaxe remplaçant à la fois le service aérien avec surtaxe et le service par voie de surface.

7. En pratique, ce service n'a été jusqu'à présent normalement offert qu'aux envois de première classe de la poste aux lettres (LC), car la structure traditionnelle des taxes afférentes aux envois de la poste aux lettres et le mode de fixation des taxes applicables aux colis postaux s'opposent à ce que les AO et les CP puissent également en bénéficier. Toutefois, on ne doit pas écarter la possibilité d'une application du service sans surtaxe aux AO et/ou aux CP au même titre qu'aux LC dans le cadre d'un arrangement global conclu avec un transporteur en vue d'une utilisation maximale de la voie aérienne.

II. Le courrier "priorité réduite"

8. Le concept "priorité réduite" vise le courrier qui est transporté par voie aérienne (éventuellement sur une partie seulement de son parcours international) avec une priorité inférieure à celle visée sous le chapitre I. Les variantes principales de ce concept, connu en général sous le nom "S.A.L." (en anglais "Surface Air Lifted"), c'est-à-dire "surface par avion", sont décrites ci-après.

Priorité réduite avec délai d'expédition fixe

Définition

9. Selon ce service, dénommé jusqu'ici "priorité réduite", le courrier est transporté par voie aérienne dans un délai déterminé dont l'importance fait l'objet de négociations entre l'Administration postale et le transporteur intéressé. Le transporteur est tenu d'acheminer le courrier en question pendant ce délai. Les dépêches sont embarquées par le transporteur au moment de son choix mais au plus tard le dernier jour du délai convenu, date à laquelle le courrier devient, pour le transporteur, un courrier "prioritaire" (voir chapitre I).

Principes généraux régissant le service

10. De qualité inférieure à celle offerte par les services aériens avec priorité (voir chapitre I), le service "priorité réduite" justifie l'application d'un taux de transport inférieur au taux normal du fait qu'il permet au transporteur intéressé une certaine latitude pour étaler les expéditions et, partant, d'améliorer la rentabilité de l'exploitation.

11. Un service "priorité réduite" peut être offert sans surtaxe en lieu et place du service par voie de surface (et comme variante au service aérien "priorité" surtaxé); il peut aussi être offert avec surtaxe (à prix réduit), le service se situant dans ce cas, en fait de prix et de qualité, entre le service aérien "priorité" et le service ordinaire (surface).

12. A l'instar du service aérien "priorité" sans surtaxe (voir chiffre 5 ci-devant), le service "priorité réduite" peut être appliqué à l'ensemble d'une catégorie quelconque de courrier ou uniquement sur une base sélective. D'autre part, comme il justifie l'application d'un taux de transport moins élevé (voir le chiffre 10 ci-devant), il favorise l'utilisation maximale de la voie aérienne pour l'acheminement des AO et/ou des CP.

13. Sous l'une ou l'autre forme, mais en particulier quand il est assuré sans surtaxe, le service "priorité réduite" tendra à se développer aux dépens du service aérien "priorité" avec surtaxe que l'utilisateur aurait autrement utilisé en raison de la trop grande lenteur du service par voie de surface. L'étendue de ce déplacement dépendra des prix et de la qualité des services respectifs, notamment de l'importance du délai d'expédition fixé selon le chiffre 9 ci-devant et de la durée totale de transmission (voir chiffre 20 ci-après).

Service "périodicité réduite"

Définition

14. Par "périodicité réduite", on entend la transmission du courrier par voie aérienne à jours fixes (selon un plan à convenir avec le transporteur) mais avec une fréquence d'expédition plus faible que pour le courrier aérien avec priorité.

Principes généraux régissant le service

15. Les principes régissant le service "priorité réduite" avec délai d'expédition fixe (voir les chiffres 9 à 12 ci-devant) sont en général applicables à ce service.

Capacité disponible

Définition

16. Comme son nom le laisse entendre, il s'agit du courrier que le transporteur s'engage expressément à transporter, sous réserve de la capacité disponible dans les avions en partance. Il se distingue du courrier du type "priorité réduite" par le fait qu'il n'y a aucun engagement de délai d'expédition à respecter par le transporteur.

Principes généraux régissant le service

17. Il ne s'agit pas d'un service officiellement connu des usagers et soumis à des taxes et à des conditions particulières, mais de l'acheminement du courrier ordinaire à des taux comparables à ceux qui sont appliqués pour le transport par voie de surface, dans le dessein de tirer parti de la capacité de chargement d'un avion qui, autrement, aurait voyagé à vide. Moins fiable que le service "priorité réduite", qui assure un écoulement régulier du courrier, ce service peut néanmoins s'appliquer à toute catégorie de courrier et à toute destination pour laquelle le transporteur dispose d'une capacité de réserve et peut fournir des prestations d'une qualité sensiblement supérieure à celle du service par voie de surface pour les destinations pour lesquelles les liaisons sont moins satisfaisantes.

Chargement maximal

Définition

18. D'après ce système plutôt théorique actuellement, le courrier est remis au transporteur qui signale que, pour un vol déterminé, il existe une capacité non utilisée. Comme le courrier n'est demandé, accepté et transporté que si un transporteur constate une capacité disponible, ce type de service ne représente pas, vis-à-vis de l'Administration postale, un engagement ferme d'acheminer une partie ou la totalité du courrier. En revanche, tout courrier demandé et accepté fait l'objet d'un engagement de transport ferme.

Principes généraux régissant le service

19. Ce service, qui n'a pas été expérimenté jusqu'ici, pourrait être offert à titre occasionnel dans les conditions exposées au chiffre 17 ci-devant.

Principes généraux applicables à l'ensemble des services "priorité réduite"

20. Dans tous les cas, la durée totale de transmission du courrier acheminé en vertu d'un service de ce type (y compris les parcours éventuellement effectués par voie de surface) doit être fixée de façon que:

- a) cette durée soit inférieure à celle par voie de surface pour la même destination;
- b) le service en question ne fasse pas concurrence aux services aériens "priorité" (voir chapitre I).

21. Avant l'introduction d'un service du type "priorité réduite" (à l'exception du service "chargement maximal"), il est souhaitable que les questions ci-après soient réglées entre l'Administration postale et le transporteur intéressés, soit par un contrat formel, soit par un échange de correspondance:

- le volume du courrier à transporter et les pays de destination;
- les délais d'expédition, s'il y a lieu;
- le prix du transport;
- les modalités d'entreposage du courrier en attente;
- les modalités de remise du courrier au transporteur, s'il y a lieu;
- la documentation accompagnant les dépêches (bordereau C 18bis);
- la sécurité du courrier;
- la responsabilité du transporteur en cas de perte ou de spoliation des dépêches;
- le renvoi (gratuit) par le transporteur des sacs vides;
- les modalités du décompte.

Taux de base de transport aérien du courrier

I. Introduction

1. Par sa résolution C 30 (reprise in extenso comme annexe 1 au présent rapport), le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a chargé le Conseil exécutif de poursuivre sur un plan général, en consultation avec l'OACI et l'IATA, l'étude concernant la fixation des taux de transport du courrier et de présenter au prochain Congrès un rapport général sur ses travaux ainsi que toute proposition de modification des Actes de l'Union jugée nécessaire.
2. En plus des tâches mentionnées dans la résolution C 30 précitée, le Conseil exécutif a été appelé à examiner une demande formulée par l'IATA en 1980 et visant une réévaluation urgente du taux de base de 1,74 fr-or par t-km adopté par le Congrès de Rio de Janeiro et actuellement en vigueur. Cette demande a par ailleurs conduit à l'adoption d'un nouveau programme d'études sur la possibilité d'obtenir un taux de base à partir du taux actuel d'après une méthode d'indexation et sur l'opportunité d'introduire dans les Actes de l'UPU un procédé permettant d'ajuster ce taux entre deux Congrès selon la même méthode d'indexation (voir l'annexe 2 au présent rapport).
3. Le présent rapport comporte ainsi les chapitres suivants:
 - II. Travaux découlant de la résolution C 30 du Congrès de Rio de Janeiro 1979.
 - III. Demande de l'IATA pour un ajustement immédiat du taux de 1,74 fr-or adopté par le Congrès de Rio de Janeiro 1979.
 - IV. Possibilité d'obtenir un taux de base à partir du taux actuel de 1,74 fr-or d'après une méthode d'indexation.
 - V. Conclusions du Conseil exécutif (session 1984).
 - VI. Poursuite des travaux après le Congrès de Hambourg 1984.
 - VII. Données statistiques fournies par l'OACI.
 - VIII. Résumé des conclusions.

II. Travaux découlant de la résolution C 30 du Congrès de Rio de Janeiro 1979

4. S'inspirant de la procédure adoptée depuis le Congrès de Vienne 1964, le Conseil exécutif a créé en 1980 un Groupe de travail (GT 1 de la Commission 6 (Poste aérienne)) pour l'étude approfondie des questions relatives aux taux de base de transport aérien. Afin de faciliter la consultation avec l'IATA prévue par la résolution C 30, ce Groupe a été composé des membres postaux du Comité de contact IATA/UPU (et du Groupe de travail mixte IATA/UPU), à savoir: Allemagne, Rép. féd. d., Brésil, Canada, Côte d'Ivoire (Rép.), Danemark (Président), Inde, Tchécoslovaquie, la Suisse étant représentée comme observateur.
5. Le GT 1 a tenu six réunions pendant les années 1981 à 1984. La question des taux a été examinée avec l'IATA lors des deux réunions du Comité de contact IATA/UPU en 1980 et 1984 et à l'occasion des quatre réunions du Groupe de travail mixte IATA/UPU qui ont eu lieu entre 1981 et 1983.

6. Se fondant sur les recommandations de la Commission 6 (Poste aérienne) et de son GT 1, sur les observations de l'OACI (qui s'est fait représenter à plusieurs réunions concernant la poste aérienne et qui a fourni une documentation statistique importante) et sur les conclusions des organes mixtes IATA/UPU, le Conseil exécutif s'est prononcé comme suit sur les différentes possibilités évoquées par la résolution C 30, à savoir:

- a) Opportunité de continuer à appliquer une formule pour le calcul du taux moyen de transport aérien.
- b) Taux en relation avec les tarifs du fret aérien:
 - taux liés aux tarifs du fret aérien;
 - taux liés aux recettes unitaires du fret aérien.
- c) Taux en fonction des routes ou régions géographiques.
- d) Taux se fondant sur l'élément "distance".

a) Opportunité de continuer à appliquer une formule

Description de la formule

7. La "formule", c'est-à-dire la "procédure de fixation des taux de base expérimentée depuis le Congrès de Tokyo 1969", visée par la résolution C 30 consistait à calculer un taux moyen d'après les dépenses d'exploitation moyennes des compagnies aériennes pour l'ensemble du trafic aérien, ces dépenses étant exprimées en coûts unitaires par t-km réalisée et ajustées en excluant les éléments étrangers à la poste et en ajoutant certaines redevances supplémentaires¹. Ces coûts unitaires moyens sont calculés par l'OACI et compris dans les "Renseignements financiers sur les entreprises de transport aérien international" que cette organisation fournit chaque mois de mars à la demande de l'UPU avec un décalage de quinze mois (par exemple, ceux fournis à l'UPU en 1983 se rapportent à l'exercice 1981). Comme il s'agit d'établir un taux qui s'applique pendant la période des Actes du Congrès, il a fallu avoir recours aux prévisions de l'évolution des coûts unitaires s'étendant sur une période d'environ sept ans, prévisions qui ont été fournies par l'IATA.

8. Avant le Congrès de Rio de Janeiro, en 1977, l'IATA a prévu pour la période 1981 à 1985, période présumée des Actes de ce Congrès, un coût unitaire moyen de 1,69 fr-or. L'UPU et l'IATA sont parties de ce chiffre pour appliquer la formule mais, ne pouvant se mettre d'accord sur les différents éléments de cette formule, elles sont arrivées à des valeurs très divergentes. Lors de la réunion du Comité de contact IATA/UPU en 1978, la délégation postale a été chargée de rechercher la solution la plus favorable sans égard à une "formule". Par ailleurs, en recommandant le taux de 1,74 fr-or au Congrès de Rio de Janeiro, le Conseil exécutif a précisé qu'il avait été obtenu par négociation directe avec l'IATA.

9. Lors de sa session 1980, abondant dans le sens de la résolution C 30, le Conseil exécutif a exprimé l'avis que la "formule" ne devrait être reprise qu'en dernier ressort, faute de toute autre méthode de calcul. Certaines variantes de la formule ont cependant été proposées par la République fédérale d'Allemagne en collaboration avec le Canada comme pouvant éventuellement donner satisfaction, à savoir:

- coûts d'exploitation relatifs au transport aérien du courrier pris isolément;
- coûts d'exploitation fixes et coûts variables (coût du carburant);
- coûts d'exploitation directs (coûts attribuables aux "Vols", "Entretien et révision" et "Amortissement").

10. En raison des problèmes posés par l'application de la "formule" (voir les chiffres 7 et 8 ci-devant), la première possibilité (voir le chiffre 9 ci-dessus) est à priori séduisante. Elle a dû cependant être éliminée, l'OACI ayant insisté sur l'impossibilité de déterminer des coûts d'exploitation purement postaux. Le Conseil exécutif a écarté les autres variantes, en raison notamment de la stabilisation en 1982 du prix du carburant, étant donné qu'il ne serait plus nécessaire de le distinguer comme un élément principal soumis à des variations rapides par rapport à d'autres coûts d'exploitation. (Par ailleurs, lorsque les derniers coûts "carburant" sont connus, les autres composants des coûts sont également disponibles, de sorte que la formule dans son ensemble peut être actualisée.)

¹ Il était d'usage de déduire les coûts relatifs aux passagers, billetterie, ventes et promotions comme étant étrangers à la poste. Les redevances supplémentaires prévues pour la priorité et la rémunération du capital/marge bénéficiaire étaient généralement admises, mais d'autres ajustements au titre de la manutention spéciale, du développement et de la valeur du service, etc., ont donné lieu à de longues discussions au sein de l'UPU et lors des entretiens avec l'IATA.

b) Taux en relation avec les tarifs du fret aérien

Taux liés aux *tarifs* du fret aérien

11. Le but recherché par le Canada, rapporteur de cette étude, était essentiellement de situer le taux de base actuel de 1,74 fr-or par t-km par rapport à la multiplicité des tarifs du fret aérien. A cet effet, l'Administration canadienne a pris comme point de départ la corrélation, établie dans l'étude annuelle de l'OACI sur les "Tarifs du transport aérien international", entre les tarifs moyens mondiaux de fret aérien pour les expéditions de moins de 45 kg (tarif 'N') et la distance.

12. En 1982, l'Administration canadienne a calculé (en utilisant la formule de régression de l'OACI) le tarif moyen pour les expéditions de moins de 45 kg d'après les données de l'ABC Air Cargo Guide de juin 1981. D'autre part, en exploitant des données statistiques fournies par 18 Administrations postales ayant un trafic aéropostal important, elle a déterminé un coefficient de réduction (pour tenir compte du fait que le chargement moyen de courrier par vol est supérieur à 45 kg) ainsi que la distance moyenne pondérée mondiale du courrier aérien (5656 km). A partir de ces données, le Canada est parvenu à un taux de fret théorique de 1,253 fr-or par t-km au 1er juillet 1981.

13. La base de comparaison utilisée dans cette étude (tarif 'N' pour les expéditions de moins de 45 kg) a été contestée par certains membres du Conseil exécutif qui ont estimé plus fondé de prendre en considération d'autres catégories de tarifs, notamment les tarifs promotionnels. Il a également été souligné que les tarifs publiés dans l'ABC Air Cargo Guide n'ont aucun rapport avec les tarifs effectivement payés par les expéditeurs de fret aérien en raison des rabais importants consentis par les compagnies aériennes. Le Canada ayant déclaré que le but de son étude était atteint à ce stade, *le Conseil exécutif a également considéré cette étude comme terminée, sous réserve de la reprendre en rapport avec une indexation éventuelle du taux de base du transport aérien (voir le chapitre IV ci-après).*

Taux liés aux *recettes unitaires* du fret aérien

14. Afin de résoudre les problèmes évoqués au chiffre 13 ci-devant, la Suisse, pour sa part, a proposé de prendre comme point de départ la recette d'exploitation moyenne du fret aérien telle qu'elle se dégage des "Renseignements financiers" de l'OACI et qui reflète toute la gamme des tarifs effectivement payés, à condition d'y apporter un ajustement (majoration). Afin de déterminer l'importance de cet ajustement, il y aurait lieu de connaître le pourcentage des différentes catégories de fret dans la recette moyenne en partant de l'idée que les tarifs du fret peuvent se répartir dans les catégories:

- "luxe" (tarif 'N') (expéditions de moins de 45 kg),
 - "standard" (tarifs de 45 kg et au-dessus, tarifs généraux pour les grandes expéditions, tarifs par catégories, tarifs par charge unitaire, etc.),
 - "promotionnel" (tarifs préférentiels offrant des réductions importantes),
- et que le courrier postal se situe dans les catégories "luxe" et "standard".

15. Invitée à plusieurs reprises à collaborer à cette étude en fournissant des indications concernant les recettes en provenance de ces catégories, l'IATA a affirmé que les compagnies aériennes ne procèdent pas à la collecte des données en question et qu'une enquête générale ad hoc s'avérerait très onéreuse. Du reste, les résultats d'une enquête menée auprès d'un nombre limité de compagnies n'avaient pas été probants.

16. Par ailleurs, l'IATA s'oppose à toute tentative d'établir un lien entre les taux de transport du courrier aérien et les tarifs/recettes du fret aérien en raison des profondes différences séparant les deux types de trafic.

17. Ce point de vue n'est pas partagé par le Conseil exécutif, surtout que certaines catégories de fret aérien (par exemple, les livres et les périodiques) ont les caractéristiques du courrier et sont souvent transportées à des tarifs préférentiels. Par ailleurs, même à défaut des précisions sur les recettes en provenance des différents types de fret, les recettes unitaires publiées par l'OACI pour l'ensemble du fret aérien permettent de constater que la recette unitaire "marchandises" est à peu près 50% inférieure à la recette unitaire "poste". En outre, la recette unitaire moyenne du fret aérien peut souvent être obtenue par les Administrations à partir des rapports de gestion des compagnies aériennes.

18. *Le Conseil exécutif s'est donc vu obligé d'abandonner cette étude en constatant cependant que la recette unitaire moyenne du fret aérien constitue un indicateur important de référence lors de la fixation du taux de base de transport aérien du courrier.*

c) Taux en fonction des routes ou régions géographiques

19. A la différence des possibilités examinées sous lettres a) et b) ci-devant, cette possibilité n'est pas une *méthode* de calcul du taux de base mais suppose l'existence d'un taux de base déterminé au préalable. L'étude des taux en fonction des routes ou régions géographiques a été recommandée par le CCEP avant le Congrès de Lausanne 1974, en raison des variations importantes dans les coûts d'exploitation des compagnies aériennes sur le plan régional. Le Conseil exécutif n'a pas retenu les propositions formulées par le GT 427A du CCEP dans ce sens en 1977 mais a recommandé au Congrès de Rio de Janeiro de réexaminer la question en même temps que les taux fondés sur l'élément "distance" (voir la lettre d) ci-après).

20. Les objections à l'adoption des taux "régionaux" formulées à l'époque se fondaient sur les considérations suivantes:

- taux plus élevés à l'intérieur de l'Europe avec des conséquences défavorables pour le service aérien sans surtaxe;
- problème du calcul des frais de transport aérien pour le courrier transitant par plus d'une zone de taxation;
- risque de provoquer des anomalies du type de celles qui existaient avant le Congrès de Tokyo 1969 en raison de l'existence de deux taux de base pour les LC (3 et 4 fr-or).

21. *Estimant que ces objections demeurent encore valables, le Conseil exécutif a décidé d'écarter cette possibilité, conclusion qui est appuyée par l'IATA.*

d) Taux se fondant sur l'élément "distance" (taux dégressifs)

22. Comme dans le cas des taux en fonction des routes ou régions géographiques, cette approche ne vise pas à établir un taux de base mais permettrait d'obtenir, à partir d'un taux de base préalablement fixé, des taux dégressifs en fonction de la distance, comme cela se pratique pour les passagers et le fret aérien. Il s'agit d'une idée présentée par la Suisse en 1978 en vue d'aboutir à des rémunérations qui reflètent de plus près les coûts effectifs d'exploitation des compagnies aériennes mais qui n'a pas pu être étudiée à fond avant le Congrès de Rio de Janeiro.

23. Les propositions présentées par la Suisse au GT 1 en 1981 et 1982 ont suscité quelques objections de la part des Administrations et des compagnies aériennes, notamment à l'égard du calcul des rémunérations. Pour tenir compte de ces objections, la Suisse a mis au point en 1983 la formule ci-après qui permet d'obtenir un taux dégressif pour chaque tronçon de route.

24. En premier lieu, il est fait usage des trois éléments fixes suivants pour obtenir un facteur de correction:

Tb = Taux de base.

M = Distance moyenne pondérée mondiale du courrier aérien de 5656 km (voir le chiffre 12 ci-devant).

D^1 = Seuil "distance courte" de 2000 km, qui permettrait d'obtenir un facteur de correction (F) selon la formule

$$Tb - \frac{D^1}{M} = F.$$

Ainsi, pour le taux de base actuel de 1,74 fr-or, le facteur de correction =

$$1,74 - \frac{2000}{5656} = 1,39.$$

25. Le facteur de correction est ensuite utilisé comme suit pour obtenir un taux par t-km pour chaque parcours:

$$\frac{2000}{\text{distance aéro postale}} + 1,39 = 7b \text{ par t-km.}$$

Par exemple:

$$\text{jusqu'à 2000 km}^1 = \frac{2000}{2000} + 1,39 = 2,39 \text{ fr-or par t-km}$$

$$\text{pour 3000 km} = \frac{2000}{3000} + 1,39 = 2,06 \text{ fr-or par t-km}$$

$$\text{pour 5656 km} = \frac{2000}{5656} + 1,39 = 1,74 \text{ fr-or par t-km}$$

$$\text{pour 16 000 km} = \frac{2000}{16\,000} + 1,39 = 1,51 \text{ fr-or par t-km.}$$

26. Certains membres du Conseil exécutif ont contesté le principe même des taux dégressifs en faisant valoir que les Administrations dont la majeure partie du courrier aérien est transportée sur des distances "courtes" ou sur plusieurs lignes courtes successives auraient à payer davantage. De ce fait, l'introduction du système pourrait compromettre le service "tout par avion" en Europe — considération qui avait motivé le rejet des taux en fonction des routes ou régions géographiques (voir les chiffres 20 et 21 ci-devant). La Suisse a cependant soutenu, en fournissant certains exemples de calcul à l'appui, que les incidences défavorables pour les Administrations postales de l'introduction des taux dégressifs seraient en réalité minimales.

27. Pour faire avancer l'étude, le Conseil exécutif a chargé le Bureau international, en collaboration avec le Président de la Commission 6 et la Suisse, d'examiner les aspects pratiques de l'application des taux dégressifs ainsi que les modifications à apporter en vue de l'introduction de ces taux dans les Actes de l'UPU et ses publications. En même temps, il a été décidé de communiquer les nouvelles propositions à l'IATA pour avis.

28. Informée de la situation lors de la réunion du Groupe de travail mixte IATA/UPU en mai 1983, l'IATA a fait savoir, par lettre du 11 février 1984, que "les compagnies aériennes membres de l'IATA sont favorables au maintien de l'actuelle méthode d'application du taux de transport convenu. On estime d'une manière générale que l'incertitude quant au résultat final de l'institution d'un système de taux dégressifs pourrait avoir des conséquences financières fâcheuses pour les compagnies aériennes, ce qui pourrait compromettre la qualité du service et, à long terme, avoir des effets perturbateurs sur le développement postal".

29. Lors de sa dernière réunion, le 28 février 1984, le GT 1 a pris connaissance de l'étude sur les aspects pratiques de l'application des taux dégressifs ainsi que du point de vue exprimé par l'IATA (voir les chiffres 27 et 28 ci-dessus). La question des taux dégressifs n'a cependant pas été reprise en Commission ou en séance plénière en raison de la décision prise au sujet du taux de base de transport aérien du courrier (voir le chiffre 58 ci-après).

III. Demande de l'IATA pour un ajustement immédiat du taux de 1,74 fr-or adopté par le Congrès de Rio de Janeiro 1979

30. Lors de la première réunion du Comité de contact IATA/UPU, tenue en octobre 1980, l'IATA a demandé une réévaluation urgente du taux de 1,74 fr-or par t-km adopté par le Congrès de Rio de Janeiro pour toute la période de ce Congrès, sans qu'un ajustement ait été prévu.

31. En formulant cette demande (qui a donc été présentée avant même l'entrée en vigueur des Actes de Rio de Janeiro), l'IATA s'est fondée essentiellement sur la hausse spectaculaire du prix du carburant, hausse qui s'était accentuée depuis la fourniture à l'UPU en mai 1977 du coût unitaire moyen de 1,69 fr-or prévu pour la période 1981 à 1985 et qui avait servi de point de repère pour la fixation du taux de base de 1,74 fr-or (voir le chiffre 8

¹ Les distances jusqu'à 2000 km ont la valeur de 2000 km.

ci-devant). En raison de cette évolution, le coût unitaire pour 1983 pourrait très bien atteindre 2,49 fr-or, de sorte que le taux de 1,74 fr-or serait insuffisant. Par ailleurs, à la différence du taux de base du transport aérien du courrier qui était resté inchangé, les tarifs passagers et fret avaient déjà été majorés pour tenir compte de la crise du carburant.

32. La délégation postale au sein du Comité de contact a informé l'IATA qu'elle devrait transmettre la demande au Conseil exécutif de l'UPU — en faisant remarquer qu'un ajustement du taux de 1,74 fr-or exigerait une consultation de toutes les Administrations des Pays-membres de l'Union d'après la procédure fixée dans le Règlement général de l'UPU pour l'examen des propositions présentées entre deux Congrès. Si le Conseil exécutif était d'accord en 1981 sur le principe d'un ajustement, il pourrait fournir des directives permettant de fixer l'importance de l'ajustement, en vue d'une consultation des Administrations en 1982, et de l'introduction du nouveau taux — en supposant que les majorités requises étaient obtenues — le 1er janvier 1983.

33. Au sein du Conseil exécutif en 1981, les avis étaient nettement partagés quant à l'opportunité de rouvrir la discussion sur le taux de 1,74 fr-or, issu des négociations avec l'IATA en 1978 et approuvé à l'unanimité par le Congrès de Rio de Janeiro. Le Conseil a néanmoins chargé le GT 1 de la Commission 6 (voir le chiffre 4 ci-devant) d'examiner la question et de lui soumettre des propositions concrètes en 1982.

34. En 1982, le GT 1 ayant examiné entre autres un document présenté par l'IATA pour motiver sa demande a constaté que:

- le prix du carburant, élément principal invoqué par l'IATA en 1980 à l'appui d'un ajustement du taux de 1,74 fr-or, s'était stabilisé;
- les autres indices dont disposait l'UPU ne faisaient pas ressortir la nécessité impérieuse d'adapter le taux de 1,74 fr-or dans un proche avenir;
- il serait vraisemblablement difficile d'obtenir les majorités requises pour la modification du taux de 1,74 fr-or (les deux tiers des suffrages en ce qui concerne le taux des LC/AO et l'unanimité pour le taux des CP);
- étant donné, d'une part, les différents délais imposés par le Règlement d'exécution pour l'introduction des mesures entre deux Congrès et, d'autre part, la nécessité de donner aux Administrations assez de temps pour apporter les adaptations nécessaires, le nouveau taux de base éventuellement approuvé ne pourrait guère entrer en vigueur avant le 1er janvier 1984 — année du prochain Congrès;
- dans son exposé, l'IATA avait recommandé l'abandon du système selon lequel le taux de transport aérien du courrier est basé sur une prévision établie plusieurs années à l'avance et suggéré qu'à l'avenir le taux soit ajusté en fonction de l'évolution des coûts réels.

35. En même temps, le GT 1, ayant par ailleurs constaté que les méthodes de calcul visées par la résolution C 30 avaient peu de chances d'aboutir (voir le chapitre II), a proposé, pour tenir compte des préoccupations de l'IATA, d'entreprendre des études nouvelles sur:

- la possibilité de recommander au prochain Congrès un taux en partant du taux actuel de 1,74 fr-or (considéré comme valable à une date à convenir) qui serait indexé sur un coût unitaire (ou autre indice) correspondant à la même date;
- l'opportunité d'introduire dans les Actes de l'UPU un procédé permettant d'ajuster le taux de base de transport aérien entre deux Congrès selon la même base d'indexation en examinant toutes les modalités d'un tel ajustement.

36. Ayant approuvé ce nouveau programme de travail, la Commission 6 (Poste aérienne) a chargé la délégation postale d'en faire part à l'IATA lors de la réunion du Groupe mixte IATA/UPU du 5 mai 1982, ce qui a été fait. Le Directeur général de l'IATA a informé le Secrétaire général par télex du 7 mai 1982 qu'à défaut de l'ajustement demandé le programme d'études proposé par l'UPU constituait une évolution positive vers une solution à long terme. L'IATA serait disposée à accepter cet ensemble d'études en lieu et place de l'ajustement s'il était possible d'y inclure les points suivants:

- 1° le taux de 1,74 fr-or devrait être accepté comme étant valable en 1981 seulement et le système d'indexation devrait prendre l'année 1981 comme base 100;
- 2° de l'avis de l'IATA, le système d'indexation le plus logique consisterait à utiliser les coûts d'exploitation unitaires réels des compagnies aériennes qui pourraient être fournis par l'IATA et l'OACI;
- 3° l'IATA préférerait que le nouveau taux soit institué en janvier 1985 et qu'il contienne un élément de compensation pour les années où le taux aura été moins que compensatoire, autrement dit les années entre 1981 et 1985;

- 4° conformément aux pratiques commerciales normales, l'IATA est en faveur d'une revision et d'un ajustement annuels du taux.

37. *Le Conseil exécutif ayant approuvé l'inclusion de ces points dans le programme d'études confié au GT 1 (voir le chapitre IV ci-après et l'annexe 2 au présent rapport), l'idée de procéder à une consultation des Administrations sur un ajustement immédiat du taux de 1,74 fr-or a été abandonnée.*

IV. Possibilité d'obtenir un taux de base à partir du taux actuel de 1,74 fr-or d'après une méthode d'indexation

38. A sa session 1983, le Conseil exécutif a pris position comme suit à l'égard de certains points soulevés par l'IATA dans le cadre du nouveau programme d'études (voir le chiffre 36 ci-dessus et l'annexe 2):

- le taux de base de 1,74 fr-or, issu des négociations avec l'IATA en 1978, doit être considéré comme valable pendant toute la période de validité des Actes du Congrès de Rio de Janeiro et non en 1981 seulement, comme l'IATA le prétend;
- il est exclu, pour des raisons d'ordre pratique, que le nouveau taux éventuellement approuvé par le Congrès de Hambourg 1984 entre en vigueur dès le 1er janvier 1985, c'est-à-dire moins de six mois après le Congrès. (Le Conseil exécutif pourrait éventuellement recommander l'entrée en vigueur du taux dès le 1er juillet 1985, mais c'est le Congrès qui décide.);
- quant à la possibilité d'ajuster le taux de base dans l'intervalle entre deux Congrès, un seul ajustement au point-milieu des Actes du Congrès de Hambourg pourrait être envisagé si une telle solution devait se révéler plus avantageuse pour l'UPU qu'un taux qui resterait en vigueur pendant toute la période des Actes dudit Congrès.

Bases d'indexation examinées

39. Trois solutions possibles ont été examinées en 1983, à savoir:

- a) évolution du tarif 'N' du fret aérien (proposition du Canada);
- b) évolution des coûts d'exploitation unitaires réels des compagnies aériennes (méthode proposée par l'IATA);
- c) méthode simplifiée suggérée par le Bureau international.

a) Tarif 'N' du fret aérien

40. Il s'agit de se fonder sur l'évolution du tarif 'N' du fret aérien déterminée selon la méthode exposée aux chiffres 11 et 12 ci-devant. Comme les éléments de base sont calculés par l'OACI chaque année d'après les tarifs publiés dans l'ABC Air Cargo Guide du mois de septembre, le résultat serait disponible, en principe, au mois de décembre de la même année, donc bien avant les coûts d'exploitation réels des compagnies aériennes qui sont fournis à l'UPU avec un décalage de quinze mois (voir le chiffre 7 ci-devant).

41. *Le Conseil exécutif a cependant estimé peu indiqué d'établir un quelconque lien entre le taux de base du transport aérien du courrier et les tarifs du fret aérien, tels qu'ils sont publiés dans l'ABC Air Cargo Guide et cela pour les raisons indiquées au chiffre 13 ci-devant. Cette approche a donc été éliminée.*

b) Coûts d'exploitation unitaires réels des compagnies aériennes (méthode proposée par l'IATA)

42. Ainsi qu'il ressort de l'annexe 2 au présent rapport (colonne de droite), l'IATA s'est rattachée à l'utilisation des coûts d'exploitation unitaires *réels* des compagnies aériennes tels qu'ils sont établis par l'OACI. En prenant comme point de départ le coût unitaire de 1,69 fr-or qui a servi de point de repère pour la fixation du taux de 1,74 fr-or (voir les chiffres 8 et 35 ci-devant), l'IATA a proposé une méthode qui suppose un ajustement au point-milieu des Actes du Congrès de Hambourg, à savoir:

- a) à partir du 1er janvier 1985: $\frac{\text{coût unitaire réel 1983}}{1,69} \times 1,74$;
- b) à partir du 1er janvier 1988: $\frac{\text{coût unitaire réel 1986}}{\text{coût unitaire réel 1983}} \times \text{taux fixé en 1985}.$

43. Lors de la réunion du Groupe de travail mixte IATA/UPU en mai 1983, le côté postal a attiré l'attention de l'IATA sur le fait que le coût unitaire réel pour 1983 ne serait disponible qu'en mars 1985, donc après le Congrès de Hamburg. Cela étant, l'IATA s'est proposée de se fonder sur les derniers coûts réels de l'OACI disponibles.

44. Cette méthode a été reprise par l'IATA en 1984 afin de justifier sa demande pour une augmentation du taux de base de 1,74 fr-or mais n'a pas été admise par le Conseil exécutif (voir le chapitre V ci-après).

c) Méthode simplifiée

45. Les propositions de l'IATA (voir la lettre b) ci-devant) mettent en évidence la difficulté d'obtenir un taux de base en n'utilisant que les coûts d'exploitation unitaires réels sans avoir recours à des estimations des coûts unitaires à court terme. Il est donc apparu au Bureau international qu'il serait plus simple d'appliquer au taux actuel de 1,74 fr-or un pourcentage d'augmentation annuel afin d'obtenir un taux de base moyen qui pourrait s'appliquer pendant toute la période des Actes du Congrès de Hamburg, ou être appliqué en deux tranches. (La même méthode pourrait également fournir un taux qui serait applicable jusqu'au point-milieu des Actes du prochain Congrès.)

46. Le taux annuel d'augmentation à retenir pourrait être obtenu de différentes sources, notamment:

- l'évolution du coût d'exploitation unitaire réel des compagnies aériennes;
- l'évolution de la recette unitaire moyenne du fret aérien;
- les indications concernant les taux d'inflation publiés par le FMI et l'OCDE.

47. Ainsi qu'il ressort du chapitre V ci-après, cette méthode, elle aussi, n'a pas été retenue.

V. Conclusions du Conseil exécutif (session 1984)

48. Conformément aux directives fournies par le Conseil exécutif à sa session 1983, une rencontre a eu lieu à Copenhague le 30 août 1983 sur invitation du Président de la Commission 6 (Poste aérienne) à laquelle ont assisté notamment le Directeur général de l'IATA et le Directeur général de l'UPU. Cet entretien, qui avait pour but de rapprocher les points de vue des deux organisations, a été suivi par un échange de correspondance au terme duquel l'IATA a précisé, par lettre du 11 février 1984, les propositions des compagnies aériennes, à savoir:

- "1) Le taux de base du transport aérien du courrier devrait être révisé le 1er juillet 1985 en fonction des coûts unitaires des compagnies aériennes calculés d'après les données de l'OACI les plus récentes. Avec les derniers chiffres pour 1981 qui s'élèvent à 1,92 fr-or par t-km, le taux devrait être de: $1,92 \times 1,74 \div 1,69$, soit 1,98 fr-or par t-km.
- 2) Il devrait être établi un mécanisme de revision des taux dans l'intervalle entre deux Congrès, la prochaine revision devant intervenir le 1er juillet 1988, toujours en se fondant sur les principes énoncés sous le point 1) ci-dessus.

...

En formulant ces propositions, les transporteurs aériens prient l'UPU de ne pas perdre de vue que les taux de transport pour la période d'application des Actes du prochain Congrès devraient, commercialement, être suffisamment attractifs au plan mondial chaque fois que cela sera nécessaire de façon que le courrier aérien continue de bénéficier de la place et de la priorité privilégiées qui lui sont accordées..."

49. Lors de la première séance de la Commission 6 (Poste aérienne), le 28 février 1984, plusieurs orateurs ont exprimé l'avis que l'IATA n'avait pas avancé des arguments suffisamment convaincants pour justifier le relèvement du taux de base actuel demandé par sa lettre du 11 février 1984 (voir le chiffre 48 ci-devant) ou la mise en place d'un mécanisme permettant d'ajuster le taux dans l'intervalle séparant deux Congrès. Ces délégations ont également fait valoir ce qui suit:

- les compagnies aériennes sont prêtes à transporter le courrier à des taux inférieurs au taux de base actuel de 1,74 fr-or par t-km, ce qui est, bien entendu, conforme aux Actes de l'UPU, mais laisse supposer que la présente rémunération est adéquate;

- le courrier aérien est en grande partie comparable à des catégories de fret aérien que les compagnies aériennes transportent à des tarifs qui leur permettent de concurrencer la poste;
- d'après les statistiques de l'OACI, la recette d'exploitation unitaire "poste" est de 50% plus élevée que la recette unitaire "marchandises" (cf. le chiffre 18 ci-devant); tant que cet écart restera aussi important, une augmentation du taux de transport du courrier ne se justifie pas;
- les dépenses d'exploitation des compagnies aériennes ne tiennent pas compte des facteurs du marché, tels que l'élasticité de la demande et les fluctuations monétaires et ne peuvent constituer à elles seules une base pour l'ajustement du taux de transport aérien du courrier.

50. Compte tenu de l'unanimité des avis exprimés, la Commission s'est proposée de maintenir le statu quo (sans l'introduction des taux dégressifs) et de ne pas prévoir un mécanisme pour la révision du taux de base entre le Congrès de Hamburg et le Congrès suivant.

51. Au sein du Comité de contact IATA/UPU, le 1er mars 1984, le Directeur général de l'IATA a fait un court exposé sur les perspectives d'avenir des compagnies aériennes au cours des cinq prochaines années. Dans l'ensemble, la situation financière des transporteurs se présente de façon plus réjouissante qu'au cours de la dernière période quinquennale, surtout en ce qui concerne les résultats d'exploitation, mais il reste encore des problèmes importants à surmonter.

52. Le Directeur général de l'IATA a également fait allusion à la tendance actuelle du trafic aérien d'augmenter plus rapidement que la capacité disponible des avions, et cela pour plusieurs raisons (efforts déployés par les compagnies pour équilibrer l'offre et la demande, impossibilité de financer rapidement le remplacement du matériel volant et incidences de l'introduction d'une réglementation antibruit sur le nombre des vols). Il est donc possible qu'un manque de capacité puisse se faire sentir au cours des prochaines années.

53. Informés du point de vue postal concernant le niveau du taux de base, les représentants des compagnies aériennes se sont employés à réfuter les arguments avancés par les Administrations postales. En particulier, ils ont contesté la validité de la comparaison entre le courrier aérien et le fret aérien en soutenant que le courrier aérien ne peut être comparé qu'à certaines catégories de marchandises dont les tarifs sont très élevés. Le reste du fret aérien est plutôt comparable au courrier du type "S.A.L." (courrier "surface par avion").

54. En outre, l'IATA a réaffirmé son attachement à un taux basé sur l'évolution des dépenses d'exploitation des compagnies aériennes, comme cela a été le cas jusqu'ici, en déclarant que les dernières données statistiques de l'OACI militent en faveur de sa demande.

55. En exprimant leur désir de continuer à assurer la qualité du service aéropostal, les représentants des compagnies aériennes ont néanmoins souligné que le maintien du présent taux pendant une longue période pourrait poser des problèmes en ce qui concerne la priorité. Ils ont dès lors prié l'UPU de revoir sa position en manifestant leur inquiétude quant à la situation qui pourrait se produire si le taux de 1,74 fr-or devait rester inchangé jusqu'en 1990/1991 sans qu'aucun organe de l'UPU ne soit habilité à revoir ce taux et, le cas échéant, à l'ajuster.

56. Lors de sa seconde séance, le 5 mars 1984, la Commission 6 a pris connaissance de la requête de l'IATA. Une délégation s'est alors demandée s'il est sage, compte tenu de l'incertitude concernant la capacité disponible des aéronefs à l'avenir (voir le chiffre 52 ci-devant) de maintenir le présent taux jusqu'en 1990/1991, surtout lorsqu'il est question de relever les autres taxes et taux de rémunération postaux. Dans ces conditions, pense cette délégation, il serait peut-être prudent d'envisager une certaine adaptation du taux actuel à partir du 1er janvier ou du 1er juillet 1988.

57. Cette suggestion n'a pas trouvé d'appui auprès des autres membres de la Commission qui estiment que la présente situation est très favorable aux compagnies aériennes. Quant à la priorité, les Administrations sont en général protégées par la législation nationale. Du reste, il ne faut pas perdre de vue que si le courrier ne constitue que les 4% du trafic aérien, la poste, prise dans son ensemble, représente le client le plus important des compagnies aériennes, et le plus fidèle.

58. En conclusion, la Commission n'a pas jugé utile de revenir sur la position prise à sa première séance. Faisant siennes les conclusions de la Commission, le Conseil exécutif *recommande de maintenir le taux de base de 1,74 fr-or par t-km pendant l'ensemble de la période de validité des Actes du Congrès de Hamburg 1984.*

VI. Poursuite des travaux après le Congrès de Hamburg 1984

59. Comme ses prédécesseurs, le Conseil exécutif s'est efforcé, au terme de ses travaux, de formuler des recommandations sur les futures études à entreprendre concernant la rémunération du transport aérien du courrier.

60. Pour sa part, l'IATA souhaiterait l'élaboration d'une formule réaliste et réciproquement acceptable de calcul et d'ajustement du taux de transport aérien liée aux coûts d'exploitation unitaires des compagnies aériennes.

61. Un membre du GT 1, faisant remarquer qu'aucune des études réalisées par le Conseil exécutif en vertu de la résolution C 30 du Congrès de Rio de Janeiro 1979 n'a abouti à un résultat concret (voir le chapitre II ci-devant), a proposé de donner au prochain Conseil exécutif un mandat assez large en le chargeant de suivre l'évolution de la situation et de prévoir, d'entente avec l'IATA, les adaptations éventuelles qui s'imposent.

62. Cette proposition a trouvé un écho favorable au sein de la Commission 6. Certaines délégations ont fait cependant observer que les études comparatives effectuées en rapport avec les tarifs du fret aérien et les recettes unitaires du fret aérien ont fourni des éléments d'appréciation utiles en permettant de former une opinion sur le bien-fondé du présent taux de base.

63. En conséquence, il a semblé opportun d'attirer l'attention du prochain Conseil exécutif sur le rapport entre les tarifs du fret effectivement payés et la rémunération du transport aérien du courrier. *Cette orientation est reflétée dans la proposition 4000.6 dont le Conseil exécutif recommande l'adoption.*

VII. Données statistiques fournies par l'OACI

64. En 1980, le Conseil exécutif a estimé utile de charger le GT 1 de revoir le fond et la forme des "Renseignements financiers relatifs aux entreprises de transport aérien international", fournis annuellement par l'OACI à la demande de l'UPU, en fonction de leur utilité pour les études sur le taux de base de transport aérien du courrier. Etant donné qu'aucune méthode n'a été retenue pour l'établissement et l'ajustement de ce taux, il a été difficile de tirer des conclusions à ce sujet. Il n'en reste pas moins que les données principales concernant les recettes et les dépenses moyennes des compagnies aériennes par t-km réalisée ont été exploitées beaucoup plus intensivement depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979 qu'auparavant. Cela étant, le Conseil exécutif propose de charger le Bureau international de prier l'OACI de continuer à fournir les données sous leur forme actuelle en laissant au prochain Conseil exécutif le soin d'examiner avec l'OACI l'utilité de certains indicateurs (diagrammes et appendices).

VIII. Résumé des conclusions

65. Les conclusions du Conseil exécutif sur les différents aspects de l'étude sont résumées ci-après pour mémoire.

1° Travaux découlant de la résolution C 30 du Congrès de Rio de Janeiro 1979

a) Opportunité de continuer à appliquer une formule

Les différentes variantes de l'ancienne formule proposées par des membres du GT 1 ont été écartées (chiffres 7 à 10).

b) Taux en relation avec les tarifs du fret aérien

Taux liés aux *tarifs* du fret aérien

L'étude comparative réalisée par le Canada a été considérée comme terminée (chiffres 11 à 13).

Taux liés aux *recettes unitaires* du fret aérien

Il n'a pas été possible, faute des données statistiques requises, de mener cette étude à bien. Le Conseil exécutif a cependant retenu comme point de repère, lors de la fixation du taux de base de transport aérien du courrier, la recette unitaire moyenne du fret aérien (chiffres 14 à 18).

c) Taux en fonction des routes ou régions géographiques

Cette possibilité a été écartée, le Conseil exécutif étant d'avis que les objections soulevées avant le Congrès de Rio de Janeiro 1979 restent valables (chiffres 19 à 21).

d) Taux se fondant sur l'élément "distance" (taux dégressifs)

Cette étude n'a pas été achevée en raison de la décision prise concernant le niveau du taux de base de transport aérien du courrier (chiffres 22 à 29).

2° Demande de l'IATA pour un ajustement immédiat du taux de 1,74 fr-or adopté par le Congrès de Rio de Janeiro 1979

En 1982, le Conseil exécutif a estimé inopportun de consulter les Administrations postales, en conformité avec la procédure fixée dans le Règlement général pour l'examen des propositions présentées entre deux Congrès, sur l'ajustement demandé par l'IATA. Il a cependant décidé, d'entente avec l'Association, d'étudier la possibilité d'obtenir un taux de base à partir du taux actuel de 1,74 fr-or par t-km d'après une méthode d'indexation, ainsi que la possibilité d'introduire dans les Actes de l'UPU un procédé permettant d'ajuster le taux de base entre deux Congrès selon la même base d'indexation (chiffres 30 à 37).

3° Possibilité d'obtenir un taux de base à partir du taux actuel de 1,74 fr-or d'après une méthode d'indexation

Parmi les trois méthodes d'indexation proposées, celle consistant à utiliser les tarifs 'N' du fret aérien a été éliminée en 1983, étant donné que les tarifs publiés dans l'ABC Air Cargo Guide ne correspondent pas aux tarifs effectivement payés. La base proposée par l'IATA (dépenses d'exploitation unitaires réelles des compagnies aériennes) ainsi que la formule simplifiée suggérée par le Bureau international n'ont pas été retenues non plus compte tenu de la décision prise par le Conseil exécutif en 1984 concernant le niveau du taux de base du transport aérien (chiffres 38 à 47).

4° Conclusions du Conseil exécutif (session 1984)

Faute d'arguments convaincants en faveur de l'augmentation du taux de base actuel de 1,74 fr-or par t-km, le Conseil exécutif recommande le maintien de ce taux pendant l'ensemble de la période de validité des Actes du Congrès de Hambourg 1984 (chiffres 48 à 58).

5° Poursuite des travaux sur le taux de base de transport aérien du courrier

Le Conseil exécutif recommande la poursuite des travaux dans le sens indiqué par la proposition 4000.6 (chiffres 59 à 63).

6° Données statistiques fournies par l'OACI

Il est suggéré que le Bureau international continue à prier l'OACI de fournir ces données sous leur forme actuelle en laissant au prochain Conseil exécutif le soin de s'entendre avec l'OACI sur l'utilité de certains indicateurs (chiffre 64).

Berne, le 9 avril 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Résolution C 30

Revision des taux de base du transport aérien du courrier

Le Congrès,

ayant pris connaissance
des travaux décrits dans le Congrès — Doc 23 concernant la revision des taux de base du transport aérien du courrier,

constatant
le caractère incertain de la procédure de fixation des taux de base expérimentée depuis le Congrès de Tokyo 1969,

estimant
que la recherche des bases raisonnables de rémunération du transport aérien du courrier doit tenir compte de tous les éléments qui affectent l'organisation, le fonctionnement et les tarifs généraux des transports aériens,

charge

le Conseil exécutif:

- 1° de poursuivre sur un plan général, en consultation avec l'OACI et l'IATA, l'étude concernant la fixation des taux de transport aérien du courrier en examinant notamment:
 - a) l'opportunité de continuer à appliquer une formule pour le calcul du taux moyen de transport et, le cas échéant, les éléments à retenir pour l'établissement d'une telle formule;
 - b) la possibilité de fixer les taux de transport aérien du courrier:
 - en relation avec les tarifs de fret aérien;
 - en fonction des routes ou régions géographiques;
 - en se fondant sur l'élément distance;
 - c) toute autre méthode de calcul des taux de transport aérien du courrier;
- 2° de présenter au prochain Congrès:
 - a) un rapport général sur ses travaux;
 - b) toute proposition de modification des Actes de l'Union jugée nécessaire.

(Proposition 3000.4/Rev 1, Commission 6, 5e séance; Congrès — Doc 84/Add 1, 19e séance plénière)

*Nouvelles études confiées au GT 1
de la Commission 6 par le CE 1982*

- I. Possibilité de recommander au prochain Congrès un taux en partant du taux de 1,74 fr-or (considéré comme valable à une date à convenir) qui serait indexé sur un coût unitaire (ou autre indice) correspondant à la même date.
- II. Opportunité d'introduire dans les Actes de l'UPU un procédé permettant d'ajuster le taux de base du transport aérien entre deux Congrès selon la même base d'indexation en examinant notamment les aspects suivants:
 - a) fréquence des ajustements entre les Congrès (en principe une fois seulement);
 - b) fixation d'un seuil (par exemple de 10%) d'augmentation ou de diminution par rapport au taux existant pour éviter de trop fréquents changements;
 - c) prise en considération des fluctuations (pertes et gains) enregistrées avant la date d'application du nouveau taux;
 - d) éventuellement limites supérieure et inférieure de l'ampleur de modification du taux de base par rapport aux taux fixés dans les Actes (pour aider les Administrations à planifier leur tarification, etc., à long terme);
 - e) délai de notification du nouveau taux aux Administrations;
 - f) organe à charger de la revision (tâche à confier au Conseil exécutif);
 - g) modifications à apporter aux Actes

*Points dont l'IATA a demandé l'inclusion
(téléc de M. Hammarskjöld du 7.5.82)*

- Le taux de 1,74 fr-or devrait être accepté comme valable en 1981 seulement et le système d'indexation devrait prendre l'année 1981 comme base 100¹.
- Le système d'indexation le plus logique consisterait à utiliser les chiffres de l'évolution des dépenses d'exploitation réelles des compagnies aériennes qui pourraient être fournis par l'IATA et l'OACI.

Conformément aux pratiques commerciales normales, la préférence de l'IATA va à une revision et à un ajustement annuels du taux.

L'IATA préfère que le nouveau taux contienne un élément de compensation pour les années où le taux a été moins que compensatoire, autrement dit les années entre 1981 et 1985.

Il serait préférable qu'il n'y ait pas de limites supérieure ou inférieure. Des ajustements doivent en fait être apportés pour tenir compte non seulement de l'évolution des coûts escomptée mais également de l'évolution des coûts inattendue dues à des éléments non prévus précédemment.

L'IATA préfère que le nouveau taux soit institué en janvier 1985.

¹ Voir le Congrès — Doc 17, chiffre 42.

Questions et propositions à examiner par le Congrès en matière de coopération technique

Note du Conseil exécutif

1. A sa session de février/mars 1984, le Conseil exécutif a décidé de présenter au Congrès un document d'ensemble sur l'action de l'UPU en matière de coopération technique constitué par les rapports suivants:

- L'assistance technique de l'UPU (Congrès — Doc 18.1)
- La coopération technique entre pays en développement (CTPD) (Congrès — Doc 18.2)
- L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA) (Congrès — Doc 18.3)
- L'action de formation postale au sein de l'UPU (Congrès — Doc 18.4)
- L'avenir de l'assistance technique de l'UPU (Congrès — Doc 18.5)

2. Les questions importantes examinées dans ces documents ont fait l'objet des projets de résolutions ou de recommandations ci-après qui sont présentés comme propositions séparées:

- Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique (Proposition 015)
- Financement des activités d'assistance technique de l'UPU (Proposition 016)
- Promotion de la coopération technique entre pays en développement (CTPD) (Proposition 017)
- Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA) (Proposition 018)

3. Le Congrès est invité à examiner l'ensemble de ces documents et à adopter, s'il se rallie aux conclusions qui en découlent, les propositions indiquées ci-dessus.

Berne, le 8 mars 1984

Au nom du Conseil exécutif:
Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

L'assistance technique de l'UPU

Rapport du Conseil exécutif

1. Le présent document, qui a trait à toutes les formes de coopération technique au sein de l'UPU, constitue un ensemble dont les divers éléments se complètent mutuellement.

2. Le document comprend quatre parties. La première retrace l'évolution depuis le Congrès de Rio de Janeiro de la politique de l'UPU en matière d'assistance technique, compte tenu des grandes orientations au sein du système des Nations Unies et de l'évolution de la politique du PNUD; la deuxième donne un aperçu des résultats des activités de la coopération technique de l'UPU durant la période 1979–1983; dans sa troisième partie, le document s'efforce de préciser, sur la base des résultats acquis et des expériences faites, les perspectives et les programmes d'action en matière d'assistance technique de l'UPU pour la période de 1985–1989; dans sa quatrième partie, il présente les conclusions. Afin de faciliter la compréhension des textes, il a été jugé utile d'annexer au document un résumé explicatif aussi simple que possible du mécanisme de la coopération technique de l'UPU et le bilan détaillé des activités d'assistance technique durant la période considérée.

	Paragraphes
Partie I Politique de la coopération technique internationale pour le développement depuis 1979	3– 70
Partie II Bilan et évaluation des activités d'assistance technique de l'UPU pour la période 1979–1983	71–126
Partie III Perspectives et programmes d'action	127–206
Partie IV Conclusions	207–208
Annexe 1 Mécanisme de l'assistance technique de l'UPU	
Annexe 2 Bilan des activités d'assistance technique de l'UPU pour la période 1979–1983	

Partie I

Politique de la coopération technique internationale pour le développement depuis 1979

3. Depuis le Congrès de Rio de Janeiro, la politique générale de l'UPU en matière d'assistance technique s'est développée sur la base des décisions de portée générale prises au sein du système des Nations Unies et des résolutions adoptées par le Congrès dans le domaine considéré et complétées par les directives du Conseil exécutif.

4. Etant donné que, parmi les grandes orientations, les actions concernant la coopération technique entre pays en développement (CTPD) et les pays les moins avancés (PMA) font l'objet respectivement de documents séparés, les chapitres ci-après traitent d'autres éléments essentiels de la politique générale du système des Nations Unies pour le développement ainsi que de l'évolution de la politique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et de celle de l'UPU en matière d'assistance technique, y compris ses relations avec les Unions restreintes et les Commissions économiques régionales.

I. Nouvelle stratégie internationale du développement pour les années 1980

5. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté en 1980 la Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement qui a pris effet le 1er janvier 1981 (résolution 35/56). Cette stratégie, qui sert de cadre aux efforts déployés par la communauté internationale pour instaurer un nouvel ordre économique international, a pour but d'accélérer le développement des pays du tiers monde de façon à réduire l'écart entre ces derniers et les pays développés.

6. Parmi les objectifs établis et les mesures préconisées, l'accent est mis sur la nécessité d'accélérer le développement des pays les moins avancés (PMA) ainsi que d'autres pays défavorisés (pays en développement sans littoral ou insulaires et pays les plus gravement touchés par la crise économique ou par des catastrophes naturelles).

7. La mise en oeuvre du Programme d'action de Vienne 1979 pour la science et la technique au service du développement et la promotion de la coopération économique et technique entre pays en développement (CEPD/CTPD) constituent également des éléments importants des objectifs de la Stratégie.

8. La nouvelle Stratégie, reconnaissant l'importance du rôle que joue la coopération technique dans le processus de développement, recommande de mettre particulièrement l'accent sur cette coopération et d'accroître les ressources consacrées à cette fin.

9. Dans le domaine des transports et communications, la Stratégie souhaite que la communauté internationale apporte tout le soutien possible à la coopération régionale, en particulier en vue d'aider la mise en oeuvre de la Décennie des transports et communications en Afrique 1978-1988.

10. Le processus d'examen et d'évaluation fait partie intégrante de la Stratégie. Il sera conduit par secteur aux niveaux mondial et régional, dans le cadre des Nations Unies, et, au niveau national, par les différents gouvernements. Dans chaque secteur, les institutions spécialisées, les organes et les organismes compétents des Nations Unies feront bénéficier le processus d'examen et d'évaluation, tant à l'échelon mondial qu'à l'échelon régional, de leur expérience dans leur domaine d'activité propre.

11. La première opération d'examen et d'évaluation sera menée par l'Assemblée générale en 1984.

12. La Stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement constitue ainsi le cadre général de la coopération technique au sein du système des Nations Unies pour la période 1981–1990. Le PNUD en a dûment tenu compte lors de l'établissement des programmes pour son troisième cycle de programmation 1982–1986.

II. Restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies

13. Par sa résolution 32/197, adoptée en décembre 1977, l'Assemblée générale des Nations Unies a pris acte du rapport du Comité spécial de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies et a demandé au Secrétaire général et aux organisations du système des Nations Unies d'appliquer les recommandations contenues dans le rapport. Celles-ci visent à obtenir une efficacité accrue de tous les organes concernés (Assemblée générale, Conseil économique et social, autres organisations du système des Nations Unies pour le développement, y compris les institutions spécialisées).

14. Le but essentiel de la restructuration est d'accroître l'efficacité dans divers domaines (coopération régionale, activités opérationnelles, planification et évaluation) et d'améliorer la coordination entre différents organes du système des Nations Unies.

15. Certaines des recommandations préconisent le renforcement du rôle que jouent les Commissions économiques régionales de l'ONU dans le développement économique et social de leurs régions respectives. Elles encouragent la participation active de ces commissions aux activités opérationnelles du système des Nations Unies en leur donnant la possibilité d'assurer les fonctions d'agences d'exécution pour des projets de coopération technique intersectoriels de caractère sous-régional, régional et interrégional et dans des secteurs qui ne correspondent pas aux compétences sectorielles d'institutions spécialisées ou d'autres organes de l'ONU.

16. Parallèlement à ces mesures, il a été décidé de transférer certaines activités du siège de l'ONU (Département de la coopération technique) aux commissions économiques régionales.

17. Une autre résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies a demandé à l'Administrateur du PNUD de préparer, en collaboration avec les Secrétaires exécutifs des commissions économiques régionales, des propositions visant à encourager la participation collective des pays de chaque région à l'identification et au lancement des projets régionaux ainsi qu'à la détermination des priorités pour les programmes régionaux (résolution 34/206 de 1979).

18. Par ailleurs, les mesures de restructuration ont abouti à la création d'un poste de Directeur général pour le développement et la coopération économique internationale au siège de l'ONU. Le Directeur général est chargé notamment d'assurer la cohérence, la coordination et la gestion efficace de toutes les activités dans les domaines économique et social.

19. S'agissant des activités opérationnelles, il a été recommandé aux organismes des Nations Unies d'utiliser le système de programmation par pays du PNUD comme cadre de référence pour les activités exécutées et financées à l'aide de leurs propres ressources. Il a également été préconisé de confier à un seul fonctionnaire, qui serait désigné en consultation avec le gouvernement intéressé et avec son agrément, la responsabilité globale et la coordination des activités opérationnelles pour le développement, ce qui a conduit à la création de la fonction de Coordonnateur Résident de l'ONU qui a été confiée aux Représentants Résidents du PNUD.

20. Toutes ces mesures de restructuration jointes à l'évolution de la politique visant à la participation accrue des gouvernements des pays bénéficiaires et des commissions économiques régionales à la programmation régionale du PNUD ont rendu nécessaire une intervention plus active des Administrations postales (appuyées éventuellement par le Bureau international) auprès des autorités compétentes de leurs gouvernements pour faire inclure l'assistance technique aux services postaux dans les programmes régionaux du PNUD, comme cela était déjà nécessaire en matière de programmes nationaux.

III. Evolution de la politique du PNUD

A. Situation financière du PNUD

21. Les contributions volontaires qui alimentent les ressources du PNUD ont varié comme suit pendant la période quinquennale 1979—1983 (en millions de dollars EU):

1979	1980	1981	1982	1983
697,1	716,6	673,6	674,9	690,0

22. Ainsi que les chiffres ci-dessus l'indiquent, le PNUD a connu en 1981, pour la première fois depuis sa création, une baisse des ressources par rapport à l'année précédente. Bien qu'une légère augmentation se soit manifestée en 1982 et 1983, le montant de 690 millions de dollars EU pour 1983 est encore inférieur à celui de 1979. Compte tenu de l'inflation, ce montant est bien inférieur en termes réels aux ressources dont le PNUD disposait il y a dix ans (307,5 millions de dollars EU en 1973).

23. L'objectif d'accroissement annuel de 14% qui avait été fixé par le PNUD est loin d'être atteint et en principe il n'est possible de prévoir qu'un taux annuel d'augmentation de 7,5%.

24. Le déclin des contributions volontaires durant ces dernières années a conduit le PNUD à limiter le niveau des dépenses pour la période 1982—1986 à 55% des chiffres indicatifs de planification (montants globaux mis à la disposition des pays pour la programmation de l'assistance du PNUD). En outre, le Conseil d'administration du PNUD a créé en 1982 le Comité plénier intersessions chargé d'étudier des solutions aux problèmes de ressources à long terme et d'autres mesures qui pourraient faciliter l'application des solutions trouvées, y compris les mesures destinées à renforcer l'efficacité des travaux du Conseil d'administration.

25. Les recommandations du Comité plénier intersessions ont été approuvées par le Conseil d'administration en 1983. Donnant suite à ces recommandations, un Comité de programme a été créé à titre d'essai au sein du Conseil d'administration, une unité centrale d'évaluation a été mise sur pied au siège du PNUD et les instructions ont été données aux bureaux du PNUD dans les pays pour leur permettre de fournir aux gouvernements les services de gestion et d'appui pour l'assistance bilatérale.

26. Grâce à tous ces efforts, il est permis d'espérer l'augmentation progressive des ressources dans les années qui viennent.

B. Politique générale du PNUD

a) Exécution des projets par les gouvernements

27. Le Conseil d'administration du PNUD a réaffirmé en 1978 le principe selon lequel la gestion des projets d'assistance technique doit être assumée par les gouvernements des pays bénéficiaires et les nouvelles instructions sur l'exécution des projets par les gouvernements ont été publiées en 1979. Depuis lors, un nombre croissant de projets ont été mis en exécution par les gouvernements des pays bénéficiaires (134 projets en 1982).¹ Il est à noter cependant que dans la plupart des cas les gouvernements ont recours partiellement aux services d'institutions spécialisées qui sont dénommées dans ce cas "agences de coopération".

28. Les instructions ont été révisées en 1982 pour donner plus de souplesse aux procédures administratives et financières et pour introduire à titre d'essai une mesure spéciale visant à encourager l'exécution par les gouvernements (allocation additionnelle aux gouvernements du montant normalement payé à l'agence d'exécution au titre des dépenses d'appui, en vue d'aider les gouvernements à renforcer leurs services d'appui).

¹ Aucun dans le domaine postal.

29. L'exécution d'un projet par le gouvernement est approuvée sur recommandation du Représentant Résident du PNUD qui examine, avec le gouvernement, la capacité technique, les services administratifs et financiers, les méthodes envisagées pour le contrôle et la supervision, etc. Bien entendu, les organisations internationales compétentes sont également consultées.

b) Personnel du projet

30. En raison du coût de plus en plus élevé des experts et consultants recrutés sur le plan international, le Conseil d'administration du PNUD recommande depuis plusieurs années de réduire le coût du personnel de projet en étudiant les moyens de remplacement, sans nuire cependant à la qualité professionnelle du personnel. Il s'agit notamment de l'utilisation du personnel national, des experts associés, des volontaires des Nations Unies, etc.

31. Des progrès ont été réalisés en 1982 dans l'utilisation des experts et consultants nationaux pour les projets PNUD. Les instructions publiées en 1979 ont été révisées en 1982 pour améliorer les procédures et pour clarifier divers éléments, tels que la rémunération, les privilèges et immunités, le recrutement direct par le gouvernement.

32. Grâce à l'expérience acquise et à l'amélioration des procédures, d'une façon générale l'utilisation du personnel national qualifié pour les projets PNUD sera encouragée encore davantage.

33. Par ailleurs, l'utilisation plus poussée des volontaires des Nations Unies dans l'exécution des activités opérationnelles pour le développement est toujours préconisée par diverses instances compte tenu notamment du coût moins élevé de cette catégorie du personnel qui, il est vrai, ne présente pas toujours la capacité technique requise.

34. En vue d'atteindre un meilleur rapport coût-efficacité, les efforts sont déployés pour l'utilisation combinée de diverses catégories du personnel et pour l'amélioration des procédures de recrutement.

c) Rôle du PNUD en matière de financement et de coordination

35. L'idée de base sur laquelle le PNUD a été créé en 1965, par la fusion de deux institutions des Nations Unies: le PEAT (Programme élargi d'assistance technique) et le Fonds spécial, était de mettre sur pied un organe central de financement des activités de coopération technique au sein du système des Nations Unies pour le développement. Cette idée a été réaffirmée en 1970 par le "consensus" (résolution 2688 (XXV) du 11 décembre 1970 de l'Assemblée générale des Nations Unies) qui a notamment créé le système de programmation par pays et des chiffres indicatifs de planification.

36. Le système de programmation par pays a développé le rôle du PNUD en matière de coordination au niveau national, en raison de la nécessité d'analyser les besoins sectoriels, de traduire les besoins en programmes et projets cohérents sur la base des priorités fixées et d'harmoniser les programmes aux apports des donateurs.

37. Face à la diminution des ressources en 1981, le PNUD a procédé à l'examen approfondi de son rôle en matière de financement et de coordination afin de définir son futur rôle et sa structure d'avenir.

38. Au cours de cet examen, certaines grandes organisations ont critiqué la tendance du PNUD de mettre sous son administration divers fonds d'affectation spéciale (fonds d'équipement, mesures spéciales pour les PMA, ressources naturelles, pays sans littoral, énergie, science et technique, etc.) qui pourraient être mieux gérés par d'autres institutions. L'augmentation des projets exécutés directement par le PNUD a également fait l'objet de critiques étant donné que cette évolution porte atteinte à la responsabilité sectorielle de certaines institutions spécialisées.

39. Cependant, les organes compétents ont finalement réaffirmé le rôle du PNUD en tant qu'organe central de financement et de coordination des activités de coopération technique au sein du système des Nations Unies. Il a été préconisé de profiter de son réseau développé de bureaux dans les pays et de la grande expérience acquise en matière de programmation, de gestion administrative et financière de l'exécution des projets ainsi que d'évaluation.

C. Programmation dans le cadre du PNUD

40. Suivant les procédures établies pour la programmation, le PNUD a procédé en 1980 à la répartition des ressources au titre des CIP (chiffres indicatifs de planification) pour le troisième cycle de programmation (1982–1986). Trois principes ont été retenus pour cette répartition: augmentation annuelle des contributions de 14%; 81% des ressources aux pays au titre des CIP nationaux et 19% pour les CIP régionaux, interrégionaux et mondiaux; 80% de ces CIP nationaux aux pays dont le PNB par habitant en 1978 est inférieur ou égal à 500 dollars EU (66 pays) avec un supplément de CIP pour les pays les moins avancés, alors au nombre de 31. Pour les pays dont le PNB par habitant dépasse 1500 dollars EU (35 pays), les CIP ont été inférieurs à ceux du cycle précédent et l'application du système de participation aux frais ("cost sharing") a été encouragée. Les CIP ainsi fixés, dont le montant total est presque le double de celui des CIP pour 1977–1981, ont été maintenus par la suite comme "CIP de référence", malgré la baisse considérable des ressources à partir de 1981. Cependant, les plafonds pour les budgets et les dépenses sont fixés annuellement compte tenu de la disponibilité des ressources.

41. En 1981, le PNUD a révisé les procédures de programmation par pays pour la période 1982–1986, en vue notamment d'introduire la notion de "programmation continue",¹ de refléter "les nouvelles dimensions"² de la coopération technique et d'assurer que les gouvernements tiennent compte des préoccupations mondiales et régionales lors de la préparation de leurs programmes nationaux.

42. En ce qui concerne la programmation régionale pour la période 1982–1986, les mesures ont été prises en 1981 pour obtenir la participation accrue des commissions économiques régionales et des gouvernements au processus de programmation, conformément à la résolution sur la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies.

43. Un examen approfondi de l'expérience de la programmation par pays est en cours de réalisation par le PNUD en consultation avec les Agences d'exécution. Le rapport de l'examen sera présenté à la session de juin 1985 du Conseil d'administration du PNUD dans le cadre de la préparation du quatrième cycle de programmation (1987–1991).

44. Par ailleurs, la révision générale des CIP 1982–1986 est prévue pour 1984. Le problème des CIP trop bas par suite de la limitation des dépenses à 55% des CIP de référence sera également examiné à cette occasion.

IV. Evolution de la politique de l'UPU en matière de coopération technique

45. Sur la base des priorités établies par le Congrès de Rio de Janeiro en matière de coopération technique et conformément aux directives du Conseil exécutif dans ce domaine, l'UPU entreprend, dans la limite des ressources disponibles, un programme d'activité, en tenant compte bien entendu de la politique et des procédures établies du PNUD. Les paragraphes qui suivent donnent un aperçu sur l'évolution de la question au cours de la période 1979–1983.

A. Priorités

46. La résolution C 37 de Rio de Janeiro a établi les priorités en ce qui concerne les pays bénéficiaires de l'assistance d'une part et les domaines d'intervention d'autre part. En outre, certains organismes extérieurs comme l'ONU et le PNUD prennent de temps à autre les décisions qui exercent une influence sur ces priorités.

¹ Revisions périodiques du programme qui donnent la possibilité de modifier ou d'ajouter de nouveaux éléments ou projets au programme approuvé.

² Principes établis en 1975 dont les principaux sont: la politique plus souple pour la fourniture d'équipements et pour l'aide financière, l'utilisation du personnel national pour les projets, l'exécution des projets par les gouvernements, l'attention particulière aux besoins des PMA, etc.

47. Le nombre des pays défavorisés visés par la résolution C 37 a légèrement augmenté, étant donné que cinq pays ont été ajoutés à la liste des pays les moins avancés (PMA) par la résolution 37/133 du 17 décembre 1982 de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le nombre total des pays défavorisés a été porté ainsi à 71. (Pays les moins avancés et pays en développement sans littoral ou insulaires, sans compter les pays les plus gravement touchés par la crise économique ou par des catastrophes naturelles ni les pays nouvellement indépendants.)

48. Par ailleurs, il est à rappeler que la même résolution C 37 prévoyait, dans le cadre des principes d'action, l'attribution de l'aide de l'UPU en priorité aux pays qui en ont le plus besoin et qui semblent décidés à en tirer le meilleur parti.

49. Quant aux domaines d'action prioritaires définis par la résolution C 37, l'UPU s'est attachée à mettre en oeuvre diverses actions en choisissant chaque année les priorités par région sur la base des besoins exprimés ou constatés. Cependant, il n'a pas été possible d'atteindre pleinement les objectifs fixés, étant donné l'insuffisance des ressources et les demandes d'assistance qui ne correspondaient pas toujours aux priorités choisies.

50. En plus des priorités fixées par le Congrès, il y a lieu de tenir compte de certains programmes d'action adoptés au sein du système des Nations Unies. Il s'agit notamment du plan d'action de Buenos Aires 1978 sur la CTPD (coopération technique entre pays en développement) qui a fait l'objet de la résolution C 66 de Rio de Janeiro, du programme d'action de Vienne 1979 sur la science et la technique pour le développement, du PIDC (Programme international pour le développement de la communication) de l'UNESCO adopté à sa Conférence générale de Belgrade 1980 et du nouveau programme substantiel d'action pour les années 1980 en faveur des PMA établi par la Conférence de Paris (1981). Sur le plan régional, la Décennie des transports et communications en Afrique (1978–1988) (résolution 32/160 de l'Assemblée générale des Nations Unies) constitue l'un des éléments prioritaires du programme régional du PNUD pour l'Afrique pour la période 1982–1986.

B. Ressources

51. Conformément aux décisions des trois derniers Congrès (Tokyo, Lausanne et Rio de Janeiro), le PNUD reste la source principale de financement des activités de coopération technique de l'UPU. Toutefois, comme cette source de financement est loin de permettre la satisfaction de toutes les demandes, l'UPU continue à rechercher activement des moyens complémentaires.

a) Au titre du PNUD

52. En 1980, pour diverses raisons, les dépenses des projets UPU au titre du PNUD ont atteint le montant le plus élevé depuis la participation de l'UPU au PNUD (3,6 millions de dollars EU). Cependant, une baisse sensible a été enregistrée en 1982 (2 millions de dollars contre 3,3 millions de dollars en 1981). Cette baisse est due notamment à la diminution des ressources au sein du PNUD qui s'est manifestée à partir de 1981.

53. Quant au total de la période quinquennale 1979–1983, il est heureux de constater qu'une augmentation de 68% a été réalisée par rapport à la période précédente 1974–1978 (12,8 millions de dollars EU contre 7,6 millions de dollars EU). Il faut bien entendu tenir compte des effets de l'inflation qui en termes réels a réduit cette augmentation. Par ailleurs, le taux de participation (pourcentage des dépenses des projets UPU sur les dépenses du PNUD pour tous les projets) reste à peu près au même niveau (0,4%) pour ces deux périodes.

54. Il est à relever que le taux de participation a légèrement diminué durant ces dernières années (0,5% pour le premier cycle de programmation du PNUD 1972–1976). Il semble que les deux facteurs ci-après freinent l'accroissement de ce pourcentage:

- la poste ne bénéficie pas toujours d'une priorité suffisante, tant au niveau des pays que sur le plan régional, malgré les interventions répétées des fonctionnaires du siège aussi bien que des experts et consultants au cours de leurs déplacements ou de leurs missions dans les pays;
- comme il a été déjà indiqué, la baisse des ressources a conduit le PNUD à limiter le niveau des dépenses au titre des programmes nationaux et régionaux à 55% des CIP et à fixer les plafonds annuels pour l'approbation des projets.

55. Depuis 1982, l'UPU bénéficie d'une allocation spéciale au titre de l'appui sectoriel. Ce crédit d'un montant très limité est destiné à fournir aux gouvernements des pays en développement qui le désirent des services consultatifs en vue de les aider à effectuer une analyse poussée de la situation des services postaux et à élaborer des programmes et projets. L'UPU utilise ce crédit pour des missions de consultants en faveur des pays d'Amérique latine et des Caraïbes pour compenser dans cette région la baisse du montant disponible pour les projets multinationaux. Le montant dépensé en 1982 a été de 70 409 dollars EU et l'allocation pour 1983 est de 47 000 dollars EU.

b) Ressources complémentaires

56. Compte tenu des énormes besoins à satisfaire et de l'insuffisance des ressources du PNUD, le Bureau international a poursuivi ses efforts pour obtenir des ressources complémentaires.

57. S'agissant du Fonds spécial UPU, les efforts déployés par le Bureau international ont porté leurs fruits: les contributions en espèces non affectées ont enregistré par rapport à 1980 un accroissement de plus de 52% en 1982, grâce aux nouveaux pays contributeurs et aux pays qui ont augmenté leur contribution. C'est ainsi que le montant annuel, qui se situait aux environs de 200 000 francs suisses jusqu'en 1980, a dépassé 300 000 francs suisses en 1981 et 350 000 francs suisses en 1982.

58. Il y a lieu de noter qu'une contribution affectée et des contributions en nature, dont le montant est assez important, s'ajoutent chaque année aux contributions précitées.

59. Conformément à la résolution C 38 de Rio de Janeiro, les crédits budgétaires pour les missions de consultants UPU ont été portés de 790 000 francs suisses en 1979 à 910 000 francs suisses en 1980 et à 1 180 000 francs suisses pour chaque année à partir de 1981. En outre, la même résolution a autorisé l'utilisation plus souple de ces crédits, de façon qu'ils puissent financer des bourses et du matériel liés en principe aux missions de consultants UPU. A noter que la plupart des Administrations postales qui ont fourni des consultants ont continué à payer le salaire de ceux-ci pendant la durée de mission, ce qui se traduit par une importante contribution financière.

60. Ces deux sources de financement sont utilisées depuis 1981 pour le programme d'assistance technique au titre des ressources propres de l'UPU qui compense partiellement l'insuffisance de l'aide du PNUD.

61. Les démarches effectuées par le Bureau international auprès de la Banque mondiale et des banques régionales (Banque Ouest-Africaine de développement, Golf International Bank, Fonds de l'OPEP) ont donné des résultats assez encourageants. En 1982 et 1983, la Banque mondiale a financé quatre missions de consultants dont l'une a abouti à un projet qui sera financé par l'AID (Association internationale de développement), le gouvernement intéressé lui ayant accordé une priorité suffisante.

62. Il y a lieu de noter également que l'UPU a obtenu d'autres sources de financement dans ces dernières années: un projet d'assistance technique à titre onéreux, des missions de consultants payées par le Programme international pour le développement de la communication (PIDC) de l'UNESCO, des experts associés, une partie d'un projet prise en charge par un pays donateur, etc.

C. Programmes

63. Dans l'élaboration des programmes et projets au titre du PNUD, l'UPU s'est attachée à aider les Administrations postales à convaincre leurs autorités nationales d'accorder une priorité suffisante au développement des services postaux. Ces efforts se sont particulièrement intensifiés lors de la préparation des programmes nationaux du PNUD pour la période 1982-1986. Cependant, le résultat n'a pas répondu aux espoirs puisque sur les 134 programmes approuvés au cours des années 1981 à 1983, 26 seulement (19,4%) comportaient une nouvelle assistance, souvent limitée, aux services postaux.

64. S'agissant des programmes régionaux, le résultat a été plus encourageant malgré le changement des procédures (participation plus active des commissions économiques régionales et des gouvernements des pays bénéficiaires au processus de programmation régionale). En effet, les allocations du PNUD à l'UPU au titre des projets régionaux pour les années 1982—1986 représentent, comme pour le cycle dernier (1977—1981), plus de la moitié des ressources totales allouées à l'UPU par le PNUD. Cette situation est remarquable compte tenu du fait que 15% seulement des ressources totales sont attribuées aux programmes régionaux au sein du PNUD.

65. Pour remédier à cette insuffisance et pour mieux répondre aux directives du Congrès et du Conseil exécutif, le Bureau international a commencé en 1981 à élaborer un programme annuel d'assistance technique au titre des ressources propres de l'UPU (utilisation combinée des ressources du Fonds spécial UPU et du budget ordinaire de l'UPU). L'introduction de cette pratique a permis de mettre en oeuvre des actions intégrées et coordonnées et de satisfaire ainsi une partie non négligeable des besoins des pays en développement, surtout des pays défavorisés.

D. Relations avec les Unions restreintes et les commissions économiques régionales

66. Conformément à la résolution C 90 de Rio de Janeiro, le Conseil exécutif a étudié tous les aspects de la participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique de l'UPU. Cette étude a abouti à la résolution CE 6/1983 du Conseil exécutif qui invite le Bureau international à renforcer sa collaboration avec les Unions restreintes dans l'identification des besoins et des priorités à chaque région, dans la détermination des éléments du programme régional, dans la mise en oeuvre harmonieuse des programmes régionaux et dans l'évaluation des résultats des programmes exécutés. Le Directeur général du Bureau international a été autorisé par la même résolution à conclure à cet effet des accords bilatéraux entre l'UPU et les Unions restreintes.

67. Dans la pratique, l'UPU a poursuivi sa collaboration avec les Unions restreintes dans les travaux de la programmation, en particulier dans la préparation des programmes régionaux du PNUD pour la période 1982—1986. Par ailleurs, l'UPU a continué à fournir une assistance aux écoles postales régionales, dont la plupart ont été créées à l'initiative des Unions restreintes concernées; elles se trouvent actuellement dans les villes suivantes: Abidjan (Côte d'Ivoire), Brazzaville (Congo), Nairobi (Kenya), Blantyre (Malawi), Bangkok (Thaïlande), Damas (Rép. arabe syrienne). Quant à la région d'Amérique latine, l'UPU lui accorde un certain concours, outre les efforts de l'UPAE qui jusqu'à son dernier Congrès (1981) mettait en oeuvre un important programme de formation.

68. A la suite de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, le rôle en matière de coopération technique des commissions économiques régionales des Nations Unies a été renforcé et diverses mesures ont été prises pour assurer leur participation plus active aux activités opérationnelles pour le développement.

69. L'UPU a intensifié sa collaboration avec les commissions économiques régionales, en même temps qu'avec les Unions restreintes, tout en veillant cependant au respect de sa responsabilité d'ordre constitutionnel et des prérogatives des Unions restreintes. Les relations se développent depuis quelques années entre l'UPU et la CEA surtout dans le cadre de la Décennie des transports et communications en Afrique 1978—1988 et entre l'UPU et la CESAP pour la préparation de la Décennie dans le même domaine pour la région Asie/Pacifique.

70. Profitant des relations directes que les commissions économiques régionales maintiennent avec les autorités gouvernementales, l'UPU s'attache à obtenir de ces commissions qu'elles interviennent auprès des pays pour que soit accordée une priorité suffisante au développement des services postaux et qu'elles recherchent des moyens supplémentaires de financement pour les projets postaux.

Partie II

Bilan et évaluation des activités d'assistance technique de l'UPU pour la période 1979—1983

71. Les résultats du programme d'action de l'UPU dans le domaine de l'assistance technique, tel qu'il a été arrêté par le Congrès de Rio de Janeiro pour la période 1979—1983, peuvent être appréciés sous l'angle:

- d'un bilan des réalisations effectuées sur la base des priorités et des principes d'action;
- de l'évaluation des projets et des activités proprement dites de ce programme.

A. Bilan des réalisations du programme d'action adopté par le Congrès de Rio de Janeiro

a) Bilan chiffré

72. Afin d'en faciliter l'examen, le bilan des activités de coopération technique portant sur la période quinquennale 1979—1983 est présenté sous forme de graphiques et tableaux joints en annexe. La liste en est la suivante:

Graphique Coopération technique de l'UPU (situation financière):

- a) Coût total
- b) Coût par région
- c) Coût par élément

Tableau

- 1 Répartition de l'assistance technique de l'UPU par pays et région bénéficiaire
- 2 Contribution à l'assistance technique de l'UPU par pays et région fournisseur
- 3 Cours de formation, cycles d'étude et réunions techniques multinationaux organisés dans le cadre de l'UPU ou avec son concours
- 4 Assistance technique en nature 1979—1983 selon les informations reçues par le Bureau international

73. Dans les graphiques et les tableaux 1 et 2, une comparaison est faite entre les deux périodes quinquennales 1974—1978 et 1979—1983.

74. Il ressort de cette comparaison notamment que:

- le PNUD demeure toujours la source principale de financement des activités de coopération technique de l'UPU; cependant, la part du PNUD dans l'ensemble des sources est passée de 85% à 71%, soit une diminution de 14% (graphique a));
- le volume total de l'assistance technique de l'UPU durant la dernière période 1979—1983 a presque doublé par rapport à celui de la période précédente (graphique a));
- la diminution en pourcentage de l'aide du PNUD a été compensée par une participation accrue d'autres sources de financement, notamment du budget de l'UPU et du Fonds spécial UPU (graphique a));
- dans la répartition régionale, les changements assez importants ci-après ont eu lieu pendant la dernière décennie (graphique b)):
 - *Afrique*: une importante augmentation du montant et du pourcentage, d'où il résulte que la part de cette région dépasse la moitié de l'ensemble;
 - *Amérique latine*: une baisse très sensible du pourcentage malgré le niveau presque inchangé du montant;
 - *Asie et Pacifique*: une légère diminution du pourcentage malgré l'augmentation du montant;
 - *Pays arabes*: une diminution du montant et du pourcentage;
 - *Europe*: une légère augmentation du montant;

(les changements en question s'expliquent par la politique du PNUD qui consacre une part de plus en plus importante de ses ressources aux pays les plus pauvres. A titre d'indication, il est à noter que sur les 36 pays les moins avancés 24 se trouvent en Afrique, 7 en Asie/Pacifique, 4 dans le groupe arabe et 1 en Amérique latine);

- les dépenses pour les experts et consultants ont passé de 74 % à 59 % des dépenses totales, la différence ayant été compensée notamment par l'augmentation des dépenses pour les bourses et le matériel (graphique c));
- le nombre des pays bénéficiaires est pratiquement resté le même (131 contre 128), tandis que celui des pays fournisseurs d'assistance a augmenté (93 contre 77) (tableaux 1 et 2);
- l'assistance aux pays défavorisés (PMA et pays en développement sans littoral ou insulaires) a enregistré une augmentation importante (nombre de missions d'experts et de consultants: 214 contre 128; nombre de bourses: 635 contre 457) (calcul fait selon le tableau 1);
- contrairement à celle des autres pays en développement, la participation des pays africains en tant que fournisseurs de l'assistance technique a connu une remarquable augmentation, si bien que le nombre des experts et consultants fournis par ces pays a passé de 6 à 30 et que celui des boursiers individuels accueillis par ces pays de 27 à 225 (y compris ceux qui ont participé aux cours réguliers organisés dans les écoles régionales) (tableau 2);
- il est à signaler une augmentation sensible des contributions non affectées en espèces au Fonds spécial UPU (environ 1,5 million de francs suisses contre 1 million de francs suisses) (tableau 2).

b) Rappel du contenu du programme d'action

75. Ainsi qu'il ressort de la partie III du Congrès — Doc 17a de Rio de Janeiro, le programme d'action concernant la période quinquennale 1979—1983 s'est articulé autour des priorités définies dans la résolution C 37, qui sont:

- la création dans les régions en voie de développement de moyens de formation postale jusqu'au niveau de cadres supérieurs;
- l'amélioration de la gestion des services postaux, y compris l'utilisation du personnel;
- l'augmentation du nombre d'établissements postaux et l'amélioration de l'acheminement et de la distribution du courrier, notamment dans les zones rurales, de même que dans les relations internationales;
- l'instauration généralisée du service des articles d'argent et en tout premier lieu du service des mandats de poste et de la caisse d'épargne postale.

c) Les réalisations suivant les domaines prioritaires d'activités

1. Création de moyens de formation

76. Les réalisations dans le domaine de la formation ont été nombreuses et diversifiées. Elles portent aussi bien sur la création de structures nouvelles que sur le renforcement de celles qui existaient. Au niveau régional, une école multinationale supérieure des postes a été créée à Brazzaville (Congo (Rép. pop.)) pour satisfaire les besoins de formation des cadres des pays d'Afrique centrale. Une étude pour la création d'une école multinationale pour les pays africains d'expression portugaise a été effectuée.

77. Des actions multiples ont été réalisées pour le renforcement des structures et des activités des écoles multinationales existantes (Abidjan, Bangkok, Blantyre, Damas, Nairobi). Il s'agit surtout de cours de formation et de recyclage d'instructeurs postaux, de formation ou de recyclage du personnel de gestion, de responsables des services de formation et d'enseignants affectés à ces écoles et, enfin, de financement d'équipements.

78. Au niveau national, des écoles postales et des centres de formation mis en service dans plusieurs pays en développement ont bénéficié d'une assistance technique tant au plan des études et de l'élaboration des programmes et manuels de cours que pour ce qui est de la formation des instructeurs et de la fourniture des équipements.

79. Une série de colloques et d'autres activités de formation spécialisée ont été organisés en collaboration étroite avec plusieurs Administrations et avec les écoles multinationales.

80. S'agissant d'études et d'autres travaux portant sur la formation, il convient de citer:

- le guide pratique à l'usage des formateurs;
- le guide pratique à l'usage des responsables de la formation professionnelle;
- l'inventaire des moyens de formation postale;
- la liste bibliographique des manuels d'enseignement;
- le tableau des actions de formation (annuel).

81. Par ailleurs, en vue de mettre en oeuvre un système d'enseignement modulaire qui compléterait la formation de type classique, un projet a été mis au point qui bénéficiera probablement d'un concours financier au titre du Programme international pour le développement de la communication établi par l'UNESCO.

2. Amélioration de la gestion

82. Dans le domaine de la gestion, il convient de signaler les activités ci-après:

- organisation de missions de consultants de l'UPU pour le renforcement de l'appareil statistique et l'élaboration de plans de développement postal;
- organisation de cours de planificateurs postaux et actions de suivi pour l'implantation ou l'amélioration du fonctionnement des cellules de planification;
- organisation de cours de statistiques et actions de suivi;
- organisation de missions dans le domaine de la tarification postale;
- organisation de missions et de cours de gestion et d'utilisation du personnel;
- organisation de cycles d'étude en matière de relations publiques et d'action commerciale.

3. Augmentation du nombre d'établissements postaux et amélioration de l'acheminement et de la distribution du courrier notamment dans les zones rurales de même que dans les relations internationales

3.1 Augmentation du nombre d'établissements postaux

83. Grâce aux efforts consentis par les Administrations, le nombre d'établissements postaux a connu au cours de la période quinquennale 1979—1983 une augmentation significative dans beaucoup de pays. C'est ainsi qu'elle a été très importante dans sept pays d'Asie et deux pays d'Europe. Une augmentation sensible a également été enregistrée dans neuf pays d'Afrique et dans neuf pays arabes ainsi que dans cinq pays d'Amérique latine.

84. Il faut en revanche noter que dans certains pays une diminution a été signalée pour différentes raisons inhérentes à des circonstances locales.

3.2 Acheminement et distribution

85. Les actions réalisées dans ce domaine ont été multiples et variées notamment: missions en organisation et études en vue de la création de centres de tri, fourniture d'équipements de première nécessité, cours, réunions et cycles d'étude.

86. Par ailleurs, deux conférences sur les acheminements postaux en Afrique ont été organisées en 1981 et 1983 et plusieurs réunions techniques dans le même domaine en Amérique latine pendant la période considérée.

3.3 Développement de la poste dans les zones rurales

87. Une série d'actions ont été menées en faveur de la poste rurale sous forme de projets intégrés comprenant des missions de consultants et la fourniture d'équipement. Ces actions visaient l'expansion et l'amélioration du réseau postal dans les zones rurales.

88. La poste rurale a bénéficié également d'autres actions sous forme d'études en vue notamment de rechercher des solutions économiques. Il convient de noter à cet égard le projet présenté au financement du Programme international pour le développement de la communication (PIDC) et portant sur "la conception, la construction et l'aménagement de bureaux de poste types adaptés aux zones rurales".

3.4 Poste internationale

89. La poste internationale constitue un domaine où interviennent des modifications périodiques. Des manuels et guides s'avèrent donc nécessaires pour faciliter aussi bien les activités opérationnelles que l'enseignement de cette partie importante des services postaux. Deux guides opérationnels ont été élaborés, l'un en matière de frais de transit et frais terminaux, l'autre pour le service international des colis postaux qui sont venus s'ajouter au "Manuel sur les règles et les procédures pour l'acheminement du courrier international".

90. En outre, plusieurs séries de missions de consultants et de cours et cycles d'étude ont été organisés en faveur de nombreux pays dans les différentes parties qui relèvent de la poste internationale (acheminements, comptabilité, poste aérienne, frais de transit, frais terminaux).

4. Instauration généralisée du service des articles d'argent (services financiers postaux)

91. Des cours ont été organisés dans le domaine des mandats de poste internationaux, de même que plusieurs missions d'experts et de consultants destinées à favoriser l'introduction et le développement du service des mandats et à trouver les solutions de nature à surmonter des difficultés d'ordre juridique relatives aux transferts monétaires ou technique qui empêchent d'exécuter le service des mandats au plan international. A cet égard, un appel a été lancé par le Conseil exécutif à sa session de 1983 à l'adresse des pays qui ne sont pas encore signataires de l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage.

92. Dans le domaine de l'épargne, des actions ont été menées dans le cadre du projet financé conjointement par la République fédérale d'Allemagne et l'UPU comprenant des missions dans les pays africains en vue de la promotion de l'épargne postale ainsi que des cours de formation du personnel postal dans ce domaine.

93. En matière de chèques postaux, seules quelques missions de consultants ont été effectuées dans les Administrations qui ont entrepris d'organiser ou d'informatiser ce service.

5. Autres réalisations

94. Pour donner suite à l'idée émise lors du Congrès de Rio de Janeiro (cf. Commission 9 — Rapport 3), le Bureau international est intervenu auprès des organismes internationaux de financement et de prêts, en vue de les intéresser aux projets d'investissement dans le domaine postal. C'est dans ce cadre que plusieurs activités ont été mises en oeuvre dans les domaines suivants:

- études complètes appelées "revue sectorielle" sur le fonctionnement des services postaux des quatre pays d'Afrique dans tous leurs aspects technique, structurel, organique, financier et administratif destinées à faire ressortir la situation réelle des services postaux ainsi que les mesures à prendre pour les améliorer à moyen terme. Ces études, dont le financement a été assuré par la Banque mondiale, ont servi, d'une part, à renseigner les autorités nationales chargées d'établir les priorités et, d'autre part, à justifier les demandes de prêts ou d'aide pour financer les projets d'infrastructure;
- études préliminaires sur l'implantation de centres et de centres régionaux de transit ainsi qu'une autre sur la création d'ateliers de fabrication de matériel postal.

95. Dans d'autres pays, des études similaires appelées "appui sectoriel" ont revêtu un caractère de diagnostic général des services et ont permis de dégager les mesures et solutions devant être appliquées pour l'amélioration et le développement de la gestion postale et des activités.

d) Quelques problèmes

96. On doit relever que sur trois points l'action de l'UPU s'est trouvée confrontée à des problèmes ou à des circonstances défavorables n'ayant pas permis de réaliser totalement ce qui avait été prévu, à savoir:

- priorité en matière de mandats-poste internationaux;
- actions de suivi (follow-up);
- présence accrue de l'UPU sur le terrain.

97. En ce qui concerne la première action, l'UPU devait axer ses efforts sur "*l'instauration généralisée du service des articles d'argent et en tout premier lieu du service des mandats de poste...*". L'objectif à atteindre était de créer le service des mandats internationaux dans les pays qui ne le pratiquent pas et de le développer dans les Administrations où ce service reste encore embryonnaire. Cela supposait donc une intensification des efforts de l'UPU pour mettre en oeuvre un programme d'assistance technique avec la volonté de réalisation de la part des Administrations devant en bénéficier.

98. Dans ce domaine, l'UPU a entrepris dès 1980 un certain nombre de missions d'experts et de consultants et d'activités de formation au titre des projets nationaux et régionaux ainsi que du programme d'action financé sur ses propres ressources. Des résultats positifs ont été certes enregistrés dans certains cas mais dans beaucoup d'autres il n'y a pas eu de changements notables. L'obstacle majeur à franchir est d'ordre juridique et monétaire.

99. *Au titre des actions de suivi (follow-up)*, il avait été fixé comme objectif le renforcement des résultats déjà acquis lors de missions et d'activités opérationnelles ou de formation. Cela devait se traduire aussi par des missions visant à constater les efforts fournis, à faciliter la mise en oeuvre des recommandations formulées et à prodiguer des conseils d'ordre pratique pour la poursuite des efforts et la consolidation des résultats enregistrés.

100. Dans ce domaine, l'action de l'UPU a été très positive à certains égards: législation et réglementation postales, planification et mise en place de cellules de statistiques. En raison de l'insuffisance des moyens et aussi d'autres besoins prioritaires, cette action n'a pas été menée de façon systématique.

101. Enfin, la troisième action portant sur *la présence accrue de l'UPU* sur le terrain n'a pas pu atteindre le niveau espéré. Parmi les facteurs qui expliquent cette situation, il faut citer l'insuffisance des moyens financiers qui a restreint les initiatives de l'UPU dans ce domaine. Il est vivement souhaitable qu'elle soit réalisée au cours de la prochaine période quinquennale.

B. Evaluation

102. Pendant la période quinquennale 1979—1983, le Bureau international a poursuivi ses activités d'évaluation de l'assistance technique en appliquant les critères et les méthodes adoptés par le Conseil exécutif en 1971, 1972 et 1973, qui s'inspirent largement des principes arrêtés par le PNUD en la matière.

103. Dans la mise en oeuvre des procédures d'évaluation, il a été tenu compte que celle-ci vise à déterminer la pertinence, l'effet et l'efficacité des activités en faveur du développement des services postaux dans les pays bénéficiaires. Dans ce contexte, la *pertinence* a trait à la mesure dans laquelle une activité peut être importante pour la réalisation des objectifs à plus long terme du développement, tandis que *l'effet* se réfère aux changements apportés à une situation par suite de la réalisation d'une activité donnée, *l'efficacité* étant la mesure dans laquelle une activité a atteint ses objectifs.

104. L'évaluation menée par le Bureau international a continué de porter sur les diverses étapes des activités mises en oeuvre (préparation, exécution, résultats finals); elle tient compte de la nature de l'assistance faisant l'objet d'évaluation et est effectuée aussi bien durant l'exécution que rétrospectivement.

105. Les données recueillies à la suite des activités d'évaluation ont permis à l'UPU de prendre des décisions sur sa politique de coopération technique. Elles ont constitué aussi une rétroaction dont le Bureau international a tenu compte dans ses efforts tendant à améliorer ses performances en matière d'assistance technique. Elles concernent, d'une part, les projets nationaux et régionaux financés par le PNUD et, d'autre part, les activités réalisées au titre des programmes de l'UPU.

1. Projets nationaux PNUD

106. Suivant les procédures du PNUD, chaque projet national financé dans le cadre de la programmation du PNUD fait l'objet de plusieurs évaluations.

107. Suivant la pratique établie, les projets ont été pour la plupart soumis à des examens tripartites (Gouvernement du pays bénéficiaire — PNUD — UPU) durant leur exécution. Ces examens ont eu principalement des répercussions sur la mise en oeuvre ou le suivi des projets en question.

108. Comme on le sait, les projets font aussi l'objet d'évaluations entreprises par des personnes non concernées directement par leur exécution. Ces évaluations ont fourni des éléments d'information permettant non seulement de déterminer le degré d'exécution du projet mais aussi de réexaminer ses objectifs et les moyens mis en oeuvre pour les atteindre.

109. La synthèse des résultats des évaluations entreprises en ce qui concerne les projets nationaux financés par le PNUD a permis de dégager un certain nombre de conclusions:

- 1° Certaines difficultés ont été constatées dans le démarrage des projets du fait des retards dans leur approbation ou des lenteurs dans la procédure du choix des experts proposés aux pays bénéficiaires. Dans plusieurs cas, les difficultés étaient dues à l'absence de candidatures de valeur pour les postes mis au concours.
- 2° En général, les missions d'experts paraissent avoir donné satisfaction aux pays bénéficiaires et les qualités techniques et humaines des experts ont été très appréciées.
- 3° Dans la plupart des cas examinés, le taux de réalisation des projets nationaux a été important et les principaux objectifs ont été atteints.
- 4° Les éléments négatifs les plus fréquents, qui ont diminué l'efficacité des projets nationaux, peuvent être résumés comme suit:
 - la participation des homologues nationaux n'a pas toujours été acquise durant toute la durée des projets;
 - le manque de coordination sur le plan national des diverses aides et les problèmes locaux n'ont pas toujours permis de tirer le meilleur parti de l'assistance fournie;
 - dans certains cas, les homologues ayant participé à l'exécution du projet n'ont pas assuré la poursuite des activités entreprises, à la fin de l'intervention du personnel international;
 - quelques difficultés ont surgi en ce qui concerne la fourniture des services de transport, de secrétariat et de matériel de bureau;
 - les recommandations des experts n'ont pas toujours été suivies d'effets malgré les activités de "follow-up" entreprises.
- 5° Souvent, l'intervention du Bureau international auprès de l'Administration postale concernée a permis de redresser la situation lorsque des éléments négatifs rendaient difficile le déroulement du projet.

2. Projets régionaux du PNUD

110. Les moyens et les procédures d'évaluation des projets postaux régionaux financés par le PNUD ne diffèrent guère, pour l'essentiel, de ceux qui sont prévus pour les projets nationaux.

111. En ce qui concerne les experts régionaux, il convient de signaler que leurs tâches sont souvent plus difficiles que celles qui sont confiées aux experts affectés à des projets nationaux. En effet, la durée limitée des missions, les relations avec des interlocuteurs de plusieurs pays, les déplacements fréquents, l'organisation d'activités de formation au niveau multinational, etc., demandent des qualités spéciales. Dans un certain nombre de situations, heureusement fort rares, des difficultés d'adaptation des experts à leur milieu de travail ont amené le Bureau international à prendre des initiatives visant à assurer le déroulement normal des activités.

112. En 1980, deux réunions ont été organisées (en Afrique et en Amérique latine) pour évaluer et coordonner les activités des projets postaux régionaux financés par le PNUD, en cours d'exécution ou programmés sous l'égide de l'UPU, en relation avec les projets mis en oeuvre ou envisagés par certaines institutions régionales.

113. La réunion concernant les pays d'Amérique latine et des Caraïbes a groupé à Caracas (Vénézuéla) les représentants de 21 pays en développement de la région. Outre l'UPAE, qui a été associée aux travaux, ont participé en qualité d'observateurs les Administrations postales d'Amérique (Etats-Unis) et du Canada, la Commission économique pour l'Amérique latine (CEPAL), la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et le PNUD.

114. Des délibérations, conclusions et recommandations de la réunion de Caracas, il ressort notamment que:
- les activités entreprises au titre des projets régionaux ont répondu aux besoins prioritaires des groupes de pays concernés qui ont souhaité la prolongation des projets en vue de consolider les résultats acquis;
 - le nombre d'experts régionaux ainsi que la durée de leurs missions dans les pays ont été considérés comme insuffisants;
 - les réunions périodiques des homologues des experts régionaux (réunions techniques d'information et de perfectionnement) ont été particulièrement fructueuses et doivent être poursuivies.

115. La réunion d'évaluation et de coordination des projets régionaux et sous-régionaux intéressant les pays africains situés au sud du Sahara s'est tenue à Lomé (Togo). Vingt-six pays, quatre Unions postales restreintes et autres institutions régionales (UAPT, UPAP, CEDEAO et UDEAC) ont participé à la réunion à laquelle le PNUD a aussi été représenté.

116. A l'issue de la réunion, il a été possible de conclure que:

- les programmes et projets conçus par l'UPU sont considérés par les participants comme répondant aux besoins des pays africains;
- les pays demandent à être consultés plus systématiquement, non seulement au moment de l'approbation des projets, mais aussi au stade de la conception des programmes;
- les Administrations postales se sont engagées à prendre à leur compte tout projet conçu avec leur participation et à réaliser la liaison entre leurs préoccupations de caractère national et la coopération régionale qui prépare l'intégration économique et sociale du continent africain;
- les participants ont mis l'accent sur la priorité qu'ils accordent à la formation professionnelle; ils souhaitent que les activités entreprises par l'UPU en Afrique dans le domaine de la coopération technique soient coordonnées avec celles des Unions postales africaines et des autres organisations régionales;
- les représentants des Administrations participantes souhaitent que des rencontres entre responsables postaux africains, convoquées par l'UPU, aient lieu périodiquement.

117. En 1983, deux projets régionaux concernant l'Afrique ont fait l'objet d'examens approfondis grâce à deux missions d'évaluation PNUD-UPU qui se sont rendues sur le terrain afin de recueillir les renseignements nécessaires en vue d'une analyse critique des objectifs des projets en question, des moyens mis à contribution, des difficultés rencontrées et des résultats obtenus. A l'issue de ces missions, des rapports détaillés comportant des conclusions et des recommandations ont été établis et communiqués aux Administrations postales concernées.

118. Une revision tripartite concernant un projet régional en Asie a eu lieu à Port Moresby (Papouasie — Nouvelle-Guinée) en 1983, à la suite de laquelle il a été convenu de prolonger et d'élargir les activités du projet qui se déroulent à la satisfaction des pays bénéficiaires.

119. Une réunion des Postmasters généraux des pays et territoires d'expression anglaise des Caraïbes s'est tenue à Barbade en 1983. A cette occasion, il a été procédé à une évaluation aussi bien des besoins prioritaires que des actions entreprises par l'UPU dans la sous-région. Il a été demandé à l'UPU de poursuivre ses démarches auprès du PNUD en vue de la reprise des activités du projet RLA/75/051 concernant les services postaux de la sous-région.

120. Lors des séances de travail tenues à l'occasion des réunions des organes de l'UPU ou des Unions restreintes, les aspects relatifs à l'exécution des projets régionaux ont été passés en revue dans le cadre de la participation des Unions restreintes au programme d'assistance technique.

3. Programmes de l'UPU

121. Dans le cadre des programmes d'assistance technique au titre des ressources propres de l'UPU, les activités menées ont fait l'objet d'une évaluation systématique. De même que pour les activités au titre du PNUD, des questionnaires adaptés à chaque type d'activité ont été utilisés pour l'évaluation.

122. Grâce à une planification réaliste et au concours des pays fournisseurs de consultants, la plupart des nombreuses missions de consultant ont pu être mises en oeuvre de façon satisfaisante. Les pays bénéficiaires y ont eux aussi contribué largement, en précisant les objectifs des missions demandées et en fournissant les homologues nationaux et les moyens matériels nécessaires.

123. Les travaux effectués par les consultants dans des domaines très variés ont été jugés satisfaisants par les pays bénéficiaires.

124. L'évaluation des projets intégrés (comportant plusieurs éléments: mission de consultant, bourses, réunion d'homologues, matériel) a permis de relever que:

- les missions des consultants se sont dans l'ensemble avérées utiles et efficaces;
- les réunions d'homologues ont permis d'assurer la continuité des mesures prises et de susciter une sorte de "responsabilité" accrue de la part du personnel de contrepartie;
- la fourniture du matériel d'équipement a été retardée du fait, dans plusieurs cas, du manque de précision en ce qui concerne la nature et les spécifications des éléments à acquérir. Le Bureau international a pu cependant améliorer l'exécution de cet élément des "projets intégrés" en donnant aux consultants des instructions précises sur le moyen d'orienter les demandes des Administrations. Dans d'autres cas, les retards ont été dus aux délais imposés pour la livraison ou le transport du matériel.

125. Pour ce qui est de l'évaluation des activités de formation, il sied de formuler les constatations suivantes:
- l'expérience acquise par le Bureau international et une certaine "standardisation" dans l'organisation des cours et cycles d'étude ont contribué à en améliorer la qualité. Les programmes ont été mieux structurés en collaboration étroite avec les consultants engagés pour ces activités de formation;
 - le choix des professeurs, conférenciers et animateurs a été adapté aux caractéristiques des activités. Les qualités professionnelles de ce personnel ont été très appréciées, sauf dans deux cas (des critiques ont été formulées quant à des difficultés de communication éprouvées par des enseignants dont la langue maternelle n'était pas celle utilisée pour les cours dont ils étaient chargés);
 - dans la plupart des cas, le choix des participants a correspondu aux objectifs visés par les activités de formation dont il s'agit. Néanmoins, il existe encore des cas relativement nombreux où les participants aux cycles d'étude n'occupent pas de fonction en relation avec les domaines considérés, dans d'autres cas, le stagiaire formé est affecté à des postes de travail n'ayant pas de relations avec sa formation ou abandonne le service de la poste. Le Bureau international doit donc insister davantage sur ce point auprès des Administrations concernées;
 - lorsque des activités de formation ont été organisées en vue de créer des structures (par exemple: formation de planificateurs afin de mettre sur pied des cellules de planification postale), il est apparu que certaines Administrations qui avaient bénéficié de bourses n'ont pas mis en place par la suite les structures envisagées, malgré les interventions du Bureau international;
 - pour une même activité de formation, on constate parfois, de la part de certains élèves, une tendance à considérer la durée comme trop courte, alors que d'autres élèves la trouvent adaptée aux besoins ou même trop longue. Ces différences d'appréciation relèvent dans bien des cas de la disparité des niveaux de formation des participants, inconvénient auquel le Bureau international s'attache à remédier;
 - la plupart des bourses ont été attribuées pour participer à des stages groupés organisés par l'UPU alors que les bourses pour des stages individuels sont de moins en moins nombreuses; suivant un principe établi, la formation a eu lieu dans un milieu proche de celui dans lequel les stagiaires seront appelés à exercer ultérieurement leurs activités professionnelles.

4. Conclusion

126. Les constatations faites au sujet des activités de coopération technique menées par l'UPU durant la période quinquennale 1979–1983 permettent de conclure que, en général, l'assistance accordée répond aux besoins des Administrations bénéficiaires et qu'elle a été mise en oeuvre d'une manière convenable. Cependant, les pays bénéficiaires des missions d'experts et de consultants devraient veiller à détacher, pour toute la durée des missions, des homologues qui suivent en permanence les activités des projets. De même, il serait vivement souhaitable que les fonctionnaires ayant reçu une formation exercent, pour une durée raisonnable, les fonctions dans les domaines de leur formation ou spécialisation.

Partie III

Perspectives et programme d'action

127. Dans la partie I du présent document ont été exposées les grandes lignes de la politique de coopération internationale, cadre dans lequel s'intègrent les efforts de l'UPU en matière d'assistance technique; dans la partie II, des indications ont été données sur le bilan et l'évaluation des activités de l'UPU, pendant la période 1979–1983 en faveur du développement postal dans les pays du tiers monde.

128. Il appartient au Congrès de Hamburg non seulement d'examiner les résultats obtenus en fonction des orientations générales et des décisions prises à cet égard par le Congrès de Rio de Janeiro (1979) mais aussi de fixer les grandes lignes de la politique de l'UPU dans le domaine considéré, pour la prochaine période quinquennale. Compte tenu en effet des besoins des Administrations des pays en développement, l'UPU se doit de continuer à les aider, conformément à l'article premier, paragraphe 3, de la Constitution qui stipule que "l'Union participe, dans la mesure de ses possibilités, à l'assistance technique postale demandée par ses Pays-membres".

129. A ce propos, deux considérations méritent d'être mises en exergue:

- La disposition précitée fait de la fourniture d'assistance technique l'une des fonctions importantes de l'Union; mais en matière de développement postal, comme dans les autres domaines, les pays doivent tendre vers l'autosuffisance, qui constitue un concept fondamental proclamé par l'ONU. Dans cette optique, il importe, semble-t-il, que l'Union limite progressivement son aide à des aspects particuliers de la poste où les techniques à utiliser ne sont pas encore à la portée des Administrations bénéficiaires. Malheureusement plusieurs facteurs, et en tout premier lieu la crise mondiale, ont ralenti sinon bloqué une telle évolution qui ne doit cependant pas être perdue de vue.
- De toute façon, l'aide de l'UPU au développement et à la modernisation des services postaux ne peut avoir qu'un caractère complémentaire, l'effort principal devant être déployé par les pays intéressés qui, pour la plupart, bénéficient par ailleurs d'une assistance technique bilatérale.

130. Il serait souhaitable que le rôle de l'UPU à cet égard fasse l'objet d'un nouvel examen, sous l'angle des grandes orientations, des éléments du programme d'action et des moyens nécessaires.

A. Les grandes orientations et programme d'action

131. Depuis le Congrès de Rio de Janeiro (1979), des changements sont intervenus dont il importe de tenir compte dans la conception et dans les modalités de l'action de l'UPU dans le domaine considéré. En réalité, dans une large mesure, la continuité devrait être assurée, sous réserve d'apporter à certains éléments de politique générale ou d'ordre opérationnel les inflexions rendues nécessaires par les circonstances nouvelles:

- La crise mondiale, dont les effets sont appelés à se prolonger, a provoqué l'aggravation de la situation économique dans la plupart des pays en développement et dans certaines régions cette crise est accentuée par des catastrophes naturelles; la pénurie des ressources est devenue plus sérieuse, alors que l'ampleur des besoins s'est sensiblement accrue.
- Les contraintes financières auxquelles doit faire face le PNUD conduisent à envisager de nouvelles initiatives auprès de sources potentielles de financement, ainsi que des formes d'assistance plus économiques ou dont le financement est supporté par plusieurs parties.

- Dans plusieurs pays en développement, les besoins ont changé non d'ampleur mais de nature, à la suite des efforts de modernisation entrepris.
- Enfin, dans un nombre grandissant de pays du tiers monde, les Administrations postales se trouvent déjà menacées non seulement quant à leur place sur le marché des communications mais quant à leur existence même, par suite de la concurrence de plus en plus dure de certaines entreprises privées.

132. Ces quatre facteurs ne peuvent manquer d'influencer la politique d'assistance technique de l'UPU pour la prochaine période quinquennale et à cet égard, trois éléments importants méritent d'être examinés: les pays bénéficiaires, les priorités et les principes d'action.

1. Les pays bénéficiaires

133. Le Congrès voudra peut-être examiner le problème de l'assistance technique de l'UPU tout d'abord sous l'angle de la catégorie des pays bénéficiaires, en raison même des conséquences de cette analyse quant à l'élaboration et à la mise en oeuvre des programmes d'aide. Comme on le sait, la résolution C 37 du Congrès de Rio de Janeiro stipule que l'UPU accorde la priorité aux besoins des pays défavorisés ainsi que des pays nouvellement indépendants. Par pays défavorisés, il faut entendre les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral ou insulaires et les pays les plus gravement touchés par la crise économique ou par les catastrophes naturelles.

134. Il est bien entendu qu'à des titres divers, tous les pays en développement (et même certains pays développés) sont maintenant touchés par la crise économique qui fait sentir ses effets depuis plusieurs années. Dans le même temps, et pour la même raison, les ressources disponibles pour l'assistance technique à un titre ou à un autre paraissent de plus en plus insuffisantes en regard des besoins énormes à satisfaire. Il serait donc souhaitable que le Congrès vérifie si l'aide de l'UPU au développement postal ne devrait pas se concentrer sur un nombre restreint de pays, sans préjudice bien entendu des efforts déployés pour inciter d'autres pays en développement à utiliser une partie de leur chiffre indicatif de planification (CIP) pour les services postaux.

135. Si le Congrès de Hambourg voulait adopter une conception restrictive quant au nombre de pays appelés à bénéficier de l'assistance technique de l'UPU, il pourrait se décider à limiter l'aide disponible soit aux 36 pays les moins avancés selon l'ONU (1^{re} variante) soit aux seuls pays défavorisés, y compris les pays les moins avancés (2^e variante). Dans ce dernier cas, la limitation pourrait s'effectuer sur une base plus précise par application de la limite fixée par le PNUD pour déterminer les pays prioritaires (pays où le revenu annuel par habitant est inférieur ou égal à 500 dollars EU). Ce critère permettrait de ne plus tenir compte des sous-catégories de pays de plus en plus difficiles à définir.

136. Pour fondé que puisse paraître le principe de la concentration de l'aide de l'UPU au profit d'un groupe limité de pays, on peut se demander si une telle orientation n'irait pas à l'encontre du paragraphe 3 de l'article premier de la Constitution qui semble indiquer que l'UPU accorde son concours à tous les pays qui sollicitent son aide.

137. Dans ces conditions, le Congrès décidera peut-être de maintenir le système actuel précisé dans les termes suivants:

- pays les moins avancés (première priorité);
- autres pays défavorisés (deuxième priorité);
- pays en développement non défavorisés.

138. Il serait souhaitable de ne plus tenir compte en tant que tels des pays nouvellement indépendants mentionnés dans la résolution C 37 du Congrès de Rio de Janeiro; en effet, suivant le cas, ces pays pourraient être inclus dans l'un des groupes de pays prioritaires indiqués ci-dessus.

139. Une autre question importante mérite d'être évoquée, celle de la motivation en tant que critère à prendre en considération dans le choix des pays devant bénéficier de l'assistance technique de l'UPU. On sait que la résolution C 37 précitée précise que l'aide de l'UPU doit être attribuée en priorité "aux pays qui en ont le plus besoin et qui semblent décidés à en tirer le meilleur parti"; certes, l'appréciation de la motivation est assez délicate car elle fait intervenir un certain nombre d'éléments d'ordre psychologique ou matériel, variables suivant la conjoncture. Néanmoins, le Bureau international n'a pas eu trop de difficultés à tenir compte de ce critère, d'une manière souple il est vrai, dans les propositions de projets qu'il a présentées au Conseil exécutif.

140. De toute façon, l'expérience montre qu'il est plus que souhaitable de maintenir ce second critère car il serait dommage d'accorder l'assistance technique à un pays considéré comme prioritaire mais dont on sait qu'il n'utilise pas de façon convenable les moyens mis à sa disposition. Il serait bien entendu plus indiqué de fournir l'assistance à un autre pays qui l'utiliserait au mieux, même s'il n'est pas classé dans la catégorie des pays défavorisés.

141. En définitive, l'attribution de l'assistance technique aux pays en développement sur la base des trois sous-catégories indiquées ci-dessus (paragraphe 137) devrait continuer d'être une affaire de jugement; à cet égard, la pratique du Bureau international, qui consiste à tenir compte d'éléments significatifs, devrait se poursuivre dans le cadre de la préparation des propositions à soumettre au Conseil exécutif.

142. Bien entendu, dans la limite de ses moyens, l'UPU continuerait d'apporter son concours aux Administrations des pays en développement non prioritaires, en tenant dûment compte de leur degré de motivation dont l'appréciation se fonderait sur un ensemble d'éléments d'ordre psychologique, technique et financier; en particulier serait prise en considération la proposition des pays de participer au coût des projets.

2. Les priorités

143. Comme on le sait, le Congrès de Rio de Janeiro avait non seulement fixé des priorités quant aux pays bénéficiaires mais il avait également établi des priorités quant aux domaines d'action à retenir. Si, comme il paraît souhaitable, le Congrès de Hamburg maintient cette approche, il aura à déterminer certaines grandes branches d'activités du service postal où les efforts de l'UPU se déploieront en priorité.

144. Il va de soi que les autorités ainsi fixées au niveau mondial se fonderont pour une large part sur les priorités retenues au niveau régional par les instances compétentes, priorités qu'il paraît donc opportun d'indiquer pour information.

a) Priorités au niveau régional

145. Il s'agit de priorités établies essentiellement sur la base de décisions et de vues émanant des organisations ou des groupements régionaux et de réunions spéciales.

- Pour l'Afrique: Par la Conférence de l'Organisation de l'unité africaine qui a adopté le "Plan d'action de Lagos pour le développement de l'Afrique" et par la CEA qui a préparé la Décennie des transports et communications en Afrique (1978–1988).
- Pour les pays arabes: Par les Conférences au sommet d'Amman 1980 et de Lagos ainsi que par le Colloque sur le monde arabe en l'an 2000 (Tanger 1980).
- Pour l'Amérique latine et les Caraïbes:
 - réunion des Présidents et Directeurs généraux des postes des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (Caracas, juillet 1980),
 - réunion des Présidents et Directeurs généraux des postes des pays membres de l'UPAE (Madrid, octobre 1982),
 - réunions des Postmasters généraux des pays et territoires d'expression anglaise des Caraïbes (Saint-Vincent-et-Grenadines, février 1982, et Barbade, mai–juin 1983).
- Pour l'Asie et le Pacifique:
 - par le Séminaire/Colloque sur la poste dans les années 1980 (Bangkok, mai–juin 1983), organisé par la CESAP, l'UPU et l'APPU,
 - par le Conseil exécutif de l'APPU dans la perspective de la Décennie des transports et communications dans la région (1985–1994).
- Pour les pays d'Europe et de la Méditerranée (relevant du PNUD): Par la réunion intergouvernementale du PNUD qui a retenu certaines priorités générales pour ces pays.

146. Par ailleurs, il a été tenu compte des demandes formulées par l'ensemble des pays ainsi que des constatations faites sur place.

147. Sur la base ainsi définie, les objectifs au niveau régional se présentent comme suit:

1^o Afrique

- i) Formation du personnel postal (amélioration des systèmes de formation, aide en vue de la création ou du renforcement d'écoles multinationales ou nationales, création d'un institut africain de management postal prévue par l'UPAP, formation des formateurs)
- ii) Réaménagement et implantation de centres de tri nationaux et de centres régionaux de transit postal (études de factibilité et études techniques, dossiers d'intervention auprès d'institutions financières, activités opérationnelles)
- iii) Amélioration des services postaux dans les zones rurales (extension du réseau et amélioration des liaisons routières)
- iv) Amélioration et développement des services financiers postaux (en particulier des chèques postaux, de la caisse d'épargne postale et des mandats de poste internationaux)
- v) Amélioration de la gestion (notamment renforcement de la planification postale et création de centres de documentation et d'études postales)
- vi) Création d'ateliers de fabrication de matériel postal
- vii) Activités d'information publique

2^o Pays arabes

- i) Formation du personnel postal
- ii) Gestion (planification postale, création de centres d'études et de documentation)
- iii) Amélioration et extension des services postaux, notamment dans les zones rurales
- iv) Promotion des services financiers postaux
- v) Activités d'information publique

3^o Amérique latine et Caraïbes

- i) Formation du personnel et spécialisation des cadres en matière de gestion (Amérique latine), formation de cadres subalternes et moyens (sous-région des Caraïbes) et renforcement des moyens de formation au niveau national
- ii) Gestion (statistiques, planification, autonomie administrative et financière, services commerciaux)
- iii) Exploitation postale (amélioration de l'acheminement dans son ensemble et renforcement des structures de la poste, notamment dans les zones rurales)
- iv) Services financiers postaux (instauration du service des mandats de poste et des envois contre remboursement)
- v) Activités d'information publique

4^o Asie et Pacifique

- i) Formation du personnel postal (renforcement du centre régional de formation de Bangkok, création de centres sous-régionaux, renforcement des moyens de formation au niveau national et organisation de cours de niveau supérieur en matière de gestion)
- ii) Exploitation postale (extension du réseau postal dans les zones rurales, amélioration de l'acheminement à l'intérieur de la région, y compris des centres de tri, et introduction éventuelle d'une mécanisation légère)
- iii) Gestion (application des techniques modernes de gestion, élargissement de la gamme des prestations, amélioration de la qualité du service et autonomie financière de la poste)
- iv) Services financiers postaux (instauration et renforcement de ces services, en particulier des mandats de poste intérieurs et internationaux et de la caisse d'épargne)
- v) Activités d'information publique

5^o Pays d'Europe et de la Méditerranée

- i) Gestion (développement postal à moyen terme, utilisation des techniques modernes)
- ii) Formation du personnel (préparation des cadres)

b) Priorités au niveau mondial et programme d'action

148. Dans l'ensemble, il apparaît que les priorités fixées par le Congrès de Rio de Janeiro pourraient être maintenues, sous deux réserves:

- la priorité relative à l'augmentation du nombre d'établissements postaux pourrait ne pas être mentionnée, mais il va de soi que l'UPU continuerait d'apporter un concours actif pour la création de bureaux, en particulier dans les zones rurales;
- en revanche, une nouvelle priorité serait à retenir: l'information publique, domaine où le renforcement des actions entreprises paraît opportun, surtout en cette période de pénurie de ressources.

149. Il va de soi que, même si elles ne traduisent pas un changement politique, les priorités retenues donneraient lieu à des actions visant parfois des aspects nouveaux des progrès réalisés ici ou là et de la situation économique de certains pays.

150. Par ailleurs, dans un souci de souplesse, il est souhaitable de fixer, comme pour les périodes quinquennales précédentes, des objectifs assez larges, étant entendu que chaque année les interventions de l'UPU porteront sur des aspects particuliers proposés au CE lors de l'approbation du programme d'action.

151. Le renforcement des politiques de développement arrêtées par les institutions régionales compétentes à cet effet (organismes politiques et organismes économiques et sociaux, conférences spéciales organisées dans les régions) conduit à accorder une importance accrue au "fait régional", d'où la nécessité pour l'UPU de tenir dûment compte des objectifs régionaux de développement ainsi fixés. De façon plus précise, du point de vue de l'efficacité, l'expérience montre que dans l'établissement des objectifs au niveau mondial il faudrait tenir dûment compte des objectifs fixés sur le plan régional; dans cette conception, qui rejoint l'idée de cohérence des objectifs mondiaux et régionaux prônés par l'ONU, les objectifs ainsi arrêtés devraient être appliqués de façon différenciée, en fonction de la situation des services postaux dans les différentes régions.

152. A la lumière de ces observations, les objectifs à retenir par l'UPU au niveau mondial pour la période 1985—1989 pourraient être les suivants, dans l'ordre d'énumération.

1° Rationalisation de la gestion

153. En dépit des efforts déjà déployés à cet égard, il apparaît que, d'une façon générale, les problèmes de gestion revêtent encore une acuité particulière en raison même de l'évolution dans beaucoup de pays en développement de la situation générale des services postaux, qui ne peuvent pas répondre aux besoins des usagers. C'est pourquoi, la gestion devrait être retenue comme première priorité. Compte tenu de l'évolution de la situation des services postaux et des initiatives de plus en plus nombreuses prises par des organismes privés dans le domaine du transport des objets, les Administrations des pays en développement devront s'efforcer de conserver et même d'étendre leur place sur le marché des communications postales. Cela suppose de leur part une action déterminée susceptible de contrecarrer la politique "agressive" appliquée par les concurrents du secteur privé.

154. Au titre des activités de caractère général relevant de la gestion, plusieurs initiatives paraissent souhaitables sur le plan régional:

- organisation de colloques destinés à sensibiliser les responsables postaux aux menaces qui pèsent sur la poste et aux mesures à prendre en matière de législation, de gestion et d'activités, pour faire assurer l'avenir de la poste;
- mise sur pied, si possible dans le cadre de ces colloques, de rencontres avec les représentants des ministères ou départements de la planification des pays intéressés, ainsi que des groupements économiques et institutions financières de la région concernée, pour les inciter à s'intéresser au développement postal;
- création de centres de documentation et d'études qui aideraient les Administrations à améliorer la gestion de leurs services et à trouver des solutions aux problèmes tels qu'ils se posent dans les différentes régions.

155. Ces initiatives devraient être prolongées sur le plan national par la fourniture d'une aide en vue de l'évaluation et de l'amélioration du système de gestion postale dans son ensemble (y compris l'utilisation rationnelle du personnel); en outre, les actions spécifiques suivantes devraient être entreprises:

- i) Depuis plusieurs années, l'UPU aide les Administrations à renforcer et à moderniser leur système de statistiques et de planification; les résultats obtenus restent globalement insuffisants et beaucoup reste à faire dans ce secteur. Les efforts à déployer pendant la période 1985—1989 permettraient aux Administrations bénéficiaires d'avoir une vue plus précise de la situation de leurs services en termes de gestion, d'utiliser au mieux, grâce à une planification adéquate, les ressources humaines, financières et matérielles disponibles au titre des moyens locaux et de l'aide extérieure. Un tel travail de base serait d'ailleurs de nature à convaincre les autorités locales, le PNUD et même l'UPU du sérieux des efforts envisagés.
- ii) En matière de tarifs, l'expérience montre que bien peu d'Administrations de pays en développement ont élaboré une politique en rapport avec les exigences du développement et du perfectionnement de leurs services. Bien entendu, il s'agit là d'une question étroitement liée à la politique générale des gouvernements dans le domaine des prix, mais les Administrations auraient avantage à insister pour obtenir l'approbation de tarifs en rapport avec leurs besoins de développement. Cela devrait aller de pair avec l'attribution par les gouvernements de subventions destinées à compenser le coût de certaines activités de caractère social en particulier dans les zones rurales. Du point de vue technique, l'UPU aiderait systématiquement les Administrations postales à procéder, après le Congrès de Hamburg, à la révision de leurs tarifs, compte tenu de l'ensemble des éléments à prendre en considération; l'expérience montre en effet que dans de très nombreux pays les tarifs appliqués ne sont pas actualisés entre deux Congrès successifs malgré les changements intervenus. L'UPU pourrait organiser à cet effet des cycles d'étude pour préparer à cette tâche des fonctionnaires nationaux qui bénéficieraient par la suite du concours sur place de consultants de l'Union.
- iii) La concurrence particulièrement sérieuse à laquelle doivent faire face les Administrations postales conduit à préconiser, ainsi qu'il ressort des travaux du CCEP, une amélioration sensible de la qualité de service. Il est apparu en effet que c'est là une riposte plus efficace que la référence au monopole postal qui ne peut rester que lettre morte tant que la poste ne sera pas en mesure de faire face à ses obligations en tant que prestataire de services. L'UPU aiderait donc les Administrations à améliorer la qualité de leurs services qui devraient faire l'objet d'un système de contrôle efficace. Cette question donnerait lieu à l'élaboration d'un guide indiquant clairement les méthodes à suivre pour parvenir à des résultats concrets.
- iv) Dans le même souci de lutter contre la concurrence, il y aurait intérêt pour les Administrations, ainsi qu'il a été souligné aux sessions du CCEP, de pouvoir offrir aux clients des services nouveaux répondant à des besoins non satisfaits. On pense en tout premier lieu aux services liés à la fonction de base de la poste, à savoir l'acheminement et la distribution du courrier; par exemple, ainsi que l'ont déjà compris beaucoup d'Administrations, il n'est pas douteux que l'instauration du courrier accéléré international constituerait un avantage important. D'une façon plus générale, surtout dans ce secteur, les études déjà effectuées par le CCEP, notamment sur l'avenir des services postaux, seraient utilisées de manière très poussée par le Bureau international pour les actions d'assistance à entreprendre sur le plan législatif aussi bien qu'opérationnel.
- v) Un autre élément important de la gestion mérite également une attention particulière: les relations entre l'Etat et l'organisme postal du point de vue budgétaire et financier. A cet égard, beaucoup d'Administrations estiment avec raison que leur statut administratif et financier ne leur permet pas d'adopter un style de gestion qui corresponde aux besoins d'un monde en rapide évolution. L'UPU devrait donc leur accorder son concours pour étudier et réaliser les changements de statut qui s'avèrent souhaitables.
- vi) Pour que les Administrations intéressées puissent utiliser au mieux leur personnel, en particulier les agents ayant bénéficié d'une formation, l'UPU s'efforcerait de les aider à mettre au point et à appliquer des mesures d'ordre législatif et pratique nécessaires à cet effet. La question de la stabilité du personnel devrait être réglée de façon satisfaisante.

2° Amélioration du relevage, de l'acheminement et de la distribution du courrier

156. Depuis que l'UPU s'occupe d'assistance technique, des efforts constants ont été déployés dans ce domaine qui correspond à la fonction de base de la poste. Force est de constater cependant, que si la situation s'est améliorée à certains égards dans quelques Administrations des pays en développement, beaucoup reste à faire d'une façon générale. On pense en particulier aux pays sans littoral ou à ceux dont le territoire se compose parfois d'îles dispersées sur une grande surface, sans compter ceux qui comportent une vaste zone désertique où le transport du courrier pose également des problèmes importants. Une attention particulière devrait être également accordée aux zones rurales pour la desserte desquelles nombre d'Administrations sont confrontées à des problèmes préoccupants. Pour toutes ces raisons, ce domaine d'activité devrait bénéficier d'une priorité de rang élevé.

157. La fonction de relevage, d'acheminement et de distribution du courrier, continuerait de faire l'objet d'efforts particuliers de la part de l'UPU. Les nombreuses études déjà effectuées ont permis d'évaluer l'ampleur du problème constaté, qui ne peut être résolu que par des actions convergentes portant sur plusieurs aspects à la fois. Les besoins sont très importants dans ce secteur, mais quoique limitée l'action de l'UPU aurait un effet de persuasion et d'entraînement.

158. Il conviendrait tout d'abord d'aider les Administrations à renforcer et à étendre leur réseau postal, de façon à assurer une meilleure desserte, surtout dans les zones rurales. Par manque de ressources, beaucoup d'Administrations n'ont pu développer leur réseau de points de contact avec le public et il existe encore dans nombre de pays des localités dépourvues de facilités postales.

159. Dans le cadre d'un projet pilote relevant du Programme international pour le développement de la communication au titre de l'UNESCO, l'UPU pourra fournir des plans types de bureaux de poste adaptés aux possibilités locales. En outre, l'utilisation plus systématique de matériaux locaux peu coûteux sera encouragée. On peut penser que les résultats obtenus à cet égard pourraient permettre une certaine amélioration de la situation actuelle en matière de réseau d'établissement postaux, notamment dans les zones rurales.

160. L'assistance de l'UPU en matière de traitement du courrier se justifierait pleinement car cette opération donne souvent lieu à des retards importants qui pourraient être supprimés grâce à des améliorations dans l'organisation et le fonctionnement du service; il conviendrait donc de prévoir à cet effet des missions opérationnelles et des missions de suivi (follow-up). Une attention particulière serait prêtée au courrier international (surtout à l'arrivée) qui très souvent représente un pourcentage élevé du trafic global.

161. Sur le plan national, beaucoup reste encore à faire pour résoudre de façon satisfaisante le problème du transport du courrier. Tout d'abord grâce à l'assistance de l'UPU, les Administrations devraient pouvoir mieux utiliser les liaisons existantes et négocier plus efficacement avec les transporteurs privés en fonction des besoins de la poste du point de vue des itinéraires et des horaires.

162. En outre, il serait souhaitable que les Administrations puissent bénéficier d'une aide pour mettre en place les liaisons routières postales qui paraissent indispensables; en particulier, il serait parfois utile de développer la poste automobile rurale, formule qui, sous réserve de la mise en place d'une organisation adéquate, peut permettre d'obtenir des résultats satisfaisants.

163. Sur le plan international, le problème de l'acheminement n'est pas moins préoccupant. Les moyens de transport tant par voies aérienne que maritime et terrestre sont nettement insuffisants, d'où des acheminements indirects à la fois longs et coûteux. Il reste cependant que la situation pourrait s'améliorer sensiblement grâce à un concours de l'UPU visant à l'utilisation plus poussée des liaisons existantes et à l'amélioration de l'organisation et du fonctionnement des centres de tri et des centres de transit. L'UPU a déjà entrepris certaines actions à cet égard, mais, pour diverses raisons, les résultats constatés sont encore nettement insuffisants.

164. L'UPU pourrait aider les Administrations postales à améliorer sensiblement l'acheminement du courrier grâce à des accords négociés avec les transporteurs, en vue de l'utilisation rationnelle et coordonnée de l'ensemble des moyens de transport disponibles. De même, des efforts devraient être faits pour une utilisation maximale de la voie aérienne.

165. Dans beaucoup de pays, il n'a pas encore été possible de trouver une solution satisfaisante au délicat problème de la distribution du courrier à domicile. Puisque cette forme de distribution implique des coûts qui très souvent dépassent largement les possibilités financières des Administrations, l'UPU devrait continuer d'apporter à celles-ci, par le biais d'experts ou de consultants, un concours destiné à concevoir ou à améliorer des modes de distribution adaptés en particulier dans les zones rurales.

3° Formation et spécialisation des cadres moyens et supérieurs

166. Ce domaine pourrait être considéré comme priorité No 3 car la formation et la spécialisation des cadres requièrent une attention particulière, en rapport avec le rôle prépondérant du personnel dans le développement postal. Certes, depuis bientôt vingt ans, beaucoup d'actions ont déjà été menées dans ce domaine sur le plan national aussi bien que multinational, mais les besoins restent encore importants. D'une façon plus particulière, l'action de l'UPU devrait à l'avenir viser essentiellement les cadres moyens et supérieurs, sans bien entendu exclure un appui aux Administrations qui assurent ou veulent assurer la formation de leur personnel d'exécution. En outre, il serait nécessaire que l'UPU poursuive ses efforts en matière de formation de formateurs (instructeurs et professeurs) ainsi que de responsables de la formation qui, les uns et les autres, auront à jouer un rôle de plus en plus important dans les activités d'enseignement postal sur le plan national ou multinational.

167. La formation devrait donc garder une priorité de rang élevé dans les activités d'assistance technique de l'UPU et celle-ci continuerait à y consacrer une part importante de ses efforts.

i) Création ou renforcement d'écoles nationales

168. C'est là une priorité retenue depuis longtemps par l'UPU, mais on doit reconnaître que, pour diverses raisons, les résultats ne sont pas à la mesure des espérances. L'UPU devrait donc continuer à aider les pays à créer ou à renforcer des écoles nationales. Cette aide prendrait les formes suivantes: études sur la création ou le renforcement d'écoles postales et de systèmes d'enseignement, élaboration de programmes, formation et perfectionnement d'instructeurs (les Administrations seront incitées à prendre des dispositions propres à assurer la stabilité du corps enseignant). Une attention spéciale serait accordée aux besoins des pays les moins avancés, de façon qu'ils puissent accroître et améliorer leurs moyens de formation et en tirer pleinement parti.

ii) Création ou renforcement d'écoles multinationales

169. Une assistance serait fournie aux écoles multinationales existantes pour améliorer leur capacité pédagogique (notamment par le biais de la révision des programmes et de la création de nouveaux cours). Pour permettre aux pays de tirer le meilleur parti des facilités de formation ainsi offertes, des bourses leur seraient accordées. Une assistance serait accordée pour la création d'écoles multinationales qui se justifieraient. D'ores et déjà, on peut envisager une école de ce genre pour les pays africains lusophones, une aide à l'UPAP en vue de créer un institut africain de management et un concours aux pays d'Asie et du Pacifique et éventuellement d'autres régions, pour la mise en place d'un institut analogue. Des efforts seraient déployés pour renforcer le caractère multinational des écoles de Nairobi et de Brazzaville. Dans toute la mesure possible, les écoles multinationales seraient encouragées à établir une relation d'assistance pédagogique avec les écoles nationales, suivant des modalités à définir et à apporter leur concours aux activités des services de documentation et d'études qui seraient créés dans leur région.

iii) Actions de formation spécialisée

170. Des actions de formation spécialisées seraient organisées par l'UPU ou avec son concours, compte tenu des activités inscrites au programme à mettre en oeuvre pendant la période 1984—1989; cela permettrait de donner plus de poids aux interventions de l'UPU dans les divers secteurs visés. Autant que possible, les actions de formation se dérouleraient dans les écoles nationales ou multinationales qui pourraient apporter ainsi un précieux concours. Les besoins en matière de coopération technique entre pays en développement (CTPD) seraient dûment pris en compte.

171. Il s'agirait en tout premier lieu d'assurer, avec le concours de l'UPU, une formation en matière de gestion, aussi bien au niveau supérieur qu'au niveau moyen. Pour ce type de formation, il serait souhaitable que les pays intéressés bénéficient, à titre complémentaire, des facilités déjà créées dans les pays développés.

172. De même, l'UPU continuerait à accorder une assistance aussi importante que possible pour la formation des instructeurs et des responsables des services d'enseignement postal. (Elle interviendrait de façon plus pressante auprès des pays bénéficiaires pour que des dispositions soient prises afin d'assurer la stabilité des agents assumant l'une ou l'autre des fonctions.)

173. Dans les autres domaines prioritaires (relevage, acheminement et distribution du courrier, instauration généralisée des services financiers postaux et information publique), des actions spécifiques de formation seraient également entreprises par l'UPU.

iv) Autres initiatives

174. Sur la base d'expériences acquises en matière de formation, l'UPU aiderait les pays à établir des équipes itinérantes d'instructeurs, spécialement dans les pays étendus où, pour des raisons pratiques, l'enseignement doit être décentralisé. L'intervention de ces équipes pourrait se faire suivant la formule des "bureaux-écoles".

175. L'UPU continuerait d'assurer la diffusion de l'inventaire périodique des moyens de formation postale dans le monde. En outre, elle s'attacherait à aider les écoles à maintenir un certain lien entre elles. Elle encouragerait les agents formés à continuer à échanger leurs vues et leurs expériences par exemple par le biais de cours de recyclage et par la diffusion d'un bulletin de liaison.

176. Suivant un principe bien établi, la formation doit être assurée sur la base des besoins des services d'exploitation: dans cette optique, le Bureau international aiderait les Administrations des pays en développement à étudier et à établir le type de liaison qu'il convient de maintenir entre ces deux catégories de services.

4° Instauration généralisée des services financiers postaux

177. Depuis le Congrès de Lausanne, une attention prioritaire a été accordée par l'UPU à la création et au développement du service des mandats de poste et de la caisse d'épargne. En raison sans doute de la complexité du problème de l'extension des services financiers, les efforts déployés n'ont pas encore donné les résultats escomptés. Comme il s'agit d'un secteur d'activité dont l'importance n'a pas diminué, il devrait continuer de faire l'objet d'une attention prioritaire.

178. Des efforts ont été déployés pour mettre en oeuvre cette priorité déjà arrêtée par le Congrès de Rio de Janeiro, mais il apparaît que la mise en place de services financiers postaux se heurte à toute une série d'obstacles et suppose par conséquent une action de longue haleine.

179. Pendant la période 1984—1989, l'UPU intensifierait ses efforts en vue de la création et du développement du service international des mandats de poste, en aidant les pays à surmonter les difficultés rencontrées à cet égard sur le plan juridique, monétaire et technique. Certains pays, dont une part importante de la main-d'oeuvre travaille à l'extérieur, semblent disposés à tout mettre en oeuvre pour instaurer un tel service qui faciliterait les transferts de fonds.

180. La création et le renforcement du service de l'épargne continuerait de faire l'objet de certains efforts de l'UPU, surtout en zones rurales.

181. En matière de chèques postaux, les efforts de l'UPU tendraient à encourager les pays qui entendent créer un tel service malgré les difficultés prévisibles. Parallèlement, l'UPU pourrait continuer à aider les pays africains qui s'efforcent de moderniser la gestion des centres de chèques postaux.

182. L'UPU pourrait élaborer des guides destinés à faciliter la création de ces trois services et à en assurer le bon fonctionnement.

5^e Développement des activités d'information publique

183. En réalité, il s'agit là d'un aspect qui ne relève pas directement du domaine postal, mais qui n'en présente pas moins une importance vitale pour le développement et le perfectionnement des services postaux. Depuis de nombreuses années, l'accent est mis sur la position défavorable dans laquelle se trouvent les Administrations postales quant au financement des actions de modernisation qu'elles veulent entreprendre. Ce problème revêt une acuité particulière car la plupart d'entre elles rencontrent de sérieuses difficultés en ce qui concerne l'obtention de ressources nécessaires à cet effet. Pour remédier à cette situation, il faudrait améliorer la perception du rôle de la poste; il serait donc opportun de considérer comme objectif le développement des actions d'information publique surtout au niveau des pays. La résolution C 38 du Congrès de Rio de Janeiro recommandait "d'entreprendre auprès des autorités nationales et du public, en vue de faciliter le développement postal, une action psychologique mettant en relief l'importance des services postaux"; mais jusqu'ici les résultats obtenus à cet égard sont loin d'être satisfaisants.

184. La Commission 10 du Conseil exécutif issu du Congrès de Rio de Janeiro a déjà énuméré toute une série d'activités qui devraient être entreprises ou poursuivies par l'Union dans le domaine de l'information publique, de façon à renforcer l'impact du Mémoire sur le rôle de la poste en tant que facteur de développement économique, social et culturel.

185. Dans l'optique de l'assistance technique, il s'agirait essentiellement de:

- sensibiliser davantage les gouvernements et les institutions mondiales et régionales à l'importance de la poste, de façon que ses besoins soient plus facilement pris en considération;
- tout mettre en oeuvre pour faire prendre conscience aux ministres dont dépendent les services postaux des menaces qui pèsent sur la poste et de la nécessité d'y faire face;
- motiver davantage le personnel des Administrations postales, en particulier les cadres, en vue de le faire parvenir à une perception plus nette du rôle qu'il joue;
- renseigner les usagers sur les multiples services que peut rendre la poste dans tous les domaines et sur les obstacles à surmonter pour assurer son bon fonctionnement.

186. Outre les interventions individuelles, l'action de l'UPU pourrait prendre des formes variées (conférences aux chefs d'entreprises, conférences radiodiffusées ou télévisées, expositions, élaboration de brochures).

187. Parallèlement à la mise en relief du rôle de la poste et à l'amélioration de son image, il serait souhaitable de renforcer "l'esprit de corps" des postiers par tout un ensemble de mesures à définir compte tenu du contexte local. On peut penser que la création d'un bulletin d'information ou de liaison, de même que l'organisation de certaines activités sociales, donneraient de bons résultats à cet égard.

B. Principes d'action

188. Dans la réalisation des objectifs indiqués ci-dessus, l'UPU s'attacherait, pour accroître l'efficacité de ses activités d'assistance technique, à appliquer les principes ci-après:

a) Conjugaison et coordination des efforts visant au développement postal

L'ampleur des besoins à satisfaire en matière de développement postal, jointe à l'insuffisance des ressources nécessaires à cet effet par suite notamment de la crise mondiale, rend nécessaires la conjugaison et la coordination de l'ensemble des efforts déployés pour le développement postal. L'UPU s'attacherait à travailler dans ce sens, mais il est évident qu'à cet égard les pays bénéficiaires de l'assistance technique ont un rôle primordial à jouer, en établissant des plans de développement postal qui permettent tout à la fois une meilleure utilisation des ressources locales et la coordination de toutes les aides extérieures. Les résultats obtenus seront d'autant plus satisfaisants que les autorités intéressées auront une conscience plus nette de leurs responsabilités en matière de développement postal. Il y a lieu dans cette optique de rappeler le caractère complémentaire des efforts de l'UPU en matière d'assistance technique et la nécessité de les intégrer dans un programme d'action cohérent mis en oeuvre par les Administrations faisant preuve de détermination malgré les difficultés rencontrées.

b) Elaboration d'un programme spécial pour les pays les moins avancés (PMA)

L'idée d'activités spéciales pour les PMA avait été admise par le Congrès de Lausanne mais elle n'avait pu être mise en oeuvre en raison de certaines difficultés d'ordre pratique. Elle pourrait être maintenant reprise étant donné l'attention prioritaire prêtée sur le plan international à ce groupe de pays (Conférence de Paris, septembre 1980). Deux remarques s'imposent cependant à cet égard: tout en accordant la priorité aux problèmes spécifiques des pays les moins avancés, l'UPU s'emploierait à maintenir la cohérence de l'ensemble de ses activités dans le domaine de la coopération technique; les activités prévues au titre de ce programme spécial sur le plan régional pourraient éventuellement bénéficier à d'autres pays défavorisés.

c) Amélioration de l'efficacité des activités d'assistance technique de l'UPU

La pénurie des ressources rend encore plus impérieuse l'amélioration constante des activités de l'UPU en matière d'assistance technique. Le Bureau international s'attacherait à entreprendre des activités de caractère opérationnel plus marqué qui constitueraient d'ailleurs la suite logique des efforts déjà déployés quant à l'analyse de la situation des services postaux et à l'identification des besoins. Dans ce même souci d'efficacité accrue, l'UPU s'emploierait à obtenir une participation plus active aux activités d'assistance technique des Administrations postales bénéficiaires. On peut penser qu'un certain nombre de celles-ci ont tendance à estimer que le développement de leurs services implique inévitablement une aide extérieure. Une action psychologique appropriée ainsi que des dispositions d'ordre pratique adéquates permettraient de faire disparaître cette idée qui constitue sans nul doute dans beaucoup de cas un frein au développement postal. Pour assurer l'efficacité des efforts déployés en matière d'assistance, l'UPU poursuivrait de façon encore plus systématique ses actions en matière d'évaluation et de suivi (follow-up); cela permettrait d'améliorer et de consolider les résultats obtenus en matière de développement postal.

d) Utilisation plus poussée des études du CCEP

Il y aurait avantage à utiliser plus largement les études postales pour les activités d'assistance technique. Actuellement, ces études sont mises à profit notamment pour la préparation et l'exécution des missions opérationnelles. A l'avenir, il conviendrait d'aider certains pays ou groupes de pays à tirer un plus grand parti des études considérées. Dans cet ordre d'idée, il y aurait avantage à encourager et éventuellement à aider les Unions restreintes ou les groupes de pays qui souhaiteraient adapter les conclusions des études aux conditions prévalant dans leur région. Un certain nombre d'études, qui seront terminées avant le prochain Congrès, présentent un intérêt direct pour les pays en développement.

e) Renforcement de la coopération technique entre pays en développement (CTPD)

L'UPU intensifiera ses efforts en vue d'inciter les pays intéressés à recourir plus systématiquement à la coopération technique entre pays en développement. Une telle coopération vivement recommandée par la Conférence des Nations Unies de Buenos Aires devrait se renforcer par le biais de l'UPU ou directement à titre strictement bilatéral. Dans cette optique, l'UPU continuerait de mener des actions d'information et de formation destinées à favoriser une contribution plus importante de la part des pays donateurs aussi bien que des pays bénéficiaires. C'est surtout dans l'application de ce concept que l'UPU devrait pouvoir jouer son rôle de catalyseur. La CTPD est déjà assez largement appliquée et on peut citer certains résultats encourageants: le pourcentage des experts et consultants venant de pays en développement par rapport au nombre total d'experts et consultants a passé de 26 % (1979) à 41 % (1983).

f) Décentralisation des activités d'assistance technique de l'UPU

La décentralisation devrait, dans un souci d'efficacité, être renforcée de façon que des Administrations et les instituts multinationaux de formation puissent se charger de certains travaux techniques et administratifs actuellement assurés par le Bureau international. Dans cette optique, la "présence accrue de l'UPU sur le terrain" demandée par le Congrès de Rio de Janeiro (résolution C 37), et qui est actuellement assurée par des

fonctionnaires du siège, par des consultants et par des experts à l'occasion de visites ou de missions, devrait être renforcée. Il serait judicieux de disposer de conseillers chargés de missions dans les différentes régions. Cela permettrait aussi d'assurer, sur le terrain, la continuité des efforts qui se trouve menacée par le système de missions de courte durée appliqué depuis quelque temps par le PNUD, par suite de la crise financière de cet organisme. A cet égard, la situation est préoccupante dans les pays où les cadres locaux ne peuvent poursuivre le travail entrepris par les consultants au cours de leurs missions de courte durée.

g) Resserrement des relations entre l'UPU et les Unions restreintes

Sur la base de la résolution adoptée à cet égard par le Conseil exécutif à sa session de 1983, le Bureau international s'attachera à associer plus étroitement que par le passé les Unions restreintes à ses activités dans le domaine de la coopération technique. Il y a lieu de rappeler que la résolution considérée (cf. paragraphe 66) vise en particulier: l'analyse des services postaux et l'identification des besoins, l'élaboration d'un plan d'ensemble de développement postal, la mise en oeuvre d'une part par l'UPU, d'autre part par l'Union restreinte intéressée, de certains éléments de ce programme d'ensemble en fonction des ressources de chacune des parties concernées, l'établissement d'un mécanisme de coordination et la conclusion éventuelle d'accords entre l'UPU et les Unions restreintes.

h) Développement des relations avec les Commissions économiques régionales de l'ONU

L'UPU s'efforcera de développer davantage ses relations avec les Commissions économiques régionales de l'ONU, puisque depuis quelque temps ces organes jouent un rôle de plus en plus important dans la programmation et même dans l'exécution des projets d'assistance internationale. Le concours de ces organismes, qui ont des relations directes avec les gouvernements des régions, permettrait de sensibiliser ceux-ci au rôle de la poste dans le développement économique et social et par conséquent de faire prendre plus facilement en considération les besoins exprimés par les Administrations postales; en outre, ces Commissions pourraient permettre également d'obtenir des ressources complémentaires pour des activités d'assistance technique de caractère postal.

C. Les moyens nécessaires

189. Le programme esquissé ci-dessus ne pourra bien entendu être mis en oeuvre que dans la mesure où l'UPU disposera à cet effet de moyens nécessaires pendant la période 1985—1989, tant sur le plan financier que dans le cadre des moyens humains.

1. Les moyens financiers

a) L'assistance du PNUD

190. Conformément à la résolution C 38 du Congrès de Rio de Janeiro, le PNUD a continué à être la source principale de financement du programme d'assistance technique de l'UPU. Ce principe devrait être maintenu malgré la diminution de la part du PNUD dans l'ensemble des ressources dont dispose l'UPU.

191. La question du financement des activités d'assistance technique après le Congrès de Hamburg revêt une acuité particulière; les difficultés financières du PNUD font en effet planer une grave incertitude sur les moyens susceptibles d'être obtenus à ce titre.

192. Cette situation oblige l'UPU à intervenir auprès de cet organisme de façon encore plus vigoureuse, pour obtenir une augmentation des moyens accordés pour le développement postal. Les résultats à cet égard dépendront bien entendu du degré de priorité reconnu à la poste par les gouvernements des pays intéressés, mais aussi et dans une large mesure de la présence renforcée de l'UPU sur le terrain et des actions d'information publique. D'ailleurs, ces deux derniers éléments influenceront directement la position des gouvernements en question.

193. D'une façon générale, le renforcement de l'action d'information publique au niveau des pays permettrait sans doute de sensibiliser les autorités locales et d'obtenir d'elles des moyens accrus au titre non seulement des ressources nationales mais également de l'aide internationale (PNUD et programmes d'assistance bilatérale). Il est évident que, sans un effort suffisant de la part des autorités locales en faveur du développement postal, celui-ci restera toujours très limité et sans rapport avec les nécessités d'ordre économique et social.

b) Les ressources complémentaires

194. Parallèlement, des moyens complémentaires devraient être recherchés, peut-être plus systématiquement, au titre de l'assistance technique bilatérale; surtout pour les pays les moins avancés, l'UPU s'emploierait à obtenir de pays développés le financement de projets élaborés sur la base des besoins exprimés. Dans cette optique, de nouvelles initiatives seraient prises auprès de certaines Administrations de pays développés pour les convaincre d'insister davantage auprès de leurs autorités nationales responsables de l'attribution de l'assistance technique bilatérale.

195. De même, l'UPU s'efforcerait de se faire admettre plus largement aux réunions de bailleurs de fonds organisées périodiquement sous les auspices du PNUD ou de la Banque mondiale pour un certain nombre de pays en développement.

196. Il y aurait lieu aussi de poursuivre les démarches auprès des banques de développement régionales ainsi que de la Banque mondiale. Avec l'aide des Administrations concernées, il sera nécessaire d'établir des dossiers contenant tous les éléments d'information de nature à convaincre les autorités locales et les institutions financières contactées.

197. De même, l'UPU continuerait les démarches entreprises auprès de certains fonds multinationaux d'assistance technique en vue du financement de projets qui lui paraissent prioritaires.

198. Il conviendrait également qu'elle intensifie ses efforts en vue d'obtenir que les pays bénéficiaires d'actions d'assistance technique supportent une partie des dépenses correspondantes, comme le recommande la résolution C 38 du Congrès de Rio de Janeiro; on aboutirait ainsi à une plus large application du système de "partage de coût" (cost-sharing) auquel le PNUD s'efforce de son côté de donner une plus grande extension.

199. Dans le même esprit, l'UPU s'attacherait à obtenir de pays développés le financement partiel de certaines activités. Par ailleurs, elle devrait continuer de bénéficier du concours des pays qui prennent en charge le traitement national de leurs fonctionnaires pendant les missions de consultant.

200. L'UPU poursuivrait sa collaboration avec l'UNESCO et d'autres institutions spécialisées, en vue de faire aboutir des projets au titre du Programme international pour le développement de la communication et d'autres programmes.

201. En ce qui concerne les ressources propres de l'UPU (budget de l'UPU et Fonds spécial UPU), il importerait:

- de maintenir en termes réels le niveau des moyens accordés par le Congrès de Rio de Janeiro au titre du budget de l'UPU (en supprimant les effets négatifs de l'inflation) sans préjudice des ressources supplémentaires nécessaires pour d'éventuelles initiatives nouvelles que le Congrès pourrait demander au Bureau international d'entreprendre;
- de lancer un nouvel appel aux Pays-membres de l'Union en vue d'accroître les contributions volontaires au Fonds spécial UPU, de façon que celles-ci représentent un pourcentage significatif de leur contribution aux dépenses de l'Union ou du budget de leur Administration postale.

2. Les moyens humains

202. Outre les experts et consultants au titre des projets PNUD qui comportent des missions dont le nombre et la durée dépendent de l'aide obtenue de cet organisme, les moyens humains dont dispose l'UPU sont actuellement les fonctionnaires permanents du siège et les consultants engagés au titre de l'UPU pour les missions de courte durée.

203. A ces moyens humains s'ajoutent les experts et consultants recrutés au titre d'autres sources de financement (assistance technique à titre onéreux, fournitures d'experts associés, missions financées par la Banque mondiale ou d'autres programmes d'assistance, etc.), ainsi que les fonctionnaires que certaines Administrations peuvent mettre gracieusement à la disposition du Bureau international pour la réalisation de certains projets de courte durée (en particulier pour les cycles d'étude).

204. La présence accrue de l'UPU sur le terrain pourrait être mieux assurée par l'affectation dans les régions en développement de conseillers régionaux pour:

- effectuer des missions opérationnelles et des missions de suivi;
- maintenir un contact technique avec les fonctionnaires locaux; et
- mener ou aider à mener des actions d'information publique.

205. Bien entendu, pour cette forme de présence sur place, il conviendrait de rechercher une solution économique tenant compte des autres formes d'intervention sur place de l'UPU.

206. Il faut cependant prévoir que, malgré la prudence dont devra faire preuve l'UPU à cet égard, la présence accrue sur place entraînerait des dépenses supplémentaires, qui pourraient être limitées, par suite:

- de l'application de conditions de rémunération moins onéreuses que celles du PNUD;
- de la prise en charge par le pays d'accueil de certaines dépenses locales;
- d'économies que rendrait possibles, au titre du personnel chargé au siège des questions d'assistance technique, le recours à des conseillers régionaux.

Partie IV

Conclusions

207. De l'ensemble du document, il ressort que les éléments ci-après seraient à examiner dans la perspective générale de l'assistance technique de l'UPU:

- a) les grandes orientations concernant notamment les pays bénéficiaires ainsi que les priorités et le programme d'action, en particulier les cinq domaines prioritaires au niveau mondial:
 - rationalisation de la gestion;
 - amélioration du relevage, de l'acheminement et de la distribution du courrier;
 - formation et spécialisation des cadres moyens et supérieurs;
 - instauration généralisée des services financiers postaux;
 - développement des activités d'information publique;
- b) les principes d'action à appliquer en vue d'accroître l'efficacité des activités d'assistance technique;
- c) mesures à prendre pour augmenter les ressources destinées au financement des activités d'assistance technique.

208. Ces éléments font l'objet des deux projets de résolutions (propositions 015 et 016) que le Congrès est prié d'examiner et d'adopter, s'il se rallie aux idées proposées dans ces projets.

Berne, le 8 mars 1984

Au nom du Conseil exécutif:
Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

Mécanisme de l'assistance technique de l'UPU

a) Introduction

1. La coopération technique vise l'amélioration de la situation des pays en développement grâce à une véritable collaboration de toutes les parties intéressées: organisations et pays fournisseurs de l'assistance technique, pays bénéficiaires de l'aide et organisations chargées de l'exécution des projets d'assistance technique.
2. L'assistance technique est fonction de l'initiative prise par les pays qui en ont besoin, de la volonté qu'ils ont de se développer et de l'effort moral et matériel qu'ils déploient eux-mêmes à cet effet. C'est là la seule base solide pour qu'une aide aboutisse à des résultats satisfaisants.

b) Formes d'assistance technique de l'UPU

3. Les Pays-membres de l'UPU peuvent obtenir une assistance technique au titre de plusieurs formes de coopération technique dont les principales sont:
 - le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD);
 - les ressources propres de l'UPU qui sont actuellement
 - le budget ordinaire de l'UPU, et
 - le Fonds spécial UPU (FS/UPU);
 - les programmes d'assistance technique bilatérale.
4. Pour l'UPU, le PNUD demeure toujours la source principale de financement de son programme d'assistance technique. Les ressources propres de l'UPU sont destinées à compléter des besoins non satisfaits au titre du PNUD.
5. Les éléments principaux dispensés au titre de la coopération technique de l'UPU sont les services d'experts ou de consultants, les bourses de formation et le matériel (en principe matériel de démonstration ou de formation). Les missions de consultants UPU sont limitées à celles de courte durée (deux ou trois mois au maximum). En raison de la modicité de ses ressources, le FS/UPU est destiné principalement à l'allocation de bourses de formation et de matériel d'enseignement.

c) PNUD

6. L'UPU, en tant qu'institution spécialisée pour le domaine de la poste, est l'organisation chargée de l'exécution des projets postaux au titre du PNUD.
7. Le PNUD, qui est placé sous la surveillance de l'Assemblée générale des Nations Unies et du Conseil économique et social (ECOSOC), se compose de trois organes: a) le Conseil d'administration composé de 48 pays; b) le Secrétariat placé sous l'autorité d'un Administrateur; c) les services locaux des Représentants Résidents qui sont les représentants de l'Administrateur du PNUD affectés, en principe, dans chacun des pays en développement.
8. Vu que la plus grande partie des projets financés par le PNUD est exécutée par les institutions spécialisées et d'autres organisations des Nations Unies, celles-ci sont appelées à contribuer à la formulation de la politique du PNUD. Cela se fait au sein des réunions consultatives interorganisations qui regroupent les représentants des organisations sous la présidence de l'Administrateur adjoint du PNUD.

9. Les ressources de financement des activités d'assistance technique du PNUD sont constituées par des contributions volontaires des Pays-membres des Nations Unies. Elles sont réparties tous les cinq ans (cycle de programmation), au titre du chiffre indicatif de planification (CIP), entre les pays en développement pour leurs programmes nationaux, d'une part (environ 81% du montant total), et sont utilisées, d'autre part, pour les programmes régionaux, interrégionaux et globaux (environ 19% du montant total).

10. Le présent cycle de programmation couvre la période du 1er janvier 1982 au 31 décembre 1986. Le montant total du CIP prévu pour cette période de cinq années s'élève à 4862 millions de dollars EU. Le déclin des contributions volontaires que connaît le PNUD depuis 1981 a amené ce dernier à limiter le niveau des dépenses pour la période considérée à 55% du CIP, à savoir 2674 millions de dollars EU. Sur la base de ce chiffre réduit, le budget autorisé pour l'année 1983 est de 668 millions de dollars EU et celui pour l'année 1984 de 655 millions de dollars EU.

11. Il convient de noter que pour l'utilisation des ressources disponibles, le PNUD accorde une priorité de plus en plus marquée aux pays défavorisés (pays les moins avancés (PMA), pays en développement sans littoral ou insulaires, pays les plus gravement touchés par la crise économique ou des catastrophes naturelles).

12. L'utilisation du CIP est décidée par le gouvernement du pays bénéficiaire qui établit à cet effet, en collaboration avec le Représentant Résident, le programme national à soumettre à l'approbation du Conseil d'administration du PNUD. Le programme national est mis au point par l'organe coordonnateur national (le plus souvent le Ministère de la planification) sur la base des objectifs et des priorités choisis par le gouvernement pour le développement national.

13. A ce stade, les Administrations postales sont donc appelées à contribuer efficacement à l'établissement de ce programme et à faire inclure dans les domaines prioritaires les besoins pour le développement du service postal, qui joue un rôle indispensable dans le développement économique et social du pays. De son côté, l'UPU est prête à fournir son concours à cet effet.

14. Après l'approbation des programmes, les éléments qui y figurent servent de base à l'élaboration (par les gouvernements), en collaboration avec les Représentants Résidents et les institutions spécialisées, de projets individuels; tous les projets doivent faire l'objet d'une approbation qui lie à la fois le gouvernement, le PNUD et l'agence d'exécution. Afin de donner une certaine souplesse au système, il est prévu des révisions périodiques des programmes à l'occasion desquelles il est possible de modifier ou d'annuler certains projets ou d'en inclure d'autres dans le programme.

15. Les Administrations postales ont donc la possibilité d'obtenir des projets postaux, même si les besoins dans le domaine postal ne figurent pas dans le programme national, à condition qu'elles puissent convaincre les autorités nationales compétentes de la nécessité d'une assistance au titre du PNUD, pour le développement de leurs services postaux. L'UPU fournit son concours aux Administrations postales pour l'élaboration des projets postaux lorsqu'elle dispose de renseignements suffisants sur la situation de leurs services postaux.

16. En ce qui concerne les activités à entreprendre sur une base multinationale, à la suite d'une nouvelle orientation adoptée en 1977 par l'Assemblée générale des Nations Unies en vue de la restructuration des secteurs économique et social du système des Nations Unies, le rôle des Commissions économiques régionales a été renforcé pour qu'elles puissent participer plus activement aux activités opérationnelles de développement dans leurs régions respectives. En outre, il a été préconisé d'encourager la participation collective des pays de chaque région à l'identification et à l'initiation des projets régionaux ainsi qu'à la détermination des priorités pour les programmes régionaux. Dans ce contexte, le PNUD consulte d'abord les gouvernements et les organismes régionaux intéressés (notamment les Commissions économiques régionales) pour identifier des priorités régionales de développement avant d'élaborer en collaboration avec les organisations internationales des programmes régionaux qui répondent à ces priorités. Les programmes régionaux ainsi établis, de même que les projets régionaux qui en découlent, font l'objet d'une approbation formelle analogue à celle des programmes et projets nationaux. Par conséquent, en vue de faire inclure l'assistance technique aux services postaux dans les programmes régionaux, une intervention plus active des Administrations postales auprès de leurs autorités nationales compétentes est devenue aussi bien nécessaire que pour les programmes nationaux.

17. L'UPU, en tant qu'organisation chargée de l'exécution des projets postaux relevant du PNUD, intervient dans les relations entre cet organisme et les pays et groupes de pays et fournit au PNUD tout l'appui nécessaire sur le plan technique et administratif. A cet effet, elle reçoit du PNUD, comme toutes les autres agences d'exécution, une contribution à ses frais administratifs. Il s'agit du remboursement des "frais généraux" (ou "dépenses d'appui") qui consiste en 13% du coût total annuel des projets exécutés par une organisation. En outre, le PNUD accorde à l'UPU, selon le nouveau système de remboursement de ces frais, appliqué depuis 1982, une allocation supplémentaire dite "de souplesse" en faveur des petites organisations dont le coût total des projets PNUD ne dépasse pas 15 millions de dollars EU par an. Pour l'UPU, dont le montant annuel des projets PNUD est inférieur à 5 millions de dollars EU, la somme de ces deux éléments (les 13% et souplesse) peut atteindre 22% des dépenses des projets exécutés.

d) Ressources propres de l'UPU (budget de l'UPU et FS/UPU)

18. Le Congrès de Rio de Janeiro a autorisé l'utilisation plus souple des crédits budgétaires relatifs aux missions de consultants UPU de façon qu'ils puissent financer des bourses et du matériel liés en principe aux missions de consultants. En outre, le même Congrès a décidé d'augmenter de 50% lesdits crédits. S'agissant des missions de consultants, il y a lieu de relever les contributions financières importantes accordées par les Administrations postales qui fournissent des consultants en continuant à payer le salaire de ceux-ci pendant la durée des missions.

19. Le Bureau international administre également, sous la direction du Conseil exécutif, le Fonds spécial UPU alimenté par des contributions volontaires et dont les ressources sont utilisées notamment pour l'attribution de bourses de formation pédagogique et de bourses de spécialisation ainsi que pour la fourniture de matériel d'enseignement. Le Fonds spécial UPU comporte également une section "contributions en nature" pour lesquelles l'UPU se borne à mettre en relation les pays donateurs et les pays requérants.

20. Depuis 1981, les deux sources de financement sont utilisées pour financer le programme d'assistance technique au titre des ressources propres de l'UPU qui complète l'insuffisance de l'aide du PNUD. Compte tenu des orientations du Congrès de Rio de Janeiro, le programme se fonde sur quatre idées:

- incorporation de projets intégrés (projets comportant plusieurs éléments: consultants, bourses, matériel);
- priorité aux pays les plus défavorisés;
- choix de secteurs prioritaires par an et par région en vue de mieux couvrir tous les secteurs prioritaires déterminés par le Congrès;
- appui aux activités régionales en cours d'exécution.

21. En vue de permettre à l'UPU d'élaborer le programme d'assistance technique au titre des ressources propres de l'UPU, les Administrations postales qui ont besoin de l'aide sont invitées à le faire connaître au Bureau international en répondant à une lettre-circulaire diffusée chaque année en automne. Le programme est soumis au Conseil exécutif à sa session annuelle.

e) Autres formes d'assistance technique

22. En dehors de l'assistance fournie directement d'un pays à l'autre (aide bilatérale), il existe encore d'autres formes d'assistance technique s'opérant par l'intermédiaire de l'UPU. Il s'agit de:

- l'assistance technique au titre de fonds déposés à l'UPU (fonds en dépôt);
 - par des pays bénéficiaires (assistance technique à titre onéreux [ATO]);
 - par des pays fournisseurs d'experts associés;
 - par la Banque mondiale et d'autres organisations internationales;
- l'assistance fournie par certains pays par l'intermédiaire de l'UPU en vue notamment de financer des projets urgents et non retenus par le PNUD ou par les ressources propres de l'UPU (assistance technique multi-bilatérale);
- l'assistance offerte par certains pays pour laquelle l'UPU se borne à mettre en relation les pays donateurs et les pays bénéficiaires (assistance technique en nature [ATN]).

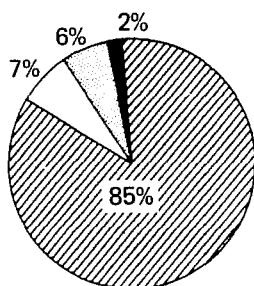
f) Conclusions

23. En conclusion, il faut souligner le rôle indispensable que jouent les pays bénéficiaires des projets d'assistance technique. Ils sont appelés non seulement à estimer les besoins et à déterminer les priorités, mais aussi à mettre à disposition du personnel national appelé à coopérer avec le personnel international, à utiliser de façon optimale leurs fonctionnaires formés par l'octroi de bourses et à tirer un maximum de profit de l'aide obtenue en vue d'atteindre l'autonomie technique sur le plan national. La coopération technique entre pays en développement (CTPD) ouvre une nouvelle voie aux différents groupes de pays en développement en vue de leur permettre d'atteindre l'autosuffisance collective grâce à une aide mutuelle.

Bilan des activités d'assistance technique de l'UPU (graphiques)

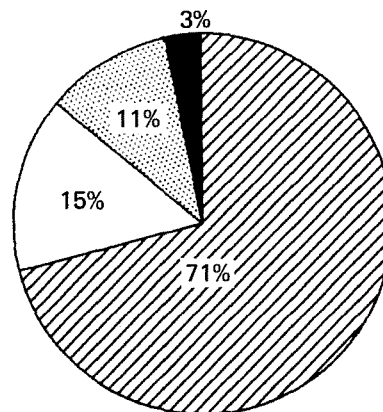
a) Coût total

1974-1978



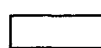



9 914 000 \$ EU

1979-1983

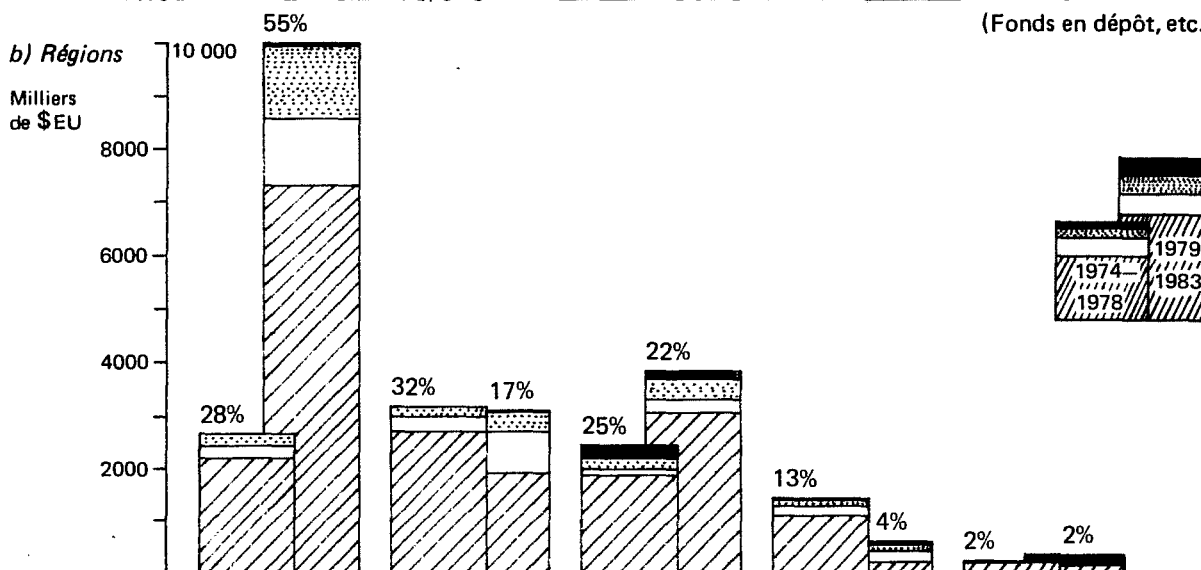


18 161 000 \$ EU

 PNUD
  FS/UPU
  BUDGET UPU
  DIVERS
 (Fonds en dépôt, etc.)

b) Régions

Milliers de \$ EU



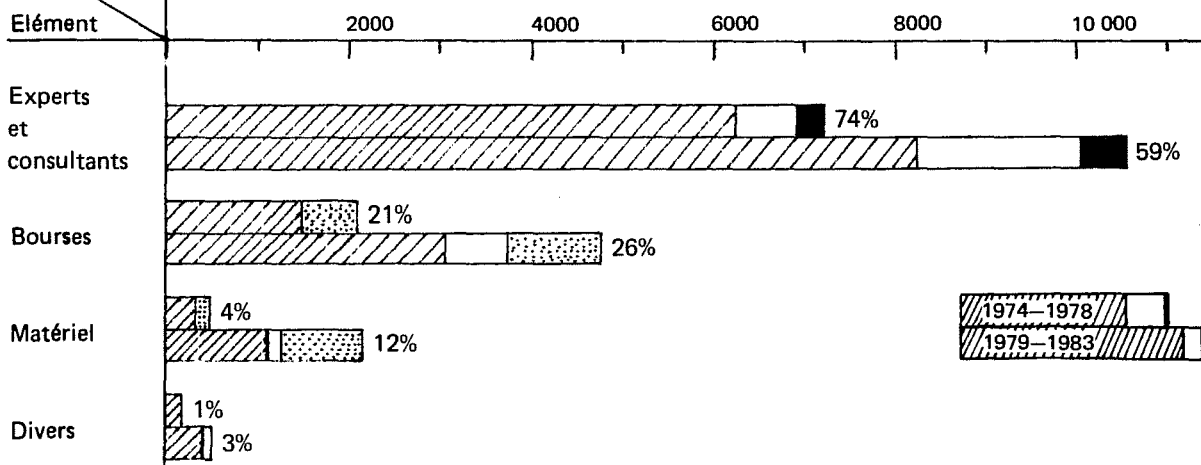
Coût

Région

c) Eléments

Coût

Milliers de \$ EU



1594

Répartition de l'assistance technique de l'UPU par pays et région bénéficiaire

Tableau 1

Pays ou région bénéficiaire	PNUD						FS/UPU en espèces ¹				Budget de l'UPU			
	1974-1978			1979-1983			1974-1978		1979-1983		1974-1978		1979-1983	
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Spécialistes et consultants	Consultants	Bourses	Matériel
Afrique														
Angola	4	2	M	7	1	M			2		1	3		
Bénin					3		4		9		3	6	5	
Botswana		5			1		5		2		4	1	5	M
Burundi		3		7	34		2		3		2	2	4	
Cameroun	4						1				1	2	1	
Cap-Vert				7	1		1		1		1	2	3	
Centrafrique		3		3	8	M	5		5		2	3	6	
Comores							2		4		1	3	6	M
Congo (Rép. pop.)		3			22		2		5		2	3	3	
Côte d'Ivoire (Rép.)		11		5	22		2		2		2	7		
Ethiopie	2	14	M		17		4	M	6		1	9	5	M
Gabon					1		2		4		3	3		
Gambie		2					1		5		3	3	5	M
Ghana		2					1		6		2	1	3	
Guinée	1	10	M	4	14	M	1		6		1	4	4	M
Guinée-Bissau	2	9	M				1		3			1	1	M
Guinée équatoriale				5	12	M					1	2		
Haute-Volta		5		1	3		3	M	8		1	3	7	M
Kenya		3					1		4		1	3	2	
Lesotho		5					3		5		3	2	6	
Libéria	4	3	M	2	39	M	1	M	4		3	2		
Madagascar		1			9		3		2		1	3	5	
Malawi		12			9				1			2	4	M
Mali	1	3			1		3		9		2	5	5	M
Maurice					2	M	1		1				2	
Mauritanie							5		4		4	2	3	
Mozambique							1		7			4	3	M
Namibie							1				1			
Niger		4		7	35	M	5	M	5		1	1	2	
Nigéria	11	9	M	18	32	M		M				2	1	
Ouganda		5			1		1		4		1	2	3	
Rwanda		3		2	9	M	3		4		2	4		

¹ Y compris les contributions spéciales ou affectées.

Pays ou région bénéficiaire	PNUD						FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU			
	1974-1978			1979-1983			1974-1978		1979-1983		1974-1978		1979-1983	
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Spécialistes et consultants	Consultants	Bourses	Matériel
Sao Tomé-et-Principe		1			6	M	1		2		1	2	3	
Sénégal		4			9		4		4		2	4	2	
Seychelles	1			2	4						1		3	
Sierra Leone		2					1	M	1		2	4	6	
Somalie		4					3		5		3		7	
Swaziland		5					3		1		3	3	3	
Tanzanie (Rép. unie)		4			2		1		5		1	5	8	
Tchad		4			5		5		7		2		2	
Togo		2			2		5		8			3	5	
Zaïre									4		1	2	3	
Zambie	2	3			2		3		5		3	3	6	
Zimbabwe					2				2				3	
Projets régionaux	33		M	58	26	M		M		M	8	7		
Sous-total	65	146		128	334		91		166		77	124	146	
Amérique														
Anguilla									1					
Antigua-et-Barbuda		6							1			4	3	M
Argentine		2					2		1			1		
Bahamas		8							1				1	
Barbade	3	10					2			M		1	1	
Belize		11							1		1			
Bolivie		4					2		3		3	9	5	
Brésil	19	14	M				1							
Cayman		5		2					1			1		
Chili		4					1		2	M	1	2	5	
Colombie	3	3	M				3		1		2	2	4	
Costa-Rica		3					2		4		2	4	6	
Cuba		1					2		1				6	
Dominicaine (Rép.)		4					1		1				2	
Dominique		7			1				2			3	4	M
El Salvador	2	8	M				2		3	M	4	2	5	
Equateur		3					3				2	5	2	
Grenade		5							1			3	3	M
Guatemala	3	8	M				1		3	M	3	3	5	
Guyane		12							1		1		2	
Haïti	2	15	M	5	1	M	2		5	M	2	4	2	M
Honduras (Rép.)		8		4			2		2		5	6	2	

Pays ou région bénéficiaire	PNUD						FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU			
	1974-1978			1979-1983			1974-1978		1979-1983		1974-1978		1979-1983	
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Spécialistes et consultants	Consultants	Bourses	Matériel
Jamaïque		5							1			5	1	
Mexique		7					3				2	4	2	
Montserrat		6							1	M		2	3	M
Nicaragua	2	13	M				1		18	M	3	8	4	M
Panama (Rép.)		7					1		1		1	2	6	
Paraguay		4							2		3	4	3	
Pérou		3					1		1		2	5	2	
Saint-Christophe-et-Nevis		7							1			1	3	
Sainte-Lucie		7							2			3	1	M
Saint-Vincent-et-Grenadines		5							1			4	2	M
Suriname				7	6	M					1			
Trinité-et-Tobago	3	4							1		1		1	
Turques et Caïques		6							1				1	
Uruguay	6	3	M				2		2		1	3	2	
Vénézuéla	22	3					1		2			4	3	
Vierges (Îles)		2							1				2	
Projets régionaux	26		M	41	165			M	1		4	4		
Sous-total	91	223		59	173		35		71		44	99	94	
Asie et Pacifique														
Afghanistan	6	8	M	1			9		3		1			
Bangladesh		14		1	2	M	4		8		1	3	1	
Bhoutan	1	27	M	2	20		5	M	2				2	
Birmanie	1		M	4	2	M	1		2					
Brunei									1					
Chine (Rép. pop.)					6							2		M
Corée (Rép.)		3					4	M						
Fidji		1			1				2					
Îles Salomon									3		1			
Inde							1		6			1	1	
Indonésie	6	16	M		4		1		5		2	2		
Iran	8		M		1									
Kampuchea dém.							3							
Kiribati					1				1					
Lao (Rép. dém. pop.)		2		3	12	M	3		2		1			
Malaisie				2	2	M			3			2		
Maldives		1					2		2				1	
Mongolie (Rép. pop.)										M	1			

Pays ou région bénéficiaire	PNUD						FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU			
	1974-1978			1979-1983			1974-1978		1979-1983		1974-1978		1979-1983	
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Spécialistes et consultants	Consultants	Bourses	Matériel
Nauru														2
Népal	3	10					4		4		1	3		1
Pakistan		5			1			M			1			
Papouasie — Nouvelle-Guinée		4							4			1		1
Philippines		1				M	6		7		1	1		
Rép. pop. dém. de Corée										M				
Samoa occidental				1			1							
Singapour							1					2		
Sri Lanka							3	M	4		1	4		
Thaïlande		2					3		3		3	7		
Tonga									3			2		
Tuvalu					1									
Vanuatu									2					
Viet Nam	4	7	M						2		1			
Projets régionaux	30		M	43	321	M					3	1		
Sous-total	59	101		57	375		51		69		18	32	9	
Europe														
Bulgarie (Rép. pop.)		1												
Chypre			M				3		1		2		1	
Grèce	3	12			12						1			
Pologne (Rép. pop.)		3												
Portugal		4			8						1			
Suisse (BI)												4		
Tchécoslovaquie		2												
Turquie	3		M	3	2							1		
URSS												1		
Sous-total	6	22		3	22		3		1		4	6	1	
Pays arabes														
Algérie	2	2			1		2		1		1		2	
Arabie saoudite		1									1			
Bahrain		1					1							
Djibouti									1			1	2	
Egypte				5	10	M	1	M	3		4	2	4	

Pays ou région bénéficiaire	PNUD						FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU			
	1974—1978			1979—1983			1974—1978		1979—1983		1974—1978		1979—1983	
	Experts	Bourses	Matériel	Experts	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Bourses	Matériel	Spécialistes et consultants	Consultants	Bourses	Matériel
Emirats arabes unis		2									1	2		
Iraq	3	6					2				1			
Jamahiriya libyenne		2					1							
Jordanie	1	14	M	4	9	M	3		4	M	4	2	2	
Kuwait	1						1				1			
Liban					3		4	M	5		1			
Maroc		14					3		4		2	4		
Oman	3	4					1				1	1		
Qatar		1		1							1	2		
Soudan	5	18	M				3		2		3	1	1	M
Syrienne (Rép. arabe)		4					3		2		3	1		M
Tunisie		1					1	M				3		
Yémen (Rép. arabe)		1					1		1		2	3	2	M
Yémen (Rép. dém. pop.)	2	5	M				6	M	5	M	2	3	2	M
Projets régionaux	14		M					M			3			
Sous-total	31	76		10	23		33		27		31	24	14	
Projets interrégionaux				8										
Total général	252	568		365	927		213		334		174	285	264	

Contributions à l'assistance technique de l'UPU par pays et région fournisseur

Tableau 2

Pays ou région fournisseur	PNUD				FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU		
	1974-1978		1979-1983		1974-1978		1979-1983		1974-1978	1979-1983	
	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services de consultants	Fourniture de services de consultants	Boursiers individuels accueillis
Afrique											
Angola				2				7			1
Bénin	2		5								
Botswana											3
Cameroun				1							
Cap-Vert				1				4			
Congo (Rép. pop.)			1	3				3	1		
Côte d'Ivoire (Rép.)		7		50	3 449	12		43	1	1	1
Ethiopie										1	
Gabon				5			25 875				
Ghana			3								
Haute-Volta	1			2	4 751		3 000				
Kenya		4	2	16		1		15		1	
Libéria					1 250			4			5
Madagascar			5		14 544		11 970			1	
Malawi								9			
Mali										1	
Mauritanie					2		1 810				
Niger				3	1 030						
Nigéria			1	6	19 678		14 802	5			
Sénégal			5	6	21 915		7 860	3		2	
Somalie					2		1 810				
Swaziland				1							
Togo		2	1	13				9	1		4
Zambie						1					
Sous-total	3	13	23	109	66 617	14	67 127	102	3	7	14
Amérique											
Amérique (Etats-Unis)	7	12	2	4		2			1		
Argentine	16	3	4		52 200		78 600		1	8	
Barbade	1		3		7 600		5 419				
Bolivie							2 340				

Pays ou région fournisseur	PNUD				FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU		
	1974-1978		1979-1983		1974-1978		1979-1983		1974-1978	1979-1983	
	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services de consultants	Fourniture de services de consultants	Boursiers individuels accueillis
Brésil			6	2						4	1
Canada		7	4	3		1					
Chili	2									2	
Columbia	3		2		31 000		4 000		2	3	
Costa-Rica		30									
Cuba	2		3							1	
Equateur					667						
Grenade		1									
Guadeloupe (France)		1									
Guyane			1							4	
Haïti								1			
Jamaïque	1		1		2 838		995			1	
Martinique (France)		1									
Mexique		2								1	
Nicaragua								1			
Pérou	1		5						2	2	
Sainte-Lucie		1								6	
Trinité-et-Tobago			1								
Vénézuéla					19 003		103 260			1	
Sous-total	33	58	32	9	113 308	3	194 614	2	6	33	1
Asie et Pacifique											
Australie	9	9	5	3		2		1	3	7	
Bangladesh	2		6								
Chine (Rép. pop.)								4			
Corée (Rép.)							16 991			1	
Inde	25	4	33	2		7		1	14	27	
Indonésie			1		18 788		18 319				
Japon	9	3		1	62 335	3	65 000	1	5		
Nouvelle-Zélande		8									
Pakistan	10		11		10 000		10 000			5	
Philippines			1								
Sri Lanka			2								
Thaïlande		11		20	15 660	13	24 709	6			5
Sous-total	55	35	59	26	106 783	25	135 019	13	22	40	5

Pays ou région fournisseur	PNUD				FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU		
	1974-1978		1979-1983		1974-1978		1979-1983		1974-1978	1979-1983	
	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services de consultants	Fourniture de services de consultants	Boursiers individuels accueillis
Europe											
Allemagne, Rép. féd. d'	16	31	8	16		5		2	5	7	
Autriche						1	20 000	1			
Belgique	12	25	4			1		2	4	2	
Chypre					2 661		4 250				
Danemark								1	1		
Espagne	6	2	6	11	41 230	5	51 568	4	4	1	3
Finlande				2				2	1	1	
France	55	75	68	94	180 000	28	180 000	11	32	77	15
Grande-Bretagne	35	87	26	35		25		29	10	14	3
Hongrie (Rép. pop.)				2				1			
Irlande	8	4	7	1		2	25 880		2	4	
Italie		1						1			1
Malte					1 537		2 434				
Norvège		2						1	1	2	
Pays-Bas	3	16	8	8	204 666	4	240 186	2	2	3	3
Portugal	4		7							1	
Rép. dém. allemande	1		2	18				5	1	4	1
Suède	3	1	2	1				1	1	4	
Suisse	4	19	4	7		2	130 000	1	2		1
Tchécoslovaquie				3							
Turquie					13 342					1	
URSS		1							1		
Yougoslavie					20 000		50 000			1	1
Sous-total	147	264	142	198	463 436	73	704 318	64	67	122	28
Pays arabes											
Algérie					2 042 ²		20 193				
Arabie saoudite					4 345 ²		29 504				
Bahrain					2		2 715				
Egypte	12	1		2	2	1	8 574		1	2	
Émirats arabes unis					2		62 443 ¹				
Iraq					14 936 ²		21 505				
Jamahiriya libyenne					2 199 ²		31 412				
Jordanie					3 899 ²		2 715	1			
Kuwait					7 282 ²		49 803				

Pays ou région fournisseur	PNUD				FS/UPU en espèces				Budget de l'UPU		
	1974-1978		1979-1983		1974-1978		1979-1983		1974-1978	1979-1983	
	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services d'experts	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Montant des contributions Sfr	Boursiers individuels accueillis	Fourniture de services de consultants	Fourniture de services de consultants	Boursiers individuels accueillis
Liban					²		1 810 ¹				
Maroc			3	2	7 225		19 719	1	4	4	
Oman							2 715				
Qatar					26 400		82 867				
Soudan						2	4 071				
Syrienne (Rép. arabe)	3				²		4 071 ¹	8			
Tunisie				1	2 382 ²		4 071 ¹		1	2	
Yémen (Rép. arabe)					²		3 022				
Yémen (Rép. dém. pop.)					734 ²		2 715				
UPA					141 081		11 235				
Sous-total	12	4	3	5	212 525	3	365 160	10	6	8	
Total	250	374	259	347	962 669	118	1 466 238	191	104	210	48
Allemagne, Rép. féd. d'					261 669 ³		63 000 ³				
Belgique					1 269 024 ⁴		1 397 273 ⁴				
Grande-Bretagne							432 455 ⁵				
Suisse					22 000 ^{4, 5}		8 767 ⁴				
Don particulier					335						
Sous-total					1 553 028		1 901 495				
Total général	250	374	259	347	2 515 697	118	3 367 733	191	104	210	48

¹ Contribution pour 1979 comprise dans celle de l'UPA.

² Contribution comprise dans celle de l'UPA, éventuellement en plus de celle versée directement au Bureau international.

³ Contributions affectées à des projets déterminés.

⁴ Contribution spéciale.

⁵ Contribution en nature.

Autres programmes de la coopération technique

A Assistance technique à titre onéreux: Arabie saoudite.

B Fourniture d'experts associés: Allemagne, Rép. féd. d', Japon.

C Assistance multilatérale: Allemagne, Rép. féd. d'.

D Missions de consultants au titre du Programme international pour le développement de la communication: UNESCO.

E Missions de consultants financées par la Banque mondiale.

**Cours de formation, cycles d'étude et réunions techniques multinationaux
organisés dans le cadre de l'UPU ou avec son concours (1979–1983)**
Tableau 3

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
A. Cours de formation réguliers¹							
Gloucester (Grande-Bretagne)	1979–81, 83	Formation pédagogique	PNUD, FS/UPU et assistance bilatérale	32	6	8	—
Evry (France)	1979, 81, 83	Formation pédagogique	PNUD, FS/UPU, Budget UPU et assistance bilatérale	32	11	4	3
Sous-total				64	17	12	3
B. Cours de formation spéciaux							
Castries (Sainte-Lucie)	2 juillet au 10 août 1979	Cours d'agents d'exécution	PNUD	16	10	—	—
Kingston (Jamaïque)	16 juillet au 7 septembre 1979	Gestion postale à niveau supérieur	PNUD	7	3	—	—
New Delhi (Inde)	23 juillet au 14 septembre 1979	Organisation et planification postales	PNUD	10	10	—	—
Suva (Fidji)	30 juillet au 24 août 1979	Cours d'agents d'exécution	PNUD	13	7	—	—
Buenos Aires (Argentine)	20 août au 5 octobre 1979	Organisation du service des colis postaux	PNUD	27	10	—	—
Apia (Samoa occidentale)	3 au 28 septembre 1979	Cours d'agents d'exécution	PNUD	8	7	—	—
San José (Costa-Rica)	3 septembre au 2 octobre 1979	Recyclage pédagogique d'instructeurs postaux	Allemagne, Rép. féd. d' (FS/UPU)	15	—	13	—
Castries (Sainte-Lucie)	10 septembre au 30 novembre 1979	Cours de superviseurs	PNUD	10	9	—	—
Buenos Aires (Argentine)	15 octobre au 29 novembre 1979	Acheminements et principes de codification postale	PNUD	23	10	—	—
New Delhi (Inde)	12 novembre au 22 décembre 1979	Gestion et exploitation	PNUD	11	11	—	—
Manille (Philippines)	7 janvier au 6 février 1980	Formation d'instructeurs	PNUD	19	11	—	—
Lagos (Nigéria)	28 janvier au 1er février 1980	Séminaires contrôleurs postaux	PNUD	20	20	—	—

¹ A l'exception des cours réguliers organisés dans le cadre des projets régionaux du PNUD ou dans les centres régionaux de formation.

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
Bandung (Indonésie)	31 mars au 30 avril 1980	Statistiques, planification et développement	PNUD	19	18	—	—
New Delhi (Inde)	9 avril au 17 mai 1980	Gestion et organisation des services d'exploitation	PNUD	14	14	—	—
St. John's (Antigua)	15 avril au 30 mai 1980	Cours d'agents d'exécution	PNUD	18	15	—	—
Kingston (Jamaïque)	17 juin au 16 septembre 1980	Cours de superviseurs	PNUD	14	9	—	—
Bangkok (Thaïlande)	7 juillet au 6 août 1980	Acheminement et distribution du courrier	PNUD	19	11	—	—
Buenos Aires (Argentine)	20 août au 3 octobre 1980	Droits de tirage spéciaux	PNUD	25	9	—	—
Nairobi (Kenya)	1er septembre au 28 novembre 1980	Formation d'instructeurs postaux	PNUD et FS/UPU	13	3	5	—
Lomé (Togo)	8 septembre au 7 novembre 1980	Acheminement postal	PNUD et FS/UPU	26	7	5	—
Mindelo (Cap-Vert)	10 septembre au 9 décembre 1980	Formation d'instructeurs postaux	PNUD et FS/UPU	9	1	4	—
Kingston (Jamaïque)	16 septembre au 15 novembre 1980	Gestion postale de niveau supérieur	PNUD	14	8	—	—
Luanda (Angola)	22 septembre au 15 novembre 1980	Acheminement et distribution postaux	PNUD et FS/UPU	18	2	3	—
Lagos (Nigéria)	10 octobre au 9 décembre 1980	Acheminement postal	PNUD et FS/UPU	23	6	5	—
Buenos Aires (Argentine)	15 octobre au 28 novembre 1980	Organisation du service des colis postaux	PNUD	24	10	—	—
New Delhi (Inde)	3 au 29 novembre 1980	Formation d'instructeurs postaux	PNUD	8	8	—	—
Kuala Lumpur (Malaisie)	3 novembre au 3 décembre 1980	Gestion économique et rationnelle des services postaux	PNUD	20	20	—	—
New Delhi (Inde)	2 au 28 février 1981	Techniques d'enseignement	PNUD	12	12	—	—
Singapour	2 février au 4 mars 1981	Services d'articles d'argent	PNUD	20	20	—	—
New Delhi (Inde)	23 mars au 25 avril 1981	Gestion et organisation des services d'exploitation	PNUD	13	13	—	—
Suva (Fidji)	4 au 29 mai 1981	Cours pour cadres subalternes	PNUD	15	10	—	—

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
Abidjan (Côte d'Ivoire)	4 mai au 31 juillet 1981	Formation d'instructeurs	PNUD et FS/UPU	20	8	5	—
Manille (Philippines)	25 mai au 18 juillet 1981	Organisation et planification postales	PNUD	14	14	—	—
Port-au-Prince (Haïti)	29 juin au 31 juillet 1981	Formation postale	FS/UPU	25	—	5	—
Castries (Sainte-Lucie)	29 juin au 7 août 1981	Cours d'agents d'exécution	Budget UPU	13	—	—	10
Managua (Nicaragua)	6 au 25 juillet 1981	Réorganisation des services postaux	FS/UPU	17	—	17	—
Suva (Fidji)	10 août au 4 septembre 1981	Cours pour cadres subalternes	PNUD	8	8	—	—
Buenos Aires (Argentine)	20 août au 5 octobre 1981	Centres de traitement du courrier	PNUD	30	9	—	—
New Delhi (Inde), Thaïlande, Malaisie, Australie	15 septembre 1981 au 14 février 1982	Formation de consultants-spécialistes pour la CTPD en acheminement	PNUD	6	6	—	—
New Delhi (Inde), Bangladesh, Sri Lanka, Australie	15 septembre 1981 au 14 février 1982	Formation de consultants-spécialistes pour la CTPD en colis postaux	PNUD	5	5	—	—
Dresde (Rép. dém. allemande)	17 septembre au 14 octobre 1981	Cours interrégional de formation d'instructeurs postaux	PNUD	12	12	—	—
Port Moresby (Papouasie — Nouvelle-Guinée)	5 octobre au 27 novembre 1981	Comptabilité du courrier international	PNUD	15	11	—	—
Buenos Aires (Argentine)	15 octobre au 27 novembre 1981	Spécialisation postale de niveau supérieur en organisation des services philatéliques	PNUD	21	10	—	—
Niamey (Niger)	1er février au 28 mars 1982	Mandats-poste internationaux	PNUD et Budget UPU	15	3	—	8
Nairobi (Kenya)	1er au 28 mars 1982	Mandats-poste internationaux	PNUD et Budget UPU	16	2	—	9
Dakar (Sénégal)	30 mai au 15 juillet 1982	Recyclage d'instructeurs postaux	PNUD, FS/UPU et Budget UPU	14	1	3	5
New Delhi (Inde), Chine (Rép. pop.), Japon, Thaïlande	28 juin au 16 octobre 1982	Formation de spécialistes-consultants pour la CTPD en statistiques d'exploitation	PNUD	6	6	—	—

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
New Delhi (Inde), Philippines, Japon, Thaïlande	28 juin au 16 octobre 1982	Formation de spécialistes-consultants pour la CTPD en gestion et planification postales	PNUD	6	6	—	—
Kingston (Jamaïque)	12 juillet au 10 septembre 1982	Cours de "Supervisors"	Budget UPU	15	—	—	10
San José (Costa-Rica), Vénézuéla, Brésil	16 août au 10 décembre 1982	Formation de spécialistes-consultants pour la CTPD en comptabilité postale internationale	Budget UPU et UP AE	6	—	—	6
Dakar (Sénégal)	20 septembre au 13 novembre 1982	Formation des planificateurs postaux	PNUD et FS/UPU	18	4	8	—
Ouagadougou (Haute-Volta)	7 février au 5 mars 1983	Statistiques postales	PNUD et Budget UPU	23	2	—	13
Suva (Fidji)	1er au 29 juillet 1983	Traitement du courrier	PNUD	10	10	—	—
Inde, Papouasie — Nouvelle-Guinée, Pakistan, Nouvelle-Zélande	16 août au 10 décembre 1983	Formation de spécialistes-consultants en tarification et comptabilité internationale et en services financiers postaux	PNUD	10	10	—	—
Panama (Rép.), Colombie	1er septembre au 30 novembre 1983	Formation de consultants-spécialistes en statistiques postales	Budget UPU	6	—	—	6
Dresde (Rép. dém. allemande)	4 septembre au 3 octobre 1983	Formation pédagogique	PNUD et FS/UPU (RDA)	14	5	4	—
Addis Abeba (Ethiopie)	15 septembre au 4 novembre 1983	Formation des planificateurs postaux	Budget UPU	15	—	—	7
Sous-total				863	436	77	74

C. Cycles d'étude

Chine (Rép. pop.)	16 avril au 6 mai 1979	Organisation et fonctionnement de la poste rurale en Chine	PNUD	15	15	—	—
Chine (Rép. pop.)	13 octobre au 2 novembre 1980	Poste rurale en Chine	PNUD et FS/UPU	18	13	4	—
Monrovia (Libéria)	11 au 22 mai 1981	Législation et réglementation postales	FS/UPU et Budget UPU	14	—	4	5

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
Lomé (Togo)	18 au 30 mai 1981	Législation et réglementation postales	PNUD, FS/UPU et Budget UPU	25	5	4	4
Toulouse (France)	18 mai au 14 juin 1981	Services d'enseignement postal	PNUD et Budget UPU	5	1	—	4
Luanda (Angola)	15 au 28 juillet 1981	Législation et réglementation postales	FS/UPU et Budget UPU	13	—	4	1
Ndola (Zambie)	19 avril au 8 mai 1982	Relations publiques et action commerciale	Budget UPU	15	—	—	11
Rabat (Maroc)	23 août au 11 septembre 1982	Comptabilité internationale, frais de transit et frais terminaux	PNUD et FS/UPU	20	2	10	—
Quito (Equateur)	11 au 23 octobre 1982	Gestion postale	FS/UPU	22	—	14	—
Le Caire (Egypte)	13 au 23 juin 1983	Planification des besoins en personnel et activités de formation postale	FS/UPU	7	—	7	—
Mbabane (Swaziland)	20 juin au 8 juillet 1983	Comptabilité internationale, frais de transit et frais terminaux	PNUD et Budget UPU	22	1	—	8
Libreville (Gabon)	4 au 23 juillet 1983	Relations publiques et action commerciale	PNUD et Budget UPU	18	5	—	7
Chine (Rép. pop.)	1er au 15 novembre 1983	Services postaux dans les villes de moyenne importance	PNUD	15	15	—	—
Sous-total				209	57	47	40

D. Réunions techniques

Lima (Pérou)	7 au 13 mai 1979	Réunion d'information et de perfectionnement	PNUD	14	12	—	—
Guatemala (Guatemala)	14 au 20 mai 1979	Réunion d'information et de perfectionnement	PNUD	15	10	—	—
San José (Costa-Rica)	17 au 22 mars 1980	Réunion d'information et de perfectionnement	PNUD	21	12	—	—
Lima (Pérou)	2 au 7 juin 1980	Réunions homologues	PNUD	21	16	—	—
Yaoundé (Cameroun)	21 au 26 septembre 1981	Acheminements postaux en Afrique	PNUD	59	18	—	—
Lima (Pérou)	28 septembre au 9 octobre 1981	Centres de tri et de transit	Budget UPU	24	—	—	14
Bogotá (Colombie)	2 au 14 novembre 1981	Gestion postale	Budget UPU	16	—	—	16

Lieu	Période	Thème	Source de financement	Nombre de participants	Nombre de bourses		
					PNUD	FS/UPU	Budget UPU
Gaborone (Botswana)	23 novembre au 6 décembre 1981	Organisation de centres de tri	Budget UPU	4	—	—	3
Khartoum (Soudan)	30 novembre au 11 décembre 1981	Organisation de centres de tri	Budget UPU	3	—	—	2
Addis Abeba (Ethiopie)	13 au 22 janvier 1982	Législation et réglementation postales	Budget UPU	18	—	—	7
Lomé (Togo)	26 janvier au 4 février 1982	Législation et réglementation postales	PNUD et Budget UPU	18	2	—	10
Saint-Vincent-et-Grenadines	2 au 5 février 1982	Réunion des Postmasters généraux	Budget UPU	14	—	—	8
Luanda (Angola)	10 au 19 février 1982	Législation et réglementation postales	Budget UPU	12	—	—	4
Conakry (Guinée)	5 au 16 juillet 1982	Organisation de centres de tri	Budget UPU	4	—	—	3
Barbade	30 mai au 4 juin 1983	Réunion des PMGs	FS/UPU	16	—	16	—
Paris (France)	20 juin au 8 juillet 1983	Colloque à l'intention des responsables de l'enseignement postal	PNUD et FS/UPU	20	3	8	—
Cochabamba (Bolivie)	14 au 26 novembre 1983	Acheminements intérieurs à l'Ecole postale de Sacaba	Budget UPU	16	—	—	16
Sous-total				295	73	24	83
Total				1431	583	160	200

**Assistance technique en nature 1979—1983 selon les informations
reçues par le Bureau international**

Tableau 4

Pays donateurs	1979	1980	1981	1982	1983
a) Fonds spécial UPU (contribution en nature)					
Chine (Rép. pop.)					15 bourses de séjour pour le cycle d'étude de novembre 1983
Finlande			Equipements postaux rénovés aux 7 pays (Bangladesh, Bhoutan, Comores, Ethiopie, Lesotho, Yémen (Rép. arabe) et Yémen (Rép. dém. pop.))		Equipements postaux rénovés aux 7 pays (Botswana, Ethiopie, Gambie, Haute-Volta, Maldives, Mali, Somalie)
Grande-Bretagne	4 bourses pour les cours en Grande-Bretagne (Birmanie, Inde, Sainte-Lucie, Syrienne (Rép. arabe))	4 bourses pour le cours de management postal à Rugby (Inde, Libéria (2), Egypte)	4 bourses pour les cours en Grande-Bretagne (Bangladesh, Ghana, Syrienne (Rép. arabe), Tonga)	4 bourses pour le cours de management postal à Rugby (Dominique, Egypte, Malaisie, Malawi)	4 bourses pour le cours de management postal à Rugby (Bhoutan, Gambie, Ghana, Inde)
Suisse			1 bourse pour le cours d'instructeurs à Nairobi (Lesotho)		1 bourse pour le cours d'instructeurs à Nairobi (Lesotho)
b) Assistance technique en nature (bilatérale)					
Allemagne, Rép. féd. d'					2 bourses de 17 mois chacune (Ethiopie)
Argentine					1 mission de consultant d'un mois (Honduras (Rép.))
Australie					Un montant de 60 000 \$A mis à la disposition de l'APPTC à Bangkok pour le financement des bourses et une mission de consultant de 6 mois fournie à la Papouasie — Nouvelle-Guinée
Belgique				10 bourses pour un stage groupé de 3 mois à Bruxelles (Bénin, Cameroun, Haute-Volta, Indonésie, Mali, Niger, Sénégal, Thaïlande, Togo, Zaïre)	9 bourses pour un stage de 3 mois à Bruxelles (Maroc, Tunisie, Sénégal, Bénin, Mali, Niger, Haute-Volta, Zaïre, Thaïlande)

Pays donateurs	1979	1980	1981	1982	1983
Brésil	3 bourses (sans voyages) pour le cours supérieur d'administration postale à Brasília de juin 1979 à juillet 1981 (Bolivie, El Salvador, Honduras (Rép.))	11 bourses (sans voyages) pour le cours supérieur d'administration postale à Brasília d'août 1980 à décembre 1982 (Vénézuéla (2), Guinée-Bissau (2), Costa-Rica (2), El Salvador (1), Bolivie (1), Honduras (Rép.) (2), Uruguay (1))	2 bourses (sans voyages) pour le cours supérieur d'administration postale à Brasília d'août 1981 à décembre 1983 (Angola, Colombie)	5 bourses (sans voyages) pour le cours supérieur d'administration postale à Brasília d'août 1982 à janvier 1985 (Congo (Rép. pop.), Vénézuéla, El Salvador, Equateur, Panama (Rép.))	10 bourses (sans voyages) pour le cours supérieur d'administration postale à Brasília d'août 1983 à décembre 1985 (Congo (Rép. pop.), Zambie, Libéria, Haïti, Zaïre, Suriname, Bolivie, Equateur, Panama (Rép.) (2)) 8 bourses pour le cours de spécialisation en inspection (Bolivie, Costa-Rica, Guatemala, Mexique, Paraguay, Angola (2), Cap-Vert) 10 bourses pour le cours de supervision (Angola, Chili, Mozambique, Equateur, Cap-Vert (2), Mexique, Guinée-Bissau, Costa-Rica, Bolivie) 21 bourses pour le cours "SUBIN" (Suriname, Jamaïque, Chili, Vénézuéla, Guyane, Equateur, Nicaragua, Mexique, Uruguay, Argentine (2), Pérou, Kenya, Tanzanie (Rép. unie), Zambie, Algérie, Angola, Mozambique, Trinité-et-Tobago, Paraguay (2))
Egypte		3 à 6 bourses de 6 semaines dans les domaines statistiques, organisation postale, mandats et caisse d'épargne			

Pays donateurs	1979	1980	1981	1982	1983
Espagne				1 mission d'expert et matériel d'exploitation et d'enseignement (Ethiopie). Des missions d'experts de 6 mois en mandats-poste, inspection et équipements postaux (Guinée équatoriale). Matériel d'enseignement aux 8 pays suivants: Mauritanie, Nigéria, Sénégal, Tanzanie (Rép. unie), Egypte, Bangladesh, Inde, Sri Lanka	6 bourses de 2 mois chacune et matériel d'exploitation (Ethiopie) 3 bourses de 6 semaines chacune pour l'UAPT (Mali, Niger et Tchad) 1 consultant d'un mois (Ethiopie) 2 experts de 3 mois chacun et matériel d'exploitation (Guinée équatoriale) 3 experts de 2 mois chacun (Vénézuéla)
Finlande					16 bourses dont 12 (sans voyages) de 8 semaines (Botswana, Egypte, Ethiopie, Ghana, Kenya, Malawi, Népal, Philippines (2), Soudan, Tanzanie (Rép. unie) (2), Thaïlande, Viet Nam, Zambie, Yémen (Rép. arabe))
France				96 bourses à 29 pays (Algérie, Bénin, Brésil, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Chine (Rép. pop.), Congo (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Egypte, Ethiopie, Gabon, Grèce, Haïti, Haute-Volta, Inde, Indonésie, Jamahiriya libyenne, Japon, Madagascar, Maroc, Mexique, Niger, Portugal, Rwanda, Syrienne (Rép. arabe), Tchécoslovaquie, Togo, Turquie)	166 mensualités de bourses pour la formation en France aux pays suivants: Algérie, Brésil, Cameroun, Centrafrique, Congo (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Gabon, Haute-Volta, Madagascar, Maroc, Tchad, Togo, Tunisie Matériel (206 330 francs français) aux pays suivants: Guinée, Liban, Madagascar, Tchad, Turquie 36 missions d'experts de courte durée et 17 missions d'experts de longue durée

Pays donateurs	1979	1980	1981	1982	1983
Inde	6 bourses pour un stage groupé de 3 mois (Chypre, Emirats arabes unis, Kenya, Maldives, Népal, Somalie)	6 bourses de 3 mois chacune pour un cours de formation des cadres moyens	6 bourses de 3 mois chacune pour un cours de formation des cadres moyens	6 bourses de 12 semaines chacune pour un cours des cadres moyens (Bangladesh, Ethiopie, Somalie, Botswana, Népal (2))	6 bourses de 12 semaines chacune pour un cours de formation des cadres moyens
Iraq				1 bourse de 2 semaines en relations internationales (Emirats arabes unis)	
Kuwait				3 bourses de 3 mois chacune (Yémen (Rép. dém. pop.)) 1 bourse de 1 mois (Emirats arabes unis) Matériel (Liban)	
Pakistan			3 bourses de 3 mois chacune (Nigéria, Syrienne (Rép. arabe), Libéria)	33 bourses dans ces dernières années (Botswana, Gambie, Indonésie, Iraq, Jordanie, Kuwait, Lesotho, Libéria, Népal, Nigéria, Soudan, Yémen (Rép. dém. pop.), Sri Lanka, Sierra Leone, Syrienne (Rép. arabe), Tanzanie (Rép. unie))	2 bourses de 3 mois chacune (Nigéria)
Pays-Bas	15 bourses (sans voyages) pour chacune des 2 sessions de stages groupés à Rotterdam Pour la première session: (Arabie saoudite (2), Bahrain, Bangladesh, Chypre, Jordanie (2), Kenya (2), Libéria (2), Nigéria (2), Ouganda (2))	Bourses (sans voyages) pour 2 sessions de stages groupés à Rotterdam	Une trentaine de bourses (sans voyages) pour 2 sessions de stages groupés à Rotterdam	Bourses (sans voyages) pour un stage groupé (pays du Golfe) et deux stages groupés (autres pays) à Rotterdam	Bourses (sans voyages) pour un stage groupé à Rotterdam

Pays donateurs	1979	1980	1981	1982	1983
Suisse				<p>7 bourses pour le stage groupé de 3 mois (pays francophones d'Afrique)</p> <p>9 bourses pour le cours supérieur de gestion d'entreprise de 7 semaines (pays du tiers monde)</p>	<p>10 bourses pour le cours supérieur de gestion du personnel de 8 semaines (pays d'Afrique)</p> <p>10 bourses pour le cours du service postal international de 3 mois (pays d'Afrique)</p> <p>8 bourses pour le cours de formation des formateurs de 3 mois (Guinée, Mali, Centrafrique, Niger, Congo (Rép. pop.), Mauritanie, Haute-Volta)</p> <p>Bourses pour l'EMSP de Brazzaville et petit matériel à certaines Administrations</p>
Tchéco-slovaquie				<p>5 bourses de 3 mois chacune pour le Viet Nam</p>	<p>6 bourses d'un mois chacune pour Cuba</p>

Formation en matière de gestion

Rapport du Secrétaire général

1. Dans le rapport Congrès — Doc 18.1, partie 3 "Perspective et programme d'action", le Conseil exécutif a proposé que la rationalisation de la gestion soit l'objectif numéro un pour la période 1985–1989; cette suggestion sera peut-être retenue. Etant donné que la réalisation de cet objectif se fonde pour une large part sur la qualité des ressources humaines dont disposent les Administrations postales, il a paru opportun d'élaborer le présent additif au Doc 18.1 "L'assistance technique de l'UPU" en vue d'exposer le problème général de la formation du personnel postal en matière de gestion.

2. Bien entendu, il s'agit là d'une esquisse qui, sans doute, donnera lieu à un simple échange de vues, la mise en oeuvre des idées générales admises devant faire l'objet de discussions approfondies au sein du Conseil exécutif à l'occasion de la présentation des programmes annuels d'assistance technique de l'UPU.

I. Justification de la formation en matière de gestion

3. La formation des cadres supérieurs des services postaux en matière de gestion était déjà mentionnée, d'une façon sommaire il est vrai, dans l'étude relative à une proposition adoptée par le Conseil de gestion de la Commission consultative des études postales à sa session de Tokyo en octobre 1961, à l'initiative de la Pologne (Rép. pop.), appuyée par la Belgique; cette résolution portait sur "L'organisation par le Bureau international d'une école supérieure des postes". Il était bien indiqué dans le rapport préparé à cet effet pour le Congrès de Vienne (Doc 9, point 2) qu'il ne s'agissait pas seulement de former des hauts fonctionnaires aux techniques et méthodes purement professionnelles, mais aussi de leur donner de solides notions sur "quelques grands principes qui régissent une exploitation postale rationnelle tels que l'économie d'entreprise, c'est-à-dire la soumission de l'exploitation aux règles de la rentabilité, suivant les données d'une saine économie, sans perdre de vue son caractère de service public". C'est dire que la formation en matière de gestion est une idée qui, à l'UPU, remonte à près d'un quart de siècle. On sait que le Congrès de Vienne avait préféré donner la priorité à l'organisation d'un enseignement sur une base décentralisée à l'intention des cadres moyens ainsi qu'à la formation d'instructeurs (résolution C 12), tout en prévoyant des "cours et séminaires de perfectionnement à l'intention des fonctionnaires supérieurs des Administrations postales".

4. Depuis longtemps, les problèmes de gestion postale font l'objet d'une attention croissante, mais c'est surtout depuis le Congrès de Rio de Janeiro que cette orientation s'est accentuée, notamment dans le cadre des travaux du CCEP. Cet organe a entrepris toute une série d'études touchant plusieurs aspects de la gestion postale qui ont donné lieu à des colloques et des réunions d'un grand intérêt.

5. Parallèlement, sur proposition du Bureau international, le Conseil exécutif a, pendant la même période, approuvé nombre d'activités en matière de gestion (plusieurs réunions spéciales de dirigeants des services postaux, de nombreuses missions de consultants, de multiples cours et cycles d'étude) dont la mise en oeuvre s'est traduite par des résultats appréciables. Ces activités ont porté tant sur la gestion en général que sur un certain nombre d'aspects particuliers: statistiques et planification, relations publiques et action commerciale, gestion financière, tarification.

6. En outre, l'UPU s'est attachée à aider des écoles multinationales établies avec le concours du PNUD à créer des enseignements ou des éléments d'enseignement sur la gestion postale dans le cadre de leurs programmes de formation. Par ailleurs, un certain nombre d'Administrations de pays en développement ont créé (ou s'efforcent de le faire) des enseignements relatifs à la gestion, sous forme de cours organisés soit sur le plan national, mais ouverts à des fonctionnaires étrangers, soit sur le plan multinational; il y a lieu de noter à ce propos que l'UPAP envisage de mettre en place un "Institut africain de management".

7. De leur côté, certaines Administrations de pays développés ont mis sur pied dans le même domaine des cours périodiques, dont bénéficient également, dans une mesure variable, les cadres moyens et supérieurs d'Administrations de pays en développement.

8. L'attention de plus en plus grande accordée d'une façon générale par les Administrations de ce groupe de pays à la formation en matière de gestion s'explique par une série de considérations:

- une prise de conscience progressive favorisée notamment par certains travaux effectués au sein de l'UPU ou au titre de l'assistance technique aussi bien multilatérale que bilatérale; beaucoup d'Administrations postales sont de plus en plus convaincues que l'amélioration de la gestion peut, dans une certaine mesure, pallier l'insuffisance des ressources disponibles et obvier à des contraintes d'ordre statutaire, structurel ou opérationnel;
- le désir de la plupart des Administrations postales de trouver, du point de vue des statuts, des structures et des principes d'exploitation, des méthodes d'utilisation rationnelles des moyens disponibles souvent faibles au regard de la mission confiée à la poste;
- le souci, dans de nombreux cas, d'améliorer le service postal en vue de lui faire reconnaître, par les autorités locales, une importance accrue et un rang de priorité en rapport avec le rôle que peut jouer la poste dans le développement;
- la volonté de beaucoup d'Administrations postales de déployer des efforts pour s'adapter aux besoins du public, en profitant des moyens modernes de gestion pour améliorer la qualité de service et élargir la gamme des prestations offertes. Elles considèrent que cela leur permettra de mieux lutter contre la concurrence de plus en plus vive de la part d'entreprises privées qui se sont développées dans le domaine du service du courrier. A l'heure actuelle, ce problème revêt une acuité particulière et l'on sait qu'un débat général permettra de discuter au Congrès de Hamburg de questions liées "aux mutations de la poste face à l'évolution du marché des communications".

9. Il est à peine besoin de rappeler que la concurrence en question crée une situation particulièrement difficile pour les Administrations des pays en développement, qui, pour être en mesure de lutter efficacement contre les initiatives des entreprises privées concurrentes, s'attachent à intensifier leurs efforts, notamment en matière de gestion.

10. Il va de soi que l'application de méthodes modernes de gestion par ces Administrations postales suppose une formation adéquate de leurs cadres dirigeants dans le domaine considéré; les activités menées à cet effet devraient donc être plus systématiques et plus cohérentes.

II. Principes d'action

11. Le développement, à l'intention des pays du tiers monde, des possibilités de formation et de perfectionnement en matière de gestion devrait être conduit avec une certaine prudence, en raison notamment:

- de la complexité des enseignements correspondants;
- des moyens qu'ils impliquent du point de vue qualitatif aussi bien que quantitatif;
- de la disponibilité limitée des fonctionnaires qui pourraient en bénéficier, en ce qui concerne les cadres supérieurs et plus encore les dirigeants des services postaux.

12. Par ailleurs, le développement des actions de formation ou de perfectionnement portant sur la gestion ne devrait pas se faire au détriment de la formation professionnelle et technique des cadres des services d'exploitation, catégorie de personnel dont le rôle est lui aussi capital. Tout autant que de dirigeants et de cadres formés aux techniques de gestion, les Administrations postales ont besoin de cadres pleinement qualifiés en matière d'exploitation.

13. Le renforcement des actions de formation et de perfectionnement dans le domaine de la gestion pourrait être assuré sur la base des principes suivants:

- a) Il y aurait intérêt à prévoir deux niveaux de formation ou de perfectionnement, l'un pour les *décideurs*, c'est-à-dire pour le noyau de hauts fonctionnaires qui, dans chaque Administration, déterminent plus ou moins directement l'orientation générale des services postaux, l'autre pour les *cadres moyens et supérieurs* chargés d'étudier les problèmes de gestion et de présenter des solutions aux décideurs.
- b) Aux deux niveaux, les enseignements pourraient porter sur les aspects les plus importants, par exemple ceux qui sont indiqués en annexe. De toute façon, les études du CCEP seront largement utilisées pour les enseignements en question.
- c) Il paraît souhaitable que les enseignements dans le domaine en question soient organisés dans les régions où en principe les Administrations postales se trouvent confrontées, sinon aux mêmes problèmes, du moins à des difficultés similaires. Mais, d'un autre côté, de tels enseignements supposent, du point de vue intellectuel et professionnel, un environnement qui facilite la perception et la solution des problèmes et permet d'utiles échanges de vues sur l'expérience acquise. Or, cet environnement n'existe pas toujours dans les pays en développement. On pourrait essayer de concilier ces deux considérations en prévoyant la formation des cadres de gestion dans les régions en développement et le perfectionnement des décideurs dans les pays développés. Bien entendu, ce principe n'aurait qu'une valeur relative, car les deux niveaux d'enseignement pourraient être organisés sur le plan régional, selon les possibilités.
- d) Pour les cadres moyens et supérieurs, les activités de formation à la gestion pourraient être organisées dans les écoles postales de caractère multinational ou national. Comme il ne s'agirait pas d'activités continues, la programmation de l'ensemble des activités se déroulant dans ces établissements pourrait être faite de façon à réserver une certaine capacité d'accueil aux cours ou cycles d'étude portant sur la gestion. Pour les décideurs, des colloques pourraient être organisés dans les pays développés, avec le concours des Administrations postales concernées.
- e) Dans certains pays, il a été décidé d'organiser des enseignements sur la gestion postale dans le cadre de l'université. Cette solution présente sans doute des avantages, ne serait-ce que sous l'angle de l'environnement intellectuel, mais elle pourrait conduire à une durée de formation assez longue et à des enseignements qui ne correspondent pas toujours aux conditions concrètes du fonctionnement du service postal. Il serait donc préférable d'organiser les enseignements de gestion postale dans le milieu postal même, bien entendu avec le concours, non seulement de cadres postaux formés à la gestion, mais également de personnes extérieures à l'entreprise postale (professeurs d'université, chefs d'entreprise, etc.).
- f) L'ampleur du renforcement de l'action de l'UPU en matière de formation aux techniques de gestion dépendra bien entendu des moyens disponibles à cet effet et qui pourraient être financés au titre du PNUD et de l'UPU; en outre, étant donné l'importance de ce type d'enseignement, on peut penser que, de leur côté, les Administrations bénéficiaires et même les Administrations ou institutions d'accueil apporteraient un concours appréciable. La systématisation des activités de formation et de perfectionnement dans le domaine considéré constitue en effet l'un des domaines privilégiés où devrait se manifester la solidarité de l'ensemble des Administrations postales, non seulement dans le cadre de la coopération technique entre pays en développement, mais aussi dans le contexte général des échanges entre pays développés et pays en développement.
- g) Dans le domaine considéré, l'action de l'UPU pourrait, au niveau des décideurs, prendre la forme d'interventions visant à:
 - assurer la coordination et la cohérence des actions à entreprendre;
 - garantir le niveau et les contenus des enseignements et des échanges organisés.

14. En outre, comme pour la formation pédagogique, le Bureau international pourrait collaborer étroitement avec certaines Administrations disposant d'instituts postaux de haut niveau pour la création ou le renforcement des actions de formation en matière de gestion.

15. Enfin, à titre occasionnel, le Bureau international pourrait prendre l'initiative de colloques interrégionaux à l'intention des dirigeants des Administrations postales en développement.

III. Conclusion

16. Le Congrès voudra peut-être procéder à un large échange de vues sur le renforcement et la systématisation des activités de formation et de perfectionnement de l'UPU en matière de gestion; cela permettrait:

- de sensibiliser, au besoin, les Administrations postales des pays en développement à l'importance de la gestion;
- d'esquisser les grandes lignes de la politique de l'UPU dans ce secteur;
- de favoriser la mobilisation des ressources destinées à développer l'action de l'UPU dans ce domaine, en collaboration avec les efforts déployés par des écoles multinationales et des Administrations postales.

Berne, le 9 mai 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Formation et perfectionnement en matière de gestion

Le programme de formation ci-après pourrait être considéré comme un ensemble des connaissances générales de base que tout responsable de haut niveau dans une Administration ou une entreprise postale devrait posséder en vue d'assurer une bonne gestion des services ou d'y participer. Bien entendu, il n'a qu'une valeur indicative et pourrait au besoin être complété.

1. *L'environnement économique de l'entreprise*

De par sa nature, la poste a des interactions avec les autres entreprises et avec divers agents économiques. Elle doit donc comprendre le milieu économique pour mieux se situer et se développer compte tenu de ses partenaires. Pour cela, elle devrait disposer d'informations économiques nécessaires pour son fonctionnement, à savoir la place des activités postales, et notamment des produits postaux sur le marché des communications, l'évolution de ce marché et les possibilités de son développement.

Cette partie du programme permettra donc d'étudier essentiellement l'entreprise comme système de production, les facteurs d'évolution de la demande de biens, l'environnement financier de l'entreprise et la croissance de l'entreprise.

2. *Politique générale de planification*

"Concevoir un futur désiré ainsi que les moyens réels d'y parvenir." Ainsi pourrait être définie de manière condensée la planification. En raison de leur organisation très complexe et des moyens importants qu'elles mettent en jeu, les Administrations ou les entreprises postales ne devraient pas affronter le futur sans s'assurer de pouvoir le maîtriser grâce à ce précieux instrument de gestion. Ainsi seraient abordés les sujets tels que l'utilité de la planification, la place du plan dans le système de gestion, l'élaboration et le contenu du plan, ainsi que l'exécution et le contrôle du plan.

3. *Budget et comptabilité*

Le budget et la comptabilité constituent une matérialisation chiffrée du programme d'actions annuel élaboré et des moyens financiers mis en oeuvre ou prévus à cet effet par les responsables d'une entreprise. Dès lors, il paraît indispensable que les dirigeants et les cadres de gestion aient une connaissance suffisante des techniques budgétaires et comptables utilisées pour la mise en oeuvre de ce programme. L'action de formation dans ce domaine pourrait être axée sur les thèmes suivants: les problèmes financiers, la préparation du budget et la procédure de négociation budgétaire, la comptabilité générale, le mécanisme général du système comptable, ainsi que le bilan et le compte d'exploitation générale.

4. *La gestion commerciale*

Afin d'adapter continuellement les conditions internes des Administrations ou entreprises postales aux besoins réels de la clientèle et pour mieux évaluer les services à offrir, les responsables doivent être en permanence informés des conditions externes à leurs entreprises. La connaissance insuffisante des besoins du marché liée dans certains cas à une dégradation de la qualité de service favorise le développement des entreprises concurrentes malgré le monopole. Une politique commerciale dynamique implique non seulement un changement de

mentalité, mais aussi une technique commerciale agressive. Les sujets indiqués visent à donner aux fonctionnaires responsables de la gestion des connaissances de base sur les moyens d'affronter efficacement les entreprises concurrentes. Il comprendrait notamment le monopole postal et la concurrence, le rôle et la fonction commerciale dans l'entreprise, la connaissance du marché, les moyens de l'action commerciale, ainsi que l'organisation d'un service commercial.

5. La gestion opérationnelle

Sur le plan des activités, certaines questions importantes devraient donner lieu à un examen approfondi, en particulier la productivité, l'utilisation des techniques nouvelles, l'utilisation rationnelle des moyens (notamment du personnel), ainsi que le contrôle de la qualité de service.

6. Le contrôle de gestion

Pour assurer la bonne marche d'une entreprise, il importe de suivre régulièrement l'évolution de ses activités, de doser les efforts financiers à consentir, de maîtriser la qualité et le volume des ressources humaines nécessaires. La parfaite connaissance de ces éléments est une nécessité pour pouvoir mesurer l'écart entre les objectifs visés et les réalisations et, par conséquent, de prendre les mesures correctives qui s'imposent. Les sujets à aborder porteraient sur le concept du contrôle de gestion, la place du contrôle de gestion dans le management public, les éléments du système de contrôle de gestion, la gestion par objectifs et le contrôle de gestion.

7. L'informatique

L'ordinateur est de plus en plus utilisé dans les services postaux des pays industrialisés et dans ceux de certains pays en développement. Il importerait donc que les responsables postaux aient des notions générales, mais précises, sur l'utilisation de l'informatique en vue de leur permettre d'avoir un dialogue efficace avec les spécialistes et de mieux apprécier son utilité, ses possibilités et ses limites. Le programme de sensibilisation proposé serait le suivant: définition de l'informatique, principes de fonctionnement de l'ordinateur, vocabulaire informatique de base, relations de l'informatique avec la bureautique et la télématique ainsi que les applications informatiques aux PTT.

La coopération technique entre pays en développement (CTPD)

Rapport du Conseil exécutif

I. Historique du concept

1. Ainsi qu'il a été indiqué au Congrès de Rio de Janeiro, après avoir examiné les recommandations de plusieurs réunions régionales ainsi que le rapport élaboré par un comité préparatoire, la Conférence des Nations Unies de Buenos Aires 1978 a arrêté un plan d'action pour la promotion et la mise en oeuvre de la coopération technique entre pays en développement qu'elle a décidé de désigner sous le nom de "Plan d'action de Buenos Aires".

2. La Conférence a tenu à donner toute son importance à la formule de coopération technique entre pays en développement, qui est apparue comme une nouvelle dimension de la coopération internationale pour le développement traduisant la volonté d'autonomie nationale et collective des pays en développement; elle a cependant précisé que cette forme de coopération n'est ni une fin en soi, ni un substitut de la coopération entre pays en développement et pays développés, et que l'appui de ceux-ci ainsi que des organisations régionales et interrégionales reste nécessaire.

3. Il paraît utile de rappeler que pour l'établissement du Plan d'action, la Conférence a défini les objectifs fondamentaux de la CTPD, lesquels peuvent se résumer comme suit:

- 1° aider les pays en développement à identifier leurs problèmes;
- 2° promouvoir l'autonomie individuelle et collective des pays en développement en les aidant d'une part à trouver des solutions à leurs problèmes, d'autre part à mettre en commun leurs moyens humains et techniques;
- 3° augmenter le volume des activités de coopération internationale, en améliorer la qualité et accroître l'efficacité des ressources consacrées à la coopération technique dans son ensemble grâce à la mise en commun des capacités;
- 4° développer les communications entre les pays en développement, en vue notamment de mieux les sensibiliser à leurs problèmes et de faciliter leur accès aux connaissances et aux expériences propres à les aider à résoudre leurs problèmes;
- 5° rendre les pays en développement mieux aptes à absorber et à adapter les techniques et les compétences susceptibles de les aider à surmonter leurs difficultés;
- 6° reconnaître les problèmes et les besoins des pays en développement les moins avancés, sans littoral ou insulaires, et les plus gravement touchés par la crise économique ou par les catastrophes naturelles, et y faire face.

4. Il a été souligné que "le système des Nations Unies pour le développement tout entier doit s'imprégner de l'esprit de la CTPD et tous ses organismes devraient jouer un rôle éminent pour ce qui est de promouvoir la CTPD et d'agir comme catalyseur de celle-ci".

5. Plusieurs des recommandations adoptées présentent un intérêt direct pour l'UPU:

- le renforcement des transports et communications entre pays en développement est indispensable pour que la CTPD puisse devenir un facteur important du développement;
- l'utilisation maximale des capacités des pays en développement est un objectif à atteindre, qu'il s'agisse du personnel des projets, du placement des boursiers ou de l'achat de matériel;

- les organismes du système des Nations Unies devraient tout mettre en oeuvre pour étendre les activités favorisant la coopération technique entre pays en développement menées par les organismes du système des Nations Unies pour le développement dans leurs domaines respectifs;
- l'Administrateur du PNUD devrait prendre de nouvelles dispositions pour donner l'orientation nécessaire aux activités, programmes et projets du PNUD, afin d'appuyer les objectifs de la CTPD;
- les pays développés devraient appuyer totalement les initiatives en matière de CTPD et notamment augmenter leurs contributions volontaires aux programmes opérationnels du système des Nations Unies pour le développement;
- le financement des activités de CTPD incombe essentiellement aux pays en développement eux-mêmes, mais il ne sera pas moins nécessaire que les pays développés et le système des Nations Unies pour le développement appuient financièrement ces activités sans préjudice du pouvoir de décision des pays en développement concernant ces activités de CTPD.

II. Evolution générale de la CTPD

Réunion du Comité de haut niveau pour l'examen de la CTPD

6. Conformément à la recommandation 37 du Plan d'action de Buenos Aires, l'examen intergouvernemental global de la CTPD a été confié à une réunion de haut niveau rassemblant tous les pays participant au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Aux travaux de cette réunion, qui par la suite a reçu le nom de Comité de haut niveau pour l'examen de la CTPD, participent également les organes, organisations et organismes des Nations Unies, y compris les Commissions économiques régionales et autres organisations intergouvernementales, sous-régionales, régionales et interrégionales.

7. La première session du Comité de haut niveau, tenue à Genève du 26 mai au 2 juin 1980, a en particulier examiné un rapport, présenté par l'Administrateur du PNUD, sur l'avancement des activités entreprises dans le cadre du Plan d'action de Buenos Aires, lequel fait mention de la situation des transports et communications dans les pays en développement ainsi que de l'action de l'UPU visant à l'amélioration de la communication postale en Afrique, en Asie et en Amérique latine au titre des projets régionaux UPU/PNUD (TCDC/5.Vol. 1). En tant que domaine où la CTPD pourrait être mise en oeuvre le plus facilement, le Comité a, dans l'une de ses décisions, retenu comme prioritaire le secteur des transports et communications.

8. A sa deuxième session (New York, 1er—8 juin 1981), le Comité de haut niveau a été saisi, entre autres:

- d'un rapport sur les progrès accomplis dans l'exécution des tâches confiées au système des Nations Unies par le Plan d'action de Buenos Aires (TCDC/2/5), qui mentionne les programmes et projets mis en oeuvre par l'UPU dans le cadre de la CTPD;
- d'un document sur les activités du système des Nations Unies propres à renforcer le transport et les communications entre pays en développement (TCDC/2/6), qui comprend un résumé de l'état d'avancement des actions menées par l'UPU dans ce domaine.

9. Le Comité a demandé à toutes les parties concernées — pays en développement, système des Nations Unies pour le développement, pays développés et institutions financières — d'intensifier leurs efforts dans ce secteur.

10. Lors de sa troisième session (New York, 31 mai—8 juin 1983), le Comité de haut niveau a examiné, entre autres:

- un rapport présenté par l'Administrateur du PNUD sur la Décennie des transports et communications en Afrique 1978—1988 (TCDC/3/4), qui fait état du programme concernant les services postaux, ainsi que le rapport de la Commission économique pour l'Afrique, présenté sur ce même sujet à l'Assemblée générale des Nations Unies en 1982, et
- le rapport de la troisième conférence des Ministres des transports, des communications et de la planification, tenue au Caire du 8 au 11 mars 1983.

11. Soulignant que la bonne exécution des projets de la Décennie sera un important pas en avant vers la promotion de la CTPD, le Comité a invité les pays développés et les institutions financières internationales à envisager d'accroître sensiblement leur appui financier aux projets de la Décennie et notamment d'appuyer les réunions consultatives techniques organisées par la Commission économique pour l'Afrique, compte tenu en particulier des problèmes des pays sans littoral en matière de transports et de communications.

12. Les principales idées qui se sont dégagées des délibérations et des décisions des sessions du Comité de haut niveau sont les suivantes:

- le Plan d'action de Buenos Aires n'a rien perdu de sa valeur au fil des ans; bien au contraire, la CTPD s'est vu reconnaître un rôle clef dans l'approche élargie que représente la coopération économique entre pays en développement (CEPD) et est considérée comme un élément important de la stratégie internationale du développement pour la troisième Décennie des Nations Unies pour le développement;
- la responsabilité de la CTPD incombe au premier chef aux pays en développement eux-mêmes, qui doivent compter avant tout avec leurs propres ressources et leurs CIP nationaux¹ pour les activités de CTPD; il n'en reste pas moins que le système des Nations Unies pour le développement doit continuer à jouer pleinement à cet égard le rôle de promoteur et de catalyseur qui est le sien;
- les pays développés et les institutions financières devraient s'efforcer d'accroître leur appui aux actions de CTPD;
- malgré la conjoncture économique défavorable, des progrès sensibles ont été accomplis au cours des cinq dernières années; toutefois, de nouveaux efforts collectifs devraient être consentis afin d'accroître les actions de CTPD et d'accélérer la réalisation des objectifs du Plan d'action de Buenos Aires;
- les travaux concernant certains aspects, tels que l'amélioration et la réorganisation des systèmes d'information, la formation du personnel national, l'élaboration de dispositions juridiques concernant la CTPD et l'assouplissement des procédures liées à la coopération technique, devraient être intensifiés;
- les pays en développement ont en général rencontré la réticence initiale à l'égard de la CTPD; il faut cependant encourager les démarches visant à supprimer totalement les obstacles d'ordre psychologique.

Autres réunions

13. De nombreuses réunions internationales, qui se sont tenues depuis la Conférence de Buenos Aires, ont réaffirmé leur attachement aux principes et objectifs de la CTPD définis par la Conférence; il convient notamment de mentionner:

- la 5e et la 6e Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement qui se sont tenues à Manille en mai-juin 1979 et à Belgrade en juin 1983, respectivement;
- la 7e Conférence au sommet des pays en développement (Groupe des 77) tenue à New Delhi en mars 1983.

14. Il est à citer également d'autres importantes réunions de caractère plus spécifique, telles que:

- la Conférence de haut niveau des pays en développement sur la CEPD, tenue à Caracas en mai 1981, qui a mis l'accent sur la CTPD en tant qu'instrument indispensable de la coopération économique entre pays en développement;
- la réunion sectorielle des chefs des organismes nationaux de coopération technique entre pays en développement (Tunis, octobre 1982), qui a, entre autres, recommandé la création et le renforcement de centres nationaux de CTPD et une coordination plus efficace entre ces centres et les organismes internationaux.

15. Des réunions sur la CTPD, organisées soit par le PNUD, soit par les Commissions économiques régionales, ont eu également lieu au niveau des régions.

¹ Chiffres indicatifs de planification (ressources du PNUD attribuées aux pays en développement).

Conseil d'administration du PNUD

16. Comme suite aux recommandations pertinentes du Plan d'action de Buenos Aires, le Conseil d'administration du PNUD accorde une attention toute particulière à la CTPD. Il a, au cours de ces dernières années, pris un grand nombre de décisions et de dispositions visant à accélérer la promotion de la CTPD, telles que le renforcement de l'unité spéciale chargée de la CTPD au sein du PNUD, l'affectation à diverses reprises de montants de la réserve du programme pour des actions de CTPD, l'application de mesures de nature à accroître l'utilisation efficace du système d'orientation pour l'information (INRES) et à améliorer la coordination des activités, etc. Dans le domaine des principes, règles et procédures, il est à souligner l'adoption des critères selon lesquels des projets peuvent être considérés comme projets CTPD susceptibles d'être financés par l'affectation d'une partie du CIP national (ressources du programme national) ainsi que des règles suivant lesquelles certains coûts locaux supportés par le pays en développement fournisseur de ressources peuvent être remboursés par le PNUD.

III. Initiatives de l'UPU

17. Depuis la Conférence des Nations Unies de Buenos Aires sur la coopération technique entre pays en développement, l'UPU s'est attachée à renforcer ses actions en vue de promouvoir la CTPD dans le secteur des services postaux.

Résolution du Congrès de Rio de Janeiro 1979

18. Tenant compte des deux objectifs principaux du Plan d'action de Buenos Aires — promouvoir l'autonomie individuelle et collective des pays en développement et augmenter les activités de coopération technique internationale — ainsi que du rôle assigné par l'ONU dans le domaine considéré aux organisations du système des Nations Unies et du concours escompté de la part des pays développés, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 a adopté la résolution C 66 qui, dans son dispositif, appelle de façon pressante l'attention des Administrations postales des Pays-membres de l'UPU et des Unions restreintes sur cette nouvelle forme d'action dont la mise en oeuvre efficace requiert une volonté réelle de coopération et invite:

- les Administrations postales des pays en développement et les Unions restreintes à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de renforcer la CTPD;
- les Administrations postales des pays développés à apporter tout leur concours à la mise en oeuvre d'activités relevant de la CTPD.

19. Par ailleurs, cette résolution charge:

- le Conseil exécutif d'apporter toute l'attention voulue à la promotion de la CTPD, d'affecter une part croissante des ressources d'assistance technique aux activités de ce genre;
- le Directeur général du Bureau international, notamment de poursuivre l'action entreprise pour sensibiliser les Administrations postales et les Unions restreintes à l'importance de la CTPD.

Mise en oeuvre de la résolution

20. En application de la résolution précitée, le Bureau international a fourni systématiquement des informations pour la préparation des réunions du Comité de haut niveau pour l'examen de la CTPD, réunions auxquelles l'UPU a participé, de même qu'aux réunions régionales suivantes:

- Réunion des Représentants Résidents du PNUD en Afrique (Mbabane — Swaziland — janvier 1980), au cours de laquelle ont été examinées, entre autres, les questions de la coopération technique entre pays africains;
- Conférence des experts gouvernementaux africains sur la coopération technique entre pays africains (Nairobi, mai 1980, et Libreville, août 1982);
- Séminaire sur la CTPD à l'intention des pays d'Asie et du Pacifique (New Delhi, avril—mai 1982).

21. Avec le concours du PNUD, deux réunions d'évaluation et de coordination de certains projets régionaux ont été organisées par l'UPU. La première réunion (Caracas, juillet 1980) a groupé les responsables des services postaux des pays d'Amérique latine et de la sous-région des Caraïbes d'expression anglaise ainsi que des représentants du PNUD, de l'UPAE, de la CEPAL, du CARICOM. Elle a appuyé par une résolution la proposition de projet soumise au PNUD en vue de la formation de spécialistes-consultants pour la CTPD. La deuxième réunion (Lomé, novembre 1980), à laquelle ont participé les Directeurs des services postaux des pays africains situés au sud du Sahara et des représentants du PNUD, des Unions postales africaines, de la CEA et des groupements économiques africains, a permis de passer en revue les objectifs de développement des services postaux et de se prononcer sur la poursuite des activités répondant aux besoins réels des pays intéressés sur le plan national et régional, notamment dans le cadre de la CTPD.

22. Deux réunions ont été organisées par l'UPU dans la sous-région des Caraïbes, l'une à Saint-Vincent (février 1982) et l'autre à Barbade (mai-juin 1983), avec la participation des Postmasters généraux des pays et territoires concernés et des représentants de la CEPAL et du CARICOM; à l'issue de ces deux réunions, des résolutions ont été émises visant à promouvoir la CTPD dans la sous-région.

23. Une recommandation a été formulée dans ce sens par les participants au séminaire/symposium sur la "poste dans les années 1980" (Bangkok, mai-juin 1983), organisé par la CESAP, en étroite collaboration avec l'UPU et l'APPU, à l'intention des responsables des services postaux et des fonctionnaires des organes nationaux de planification des pays de l'Asie et du Pacifique.

Publications

24. Le Bureau international a élaboré et diffusé un certain nombre de publications de nature à faciliter la promotion de la CTPD, parmi lesquelles il convient de mentionner:

- les actions de formation postale prévues chaque année dans les pays, les centres régionaux ou sous-régionaux ainsi que celles organisées par l'UPU;
- la liste bibliographique des manuels d'enseignement et autres ouvrages professionnels disponibles dans les Administrations et centres multinationaux d'enseignement;
- le répertoire général des spécialistes postaux des Administrations aptes à entreprendre des missions d'experts ou de consultants; dans ce répertoire ont été incorporés d'office les spécialistes-consultants formés par l'UPU.

Activités opérationnelles

25. L'UPU a soumis au PNUD trois projets régionaux destinés à former des spécialistes-consultants pour des missions de CTPD dans des domaines prioritaires. Pour des motifs d'ordre financier, le PNUD n'a jusqu'ici été en mesure d'approuver que celui concernant l'Asie et le Pacifique. Au titre de ce projet, grâce au précieux concours de l'Inde et de plusieurs autres pays de la région, 32 spécialistes-consultants, dont certains d'entre eux ont déjà effectué des missions de CTPD, ont été formés de 1981 à 1983, dans six domaines d'action différents.

26. En attendant l'approbation du projet correspondant, l'UPU a formé en 1982, conjointement avec l'UPAE, 6 spécialistes-consultants latino-américains et 6 autres ont été préparés en 1983 au titre des activités de l'UPU.

27. Dans le domaine de la formation professionnelle, l'UPU s'efforce de décentraliser ses actions de formation en les organisant dans les régions en développement, aussi bien dans les centres multinationaux créés à l'aide du PNUD que dans le cadre des Administrations qui acceptent de les accueillir et de fournir leur concours à cet effet. Cela, bien entendu, sans porter atteinte aux cours de haut niveau organisés périodiquement ou occasionnellement par des pays développés et dont bénéficient largement les pays en développement. C'est ainsi que, outre les activités organisées par les centres multinationaux, 84 actions de formation ont été conduites par l'UPU dans les régions en développement pendant la période 1979-1983. Il s'agit de réalisations qui se rattachent à la CTPD, dans la mesure où les agents ainsi formés ou perfectionnés pourraient être utilisés ultérieurement pour des actions relevant de ce concept.

28. Des efforts ont été également déployés en ce qui concerne le recrutement d'experts et de consultants originaires des pays en développement. C'est ainsi que le nombre d'experts et consultants venant de pays en développement a passé de 16 en 1979 à 35 en 1983, ce qui, par rapport au total d'experts et consultants, représente, en pourcentage, le passage de 26% à 41%. Il est clair que la préférence n'est donnée aux candidats des pays en développement qu'à capacités techniques égales.

29. Il en est de même en ce qui concerne l'acquisition du matériel, puisque, à qualité et prix comparables, les achats de matériel se font dans les pays bénéficiaires ou dans d'autres pays en développement.

30. D'autres activités de grande importance en cours ou envisagées qui comportent un aspect particulièrement marqué de la CTPD sont les suivantes:

- la création de nouvelles écoles postales multinationales;
- la création d'ateliers de fabrication de matériel postal courant;
- la mise en place de centres multinationaux de documentation et de recherches postales.

31. Les Unions restreintes déploient depuis longtemps des efforts importants qui relèvent pour l'essentiel de la CTPD, en ce qui concerne aussi bien des missions de consultants, des échanges de fonctionnaires que des activités de formation.

32. De leur côté, plusieurs Administrations de pays en développement organisent au titre de leurs activités propres des cours et des cycles d'étude dans le cadre de la CTPD ou attribuent des bourses pour la participation à des cours de caractère national ou à des stages individuels.

IV. Conclusions

33. Il est indéniable que des progrès non négligeables ont été enregistrés dans la promotion de la CTPD et cela malgré la conjoncture économique défavorable. Toutefois, de nouveaux efforts devraient être entrepris pour tirer tout le profit possible de cette forme d'assistance technique dont l'intérêt et l'importance sont soulignés à juste titre par le système des Nations Unies et par la communauté internationale tout entière.

34. A cet effet, il conviendrait notamment de développer les actions d'information et de parvenir à une contribution plus importante aussi bien des pays donateurs que des pays bénéficiaires. Dans ce but, les premiers pourraient soit verser des contributions ad hoc au Fonds spécial UPU, soit contribuer directement au financement d'activités de CTPD; les pays bénéficiaires devraient, quant à eux, prendre à leur charge les frais de séjour des consultants (logement et nourriture), ce qui permettrait d'augmenter sensiblement le nombre de ce type de missions. Les pays en développement devraient par ailleurs s'efforcer d'accroître les facilités d'accueil à accorder aux boursiers.

35. L'UPU devrait pouvoir continuer à intensifier ses efforts en vue de jouer, dans le domaine postal, un rôle de premier plan en tant que promoteur et catalyseur de la CTPD et d'accélérer ainsi la mise en oeuvre du Plan d'action de Buenos Aires, comme il l'a été demandé au système des Nations Unies par le Comité de haut niveau pour l'examen de la CTPD, dans le secteur prioritaire des services postaux.

36. Il est donc proposé au Congrès d'adopter le projet de résolution (proposition 017) destiné à réaffirmer l'appui de l'Union au concept de CTPD, à intensifier les initiatives de l'Union en la matière et à encourager les Pays-membres à développer davantage cette modalité de coopération technique.

Berne, le 8 mars 1984

Au nom du Conseil exécutif:
Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. Ainsi qu'on le sait, les pays les moins avancés font l'objet d'une grande attention de la part de la communauté internationale.
2. Sont classés comme pays les moins avancés (PMA) par l'Assemblée générale des Nations Unies, afin de bénéficier d'un traitement de faveur, les pays dans lesquels le niveau de certains indicateurs socio-économiques sont parmi les plus bas du monde (production intérieure brute, taux d'alphabétisation, degré d'industrialisation). Ces pays sont les membres les plus économiquement faibles de la communauté internationale; ils doivent aussi faire face à des problèmes de structure particulièrement marquants.
3. Les principales caractéristiques structurelles des pays les moins avancés, qui sont à l'origine de leurs difficultés économiques et sociales extrêmes, sont:
 - la très grande faiblesse du revenu par habitant, les besoins humains minimaux de la masse de la population n'étant pas satisfaits;
 - la très forte proportion de la population vivant en économie de subsistance;
 - le fort accroissement démographique par rapport aux surfaces actuellement cultivées dans de bonnes conditions;
 - la productivité agricole extrêmement faible et la carence du soutien à l'agriculture, en particulier à l'agriculture vivrière et à la production animale.
4. D'autres handicaps caractéristiques portent sur:
 - le niveau extrêmement bas d'exploitation des ressources naturelles: minéraux, énergie, etc. (insuffisance de savoir-faire technologique, de capitaux et de main-d'oeuvre qualifiée);
 - le développement très limité de l'artisanat et de l'industrie;
 - le faible taux d'activité en milieu rural et le développement du chômage urbain;
 - la pénurie aiguë de personnel qualifié à tous les niveaux;
 - l'extrême faiblesse de structures et d'infrastructures dans tous les domaines (administration publique, enseignement, transports et communications, etc.);
 - les handicaps géographiques ou climatiques majeurs (absence de littoral, insularité, sécheresse et désertification, cyclones, inondations ou invasions de prédateurs, etc.).
5. La crise économique mondiale a encore contribué à aggraver la situation dans les PMA et à en augmenter le nombre. C'est ainsi que, en 1982, sur proposition du Conseil économique et social (ECOSOC), l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé de compter parmi les moins avancés cinq nouveaux pays, portant à 36 le nombre total des pays considérés.
6. Des 36 PMA, vingt-quatre sont en Afrique, quatre sont des pays arabes, sept se trouvent en Asie/Pacifique et un dans les Caraïbes. L'annexe 1 comporte la liste de ces pays ainsi que les données relatives à quelques indicateurs généraux de base pour chacun d'eux.

7. Pour l'ensemble des PMA, il sied de signaler que¹ :
- en 1981, le revenu par habitant a baissé de 0,5 %; cette baisse a persisté en 1982, alors que le même groupe de pays avait enregistré une croissance annuelle de 0,32 % dans les années 1960 et de 0,6 % dans les années 1970;
 - en 1981, l'investissement dans ces pays était seulement de 44 dollars EU par habitant, alors qu'il atteignait 243 dollars EU dans l'ensemble des pays en développement;
 - la valeur des exportations a baissé de 4 % en 1981 et de 8 % en 1982, en raison surtout d'une chute des prix, leur volume n'ayant que légèrement diminué;
 - la production totale du secteur manufacturier qui avait augmenté annuellement de 6,5 % dans les années 1960 et de 4,1 % dans les années 1970, a baissé de 1,2 % de 1980 à 1981.
8. Ces données montrent la situation difficile et la vulnérabilité de l'économie des pays les moins avancés.

II. Le système des Nations Unies et les PMA

9. Durant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, les organisations internationales ont déployé des efforts pour mobiliser les ressources et augmenter la part de l'aide à accorder aux PMA.

10. Le PNUD s'attache à accroître son assistance aux PMA grâce aux ressources affectées au titre de divers programmes en s'inspirant des principes ci-après :

- a) pour le troisième cycle de planification du PNUD (1982–1986), les pays en développement dont le produit national brut par habitant en 1978 était inférieur ou égal à 500 dollars EU se sont vu affecter 80 % des ressources disponibles au titre des chiffres indicatifs de planification (CIP); du fait de la faiblesse de leurs ressources, les PMA ont bénéficié de ce traitement de faveur; en outre, un supplément de CIP leur a été bonifié;
- b) des activités en faveur des PMA sont en outre financées au titre d'un fonds dit de "mesures spéciales", administré par le PNUD;
- c) les PMA bénéficient aussi à titre prioritaire des programmes régionaux du PNUD;
- d) les PMA participent aux autres fonds et activités spéciales gérés par le PNUD, du fait qu'ils présentent les caractéristiques ou remplissent les conditions exigées pour en bénéficier.

11. Par ailleurs, les PMA bénéficient prioritairement des programmes d'assistance technique mis en oeuvre par les diverses organisations, institutions et programmes du système des Nations Unies.

12. Bien que le besoin d'une aide spéciale de la part de la communauté internationale pour les pays les plus pauvres et les plus faibles ait été reconnu depuis 1964, lors de la première session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), ce n'est qu'en 1971 que 25 pays ont été classés comme étant les moins avancés; depuis 1982, les PMA sont au nombre de 36. Les problèmes spécifiques à ces pays ont été mentionnés dans la stratégie du développement pour la deuxième Décennie du développement adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1970.

13. En 1979, la CNUCED a lancé un appel pour inciter les autres pays à aider les PMA dans le cadre d'un programme d'action immédiate (jusqu'en 1981) et d'un "Nouveau programme d'action" au moins jusqu'à la fin de la décennie en cours.

14. A la suite de diverses réunions préparatoires, une conférence mondiale sur les PMA, tenue à Paris en septembre 1981, a arrêté un "Nouveau programme substantiel d'action" pour les années 1980 en faveur de ces pays. La conférence a chargé la CNUCED de suivre les progrès réalisés en vue d'apporter une assistance accrue aux PMA. Ce programme a été adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies par sa résolution 36/194 (17 décembre 1981). Afin qu'une telle assistance puisse être dûment programmée et réalisée, des "tables rondes" ou conférences groupant les responsables nationaux de la planification et les donateurs potentiels sont organisées à l'intention des PMA, notamment sous les auspices du PNUD ou de la Banque mondiale.

¹ Selon le rapport du Secrétaire général de l'ONU sur l'application du nouveau programme substantiel d'action (A/38/471 du 19 octobre 1983).

15. La Conférence de Paris a en outre recommandé aux pays développés d'accroître l'aide publique au développement affectée aux PMA en réservant à ceux-ci 0,15% de leur produit national brut sur le pourcentage de 0,7% recommandé par les Nations Unies pour l'aide publique au développement.

16. Les principaux objectifs du nouveau programme substantiel d'action consistent à:

- promouvoir les transformations de structure nécessaires pour surmonter les difficultés économiques extrêmes des pays les moins avancés;
- assurer à la population déshéritée un minimum vital suffisant et conforme aux normes internationalement agréées;
- déterminer et concrétiser les grandes possibilités d'investissement et en établir l'ordre de priorité;
- atténuer autant que possible les effets des catastrophes naturelles.

17. Le "Nouveau programme substantiel d'action" comprend une série de mesures importantes d'assistance internationale devant permettre d'apporter des modifications de structure au sein des PMA, des dispositions sur le plan financier, technique et matériel pour satisfaire leurs besoins dans le domaine social, et il recommande des investissements importants susceptibles de transformer leur économie.

18. Les pays développés devraient accorder une assistance accrue pour permettre aux pays considérés d'améliorer leurs systèmes de communication. De fait, un nombre élevé de pays de cette catégorie ont promis d'augmenter l'aide qu'ils accordent aux pays les moins avancés.

19. Il est demandé aux pays accordant l'assistance d'appuyer et d'encourager l'exécution de projets communs à plusieurs PMA, notamment dans le cadre des programmes intégrés pour le développement des transports et des communications aux niveaux régional et sous-régional. La Décennie des transports et des communications en Afrique pour les années 1980 constitue une initiative exemplaire dans ce domaine. La proclamation d'une décennie dans les mêmes secteurs pour les pays d'Asie et du Pacifique sera sans doute suivie de mesures favorables aux PMA de la région.

20. En ce qui concerne le service postal plus particulièrement, le programme souligne la nécessité de disposer d'un apport de ressources financières internationales de la part des institutions des Nations Unies et de l'assistance bilatérale. Un concours accru devrait être fourni en vue de la création des instituts de formation du personnel.

III. Les services postaux dans les PMA

21. Dans la plupart des PMA, la poste se trouve dans une situation difficile et peu développée telle que le montre l'annexe 2 dans laquelle sont recueillis quelques indicateurs de base relatifs aux services postaux.

22. On compte en moyenne un bureau de poste pour 19 000 habitants environ dans les PMA, alors que pour l'ensemble des pays en développement un bureau de poste dessert en moyenne 9500 habitants¹. A noter que pour l'ensemble du groupe des pays industrialisés, un bureau dessert 3000 habitants.

23. La moyenne d'envois postaux expédiés par habitant et par an pour l'ensemble du groupe des PMA est de l'ordre de 2,65 alors que pour ce qui concerne les pays en développement pris globalement, elle se situe entre 5 et 15 envois et qu'elle est d'environ 200 pour les pays européens et de 500 pour les Etats-Unis d'Amérique¹.

24. Dans de nombreux PMA, les prestations que la poste offre au public sont limitées aux services postaux de base et celles-ci souffrent de graves insuffisances. Les autres prestations sont soit inexistantes, soit offertes seulement dans un nombre limité de bureaux de poste. En ce qui concerne les services financiers postaux, sur les 36 PMA, 26 assurent le service des mandats de poste du régime intérieur. Le service des mandats-poste internationaux, déjà assuré par 16 PMA, devrait être développé dans ces pays, en raison de l'attrait que pourrait présenter ce service auprès des travailleurs immigrés en provenance des pays considérés.

¹ Statistique des services postaux, données ordinateur UPU.

25. Des données statistiques et d'autres informations disponibles au Bureau international, il apparaît notamment que dans les PMA:

- l'infrastructure postale est insuffisante, désuète et mal utilisée; à l'insuffisance des bureaux de poste (cf. paragraphe 22 ci-dessus), il faut ajouter celle des moyens techniques tels que centres de tri et de transit, ambulants, boîtes aux lettres, boîtes postales, véhicules, machines à affranchir, machines à oblitérer, etc.;
- il existe des agglomérations non reliées aux réseaux postaux; en effet, dans de nombreux PMA, on envisage, comme objectif de développement, l'implantation de bureaux de poste dans tous les chefs-lieux des circonscriptions administratives. Par ailleurs, si l'on considère l'ensemble des pays, une grande partie de la population rurale ne bénéficie pas d'une présence postale. En effet, seulement 45 % des bureaux de poste de toutes catégories sont implantées en zones rurales alors que 80 % de la population y habite; il est vrai que même dans ces zones on doit tenir compte, pour la création de bureaux, des coûts d'exploitation comparés aux recettes;
- l'acheminement du courrier est largement tributaire des moyens de transport privé très peu fiables et les services postaux ne tirent pas suffisamment profit des circuits administratifs existants;
- dans les pays où ils existent, les services financiers postaux ne bénéficient pas encore de la faveur du public, ainsi que le montrent les moyennes ci-après:
0,026 mandat-poste intérieur par habitant et par an,
4,48 comptes courants postaux pour 1000 habitants,
21,73 livrets d'épargne pour 1000 habitants;
- le nombre d'agents postaux pour 1000 habitants est de 0,2 en moyenne, alors qu'il se situe entre 2 et 4,5 dans des pays développés et qu'il est d'environ 0,5 pour l'ensemble des pays en développement. La plupart de ces agents n'ont pas reçu une formation professionnelle adéquate et en outre le matériel d'exploitation est souvent très insuffisant, ce qui se traduit par une baisse de la qualité des prestations fournies;
- un nombre important d'utilisateurs potentiels n'accordent pas leur confiance aux services postaux, d'où l'apparition des postes parallèles et des courriers d'occasion qui ne favorisent pas le développement des activités de la poste officielle;
- un PMA sur deux seulement dispose d'un plan de développement postal, malgré les efforts déjà entrepris par l'UPU dans ce domaine.

26. De façon générale, les services postaux des PMA ont des besoins considérables d'aide sous les formes ci-après:

- bourses de formation et de spécialisation;
- missions d'experts et de consultants dans les divers secteurs prioritaires;
- équipement;
- financement des investissements.

IV. Actions de l'UPU en faveur des PMA

A. Actions déjà entreprises

27. Depuis plusieurs années, l'UPU considère comme prioritaire l'aide aux PMA puisque le Congrès de Lausanne 1974 a adopté la résolution C 87 par laquelle il recommandait aux Pays-membres de l'Union d'accorder une attention spéciale aux besoins prioritaires des PMA, en particulier dans le domaine des ressources humaines, et invitait le Conseil exécutif à:

- accorder la priorité aux besoins des PMA dans la répartition des ressources dont dispose l'UPU;
- tenir compte de ces besoins en prenant les mesures nécessaires pour assurer la formation des fonctionnaires des pays considérés sinon préalablement, du moins parallèlement à l'exécution des projets d'assistance technique.

28. Par sa résolution C 37, le Congrès de Rio de Janeiro 1979 décidait, entre autres, d'accorder la priorité en matière d'assistance technique aux besoins des Administrations des pays défavorisés du point de vue de l'ONU ainsi qu'aux pays nouvellement indépendants. Il était explicité dans la résolution que la notion "pays défavorisés" comprend les PMA, les pays les plus gravement touchés par la crise économique et les catastrophes naturelles, les pays insulaires et les pays sans littoral.

29. Dans le Rapport sur les activités de l'Union, il est fait état des actions que le Bureau international s'attache à entreprendre depuis quelques années en faveur des PMA. En 1980, le Bureau international est intervenu auprès des Administrations des PMA pour leur suggérer de prendre des initiatives appropriées à l'occasion de la préparation par les Gouvernements de ces pays du "Programme substantiel" pour les dix années à venir.

30. Dans son programme d'assistance technique, l'UPU donne la priorité aux demandes des PMA et la part de ces pays dans le total de l'assistance octroyée est passée de 27% en 1980 à 30% en 1981 et à 38% en 1982.

31. L'UPU multiplie ses efforts pour mettre en oeuvre des activités sur la base des priorités définies dans la résolution C 37 du Congrès de Rio de Janeiro.

B. Initiatives à prendre

32. Les initiatives à prendre en faveur des PMA en ce qui concerne le secteur postal devraient s'inspirer des orientations du Congrès postal universel en matière d'assistance technique; elles devraient également:

- tenir compte des besoins prioritaires exprimés par ces pays eux-mêmes;
- se fonder sur les principes d'action arrêtés par les groupements de pays dans le cadre des institutions ou organisations multinationales (par exemple, les mesures spéciales en faveur des pays africains les moins avancés préconisées dans le Plan d'action de Lagos).

33. Il revient aux PMA eux-mêmes d'assumer la responsabilité première en matière de développement des services postaux et à la communauté internationale d'apporter un soutien complémentaire en vue d'atteindre les objectifs nécessitant une aide extérieure.

34. Outre les domaines d'action prioritaires fixés aux niveaux régional et mondial pour l'ensemble des pays en développement (cf. Congrès — Doc), le programme ci-après est proposé en vue d'aider les Administrations postales des PMA à réaliser les objectifs de modernisation de leurs services.

a) Concours accru pour la construction de bureaux de poste notamment en zones rurales. La plupart des Administrations postales des PMA sont confrontées aux problèmes d'infrastructure dans les zones rurales, notamment en raison de l'insuffisance des moyens et du rapport coût-profit des bâtiments. Le concours extérieur recherché aiderait les Administrations à concevoir, à construire et à équiper des petits bureaux types à partir du matériel local à des prix compétitifs. Un certain nombre de pays industrialisés et de pays en développement pourraient faire bénéficier les PMA de leurs expériences pratiques dans ce domaine, notamment dans le cadre du "Programme international pour le développement de la communication (PIDC)" établi par l'UNESCO.

b) Recherche de financement pour l'organisation des transports postaux. Dans les cas où il n'existe pas de moyens de transports privés fiables, la création de circuits adaptés aux besoins postaux, exploités directement par l'Administration, nécessite des moyens financiers dont les PMA ne disposent pas toujours. L'assistance extérieure porterait sur l'étude des besoins, la planification, l'organisation et le financement de l'implantation des circuits postaux nécessaires.

c) Actions prioritaires en matière de formation des cadres moyens et subalternes notamment dans l'organisation de la poste en zones rurales. Ces actions, qui s'inscriraient dans le cadre de l'amélioration des services postaux et plus particulièrement de leur extension dans les zones rurales, pourraient être précédées de travaux d'organisation de la décentralisation des acheminements dans les PMA.

d) Aide systématique pour l'élaboration des plans et des projets de développement postal ainsi que pour la formation de cadres dans ce domaine. L'assistance de l'UPU à cet égard devrait se poursuivre et consister en:

- missions de consultants-spécialistes en planification pour collaborer à l'élaboration des plans et des projets de développement postal, à la création de cellules de planification;
- organisation de cours et de stages en matière de planification;
- collaboration systématique à la préparation des "tables rondes" ou conférences groupant les responsables nationaux et les donateurs pressentis (cf. paragraphe 12 ci-dessus).

V. Conclusion

35. Ainsi qu'il a été indiqué, le développement des services postaux dans les PMA relève tout d'abord de la responsabilité de ces pays eux-mêmes. Cependant, les besoins des pays les moins avancés sont importants et urgents, ce qui justifie le traitement de faveur dont ils doivent bénéficier de la part de la communauté internationale afin de parvenir à réaliser les projets d'amélioration et de développement de leurs services.

36. Le Congrès est invité à examiner le présent rapport et à adopter le projet de résolution (proposition 018) destiné à appuyer les initiatives du Conseil exécutif et du Bureau international en faveur des PMA et à sensibiliser davantage les Pays-membres à l'importance de l'assistance technique en faveur de ces pays.

Berne, le 8 mars 1984

Au nom du Conseil exécutif:
Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

Indicateurs généraux concernant les pays les moins avancés

Pays	Superficie km ²	Population (millions)	Taux d'alpha- bétisation (%)	Population active dans l'agriculture (%)	PIB par habitant (\$ EU)
1	2	3	4	5	6
1. Afghanistan	647 497	22,038	15,8	78	146
2. Bangladesh	143 998	88,705	31,8	84	134
3. Bénin	112 622	3,530	27,9	46	243
4. Bhoutan	47 000	1,298	20,1	94	103 ¹
5. Botswana	600 372	0,821	61,1	81	632 ¹
6. Burundi	27 834	4,512	10	84	195
7. Cap-Vert	4 033	0,324	43,8	57	150 ²
8. Centrafrique	622 984	2,221	33	88	317
9. Comores	2 171	0,335	50	64	248 ¹
10. Djibouti	23 000	0,119	—	—	—
11. Ethiopie	1 221 900	32,601	10	80	118
12. Gambie	11 295	0,603	20,1	78	244 ¹
13. Guinée	245 957	5,014	24,1	81	334
14. Guinée-Bissau	36 125	0,373	18,9	—	—
15. Guinée équatoriale	28 051	0,363	48,3	—	—
16. Haïti	27 750	5,817	28,7	67	274
17. Haute-Volta	274 200	6,908	11,4	82	156
18. Lao (Rép. dém. pop.)	236 800	3,721	43,6	74	83 ¹
19. Lesotho	30 355	1,341	69,8	84	246
20. Malawi	118 484	6,162	25	84	230
21. Maldives	298	0,148	—	—	150 ¹
22. Mali	1 240 000	6,646	13,5	87	168
23. Népal	140 797	14,256	20,1	93	169
24. Niger	1 267 000	5,305	9,8	89	322
25. Ouganda	236 036	13,201	35	81	711
26. Rwanda	26 338	4,797	23	90	262
27. Samoa occidentale	2 800	0,161	—	60	—
28. Sao Tomé-et-Principe	964	0,085	82	—	—
29. Sierra Leone	71 740	3,474	23,6	—	305
30. Somalie	637 657	3,645	50	81	341
31. Soudan	2 505 813	18,371	25,9	77	412
32. Tanzanie (Rép. unie)	945 087	17,934	66	82	243
33. Tchad	1 284 000	4,524	20,8	—	188 ¹
34. Togo	56 000	2,699	32	—	325
35. Yémen (Rép. arabe)	195 000	5,926	8,6	75	469
36. Yémen (Rép. dém. pop.)	332 968	1,890	31,4	—	316

¹ En 1978.

² En 1977.

N.B. — Les sources d'information sont les suivantes:

Colonne 2: Rapport sur les activités de l'Union 1982.

Colonne 3: Données ordinateur UPU.

Colonne 4: Données ordinateur UPU.

Colonne 5: "News letter No 1" de la Conférence des Nations Unies sur les PMA de Paris 1981.

Colonne 6: "World Development Report 1983" et "News letter No 1".

Indicateurs postaux concernant les pays les moins avancés

Pays	Bureaux de poste ouverts au public	Habitants par bureau de poste	Km ² par bureau de poste	Nombre d'agents postaux	Agents postaux pour 1000 habitants	Envois postaux expédiés par habitant et par an	Nombre de mandats-poste (service intérieur) (en milliers)	Nombre de comptes courants postaux (CCP) (en milliers)	Nombre de livrets de la Caisse d'épargne postale (en milliers)
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1. Afghanistan	366	60 200	1 769	1 600 ⁹	0,07	0,5	—	—	—
2. Bangladesh	7 413	11 900	19	28 350	0,32	3,4	4 039	—	1 825
3. Bénin	111 ³	31 800	1 014	750 ⁷	0,21	1,5	349 ⁷	39 ⁷	89 ⁷
4. Bhoutan	81	16 000	580	490	0,37	24,3	36	—	—
5. Botswana	58 ¹⁰	14 100	10 351	550 ¹⁰	0,67	—	—	—	—
6. Burundi	19 ⁷	237 400	1 465	205 ⁸	0,04	0,6	6 ⁸	1 ⁸	—
7. Cap-Vert	56 ⁸	5 700	72	314 ⁸	0,97	3,5	2	—	12 ⁵
8. Centrafrique	55 ⁹	40 300	11 326	1 304 ⁶	0,59	1,6 ²	3 ⁹	4 ⁹	65 ⁹
9. Comores	9	37 200	241	90 ³	0,26	7,0	12 ³	—	1 ³
10. Djibouti	5	23 800	4 600	100	0,84	6,3	2	—	—
11. Ethiopie	439	74 200	2 783	1 556	0,05	0,6	58	—	—
12. Gambie	19 ¹¹	31 700	545	64 ⁷	0,11	0,8	—	—	—
13. Guinée	67 ⁷	74 800	3 671	584 ⁷	0,11	4,5	16 ⁷	16	25 ⁷
14. Guinée-Bissau	25 ¹¹	15 000	1 445	112	0,30	0,3	—	—	—
15. Guinée équatoriale	19	19 100	1 476	113	0,31	—	—	0,013	—
16. Haïti	150 ⁷	38 700	185	650 ⁷	0,11	—	—	—	—
17. Haute-Volta	72	95 900	3 808	1 676	0,24	0,2	98	12	100
18. Lao (Rép. dém. pop.)	66	56 300	3 587	700 ¹⁰	0,18	0,2	2	—	—
19. Lesotho	132	10 100	229	518	0,38	10,8	6 ⁷	—	20 ¹
20. Malawi	241	29 500	491	864 ¹⁰	0,14	5,6	414	—	489
21. Maldives	10	14 800	29	42	0,28	3,0	—	—	—
22. Mali	106 ³	62 600	11 698	578 ⁹	0,08	0,7	144 ⁹	78 ⁹	50 ⁹
23. Népal	1 689	8 800	83	14 176	1,00	5,8	—	—	—
24. Niger	147	36 000	8 619	649	0,12	0,7	123	21	32
25. Ouganda	349 ⁵	37 800	676	903 ⁵	0,06	—	23 ⁵	—	223 ²
26. Rwanda	20 ⁸	239 800	1 316	245 ⁸	0,05	2,5	15 ⁸	15 ⁸	—
27. Samoa occidentale	—	—	—	—	—	31,6	—	—	—
28. Sao Tomé-et-Principe	10 ⁹	8 500	96	204 ⁹	2,40	1,7	0,009 ⁹	—	6 ⁹
29. Sierra Leone	108 ²	32 100	664	518 ²	0,15	—	—	—	—
30. Somalie	60 ¹	10 600	10 627	300 ¹	0,08	—	17 ¹	—	—
31. Soudan	768	23 900	3 262	5 440	0,29	3,0	288	—	234
32. Tanzanie (Rép. unie)	656	28 600	1 509	1 245	0,07	5,3	636	—	573
33. Tchad	44 ⁵	102 000	29 100	608 ⁵	0,13	—	148	7 ⁵	29
34. Togo	388	6 900	144	1 734 ⁹	0,64	2,7	90	11	124
35. Yémen (Rép. arabe)	120	49 300	1 625	1 500	0,25	0,9	0,110	—	—
36. Yémen (Rép. dém. pop.)	92	20 500	3 619	361	0,19	3,3	1,2	—	4,8

¹ En 1971.² En 1972.³ En 1973.⁴ En 1974.⁵ En 1975.⁶ En 1976.⁷ En 1977.⁸ En 1978.⁹ En 1979.¹⁰ En 1980.¹¹ Estimé.

N.B. — Sources d'information: Statistique des services postaux, données ordinateur UPU.

L'action de formation postale au sein de l'UPU

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. Le Congrès de Rio de Janeiro avait été saisi par le Conseil exécutif d'un rapport portant sur l'action de l'UPU en matière de formation postale. Ce rapport soulignait les efforts déployés dans le domaine considéré et contenait des indications de caractère général sur l'évaluation des besoins en personnel de même que sur les normes qualitatives et quantitatives en matière de personnel (voir Congrès – Doc 17d).
2. En prenant acte du document en question, le Congrès avait estimé que les normes quantitatives proposées devaient être considérées comme indicatives et demandé au Bureau international de poursuivre l'étude en collaboration avec les Administrations intéressées en tenant compte des différences socio-économiques et de la consommation des prestations postales des pays.
3. Conformément à cette directive, le Bureau international avait adressé aux Administrations postales des pays en développement un questionnaire visant à obtenir des données sur les principaux indicateurs socio-économiques et postaux de même que sur ceux relatifs à la formation.
4. Grâce à la participation de 46 pays à l'enquête et aux données disponibles au siège de l'UPU concernant d'autres Administrations, les renseignements statistiques recueillis et exploités touchent environ 48% des pays en développement, membres de l'Union, puisqu'ils permettent d'obtenir des résultats intéressant 64 des 133 pays en développement, soit 23 pays en Afrique, 13 en Amérique latine et Antilles, 12 en Asie et Pacifique, 9 dans la région "Pays arabes" et 7 en Europe.¹
5. Pour des raisons de commodité et par souci de cohérence entre les divers éléments de l'étude, seules les données des années 1974, 1977 et 1981 ont été retenues.
6. La présente étude vise à dégager les relations qui existent entre les besoins en effectifs et les facteurs socio-économiques ainsi que les facteurs liés à la poste. Elle porte aussi sur le recensement des besoins prioritaires en matière de formation et les actions proposées en vue de satisfaire ces besoins.

¹ La liste des pays en développement retenue est celle qui a été adoptée par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Première partie

II. Considérations générales sur les effectifs

7. Il existe une étroite relation entre les effectifs et la formation qui, elle, vise à apporter aux agents, quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent, des connaissances professionnelles en rapport avec les tâches à accomplir.

8. Sauf dans des cas de pléthore due à des considérations d'ordre social ou de pénurie ayant pour origine l'absence de ressources financières, les besoins en matière d'effectifs dépendent:

- de certains facteurs socio-économiques;
- de facteurs liés à la poste.

A. Les facteurs socio-économiques et les effectifs postaux

9. Le Congrès de Rio de Janeiro a estimé que, pour cerner de plus près les besoins en personnel dans chaque pays, les normes quantitatives préconisées doivent être complétées en tenant compte des différences socio-économiques et de la consommation postale dans chaque pays.

10. Les facteurs socio-économiques dont il faut tenir compte dans le cadre de la présente étude sont essentiellement la production nationale et l'alphabétisation; l'évolution de ces facteurs a des conséquences certaines sur la quantité de trafic postal généré dans un pays et par suite, sur les effectifs de ce pays.

11. Sur la base de données disponibles, on a pu établir la valeur des principaux indicateurs région par région, reproduits dans le tableau ci-après:

Tableau 1 — Indicateurs socio-économiques

Région	Produit intérieur brut (PIB) %			Taux d'alphabé- tisation	Produit national brut par habitant (PNB)	Consommation postale par habitant/an
	2					
1	Agriculture	Industrie	Services	3	4	5
Afrique	32	28	40	37	393	13,3
Amérique latine et Antilles	19	31	50	80	1443	29,3
Asie et Pacifique	30	27	43	62	897	23,7
Pays arabes	17	38	45	48	4213	39
Europe	18	37	45	78	3580	61

Sources: Rapport sur le développement dans le monde 1983 — Publication Banque mondiale et Statistiques des services postaux.

12. A l'examen de ce tableau, on relève que:

- le secteur de l'agriculture conserve une part relativement importante dans le PIB des pays des deux régions "Afrique" et "Asie/Pacifique" (32% et 30%);
- la part du secteur de l'industrie dans le PIB de chacune des régions "Afrique" et "Asie" est voisine de 30% tandis qu'elle approche 40% pour ce qui concerne les régions "Pays arabes" et "Europe";
- le secteur des services occupe une place prépondérante avec une part du PIB de 40% pour l'Afrique, 50% pour l'Amérique latine et les Antilles, 43% pour l'Asie et le Pacifique, 45% pour les pays arabes et l'Europe.

13. Quant aux taux de l'alphabétisation, on note que l'Afrique demeure encore la région où l'analphabétisme reste l'une des préoccupations majeures (37%), tandis que les pays arabes approchent 50% d'alphabétisés et que les pays d'Amérique latine détiennent le record dans ce domaine avec 80%.

14. En matière de planification des besoins en effectifs, en prévision du développement des services, peu d'Administrations ont fourni des indications; il est cependant permis d'indiquer que ces besoins restent importants en ce qui concerne les agents des cadres moyens et le personnel de maîtrise de l'exécution, comme il ressort des données du tableau ci-après:

Tableau 2 — Besoins en effectifs supplémentaires (1984–1988)

Région	Nombre de pays	Cadres supérieurs	Cadres moyens	Cadres de maîtrise de l'exploitation	Personnel enseignant	
					Niveau moyen	Niveau supérieur
1	2	3	4	5	6	7
Afrique	16	748	1951	3238	114	110
Amérique latine et Antilles	4	45	473	989	48	7
Asie et Pacifique	6	164	3162	8971	51	2
Pays arabes	8	251	1400	3397	29	11
Europe	3	4729	6553	980	21	77

15. L'élément "consommation postale" dans la détermination des effectifs constitue l'un des facteurs liés à la poste au même titre que ceux portant sur l'étendue du réseau postal, la gamme des prestations offertes, la qualité du service, les moyens matériels disponibles, le rendement des agents qui est fonction des méthodes de gestion, de la formation et de l'encadrement du personnel.

B. Les facteurs liés à la poste

16. La *consommation postale* peut être définie comme l'ensemble des envois de la poste aux lettres reçus et expédiés par an et par habitant, dans un pays donné.

17. Il ressort de l'examen du tableau No 1 que:

- lorsque la part du secteur de l'agriculture dans le PIB est grande, la consommation postale est relativement faible;
- lorsque la part de chacun des secteurs "industries" et "services" dans le PIB est grande, la consommation postale est relativement importante;
- une relation peut également être établie entre le taux d'alphabétisation et la consommation postale (par exemple, la consommation postale et le taux d'alphabétisation sont faibles en Afrique);
- à un produit national par habitant élevé (PNB/hab.) correspond une importante consommation postale.

18. On sait que, globalement, le trafic de la poste aux lettres croît, pour l'ensemble des pays en développement, sauf en ce qui concerne le trafic AO — services intérieur et international (expédition) de la région "Afrique".¹

19. *L'étendue du réseau postal* se mesure par l'importance des infrastructures physiques et d'autres "antennes" dont dispose une Administration pour desservir les usagers sur l'ensemble du territoire national.

20. Si les pays en développement ont consenti des efforts en matière de création de nouveaux bureaux de poste (une croissance de 2,3% pour la période 1977—1981), la desserte dans les zones rurales reste encore problématique en raison de l'insuffisance des ressources financières nécessaires à l'extension du réseau dans ces zones et du souci des Administrations de limiter les coûts d'exploitation d'un tel réseau.

21. On considère comme participant à toute la *gamme des prestations* offertes par la poste, les Administrations qui assurent, non seulement le service de la poste aux lettres (LC, imprimés, petits paquets, envois en franchise, envois contre remboursement, valeurs déclarées, journaux servis par abonnement), mais également le service des colis postaux, les services financiers (mandats de poste, recouvrements, chèques postaux, épargne postale) et la distribution à domicile.

22. L'enquête a permis de constater que seulement six pays africains, un d'Asie/Pacifique, trois pays arabes et un seul pays d'Europe assurent la gamme complète des prestations postales telle qu'elle est définie ci-dessus. A noter qu'aucun pays d'Amérique latine et des Antilles n'assure la totalité des prestations.

23. Le facteur *qualité du service* tient compte des fréquences en matière de relevage des boîtes postales, de la qualité des acheminements, des opérations de tri et de distribution notamment à domicile, des délais d'attente aux guichets.

24. Bien qu'il existe peu de données permettant d'apprécier le niveau de la qualité des services dans les pays en développement, il est permis d'avancer les observations ci-après, fondées d'une part sur les renseignements disponibles au Bureau international et d'autre part sur les constatations faites sur place à l'occasion de missions d'experts et de consultants:

- le nombre de boîtes postales installées dans les zones urbaines des pays en développement est de loin inférieur aux besoins même si ce nombre a augmenté de 8,6% pendant la période 1977—1981; leur relevage s'opère de façon irrégulière, ce qui explique le peu d'usage qu'en fait le public;
- les opérations d'acheminement et de distribution du courrier sont loin de répondre aux critères de rapidité, de sécurité et de régularité;
- les délais d'attente parfois très longs aux guichets proviennent, soit d'une insuffisance de la "présence postale" notamment dans les banlieues des zones urbaines, soit de méthodes défaillantes de travail.

25. Un autre facteur pouvant influencer sur les effectifs d'une Administration concerne les *moyens matériels disponibles* (machines des guichets, machines des services "arrières", équipements de distribution).

26. A ce sujet, l'analyse des données relatives aux pays étudiés permet d'indiquer que:

- les pays arabes ont mécanisé la quasi-totalité des opérations de guichet; les pays d'Europe ont mécanisé en moyenne trois opérations sur six tandis que les pays d'Afrique et d'Asie n'en ont mécanisé que deux et un sur six, respectivement;
- pour ce qui concerne les services "arrières" (notamment tri mécanisé), les groupes des pays d'Amérique latine et des Antilles disposent d'un équipement important, alors que les pays d'Asie et d'Europe ont relativement peu mécanisé; l'Afrique vient loin derrière avec un équipement très sommaire;
- en matière de distribution, les pays arabes, ceux d'Europe et d'Asie/Pacifique ont consenti des efforts remarquables puisque ces pays utilisent tous des équipements classiques (bicyclettes, mobylettes, véhicules à moteur).

Il faut signaler, au sujet de la mécanisation, que dans les pays d'Amérique latine où elle porte également sur les opérations de tri, on note une diminution des effectifs du personnel, sans que l'on puisse affirmer qu'il existe un lien de cause à effet.

¹ Etude 501 — L'avenir des services postaux, tableaux XV et XIX.

27. Il résulte des considérations ci-dessus que l'importance des effectifs théoriques nécessaires au bon fonctionnement des services postaux d'un pays dépend de divers facteurs locaux. Les problèmes posés dans ce domaine ne peuvent être cernés de façon concrète et précise qu'après étude au niveau de chaque pays.

C. Les normes en matière d'effectifs

28. Rappelons que les normes minimales de 1 agent pour desservir 1000 habitants, 3% des effectifs globaux pour constituer l'effectif des cadres moyens et 1 fonctionnaire des cadres supérieurs pour 5 à 10 fonctionnaires des cadres moyens ont été considérées par le Congrès de Rio de Janeiro comme indicatives.

29. L'enquête a permis de relever que le rapport agent postal/habitants est de 0,26 agent pour 1000 habitants pour l'Afrique, 0,80 pour l'Amérique latine et les Antilles, 0,49 pour l'Asie/Pacifique, 0,54 pour les pays arabes et 1,35 pour les pays d'Europe en développement.

30. A signaler que, pris individuellement, un certain nombre d'Administrations de pays en développement ont déjà atteint et même dépassé la norme de 1 agent pour 1000 habitants (Bahamas, Antilles néerlandaises, Chypre, Malte, Portugal, Trinité-et-Tobago, Sri Lanka, Yougoslavie). Ces pays ont pour caractéristiques communes d'avoir un taux d'alphabétisation et un PNB par habitant des plus élevés; c'est également dans ces pays que la part de chacun des secteurs "industries" et "services" dans le PIB est la plus importante.

31. S'il est vrai qu'elles doivent être adaptées à la situation particulière de chaque pays, les normes rappelées ci-dessus gardent leur valeur car elles représentent un objectif vers lequel l'ensemble des Administrations postales des pays en développement devraient tendre, bien entendu sans perdre de vue le souci de maintenir les coûts d'exploitation dans les limites qu'imposent une gestion saine et équilibrée.

32. Au reste, les tendances observées en ce qui concerne certains des facteurs énumérés ci-dessus (accroissement du trafic, des infrastructures postales et, dans une moindre mesure, des équipements) ne seront pas sans effets sur les effectifs et, par conséquent, sur l'importance des besoins en matière de formation.

Deuxième partie

III. Les besoins en matière de formation

33. Au sens large du terme, la formation vise non seulement l'initiation du personnel nouvellement recruté aux fonctions qu'il aura à exercer, mais aussi le perfectionnement et le recyclage du personnel en cours d'emploi.

34. Depuis une vingtaine d'années, les organes de l'UPU considèrent la formation comme une action de toute première priorité en faveur des Administrations des pays en développement. Des efforts considérables ont été déployés dans ce domaine par les pays mais, comme semblent le montrer les résultats de l'enquête, des besoins importants restent encore à satisfaire dans les pays en développement.

35. Il ressort en effet des données de l'enquête que:

- les régions "Afrique" et "Amérique latine/Antilles" ont consenti des efforts importants pour la formation du personnel (70% et 65% respectivement ont été formés); néanmoins, les besoins sont encore énormes dans ce domaine puisque 30% et 35% des agents occupent des fonctions auxquelles ils n'ont pas été préparés;
- en dépit des efforts déjà déployés, les régions "Asie/Pacifique" et "Pays arabes" devraient tout mettre en oeuvre pour assurer la formation de la majorité de leurs agents (seulement 20% et 37% des agents, respectivement, ont bénéficié d'une formation);
- quant à la formation des enseignants, on note que les régions "Afrique" et "Asie/Pacifique" disposent d'un assez grand nombre de personnel spécialisé dans le domaine considéré (50% et 80%) tandis que les deux régions "Amérique latine/Antilles" et "Pays arabes" doivent former un grand nombre d'enseignants pour remédier aux insuffisances constatées (10% et 5% seulement d'enseignants formés);
- le rapport enseignant/agent postal est disproportionné, ce qui se traduit par une grande charge de travail pour les enseignants dans toutes les régions; il est de 1/100 en Afrique, 1/350 en Amérique latine/Antilles ainsi qu'en Asie/Pacifique et de 1/60 pour la région "Pays arabes".

36. Il est évident que les facteurs qui interviennent dans l'augmentation des effectifs (volume du trafic, gamme des prestations offertes, qualité du service, etc.) influent sur l'ampleur des besoins en matière de formation; même sans augmentation d'effectifs, une politique de modernisation des services se traduit nécessairement par une action de formation du personnel. D'où l'importance pour les Administrations des pays en développement d'entreprendre une action systématique de planification de leurs activités de formation.

IV. Les actions de formation

37. Conformément à la politique établie par l'UPU depuis le Congrès de Vienne 1964, les actions de l'UPU portent essentiellement sur:

- la création de plus en plus généralisée d'un système de formation de personnel d'exécution et des cadres subalternes au niveau de chaque pays; lorsque les besoins le justifient dans certains pays, la formation des cadres moyens peut également être organisée sur place;
- la création dans les régions en voie de développement de moyens de formation postale jusqu'au niveau de cadres supérieurs;
- la formation en nombre suffisant d'instructeurs pleinement qualifiés.

1. La formation au plan national

38. Grâce aux efforts consentis par les Administrations elles-mêmes et au concours de l'UPU, il existe un nombre important d'instituts ou centres de formation professionnelle. Suivant les informations disponibles au Bureau international, 81 Administrations postales de pays en développement disposent de 234 établissements d'enseignement postal;¹ on compte 38 centres ou instituts nationaux en Afrique, 110 en Amérique latine et aux Antilles, 28 en Asie/Pacifique, 48 dans les pays arabes et 10 pour l'Europe.

39. L'UPU accorde son concours aux Administrations qui prennent des initiatives pour la création ou le renforcement de leurs systèmes de formation. L'aide de l'UPU porte essentiellement sur la collaboration à la mise en place de structures de formation, à l'élaboration de programmes d'enseignement, à l'initiation du personnel enseignant local, à l'utilisation des techniques modernes de formation. Une aide complémentaire est également fournie en matériel d'équipement pédagogique, pour appuyer les efforts des pays. D'autres actions entreprises grâce aux projets financés par le PNUD ont permis à certains pays d'améliorer leurs systèmes de formation et notamment de disposer de supports pédagogiques pour leurs écoles.

40. Compte tenu de l'importance de la formation, la création d'une école par pays et éventuellement de plusieurs autres écoles décentralisées devrait être un objectif pour l'horizon 1990. La réalisation de cet objectif permettrait de renforcer la capacité de formation des cadres de maîtrise et du personnel d'exécution. Pour atteindre l'objectif minimal d'une école par pays, environ 50 pays en développement devront se doter d'un établissement de formation.

41. Parallèlement à cette action de développement du système de formation, un effort devrait être entrepris en vue de l'amélioration du contenu des enseignements, de la modernisation de l'équipement pédagogique et de la réalisation des infrastructures.

42. S'agissant des contenus des enseignements, il importerait de recourir aux récentes acquisitions dans le domaine de la technologie de l'éducation en concevant des cours par objectifs. Les pays devraient pouvoir disposer également de cours par module, élaborés par leurs propres techniciens de l'enseignement formés à cet effet. La préoccupation majeure devrait être la mise en place d'un enseignement adapté aux besoins des pays.

43. En matière d'équipement, il s'agirait de doter chaque école de matériel pédagogique normalisé qui permettrait aux enseignants d'illustrer leurs cours par la méthode de simulation propre à mieux préparer les futurs agents à leur métier. D'autres supports tels que les manuels de cours et des guides divers devront être élaborés compte tenu des besoins des écoles nationales. L'action envisagée vise à compléter les activités déjà entamées au titre des projets régionaux notamment. D'autres actions telles que la formation alternée et la formation itinérante pourraient faire l'objet d'études en vue de leur application éventuelle à l'ensemble des pays.

44. En ce qui concerne les infrastructures, il s'agirait d'apporter un concours technique aux pays pour l'étude et la construction de locaux scolaires de conception simple et économique.

2. La formation au plan multinational

45. Depuis 1966, l'UPU met l'accent sur la formation et la spécialisation des cadres moyens et supérieurs. Grâce à une action systématique dans ce domaine, un certain nombre d'instituts postaux multinationaux ont été créés en Afrique (4), en Asie (1) et dans les pays arabes (1); des écoles nationales à vocation multinationale ont été implantées en Amérique latine.

46. Conformément à la résolution C37 du Congrès postal universel de Rio de Janeiro (1979) et compte tenu des besoins exprimés par les pays, il conviendrait de créer d'autres centres multinationaux ou de donner une vocation multinationale à des écoles nationales existantes.

¹ Inventaire des moyens de formation — Publication UPU.

47. Outre l'extension des centres multinationaux, le renforcement des structures et des activités des écoles existantes devrait être poursuivi pour répondre à la nécessité de former les cadres supérieurs dans leur propre environnement. Cette formation serait suivie de stages dans les pays développés, notamment en matière de gestion. Il serait fait usage au mieux des possibilités d'accueil existant dans les établissements en question. Outre les cours de formation initiale, des actions de formation continue (perfectionnement et spécialisation) devraient être organisées de façon permanente.

48. Sur la base d'un plan de formation établi par chaque école et coordonné avec le programme annuel d'action de l'UPU, les cours spécialisés seraient organisés dans ces établissements, grâce aux ressources propres des écoles et des pays participants, avec une aide extérieure complémentaire, notamment celle de l'UPU.

3. Formation du personnel enseignant

49. Malgré les efforts déployés depuis plusieurs années grâce à la collaboration de la France et de la Grande-Bretagne, des besoins considérables restent à satisfaire en matière de formation d'enseignants; le pourcentage d'agents de cette catégorie ayant reçu une formation par rapport à la totalité des formateurs est encore insuffisant comme on peut le relever au paragraphe 35 du présent document.

a) Les cours décentralisés de formation et de recyclage d'instructeurs

50. Les actions systématiques de formation et de recyclage d'instructeurs qui sont mises en oeuvre depuis 1979 dans les pays en développement, grâce notamment au concours financier du PNUD, ont incité les Administrations à prendre conscience de la nécessité de disposer d'un personnel enseignant qualifié.

51. Cette action de formation devrait être poursuivie par les écoles multinationales dans le cadre de leurs activités propres. De même, en raison de l'évolution rapide des techniques de formation et de la nécessité d'une mise à jour constante des connaissances des enseignants, des colloques pour instructeurs devraient être organisés conjointement avec les cours de recyclage.

52. Par ailleurs, suivant les besoins exprimés par certains pays, le contenu des formations devrait être diversifié. Ainsi par exemple, le développement des techniques nouvelles dans le domaine des supports pédagogiques et l'intérêt manifesté par les Administrations à cet égard exigent que des formations spécifiques soient organisées, en complément de la formation pédagogique initiale.

b) La formation pédagogique supérieure

53. Si la formation des formateurs pour les écoles nationales est organisée dans les régions depuis 1979, celle des professeurs appelés à former les cadres moyens et supérieurs notamment dans les écoles multinationales continue à se dérouler en France et en Grande-Bretagne. Parallèlement à cette action, une initiation pédagogique est donnée à des cadres hautement qualifiés dans leur spécialité et qui sont appelés à dispenser des cours en qualité de vacataires, à de futurs cadres. En raison de leur expérience en la matière, les deux établissements (Evry et Gloucester) sont des lieux tout indiqués pour ces deux types de formation.

54. Compte tenu de la grande mobilité du personnel enseignant et des problèmes que pose l'absence des cadres à ce niveau de responsabilité, il conviendrait de mettre en oeuvre un programme d'initiation pédagogique en faveur du plus grand nombre possible de hauts fonctionnaires chargés d'enseignements. Un recensement des potentialités en ce domaine serait effectué dans chaque région en vue de la mise en oeuvre d'un programme systématique de formation en collaboration avec les Administrations des deux pays précités.

c) Colloques pour responsables de l'enseignement

55. On observe souvent dans les pays en développement des insuffisances en matière d'organisation et de gestion des centres de formation et l'absence de structure chargée des questions d'enseignement dans les services centraux.

56. Depuis quelque temps, le Bureau international a pris l'initiative d'élaborer des guides pratiques et d'organiser des colloques en vue d'aider les responsables des services de la formation et les directeurs des écoles nationales et multinationales dans leurs fonctions et de les sensibiliser aux problèmes généraux de gestion de l'enseignement.

57. Compte tenu du grand intérêt manifesté à cet égard par un certain nombre d'Administrations, il est prévu de poursuivre l'organisation des colloques en question. Il s'agirait essentiellement de réunir les responsables chargés de la formation en vue de leur permettre d'échanger leurs vues sur divers thèmes concernant la formation et les formateurs.

V. Conclusion

58. Il ressort de la présente étude qu'il existe une relation entre les effectifs nécessaires à une Administration et la formation qui, elle, vise à apporter des connaissances professionnelles aux agents. L'importance des effectifs dépend à la fois de certains facteurs socio-économiques qui influent sur le trafic postal et des facteurs proprement postaux.

59. Pour déterminer les effectifs, l'élément "consommation postale" devrait être pris en compte au même titre que d'autres facteurs également liés à la poste. Parmi ces facteurs figurent l'étendue du réseau postal national, la gamme des prestations offertes, la qualité du service, les moyens matériels disponibles, le rendement des agents qui dépend essentiellement des méthodes de gestion et de l'encadrement du personnel.

60. Les imbrications de ces facteurs entre eux et les considérations locales sont telles qu'elles nécessitent une étude au niveau de chaque pays afin d'évaluer les effectifs théoriques dont a besoin l'Administration considérée. Les normes minimales en matière d'effectifs proposées par le Congrès de Rio de Janeiro devraient être considérées comme des objectifs à moyen et long terme pour l'ensemble des pays en développement, sans toutefois perdre de vue la nécessité d'appliquer des règles strictes de gestion économique de l'entreprise.

61. Compte tenu des besoins exprimés, la formation initiale, les actions de perfectionnement et de spécialisation des agents et notamment des cadres moyens et supérieurs, de même que la formation et le recyclage du personnel enseignant devraient continuer à faire l'objet d'une attention prioritaire de la part des Administrations postales des pays en développement.

62. De louables efforts ont été consentis par les pays qui, grâce au concours complémentaire de la communauté internationale, ont créé de nouvelles écoles nationales parfois en décentralisant leurs structures afin de mettre les moyens de formation à proximité des lieux d'affectation des agents. Bien que relativement limitées, des initiatives ont également été prises pour créer des écoles multinationales et pour étendre les domaines d'activités des instituts multinationaux qui existaient déjà.

63. Mais il reste encore beaucoup à faire pour que les pays en développement disposent d'infrastructures suffisantes et fonctionnelles ainsi que de matériel pédagogique adapté à leurs besoins.

64. La politique de décentralisation des formations à tous les niveaux devrait être poursuivie et se développer dans toutes les régions sans qu'il soit nécessaire de recourir, au moins au stade initial, à des installations de prestige, notamment en matière de locaux.

65. Les formations spécialisées en matière de gestion, de planification, de relations publiques et d'action commerciale déjà initiées devraient être poursuivies pour compléter les actions de formation initiale des cadres moyens et supérieurs.

66. L'UPU devrait continuer à accorder son concours en vue d'aider les pays et les groupes de pays qui le souhaitent à réaliser leurs objectifs aussi bien pour la définition des besoins en matière d'effectifs que pour leurs activités de formation.

Berne, le 8 mars 1984

Au nom du Conseil exécutif:
Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

L'avenir de l'assistance technique de l'UPU

Rapport du Conseil exécutif

I. Introduction

1. Ainsi qu'on le sait, à partir du 1er janvier 1963, l'UPU s'est engagée dans la voie de l'assistance technique en faveur des pays qui éprouvaient des difficultés à organiser et à faire fonctionner de façon satisfaisante leurs services postaux. A cet égard, trois observations méritent d'être formulées:

- L'UPU a commencé à déployer ses efforts en matière d'assistance technique peu de temps après l'accession, notamment en Afrique, d'un grand nombre de pays à l'indépendance où la situation de la poste laissait beaucoup à désirer. Il est apparu en effet qu'étant donné la solidarité existant entre les Administrations postales du point de vue opérationnel, l'UPU devait compléter ses activités normatives par des activités opérationnelles visant à permettre aux Administrations des pays nouvellement indépendants d'assurer convenablement les fonctions postales.
- Cette nouvelle orientation a trouvé sa consécration dans la Constitution de l'UPU (article premier, paragraphe 3) approuvée par le Congrès de Vienne en 1964 ainsi que dans l'article 102, paragraphe 6, lettre b), du Règlement général qui prévoit que le Conseil exécutif favorise, coordonne et supervise toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale.
- Une évolution parallèle a eu lieu dans le cadre des Nations Unies qui ont créé en 1965 le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) par suite de la fusion de deux éléments préexistants: le Programme élargi d'assistance technique (PEAT) et le Fonds spécial.

2. Depuis le Congrès de Vienne qui, par sa résolution C 12, a jeté les bases d'une action cohérente de l'UPU en matière d'assistance technique, et singulièrement de formation professionnelle, les Congrès successifs de l'UPU se sont attachés à adapter la politique et les actions de l'UPU aux besoins des pays en développement en s'inspirant aussi étroitement que possible des changements intervenus dans ce domaine dans le cadre du système des Nations Unies, notamment au titre du PNUD, principale source de financement des activités d'assistance technique dans le domaine postal.

3. L'application systématique de la politique de l'UPU en matière d'assistance technique a permis d'apporter aux pays en développement une aide précieuse qui, dans l'ensemble, a abouti à des progrès parfois sensibles. Il convient de noter cependant que, pour diverses raisons, des écarts importants ont été constatés dans les progrès réalisés par les pays bénéficiaires. En outre, l'intervention systématique de l'UPU dans le domaine considéré a facilité la prise de conscience des problèmes à résoudre et des efforts à déployer à cet effet. Bien qu'elle soit encore insuffisante dans la plupart des pays, cette sensibilisation des autorités locales a facilité l'aboutissement des efforts entrepris par les Administrations postales.

4. Du point de vue des principes, l'assistance technique bien comprise doit "tendre à se rendre inutile", par suite de la prise en compte par les Administrations bénéficiaires des problèmes auxquels elles doivent faire face. On pourrait donc se demander si, à long terme, l'assistance technique de l'UPU ne devrait pas cesser, mais répondre affirmativement ce serait manquer de réalisme et ignorer les problèmes qu'auront à régler, même à long terme, la plupart des Administrations qui bénéficient actuellement de l'assistance technique. Il vaut mieux examiner le problème de l'avenir de l'assistance technique dans une perspective tenant dûment compte à la fois de l'évolution de la philosophie de l'assistance technique au niveau du système des Nations Unies et de la politique de l'UPU dans le domaine considéré dans un monde en rapide évolution.

5. Il paraît opportun d'étudier le problème de l'avenir de l'assistance technique de l'UPU dans une perspective tenant dûment compte, d'une part, des progrès réalisés dans le tiers monde au cours des vingt dernières années en matière de développement postal, d'autre part, de l'évolution de la politique et des moyens d'assistance technique à l'UPU et plus généralement dans l'ensemble du système des Nations Unies.

6. Il est souhaitable que le présent document, présenté dans une forme concise, donne lieu à un échange de vues dont les conclusions intéresseront sans doute aussi bien les pays développés que les pays en développement. Mais il convient d'ajouter que l'orientation générale qui pourrait s'en dégager n'aurait qu'une valeur toute relative, en raison même des incertitudes quant au volume des moyens disponibles à long terme et aux changements de politique générale qui pourraient être décidés par les prochains Congrès.

7. Dans cette optique, il paraît intéressant d'esquisser ce que pourraient être les grandes lignes de l'action de l'UPU au cours des quinze à vingt années à venir, et les principes directeurs dont elle s'inspirerait.

II. Action de l'Union

8. D'une façon générale, on peut penser qu'à long terme la consommation postale augmentera sensiblement dans les pays en développement par suite de l'augmentation rapide de la population, de l'élévation du taux d'alphabétisation grâce aux efforts déployés par les gouvernements avec l'appui de l'UNESCO et de fonds d'assistance bilatérale et enfin du développement économique et social de ces pays, même si le rythme prévu paraît assez lent. Il en résultera, même au cas où les efforts sur le plan local en faveur de la poste seraient importants, un accroissement sensible des besoins que les Administrations postales auront du mal à satisfaire; d'où la nécessité d'une aide extérieure, notamment de la part de l'UPU.

9. Du point de vue des modalités d'intervention, il semble que l'UPU devrait transférer progressivement aux pays assistés certaines tâches qui ne paraissent pas présenter de difficultés techniques particulières pour ces pays. Cela permettrait à l'UPU de consacrer moins de temps à des activités spécifiques, ce qui rendrait possible le renforcement des activités de caractère général correspondant à certaines fonctions qui semblent avoir pour l'UPU une valeur déterminante. Il y a lieu de signaler à propos de cette évolution que, dans une étude prospective concernant les besoins changeants des pays en développement, le PNUD a indiqué qu'à terme les efforts des organisations du système des Nations Unies devraient porter notamment sur la gestion du développement et l'application de la technologie moderne.

A. Activités spécifiques

10. Dans cette optique, l'UPU devrait se préparer à fournir aux pays en développement une assistance technique de caractère pratique limitée, en principe, à certains domaines particuliers où paraît nécessaire une certaine continuité de l'action de l'UPU.

a) En matière de *gestion*, les efforts déployés devraient sans doute être plus intenses. En effet, on constate que les résultats obtenus à cet égard au cours des dix dernières années n'ont pas été très significatifs, sauf dans quelques pays. Il importerait surtout de continuer à aider un nombre élevé d'Administrations à établir un vrai plan de développement postal qui s'intègre rationnellement dans le plan national de développement. Cela suppose non seulement un outil statistique adéquat, mais également un exercice de planification qui se fonde sur un diagnostic très poussé de la situation des services postaux. En outre, des pays auront sans doute besoin d'une assistance en vue de développer la gamme et la qualité des services postaux offerts, de façon à mieux répondre aux besoins des usagers et, partant, à lutter plus efficacement contre la concurrence des entreprises privées qui interviendront de plus en plus sur le marché postal. Enfin, l'expérience montre que les efforts déployés depuis plusieurs années en matière de formation de personnel n'ont pas donné les résultats concrets escomptés, en raison d'une mauvaise utilisation, dans beaucoup de pays, du personnel formé. Il importerait que des mesures spécifiques soient prises à cet égard, non seulement pour obtenir du personnel un meilleur rendement, mais aussi pour éviter des démissions et des licenciements arbitraires d'agents, peu de temps après qu'ils ont été formés.

- b) Dans le domaine de la *formation*, on peut penser qu'il y aura encore beaucoup à faire pendant encore de nombreuses années. Etant donné le rôle prépondérant joué par le facteur humain dans le fonctionnement des services postaux, toute l'attention voulue devrait être accordée à ce secteur. Bien entendu, en raison de l'accroissement constaté au cours des vingt dernières années des moyens de formation du personnel d'exécution et même des cadres subalternes et moyens, l'action devrait porter sur le renforcement des facilités de formation des cadres supérieurs et des responsables de la gestion, dans la région et parfois même hors de la région. Bien entendu, cette action prioritaire devrait s'accompagner de la poursuite des efforts tendant à maintenir ou à améliorer la qualité de l'enseignement postal destiné aux cadres subalternes et moyens.
- c) En ce qui concerne les *services financiers*, on constate que, malgré toute l'attention portée à ce secteur par l'UPU depuis de nombreuses années, les résultats obtenus restent encore assez limités. On peut penser que l'amélioration progressive de la qualité du service postal permettra un développement plus rapide des services financiers qui répondront à des besoins découlant du développement économique et social. Cependant, une certaine prudence paraît souhaitable étant donné que, du point de vue démographique, économique et social, la création des services financiers ne paraît pas se justifier dans tous les pays. Dans d'autres, au contraire, une aide extérieure sera sans doute nécessaire pour l'automatisation des services en question.
- d) Dans le domaine de l'*organisation et du fonctionnement des services postaux*, il apparaît que, sauf dans les pays les moins avancés, l'assistance technique ne devrait porter que sur quelques points particuliers, car on peut considérer que le personnel déjà formé pourrait permettre à la plupart des Administrations des pays en développement de se passer d'assistance technique à cet égard. En revanche, celle-ci serait à prévoir en matière de traitement et d'acheminement du courrier international car il s'agit là d'une fonction qui intéresse directement l'UPU. En particulier, l'aide pourrait concerner les centres de transit internationaux et la structuration des rapports des Administrations avec les transporteurs, y compris les compagnies de transports maritimes et terrestres dont les possibilités paraissent devoir être utilisées plus largement à l'avenir. Par ailleurs, les progrès réalisés quant à l'organisation générale de leurs services, de même que le souci de faciliter la manutention et le traitement du courrier et éventuellement des colis postaux, conduiront un nombre de plus en plus élevé d'Administrations à envisager ou à réaliser une mécanisation partielle ou totale de centres de tri, sous réserve qu'une telle initiative se justifie, compte tenu notamment du volume du trafic et des facilités de maintenance; il serait bon que l'UPU puisse accorder à cet effet un appui technique de plus en plus important.
- e) Dans le domaine du *matériel postal*, on peut prévoir que beaucoup d'Administrations continueront de rencontrer de graves difficultés, même s'il s'agit de petit matériel. Il serait donc souhaitable que l'UPU aide les pays ou les groupes de pays qui envisagent de créer des ateliers de fabrication de matériel postal, mettant ainsi à profit le savoir-faire de leurs artisans et ouvriers en même temps que les matériaux locaux.
- f) Pour les *pays les moins avancés*, les orientations qui précèdent ne paraissent pas pouvoir s'appliquer largement, du moins dans un proche avenir. Aussi conviendrait-il que l'assistance technique porte essentiellement sur des secteurs de base, notamment le développement de l'infrastructure postale, la modernisation des services de guichet, l'acheminement et la distribution du courrier et la formation du personnel d'exécution et d'encadrement. En outre, il conviendrait de poursuivre et même d'augmenter la fourniture à ces pays de petit matériel d'exploitation dont ils continueront sans doute d'avoir un besoin de plus en plus grand, au fur et à mesure de l'extension de leurs services.

B. Activités de caractère général

11. Dans la perspective esquissée ci-dessus (cf. paragraphe 9), des activités de caractère général seraient possibles, qui augmenteraient sensiblement le rôle joué utilement par l'UPU dans le domaine de l'assistance technique.

a) Planification générale du développement postal

12. La planification postale est une entreprise très ambitieuse lorsqu'elle porte sur toutes les régions en développement; elle paraît cependant souhaitable pour faciliter et si possible orienter les efforts en faveur de l'amélioration des services postaux dans les pays en développement. De toute façon, elle présenterait un caractère très souple et même si l'on ne parvenait qu'à une simple harmonisation, ce serait déjà un résultat appréciable.

13. Quoi qu'il en soit, cette planification générale devrait se fonder sur les priorités établies par le Congrès, en tenant compte de la diversité des situations régionales. En effet, il y aurait lieu d'assurer une certaine cohérence entre les objectifs mondiaux et les objectifs régionaux. On sait que ces derniers sont établis par des autorités régionales sans toujours tenir compte des principes sur lesquels se fonde l'action de l'UPU. De toute façon, l'UPU s'attacherait à fixer sur le plan mondial des objectifs qui, tout en se référant aux objectifs régionaux, s'intégreraient dans une certaine conception du développement global des services postaux. A cet égard, l'UPU serait amenée à établir une espèce de planification générale qui, bien entendu, n'aurait qu'un caractère indicatif.

b) Evaluation de la situation générale des services postaux

14. Il y aurait intérêt pour l'UPU à disposer d'une évaluation de plus en plus précise de la situation des services postaux dans l'ensemble des pays du monde, en particulier dans les pays en développement. Même de façon approximative, une telle évaluation permettrait de mieux apprécier l'écart qui, globalement, existe entre les pays développés et les pays en développement. Il est évident que, dans toute la mesure possible, l'UPU devrait s'attacher à ce que cet écart ne grandisse pas et même qu'il se réduise.

15. En outre, l'UPU devrait pouvoir parvenir à une connaissance plus poussée de la situation du service postal dans les différentes régions en développement. Il serait souhaitable que les progrès déjà réalisés à cet égard se poursuivent, en étroite collaboration avec les Unions restreintes concernées, de façon que l'on puisse se faire une idée aussi nette que possible des résultats obtenus ainsi que des difficultés à surmonter. Une meilleure connaissance de la situation des services postaux au niveau régional donnerait plus de poids aux interventions de l'UPU auprès des organismes régionaux susceptibles d'apporter leur concours au développement postal.

16. En revanche, au niveau national, l'évaluation des services postaux déjà entreprise par l'UPU devrait être effectuée par les Unions restreintes concernées (ou par les pays eux-mêmes s'ils ne font pas partie de telles Unions), éventuellement avec le concours de l'UPU qui devrait profiter du résultat ainsi obtenu.

c) Information publique

17. Il n'est pas douteux que l'action en matière d'information publique en faveur du développement postal devrait être poursuivie pendant de longues années, de façon à sensibiliser davantage les autorités nationales, les organisations mondiales et régionales et les milieux d'affaires quant à l'importance de la poste dans le processus du développement économique, social et culturel. C'est là en effet une action qui gardera sans nul doute un caractère déterminant puisqu'elle devrait permettre la mobilisation des moyens et des énergies en vue de renforcer la position de la poste sur le marché des communications. De façon plus précise, elle permettrait de mieux assurer le financement du développement de la poste par des moyens locaux et d'obtenir à cet effet l'aide extérieure nécessaire, à titre complémentaire.

18. En outre, les actions d'information publique entreprises par les Administrations avec le concours actif de l'UPU faciliteraient l'acceptation par les autorités locales des changements à apporter au statut administratif et financier des services postaux, de façon qu'ils puissent mieux assumer leur rôle.

d) Etudes de caractère général

19. De plus en plus, l'UPU devrait entreprendre des études de caractère général susceptibles de servir de base aux efforts déployés par les Administrations pour le développement postal. A cet égard, un travail très important est déjà fait par le CCEP, mais l'expérience montre que certaines études non inscrites au programme de cet organe présentent parfois pour les pays en développement un réel intérêt. En outre, le Bureau international devrait, de manière plus systématique, compléter ou préciser les conclusions des études du CCEP qui, malgré les améliorations constatées, ne sont pas toujours directement exploitables par les pays.

20. Il conviendrait que les efforts du Bureau international portent sur des études concernant des secteurs de caractère général, par exemple la gestion et la formation. A cet égard, la coordination devrait être assurée avec les travaux effectués par les centres régionaux d'information et d'études qui seraient mis en place avec le concours de l'UPU.

III. Principes directeurs

21. Pour la mise en oeuvre de l'action esquissée ci-devant, il importerait de se référer à certains principes directeurs déjà largement appliqués par l'UPU mais qu'il serait peut-être opportun de renforcer.

a) Pays prioritaires

22. Il semble que, même à long terme, il conviendrait de maintenir les deux critères actuellement appliqués par l'UPU en matière de fourniture d'assistance technique, à savoir la priorité aux pays les moins avancés, et plus largement aux pays défavorisés, et, d'autre part, la motivation quant à l'utilisation efficace de l'assistance précédemment attribuée. Comme on le sait, le premier critère se fonde sur des catégories établies objectivement par l'ONU, alors que le second repose sur des considérations de fait et parfois certains éléments d'ordre psychologique. Quoi qu'il en soit, l'expérience montre que le second critère devrait être maintenu à l'avenir et qu'il conviendrait même de lui accorder une importance grandissante.

23. D'une façon générale, étant donné que le développement postal est avant tout l'affaire des pays et que, par conséquent, l'aide de l'UPU ne peut avoir qu'un caractère complémentaire, seuls devraient, semble-t-il, être aidés les pays vraiment décidés à entreprendre une organisation générale ou un ensemble de mesures cohérentes en faveur du développement postal. Il serait donc nécessaire que l'UPU connaisse aussi précisément que possible les intentions des gouvernements quant au développement postal dans leurs pays, ce qui supposerait des interventions appropriées du Bureau international.

b) Financement

24. Tout d'abord, il paraît essentiel de maintenir à l'avenir le principe suivant lequel le PNUD reste la source principale de financement de l'assistance technique fournie par l'UPU. L'UPU continuerait donc à aider aussi efficacement que possible les pays à identifier leurs besoins et à établir des projets susceptibles d'être financés par cet organisme. Par ailleurs, elle continuerait d'élaborer, en consultation avec les gouvernements et les Unions restreintes, des projets régionaux ou multinationaux pouvant être financés au titre de cette même source.

25. Cependant, il ne paraît pas raisonnable d'escompter que le PNUD puisse, même après la reprise économique, augmenter de façon sensible les ressources limitées dont il dispose actuellement.

26. Il apparaît donc nécessaire de prévoir une action de plus en plus soutenue de l'UPU en vue d'obtenir des ressources additionnelles pour le financement de l'assistance technique. Il s'agirait tout d'abord de développer les interventions déjà effectuées auprès de la Banque mondiale, des banques régionales et de certains organismes de financement de l'assistance technique. Les résultats déjà obtenus à cet égard permettent d'espérer l'obtention à ce titre de moyens importants.

27. En outre, l'UPU pourrait poursuivre sa participation au programme international du développement de la communication, mise au point par l'UNESCO, car certains projets pourraient être financés au titre de ce programme, surtout en ce qui concerne les pays les moins avancés.

28. Par ailleurs, il serait indiqué que l'UPU continue à appliquer la formule des "fonds en dépôt", fonds fournis soit par les pays bénéficiaires eux-mêmes, soit par un autre pays, au titre de l'assistance multilatérale.

29. Enfin, la formule du "partage des coûts" serait appliquée de façon plus large toutes les fois qu'il s'agit de pays en mesure de contribuer, sous une forme ou sous une autre, aux dépenses relatives aux projets dont ils bénéficient. A cet égard, même les pays les moins avancés (PMA) pourraient, dans certains cas, faire un geste de bonne volonté en prenant à leur charge des éléments de dépenses locales.

c) Coopération technique entre pays en développement (CTPD)

30. Le concept de "coopération technique entre pays en développement" est loin d'avoir atteint la large application qu'il devrait connaître pour des raisons de principe, d'efficacité et aussi d'économie. C'est dire qu'il importerait de prendre des dispositions pour qu'à long terme les pays puissent profiter pleinement de ce système d'assistance mutuelle. A l'heure actuelle, le rôle de l'UPU dans ce domaine est encore déterminant; en effet, c'est elle qui établit le lien de collaboration entre les pays intéressés, choisit les consultants nécessaires à cet effet et, surtout, supporte les dépenses correspondantes, sauf le traitement des consultants qui est le plus souvent supporté par leurs Administrations d'origine. L'évolution dans ce domaine devrait consister à amener les pays bénéficiaires à prendre en charge progressivement les dépenses afférentes à la CTPD, sans écarter cependant une contribution technique et financière de la part des pays développés. Le but visé, c'est le contact direct entre deux ou plusieurs pays qui utilisent le savoir-faire de leurs fonctionnaires qualifiés dans tel ou tel domaine en supportant le traitement des consultants (pays fournisseurs) et leurs frais de voyage et de séjour (pays bénéficiaires).

31. Bien entendu, dans le cas des pays les moins avancés, la modicité des ressources disponibles devrait conduire parfois l'UPU à participer financièrement à l'opération, par exemple en prenant à sa charge les frais de voyage. En ce qui concerne les centres multinationaux de formation, qui représentent une autre forme de CTPD, il est douteux que les pays intéressés puissent, même à long terme, supporter l'ensemble des dépenses correspondantes. C'est pourquoi il paraît raisonnable de prévoir une aide de l'UPU, en principe sous la forme de bourses dont bénéficieraient en premier lieu les pays les moins avancés.

d) Présence sur place de l'UPU

32. On peut supposer qu'à long terme, l'UPU disposera sur place d'une présence adéquate, dans l'optique d'une décentralisation au niveau des régions et d'un transfert aux pays de certaines activités dont elle s'occupe encore. Il y aurait intérêt à ce que la présence sur place de l'UPU continue d'être organisée suivant des modalités aussi économiques que possible, en utilisant au mieux l'expérience, les capacités techniques et l'enthousiasme de fonctionnaires de la région.

33. Il n'est pas douteux que même dans la perspective du développement postal à long terme des pays pauvres, il sera encore nécessaire de maintenir un contact étroit avec les responsables locaux de la poste pour leur fournir des services consultatifs, entretenir leur enthousiasme et les aider à convaincre les autorités gouvernementales d'accorder à la poste la priorité qu'elle mérite, grâce notamment à des actions appropriées d'information publique; il s'agirait aussi d'aider les Administrations à assurer l'intégration des efforts propres et des aides extérieures à préparer les missions de consultants de l'UPU, à appliquer les recommandations formulées et enfin à mieux utiliser les cadres formés.

e) Collaboration avec les organismes régionaux

34. A l'avenir, les relations de l'UPU avec les organismes régionaux sont appelées à se développer de plus en plus.

35. En ce qui concerne les *Unions restreintes*, la résolution adoptée par le Conseil exécutif en 1983 trace le cadre général de leur collaboration avec l'UPU dans le domaine de la coopération technique. Il paraît raisonnable de penser qu'une évolution positive se fera dans le cadre de coopération ainsi indiqué. Il n'est pas à douter en effet que la plupart des Unions restreintes auront à intervenir de plus en plus activement dans l'analyse de la situation des services postaux dans leurs Pays-membres en vue de l'identification des besoins.

36. Au niveau régional, les Unions restreintes auront à jouer un rôle de plus en plus actif, en collaboration avec l'UPU, les pays et les groupements régionaux intéressés, en ce qui concerne l'évolution des besoins et l'élaboration des programmes et projets.

37. Il faut espérer qu'en matière de financement de ces programmes et projets elles pourront également intervenir sur une base aussi large que possible, ce qui supposera le plus souvent un accroissement notable de leurs ressources propres. Il pourrait donc y avoir un accroissement de la part du programme commun, dont le financement sera assuré par l'Union ou les Unions postales intéressées.

38. Enfin, la possibilité prévue par le Conseil exécutif d'accords particuliers entre l'UPU et telle ou telle Union restreinte permettra avec le temps d'ajuster progressivement le rôle de chaque Union restreinte à ses capacités techniques, humaines et financières.

39. S'agissant des *Commissions économiques régionales*, il est probable que la tendance à leur renforcement, consacrée dans l'étude sur la restructuration du système des Nations Unies, se poursuivra. C'est dire qu'il faut prévoir d'ores et déjà que les relations entre l'UPU et les Commissions économiques régionales iront en se renforçant, mais l'UPU s'attacherait à faire respecter ses responsabilités constitutionnelles. Sous réserve de la définition d'un style approprié de coopération entre l'UPU et les Commissions économiques régionales, celles-ci pourront, semble-t-il, apporter aux Administrations postales un concours grandissant en sensibilisant les gouvernements à l'importance des besoins de la poste et éventuellement en participant financièrement à des projets régionaux élaborés par l'UPU, en consultation avec les parties intéressées.

40. Il existe d'autres groupements régionaux de caractère économique (la Communauté économique des Etats de l'Afrique occidentale, l'Union des Etats d'Afrique centrale, les pays du Pacte andin, les pays de l'Asie du Sud-Est, etc.) avec lesquels l'UPU aura sans doute à développer progressivement ses relations. En effet, ces groupements pourraient participer dans une certaine mesure aux actions à entreprendre pour sensibiliser les gouvernements aux problèmes économiques.

IV. Conclusions

41. Sans préjudice des décisions que pourront prendre à cet égard les Congrès suivants, il serait opportun que le Congrès de Hamburg procède à une discussion générale sur l'avenir de l'assistance technique de l'UPU, sur la base des réflexions contenues dans le présent document. Quelques idées maîtresses paraissent mériter une attention particulière:

- Indépendamment des dispositions existant dans la Constitution et le Règlement général, il semble raisonnable de penser que l'UPU aura à poursuivre ses efforts en matière de coopération technique, au moins pour trois raisons: le risque de voir augmenter l'écart, du point de vue postal, entre pays développés et pays en développement, l'ampleur des besoins des Administrations postales de ces derniers pays, leur conception suivant laquelle l'assistance technique est une fonction importante de l'UPU.
- Il paraît logique de continuer à accorder la priorité aux pays les moins avancés mais, en principe, pour les autres pays défavorisés, et à plus forte raison pour les pays non défavorisés, le critère de la motivation de l'Administration requérante aurait une importance de plus en plus grande.
- En termes d'activités, l'UPU devrait, semble-t-il, transférer progressivement aux pays des tâches courantes qui sont à leur portée pour pouvoir consacrer davantage de moyens à des tâches de plus grande technicité et surtout à des actions de caractère général de nature à faciliter le renforcement et l'efficacité des efforts des pays et groupes de pays.
- Pour diverses raisons, l'UPU aura sans doute à intégrer davantage ses actions dans le cadre des politiques et des actions décidées sur le plan régional, sur la base des orientations et des directives établies par ses organes.

Berne, le 8 mars 1984

Au nom du Conseil exécutif:
Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

Taxes de base des envois de la poste aux lettres

Rapport du Conseil exécutif

Introduction

1. Dans le cadre de l'étude concernant la "simplification de la tarification et des conditions d'admission des envois de la poste aux lettres", le Conseil exécutif, lors de sa session 1982, a décidé:

"de charger le Bureau international de procéder à la consultation habituelle pour établir le niveau des taxes de base à soumettre au prochain Congrès. Cette enquête devait porter notamment sur les taxes appliquées dans les années antérieures de façon à permettre des extrapolations."

2. Au vu des résultats de cette enquête qui portait notamment sur l'évolution des taxes en fr-or entre 1972 et 1982, le Bureau international a soumis des propositions sur le niveau des taxes de base au Conseil exécutif. Lors de sa session de 1983, celui-ci a décidé de reporter sa décision à sa session de 1984 et chargé à nouveau le Bureau international de consulter les Administrations postales sur les niveaux des taxes de base à partir des résultats de l'enquête de 1982.

3. A sa session de 1984, le CE a examiné, d'une part, le document présenté par le Bureau international sur ces bases et, d'autre part, un document présenté par l'Administration postale française sur les conséquences de l'introduction du DTS dans les Actes de l'UPU sur le problème des taxes de base, ces deux documents aboutissant à des propositions très différentes.

Diffusion du questionnaire

4. Pour donner suite à la décision du CE, le Bureau international a distribué, parmi les Administrations postales des Pays-membres de l'Union, un questionnaire se rapportant aux points suivants:

- a) taxes postales en vigueur dans les Administrations postales (taxes de base, pourcentage de majoration, pourcentage de réduction);
- b) possibilité d'ajustement de ces taxes avant le 1er janvier 1986;
- c) nouvelles taxes de base à soumettre au prochain Congrès;
- d) pourcentage maximal en cas de majoration ou de réduction des taxes de base à soumettre au prochain Congrès;
- e) maintien de l'article III du Protocole final de la Convention;
- f) évolution des taxes postales au cours des dix dernières années.

5. Ce questionnaire a été diffusé le 20 juillet 1982 par lettre-circulaire 3370(B1)860.

Résultats de la consultation

6. Au total, 80 Administrations postales ont pris part à la consultation dont les résultats et constatations sont indiqués ci-après.

A. Taxes postales en vigueur dans les Administrations postales

7. D'après les informations fournies par les Administrations postales, la situation se présente comme suit:
 40 Administrations, soit 50 %, majorent les taxes de base;
 23 Administrations, soit 29 %, réduisent les taxes de base;
 12 Administrations, soit 15 %, adoptent les taxes de base;
 5 Administrations, soit 6 %, appliquent une majoration pour certains envois et une réduction pour d'autres.

8. Les tableaux qui suivent indiquent la répartition des Administrations postales d'après les pourcentages de majoration ou de réduction qu'elles appliquent seulement aux *lettres* et aux *imprimés*. (L'augmentation des taxes des cartes postales est semblable à celle des lettres, et celle des petits paquets à celle des imprimés.)

9. Taxe des lettres

Pourcentage de majoration	1% à 10%	11% à 20%	21% à 30%	31% à 40%	41% à 50%	51% à 60%	61% à 70%	71% à 80%	81% à 90%	91% à 100%	Plus de 100%
Nombre d'Administrations	1	4	8	8	5	5	4	0	2	3	0

Pourcentage de réduction	1% à 10%	11% à 20%	21% à 30%	31% à 40%	41% à 50%	51% à 60%	61% à 70%
Nombre d'Administrations	2	2	6	3	5	1	4

Nombre d'Administrations appliquant les taxes de base 12

10. Taxe des imprimés

Pourcentage de majoration	1% à 10%	11% à 20%	21% à 30%	31% à 40%	41% à 50%	51% à 60%	61% à 70%	71% à 80%	81% à 90%	91% à 100%	Plus de 100%
Nombre d'Administrations	0	2	7	7	4	4	5	4	1	3	3

Pourcentage de réduction	1% à 10%	11% à 20%	21% à 30%	31% à 40%	41% à 50%	51% à 60%	61% à 70%
Nombre d'Administrations	4	4	4	2	4	0	5

Nombre d'Administrations appliquant les taxes de base 12

Analyse

11. D'après les données et les informations reçues, il a été constaté que:
- Le pourcentage de majoration ou de réduction appliqué aux taxes de base n'est pas uniforme pour les quatre catégories d'envois; de plus, quelques Administrations appliquent simultanément une majoration pour certains envois de la poste aux lettres et une réduction pour d'autres.
 - La limite de majoration de "100% au maximum" n'a pas été dépassée pour la tarification des lettres. Par contre, trois Administrations ont augmenté la taxe de base des imprimés de plus de 100%, une d'entre elles appliquant une majoration de 174%.
 - Sur les 40 Administrations qui majorent les taxes de base des lettres, 35 (soit 87,5%) augmentent la taxe de base de 70% au maximum. (L'augmentation la plus fréquente est comprise entre 20 et 60%.)
 - La moyenne arithmétique de toutes les augmentations de la taxe des lettres appliquées par les 40 Administrations est de 46%.
 - Sur les 23 Administrations qui réduisent les taxes de base des lettres, 18 (soit 78%) appliquent au maximum une réduction de 50%. (La réduction la plus fréquente est comprise entre 20 et 50%.)
 - Sur les 40 Administrations qui majorent les taxes de base des imprimés, 33 (soit 82%) appliquent une augmentation ne dépassant pas 80%. (L'augmentation la plus fréquente est comprise entre 20 et 80%.)
 - La moyenne arithmétique de toutes les augmentations de la taxe des imprimés appliquées par 40 Administrations est de 58%.
 - En ce qui concerne la réduction de la taxe des imprimés, 18 sur 23 Administrations (soit 78%) appliquent une réduction allant jusqu'à 50% au maximum.
 - Le nombre des Administrations postales majorant de plus de 50% la taxe de base des imprimés est plus élevé que celui des Administrations majorant la taxe de base des lettres dans la même mesure, comme il est indiqué dans le tableau suivant:

Envois	Majoration jusqu'à 50%	Majoration de plus de 50%
Lettres	26 Administrations (65%)	14 Administrations (35%)
Imprimés	20 Administrations (50%)	20 Administrations (50%)

B. Taxe supérieure pour les envois non normalisés du premier échelon de poids

12. Le résultat de la consultation a été le suivant:
- Nombre d'Administrations qui ont établi une taxe supérieure pour les envois non normalisés 9 (11,25%)
 - Nombre d'Administrations qui n'ont pas surtaxé les envois non normalisés 71 (88,75%)

C. Ajustement des taxes postales avant l'application des Actes du prochain Congrès

13. En ce qui concerne la possibilité d'un ajustement, avant le 1er janvier 1986, des taxes actuellement en vigueur, 47 Administrations ont répondu par l'affirmative. Les augmentations avancées varient de 10 à 60%. Par ailleurs, 28 Administrations ne se sont pas prononcées.

D. Nouvelles taxes de base à soumettre au prochain Congrès

14. En ce qui concerne la revision des taxes de base pour l'affranchissement des envois de la poste aux lettres, adoptées par le Congrès de Rio de Janeiro, en vue de soumettre une proposition au Congrès de Hamburg, les Administrations se sont prononcées de la manière suivante:

- Pour l'augmentation des taxes 49 (soit 61% des Administrations)
- Pour le statu quo 28 (soit 35% des Administrations)
- Sans opinion 3 (soit 4% des Administrations)

15. Parmi les 49 Administrations qui se sont prononcées pour une augmentation, 45 ont indiqué un pourcentage d'augmentation des taxes à suggérer au prochain Congrès. Le tableau ci-après indique les pourcentages proposés par ordre décroissant:

No	Administrations	Augmentation proposée	No	Administrations	Augmentation proposée
		%			%
1	Centrafrique (Rép.)	100	24	Thaïlande	50
2	Chili	100	25	Tunisie	50
3	Danemark	100	26	Tuvalu	50
4	Norvège	100	27	Yémen (Rép. arabe)	50
5	Suède	100	28	Zaïre	50
6	Australie	75	29	Grande-Bretagne	40
7	Japon	75	30	Italie	40
8	Brésil	70	31	Niger	40
9	Inde	60	32	Syrienne (Rép. arabe)	33
10	Afrique du Sud	50	33	Grèce	33
11	Algérie	50	34	Luxembourg	30
12	Allemagne, Rép. féd. d'	50	35	Bangladesh	25
13	Amérique (Etats-Unis)	50	36	Corée (Rép.)	25
14	Autriche	50	37	France	25
15	Botswana	50	38	Mauritanie	25
16	Canada	50	39	Ethiopie	20
17	Gabon	50	40	Ghana	20
18	Iraq	50	41	Malte	20
19	Lesotho	50	42	Nigéria	20
20	Maroc	50	43	Panama (Rép.)	20
21	Pakistan	50	44	Soudan	20
22	Antilles néerlandaises	50	45	Swaziland	11
23	Sénégal	50			

Calculs statistiques

16. D'après la série de chiffres suggérés par 45 Administrations et en vue de la prise d'une décision, différents indicateurs ont été calculés, à savoir:

- Moyenne arithmétique ($\frac{2177}{45}$) 48%
- Médiane (Administration No 23 de la liste ci-devant) 50%
- Taux le plus fréquent (19 fois) 50%
- Point milieu ($\frac{100-11}{2}$) 45%

E. Majoration ou réduction des taxes de base

17. En ce qui concerne la revision des pourcentages de majoration (100%) et de réduction (70%) des taxes de base définis à l'article 19, paragraphe 1, de la Convention, 80 Administrations se sont exprimées comme suit:

a) Majoration

- Pour maintenir 100% de majoration (statu quo) 60 Administrations (75%)
- Pour modifier le taux de 100% (voir détail au point c)) 14 Administrations (17,5%)
- Sans opinion 6 Administrations (7,5%)

b) Réduction

- Pour maintenir 70% de réduction (statu quo) 59 Administrations (74%)
- Pour modifier le taux de 70% (voir détail au point d)) 16 Administrations (20%)
- Sans opinion 5 Administrations (6%)

c) Pourcentages d'augmentation suggérés pour remplacer les 100%

20%	(1 Administration)
50%	(7 Administrations)
60%	(1 Administration)
75%	(1 Administration)
110%	(1 Administration)
125%	(1 Administration)
150%	(2 Administrations)

d) Pourcentages de réduction suggérés pour remplacer les 70%

25%	(1 Administration)
50%	(13 Administrations)
80%	(1 Administration)
100%	(1 Administration) (Ce qui équivaut à une taxe égale à zéro.)

F. Disposition de l'article III du Protocole final

18. En ce qui concerne le maintien ou la modification de l'article III du Protocole final de la Convention (selon lequel les Pays-membres sont autorisés à dépasser les limites supérieures indiquées à l'article 19, paragraphe 1), les 80 Administrations ayant répondu se sont exprimées comme suit:

— Pour maintenir l'article III du Protocole final	73 Administrations (91,25%)
— Pour supprimer cet article du Protocole	6 Administrations (7,50%)
— Sans indication	1 Administration (1,25%)

G. Evolution des taxes postales entre 1972 et 1982

19. Pour mieux connaître l'évolution des taxes postales au cours des dix dernières années (juin 1972—juin 1982), les Administrations ont été priées d'indiquer la taxe postale d'une lettre de 20 g et la taxe postale d'un imprimé de 100 g, en juin 1972, en juin 1977 et en juin 1982, en monnaie nationale et son équivalent en franc-or.

20. Des 80 Administrations, 64 seulement ont fourni l'information demandée. Le Bureau international (dans le but d'exploiter le plus d'informations possible) a relevé du Recueil des équivalents et des taxes réduites les données concernant 11 Administrations parmi les 16 qui n'ont pas indiqué ces taxes.

21. D'après les valeurs de la taxe d'une lettre de 20 g et d'un imprimé de 100 g aux trois dates indiquées, la croissance quinquennale moyenne (CQM) a été calculée.

22. Les tableaux qui suivent indiquent la répartition des Administrations postales selon la croissance quinquennale moyenne (CQM), par classe de 10%, pour la période 1972—1982.

a) Taxe d'une lettre de 20 g

CQM	1% à 10%	11% à 20%	21% à 30%	31% à 40%	41% à 50%	51% à 60%	61% à 70%	71% à 80%	81% à 90%	91% à 100%	Plus de 100%
Nombre d'Administrations	2	3	11	3	19	12	5	4	1	4	6

b) Taxe d'un imprimé de 100 g

CQM	1% à 10%	11% à 20%	21% à 30%	31% à 40%	41% à 50%	51% à 60%	61% à 70%	71% à 80%	81% à 90%	91% à 100%	Plus de 100%
Nombre d'Administrations	—	—	8	4	8	5	5	10	6	6	18

23. Les informations contenues dans les deux tableaux précédents peuvent être regroupées de la manière suivante:

CQM	Nombre d'Administrations et pourcentage	
	Lettres	Imprimés
Jusqu'à 50 %	41 Administrations (56 %)	23 Administrations (31 %)
De 51 à 100 %	26 Administrations (36 %)	32 Administrations (44 %)
Plus de 100 %	6 Administrations (8 %)	18 Administrations (25 %)
	73 Administrations (100 %)	73 Administrations (100 %)

24. On constate que pour 75 Administrations, durant les deux périodes quinquennales passées, il existe un nombre plus important d'Administrations qui majorent plus fortement la taxe de base des imprimés que celle des lettres. Cette constatation peut être rapprochée de celle faite lors de l'examen de la majoration actuelle des taxes de base des lettres et des imprimés et la confirme (voir paragraphe 9, lettre i)).

25. Il existe donc une tendance permanente dans ce domaine qui aboutit à l'heure actuelle à la pratique suivante: un grand nombre d'Administrations fixent la taxe des imprimés de 100 g à une valeur moyenne (59,25 c-or) représentant 79 % de la taxe de base actuelle d'une lettre de 20 g (75 c-or).

26. L'augmentation plus élevée des taxes pour les imprimés que pour les lettres est peut-être due aux faits suivants:

- la taxe de base fixée par le Congrès est d'un niveau insuffisant pour couvrir le prix de revient de cette catégorie d'objets;
- il existe une différence de progressivité dans les barèmes des taxes (indiquées à l'article 19 de la Convention) selon le poids entre les lettres et les imprimés. En effet, le rapport 1 à 2 existant entre la taxe d'une lettre et d'un imprimé n'est respecté que pour le premier échelon de poids. Pour les échelons suivants, le rapport devient de plus en plus défavorable aux imprimés; pour le dernier échelon (1000 à 2000 g), le rapport est de 1 à 3,09.

H. Suggestions dans le domaine des taxes de base des envois de la poste aux lettres

27. Le rapport du Bureau international faisait état de quatre possibilités d'augmentation des taxes de base:

1re possibilité: Augmentation de 50 % des taxes de tous les échelons de poids des envois de la poste aux lettres (proposition basée sur le pourcentage moyen suggéré par les Administrations postales).

2e possibilité: Augmentation de 50 % des taxes de tous les échelons de poids des lettres et des cartes postales et augmentation de 62 % des taxes de tous les échelons de poids des imprimés et des petits paquets.

3e possibilité: Augmentation de 50 % (déjà suggérée) de la taxe de tous les échelons de poids des lettres et des cartes postales et augmentation des taxes des échelons de poids des imprimés et petits paquets identique à celle existant entre les différents échelons de poids des lettres (en fonction de la remarque faite au paragraphe 26, lettre b)), en partant d'une augmentation de 50 % pour le premier échelon de poids.

4e possibilité: Augmentation de 50% (déjà suggérée) de la taxe de tous les échelons de poids des lettres et des cartes postales et augmentation des taxes des échelons de poids des imprimés et petits paquets identique à celle existant entre les différents échelons de poids des lettres (en fonction de la remarque faite au paragraphe 26, lettre b)), en partant d'une augmentation de 62% pour le premier échelon de poids.

Majoration ou réduction des taxes de base

28. Compte tenu des résultats de la consultation, le pourcentage d'une majoration de 100% au maximum et celui d'une réduction maximale de 70% devraient être maintenus (voir paragraphe 17).

Disposition de l'article III du Protocole final

29. D'après l'opinion quasi unanime des Administrations postales, le maintien de l'article III du Protocole final de la Convention est évident (voir paragraphe 18).

Décision du CE 1983

30. Lors de sa session de 1983, le Conseil exécutif a examiné le document ci-dessus établi sur le niveau des taxes de base des envois de la poste aux lettres. Mais avant de se prononcer sur l'une des quatre possibilités d'augmentation, le Conseil exécutif a décidé de reporter sa décision à sa session de 1984 et de charger à nouveau le Bureau international de consulter les Administrations postales sur les niveaux des taxes de base à partir des résultats de l'enquête de 1982.

Consultation auprès des Administrations postales

31. Pour mieux comprendre le but de la consultation, le Bureau international a transmis, par lettre-circulaire 3370(B1)1413 du 6 juin 1983, un questionnaire se rapportant aux quatre possibilités suggérées en cas d'augmentation des taxes, accompagné du document CE 1983/C 4 — Doc 22, en vue de permettre aux Administrations postales de se prononcer en toute connaissance de cause.

32. Par ailleurs et à la demande de l'Administration postale de la France en tant que Président de la Commission 4 (Poste aux lettres), le Bureau international a transmis à toutes les Administrations postales, par lettre-circulaire 3370(B1)1558 du 30 juin 1983, les points pertinents du rapport de la Commission 4 (CE 1983 — Doc 8) et du procès-verbal de la deuxième séance du CE (CE 1983 — PV 2).

Résultats de la consultation

33. Au total, 99 Administrations postales ont pris part à la consultation dont les résultats sont indiqués ci-après:

- | | | |
|----|--|----------------------------|
| a) | Pour la première possibilité, c'est-à-dire augmentation des taxes de base des envois de la poste aux lettres de 50% | 50 Administrations (50,5%) |
| b) | Pour la deuxième possibilité, c'est-à-dire augmentation des taxes de base des lettres et des cartes postales de 50% et de celles des imprimés et des petits paquets de 62% | 17 Administrations (17,2%) |
| c) | Pour la troisième possibilité, c'est-à-dire augmentation de 50% des taxes de base des lettres et des cartes postales et augmentation des taxes des échelons de poids des imprimés et des petits paquets en proportion identique à celle existant entre les échelons de poids des lettres en partant d'une augmentation de 50% pour le premier échelon de poids | 10 Administrations (10,1%) |

d)	Pour la quatrième possibilité, c'est-à-dire augmentation de 50 % des taxes de base des lettres et des cartes postales et augmentation des taxes des échelons de poids des imprimés et des petits paquets en proportion identique à celle existant entre les échelons de poids des lettres en partant d'une augmentation de 62 % pour le premier échelon de poids	17 Administrations (17,2%)
e)	Pour d'autres suggestions non comprises dans le questionnaire	5 Administrations (5%)
		<hr/> 99 Administrations (100%)

Session du Conseil exécutif 1984

34. Lors de sa session de 1984, le CE a examiné le document présenté par le Bureau international sur le niveau des taxes de base de la poste aux lettres, d'une part, et, d'autre part, un document présenté par l'Administration postale française sur les conséquences de l'introduction du DTS dans les Actes de l'UPU (annexe 1) qui est résumé ci-après.

Etude de la France

35. Cette Administration souligne qu'il faut d'abord déterminer comment le niveau actuel des taxes en vigueur dans les pays de l'Union se situe par rapport aux taxes de base de Rio de Janeiro avant d'envisager un éventuel ajustement de ces dernières. Elle constate que l'étude traditionnelle effectuée par le Bureau international sur les taxes appliquées par les pays depuis 1972 décrit une évolution passée qui ne correspond pas à la situation actuelle. L'évolution des taxes converties en fr-or est "faussée" par l'utilisation d'équivalents qui, le plus souvent, ne reflétaient plus les véritables parités entre les monnaies depuis le flottement généralisé de celles-ci, conséquence de la suspension en 1971 de la convertibilité du dollar en or.

36. La France souligne qu'avec l'introduction du DTS dans les Actes le 1er juillet 1981 l'UPU dispose désormais d'un mécanisme d'ajustement automatique des parités monétaires qui permet de déterminer la valeur réelle des taxes en DTS (et éventuellement leur valeur en fr-or calculée par l'intermédiaire du DTS) et de les situer par rapport aux taxes de base de l'article 19.

37. L'analyse chiffrée faite par cette Administration montre:

- que l'évolution réelle des taxes en DTS entre juillet 1981 et 1983 est très différente de celle qui apparaît lorsqu'on raisonne en fr-or sur le passé (une baisse est constatée pour la moitié des pays);
- que le niveau moyen des taxes exprimées en DTS est identique à celui des taxes de base fixées à Rio de Janeiro, un pays sur deux ayant des taxes inférieures à celles-ci;
- *et donc que les taxes de base de Rio de Janeiro sont toujours valables.*

38. Néanmoins, pour faire face à des évolutions imprévisibles dans l'avenir, la France se déclare disposée à envisager une augmentation maximale de 20 % des taxes de base.

Discussions

39. De l'avis d'une délégation, le rapport élaboré par le Bureau international après la consultation des Administrations postales contient une série d'informations extrêmement importantes dont il faudrait tenir compte au moment où l'on prendrait une décision. C'est ainsi que, se référant au document du Bureau international, cette délégation a relevé que 50 % des Administrations se sont prononcées en faveur d'une augmentation uniforme de 50 % tant pour les taxes LC que pour les taxes AO, alors que 45 % des Administrations se sont prononcées pour une augmentation de 50 % pour les lettres et pour un pourcentage d'augmentation supérieur pour les imprimés.

40. Certains membres du CE font remarquer que l'étude effectuée par la France sur la base du DTS est certes intéressante, mais elle a été présentée tardivement et de plus ne porte que sur deux années, ce qui ne permet pas de tirer des conclusions sûres, d'autant plus que la date du 1er juillet 1981 prise comme base de référence correspond à la période de mise en vigueur des Actes de Rio de Janeiro et donc à une augmentation généralisée des taxes. Compte tenu de cet état de fait, certains délégués en ont tiré la conclusion que l'avis de la majorité exprimé dans l'étude du Bureau international doit être respecté, car on doit tenir compte du résultat de la consultation faite à ce sujet.

41. Une autre délégation fait observer que la question des taxes de base de la poste aux lettres risque de revêtir une importance certaine lors du Congrès. En effet, il y a lieu de tenir compte de la situation économique des Administrations postales et il convient d'avoir à l'esprit toutes les décisions qui seront prises à Hamburg, notamment celles qui concernent les frais terminaux. En conséquence, la consultation faite par le Bureau international auprès des Administrations postales doit être pleinement prise en considération lors de l'examen de cette question.

42. Deux autres Administrations se rallient à la proposition d'augmentation des taxes de base de 20% faite par la France, faisant valoir notamment que l'analyse a été réalisée sur la base des données de 50 Administrations et tient compte de l'évolution exacte du montant des taxes. Ces délégations sont persuadées que la stabilité des tarifs nationaux influencera de façon favorable les échanges postaux entre les pays.

43. Une délégation propose le renvoi de toute la question au Congrès, car la documentation concernant l'étude de la France présente un caractère technique qui mérite de la part des Administrations postales un examen plus approfondi.

44. A la lumière de l'analyse faite par le Bureau international sur la base des résultats de la consultation et des conclusions tirées de l'étude faite par la France sur les conséquences de l'introduction du DTS, le CE a finalement décidé de présenter au Congrès de Hamburg les trois possibilités indiquées dans le paragraphe qui suit.

Conclusions

45. Vu ce qui précède, le Congrès est invité:

- 1° à se prononcer sur une des trois possibilités d'augmentation des taxes de base des envois de la poste aux lettres (chiffres 1 à 16 et 34 à 44):
 - *Augmentation des taxes de base des envois de la poste aux lettres de 50%*, selon la proposition 3019.11;
 - *Augmentation des taxes de base des lettres et des cartes postales de 50% et de celles des imprimés et des petits paquets de 62%*, selon la proposition 3019.12;
 - *Augmentation des taxes de base des envois de la poste aux lettres de 20%*, selon la proposition 3019.13;
- 2° à maintenir le pourcentage de majoration de 100% et de réduction de 70% des taxes de base des envois de la poste aux lettres (chiffres 17 et 28);
- 3° à maintenir la disposition de l'article III du Protocole final de la Convention (chiffres 18 et 29).

Berne, le 26 mars 1984

Au nom du Conseil exécutif:
Le Président,
A.C. BOTTO DE BARROS

**Taxes de base des envois de la poste aux lettres.
Conséquences de l'introduction du DTS dans les Actes de l'Union.
Observations présentées par l'Administration postale de la France**

I. Introduction

1. Avant d'envisager de se prononcer sur un éventuel ajustement des taxes de base, il importe de se poser la question préalable suivante: "Comment se situe le niveau actuel des taxes en vigueur dans les Pays-membres de l'Union par rapport aux taxes de base adoptées par le Congrès de Rio de Janeiro?"
2. Pour répondre à cette question fondamentale, il faut impérativement tenir compte de la situation nouvelle créée depuis 1981 par l'intervention du DTS à la place du fr-or dans tous les domaines régis par les Actes de Rio de Janeiro.
3. Malheureusement, l'incidence du DTS sur le problème des taxes de base n'a pas été prise en considération dans l'étude faite par le Bureau international (CE 1984/C 4 — Doc 31). En effet, lors de sa session de 1982, le CE a chargé celui-ci "de procéder à la consultation habituelle pour établir le niveau des taxes de base à soumettre au prochain Congrès", ce qui a amené le Bureau international à faire une enquête de type traditionnel sur les taxes appliquées depuis 1972 et à en faire l'analyse après conversion en fr-or.
4. Or, les équivalents des monnaies nationales par rapport au fr-or, qui étaient fixés par les autorités monétaires, n'étaient pas toujours actualisés pour refléter les évolutions réelles des monnaies. Ces retards dans les ajustements des équivalents se sont amplifiés avec le flottement généralisé des monnaies engendré par la suspension de la convertibilité du dollar en or (15 août 1971), qui a mis fin au mécanisme des parités fixes de Bretton-Woods (1944). Cette situation a été consacrée par les accords de la Jamaïque (janvier 1976) et la décision du Fonds monétaire international de démonétiser officiellement l'or à partir du 1er avril 1978.
5. Le Congrès de Rio de Janeiro, constatant que le fr-or avait cessé d'exister, a, en adoptant le DTS comme unité monétaire intermédiaire, introduit un mécanisme d'ajustement automatique et permanent qui permet à chaque Administration de déterminer notamment la valeur en DTS (ou en fr-or par l'intermédiaire du DTS) qui correspond au montant de ses taxes en monnaie nationale.
6. Cette situation nouvelle conduit à étudier le niveau des taxes de base en considérant exclusivement les conséquences de l'introduction du DTS.
A cet effet, sont analysés ci-après:
 - l'évolution des taxes de la lettre de 20 g entre juillet 1981 (date d'application des Actes) et juillet 1983;
 - le niveau de ces taxes en DTS en juillet 1983 par rapport à la taxe de base (0,75 fr-or, soit 0,25 DTS).

II. Analyse effectuée

7. L'analyse a concerné 50 des 75 Administrations figurant dans les annexes 5 et 6 du Doc 31 (pièce 2), pour lesquelles les données nécessaires étaient disponibles. Ces données ont été tirées:
 - pour les taxes en monnaie nationale, du Recueil des équivalents et taxes réduites;
 - pour les cours du DTS, des statistiques financières du Fonds monétaire international.

8. Pour les 50 pays étudiés, la pièce 1 ci-jointe donne, à partir des taxes en monnaie nationale (col. 2 et 3) et des cours du DTS (col. 4 et 5):

- les taxes en DTS pour juillet 1981 (col. 6 = col. 2 divisée par col. 4) et juillet 1983 (col. 7 = col. 3 divisée par col. 5);
- l'évolution en pourcentage des taxes en DTS de juillet 1981 à juillet 1983 (col. 8 = col. 7 divisée par col. 6 avant arrondissement des résultats);
- en colonne 9, l'écart en pourcentage entre les taxes nationales en DTS en juillet 1983 et la taxe de base (0,25 DTS).

III. Evolution des taxes de la LC de 20 g entre juillet 1981 et juillet 1983

9. Pour 26 des 50 pays, on constate une baisse des taxes, alors que dans l'annexe 6 du Doc 22 du CE 1983, jointe au Doc 31, une baisse apparaissait pour 2 pays seulement sur 75.

10. Ce renversement de tendance s'explique par l'érosion importante du cours de la plupart des monnaies par rapport au DTS, situation que les Administrations ont déjà pu constater lors des règlements des comptes postaux internationaux.

11. Dans le cas de la France, la taxe de la LC de 20 g, qui, en monnaie nationale, a augmenté de 30% (de 2 FF à 2,60 FF), n'a en réalité progressé que de 3,55% en DTS (de 0,304 à 0,314). Des écarts beaucoup plus importants peuvent être relevés, notamment pour les pays à forte inflation.

12. L'annexe 6 du Doc 22 précité a été complétée afin d'indiquer l'évolution, entre juillet 1981 et juillet 1983, de la taxe exprimée en DTS, constatée pour chacun des 50 pays: c'est l'objet de la pièce 2 ci-annexée.

IV. Comparaison des taxes nationales exprimées en DTS avec la taxe de base

13. Cette comparaison permet de dégager les résultats suivants:

- la moyenne arithmétique des taxes pratiquées en juillet 1983 s'élève à 0,257 DTS, soit pratiquement la taxe de base de la lettre de 20 g, qui est de 0,25 DTS;
- la taxe médiane est également très proche de la taxe de base puisqu'elle se situe à 0,248 DTS.

14. Le tableau qui constitue la pièce 3 montre que:

- il y a autant d'Administrations qui ont des taxes en DTS inférieures aux taxes de base que d'Administrations qui les majorent;
- les taxes le plus souvent pratiquées se situent dans une fourchette comprise entre - 30% et + 30% par rapport aux taxes de base, ce qui confirme la représentativité de la taxe de base.

V. Conclusions

15. La prise en compte de l'évolution des monnaies par rapport au DTS conduit à modifier les conclusions du Doc 31. En effet, la présente analyse montre:

- que l'évolution réelle des taxes est très différente de celle qui apparaît lorsqu'on raisonne en fr-or sur le passé;
- que les taxes en vigueur en juillet 1983 exprimées en DTS se répartissent en nombre égal symétriquement en plus et en moins par rapport à la taxe de base de Rio de Janeiro 1979 *et donc que la taxe de base actuelle est toujours valable.*

16. Le relèvement de 50% du barème de l'article 19 envisagé dans le CE 1984/C 4 — Doc 31 serait, dès lors, exagéré et ne répondrait pas aux besoins de la plupart des Administrations.

17. La France estime que, si une majoration apparaissait souhaitable pour faire face à des évolutions non prévisibles, il suffirait amplement d'en fixer le taux à 20% par exemple.

Evolution des taxes des LC jusqu'à 20 grammes de juillet 1981 à juillet 1983

Pays	Taxes en monnaie nationale		Cours du DTS		Taxes en DTS		Evolution en DTS (%)	Rapport aux taxes de base (%)
	7/81	7/83	7/81	7/83	7/81	7/83		
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Algérie	1,200	1,200	5,0502	5,1215	0,238	0,234	— 1,39	— 6,28
Allemagne, Rép. féd. d'	0,900	1,200	2,7711	2,7504	0,325	0,436	34,34	74,52
Antilles néerlandaises	0,600	0,600	2,0443	1,9133	0,294	0,314	6,85	25,44
Australie	0,350	0,400	0,9942	1,2143	0,352	0,329	— 6,43	31,76
Autriche	6,000	7,000	19,5079	20,4070	0,308	0,343	11,53	37,21
Bahrein	0,060	0,060	0,4270	0,3996	0,141	0,150	6,85	— 39,95
Bangladesh	3,750	3,750	20,7265	26,0415	0,181	0,144	— 20,41	— 42,40
Belgique	14,000	17,000	45,3599	55,0943	0,309	0,309	— 0,03	23,42
Botswana	0,260	0,260	1,0136	1,1663	0,257	0,223	— 13,09	— 10,83
Brésil	21,000	120,000	106,7104	606,2468	0,197	0,198	0,58	— 20,82
Canada	0,350	0,600	1,3759	1,3099	0,254	0,458	80,06	83,21
Chypre	0,100	0,120	0,5094	0,5627	0,196	0,213	8,64	— 14,70
Congo (Rép. pop.)	95,000	95,000	329,3188	413,4543	0,288	0,230	— 20,35	— 8,09
Corée (Rép.)	320,000	320,000	780,1123	828,4392	0,410	0,386	— 5,83	54,51
Danemark	2,000	3,500	8,6863	9,8806	0,230	0,354	53,85	41,69
Emirats arabes unis	1,100	1,100	4,1692	3,9020	0,264	0,282	6,85	12,76
Espagne	30,000	33,000	110,8137	157,0464	0,271	0,210	— 22,38	— 15,95
Etats-Unis d'Amérique	0,300	0,300	1,1357	1,0629	0,264	0,282	6,85	12,90
France	2,000	2,600	6,5864	8,2691	0,304	0,314	3,55	25,77
Gabon	125,000	125,000	329,3188	413,4543	0,380	0,302	— 20,35	20,93
Ghana	0,390	0,390	3,1235	2,9233	0,125	0,133	6,85	— 46,64
Grande-Bretagne	0,180	0,205	0,6055	0,6952	0,297	0,295	— 0,81	17,95
Grèce	17,000	17,000	67,7286	89,9751	0,251	0,189	— 24,73	— 24,42
Inde	2,600	2,600	10,0737	10,7195	0,258	0,243	— 6,03	— 2,98
Iraq	0,090	0,090	0,3354	0,3304	0,268	0,272	1,50	8,95
Italie	300,000	500,000	1379,2622	1628,1802	0,218	0,307	41,19	22,84
Japon	110,000	110,000	263,4370	255,6322	0,418	0,430	3,05	72,12
Jordanie	0,075	0,075	0,3827	0,3911	0,196	0,192	— 2,15	— 23,30
Lesotho	0,120	0,120	1,0480	1,1639	0,115	0,103	— 9,96	— 58,76
Luxembourg	16,000	16,000	45,3599	55,0943	0,353	0,290	— 17,67	16,16
Malaisie	0,300	0,300	2,6706	2,4811	0,112	0,121	7,64	— 51,63
Malte	0,080	0,080	0,4560	0,4618	0,175	0,173	— 1,25	— 30,70
Maroc	1,000	1,400	6,2800	7,3917	0,159	0,189	18,94	— 24,24
Mauritanie	15,000	15,000	55,9446	59,0133	0,268	0,254	— 5,20	1,67
Niger	70,000	100,000	329,3188	413,4543	0,213	0,242	13,79	— 3,25
Nigéria	0,200	0,200	0,7453	0,7915	0,268	0,253	— 5,84	1,07
Norvège	1,800	3,500	6,9255	7,7838	0,260	0,450	73,00	79,86

Pays	Taxes en monnaie nationale		Cours du DTS		Taxes en DTS		Evolution en DTS (%)	Rapport aux taxes de base (%)
	7/81	7/83	7/81	7/83	7/81	7/83		
1	2	3	4	5	6	7	8	9
Pakistan	2,000	3,000	11,2434	14,0699	0,178	0,213	19,87	— 14,71
Pays-Bas	0,850	0,900	3,0830	3,0775	0,276	0,292	6,07	— 16,98
Philippines	2,000	2,000	9,0278	11,6939	0,222	0,171	— 22,80	— 31,59
Portugal	27,000	30,000	73,5582	126,3227	0,367	0,237	— 35,30	— 5,01
Sri Lanka	3,000	3,000	21,5135	25,6546	0,139	0,117	— 16,14	— 53,22
Suède	2,400	2,700	5,8837	8,1690	0,408	0,331	— 18,97	— 32,21
Suisse	0,900	0,900	2,3783	2,2499	0,378	0,400	5,71	— 60,01
Swaziland	0,100	0,100	1,0480	1,1639	0,095	0,086	— 9,96	— 65,63
Syrienne (Rép. arabe)	1,600	1,600	4,4576	4,1720	0,359	0,384	6,85	— 53,41
Thaïlande	6,500	6,500	25,1478	24,4471	0,258	0,266	2,87	— 6,35
Togo	70,000	70,000	329,3188	413,4543	0,213	0,169	— 20,35	— 32,28
Tunisie	0,180	0,180	0,5965	0,7386	0,302	0,244	— 19,24	— 2,51
Uruguay	2,600	4,000	12,4212	35,7938	0,209	0,112	— 46,61	— 55,30

Sources de l'étude:

Taxes en monnaie nationale publiées dans le Recueil des équivalents et des taxes réduites:

- Valeurs juillet 1981: dernières valeurs connues au moment de la mise à jour 1 datée du 10 juillet 1981 (la suivante est du 15 septembre 1981).
- Valeurs juillet 1983: dernières valeurs connues au moment de la mise à jour 10 datée du 1er juillet 1983.

Cours moyens mensuels du DTS pour juillet 1981 et 1983 obtenus en fonction du cours moyen mensuel du DTS par rapport au dollar US, et du cours moyen mensuel du dollar US par rapport aux autres monnaies. Valeurs tirées des statistiques financières internationales du Fonds monétaire international:

- Pour juillet 1981: édition en français d'octobre 1981.
- Pour juillet 1983: édition en anglais de novembre 1983.

Lettre de 20 grammes

Croissance quinquennale moyenne de la taxe en fr-or (1972–1982) CE 1983/C 4 — Doc 22/Annexe 6			Evolution de la taxe entre juillet 1981 (application des Actes de Rio de Janeiro) et juillet 1983, en tenant compte des conséquences de l'introduction du DTS comme unité monétaire intermédiaire			Croissance quinquennale moyenne de la taxe en fr-or (1972–1982) CE 1983/C 4 — Doc 22/Annexe 6			Evolution de la taxe entre juillet 1981 (application des Actes de Rio de Janeiro) et juillet 1983, en tenant compte des conséquences de l'introduction du DTS comme unité monétaire intermédiaire		
Administration	%	%	Administration	%	%	Administration	%	%	Administration	%	%
1. Uruguay	216	— 46,61	38. Inde	47,90	— 6,03	38. Inde	47,90	— 6,03	38. Inde	47,90	— 6,03
2. Ghana	154	+ 6,85	39. Chypre	46,05	+ 8,64	39. Chypre	46,05	+ 8,64	39. Chypre	46,05	+ 8,64
3. Antilles néerlandaises	133	+ 6,85	40. Belgique	45,80	— 0,03	40. Belgique	45,80	— 0,03	40. Belgique	45,80	— 0,03
4. Yougoslavie	106	1	41. Congo (Rép. pop.)	45,58	— 20,35	41. Congo (Rép. pop.)	45,58	— 20,35	41. Congo (Rép. pop.)	45,58	— 20,35
5. Canada	100	+ 80,06	42. Gabon	45,17	— 20,35	42. Gabon	45,17	— 20,35	42. Gabon	45,17	— 20,35
6. Philippines	100	— 22,80	43. Tunisie	43,70	— 19,24	43. Tunisie	43,70	— 19,24	43. Tunisie	43,70	— 19,24
7. Grande-Bretagne	98,95	— 0,81	44. Centrafrique	41,96	1	44. Centrafrique	41,96	1	44. Centrafrique	41,96	1
8. Australie	98,20	— 6,43	45. Bahrain	41,42	+ 6,85	45. Bahrain	41,42	+ 6,85	45. Bahrain	41,42	+ 6,85
9. Sri Lanka	95,78	— 16,14	46. Ethiopie	41,42	1	46. Ethiopie	41,42	1	46. Ethiopie	41,42	1
10. Portugal	94,07	— 35,30	47. Luxembourg	41,42	— 17,67	47. Luxembourg	41,42	— 17,67	47. Luxembourg	41,42	— 17,67
11. Brésil	84,02	+ 0,58	48. Malaisie	41,42	+ 7,64	48. Malaisie	41,42	+ 7,64	48. Malaisie	41,42	+ 7,64
12. Espagne	79,81	— 22,38	49. Pays-Bas	41,42	+ 6,07	49. Pays-Bas	41,42	+ 6,07	49. Pays-Bas	41,42	+ 6,07
13. Guinée	76,02	1	50. Nigéria	40,51	— 5,84	50. Nigéria	40,51	— 5,84	50. Nigéria	40,51	— 5,84
14. Maurice	72,97	1	51. Corée (Rép.)	40,23	— 5,83	51. Corée (Rép.)	40,23	— 5,83	51. Corée (Rép.)	40,23	— 5,83
15. Italie	70,78	+ 41,19	52. Sénégal	37,76	1	52. Sénégal	37,76	1	52. Sénégal	37,76	1
16. Suisse	69,31	+ 5,71	53. Thaïlande	33,46	+ 2,87	53. Thaïlande	33,46	+ 2,87	53. Thaïlande	33,46	+ 2,87
17. Allemagne, Rép. féd. d'	65,60	+ 34,34	54. Panama (Rép.)	30,29	1	54. Panama (Rép.)	30,29	1	54. Panama (Rép.)	30,29	1
18. Argentine	64,30	1	55. Amérique (Etats-Unis)	29,93	+ 6,85	55. Amérique (Etats-Unis)	29,93	+ 6,85	55. Amérique (Etats-Unis)	29,93	+ 6,85
19. Hongrie (Rép. pop.)	63,29	2	56. Afrique du Sud	29,90	1	56. Afrique du Sud	29,90	1	56. Afrique du Sud	29,90	1
20. France	61,51	+ 3,55	57. Iraq	28,00	+ 1,5	57. Iraq	28,00	+ 1,5	57. Iraq	28,00	+ 1,5
21. Autriche	58,40	+ 11,53	58. Bulgarie (Rép. pop.)	27,47	2	58. Bulgarie (Rép. pop.)	27,47	2	58. Bulgarie (Rép. pop.)	27,47	2
22. Norvège	58,40	+ 73,00	59. Madagascar	27,16	1	59. Madagascar	27,16	1	59. Madagascar	27,16	1
23. Syrienne (Rép. arabe)	58,11	+ 6,85	60. Malte	26,51	— 1,25	60. Malte	26,51	— 1,25	60. Malte	26,51	— 1,25
24. Arabie saoudite	58,10	1	61. Mauritanie	26,49	— 5,20	61. Mauritanie	26,49	— 5,20	61. Mauritanie	26,49	— 5,20
25. Emirats arabes unis	56,46	+ 6,85	62. Zimbabwe	26,02	2	62. Zimbabwe	26,02	2	62. Zimbabwe	26,02	2
26. Pakistan	55,12	+ 19,87	63. Angola	25,00	2	63. Angola	25,00	2	63. Angola	25,00	2
27. Japon	54,63	+ 3,05	64. El Salvador	25,00	1	64. El Salvador	25,00	1	64. El Salvador	25,00	1
28. Maroc	52,75	+ 18,94	65. Algérie	20,80	— 1,39	65. Algérie	20,80	— 1,39	65. Algérie	20,80	— 1,39
29. Botswana	52,70	— 13,09	66. Swaziland	19,52	— 9,96	66. Swaziland	19,52	— 9,96	66. Swaziland	19,52	— 9,96
30. Vanuatu	52,31	1	67. Togo	18,63	— 20,35	67. Togo	18,63	— 20,35	67. Togo	18,63	— 20,35
31. Chine (Rép. pop.)	52,14	1	68. Fidji	14,95	1	68. Fidji	14,95	1	68. Fidji	14,95	1
32. Danemark	51,65	+ 53,85	69. Bangladesh	7,04	— 20,41	69. Bangladesh	7,04	— 20,41	69. Bangladesh	7,04	— 20,41
33. Grèce	49,74	— 24,73	70. Egypte	4,70	1	70. Egypte	4,70	1	70. Egypte	4,70	1
34. Suède	49,66	— 18,97	71. Rép. dém. allemande	0,00	2	71. Rép. dém. allemande	0,00	2	71. Rép. dém. allemande	0,00	2
35. Haute-Volta	49,14	1	72. Singapour	0,00	1	72. Singapour	0,00	1	72. Singapour	0,00	1
36. Niger	48,46	+ 13,79	73. Tchécoslovaquie	0,00	2	73. Tchécoslovaquie	0,00	2	73. Tchécoslovaquie	0,00	2
37. Jordanie	48,10	— 2,15	74. Lesotho	— 8,44	— 9,96	74. Lesotho	— 8,44	— 9,96	74. Lesotho	— 8,44	— 9,96
			75. Soudan	— 29,28	1	75. Soudan	— 29,28	1	75. Soudan	— 29,28	1

¹ Taxes non publiées dans le Recueil des équivalents et des taxes réduites.

² Cours du DTS non publiés dans les statistiques financières du Fonds monétaire international.

Répartition des Administrations postales d'après les pourcentages de réduction ou de majoration appliqués à la taxe de base d'une lettre de 20 grammes en juillet 1983

Taxe de base																			
Réductions							0,25 DTS			Majorations									
Pourcentage de réduction	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	.	Pourcentage de majoration
	81	71	61	51	41	31	21	11	1	1	11	21	31	41	51	61	71	81	
	90	80	70	60	50	40	30	20	10	à 10	20	30	40	50	60	70	80	90	
							28%			28%									
Administrations:																			
— en nombre				1	4	2	4	4	4	6	4	5	5	3	1	3		3	1
— en pourcentage cumulé				50	48	40	36	28	20	12	8	18	28	34	36	42		48	50

Analyse concernant 50 Administrations sur les 75 décrites en annexe 5 du Doc 22 effectuée à partir:

- des taxes communiquées au Bureau international en vue de la mise à jour du Recueil des équivalents et taxes réduites;
- du cours moyen mensuel du DTS en juillet 1983 selon les statistiques financières internationales du Fonds monétaire international.

**Mémoire sur la circulation internationale du matériel éducatif,
scientifique ou culturel, présenté par l'Unesco**

Note du Secrétaire général

1. Par sa lettre du 19 mars 1984, le Directeur général de l'Unesco a fait parvenir au Bureau international un "Mémoire sur la circulation internationale du matériel éducatif, scientifique ou culturel".
2. Ce document, reproduit en annexe 1 et élaboré à l'intention du XIXe Congrès postal universel, a fait l'objet d'une distribution parmi les Etats membres de ladite organisation par lettre-circulaire No CL/2894 de l'Unesco.
3. Par la même occasion et dans le cadre d'une coopération qui s'est instaurée entre les deux organisations depuis le Congrès de Bruxelles en 1952, il a été décidé de procéder à la diffusion de ce document auprès des délégations participant au XIXe Congrès.
4. Ce mémoire de l'Unesco vise principalement à attirer l'attention des Pays-membres sur quelques mesures qui pourraient être prises en faveur de la libre circulation des livres et autres matériels éducatifs, scientifiques ou culturels; ces mesures intéressent en particulier la tarification et l'amélioration de la qualité des prestations postales.
5. Au vu de ce qui précède, le Congrès est invité à examiner ce document.

Berne, le 13 avril 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
POUR L'ÉDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

Congrès — Doc 20/Annexe 1

**Mémoire sur la circulation internationale du matériel éducatif,
scientifique ou culturel**

établi par l'Unesco en vue du XIXe Congrès de l'Union postale universelle
(Hamburg, République fédérale d'Allemagne, 18 juin—26 juillet 1984)

Table des matières

Introduction

- I. Mise en oeuvre des dispositions déjà prévues par les Actes
 - A. Les réductions tarifaires en faveur de certains imprimés
 - B. L'enseignement par correspondance et les manuscrits d'auteurs
 - C. Les cécogrammes
- II. Autres problèmes à étudier
 - A. Les films et enregistrements sonores ou visuels
 - B. Les dépôts de courrier dans des pays tiers
 - C. L'utilisation de la voie aérienne
 - D. Le paiement de "frais terminaux"

Conclusion

Introduction

1. Avant que les pays participant au Congrès de l'Union postale universelle (UPU) examinent à Hamburg les diverses propositions qui leur seront soumises, l'Unesco souhaite, par le présent mémoire, attirer l'attention sur quelques mesures qui pourraient être prises en faveur de la libre circulation des livres et autres matériels éducatifs, scientifiques ou culturels.

2. Ce document s'inscrit dans le cadre de l'action que ces mêmes pays, en tant que membres de l'Unesco, ont engagée pour faciliter la libre circulation internationale de l'information. L'Acte constitutif lui-même de l'organisation lui a fixé pour mission de promouvoir la libre circulation des idées par le mot et par l'image, la diffusion de la culture et du savoir, l'échange international de publications et de toute documentation utile.

3. Les efforts déployés ont abouti, dès 1948, à un accord signé à Beyrouth et visant à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique et culturel. Cette action a été amplifiée par l'Accord de Florence conclu en 1950 et le Protocole adopté à Nairobi en 1976 qui eurent pour but de réduire les obstacles en matière de tarifs et de taxes que rencontre la circulation internationale de tous les objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel.

4. Plus récemment, l'Unesco a porté une attention toute particulière à la promotion du livre. Après que 1972 eut été proclamée "Année internationale du livre" et qu'un plan d'action intitulé "Des livres pour tous" eut été adopté, dix ans d'efforts aboutirent en juin 1982 à l'organisation, à Londres, d'un Congrès mondial du livre.

5. Ce Congrès a noté en particulier que la faim de lire persiste dans de nombreux pays en développement et que, même dans les sociétés à majorité d'alphabètes, on rencontre souvent un fort pourcentage de non-lecteurs. Estimant que le transfert de l'information et la diffusion des recherches revêtent une importance fondamentale

pour le développement des pays et que le livre est un moyen unique pour la communication des idées et des faits dans le temps et l'espace, le Congrès a notamment recommandé aux gouvernements d'intensifier l'échange international des livres par-delà les frontières.

6. Il est apparu que l'un des moyens d'atteindre cet objectif était le maintien des frais d'affranchissement et d'acheminement des livres au niveau le plus bas possible par le Congrès de l'UPU en 1984. En effet, la hausse du coût des transports et des tarifs postaux internationaux a des conséquences néfastes sur les échanges de livres. En majorant le prix des livres, les tarifs postaux élevés entravent leur mobilité et font obstacle à la généralisation de la lecture et à l'élargissement du dialogue entre les pays.

7. Ces conclusions, quant à l'influence des tarifs postaux sur la diffusion du livre, sont évidemment valables pour d'autres matériels éducatifs, scientifiques ou culturels et l'Unesco s'est déjà adressée aux Pays-membres de l'UPU, à ce sujet, à l'occasion de précédents Congrès.

8. L'Unesco se félicite de la collaboration qui s'est ainsi instaurée entre ces deux institutions spécialisées et, après avoir examiné ci-après les conditions dans lesquelles sont appliquées les nombreuses dispositions déjà prévues en ce domaine par les Actes de l'UPU, elle se propose de signaler à l'attention des membres de l'Union quelques autres problèmes dont l'importance croissante lui paraît devenir préoccupante.

I. Mise en oeuvre des dispositions déjà prévues par les Actes

9. L'UPU a progressivement étendu les mesures en faveur du livre et de plusieurs matériels éducatifs, scientifiques ou culturels. Les Administrations postales, qui dans leur mission d'assurer le meilleur service pour les usagers de la poste ne peuvent ignorer la politique de leurs gouvernements dans d'autres domaines, ont fait des efforts louables pour appliquer ces mesures. Ces efforts doivent être poursuivis.

10. L'Unesco reste persuadée que, si toutes les dispositions déjà existantes étaient unanimement mises en oeuvre, de nombreux obstacles disparaîtraient, qui s'opposent à une meilleure circulation de l'information et à la diffusion de la culture et du savoir.

11. Le XIXe Congrès de l'UPU est une occasion pour les Administrations postales de se pencher sur plusieurs dispositions qui sont prévues dans la Convention postale universelle et les autres Actes et qui sont énumérées ci-après. Il est souhaitable que, par une large et bienveillante application de ces dispositions, les Administrations postales contribuent encore davantage au développement de la coopération existant entre l'UPU et l'Unesco et qu'elles favorisent ainsi la promotion des échanges internationaux.

A. Les réductions tarifaires en faveur de certains imprimés

a) Les livres et brochures, les cartes géographiques et partitions de musique (Convention, article 19, paragraphe 7)

12. Il est prévu qu'une réduction pouvant atteindre 50% peut être accordée à ces objets par rapport au tarif normalement applicable aux imprimés. De nombreuses Administrations appliquent cette disposition, notamment en faveur des livres et brochures de caractère éducatif, scientifique ou culturel, mais il est regrettable qu'un nombre trop important d'entre elles n'aient pas cru devoir accorder la réduction de 50%.

13. L'Unesco s'adresse aux Administrations concernées pour les convaincre de l'intérêt de ce tarif préférentiel, les envois de livres présentant une importance considérable sur le plan éducatif, scientifique ou culturel. Il convient de rappeler que l'UPU elle-même a déjà insisté auprès des Administrations pour qu'elles accordent cette réduction de 50% aux envois de livres. Cette prise de position remonte à 1964. Il s'agit de la recommandation C 7 du Congrès de Vienne dont les termes paraissent tout aussi valables aujourd'hui.

b) Les journaux et écrits périodiques (Convention, article 19, paragraphe 6)

14. Les journaux et écrits périodiques sont un autre moyen puissant de circulation de l'information et le niveau des tarifs postaux a une lourde influence sur la presse dont il peut augmenter fortement le coût pour les lecteurs. La Convention prévoit également, pour ces publications, une réduction pouvant atteindre 50 % à condition qu'elles n'aient aucun caractère commercial.

15. Comme pour les livres, l'Unesco ne peut qu'inciter les pays qui ne l'ont pas encore fait à accorder cette réduction à la presse, qu'elle soit quotidienne ou périodique. Il faut noter que la recommandation C 7 du Congrès de Vienne (1964), déjà citée, visait également les journaux.

16. Il convient de rappeler, à cette occasion, l'intérêt des dispositions prévues dans l'Arrangement qui permet au public de souscrire des abonnements aux journaux et écrits périodiques en se rendant dans un bureau de poste et en réglant le prix de l'abonnement dans sa monnaie nationale. Il paraît souhaitable à l'Unesco que le plus grand nombre d'Administrations postales appliquent ces mesures qui constituent des facilités supplémentaires pour la circulation de l'information.

c) Les catalogues de librairie (recommandation C 6 du Congrès de Vienne 1964)

17. La Convention ne prévoit pas que la réduction de 50 % applicable aux journaux et aux livres soit étendue aux catalogues, car ceux-ci sont considérés comme des imprimés commerciaux. Cependant, les catalogues de librairie, en signalant l'existence des journaux, périodiques, livres et brochures diverses, sont à la base de la diffusion de la culture.

18. L'UPU a partagé ce point de vue puisque la recommandation C 6, adoptée également par le Congrès de Vienne en 1964, invite les Administrations à conclure des accords pour faire bénéficier, dans leurs relations réciproques, ces catalogues de la réduction de 50 % sur le tarif général des imprimés. L'Unesco encourage les Administrations postales à conclure largement de tels accords.

d) Les facilités supplémentaires liées au conditionnement des imprimés
(Convention, article 19, paragraphes 1 et 8, et article 24)

19. Le poids maximal d'un envoi de livres est limité à 5 kg mais il peut aller jusqu'à 10 kg après entente entre les Administrations concernées.

20. Les livres et autres imprimés peuvent également être envoyés dans un sac spécial adressé à un même destinataire et bénéficier dans ce cas d'une réduction supplémentaire de 10 % sur le tarif consenti aux envois analogues expédiés isolément. En outre, des taxes globales réduites sont prévues pour la présentation à la douane, la distribution par exprès ou la recommandation des envois sous forme de sac spécial.

21. Il faut espérer que les Administrations encore trop nombreuses qui n'appliquent pas ces dispositions s'efforceront de le faire désormais dans le but de favoriser la plus large diffusion des livres.

e) L'exonération de la taxe de présentation à la douane (Convention, article 38)

22. Bien que cette taxe ne soit pas un véritable droit de douane mais la rémunération d'un service rendu, l'Unesco souhaite que les Administrations postales, comme le Congrès de Lausanne (1974) le leur a recommandé, ne perçoivent pas la taxe de présentation à la douane, ou la réduisent, lorsqu'il s'agit d'envois d'imprimés de nature éducative, scientifique ou culturelle.

23. A ce sujet, les Administrations postales se rappelleront qu'elles se sont engagées, lors du Congrès d'Ottawa (1957), à intervenir auprès des autorités compétentes de leur pays pour que ces envois soient effectivement exemptés de droits de douane et autres impositions à l'importation, comme le prévoit l'Accord de Florence déjà cité.

24. Il serait utile également que les Administrations veillent à ce que ces envois, ainsi que cela a été mentionné au Congrès de Bruxelles (1952), ne soient pas séquestrés ou frappés d'amendes par les services douaniers pour le seul motif qu'ils n'ont pas été munis de l'étiquette verte réglementaire (étiquette C 1), étant donné qu'il s'agit d'envois dont le contenu est facilement vérifiable.

B. L'enseignement par correspondance et les manuscrits d'auteurs
(Règlement d'exécution de la Convention, article 126, paragraphe 2)

25. Bien qu'il s'agisse d'envois ne correspondant pas à la définition postale de l'imprimé, il est possible aux Administrations d'admettre au tarif des imprimés: la correspondance échangée entre élèves d'écoles, les cours par correspondance envoyés par les écoles et les devoirs des élèves ou leurs corrigés. Il est à noter que le Congrès de Vienne, en 1964, a souhaité que ces documents puissent effectivement bénéficier d'un tel tarif (voeu C 6).

26. Peuvent également être admis dans les mêmes conditions les manuscrits d'auteurs: ouvrages, articles pour journaux, partitions de musique.

27. Compte tenu du caractère favorable de ces mesures tarifaires au développement de l'enseignement, de la recherche et de la création littéraire et artistique, il serait souhaitable que les Administrations en fassent bénéficier très largement les envois en question.

C. Les cécogrammes (Convention, articles 17 et 19, et Règlement d'exécution, article 129)

28. La Convention précise que les cécogrammes sont exonérés de toute taxe. Ils sont uniquement soumis à une surtaxe aérienne éventuelle. En outre, ils sont admis jusqu'au poids de 7 kg. Pour donner plus de valeur à cette mesure humanitaire, le Règlement d'exécution étend la franchise aux enregistrements sonores et envois de papier spécial pour aveugles lorsque ceux-ci sont expédiés ou reçus par un institut pour aveugles, ainsi qu'aux lettres cécographiques déposées ouvertes et aux clichés portant des signes de la cécographie. Ces dispositions complètent heureusement l'Accord de Florence, déjà cité, qui prévoit la franchise douanière pour ces articles destinés aux aveugles.

29. Toutefois, quelques Administrations postales, énumérées dans le Protocole final de la Convention (article II), ont la faculté d'appliquer à ces envois les mêmes taxes que dans leurs services intérieurs. L'Unesco se permet d'en appeler aux Administrations concernées pour qu'elles se conforment aux mesures préconisées par l'Union postale et qu'elles prennent, le cas échéant, les dispositions nécessaires pour abroger, dans leurs services intérieurs, les taxes correspondantes.

II. Autres problèmes à étudier

30. Les dispositions existant dans les Actes de l'Union postale universelle démontreraient, s'il en était besoin, l'intérêt que cette organisation porte à la circulation de l'information et à la diffusion de la culture et du savoir. L'Unesco reconnaît les efforts accomplis par de nombreuses Administrations postales pour les appliquer et réitère ses encouragements à celles qui éprouvent encore des difficultés à ce sujet.

31. Cependant, quelques problèmes préoccupants persistent et il est nécessaire d'attirer l'attention sur les difficultés suivantes avant que le XIXe Congrès décide des solutions qu'il pourrait éventuellement y apporter.

A. Les films et enregistrements sonores ou visuels
(Règlement d'exécution de la Convention, article 126, paragraphe 5)

32. Actuellement, les films et enregistrements sonores ou visuels ne peuvent être expédiés comme imprimés.

33. L'attention des Congrès de l'Union postale universelle a été appelée, à plusieurs reprises, sur l'intérêt qui s'attacherait à ce que la libre circulation des films et films fixes de caractère éducatif, scientifique ou culturel, soit favorisée par des dispositions tarifaires. Agissant sur mandat du Congrès de Vienne (1964), le Conseil exécutif de l'Union postale universelle s'est longuement occupé de la tarification des films photographiques. Interprétant les réponses à une consultation faite à ce sujet auprès des Administrations de l'Union, le Conseil exécutif est arrivé à la conclusion que les films, pellicules et plaques photographiques, quel que soit leur état ou leur nature (films impressionnés ou non, développés ou non, films positifs ou négatifs), étaient en fait des marchandises passibles du tarif des petits paquets, des colis postaux ou des lettres.

34. Mais les frais de transport sont un gros obstacle à la circulation des films par la voie postale et le poids joue en la matière un rôle important. Si les films étaient admis dans les mêmes conditions que les livres, leur poids maximal autorisé en tant qu'objets de la poste aux lettres passerait de deux à cinq kilogrammes et ils bénéficieraient ainsi d'une taxe sensiblement réduite, alors qu'actuellement un nombre considérable de films ne peuvent, en raison de leur poids, être expédiés que comme colis postaux, d'une façon moins simple et plus onéreuse.

35. Les enregistrements sonores ou visuels, dont l'usage se répand de plus en plus, se heurtent à des difficultés analogues.

36. Ces moyens audiovisuels sont indispensables et, de même que les imprimés servent à disséminer la pensée écrite, ils contribuent à transmettre l'information par la voie de l'image et du son. Leur importance a été pleinement reconnue par l'Accord de Beyrouth et par l'Accord de Florence, déjà cités, qui tendent à faciliter la circulation internationale du matériel visuel et auditif, de caractère éducatif, scientifique ou culturel. Des dispositions spéciales pour l'expédition économique et rapide de ces envois par la voie postale constitueraient le complément de l'action déjà entreprise pour les libérer des restrictions douanières et commerciales.

37. Il convient d'insister, en outre, sur le handicap que la réglementation postale actuelle impose à la diffusion des ouvrages d'enseignement ou de documentation qui sont accompagnés, de plus en plus fréquemment, de diapositives, de films ou d'enregistrements sonores. Selon cette réglementation, si quelques diapositives sont insérées dans un livre expédié par la poste, l'envoi ne peut plus, semble-t-il, être considéré comme appartenant à la catégorie des imprimés. De ce fait, même s'il s'agit d'un ouvrage éducatif, scientifique ou culturel, la totalité de l'envoi se trouve privée des conditions favorables, habituellement consenties aux livres, en matière de poids et de tarif.

38. L'Unesco espère que l'UPU voudra bien réexaminer ce problème. A défaut d'une solution satisfaisante dans le cadre de l'Union, il serait souhaitable que, par entente directe et dans le cadre des arrangements spéciaux prévus par l'article 8 de la Constitution, un grand nombre d'Administrations postales acceptent — dans leurs relations réciproques — d'admettre, au tarif des imprimés, des films et enregistrements sonores de caractère éducatif, scientifique ou culturel dont l'identification serait laissée à l'entière appréciation des autorités compétentes désignées par chaque pays, de façon à éviter toute confusion avec des produits de nature strictement commerciale. Une telle décision prise par un certain nombre de pays accroîtrait de façon substantielle la circulation de ces matériels et contribuerait ainsi largement, dans le domaine pratique, au progrès de l'éducation, de la science et de la culture et à la compréhension entre les nations, conformément à l'esprit qui a toujours animé l'Union postale universelle.

B. Les dépôts de courrier dans des pays tiers (Convention, article 23)

39. Les Administrations postales ont la faculté de renvoyer dans le pays de dépôt du courrier en provenance de ce pays lorsque ledit courrier y a été déposé en grande quantité par un expéditeur qui n'y est pas domicilié. Les Administrations qui le souhaitent peuvent ainsi s'opposer aux manœuvres de certains expéditeurs importants qui trouveraient plus avantageux, par exemple pour des motifs économiques, de faire expédier leur courrier à partir d'un pays autre que le leur.

40. L'Unesco ne prétend pas commenter cette disposition, mais il lui semble cependant nécessaire d'attirer l'attention des Pays-membres sur les entraves que son application entraînerait pour la diffusion de l'information. Il en résulterait pour les journaux, périodiques, livres et autres matériels éducatifs, scientifiques ou culturels, l'impossibilité de circuler dans les meilleures conditions économiques.

41. Lorsqu'il s'agit de courrier de cette nature, il serait donc souhaitable de n'appliquer les dispositions de l'article 23 de la Convention qu'avec beaucoup de prudence et, par exemple, dans le seul cas où l'expéditeur est domicilié dans le pays de destination. Les Administrations postales pourraient prendre des mesures en ce sens et conclure, si elles l'estiment utile, des arrangements spéciaux dans le cadre de l'article 8 de la Constitution.

C. L'utilisation de la voie aérienne (Convention, article 70)

42. L'Unesco a pris note avec satisfaction de la tendance des Administrations postales à utiliser de plus en plus la voie aérienne pour l'acheminement du courrier, tendance renforcée par la résolution C 73 du Congrès de Rio de Janeiro (1979).

43. La rapidité des liaisons étant un élément déterminant dans l'efficacité de la diffusion de l'information et des connaissances, il semble qu'à l'occasion des études entreprises au sein de l'Union en matière de transport aérien, des traitements particuliers pourraient être recherchés en faveur des envois de caractère éducatif, scientifique ou culturel. Il serait souhaitable notamment que ces envois puissent bénéficier de surtaxes réduites (voire de la gratuité du transport aérien s'il s'agit de cécogrammes).

44. A cet effet, lorsque sont définis les frais à rembourser par les Administrations postales aux compagnies de transport aérien, l'attention de ces dernières pourrait être attirée sur l'aide qu'elles peuvent, elles aussi, apporter à la diffusion de l'information, source d'échanges croissants entre les hommes.

D. Le paiement de "frais terminaux" (Convention, article 62)

45. Il s'agit de rémunérer des Administrations postales qui reçoivent de l'étranger plus de courrier qu'elles ne lui en expédient. Ces Administrations doivent alors faire face au coût de distribution de la masse importante du courrier d'arrivée, en ayant pour recette les affranchissements correspondant à la quantité plus faible du courrier de départ.

46. Tout en reconnaissant que l'importante question des "frais terminaux" relève de la compétence des Administrations postales intéressées, l'Unesco espère que leur montant n'aura pas d'incidence sur la circulation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel.

Conclusion

47. L'Union postale universelle s'est fixé pour mission de "développer les communications entre les peuples par un fonctionnement efficace des services postaux et de contribuer à atteindre les buts élevés de la collaboration internationale dans les domaines culturel, social et économique" (Constitution, préambule).

48. Les Pays-membres de l'UPU se sont ainsi donné des objectifs en parfaite harmonie avec ceux qu'ils poursuivent au sein de l'Unesco et le présent mémorandum recevra, sans doute, le meilleur accueil de leur part.

49. Cette convergence de volontés sera profitable aux deux institutions spécialisées car les efforts consentis en faveur de la diffusion de l'information et des connaissances non seulement auront des effets bénéfiques sur le niveau éducatif, scientifique ou culturel des pays, mais entraîneront également à terme un accroissement des besoins d'échanges dont bénéficieront à leur tour les services postaux.

50. L'Unesco s'est adressée plusieurs fois aux membres de l'Union postale universelle dans le passé, notamment lors des Congrès de Bruxelles (1952), d'Ottawa (1957), de Vienne (1964), de Tokyo (1969), de Lausanne (1974). Elle est persuadée que ce nouvel appel sera, une fois encore, entendu et que les Administrations postales sauront prendre les mesures nécessaires à la mise en oeuvre des conclusions du XIXe Congrès.

Mise à jour du Protocole final de la Convention postale universelle

Note du Bureau international

Depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979, des modifications sont intervenues dans le Protocole final de la Convention postale universelle du fait de la notification de nouvelles adhésions¹ ainsi que de la renonciation par quelques Pays-membres à certaines réserves². Afin que les pays intéressés soient clairement renseignés, à la veille du XIXe Congrès, sur leur situation par rapport audit Protocole final, il paraît utile de récapituler les modifications en question dans la présente mise à jour arrêtée au 1er avril 1984.

Modifications

Article I (Appartenance des envois postaux)

Paragraphe 1. Ajouter, à leur ordre, "au Belize", "au Commonwealth de la Dominique", "à Sainte-Lucie", "à Saint-Vincent-et-Grenadines", "à Tuvalu", "à la République de Vanuatu" et "au Zimbabwe"; supprimer "à l'Etat de Qatar".

Article IX (Retrait. Modification ou correction d'adresse)

Ajouter, à leur ordre, "au Belize", "au Commonwealth de la Dominique", "à Sainte-Lucie", "à Saint-Vincent-et-Grenadines", "à Tuvalu", "à la République de Vanuatu"; supprimer "à Malte", "à l'Etat de Qatar".

Article XI (Objets passibles de droits de douane)

Paragraphe 1. Supprimer "République populaire de Chine".

Berne, le 12 avril 1984

Le Directeur général,
M.I. SOBHI

¹ Les adhésions ou admissions ci-après, entraînant des modifications au Protocole final, ont été notifiées:

- Commonwealth de la Dominique (circulaire 38/1980);
- Sainte-Lucie (circulaire 187/1980);
- Saint-Vincent-et-Grenadines (circulaire 39/1981);
- Zimbabwe (circulaire 246/1981);
- Belize (circulaire 199/1982);
- République de Vanuatu (circulaire 152/1982).

² Renonciation à une réserve du Protocole final de la Convention, voir les circulaires:

- 58 et 165 de 1980;
- 106 de 1981;
- 20 de 1984.

Mise à jour du Protocole final de la Convention postale universelle

Par la circulaire 106 du 21 mai 1984, le Bureau international a porté à la connaissance des Administrations de l'Union que les Iles Salomon avaient adhéré à l'Union postale universelle et déclaré vouloir bénéficier des réserves qui leur étaient applicables jusqu'ici.

Comme suite à cette notification, le Congrès — Doc 21 doit être complété comme suit:

Modifications à apporter au Protocole final de la Convention

1° Sous renvoi ¹, ajouter "Iles Salomon (circulaire 106/1984)".

2° *Article I (Appartenance des envois postaux)*

Paragraphe 1. Ajouter, à son ordre, "aux Iles Salomon".

3° *Article IX (Retrait. Modification ou correction d'adresse)*

Ajouter, à son ordre, "aux Iles Salomon".

Berne, le 3 juin 1984

Le Directeur général,
M.I. SOBHI

Mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

Note du Bureau international

Depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979, des modifications sont intervenues dans le Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux du fait de la notification de nouvelles adhésions¹ ainsi que de la renonciation, par des Pays-membres, à certaines réserves². Afin que les pays intéressés soient clairement renseignés, à la veille du XIXe Congrès, sur leur situation par rapport audit Protocole final, il paraît utile de récapituler les modifications en question dans la présente mise à jour arrêtée au 1er avril 1984.

Modifications

Article I (Quotes-parts territoriales exceptionnelles)

a) Tableau 1 (Quotes-parts d'arrivée exceptionnelles)

Ajouter, à leur ordre respectif, les indications suivantes:

1	2	3	4
12bis	Belize	8bis	8bis La quote-part peut atteindre les montants ci-après: fr
			Colis jusqu'à 1 kg 5,80
			Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. 7,20
			Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 9,00
			Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 10,90
33bis	Dominique	22bis	22bis La quote-part peut atteindre les montants ci-après: fr
			Colis jusqu'à 1 kg 5,80
			Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. 7,20
			Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 9,00
			Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 10,55

¹ Les adhésions ou admissions ci-après, entraînant des modifications au Protocole final, ont été notifiées:

- Commonwealth de la Dominique (circulaire 38/1980);
- Sainte-Lucie (circulaire 187/1980);
- Saint-Vincent-et-Grenadines (circulaire 39/1981);
- Tuvalu (circulaire 39/1981);
- Belize (circulaire 199/1982).

² Voir les circulaires 83 et 145 de 1980.

1	2	3	4
94bis	Sainte-Lucie	59bis	59bis La quote-part peut atteindre les montants ci-après: fr
			Colis jusqu'à 1 kg 5,80
			Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. 7,20
			Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 9,00
			Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 10,55
94ter	Saint-Vincent-et-Grenadines	59ter	59ter La quote-part peut atteindre les montants ci-après: fr
			Colis jusqu'à 1 kg 5,80
			Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. 7,20
			Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 9,00
			Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 10,90
111bis	Tuvalu	70bis	70bis La quote-part peut atteindre les montants ci-après: fr
			Colis jusqu'à 1 kg 5,80
			Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg. 7,20
			Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg. 9,00
			Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg. 10,55

b) Tableau 2 (Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles)

Ajouter, à leur ordre respectif, les indications suivantes:

1	2	3	4	5	6	7	8
		fr	fr	fr	fr	fr	fr
8bis	Belize	9,20	11,00	11,85	15,15	18,80	21,80
19bis	Dominique	5,50	6,00	6,35	7,85	11,45	13,80
47bis	Sainte-Lucie	5,50	6,00	6,35	7,85	11,45	13,80
47ter	Saint-Vincent-et-Grenadines . .	9,20	11,00	11,85	15,15	18,80	21,80
56bis	Tuvalu	5,50	6,00	6,35	7,85	11,45	13,80

Article III (Quotes-parts maritimes)

Ajouter, à leur ordre, "le Belize", "le Commonwealth de la Dominique", "Sainte-Lucie", "Saint-Vincent-et-Grenadines" et "Tuvalu".

Article IX (Dédommagement)

Paragraphe 1. Ajouter, à leur ordre, "le Belize", "le Commonwealth de la Dominique", "Sainte-Lucie" et "Saint-Vincent-et-Grenadines"; supprimer "le Sultanat d'Oman".

Berne, le 12 avril 1984

Le Directeur général,
M.I. SOBHI

Mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux

Par la circulaire 106 du 21 mai 1984, le Bureau international a porté à la connaissance des Administrations de l'Union que les Iles Salomon avaient adhéré à l'Union postale universelle, à deux Arrangements facultatifs, dont l'Arrangement concernant les colis postaux et déclaré vouloir bénéficier des réserves qui leur étaient applicables jusqu'ici.

Comme suite à cette notification, le Congrès — Doc 22 doit être complété comme suit:

Modifications

1° Ajouter sous renvoi 1 "— Iles Salomon (circulaire 106/1984)".

2° *Article I (Quotes-parts territoriales exceptionnelles)*

a) *Tableau 1 (Quotes-parts d'arrivée exceptionnelles)*

Ajouter, à leur ordre respectif, les indications suivantes:

1	2	3	4
94quater	Iles Salomon	59quater	59quater
La quote-part peut atteindre les montants ci-après:			
			fr
			Colis jusqu'à 1 kg
			Colis au-dessus de 1 jusqu'à 3 kg.
			Colis au-dessus de 3 jusqu'à 5 kg.
			Colis au-dessus de 5 jusqu'à 10 kg.
			5,80
			7,20
			9,00
			10,90

b) *Tableau 2 (Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles)*

Ajouter, à leur ordre respectif, les indications suivantes:

1	2	3	4	5	6	7	8
47quater	Iles Salomon	9,20	11,00	11,85	15,15	18,80	21,80

3° *Article III (Quotes-parts maritimes)*

Ajouter, à son ordre, "les Iles Salomon".

4° *Article IX (Dédommagement)*

Paragraphe 1. Ajouter, à son ordre, "les Iles Salomon".

Berne, le 3 juin 1984

Le Directeur général,
M.I. SOBHI

Liste des Pays-membres de la Commission 7^{1 2}

(Etat au 1er avril 1984)

1. République démocratique d'Afghanistan
2. République algérienne démocratique et populaire
3. République fédérale d'Allemagne
4. République populaire d'Angola
5. Royaume de l'Arabie saoudite
6. République argentine
7. Australie
8. République d'Autriche
9. Commonwealth des Bahamas
10. Etat de Bahrain
11. République populaire du Bangladesh
12. Barbade
13. Belgique
14. Belize
15. République populaire du Bénin
16. Royaume de Bhoutan
17. République socialiste soviétique de Biélorussie
18. République socialiste de l'Union de Birmanie
19. République de Bolivie
20. République du Botswana
21. République fédérative du Brésil
22. République populaire de Bulgarie
23. République du Burundi
24. République unie du Cameroun
25. République du Cap-Vert
26. République centrafricaine
27. Chili
28. République populaire de Chine
29. République de Chypre
30. République de Colombie
31. République populaire du Congo
32. République de Corée
33. République de Costa-Rica
34. République de Côte d'Ivoire
35. République de Cuba
36. Royaume de Danemark
37. Commonwealth de la Dominique

¹ Sous réserve des modifications apportées par les Pays-membres intéressés, les désignations des Pays-membres sont celles sous lesquelles les plénipotentiaires ont signé les Actes de Rio de Janeiro 1979. Pour les pays qui ont été admis ou qui ont adhéré à l'Union après le Congrès de Rio de Janeiro, les désignations sont celles qui ont été dûment communiquées au Bureau international.

² Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties auxdits Arrangements peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations de la Commission 7 (article 11, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès).

38. République arabe d'Égypte
39. République de El Salvador
40. Emirats arabes unis
41. République de l'Équateur
42. Espagne
43. Éthiopie
44. République de Finlande
45. République française
46. République gabonaise
47. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man
48. Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
49. Grèce
50. République du Guatemala
51. République populaire révolutionnaire de Guinée
52. République de Guinée-Bissau
53. République de Guinée équatoriale
54. République d'Haïti
55. République de Haute-Volta
56. République du Honduras
57. République populaire hongroise
58. Inde
59. République d'Indonésie
60. Iran
61. République d'Iraq
62. Irlande
63. République d'Islande
64. Israël
65. Italie
66. (Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste
67. Jamaïque
68. Japon
69. Royaume hachémite de Jordanie
70. République de Kenya
71. Kuwait
72. République démocratique populaire lao
73. Royaume du Lesotho
74. République libanaise
75. République de Libéria
76. Principauté de Liechtenstein
77. Luxembourg
78. République démocratique de Madagascar
79. Malaisie
80. Malawi
81. République des Maldives
82. République du Mali
83. Royaume du Maroc
84. Maurice
85. République islamique de Mauritanie
86. États-Unis du Mexique
87. Principauté de Monaco
88. République populaire de Mongolie
89. République populaire du Mozambique
90. Népal
91. République du Nicaragua
92. République du Niger
93. République fédérale de Nigéria

94. Norvège
95. Nouvelle-Zélande
96. Sultanat d'Oman
97. Pakistan
98. République de Panama
99. Papouasie — Nouvelle-Guinée
100. République de Paraguay
101. Pays-Bas
102. Antilles néerlandaises
103. République du Pérou
104. République populaire de Pologne
105. Portugal
106. Etat de Qatar
107. République démocratique allemande
108. République populaire démocratique de Corée
109. République socialiste de Roumanie
110. République rwandaise
111. Sainte-Lucie
112. République de Saint-Marin
113. Saint-Vincent-et-Grenadines
114. République démocratique de São Tomé-et-Principe
115. République du Sénégal
116. République de Sierra Leone
117. Singapour
118. République démocratique du Soudan
119. République socialiste démocratique de Sri Lanka
120. Suède
121. Confédération suisse
122. République du Suriname
123. Royaume du Swaziland
124. République arabe syrienne
125. République unie de Tanzanie
126. République du Tchad
127. République socialiste tchécoslovaque
128. Thaïlande
129. République togolaise
130. Royaume des Tonga
131. République de Trinité-et-Tobago
132. Tunisie
133. Turquie
134. Tuvalu
135. République socialiste soviétique d'Ukraine
136. Union des républiques socialistes soviétiques
137. République orientale de l'Uruguay
138. Etat de la cité du Vatican
139. République de Vénézuéla
140. République arabe du Yémen
141. République démocratique populaire du Yémen
142. République socialiste fédérative de Yougoslavie
143. République du Zaïre
144. République de Zambie
145. Zimbabwe

Liste des Pays-membres de la Commission 7

(Etat au 24 mai 1984)

Par ses circulaires 84 du 26 mars 1984 et 97 du 24 avril 1984, le Bureau international a respectivement porté à la connaissance des Administrations de l'Union que la dénomination complète du Cameroun est "République du Cameroun" et que celle de la Guinée est "République de Guinée".

Par ailleurs, par sa circulaire 106 du 21 mai 1984, le Bureau international a également avisé les Administrations de l'Union que les Iles Salomon avaient adhéré à l'Union postale universelle, à deux Arrangements facultatifs dont l'Arrangement concernant les colis postaux et que la République populaire socialiste d'Albanie avait adhéré à l'Arrangement concernant les colis postaux.

Comme suite à ces notifications, le Congrès — Doc 23 doit être complété comme suit:

- 1° No 24. Remplacer "République unie du Cameroun" par "République du Cameroun".
- 2° No 51. Remplacer "République populaire révolutionnaire de Guinée" par "République de Guinée".
- 3° Ajouter, à leur ordre:
 - 1bis. "République populaire socialiste d'Albanie".
 - 113bis. "Iles Salomon".

Berne, le 3 juin 1984

Le Directeur général,
M.I. SOBHI

Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international

Note du Secrétaire général

1. Aux termes de l'article 108, paragraphe 1, du Règlement général de l'Union postale universelle (Rio de Janeiro 1979), le Directeur général et le Vice-Directeur général sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs.

2. En conséquence, par lettre du 15 août 1983 (annexe 1), le Directeur général a demandé au Gouvernement de la Confédération suisse d'ouvrir la procédure y relative et de faire parvenir au Bureau international les candidatures reçues, afin que ce Bureau puisse établir la documentation nécessaire à l'intention du XIXe Congrès dont il assume le secrétariat.

3. Le Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse, par sa lettre du 11 avril 1984 (annexe 2), a transmis au Bureau international les candidatures qui lui sont parvenues, par la voie diplomatique, avant l'expiration du délai fixé au 31 mars 1984. A cette lettre étaient joints le curriculum vitae de chaque candidat ainsi qu'une copie des notes désignant les candidatures.

4. Il s'agit des candidats suivants, indiqués dans l'ordre alphabétique des noms:

4.1 Poste de Directeur général (cf. annexe 3)

- M. Jaime ASCANDONI Rivero, Espagne
Directeur des affaires internationales à la Direction générale des postes et télécommunications (annexe 3/pièce 1)
- Colonel Adwaldo Cardoso BOTTO DE BARROS, Brésil
Président de l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes (annexe 3/pièce 2)
- M. Leslie Herbert KINGSBURY, Grande-Bretagne
Directeur des affaires internationales de la poste britannique (British Post Office) (annexe 3/pièce 3)
- M. Murugasu RAJASINGHAM, Malaisie
Directeur général de la poste malaisienne (annexe 3/pièce 4)
- M. Kostas TSIMAS, Grèce
Directeur général des postes helléniques (annexe 3/pièce 5)

4.2 Poste de Vice-Directeur général (cf. annexe 4)

- M. Abdel Kader BAGHDADI, République arabe syrienne
Sous-Directeur général au Bureau international (annexe 4/pièce 1)
- M. Félix CICÉRON, France
Sous-Directeur général au Bureau international (annexe 4/pièce 2).

5. Le Congrès est prié de procéder à l'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général pour la période allant jusqu'au XXe Congrès, conformément à la procédure prévue à l'article 108, paragraphes 1 et 2, du Règlement général de l'UPU et à l'article 23 du Règlement intérieur des Congrès.

Berne, le 27 avril 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Union postale universelle
Bureau international

Congrès — Doc 24/Annexe 1

Département fédéral
des affaires étrangères

3003 Berne

Référence: 2222(K)

Berne, le 15 août 1983

Objet: Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international
de l'Union postale universelle (UPU) par le XIXe Congrès de l'UPU (Hamburg, 18 juin–26 juillet 1984)

Monsieur le Conseiller fédéral,

J'ai l'honneur de me référer à l'article 108, paragraphes 1 et 2, du Règlement général de l'Union postale universelle (Rio de Janeiro 1979), qui fixe la procédure d'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'UPU par le Congrès.

Selon cet article, dont le texte est reproduit en annexe, le Directeur général et le Vice-Directeur général sont élus par le Congrès pour la période séparant deux Congrès successifs, les candidatures devant être présentées par les Gouvernements des Pays-membres, par l'intermédiaire du Gouvernement de la Confédération suisse.

Par conséquent, le mandat du Directeur général en fonctions viendra à expiration à la fin de l'année au cours de laquelle aura lieu le XIXe Congrès (Hamburg 1984). S'agissant du Vice-Directeur général, M. Thomas Scott, dont le mandat se serait normalement terminé à la même date, il a démissionné pour raisons de santé avec effet au 1er mars 1982. En application de l'article 108, paragraphe 5, du Règlement général, le Conseil exécutif, lors de sa session de mai 1982, a chargé M. Félix Cicéron, Sous-Directeur général, d'assumer jusqu'au prochain Congrès les fonctions de Vice-Directeur général (décision CE 2/1982).

J'aimerais ajouter que les délais prévus au paragraphe 2 de l'article 108 ont notamment pour but de permettre au Bureau international de préparer, de traduire et de diffuser suffisamment tôt avant le Congrès la documentation nécessaire pour l'élection. Je voudrais donc vous prier, en ma qualité de Secrétaire général du Congrès, de bien vouloir ouvrir dès que possible la procédure y relative et de faire parvenir au Bureau international les candidatures éventuellement reçues, accompagnées des curricula vitae des intéressés. Ledit Bureau se chargera ensuite d'établir la documentation nécessaire à l'intention du XIXe Congrès, dont il assume le secrétariat.

Je vous en remercie par avance et vous prie d'agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma très haute considération.

Le Directeur général,
(signé) M.I. SOBHI

Département fédéral des affaires étrangères

Congrès — Doc 24/Annexe 2

Union postale universelle
Bureau international
Weltpoststrasse 4
Case postale

3000 Berne 15

Référence: o.723.61 — EU/sf

Berne, le 11 avril 1984

Objet: Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international
par le XIXe Congrès de l'UPU

Monsieur le Directeur général,

Nous nous référons à votre lettre du 15 août 1983 concernant l'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle.

Conformément à l'article 108, paragraphe 2, du Règlement général de l'UPU, nous nous sommes adressés, par l'intermédiaire de nos représentations diplomatiques, aux pays membres de l'UPU en les invitant à nous faire parvenir les candidatures éventuelles pour les deux postes à repourvoir.

Nous avons l'honneur de vous donner connaissance ci-après des candidatures qui nous sont parvenues avant l'expiration du délai fixé au 31 mars 1984:

1. *Poste du Directeur général*

- M. Murugasu Rajasingham, Malaisie
Directeur général de la poste malaisienne
- Colonel Adwaldo Cardoso Botto de Barros, Brésil
Président de l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes
- M. Jaime Ascandoni Rivero, Espagne
Directeur des affaires internationales à la Direction générale des postes et télécommunications
- M. Kostas Tsimas, Grèce
Directeur général des postes helléniques
- M. Leslie Herbert Kingsbury, Royaume-Uni
Directeur des affaires internationales de la poste britannique (British Post Office)

2. *Poste du Vice-Directeur général*

- M. Abdel Kader Baghdadî, République arabe syrienne
Sous-Directeur général au Bureau international
- M. Félix Cicéron, France
Sous-Directeur général au Bureau international

Nous joignons à la présente un curriculum vitae de chaque candidat ainsi qu'une copie des notes désignant les candidatures.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de notre considération distinguée.

Direction des organisations
internationales
p.o.
(signé) A. VON GRAFFENRIED

Candidatures au poste de Directeur général

(Classement par ordre alphabétique des noms)

Pièce 1:	M. Jaime ASCANDONI Rivero, 52 ans	(Espagne)
Pièce 2:	M. Adwaldo Cardoso BOTTO DE BARROS, 59½ ans	(Brésil)
Pièce 3:	M. Leslie Herbert KINGSBURY, 58 ans	(Grande-Bretagne)
Pièce 4:	M. Murugasu RAJASINGHAM, 53 ans	(Malaisie)
Pièce 5:	M. Kostas TSIMAS, 48 ans	(Grèce)

Ambassade d'Espagne

Congrès — Doc 24/Annexe 3/Pièce 1

M. Jaime ASCANDONI Rivero

(Espagne)

No 101

Traduction

L'Ambassade d'Espagne à Berne présente ses compliments au Département fédéral des affaires étrangères et a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement espagnol a décidé de présenter la candidature de M. Jaime Ascandoni Rivero, docteur en droit, Directeur des affaires internationales à la Direction générale des postes et télécommunications, au poste de Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle, dont l'élection se fera au cours du prochain Congrès de l'UPU, qui aura lieu à Hamburg (République fédérale d'Allemagne) entre les 18 juin et 27 juillet 1984.

Pour une plus ample information du Conseil fédéral, le curriculum vitae de M. Ascandoni est joint à la présente. Il convient de mentionner, en faveur de cette candidature, les profondes connaissances de M. Ascandoni en ce qui se réfère à l'UPU et ses qualités éprouvées dans le domaine de la technique postale et de la coopération internationale, le tout lui conférant la qualification nécessaire pour assumer les responsabilités inhérentes à la charge de Directeur général de l'Union postale universelle.

Le Gouvernement espagnol, compte tenu des liens d'amitié et des bonnes relations qui l'unissent à la Suisse, saurait gré à son Gouvernement de bien vouloir appuyer la candidature de M. Ascandoni au poste susmentionné.

L'Ambassade d'Espagne saisit cette occasion pour renouveler au Département fédéral des affaires étrangères les assurances de sa plus haute considération.

Berne, le 21 novembre 1983

Au Département fédéral des affaires étrangères
3003 BERNE

Curriculum vitae

1. Renseignements personnels

Prénom et nom	Jaime ASCANDONI R.
Date de naissance	22 juillet 1932
Lieu de naissance	Oviedo (Espagne)
Etat civil	Marié

2. Formation générale

Enseignement primaire	Collège des pères augustins de León
Enseignement secondaire	Bachelier universitaire (Lycée de León) Diplômé commercial (Ecole professionnelle de commerce, León)
Enseignement supérieur	Licencié en droit (Université de Madrid) Docteur en droit (Université de Madrid)

3. Formation complémentaire

Etudes postales	Technicien des postes (Direction générale des postes et télécommunication), 1951
Administration des postes de Belgique	Cours de sélection, formation et perfectionnement de fonctionnaires; analyse de fonctions et évaluation de tâches, 1968
Ecole nationale d'administration publique	Diplômé en organisation et méthodes, 1971
Université de Madrid	Cours sur le droit des communautés européennes, 1982 Cours sur le droit de la mer, 1983

4. Carrière postale

1951	Nommé fonctionnaire du Corps technique des postes, est affecté à la Recette principale des postes de León, dans laquelle il occupe divers postes à responsabilité dans les différents services postaux et financiers
1959	Participe au Plan de modernisation du réseau des services ruraux de la province de León
1965	Muté à Pontevedra en tant que Chef adjoint de la Recette principale des postes
1966	Occupe pendant quelques mois le poste de Receveur principal des postes de Pontevedra
1969	Muté à Madrid en tant que Chef adjoint du Service international des postes, à la Direction générale des postes et télécommunication
1971	Nommé Chef du Service international des postes
1980	Promu au Corps supérieur postal et de télécommunication de nouvelle création
1982	Nommé Directeur des affaires internationales à la Direction générale des postes et télécommunication
1990	

5. Activités nationales

- 1970 Représentant de la Direction générale des postes et télécommunication à la Commission interministérielle permanente pour les Vallées d'Andorre
Membre du Comité national de la sûreté aéroportuaire
- 1971 Membre du Comité de facilitation du transport aérien
Membre du Conseil ordonnateur du transport maritime
Membre du Conseil d'administration de la Mutuelle générale des postes
- 1973 Représentant du Ministère de l'intérieur à la Commission interministérielle des services maritimes de souveraineté
Président du jury d'examen du concours pour les employés subalternes des postes
- 1979 Entre, en tant qu'avocat, dans l'Ordre des avocats de Madrid
- 1981 Membre du jury d'examen du concours pour les officiers des postes et télécommunication
- 1982 Nommé correspondant de l'Académie ibère-américaine et philippine d'histoire postale
- 1983 Représentant de la Direction générale des postes et télécommunication au Séminaire de coopération technique internationale, organisé par l'Institut national d'administration publique

6. Activités internationales

A. Union postale universelle

a) Congrès

Délégué plénipotentiaire au XVI^e Congrès de Tokyo (1969)
Délégué plénipotentiaire au XVII^e Congrès de Lausanne (1974)
Délégué plénipotentiaire au XVIII^e Congrès de Rio de Janeiro (1979)

b) Conseil exécutif

Observateur (représentant de la CEPT) aux réunions de 1973 et 1974
Chef de délégation aux réunions de 1975, 1976, 1978, 1982, 1983 et 1984
Chef adjoint de délégation aux réunions de 1977, 1979, 1980 et 1981
Vice-Président du Conseil exécutif en 1982, 1983 et 1984

c) Conseil consultatif des études postales

Observateur (représentant de la CEPT) à la réunion de 1972
Chef de délégation aux réunions de 1974, 1976, 1977, 1979 et 1982
Chef adjoint de délégation aux réunions de 1975, 1978, 1980 et 1981

B. Union postale des Amériques et de l'Espagne (UPAE)

a) Congrès

Délégué plénipotentiaire au Xe Congrès de Santiago de Chile (1971) et
Président de la Commission de rédaction du Congrès
Délégué plénipotentiaire au XI^e Congrès de Lima (1976) et Président de la Commission de rédaction du Congrès
Chef adjoint de délégation au XII^e Congrès de Managua (1981) et Doyen du Congrès

b) Conférences de l'UPAE

Chef de délégation aux conférences tenues à l'occasion des Congrès postaux universels à Tokyo (1969),
Lausanne (1974) et Rio de Janeiro (1979)
Président de la Conférence UPAE à Rio de Janeiro (1979)

c) Conseils consultatif et exécutif

Chef de délégation aux réunions de 1973, 1974 et 1975

Président du Conseil à la réunion de 1973

Observateur aux réunions de 1978, 1981, 1982 et 1983

d) Séminaires

Coordonnateur général du Séminaire de Madrid (1972)

Conférencier au Séminaire d'Asunción (1975)

Président alternatif et coordonnateur général de la IIe Réunion des Présidents et Directeurs généraux des postes, à Madrid (1982)

C. Conférence européenne des postes et des télécommunications

a) Assemblée plénière

Délégué à la VIe Assemblée plénière de Montreux (1970)

Chef adjoint de délégation à la VIIe Assemblée plénière de La Haye (1972)

Président de la Commission "Postes" de la CEPT à la VIIIe Assemblée plénière de Torremolinos (1975)

Chef de délégation à la IXe Assemblée plénière de Stockholm (1977) et Vice-Président de l'Assemblée

Délégué à la Xe Assemblée plénière de Bruxelles (1980)

Délégué à la XIe Assemblée plénière de Vienne (1982)

b) Assemblées extraordinaires

Délégué à l'Assemblée de Lugano (1969)

c) Commissions "Postes" extraordinaires

Délégué à la réunion de Lugano (1969)

Chef de délégation aux réunions de Tokyo (1969), Lausanne (1974) et Rio de Janeiro (1979)

Président de la Commission "Postes" aux réunions de León (1972), Las Palmas (1974) et Lausanne (1974)

Chef de délégation aux réunions de Liège (1979), Ostende (1979) et Strasbourg (1983)

d) Conférence des Ministres de la CEPT

Membre de la délégation espagnole à la 4e Conférence, Vienne (1972)

e) Séminaires

Conférencier au Séminaire sur l'actualisation des services bancaires postaux, Hamburg (1972)

f) Réunions des Directeurs généraux

Délégué aux réunions de Madrid de 1973 et 1974

g) Groupes de travail

Il a participé aux réunions suivantes des Groupes de travail de la CEPT:

Groupe 3: Colis postaux: 1977, 1979 et 1981

Groupe 4: Poste aux lettres: 1971, 1977, 1978, 1979 et 1980

Groupe 9: Services financiers postaux: dès 1970 jusqu'à 1982

Groupe 11: Politique tarifaire européenne: 1972

Groupe 16: Structure et fonctionnement de l'UPU et de ses organes: 1973, 1976, 1978, 1980, 1982 et 1983

Groupe 17: Timbres-poste EUROPA: 1972

Groupe 18: Service international de la caisse d'épargne postale: 1970 et 1971

Groupe ad hoc: Structure de la CEPT: 1971, 1972, 1977 et 1979

D. Union africaine des postes et télécommunications (UAPT)

Observateur à la Conférence de Ministres de l'UAPT, tenue à Cotonou (Rép. de Bénin) en 1982

Observateur à la Conférence de Ministres de l'UAPT, tenue à Bangui (Rép. centrafricaine) en 1983

7. Activités de coopération technique

- 1968 Professeur au 1er Cours interaméricain de formation d'instructeurs postaux.
Institut centre-américain d'administration publique (ICAP), San José, Costa-Rica
- 1975 Mission à Caracas (Vénézuéla), pour faire une analyse et une évaluation des services postaux
- 1976 Mission à Managua (Nicaragua), pour analyser la situation postale et recommander des solutions
- 1977 Mission à Quito (Equateur), pour faire une analyse de la situation des services postaux
- 1978 Directeur du projet de modernisation des services postaux de l'Equateur
- 1980 Coordonnateur technique de la mission postale en Guinée équatoriale
- 1981 Coordonnateur technique des experts des postes et des télécommunications en Guinée équatoriale
- 1982 Mission à Addis Abeba (Ethiopie), pour étudier l'assistance technique à fournir à ce pays

8. Publications et conférences

Il est l'auteur de plusieurs livres sur des matières postales, parmi lesquels mérite d'être mentionné:

L'Union postale universelle (UPU), publié en 1983

Depuis 1967, il a publié près de cinquante articles sur des questions relatives au service des postes, dans des revues nationales et étrangères

Il a prononcé diverses conférences sur les services financiers, aériens et internationaux postaux

9. Distinctions honorifiques

Plaque de l'Ordre du Mérite postal

Plaque de l'Ordre du Mérite des télécommunications

Plaque de l'Ordre du Mérite civil

Croix du Mérite policier

Croix de 1re classe du Mérite naval

10. Connaissances linguistiques

Espagnol (langue maternelle)

Français (très bonne)

Anglais (bonne)

Madrid, le 1er mars 1984

Ambassade du Brésil

Congrès — Doc 24/Annexe 3/Pièce 2

M. Adwaldo Cardoso BOTTO DE BARROS

(Brésil)

No 68

L'Ambassade du Brésil présente ses compliments au Département fédéral des affaires étrangères et, d'après les termes de l'article 108 du Règlement général de l'Union postale universelle (UPU), a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement brésilien a décidé de présenter la candidature du Colonel Adwaldo Cardoso Botto de Barros, Président de l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes (EBCT), au poste de Directeur général de l'UPU, dans les élections qui auront lieu lors du Congrès de Hamburg, en juin/juillet 1984.

L'Ambassade, au nom de son Gouvernement, prie le Département fédéral de bien vouloir appuyer la candidature du Colonel Botto au poste de référence.

L'Ambassade ne manquera pas de faire parvenir au Département, sous peu, le curriculum vitae de l'intéressé.

En remerciant le Département de l'attention qu'il voudra bien accorder à cette affaire, l'Ambassade saisit l'occasion pour lui renouveler l'assurance de sa haute considération.

Berne, le 13 juillet 1983

Curriculum vitae

Traduction de l'anglais

Nom	BOTTO DE BARROS, Adwaldo Cardoso
Nationalité	Brésilienne
Date de naissance	25 janvier 1925
Poste actuellement occupé	Président de l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes (ECT) depuis 1974
Etudes	Collège militaire de Resende — 1944/1948 Ingénierie et cours spécialisés (industries et armes), Institut du génie militaire (EMI) Cours universitaires complémentaires sur la gestion des entreprises (Ecole d'administration — Université catholique de Sao Paulo) et sur le marché des capitaux (Fondation Getulio Vargas)
Emplois	Conseiller financier de l'Ecole d'ingénierie (IES) — Sao Paulo Directeur régional de l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes — Sao Paulo (1973—1974)

Principales réalisations de l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes pendant la gestion de M. Botto de Barros

Création d'un réseau postal nocturne exploitant son propre service aéropostal, en accord avec les compagnies aériennes brésiennes.

Création de la division du service du courrier accéléré, qui donne à ECT la prépondérance sur le marché brésilien des envois de correspondances groupées.

Création de centres de distribution du courrier à domicile; intégration, au plan national, des moyens d'acheminement du courrier entre les principales villes brésiennes.

Organisation des services spéciaux d'exploitation postale.

Motorisation de la distribution du courrier.

Extension de nouveaux services (envois contre remboursement et mandats).

Mécanisation des plus importants bureaux de tri.

Conclusion d'accords avec des usagers de ECT pour les paiements et/ou encaissements à échéance dans tous les bureaux de poste.

Uniformisation des enveloppes et imprimés destinés au service postal.

Développement de la philatélie brésilienne.

Mise en valeur des ressources humaines grâce à la création de l'Ecole supérieure d'administration postale et du Département des ressources humaines au sein de ECT.

Organisation du XVIII^e Congrès de l'UPU.

Création du service de l'informatique, des services télégramme-télex et lettre-télex, ainsi que du service des aérogrammes en régime intérieur.

Réaménagement des services télégraphiques grâce à l'implantation du système GENTEX dans l'ensemble du pays, permettant de transmettre des télégrammes dans de très brefs délais.

Adoption d'une politique financière appropriée qui s'est traduite par la couverture complète des charges de ECT par la perception de recettes financières qui, en 1977, dépassaient de 12,2% les dépenses. Ces résultats ont placé le Brésil parmi les rares pays obtenant de bons résultats financiers de l'exploitation des services postaux.

Création du Musée postal et télégraphique et d'une galerie d'art de l'Entreprise en janvier 1980.

Création de l'Institut de sécurité sociale de l'Entreprise brésilienne des postes et télégraphes.

Création du service de gestion informatique, du service des colis exprès, du service des colis exprès pour remise à date fixe et du service des télégrammes à remettre à date fixe.

Implantation du système de calcul COBRA pour le traitement automatique des télégrammes et du réseau de diffusion informatique.

Création du courrier électronique international.

Expérience dans le domaine international

- 1976 Chef de la délégation brésilienne au Congrès de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne (UPAE), Lima, Pérou.
- 1977 Chef de la délégation brésilienne à la session du Conseil exécutif de l'UPU.
Président de la Commission 7 du Conseil exécutif de l'UPU.
- 1978 Chef de la délégation brésilienne à la session du Conseil exécutif de l'UPU.
Président de la Commission 7 du Conseil exécutif de l'UPU.
- 1979 Chef de la délégation brésilienne à la session du Conseil exécutif de l'UPU.
Président du XVIII^e Congrès de l'UPU tenu à Rio de Janeiro.
- 1980 Président de la session annuelle du Conseil exécutif de l'UPU.
Président de la réunion du Conseil de la Caisse de prévoyance de l'UPU.
Chef de la délégation brésilienne de la réunion des Directeurs des postes d'Amérique latine organisée au Vénézuéla sous les auspices de l'UPU.
Chef de la délégation brésilienne à la session du Conseil consultatif des études postales de l'UPU.
- 1981 Président de la session annuelle du Conseil exécutif de l'UPU.
Président de la réunion du Conseil de la Caisse de prévoyance de l'UPU.
Chef de la délégation du Brésil au XII^e Congrès de l'UPAE tenu à Managua, Nicaragua.
Chef de la délégation du Brésil à la session du Conseil consultatif des études postales de l'UPU.
- 1982 Président de la session annuelle du Conseil exécutif de l'UPU.
Président de la réunion du Conseil de la Caisse de prévoyance de l'UPU.
Chef de la délégation du Brésil à la session annuelle du Conseil consultatif et exécutif de l'UPAE.
Chef de la délégation du Brésil à la réunion des Présidents et des Directeurs des postes d'Amérique latine.
- 1983 Président de la session annuelle du Conseil exécutif de l'UPU.
Président de la réunion du Conseil de la Caisse de prévoyance de l'UPU.
Chef de la délégation du Brésil à la session du Conseil consultatif et exécutif de l'UPAE.

Voyages d'étude et officiels

Japon (1972); Japon, Allemagne fédérale, France, Suisse (1976); Portugal (1981), sur invitation de l'Administration postale portugaise; Syrie et Kuwait (1981), sur invitation de leurs Administrations postales respectives; Etats-Unis d'Amérique (mai 1982), sur invitation du Postmaster General de ce pays; France (1982), sur invitation du Chef de l'Administration postale française; Chine (Rép. pop.) (août 1982), sur invitation; Grèce (août 1982).

Distinctions

Commandeur de l'Ordre de Rio Branco; Ordre du Mérite militaire; Commandeur de l'Ordre du Mérite de Brasilia; membre honoraire du Club philatélique du Brésil; désigné comme l'Homme des communications du Brésil par l'Institut "Brésil-Monde arabe"; Commandeur de l'Ordre du Mérite aéronautique; médaille du Mérite Tamandare; médaille d'or et diplôme "en reconnaissance de son concours inestimable aux travaux en faveur de la philatélie brésilienne" — BRAPEX I; Officier de l'Ordre du Mérite du génie militaire.

M. Leslie Herbert KINGSBURY

(Grande-Bretagne)

Per of Switz

Traduction de l'anglais

La Mission de l'Observateur permanent de la Suisse auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments à la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies et elle a l'honneur d'accuser réception de sa note No 46 du 24 février 1984 annonçant que le Royaume-Uni a décidé de désigner M. Leslie Herbert Kingsbury comme candidat à l'élection au poste de Directeur général de l'Union postale universelle lors du XIXe Congrès devant se tenir à Hamburg, Rép. féd. d'Allemagne, du 18 juin au 27 juillet 1984.

La Mission de l'Observateur permanent de la Suisse remercie la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord de cette communication qu'elle a dûment transmise aux autorités compétentes de la Suisse.

La Mission de l'Observateur permanent de la Suisse auprès des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler à la Mission permanente du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès des Nations Unies l'assurance de sa plus haute considération.

New York, le 9 mars 1984

Mission permanente du Royaume-Uni
de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
auprès de l'Organisation des Nations Unies
NEW YORK, N.Y. 10022

Curriculum vitae

Nom	Leslie Herbert KINGSBURY
Lieu et date de naissance	Londres, le 30 mai 1926
Situation actuelle	Directeur des affaires postales internationales de l'Administration postale britannique
Titre	Diplôme de première classe décerné par le Collège technique de Wimbledon
Expérience	<p>M. Kingsbury possède une très grande expérience des affaires postales. Entré en 1943 au Département de l'ingénierie de l'Administration postale, il occupe divers postes avant d'être nommé surintendant du trafic des télécommunications où il assume des responsabilités de gestion et de planification dans la région "Télécommunications" de Londres. En 1955, M. Kingsbury est nommé <i>Assistant Postal Controller</i> dans le nord-est de l'Angleterre avant de retourner en 1958 à l'Administration centrale de Londres pour y entreprendre, dans le domaine de l'exploitation, un certain nombre de missions spécialisées. Depuis 1968, M. Kingsbury ne cesse de s'occuper des affaires postales internationales. Il y est nommé <i>Postal Controller</i> en 1970 et Sous-Directeur en 1974. En 1978, il est nommé Directeur des affaires postales internationales et chargé de toutes les questions d'exploitation, de transport, de services, de tarifs et de réglementation concernant les services internationaux de l'Administration postale britannique.</p>
Expérience au sein de l'UPU	<p>M. Kingsbury est en rapport avec l'UPU depuis 1969, année à partir de laquelle il représente le <i>British Post Office</i> à chacune des sessions annuelles du Conseil consultatif des études postales, et le Congrès de Rio de Janeiro 1979 le nomme, en reconnaissance de ses services, Président du Conseil consultatif des études postales pour la période quinquennale actuellement en cours.</p> <p>En outre, M. Kingsbury représente son pays à chacune des sessions annuelles du Conseil exécutif de l'UPU depuis 1975. De 1975 à 1979, il est Président de la Commission de la poste aux lettres du Conseil exécutif et il assume la présidence de la Commission de la poste aux lettres au Congrès de Rio de Janeiro 1979.</p> <p>M. Kingsbury a représenté le Royaume-Uni au Congrès de Tokyo 1969, au Congrès de Lausanne 1974 et il participa au Congrès de Rio de Janeiro 1979 en qualité de cochef de la délégation britannique.</p>

M. Murugasu RAJASINGHAM

(Malaisie)

ED.12/83

Traduction de l'anglais

Le Ministère des affaires étrangères présente ses compliments à l'Ambassade de Suisse et a l'honneur de se référer à la note No 715.1(5) du 3 novembre 1983 de cette dernière qui appelle l'attention du Gouvernement de Malaisie sur la procédure d'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle, Berne, procédure établie par le Congrès de Rio de Janeiro 1979, et qui invite les Gouvernements des Pays-membres à présenter les candidatures auxdits postes par l'intermédiaire du Gouvernement de la Confédération suisse.

Le Ministère, en remerciant l'Ambassade de son invitation, a l'honneur de l'informer que le Gouvernement de Malaisie a décidé de désigner M. M. Rajasingham, Directeur général des postes de Malaisie, comme candidat à l'élection au poste de Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle lors du Congrès de l'UPU devant se tenir à Hamburg, Rép. féd. d'Allemagne, en juin 1984.

Le Ministère serait très reconnaissant au Gouvernement de la Confédération suisse de bien vouloir transmettre la présente candidature au Bureau international de l'UPU afin que les documents relatifs à l'élection puissent être établis.

En outre, le Ministère a l'honneur de transmettre ci-joint le curriculum vitae de M. M. Rajasingham.

Le Ministère des affaires étrangères saisit cette occasion pour renouveler à l'Ambassade de Suisse l'assurance de sa très haute considération.

WISMA PUTRA
KUALA LUMPUR
14 décembre 1983

Curriculum vitae

Nom	Murugasu RAJASINGHAM
Nationalité	Malaisienne
Date et lieu de naissance	13 août 1931 Kelang, Selangor, Malaisie
Etat civil	Marié. Deux enfants
Etudes	<i>Bachelor of Arts</i> (Hons) (licence ès lettres), Université de Londres (Ext.). Etudes juridiques au <i>Ceylon Law College</i> (1953–1955). Etudes d'administration postale au <i>British Post Office</i> pendant deux ans (1956–1958). Etudes sur la caisse d'épargne, Administration postale de Nouvelle-Zélande, en 1968 (bourse de trois mois au titre du PNUD).
Activités	Entre dans l'Administration postale malaisienne comme <i>Cadet Assistant Controller of Posts</i> en 1956. Suit pendant deux ans un cours d'administration postale au <i>British Post Office</i> .
1958–1965	En tant qu' <i>Assistant Controller</i> , il occupe des postes dans divers services (finances et approvisionnements, timbres-poste et services philatéliques, exploitation et développement).
1965–1969	Nommé <i>Controller of Posts</i> , il dirige la Caisse d'épargne postale de Malaisie qui englobe ensuite celle de Singapour.
1969–1972	En tant que <i>Controller of Posts</i> , il est chargé successivement des questions d'exploitation et d'administration à la Direction générale.
1972	Nommé Directeur des postes (administration et planification).
1975	Nommé Vice-Directeur général des postes de Malaisie.
1976 (novembre)	Nommé Directeur général des postes de Malaisie, ainsi que Directeur au Conseil de l'Office national de caisse d'épargne.
1979	Nommé, au nom de la Malaisie, Président de la Commission des colis postaux du Conseil exécutif de l'Union postale universelle.
1981	Nommé, au nom de la Malaisie, Coordinateur de la Conférence des Administrations postales du Commonwealth.

Activités postales passées et actuelles

1959–1962	Rédacteur de "POSTAM", revue du Département des services postaux.
1966–1968	Membre du Sous-comité des services publics du Département (arts et sciences sociales) pour la reconnaissance des titres étrangers (diplômes universitaires et autres diplômes du niveau tertiaire).
1978	Préside la 4e Conférence des Administrations postales du Commonwealth tenue à Kuala Lumpur en juillet 1978.
1700	

1974 jusqu'à ce jour

Assiste en tant que membre de la délégation malaisienne à un grand nombre de réunions, conférences, séminaires et Congrès postaux internationaux et y participe activement en présentant des documents de travail, en animant des groupes de discussion et en jouant un rôle important dans tous les débats majeurs, notamment au sein du Sous-comité des postes et télécommunications ASEAN de l'Union postale de l'Asie et du Pacifique, à la Conférence des Administrations postales du Commonwealth et à l'Union postale universelle.

Participe à des programmes de télévision, en particulier à des forums et débats sur des sujets postaux.

Rédige des articles destinés à la revue de l'Union postale arabe et à "Union Postale", revue de l'Union postale universelle.

Activités d'ordre général passées et présentes

1956

Dépose un long référendum sur une seconde Chambre de Malaisie à la Commission constitutionnelle Reid chargée d'élaborer une nouvelle constitution en vue de la création d'une fédération indépendante de Malaisie, document qui a paru in extenso dans un des grands journaux du pays.

1967–1969

Rédacteur de la revue *Malaysia Co-operator*. En outre, est l'auteur d'éditoriaux et d'articles destinés à la revue.

Vice-Président de l'Union coopérative de Malaisie (1967).

Organise le premier séminaire national de gestion coopérative et y prend une part active. Donne des conférences à plusieurs séminaires et conférences traitant de coopération.

Participe à un grand nombre de débats télévisés sur des sujets de coopération.

Assume à des époques différentes la présidence de deux importantes sociétés coopératives.

Distinctions

1967

Reçoit une médaille d'or de l'Union coopérative de Malaisie pour services rendus au mouvement coopératif.

1978

Reçoit de Sa Majesté, Chef suprême de la Malaisie, la distinction "Johan Mangku Negara" pour services éminents rendus au pays.

Membre actif du Rotary Club. A assumé la vice-présidence du Rotary Club de Petaling Jaya.

Connaissances linguistiques Malais, anglais, français et tamoul.

Ambassade de Grèce

Congrès — Doc 24/Annexe 3/Pièce 5

M. Kostas TSIMAS

(Grèce)

No.F. 2160/11/AS 1303

L'Ambassade de Grèce présente ses compliments au Département fédéral des affaires étrangères et a l'honneur de lui communiquer ce qui suit:

La Grèce a décidé de présenter la candidature de M. Kostas Tsimas, Directeur général des postes helléniques pour le poste de Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle (UPU) pour la période allant du 1er janvier 1985 au 31 décembre 1989. L'élection aura lieu durant le XIXe Congrès postal universel qui se tiendra à Hamburg du 18 juin au 26 juillet 1984.

Conformément à l'article 108, paragraphe 1, du Règlement général de l'UPU, la candidature proposée par un Pays-membre doit être présentée par l'intermédiaire du Gouvernement de la Confédération suisse.

L'Ambassade de Grèce a donc l'honneur de présenter par cette Note la candidature de M. Kostas Tsimas et de prier le Gouvernement de la Confédération suisse de la transmettre au Bureau international de l'UPU dans les échéances prévues par le Règlement général.

L'Ambassade de Grèce se permet de rappeler qu'une note de l'Ambassade sur le même sujet avait déjà été adressée au Département fédéral des affaires étrangères sur No 2160/11/AS591, le 6 juin 1983.

L'Ambassade de Grèce, tout en remerciant le Département fédéral des affaires étrangères de la suite qu'il voudra bien donner à cette Note, saisit l'occasion pour lui renouveler l'assurance de sa très haute considération.

Berne, le 1er décembre 1983

Département fédéral des affaires étrangères
BERNE

Curriculum vitae

Nom	TSIMAS Kostas
Date de naissance	1er juin 1936
Lieu de naissance	Thassos (Grèce)
Nationalité	Hellénique
Fonction actuelle	Directeur général des postes helléniques
Formation	a) Licencié en sciences politiques (City University, New York) b) Licencié en management (City University, New York)
Langues	Grec (langue maternelle) Anglais Français Italien Espagnol
Activités politiques	<p>Membre institutionnel du Conseil national du PAK (Mouvement de délivrance panhellénique), organisation établie par le Premier Ministre actuel M.A. Papandreou, pour se battre contre la Dictature des Colonels qui par leur coup d'Etat ont supprimé les institutions parlementaires en imposant la dictature au pays pendant la période 1967—1974.</p> <p>Membre institutionnel du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique) qui est l'extension politique du PAK. Ce parti qui gouverne la Grèce aujourd'hui a obtenu aux élections du 18 octobre 1981 la confiance du peuple grec à un pourcentage de votes de 48%.</p> <p>En sa qualité de collaborateur direct du Premier Ministre actuel, il a participé à toutes les sessions du PAK en Europe ainsi qu'à des sessions d'autres mouvements de délivrance nationale.</p> <p>Membre du Comité des relations internationales du Mouvement socialiste hellénique (PASOK).</p>
Activités de service	<p>A la suite d'un arrêté du Gouvernement actuel, il assume la fonction de Directeur général des postes helléniques depuis le 27 novembre 1981.</p> <p>Durant son service, il a déployé une excellente activité pour la réorganisation et la modernisation des postes helléniques.</p> <p>Il a participé comme chef de la délégation hellénique aux travaux de la XIe Session ordinaire de la CEPT (14—25 juin 1982) à Vienne, au cours de laquelle il a saisi l'occasion de s'exprimer sur le rôle du Directeur général du Bureau international de l'UPU.</p>

Candidatures au poste de Vice-Directeur général

(Classement par ordre alphabétique des noms)

Pièce 1: M. Abdel Kader BAGHDADI, 61 ans
Pièce 2: M. Félix CICÉRON, 55 ans

(République arabe syrienne)
(France)

Mission permanente
de la République arabe syrienne
Genève

Congrès — Doc 24/Annexe 4/Pièce 1

M. Abdel Kader BAGHDADI

(République arabe syrienne)

Genève, le 16 novembre 1983

La Mission permanente de la République arabe syrienne présente ses compliments à la Mission permanente de la Suisse et a l'honneur de porter à sa connaissance que le Gouvernement de la République arabe syrienne a décidé de présenter la candidature de M. Abdel Kader Baghdadi, dont curriculum vitae ci-joint, au poste de Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle, au cours des élections qui auront lieu lors du XIXe Congrès de l'Union postale universelle qui se tiendra à Hamburg du 18 juin au 27 juillet 1984.

La Mission permanente de la République arabe syrienne sollicite l'appui du Gouvernement de la Mission permanente de la Suisse à la candidature de M. Abdel Kader Baghdadi.

La Mission permanente de la République arabe syrienne saisit cette occasion pour renouveler à la Mission permanente de la Suisse l'assurance de sa haute considération.

Mission permanente de la Suisse
9—11, rue de Varembe
1211 GENÈVE 20

Curriculum vitae

Nom	Abdel Kader BAGHDADI
Date de naissance	23 juillet 1923
Nationalité	Syrienne
Fonction actuelle	Sous-Directeur général au Bureau international depuis le 1er mars 1974.
Formation	Licence en droit, diplôme de l'Ecole normale.
Carrière administrative	<p>1946 à 1951: Enseignant et répétiteur à l'Ecole normale.</p> <p>1951: Nommé à l'Administration centrale des postes à la suite d'un concours entre licenciés en droit, où il a été reçu premier. Après avoir travaillé un certain temps au service du personnel, il fut envoyé en France pour un stage dans les différents services postaux. De retour, muté au service de l'organisation postale. Il en devint chef après un certain délai. A côté de son travail, il professait les cours de la poste à l'Ecole professionnelle des PTT à Damas.</p> <p>1962: Nommé membre au conseil d'administration de l'Etablissement des postes et télécommunications.</p> <p>1963: Il assumait, à côté de son travail, les fonctions de Directeur des postes.</p> <p>1965: Nommé Directeur des postes. Il représenta son pays, comme membre ou chef de délégation, aux Congrès de l'Union postale arabe qui se sont tenus à Amman 1954, Le Caire 1955, Baghdad 1956, Tripoli 1957 et Beyrouth 1966. Il a aussi représenté son pays aux réunions suivantes de l'UPU:</p> <ul style="list-style-type: none"> — XIVe Congrès de l'UPU à Ottawa 1957 comme membre de délégation; — XVe Congrès de l'UPU à Vienne 1964 comme chef de délégation; — Réunions du Conseil exécutif à Berne en 1965, 1966 et 1967 comme chef de délégation.
Carrière internationale	<p>1967: Nommé Conseiller au Bureau international pour assumer les fonctions de Chef de la Section des questions juridiques et constitutionnelles, Section chargée également de la coordination des travaux du Congrès et du Conseil exécutif. En cette qualité et à part ses attributions juridiques, il assumait annuellement les fonctions de Secrétaire de la Commission générale et de toutes les séances plénières du Conseil exécutif.</p> <p>1967—1969: Contribue à la préparation du Congrès de Tokyo 1969. Audit Congrès, il assume les fonctions de Secrétaire de la Commission générale et de la plupart des séances plénières du Congrès.</p> <p>1969—1973: Prépare les travaux du Congrès de Lausanne 1974 en tant que responsable des aspects techniques du Congrès. Il assure par ailleurs la liaison entre le Bureau international et les PTT suisses pour tout ce qui concerne ledit Congrès.</p> <p>1974: Promu au poste de Sous-Directeur général chargé depuis le 1er mars et jusqu'à aujourd'hui de diriger la Division juridique et administrative. Cette Division qui emploie plus de la moitié du personnel du Bureau international comporte les trois Sections suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> — Section juridique et constitutionnelle; — Section du personnel; — Section administrative. <p>A part la gestion des Sections précitées, il lui incombe d'organiser les réunions des Conseils exécutifs et des Congrès, comme ce fut le cas pour les Congrès de Lausanne, Rio de Janeiro et Hamburg.</p> <p>Au sein du Conseil exécutif, il supervise les travaux de secrétariat de la Commission des affaires générales, de la Commission du personnel et des séances plénières. Au Congrès, il supervise les travaux de secrétariat des Commissions des affaires générales, de vérification des pouvoirs et de rédaction. En outre, il coordonne les travaux de toutes les séances plénières.</p>
Langues	Arabe, français, anglais.

Ambassade de France
en Suisse

Congrès — Doc 24/Annexe 4/ Pièce 2

M. Félix CICÉRON

(France)

No 60

L'Ambassade de France présente ses compliments au Département fédéral des affaires étrangères et a l'honneur de lui faire savoir que la France présentera la candidature de M. Félix Cicéron au poste de Vice-Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle, lors du Congrès postal qui se tiendra à Hamburg du 18 juin au 27 juillet 1984.

M. Félix Cicéron, né le 6 avril 1929 à Fort-de-France, Sous-Directeur général au Bureau international, exerce actuellement les fonctions intérimaires de Vice-Directeur général par une décision du Conseil exécutif de mai 1982.

Le Gouvernement français serait particulièrement heureux s'il pouvait compter sur le soutien de la Suisse à la candidature de M. Cicéron.

L'Ambassade de France remercie à l'avance le Département fédéral des affaires étrangères de ce qu'il voudra bien faire à cette occasion et lui renouvelle les assurances de sa haute considération.

Berne, le 12 mars 1984

Département fédéral
des affaires étrangères
BERNE

Curriculum vitae

Nom	Félix CICÉRON
Date de naissance	6 avril 1929 à Fort-de-France (Martinique, Antilles françaises)
Nationalité	Française
Fonction actuelle	Vice-Directeur général par intérim du Bureau international de l'Union postale universelle (décision du Conseil exécutif à sa session de mai 1982).
Formation	<p><i>a) Formation universitaire</i></p> <p>Etudes supérieures à l'Université de Paris: Licence en droit. Diplômes d'études supérieures de droit public et de droit privé. Doctorat en droit public (sujet de thèse: L'irresponsabilité de l'Administration des PTT vis-à-vis de l'utilisateur). Diplôme d'études supérieures d'économie politique. Certificat d'études supérieures de sociologie. Cycle de préparation au concours de professeur de faculté de droit et de sciences économiques (section droit public).</p> <p><i>b) Formation professionnelle</i></p> <p>Cours de formation destiné aux inspecteurs-élèves des PTT. Enseignements de l'Ecole nationale supérieure des PTT (promotion 1956—1959) dont une année de scolarité à l'Ecole nationale d'administration (ENA).</p>
Connaissances linguistiques	Français (langue maternelle), espagnol, anglais.
Carrière	<p><i>a) Dans le pays d'origine</i></p> <p>Instituteur puis professeur dans une école secondaire (premier cycle) à la Martinique: 4 ans. Inspecteur dans les services d'exploitation des PTT (5 ans). Inspecteur principal à l'Ecole nationale supérieure des PTT. Administrateur au Ministère des PTT, nommé à la Direction générale des postes, où il a exercé essentiellement ses fonctions dans le secteur de l'acheminement et du traitement du courrier (établissement de circuits d'acheminement, extension du réseau postal aérien, mise en place des premiers centres de tri mécanisé). Attaché au Cabinet du Directeur général avant son engagement par le Bureau international. Inspecteur général des PTT de France.</p> <p><i>b) Au Bureau international de l'UPU</i></p> <p>Engagé en 1963 comme attaché au Sous-Directeur du Bureau international pour effectuer des études en matière de formation postale. Chargé, en qualité de Premier Secrétaire puis de Conseiller adjoint, d'un service d'enseignement, créé à la suite de décisions prises par le Congrès de Vienne (1964). Promu Conseiller en 1970 et placé à la tête de la Section de la programmation des activités d'assistance technique. Promu Sous-Directeur général en 1974 et affecté à la Division de la coopération technique à laquelle a été rattachée en 1978 la Section des études postales.</p>
Fonctions au Bureau international	<p><i>a) Comme Chef de service puis de section</i></p> <p>M. Cicéron avait été chargé de mettre sur pied le Service de l'enseignement puis la Section de la programmation des activités d'assistance technique, domaine où il a joué un rôle important dans la préparation et l'application de la politique de l'UPU (formation des cadres, organisation, gestion et exploitation des services postaux).</p>

Il convient de noter en particulier les éléments suivants:

- Etude générale de la situation des services postaux dans les pays et régions en développement.
- Initiatives en vue d'accroître les possibilités d'assistance technique (financement par le PNUD de grands projets, création du Fonds spécial UPU, création d'un groupe de spécialistes de l'UPU, etc.).
- Préparation, exécution et évaluation des projets d'assistance technique (création et renforcement d'écoles multinationales: Damas, Bangkok, Abidjan).
- Secrétaire du Comité d'enseignement créé par le Congrès de Vienne.
- Organisation de cours de formation pédagogique, de cours spéciaux, de séminaires et de cycles d'étude ainsi que de conférences et de réunions régionales ou interrégionales.
- Adaptation des méthodes de gestion et d'exploitation postales appliquées dans les pays développés à la situation des pays en développement.

b) Comme Sous-Directeur général

M. Cicéron a participé activement à la définition de la politique arrêtée par les organes de l'UPU; sur la base des directives reçues, il a assumé la responsabilité de l'ensemble des questions et des activités relevant de la coopération technique, en particulier en matière de:

- Programmation et coordination de toutes les activités de l'UPU concernant l'assistance technique et les études postales.
- Relations avec le PNUD, les Unions restreintes et les Commissions économiques régionales (en particulier pour la préparation des programmes régionaux).
- Recherche d'autres sources de financement pour les activités d'assistance technique de l'UPU.
- Gestion opérationnelle et financière du programme d'assistance technique de l'UPU.
- Programmation des activités au titre de la Décennie des transports et communications en Afrique et des mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés.
- Supervision des travaux relatifs aux études du CCEP, en particulier des études sur les problèmes de gestion et l'avenir des services postaux.

En outre, en qualité de membre de la Direction du BI, M. Cicéron participe depuis 1975 aux réunions du Comité de gestion du Bureau international.

c) Comme Vice-Directeur général par intérim

Depuis juin 1982, à la suite du départ à la retraite du Vice-Directeur général, les responsabilités de M. Cicéron se sont trouvées accrues; en particulier, il assure les fonctions ci-après:

- Remplacement du Directeur général en cas d'absence.
- Représentation du Directeur général du Bureau international à des réunions ou manifestations importantes.
- Association étroite au règlement des affaires importantes concernant la marche du Bureau international.
- Participation active à la préparation du Congrès de Hamburg où il assurera les fonctions de Secrétaire général adjoint.
- Supervision générale de la Division des services postaux placée sous la responsabilité directe d'un Sous-Directeur général et qui s'occupe de toutes les questions d'ordre technique et économique concernant la poste internationale ainsi que de l'information.

Parallèlement à ses responsabilités en tant que Vice-Directeur général par intérim, M. Cicéron continue d'assumer les fonctions de Sous-Directeur général, chargé de la coopération technique et des études du CCEP.

Participation
à des réunions

M. Cicéron a assisté à partir de 1963 à de très nombreuses réunions:

a) Congrès

- Congrès de Vienne 1964: questions relatives aux activités d'enseignement; Secrétaire adjoint de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs) et signature des Actes.
 - Congrès de Tokyo 1969: Co-Secrétaire de la Commission 3 (pour les questions d'assistance technique).
 - Congrès de Lausanne 1974: Chargé des questions d'assistance technique et de la supervision des travaux de la Commission des colis postaux.
 - Congrès de Rio de Janeiro 1979: Supervision des travaux de la Commission de la coopération technique, de la Commission des études postales et de la Commission des articles d'argent.
- Membre du Bureau du Congrès de Rio de Janeiro.

b) CE et CCEP

M. Cicéron a pris part à toutes les sessions du CE et du CCEP (sauf à celles de ce dernier organe tenues en dehors du siège).

c) Autres réunions

Depuis son entrée en fonctions au Bureau international, M. Cicéron a représenté l'UPU à de nombreuses autres réunions:

- Réunions des organes d'Unions restreintes.
- Réunions et conférences organisées par les Nations Unies, le Programme des Nations Unies pour le développement et les Commissions économiques régionales.
- Conférences ou réunions régionales de haut niveau sur la gestion des services postaux et la coordination des activités d'assistance technique.
- Séminaires et cycles d'étude, en qualité de représentant du Bureau international et de conférencier.

Accomplissement
de missions

Depuis 1964, M. Cicéron a effectué:

- Un grand nombre de missions dans les pays en développement, pour mieux connaître la situation des services postaux, pour fournir des services consultatifs et intervenir auprès des autorités locales pour faire prendre en considération les besoins de la poste.
- Des missions d'information et de contact dans les pays industrialisés.
- Des visites au Secrétariat du PNUD à New York, pour faire aboutir les projets présentés.

Changements de classes de contribution

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

Conformément à l'article 125, paragraphes 3, 4 et 5, du Règlement général, les Pays-membres peuvent changer de classe de contribution à la condition que ce changement soit notifié au Bureau international avant l'ouverture du Congrès. Cette notification, qui est portée à l'attention du Congrès, prend effet à la date de mise en vigueur des dispositions financières arrêtées par le Congrès. Les Pays-membres ne peuvent pas exiger d'être déclassés de plus d'une classe à la fois. En outre, s'ils ne font pas connaître leur désir de changer de classe de contribution avant l'ouverture du Congrès, ils sont maintenus dans la classe à laquelle ils appartenaient jusqu'alors. Par contre, les surclassements ne sont soumis à aucune restriction.

II. Situation à la veille du Congrès

A l'issue du Congrès de Rio de Janeiro 1979, l'Union comprenait 158 Pays-membres représentant alors 1050 unités de contribution. Depuis lors, les changements suivants sont intervenus:

a) Nouveaux membres (Règlement général, article 124, paragraphe 7)

	Différence	A partir de l'exercice
Commonwealth de la Dominique	+ 1	1980
Sainte-Lucie	+ 1	1980
Saint-Vincent-et-Grenadines	+ 1	1980
Tuvalu	+ 1	1980
République d'Afrique du Sud	+ 1	1981
Zimbabwe	+ 3	1981
Belize	+ 1	1982
Vanuatu	+ 1	1982
Iles Salomon	+ 1	1984
	<hr/>	
	+ 11	

b) Surclassement (Règlement général, article 125, paragraphe 5)

	Classe de contribution		Différence	A partir de l'exercice
	ancienne	nouvelle		
Kuwait	5	10	+ 5	1981

Cela étant, à la veille du Congrès de Hamburg, l'Union comprend 167 Pays-membres totalisant 1066 unités de contribution selon l'état détaillé figurant à l'annexe 1.

III. Déclassements

Conformément à l'article 125, paragraphes 3 et 4, du Règlement général, les Pays-membres mentionnés ci-après ont notifié au Bureau international leur désir de changer de classe de contribution à partir de l'exercice 1986:

Pays-membres	Classe de contribution		Différence
	actuelle	nouvelle	
Chine (Rép. pop.)	50	25	— 25
Argentine	20	15	— 5
Nouvelle-Zélande	20	15	— 5
Bangladesh	15	10	— 5
Egypte	15	10	— 5
Mexique	15	10	— 5
Hongrie (Rép. pop.)	10	5	— 5
Pologne (Rép. pop.)	10	5	— 5
Iraq	5	3	— 2
Roumanie	5	3	— 2
Dominicaine (Rép.)	3	1	— 2
Equateur	3	1	— 2
Guinée équatoriale	3	1	— 2
Haïti	3	1	— 2
			— 72

IV. Conclusions

Compte tenu des changements de classes de contribution précités, les frais de l'Union pour le prochain régime financier seront à répartir entre 167 Pays-membres totalisant 994 unités de contribution (diminution de 6,7% par rapport à la situation à la veille du Congrès de Hamburg), sous réserve de tout surclassement qui pourrait intervenir au cours du présent Congrès ou ultérieurement.

Le Congrès est prié de prendre acte des notifications de déclassement (chapitre III).

Hamburg, le 18 juin 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Classification des Pays-membres pour la répartition des dépenses de l'Union

(Situation au 17 juin 1984)

	Unités contributives
<i>Classe de cinquante unités</i>	
1 République fédérale d'Allemagne	50
2 Etats-Unis d'Amérique	50
3 Canada	50
4 République populaire de Chine	50
5 République française	50
6 Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man	50
7 Japon	50
	<hr/>
	350
<i>Classe de vingt-cinq unités</i>	
1 Royaume de l'Arabie saoudite	25
2 Australie	25
3 République fédérative du Brésil	25
4 Espagne	25
5 Inde	25
6 Italie	25
7 Union des républiques socialistes soviétiques	25
	<hr/>
	175
<i>Classe de vingt unités</i>	
1 République argentine	20
2 Nouvelle-Zélande	20
	<hr/>
	40
<i>Classe de quinze unités</i>	
1 République populaire du Bangladesh	15
2 Belgique	15
3 République arabe d'Egypte	15
4 Etats-Unis du Mexique	15
5 Pakistan	15
6 Pays-Bas	15
7 République démocratique allemande	15
8 Suède	15
9 Confédération suisse	15
	<hr/>
	135

	Unités contributives
<i>Classe de dix unités</i>	
1 République de Corée	10
2 Royaume de Danemark	10
3 République de Finlande	10
4 République populaire hongroise	10
5 République d'Indonésie	10
6 Irlande	10
7 Kuwait	10
8 République fédérale de Nigéria	10
9 Norvège	10
10 République populaire de Pologne	10
11 République socialiste tchécoslovaque	10
12 République socialiste soviétique d'Ukraine	10
	<hr/>
	120

Classe de cinq unités

1 République algérienne démocratique et populaire	5
2 République d'Autriche	5
3 Chili	5
4 Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5
5 Iran	5
6 République d'Iraq	5
7 (Al) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste	5
8 Royaume du Maroc	5
9 Portugal	5
10 Etat de Qatar	5
11 République populaire démocratique de Corée	5
12 République socialiste de Roumanie	5
13 République socialiste démocratique de Sri Lanka	5
14 Tunisie	5
15 Turquie	5
16 République socialiste fédérative de Yougoslavie	5
	<hr/>
	80

Classe de trois unités

1 République socialiste soviétique de Biélorussie	3
2 République socialiste de l'Union de Birmanie	3
3 République populaire de Bulgarie	3
4 République de Colombie	3
5 République de Côte d'Ivoire	3
6 République de Cuba	3
7 République dominicaine	3
8 République de l'Equateur	3
9 Ghana	3
10 Grèce	3
11 République du Guatemala	3
12 République de Guinée équatoriale	3
13 République d'Haïti	3
14 Israël	3
15 République de Kenya	3
16 Luxembourg	3

	Unités contributives
<i>Classe de trois unités (fin)</i>	
17 République démocratique de Madagascar	3
18 Malaisie	3
19 Népal	3
20 République du Pérou	3
21 Thaïlande	3
22 République orientale de l'Uruguay	3
23 République du Vénézuéla	3
24 République du Zaïre	3
25 République de Zambie	3
26 Zimbabwe	3

78

Classe d'une unité

1 République démocratique d'Afghanistan	1
2 République d'Afrique du Sud	1
3 République populaire socialiste d'Albanie	1
4 République populaire d'Angola	1
5 Commonwealth des Bahamas	1
6 Etat de Bahrain	1
7 Barbade	1
8 Belize	1
9 République populaire du Bénin	1
10 Royaume de Bhoutan	1
11 République de Bolivie	1
12 République du Botswana	1
13 République du Burundi	1
14 République unie du Cameroun	1
15 République du Cap-Vert	1
16 République centrafricaine	1
17 République de Chypre	1
18 République fédérale islamique des Comores	1
19 République populaire du Congo	1
20 République de Costa-Rica	1
21 République de Djibouti	1
22 Commonwealth de la Dominique	1
23 République de El Salvador	1
24 Emirats arabes unis	1
25 Ethiopie	1
26 Fidji	1
27 République gabonaise	1
28 République de Gambie	1
29 Grenade	1
30 République populaire révolutionnaire de Guinée	1
31 République de Guinée-Bissau	1
32 Guyane	1
33 République de Haute-Volta	1
34 République du Honduras	1
35 République d'Islande	1
36 Jamaïque	1
37 Royaume hachémite de Jordanie	1
38 Kampuchea démocratique	1
39 République démocratique populaire lao	1

		Unités contributives
<i>Classe d'une unité (fin)</i>		
40	Royaume du Lesotho	1
41	République libanaise	1
42	République de Libéria	1
43	Principauté de Liechtenstein	1
44	Malawi	1
45	République des Maldives	1
46	République du Mali	1
47	Malte	1
48	Maurice	1
49	République islamique de Mauritanie	1
50	Principauté de Monaco	1
51	République populaire de Mongolie	1
52	République populaire du Mozambique	1
53	République de Nauru	1
54	République du Nicaragua	1
55	République du Niger	1
56	Sultanat d'Oman	1
57	Ouganda	1
58	République de Panama	1
59	Papouasie — Nouvelle-Guinée	1
60	République de Paraguay	1
61	Antilles néerlandaises	1
62	République des Philippines	1
63	République rwandaise	1
64	Sainte-Lucie	1
65	République de Saint-Marin	1
66	Saint-Vincent-et-Grenadines	1
67	Iles Salomon	1
68	République démocratique de Sao Tomé-et-Principe	1
69	République du Sénégal	1
70	République des Seychelles	1
71	République de Sierra Leone	1
72	Singapour	1
73	République démocratique de Somalie	1
74	République démocratique du Soudan	1
75	République du Suriname	1
76	Royaume du Swaziland	1
77	République arabe syrienne	1
78	République unie de Tanzanie	1
79	République du Tchad	1
80	République togolaise	1
81	Royaume des Tongas	1
82	République de Trinité-et-Tobago	1
83	Tuvalu	1
84	Vanuatu	1
85	Etat de la cité du Vatican	1
86	République socialiste du Viet Nam	1
87	République arabe du Yémen	1
88	République démocratique populaire du Yémen	1

88

Total général: 167 Pays-membres 1066

Représentation aux séances du Congrès et des Commissions d'un Pays-membre par la délégation d'un autre Pays-membre

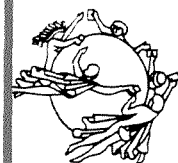
Note du Directeur général du Bureau international

1. L'article 3, paragraphe 6, du Règlement intérieur des Congrès autorise la délégation d'un Pays-membre empêché d'assister à une ou plusieurs séances à se faire représenter par la délégation d'un autre pays sous réserve notamment que le Président de la réunion intéressée en soit informé par écrit.
2. Dans la pratique, le Président donne connaissance à l'assemblée au début de chaque séance des représentations de l'espèce. En plus, il rappelle celles-ci avant chaque votation.
3. Pour faciliter la tâche des délégations qui seront amenées à faire usage de cette faculté, le Secrétariat du Congrès tiendra à leur disposition, à la tribune présidentielle, dans les deux salles, des formules de procuration ad hoc (voir spécimen annexe 1) qu'il suffira de compléter et de signer avant de les remettre au Secrétaire des séances plénières ou de la Commission intéressée.
4. Pour le vote électronique, la délégation mandatée devra se rendre à la place de la délégation mandante et votera pour celle-ci au moyen de l'appareil électronique.
5. Les procurations ad hoc ne doivent pas être confondues avec les procurations dont il est question au paragraphe 4 de l'article 3 précité et qui sont relatives aux pouvoirs d'un Pays-membre qui se fait représenter pendant toute la durée du Congrès par la délégation d'un autre Pays-membre. Ces procurations permanentes qui se basent sur l'article 101, paragraphe 2, du Règlement général doivent être présentées sous la forme prescrite à l'article 3, paragraphe 1, du Règlement intérieur pour les pouvoirs eux-mêmes. Les procurations permanentes sont portées à la connaissance du Congrès par un Congrès — Doc particulier.

Berne, le 8 mai 1984

Le Directeur général,
M.I. SOBHI

Spécimen de procuration



UNION POSTALE UNIVERSELLE
XIXe Congrès
Hamburg 1984

PROCURATION
(Article 3, paragraphe 6, du Règlement intérieur des Congrès)

Délégation donnant procuration	Nom du pays		
Délégation à laquelle procuration est donnée	Nom du pays		
Séance(s) où la représentation sera assurée	<input type="checkbox"/> Plénière	Date(s)	
	<input type="checkbox"/> Commission	No ou désignation	Date(s)
Lieu et date		Signature du Chef de délégation	
Hamburg, le			

N.B. La procuration est à remettre au Président ou au Secrétaire de la (des) séance(s) plénière(s) ou de Commission respective(s).

Informations relatives au fonctionnement des services de traduction et à la fourniture, au Congrès, de la documentation en différentes langues

Communication du Directeur général du Bureau international

Généralités

1. Par application de l'article 107, paragraphe 3, du Règlement général, les groupes linguistiques constitués au sein de l'Union (allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, portugais et russe) ont fait connaître leur intention d'organiser des services de traduction lors du Congrès de Hamburg. Ces groupes assument la responsabilité de leur service respectif.
2. En vue d'assurer la meilleure efficacité et d'établir une parfaite concordance entre les travaux du Secrétariat et ceux des services de traduction, il me paraît utile de communiquer les informations ci-après en ce qui concerne ces services et de donner quelques précisions sur le rouage administratif dont la compréhension contribuera largement à la bonne marche des travaux.
3. Un fonctionnaire du Bureau international spécialement désigné à cet effet (bureau No 5.8) assurera la liaison entre le Secrétariat proprement dit et les services de traduction.

Activités des services de traduction

4. Les tâches des services de traduction sont les suivantes:
 - a) établir la version française des textes soumis au Congrès et rédigés en allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, portugais ou russe par les délégations membres de l'un ou de l'autre groupe linguistique (article 14, paragraphe 2, du Règlement intérieur du Congrès);
 - b) traduire en allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, portugais et russe la documentation du Congrès rédigée en français que le groupe linguistique considéré a décidé de traduire (article 14, paragraphe 3, du Règlement intérieur).

Fourniture des manuscrits à traduire

5. Les manuscrits français doivent être remis au Secrétaire intéressé (de Commission ou de séance plénière selon le cas) aux fins de traduction.
6. Les manuscrits des textes à diffuser, rédigés en allemand, anglais, arabe, chinois, espagnol, portugais ou russe par les délégués, doivent être transmis à l'agent de liaison (voir chiffre 3) pour que celui-ci fasse faire les traductions nécessaires. L'agent de liaison remet ensuite la version française au Secrétaire intéressé.

Distribution de la documentation

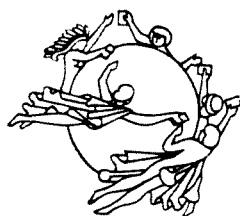
7. Sous réserve de ce qui figure sous chiffre 9, la documentation du Congrès est fournie à tous les délégués, y compris les observateurs, en langue française et/ou dans les langues demandées par les participants et conformément aux dispositions régissant chaque groupe linguistique.

8. Une délégation non membre d'un groupe linguistique existant qui désirerait recevoir en traduction tout ou partie de la documentation du Congrès dans la langue de ce groupe est priée de s'adresser à cet effet au coordinateur de la reproduction de la documentation (bureau No 5.9).

9. Au Congrès, la documentation est en principe distribuée dans les cases mises à la disposition des participants. Celle qui est exceptionnellement remise en séance aux délégués est distribuée une nouvelle fois dans toutes les cases.

Hamburg, le 18 juin 1984

Le Directeur général,
M.I. SOBHI



Union postale universelle

Liste des Pays-membres de l'Union postale universelle

Etat au 1er juin 1984

Berne 1984

Bureau international de l'Union postale universelle

Liste des Pays-membres de l'Union
avec indication de leur classe de contribution, de leur groupe géographique
et de leur situation par rapport aux Actes de l'Union

a) Les Actes sont désignés, en tête des colonnes, par les abréviations suivantes:

- C = Constitution de l'Union postale universelle, Protocole final
- PA = Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle
- RG = Règlement général de l'Union postale universelle, Protocole final
- CV = Convention postale universelle, Protocole final, Règlement d'exécution
- CP = Arrangement concernant les colis postaux, Protocole final, Règlement d'exécution
- MP = Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage, Règlement d'exécution, Protocole final
- VP = Arrangement concernant le service des chèques postaux, Règlement d'exécution
- R = Arrangement concernant les envois contre remboursement, Règlement d'exécution
- RP = Arrangement concernant les recouvrements, Règlement d'exécution
- E = Arrangement concernant le service international de l'épargne, Règlement d'exécution
- AP = Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, Règlement d'exécution

b) Les lettres figurant dans les différentes colonnes signifient:

- S = que l'Acte a été signé
- SD = que l'Acte a été signé à titre définitif par les plénipotentiaires présents au Congrès de Rio de Janeiro
- R = que l'Acte a été ratifié
- X = que l'Acte a été approuvé en vertu de l'article 25, paragraphe 3, de la Constitution
- A = que le pays a adhéré à cet Acte

c) Les Pays-membres sont répartis dans les cinq groupes géographiques suivants:

- I = Hémisphère occidental
- II = Europe orientale et Asie du Nord
- III = Europe occidentale
- IV = Asie du Sud et Océanie
- V = Afrique

Pays-membres ¹ (Constitution, art. 2)	Classe de contri- bution	Groupe géogra- phique	Constitution (Vienne 1964)	Prot. additionnel (Tokyo 1969)	Prot. additionnel (Lausanne 1974)	Actes de Rio de Janeiro 1979											
			Circulaire du Bureau inter- national	Circulaire du Bureau inter- national	Circulaire du Bureau inter- national	Actes obligatoires		Circulaire du Bureau inter- national									
	C	PA	PA	RG	CV	CP	MP	VP	R	RP	E	AP					
République démocratique d'Afghanistan	1	IV	R 78/1969	R 122/1974	R 211/1979	R R	R	—	—	—	—	—	—	—	152/1982		
République d'Afrique du Sud	1	V	A 200/1981	A 200/1981	A 200/1981	A A	—	—	—	—	—	—	—	—	365/1981		
République populaire socialiste d'Albanie	1	II	R 241/1968	A 261/1979	A 261/1979	A A	A	—	—	—	—	—	—	—	106/1984		
République algérienne démocratique et populaire	5	V	R 169/1968	R 113/1973	R 287/1976	R R	R	R	R	R	R	—	—	—	151/1983		
République fédérale d'Allemagne	50	III	R 197/1966	R 241/1971	R 38/1976	R R	R	R	R	R	R	R	R	R	28/1982		
Etats-Unis d'Amérique	50	I	R 122/1967	R 192/1971	R 145/1976	R R	—	X	—	—	—	—	—	—	200/1981		
République populaire d'Angola	1	V	A 47/1977	A 47/1977	A 47/1977	S S	S	—	—	—	—	—	—	—			
Royaume de l'Arabie saoudite	25	IV	R 39/1981	R 39/1981	R 39/1981	S S	S	—	—	—	—	—	—	—			
République argentine	20	I	R 23/1968	R 9/1975	R 278/1979	R R	R	R	R	R	R	—	R	—	9/1984		
Australie	25	IV	R 20/1966	R 256/1971	R 77/1977	X X	X	—	—	—	—	—	—	—	365/1981		
République d'Autriche	5	III	R 20/1966	R 205/1971	R 241/1976	R R	R	R	R	R	R	—	R	—	365/1981		
Commonwealth des Bahamas	1	I	A 102/1974	A 102/1974	R 145/1976	S S	S	—	—	—	—	—	—	—			
Etat de Bahrain	1	IV	A 276/1973	A 276/1973	R 151/1983	R R	R	—	—	—	—	—	—	—	151/1983		
République populaire du Bangladesh	15	IV	A 54/1973	A 54/1973	R 296/1976	R R	R	—	—	—	—	—	—	—	299/1981		
Barbade	1	I	A 256/1967	R 175/1973	R 241/1976	S S	S	S	S	S	S	S	S	S			
Belgique	15	III	R 3/1966	R 141/1971	R 258/1975	X X	X	X	X	X	X	X	X	X	28/1982		
Belize	1	I	A 199/1982	A 199/1982	A 199/1982	A A	A	—	—	—	—	—	—	—	199/1982		
République populaire du Bénin	1	V	R 82/1967	S	S	S S	S	S	S	S	S	S	S	S			
Royaume de Bhoutan	1	IV	A 39/1969	R 181/1971	R 246/1979	R R	R	—	—	—	—	—	—	—	39/1981		
République socialiste soviétique de Biélorussie	3	II	R 69/1978	R 69/1978	R 69/1978	X X	X	—	—	—	—	—	—	—	181/1983		
République socialiste de l'Union de Birmanie	3	IV	R 160/1969	R 241/1973	R 70/1980	S S	S	—	—	—	—	—	—	—			
République de Bolivie	1	I	R 197/1972	R 197/1972	R 77/1977	R R	R	—	—	—	—	—	—	—	246/1981		
République du Botswana	1	V	A 36/1968	R 98/1979	R 98/1979	R R	R	—	—	—	—	—	—	—	246/1981		

République fédérative du Brésil	25	I	R	178/1969	R	89/1973	R	150/1979	S	S	S	—	—	—	—	—	—
République populaire de Bulgarie	3	II	R	164/1969	R	102/1974	R	270/1977	X	X	X	X	—	—	—	—	X 299/1981
République du Burundi	1	V	R	110/1969	R	70/1973	R	169/1977	S	S	S	S	S	S	—	—	—
République du Cameroun ⁴	1	V	R	36/1969	R	9/1975	S		S	S	S	S	S	S	S	S	S
Canada	50	I	R	165/1966	R	256/1971	R	252/1975	X	X	—	—	—	—	—	—	200/1981
République du Cap-Vert	1	V	A	251/1976	A	251/1976	A	251/1976	A	A	A	A	—	A	—	—	152/1982
République centrafricaine ³	1	V	R	186/1968	R	52/1974	R	169/1977	S	S	S	S	S	S	S	—	—
Chili	5	I	R	241/1972	R	241/1972	R	99/1978	R	R	R	R	R	R	R	R	152/1982
République populaire de Chine	50	IV	A	70/1973	A	70/1973	R	270/1977	X	X	X	—	—	—	—	—	2/1983
République de Chypre	1	III	R	78/1969	R	241/1972	R	84/1977	R	R	R	R	R	R	R	R	103/1982
République de Colombie	3	I	R	154/1976	R	35/1979	R	261/1979	S	S	S	S	S	S	—	—	—
République fédérale islamique des Comores	1	V	A	195/1976	A	195/1976	A	195/1976	—	—	—	—	—	—	—	—	—
République populaire du Congo	1	V	R	264/1966	R	150/1979	R	150/1979	S	S	S	S	S	S	—	—	—
République de Corée	10	IV	R	165/1966	R	79/1971	R	38/1976	X	X	X	X	X	—	—	X	200/1981
République de Costa-Rica	1	I	R	299/1981	R	299/1981	R	299/1981	S	S	S	S	—	—	—	—	—
République de Côte d'Ivoire	3	V	R	3/1966	R	91/1981	R	91/1981	S	S	S	S	S	S	—	—	—
République de Cuba	3	I	R	87/1969	R	9/1975	R	69/1978	R	R	R	—	—	—	—	—	9/1984
Royaume de Danemark	10	III	R	71/1966	R	74/1971	R	118/1976	SD	SD	SD	SD	SD	SD	SD	—	SD
République de Djibouti	1	V	A	132/1978	A	132/1978	A	132/1978	—	—	—	—	—	—	—	—	—
République dominicaine	3	I	S		S		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—
Commonwealth de la Dominique	1	I	A	38/1980	A	38/1980	A	38/1980	—	—	—	—	—	—	—	—	—
République arabe d'Egypte	15	V	R	181/1967	R	129/1972	R	77/1977	R	R	R	R	R	R	R	R	299/1981
République de El Salvador	1	I	R	132/1978	R	132/1978	R	132/1978	A	A	A	A	—	—	—	—	2/1983
Emirats arabes unis	1	IV	A	89/1973	A	89/1973	R	98/1979	R	R	R	—	—	—	—	—	103/1982
République de l'Equateur	3	I	R	215/1969	A	84/1977	R	84/1977	S	S	S	S	S	S	S	S	—
Espagne	25	III	R	63/1967	R	175/1973	R	70/1980	R	R	R	R	R	R	R	R	2/1983
Ethiopie	1	V	R	148/1969	R	11/1974	R	150/1979	R	R	R	—	—	—	—	—	365/1981
Fidji	1	IV	A	135/1971	A	220/1972	R	258/1975	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Pays-membres (Constitution, art. 2)	Classe de contri- bution	Groupe géogra- phique	Constitution (Vienne 1964)	Prot. additionnel (Tokyo 1969)	Prot. additionnel (Lausanne 1974)	Actes de Rio de Janeiro 1979											
	Nombre d'unités		Circulaire du Bureau inter- national C	Circulaire du Bureau inter- national PA	Circulaire du Bureau inter- national PA	Actes obligatoires RG CV		Circulaire du Bureau inter- national CP MP VP R RP E AP									
République de Finlande	10	III	R 104/1966	R 197/1972	R 35/1979	X X	X X X X — X X	151/1983									
République française	50	III	R 71/1966	R 79/1971	R 258/1975	X X	X X X X X X —	199/1982									
République gabonaise	1	V	R 82/1967	R 7/1973	R 245/1978	S S	S S S S S — —										
République de Gambie	1	V	A 205/1974	A 205/1974	A 70/1980	— —	— — — — — — —										
Ghana	3	V	R 63/1967	R 122/1974	R 193/1976	— —	— — — — — — —										
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man	50	III	R 223/1966	R 193/1972	R 116/1976	X X	X — X — — — —	181/1983									
Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	5	IV	R 65/1968	R 193/1972	R 118/1976	X X	X — X — — — —	181/1983									
Grèce	3	III	R 110/1968	R 173/1972	R 270/1977	S S	S S S S S — S										
Grenade	1	I	A 33/1978	A 33/1978	A 33/1978	— —	— — — — — — —										
République du Guatemala	3	I	R 59/1970	R 233/1975	R 211/1979	A A	A — — — — — —	112/1983									
République de Guinée ⁵	1	V	R 95/1967	R 271/1973	R 251/1976	S S	S S — — — — —										
République de Guinée-Bissau	1	V	A 138/1974	A 138/1974		S S	S — — — — — —										
République de Guinée équatoriale	3	V	A 148/1970	A 175/1973	A 299/1981	A A	A — A A — — —	299/1981									
Guyane	1	I	A 75/1967	R 217/1973	A 300/1980	— —	— — — — — — —										
République d'Haïti	3	I	A 164/1975	A 164/1975		S S	S S — — — — —										
République de Haute-Volta	1	V	R 95/1967	R 166/1971	R 246/1979	S S	S S S S S S S										
République du Honduras	1	I	S	S	S	S S	S — — S S S —										
République populaire hongroise	10	II	R 118/1967	R 102/1974	R 287/1976	X X	X X — X — — —	103/1982									
Inde	25	IV	R 11/1967	R 7/1973	R 195/1976	X X	X — — — — — —	73/1982									
République d'Indonésie	10	IV	R 44/1975	R 44/1975	R 263/1977	S S	S S S S S S S										
Iran	5	IV	R 227/1968	R 154/1973	R 235/1977	S S	S — — — — — —										

République d'Iraq	5	IV	R	257/1967	R	256/1971	R	47/1977 263/1977	R	R	R	—	—	R	—	—	—	199/1982
Irlande	10	III	R	113/1966	R	171/1971	R	35/1979	S	S	S	—	—	—	—	—	—	
République d'Islande	1	III	R	177/1965	R	105/1971	R	258/1975	S	S	S	S	S	S	—	—	—	
Israël	3	IV	R	62/1968	R	205/1971	R	287/1976	X	X	X	—	—	—	—	—	—	151/1983
Italie	25	III	R	169/1968	R	220/1972	A	193/1976	A	A	A	A	A	A	A	A	A	246/1981
(AI) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste	5	V	R	164/1969	A	217/1973	R	99/1978	R	R	R	R	R	R	R	R	R	73/1982
Jamaïque	1	I	R	87/1969	A	32/1974	R	251/1976	R	R	R	—	—	—	—	—	—	28/1982
Japon	50	IV	R	153/1965	R	166/1971	R	252/1975	X	X	X	X	X	X	—	—	—	246/1981
Royaume hachémite de Jordanie	1	IV	R	61/1968	R	89/1973	R	154/1976	R	R	R	R	—	—	—	—	—	181/1983
Kampuchea démocratique ²	1	IV	R	186/1969	R	220/1972	S		—	—	—	—	—	—	—	—	—	
République de Kenya	3	V	A	107/1968	R	113/1973	R	211/1979 300/1980	R	R	R	—	—	—	—	—	—	112/1983
Kuwait	10	IV	R	207/1967	R	173/1972	R	77/1977 126/1977	R	R	R	R	—	—	—	—	—	299/1981
République démocratique populaire lao	1	IV	R	268/1967	R	254/1972	R	28/1982	A	A	A	—	—	—	—	—	—	199/1982
Royaume du Lesotho	1	V	A	205/1967	A	21/1972	R	287/1976	X	X	X	—	—	—	—	—	—	103/1982
République libanaise	1	IV	R	261/1979	R	261/1979	R	261/1979	S	S	S	S	—	S	—	—	—	
République de Libéria	1	V	R	154/1976	R	193/1976	R	39/1981	R	R	R	—	—	—	—	—	—	106/1984
Principauté de Liechtenstein	1	III	R	281/1967	R	256/1971	R	252/1975	R	R	R	R	R	R	R	—	R	200/1981
Luxembourg	3	III	R	156/1966	R	192/1971	R	118/1976	R	R	R	R	R	R	R	—	R	299/1981
République démocratique de Madagascar	3	V	R	177/1965	R	207/1974	R	35/1979	X	X	X	X	X	X	X	X	—	299/1981
Malaisie	3	IV	R	87/1969	R	207/1974	R	116/1976	R	R	R	—	—	—	—	—	—	73/1982
Malawi	1	V	A	226/1966	R	106/1984	R	106/1984	R	R	R	—	—	—	—	—	—	106/1984
République des Maldives	1	IV	A	180/1967	A	32/1974	A	241/1976	A	A	A	—	—	—	—	—	—	91/1981
République du Mali	1	V	R	104/1966	R	220/1972	R	211/1979	S	S	S	S	S	S	S	S	—	
Malte	1	III	A	124/1968	—		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Royaume du Maroc	5	V	R	118/1967	R	217/1973	R	33/1978	S	S	S	S	S	S	S	S	S	

Pays-membres (Constitution, art. 2)	Classe de contri- bution	Groupe géogra- phique	Constitution (Vienne 1964)		Prot. additionnel (Tokyo 1969)		Prot. additionnel (Lausanne 1974)		Actes de Rio de Janeiro 1979									
			C	Circulaire du Bureau inter- national	PA	Circulaire du Bureau inter- national	PA	Circulaire du Bureau inter- national	Actes obligatoires									Circulaire du Bureau inter- national
	Nombre d'unités								RG	CV	CP	MP	VP	R	RP	E	AP	
Maurice	1	V	A	165/1969	A	241/1973	R	245/1978	X	X	X	—	—	—	—	—	—	200/1981
République islamique de Mauritanie	1	V	A	75/1967	R	84/1977	R	84/1977	X	X	X	X	X	X	X	—	—	73/1982
Etats-Unis du Mexique	15	I	R	97/1968	R	77/1974	R	187/1980	R	R	R	R	—	—	—	—	—	106/1984
Principauté de Monaco	1	III	R	227/1968	R	181/1971	R	38/1980	X	X	X	X	X	X	X	—	S	112/1983
République populaire de Mongolie	1	II	R	241/1968	S		S		S	S	S	—	—	—	—	—	—	
République populaire du Mozambique	1	V	A	238/1978	A	238/1978	A	238/1978	S	S	S	S	—	S	—	—	S	
République de Nauru	1	IV	A	69/1969	S		—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Népal	3	IV	R	135/1970	R	164/1975	R	126/1977	S	S	S	—	—	—	—	—	—	
République du Nicaragua	1	I	S		S		S		S	S	S	S	S	S	S	—	S	
République du Niger	1	V	R	135/1966	R	171/1971	R	287/1976	X	X	X	X	X	X	X	—	—	200/1981
République fédérale de Nigéria	10	V	R	82/1967	R	9/1975	R	278/1979	S	S	S	—	—	—	—	—	—	
Norvège	10	III	R	21/1966	R	113/1973	R	296/1976	X	X	X	X	X	X	—	X	X	152/1982
Nouvelle-Zélande	20	IV	R	11/1967	R	21/1972	R	263/1977	S	S	S	—	—	—	—	—	—	
Sultanat d'Oman	1	IV	A	178/1971	A	178/1971	R	169/1977	R	R	R	—	—	—	—	—	—	199/1982
Ouganda	1	V	R	83/1969	R	35/1979	R	35/1979	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Pakistan	15	IV	R	80/1967	R	241/1972	R	235/1977	S	S	S	—	—	—	—	—	—	
République de Panama	1	I	—		S		S		S	S	S	—	—	—	—	—	—	
Papouasie — Nouvelle-Guinée	1	IV	A	154/1976	A	154/1976	A	154/1976 251/1976	X	X	X	—	—	—	—	—	—	112/1983
République de Paraguay	1	I	R	98/1979	R	98/1979	R	98/1979 187/1980	S	S	S	—	—	—	—	—	—	
Pays-Bas	15	III	R	178/1969	R	205/1971	R	38/1976	X	X	X	X	X	X	—	X	—	365/1981
Antilles néerlandaises	1	I	R	178/1969	R	205/1971	R	38/1976	X	X	X	X	X	X	X	—	—	365/1981
République du Pérou	3	I	R	108/1970	A	35/1979	R	150/1979	S	S	S	—	—	—	—	—	—	
République des Philippines	1	IV	R	154/1973	R	154/1973	R	278/1979	S	S	—	—	—	—	—	—	—	

République populaire de Pologne	10	II	R 244/1967	R 121/1974	R 270/1977 99/1978	X X	S S	— — — — —	151/1983
Portugal	5	III	R 241/1968	R 98/1972	R 91/1981	S S	S S	— S S — S	
Etat de Qatar	5	IV	A 25/1969	R 300/1980	R 300/1980	R R	R R	— — — — —	200/1981
République démocratique allemande	15	II	A 135/1973	A 135/1973	R 296/1976	X X	X — — — — —	152/1982	
République populaire démocratique de Corée	5	IV	A 139/1974	A 139/1974	R 245/1978	R R	R — — — — —	R	73/1982
République socialiste de Roumanie	5	II	R 103/1969	R 122/1974	R 235/1977	S S	S S	— — — — —	
République rwandaise	1	V	S	S	—	S S	S S S	— — — — —	
Sainte-Lucie	1	I	A 187/1980	A 187/1980	A 187/1980	— —	— — — — —	— — — — —	
République de Saint-Marin	1	III	R 281/1967	R 171/1971	R 261/1979	S S	S S S S S S S		
Saint-Vincent-et-Grenadines	1	I	A 39/1981	A 39/1981	A 39/1981	A A	A — A — — — —	39/1981	
Iles Salomon	1	IV	A 106/1984	A 106/1984	A 106/1984	A A	A — A — — — —	106/1984	
République démocratique de Sao Tomé-et-Principe	1	V	A 196/1977	A 196/1977	A 196/1977	A A	A A — A — — — —	181/1983	
République du Sénégal	1	V	R 268/1967	R 77/1974	S	S S	S S S S S — —		
République des Seychelles	1	V	A 235/1977	A 235/1977	A 235/1977	— —	— — — — —	— — — — —	
République de Sierra Leone	1	V	R 207/1967	R 52/1974	S	S S	S — — — — —	— — — — —	
Singapour	1	IV	A 22/1966	R 65/1972	R 145/1976	X X	X — — — — —	299/1981	
République démocratique de Somalie	1	V	R 123/1968	A 98/1972	S	— —	— — — — —	— — — — —	
République démocratique du Soudan	1	V	S	S	S	SD SD	SD SD	— — — — —	
République socialiste démocratique de Sri Lanka	5	IV	R 95/1967	R 154/1973	S	S S	S S	— — — — —	
Suède	15	III	R 80/1967	R 241/1971	R 77/1977	X X	X X X X — X X	112/1983	
Confédération suisse	15	III	R 113/1966	R 105/1971	R 252/1975	R R	R R R R R — R	91/1981	
République du Suriname	1	I	A 118/1976	A 118/1976	A 118/1976	S S	S S — S S — —		
Royaume du Swaziland	1	V	A 217/1969	A 166/1971	R 154/1976	R R	R — — — — —	28/1982	
République arabe syrienne	1	IV	R 80/1967	R 241/1971	R 235/1977	R R	R R — — — — —	2/1983	
République unie de Tanzanie	1	V	R 268/1967	R 233/1975	R 245/1978	R R	R — — — — —	106/1984	
République du Tchad	1	V	R 98/1972	R 98/1972	R 99/1978	R R	R R R R — R —	9/1984	
République socialiste tchécoslovaque	10	II	R 264/1966	R 300/1980	R 235/1977	X X	X X — X — — —	365/1981	

<i>Pays-membres (Constitution, art. 2)</i>	<i>Classe de contri- bution</i>	<i>Groupe géogra- phique</i>	<i>Constitution (Vienne 1964)</i>		<i>Prot. additionnel (Tokyo 1969)</i>		<i>Prot. additionnel (Lausanne 1974)</i>		<i>Actes de Rio de Janeiro 1979</i>									
	<i>Nombre d'unités</i>		<i>C</i>	<i>Circulaire du Bureau inter- national</i>	<i>PA</i>	<i>Circulaire du Bureau inter- national</i>	<i>PA</i>	<i>Circulaire du Bureau inter- national</i>	<i>Actes obligatoires</i>									<i>Circulaire du Bureau inter- national</i>
Thaïlande	3	IV	R	156/1966	R	105/1971	R	116/1976	S	S	S	S	—	S	S	—	S	
République togolaise	1	V	R	244/1967	R	65/1972	R	195/1976	S	S	S	S	S	S	S	S	S	
Royaume des Tonga	1	IV	A	35/1972	A	35/1972	S		S	S	S	—	—	—	—	—	—	
République de Trinité-et-Tobago	1	I	R	186/1968	R	102/1974	A	35/1979	S	S	S	—	—	—	—	—	—	
Tunisie	5	V	R	260/1966	R	21/1972	R	38/1976	R	R	R	R	R	R	R	R	R	200/1981
Turquie	5	III	R	224/1970	R	150/1979	S		S	S	S	S	S	S	S	S	S	
Tuvalu	1	IV	A	39/1981	A	39/1981	A	39/1981	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
République socialiste soviétique d'Ukraine	10	II	R	69/1978	R	69/1978	R	69/1978	X	X	X	—	—	—	—	—	—	9/1984
Union des républiques socialistes soviétiques	25	II	R	69/1978	R	69/1978	R	69/1978	X	X	X	—	—	—	—	—	—	181/1983
République orientale de l'Uruguay	3	I	R	98/1979	R	98/1979	R	98/1979	S	S	S	S	S	S	S	S	S	
République de Vanuatu	1	IV	A	152/1982	A	152/1982	A	152/1982	A	A	—	—	—	—	—	—	—	152/1982
Etat de la cité du Vatican	1	III	R	106/1968	R	175/1973	R	241/1976	R	R	R	R	—	R	—	—	R	151/1983
République de Vénézuéla	3	I	R	189/1969	R	69/1978	R	246/1979	S	S	S	—	—	—	—	—	—	
République socialiste du Viet Nam	1	IV	R	181/1967	A	52/1974	R	296/1976	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
République arabe du Yémen	1	IV	R	36/1969	R	205/1971	R	132/1978	R	R	R	R	—	—	—	—	—	9/1984
République démocratique populaire du Yémen	1	IV	A	126/1968	A	129/1972	R	211/1979	S	S	S	S	—	—	—	—	—	
République socialiste fédérative de Yougoslavie	5	II	R	63/1967	R	241/1971	R	195/1976	R	R	R	R	R	R	R	R	R	103/1982
République du Zaïre	3	V	R	278/1979	R	278/1979	R	278/1979	S	S	S	S	S	—	—	—	—	
République de Zambie	3	V	A	75/1967	R	151/1983	R	151/1983	R	R	R	—	—	—	—	—	—	151/1983
Zimbabwe	3	V	A	246/1981	A	246/1981	A	246/1981	A	A	A	—	—	—	—	—	—	246/1981

Nombre de Pays-membres: 167

¹ Les désignations des Pays-membres sont celles sous lesquelles les plénipotentiaires ont signé les Actes de Rio de Janeiro 1979. Pour les pays qui ont été admis ou qui ont adhéré à l'Union après le Congrès de Rio de Janeiro 1979, les désignations sont celles qui ont été dûment communiquées au Bureau international.

² Désignation utilisée aux Nations Unies.

³ Nouvelle désignation. Voir circulaire du Bureau international 274/1979.

⁴ Nouvelle désignation. Voir circulaire du Bureau international 84/1984.

⁵ Nouvelle désignation. Voir circulaire du Bureau international 97/1984.

Liste des organisations invitées au XIXe Congrès

Note du Secrétariat

Pour faire suite à la demande du Conseil exécutif (résolution CE 4/1984), le Secrétariat publie ci-après la liste des organisations invitées au Congrès.

Ce sont tout d'abord les observateurs de droit, dont la participation résulte soit d'une disposition des Actes, soit de décisions particulières, à savoir:

- l'ONU, dont la participation au Congrès découle de l'article II, paragraphe 1, de l'Accord ONU/UPU. Cette organisation a accepté l'invitation;
- les Unions restreintes avec lesquelles l'UPU entretient des relations, cela conformément à l'article 8, paragraphe 2, de la Constitution. Ont accepté l'invitation: la CEPT, l'UAPT, l'UPA, l'UPAE, l'UPAf, l'APPU et l'UPPN;
- l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui a été invitée conformément à la décision C 92 du Congrès de Lausanne et qui est représentée au Congrès;
- la Ligue des Etats arabes, qui a été invitée conformément à la résolution C 7 du Congrès de Rio de Janeiro et qui est représentée au Congrès;
- l'OLP, mouvement de libération nationale reconnu par la Ligue des Etats arabes, invitée conformément à la résolution C 3 du Congrès de Lausanne et représentée au Congrès.

En outre, ont été invitées à la demande du CE les institutions spécialisées de l'ONU et les autres organisations gouvernementales avec lesquelles l'UPU entretient des relations. Parmi celles-ci, les organisations suivantes ont accepté cette invitation:

- Organisation de l'aviation civile internationale (OACI);
- Organisation internationale des télécommunications (UIT).

Berne, le 5 juin 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Invitation pour le XXe Congrès postal universel

Le Bureau international a reçu de l'Administration postale des Etats-Unis d'Amérique la lettre reproduite ci-après:

"Washington, D.C., le 14 mai 1984

Monsieur le Directeur général,

Je suis heureux de vous informer que mon pays serait très favorablement disposé à organiser aux Etats-Unis le XXe Congrès de l'Union postale universelle devant se tenir en 1989 et qu'il en serait très honoré.

Comme vous le savez, mon pays a eu l'honneur d'accueillir le Ve Congrès de l'UPU à Washington, D.C., en 1897. Mon Administration est convaincue qu'il serait très approprié pour les Etats-Unis d'accueillir une fois encore une réunion d'une telle importance, également avant la fin d'un autre siècle. Mon Administration n'a pas encore choisi la ville qui serait le siège exact de cette conférence, mais nous avons déjà limité le choix à quelques possibilités qui, toutes, à notre avis, rempliraient les conditions nécessaires.

Je vous serais très obligé de bien vouloir, dans la forme que vous jugerez la plus appropriée, porter cette candidature à la connaissance des participants au prochain XIXe Congrès de l'UPU.

En vous remerciant grandement de l'attention que vous voudrez bien porter à cette question, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma haute considération.

(signé) W.F. BOLGER
Postmaster General"

Séance d'ouverture¹

(Première séance plénière)

Mardi 19 juin 1984, à 9 h 30

Ordre du jour

	Numéro du document
1. Ouverture par le Doyen du Congrès	—
2. Appel des Pays-membres	—
3. Discours du Doyen	—
4. Désignation du Président d'honneur du Congrès	—
5. Désignation du Président du Congrès	—
6. Désignation des Vice-Présidents du Congrès	—
7. Discours du Président du Congrès	—
8. Exposé du Secrétaire général	—
9. Message du Secrétaire général de l'ONU présenté par M. Suy, Directeur général de l'ONU Genève	—
10. Messages	—

Hamburg, le 7 juin 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

¹ L'ordre du jour des travaux de la première séance a été établi par le Bureau international en tant qu'organe chargé de la préparation du Congrès.

**Séances plénières prévues pour la période du 19 au 22 juin 1984,
à partir de la deuxième séance plénière du mardi 19 juin 1984, à 15 heures**

Projet d'ordre du jour

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
1. Communications	—
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès — Doc 35
3. Détermination des Commissions du Congrès	010
4. Désignation des Présidents et des Vice-Présidents des Commissions	—
5. Désignation des membres des Commissions restreintes	—
6. Examen des propositions de modification du Règlement intérieur des Congrès	1703.1, 1715.1, 1716.1, 1716.2, 1716.3, 1717.1, 1718.1/Rev 2, 1719.1, 1721.2, 1720.3, 1721.1, 1725.91
7. Elaboration des procès-verbaux et des rapports au sein des Commissions	011
8. Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès — Doc aux différents organes du Congrès	Congrès — Doc 44
9. Demande de participation présentée par l'Association du transport aérien international (IATA)	Congrès — Doc 46
10. Demande de participation présentée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO)	Congrès — Doc 47
11. Demande de Brunei	Congrès — Doc 51
12. Demande de l'Association du personnel du Bureau international	—
13. Question concernant l'Afrique du Sud	024
14. Question concernant Israël	026
15. Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979–1984	Congrès — Doc 1

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
16. Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1979—1984	Congrès — Doc 2
17. Rapport du Directeur général 1980—1984	Congrès — Doc 3
18. Relations avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales	Congrès — Doc 5
19. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées	Congrès — Doc 15
20. Divers	—

Hamburg, le 19 juin 1984

Le Président du Congrès,
W. FLORIAN

Commission 2 (Finances)

Ordre du jour

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
1. Ouverture de la séance par le Président de la Commission	—
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès — Doc 36
3. Approbation des comptes de l'Union des années 1979 à 1983	Congrès — Doc 4 (partie I)
4. Fixation des limites des dépenses de la prochaine période financière (1986 à 1990)	Congrès — Doc 4 (partie II)
5. Examen des incidences financières des propositions	Voir note ci-dessous
6. Rapport final de la Commission 2 (Finances)	Congrès — Doc ...
7. Divers	—

Hamburg, le 4 juillet 1984

Le Président,
W.E. DUKA

Note. — A l'heure actuelle, les Congrès — Doc et propositions susceptibles d'entraîner des incidences financières pour la fixation du plafond des dépenses de la prochaine période quinquennale sont les suivants:

- Congrès — Doc 4 et 18.1;
- propositions 08, 016, 021, 1507.3 et 1507.5.

Commission 3 (Affaires générales)

Ordre du jour

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
1. Ouverture de la séance par le Président de la Commission	—
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès — Doc 37/Rev 3
3. Propositions renvoyées à la Commission de rédaction	1031.1 R
4. Propositions qui, de l'avis du Président de la Commission, peuvent être adoptées sans discussion au sein de la Commission	—
5. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international	1508.1, 1508.3, 1508.5, 025 1508.2/Rev 2, 1508.6, 07
6. Adhésion ou admission à l'Union Sortie de l'Union. Procédure	1011.1, 1011.2, 1011.3 1012.1
7. Monnaie type	1007.1/Rev 1, 1007.2, 1007.3, 05
8. Compétence législative du CE	1022.1, 1022.2, 1502.1, 1502.10, 1519.91, 1519.92
9. Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès	
a) Mesures envisageables à court terme	Congrès — Doc 6, chapitre II 1702.1, 1720.1, 1720.2
b) Mesures envisageables à long terme	Congrès — Doc 6, chapitre III 1502.5, 1502.9, 1705.1, 1707.1, 1709.1, 1724.1, 1706.1, 1706.2, 1519.1, 1519.2, 1519.3, 1519.4, 08
10. Réglementation internationale des nouveaux services	022
11. Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du Conseil exécutif et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP	Congrès — Doc 7 1502.6
12. Composition, fonctionnement et réunions du CE et du CCEP	1502.3, 1502.7, 1502.2/Rev 1, 1502.8, 1504.1

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
13. Répartition des dépenses de l'Union	1021/Rev 1, 1525.2, 1525.1, 1525.3, 1502.4, 1525.4
14. Problème des arriérés à l'UPU	Congrès — Doc 8 et Add 1 09, 1526.91, 1526.92, 1526.1
15. Congrès extraordinaires, Conférences administratives, Commissions spéciales	1016.1, 1019.1, 1013.1, 1501.1, 1506.1
16. Autorité de surveillance	Congrès — Doc 1, chiffre 8, 1020.1, 1509.1
17. Préambule de la Constitution	1000.1
18. Ressort de l'Union	1003.1, 1003.2/Rev 1, 1003.3, 1023.1
19. Langues utilisées pour la publication des documents	021/Rev 1, 1507.1, 1507.4 R
20. Langues utilisées pour les délibérations	1507.2, 1507.6, 1507.7, 1507.3, 1507.5
21. Réserves aux Actes de l'Union	01
22. Récapitulation des décisions principales du Congrès	02
23. Divers	—

Hamburg, le 28 juin 1984

Le Président,
J. ASCANDONI

Commission 4 (Convention — Réglementation)

Ordre du jour (première partie)

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
1. Ouverture de la séance par le Président	—
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès — Doc 38/Rev 2 et 38/Add 1/Rev 2
3. Propositions renvoyées à d'autres Commissions	
a) Commission 5 (Poste aux lettres — Tarification et rémunération)	2501.1, 2501.2, 2501.3, 2501.4, 2503.1, 2503.2, 2503.3, 2503.4, 2564.4, 2900.2, 2918.91
b) Commission 6 (Poste aérienne)	2000.1, 2000.12, 2000.13, 2000.16, 2021.1, 2054.1, 2502.1, 2511.1, 2518.1, 2521.1
4. Propositions d'ordre général	2000.4, 2000.5, 2000.8, 2000.15, 2000.18, 2000.19
5. Liberté de transit Conv., art. 1, par. 4	2001.1
6. Suspension temporaire et reprise de services Conv., art. 4, par. 1 Conv., art. 4, par. 2bis	2004.2 2004.1
7. Consultation entre Administrations Conv., art. 6bis Conv., art. 6bis, d'ordre général	2006.91 2000.9
8. Timbres-poste Conv., art. 9, par. 1 et 2 Conv., art. 9, d'ordre général	2009.1 2000.14
9. Formules Conv., art. 10, par. 2	2010.1

		Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
10.	Cartes d'identité postales Conv., art. 11, par. 4	2011.1
11.	Envois admis à tort Conv., art. 22, par. 1	2022.1
12.	Modalités d'affranchissement Conv., art. 28, par. 1, lettre abis)	2028.2
	Conv., art. 28, par. 1, lettre d)	2028.1
	Conv., Règl., art. 113	2513.2
	Conv., Règl., art. 115	2515.1
	Conv., Règl., art. 117	3517.1
	Conv., Règl., art. 119	2519.1
	Conv., Règl., art. 120	2520.1
	Conv., Règl., art. 121	2521.2
	Conv., Règl., art. 122	2522.2
	Conv., Règl., art. 125	2525.1
	Conv., Règl., art. 126	2526.1
	Conv., Règl., art. 130	2530.1
	Conv., Règl., art. 131	2531.1
	Conv., Règl., art. 134	2534.1
	Conv., Règl., art. 135	3535.1
	Conv., Règl., art. 136	3536.1
	Conv., Règl., art. 137	2537.1
	Conv., Règl., art. 138	3538.1
	Conv., Règl., art. 139	3539.1
	Conv., Règl., art. 140	3540.1
	Conv., Règl., art. 143	3543.2
	Conv., Règl., art. 188	2588.1
	Conv., Règl., art. 189	2589.1
	Propositions corrélatives	(4568.1, 4572.1, 4595.1, 4596.1)
13.	Coupons-réponse internationaux Conv., art. 31, par. 2	2031.2
	Conv., art. 31, par. 3	2031.1
14.	Envois exprès Conv., art. 32, par. 5	3032.1, 3032.2
15.	Retrait. Modification ou correction d'adresse à la demande de l'expéditeur Conv., art. 33, par. 4	3033.1
16.	Envois non distribuables. Renvoi au pays d'origine ou à l'expéditeur Conv., art. 35	3035.1
	Conv., Règl., art. 143, par. 2	3543.3
	Conv., Règl., art. 143, par. 4 et 5	3543.1

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
17. Interdictions	
Conv., art. 36, titre	2036.1
Conv., art., d'ordre général	2000.3
Conv., Règl., d'ordre général	2500.4
Conv., Règl., art. 130	2530.2
Conv., art. 36, par. 3	2036.2
Conv., art. 36, par. 4bis	2036.3
Conv., art. 36, par. 7	2036.4, 2036.5, 2036.6
18. Contrôle douanier	
Conv., art. 37	2037.1
Conv., art., d'ordre général	2000.10, 2000.11
19. Réclamations	
Conv., art. 42, par. 1	3042.2
Conv., art. 42, par. 1bis	3042.1
Conv., art. 42, par. 4	3042.3
20. Admission des envois recommandés	
Conv., art. 43, d'ordre général	2000.7, 2000.17
21. Lettres avec valeur déclarée.	
Déclaration de valeur	
Conv., art. 46, par. 2	2046.1
22. Remise en main propre	
Conv., art. 49	3049.1
23. Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales.	
Envois recommandés	
Conv., art. 50, par. 2	2050.2
Conv., art. 50, par. 4	2050.4
Conv., art. 50, par. 4bis	2050.1, 2050.3
24. Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales.	
Lettres avec valeur déclarée	
Conv., art. 51, par. 5bis	2051.1
Conv., art. 51, par. 6	2051.2
25. Non-responsabilité des Administrations postales.	
Envois recommandés	
Conv., art. 52, par. 1 et 2	2052.1
Conv., art. 52, par. 2, chiffre 1°, lettre cbis)	2052.2
Conv., Règl., art. 165bis	2565.91
Conv., formule C 34/CP 14	2934.91

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions	
26. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales. Envois recommandés Conv., art. 55, par. 2bis	2055.1, 2055.2	
27. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales. Lettres avec valeur déclarée Conv., art. 56, par. 3 Conv., art. 56bis	2056.1 2056.91	
28. Paiement de l'indemnité Conv., art. 57, par. 2, 3 et 4	2057.1, 2057.2	
29. Conditions d'approbation des propositions concernant la Convention et son Règlement d'exécution Conv., art. 85, par. 1 et 1bis	2085.1	(1022.1, 1502.1)
<i>Protocole final</i>		
30. Mise à jour du Protocole final de la Convention	Congrès — Doc 21 et Add 1	
31. Appartenance des envois postaux Conv., Protocole final, art. I, par. 1	2301.1	
32. Dérogation aux dimensions des envois sous enveloppe Conv., Protocole final, art. V, par. 1 et 2	2305.1, 2305.2	
33. Retrait. Modification ou correction d'adresse Conv., Protocole final, art. IX	3309.1	

Hamburg, le 29 juin 1984

Le Président,
N. LANDEIRA

Commission 4 (Convention — Réglementation)

Ordre du jour (deuxième partie)

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions	
1. Cartes d'identité postales Conv., Règl., art. 106, par. 4	2506.1	
2. Délai de conservation des documents Conv., Règl., art. 107, par. 1 Conv., Règl., d'ordre général	2507.1 2000.6	(5550.1)
3. Communications et renseignements à transmettre au Bureau international Conv., Règl., art. 109, par. 1	2509.1	(3019.4)
4. Publications Conv., Règl., art. 111, par. 2, lettre k) Conv., Règl., art. 111, par. 2, lettre l) (nouveau)	2511.2 2511.3	
5. Adresse. Conditionnement Conv., Règl., art. 113, par. 1	2513.1	
6. Envois soumis au contrôle douanier Conv., Règl., art. 116, par. 1 Conv., Règl., art. 116, par. 3bis Conv., Règl., art. 161 Conv., formule C 1	2516.2 2516.1 2561.3 2901.1	
7. Conditionnement. Vérification du contenu Conv., Règl., art. 122, par. 1 Conv., Règl., art. 122, par. 3 Conv., Règl., art. 122, par. 3bis Conv., Règl., art. 130bis Conv., Règl., art. 155, par. 1bis	2522.1 2522.3 2522.4 2530.91 2555.4	(3019.10)
8. Envois sous enveloppe à panneau Conv., Règl., art. 123, par. 1, 2 et 3bis Conv., Règl., art. 123, par. 1, lettres e) et f) Conv., art. 20, par. 1, lettre a), chiffres 1°, 2° et 3° Conv., Règl., art. 123, par. 3 Conv., art. 20, d'ordre général	2523.1 2523.2 2020.1, 2020.2, 2020.3 2523.3 2000.2	

	Numéro du Congrès – Doc ou des propositions
9. Cartes postales Conv., Règl., art. 125, par. 5	2525.2, 2525.3
10. Imprimés. Annotations et annexes autorisées Conv., Règl., art. 127, par. 5, lettre a)	2527.1, 2527.2
11. Cécogrammes Conv., Règl., art. 129, par. 1 et 2	2529.1, 2529.2
12. Petits paquets Conv., Règl., art. 130, par. 3bis	2530.3
13. Envois recommandés Conv., Règl., art. 131, par. 8bis Conv., Règl., art. 131, par. 10	2531.2, 2531.5 2531.3, 2531.4
14. Avis de réception Conv., Règl., art. 135, par. 3bis Conv., Règl., art. 135, par. 4 Conv., Règl., art. 135, par. 4 et 5	3535.5/Rev 1 3535.3 3535.2, 3535.4
15. Remise en main propre Conv., Règl., art. 136	3536.2, 3536.3
16. Réclamations. Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée Conv., Règl., art. 147, par. 4 et 9 Conv., Règl., art. 147, par. 11 Conv., Règl., art. 147, par. 12	3547.2 3547.3, 3547.5 3547.1, 3547.4
17. Echange en dépêches closes Conv., Règl., art. 151, par. 1 Conv., Règl., art. 151, par. 4	2551.1/Rev 1, 2551.3 2551.2
18. Voies et modes de transmission des lettres avec valeur déclarée Conv., Règl., art. 153, par. 5	2553.1
19. Transit à découvert Conv., Règl., art. 154, par. 3	2554.1, 2554.2, 2554.3
20. Confection des dépêches Conv., Règl., art. 155, par. 1 Conv., Règl., art. 155, par. 3, 4, 6, 7 et 9 Conv., Règl., art. 164, par. 5 Conv., Règl., art. 168, par. 1, 2, 6 et 7 Conv., Règl., d'ordre général	2555.2 2555.1, 2555.3 2564.2 2568.1 2500.1, 2500.2

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions	
21. Transmission des envois exprès et des correspondances-avion comprises dans des dépêches de surface		
Conv., Règl., art. 160, par. 4	2560.1	
Conv., Règl., art. 163	2563.2	
Conv., formule C 12	2912.1, 2912.2	
22. Transmission des imprimés à l'adresse d'un même destinataire		
Conv., Règl., art. 161	2561.1, 2561.2, 2561.5, 2561.4	
23. Etiquetage des dépêches		
Conv., Règl., art. 162, par. 6	2562.1	(4598.1)
24. Acheminement des dépêches et établissement des bulletins d'essais		
Conv., Règl., art. 163, par. 3	2563.3	
Conv., Règl., art. 163, par. 3bis	2563.1	
Conv., formule C 27	2927.1, 2927.2	
25. Remise des dépêches		
Conv., Règl., art. 164, par. 4	2564.3	
Conv., Règl., art. 164, par. 5	2564.1	
Conv., Règl., art. 164, par. 6	2564.5	(4000.7)
26. Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification		
Conv., Règl., art. 165, par. 4	2565.3	
Conv., Règl., art. 165, par. 9	2565.1	
Conv., Règl., art. 165, par. 10, lettre b)	2565.2	
Conv., Règl., art. 165, par. 7bis	2565.4	
Conv., Règl., d'ordre général	2500.3	
27. Renvoi des sacs vides		
Conv., Règl., art. 168, par. 7bis	2568.2	
28. Caractéristiques des timbres-poste		
Conv., Règl., art. 187, par. 4	2587.1	
29. Caractéristiques des empreintes des machines à affranchir		
Conv., Règl., art. 188, par. 1 et 3	2588.2	
30. Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour envois de la poste aux lettres		
Conv., Règl., art. 193, titre et texte	2593.1	
Conv., formule C 31/CP 22	2931.91	
Conv., Règl., art. 193, par. 3	2593.2	
31. Confection et utilisation des formules dans le service international		
Conv., Règl., formules, d'ordre général	2900.1	

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions	
32. Conv., Règl., formule C 2/CP 3	2902.1	
33. Conv., Règl., formule C 4	2904.1	
34. Conv., Règl., formule C 9	3909.1, 3909.2, 3909.3, 3909.4, 3909.5, 3909.6	
35. Conv., Règl., formule C 14	2914.1	
36. Conv., Règl., formule C 18bis	2918.1	
37. Conv., Règl., formule C 28	2928.1	(4908.1)
38. Conv., Règl., formule C 31	2931.1	
39. Conv., Règl., formule C 32	3932.1	
40. Conv., Règl., formule C 33/CP 10	2933.91	(3543.3, 5535.2)
41. Divers et imprévus	—	

Hamburg, le 29 juin 1984

Le Président,
N. LANDEIRA

Commission 4 (Convention — Réglementation)

Ordre du jour (deuxième partie)

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions	
1. Conditionnement. Vérification du contenu		
Conv., Règl., art. 122, par. 3	2522.3	
Conv., Règl., art. 122, par. 3bis	2522.4	(3019.10)
Conv., Règl., art. 130bis	2530.91	
Conv., Règl., art. 155, par. 1bis	2555.4	
2. Envois sous enveloppe à panneau		
Conv., Règl., art. 123, par. 1, 2 et 3bis	2523.1, 2020.1	
Conv., Règl., art. 123, par. 1, lettres e) et f)	2020.3, 2523.3, 2000.2	
Conv., art. 20, par. 1, lettre a), chiffres 1 ^o , 2 ^o et 3 ^o		
Conv., Règl., art. 123, par. 3		
Conv., art. 20, d'ordre général	2523.2, 2020.2	
3. Cartes postales		
Conv., Règl., art. 125, par. 5	2525.2, 2525.3	
4. Imprimés. Annotations et annexes autorisées		
Conv., Règl., art. 127, par. 5, lettre a)	2527.1, 2527.2	
5. Cécogrammes		
Conv., Règl., art. 129, par. 1 et 2	2529.1, 2529.2	
6. Envois recommandés		
Conv., Règl., art. 131, par. 8bis	2531.2, 2531.5	
Conv., Règl., art. 131, par. 10	2531.3, 2531.4	
7. Avis de réception		
Conv., Règl., art. 135, par. 3bis	3535.5/Rev 1	
Conv., Règl., art. 135, par. 4	3535.3	
Conv., Règl., art. 135, par. 4 et 5 et Conv., formule C 9	3535.2, 3909.3, 3535.4	
8. Remise en main propre		
Conv., Règl., art. 136	3536.2, 3536.3	

		Numéro du Congrès — Doc ou des propositions	
9.	Réclamations. Envois recommandés et lettres avec valeur déclarée Conv., Règl., art. 147, par. 4 et 9 Conv., Règl., art. 147, par. 11 Conv., Règl., art. 147, par. 12 et Conv., formule C 32	3547.2 3547.3, 3547.5 3547.1, 3932.1	
10.	Echange en dépêches closes Conv., Règl., art. 151, par. 1 Conv., Règl., art. 151, par. 4	2551.1/Rev 1, 2551.3 2551.2	
11.	Voies et modes de transmission des lettres avec valeur déclarée Conv., Règl., art. 153, par. 5	2553.1	
12.	Transmission des envois exprès et des correspondances-avion comprises dans des dépêches de surface Conv., Règl., art. 160, par. 4 Conv., formule C 12	2560.1 2912.1	
13.	Transmission des imprimés à l'adresse d'un même destinataire Conv., Règl., art. 161	2561.1, 2561.2, 2561.5, 2561.6, 2561.4	
14.	Etiquetage des dépêches Conv., Règl., art. 162, par. 6	2562.1	(4598.1)
15.	Acheminement des dépêches et établissement des bulletins d'essais Conv., Règl., art. 163, par. 3 Conv., Règl., art. 163, par. 3 bis et Conv., formule C 27	2563.3, 2927.2, 2563.2, 2912.2 2563.1, 2927.1	
16.	Remise des dépêches Conv., Règl., art. 164, par. 4 Conv., Règl., art. 164, par. 5 Conv., Règl., art. 164, par. 6	2564.3 2564.1 2564.5	(4000.7)
17.	Vérification des dépêches et utilisation du bulletin de vérification Conv., Règl., art. 165, par. 4 Conv., Règl., art. 165, par. 9 Conv., Règl., art. 165, par. 10, lettre b) Conv., Règl., d'ordre général	2565.3 2565.1 2565.2 2500.3	
18.	Caractéristiques des timbres-poste Conv., Règl., art. 187, par. 4	2587.1	

		Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
19.	Caractéristiques des empreintes des machines à affranchir Conv., Règl., art. 188, par. 1 et 3	2588.2
20.	Décompte des sommes dues au titre d'indemnité pour envois de la poste aux lettres Conv., Règl., art. 193, titre et texte, et Conv., formule C 31/CP 22	2593.1, 2931.91, 3909.2, 2931.1
	Conv., Règl., art. 193, par. 3	2593.2
21.	Confection et utilisation des formules dans le service international Conv., Règl., formules, d'ordre général	2900.1
22.	Conv., Règl., formule C 2/CP 3	2902.1
23.	Conv., Règl., formule C 4	2904.1
24.	Conv., Règl., formule C 9	3909.1, 3909.4, 3909.5, 3909.6
25.	Conv., Règl., formule C 14	2914.1
26.	Conv., Règl., formule C 18bis	2918.1
27.	Conv., Règl., formule C 28	2928.1 (4908.1)
28.	Divers et imprévu	—

Hamburg, le 12 juillet 1984

Le Président,
N. LANDEIRA

Commission 5 (Tarification et rémunération)

Ordre du jour (première partie)

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
1. Ouverture de la séance par le Président	—
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès — Doc 39/Rev 2 et Add 1/Rev 1
3. Propositions renvoyées à d'autres Commissions:	
a) Commission 4:	3032.1, 3032.2, 3033.1, 3035.1, 3042.1, 3042.2, 3042.3, 3049.3, 3309.1, 3517.1, 3535.1, 3535.2, 3535.3, 3535.4, 3535.5/Rev 1, 3536.1, 3536.2, 3536.3, 3538.1, 3539.1, 3540.1, 3543.1, 3543.2, 3543.3, 3547.1, 3547.2, 3547.3, 3547.4, 3547.5, 3909.1, 3909.2, 3909.3, 3909.4, 3909.5, 3909.6, 3932.1
b) Commission 9:	3500.1
c) Commission 10:	3574.6
4. Monnaie type. Equivalents	
Convention, article 8, paragraphe 1	3008.1
Convention, article 8, paragraphes 1 et 2	3008.2
5. Mémoire sur la circulation internationale du matériel éducatif, scientifique ou culturel	Congrès — Doc 20
6. Frais terminaux	
Convention, article 62	Congrès — Doc 10 et Corr 1
Convention, article 62, paragraphe 2	3062.4, 3062.7, 3062.8, 3062.1, 3062.2, 3062.3
Convention, article 62. Propositions d'ordre général	3000.4, 3000.7*

* Propositions introduites après l'adoption de l'ordre du jour.

7. Taxes spéciales
Convention, article 24, paragraphe 1, lettre f).
Taxe de remise d'un petit paquet dépassant 500 g 3024.1
Convention, article 25. Taxe de dépôt en dernière limite d'heure, etc. 3025.1
Convention, Protocole final, article III 3303.1
8. Frais de transit
Convention, article 61
a) Nouveaux barèmes de frais de transit Congrès — Doc 9
— barèmes calculés sur la base des prix des 15 marchandises 3061.3
— barèmes calculés sur la base des prix de transport
effectivement payés 3061.4
— barèmes calculés sur la base des prix de transport
effectivement payés et majorés d'un coefficient d'évolution 3061.5
b) Proposition d'ordre général 3061.2/Rev 1
Proposition d'ordre général 3000.1
c) Convention, article 61, paragraphes 1, 2, 4, 6 et 7 3061.1
Convention, article 61bis 3061.91
Convention, article 65bis 3065.91, 3065.93*
Convention, article 65ter 3065.92
9. Taxes d'affranchissement et limites de poids et de dimensions.
Conditions générales
Convention, article 19
Taxes de base des envois de la poste aux lettres Congrès — Doc 19 et Corr 1
Convention, article 19, paragraphe 1 3019.11, 3019.12, 3019.13
Convention, article 19. Propositions d'ordre général 3000.2, 3000.5/Rev 2*, 3000.6
Convention, article 19, paragraphe 1 3019.8
Convention, article 19, paragraphe 8 3019.1, 3019.4, 3019.2
et 3019.6, 3019.3
Convention, article 19, paragraphe 7 3019.5
Convention, article 19, paragraphe 10 3019.7
Convention, Protocole final, article IIIbis 3303.91
Convention, article 19. Nouvelle classification du courrier 3019.9, 3019.10, 3000.3
10. Exemption des frais de transit et des frais terminaux
Convention, article 63 3063.1, 3063.2, 3063.3
11. Décompte des frais de transit et des frais terminaux
a) Convention, article 65, sauf le paragraphe 4
Détermination du poids
1° Etude sur le système actuel de statistique Congrès — Doc 11
— option concernant le système a) 3065.5/Rev 2*, 3065.9, 3579.5,
3579.2/Rev 1, 3579.7
— option concernant le système C 1 3065.6/Rev 1*, 3065.8
2° Poids réel
— poids réel obligatoire pour toutes les Administrations 3065.3
— poids réel obligatoire sur demande unilatérale 3065.2/Rev 1, 3065.7

b)	Solde annuel à exonérer Convention, article 65, paragraphe 4	3065.1 et 3065.5/Rev 2*, 3065.6/Rev 1*, 3583.1
c)	Décompte général	3065.4
d)	Echange de dépêches closes avec des unités militaires mises à la disposition de l'Organisation des Nations Unies et avec des bâtiments ou des avions de guerre Convention, article 66, paragraphe 4 Convention — Règlement, article 175	3066.1/Rev 1, 3066.2/Rev 1 3575.1/Rev 1, 3575.2/Rev 1
e)	Modification de l'article 61, paragraphe 7	3061.6 ou 3061.7
f)	Modification de l'article 62, paragraphe 4	3062.5 ou 3062.6
12.	Convention, Protocole final, article XIV	3314.1*

Hamburg, le 2 juillet 1984

Le Président,
D. PÉRIER

Commission 5 (Tarification et rémunération)

Ordre du jour

Propositions qui ont été retirées:

Convention

Article 24

Numéros des propositions

3024.2, 3024.3, 3024.4,
3024.5, 3024.6 et 3035.2*

Hamburg, le 22 juin 1984

Le Président,
D. PÉRIER

* Proposition introduite après l'adoption de l'ordre du jour.

Commission 5 (Tarification et rémunération)

Ordre du jour (deuxième partie)

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
1. Adoption de l'ordre du jour	Congrès — Doc 39/Rev 2/ Add 2/Rev 2
2. Propositions devenues sans objet ou retirées	
2.1 Pour mémoire, toutes les propositions du CE prévues dans le système a) et les amendements corrélatifs	Congrès — Doc 11 Conclusions par. 42 — 2° 3570.6, 3579.9, 3581.10
2.2 Sans objet	3574.1, 3574.4, 3574.94/ Rev 1, 3585.3, 3915.93, 3915.94, 3915.95, 2564.4, 2918.91, 3570.3, 3572.2, 3573.1, 3573.2, 3917.1, 3500.2*
2.3 Propositions retirées	3584.1, 3585.1, 3570.1, 3574.9, 3574.10, 3578.7, 3579.8, 3580.5, 3581.7, 3581.8, 3574.5, 3962.1*
3. Propositions à admettre sans débat	3912.2, 3569.93, 3569.97/ Rev 1, 3917.5, 3577.93, 3578.6, 3578.97/Rev 1, 3920.4, 3921.4
4. Etablissement et liquidation des comptes Conv., Règl., art. 101, par. 2	2501.1, 2501.2, 2501.3, 2501.4, 3501.2/Rev 1*
5. Règles de paiement Conv., Règl., art. 103, par. 8 Conv., Règl., art. 103, par. 9 Conv., Règl., art. 103, par. 10	2503.1 2503.3, 2503.4 2503.2

* Propositions introduites après l'adoption de l'ordre du jour.

- | | | |
|----|---|---|
| 6. | Décompte général annuel —
Intervention du Bureau international
Règl., art. 181 et 182 | 3581.4 et 3581.12, 3581.9
et 3582.2
3581.6/Rev 2*, 3581.6/Rev 3*
3581.11/Rev 1, 3581.13*
3581.2
3581.1
3582.1 |
|----|---|---|

Opérations permanentes

- | | | |
|-----|--|---|
| 7. | Confection des dépêches | |
| 7.1 | Feuille d'avis
Conv., Règl., art. 156, par. 1 et 2 | 3556.2 |
| 7.2 | Etiquetage des dépêches
Art. 162, par. 4bis et 5 | 3562.2, 2900.2 |
| 8. | Dénombrement du courrier surface et avion | |
| 8.1 | Relevé de sacs des dépêches de surface
Art. 169bis | 3569.94/Rev 2, 3912.91/Rev 1,
3912.92/Rev 1 |
| 8.2 | Relevé de poids des dépêches-avion
Conv., Règl., art. 169ter | 3569.95/Rev 1, 3957.1/Rev 1,
3953.3/Rev 1, 3953.2,
3953.1, 3955.3/Rev 1,
3955.2, 3955.1, 3578.1,
3578.2 |
| 8.3 | Transmission et acceptation des relevés de sacs
des dépêches de surface et des états de poids
des dépêches-avion
Conv., Règl., art. 169quater | 3569.96 et 3569.98,
3578.3, 3578.4 |

Opérations statistiques du courrier de surface

- | | | |
|-----|---|--|
| 9. | Confection des dépêches | |
| 9.1 | Période, durée et application de la statistique
Conv., Règl., art. 170 | 3570.5/Rev 3, 3570.7/Rev 1,
3915.2/Rev 1, 3570.2 et
3581.3 |

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
9.2 Confection et étiquetage des dépêches closes Art. 172	3572.4/Rev 1, 3928.2, 3572.1, 3572.5, 3928.1, 3928.4
9.3 Feuille d'avis spéciale Art. 173	3573.4/Rev 2 et 3573.5
9.4 Vérification des dépêches closes et établissement, transmission et acceptation des relevés statistiques Art. 174	3574.8/Rev 2, 3574.2
10. Etablissement des relevés statistiques des poids des sacs reçus Art. 174bis	3574.93/Rev 2 et 3574.96 3915.91/Rev 1 3915.92/Rev 1
11. Bulletin de transit pour les dépêches de courrier de surface Art. 176	3576.2/Rev 1
12. Etablissement du relevé annuel du poids des dépêches en transit Art. 177bis	3577.91/Rev 2* et 3577.94, 3917.4/Rev 1, 3574.3
13. Dépêches-avion en transit par voie de surface Art. 171 et 174quater	3574.95 et 3571.2
14. Adresse spéciale pour la transmission des formules Art. 177 et 180bis	3577.2 et 3580.92/Rev 1
<i>Etablissement, transmission et approbation des comptes de frais de transit et de frais terminaux</i>	
15. Frais de transit et frais terminaux du courrier de surface Art. 179	3579.6/Rev 3* et 3579.11, 3579.10/Rev 1, 3579.92*, 3920.3/Rev 2*, 3921.3/Rev 2*, 3921.5*, 3921.6*, 3579.1, 3579.3
16. Régularisation des différences de poids acceptées après l'établissement des comptes particuliers Art. 179bis	3579.91/Rev 1*
17. Frais terminaux avion	
17.1 Art. 180	3580.4/Rev 1, 3962.3/Rev 1, 3962.2, 3580.1, 3580.2, 3580.6, 3580.7
17.2 Art. 183	3583.3, 3583.4
18. Revision des comptes de frais de transit et de frais terminaux du courrier de surface Art. 184	3584.3/Rev 1
19. Application de la statistique triennale du mois de mai 1985	3500.3*
20. Divers et imprévus	—

Commission 6 (Poste aérienne)

Ordre du jour

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
1. Ouverture de la séance par le Président	—
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès — Doc 40/Rev 1
3. Propositions diverses ayant trait à la Convention	
Art. 74	4074.1
Art. 75	4075.1
Art. 76	4076.1
Art. 77	4077.1, 4077.2
Art. 79	4079.1
Art. 82	4082.1
Art. 83	4083.1, 4083.2
4. Propositions diverses ayant trait au Règlement d'exécution de la Convention et aux formules	
Art. 196	4596.2
Art. 197	4597.3, 4597.4 (retirée)
Art. 198	4598.1, 4598.2
Art. 209	4609.1
Formule AV 10	4910.1
5. Taux de base de transport aérien du courrier	Congrès — Doc 17
Propositions d'ordre général	4000.6, 4000.10
6. Transport aérien intérieur	
Proposition d'ordre général	4000.8
7. Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier	Congrès — Doc 16
Propositions d'ordre général	4000.5, 4000.7, 4000.9
Art. 197 (Convention, Règlement)	4597.1, 4597.2
Formule AV 8	4908.91

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
8. Correspondances-avion en transit à découvert	
Propositions d'ordre général	4000.2, 4000.4
Art. 80 (Convention)	4080.1, 4080.2
Art. 208 (Convention, Règlement)	4608.1
Art. 209	4609.3
Art. 210	4610.1, 4610.2, 4610.3
Art. 211	4611.1
Art. 215	4615.2, 4615.3
	4617.2, 4617.3
Art. 217	4617.8
Formule AV 2	4902.1
Formule AV 4	4904.1, 4904.2
9. Règlement des comptes de poste aérienne	
Proposition d'ordre général	4000.1
Art. 102	2502.1
Art. 216 (Convention, Règlement)	4616.1, 4616.2
Art. 217	4617.1, 4617.6
	4617.7, 4617.9
Formule AV 11	4911.1
10. Bordereau de livraison AV 7	
Art. 200 (Convention, Règlement)	4600.1, 4600.2
Art. 201	4601.1, 4601.3, 4601.4
Art. 202	4602.1
Formule AV 7	4907.1 (retirée), 4907.2
Proposition d'ordre général	4000.3
11. Diverses propositions liées aux décisions prises par d'autres Commissions	
Commissions	
Art. 68 (Convention)	4068.1
Art. 72	4072.1
Art. 195 (Convention, Règlement)	4595.1
Art. 196	4596.1
Art. 197	4597.5
Art. 201	4601.2
Art. 208	4608.2
Art. 209	4609.2
Art. 212	4612.1, 4612.2
Art. 215	4615.1
Art. 216	4616.3
Art. 217	4617.4, 4617.5
	(4617.7, 4617.9 en partie)
Formule AV 8	4908.2

12.	Expédition d'objets dangereux par la poste	
	Propositions d'ordre général	2000.1, 2000.12, 2000.13, 2000.16, 5000.4
	Art. 21 (Convention)	2021.1
	Art. 54	2054.1
	Art. 111	2511.1
	Art. 118 (Convention, Règlement)	2518.1
	Art. 121	2521.1
	Art. 41 (Colis, Arrangement)	5041.1
	Art. 105 (Colis, Règlement)	5505.1, 5505.3
13.	Divers et imprévu	—

Hamburg, le 25 juin 1984

Le Président,
P.J. SMITH

Commission 7 (Colis postaux)

Ordre du jour

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
1. Ouverture de la séance par le Président	—
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès — Doc 41/Rev 2
3. Liste des Pays-membres de la Commission 7 et mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux	Congrès — Doc 23 et Add 1, 22 et Add 1
4. Propositions renvoyées à la Commission 6 (Poste aérienne)	5000.4, 5041.1, 5505.1, 5505.3
<i>Arrangement</i>	
5. Catégories de colis Art. 4, par. 2, lettre g)	5004.3, 5017.1, 5040.2, 5056.1, 5510.3, 5518.3
Art. 4, par. 2, lettre ebis)	5004.1, 5505.2, 5518.2, 5519.1, 5510.1
Art. 4, par. 3, lettre a)	5004.4 (4000.7)
Art. 4, par. 4 et 5	5004.2, 5004.5
6. Taxes principales Art. 7, par. 2	5007.2
Art. 7, par. 3 (nouveau)	5007.1
7. Colis exprès Art. 9, par. 1	5009.1, 5009.4, 5011.1, 5012.1, 5014.3, 5014.4, 5306.2/Rev 1
Art. 9, par. 2	5009.2, 5009.3, 5014.1, 5014.2, 5029.1, 5031.1, 5306.1

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions	
Art. 9, par. 2	5009.5, 5029.2, 5014.5, 5015.1, 5021.2, 5025.1, 5033.1, 5034.1, 5035.1, 5037.1, 5039.1, 5040.1, 5042.1, 5533.1, 5534.1, 5535.1, 5543.1, 5902.1, 5902.2, 5909.1	
8. Taxes supplémentaires Art. 13, lettre abis)	5013.1, 5014.6	
9. Tarif Art. 14, lettre a), colonne 2	5014.7, 5014.8	
10. Conditions d'acceptation Art. 18, propositions d'ordre général	5000.1, 5000.5	
11. Traitement des colis acceptés à tort Art. 21, par. 2 Art. 21, par. 5	5021.1 5021.3, 5021.4	(2036.5)
12. Instructions de l'expéditeur au moment du dépôt Art. 22, par. 4	5022.1	
13. Colis avec valeur déclarée Art. 23, par. 1, lettre a), chiffre 1°	5023.1	
14. Réexpédition par suite de changement de résidence du destinataire ou par suite de modification d'adresse Art. 31, par. 5	5031.2	
15. Colis contenant des objets dont la détérioration ou la corruption prochaines sont à craindre Art. 36, titre et texte	5036.1	
16. Réclamations Art. 38, par. 2 Art. 38, par. 2bis et 2ter	5038.2 5038.1	(3042.1)
17. Principe et étendue de la responsabilité des Administrations postales Art. 39, par. 3, lettre a) Art. 39, par. 3, lettre b), et 4 Art. 39, par. 5bis Art. 39, par. 7	5039.3 5039.2 5039.4 5039.5/Rev 1	(2051.1)
18. Non-responsabilité des Administrations postales Art. 40, par. 2, lettre c)	5040.3	

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions	
19. Détermination de la responsabilité entre les Administrations postales Art. 42, par. 3 Art. 42, par. 3 et 3bis	5042.2 5042.3, 5042.91	
20. Paiement de l'indemnité Art. 43, par. 2 et 4	5043.1	(2057.2)
21. Quote-part territoriale de départ et d'arrivée Art. 46 Proposition d'ordre général	5046.1, 5048.1, 5054.1, 5058.2, 5301.1, 5304.1, 5305.1 5000.3	
22. Quote-part territoriale de transit Art. 47 Art. 47, par. 4bis	5047.1/Rev 1, 5047.2, 5047.3 5047.4, 5921.1	
23. Réduction ou majoration de la quote-part territoriale de départ et d'arrivée Art. 48, par. 2	5048.2	
24. Quote-part maritime Art. 49, par. 2	5049.1, 5049.2, 5049.3	
25. Application de nouvelles quotes-parts à la suite de modifications imprévisibles d'acheminement Art. 51	5051.1	
26. Attribution des quotes-parts. Principe général Art. 55, par. 2 et 3	5055.1, 5055.2	
27. Conditions d'approbation des propositions concernant le présent Arrangement et son Règlement d'exécution Art. 58, par. 1 et 1bis	5058.1	(1022.1 et 1502.1) (2085.1)
<i>Protocole final</i>		
28. Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles Art. 0bis	5300.91, 5300.92, 5300.93, 5300.94, 5300.95, 5300.96, 5300.97, 5300.98, 5300.99, 5300.100, 5300.101, 5300.102, 5300.103, 5300.104, 5300.105, 5300.106, 5300.107, 5300.108, 5300.109, 5300.110, 5300.111, 5300.112, 5300.113, 5300.114, 5300.118	

		Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
29.	Quotes-parts territoriales exceptionnelles	
	Art. I, tableau 1 (Quotes-parts d'arrivée exceptionnelles)	5301.2, 5301.4, 5301.5, 5301.7, 5301.8, 5301.10, 5301.11, 5301.13, 5301.15, 5301.16, 5301.18
	Art. I, tableau 2 (Quotes-parts territoriales de transit exceptionnelles)	5301.3, 5301.6, 5301.9, 5301.12/Rev 1, 5301.14, 5301.17, 5301.19, 5301.20, 5301.21, 5301.22, 5301.23, 5301.24, 5301.25, 5301.26, 5301.27, 5301.28, 5301.29, 5301.30, 5301.31, 5301.32
30.	Distance moyenne pondérée de transport de colis en transit	
	Art. II	5302.1
31.	Quotes-parts maritimes	
	Art. III	5303.1, 5303.2, 5303.3, 5303.4, 5303.5, 5303.6, 5303.7, 5303.8, 5303.9, 5303.10, 5303.11, 5303.12, 5303.13, 5303.14, 5303.15
32.	Etablissement des quotes-parts moyennes	
	Art. IIIbis	5303.91
33.	Quotes-parts supplémentaires	
	Art. IV	5304.2, 5304.3, 5304.4
34.	Tarifs spéciaux	
	Art. V	5305.2, 5305.3
35.	Interdictions	
	Art. VIIbis	5307.91
36.	Dédommagement	
	Art. IX	5309.1, 5309.2, 5309.3, 5309.4, 5309.5
37.	Avis de réception	
	Art. Xbis	5310.91
<i>Règlement d'exécution</i>		
38.	Renseignements à fournir par les Administrations	
	Art. 101, lettre b), chiffre 10° (nouveau)	5501.1, 5519.91, 5506.1, 5518.1, 5520.1, 5905.91, 5905.93, 5905.92, 5905.94

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions	
39. Formalités à remplir par l'expéditeur		
Art. 106, par. 2 à 4	5506.2	
Art. 106, par. 7bis	5506.3	
40. Formalités à remplir par le bureau d'origine		
Art. 107, par. 1	5507.1, 5508.1, 5907.1, 5908.2	
Art. 107, par. 2	5507.2	
41. Autres catégories de colis		
Art. 110, par. 10, lettre b)	5510.2, 5510.4	
42. Acheminement et dédouanement des colis-avion		
Art. 114, par. 2	5514.1, 5514.2	
43. Colis de surface transportés par voie aérienne (S.A.L.)		
Art. 115bis	5515.91	(4000.7)
44. Etablissement simplifié des feuilles de route CP 11 et CP 20		
Art. 119	5519.2	
45. Transmission en dépêches closes		
Art. 120, par. 1, lettre a)	5520.3/Rev 1, 5924.91/Rev 1	(4000.7, 4597.1, 4597.2, 4908.91)
Art. 120, par. 4	5520.4, 5520.5	
Art. 120, par. 8	5520.2, 5520.6	
46. Remise des dépêches		
Art. 122, par. 5	5522.1	(4000.7)
47. Vérification des dépêches par les bureaux d'échange		
Art. 123	5523.1, 5913.1	
Art. 123bis	5523.91, 5523.92	
48. Réception par un bureau d'échange d'un colis avarié ou insuffisamment emballé		
Art. 126, par. 2 et 3	5526.1, 5526.2, 5526.3	
49. Réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés		
Art. 130	5530.1	
50. Avis de non-livraison		
Art. 133, d'ordre général	5000.2	
51. Renvoi des colis à l'origine		
Art. 135, par. 1	5535.2	(3543.3)
52. Traitement des réclamations		
Art. 140, par. 2 et 3	5540.1	

		Numéro du Congrès — Doc ou des propositions	
53.	Règlement des cas de réserves à la livraison de colis spoliés ou avariés Art. 141bis	5541.91	
54.	Attribution et reprise de quotes-parts, de taxes et de droits en cas de renvoi à l'origine ou de réexpédition Art. 143, par. 2	5543.2	
55.	Etablissement des comptes Art. 146, par. 4 et 7	5546.2, 5546.3, 5546.5	
	Art. 146, par. 5	5546.4, 5546.6	(3574.5)
	Art. 146, par. 9	5546.1	(2931.91)
56.	Règlement des comptes Art. 148, par. 2	5548.1, 5548.3, 5548.2	(3574.5)
57.	Délai de conservation des documents Art. 150, par. 1	5550.1	(2507.1)
<i>Formules</i>			
58.	Formule CP 2bis	5902.3	
59.	Formule CP 8	5908.1	
60.	Formule CP 9	5909.2	
61.	Formule CP 11	5911.1, 5920.1, 5911.2, 5920.2	
62.	Formule CP 14	5914.1	(2052.1, 2565.4, 2565.91, 2934.91)
63.	Formule CP 15	5915.1	
64.	Formule CP 15bis	5915.2	
65.	Formule CP 22	5922.1	(2931.91)
66.	Divers et imprévu	—	

Hamburg, le 13 juillet 1984

Le Président,
M. RAJASINGHAM

Commission 7 (Colis postaux)

Propositions restant à examiner

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
<i>A. Protocole final</i>	
1. Quotes-parts territoriales d'arrivée exceptionnelles Art. 0bis	5300.91, 5300.92, 5300.93, 5300.94, 5300.95, 5300.96, 5300.97, 5300.98, 5300.99, 5300.100, 5300.101, 5300.102, 5300.103, 5300.104, 5300.105, 5300.106, 5300.107, 5300.108, 5300.109, 5300.110, 5300.111, 5300.112, 5300.113, 5300.114, 5300.115, 5300.116, 5300.117, 5300.118, 5300.119, 5300.120, 5300.121, 5300.122, 5300.123, 5300.124, 5300.125, 5300.126, 5300.127, 5300.128, 5300.129, 5300.130, 5300.131, 5300.132, 5300.133, 5300.134, 5300.135, 5300.136, 5300.137, 5300.138, 5300.139
2. Quotes-parts territoriales de transit Art. I	5301.20, 5301.21, 5301.22, 5301.23, 5301.24, 5301.25, 5301.26, 5301.27, 5301.28, 5301.29, 5301.30, 5301.31, 5301.32, 5301.33, 5301.34/Rev 1, 5301.35
3. Quotes-parts maritimes Art. III	5303.8, 5303.9, 5303.10, 5303.11, 5303.12, 5303.13, 5303.14, 5303.15, 5303.16, 5303.17, 5303.18
4. Etablissement des quotes-parts moyennes Art. IIIbis	5303.91

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
5. Quotes-parts supplémentaires Art. IV	5304.3, 5304.4
6. Traitement des colis admis à tort Art. VIbis	5306.91/Rev 1
7. Interdiction Art. VIIbis	5307.91
8. Dédommagement Art. IX	5309.1, 5309.2, 5309.3, 5309.4, 5309.5
9. Avis de réception Art. Xbis	5310.91

B. Proposition dont l'examen a été différé

5058.1	(Prop. 1022.1, 1502.1 renvoyées au CE pour étude; C 3, 3e séance)
5021.3	(Prop. 2036.5 sans objet; prop. 2036.6 adoptée à la place, C 4, 5e séance)
5021.4	(Amendement à la proposition 5021.3)
5038.1	(Prop. 3042.1 retirée, C 4, 5e séance)
5039.4	(Prop. 2051.1 rejetée, C 4, 6e séance)
5043.1	(Prop. 2057.2 retirée, C 4, 7e séance)
5535.2	(Prop. 3543.3 adoptée, C 4, 3e séance)
5546.1	(Prop. 2931.91 retirée, C 4, 8e séance)
5546.4	(Prop. 3574.5 retirée par son auteur)
5546.6	(Prop. 3574.5 retirée par son auteur)
5548.2	(Prop. 3574.5 retirée par son auteur)
5550.1	(Prop. 2507.1 adoptée, C 4, 7e séance)
5922.1	(Prop. 2931.91 retirée, C 4, 8e séance)

Commission 8 (Services financiers postaux)

Ordre du jour

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
1. Ouverture par le Président de la Commission	—
2. Approbation de l'ordre du jour	Congrès — Doc 42
3. Liste des Pays-membres de la Commission 8	Congrès — Doc 45
4. Propositions d'ordre rédactionnel	Congrès — Doc 48
5. Propositions d'ordre technique qui pourraient être acceptées sans discussion	6901.1, 6901.3, 6903.1, 6904.1, 6912.3, 6913.1, 6913.3, 6914.1, 6916.1, 6916.3 8903.2, 8904.2, 8906.2, 8907.2, 8908.2, 8909.2, 8910.2
6. Propositions d'ordre général	6000.1, 6000.2, 6000.3
7. Aspects tarifaires des services financiers postaux	6006.1, 6006.2, 6028.1, 6028.3, 6028.2 7042.91 8017.1
8. Télégrammes-mandats et télégrammes-virements	6530.4, 6543.3, 7518.3 6500.2, 7500.3 6530.1, 6543.1, 7518.1 6530.2 7518.2 6530.3 6543.2
9. Propositions relatives à l'Arrangement concernant les mandats de poste et les bons postaux de voyage	6002.1, 6013.1, 6029.1 6501.1, 6528.91, 6546.3 6004.1, 6004.2 6009.1, 6506.1, 6912.2 6009.2

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
9. (Suite)	6011.1, 6510.1, 6515.1 6525.1, 6534.1 6504.1, 6901.91, 6912.91 6500.1 6505.1, 6901.2, 6912.1, 6913.2, 6916.2 6505.2 6507.1, 6507.91, 6511.2 6511.1, 6914.2 6511.3 6528.1, 6522.1 6546.1 6546.2 6546.4 6549.1 6901.4, 6912.4
10. Propositions relatives à l'Arrangement concernant le service des chèques postaux	
— Propositions relatives aux postchèques	7500.1, 7500.2 7549.1 7549.2 7550.1 7552.2 7553.2
— Propositions diverses	7053.1 7505.1 7505.2 7506.1, 7506.2, 7508.1 7510.1, 7514.1 7560.1 7913.1, 7913.2
11. Propositions relatives à l'Arrangement concernant les envois contre remboursement	8005.1 8503.1, 8903.1, 8904.1, 8906.1, 8907.1, 8908.1, 8909.1, 8910.1 8511.1 8512.1
12. Propositions relatives à l'Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques	11905.1, 11905.2 11906.1, 11906.2
13. Propositions liées aux décisions à prendre par d'autres Commissions	6051.1, 7056.1, 8019.1 9024.1, 11019.1
14. Divers et imprévu	—

Hamburg, le 17 juin 1984

Le Président,
O. ILIĆ

Commission 9 (Coopération technique)

Ordre du jour provisoire

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
1. Ouverture par le Président de la Commission	—
2. Approbation de l'ordre du jour	Congrès — Doc 43/Rev 1
3. Propositions qui, de l'avis du Président de la Commission, peuvent être adoptées sans discussion au sein de la Commission	3500.1
4. Questions et propositions à examiner par le Congrès en matière de coopération technique soumises par le Conseil exécutif	Congrès — Doc 18
5. L'assistance technique de l'UPU:	Congrès — Doc 18.1 et Add 1
I — Politique	015, 027 et 030
II — Bilan et évaluation	016 et 028
III — Perspectives et programmes d'action	
IV — Conclusions	
6. L'avenir de l'assistance technique de l'UPU	Congrès — Doc 18.5
7. La coopération technique entre pays en développement (CTPD)	Congrès — Doc 18.2 017
8. L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	Congrès — Doc 18.3 018
9. L'action de formation postale en sein de l'UPU	Congrès — Doc 18.4
10. Divers	—

Hamburg, le 26 juin 1984

Le Président,
M. AOUJIL

**Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès — Doc
aux différents organes du Congrès**

Note du Secrétaire général

Lors d'une de ses premières séances, le Congrès doit décider de l'attribution à ses différents organes des propositions d'ordre général ainsi que des rapports présentés sous forme de Congrès — Doc.

A cet effet, le Secrétariat a préparé une liste des propositions d'ordre général (annexe 1) et une liste des Congrès — Doc (annexe 2) dans lesquelles est suggéré l'organe qui, en raison de ses attributions, pourrait être chargé de l'examen de chacune des questions faisant l'objet de ces documents.

Les listes précitées seront, le cas échéant, complétées au moyen d'additifs.

Berne, le 6 juin 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Liste des propositions d'ordre général

No	Origine	Objet	Attribution proposée
01	Hongrie (Rép. pop.)	Réserves aux Actes de l'Union	Commission 3 (Affaires générales)
02	Finlande	Publication d'une récapitulation sommaire des modifications apportées par le Congrès aux Actes de l'UPU	Commission 3 (Affaires générales)
03	Egypte, Soudan	Election du Directeur général du Bureau international	Commission 3 (Affaires générales)
04	Bulgarie (Rép. pop.)	Réédition des "Guide opérationnel sur la préparation de la statistique et sur les formalités relatives aux comptes des frais de transit et des frais terminaux", "Manuel sur les règles et les procédures pour l'acheminement du courrier international" et "Guide opérationnel du service international des colis postaux"	Congrès
05	Chine (Rép. pop.)	Contre-valeur en DTS des montants exprimés en francs et centimes-or dans les Actes de l'UPU	Commission 3 (Affaires générales)
06	CCEP	Participation accrue des pays en développement aux travaux du Conseil consultatif des études postales	Congrès
07	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Tunisie, Yémen (Rép. arabe), Yémen (Rép. dém. pop.)	Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international	Commission 3 (Affaires générales)
08	CE	Durée du Congrès	Commission 3 (Affaires générales)

No	Origine	Objet	Attribution proposée
09	CE	Assainissement des arriérés par le système de compensation du Bureau international	Commission 3 (Affaires générales)
010	CE	Commissions du Congrès	Congrès
011	CE	Etablissement de rapports en lieu et place des procès-verbaux lors des réunions de certaines Commissions du Congrès	Congrès
012	CCEP	Contrôle de qualité	Congrès
013	CCEP	La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux	Congrès
014	CCEP	Programme de travail du CCEP pour la période 1984—1989	Congrès
015	CE	Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique	Commission 9 (Coopération technique)
016	CE	Financement des activités d'assistance technique de l'UPU	Commission 9 (Coopération technique)
017	CE	Coopération technique entre pays en développement (CTPD)	Commission 9 (Coopération technique)
018	CE	Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	Commission 9 (Coopération technique)
019	CE	Journée mondiale de la poste	Congrès
020	Allemagne, Rép. féd. d', Grande-Bretagne	Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux	Congrès
021/Rev 1	Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, Brésil, Chine (Rép. pop.), Mongolie (Rép. pop.), Mozambique, Pologne (Rép. pop.), Portugal, Tchécoslovaquie, URSS	Reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe	Commission 3 (Affaires générales)
022	Allemagne, Rép. féd. d', Autriche, France, Suisse	Etude concernant la réglementation postale internationale	Commission 3 (Affaires générales)
023	Grèce	Publication d'un ou de plusieurs livres traitant de l'influence de la poste dans l'art	Congrès

No	Origine	Objet	Attribution proposée
024	Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Cameroun, Centrafrique, Congo (Rép. pop.), Côte d'Ivoire (Rép.), Egypte, Ethiopie, Gabon, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Kenya, Libéria, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Soudan, Tanzanie (Rép. unie), Togo, Zambie, Zimbabwe	Exclusion de la République d'Afrique du Sud de l'UPU	Congrès
025	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Oman, Qatar, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Yémen (Rép. arabe)	Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international	Commission 3 (Affaires générales)
026	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Oman, Qatar, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Yémen (Rép. arabe)	Expulsion d'Israël de l'UPU	Congrès
027	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Oman, Qatar, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Yémen (Rép. arabe)	Priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique	Commission 9 (Coopération technique)

No	Origine	Objet	Attribution proposée
028	Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Emirats arabes unis, Iraq, Jamahiriya libyenne, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Oman, Qatar, Soudan, Syrienne (Rép. arabe), Yémen (Rép. arabe)	Financement des activités d'assistance technique de l'UPU	Commission 9 (Coopération technique)
029	Soudan	Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international	Commission 3 (Affaires générales)

Liste des Congrès — Doc

No	Objet	Attribution proposée
1	Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil exécutif 1979—1984	Congrès
2	Rapport sur l'ensemble de l'activité du Conseil consultatif des études postales 1979—1984	Congrès
3	Rapport du Directeur général 1980—1984	Congrès
4	Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union	Commission 2 (Finances)
5	Relations avec l'Organisation des Nations Unies et avec d'autres organisations internationales	Congrès
5/Add 1	Déclaration sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix	
6	Organisation, fonctionnement et méthodes de travail du Congrès	Commission 3 (Affaires générales)
7	Organisation, fonctionnement, méthodes de travail du Conseil exécutif et délimitation des compétences entre le CE et le CCEP	Commission 3 (Affaires générales)
8	Problème des arriérés à l'UPU	Commission 3 (Affaires générales)
9	Nouveaux barèmes de frais de transit	Commission 5 (Poste aux lettres — tarification et rémunération)
10	Frais terminaux	Commission 5 (Poste aux lettres — tarification et rémunération)
11	Etude sur le système actuel de statistique	Commission 5 (Poste aux lettres — tarification et rémunération)

No	Objet	Attribution proposée
12	Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1977–1981	Congrès
13	La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux	Congrès
14	L'avenir des services postaux: Synthèse des études effectuées au cours de la période 1979–1984	Congrès
15	Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux peuples et aux pays coloniaux par les institutions spécialisées	Congrès
16	Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier	Commission 6 (Poste aérienne)
17	Taux de base de transport aérien du courrier	Commission 6 (Poste aérienne)
18	Questions et propositions à examiner par le Congrès en matière de coopération technique	Commission 9 (Coopération technique)
18.1 18.1/Add 1	L'assistance technique de l'UPU Formation en matière de gestion	Commission 9 (Coopération technique)
18.2	La coopération technique entre pays en développement (CTPD)	Commission 9 (Coopération technique)
18.3	L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (PMA)	Commission 9 (Coopération technique)
18.4	L'action de formation postale au sein de l'UPU	Commission 9 (Coopération technique)
18.5	L'avenir de l'assistance technique de l'UPU	Commission 9 (Coopération technique)
19	Taxes de base des envois de la poste aux lettres	Commission 5 (Poste aux lettres – tarification et rémunération)
20	Mémorandum sur la circulation internationale du matériel éducatif, scientifique ou culturel, présenté par l'UNESCO	Commission 5 (Poste aux lettres – tarification et rémunération)
21 21/Add 1	Mise à jour du Protocole final de la Convention postale universelle	Commission 4 (Poste aux lettres – réglementation)

No	Objet	Attribution proposée
22 22/Add 1	Mise à jour du Protocole final de l'Arrangement concernant les colis postaux	Commission 7 (Colis postaux)
23 23/Add 1	Liste des Pays-membres de la Commission 7	A titre d'information
24	Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international	Congrès
25	Changements de classes de contribution	Congrès
26	Distribution de la documentation du Congrès	A titre d'information
27	Représentation aux séances du Congrès et des Commissions d'un Pays-membre par la délégation d'un autre Pays-membre	A titre d'information
28	Informations relatives au fonctionnement des services de traduction et à la fourniture, au Congrès, de la documentation en différentes langues	A titre d'information
29	Langues de délibération pendant le Congrès	A titre d'information
30	Renseignements concernant les procès-verbaux et les rapports	A titre d'information
31	Liste des Pays-membres de l'Union postale universelle	A titre d'information
32	Liste des organisations invitées au XIXe Congrès	A titre d'information
33	Invitation pour le XXe Congrès postal universel	Congrès
34	Ordre du jour de la première séance plénière	Congrès
35	Ordre du jour de la deuxième séance plénière et suivante	Congrès
36	Ordre du jour de la Commission 2	Commission 2 (Finances)
37	Ordre du jour de la Commission 3	Commission 3 (Affaires générales)
38	Ordre du jour de la Commission 4	Commission 4 (Poste aux lettres — réglementation)
39	Ordre du jour de la Commission 5	Commission 5 (Poste aux lettres — tarification et rémunération)

No	Objet	Attribution proposée
40	Ordre du jour de la Commission 6	Commission 6 (Poste aérienne)
41	Ordre du jour de la Commission 7	Commission 7 (Colis postaux)
42	Ordre du jour de la Commission 8	Commission 8 (Services financiers postaux)
43	Ordre du jour de la Commission 9	Commission 9 (Coopération technique)
44	Attribution des propositions d'ordre général et des Congrès — Doc	Congrès
45	Liste des Pays-membres de la Commission 8	A titre d'information
46	Demande de participation au Congrès présentée par l'Association du transport aérien international (IATA)	Congrès
47	Demande de participation au Congrès présentée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO)	Congrès
48	Liste des propositions d'ordre rédactionnel	Commissions concernées
49	Liste des Congrès — Doc	A titre d'information

Liste des Pays-membres de la Commission 8^{1 2}

(Etat au 1er juin 1984)

Note. — Le signe x placé en regard des pays indique que le pays considéré est partie à l'Arrangement respectif.

Pays-membres	MP	VP	R	RP	E	AP
1. République algérienne démocratique et populaire	x	x	x	x		
2. République fédérale d'Allemagne	x	x	x	x	x	x
3. Etats-Unis d'Amérique	x					
4. République argentine	x	x	x	x		x
5. République d'Autriche	x	x	x	x		x
6. Barbade	x	x	x	x	x	x
7. Belgique	x	x	x	x	x	x
8. République populaire du Bénin	x	x	x	x	x	x
9. République populaire de Bulgarie	x					x
10. République du Burundi	x	x	x			
11. République unie du Cameroun	x	x	x	x	x	x
12. République du Cap-Vert	x		x			
13. République centrafricaine	x	x	x	x	x	
14. Chili	x	x	x	x	x	x
15. République de Chypre	x	x	x	x	x	x
16. République de Colombie	x	x	x	x		
17. République populaire du Congo	x	x	x	x		
18. République de Corée	x	x	x			x
19. République de Costa-Rica	x					
20. République de Côte d'Ivoire	x	x	x	x		
21. Royaume de Danemark	x	x	x			x
22. République arabe d'Egypte	x	x	x	x	x	x
23. République de El Salvador	x					
24. République de l'Equateur	x	x	x	x	x	x
25. Espagne	x	x	x	x	x	x
26. République de Finlande	x	x	x		x	x
27. République française	x	x	x	x	x	
28. République gabonaise	x	x	x	x		
29. Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, îles de la Manche et île de Man		x				

¹ Sous réserve des modifications apportées par les Pays-membres intéressés, les désignations des Pays-membres sont celles sous lesquelles les plénipotentiaires ont signé les Actes de Rio de Janeiro 1979. Pour les pays qui ont été admis ou qui ont adhéré à l'Union après le Congrès de Rio de Janeiro, les désignations sont celles qui ont été dûment communiquées au Bureau international.

² Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties auxdits Arrangements peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations de la Commission 8 (article 11, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès).

Pays-membres	MP	VP	R	RP	E	AP
30. Territoires d'outre-mer dont les relations internationales sont assurées par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		x				
31. Grèce	x	x	x	x		x
32. République populaire révolutionnaire de Guinée	x					
33. République de Guinée équatoriale		x	x			
34. République d'Haïti	x					
35. République de Haute-Volta	x	x	x	x	x	x
36. République du Honduras			x	x	x	
37. République populaire hongroise	x		x			
38. République d'Indonésie	x	x	x	x	x	x
39. République d'Iraq			x			
40. République d'Islande	x	x	x			
41. Italie	x	x	x	x	x	x
42. (AI) Jamahiriya arabe libyenne populaire socialiste	x	x	x	x	x	x
43. Japon	x	x				
44. Royaume hachémite de Jordanie	x					
45. Kuwait	x					
46. République libanaise	x		x			
47. Principauté de Liechtenstein	x	x	x	x		x
48. Luxembourg	x	x	x	x		x
49. République démocratique de Madagascar	x	x	x	x	x	
50. République du Mali	x	x	x	x	x	
51. Royaume du Maroc	x	x	x	x	x	x
52. République islamique de Mauritanie	x	x	x	x		
53. Etats-Unis du Mexique	x					
54. Principauté de Monaco	x	x	x	x		x
55. République populaire du Mozambique	x		x			x
56. République du Nicaragua	x	x	x	x		x
57. République du Niger	x	x	x	x		
58. Norvège	x	x	x		x	x
59. Pays-Bas	x	x	x		x	
60. Antilles néerlandaises	x	x	x	x		
61. République populaire de Pologne	x					
62. Portugal	x		x	x		x
63. Etat de Qatar	x					
64. République populaire démocratique de Corée						x
65. République socialiste de Roumanie	x					
66. République rwandaise	x	x				
67. République de Saint-Marin	x	x	x	x	x	x
68. Saint-Vincent-et-Grenadines		x				
69. République démocratique de Sao Tomé-et-Principe	x		x			
70. République du Sénégal	x	x	x	x		
71. République démocratique du Soudan	x					
72. République socialiste démocratique de Sri Lanka	x					
73. Suède	x	x	x		x	x
74. Confédération suisse	x	x	x	x		x
75. République du Suriname	x		x	x		
76. République arabe syrienne	x					
77. République du Tchad	x	x	x		x	
78. République socialiste tchécoslovaque	x		x			
79. Thaïlande	x		x	x		x
80. République togolaise	x	x	x	x	x	x
81. Tunisie	x	x	x	x	x	x

Pays-membres	MP	VP	R	RP	E	AP
82. Turquie	x	x	x	x	x	x
83. République orientale de l'Uruguay	x	x	x	x	x	x
84. Etat de la cité du Vatican	x		x			x
85. République arabe du Yémen	x					
86. République démocratique populaire du Yémen	x					
87. République socialiste fédérative de Yougoslavie.	x	x	x	x	x	x
88. République du Zaïre	x	x	x			

**Demande de participation au Congrès présentée par l'Association
du transport aérien international (IATA)**

Note du Secrétariat

Le Bureau international a reçu de l'Association du transport aérien international (IATA) la lettre reproduite ci-après en traduction:

"Genève, le 9 avril 1984

Cher Monsieur Sobhi,

Je crois comprendre que le Congrès sera saisi d'un rapport complet sur les travaux de l'UPU et de l'IATA concernant les taux de base de transport aérien du courrier. Je serais heureux d'avoir l'occasion de m'adresser à la Commission de la poste aérienne lors de l'examen du rapport afin de développer les points qui, éventuellement, devraient l'être.

Partant de l'hypothèse que le Congrès sera d'accord, je vous saurais gré de bien vouloir m'informer de la date (des dates) à laquelle (auxquelles) il conviendrait que je prenne la parole.

Veuillez agréer, etc.

(signé) Knut HAMMARSKJÖLD"

La demande de participation de l'IATA est soumise au présent Congrès conformément au paragraphe 5 de l'article 5 du Règlement intérieur des Congrès.

Berne, le 25 mai 1984

Demande de participation au Congrès présentée par l'Organisation internationale de normalisation (ISO)

Note du Secrétariat

Le Bureau international a reçu de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) la lettre reproduite ci-après en traduction et qui est soumise au présent Congrès conformément au paragraphe 5 de l'article 5 du Règlement intérieur des Congrès:

“Union postale universelle
Bureau international
Case postale
3000 BERNE 15

Genève, le 23 mai 1984

Objet: Congrès de l'UPU, Hamburg, du 18 juin au 27 juillet 1984

Messieurs,

Nous avons noté avec intérêt que le Congrès de l'UPU se tiendra à Hamburg du 18 juin au 27 juillet 1984.

Comme, sur plusieurs questions, l'ISO et l'UPU ont des intérêts communs, nous vous saurions gré de pouvoir assister et participer à certaines séances du Congrès.

En vous remerciant à l'avance de bien vouloir étudier favorablement notre requête, nous vous prions d'agréer, Messieurs, nos salutations distinguées.

Le Secrétaire général adjoint,
(signé) Lawrence D. EICHER”

Berne, le 8 juin 1984

**Répartition des Pays-membres de l'Union dans les cinq groupes géographiques,
en vue de l'élection des membres du Conseil exécutif**

Communication du Secrétariat

L'article 102, paragraphe 3, du Règlement général prévoit que les membres du Conseil exécutif sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable.

A cet effet, les Pays-membres ont été classés, lors des Congrès précédents, dans les cinq groupes géographiques figurant dans l'annexe au présent document. Cette classification repose sur celle dont avait pris acte le Congrès de Rio de Janeiro 1979. Elle a été complétée par les noms des Pays-membres qui ont adhéré ou qui ont été admis à l'Union depuis lors. Ces nouveaux Pays-membres ont été répartis dans les différents groupes compte tenu de leur situation géographique.

Hamburg, le 15 juin 1984

Répartition des Pays-membres selon les groupes géographiques

Hémisphère occidentale	Europe orientale et Asie du Nord	Europe occidentale	Asie du Sud et Océanie	Afrique
Amérique (Etats-Unis)	Biélorussie	Albanie	Afghanistan	Afrique du Sud
Argentine	Bulgarie	Allemagne,	Arabie saoudite	Algérie
Bahamas	Hongrie (Rép. pop.)	Rép. féd. d'	Australie	Angola
Barbade	Mongolie (Rép. pop.)	Autriche	Bahrain	Bénin
Belize	Pologne (Rép. pop.)	Belgique	Bangladesh	Botswana
Bolivie	Rép. dém. allemande	Chypre	Bhoutan	Burundi
Brésil	Roumanie	Danemark	Birmanie	Cameroun
Canada	Tchécoslovaquie	Espagne	Chine (Rép. pop.)	Cap-Vert
Chili	Ukraine	Finlande	Corée (Rép.)	Centrafrique
Colombie	URSS	France	Emirats arabes unis	Comores
Costa-Rica	Yougoslavie	Grande-Bretagne	Fidji	Congo (Rép. pop.)
Cuba		Grèce	Terr. d'outre-mer	Côte d'Ivoire (Rép.)
Dominicaine (Rép.)		Irlande	(Royaume-Uni	Djibouti
Dominique		Islande	de Grande-Bretagne	Egypte
El Salvador		Italie	et d'Irlande du Nord)	Ethiopie
Equateur		Liechtenstein	Inde	Gabon
Grenade		Luxembourg	Indonésie	Gambie
Guatémala		Malte	Iran	Ghana
Guyane		Monaco	Iraq	Guinée
Haïti		Norvège	Israël	Guinée-Bissau
Honduras (Rép.)		Pays-Bas	Japon	Guinée équatoriale
Jamaïque		Portugal	Jordanie	Haute-Volta
Mexique		Saint-Marin	Kampuchea dém.	Jamahiriya libyenne
Nicaragua		Suède	Kuwait	Kenya
Panama (Rép.)		Suisse	Lao (Rép. dém. pop.)	Lesotho
Paraguay		Turquie	Liban	Libéria
Antilles néerlandaises		Vatican	Malaisie	Madagascar
Pérou			Maldives	Malawi
Sainte-Lucie			Nauru	Mali
Saint-Vincent-et-Grenadines			Népal	Maroc
Suriname			Nouvelle-Zélande	Maurice
Trinité-et-Tobago			Oman	Mauritanie
Uruguay			Pakistan	Mozambique
Vénézuéla			Papouasie —	Niger
			Nouvelle-Guinée	Nigéria
			Philippines	Ouganda
			Qatar	Rwanda
			Rép. pop. dém.	Sao Tomé-et-Principe
			de Corée	Sénégal
			Salomon (Iles)	Seychelles
			Singapour	Sierra Leone
			Sri Lanka	Somalie
			Syrienne (Rép. arabe)	Soudan
			Thaïlande	Swaziland
			Tonga	Tanzanie (Rép. unie)
			Tuvalu	Tchad
			Vanuatu	Togo
			Viet Nam	Tunisie
			Yémen (Rép. arabe)	Zaire
			Yémen (Rép. dém. pop.)	Zambie
				Zimbabwe
34 Pays-membres	11 Pays-membres	26 Pays-membres	45 Pays-membres	51 Pays-membres

Demande de Brunei

Ayant accédé récemment à l'indépendance, Brunei a fait connaître son désir de devenir Pays-membre de l'UPU. Eu égard à l'impossibilité d'accomplir les procédures nécessaires à cet effet avant le présent Congrès, le Gouvernement de Brunei a, par communication télex du 14 juin 1984 de son Ministre des communications, exprimé le souhait de pouvoir participer au XIXe Congrès postal universel en qualité d'observateur.

Hamburg, le 16 juin 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Déclaration de l'Internationale du personnel des postes, télégraphes et téléphones (IPTT)

Note du Secrétaire général

L'Internationale du personnel des postes, télégraphes et téléphones (IPTT) a transmis au Bureau international, à l'intention du XIXe Congrès postal universel, la déclaration reproduite ci-après, laquelle, à notre avis, contient certaines données qui pourraient être utiles pour le débat général:

“L'Internationale du personnel des postes, télégraphes et téléphones est une organisation internationale de travailleurs des PTT: elle en regroupe aujourd'hui près de 3 800 000 de 189 organisations syndicales dans 94 pays de toutes les régions du monde.

Le syndicalisme que préconise l'IPTT est un syndicalisme de responsabilité. Nous considérons que les travailleurs des PTT sont parties intégrantes des Administrations. Ce point de vue est accepté de façon générale dans la majorité des pays et, d'une manière qui peut varier selon les conditions nationales, les représentants naturels des travailleurs que sont les syndicats sont associés aux décisions prises par les Administrations nationales.

L'IPTT maintient des contacts officiels avec certaines Unions restreintes de l'UPU, et notamment la CEPT et l'UAPT. Les contacts se sont avérés extrêmement utiles pour les parties concernées.

Ce fait est d'une importance extrême pour notre Internationale dans la mesure où les travailleurs que nous représentons sont intéressés à exercer leurs fonctions dans des entreprises fonctionnant bien. Ainsi, rien de ce qui concerne les PTT ne saurait laisser indifférente notre Internationale.

Et la relativement longue expérience que possède maintenant l'IPTT dans le cadre des contacts avec les organismes régionaux des PTT a permis de suivre au plus près leurs travaux et les évolutions, actuellement particulièrement nombreuses et rapides, qui interviennent dans notre secteur et qui, toutes, ont des conséquences directes ou indirectes sur les conditions de travail et d'emploi des travailleurs que nous représentons.

On peut d'ailleurs déplorer que justement cet aspect des conséquences sur le personnel soit trop souvent laissé dans l'ombre. Et l'une de nos raisons de vouloir être présents partout où des décisions affectant les PTT sont prises est précisément d'attirer l'attention des Administrations sur l'impact que les études de caractère technique, qui demeurent l'essentiel de leurs travaux au plan international, peuvent avoir sur les travailleurs des PTT.

Mais ces contacts ont également permis de mieux faire prendre conscience aux responsables des Administrations comme à ceux des syndicats qu'il existe dans les PTT, entre travailleurs et employeurs, une grande communauté d'intérêt et que, sur bien des aspects, il existe aussi des convergences.

L'IPTT est favorable aux nouvelles technologies pour autant que les syndicats aient été consultés sur leur introduction et que toutes les éventuelles conséquences sur le personnel en aient été négociées avec eux. Pour autant également que les nouvelles technologies ne bénéficient pas seulement aux Administrations et aux usagers, mais également aux travailleurs des PTT.

L'IPTT s'oppose à la privatisation des services PTT, considérant que les larges possibilités ouvertes par les technologies nouvelles rendent superflue et inutilement onéreuse la multiplication des réseaux de transmission et des entreprises de transport de courrier. En outre, toute privatisation s'oppose, par nature, au principe de l'égalité des citoyens à l'accès au service public.

L'IPTT et les travailleurs qu'elle représente sont, comme les Administrations, en faveur de services efficaces et rentables des postes et télécommunications. Et cela pour plusieurs raisons. Tout d'abord, comme cela a déjà été souligné, les employés des PTT font partie des Administrations et, comme celles-ci, ils sont intéressés à travailler dans une entreprise reposant sur une base financière saine, une entreprise en constant développement, capable de rendre aux usagers les services qu'ils sont en droit d'en attendre.

Car l'IPTT est favorable à la notion de service public des PTT, avec tout ce que cela implique pour le maintien et, si nécessaire, le renforcement des monopoles. Non pas pour permettre aux Administrations et aux employés de s'endormir dans une confortable inaction comme certains voudraient le faire croire, mais parce que nous considérons, au contraire, que seul un service sous contrôle public peut être au service de l'ensemble du public.

Dans ces conditions, il est aisé de comprendre l'intérêt que porte l'IPTT aux travaux de l'UPU, et tout spécialement à ceux de son XIXe Congrès.

Il est également aisé de comprendre le souci qui anime notre Internationale d'être informée plus largement qu'actuellement sur l'ensemble des études et travaux de l'UPU et de ses Unions restreintes et même d'y être associée.

C'est avec l'espoir que cet appel sera entendu par le XIXe Congrès postal universel que l'IPTT souhaite à celui-ci les travaux les plus fructueux et présente aux honorables délégués l'assurance de sa très haute considération."

Hamburg, le 17 juin 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Débat général au XIXe Congrès (26 et 27 juin 1984)

I. Introduction

1. Ainsi que vous le savez, les hauts dirigeants des Administrations postales ont été invités par l'Administration du pays hôte du Congrès à participer à un important débat général sur le sujet: *Les mutations de la poste face à l'évolution du marché des communications*. Sous réserve d'approbation formelle du Congrès, ce débat aura lieu les 26 et 27 juin dans le cadre de quatre séances plénières (salle 1). Son but consiste à donner aux dirigeants des Administrations postales la possibilité de procéder à une discussion approfondie sur les problèmes fondamentaux qui les préoccupent.
2. Par sa lettre-circulaire 2009(A)1462 du 7 mai 1984, le Bureau international a déjà fourni quelques renseignements sur l'organisation et le déroulement du débat général, afin de donner aux Administrations postales et aux Unions restreintes la possibilité de s'y préparer dans les meilleures conditions.
3. Le présent document vise à résumer et à compléter ces renseignements.

II. Thème à traiter et considérations d'ordre général

4. Le sujet général couvre plusieurs aspects qui seront étudiés dans le cadre des *quatre thèmes* choisis en fonction de l'intérêt primordial qu'ils paraissent présenter pour tous les pays, quel que soit leur stade de développement.
5. A chacun de ces thèmes qui sont indiqués dans l'annexe 1, il sera consacré une séance qui permettra de traiter les aspects les plus intéressants relevés par les présentateurs/animateurs et par les participants; pour éviter toute dispersion des idées qui irait à l'encontre de l'approfondissement des discussions, celles-ci devraient se dérouler de façon ordonnée.
6. Il n'est pas envisagé de conférence sur les thèmes choisis, mais une présentation des questions à traiter sous forme d'*exposés introductifs*, de façon à réserver le plus de temps possible aux discussions qui constituent la partie essentielle du débat général.
7. La réussite de celui-ci dépendra pour une large part de la présentation des thèmes et de l'animation des discussions; aussi, pour enrichir l'une et l'autre, il a été fait appel, pour chaque thème et sur la base de considérations pratiques, à deux pays appartenant à deux groupes ayant des préoccupations différentes et susceptibles d'apporter une contribution importante au débat général.
8. Les pays désignés pour la présentation des thèmes et l'animation des discussions sont mentionnés dans l'annexe 1. Les schémas des exposés introductifs font l'objet des *annexes 2 à 8* et pourraient, le cas échéant, être complétés et modifiés en vue d'éviter des chevauchements.
9. Il est souhaitable que les délégations des pays et des Unions restreintes apportent leur contribution dans l'ordre prévu pour le déroulement du débat sur chaque aspect ou question mis en discussion par le Président ou les présentateurs/animateurs.

10. Le débat général sera dirigé par le Président du Congrès, assisté par le Secrétaire général et deux rapporteurs généraux.

11. A l'issue du débat général, il est prévu d'organiser une conférence de presse qui assurera un certain retentissement aux conclusions qui se dégageront et de publier ultérieurement une synthèse générale dans une plaquette à publier par le Bureau international.

III. Déroulement du débat général

12. Le débat général se déroulera suivant les phases ci-après:

13. Les trois premiers thèmes seront introduits chacun par deux pays présentateurs/animateurs qui donneront l'un et l'autre un exposé de *quinze minutes* environ destiné à situer le thème traité, à en délimiter le contour et à proposer les points les plus importants à discuter. Le quatrième thème sera présenté par le Directeur général du Bureau international; l'animation des discussions sera assurée par deux pays.

14. Il est vivement souhaitable, en raison du peu de temps disponible, que le nombre et la durée des interventions soient limités et que les échanges de vues soient concentrés sur les seules questions à traiter selon une liste établie après l'introduction du thème.

15. L'animation des discussions sera assurée conjointement par les deux présentateurs/animateurs intéressés. La fonction d'animateur consistera à aider le Président à assurer le déroulement des discussions point par point et à susciter l'intervention des participants sur tel ou tel aspect qui n'aura pas été discuté de façon adéquate.

16. Au terme de la séance consacrée à chaque thème, les deux présentateurs/animateurs feront chacun un résumé oral mettant l'accent sur les idées dominantes avancées par les participants au cours de la séance.

17. A la fin du débat général (4 séances), les deux rapporteurs généraux interviendront pour signaler les grandes lignes et, si possible, les orientations qui, sous réserve d'un examen ultérieur plus approfondi, paraissent se dégager du débat général. Après une intervention subséquente du Secrétaire général, le Président tirera de brèves conclusions de l'ensemble des travaux relatifs au débat général.

Hamburg, le 19 juin 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Débat général au XIXe Congrès

Les mutations de la poste face à l'évolution du marché des communications

Rapporteurs généraux:

1. *Chine (Rép. pop.)*
2. *France*

1er thème: La poste entre les exigences du marché et les impératifs du service public

Présentateurs/animateurs:

1. *Australie*
Schéma de l'exposé introductif: Annexe 2
2. *Tanzanie (Rép. unie)*
Schéma de l'exposé introductif: Annexe 3

2e thème: Les problèmes financiers

Présentateurs/animateurs:

1. *Hongrie (Rép. pop.)*
Schéma de l'exposé introductif: Annexe 4
2. *Sénégal*
Schéma de l'exposé introductif: Annexe 5

3e thème: Gestion moderne de la poste

Présentateurs/animateurs:

1. *Cuba*
Schéma de l'exposé introductif: Annexe 6
2. *Suède*
Schéma de l'exposé introductif: Annexe 7

4e thème: Le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux

Présentateur:

M. Mohamed I. Sobhi, Secrétaire général

Schéma de l'exposé introductif: Annexe 8

Animateurs:

1. *Etats-Unis d'Amérique*
2. *Union des républiques socialistes soviétiques (URSS)*

Débat général au XIXe Congrès

1er thème

La poste entre les demandes du marché et les exigences d'un service public

Australie

Schéma de l'exposé introductif

Les exigences d'un service public

Définition (dans le contexte australien):

Obligations imposées à l'Administration postale de fournir des prestations propres à répondre aussi efficacement et aussi économiquement que possible aux besoins sociaux, industriels et commerciaux de la population australienne. La poste doit tenir particulièrement compte des besoins de la population extra-urbaine et obtenir des recettes suffisantes pour couvrir les dépenses d'exploitation et pourvoir, pour moitié au moins, aux dépenses de capital.

En résumé, ces obligations ont trait à diverses activités entreprises par la poste dans l'intérêt national, qui ne seraient pas toutes assurées si le profit commercial était le seul objectif.

(Note. — D'autres Administrations postales pourront, si elles le désirent, apporter, à la définition ci-avant, des modifications tenant mieux en considération leur propre situation.)

Forme des obligations

- Les obligations de comptabilité publique découlent de l'examen — par les ministres, le Parlement et le public — des activités des entreprises du secteur public.
- En matière de politique de l'Etat, les obligations sont celles qui sont imposées par les Gouvernements pour atteindre des objectifs et appliquer des principes qui ne correspondent pas aux buts immédiats de l'entreprise et qui peuvent éventuellement y être opposés.
- Les obligations de l'Etat en matière d'emploi englobent les termes et conditions d'emploi du secteur public, plus libéraux à certains égards que ceux du secteur privé.
- Les obligations en matière financière, y compris en matière de fixation des prix et d'emprunt, doivent être conformes à la politique économique d'ensemble de l'Etat.
- Les obligations en matière de service sont celles qui sont établies par la politique du Gouvernement pour la fourniture de services déterminés qui, commercialement, ne seraient pas justifiés.

Les demandes du marché

Définition (dans le contexte australien) :

On entend par là les besoins identifiés — en matière de service, de fiabilité et de satisfaction de la clientèle compte tenu du prix payé — auxquels la poste doit répondre pour conserver ou augmenter sa part du marché.

(Note. — D'autres Administrations pourront, si elles le désirent, formuler leurs observations sur l'applicabilité, à leur propre cas, de la définition qui précède.)

Le marché actuel

- La gamme des services actuellement autorisés comprend les services traditionnels et préférentiels, les services et virements de fonds et pour le compte d'autrui, ainsi que les services de coursiers et de courrier électronique.
- Un monopole ne s'applique qu'aux lettres; 50% des recettes totales sont soumis à la concurrence.

Les menaces pesant sur le marché

- L'étude prospective du marché indique une concurrence, directe ou indirecte, sans cesse croissante dans tous les secteurs — sociétés de coursiers privés, échanges de documents, progrès techniques notamment — apportant des solutions de rechange aux services traditionnels.
- En outre, pour répondre à la demande des usagers en faveur d'un service commode, fiable et qui leur "en donne pour leur argent", il faut peut-être modifier la gamme des produits existants.

La réponse aux menaces

- Fournitures de services nouveaux et de remplacement pour faire front aux exigences du marché et à une concurrence toujours accrue.
- Application de technologies nouvelles et futures pour améliorer l'exécution du service.

Comment Australia Post fait face au conflit

- Le Gouvernement a créé en 1975 la Commission postale australienne, organisme officiel d'exploitation plus souple qu'une Administration publique, singulièrement en ce qui concerne la fixation des prix afférents à la plupart des services et la commercialisation de ceux-ci, et plus indépendant par rapport au contrôle exercé par l'organisme central chargé du personnel, et à une surveillance budgétaire détaillée.
- Pour aider *Australia Post* — créé en 1975, à faire face à ses obligations de service public, en particulier l'adoption d'un tarif postal universel — le monopole sur le transport des lettres a été maintenu.
- Ainsi, *Australia Post*, en opérant des subventions entre services rémunérateurs et services non rémunérateurs, peut fournir une infrastructure postale nationale, dans le cadre de ses efforts visant à remplir ses obligations de service public.

L'avenir de la poste

- A vues humaines, le courrier traditionnel demeurera l'activité principale, notre force résidant dans la grande dispersion de notre réseau.
- L'avenir dépend de la capacité de contenir les coûts, en améliorant la productivité et la fiabilité, en commercialisant les services nouveaux ou existants et en donnant une meilleure image de marque de la poste.
- Recours à de nouvelles techniques, à la fois pour les nouveaux services et pour les services traditionnels.
- Mesure dans laquelle les Administrations postales sont dédommagées au titre de l'exécution de leurs obligations gouvernementales, et/ou elles sont libérées d'un certain nombre de celles-ci et peuvent ainsi être plus compétitives et plus innovatrices pour répondre aux exigences du marché.

Débat général au XIXe Congrès

1er thème

La poste entre les exigences du marché et les impératifs du service public

Tanzanie (Rép. unie)

Schéma de l'exposé introductif

1 *La poste entre les exigences du marché et les impératifs du service public*

- 1.1 Le rôle traditionnel de la poste qui était auparavant essentiellement un service social évolue rapidement, et ce pour les raisons suivantes:
 - a) les transformations économiques et sociales qui se produisent dans de nombreux pays (développement économique et industrialisation);
 - b) les besoins grandissants des particuliers, des entreprises, des industries et des gouvernements en matière de communication;
 - c) les progrès technologiques réalisés sur le marché des communications et dans le secteur de la technologie de l'information.
- 1.2 Les impératifs du service public demeurent importants dans les pays en développement, et ce pour les raisons suivantes:
 - a) les niveaux peu élevés de développement économique et le manque d'autres moyens de communication, plus particulièrement dans les régions rurales;
 - b) pour les gouvernements, la poste demeure le principal moyen de diffusion de l'information destinée au grand public;
 - c) la poste garantit le droit des personnes de communiquer sans possibilité de discrimination fondée sur la situation sociale, économique ou politique. La poste est le service qui est le plus accessible à tous quelle que soit leur situation.
- 1.3 La commercialisation du service postal est une nécessité de "marketing" découlant de la mise au point d'autres moyens de communication efficaces, pratiques et économiques, et des besoins sans cesse croissants des clients, plus particulièrement dans les pays industrialisés et les centres de haute technologie (capitales et villes commerciales) des jeunes Administrations.

2 *Exigences des clients*

- 2.1 Dans les pays industrialisés, les clients s'intéressent de près à la qualité du service, c'est-à-dire à la rapidité, à la fiabilité, à l'exactitude et à l'aspect pratique du service. La transmission de l'information (messages écrits) par la poste a été remplacée par d'autres modes de transmission, notamment le courrier électronique, le téléfax, le télétexte, le vidéotex et la télécopie. La création de nouveaux services s'impose si l'on veut que la poste demeure utile dans la "société électronique" d'aujourd'hui.

- 2.2 Dans les pays jeunes où persistent les problèmes de pauvreté et de sous-développement, la situation est très délicate et les défis à relever sont de taille, parce que:
- a) les services existants doivent être améliorés et, à cette fin, il faut aménager une infrastructure postale fiable comportant des bureaux de poste et des installations de traitement et de transport du courrier et favorisant la formation du personnel, surtout les surveillants et les cadres, ainsi que l'amélioration de l'organisation générale et de la gestion des services postaux;
 - b) de nouveaux services doivent être lancés en vue de répondre aux besoins précis de certains des clients, plus particulièrement dans le secteur commercial. Il pourrait s'agir notamment de machines à affranchir, de services de courrier accéléré, de services de livraison par exprès et de la vente de divers entiers postaux. Dans les centres de haute technologie, même les services électroniques seront lancés plus tôt que prévu;
 - c) les services financiers, notamment les bons et mandats de poste et les services d'épargne postale, doivent être étendus aux régions rurales; d'autres services financiers comme les chèques et virements postaux, les mandats de poste internationaux et les services CR seront lancés graduellement dans les jeunes Administrations les plus pauvres.
- 2.3 Il faudra prendre plus au sérieux la question de la mécanisation même si les programmes de mécanisation de bon nombre d'Administrations jeunes se limiteront à leur plus simple expression, et ce à cause:
- a) des faibles niveaux de trafic (manque de justification économique);
 - b) de l'abondance de la main-d'oeuvre;
 - c) du manque de compétences techniques.

3 *Menaces qui pèsent sur la poste*

- 3.1 La menace qui pèse sur la poste est absolument réelle, car la poste n'est plus le seul moyen de communication. Les progrès réalisés récemment dans le secteur des communications (électronique, technologie digitale et technologie de l'information) ont donné lieu à la création d'autres systèmes de transmission de l'information compétitifs. La part du marché qui revenait par le passé à la poste a donc diminué.
- 3.2 Par le passé, le client traditionnel de la poste était le particulier qui expédiait des lettres et des cartes postales. Aujourd'hui, cependant, ce sont, entre autres, les entreprises industrielles, les entreprises commerciales, les sociétés multinationales et les organismes publics et privés qui constituent la clientèle importante de la poste. Ces entreprises ont besoin de services de transmission et de distribution de la correspondance, des rapports, des statistiques, des rapports d'étude de marché et de l'information de gestion, renseignements qui sont presque tous transmissibles par des moyens électroniques.
- 3.3 La concurrence à la poste se fait sur deux plans:
- a) tout d'abord, la concurrence découlant de la mise au point de systèmes de transmission très perfectionnés, par exemple, le courrier électronique, le téléfax, le télétexte et la télécopie;
 - b) ensuite, la concurrence découlant du fait que la poste n'est pas en mesure d'offrir des services rapides, fiables et réguliers. Les entreprises de transport, les transporteurs de marchandises et les coursiers privés transportent habituellement la correspondance d'affaires et les colis qui auraient, par le passé, été confiés à la poste.
- 3.4 Si les Administrations postales ne font pas face à la concurrence, elles garderont le célèbre nom de "bureau de poste" mais leurs concurrents viendront chercher leurs clients.

Débat général au XIXe Congrès

2e thème

Les problèmes financiers

Hongrie (Rép. pop.)

Schéma de l'exposé introductif

1 *Problèmes financiers*

1.1 Gestion financière

1.2 Augmentation des coûts-éléments de la politique tarifaire

1.3 Principes de la politique tarifaire

2 *Relations financières avec l'Etat*

2.1 Possibilités et avantages du fonctionnement autonome de la gestion financière

2.2 Impératifs concernant l'augmentation des tarifs postaux

2.3 Moyens financiers possibles pour augmenter les bénéfices

3 *Financement (exploitation et investissements)*

3.1 Formation des ressources pour les investissements nécessaires

3.2 Interdépendance entre les prix et les ressources financières

Débat général au XIXe Congrès

2e thème

Les problèmes financiers

Sénégal

Schéma de l'exposé introductif

- A. L'expérience pratique vécue dans le cadre de l'Office des postes et télécommunications du Sénégal, créé depuis octobre 1960.
- B. Les préoccupations actuelles pour un développement des services postaux et une gestion financière rationnelle dans le cadre d'un office.

L'exposé développera, succinctement, mais aussi clairement que possible, les points essentiels suivants, relatifs aux deux indications qui précèdent, et par rapport aux axes de réflexion et de discussion proposés au titre du 2e thème: "Les problèmes financiers" (de la poste), à savoir:

- politique tarifaire;
- relations financières avec l'Etat;
- financement (exploitation et investissements).

A. Cas de l'Office des postes et télécommunications du Sénégal

1 Statut juridique et mission de l'OPTS

- 1.1 Etablissement public à caractère industriel et commercial, créé par une ordonnance (loi) d'octobre 1960. L'Office a la charge, dans le cadre d'un *monopole légal*, de l'organisation et de la gestion des services de la poste aux lettres et des télécommunications.
- 1.2 Organisation et gestion également, dans un cadre non couvert par le monopole légal, des colis postaux, des services de mandats, de chèques postaux et d'épargne (secteurs concurrentiels, avec des entreprises privées).
- 1.3 Souci et option du gouvernement de confier la mission définie ci-dessus à un organisme parapublic (OPT), décentralisé et déconcentré sur le plan technique, et doté de la personnalité juridique ainsi que de l'autonomie administrative et financière, mais soumis à une double tutelle, pour le compte de l'Etat:
 - ministère chargé des postes et télécommunications (tutelle administrative et technique);
 - ministère chargé des finances (tutelle financière).

2 Structures — Organes de l'OPTS

- 2.1 Ministères de tutelle (comme indiqué ci-dessus)
 - Conseil d'administration (organe délibérant, notamment en matière budgétaire et tarifaire)
 - Comité de direction

- Directeur général
- Directeurs opérationnels ou fonctionnels, dont:
 - Directeur des postes
 - Directeur des services financiers
 - Directeur des chèques postaux et de la caisse d'épargne
 - Agent comptable particulier (nommé par le ministre chargé des finances et représentant celui-ci au sein de l'OPT).

2.2 Rôles et compétences respectifs de chacun des organes de l'OPTS, dans les domaines suivants:

2.2.1 Politique tarifaire (fixation des tarifs postaux et de télécommunications)

- propositions de tarifs préparées et présentées par la Direction générale de l'OPTS au Conseil d'administration de l'Office, qui les discute et les adopte;
- approbation des tarifs par le ministre chargé des postes et télécommunications, et le ministre chargé des finances.

2.2.2 Relations financières avec l'Etat

L'OPT est un "correspondant du Trésor public", en matière de finances (les fonds collectés par l'Office au niveau de ses bureaux de poste sont mis à la disposition du Trésor).

Toutefois, les recettes budgétaires de l'OPT sont utilisées directement pour la couverture des charges de fonctionnement et d'investissement de l'Office.

La tutelle du ministère chargé des finances s'exerce également en matière d'opérations budgétaires notamment (contrôle et visa à priori des actes de dépenses).

Les emprunts de l'OPT doivent recevoir l'aval et l'autorisation préalables de l'Etat.

2.2.3 Financement (exploitation et investissements)

L'OPT a un budget annuel qui comprend deux grandes parties:

- un budget (ou compte prévisionnel) d'exploitation (frais de personnel, fournitures, carburant, etc.);
- un budget (ou compte prévisionnel) d'investissements (construction de bureaux de poste, achat de véhicules, d'équipements postaux, etc.).

Adoption, par le Conseil d'administration, des deux grandes parties du budget de l'OPT préparé et soumis par la Direction générale de l'Office.

Approbation du budget par les deux ministres de tutelle.

Le budget d'investissement est arrêté notamment sur la base d'un programme annuel d'action de l'OPT qui est préparé, adopté et approuvé selon la procédure indiquée ci-dessus (à noter, en plus, l'approbation du ministre chargé du plan, dans le cas du programme annuel).

Budget (exploitation et investissements) alimenté par les produits d'exploitation de l'OPT, et des emprunts éventuellement (pour les investissements de télécommunications).

Equilibre budgétaire recherché et atteint d'une manière globale (poste et télécommunications), sans subvention de l'Etat.

Il existe un déficit d'exploitation de la poste (compensé par les excédents d'exploitation des télécommunications).

A noter l'exploitation commune des services postaux et des télécommunications au niveau de tous les bureaux de poste (bureaux mixtes).

B. Préoccupations actuelles pour un développement des services postaux et une gestion financière rationnelle dans le cadre d'un office

1 *Evaluation de la situation actuelle, dans le cadre de l'Office, établissement public*

- 1.1 Une certaine souplesse et une certaine responsabilisation existent dans l'organisation et la gestion financières, par rapport à l'Etat, mais contrôle (tutelle) de celui-ci.

1.2 Toutefois, nécessité d'une plus grande souplesse pour l'Office dans cette gestion financière (trésorerie), et budgétaire (opérations de dépenses), en vue de plus de célérité et de simplification dans ces opérations (procédures).

1.3 Situation budgétaire saine de l'Office, dans le cadre du budget global "poste et télécommunications".

2 *Politique tarifaire*

2.1 L'option fondamentale du gouvernement de maintenir à la poste son caractère de service public social empêche la fixation de tarifs postaux commerciaux visant à équilibrer les charges par les produits (réf. prix de revient).

2.2 Question à se poser à cet égard: opportunité d'une subvention directe ou indirecte de la poste par l'Etat ou les collectivités administratives desservies (communes, etc.), surtout pour les investissements en zone rurale (construction de bureaux de poste, création de circuits de postes automobiles rurales, etc.)?

2.3 Toutefois, les tarifs appliqués par les sociétés privées d'acheminement et de distribution du courrier se situent à un très haut niveau par rapport aux tarifs postaux publics, ce qui permet de penser que les usagers sont prêts à payer des prix élevés, à des conditions particulières de qualité de service.

3 *Relations financières avec l'Etat*

3.1 Recherche d'une plus grande souplesse dans la tutelle financière et budgétaire de l'Etat sur la poste.

3.2 Opportunité d'une plus grande autonomie de la poste dans la gestion de ses finances (budgétaires et de trésorerie): utilisation diversifiée (placements contre intérêts, financement de projets postaux — et de télécommunications — sous forme de prêts intra-entreprises, etc.).

4 *Financement (fonctionnement et investissements)*

4.1 Opportunité de rechercher une plus grande responsabilisation de la poste dans la conception, l'établissement et la réalisation de ses projets, et dans le fonctionnement de ses services (personnel, fournitures, etc.).

4.2 Questions à se poser et à débattre à cet égard:

a) La poste peut-elle assurer son propre équilibre budgétaire?

A quelles conditions (prestations, niveau des taxes, contraintes de service public à alléger, etc.)?

b) Opportunité et intérêt d'associer la poste et les télécommunications dans une seule et même structure, capable d'assurer un équilibre budgétaire global de ces deux secteurs complémentaires?

c) Formes et modalités de la participation de l'Etat au développement de la poste (subventions directes, etc.)?

5 *Conclusions*

Intérêt indéniable de la forme "Office = établissement public à caractère industriel et commercial" pour une gestion dynamique de la poste (décentralisation et déconcentration techniques).

Système à améliorer (plus de souplesse et de responsabilisation pour l'Office ou l'entité équivalente).

Conclusion globale à dégager à l'issue du débat sur le thème.

Débat général au XIXe Congrès

3e thème

Gestion moderne de la poste

Cuba

Schéma de l'exposé introductif

1 *Gestion moderne de la poste*

1.1 La poste en tant qu'entreprise et sa fonction commerciale

1.1.1 Les différents types de solutions et diverses étapes de la transformation de la poste en entreprise

1.1.2 La nécessité d'intégrer le plan de développement postal dans la planification nationale

2 *Le marché postal*

2.1 Stratégie et politiques du marché postal

2.1.1 Principes fondamentaux et tendances du marché postal dans les pays en développement

2.1.2 Création de nouveaux services à incorporer dans le marché postal

3 *Utilisation rationnelle du personnel*

3.1 La valeur du personnel dans les entreprises postales

3.1.1 Mesures d'organisation et techniques en vue d'inciter à la croissance de la productivité

3.1.2 Les moyens pouvant stimuler le personnel postal

4 *Rationalisation et normalisation*

4.1 L'importance de la normalisation du point de vue des résultats de la gestion

5 *Information publique*

- 5.1 Les divers moyens d'information publique et la stratégie de leur utilisation visant à dynamiser le marché postal

6 *Application et usages de nouvelles technologies*

- 6.1 Système d'adaptation et d'utilisation visant à dynamiser le marché postal

Débat général au XIXe Congrès

3e thème

La gestion moderne de la poste

Suède

Schéma de l'exposé introductif

- Les Administrations postales des divers pays ne sont pas absolument identiques, mais leurs similitudes sont plus manifestes que leurs dissemblances: elles doivent, entre autres, être toutes gérées aussi efficacement et économiquement que possible et assurer des services de bonne qualité.
- Un obstacle à une gestion moderne pourrait être une désuétude de l'organisation postale qui ne laisse guère de place à de nouvelles initiatives et à une telle gestion moderne.
- Il y a peut-être un autre obstacle à surmonter: le grand appareil de production postale tend lui-même à favoriser le conservatisme et à entraver le progrès.
- A cet égard, M. Zachrisson fera état de la nouvelle organisation axée sur les besoins du marché que l'Administration postale de la Suède vient d'instituer, des nouvelles méthodes de commercialisation, des gros usagers — groupe de clients le plus important — et de la délégation des pouvoirs et des compétences aux chefs des services extérieurs en contact avec les clients.
- La mécanisation sera traitée assez brièvement, mais il sera envisagé la question de la rentabilité de l'automatisation.
- En ce qui concerne les effectifs, M. Zachrisson soulignera l'importance de motiver les agents et d'entretenir de bons rapports avec les syndicats.
- Enfin, M. Zachrisson parlera de la nécessité pour les Administrations postales d'agir plus rapidement et de mettre à l'essai de nouveaux produits, services et systèmes sans devoir procéder indéfiniment à des études préalables.

Débat général au XIXe Congrès

4e thème

Le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux

Secrétaire général

Schéma de l'exposé introductif

- a) Intégration des acheminements postaux. Face aux retards parfois considérables de l'acheminement du courrier international, que peut faire l'UPU?
 - Identification des principales insuffisances dans ce secteur
 - Intervention auprès des transporteurs et meilleure utilisation des moyens de transport existants (IATA, compagnies maritimes, chemins de fer, etc.)
 - Intervention auprès des Administrations de transit
 - Intervention auprès des services douaniers
 - Intervention auprès des Administrations d'expédition ou de destination.

Pour cela il faut prévoir un mécanisme permettant d'informer l'UPU de l'état de fonctionnement du réseau international. Plusieurs informations convergentes concernant un point faible du réseau international devraient autoriser une intervention de l'UPU, soit pour alerter le pays concerné, soit pour motiver une action solidaire d'assistance technique. A ce sujet et vu l'importance majeure de ce problème, on pourrait prévoir une instance au niveau de l'UPU chargée d'examiner ces questions annuellement ou biennuellement sur la base d'un rapport du Bureau international.
- b) Les défis nouveaux et la recherche de solutions au niveau international.
 Un seul réseau postal international signifie aussi le renforcement du rôle de l'UPU et de ses organes dans l'étude des questions les plus importantes y compris la concurrence du secteur privé, l'adoption de technologies nouvelles et les nouveaux rapports avec la clientèle.
- c) Les mutations que doit subir l'UPU face aux transformations du marché postal.
 - Comment supprimer ce qui peut constituer des éléments de rigidité?
 - Comment introduire davantage de souplesse dans le fonctionnement de l'UPU?
 - Quelles nouvelles prérogatives devrait-on donner à ses organes: CE, CCEP, BI?
 - Comment l'UPU peut-elle mieux jouer son rôle de centre de documentation et d'information?
 - Comment peut-on susciter davantage l'intérêt des Administrations pour l'UPU et leur participation accrue à ses activités?
- d) *Conclusion*
 Le but de cet exposé est non pas de donner des solutions quant au rôle de l'UPU mais de solliciter des idées et si possible des directives qui pourraient déboucher, dans le cas le plus favorable, sur une sorte de "Déclaration de Congrès de Hambourg", de nature à faciliter ultérieurement les interventions de l'UPU et à leur donner plus de poids.

Débat général au XIXe Congrès

Contribution de l'URSS au thème No 4

(Le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux)

1. Dans l'étude de ce thème, il faudrait distinguer les problèmes des pays développés et ceux des pays en développement.
2. L'UPU doit prendre en compte les intérêts de chacun de ces deux groupes de pays et trouver un équilibre qui permette d'assurer le progrès général du service postal dans le monde entier. Il est essentiel que, dans les pays en développement qui constituent la majorité de l'UPU, le niveau du service postal soit relevé, malgré un certain nombre de facteurs nationaux et internationaux entravant le développement postal.
3. Faute de temps, on pourrait se limiter à analyser de façon approfondie deux questions:
 - 1° L'influence du développement postal dans les pays en développement sur le service postal international.
 - 2° Le rôle de l'UPU à cet égard.
4. La poste, de même que les télécommunications, joue un rôle grandissant dans les pays en développement, d'une part pour favoriser la desserte postale et, d'autre part, pour faire face aux progrès économiques, sociaux et culturels.
5. L'UPU doit apporter aux pays en développement une assistance effective et variée garantissant l'activité des services postaux à un niveau convenable. En effet, l'amélioration de l'activité postale dans les pays en développement fait partie intégrante du processus d'extension et de perfectionnement des services postaux, question qui intéresse l'UPU dans son ensemble.
6. Malgré la diversité des situations, il faudrait étudier les problèmes dans leur ensemble, étant donné l'interdépendance des services postaux dans le cadre de l'UPU. Par ailleurs, l'UPU devrait intensifier ses efforts en vue de l'unification du traitement des envois postaux tant sur le plan national que sur le plan international.
7. L'Administration postale de l'URSS entend continuer à prendre une part active à l'action de l'UPU en vue de favoriser et de développer la coopération internationale dans le domaine postal.

Débat général au XIXe Congrès

Contribution des Etats-Unis d'Amérique au thème No 4 (Le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux)

1. Rôle de l'UPU relatif à l'amélioration du service postal international

D'autres moyens de diffusion de l'information présentent de plus en plus de défis aux services postaux. L'UPU devrait déployer de nouveaux et vigoureux efforts pour améliorer la qualité du service postal entre les divers pays.

L'UPU consacre souvent beaucoup de son temps à des questions importantes certes, mais néanmoins secondaires, ce qui réduit le temps qu'elle se doit d'accorder à sa mission principale, qui est d'améliorer le service postal à l'échelle mondiale.

Il nous faut voir ce que l'UPU peut faire pour mettre en place les points forts du service postal international et pour dégager et supprimer, dans la mesure du possible, ses points faibles.

2. Les courriers privés et le monopole postal

La concurrence à nos services postaux continue de s'intensifier dans le monde entier et elle prend des formes de plus en plus diverses.

Les lois régissant le monopole postal ne sauraient faire échapper à la poste sa responsabilité d'assurer, à sa clientèle, le meilleur service postal possible, que permettent la technologie et les systèmes de transport actuels.

Si nous ne prenons pas des mesures pour améliorer le service postal, nos usagers s'adresseront à la concurrence et il nous sera difficile de les récupérer par la suite. S'il y a une demande en faveur de services que nous ne sommes pas en mesure d'offrir, nos clients se tourneront vers les entreprises privées.

3. Proposer que le CCEP étudie le service postal à l'échelle mondiale

Malgré certaines lacunes propres à une organisation internationale, l'UPU a également des points forts, notamment la richesse de ses compétences techniques au Bureau international et dans les Administrations membres, qu'elle peut utiliser pour améliorer les services postaux.

Nous proposons que le CCEP entreprenne, en toute priorité, une analyse des services postaux à l'échelle internationale. Cette étude serait conduite par un groupe de travail composé d'une dizaine d'Administrations, avec l'aide de spécialistes professionnels employés à plein temps à Berne. Une des caractéristiques clés de l'étude pourrait être le recours à des échanges témoins entre toutes les grandes Administrations postales.

Le CCEP présenterait les résultats de cette étude au Conseil exécutif qui devrait être en mesure de donner suite immédiatement à ses recommandations.

Pour appliquer les recommandations de l'étude du CCEP, l'UPU pourrait apporter son appui en se mettant en rapport avec les transporteurs, les Administrations d'origine, de destination et de transit, les autorités douanières et l'IATA. Les points faibles relevés dans les liaisons postales internationales pourraient servir de base à une assistance technique.

Ce projet, à notre avis, devrait être entrepris de toute urgence mais aussi avec souplesse. S'il y a lieu, une institutionnalisation découlant des résultats de l'étude pourrait faire l'objet de débats au Congrès de 1989.

Le service postal des Etats-Unis est disposé à affecter des spécialistes à cette tâche et nous sommes persuadés que d'autres Administrations voudront en faire autant.

4. Observations finales

Les Administrations postales devraient continuer à donner la priorité à leurs services traditionnels, à savoir la poste aux lettres et les colis postaux.

Il faut continuer d'étudier les nouveaux moyens de transmission comme la téléimpression et INTELPOST, mais il ne faut pas les considérer comme devant remplacer nos services traditionnels.

Il ne faut pas réglementer exagérément le système postal international, singulièrement les nouveaux services d'autant plus fragiles quand ils en sont à leurs tout débuts. L'avenir de notre entreprise peut être assuré si nous savons être souples et répondre aux besoins des clients de la poste. Il faut prendre grand soin de favoriser plutôt l'esprit d'innovation et non pas le paralyser.

Communication de la délégation du Botswana

Le Secrétaire du Congrès a reçu la communication ci-après:

“Objet: Résolution 024 (Exclusion de la République d’Afrique du Sud de l’Union postale universelle)

La délégation du Botswana prie le Secrétaire général de biffer son nom de la liste des coauteurs de la proposition 024.

Hamburg, le 19 juin 1984

C.M. LEKAUKAU
Chef adjoint
de la délégation du Botswana”

Communication de la délégation du Soudan au sujet de la proposition 029

La délégation du Soudan m'a adressé la lettre suivante:

“Je vous saurais gré de bien vouloir retirer la proposition visant à modifier les dispositions du Règlement général touchant à l'élection du Directeur général et du Vice-Directeur général.

En conséquence, permettez-moi de vous demander aussi de retirer la proposition 029 qui concerne l'entrée en vigueur des dispositions susvisées.

Le Chef de la délégation du Soudan,
H.I. BESHIR”

Hamburg, le 21 juin 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Communication des délégations de l’Egypte et du Soudan

Retrait de la proposition 03

Les délégations de l’Egypte et du Soudan ont décidé de retirer la proposition 03 concernant l’élection du Directeur général du Bureau international.

Pour la délégation de l’Egypte,
(signé) I.F. SALEM
Chef adjoint de délégation

Pour la délégation du Soudan,
(signé) H.I. BESHIR
Chef de délégation

**Déclaration de la délégation de la République populaire de Chine
au sujet de la question de Hong-Kong**

La délégation chinoise a constaté, à la lecture de la liste des participants, distribuée par le XIXe Congrès de l'UPU, que la délégation de Grande-Bretagne a inclus dans la liste de ses délégués les représentants du Hong Kong Post Office. A ce sujet, la délégation postale de Chine tient à publier la déclaration suivante:

"Il est de notoriété publique que Hong-Kong, dont le problème constitue un vestige du passé historique, est un territoire chinois qui a été occupé par l'impérialisme au moyen de traités inégaux imposés à la Chine. C'est à la Chine qu'appartient la souveraineté sur Hong-Kong, et le rétablissement de l'exercice de la souveraineté de la Chine sur Hong-Kong est un principe inébranlable du gouvernement chinois. La manière d'agir susmentionnée de la délégation de Grande-Bretagne ne saurait avoir d'effet sur la position de la Chine, c'est-à-dire rétablir l'exercice de sa souveraineté sur Hong-Kong."

Hamburg, le 19 juin 1984

Le Chef de la délégation
de la République populaire de Chine,
(signé) M. WENG

Communication de la délégation de Madagascar

Retrait des propositions 1012.1 et 1011.1

La délégation de la République démocratique de Madagascar désire retirer les propositions 1011.1 et 1012.1.

Le Chef de la délégation
de la République démocratique
de Madagascar,
(signé) A. RAKOTOVAO

Communication de la délégation du Nigéria

Retrait de la proposition 1011.2

La délégation du Nigéria désire retirer la proposition 1011.2 eu égard à l'adoption de la proposition 024 dont le Nigéria est coauteur.

Le Chef adjoint
de la délégation du Nigéria,
(signé) E.A. EWEDEMI

Demande de participation au Congrès présentée par la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP)

Note du Secrétariat

Le Bureau international a reçu de la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP) la lettre reproduite ci-après, laquelle est soumise au présent Congrès conformément au paragraphe 5 de l'article 5 du Règlement intérieur des Congrès:

“Congrès de l'UPU, Hamburg

Londres, le 7 juin 1984

Monsieur,

Le prix et la qualité des services postaux internationaux prévus pour les périodiques préoccupent grandement la FIPP, comme en témoignent nos entretiens avec vous, l'exposé que nous vous avons présenté et l'article que vous avez publié il y a quelques mois dans la revue de l'UPU. Nous vous avons fait part de certaines suggestions qui, à notre avis, devraient mettre un frein au fléchissement de ce trafic postal régulier et souple, cela dans l'intérêt réciproque des services postaux et des éditeurs de périodiques. L'intérêt de nos lecteurs, singulièrement ceux des pays en développement qui ont besoin d'avoir le plus large accès à l'information, nous tient également très à coeur, compte tenu en particulier du surcroît de trafic postal engendré par les abonnements à des revues.

La FIPP compte des membres dans plus de trente pays, notamment vingt-quatre associations nationales de maisons d'édition de périodiques, plus de mille sociétés de publication de périodiques et quelque vingt mille titres de périodiques. Elle est la seule organisation internationale s'intéressant exclusivement à tous les aspects de la publication d'écrits périodiques.

Nous avons récemment assisté, sur invitation, au Congrès de Montreux des Administrations postales européennes et nous y avons fait un exposé. Ce fut là une expérience des plus intéressantes et enrichissantes et aussi, nous l'espérons, utile pour les délégués.

Nous vous serions très obligés et honorés de bien vouloir accorder le statut d'observateurs à deux de nos représentants au Congrès de l'UPU à Hamburg et ce à compter de la fin du mois.

En vous demandant de bien vouloir accorder à notre requête toute votre attention, nous vous prions d'agréer, Monsieur, etc.

Le Directeur,
(signé) R.G.E. WHARMBY”

Demande de participation au Congrès présentée par la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP)

Note du Secrétariat

Divers contacts ont déjà eu lieu entre la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP) et l'UPU depuis 1983. Cette organisation avait demandé à bénéficier du statut d'observateur au sein de l'UPU et avait soumis une série de suggestions d'ordre tarifaire.

Cette demande a été soumise au Conseil exécutif qui, à cette occasion, a confirmé les décisions prises antérieurement par le Congrès de Rio de Janeiro au sujet de l'admission d'autres observateurs, à savoir que l'UPU ne tenait pas à développer au-delà de ce qui est nécessaire ses relations avec les organisations non gouvernementales. Elle n'admet des observateurs que dans la mesure où l'activité de ces organisations est en rapport direct avec la poste et présente un intérêt réel pour l'ensemble des Pays-membres de l'Union. Dans cet esprit, l'UPU n'entretient des rapports qu'avec l'IATA, l'ISO, la Chambre internationale de la marine marchande (ICS) et l'Institut international des caisses d'épargne (IICE).

Il a été relevé en outre que, si la FIPP groupe une trentaine de pays parmi les plus importants dans ce domaine, elle ne couvre pas la totalité de la presse écrite. Il existe notamment la Fédération internationale des éditeurs de journaux (FIEJ) qui semble tout aussi importante. En nouant des liens avec la FIPP, on risquerait donc d'avoir à en nouer avec d'autres organisations de même type, ce qui ne manquerait pas de poser quelques problèmes.

Sans mettre en doute le fait qu'il est dans l'intérêt des Administrations postales d'être attentives aux demandes de la FIPP et d'autres organisations du même genre, il a semblé opportun au CE d'entreprendre une étude au sein de l'UPU, plus précisément d'inclure celle-ci dans le programme de travail minimal proposé pour le CCEP qui sera élu pendant le présent Congrès (proposition 014).

Par ailleurs, la FIPP a été avisée par le Bureau international du résultat de l'étude préliminaire effective. Il lui a également été conseillé d'intervenir par le biais de l'UNESCO. Il en a été ainsi fait puisque l'UNESCO présente au Congrès un document sur le sujet (Congrès — Doc 20).

Enfin, le Congrès devra se prononcer lors de l'examen de la proposition 020 sur l'opportunité de charger le Conseil exécutif d'étudier les possibilités juridiques et pratiques d'établir des contacts avec les organismes internationaux représentant la clientèle des services postaux. La FIPP sera bien entendu intéressée par l'attitude que le Congrès décidera de prendre à cet égard.

Communication de la délégation de Cuba

Retrait de la proposition 1011.3

La délégation de Cuba prie le Secrétariat général de retirer la proposition 1011.3 présentée par son Administration postale.

Hamburg, le 25 juin 1984

Le Chef adjoint
de la délégation de Cuba,
(signé) Lic. O. SEGRERA

Ordre du jour des séances plénières du 28 juin 1984

	Numéro du Congrès — Doc ou des propositions
1. Communications	—
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès — Doc 65
3. Relations avec l'ONU et avec d'autres organisations internationales	Congrès — Doc 5 et Add 1 2000.14
4. Application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux par les institutions spécialisées	Congrès — Doc 15
5. Programme de travail du CCEP pour la période 1984—1989	014
6. Participation accrue des pays en voie de développement aux travaux du CCEP	06
7. Contrôle de qualité	012
8. Journée mondiale de la poste	019
9. Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux	020
10. Demande de participation au Congrès présentée par la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP)	Congrès — Doc 63
11. Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1977—1981	Congrès — Doc 12
12. L'avenir des services postaux: Synthèse des études effectuées au cours de la période 1979—1984	Congrès — Doc 14
13. Divers	—

Hamburg, le 26 juin 1984

Le Président du Congrès,
W. FLORIAN

Note pour les membres de la Commission 8 (Service financiers postaux)

N'ayant pu terminer à sa première séance l'examen de la proposition 6530.3, la Commission a prié le Bureau international d'établir, pour sa prochaine séance, le texte des paragraphes 2 à 7 de l'article 130 du Règlement d'exécution des mandats incorporant les décisions déjà prises. Le texte ci-après a été élaboré en conséquence. Il tient compte aussi du remaniement des paragraphes 3 à 7 qui a été proposé.

Article 130

Etablissement des mandats télégraphiques

2. Le nom du bénéficiaire est transformé en un groupe mixte composé de chiffres, de signes et de lettres. Cette transformation se fait de la manière suivante:

- a) le chiffre 1) est utilisé pour identifier le groupe;
- b) toutes les parties du nom du bénéficiaire sont séparées par une barre de fraction, suivant l'exemple ci-après: la mention "M. Jean de Biasé" se transforme en "1) MONSIEUR/JEAN/DE/BIASE".

(Note. — Le paragraphe 2 de la proposition 6530.3 tendant à inclure des exemples des noms féminins est encore à examiner.)

3. Le nom patronymique d'un bénéficiaire /.../, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé d'un des mots "Monsieur", "Madame" ou "Mademoiselle", à moins que cette indication... (le reste sans changement) (paragraphe 6 actuel).

4. (Paragraphe 3 actuel.)

(Note. — Il convient d'examiner le paragraphe 3 de la proposition 6530.3.)

5. (Paragraphe 4 actuel sans changement.)

6. (Paragraphe 7 actuel sans changement.)

7. (Paragraphe 5 actuel, modifié par la proposition 6530.2.)

Hamburg, le 25 juin 1984

Le Président,
O. ILIĆ

Demande de l'Union postale arabe

Communication du Secrétariat du Congrès

A la demande du Secrétaire général de l'Union postale arabe, nous reproduisons ci-après le texte de la protestation faite le 20 juin 1984 en séance plénière du Congrès par les délégations arabes représentées au Congrès contre la décision prise par ce dernier au sujet de la proposition présentée par le Groupe arabe en vue d'exclure Israël de l'Union postale universelle.

Hamburg, le 25 juin 1984

Les délégations des Etats arabes participant au Congrès expriment leur étonnement devant la manière non réglementaire et partielle dont a été traitée la proposition arabe tendant à l'expulsion d'Israël de l'Union postale universelle, puisqu'on n'a pas laissé discuter de cette proposition et qu'on l'a retirée de l'ordre du jour, violant ainsi les Actes de l'Union postale universelle. En effet, cela a été fait sciemment pour éviter le débat sur ladite proposition et pour empêcher les délégués arabes d'émettre leurs vues sur cette importante question qui concerne un pays dont le comportement fait fi des réglementations et des législations internationales, comme il se moque des décisions prises par les organisations internationales et, à leur tête, l'Organisation des Nations Unies. Il n'a pas cessé de poursuivre son plan expansionniste qui est basé sur l'occupation des territoires et l'expulsion de leurs habitants arabes qu'il soumet au plus implacable des racismes. Même, il démolit leurs maisons et assassine leurs habitants dans des génocides qui secouent les consciences à travers le monde et font trembler le genre humain.

Les délégations arabes rappellent que l'article 18, paragraphe 5, du Règlement intérieur des Congrès, sur lequel s'est basée la délégation de la République fédérale d'Allemagne pour justifier sa proposition, stipule qu'"une délégation peut proposer l'ajournement du débat sur toute question pour une période déterminée". Or, tout le monde sait que ce texte vise seulement l'ajournement du débat jusqu'à une nouvelle séance dont il reste à fixer la date et l'heure. Il n'est pas possible de donner à ce paragraphe une autre interprétation sauf si l'on tend à interpréter les Actes de l'Union suivant les convenances et les intérêts de certains pays déterminés. L'Union ne saurait élaborer un texte sur l'ajournement du débat pour l'utiliser à faire retirer les propositions faites par d'autres pays et pour museler les délégués de ces mêmes pays afin qu'ils ne disent pas des vérités qui gênent certains. De même, il n'est permis d'ajourner le débat que lorsqu'on arrive à la discussion de ce point d'après l'ordre du jour. Le Président du Congrès aurait dû permettre que l'on soumette cette proposition à l'assemblée lorsque son tour viendra dans l'ordre du jour, suivant la coutume et conformément au Règlement intérieur des Congrès.

Le délégué de l'Iraq s'est élevé contre la proposition d'ajournement présentée par la République fédérale d'Allemagne parce que cette proposition est contraire au texte du paragraphe 5 de l'article 18 précité qui parle d'un ajournement pour une période déterminée, mais non d'un ajournement sine die. De même, le délégué syrien s'est opposé à cette proposition en soulevant un point d'ordre et a demandé d'entendre l'avis juridique ainsi que le point de vue du Bureau international quant à l'interprétation du paragraphe 5 de l'article 18.

Le délégué du Soudan a réitéré cette demande mais le Président du Congrès les a ignorées bien qu'elles fussent réglementaires et a soumis au vote une proposition illégale après s'être donné le droit de modifier le Règlement intérieur des Congrès sans s'en référer au Congrès.

Aussi, les délégations arabes protestent-elles énergiquement contre les procédures non réglementaires qui ont été suivies par le Président pour traiter cette proposition. Elles considèrent cela comme un mauvais départ ainsi donné aux travaux du Congrès, comme un comportement non réglementaire et excessif et comme un dangereux précédent dans la coutume de l'Union postale universelle, ce qui expose toutes les propositions soumises à des agissements similaires.

Les délégations arabes considèrent la décision prise au sujet de cette affaire comme illégale et estiment qu'elle ne saurait être prise en considération. Elles désapprouvent aussi le fait que le Président, profitant de sa qualité d'hôte, n'ait pas tenu compte du point d'ordre soulevé par le Chef de la délégation syrienne qui demandait la consultation juridique et l'avis du Bureau international quant à l'interprétation du texte de l'article 18, paragraphe 5, et pour se présenter à la fois comme juge et partie qui accepte les arguments fournis par la délégation du pays hôte en vue d'ajourner le débat, ce qui constitue un dangereux précédent puisqu'il donne le pouvoir à tout pays hôte du Congrès de dicter sa volonté aux congressistes.

Nous vous prions de prendre acte et d'inclure cette protestation dans les documents du Congrès.

Nous réitérons à cette occasion notre grande considération pour le peuple allemand et pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et nous réaffirmons notre ferme volonté de continuer à coopérer avec toutes les délégations pour la réussite du Congrès.

La présente déclaration est faite au nom des pays suivants: Algérie, Arabie saoudite, Bahrain, Djibouti, Emirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Kuwait, Liban, Maroc, Qatar, République islamique de Mauritanie, République arabe syrienne, République arabe du Yémen, République démocratique et populaire du Yémen, Somalie, République démocratique du Soudan, Sultanat d'Oman, Tunisie.

Election du Directeur général du Bureau international

Communication de la délégation de l'Espagne

La délégation de l'Espagne nous prie de publier la communication suivante:

"Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de vous informer, conformément aux instructions reçues, que le Gouvernement espagnol a décidé de retirer la candidature de M. Jaime Ascandoni, Dr en droit, au poste de Directeur général du Bureau international de l'Union postale universelle.

Ce retrait se fait en faveur du candidat de la Grèce à ce poste, M. Tsimas.

Je vous saurais infiniment gré de faire diffuser la présente communication à toutes les délégations du Congrès.

Veuillez agréer, etc.

Hamburg, le 25 juin 1984

Pour le Chef
de la délégation espagnole,
L.G. CEREZO
Conseiller d'ambassade"

Communication de l'Organisation des Nations Unies

Note du Secrétariat du Congrès

A la demande de l'observateur de l'Organisation des Nations Unies au XIXe Congrès, nous reproduisons ci-après le texte d'une communication destinée au Congrès.

Hamburg, le 26 juin 1984

“L’an prochain, en 1985, l’Organisation des Nations Unies aura 40 ans. Cet âge n’est certes pas aussi impressionnant que celui de l’Union postale universelle qui compte plus de cent ans d’existence. C’est cependant un anniversaire qui sera largement célébré dans le monde entier.

“Le jour du quarantième anniversaire de l’ONU, l’Assemblée générale proclamera 1986 Année internationale de la paix. Il s’agit là d’un autre événement important, très étroitement lié au premier, qui découle d’une décision prise à l’unanimité en 1982 par l’Assemblée générale de l’ONU.

“L’an dernier, en 1983, l’Assemblée générale a adopté la résolution 38/56 intitulée “Année internationale de la paix” par laquelle elle a notamment invité tous les organismes des Nations Unies à collaborer avec le Secrétaire général en vue d’atteindre les objectifs de l’Année internationale de la paix.

“Quels sont ces objectifs?

“Un des principaux objectifs de l’Année internationale de la paix est de renforcer l’Organisation des Nations Unies en tant que principale instance internationale consacrée à la promotion et au maintien de la paix. Un autre objectif important est de susciter la prise de conscience et le soutien du public à l’égard des activités de l’ONU et d’encourager la réflexion sur ces préalables fondamentaux pour la paix que sont, entre autres, le développement, le désarmement, la coopération et la confiance internationales, la satisfaction des besoins de l’homme et la préparation à la vie dans la paix.

“Pour susciter cette prise de conscience et ce soutien du public à l’égard des activités de l’ONU et pour la noble cause de la paix, nous pensons qu’il serait extrêmement important d’émettre, à la plus grande échelle possible, des timbres-poste consacrés au quarantième anniversaire de l’Organisation des Nations Unies et à l’Année internationale de la paix.

“Chaque année, des centaines de nouveaux timbres-poste sont émis. Ils portent pratiquement sur tous les thèmes possibles: anniversaires; conférences internationales, nationales ou régionales; hommes d’Etat, hommes de science et écrivains éminents; chefs-d’oeuvre de Rubens, de Goya, de Turner, de Modigliani et de Picasso; jeunes sportifs participant à des épreuves de course, de saut et de natation; navires anciens et modernes; voitures, avions, même Mickey Mouse. Il serait en fait difficile de dresser une liste complète des sujets de timbres-poste retenus chaque année par les Administrations postales.

“La force d’un timbre-poste, l’influence que les timbres peuvent exercer sur les sentiments et les pensées des jeunes et des moins jeunes sont choses bien connues. C’est pourquoi, sans vouloir diminuer l’importance des autres thèmes, nous, à l’Organisation des Nations Unies, croyons fermement que des sujets tels que le quarantième anniversaire de l’Organisation des Nations Unies et l’Année internationale de la paix sont des sujets méritant toute l’attention des Administrations postales et nous espérons que celles-ci accorderont à ces importants thèmes le haut rang de priorité qui leur revient.”

**Déclaration de la délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
au sujet de la question de Hong-Kong**

La délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord m'a prié de diffuser la déclaration reproduite ci-après:

"Se référant à la déclaration de la République populaire de Chine du 19 juin 1984 diffusée à la demande du Chef de la délégation de ce pays, la délégation du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tient à déclarer que les vues du Gouvernement de Sa Majesté sur cette question ont été clairement exposées dans la lettre du 14 décembre 1972 adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Représentant de Sa Majesté à New York.

"Le Cochef de la délégation britannique,
(signé) A.A. GEORGE"

Hamburg, le 25 juin 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Note de la délégation d'Israël

La délégation d'Israël rejette sur-le-champ le contenu du Congrès — Doc 67 distribué à la demande du Secrétaire général de l'Union postale arabe. Ledit document, et en particulier son premier paragraphe, contient diverses insinuations hostiles et offensantes qui introduisent au Congrès des questions qui n'entrent pas en ligne de compte et qui sont totalement sans fondement. Nous pensons qu'il devrait être permis au Congrès de se consacrer aux travaux qui lui sont prescrits par la Constitution de notre Union.

Hamburg, le 27 juin 1984

Le Chef adjoint de la délégation
d'Israël,
(signé) P. ELIAV

Présentation des candidatures aux sièges du Conseil exécutif (CE)

Communication du Secrétaire général

1. L'article 102, paragraphe 3, du Règlement général dispose que "Les trente-neuf membres du Conseil exécutif sont élus par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès."

2. Il incombera donc au Congrès de procéder à l'élection des membres de cet organe lors de sa séance plénière du 13 juillet 1984.

3. Comme la répartition des sièges décidée par le Congrès de Lausanne 1974 (résolution C 11) et confirmée dans les faits par le Congrès de Rio de Janeiro 1979 n'a pas été modifiée, cette élection sera effectuée sur la base suivante:

Groupe 1 — Hémisphère occidental	8 sièges
Groupe 2 — Europe orientale et Asie du Nord	4 sièges
Groupe 3 — Europe occidentale	6 sièges
Groupe 4 — Asie du Sud et Océanie	10 sièges
Groupe 5 — Afrique	11 sièges
Total	39 sièges

plus un siège pour la présidence en faveur du pays hôte du Congrès. Ainsi, le groupe géographique du pays qui a organisé le XIXe Congrès disposera d'un siège supplémentaire.

4. Les Pays-membres indiqués ci-après selon la répartition géographique ne peuvent plus être réélus du fait d'avoir exercé deux mandats successifs depuis les Congrès de Lausanne 1974 et de Rio de Janeiro 1979:

Groupe 1	Groupe 2	Groupe 3	Groupe 4	Groupe 5
Argentine	Tchécoslovaquie	Espagne	Bangladesh	Guinée
Canada	Yougoslavie	Grande-Bretagne	Chine (Rép. pop.)	Jamahiriyi libyenne
Cuba			Malaisie	Kenya
			Sri Lanka	Libéria
			Syrienne	Mali
			(Rép. arabe)	Soudan
3	2	2	5	6

5. Cela étant, et sous réserve du sort qui sera réservé aux propositions figurant sous le point 12 de l'ordre du jour de la Commission 3 (Affaires générales), j'invite les pays intéressés à présenter leur candidature par écrit au Secrétariat du Congrès (M. Baghdadi, Sous-Directeur général, bureau 6.1) au plus tard le 9 juillet 1984.

6. A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le Secrétariat général publiera la liste des candidats selon les groupes géographiques cités sous chiffre 3 et dont les détails sont précisés dans le Congrès — Doc 49.

Hamburg, le 28 juin 1984

Le Secrétaire général,
M. I. SOBHI

Présentation des candidatures aux sièges du Conseil consultatif des études postales (CCEP)

Communication du Secrétaire général

Le Congrès devant procéder à l'élection des Pays-membres du Conseil consultatif des études postales, conformément aux dispositions de l'article 104, paragraphes 1 et 2, du Règlement général, j'ai l'honneur d'inviter les pays qui ont l'intention de présenter leur candidature audit Conseil de le faire par écrit au plus tard le 9 juillet 1984 à 18 heures au Secrétariat du Congrès (Sous-Directeur général, M. Bäckström, bureau 6.10, ou Mme Sanz, bureau 6.7).

Hamburg, le 29 juin 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Demande de la délégation de l'Arabie saoudite

Communication du Secrétariat du Congrès

A la demande du Chef de la délégation de l'Arabie saoudite, nous reproduisons ci-après le texte de l'intervention de cette délégation lors de la séance plénière de l'après-midi du 20 juin 1984:

"Notre délégation se félicite et par la même occasion félicite vivement les délégations des pays africains ainsi que toutes les autres délégations éprises de paix qui ont pris la décision d'expulser l'Afrique du Sud de l'Union. Nous les félicitons tous pour cette victoire de la cause de l'humanité et de la liberté.

"En permettant aux délégations de s'exprimer librement, loin de toute intervention extérieure, vous aurez sans doute remarqué comme la vérité a pris le dessus sur le mensonge. Nous voulions et voulons encore que cette victoire soit celle de tous les peuples opprimés, dont le peuple palestinien qui a souffert et qui souffre encore de toutes sortes d'oppression et de racisme de la part d'Israël.

"Mon pays est la source et l'origine du message céleste qui a été révélé à notre prophète Mohamed — que Dieu le bénisse — qui nous a appris à ne jamais faire de différences basées sur la couleur de la peau. N'a-t-il pas dit que les gens sont égaux comme les dents du peigne, la foi étant la seule chose pouvant différencier un Blanc d'un Noir. Sur cette base, nous avons toujours condamné, et nous le ferons toujours aussi vivement, la discrimination raciale pratiquée par l'Afrique du Sud envers son peuple.

"Nous sommes par conséquent heureux de son expulsion de l'Union dont les objectifs hautement humanitaires sont combattus et rejetés par la politique raciste de l'Afrique du Sud, politique dénoncée et réprouvée par tous les pays épris de paix.

"La justice est l'élément essentiel et la pierre angulaire de la religion musulmane et des autres religions révélées. Par conséquent, en parlant hier et aujourd'hui du racisme pratiqué par l'Afrique du Sud et en demandant au Congrès d'expulser ce pays de l'Union, il est de notre devoir d'être justes et impartiaux. Nous ne pouvons en effet condamner un pays qui pratique des actes qui offensent l'humanité et ignorer un ou plusieurs autres pays qui jouent un rôle identique sinon pire. En partant du même principe, nous nous demandons avec beaucoup d'étonnement pourquoi le Président du Congrès n'a pas permis de délibérer sur la proposition 026 présentée par l'ensemble des délégations arabes à ce Congrès pour demander l'expulsion d'Israël de l'Union. Depuis sa création, ce pays a pratiqué et pratique encore la pire sorte de discrimination raciale et d'oppression humaine à l'endroit du peuple palestinien et se livre à des attaques répétées et préméditées sur les territoires arabes qui sont occupés par la force des armes et dont les habitants sont chassés et torturés.

"Etant donné que nous sommes en présence de deux cas semblables, notre délégation prie le Président de ne pas nous faire ressentir que la justice et l'impartialité sont réservées à un groupe et pas à un autre. Nous demandons donc que la proposition 026 concernant l'expulsion d'Israël soit remise en discussion, selon la volonté exprimée par toutes les délégations arabes participant à ce Congrès, vu que le pays en question pratique le racisme, l'oppression et la contrainte envers le peuple palestinien et des peuples arabes dont les territoires sont occupés par la force des armes. Ce pays refuse depuis des années l'application et l'exécution de toutes les résolutions de l'ONU qui soutiennent les droits arabes ainsi que les revendications du peuple palestinien pour son droit à la liberté et à l'indépendance.

"Nous félicitons les peuples africains et les autres peuples épris de paix pour cette immense victoire et nous pouvons considérer cette journée comme la journée de l'Afrique dans le Congrès. La journée de la Palestine viendra prochainement et sera soutenue par les peuples africains, comme ces derniers ont été soutenus par le peuple palestinien et les autres peuples arabes."

Hamburg, le 22 juin 1984

Demande de la délégation de la Jordanie

Communication du Secrétariat du Congrès

Le Chef de la délégation de la Jordanie nous a demandé de reproduire in extenso la déclaration ci-jointe.

Hamburg, le 1er juillet 1984

Nous nous rencontrons aujourd'hui à Hamburg et c'est pour nous un grand honneur que la République fédérale d'Allemagne soit le pays hôte du XIXe Congrès de l'UPU, d'autant plus que ce Congrès se réunit durant cette période difficile que traverse l'humanité qui doit faire face à des situations économiques et politiques instables qui se répercutent nécessairement sur notre situation postale. La confiance absolue que nous mettons dans ce Congrès si sagement dirigé nous rend constamment optimiste quant à notre capacité à surmonter les difficultés et les obstacles auxquels nous sommes confrontés en traitant les propositions inscrites dans l'ordre du jour. Quels que soient ces problèmes et ces obstacles, le nombre relativement restreint des propositions reflète une signification positive de la situation postale mondiale et démontre qu'au fil des années et de Congrès en Congrès, l'UPU comble les lacunes de ses Actes qui vont constamment en s'améliorant. Les problèmes qui apparaissent de temps à autre sont affrontés par les membres de la famille postale mondiale avec un courage, une connaissance et une entière responsabilité. La confiance des usagers dans les dirigeants postaux du monde est totale et ne peut être nullement mise en doute.

Le service postal est un des plus importants et des plus anciens dans l'histoire de l'humanité. Il a toujours été et il demeure lié à l'histoire de la civilisation et notre Union est une des plus anciennes unions spécialisées. Lorsque 22 pays signèrent la première Convention postale en 1874 dans la ville de Berne en Suisse, l'Organisation des Nations Unies n'était pas encore créée, et le monde baignait alors dans un climat de luttes et d'intérêts contradictoires. Il était on ne peut plus éloigné de l'unité et de la compréhension mutuelle. Le traité de Berne posa les fondements d'une règle essentielle de la coopération internationale dans un domaine des plus importants et des plus sensibles dans les relations des être humains, leurs rapports et leurs liaisons.

Si nous nous rappelons aujourd'hui le traité de Berne à l'ouverture du Congrès de Hamburg, le peuple allemand a le droit d'en être fier et nous devons, nous tous ici présents, partager son sentiment de fierté car nous ne devons pas oublier que celui qui élaborait le projet de la Convention de Berne n'était autre que l'Allemand Heinrich von Stephan, sept ans avant la rencontre de Berne. Il est de notre devoir aujourd'hui alors que nous nous réunissons en République fédérale d'Allemagne de rendre hommage à ce postier allemand et de lui témoigner nos sentiments d'amour, de respect et de considération, car nous lui sommes redevables de cette noble réalisation civilisatrice mondiale.

Votre responsabilité aujourd'hui est immense et le devoir qui en découle est encore plus important. Nous devons nous rappeler que six millions de postiers travaillant dans plus d'un demi-million de bureaux de poste attendent avec impatience les Actes qui vont découler de notre Congrès et régir le fonctionnement du service postal durant les cinq prochaines années. L'ensemble des usagers du monde, ceux qui déposent ou reçoivent plus de 300 milliards d'envois postaux par an, fondent de grands espoirs sur votre Congrès et attendent de vous la concrétisation de services meilleurs et plus perfectionnés. Nous devons, en tant que postiers, mettre en tête de nos préoccupations de leur offrir réellement de meilleures prestations plus perfectionnées.

Nous ne devons pas ignorer que les législations peuvent nous garantir à elles seules un monopole entier des services postaux que nous effectuons. Les vents de défis qui commencent à souffler et qui entraînent avec eux la concurrence des entreprises privées ne peuvent être maîtrisés que par le développement et la diversification de nos prestations, en faisant appel à l'ensemble des techniques modernes de l'ère du courrier électronique. Cela ne sera possible que grâce à la coopération de la famille postale internationale à travers un programme mondial qui vise la promotion des services postaux dans le monde et prend en considération, outre les priorités soumises à notre Congrès, que la mécanisation postale face à l'accroissement du volume du trafic est devenue le principal moyen d'améliorer le service. C'est là une responsabilité de chaque Administration dans le monde. Il ne suffit pas que les pays industrialisés possèdent des machines évoluées et les utilisent pour le tri et l'acheminement de leur courrier car cela n'épargne pas à ce courrier d'être traité manuellement et d'une façon primaire de l'autre côté dans le pays de destination. Les pays du tiers monde ne disposent que de 5 % de l'ensemble des systèmes de mécanisation postale. Ils ont besoin d'aides considérables afin de rejoindre le peloton de tête parmi les services postaux évolués. Cela ne peut être réalisé que dans le cadre d'un plan précis et conscient en matière d'assistance technique, surtout que cette dernière est l'une des importantes fonctions de l'Union, comme il est indiqué à l'article premier, paragraphe 3, de la Constitution.

Les Nations Unies ont adopté en 1980 une stratégie internationale du développement pour la troisième décennie qui a commencé en 1981. C'est une stratégie qui vise à accélérer le développement des pays du tiers monde. En tant que postiers, notre devoir est de coordonner nos actions pour qu'elles s'inscrivent dans le cadre de cette stratégie internationale.

Des tarifs postaux raisonnables, fondés sur des taux de base acceptables, des frais terminaux rémunérateurs garantissent aux pays lésés une compensation équitable pour leurs efforts déployés dans la distribution du courrier reçu en plus. Un système statistique précis pour le trafic postal, un programme international intégré qui tient compte en plus de ce que j'ai énuméré de l'amélioration des services financiers postaux, la promotion des services à la campagne et l'aide à apporter aux pays en développement pour étudier les marchés postaux et analyser les aspects du trafic, tout cela joint à une direction sage, stable et expérimentée qui est à la tête du Bureau international de l'Union postale universelle et contribuera à développer et faire évoluer le secteur postal international dont nous cherchons à faire un secteur où disparaissent les chaînes et les distances pour qu'il devienne une seule entreprise mondiale à la disposition de tous les hommes et femmes, abstraction faite de la multiplicité des Etats et de la diversité des systèmes de gouvernement.

Je suis venu de la région du Moyen-Orient, du coeur de la Patrie arabe, du Royaume hachémite de Jordanie, pour vous transmettre aujourd'hui les salutations de mon pays, mon peuple, mon gouvernement et mon souverain. Je suis venu ici non pour faire de ce Congrès une tribune de propagande politique, mais avec tout le sens de la responsabilité, pour partager avec vous les préoccupations de mon Administration qui sont celles de toutes les Administrations du tiers monde. Je suis venu vers vous non pour prendre position dans un camp contre un autre camp ou dans un groupe contre un autre groupe, mais nous constituons encore tous et nous resterons une seule famille qui a le même but. Je suis venu non pour apporter le mal à quiconque aime la paix et oeuvre pour la paix, mais nous autres Arabes sommes toujours pour la paix, nous ne sommes l'ennemi de personne au monde sauf si cette personne est l'ennemie de la paix et qu'elle s'attache à la guerre. Nous autres dans la Patrie arabe, nous n'agressons personne dans son droit, mais nous n'acceptons pas non plus que quelqu'un empiète sur notre droit. Nous ne pillons les terres de personne mais nous n'acceptons pas qu'on pille nos terres. Nous n'agressons la religion ni les objets sacrés de personne et nous n'admettons pas qu'on agresse notre religion et nos objets sacrés.

Nous sommes épris de paix, nous connaissons la signification de la paix, nous savons goûter à la paix, nous ne voulons pas autre chose que la sécurité et la paix, mais avant tout et après tout une paix qui soit fondée sur la justice.

Le Chef de la délégation jordanienne,
(signé) Ing. Mansour BEN TARIF
Sous-Secrétaire d'Etat

Ordre du jour de la séance plénière du 6 juillet 1984

	Numéros des Congrès — Doc ou des propositions
1. Communications	—
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès — Doc 79
3. Approbation de procès-verbaux des séances plénières	—
4. Election du Directeur général et du Vice-Directeur général du Bureau international	Congrès — Doc 24 Congrès — Doc 68/Rev
5. Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux	020
6. Demande de participation au Congrès présentée par la Fédération internationale de la presse périodique (FIPP)	Congrès — Doc 63 et Add 1
7. L'avenir des services postaux: Synthèse des études effectuées au cours de la période 1979—1984	Congrès — Doc 14
8. Rapport quinquennal sur le développement des services postaux 1977—1981	Congrès — Doc 12
9. Réédition des	04
— Guide opérationnel sur la préparation de la statistique et sur les formalités relatives aux comptes des frais de transit et des frais terminaux	
— Manuel sur les règles et les procédures pour l'acheminement du courrier international et	
— Guide opérationnel du service international des colis postaux	
10. Publication d'un ou de plusieurs livres traitant de l'influence de la poste dans l'art	023
11. Changements de classes de contribution	Congrès — Doc 25
12. Invitation pour le XXe Congrès postal universel	Congrès — Doc 33
13. Divers	—

Hamburg, le 4 juillet 1984

Le Président du Congrès,
W. FLORIAN

Communication de la délégation d'Israël

Note du Secrétariat du Congrès

A la demande de la délégation d'Israël, nous reproduisons ci-après le texte d'une communication relative au Congrès — Doc 15 destinée au Congrès:

“La délégation d'Israël tient à ce qu'il soit consigné qu'elle n'accepte pas la recommandation contenue dans le paragraphe 15b) du Doc 15 qui invite le Congrès à prendre acte des extraits de certaines résolutions de l'Assemblée générale concernant le Moyen-Orient. Israël et un certain nombre d'autres Pays-membres de l'Organisation des Nations Unies ont voté contre ces résolutions, alors que d'autres membres se sont abstenus; elles sont en effet unilatérales et portent atteinte à la cause de la paix au Moyen-Orient. Les dispositions de ces résolutions n'ont certainement rien à faire avec les travaux de notre organisation.

La délégation d'Israël tient en même temps à exprimer sa consternation à l'égard de certaines déclarations offensantes et polémiques faites contre l'Etat d'Israël par certaines délégations lors de l'examen du document susvisé.

Hamburg, le 2 juillet 1984”

Demande de la délégation de l'URSS

Note du Secrétariat du Congrès

Le Chef de la délégation de l'URSS nous a demandé de reproduire le message suivant du Conseil des ministres de l'URSS:

"Hamburg, le 5 juillet 1984

"Le Conseil des ministres de l'URSS adresse ses salutations aux participants au XIXe Congrès postal universel.

"L'échange postal, qui est l'un des moyens les plus anciens de communication entre les hommes, a une grande importance dans l'organisation des relations de bon voisinage entre Etats. Le développement des postes traduit la volonté des hommes de connaître le monde et de se familiariser avec la vie et la culture d'autres peuples; il contribue à l'extension des contacts économiques et culturels et à une coopération internationale multiforme.

"L'activité de l'Union postale universelle, institution spécialisée des Nations Unies, qui vise à améliorer le service postal international, à accorder une aide technique aux pays en développement et à faciliter les conditions de travail des millions d'agents des postes à travers le monde, mérite un profond respect.

"Le Congrès se réunit dans un contexte international sérieusement aggravé. De nos jours, préserver la paix est le premier besoin le plus urgent de l'humanité. L'Union soviétique fournit des efforts inlassables en vue de diminuer la tension internationale, d'endiguer la course aux armements et de conjurer la guerre nucléaire.

"Le Conseil des ministres de l'URSS se déclare certain que les décisions du Congrès vont contribuer à un perfectionnement continu du fonctionnement des services postaux dans les pays du monde et à l'approfondissement de la coopération internationale dans ce domaine.

"Nous souhaitons aux participants du Congrès des travaux fructueux, ainsi que des succès dans l'intérêt du développement de la liaison postale universelle, pour réaliser les objectifs élevés du renforcement de la paix, de l'amitié et de la compréhension entre les peuples.

Le Conseil des ministres de l'URSS"

Déclaration du Secrétaire général de l'Union panafricaine des postes

N'ayant pas eu l'occasion de s'adresser au Congrès avant son départ, le Secrétaire général de l'Union panafricaine des postes nous a demandé de publier le message suivant destiné au Congrès:

“Monsieur le Président,
Honorables Congressistes,

En prenant la parole pour la première fois dans ce forum, je voudrais tout d'abord adresser mes très sincères remerciements au Bureau international, aux Autorités de la République fédérale d'Allemagne, à l'historique ville de Hamburg et à ses habitants, pour l'aimable invitation faite à l'Union panafricaine des postes (UPAP) à participer aux travaux du XIXe Congrès de l'UPU.

Nous en sommes très fiers et notre reconnaissance n'a d'égal que notre profond attachement à la coopération internationale.

Permettez-moi ensuite, Monsieur le Président, de vous féliciter très chaleureusement d'avoir été choisi pour présider aux débats de cette illustre assemblée. Nous attribuons ce choix à vos immenses qualités d'homme, de cadre compétent et de haut responsable pétri d'expériences professionnelles. La rigueur et la fermeté dont vous avez fait preuve depuis l'ouverture de ce Congrès ont grandement contribué à son bon déroulement.

L'Union panafricaine des postes, que j'ai l'honneur de servir depuis peu de temps, est, elle aussi, à son premier Congrès, puisqu'elle a été créée le 18 janvier 1980 avec le statut d'institution spécialisée de l'Organisation de l'unité africaine. C'est donc une toute jeune organisation qui fournit cependant le plus grand nombre de pays à l'UPU. Les quarante Etats qui la composent actuellement vont bientôt s'accroître pour couvrir tout le continent à quelques exceptions près.

C'est pourquoi notre présence à Hamburg se veut d'une part être le symbole d'une Afrique entreprenante, soucieuse d'affronter dans les meilleures conditions les problèmes que lui pose le développement de ses services postaux, et d'autre part le symbole d'une coopération réelle et sincère qui, en ces temps d'incertitude et d'égoïsme, prouve notre volonté de recherche par tous les moyens, ce qui peut favoriser le progrès, la prospérité et l'amitié entre tous les peuples.

Sans revenir sur les maux dont souffre notre continent sur le plan postal, plusieurs orateurs et non des moindres l'ont fait avant moi, je voudrais donc, avant mon départ de Hamburg, demander:

- d'abord, au successeur de M. Sobhi au Bureau international, M. Botto de Barros auquel nous présentons nos très sincères félicitations, d'intensifier les actions de coopération et en particulier les actions de coopération avec l'Afrique, ce qui d'ailleurs a fait la force de l'UPU durant ces cinq dernières années;
- ensuite, aux pays développés de continuer leurs soutiens aux pays les moins avancés;
- enfin, au PNUD, malgré ses difficultés, de ne pas faillir à sa noble mission d'aide et de coopération.

L'UPAP, en tant qu'Union continentale, estime pour sa part qu'elle doit être associée de façon très active au programme d'assistance de l'UPU et même à l'exécution de toutes les activités d'assistance technique en Afrique. Nous pouvons d'ores et déjà assurer le Congrès que l'UPAP apportera, à travers ses Pays-membres et son Secrétariat général, sa franche collaboration et son total appui au nouveau Directeur général du Bureau international.

Hamburg, le 6 juillet 1984

C. AMOUSSOU
Secrétaire général de l'UPAP”

Travaux de la Commission 3

Note du Secrétariat

La Commission de rédaction nous a fait remarquer qu'il y avait une certaine contradiction entre le texte adopté par la Commission pour l'article 102, paragraphe 6, lettre jter), du Règlement général (proposition 1502.5) et le texte de la proposition 1707.1/Rev 1 relative à l'article 7 du Règlement intérieur.

Par l'adoption de la première proposition, le principe de la répartition géographique équitable s'applique dorénavant à l'ensemble des présidences et des vice-présidences du Congrès et des Commissions et non plus simplement aux Vice-Présidents du Congrès, comme cela ressort de l'article 7 du Règlement intérieur.

Pour mettre en concordance le Règlement intérieur avec le Règlement général, il conviendrait de modifier le texte de la proposition 1707.1/Rev 1 déjà adoptée par la Commission dans le sens suivant:

1. Dans sa première séance plénière, le Congrès élit, sur proposition du Doyen, le Président du Congrès puis approuve, sur proposition du Conseil exécutif, la désignation des quatre Pays-membres qui assumeront les vice-présidences du Congrès ainsi que les présidences et vice-présidences des Commissions. Ces fonctions sont attribuées en tenant compte autant que possible de la répartition géographique des Pays-membres.

2. (Supprimé.)

3 à 6. (Sans changement.)

Travaux de la Commission 3

Note du Secrétariat

Lors de l'adoption de la proposition 1519.4 concernant l'article 119, paragraphe 1, lettre d), du Règlement général, il est apparu nécessaire de modifier en conséquence l'article 15 du Règlement intérieur des Congrès pour y faire apparaître le fait qu'aucune proposition n'est admise déjà deux mois avant l'ouverture du Congrès.

En conséquence, le Secrétariat propose de modifier le début du paragraphe 3 de l'article 15 du Règlement intérieur de la manière suivante:

"Deux mois avant l'ouverture du Congrès... (le reste sans changement)."

Appel en séance plénière

Frais terminaux

Se fondant sur l'article 25, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, la délégation de l'Espagne désire qu'il soit procédé à l'examen, en séance plénière, de la proposition 3062.2 pour ce qui concerne la lettre b) du paragraphe 2 de l'article 62 de la Convention.

Ladite proposition a été approuvée en totalité à la troisième séance de la Commission 5 du 4 juillet 1984. La délégation espagnole a signalé après le vote qu'elle ferait cet appel en plénière, estimant en effet que, du fait de l'augmentation prévue pour les sacs "M", le Congrès serait dans l'impossibilité de répondre à l'appel lancé par l'UNESCO en faveur de la diffusion de la culture.

Hamburg, le 9 juillet 1984

Ordre du jour des séances plénières du 13 juillet 1984

	Numéros des Congrès — Doc ou des propositions
1. Communications	—
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès — Doc 88/Rev 1
3. Approbation de procès-verbaux des séances plénières	—
4. Election des membres du CE	Congrès — Doc 49 Congrès — Doc 73 Congrès — Doc 91
5. Election des membres du CCEP	Congrès — Doc 74 Congrès — Doc 90
6. Attribution des études au CE et au CCEP	Congrès — Doc 89
7. La zone adresse de la formule-cadre pour les documents commerciaux	013 Congrès — Doc 13
8. Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes	Congrès — Doc 75 Congrès — Doc 81/Rev 1
9. Appel (Proposition 3062.2, Frais terminaux, article 62, paragraphe 2, lettre b), de la Convention)	Congrès — Doc 87
10. Mise à exécution des Actes du Congrès de Hamburg 1984	Congrès — Doc 94
11. Prestation de serment par les nouveaux Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international	—
12. Invitation pour le XXe Congrès postal universel	Congrès — Doc 33
13. Divers	—

Hamburg, le 12 juillet 1984

Le Président du Congrès,
W. FLORIAN

Attribution des études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales

En vertu du nouvel article 25bis du Règlement intérieur du Congrès, le Congrès attribue, sur recommandation de son Bureau, les études au Conseil exécutif et au Conseil consultatif des études postales, en tenant compte de la composition et des compétences respectives de ces deux organes. La recommandation du Bureau du Congrès quant à l'attribution des études au CE et au CCEP fait l'objet de l'annexe 1 du présent document.

Hamburg, le 18 juillet 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Recommandation du Bureau du Congrès quant à l'attribution des études au CE et CCEP

Proposition	Objet de l'étude	Commission du Congrès à laquelle la question a été attribuée	Organe intéressé
08	Durée du Congrès	C 3	CE
020	Contacts avec les organismes internationaux représentant les clients des services postaux	C 3	CE
031 1022.2 1502.10 1519.92	Etude concernant la réglementation postale internationale	C 3	CE
1719.1 1721.2	Dispositions concernant le quorum et les conditions d'approbation des propositions	C 3	CE
2000.3	Modification de la présentation de la Liste des objets interdits	C 4	CE
2000.19	Courrier accéléré international	C 4	CCEP
2000.20	Etude sur les envois recommandés et avec valeur déclarée du service international	C 4	CCEP
3000.1	Principes et méthode pour le calcul des barèmes de frais de transit	C 5	CE
3000.3	Tarification et conditions d'admission de la poste aux lettres	C 5	CE
3000.5/Rev 2	Etude en vue de l'établissement des taxes de base des envois de la poste aux lettres	C 5	CE
3000.7	Etude sur les frais terminaux	C 5	CE
3061.2/Rev 1	Revision des frais de transit	C 5	CE
2000.1	Spécimens scientifiques de matières dangereuses	C 6	CE
4000.5	Utilisation maximale de la voie aérienne pour le transport du courrier	C 6	CE

Proposition	Objet de l'étude	Commission du Congrès à laquelle la question a été attribuée	Organe intéressé
4000.6	Taux de base du transport aérien du courrier	C 6	CE
4000.8	Principe et méthode de calcul des frais du transport aérien intérieur	C 6	CE
4000.11	Transbordement direct des dépêches-avion entre des compagnies aériennes différentes	C 6	CE
5000.3	Revision des quotes-parts territoriales et maritimes	C 7	CE
5029.2 et propositions corrélatives	Renvoi à l'origine des colis non livrés	C 7	CCEP
6000.2 6000.3	Revision quant au fond des Arrangements concernant les services financiers	C 8	CE

Candidatures pour l'élection des membres du Conseil consultatif des études postales (CCEP)

Conformément à l'invitation faite par le Secrétaire général (voir Congrès — Doc 74), 56 pays ont présenté leur candidature au Conseil consultatif des études postales.

Il est rappelé que selon l'article 104, paragraphe 2, du Règlement général "les membres du Conseil consultatif sont élus par le Congrès, *en principe sur la base d'une répartition géographique aussi large que possible*". Les noms des pays candidats sont reproduits ci-après dans l'ordre alphabétique français:

Algérie	Irlande
Allemagne, Rép. féd. d'	Italie
Amérique (Etats-Unis)	Japon
Arabie saoudite	Kenya
Argentine	Kuwait
Australie	Liban
Autriche	Libéria
Bangladesh	Malaisie
Belgique	Maroc
Bolivie	Mexique
Brésil	Nouvelle-Zélande
Cameroun	Pakistan
Canada	Panama (Rép.)
Centrafrique	Pays-Bas
Chine (Rép. pop.)	Pérou
Cuba	Portugal
Egypte	Rép. dém. allemande
Espagne	Soudan
Finlande	Sri Lanka
France	Suisse
Grande-Bretagne	Syrienne (Rép. arabe)
Guatemala	Tanzanie (Rép. unie)
Haïti	Tchécoslovaquie
Hongrie (Rép. pop.)	Thaïlande
Inde	Tunisie
Indonésie	URSS
Iran (Rép. islamique)	Yougoslavie
Iraq	Zimbabwe

Hamburg, le 10 juillet 1984

Candidatures pour l'élection des membres du Conseil exécutif (CE)

Conformément à l'invitation faite par le Secrétaire général du Congrès (voir Congrès — Doc 73), les quarante-neuf pays suivants (répartis selon les zones géographiques) ont présenté leur candidature au Conseil exécutif:

Zone 1 — Hémisphère occidentale (8 sièges)

Amérique (Etats-Unis)*	Mexique*
Brésil	Panama (Rép.)
Chili*	Paraguay
Colombie	Pérou
Guyane	Uruguay
Honduras (Rép.)*	

Zone 2 — Europe orientale et Asie du Nord (4 sièges)

Bulgarie (Rép. pop.)	Roumanie
Hongrie (Rép. pop.)	URSS*
Pologne (Rép. pop.)	

Zone 3 — Europe occidentale (6 sièges — non compris le siège réservé au pays hôte du Congrès (Allemagne, Rép. féd. d'))

Belgique	Norvège
Chypre	Portugal
France*	Suisse
Irlande*	

Zone 4 — Asie du Sud et Océanie (10 sièges)

Arabie saoudite*	Japon
Australie	Jordanie*
Bhoutan	Liban
Inde*	Nouvelle-Zélande
Indonésie	Pakistan
Iran (Rép. islamique)	Qatar
Iraq*	Thaïlande*

Zone 5 — Afrique (11 sièges)

Algérie*	Gabon*
Bénin	Madagascar
Cameroun	Nigéria
Côte d'Ivoire (Rép.)*	Sénégal*
Egypte*	Swaziland
Ethiopie	Zambie

Hamburg, le 10 juillet 1984

* Pays qui était membre du Conseil exécutif élu au Congrès de Rio de Janeiro 1979 et qui est rééligible.

Déclaration de la délégation des Etats-Unis d'Amérique

La délégation des Etats-Unis d'Amérique a demandé au Bureau international de diffuser la communication ci-après de M. William F. Bolger, Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique:

“Le 2 juillet, j’ai soulevé la question des problèmes que nous éprouvons depuis un certain nombre d’années à propos du courrier des Etats-Unis adressé à des personnes résidant en Union soviétique. C’est une situation qui inquiète tous les Américains et à laquelle les deux Chambres du Congrès des Etats-Unis prêtent une très grande attention. Un des membres de la Chambre des représentants des Etats-Unis s’emploie très activement à trouver une solution à cette regrettable situation et il a formulé, à ce sujet, des observations qu’il me prie de communiquer à tous les délégués présents à ce Congrès. J’appelle par conséquent votre attention sur les remarques qui suivent.

Déclaration de M. Benjamin A. Gilman

Membre de la Chambre des représentants des Etats-Unis d'Amérique (22e district, New York) au Congrès de l'Union postale universelle à Hamburg, Allemagne, Rép. féd. d', le 2 juillet 1984

Messieurs les délégués au XIXe Congrès de l'Union postale universelle,

Je constate avec plaisir, en l’appréciant à sa juste valeur, l’occasion qu’il m’est donné de m’adresser aux délégués des Pays-membres réunis ici au XIXe Congrès de l’Union postale universelle.

Je vous remercie de votre chaleureuse et généreuse réception. En tant que membre supérieur de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants et de la Commission “Postes” du Congrès des Etats-Unis d’Amérique, je tiens à vous assurer que nous ferons tout en notre pouvoir pour collaborer, avec les Pays-membres de l’UPU, au maintien d’un haut niveau d’efficacité dans le transport rapide et sans entrave des dépêches internationales.

Dans le cadre de mes attributions au sein du Sous-Comité “Postes” des enquêtes du Congrès, j’ai examiné l’an passé des réclamations en provenance de plus de 100 groupes ethniques, religieux, professionnels et culturels des Etats-Unis d’Amérique, constitués, pour un grand nombre d’entre eux, par d’anciens résidents d’Union soviétique et de pays du bloc de l’Est. Ceux-ci avaient déposé des plaintes pour interception de leur courrier par le Gouvernement soviétique. Ils se plaignaient de disparitions, de vols, ou de retours d’envois sans raison justifiée, et d’innombrables autres réclamations ont été dûment enregistrées.

Notre Sous-Commission postale a rassemblé plus de 2400 pièces en provenance de centaines de sources disséminées sur l’ensemble du territoire national et de citoyens de 23 autres pays se plaignant de l’ingérence des Soviétiques dans leur courrier international.

Notre Sous-Comité du Congrès chargé de l’exploitation postale a procédé l’an passé à des auditions officielles dans trois grandes villes, à savoir Chicago, New York et Washington, et il a recueilli des témoignages de la part de douzaines de personnes et de représentants de nombreux groupes.

Le mois passé, la Chambre des représentants, par un vote appréciable (403 voix pour et zéro voix contre), et le Sénat des Etats-Unis ont adopté la résolution de notre Commission appelant l'UPU à mener une enquête sur les interventions de l'Union soviétique sur le courrier et à envisager, s'il y a lieu, des sanctions appropriées. Notre Commission a eu à connaître le cas de centaines d'infortunés usagers qui se sont plaints de la violation de leur courrier par les autorités postales soviétiques. A plusieurs reprises, le Postmaster General des Etats-Unis, M. William Bolger, et nos services diplomatiques ont porté ces problèmes à l'attention des représentants postaux de l'Union soviétique sans que ceux-ci aient pris les mesures correctives nécessaires. Nous avons également traité ce problème par la voie diplomatique.

De l'avis du Congrès des Etats-Unis d'Amérique, il appartient désormais à l'Union postale universelle de s'acquitter de sa mission, qui est d'assurer la libre circulation du courrier international, en procédant à des investigations complètes et en résolvant rapidement ces problèmes d'intervention sur le courrier. Notre Commission postale du Congrès est disposée à vous prêter son concours par tous les moyens en notre pouvoir. Les espoirs et les aspirations de milliers de nos concitoyens, séparés et isolés de ceux qui leur sont chers, de leurs familles et de leurs amis par ces cruelles restrictions postales, sont avec vous.

Nous ne saurions trop souligner le sentiment de frustration et d'inquiétude que nos compatriotes éprouvent en étant privés de leurs droits de communiquer.

Si vous pensez, comme nous le pensons, que l'UPU doit assumer dans le monde un rôle dirigeant et responsable pour améliorer "le développement des communications entre les peuples" comme le Préambule de la Constitution de l'Union postale universelle l'énonce, alors nous vous demandons instamment d'agir avec promptitude et efficacité dans cette affaire.

Je vous remercie."

Mise à exécution des Actes du Congrès de Hamburg 1984

Le Congrès est invité à prendre une décision quant à la mise à exécution des Actes du Congrès de Hamburg 1984. A ce sujet, il est rappelé que lors des derniers Congrès l'entrée en vigueur des Actes a été fixée de la manière suivante:

	Signature des Actes	Entrée en vigueur des Actes	Intervalle
Congrès de Tokyo 1969	14 novembre 1969	1er juillet 1971	19 mois ½
Congrès de Lausanne 1974	5 juillet 1974	1er janvier 1976	18 mois
Congrès de Rio de Janeiro 1979	26 octobre 1979	1er juillet 1981	20 mois

En conséquence, il est proposé de fixer au *1er janvier 1986* la date de mise à exécution des Actes du Congrès de Hamburg 1984. L'intervalle entre la signature des Actes et leur entrée en vigueur serait ainsi de 17 mois.

Hamburg, le 12 juillet 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Commission 2 (Finances)

Incidences financières des propositions soumises au Congrès

Note du Secrétaire général

Les propositions déjà adoptées en Commission et ayant des incidences financières dont il y a lieu de tenir compte pour la fixation du plafond des dépenses de l'Union des années 1986 à 1990 sont les suivantes:

Numéro de la proposition	Commission intéressée	Objet	Incidence financière
08	C 3	Diminution de la durée du Congrès	L'estimation présentée au Congrès — Doc 4/Add 1 tient déjà compte d'une durée du XXe Congrès réduite à 5 semaines
016	C 9	Augmentation de 40% des crédits budgétaires affectés aux activités d'assistance technique liées aux consultants UPU	Cette augmentation (472 000 Sfr) figure déjà au chiffre 4 des éléments mentionnés au Congrès — Doc 4/Annexe 11
021	C 3	Reproduction des documents en allemand, chinois, portugais et russe	400 000 Sfr à partir de 1986 (le montant actuel de 50 000 Sfr est porté à 150 000 Sfr pour chacune des 4 langues)

Hamburg, le 13 juillet 1984

Le Secrétaire général,
M.I. SOBHI

Liste des Pays-membres du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales élus par le Congrès de Hamburg 1984

1. Conseil exécutif

République algérienne démocratique et populaire
République fédérale d'Allemagne (présidence)
Etats-Unis d'Amérique
Royaume de l'Arabie saoudite
Australie
Belgique
République populaire du Bénin
République fédérative du Brésil
République du Cameroun
Chili
République de Colombie
République de Côte d'Ivoire
République arabe d'Egypte
Ethiopie
République française
République gabonaise
République du Honduras
République populaire hongroise
Inde
République d'Iraq

Irlande
Japon
Royaume hachémite de Jordanie
République libanaise
République démocratique de Madagascar
Etats-Unis du Mexique
République fédérale de Nigéria
Norvège
Nouvelle-Zélande
Pakistan
République du Pérou
République populaire de Pologne
Portugal
République socialiste de Roumanie
République du Sénégal
Confédération suisse
Thaïlande
Union des républiques socialistes soviétiques
République orientale de l'Uruguay
République de Zambie

2. Conseil consultatif des études postales

République algérienne démocratique et populaire
République fédérale d'Allemagne
Etats-Unis d'Amérique
République argentine
Australie
République d'Autriche
République populaire du Bangladesh
Belgique
République fédérative du Brésil
Canada
République populaire de Chine
République de Cuba
République arabe d'Egypte
Espagne
République de Finlande
République française
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,
îles de la Manche et île de Man

Inde
République d'Indonésie
Italie
Japon
République de Kenya
Royaume du Maroc
Nouvelle-Zélande
Pakistan
Pays-Bas
République démocratique du Soudan
République socialiste démocratique de Sri Lanka
Confédération suisse
République unie de Tanzanie
Thaïlande
Tunisie
Union des républiques socialistes soviétiques
République socialiste fédérative de Yougoslavie
Zimbabwe

Hamburg, le 16 juillet 1984

Appel en séance plénière

Interdictions

Conformément à l'article 25, paragraphe 3, du Règlement intérieur des Congrès, la délégation de Cuba désire qu'il soit procédé à l'examen en plénière de la proposition 2036.2 pour ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 36 de la Convention.

La proposition précitée a été adoptée à la quatrième séance de la Commission 4 le 5 juillet 1984. La délégation cubaine a signalé qu'elle procéderait à cet appel en raison du nombre de délégations qui se sont prononcées en faveur de la formulation de réserves dans le Protocole final, en conséquence de l'adoption de ladite proposition.

Hamburg, le 17 juillet 1984

Ordre du jour des séances plénières du lundi 23 juillet au jeudi 26 juillet 1984

	Numéros des Congrès — Doc ou des propositions
1. Communications	—
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès — Doc 98
3. Approbation de procès-verbaux des séances plénières	—
4. Approbation du rapport de la Commission 1 (Vérification des pouvoirs)	Congrès/C 1 — Rapp 1
5. Attribution des études au CE et au CCEP	Congrès — Doc 89
6. Approbation du rapport final de la Commission 2 (Finances)	Congrès — Doc 103
7. Approbation du rapport final de la Commission 9 (Coopération technique)	Congrès — Doc 104
8. Approbation des résolutions et décisions autres que celles modifiant les Actes	Congrès — Doc 75/Add 2 Congrès — Doc 81/Rev 1/Add 2
9. Appel (Proposition 2036.2, Interdictions, article 36, paragraphe 3, de la Convention)	Congrès — Doc 97
10. Approbation des projets d'Actes et des réserves non examinées en séances de Commissions	—
11. Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux	Congrès — Doc 101
12. Prestation de serment par les nouveaux Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international	—
13. Invitation pour le XXe Congrès postal universel	Congrès — Doc 33
14. Divers	—

Hamburg, le 20 juillet 1984

Le Président du Congrès,
W. FLORIAN

Ordre du jour des séances plénières du mardi 24 juillet au jeudi 26 juillet 1984

	Numéros des Congrès — Doc ou des propositions
1. Communications	—
2. Adoption de l'ordre du jour	Congrès — Doc 98/Rev 1
3. Approbation de procès-verbaux des séances plénières	—
4. Attribution des études au CE et au CCEP	Congrès — Doc 89
5. Approbation du rapport final de la Commission 2 (Finances)	Congrès — Doc 103
6. Application immédiate des dispositions adoptées par le Congrès relativement au CE et au CCEP	033
7. Appels	
a) Proposition 2036.2, Interdictions, article 36, paragraphe 3, de la Convention	Congrès — Doc 97
b) Proposition 2050.4, Indemnités prévues pour les envois recommandés, article 50, paragraphe 4, de la Convention	Congrès — Doc 105
c) Proposition 4598.1, Numérotation des étiquettes des sacs-avion, article 198, paragraphe 1, du Règlement de la Convention	Congrès — Doc 107
8. Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux	Congrès — Doc 101
9. Approbation des projets d'Actes et des réserves non examinées en séances de Commissions	Congrès — Doc 108
10. Prestation de serment par les nouveaux Directeur général et Vice-Directeur général du Bureau international	—
11. Invitation pour le XXe Congrès postal universel	Congrès — Doc 33
12. Divers	—

Hamburg, le 23 juillet 1984

Le Président du Congrès,
W. FLORIAN

Déclaration des délégations de l'URSS, de l'Ukraine et de la Biélorussie

Les délégations de l'Union des républiques socialistes soviétiques, de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de la République socialiste soviétique de Biélorussie demandent que la déclaration ci-après soit diffusée en tant que document du Congrès:

“Les délégations de l'URSS, de la RSS d'Ukraine et de la RSS de Biélorussie au XIXe Congrès de l'UPU protestent vivement contre la distribution de la déclaration diffamatoire et antisoviétique de la délégation des Etats-Unis, qui ne fait honneur ni à elle-même ni au pays qu'elle représente.

Ce n'est un secret pour personne que l'Administration actuelle des Etats-Unis a de plus en plus tendance à répandre de fausses accusations contre l'URSS et ses services postaux, et cela ne peut qu'être qualifié d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Union soviétique, d'une indigne tentative d'introduire un esprit d'affrontement et d'antagonisme politique dans les activités de l'UPU et d'efforts visant à entraver le bon déroulement des délibérations du présent Congrès.

Nous condamnons les agissements hostiles et provocateurs de M. B. Gilman, membre de la Chambre des représentants des Etats-Unis, qui, depuis des années, cherche à perturber le trafic postal normal entre les Etats-Unis et l'URSS. Nos délégations rejettent avec énergie les insinuations contenues dans sa déclaration et dans la décision du Congrès des Etats-Unis. En outre, le fait même que ce soi-disant représentant qui n'est même pas membre de la délégation des Etats-Unis assiste à des séances de l'Union postale universelle est en soi entièrement contre les règles.

Les Pays-membres de l'UPU sont au courant de nombreux faits prouvant que l'Administration américaine entrave les échanges postaux normaux avec les pays socialistes, qu'elle diffère systématiquement l'acheminement du courrier et des imprimés soviétiques et qu'elle refuse de les traiter et de les distribuer ou d'en autoriser le libre transit. Ces agissements des représentants des Etats-Unis, y compris pendant le présent Congrès, ne sont pas accidentels.

La déclaration faite par les Pays-membres du CAEM à leur réunion au sommet et qui a été signée à Moscou le 14 juin 1984 affirme que la tension internationale s'est sensiblement aggravée du fait de l'attitude agressive observée par l'impérialisme, plus précisément l'impérialisme américain qui favorise l'affrontement des tentatives de ce pays de s'ingérer dans les affaires intérieures des autres et de supprimer la souveraineté nationale des Etats. Les cercles dirigeants des Etats-Unis violent les accords et recourent à divers moyens de pression — embargos et sanctions à l'égard des pays qui refusent de se plier à leurs exigences et à leurs injonctions.

Non seulement de nombreux pays mais également un certain nombre d'organismes internationaux du système de l'ONU ont fait l'objet de telles exigences et injonctions.

De nos jours, les Etats-Unis d'Amérique proclament avec grand bruit leur engagement de respecter les droits de l'homme lorsqu'il s'agit d'autres pays, et en particulier de l'Union soviétique.

Le Secrétaire général du Comité central du parti communiste et le Président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, K. Tchernenko, a fait récemment à ce sujet la déclaration suivante: “Ceux qui tentent de nous donner des conseils au sujet des droits de l'homme nous font sourire ironiquement; nous avons acquis le droit de régler nos propres problèmes depuis la plus grande de toutes les révolutions, en combattant sans relâche contre les envahisseurs et les agresseurs pour la défendre et nous ne laisserons personne s'ingérer dans nos propres affaires.

Aux Etats-Unis même, les droits de l'homme sont constamment et outrageusement foulés aux pieds, la discrimination raciale pénètre toute la société américaine et des millions d'Américains sont privés de leurs moyens mêmes d'existence. Tout le monde est au courant de la pratique largement répandue qui consiste à réprimer la dissidence en assurant un total contrôle automatisé de la population américaine, en mettant sur fichier des millions de citoyens depuis le jour de leur naissance jusqu'à celui de leur décès, en recourant à de faux témoignages dans des procès montés de toute pièce.

La politique militaire d'agression des Etats-Unis d'Amérique fait peser une grave menace sur la paix et constitue une violation flagrante des droits fondamentaux des peuples, y compris le droit de chaque Etat de décider de son propre destin. On trouve la preuve manifeste de la politique impérialiste des Etats-Unis dans son action en Amérique centrale, au Moyen-Orient et au sud de l'Afrique et dans le soutien politique et matériel qu'ils accordent aux régimes réactionnaires. A l'encontre des vœux de nombreux peuples, les Etats-Unis déploient en Europe des Pershing-2 et des missiles Cruise, dont les fusées et engins nucléaires viennent appuyer une idéologie aventureuse, celle d'une "croisade" contre l'URSS.

L'Administration américaine tente d'introduire sa politique — qui constitue un danger pour la paix et la coopération internationale — dans les activités de l'Union postale universelle; cela doit être condamné par tous ceux qui sont ici présents.

L'Administration postale d'URSS, quant à elle, appuie totalement les activités de l'UPU et elle participe de façon active et constructive aux travaux de l'Union et de ses organes. Comme cela est notoire, l'URSS contribue largement à l'amélioration du trafic postal international et à la mise en oeuvre des Actes de l'UPU, et, partant, au renforcement de la coopération et au maintien de la paix dans le monde."

Déclaration de Hamburg concernant le rôle de l'UPU dans l'intégration des réseaux postaux nationaux

Le Congrès,

vu

- le débat général organisé les 26 et 27 juin 1984 sur "Les mutations de la poste face à l'évolution du marché des communications";
- la nécessité d'améliorer la qualité et la rapidité des acheminements et des échanges postaux internationaux;
- le rôle que l'UPU peut jouer en vue de résoudre les problèmes communs,

étant donné

- que les Pays-membres de l'Union forment un seul territoire postal pour l'échange réciproque des envois de la poste aux lettres;
- que l'UPU a pour but d'assurer l'organisation et le perfectionnement des services postaux et de favoriser, dans ce domaine, le développement de la collaboration internationale;
- que l'UPU participe activement à la coopération technique;
- que la poste constitue un facteur essentiel du développement économique, social et culturel des Pays-membres,

considérant

- la concurrence croissante à laquelle doivent faire face les Administrations surtout dans les secteurs non protégés par le monopole postal;
- la nécessité de mieux adapter les prestations postales à l'évolution des besoins de la clientèle, compte tenu des possibilités offertes par les nouvelles technologies notamment en matière de télécommunications;
- la nécessité de développer et de renforcer les relations entre la poste et sa clientèle en vue de conserver ou de gagner sa confiance et d'améliorer l'image de marque de la poste;
- l'interdépendance des réseaux postaux nationaux et la nécessité de mieux les intégrer en vue de rendre plus efficaces, plus rapides et plus fiables les acheminements et les échanges postaux au plan mondial,

conscient

des avantages et des possibilités résultant:

- d'un marché potentiel étendu pour la poste, marché qui pourrait encore être élargi par des mesures de modernisation et de rationalisation, par l'usage de nouvelles technologies, par l'introduction de nouveaux services (p. ex. courrier accéléré international) ainsi que par l'amélioration de la qualité des services postaux traditionnels,
- de l'existence d'un vaste réseau de bureaux de poste et de bureaux d'échange couvrant le monde entier,
- des liens très étroits existant souvent entre la poste et les télécommunications,
- de l'exécution par un certain nombre d'Administrations postales de services financiers et bancaires,

déclare formellement

que l'UPU se doit de participer activement au renforcement du service postal international dans son ensemble et à l'amélioration de la qualité et de la rapidité des acheminements et des échanges postaux internationaux, en prenant notamment les mesures suivantes:

- recueillir des renseignements sur la qualité du service postal à l'échelle mondiale, analyser en permanence la situation, établir et tenir à jour une documentation identifiant les points faibles du réseau postal mondial et pouvant donner lieu à des recommandations propres à améliorer la situation;

- renforcer la solidarité et la coopération entre toutes les Administrations, favoriser la concertation de leurs actions et concentrer l'information sur la qualité et la régularité des acheminements et des échanges postaux internationaux;
- intervenir, en cas de nécessité, auprès des Administrations postales, d'autres instances nationales et des entreprises de transport en vue d'améliorer la situation;
- prendre, le cas échéant, en considération les points faibles identifiés dans le réseau postal comme base d'une coopération technique concertée;
- sensibiliser les gouvernements et les usagers à la nécessité de faire de la poste une entreprise dynamique qui contribue à la bonne marche de l'activité économique, et de la doter des moyens structurels et financiers nécessaires à sa transformation;
- élargir le champ d'activité de l'UPU et participer également à la mise en place des services nouveaux grâce aux travaux annuels de ses organes (CE et CCEP);
- introduire plus de souplesse dans la réglementation postale internationale en vue de faciliter l'adaptation rapide des services postaux aux nouveaux besoins, et ce en relation avec l'étude confiée à cet effet au CE par le Congrès;
- prendre contact avec un certain nombre d'autres organisations ou organismes internationaux et renforcer en particulier la collaboration avec l'UIT dans le domaine des nouvelles techniques de transmission,

invite

les Administrations et les Unions restreintes à tout mettre en oeuvre pour la réalisation des objectifs précités,

charge

le Conseil exécutif (CE), le Conseil consultatif des études postales (CCEP) et le Bureau international de prendre sans tarder, dans le cadre de leurs compétences, des mesures pratiques appropriées pour atteindre les buts susmentionnés, de faire rapport au prochain Congrès sur les résultats et les expériences obtenus et de lui soumettre, le cas échéant, des propositions pertinentes.

Hamburg, le 24 juillet 1984

Rapport final de la Commission 2 (Finances)

1. Introduction

La Commission des finances s'est réunie les 10 et 16 juillet 1984, sous la présidence de M.W.E. Duka, Assistant Postmaster General des Etats-Unis d'Amérique. Conformément à la résolution C 1, la Commission des finances est composée de tous les Pays-membres représentés au Congrès.

Le présent rapport rend compte de l'ensemble des recommandations, décisions et résolutions que la Commission des finances soumet à l'approbation du Congrès.

2. Comptes de l'Union des années 1979 à 1983 (Congrès — Doc 4/première partie)

Au terme de l'examen qu'elle a fait de la première partie du Rapport du Directeur général sur les finances de l'Union, la Commission propose au Congrès:

- a) d'approuver les comptes de l'Union des années 1979 à 1983 en adoptant la résolution C 57 figurant au Congrès — Doc 81/Rev 1/Add 2;
- b) d'exprimer sa reconnaissance au Gouvernement de la Confédération suisse pour l'aide généreuse qu'il a apportée à l'Union dans le domaine des finances en adoptant la résolution C 58 figurant au Congrès — Doc 81/Rev 1/Add 2.

3. Fixation du plafond des dépenses récurrentes de l'Union pour les années 1986 à 1990 (Congrès — Doc 4/deuxième partie et Congrès — Doc 95)

La Commission s'est attachée à fixer le montant des limites des dépenses récurrentes qui devront être insérées à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général pour la prochaine période financière couvrant les années 1986 à 1990. Acceptant la méthode qui lui était proposée à cet effet, la Commission a pris comme base le total des dépenses nettes du budget de l'Union pour l'année 1985 approuvé par le Conseil exécutif en mars 1984, à savoir un montant de 21 012 000 francs suisses. Par la suite, la Commission a ajouté à cette base, pour chacune des années concernées de la période 1986 à 1990, les éléments destinés à faire face, d'une part, aux tâches actuelles (frais de personnel et dépenses générales) et, d'autre part, aux incidences financières des décisions prises par d'autres Commissions du Congrès de Hamburg (Congrès — Doc 95).

En ce qui concerne le personnel additionnel à prévoir durant les cinq prochaines années pour faire face au développement des tâches de l'Union, la Commission propose au Congrès d'autoriser le Conseil exécutif à créer, si le besoin s'en fait sentir, un poste de la catégorie professionnelle (P) et un poste de la catégorie des services généraux (G) par année en moyenne. Il a été bien précisé que ces chiffres n'ont qu'un caractère indicatif vu qu'il ne s'agit pas d'une création automatique d'emplois, mais d'une autorisation donnée au Conseil exécutif d'augmenter l'effectif du personnel dans cette limite en cas de nécessité.

A l'égard des dépenses générales, la Commission a approuvé les deux plans financiers proposés par le Secrétaire général en ce qui concerne, d'une part, le renouvellement des machines du Bureau international et, d'autre part, la maintenance du bâtiment; il y a lieu de noter que ces plans ne nécessitent l'inclusion d'aucun crédit complémentaire dans le plafond des années 1986 à 1990. Par ailleurs, la Commission a pris en compte les différents crédits qui lui étaient proposés pour la réfection des installations techniques de l'interprétation simultanée ainsi que pour diverses mesures visant à réduire, à plus ou moins long terme, l'énergie consommée pour le chauffage et la climatisation du bâtiment. L'inclusion de ces montants dans le plafond n'implique néanmoins pas encore l'engagement de telles dépenses étant donné qu'il appartiendra au Conseil exécutif de se prononcer en pleine connaissance de cause quant à l'opportunité d'effectuer ces travaux lorsqu'il examinera les propositions budgétaires que le Directeur général lui soumettra le moment venu.

Compte tenu des décisions prises par la Commission elle-même ainsi que des incidences financières des propositions adoptées par d'autres Commissions, les limites des dépenses récurrentes que la Commission des finances propose au Congrès d'insérer au paragraphe 1 de l'article 124 du Règlement général ont été arrêtées comme suit, selon le détail figurant à l'annexe 1:

22 601 400 francs suisses pour l'année 1986;

23 028 100 francs suisses pour l'année 1987;

23 376 900 francs suisses pour l'année 1988;

23 798 100 francs suisses pour l'année 1989;

24 189 800 francs suisses pour l'année 1990.

La Commission a fait sienne la proposition formulée par certaines délégations demandant au Congrès d'enjoindre tant le Bureau international que le Conseil exécutif à continuer d'établir le budget avec rigueur, à réexaminer le bien-fondé de certaines activités secondaires et à s'efforcer, non seulement de respecter les plafonds financiers, mais de maintenir les dépenses en dessous de ces limites sans appliquer automatiquement les mécanismes d'ajustement prévus aux paragraphes 3 et 4 du Règlement général.

Une délégation ayant suggéré de donner un caractère permanent à l'article 124 du Règlement général et de fixer les montants des plafonds par voie de résolution, la Commission a estimé que cette idée était intéressante et devrait être étudiée par le Conseil exécutif à l'intention du prochain Congrès.

4. Fixation du plafond des dépenses exceptionnelles et non récurrentes (Congrès — Doc 4/Add 1)

Constatant qu'à part les dépenses du XXe Congrès, le Bureau international n'envisage pas d'autres dépenses spéciales non récurrentes, la Commission propose au Congrès de fixer la limite des dépenses du prochain Congrès à 3 345 000 francs suisses, selon le détail figurant à l'annexe 2, étant entendu que la durée de cette réunion a été ramenée à cinq semaines au plus conformément à la résolution C 53.

Hamburg, le 23 juillet 1984

Le Président de la Commission 2,
W.E. DUKA

**Limites des dépenses annuelles récurrentes de l'Union
à insérer à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général**

	Année 1986	Année 1987	Année 1988	Année 1989	Année 1990
	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr	Sfr
A. Base pour la fixation du plafond des dépenses récurrentes des années 1986 à 1990					
1. Total des dépenses nettes du budget de l'Union pour l'année 1985 approuvé par le Conseil exécutif en mars 1984	21 012 000	21 012 000	21 012 000	21 012 000	21 012 000
B. Dépenses du personnel nécessaire pour faire face aux tâches actuelles					
2. Avancements réglementaires d'échelons dans le même grade du personnel au cours des années 1986 à 1990	205 100	396 700	565 600	722 100	864 100
3. Rémunération du personnel additionnel des années 1986 à 1990 destiné à faire face au développement normal des tâches de l'Union (1 P et 1 G par année)	282 300	517 400	757 300	1 002 000	1 251 700
	487 400	914 100	1 322 900	1 724 100	2 115 800
C. Autres frais de fonctionnement du Bureau international					
4. Réfection des installations techniques de l'interprétation simultanée des salles de conférences	50 000	50 000	50 000	70 000	70 000
5. Mesures d'économies d'énergie visant l'isolation thermique du bâtiment et les installations de chauffage et de climatisation	180 000	180 000	120 000	120 000	120 000
	230 000	230 000	170 000	190 000	190 000
D. Incidences financières des autres décisions prises par le Congrès de Hamburg					
6. Augmentation de 40 pour cent des crédits budgétaires affectés à l'assistance technique afin de compenser l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Rio de Janeiro 1979.	472 000	472 000	472 000	472 000	472 000
7. Reproduction des documents en langues allemande, chinoise, portugaise et russe . . .	400 000	400 000	400 000	400 000	400 000
	872 000	872 000	872 000	872 000	872 000
Plafond des dépenses récurrentes nettes (montants à insérer à l'article 124, paragraphe 1, du Règlement général)	22 601 400	23 028 100	23 376 900	23 798 100	24 189 800

**Limite des dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (XXe Congrès)
à insérer à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général**

Eléments de dépenses pris en considération pour une durée de Congrès ramenée à cinq semaines au plus	Montants	
	Sfr	Sfr
<i>Déplacement du Secrétariat</i>		
Frais de voyages et assurances	791 000	
Indemnité de subsistance	1 409 000	
Personnel de renfort	50 000	2 250 000
<i>Installation technique d'interprétation simultanée</i>		600 000
<i>Frais de communication et de transport</i>		
Affranchissements postaux	3 000	
Télégrammes et télex	6 000	
Téléphones	6 000	
Transports	60 000	75 000
<i>Production des documents durant le Congrès</i>		350 000
<i>Frais divers</i>		
Locaux supplémentaires	25 000	
Matériel de bureau	10 000	
Frais de représentation	10 000	
Divers et imprévus	25 000	70 000
Total des dépenses du XXe Congrès (montant à insérer à l'article 124, paragraphe 2, du Règlement général)		3 345 000

Rapport final de la Commission 9 (Coopération technique)

I. Introduction

1. La Commission de la coopération technique a tenu 6 séances sous la présidence de M. Mimoun Aoujl, Directeur des postes et services financiers du Maroc. La Commission était composée de tous les Pays-membres représentés au Congrès. Les discussions ont porté sur six rapports du Conseil exécutif (Congrès — Doc 18, 18.1, 18.2, 18.3, 18.4 et 18.5), un rapport du Secrétaire général (Congrès — Doc 18.1/Add 1), quatre propositions du Conseil exécutif (015, 016, 017 et 018) ainsi que trois propositions d'amendements émanant du groupe des Pays-membres de l'Union postale arabe (027 et 028) et du groupe des Pays-membres de l'Union postale des Amériques et de l'Espagne (UPAE) (030).
2. Le présent rapport final rend compte des idées et conclusions essentielles qui se sont dégagées des débats. La Commission a approuvé dans l'ensemble le contenu des documents et a adopté quatre des sept propositions présentées (016, 017, 018 et 030) sous réserve de quelques modifications d'ordre rédactionnel apportées aux propositions 016, 018 et 030.

II. L'assistance technique de l'UPU (Congrès — Doc 18.1, propositions 015, 016, 027, 028 et 030)

1. Ce document de base a fait l'objet d'un large échange de vues au cours duquel les avis et commentaires ci-après ont été exprimés:
 - a) L'assistance technique mise en oeuvre par l'UPU a été reconnue comme étant d'une manière générale satisfaisante. Néanmoins, les programmes et projets devraient être mieux adaptés aux besoins réels des pays et à leur situation particulière. Par ailleurs, en vue d'atteindre le maximum d'efficacité en matière d'assistance technique, il a été suggéré d'étudier la possibilité d'élaborer un programme global qui tiendrait compte des études du CCEP, des options retenues lors du débat général organisé au XIXe Congrès sur les mutations de la poste face à l'évolution du marché des communications, des programmes des pays et des Unions restreintes, et enfin des diverses actions d'assistance technique retenues par le Congrès et les autres organes de l'UPU. La Commission a jugé utile de soumettre l'étude de cette question au Conseil exécutif (cf. Congrès/C 9 — Rapp 3). Il a également été évoqué l'éventualité de l'élaboration d'un plan mondial de développement postal qui aboutirait à la création des commissions régionales de développement des postes pouvant servir de structure de base pour la conception et la réalisation des programmes et des projets de modernisation des services postaux. La Commission a également décidé de soumettre cette suggestion à l'étude au sein du Conseil consultatif des études postales (cf. Congrès/C 9 — Rapp 3).
 - b) La Commission s'est félicitée de l'amélioration des ressources financières du PNUD et a lancé un appel à cette institution, de même qu'à l'UPU et aux pays développés afin que des efforts soient entrepris pour accroître l'aide fournie. Afin de résoudre le problème de financement des projets postaux, l'idée a été émise de créer un fonds interadministrations pour le développement des services postaux grâce à la transformation du Fonds spécial actuel en un fonds spécial de développement postal. La Commission a pris acte de l'incorporation de l'ex-étude 519 visant le même objectif dans le programme d'action du CCEP pour la prochaine période quinquennale.
 - c) L'idée d'une assistance centrée sur les pays prioritaires a été jugée comme restrictive, du fait que tous les pays dont les services postaux souffrent d'insuffisance méritent d'être aidés. C'est pourquoi le critère de la motivation de l'Administration bénéficiaire de l'aide a été admis comme pouvant permettre aux pays non classés dans la catégorie des pays prioritaires de bénéficier également de l'assistance technique.

- d) Compte tenu du fait que les besoins postaux ne sont pas pris suffisamment en compte par les autorités nationales, il a été admis que la présence accrue de l'UPU sur le terrain devient une nécessité en vue notamment d'apporter un appui technique aux pays en matière d'élaboration des programmes et des projets; l'accroissement de la présence de l'UPU sur le terrain ne devrait cependant pas entraîner des dépenses supplémentaires. Par ailleurs, les activités prévues en matière d'information publique ont été considérées comme prioritaires du fait que leur mise en oeuvre aidera à faire prendre conscience aux autorités gouvernementales du rôle et de l'importance de la poste et de la nécessité de favoriser le développement de ce secteur. L'action du PNUD et de ses Représentants Résidents dans ce dernier domaine a été considérée également comme pouvant être d'une grande utilité pour la prise en compte des besoins postaux lors de la répartition des ressources provenant de l'assistance extérieure.
- e) La collaboration entre l'UPU et les Unions restreintes a été reconnue comme une nécessité et il a été signalé à plusieurs reprises qu'il est souhaitable que cette collaboration soit renforcée dans tous les domaines de l'assistance technique.
- f) L'évaluation et le suivi des activités d'assistance technique doivent être systématiques et les résultats obtenus gagneront à être exploités au maximum pour améliorer l'efficacité des actions entreprises.

2. Après discussion du Congrès — Doc 18.1, la Commission a examiné deux propositions qui ont été soumises par le Conseil exécutif de l'UPU. Il s'agit, d'une part, de la proposition 015 relative aux priorités et principes d'action de l'UPU en matière d'assistance technique et, de l'autre, de la proposition 016 concernant le financement des activités d'assistance technique de l'UPU. Ces deux propositions ont fait l'objet d'amendements (027 et 030 pour la première, 028 pour la deuxième), lesquels portent essentiellement sur la présence accrue de l'UPU sur le terrain.

3. A la suite du retrait de la proposition 027 par ses auteurs, la proposition 030, par laquelle on précise la nécessité d'une collaboration UPU/Unions restreintes en matière de présence sur le terrain, a été adoptée à l'unanimité.

4. Les observateurs et les commentaires relatifs à la proposition 016 ont porté essentiellement sur l'augmentation de 40% proposée au titre des ressources budgétaires de l'UPU affectées à la coopération technique, afin d'effacer les effets de l'inflation. Après un échange de vues des délégations et les explications du Secrétaire général sur les raisons de ce réajustement, le projet de résolution qui fait l'objet de la proposition 016 a été adopté.

III. Formation en matière de gestion (Congrès — Doc 18.1/Add 1)

1. Parmi les activités prévues dans le programme d'action proposé pour la prochaine période quinquennale, la rationalisation de la gestion a été fixée comme devant bénéficier de la première priorité. Le Congrès — Doc 18.1/Add 1 rappelle les actions entreprises par l'UPU pour aider à résoudre les problèmes de gestion dans les pays en développement et pose les principes d'action pour la formation des cadres supérieurs et des décideurs dans le domaine des techniques de gestion.

2. Tous les délégués ont été d'avis que ce type de formation devrait à l'avenir constituer l'une des priorités.

3. Les activités en la matière devraient se dérouler autant que possible au sein des écoles multinationales, notamment pour éviter la prolifération des écoles nationales de gestion et la dispersion des moyens. A ce sujet, l'initiative de l'Union panafricaine des postes (UPAP) visant à créer un Institut africain de management postal mériterait d'être encouragée.

4. La formation dans le domaine considéré devrait avoir un contenu universitaire sans toutefois perdre de vue la nécessité de préserver le caractère d'une formation postale spécifique et technique.

5. La Commission a pris acte du Congrès — Doc 18.1/Add 1.

IV. L'avenir de l'assistance technique de l'UPU (Congrès — Doc 18.5)

1. Le Congrès — Doc 18.5 contient des formulations de caractère général sur ce que devrait être l'assistance technique dans l'avenir. Suivant les idées émises, l'UPU n'effectuerait plus les tâches qui ne requièrent pas une technicité au-dessus des possibilités des Administrations requérantes ni certains travaux administratifs qu'elles sont en mesure d'entreprendre. L'UPU développerait ainsi les fonctions de caractère plus général mais elle continuerait néanmoins d'aider les pays les plus défavorisés pour les tâches opérationnelles d'une technicité au-dessus de leurs capacités.
2. Plusieurs délégations ont manifesté certaines préoccupations à propos de l'interprétation à donner à la notion de caractère complémentaire de l'aide de l'UPU fondée sur le principe de l'autodéveloppement des pays. Elles ont affirmé que l'aide de l'UPU sera encore nécessaire pendant plusieurs années étant donné les besoins considérables en présence et le peu de moyens dont disposent la plupart des pays.
3. En vue de favoriser à l'avenir le développement des communications postales, il a été suggéré de créer au Bureau international une banque de données qui servirait de source d'informations aussi bien pour les Administrations postales que pour leurs clients.
4. Il a été admis qu'il est de la plus haute importance que les Administrations postales atteignent progressivement le stade de l'autodéveloppement.
5. La Commission a pris acte du Congrès — Doc 18.5.

V. La coopération technique entre pays en développement (Congrès — Doc 18.2, proposition 017)

1. Le Congrès — Doc 18.2 fait état des actions entreprises au titre de la coopération technique entre pays en développement et souligne l'intérêt qu'il y a de les accroître de même que la nécessité pour l'UPU de continuer à appuyer le concept de CTPD.
2. Il a été relevé qu'il convient toutefois d'éviter que le recours systématique à cette forme de coopération retarde le développement postal aussi bien dans les pays bénéficiaires que dans les pays donateurs d'aide; il importe donc de continuer à faire appel aux pays développés pour la maîtrise des techniques les plus avancées.
3. A noter cependant que des progrès notables ont été réalisés en la matière, ce qui prouve l'utilité de cette coopération horizontale. C'est pourquoi il importe de renforcer les actions de CTPD par l'instauration d'un système d'échange de personnel et d'informations, l'initiation des spécialistes postaux au métier d'expert ou de consultant et l'organisation des réunions régulières à l'intention des experts et de leurs homologues.
4. Il a été admis que la CTPD ne doit pas être considérée comme une fin en soi, ni comme un substitut, mais plutôt comme une nouvelle dimension de l'assistance technique, déjà mise en évidence au Congrès de Rio de Janeiro.
5. Enfin, une plus grande mobilisation des ressources en faveur de la CTPD de la part des pays bénéficiaires et des pays donateurs a été souhaitée par la majorité des délégations.
6. La Commission a pris acte du Congrès — Doc 18.2 et a adopté à l'unanimité le projet de résolution faisant l'objet de la proposition 017.

VI. L'action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés (Congrès — Doc 18.3, proposition 018)

1. Le Congrès — Doc 18.3 fait état des problèmes particuliers aux pays les moins avancés. L'acuité de ces problèmes a conduit à l'adoption par l'Organisation des Nations Unies d'un programme spécial en leur faveur et à la mise en oeuvre d'actions spécifiques au sein de l'UPU.

2. La Commission a pris note avec satisfaction des mesures prises par l'UPU et le programme envisagé a été unanimement approuvé.
3. La Commission a pris acte du Congrès — Doc 18.3 et a adopté le projet de résolution intitulé "Action de l'UPU en faveur des pays les moins avancés" et faisant l'objet de la proposition Q18, en tenant compte d'une légère modification dont la mise au point a été proposée à la Commission de rédaction.

VII. L'action de formation postale au sein de l'UPU (Congrès — Doc 18.4)

1. Il s'agit d'un document de caractère général qui complète l'étude qui avait été présentée au Congrès de Rio de Janeiro concernant les méthodes d'évaluation des besoins en personnel et la détermination des normes qualitatives et quantitatives.
2. La Commission a pris note du fait que les conclusions de l'étude contenues dans ce document pourront servir de référence utile aux Administrations dans le cadre de leurs activités de formation.
3. La Commission a pris acte du Congrès — Doc 18.4.

VIII. L'assistance technique en matière de règlements internationaux (proposition 3500.1)

La Commission a adopté sans discussion le projet de recommandation qui fait l'objet de la proposition 3500.1 renvoyée à la Commission 9 par la Commission 5. La recommandation considérée, qui porte sur l'assistance technique en matière de règlements internationaux, sera mise en oeuvre par le Bureau international dans le cadre des actions de coopération technique qui seront programmées par le Conseil exécutif sur la base des principes et priorités arrêtés par le Congrès.

Hamburg, le 17 juillet 1984

Le Président de la Commission 9,
M. AOUJIL

Appel en séance plénière

Indemnités prévues pour les envois recommandés

Par la présente, les délégations mentionnées ci-après interjettent appel contre la décision de la Commission 4 de rejeter la proposition 2050.4 visant à majorer de 66 2/3 pour cent les indemnités prévues pour les envois recommandés. Cette décision signifie que les indemnités prévues pour les envois recommandés demeureront inchangées jusqu'à l'entrée en vigueur des décisions du Congrès de 1989. Il ne semble pas avoir été tenu compte de l'inflation qui s'est produite à l'échelle mondiale depuis l'entrée en vigueur des Actes de Rio de Janeiro.

En outre, les frais terminaux et les taxes de base pour les envois de la poste aux lettres ont été majorés de 50 pour cent environ. Une même augmentation a été adoptée à une majorité écrasante pour les indemnités afférentes aux colis. De plus, les crédits budgétaires prévus pour l'assistance technique ont été augmentés de 40 pour cent pour compenser les effets de l'inflation enregistrée depuis le Congrès de Rio de Janeiro. Le Bureau international a souligné que l'augmentation de 40 pour cent correspondait au maintien du statu quo.

Les délégations mentionnées ci-après ne cherchent en aucune façon à contester la décision de la Commission 4. Elles ne peuvent cependant s'empêcher de constater que même si la proposition 2050.4 a été rejetée, la majorité des délégations était en faveur d'une certaine majoration. La décision prise est due au fait que la Commission voulait imposer des augmentations plus faibles que celles qui avaient été proposées; autrement dit, il s'agit d'une erreur technique qui ne reflète pas la volonté de la Commission. En outre, la majorité en faveur du rejet de la proposition était très faible.

Pour compenser en partie les effets de l'inflation générale dans le monde, les délégations mentionnées ci-après tiennent à interjeter appel en plénière et à prier instamment le Congrès d'accepter de majorer de 25 pour cent les indemnités prévues pour les envois recommandés. Les montants proposés pour les indemnités afférentes aux envois recommandés et aux sacs M contenant des envois recommandés sont respectivement de 75 et 375 francs-or.

Hamburg, le 18 juillet 1984

Norvège
Finlande
Islande
Danemark
Suède

Appel en séance plénière

Numérotation des étiquettes des sacs-avion

Conformément à l'article 25, paragraphe 2, du Règlement intérieur des Congrès, les délégations des pays suivants:

AUSTRALIE, BELGIQUE, ESPAGNE, FRANCE, INDE, NORVÈGE, NOUVELLE-ZÉLANDE, SRI LANKA, SUÈDE, SUISSE

souhaitent que l'examen de la proposition 4598.1 soit réouvert en plénière au sujet de l'article 198, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention.

La proposition en question a été adoptée le 29 juin 1984 à la troisième séance de la Commission 6 par 42 voix pour et 40 voix contre. Les délégations mentionnées dans le présent document ont de sérieuses réserves à faire sur les avantages, au plan de l'exploitation, d'une numérotation des étiquettes de sacs de courrier-avion. Le 17 juillet 1984, la Commission 4 a rejeté une proposition parallèle concernant la numérotation des sacs de courrier de surface (cf. proposition 2562.1 ayant trait à l'article 102, paragraphe 6, du Règlement d'exécution de la Convention), les résultats du vote étant les suivants: 6 pour et 74 contre, avec 18 abstentions.

Mis à part les avantages discutables du système, le fait de ne l'appliquer qu'au courrier aérien soulèverait des difficultés sur le plan de l'exploitation.

Hamburg, le 23 juillet 1984

Commission 4 (Poste aux lettres — Réglementation)

Protocole final de la Convention

Réserves non insérées dans le Protocole final de la Convention postale universelle

Numéros des propositions:

2301.2, 2302.1/Rev 3, 2309.1, 2310.91/Rev 3, 2311.1/Rev 1, 2312.1/Rev 1, 2312.91/Rev 1, 2313.3, 2326.91/Rev 3, 2326.92.

Hamburg, le 24 juillet 1984

Séance de clôture

Jeudi, 26 juillet 1984

Ordre du jour

		Numéro du document
1.	Discours du Président d'honneur	—
2.	Discours du Président	—
3.	Discours des Vice-Présidents	—
4.	Discours du Secrétaire général	—
5.	Discours du Doyen	—
6.	Divers	—

Hamburg, le 24 juillet 1984

Le Président du Congrès,
W. FLORIAN

Commission 4 (Poste aux lettres — Réglementation)

Conséquences de l'approbation de l'appel introduit en séance plénière par la délégation de Cuba (Congrès — Doc 97)

Au cours de sa dix-neuvième séance, le Congrès a approuvé l'appel présenté par la délégation de Cuba en ce qui concerne la proposition 2036.2 relative à l'article 36, paragraphe 3, de la Convention.

Ce faisant, la proposition 2036.2 doit être considérée comme rejetée, ainsi que sa proposition corrélatrice 2530.2. En conséquence de cette décision:

- 1° le texte nouveau ajouté à l'article 36, paragraphe 3, lettre b), est supprimé;
- 2° les réserves présentées (article VI, paragraphe 2, du Protocole final) deviennent sans objet;
- 3° le paragraphe 2 (nouveau) de l'article VI du Protocole final est supprimé;
- 4° article 130, paragraphe 3, supprimer le texte nouveau ajouté au début de ce paragraphe "S'il n'est pas fait usage de la dérogation prévue à l'article 36, paragraphe 3, de la Convention".

Hamburg, le 24 juillet 1984

Commission 6 (Poste aérienne)

Conséquences de l'approbation de l'appel introduit en séance plénière (Congrès — Doc 107)

Au cours de sa dix-neuvième séance, le Congrès a approuvé l'appel présenté par les délégations de plusieurs pays en ce qui concerne la proposition 4598.1 relative à l'article 198, paragraphe 1, du Règlement d'exécution de la Convention.

Cela étant, la proposition 4598.1 doit être considérée comme rejetée.

En conséquence de cette décision, le texte de l'article 198, paragraphe 1, reste inchangé.

Hamburg, le 24 juillet 1984

Déclaration de la République islamique d'Iran

La délégation de la République islamique d'Iran remercie la République fédérale d'Allemagne de son aimable hospitalité et souhaite que les organisations internationales ne subissent pas l'influence de ceux qui prétendent défendre la paix et les droits de l'individu; elle souhaite également que les peuples du monde communiquent entre eux dans la plus grande liberté et disposent eux-mêmes de leur propre sort.

Hamburg, le 26 juillet 1984

Déclaration de la délégation des Etats-Unis d'Amérique

La délégation des Etats-Unis d'Amérique rejette la déclaration erronée et rhétorique dirigée contre le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et un membre du congrès de ce pays cité nommément, exprimée par les délégations de l'URSS, de l'Ukraine et de la Biélorussie dans le Congrès — Doc 99. De telles allégations fausses et calomnieuses sont à interpréter comme une tentative pour éviter de donner les réponses adéquates aux problèmes soulevés par plusieurs délégations au cours de ce Congrès à propos de leurs relations postales avec l'URSS. Les violations soviétiques en matière postale touchent à la vie de nombreux individus vivant en Union soviétique ainsi qu'à celle des individus qui tentent de les atteindre.

La déclaration contenue dans le Congrès — Doc 99 introduit des thèmes politiques hors de propos au sein du forum technique de l'Union postale universelle. Nous regrettons vivement que ces délégations tentent de mettre ce forum à profit pour répandre de fausses accusations et de la propagande contre les Etats-Unis d'Amérique et d'autres pays.

La politique extérieure des Etats-Unis d'Amérique repose sur deux objectifs fondamentaux: un monde plus sûr et un monde dans lequel les droits individuels soient respectés, permettant l'épanouissement des valeurs essentielles. Le concept américain de la paix est plus qu'une absence de guerre. Nous encourageons la croissance économique et la liberté individuelle dans un monde de paix.

Le libre accès à la transmission des communications constitue un droit élémentaire qui a été l'objet de nombreux règlements conclus sur le plan international. L'exclusion systématique de certains individus du service postal international constitue une violation de la Constitution, du Règlement général et des Actes de l'Union postale universelle. La non-remise de courrier qui pourrait être distribué à l'adresse indiquée et qui ne contient aucun envoi prohibé est une violation de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Convention internationale sur les droits civils et politiques et des Accords finals d'Helsinki consécutifs à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Le présent Congrès a pris des mesures positives en invitant ses membres à faire la lumière sur leurs interdictions internes en matière de distribution de courrier et en désignant la personne autorisée à signer les formules d'avis de réception.

Ce que nous souhaitons, c'est que l'URSS honore ses obligations internationales par des actes et non par des mots. C'est en se conformant intégralement aux principes des Actes de l'UPU et à la Déclaration de Hamburg adoptée par le présent Congrès que l'URSS contribuera à renforcer la confiance dans la liberté des échanges du courrier et à promouvoir la compréhension mutuelle.

Hamburg, le 26 juillet 1984

